



3 1761 11973994 4

Government
Publications



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761119739944>

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 51

Wednesday, May 19, 1976

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 51

Le mercredi 19 mai 1976

Président: M. Mark MacGuigan

Government
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Justice and Legal Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Justice et des questions juridiques

RESPECTING:

Bill C-83, Criminal Law Amendment
Act (No. 1), 1976

CONCERNANT:

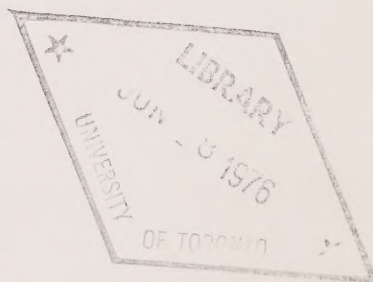
Bill C-83, Loi de 1976 modifiant
le droit pénal, n° 1

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session
Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la
trentième législature, 1974-1975-1976

STANDING COMMITTEE ON JUSTICE
AND LEGAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

Vice-Chairman: Mr. Yvon Pinard

Messrs.

Brisco
Caouette (*Villeneuve*)
Dick
Fairweather
Fox

Gilbert
Guay (*Lévis*)
Holt (Mrs.)
Korchinski
Lachance

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE
ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

Président: M. Mark MacGuigan

Vice-président: M. Yvon Pinard

Messieurs

Marceau
McCleave
Olivier
Poulin

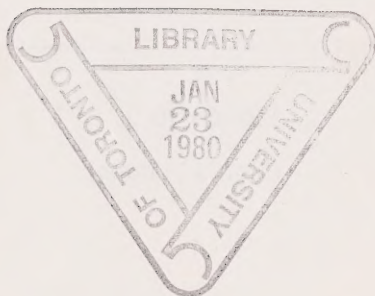
Robinson
Stanbury
Towers
Woolliams—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Lois A. Cameron

Clerk of the Committee



Published under authority of the Speaker of the
House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from Printing and Publishing, Supply and
Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Imprimerie et Édition, Approvisionnements et Services
Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, MAY 19, 1976

(57)

[Text]

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 3:40 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Mark MacGuigan, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Brisco, Caouette (Villeneuve), Gilbert, Mrs. Holt, Messrs. Korchinski, Lachance, MacGuigan, Olivier, Pinard, Towers and Woolliams.

Other members present: Miss Campbell (South Western Nova), Messrs. Friesen, Landers, Leggatt.

Witnesses: From the Correctional Law and Legal Assistance Project, Queen's University: Professor Ronald R. Price, Supervisor. Mr. D. J. Jack, Coroner, New Westminster, B.C.

The Committee resumed consideration of Bill C-83, An Act for the better protection of Canadian society against perpetrators of violent and other crime (*Criminal Law Amendment Act (No. 1), 1976*).

On Clause 2

The witnesses from the Correctional Law and Legal Assistance Project, Queen's University, made a statement, answered questions and withdrew.

Ordered.—That the text of the brief, without appendices, presented to the Committee by the Correctional Law and Legal Assistance Project of Queen's University be appended to the Committee's Minutes of Proceedings and Evidence when available in both official languages.

Mr. D. J. Jack made a statement and answered questions.

In accordance with the order of the Committee made on Tuesday, April 27, 1976, the brief presented to the Committee by Mr. D. J. Jack is printed as an Appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (*See Appendix JLA-27*).

At 6:11 o'clock p.m. the Committee adjourned until 9:30 o'clock a.m. on Thursday, May 20, 1976.

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 19 MAI 1976

(57)

[Traduction]

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 15 h 40 sous la présidence de M. Mark MacGuigan (président).

Membres du Comité présents: MM. Brisco, Caouette, (Villeneuve), Gilbert, M^{me} Holt, MM. Korchinski, Lachance, MacGuigan, Olivier, Pinard, Towers et Woolliams.

Autres députés présents: M^{lle} Campbell (South Western Nova), MM. Friesen, Landers, Leggatt.

Témoins: Du Correctional Law and Legal Assistance Project, Université Queen's: Le professeur Ronald R. Price, superviseur. M. D. J. Jack, Coroner, New Westminster (C.-B.).

Le Comité reprend l'étude du Bill C-83, Loi pour mieux protéger la société canadienne contre les auteurs de crimes violents et autres crimes. (*Loi de 1976 modifiant le droit pénal, n° 1*).

Article 2

Les témoins du *Correctional Law and Legal Assistance Project*, Université Queen's, font une déclaration, répondent aux questions et se retirent.

Il est ordonné.—Que le texte du mémoire, sans appendice, présenté au Comité par le *Correctional Law and Legal Assistance Project* de l'Université Queen's soit joint aux procès-verbal et témoignages du Comité lorsqu'il sera disponible dans les deux langues officielles.

M. D. J. Jack fait une déclaration et répond aux questions.

Conformément à l'ordre de renvoi du mardi 27 avril 1976, le mémoire présenté au Comité par M. D. J. Jack est joint aux procès-verbal et témoignages de ce jour. (*Voir Appendice JLA-27*).

A 18 h 11, le Comité suspend ses travaux jusqu'au jeudi 20 mai 1976, à 9 h 30.

Le greffier du Comité

William C. Corbett

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Wednesday, May 19, 1976

• 1542

[Text]

The Chairman: The meeting will come to order. Mr. Caouette.

M. Caouette (Villeneuve): J'invoque le Règlement, monsieur le président. Nous avons déjà eu l'occasion monsieur le président—et je sais que c'est aussi le cas pour des députés des autres partis—d'intervenir, pour protester contre le fait que les documents distribués aux députés, ne sont trop souvent disponibles qu'en anglais seulement.

Ce n'est que quelques minutes avant d'arriver dans la salle du Comité, quand ce n'est pas plusieurs jours après, que nous recevons les exemplaires français de mémoires et documents.

Je comprends très bien, monsieur le président, le problème technique que cela peut poser, et je crois que nous avons tous fait un effort pour être compréhensifs. Toutefois, monsieur le président, la compréhension a des limites. Je trouve inadmissible que les députés francophones soient toujours handicapés, voire pénalisés, par l'arrivée tardive des textes en langue française, la deuxième langue officielle.

Monsieur le président, pour que ce soit plus juste pour tous les députés, je crois qu'un document ne devrait pas être distribué tant et aussi longtemps qu'il n'est pas disponible dans les deux langues officielles. Il faudra en venir à cela, monsieur le président, car on en a assez des vœux pieux et des bonnes intentions. Je suis convaincu qu'en ne distribuant pas de documents, tant et aussi longtemps qu'il ne sera pas possible de les avoir dans les deux langues officielles, nous résoudrons ce problème agaçant une fois pour toutes.

C'est ainsi, monsieur le président, qu'aujourd'hui une fois encore, nous n'avons pas eu les documents en français. J'aimerais donc proposer une motion. Si vous me le permettez, je vais la lire.

Je propose que le Comité s'ajourne immédiatement et cela tant et aussi longtemps qu'il ne sera pas possible d'obtenir des documents dans les deux langues officielles.

Mr. Woolliams: Well we do not have a quorum.

Le président: Merci, monsieur Caouette. Je pense qu'il s'agit d'une motion que l'on peut discuter. J'ai un petit commentaire à faire: je suis d'accord avec votre point de vue, sur l'importance qu'il y a d'obtenir toute la documentation dans la langue française également. Malheureusement, le Comité n'a pas décidé s'il y aurait une date limite pour soumettre un mémoire avant les réunions et c'est pourquoi, par exemple, nous avons reçu celui-ci hier-soir seulement. Dans un tel cas, il n'était pas possible d'avoir la traduction aujourd'hui.

Si le Comité voulait se fixer une limite dans le temps en ce qui concerne la soumission des mémoires, cela serait peut-être la solution à notre problème.

• 1545

M. Caouette (Villeneuve): Monsieur le président, les gens qui sont là, et je les félicite pour être venus aujourd'hui, ont reçu depuis plusieurs jours cette invitation à venir témoigner. Alors je ne crois pas que ce soit une raison pour ne pas recevoir les documents nécessaires, étant donné qu'ils ont été convoqués déjà depuis plusieurs jours. Je crois qu'ils auraient pu eux, si c'est de leur faute, nous envoyer leurs documents.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mercredi 19 mai 1976

[Interpretation]

Le président: La séance est ouverte. Monsieur Caouette.

Mr. Caouette (Villeneuve): A point of order, Mr. Chairman. On more than one occasion, I have had to raise my voice in protest because too often the documents distributed to the members of the Committee are available in English only.

We get the French versions of briefs and documents only a few minutes before coming to the committee meeting, that is, when we do not get them several days later.

I am perfectly aware of the technical difficulties involved, and I think we have all made an effort to be as understanding as possible. But our understanding has its limits. I find it quite unacceptable that French-speaking members be constantly handicapped or penalized because they receive the French translation of the texts only after they have been presented.

If we are going to be fair to all the members of the Committee, a document should not be distributed if it is not available in both official languages. We have had enough of fine promises and good intentions. I am convinced that this recurring problem would be solved once and for all if documents were not distributed unless they were available in both languages.

And so, once again, Mr. Chairman, we do not have the French translation. I would like to put forward the following motion.

I propose that the Committee adjourn immediately and that it not have any further sittings if documents are not presented in both official languages.

M. Woolliams: Nous n'avons pas de quorum.

The Chairman: Thank you, Mr. Caouette. I do believe it is a debatable motion. I believe you are right in pointing out how important it is for the members of the Committee to have documents presented in both official languages, but we unfortunately have not yet decided on any time limits for the presentation of briefs before our meetings. It was for this reason that we only received this brief yesterday evening, and that is why not French translation is available.

Choosing a time limit for the presentation of briefs would perhaps be a solution to this problem.

Mr. Caouette (Villeneuve): I congratulate our witnesses for wanting to appear before us today, but they did receive our invitation a little while back. There is no justification for the French translation of the documents not being available. After all, they were invited to appear several days ago, and they could have sent us the documents then.

[Texte]

Le président: Oui, mais c'est un choix laissé aux témoins de faire la présentation des mémoires quand ils le désirent. C'est d'ailleurs le sens de notre règlement. Le témoin a choisi de nous donner le mémoire hier soir. C'est un problème pour notre équipe.

Alors, monsieur Olivier, au sujet de la motion.

M. Olivier: Oui, au sujet de la motion. Monsieur le président, je pense que le témoin n'a pas à être mis en cause. Il a le droit de présenter son mémoire dans une des deux langues officielles du pays. Je pense qu'il est justifié. C'est à nous, au niveau de la régie interne du Comité de s'organiser pour qu'il soit disponible dans les deux langues.

Il est impensable, monsieur le président, que nous acceptions un mémoire aussi volumineux, uniquement dans une des deux langues officielles. Les gens que ne comprennent pas l'anglais ne pourront pas poser des questions intelligentes au témoin. Comment voulez-vous que ces personnes puissent apprécier tous les commentaires du professeur ici présent? C'est un handicap majeur. Je pense que nous n'avons pas d'autre choix, que d'attendre que nous ayons vraiment la version française. Ainsi, nous pourrions poser des questions intelligentes au témoin. Je tiens à souligner que ce n'est pas la faute du témoin, loin de là. Nous, en tant que comité parlementaire, devons d'abord obtenir une traduction du mémoire présenté et ensuite avvertir le témoin à quelle date qu'il pourra comparaître.

Et je pense qu'il serait très indécent, monsieur le président, que nous continuions à interroger le témoin, c'est lui faire un affront. Nous n'avons même pas lu le mémoire français. Ceux qui ne comprennent pas l'anglais, ne peuvent pas poser des questions à notre témoin sans connaître ses commentaires. Il a pris le temps, monsieur le président, de regarder tout le projet de loi, de rédiger un mémoire et de nous le soumettre, mais nous l'avons même pas lu. Je pense que c'est de faire un affront au témoin de prétendre lui poser des questions sur une chose qu'on n'a pas lue.

Donc, monsieur le président, je pense que nous ne devrions pas siéger tant et aussi longtemps que nous n'aurons pas la version française de ce mémoire. D'ailleurs, tout le monde sait, au Parlement, et surtout, les responsables de l'organisation ou le secrétaire que les documents doivent être déposés dans les deux langues officielles afin que nous puissions poser des questions intelligentes.

Le président: Oui. Nous pouvons changer les règlements du Comité, mais nous devons faire cela. Nous n'avons pas le quorum nécessaire en ce moment pour mettre la motion aux voix.

Excusez. Monsieur Towers.

Mr. Towers: Mr. Chairman, I hope members of the Committee will go along with this today because of the fact we do have our witness with us. I think this is one of the unprecedented situations that any Committee has to deal with, with the number of witnesses who have wished to come before the Committee, and also because of the fact that many witnesses have been requested by members of the Committee to come before it.

It seems that meeting after meeting we are bogged down in detail and points of order. Perhaps we should have a special meeting set aside for that and not do that in front of the witnesses. The time we have to spend with witnesses is limited. I would far rather see you call a special meeting just for the members of the Committee so that all these points of order could be brought up. We do not necessarily need to wash our dirty linen in front of the witnesses all

[Interprétation]

The Chairman: Granted, but it is left up to the witnesses to submit their briefs to us when they want, and that is also what our regulations say, the witness chose to give us his brief yesterday evening. It is something of an internal problem for us.

Mr. Olivier would like to address himself to the motion.

Mr. Olivier: The witness it not the one to blame. He has the right to present his brief in one of the two official languages of the country, and he was fully justified in presenting it in English. Making it available in both official languages is an internal problem which we have to solve.

I cannot conceive us accepting as important a brief as this one in one official language. Those members of the Committee who do not understand English will not be able to ask intelligent questions. How do you expect them to fully appreciate the points brought up by our witness in his brief? It is an important handicap for those members who cannot understand English. I do not think we have any other choice but to wait until we have the French version of the brief. In this way, we shall be in a position to ask intelligent questions. I would like to point out that it is not the fault of the witness. It is up to the Committee to obtain a translation of the brief being presented and then inform the witness of the date on which he could appear.

It would be improper for us to question the witness since we do not have the French version of the brief. Those members of the Committee who do not understand English will not be able to ask questions if they are unfamiliar with the contents of his brief. Our witness took the trouble to study the bill and prepare a brief, but we have not even had the chance to read it. It would be most improper for us to ask him questions concerning a brief we have not even read.

I therefore feel that we should not sit until we have the French version of the brief being presented today. Besides, everyone knows, especially the committee organization staff, that all documents being presented must be in both official languages, so that the members of the Committee will be able to ask intelligent questions.

The Chairman: I understand. We should change our way of proceeding, but we do not have the quorum necessary to vote on the motion put forward.

Excuse me. Mr. Towers.

M. Towers: J'espère que les autres membres du Comité vont vouloir procéder avec la séance d'aujourd'hui, étant donné la présence des témoins. Nous nous trouvons dans une situation sans précédent, compte tenu du nombre de témoins qui ont voulu comparaître devant nous et aussi du fait que beaucoup de témoins ont été invités à comparaître, par des membres du Comité.

J'ai l'impression que nous nous perdons dans des questions de procédure séance après séance. Nous devrions peut-être régler cette question au cours d'une séance du comité directeur plutôt que de le faire devant les témoins. Après tout, nous n'avons pas beaucoup de temps. J'aimerais mieux que nous tenions une séance spéciale pour régler ces questions. Nous ne sommes pas obligés de laver notre linge sale devant les témoins. Le témoin a pris la

[Text]

the time. Surely we could hear the witness since he went through the effort of coming before us. Let us rely on the interpreters we do have for the Committee.

The Chairman: Thank you, Mr. Towers. I might say that the witnesses have the choice of submitting no written documentation whatsoever either. It is their choice to come here submitting nothing. They also have the choice, if they wish, of submitting documentation in advance. We urged them to do that a week in advance, but they are not required to do so. Without a directive from the Committee I do not think we can hold them at fault for that.

Mr. Caouette.

M. Caouette (Villeneuve): Monsieur le président, oui, c'est bien cela.

• 1550

The Chairman: Mr. Woolliams.

Mr. Woolliams: I sympathize with the viewpoint because I have always supported the two languages; in my party I have always taken that position. But I did speak to Professor Price and I take some responsibility on this. I was the one who asked the steering committee because I know that he is skilled in preparing a brief. He has prepared a very extensive brief and he only got it finished about two days ago. If we could give him a little extra time rather than questioning him, he is a man with an expertise in this field, and if you could bear with us maybe we could refer this to the steering committee and see what we can do about it; but this boils down again—and I do not want to get into a row about that—of rushing six meetings a week and getting these people to present their briefs. If this had to be translated I think we would have to be practical. I do not know how many people it would have taken last night to have done it. I sympathize in your position that you would like to have it. Many of us in English received it so late that we have not had time to read it, so I think many of us are in the same position whether it is in English or French and I would ask you to bear with us on this witness because we have had other briefs.

People have raised this before and sometimes they do not raise it, but just to co-operate at this time, he has come from Queen's University. I would be somewhat jealous of the fact that if I had been born in Quebec where your universities are so perfectly bilingual, it would be a great asset. Many of us in Western Canada do not have that opportunity. I do not know about Queen's, whether they have those facilities or not, but I would ask you to proceed because of the situation, because we have to have another witness at 4.30 p.m. and we have a man here who is going to help us in reference to the terms and conditions of parole and I would like to hear him.

Le président: Monsieur Olivier.

M. Olivier: Monsieur le président j'accepterais la proposition de mon collègue M. Woolliams, à condition que nous puissions nous en remettre au Sous-comité de l'ordre du jour et de la procédure à cet égard, afin que pareille chose ne se reproduise pas à l'avenir et que nous tenions pour acquis que cela ne doit pas se produire de nouveau au Comité de la justice et des questions juridiques. Si M. Woolliams est d'accord là-dessus, nous pourrions renvoyer l'affaire au Comité directeur qui l'étudiera et nous nous guiderons en conséquences.

[Interpretation]

peine de se déplacer, et nous devrions l'écouter. Faisons confiance aux interprètes.

Le président: Merci, monsieur Towers. Je dois dire en passant que les témoins peuvent également choisir de ne pas nous faire une présentation écrite. Ils peuvent comparaître sans présenter de mémoire. Ils ont également le choix de nous faire parvenir les mémoires à l'avance. Nous les encourageons à le faire une semaine d'avance, mais cela n'est pas obligatoire. Nous ne saurions les blâmer pour cela s'il n'existe pas de règlement précis.

Monsieur Caouette.

Mr. Caouette (Villeneuve): I think you are right, Mr. Chairman.

Le président: Monsieur Woolliams.

M. Woolliams: J'ai toujours appuyé la politique du bilinguisme, et cela a toujours été la position de mon parti. Et j'ai été en contact avec le professeur Price, et c'est à moi que revient une partie de la responsabilité pour ce qui s'est passé. C'est moi qui ai demandé au comité directeur de l'inviter, parce que je savais qu'il avait des talents pour la présentation d'un mémoire. Il a préparé un document très complet qu'il a terminé il y a deux jours seulement. Donnons-lui un peu plus de temps pour faire une présentation au lieu de lui poser des questions. C'est un homme spécialisé dans ce domaine, et si vous voulez nous pourrions renvoyer cette question au comité directeur pour qu'il puisse s'en inquiéter. Tout cela découle de notre horaire chargé. Nous avons six séances par semaine et les témoins doivent se dépêcher de préparer leurs mémoires. Soyons pratiques. J'ignore combien de gens il nous aurait fallu hier soir pour traduire un mémoire aussi détaillé. Je comprends votre point de vue, mais beaucoup des membres anglophones du Comité l'ont reçu si tard que nous n'avons pas eu le temps de le lire. Cela veut dire que nous sommes pour la plupart dans la même position que les francophones, et c'est pour cela que je vous demande d'avoir un peu de patience.

C'est un point qu'on a déjà soulevé au Comité, et je vous demande de coopérer un peu, étant donné que le témoin est venu de l'Université Queen's. L'Université Queen's n'est pas une université bilingue, comme celles du Québec, et beaucoup de nous qui viennent de l'Ouest n'ont pas l'occasion d'apprendre les deux langues. J'ignore la situation linguistique à Queen's, mais je vous demande néanmoins de ne pas demander qu'on lève la séance maintenant. Nous avons un autre témoin à 16 h 30, et le professeur Price va nous parler des termes et conditions de la libération conditionnelle. Pour ma part, j'aimerais l'entendre.

The Chairman: Mr. Olivier.

Mr. Olivier: I accept Mr. Woolliams' proposal, on the condition that we refer the matter to the Subcommittee on Agenda and Procedure so that this situation does not recur. We should take it for granted that such a thing should not happen again in the Justice Committee. If Mr. Woolliams finds such a proposal acceptable, we could refer the matter to the steering committee for study.

[Texte]

The Chairman: Fine. I think it would certainly be agreeable to have this matter considered by the steering committee.

Monsieur Caouette.

M. Caouette (Villeneuve): Monsieur le président, je ne suis pas d'accord, car la semaine dernière, des témoins sont venus ici et un député m'a reproché de ne pas avoir été au comité directeur pour l'acceptation de ces témoins. Effectivement, je n'ai pas été au comité, car j'ai demandé la traduction française et on m'a dit qu'il était impossible de l'avoir.

Or, si un tel reproche m'a été adressé, en tant que membre du Comité de justice et des questions juridiques, je n'accepte pas du tout l'idée de M. Woolliams de renvoyer cela au comité directeur, car si nous le faisons encore une fois, nous aurons probablement les mêmes problèmes.

Si aujourd'hui nous avons pu avoir au moins un document en français des deux témoins qui sont ici présents, je n'aurais peut-être pas fait de motion, mais aujourd'hui, c'est le comble, nous avons deux témoins et aucun des deux témoins ne peut nous fournir une traduction française. Alors c'est pour cela que je maintiens ma motion telle qu'elle est présentée.

Le président: Nous n'avons pas un quorum suffisant pour voter, nous ne pouvons qu'entendre des témoins et je préfère que nous procédions et entendions les témoins. I suggest that we proceed with hearing our witnesses because we have a quorum for that and not for voting on a motion, and I will therefore invite the witnesses from the Correctional Law and Legal Assistance Project at Queen's University.

... Monsieur Olivier ...

M. Olivier: Oui.

Le président: ... c'est pour interroger ou pour ...

M. Olivier: Non, non, je veux mentionner qu'il est bien entendu que c'est la dernière fois que nous acceptons de recevoir des documents qui ne sont pas dans les deux langues officielles pour les députés. Il serait impensable, aujourd'hui, de dire au professeur de s'en retourner après avoir travaillé comme cela. Mais c'est la dernière fois que nous acceptons cela.

Le président: Dans ce cas, nous devons changer les règlements du Comité.

M. Olivier: Nous les changerons.

Le président: Oui. Nous n'avons pas fait un tel changement, mais nous pouvons le faire.

Mr. Korchinski: On that point, it may be that the witnesses would have done that had they been specifically informed in writing that they had to have it.

The Chairman: Right. I can only inform them what the rules of the Committee are. The rules of the Committee are that the witness may appear without any text; no text is required. If the witness comes, he is urged to submit his text a week in advance but he is not required to. If the Committee wishes to change those rules, I will advise the witness what the Committee's wish is. Until the Committee changes those rules, witnesses will not be so advised.

[Interprétation]

Le président: Fort bien. Je pense que la meilleure façon de procéder serait de renvoyer la question au comité directeur.

Mr. Caouette.

Mr. Caouette (Villeneuve): Mr. Chairman, I do not agree. Last week, another member of the Committee reproached me with not having been present at a meeting of the steering committee to decide to which witnesses we should invite. I did not go to the meeting because I asked that an interpreter be present and I was told that it was not possible.

That was the reproach made to me, and as a member of the Standing Committee on Justice and Legal Affairs, I find Mr. Woolliams' proposal that the matter be sent to the steering committee quite unacceptable. Should we do so, we shall probably not solve the matter at all.

I would not have put forward a motion for adjournment at all today, if both the briefs presented to us today had not been in English. But that really takes the cake! Two witnesses are appearing, and neither one has presented us with a brief in French. For that reason, I shall not withdraw my motion.

The Chairman: We do not have the necessary quorum to vote on your motion, but we can hear witnesses. I would prefer to carry on and hear them. Étant donné que nous avons un quorum pour entendre les témoins et qu'il n'y a pas assez de membres pour voter, je propose que nous procédions. Je laisse donc la parole aux témoins de l'Université Queen's qui travaillent au *Correctional Law and Legal Assistance Project*.

Mr. Olivier.

Mr. Olivier: Yes.

The Chairman: ... do you have a question or ...

Mr. Olivier: I hope it is clearly understood that this is the last time we shall accept documents which are not in both official languages. It would be out of the question to ask Professor Price not to speak today after all the work he did preparing his brief. But it is the last time we shall accept this way of proceeding.

The Chairman: That means we shall have to change the Committee regulations.

Mr. Olivier: And we shall do so.

The Chairman: Yes. We have not yet made any such change in our regulations, but we can still do so.

M. Korchinski: Les témoins auraient pu présenter leur mémoire dans les deux langues officielles si on leur en avait fait la demande par écrit.

Le président: C'est exact. Je peux seulement les aviser des règlements actuels du Comité. Selon ces règlements, les témoins peuvent comparaître sans nous présenter de mémoire. Si un témoin décide de comparaître, on lui demande de nous envoyer le texte de son mémoire une semaine d'avance, mais ce n'est pas une obligation. Si le Comité veut changer cette façon de procéder, j'en aviserai les témoins à l'avenir. Mais cela ne sera fait que lorsque les règlements auront été modifiés.

[Text]

Mrs. Holt: Is there a danger that in circumstances like this, with a brief this size rushed out and finished only two nights ago, they may not present a brief at all? They may take advantage of the fact that they do not have to present a brief and then we are sort of left without anything if that happens.

The Chairman: That is their choice. That is . . .

• 1555

Mrs. Holt: That is a real danger.

The Chairman: That depends. That will be reflected, I think, perhaps in the effectiveness of their presentation.

Mrs. Holt: It is very difficult to find translators in Western Canada, as you probably are aware.

Mr. Korchinski: We will speak German.

The Chairman: I will call Professor Ronald Price, who is the supervisor of the Correctional Law and Legal Assistance Project at Queen's and who, I believe, will make the principal presentation. Professor Price.

Professor Ronald R. Price (Correctional Law and Legal Assistance Project, Queen's University): Mr. Chairman, I am concerned about the position I find myself in this afternoon. I believe it was last Wednesday when we were told of the date we had for the submission of this material. I explained to your committee people that we were in the middle of our examination period at Queen's University. Although our students have been working on this material, I was in the midst of examination marking, which takes precedence in a law school, as your Chairman will know, over anything else. So I was placed in the position—indeed, very unpleasant position, with family relatives here from Alberta—of having to drop everything, and work through the weekend to get this out.

We have been in a position in which I think it is fair to say that we have done more in this area than anyone else in Canada. There is a matter of considerable importance in the nature of public policy involved in this legislation. We have striven mightily to provide a practical brief addressed to the specific provisions of the legislation, and to do it in circumstances that are really not very comfortable.

I am not comfortable being here with members of the Committee who do not understand this because it has not been translated. This is not the fault of your committee people, of your staffing, or the staff who tried their darnedest to get the material to you. I have indicated that we would be prepared to come back. I have been told we would not be welcomed back by your Chairman.

I know the feeling that others, in regard to this Committee, have felt in the extent to which they have been rushed on submissions of important public policy.

My brief is on file. I am not going to speak to it today. I am sorry. I am not prepared to have important matters dealt with in this fashion. We have no further submissions to make. I hope that you will read them, but I am not speaking to them.

[Interpretation]

Mme Holt: Mais dans ces circonstances, étant donné le volume de ce mémoire, qui a été terminé il y a seulement deux jours, ne court-on pas le risque qu'on ne présente pas de mémoire du tout? Il se peut que les témoins profitent de ce qu'ils ne sont pas tenus de présenter un mémoire et qu'ils nous laissent ainsi sur notre appétit.

Le président: Oui, mais ils ont le choix. Ils ont . . .

Mme Holt: Nous courons ce risque.

Le président: Tout dépend. Cela pourrait avoir une incidence sur la qualité de leur exposé.

Mme Holt: Il est très difficile de trouver des traducteurs dans l'Ouest canadien, comme on s'en doute.

M. Korchinski: Nous parlerons donc allemand.

Le président: Je donnerai maintenant la parole au professeur Ronald Price, qui est le directeur du *Correctional Law and Legal Assistance Project* à l'Université Queen's et qui se chargera de faire l'exposé. Professeur Price.

Professeur Ronald R. Price (Correctional Law and Legal Assistance Project, Université Queen's): Monsieur le président, je suis dans une position délicate cet après-midi. Je crois qu'on nous a signalé mercredi dernier la date limite de présentation de ce document. J'ai expliqué aux responsables des travaux du Comité que nous nous trouvions en pleine période d'examen à l'Université Queen's. Même si ce sont nos étudiants qui ont travaillé à la préparation de ce mémoire, j'étais pour ma part affairé à la correction d'examens, ce qui constitue une priorité dans une école de droit comme saura vous le dire le président du Comité. Je me voyais donc dans une position assez difficile: alors que je recevais des parents d'Alberta, j'ai dû tout laisser tomber et consacrer mon week-end à terminer la préparation de cet exposé.

Je crois que nous pouvons dire très honnêtement que nous avons fait beaucoup plus dans ce secteur que quiconque au Canada. Ce projet de loi est extrêmement important du point de vue de la teneur de la politique publique. Nous avons essayé de présenter un exposé concret sur des questions dont traitent les dispositions du projet de loi et nous avons dû le faire dans des circonstances qui n'étaient pas du tout propices.

Je déplore le fait que je me trouve parmi des membres du Comité qui ne comprennent pas cela et qui rouspètent parce que l'exposé n'est pas traduit. Ce n'est pas arrivé par la faute des responsables des travaux du Comité, de votre personnel ou du personnel qui a fait de son mieux pour que ce document vous parvienne. J'ai dit que nous étions prêts à revenir. Le président du Comité m'a dit que nous ne serions alors pas les bienvenus.

Je sais ce qu'ont ressenti d'autres gens qui ont été bousculés dans la préparation d'exposés sur des questions d'intérêt public très importantes qu'ils ont présentées à ce comité.

Vous avez maintenant mon exposé. Je ne vais pas en parler aujourd'hui. Excusez-moi, mais je refuse d'aborder des questions aussi importantes en les expédiant. Nous n'aurons pas d'autre exposé à présenter. J'espère que vous lirez les documents que nous avons déposés, mais je refuse d'en parler.

[Texte]

That is the end of my submission.

The Chairman: Thank you, Professor Price.

Professor Price: My remarks will be recorded?

The Chairman: Yes, your remarks will be recorded. The witness chooses not to continue his testimony.

Mr. Gilbert: Mr. Chairman, before Professor Price leaves, I hope that he does not consider this an insult by the members of the Committee to him and to the members that have worked on this. We have been under great pressure with regard to this particular bill. I, for one, am sure that all of us looked forward to hearing some of the things that Professor Price had to say on this. I would appreciate it if Professor Price would reconsider his position, and just set forth to us in a short summary some of the salient points that he thinks we should be studying, looking at and, possibly, changing. Please do not . . .

Professor Price: I realize, Mr. Gilbert, the pressure you are under. I have some concern that you are under too much pressure, having regard to the importance of the legislation. But that is not for me to say, obviously, that is for your Committee.

If you want me to, I will. But I am certainly not going to impose something on you when there are members here who have not had a chance to read it. I regret that. We worked as quickly and as hard as we could to get what we felt was an important brief to you. If you want this, yes, I will stay, but I am not going to force myself on any member of this Committee.

Mr. Gilbert: I always feel it is a courtesy for a person to present a brief in written form and then come and summarize that brief. This is what most of them have done. It is unfortunate that we have not had the translation; it is just a time factor and it is probably a volume factor. And . . .

Mr. Caouette (Villeneuve): Mr. Chairman . . .

The Chairman: Excuse me, Mr. Caouette.

M. Caouette (Villeneuve): Monsieur le président, je m'excuse auprès du professeur si je l'ai blessé tantôt en disant que c'était de la faute des témoins si les documents n'étaient pas arrivés à temps. Je voudrais m'excuser auprès du professeur. Or, c'est vrai que c'est un peu de la faute du système de traduction. Mais je n'accepterai pas non plus que le professeur parte d'ici cet après-midi sans avoir expliqué son document, et sans que les membres du Comité n'aient posé des questions. Pour ma part, je vais seulement m'abstenir de poser des questions au professeur et tout sera dans l'ordre.

Monsieur le professeur, si j'ai soulevé ce point, c'est que cela fait très longtemps que nous étudions ce projet de loi. Je crois que nous étudions le Bill C-83 depuis trois semaines et nous sommes constamment obligés de revenir sur ce point.

Alors, je voudrais qu'une fois pour toutes ce point soit éclairci et que nous obtenions aussi gain de cause. Je crois qu'il est normal qu'un député francophone ait les documents nécessaires pour travailler, tout comme les a un député anglophone.

[Interprétation]

Voilà, j'ai terminé ma déposition.

Le président: Merci, professeur Price.

M. Price: Mes remarques seront-elles enregistrées?

Le président: Oui, elles le seront. le témoin refuse de poursuivre sa déposition.

M. Gilbert: Monsieur le président, avant que le professeur Price nous quitte, je voudrais qu'il comprenne bien que les membres du Comité n'ont pas voulu l'insulter, ni lui, ni les membres de son équipe. Nous avons été harcelés de travail avec ce bill. Pour ma part, je suis sûr que tous autant que nous sommes, nous sommes très intéressés de connaître le point de vue du professeur Price sur ces questions. Je serais très reconnaissant au professeur Price s'il avait l'extrême obligeance de revenir sur sa décision et de nous faire un bref résumé des points saillants, que, selon lui, nous devrions étudier, examiner et peut-être modifier. S'il vous plaît, ne soyez pas . . .

Prof. Price: Monsieur Gilbert, je comprends que vous soyez accablés de travail, c'est cela précisément qui me préoccupe, vu l'importance de ce projet de loi. Mais ce n'est pas à moi de prendre une décision ici, de toute évidence, c'est aux membres du Comité.

Si vous me demandez de faire cela, je le ferai. Mais je ne voudrais m'imposer en rien, surtout lorsqu'il y a ici des membres qui n'ont pas eu l'occasion de lire notre mémoire. Je déplore cela. Nous avons travaillé aussi vite et aussi dur que nous avons pu pour vous présenter ce que nous croyons être un exposé important. Si c'est là votre désir, je resterai volontiers, mais je ne vais absolument pas m'imposer à aucun membre du Comité.

M. Gilbert: Je considère toujours comme une courtoisie de sa part le fait que quelqu'un se donne le mal de présenter un exposé écrit et vienne ici pour le résumer. C'est ce que les autres témoins ont fait dans la plupart des cas; il est déplorable que nous n'ayions pas la traduction, mais je crois que cela s'explique par des contraintes de temps, et peut-être des contraintes de volume. Et . . .

M. Caouette (Villeneuve): Monsieur le président . . .

Le président: Excusez-moi, monsieur Caouette.

Mr. Caouette (Villeneuve): Mr. Chairman, I apologize to Professor Price. I did not mean to hurt him when I said that it was the witnesses's fault if the documents had not arrived in time. I would like to apologize to him. I think that the translation system is a little bit to blame here. I certainly would not want Professor Price to leave the room without explaining his brief and without giving the members of the Committee a chance to ask questions. As far as I am concerned, I will not ask any questions and then everything will be in order.

Professor Price, I raised the point because we have been examining this bill for a long time. I think we have been examining Bill C-83 for three weeks and time and time again the same thing happens.

I would like that once and for all this be made clear and that we win this argument. I think it is only natural that a French speaking member of parliament be provided with necessary documentation in his own language so he can work as can an English speaking member.

[Text]

Il me fait donc plaisir de demander au professeur, de rester avec nous cet après-midi, et de donner la chance aux membres du Comité de s'expliquer, de poser des questions.

Le président: A la lumière des remarques de M. Caouette, le professeur Price accepte de rester avec nous.

M. Olivier: Je sais que le professeur est un intellectuel éminent et je voudrais lui mentionner que lorsqu'il est question de principes, il n'y a pas lieu de s'offusquer. Je pense qu'à tous les niveaux, même à celui des intellectuels, il y a des choses qui doivent être dites, qui doivent être faites. Je pense qu'il a très bien compris la raison pour laquelle nous avons fait ces commentaires et je suis sûr et certain que ce sera faire honneur à son intelligence...

Professor Price: Shall I get on with it then? I am sorry.

The Chairman: Go ahead, Professor Price.

Professor Price: We are from an academic institution but we are also engaged in a form of practice of law which is specialized, representing prison inmates in a very specialized area. The courts have been prepared to hear us and, as I have said in the introduction to our remarks, we have been in the Supreme Court of Canada on a number of occasions. So, we are not just academics and I hope the Committee will understand that. One very quickly learns that when one gets into this area of practice, this is a very technical and complex body of law and sometimes the implications of particular provisions are not as apparent as they might be.

We have really set out a very short brief, believe it or not, in terms of the issues. And what I have tried to do to rehash the introduction is to put before you some issues which we think are major, and issues of principle, and other issues which are essentially technical, in some cases simply to suggest possible changes in the form of legislation which may create hopefully less problem than it may present in its present form.

Our principal issue of principle, we start with at the beginning, is the failure to make adequate provision in this bill for principles of natural justice as they are understood in Canadian administrative law. We are told in the material distributed to the public on the bill that regulations are to follow providing some measure of natural justice in relation to parole procedures. The material pertains to point out that there is no obligation, as the courts have said, but the National Parole Board feels some responsibility to provide safeguards in relation to parole matters.

I think it goes a bit further than that. In point of fact, the Supreme Court of Canada of this country has been very badly split on parole matters; we have had ringing dissents. I have set out some of the relevant parts. I have thought it appropriate to include as an appendix to this material the decision of the Supreme Court of Canada in the Howarth case so you will see how strongly members of the Court feel about it. And they have echoed this in the Mitchell case. Indeed in the Gorog case the Crown abandoned the appeal although it was the victor in the Court of Appeal. One almost wonders whether they are nervous about the sting of the Supreme Court of Canada, appearing before it on these matters.

[Interpretation]

It is therefore my pleasure to ask Professor Price to stay here this afternoon and to give the Committee members a chance to explain their position and ask questions.

The Chairman: Following Mr. Caouette's remarks, Professor Price accepts to stay here with us.

Mr. Olivier: I know that Professor Price is a well-known academic, but I would like to point out that on questions of principle, there is no need to be insulted. I think that in all areas, even in his own academic area, some things must be said and they must be done. I think he has very well understood the reason why we brought up those remarks and I am sure that in doing so we praise his intelligence—

Le professeur Price: Dois-je donc commencer? Excusez-moi.

Le président: Allez-y professeur Price.

Le professeur Price: Nous faisons partie d'une institution universitaire, mais nous exerçons le droit d'une certaine façon, à savoir en représentant de façon très spécialisée des détenus dans des circonstances très spéciales. Les tribunaux nous entendent et, comme je le fais remarquer dans l'introduction à notre mémoire, nous nous sommes rendus jusqu'à la Cour Suprême du Canada à plusieurs reprises. Nous ne sommes donc pas uniquement des universitaires et nous espérons que le Comité en tiendra compte. On apprend très vite que dans ce genre de pratique, les lois sont extrêmement techniques et complexes et parfois l'incidence de certaines dispositions n'est pas évidente à première vue.

Notre exposé, croyez le ou non, est extrêmement court, compte tenu des problèmes discutés. Ce que j'ai essayé de faire dans l'introduction, c'est de vous présenter quelques problèmes que nous considérons majeurs, quelques problèmes de principe et d'autres problèmes essentiellement techniques en plus, dans certains cas, de proposer des modifications aux projets de loi qui pourraient peut-être diminuer les écueils que comporte la version actuelle.

Voici le premier problème de principe: le projet de loi ne prévoit aucune disposition sur les principes de justice naturelle tels qu'on les connaît en droit administratif canadien. Dans les documents distribués au grand public au sujet de ce bill, on peut lire que des règlements seront faits et viseront à introduire certains éléments de justice naturelle dans les procédures de libération conditionnelle. On peut lire dans ces documents que cela n'est absolument pas obligatoire, comme l'ont déclaré les tribunaux, mais que la Commission des libérations conditionnelles croit qu'il lui incombe de fournir des garanties relatives aux questions de libérations conditionnelles.

Je crois que cela va un peu plus loin encore. En fait, les juges de la Cour Suprême du Canada ne s'entendent pas sur les questions de libérations conditionnelles et il y a des dissensions criantes. J'ai relevé les détails pertinents. J'ai cru qu'il était bon d'ajouter en annexe à ces documents la décision de la Cour Suprême du Canada dans la cause Howarth si bien que vous pourrez constater les opinions bien arrêtées qui sont celles des juges de la Cour Suprême. On peut également se reporter à la cause Mitchell pour vérifier cela. Dans la cause Gorog, la Couronne a abandonné l'appel, même si elle s'est vue adjugée gain de cause en Cour d'appel. On peut se poser des questions sur l'impact de la Cour Suprême à ce sujet.

[Texte]

I have quoted part of the reasons for judgment of Chief Justice Laskin in the Mitchell case and just a couple of words of it make my point:

The plain fact is that the Board claims a tyrannical authority that I believe is without precedent among administrative agencies empowered to deal with a person's liberty. It claims an unfettered power to deal with an inmate almost as if he were a mere puppet on a string.

• 1605

It goes on to say that they offer no reasons, they say they are obliged to offer none—and the like.

That is not just the courts. The fact of the matter is that two investigating committees have recommended, in very detailed form, precise natural justice safeguards; these are, of course, the Senate Committee, the Goldenberg Committee. I have summarized, on page 6, what those recommendations are in regard to notice of hearing, disclosure of relevant information—I had better slow down for the translator, I am sorry—the right to be present and to be heard, and the like. Again, Mr. Justice Hugessen, presiding over the Task Force on Relief of Inmates even went further. This task force, I may add, had three members two of whom were correctional people. And they added an additional thing, adequate protection in regard to burden of proof, and also an express provision that would have required, in the act, that one would have access to the Federal Court of Canada in regard to parole matters.

None of this is in the bill. What the bill does is say that the Governor-in-Council may make regulations—may, and not legislation, regulation—Parliament is not going to pass on these. The Parole Board, I suppose through the Governor-in-Council, will provide some sort of indications that may be adequate procedural safeguards, they may not. The provision remains in the bill that there is no right of an inmate to an interview on parole matters, they have not thought to take that out. One must wonder, in the light of the very precise recommendations—not of academics, I may add, or not of the American courts, which have gone a long way in this—but of responsible official agencies in Ottawa—that this is not done. We do not think this is good enough. We have set out, on page 8, a series of specific recommendations as to what we think needs to be done to meet this.

I might relate that to one other general point concerning the approach the bill takes, and that is our second heading, "National Parole Board Discretion."

The act purports to give an absolute discretion to the National Parole Board in precise terms. In fact, virtually all current scholarship in the area of administrative law—and this is academic but, again, research literature—take two strong positions, and the Law Reform Commission of Canada is a devotee of these. One position is that natural justice safeguards must be met. The second is that unfettered discretion is unacceptable in this day and age, and that there should be appropriate guidelines laid down to control and direct discretion in appropriate fashion. None of this is reflected in these bills, in these proposals relating to parole.

[Interprétation]

J'ai cité quelques raisons qu'a données le juge en chef Laskin dans la cause Mitchell et je vous citerai quelques mots pour illustrer sa pensée:

Il semble clair que la Commission invoque une autorité tyrannique qui à mon avis ne s'est jamais vue au sein des agences administratives chargées de la liberté d'un individu. Elle s'arroge un pouvoir illimité et traite un détenu un peu comme s'il était une marionnette.

Ensuite, il est dit que la Commission ne donne aucune raison parce qu'elle ne se voit pas obligée de le faire, etc.

Mais cela ne se limite pas aux tribunaux. Effectivement, deux comités d'enquête ont recommandé de façon très détaillée des garanties de justice naturelle et ce sont un comité du Sénat et le comité Goldenberg. A la page 6, j'ai fait un résumé de ces recommandations sous les rubriques avis d'audience, communication des renseignements pertinents, (excusez-moi, je devrais peut-être parler plus lentement à cause de l'interprète) droit d'être présent et de se faire entendre, etc. Du reste, le juge Hugessen qui a dirigé le Groupe d'étude sur le relâchement des prisonniers est allé encore plus loin. Son groupe d'étude était d'ailleurs formé de trois membres dont deux étaient des experts en questions correctionnelles. Ils ont réclamé de plus une plus grande protection pour ce qui est de la charge de la preuve et ont parlé de dispositions qui dans la loi auraient permis un recours en Cour fédérale du Canada pour des questions de libération conditionnelle.

Rien de cela ne se trouve dans le bill. Le bill par contre dit que le gouverneur en conseil peut faire des règlements, on dit bien peut, et remarquez qu'il ne s'agit pas de loi mais de règlement, et que le Parlement ne se prononcera pas sur eux. La Commission des libérations conditionnelles par l'intermédiaire du gouverneur en conseil, je suppose, donnera certaines directives qui pourraient constituer des garanties de procédure appropriée mais rien ne l'y oblige. On trouve toujours dans le bill cette disposition qui nie au détenu le droit d'intervenir dans des questions de libération conditionnelle et on n'a pas jugé bon de la supprimer. On se demande à la suite de ces recommandations très précises qui ne viennent pas d'universitaires ou de tribunaux américains qui se sont longuement penchés sur ces questions, mais bien d'organismes officiels responsables à Ottawa, pourquoi cela n'a pas encore été fait. Et nous nous opposons donc à cet état de choses. On trouvera à la page 8 une série de recommandations visant à redresser la situation.

Je voudrais ainsi aborder une question d'ordre général au sujet de la philosophie même du bill et on en traite sous la rubrique «Discretion de la Commission nationale des libérations conditionnelles».

La loi donne une discrétion absolue à la Commission nationale des libérations conditionnelles en toutes lettres. En fait, la plupart des chercheurs qui se penchent sur les questions de droit administratif, et cela est peut-être théorique mais je vous ferai remarquer qu'il s'agit de recherches, adoptent deux positions très fermes et la Commission de réforme du droit du Canada en est un des plus fidèles tenants. Tout d'abord il y a la question des garanties de justice naturelle qu'on doit protéger. Et deuxièmement, on rejette complètement cette idée de donner une discrétion illimitée, laquelle est anachronique, et on réclame des directives appropriés pour contrôler et orienter cette discrétion au mieux. Mais ces projets de loi n'en tiennent pas

[Text]

To understand this—and this is why I regret that there is a speed with which we have to deal with it—we have to understand the consequences of parole decisions, the consequences of revocation decisions, what a man loses. I know when Mr. Hollies from the department of the Solicitor General, spoke before the British Columbia judges it was reported back to me that they were stunned to discover what a man lost when his parole was revoked. We have had cases in our office of people whose sentences have been strung out from seven to eleven years through parole revocation. We still have people serving six or seven-year sentences imposed in 1955 and 1956 because of revocations and re-serving all one's time on the street and losing all the remission to one's credit. That is why, in very strong terms, we feel that the discretion must be controlled. Our recommendations, you will see, are very precise.

Some of the things we have suggested are fairly technical. On "Retrospective Application of the Law," which is on page 10—and I can move through the brief very quickly, I know I am limited to 15 minutes—we have noted one thing that has not appeared in the bill. That is that, from time to time, parole regulations are amended to change periods of parole eligibility, and a man who would have been eligible for parole in four years suddenly finds that he is not eligible for seven years. That may not seem such a bad idea if one gets concerned about crime control, except for this: the courts routinely, as a matter of sentencing practice, take into account a man's parole eligibility in setting sentences. They say, well, after four years this man will be entitled to parole so we will give him eight years—or whatever. And then along comes the Parole Board later and says we are changing that now, it will not be four years, it will be seven years. One can well ask whether the courts would have imposed that sentence had they known that the Parole Board was coming along later with regulations to put before the Governor in Council, in effect to change the sentence. Therefore, we have recommended that it be specifically dealt with.

• 1610

The area of revocation has caused most of the litigation in the field, much of it has been our own, and the Board has attempted to civilize this somewhat. We do not think they have gone far enough. I do not want to get into details, and perhaps we might save those because we have put the recommendations in very precise form for you. For example, Section 16 of the Parole Act spells out the circumstances in which parole can be suspended or revoked, one would think, and one would think there are some limits on

[Interpretation]

compte dans les dispositions relatives à la libération conditionnelle.

Pour bien comprendre cela, il faut se rappeler l'incidence d'une décision sur la liberté conditionnelle d'un détenu et les conséquences qu'entraîne sa révocation, c'est-à-dire ce qu'un détenu perd alors, et je déplore que nous devions expédier un sujet d'une telle importance. Je sais que lorsque M. Hollies du ministère du Solliciteur général s'est adressé aux juges de la Colombie-Britannique, il a trouvé et c'est ce qu'on m'a dit, qu'ils étaient absolument renversés de découvrir tout ce qu'un détenu perdait lorsque sa liberté conditionnelle était révoquée. Nous avons vu des cas, où des gens ont vu leur peine passer de sept à onze ans à cause d'une révocation de liberté conditionnelle. Il y a des gens qui sont encore en train de purger des peines de six ou sept ans de prison imposées en 1955 et 1956 à cause des révocations de liberté conditionnelle et du fait qu'ils doivent purger le temps qu'ils ont passé en dehors d'une institution et qu'ils perdent ainsi toute réduction de peine à leur crédit. Voilà pourquoi nous croyons fermement que la discrétion de la Commission doit être endiguée. Nos recommandations, vous le verrez, sont très précises.

Certaines de nos propositions sont plutôt techniques. À la page 10, nous parlons d'une mise en vigueur rétrospective de la loi, je parcourrai l'exposé très rapidement, car je ne dispose que de 15 minutes. Nous avons remarqué que le projet de loi comporte une lacune. De temps en temps, les règlements sur la liberté conditionnelle sont modifiés et l'étendue de la période d'attente avant que quelqu'un puisse être considéré pour une mise en liberté conditionnelle varie, et il peut se trouver que quelqu'un qui devait être considéré dans les quatre ans découvre qu'il ne le sera pas avant sept ans. Cela peut sembler une très bonne idée si l'on se préoccupe de l'élimination du crime, mais il ne faut pas oublier que les tribunaux, constamment, lorsqu'ils rendent une sentence, tiennent compte du moment où le délinquant sera considéré pour une mise en liberté conditionnelle. Ils se disent, eh bien, dans quatre ans, cet homme pourra être considéré pour une mise en liberté conditionnelle et nous lui donnerons donc huit années à purger. Plus tard, la Commission des libérations conditionnelles décide de changer cette règle et ce n'est plus quatre ans mais sept ans qu'il lui faudra attendre. Je me demandais si les tribunaux auraient imposé cette peine s'ils avaient su que la Commission des libérations conditionnelles présenterait au gouverneur en conseil des règlements nouveaux qui auraient pour effet de modifier cette peine. Voilà pourquoi nous recommandons qu'on se penche précisément sur ce point.

La question de révocation a soulevé des litiges dont nous sommes en grande partie responsables et la Commission a essayé d'apporter certaines modifications. Cependant nous croyons qu'elle n'est pas allée assez loin. Je ne veux pas entrer dans les détails pour la bonne raison que nous avons préparé des recommandations très précises à votre intention. Par exemple, l'article 16 de la Loi sur la libération conditionnelle des détenus précise, c'est à supposer, les circonstances qui entraînent la suspension ou à la révoca-

[Texte]

these powers, except until you get into the courts and you discover two things. First of all, you will find that whether the Parole Board acted within its powers or not, you will never find out because they will not tell you nor will they tell the courts, nor will the courts say they have to except for some dissenting members of the Supreme Court of Canada who feel that they should.

Second, some courts have said that they are not bound by the limitations in the statute anyway, because it is absolute discretion that they have. When one has cases where one feels that there is real injustice, one feels the pressure of attempting to cope with this. These are not always nice people, but then we have a rule of law, and presumably, they are entitled to it. One feels the frustration in the prisons and the hostility that is engendered by a rational law, and this is what we are concerned about. We have attempted to suggest some procedural limitations. We have suggested more precise provisions as to the circumstances that will justify the revocation of parole. We have suggested the consequences that will follow parole revocation, to make them more rational in the light of other provisions of the Parole Act and, indeed, with regard to the purposes of the parole system, as it is understood.

We have questioned in precise terms, why day parole should be treated in the same way as a full parole and, of course, now we get into this technical area, but if a man is released just while he is deemed to be serving his sentence in the very institution from which he is released, and he is released from the institution to go out in the day and come back at night, the Board under this bill is given a power which the courts have denied them. I may say that this has been to the Supreme Court of Canada twice, and the Attorney General of Canada has been the appellant both times and has not been granted leave by the Supreme Court. Their objective was to say that a man on a day parole be treated in the same way as a man on a full parole, with complete freedom in the community, and if the Board decides to revoke, he loses all the time on the street, he loses his remission, which may be one or two years. We have known of cases with two or three years of remission involved, and that is wiped out.

It does not make sense to us, as it really has not made sense to the courts, why this should happen, and I suppose one can always overrule the courts by coming to Parliament. This is what the bill has done and I think you should know this is what it has done, because this is a fundamental change and it is going to affect a lot of people. All right. I can skip over that then.

From here on in there is a recommendation made which may not appear to be so important until you think about it. The Section says that a division of the Board may consist of one or more members, and before it said two. One does

[Interprétation]

tion d'une mise en liberté conditionnelle. On peut s'attendre également à ce que les pouvoirs exercés dans ces cas soient quelque peu limités, mais on a vite fait de découvrir deux choses lorsque l'on se rend devant les tribunaux. Tout d'abord, il est impossible de savoir si la Commission des libérations conditionnelles a agi dans les limites de ses pouvoirs ou non, parce que ce fait n'est pas communiqué ni à un particulier ni aux tribunaux, et ces derniers ne feront pas d'exceptions, même si un juge dissident de la Cour suprême du Canada est d'avis que ce renseignement devrait être divulgué.

Deuxièmement, certains tribunaux ont déclaré ne pas se sentir liés par une interprétation à la lettre d'une loi parce qu'ils ont une discrétion absolue. Devant des causes où l'on a l'impression qu'il existe une véritable injustice, on se sent obligé d'essayer de remédier à une telle situation. Il ne s'agit pas toujours des meilleurs gens au monde, mais nous avons des lois et on suppose que ces gens ont le droit d'être protégés par leur biais. Un détenu en prison subit donc des frustrations et une loi très rationnelle entraîne une certaine hostilité qui nous préoccupe. Nous avons essayé de proposer certaines limites dans la procédure. Nous avons proposé des dispositions précises suivant les circonstances qui conduiraient à la révocation de la mise en liberté conditionnelle. Nous avons tenté d'exposer les conséquences qu'entraîne la révocation d'une mise en liberté conditionnelle afin de rationaliser le tout à la lumière des autres dispositions de la Loi sur la libération conditionnelle des détenus, compte tenu des objectifs visés par le système de libération conditionnelle tel qu'il est compris.

Nous avons remis en question les conditions précises et nous avons demandé pourquoi une libération conditionnelle de jour ne pouvait pas être mise sur le même pied qu'une libération conditionnelle totale et, bien entendu, nous entrons maintenant dans des considérations techniques. Il se trouve que si un homme est relâché alors qu'il est censé purger une peine dans une institution et qu'il quitte cette institution le jour pour y revenir le soir, la Commission, en vertu de cette loi, se voit donner un pouvoir que les tribunaux ne lui ont jamais reconnu. Je vous ferai remarquer que de tels cas ont été portés en Cour suprême du Canada à deux reprises et que le procureur général du Canada était dans les deux cas l'appelant et il n'a pas obtenu l'autorisation de la Cour suprême. On voulait alors qu'un homme mis en libération conditionnelle le jour soit traité comme s'il était mis en liberté conditionnelle totale et qu'il puisse se déplacer à volonté au sein d'une communauté; mais si la Commission décide de révoquer sa libération conditionnelle, il perd tout ce temps passé à l'extérieur d'une institution et il perd toutes ses remises de peine, ce qui peut équivaloir à un ou deux ans. Nous avons connu des cas où deux ou trois ans de remise de peine ont été complètement annulés.

A notre avis, cela est absolument insensé et les tribunaux n'ont pas trouvé cela sensé non plus, mais je suppose qu'on peut toujours renverser le jugement d'un tribunal en s'adressant au Parlement. Voilà ce que le bill accomplit et j'estime que vous devez être au courant de la situation, parce que c'est là une modification fondamentale et que cela affectera beaucoup de gens. Très bien. Je passe donc par-dessus cela.

Nous passerons maintenant à une recommandation qui peut sembler sans importance jusqu'à ce qu'on y réfléchisse bien. L'article dit qu'une division de la Commission peut être formée d'un ou deux membres et autrefois on

[Text]

not have to be around prisons very long to know there is almost a batting average on Parole Board members, as there is on judges, and one knows a particular Parole Board members is death on certain kinds of offences. If the Board can send one person, that is game over for the next two or three years, or even if it is not, even if the inmate is wrong, and in most cases he is, incidentally—at least the members of the Board, they are friends of mine and I respect them, are attempting in rational terms to control their own biases and predispositions. All the research literature says you cannot do that; I cannot control mine, my students will tell you that. So surely the inmate is entitled to two people, particularly where he is coming around once every two years or where a revocation decision involving two or three years years of his life is involved. So that is another recommendation.

I can skip over those relating to mandatory supervision, I think, and voluntary termination of parole, other than to hope that you will look at them when you consider the provisions of the bill, because what we have done is to include a very specific proposal for recommendation. My background on that was that I formerly had the responsibility for drafting the Criminal Code amendments for the Department of Justice, so I know the process, I know what should be coming before you and we have tried to put it before you.

• 1615

We suggest that one major concern that I am not sure has been considered, although it may have been, in the Department concerns international agreements. What is proposed—and it is a great thing and I am in favour of it—is that it will be possible to enter into international agreements for the rendition of prisoners not for trial, as we have under our current law, but they can serve their parole terms in other countries.

The concern we have is one of protections in this situation and to provide that the parole board will not be able to circumvent, in effect, the Extradition Act and the Immigration Act and send people back to where they do not want to go and where they are subject to a very considerable amount of jeopardy, and we have made specific proposals that either this can be done only with consent or that it may be done consistent with the provisions of the Immigration Act and the provisions of the Extradition Act.

I will refer to only one more thing, in view of the time, or perhaps one and a half things. The major thing, and I hope you will look at this in considering the bill, and it is technical and it is frustrating but it is important, is the provisions relating to the determinate and indeterminate sentences under the Prisons and Reformatory Act. It is possible in the Provinces of British Columbia and Ontario to impose sentences, indeed longer than one could otherwise get by law under the Criminal Code, and the idea of this is that in these provinces there are special reformatory institutions designed for rehabilitative purposes and it is

[Interpretation]

précisait que c'était deux. On n'a pas besoin de se rendre bien souvent dans les prisons pour comprendre qu'on applique la loi des moyennes aux membres de la Commission des libérations conditionnelles comme on le fait dans le cas des juges et un membre donné de la Commission des libérations conditionnelles est souvent repéré et bien connu pour sa rigidité à l'égard de certains délits. Si la Commission n'envoie qu'une personne, cette personne est responsable de l'avenir des détenus pour les deux ou trois prochaines années, et si ce n'est pas le cas, si le détenu a tort, comme du reste cela arrive dans la plupart des cas, et les membres de la Commission sont des amis à moi et je les respecte, il faut dire qu'ils essaient d'une façon très rationnelle de contrôler leurs propres préjugés et leurs dispositions. On sait que cela est impossible à réaliser et du reste, moi-même, mes étudiants pourront le confirmer, je ne peux pas le faire. Voilà pourquoi je dis qu'un détenu a certainement le droit d'être jugé par deux personnes, surtout lorsqu'il est considéré pour une mise en liberté conditionnelle tous les deux ans et surtout lorsqu'une révocation peut avoir de telles conséquences pour deux ou trois années de sa vie. Voilà donc une autre de nos recommandations.

Je vais passer par-dessus la surveillance obligatoire et également sur l'interruption volontaire de la mise en liberté conditionnelle dans l'espoir que vous aurez lu ce texte au moment où vous vous pencherez sur les dispositions du bill qui en traitent parce que nous y avons proposé une recommandation très précise. Pour vous donner une idée de ma compétence en la matière, je vous dirai que je me suis déjà occupé de rédiger des modifications au Code pénal pour le compte du ministère de la Justice et donc, que je connais le processus, que je sais ce qu'on devrait vous exposer et c'est précisément cela que nous avons essayé de faire ici.

Notre principal souci, qui ne semble pas avoir été considéré par le ministère, est celui des accords internationaux. L'excellente chose proposée et en faveur de laquelle je suis, c'est qu'il sera possible de ratifier des accords internationaux d'échange des prisonniers autrement que pour passer en procès comme c'est le cas en vertu de la loi actuelle; mais ils pourront servir leur temps de libération conditionnelle dans d'autres pays.

Cela vise à la protection et la Commission des libérations conditionnelles ne pourra pas contourner la loi sur l'extradition ni la loi sur l'immigration et renvoyer les gens dans des pays où ils sont en grand danger et nos propositions sont beaucoup plus fermes, si bien que cela ne pourra se faire qu'en conformité des dispositions de la loi sur l'immigration et de la loi sur l'extradition.

Je ne signalerais qu'un autre point, vu que le temps presse, ou peut-être un point et demi. Le point principal, et j'espère que vous l'avez examiné en étudiant le projet de loi, car il s'agit d'un aspect technique et irritant mais aussi très important, concerne les sentences déterminées et indéterminées régies par la loi sur les prisons et les maisons de correction. La Colombie-Britannique et l'Ontario peuvent imposer des peines plus longues en vertu de la loi qu'elles ne le pourraient selon le Code criminel, parce qu'il y a dans ces provinces des institutions spéciales de correction visant à la réhabilitation des prévenus et c'est dans l'intérêt des

[Texte]

in the inmate's interest to give him a longer sentence here, so you can get 12 months definite and 18 months indeterminate. All right. What happens? Well, we set out what happens. The situation is rife with inconsistency.

There is a provision in the Criminal Code which is detailed and technical and even I have to go back over the case law each time and read it when we get one of them to make sure I understand it. This provision says that when a man has a reformatory sentence and is transferred to a penitentiary for a variety of reasons, such as getting a penitentiary sentence or combined sentences totalling more than two years, that indeterminate portion will be wiped out. And well it should be, because the purpose of it is to get him in a reformatory, not in a penitentiary. We have cases on file where judges have sentenced a man and said, "Do not worry about that indeterminate sentence, it gets wiped out when you get to the penitentiary." And they write it. We have the letters. Then he gets there and the penitentiary officials say, "No, the judge is wrong, I am sorry," and he says, "Well, maybe the judge would not have given that sentence." Well, it is a bit late for that. He is what the lawyers call *functus officio*. You can sometimes get to the Court of Appeal but you are usually too late. Some judges have dissented. I can tell you that two official committees again have recommended that these provisions be wiped out. The bill is here and they are still not wiped out. Mr. Hollies may want to speak to that. All I know is what is before me, that it is not, notwithstanding the Senate Committee's recommendation or the Task Force's recommendation that these be abolished.

The only final thing I will say, and it will not be more than a second to say it, is that I served in another capacity as the author of the formal study done for the Law Reform Commission on the dangerous offender proposals and after some effort, because they have not been published yet, they are just due out, I have managed to get my paper just today. This is not Law Reform Commission policy and I have written that on there so it is fully understood, but I want to table it. In the time we had we could only deal with one issue. This is the principal statement, along with one or two others who have written in the field, of what we feel is wrong with the proposed dangerous offender provisions in the bill. I know they have come to you from other people as well. This is a detailed statement of it and I would like to take the liberty of tabling that with you, if I may. I will not attempt to speak to it in the time limits that we have, that is not possible, but if I may table it, I would appreciate it.

The other thing I will table is a few minor corrections that slipped into the text of the material that I have filed. I will just table that as well. Fifteen minutes. Have I done close to it?

The Chairman: Very well. Thank you. I think that the best procedure for dealing with this is to circulate it to all members of the Committee, and I presume there will be the usual unanimous consent to print the text of Professor Price's advance presentation when we have the translation available. It will not be in today's issue because the translation is not available. I understand he does not consider that the appendices are necessary, and they do take up an

[Interprétation]

prévenus de subir une plus longue sentence, et la sentence peut être de 12 mois déterminés et 18 mois indéterminés. Très bien, qu'arrive-t-il? Nous l'établissons. Mais la situation se truffe d'inconséquences.

Il y a une stipulation du Code criminel détaillée et technique—je dois moi-même chaque fois l'examiner du point de vue juridique et en relire le texte et m'assurer que je comprends bien—lorsqu'un homme est condamné à purger sa peine dans une maison de correction et est transféré d'un pénitencier pour des raisons quelconques, quelques peines de prison ou sentences multiples constituant plus de deux années d'incarcération, la portion indéterminée de la sentence sera abolie. Et avec juste raison, puisque l'intention est de l'interner dans une maison de correction et non dans un pénitencier. Nous avons des cas dans nos archives où les juges ont imposé une sentence au prévenu en lui déclarant qu'il ne devait pas s'inquiéter du fait que la sentence était indéterminée puisqu'elle devait être annulée au moment de son entrée au pénitencier. Et cela est écrit. Nous avons les lettres. Une fois rendu au pénitencier, les directeurs lui apprennent que le juge a tort et qu'ils regrettent, que le juge n'aurait peut-être pas imposé cette peine. Il est un peu tard pour le constater. C'est ce que les avocats appellent *functus officio*. Il est parfois possible d'interjeter appel, mais il est ordinairement trop tard. Certains juges diffèrent d'opinion. Je puis vous informer que deux comités officiels ont encore recommandé que ces dispositions soient abolies. Le projet de loi est sous nos yeux et ces stipulations s'y trouvent toujours. M. Hollies aura peut-être quelque chose à dire à ce sujet. Tout ce sur quoi je puis me fonder, c'est ce que j'ai sous les yeux, nonobstant la recommandation du comité du Sénat ou la recommandation de l'équipe de travail demandant que cela soit aboli.

Pour conclure en moins d'une seconde, j'ai une autre corde à mon arc, ayant rédigé l'étude officielle pour la Commission de réforme du droit sur les propositions visant les criminels dangereux et, ayant accompli un certain effort, car le document n'est pas encore publié mais doit l'être bientôt, j'ai pu obtenir mon manuscrit aujourd'hui. Ce n'est pas la politique de la Commission de réforme du droit et je l'ai indiqué afin que cela soit bien compris; mais j'aimerais le déposer. Nous ne pourrions, vu le temps dont nous disposons, traiter d'une seule question. Voici le texte principal accompagné d'un ou deux autres manuscrits traitant du sujet et indiquant ce que nous estimons faire défaut dans les dispositions du projet de loi visant les criminels dangereux. Je sais que vous avez eu des objections d'autres personnes. C'est une déclaration circonstanciée et j'aimerais qu'on me permette de la déposer. Je n'essaierai pas de l'expliquer en si peu de temps, ce ne serait pas possible, mais si vous voulez bien me permettre de déposer le manuscrit, je l'apprécierai beaucoup.

L'autre document que je désire déposer est la correction de quelques erreurs qui se sont glissées dans le texte des documents que j'ai déposés. Je déposerai celui-ci également. Quinze minutes. Suis-je au terme?

Le président: Très bien. Merci. Je pense que la meilleure façon de procéder à ce sujet serait de distribuer les documents aux membres du Comité et j'imagine que le consentement unanime habituel permettra d'annexer le texte de l'étude présentée par le professeur Price lorsque nous aurons la traduction. Il ne pourra être inséré dans le fascicule d'aujourd'hui car nous n'avons pas la traduction. Il ne semble pas attacher d'importance aux appendices qui

[Text]

enormous amount of space, so it would be of assistance to us if we are allowed to table his text when it is available from translation, but not the appendices. Would that be agreeable?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Mr. Woolliams.

Mr. Woolliams: I will try to confine mine to a couple of questions or so because we have a brief here that really covers the subject.

I think you would agree with me, Professor, that the trial judges who pass sentences have taken a sort of dim view sometimes when they pass sentences on cases in which they have listened to the evidence and the jury is sometimes—in our province, of course, you can write out the jury, but if the jury or the judge finds him guilty, then they give him four or five years for some violent offence, and they get pretty uptight when these people are out on the street. I think the big criticism has come through public opinion where people have easy bail and temporary passes and have easy parole. As a result—I do not know the answer to this but I would like you to help me with it—it may be only a fringe. It may be only three or five per cent, but if it is that high—it is not the number and the percentage. It is what takes place.

There is the famous Head case out in Vancouver where the fellow got a temporary pass without supervision and he had been given life imprisonment for various sexual offences with children. He did not like the warden so he waited for Tania Bush and murdered her. Of course he was found guilty of murder. That gets a lot of publicity and gets the public up pretty tight. You had the situation in Calgary recently where someone was out on bail for murder and attempted murder, and he murdered a policeman and robbed a credit union.

Is there any way we can guarantee the security of society to avoid and limit the mistakes? Is there anything we could improve? In other words, whatever we could do with the parole boards and the parole system and the correctional system or whatever you would like to say—what would you recommend without destroying the whole system—because it is destroying the system—we could do to avoid these terrible mistakes that have taken place? I could go on all afternoon and name a lot of them.

Professor Price: First of all, there are no guarantees and there is no prediction, and any correctional people will tell you this. I think the great dilution is believing that you can predict. We cannot, and we are pretty close to our clients. I think the bill is fair in this respect. I think the provisions tightening up temporary absences are reasonable. They are rational. They provide that they will be done by the Parole Board. They will provide in appropriate circumstances that power can be delegated to the director.

We made one small recommendation. It is only a technical one, but it is of some importance, that the temporary absence time is limited to three days. Everybody is happy to have gone. They have to get home to Windsor from Kingston, and they cannot get there and back on time, so we suggest that it should be five. But that is just a practical point.

[Interpretation]

prennent beaucoup d'espace et cela nous aiderait donc si nous pouvions déposer ce texte lorsque la traduction sera prête, sans les appendices. Est-ce que vous êtes d'accord?

Des voix: D'accord.

Le président: Monsieur Woolliams.

M. Woolliams: Je vais me borner à quelques questions, étant donné que le mémoire porte sur l'ensemble du sujet.

Vous conviendrez avec moi monsieur le professeur que les juges d'instruction et les jurys lorsqu'ils ont prononcé une peine de 4 ou 5 ans contre une personne trouvée coupable d'un crime violent ne sont pas contents du tout de la retrouver ensuite se balladant librement dans les rues. L'opinion publique est maintenant montée contre la facilité avec laquelle on accorde la liberté sous caution et la liberté conditionnelle. Ces cas ne sont peut-être pas tellement nombreux et ne représentent que le 5 p. 100 peut-être, mais ce qui compte, c'est ce qui arrive ensuite.

Ainsi dans l'affaire Head à Vancouver, un type purgeant une peine d'emprisonnement à vie pour une série de délits sexuels contre des enfants avait été autorisé à sortir pour un certain temps sans surveillance. Comme il n'aimait pas le gardien, il a attendu que Tania Bush arrive et l'a assassinée. Il a, bien sûr, été inculpé de meurtre. Une affaire de ce genre fait l'objet d'une vaste publicité et a évidemment le don de monter le public. D'autre part une personne libérée récemment sous caution à Calgary pour meurtre et tentative de meurtre a assassiné un agent de police et dévalisé un bureau de crédit populaire.

Comment faire pour mieux assurer la sécurité de la société et réduire ou éviter ce genre d'erreur? Y a-t-il moyen d'améliorer la procédure actuelle? Comment à votre avis modifier les commissions de libérations conditionnelles et le système pénitencier sans détruire le système tout entier de façon à éviter ces erreurs tragiques?

Le professeur Price: D'abord les garanties et les prédictions sont impossibles comme vous le dira tout spécialiste des services correctionnels. C'est une grave erreur de croire qu'il y a moyen de prévoir dans ce domaine. C'est impossible et à mon avis le bill est parfaitement équitable dans ce domaine. Les dispositions visant à rendre plus difficile le régime des absences temporaires n'est que raisonnable à mon avis. C'est la Commission des libérations conditionnelles qui aura à se prononcer sur cette question et elle pourra dans certaines conditions décider de déléguer son pouvoir au directeur.

Nous avons fait une recommandation d'ordre technique mais elle est assez importante en ce qui concerne la limitation des absences temporaires à 3 jours. En effet 3 jours ne suffisent pas pour se rendre chez-soi de Windsor à Kingston et de retour, c'est pourquoi nous proposons de porter ce nombre à 5. Il s'agit d'un détail pratique.

[Texte]

Mr. Woolliams: Surely they can use some discretion if the distance is to Calgary from Kingston, for example.

Professor Price: There is no discretion here. There is no discretion in the bill. that is why we have given you some specific practical points, and we hope you will look at them.

Mr. Woolliams: Do you think there should be an amendment in that field?

Professor Price: Yes. We have listed all the amendments at the back, that we propose.

Mr. Woolliams: That will be of great help.

Professor Price: But no, I do not think you can do any more. The longer you lock them up, the more dangerous it is going to be. This is the problem. What you must have are such controls as are manageable because by far the largest number of people behind bars are not dangerous in that sense, and it shocks us all, me as much as you, when it happens. All you can do is have as many controls as you can, and they are there. But surely you are not going to shorten parole eligibility time. Down the line it will come back. You will get it later on.

Mr. Woolliams: Do you think more psychologists—of course it gets down to the money. My sympathy is with the government in that regard, no matter who the government is, whether it is the provincial or federal government. You have so much money in your budget to spend on various departments. You get to Justice, and in order to improve the whole penal system it would take a substantial amount of money, I think.

That seems to boil down to one of the problems. But if we had more psychologists and psychiatrists—I have visited these institutions and I have been very shocked at the limited means of training in schools that you have. Do you agree with that?

Professor Price: I do, but I would be happier, since we have such little time, to focus on the legislation. I cannot do anything about that, whereas I hope I can speak to the legislation.

Mr. Woolliams: I do not want to take up too much time because I know you lost a little time at the beginning. One thing that concerns me, in reference to the legislation, is the young offender who is put in these training schools. We have been getting magazines. I try to check out the credibility of the stories of what happens to young people in these training schools. Of course, they are subject to some parole and temporary releases. What would you recommend in that field as far as parole is concerned to improve the bill? These training schools are just factories for crime.

Mr. Price: The training schools are not within the jurisdiction of the federal authority.

• 1625

Mr. Woolliams: Do you think they should be?

Mr. Price: I rather doubt it. I have been more impressed with what local authority can do in its inter-relationship with health services and welfare services, rather than how a central operation relates to children, particularly the inter-relationship between facilities for disturbed children and the like. I would question what could be accomplished by attempting federal control.

[Interprétation]

M. Woolliams: Les autorités se montrent certainement raisonnables lorsqu'un détenu doit se rendre de Kingston jusqu'à Calgary.

Le professeur Price: Le bill ne prévoit pas de pouvoirs discrétionnaires en la matière et c'est pourquoi nous avons soulevé ces questions d'ordre pratique.

M. Woolliams: Vous pensez qu'un amendement serait souhaitable?

Le professeur Price: Oui et nous avons énuméré tous les amendements que nous proposons à la fin de notre mémoire.

M. Woolliams: Voilà qui serait fort utile.

Le professeur Price: Je ne crois pas qu'il y ait moyen de faire plus. Plus la réclusion est longue, plus la situation devient dangereuse. C'est pourquoi il faut instituer des mesures de contrôle pratiques car la grande majorité des détenus ne sont pas du tout des personnes dangereuses et c'est pourquoi des cas de ce genre nous choquent tous, moi aussi bien que vous. Donc tout ce que l'on peut faire c'est prévoir des mesures de contrôle. Mais il ne faut surtout pas abréger le temps donnant droit à la libération conditionnelle, car en fin de compte cela se retournerait contre nous.

M. Woolliams: Plus de psychologues seraient peut-être utiles mais c'est évidemment une question d'argent. Les gouvernements tant fédéraux que provinciaux disposent de certains moyens financiers pour l'ensemble de leur activité. Or pour améliorer le service pénitencier, il faudrait engager des sommes considérables.

Je crois que si l'on engageait plus de psychologues et de psychiatres cela pourrait peut-être résoudre une partie des problèmes, ne pensez-vous pas?

Le professeur Price: Oui mais étant donné le peu de temps dont nous disposons, je préférerais m'en tenir à la loi alors que je ne peux rien faire en ce qui concerne le psychologue.

M. Woolliams: Je ne veux pas vous faire perdre davantage de temps car nous en avons déjà perdu au début de la séance. Une question qui me préoccupe également est celle des jeunes délinquants placés dans les écoles de correction. J'ai lu des articles à ce sujet dans des revues. J'essaie de vérifier ce qu'on nous raconte au sujet de ces jeunes délinquants placés dans les maisons de correction. Eux aussi peuvent obtenir une libération conditionnelle ou temporaire. Quelles améliorations proposeriez-vous d'apporter au bill dans le domaine de la libération conditionnelle? Car ces maisons de correction ne sont que des écoles de banditisme.

M. Price: Les maisons de correction ne relèvent pas du gouvernement fédéral.

M. Woolliams: Pensez-vous qu'elles devraient?

M. Price: Je ne pense pas. Je pense que les autorités locales, de concert avec les services de santé et du bien-être social, peuvent faire mieux qu'une institution plus centralisée, et plus particulièrement en ce qui concerne les enfants et surtout les enfants perturbés. Je ne pense pas qu'un contrôle fédéral améliorerait la situation.

[Text]

Mr. Woolliams: Well, you read these magazines where these young people at various ages from nine years up get beaten up and treated just like animals, and I cannot see how they can come out of those institutions—they may be under provincial jurisdiction. It means people you will have to meet finally on the Parole Board and in the courts.

Mr. Price: Perhaps a lot longer.

Mr. Woolliams: That is one of the problems that concerns me. I come back to my original question. You do not think the system can be improved to limit the number of errors and mistakes...

Mr. Price: Oh, yes. But I am not necessarily thinking solely of the kinds of error you were suggesting at the beginning. I am talking about errors in the way people are treated often in the system.

I want to emphasize that we do not have a barbaric penal system. We have conscientious people doing their best. There is something about prisons and bureaucracies that makes it extraordinarily difficult for people to do their best and do it efficiently. And there is something about this class of client that we get kind of teed-off with at times as well. I think we need controls. We need them in the form—the Law Reform Commission talks about them in its paper on imprisonment and release. They have considered, for example, something like the Italian judge—I will not even try the French. There is a French term, but I give up. Forgive me, but it is exercising powers of surveillance over the penal system to which one can go in relation to a lot of important issues involving the life of the individual. Yes, we need those kinds of control as well as the kind—we need fairness in the system. That is what our basic comments are addressed to, particularly with reference to the parole system.

Mr. Woolliams: In light of the fact that so many of us here at the Committee—we have limited time. I will give up my time now, Mr. Chairman. I know other people have other questions.

The Chairman: Thank you, Mr. Woolliams. Next is Mr. Gilbert.

Mr. Gilbert: Mr. Chairman, I want to thank Professor Price for the excellent brief, and also I want to thank his co-workers. They look very impressive to me. I would not want to be a judge and have to match my wits with their intelligence and charm.

Mr. Price: They frighten me, too.

Mr. Gilbert: They really frighten me. But one of the main thrusts in this bill with regard to parole is the change from statutory remission to earned remission. This is quite a change in principle. Yesterday we had Mr. Borovoy and Mr. Mandel on behalf of the Civil Liberties Association challenging this principle, saying that with regard to statutory remission at least it is earned and there is a certain sense of certainty and fairness about it. Now we are reposing the discretion within the Board. Would you like to comment on that principle?

Mr. Price: Yes. We have been very troubled about this, and we do not have any answers. A number of committees—both Goldenberg and the Hugessen committee have recommended the substitution. I really wonder if people have thought through the implications. I have listed a number of them, and I have no answers. We have referred to it in the material. We have simply asked questions. We may indeed file something later if you wish.

[Interpretation]

M. Woolliams: Vous avez certainement lu les articles où on raconte que des jeunes à partir de neuf ans sont battus et traités comme des bêtes et je ne peux m'empêcher de penser comment ils seront lorsqu'ils quitteront ces institutions qui relèvent effectivement des autorités provinciales. Finalement nous allons les retrouver devant les tribunaux et devant les commissions de libérations conditionnelles.

M. Price: Ils devraient peut-être rester plus longtemps.

M. Woolliams: C'est une des questions qui me préoccupent. Mais pour revenir à ma première question, ne pensez-vous pas qu'il y a moyen d'améliorer les choses de façon à réduire le nombre d'erreurs...

M. Price: Certainement qu'il y a moyen, mais il ne s'agit pas d'après moi uniquement des erreurs que vous avez évoquées dans votre question mais aussi de la façon dont les détenus sont trop souvent traités.

Je tiens à souligner néanmoins que notre système pénal n'est pas barbare. Des travailleurs consciencieux essaient de faire le principe même des prisons et de la bureaucratie fait qu'il est extrêmement difficile de faire de son mieux tout en restant efficace. Et ce genre de personnes ont le chic de nous mettre de temps à autre hors de nos gonds, ce qui rend les contrôles indispensables. Nous avons notamment besoin des contrôles tels qu'ils ont été proposés par la Commission de réforme juridique dans son document sur la réclusion et la libération. La Commission a envisagé quelque chose dans le genre de ce qui existe en Italie, c'est-à-dire d'un juge auquel on pourrait s'adresser pour les questions touchant à la vie des détenus de façon à mieux surveiller le système pénitentiaire. Les contrôles sont donc indispensables, afin que le système soit équitable. Voilà le fond de notre pensée, plus particulièrement en ce qui concerne la libération conditionnelle.

M. Woolliams: Comme nous sommes nombreux à vouloir poser des questions, monsieur le président, je vais en rester là.

Le président: Je vous remercie, monsieur Woolliams. Monsieur Gilbert.

M. Gilbert: Monsieur le président, je tiens à remercier le professeur Price de son excellent mémoire ainsi d'ailleurs que ses collaborateurs, qui me paraissent fort impressionnants. Si j'étais juge, je ne voudrais pas avoir à affronter leur intelligence et leur charme.

M. Price: Ils m'effrayent moi aussi.

M. Gilbert: Ils me font vraiment peur. Un des points forts du bill dans le domaine de la libération conditionnelle est le changement de la remise de peine statutaire à la remise de peine méritée, ce qui est une modification de fond. Hier, MM. Borovoy et Mandel au nom de l'Association canadienne des libertés civiles ont récusé ce principe, disant que la remise de peine statutaire avait tout au moins le mérite d'être dans une certaine mesure sûre et équitable. Or maintenant la Commission sera libre de se prononcer comme elle l'entend. Que pensez-vous de ce principe?

M. Price: C'est une question qui nous préoccupe beaucoup mais à laquelle nous n'avons pas trouvé de solution. Plusieurs comités, notamment le comité Goldenberg et Hugessen ont recommandé ce changement. Mais je me demande si on a bien réfléchi à toutes les répercussions. Nous avons évoqué la question dans notre mémoire, mais en nous bornant à poser les questions. Si vous le désirez, nous pourrions vous faire parvenir de la documentation à ce sujet plus tard.

[Texte]

First of all, the calculation problems are going to be quite astonishing. For example, how do you tell a man when his release date is? This amounts to a full third of his sentence, calculated every three months. You are planning pre-release. How are you going to tell him when he is going to go out? This is often crucial, knowing when you are going to go out.

• 1630

Also, you see, earned remission at three days a month: so they do not agree, the appropriate—I have forgotten which board considers it in the institution—suppose they do not agree that he should get it. That is okay, that is three days. But 30 days over three months? What proportion of it did he get? Does he have a right to a hearing on that? Because now we are getting into the question of sentence. I have said this in the material in relation to revocation. What bothers me about the board's taking away remission by revocation is, it is as aspect of sentence. I do not think the board has any business in sentence, either by altering the sentences of the court or—as they have said in argument in the courts against us—because the board has to be able to punish people who, they think, have been in trouble—though, of course, there was not a hearing on how they got into trouble or even whether they were. So we are not happy that the board should have the power to take away remission, and we have made specific recommendations of a technical nature in regard to revocation.

But coming back to this, because it is part of the same problem; surely, if we are dealing with this amount of time there is going to have to be some sort of hearing on this. I can well imagine the tensions in the institution when a guy's wife has—you know, three months, forget about it at the end of it, we do not think you did it, Roy. Maybe he was in trouble one day. Does he lose three months? Who is going to decide those things? What input is the inmate going to have? What sort of review is there going to be on local decisions? None of that is provided. I suppose we are told it is coming in regulations. This bill leaves everything to regulations, where you people and I cannot say anything about them, because then they are out.

There are other things, and some of them are not so evident at first, of a technical nature. A man has his parole suspended. It is supposed to be dealt with by referral to Ottawa within 14 days. We all know—any of us who are in this, and they are reported in the cases—of ones going on four, five or six months. The law now provides at least his time runs, but he does not get earned remission. Okay, three days a month, maybe that is not too bad. But one third? In other words, the board sits up there for six months making up its mind—as they have done, and it has been in the courts—on the question of whether one gets statutory remission on suspension time. The courts have divided on it but the one court of appeal decision in British Columbia says, no.

There is no provision for that anywhere in the parole court part. You are supposed to deal with it in 14 days, but you know—and you just have to go to the case law to know—that if they do not, nobody can do anything about it, you are just “supposed to.” That is what is so wrong with so much of this. Nobody can do anything about it. Okay, six months later, that is two months lost because the

[Interprétation]

Premièrement, les calculs sont fort complexes. Ainsi, comment faire pour communiquer à l'intéressé la date exacte de sa libération? La libération représente un tiers de sa peine totale, calculée trimestriellement. Comment l'aviser d'une libération anticipée, car pour un détenu il est souvent d'importance cruciale de savoir la date précise à laquelle il va être libéré.

En ce qui concerne la remise de peine à raison de trois jours par mois, si les autorités décident que le détenu n'y a pas droit, il ne s'agit que de trois jours. Mais qu'arrive-t-il lorsqu'il y a trente jours sur trois mois? Quelle proportion cela représente-t-il? Le détenu a-t-il droit à une audience en pareil cas? Car ceci touche à la sentence elle-même, ainsi que je l'ai expliqué dans mon mémoire dans le paragraphe traitant de la révocation. Lorsque la Commission décide de révoquer une remise de peine, cela fait partie de la sentence elle-même, ce qui ne relève nullement du mandat de la Commission, laquelle n'a pas le droit de modifier les sentences prononcées par les tribunaux; en effet, la Commission a essayé d'exposer devant des tribunaux qu'elle doit pouvoir punir des détenus qui ont causé des ennuis, sans bien entendu préciser de quels ennuis il s'agit ni quelle en était l'origine. Donc, nous n'acceptons pas le fait que la Commission soit habilitée à supprimer les remises de peine et c'est pourquoi nous avons fait des recommandations bien précises en ce qui concerne la révocation.

Si la révocation de remise de peine porte sur une durée aussi longue, il faudrait prévoir une audience devant les tribunaux. Imaginez la tension qu'une décision de révoquer une remise de peine risque de susciter dans un établissement pénitentiaire. Qui est-ce qui doit décider si un détenu doit perdre trois mois et qu'est-ce que le détenu lui-même a le droit de dire dans cette affaire? Comment les décisions prises au niveau local peuvent-elles être révisées? Rien de tout cela n'est prévu et on nous répondra sans doute que ce sera fait par voie de règlement. Or, le présent bill fait tout passer par voie de règlement, il échappe entièrement au contrôle de qui que ce soit, vous ou moi.

Il y a d'autres problèmes d'ordre technique qui ne sont pas fort apparents à première vue. Lorsque la libération conditionnelle d'un détenu est suspendue, la décision est censée être renvoyée à Ottawa dans les 14 jours. Or, nous savons tous que des cas de ce genre peuvent durer 4, 5 ou 6 mois. La loi prévoit que la peine au moins lui est calculée, mais non pas la remise de peine méritée. Si un détenu perd trois jours par mois, ce n'est peut-être pas un grand malheur, mais un tiers c'est déjà plus. Car la Commission peut prendre jusqu'à six mois pour se décider, si bien que les tribunaux ont déjà eu à se prononcer sur la question de savoir si un détenu peut obtenir des remises de peine statutaires alors que la libération conditionnelle a été suspendue. Les tribunaux ne sont pas tombés d'accord sur ce point. Ils ont dit que la Cour d'appel de la Colombie-Britannique s'est prononcée contre.

Rien n'est prévu à cet égard dans le chapitre sur la libération conditionnelle. L'affaire est censée être réglée dans les 14 jours, mais si elle ne l'est pas il n'y a rien à faire. Voilà justement le gros défaut de ce système. Or, six mois plus tard, le détenu a déjà perdu deux mois. Il aurait pu avoir ces deux mois. Mais aux termes du bill, c'est impossible.

[Text]

board did not get around to it right? Or two months he might have got but there is no way he can earn it under the bill.

There are varieties . . .

Tom, did you want to speak to this? You had some points; you are probably intimidated by this.

Double jeopardy. Suppose a man gets a disciplinary offence. As the law now is he does not earn earned remission, usually, in the month in which he has a disciplinary offence—not formally, but it ordinarily happens. Now there is no such thing as statutory remission. We are now talking only about earned remission. So three months later they said, well you have a disciplinary offence in which you lost 30 days earned remission, which now can be taken away, and cannot be restored any more either. So there are the 30 days there; well, of course, you did not behave this month so, of course, you do not get any earned remission. So now you have 60 days. I do not know whether that seems a lot to you, but it seems a lot to them in there, I will tell you. And until some of these things are sorted out, in very practical terms, somebody is going to have a helluva lot of problems. I would not want to be a sentence administrator or a director of an institution while some of these problems are sorted out. We are not going to make their lives easier, incidentally, because there is “test cases” written all over this.

Mr. Gilbert: That is why it was so important to have you here today, because to date I have not been at all the meetings, but I certainly have not heard a great deal of discussion on parole. I am getting a little fearful with regard to some of the problems that you are presenting. It certainly requires close attention and scrutiny on these problems.

I also noticed yesterday—your brief is so full that I can hardly comment on it, because I have not had an opportunity . . .

Professor Price: I am sorry.

Mr. Gilbert: But yesterday, Mr. Mandel was pointing out in relation to this question of the retroactivity that it may be retroactive in that there is nothing specific. If a fellow loses his remission, it is going to be retroactive, which would be quite substantial. Have you looked at that problem?

Professor Price: I am not very good at mathematics, and I cannot really understand that section of this bill. There is a section that purports to translate. We have a great deal of co-operation with sentence administrators, we work together. What usually happens is that they persuade us that they are right. If they are not right, we take it up the line and usually Mr. Hollies can reconcile it. Usually people will persuade us that we are wrong; sometimes they do not and sometimes we have to go to court. We ordinarily can work these out.

Mr. Gilbert: But that is a very bad principle to proceed on.

Mr. Price: It is.

• 1635

Mr. Gilbert: If you do not know and the inmate does not know and only Mr. Hollies or others know, it is a very bad principle, it is very subjective.

[Interpretation]

Il y a toutes sortes de variantes . . .

Tom, vous voulez dire quelque chose à ce propos? Et vous êtes certainement intimidé.

Il y a d'autre part, la dualité de poursuites pour un même fait. Supposons qu'un détenu enfonce la discipline. Aux termes de la loi telle qu'elle est actuellement appliquée, il ne peut obtenir des remises de peine méritées pendant le mois où il a commis l'infraction à la discipline; ce n'est peut-être pas officiel, mais c'est ce qui se passe d'habitude. Or, il n'est pas question ici de remise de peine statutaire, mais uniquement de remise de peine méritée. Trois mois plus tard, on lui dit que pour une infraction à la discipline il a perdu trente jours de remise méritée qu'on lui supprime derechef et auxquels il n'aura plus droit. Ensuite on lui dit que le deuxième mois, il ne s'est pas bien conduit non plus. Ce qui fait qu'il n'a toujours pas droit à sa remise méritée. Voilà déjà 60 jours de perdus. Ce n'est peut-être pas beaucoup pour vous, mais c'est beaucoup pour eux, croyez-moi. Et à moins que ces problèmes ne soient résolus, quelqu'un aura du fil à retordre. Je ne voudrais pas pour ma part diriger une institution pénitentiaire tant que ces problèmes n'auront pas été réglés. Et le fait que ces infractions vont sans doute créer un précédent ne leur facilitera guère la vie.

M. Gilbert: C'est pourquoi il était tellement important pour nous que vous comparaisiez aujourd'hui, car bien que je n'aie pas participé à toutes les réunions, je n'ai pas beaucoup entendu parler de la libération conditionnelle. Les problèmes que vous venez d'évoquer me paraissent assez inquiétants et exigeraient sans doute qu'on les examine de près.

Par ailleurs, j'ai beaucoup de mal à parler de votre mémoire car je n'ai pas eu l'occasion de le lire en entier. Il est tellement long.

M. Price: Je m'excuse.

M. Gilbert: Hier, M. Mandel nous a expliqué que cette mesure risquait d'être rétroactive étant donné que rien de précis n'a été prévu. Si un détenu perd sa remise de peine, ce serait une mesure rétroactive, qui risque d'être lourde de conséquences. Est-ce que vous avez envisagé cette question-là?

M. Price: Comme je ne suis pas fort en maths, je n'ai pas très bien compris cet article du bill. Nous avons l'habitude de coopérer étroitement avec les personnes chargées d'administrer les sentences, lesquelles parviennent généralement à nous convaincre qu'ils ont raison. S'ils n'ont pas raison, nous nous adressons plus haut et d'habitude M. Hollies arrive à arranger les choses. D'habitude on nous démontre que c'est nous qui avons tort et s'ils n'y parviennent pas, nous allons devant les tribunaux. D'habitude nous arrangeons les choses.

M. Gilbert: Mais c'est un très mauvais principe.

M. Price: En effet.

M. Gilbert: Si vous et le détenu êtes dans l'ignorance la plus complète et que seul M. Hollies ou quelqu'un d'autre sait ce qui se passe, c'est un très mauvais principe, tout à fait subjectif.

[Texte]

Mr. Price: That is it. If I might refer you to the most recent report of the Correctional Investigator, Miss Hansen, she expressly addressed herself to this point and complained about the complexity of sentence interpretation, about the sentencing provisions. This is going to be a wonderland. I am told they get the regulations and of course, it is in the regulations where, as I say, maybe somebody can be persuaded to change them when you see the problems that are going to be there and they are going to be very serious.

Mr. Gilbert: Mr. Leggatt has asked me to ask a question with regard to the parole revocations where the fellow may start with a seven-year sentence and end up with an eleven-year sentence. Is that possible?

Mr. Price: It is at present. It gets very technical. Let me tell you one of our leading cases which we ultimately won. By the time we had won it, we had saved the guy about a week out of four years. This is reported. It is a case called the Hainesworth.

Hainesworth had just short of four years to serve on parole. He got through three and a half years of it and they revoked his parole without a hearing. Of course, he insisted—and on this case I believed him—that it was basically a misunderstanding with the supervisor.

This is what bothers us about the powers of the board unless they are very rationally controlled.

The effect of that revocation was that he loses, under the present law, all the time on the street, three and a half years. That is just wiped out. That is served again. He loses all statutory remissions standing to his credit, which in the Hainesworth case—I have forgotten—it seems to me was the better part of two years, because it was a ten-year sentence. So it is as if he is farther back than he was when he started when he went out.

It would be one thing, of course, if there was a hearing on this and you could find out if it was all that serious.

When he goes back in, it gets complex because he is given one quarter statutory remission on the new time, so it is not as if he loses all of it. He loses all of it less a quarter. My recollection is that it was somewhere between ten and eleven years on a seven-year sentence. Now, as I say, we lost through two courts, and finally, after we won in the Supreme Court of Canada in *Marcotte*, we got this back to the court a week before his sentence expired and won.

Under the new bill, the man will no longer lose street time. So, in the Hainesworth's case, he would not have lost three and a half years. He would have lost just the two, or whatever it was. I think it was about eighteen months, if I remember.

I still think that is wrong, unless there is some sort of hearing, for two or three reasons. First of all, we see remission as an aspect of sentence, and I have cited out some of the things that the courts have said about remission which I think support that view, including the Supreme Court of Canada.

[Interprétation]

Mr. Price: C'est bien cela. Le dernier rapport de l'enquêteur des services correctionnels, M^{le} Hansen, traite justement de cette question; elle y critique notamment la complexité de l'interprétation des sentences ainsi que des dispositions régissant celles-ci. C'est à peine croyable ce qui se passe. Tout se passe par voie de règlements et il se peut qu'on parviendra à les modifier lorsqu'on aura compris les problèmes très graves qu'ils risquent de susciter.

M. Gilbert: M. Leggatt m'a demandé de poser une question au sujet des révocations des libérations conditionnelles, qui font qu'un détenu condamné à une peine de sept ans peut se retrouver à la fin avec une peine de onze ans. Est-ce possible?

Mr. Price: Oui, certes, et c'est là une question hautement technique. A titre d'exemple, je vais vous citer l'affaire Hainesworth, où nous avons fini par avoir gain de cause. Mais il a fallu si longtemps que nous n'avons réussi qu'à gagner une semaine sur quatre ans.

Ce Hainesworth devait purger quatre ans sous libération conditionnelle. Il avait déjà purgé trois ans et demi quand on lui a révoqué sa libération conditionnelle sans autre forme de procès. Il a bien entendu insisté et je l'ai cru lorsqu'il m'a dit que c'était dû à cause d'un malentendu avec son surveillant.

C'est d'ailleurs ce qui cloche dans les pouvoirs de la Commission lorsque celle-ci est libre d'agir sans le moindre contrôle.

A l'issue de cette révocation, le détenu perd la totalité de ses trois ans et demi de libération conditionnelle. Il perd également toutes les remises de peine statutaires auxquelles il a droit, lesquelles dans le cas de Hainesworth s'élevaient à deux ans, comme il avait été condamné à dix ans. Si bien qu'à la fin sa position est pire qu'au début.

Ce serait mieux bien entendu s'il y avait moyen d'avoir une audience pour déterminer la gravité de l'accusation dont il fait l'objet.

Lorsqu'il revient les choses deviennent encore plus compliquées puisqu'il obtient un quart de remises statutaires sur la nouvelle peine de prison, si bien qu'il n'a pas tout perdu. Il perd donc tout moins un quart. Si je me souviens bien, il s'agit de dix ou onze ans sur une peine de sept ans. Nous avons perdu notre cause devant deux tribunaux pour la gagner enfin devant la Cour suprême du Canada, l'affaire *Marcotte*, mais juste une semaine avant que sa peine n'expire de toute façon.

Aux termes du nouveau bill, cet homme n'aurait pas perdu son temps de libération conditionnelle. Donc, dans le cas de l'affaire Hainesworth, il n'aurait pas perdu trois ans et demi, mais rien que deux, ou peut-être plus exactement dix-huit mois.

C'est une situation que je ne puis accepter surtout lorsqu'il n'y a pas d'audience, et ce pour les raisons suivantes. Premièrement, la remise de peine fait partie de la sentence, de l'avis de divers tribunaux, y compris la Cour suprême du Canada.

[Text]

What the bill now proposes is that he will lose all his earned remission, but then maybe the Board can even it out by restoring some. I am not really sure that I am prepared to leave it to the Board to determine how bad this was. I would just as soon have some mechanical formula.

In England, incidentally, I can tell you, a man does not lose this time on parole. He is serving his sentence on the street, and they take it seriously. I refer you to the Hollies' decision where the court was very badly troubled. That is why I appended it. I wanted this before the Committee.

What the Huggeseon committee proposed was, the time all counts, but you have to have some hold on him, so if the breach is in the last six months of the sentence, then they can bring him in and require him to serve any time that they consider appropriate up to six months. That does not bother me, because what you are doing is keeping a hold on the guy.

The other alternative, which is suggested in a published paper done for me by a former student, was that it might be some fixed percentage of the sentence, whatever seemed fair, so that it is not a matter of the Parole Board's juggling it. It is related.

The trouble is, in the Hainesworth, a minor breach on a long sentence gets a massive penalty, whereas for another guy, a major breach on a short sentence gets a tiny penalty. So, if you have something related in fixed terms to the length of the sentence, such as 10 per cent or 15 per cent, okay, he gets a whack, but at least it is related. Maybe it is not even related to the seriousness of what he has done, but then I certainly do not want the board making that judgment, unless we are going to have procedural safeguards spelled out by legislation.

• 1640

Mr. Gilbert: Thank you very much, Professor Price. I recall your contribution on the Young Offenders Act, and I think we did a pretty fair job in blocking it. I appreciate your contribution in this and I hope that we can implement some of the recommendations that you have made. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Gilbert. Mrs. Holt is next and then Mr. Towers, and then I think we will be able to proceed to our other witness. Mrs. Holt.

Mrs. Holt: I wish that the team from Queen's could be here longer. This area has been the least touched upon area in our work and I think it is the major area of preventive correction. I just wish that we could have several hours to work out this part, because the part that disturbs me most in Bill C-83 and Bill C-84 is the alternatives—25 years without hope, 15 years with virtually little hope for an accidental killer, the courts compensating because of the parole situation, the temporary absences, which I think are one of the best devices for rehabilitation, and rehabilitation is the best protection society can have. I am just very concerned that we get this part of the bill worked out and I wish we could have you here longer.

[Interpretation]

Or aux termes du présent bill, un détenu perdrait la totalité de sa remise de peine méritée, mais la Commission de libération conditionnelle est libre de lui en rendre une partie. Or, à mon avis, ce n'est pas à la Commission de décider de la gravité du cas et je préférerais pour ma part que l'on adopte une formule bien précise.

Ainsi en Angleterre, les détenus ne perdent pas leur temps de libération conditionnelle, lequel est imputé à la durée de sa sentence. J'ai d'ailleurs annexé dans mon mémoire une copie de l'affaire Hollies qui a causé beaucoup de difficultés au tribunal et qui pourrait je pense vous intéresser.

Le Comité Huggesen a proposé de tenir compte de la totalité du temps purgé par les détenus, que ce soit en prison ou en libération conditionnelle, et si l'infraction a été commise durant les six derniers mois de la peine, on peut infliger au détenu une peine de réclusion d'un maximum de six mois. Il s'agit donc simplement de tenir le type bien en main.

Une autre solution proposée par un de mes anciens étudiants serait de prévoir un pourcentage fixe de la durée totale de la peine d'emprisonnement, du moment que ce n'est pas à la Commission de libération conditionnelle de décider comme bon lui semble.

Malheureusement dans l'affaire Hainesworth une infraction mineure commise pendant une peine de réclusion longue est lourdement pénalisée alors qu'un autre détenu qui commet une infraction grave au cours d'une période de réclusion courte n'est que légèrement puni. Donc, il faut prévoir une peine fixée proportionnellement à la durée de la sentence par exemple 10 ou 15 p. 100. La peine prononcée peut n'avoir aucun rapport avec la gravité du délit commis, mais ce n'est pas à la Commission de libération conditionnelle de se prononcer en l'absence de toute mesure de sauvegarde stipulée par la loi.

M. Gilbert: Merci beaucoup, professeur Price. Je me souviens de l'excellent travail que vous avez accompli lorsque vous avez contribué à bloquer la Loi sur les jeunes délinquants. Je vous suis reconnaissant de l'intérêt que vous portez aux questions présentement à l'étude et j'espère que nous pourrions mettre en application certaines des recommandations que vous faites. Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Gilbert. M^{me} Holt aura la parole et ce sera ensuite à M. Towers, après quoi nous passerons à nos autres témoins. Madame Holt.

Mme Holt: J'aurais aimé que le groupe de l'Université Queen's reste ici plus longtemps. Il s'attache à un secteur qui est encore presque vierge et il s'agit d'un secteur d'importance, celui de la correction préventive. J'aurais aimé pouvoir disposer de plusieurs heures pour parler de ces questions parce que les dispositions des Bills C-83 et C-84 qui me préoccupent le plus sont celles qui ont trait aux peines... 25 ans fermes, 15 ans sans aucun espoir de remise de peine, pour un tueur accidentel, alors que les tribunaux rationalisent cela en invoquant les libérations conditionnelles et les absences temporaires qui constituent un des meilleurs mécanismes de réhabilitation, et la réhabilitation est la meilleure protection possible pour la société. J'aurais voulu que cette portion du bill soit bien examinée et j'aurais voulu que vous restiez ici plus longtemps.

[Texte]

I have been involved, for example, in a case involving a man named Joe McKenna, and it is a though two years out of a man's life is nothing. He killed a man in anger when he was 21. He is now 42 and they defer his parole two years at a time as though two years is nothing, and it is 21 years later. He would not even be charged today.

I am concerned about the subjective decisions that are going to occur in earned remission. I would like your advice on how we can introduce amendments. I think the statutory remission was a good way to prevent the punitive attitudes of perhaps one person in a prison—or the punitive attitude of a parole board. One parole officer on the parole board did not like the cold blue eyes of an inmate in Kingston and she stayed in longer than one of the worst killers because she did not like the cold blue eyes. I would like your thoughts on that, whether we should stick with statutory remission.

I would like your help on that 25-year sentence, even though the killer may be very, very dangerous. Do you possibly think a person can burn out, no matter how dangerous? Or do you know, if you remove hope, what the danger is? I know that is not part of your brief, but I am very troubled about this, the alternative. I am concerned about the lack of public understanding of how effective parole and temporary absences have been. The very cases Mr. Woolliams cites are all the public has ever heard; nobody has told of the statistics of success.

I also would like your thoughts on whether, if the parole board has the power of almost a sentencing board, the parole hearings should be held in the same way as a court, open to the public. In other words, if they have this power of sentencing and adding time, which they do have, then should we have some way that the public can supervise parole? You have mentioned giving reasons for refusal, which they do not do. You refer to mandatory supervision. I have had many letters saying it does not work, it is not good. I know I am asking a lot and I wish there were more time.

There was one other point. They expect more of a man on parole than they do of an ordinary citizen. In other words, if a parolee goes out he can be brought in because he gets drunk, or if he commits an offence he will get longer than he would get for the offence itself by the revocation of the parole. And another mistake, and I do not know how we

[Interprétation]

Je me suis occupée du cas d'un homme qui s'appelait Joe McKenna et j'ai pu constater que deux ans dans la vie d'un homme ne pesaient votre avis sur d'éventuels amendements. Je crois que les remises de peine statutaires sont une bonne façon d'interdire les attitudes punitives que pourrait adopter un responsable en particulier dans une prison... ou même l'attitude punitive que pourrait adopter la Commission des libérations conditionnelles. Un membre de la Commission des libérations conditionnelles qui n'aimait pas le regard bleu et froid d'une détenue à Kingston s'est acharné sur elle et elle est demeurée derrière les barreaux plus longtemps que le pire meurtrier parce que ce membre de la Commission n'aimait pas son regard. J'aimerais que vous nous fassiez part de vos opinions à ce sujet et que vous nous disiez si la remise de peine statutaire devrait être maintenue.

Je me préoccupe des décisions très subjectives qu'occasionneront les remises de peine méritées. J'aimerais que vous nous donniez votre avis sur d'éventuels amendements. Je crois que les remises de peine statutaires sont une bonne façon d'interdire les attitudes punitives que pourrait adopter un responsable en particulier dans une prison... ou même l'attitude punitive que pourrait adopter la Commission des libérations conditionnelles. Un membre de la Commission des libérations conditionnelles qui n'aimait pas le regard bleu et froid d'une détenue à Kingston s'est acharné sur elle et elle est demeurée derrière les barreaux plus longtemps que le pire meurtrier parce que ce membre de la Commission n'aimait pas son regard. J'aimerais que vous nous fassiez part de vos opinions à ce sujet et que vous nous disiez si la remise de peine statutaire devrait être maintenue.

J'aimerais que vous nous parliez des peines de 25 années même si un tueur est extrêmement dangereux. Croyez-vous qu'il est possible qu'une personne s'assagisse même si elle est extrêmement dangereuse? A-t-on songé à ce qui se passe lorsque l'on retire tout espoir à quelqu'un, au danger que cela comporte? Je sais que cela n'est pas traité dans votre exposé mais la solution de rechange me perturbe énormément. Je me fais du souci quand je constate que le public ne comprend pas que les libérations conditionnelles et les absences temporaires sont extrêmement bénéfiques. Les cas que nous a cités M. Woolliams sont les seuls cas que connaît le public. Personne ne parle de statistiques qui prouvent que le mécanisme a porté fruit.

Croyez-vous que, étant donné que la Commission des libérations conditionnelles a des pouvoirs qui font qu'elle est un organisme presque égal à un organisme qui rend des sentences, ses audiences devraient être tenues de la même façon que celles de tribunaux, à savoir que le public devrait y avoir accès? En d'autres termes, s'ils ont le pouvoir de rendre des sentences, de prolonger la durée d'une peine, pouvoir qu'ils ont effectivement, pourquoi donc le public n'aurait-il pas le droit de surveiller les libérations conditionnelles? Vous avez parlé de raisons qu'on aurait invoquées pour refuser que le public ait accès à ces renseignements et la commission ne donne pas ces raisons. Vous avez parlé de surveillance obligatoire. J'ai reçu plusieurs lettres qui m'indiquent que ce système ne fonctionne pas, que ça ne va pas. Je sais que je vous pose beaucoup de questions ici et je souhaiterais disposer de plus de temps.

Autre chose: on s'attend à plus de la part d'un détenu mis en liberté conditionnelle que d'un simple citoyen. En d'autres termes, si un détenu mis en liberté conditionnelle s'enivre, s'il commet un délit, il se verra imposer une peine plus longue du fait qu'on révoque sa libération conditionnelle. Autre chose: je ne sais pas comment on pourrait faire

[Text]

can tell the public this, is the vital importance of parole. Ninety-nine per cent of people come out anyway and if they do not come out better than when they went in we are in real great danger. I just would like you to discuss the statutory remission. Do you think we should leave that? As for mandatory supervision and the temporary absences, I gather you want the time flexible and you do not want them abandoned.

Professor Price: I do not know where to start and I am conscious of the time, but I will start where I feel I can perhaps be most effective.

• 1645

With regard to mandatory supervision, while it does not say so the bill really does do away with it because it allows the man to refuse it. That is what the Senate committee recommended, and they proposed that it be called "minimum parole", which is what it is. Technically, mandatory supervision has been done away with in this bill. We have suggested one problem that may not have occurred and it is an important one, particularly given the nature of earned remission. A man is, say, serving a nine-year sentence and he gets all of his earned remission; so he has three years or one-third. For whatever reason—and the reasons upon which inmates make decisions are often very funny. I do not mean negative; sometimes they just get really uptight about something—the guy makes a decision that he will not go out on mandatory. What happens two months later if he changes his mind? The bill does not say, although it says he can refuse it. On the other hand, I do not think anybody wants the situation where the guy simply says, I changed my mind today so open the door; I am entitled to go out. We have suggested a proposal that should be built in: if they credit earned remission every three months—maybe that is an appropriate time—with advance notice, then he can reverse that decision. We are talking about years here; people change their minds and there is a great deal at stake. I am not sure that mandatory revision is the same problem.

If I might add to that, we have suggested something which I am not really sure anybody has suggested before—that is, voluntary surrender of probation and mandatory. We have had a couple of cases where the guy has said, Parole is not working for me and I do not think I can make it; I want to come back in. And they said, You cannot come back in; the act does not allow that. We might suspend you for a little while, but that is not really what that is contemplated for. All we can do is revoke you. Unfortunately, if we revoke you then of course you lose all your time on the street and all your accumulated remission and you are going to serve two or three years longer. And he says, That is why I want to come in: so I will not make the mistake that will make you revoke me.

[Interpretation]

comprendre au public l'extrême importance de la libération conditionnelle. Vingt-neuf pour cent des gens sortent de prison de toute façon et s'ils n'en sortent pas meilleurs qu'ils n'y sont entrés, nous courons un grave danger. J'aimerais également parler des remises de peine statutaires. Croyez-vous que nous devrions les maintenir? Pour ce qui est de la surveillance obligatoire et des absences temporaires, je crois comprendre que vous voulez que les limites de temps soient souples et que vous ne voulez pas qu'on les supprime.

Le professeur Price: Je ne sais pas où commencer, le temps est limité mais j'aborderai tout d'abord la question où il me semble, je puis être le plus utile.

Pour ce qui est de la mise en liberté sous surveillance obligatoire, même si le bill ne le dit pas clairement, de fait elle est supprimée parce qu'on permet à un détenu de la refuser. C'est ce que recommande le comité du Sénat qui a proposé qu'on l'appelle «libération conditionnelle minimum», ce à quoi cela revient. Techniquement, la surveillance obligatoire a été supprimée dans ce bill. Nous avons soulevé un problème qui peut ne pas se présenter mais qui est quand même important étant donné la nature de la remise de peine méritée. Prenez le cas d'un détenu qui purge une peine de 9 ans et qui obtient toute la remise de peine qu'il mérite; c'est l'équivalent de 3 ans ou du tiers de sa peine. Parfois les détenus prennent des décisions d'une façon assez bizarre et je ne veux pas ici qu'on interprète mal mes paroles, mais je veux tout simplement faire remarquer que parfois ils s'offusquent de certaines choses; donc pour une raison quelconque, notre détenu décide qu'il ne profitera pas de la mise en liberté sous surveillance obligatoire. Qu'arrive-t-il alors si 2 mois plus tard il change d'avis? Le bill ne prévoit pas ce cas même s'il précise que le détenu peut refuser une mise en liberté sous surveillance obligatoire. D'autres part, je ne crois pas qu'on veuille créer une situation où un détenu pourrait tout simplement dire, j'ai changé d'avis, ouvrez-moi la porte, j'ai le droit de sortir. Nous proposons donc un mécanisme qui pourrait être inséré ici. Si un détenu accumule une remise de peine méritée tous les 3 mois, ce délai est peut-être convenable si un avis est donné par avance et il pourra très bien revenir sur sa décision. Il s'agit d'années, ne l'oublions pas. Les gens changent parfois d'avis et l'enjeu est gros. Je ne crois pas que la révision obligatoire pose le même problème.

Nous avons proposé ici une chose que personne n'a proposée auparavant, à savoir une interruption volontaire de la probation et de la mise en liberté sous surveillance obligatoire. Nous pouvons vous citer quelques cas où le détenu a dit: La libération conditionnelle ne me convient pas et je ne crois pas pouvoir en respecter les exigences; je veux revenir en prison. On a répondu à ce détenu: Vous ne pouvez pas faire cela car la loi ne prévoit pas un tel cas. Nous pouvons suspendre votre libération conditionnelle pendant quelques temps mais ce n'est vraiment pas à cela qu'elle sert. Tout ce que nous pouvons faire c'est la révoquer. Malheureusement, si nous la révoquons, bien entendu vous perdez tout le temps que vous avez passé hors de prison et toutes les remises de peines que vous avez accumulées, et donc votre peine s'en trouve allongée de 2 ou 3 ans. C'est alors qu'il dit: C'est pour cela que je veux revenir en prison, parce que j'ai peur de commettre une faute qui entraînerait la révocation de ma libération conditionnelle.

[Texte]

Mrs. Holt: Does this happen quite often?

Professor Price: No, it does not happen often, but it can happen and we have known it to happen. It seems to me that if you are concerned with making parole work... Indeed, some writers in regard to sentencing have said, The assumption that a guy makes it on the first time and then it is all fine is nonsense. People do not make it. Even working with children, you go through stages of relapse. Let the guy come back, or provide some facility for him to come in with his problems if he cannot make it on the street.

That is a recommendation that is in here. In precise terms it is a new one.

What else?

Mrs. Holt: Statutory.

Professor Price: I am very troubled. Statutory remission has been extraordinarily important for a reason that I am sure is not the one intended. It was intended as a control device. It has been the one vehicle by which the rule of law has come into the prison because it is just about the only thing in our system that the courts have been prepared to recognize as a right. They cannot take it away Canada in the fall. The leading case to date has said that you cannot lose statutory remission without a hearing. That is now being tested, incidentally. We have the case in the Supreme Court of without a hearing. The Federal Court of Canada recently chose not to follow that and we have been granted leave in a case in the Supreme Court of Canada. Statutory remission is the one thing a man can cling to and know it cannot be fooled around with—and if you do then we will test it. This has brought lawyers into the prisons—with mixed results, I must say, but we think more positive than negative. I do not know that it works as a control device; there have been no studies. There is only one that I know of, in Florida, and I am not sure that is the best test area for it. So I really do not know. If the correctional people say that it does not work as an adequate control device, I am prepared to accept their word for it. On the other hand, I have a feeling that the end-remission proposals are a little flippant with amounts of time that inmates have come to view as rights. And they are talking about very large blocks of time without very much in the way of specification as to how he is going to be able to control that. I am prepared to accept that these decisions have been wisely made. What I am concerned about is that the thing be spelled out in a way that is workable and that protects people against a kind of very capricious decision.

Let me just show you the kinds of problems that we get. This has to do with what was mentioned before about safeguards. For example, the parole board adopts an internal policy which says child beaters do not go out on parole without the full board approving or without a specified period of time.

[Interprétation]

Mme Holt: Est-ce que ces cas se présentent souvent?

Le professeur Price: Non, ces cas ne se présentent pas souvent mais cela peut arriver et j'en ai connu. Il me semble que si l'on veut que le mécanisme de libération conditionnelle fonctionne... En fait, certains écrivains qui ont parlé du «sentencing» ont dit que cela présupposait qu'un détenu s'en arrangeait très bien et que tout allait très bien du premier coup et ils disent que c'est absurde. Ces détenus ne s'en arrangent pas du tout. On n'a qu'à prendre le cas des enfants, il y a toujours des rechutes. Il faudrait donc permettre à ce détenu de retourner en prison et prévoir un mécanisme qui lui permettrait de résoudre ses problèmes s'il ne peut pas assumer la responsabilité de sa liberté.

Voilà une des recommandations contenues dans notre exposé. Et elle innove.

Quoi d'autres?

Mme Holt: Les remises de peine statutaires.

Le professeur Price: Cela me préoccupe beaucoup. Les remises de peine statutaires sont extrêmement importantes pour une raison qui n'est probablement pas celle qu'on voulait au départ. Au départ, on voulait que ce soit un mécanisme de contrôle. C'est un mécanisme qui a permis d'introduire la mise en application des lois dans les prisons parce que c'est probablement le seul cas où dans notre système, les tribunaux sont prêts à reconnaître qu'un détenu a des droits. On ne peut pas lui enlever ses droits sans tenir une audience. Mais le mécanisme est remis en question. Il y a eu une cause à la Cour Suprême du Canada à l'automne. La cause type permet de dire qu'on ne peut pas perdre une remise de peine statutaire sans qu'il y ait une audience. La Cour fédérale du Canada a choisi récemment d'en faire un cas de jurisprudence et nous avons obtenu gain de cause en Cour Suprême du Canada. La remise de peine statutaire est un mécanisme auquel un détenu peut s'accrocher car il sait qu'il est absolu et que si on tente de l'attaquer, nous interviendrons. Il en est résulté que les avocats se sont rendus dans les prisons, avec des résultats inégaux, je l'avoue, mais le positif l'emporte sur le négatif. Je ne crois pas que ce mécanisme soit un mécanisme de contrôle mais, encore une fois, on n'a pas effectué d'études. Si, on en a effectué une en Floride, mais je ne suis pas sûr qu'on soit parti des meilleures prémisses. Je ne saurais donc vous dire ce qu'il en est. Si les responsables de la correction disent que cela ne fonctionne pas, en tant que mécanisme de contrôle, je suis prêt à les croire. D'autre part, j'ai l'impression que les remises de peine méritées que l'on propose sont un peu désinvoltes, étant donné que les détenus en sont venus à considérer ces réductions comme des droits. On parle ici de périodes de temps prolongées sans qu'il y ait moyen de bien préciser la façon de contrôler le mécanisme. Je suis prêt à accepter que ces décisions sont des décisions bien pesées. Je voudrais cependant que toutes les conditions soient bien établies, de sorte que les détenus soient à l'abri de décisions extrêmement capricieuses.

Laissez-moi vous donner une illustration du genre de problèmes auxquels nous faisons face. Cela est relié également aux garanties dont on a parlé plus tôt. Par exemple la Commission des libérations conditionnelles pourrait adopter une politique interne qui ferait que ceux qui maltraitent un enfant n'ont pas le droit de sortir de prison sans que tous les membres de la Commission s'entendent, et ceci pour une durée de temps déterminée.

[Text]

[Interpretation]

• 1650

And then you find somebody who, in a disputed case in which we ultimately got the parole, has killed a 17-year-old daughter. The board says that is a child. I am not sure that is a child. I am not condoning the act and indeed if it was a question as to whether they did it; that is not the issue, even if they had. Surely one should be able to go and say, let us find out in a court if the board is right in its own rule that it has adopted, or the member of the board locally who makes the decision.

The case we have been happiest about in our whole three years is one that was never reported, of a chap who was a dangerous sexual offender. In his whole history there had never been a violent offence; they were inadequate-type offences. He had been in 17 or 18 years and the board had virtually said on the record, we are never going to let him out. Then you try to find why he is not going to go out and the board says, "He cannot function on the street; he has been institutionalized so long. He is not dangerous—we accept that—but he cannot function so we are not going to let him go out where he cannot function."

If a man is locked up because he is dangerous but he is not dangerous now and the board says that for different reasons he does not go out, I want somebody to be able to review that, and that is why I am concerned about review, not of routine cases; no one wants cases routinely going into the courts, but one wants the principle of law going into the courts, and this is how you bring rationality into the system.

Now in the 25 years your own views—you will know this as much, Mrs. Holt, as I do—tome it is barbaric but that is my view, and anybody's view here is worth as much as mine on that. And I am really not sure I can help you.

The Chairman: That is a different bill.

Your time has expired, Mrs. Holt.

Mrs. Holt: One question about the court.

The Chairman: I am sorry. You have already had 12 minutes. I cannot allow any more questions.

Mrs. Holt: No, but he is answering the open court, the parole board being an open court.

Professor Price: I can answer that very summarily.

The Chairman: All right.

Professor Price: One reason I have done this is that I do not know what material gets before the Committee. I have summarized in the appendices, I have put out the specific proposals of three groups as appendices: the Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs; their precise proposals are at pages 45 and 53; the Task Force on the Release of Inmates; theirs are set out at page 53; and the Canadian Criminology and Corrections Association Committee; their specific proposals are set out following that.

Prenez par exemple le cas de quelqu'un qui dans une cause litigieuse a finalement obtenu sa libération conditionnelle après avoir tué sa fille de dix-sept ans. La Commission dit qu'il s'agissait d'une enfant. Je ne suis pas sûr qu'il s'agisse d'une enfant. Je ne condamne pas la loi et en fait, je ne remets pas en question le fait que la Commission ait ainsi tranché. Ce n'est pas là le problème de toute façon. On pourrait certainement prévoir un mécanisme qui permettrait de déterminer devant un tribunal si la Commission a eu raison de prendre cette décision ou si le membre de la Commission qui l'a prise a eu raison.

Au cours de nos trois années d'expérience, le cas qui nous a apporté le plus de satisfaction est un cas dont on n'a pas beaucoup parlé et il s'agissait d'un délinquant sexuel dangereux. Il n'avait jamais commis de crimes violents et il s'agissait de délits qu'on ne pouvait pas qualifier. Il était derrière les barreaux depuis dix-sept ou dix-huit ans et la Commission avait brisé un record et avait toujours refusé de lui accorder sa libération conditionnelle. Si on essayait de s'enquérir sur les raisons de ce refus on nous répondait que le détenu ne pourrait pas s'adapter à la vie en dehors d'une institution, qu'il n'était pas dangereux, on le reconnaissait, mais qu'il ne pouvait pas fonctionner hors des murs d'une institution et donc qu'on ne pouvait pas le mettre en liberté.

Si un individu est mis en prison parce qu'il est dangereux et qu'en fait il ne l'est pas, la Commission invoque une autre raison pour ne pas le libérer. Je voudrais qu'on puisse réviser de telles décisions et voilà pourquoi je me préoccupe des révisions et non pas des cas de routine. On ne veut absolument pas que les cas de tous les jours aillent jusqu'aux tribunaux mais on veut que les principes du droit soient respectés devant les tribunaux et voilà comment on peut rationaliser le système.

Pour ce qui est maintenant des peines de vingt-cinq ans—Vous savez aussi bien que moi, madame Holt, que je crois que c'est absolument barbare et l'opinion de quiconque vaut la mienne à ce sujet. Je ne suis pas sûr que je puisse vous aider ici.

Le président: Cela est traité dans un autre bill.

Votre temps est écoulé madame Holt.

Mme Holt: J'aimerais poser une question au sujet du tribunal.

Le président: Excusez-moi. Vous avez déjà eu dix minutes et je ne peux pas vous permettre de poser d'autres questions.

Mme Holt: Non, mais il a parlé d'une cour à laquelle le public aurait accès, de la Commission des libérations conditionnelles à laquelle le public aurait accès.

Le professeur Price: Je peux répondre à cette question très brièvement.

Le président: Très bien.

Le professeur Price: La raison pour laquelle j'ai soulevé cela c'est que je ne sais pas quels documents sont présentés au Comité. J'ai fait un résumé, que j'ai mis en annexe, des recommandations précises faites par trois groupes: le Comité du Sénat sur les affaires juridiques et constitutionnelles, dont on trouvera les recommandations aux pages 45 et 53, le groupe de travail sur le relâchement des prisonniers dont on trouvera les recommandations à la page 53 et le Comité de l'Association canadienne de criminologie et

[Texte]

Now there are very precise proposals here and I would like to see them in the legislation. I am not very happy that the board says, "We are going to have regulations on that; do not worry about it." I am worried about it. I do not know whether or not it is going to be in the legislation.

Some hon. Members: Hear, hear!

Mrs. Holt: Thank you.

The Chairman: Mr. Towers is next.

Mr. Towers: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to thank Professor Price and his team, who are well up to date, for staying with us because it certainly has been a very, very enlightening hour or so. I am sorry that it could not be longer. I am wondering, sir, if you feel that too many people are actually going to prison and that prison should be reserved perhaps more for people that are dangerous to the general public or to themselves. I have to agree with your recommendation on page 10 when you say:

Recommendation:

1. That Section 21 of the Bill, relating to Section 6 of the Act, be further amended to qualify in appropriate fashion the allocation to the National Parole Board of Absolute discretion especially in regard to the power to grant or refuse to grant parole... and to revoke parole.

I have had an occasion where a young person got caught in the system and the court had no alternative and the Parole Board were caught with the legality of it. If the members of the Parole Board had not gone to almost superhuman efforts along with a board of directors of a college, this young individual would have been almost destroyed. And through the effort of everybody, it seemed to me that she was actually saved.

Therefore, would it be correct to assume that we have to have parole because of the fact that there are errors in the system?

Professor Price: Yes.

Mr. Towers: You would agree with that?

Professor Price: Yes.

Mr. Towers: Also would you agree, then, sir, that we are sending far too many people to prison?

Professor Price: Yes.

Mr. Towers: For penalties?

Professor Price: Yes, but this bill is not really addressed to that. That is my problem. One invariably finds oneself making comments about the system as a whole, and I could not agree with you more, Mr. Towers, that that gets into questions of sentencing law, questions that I know the Law Reform Commission is reporting on. I am sure the Department of Justice will be considering it, but my problem is how I could relate that issue to the bill.

[Interprétation]

de justice correctionnelle dont on trouvera les recommandations à la suite.

Il s'agit là de recommandations très précises que j'aimerais voir incorporées au projet de loi. Je ne suis pas du tout satisfait de la réponse de la Commission qui dit qu'elle préparerait des règlements à cet effet et de ne pas se préoccuper. Je me préoccupe moi. Je ne sais pas si oui ou non ce sera contenu dans la loi.

Des voix: Bravo!

Mme Holt: Merci.

Le président: M. Towers a la parole.

M. Towers: Merci, monsieur le président.

J'aimerais remercier le professeur Price et son équipe qui sont très au courant de la situation et qui sont restés ici pour nous faire part de leur jugement extrêmement éclairé. Je déplore qu'ils ne restent pas plus longtemps. Je me demande monsieur si vous croyez que nos prisons abritent présentement trop de détenus et si vous ne croyez pas que les prisons devraient être réservées aux criminels dangereux dont il faut protéger le grand public et qu'il faut protéger d'eux-mêmes. Je suis tout à fait d'accord avec la recommandation que vous faites à la page 10:

Recommandation:

1. Que l'article 21 du bill, qui a trait à l'article 6 de la loi, soit de plus amendé pour redéfinir la discrétion absolue donnée à la Commission nationale des libérations conditionnelles, en particulier le pouvoir d'accorder ou de refuser, ou d'accorder la libération conditionnelle— et de la révoquer.

J'ai connu le cas d'une jeune personne qui a eu des démêlés avec la justice et qui ne voyait pas d'issue alors que la Commission des libérations conditionnelles devait se débattre avec des détails techniques de légalité. Si les membres de la Commission des libérations conditionnelles n'avaient pas déployé des efforts surhumains de concert avec le conseil de direction d'un collège, cette jeune personne aurait été complètement détruite. Elle a cependant été sauvée à cause de l'effort collectif de tous.

En conséquence, est-il juste de présumer que la libération conditionnelle existe parce qu'il peut se glisser des erreurs dans le système?

Le professeur Price: Oui.

M. Towers: Vous êtes d'accord?

Le professeur Price: Oui.

M. Towers: Êtes-vous d'accord monsieur, pour dire que nous mettons trop de gens derrière les barreaux?

Le professeur Price: Oui.

M. Towers: Du fait des pénalités?

Le professeur Price: Oui, mais ce n'est pas l'objet de ce bill. Voilà où se complique ma tâche. On en vient à faire des observations sur l'ensemble du système, et je suis entièrement d'accord avec vous, monsieur Towers, cela met en cause des questions de loi sur le sentencing, questions que la Commission de réforme du droit étudie. Je suis sûr que le ministère de la Justice se penche sur ces questions, mais j'aurais du mal à les relier au sujet de ce bill.

[Text]

Mr. Towers: Actually, I could sir, because this is my main problem. In the gun aspect of it I have a fear that we are going to make criminals out of ordinary law-abiding citizens because of the fact that they find themselves outside the confines of the law that we are putting in place. This is the part I am concerned about. Actually they are not dangerous people but yet, maybe through some unforeseen circumstance—perhaps a native person, perhaps a person who is not aware of the legislation in whatever form it will be passed—they will find themselves in this very position and therefore will possibly find themselves in jail. Therefore I agree that we have to have some form of parole.

• 1655

Professor Price: Yes. I would not want to place too much hope on the function of the parole board to mitigate the mistakes. Indeed the plan, I gather, although it is not in the bill and I assume it is intended in the regulations, is that parole by exception is to be removed. A parole by exception was the power that would allow the board to release someone before the one-third time established by regulation in which one would ordinarily be eligible for parole. This was criticized by a number of groups, including the Senate Committee, on the ground that it was an improper interference with the courts.

I have views about that. One of my concerns, and we have had a couple of cases of this sort, is what do you do for a guy when you believe the system has gone wrong? You are pretty much left to the exercise by the Minister of Justice of his power to order a new trial or refer it back, and that is like moving heaven and hell, I will tell you.

Mr. Woolliams: You can say that again.

Professor Price: Unless somebody writes a book or gets massive press coverage, that power will never be exercised. There is no built-in system to correct that kind of abuse in our system. This has all been written up in a couple of studies.

On the general question, I think you are going to have to address it to sentencing policy generally, as the Law Reform Commission has attempted to do in two or three different working papers now, and send it back to the Minister and say, "Bring in the next bill and deal with that."

Mr. Towers: How adamant are you, Mr. Price, in your recommendations? Would you like to speak to that, the one that I referred to on page 10?

Professor Price: Totally. For example, let me tell you of one issue. These do get technical, but I think I can illustrate it.

The Parole Act says that there is a particular procedure for taking a man off parole, and that is the procedure set out in Section 15 of the Parole Act. You first supposedly have to suspend the parole and there are certain criteria upon which it can be done. Then you take that into court and say, "Well, look", but the Board says, "We did not act under that, we acted under a different, broad Section 6, that we have absolute discretion, or Section 10(1)(e)", which I have referred to, which says that the board has

[Interpretation.]

M. Towers: En fait, je pourrais le faire parce que c'est là le principal problème que j'éprouve. Au sujet des dispositions sur les armes, je crains que l'on ne transforme en criminels d'honnêtes citoyens du simple fait qu'ils enfreignent cette loi que l'on veut faire adopter. Voilà ce qui me préoccupe. En fait, il ne s'agit pas de criminels dangereux, mais en raison de circonstances imprévues... il s'agit peut-être d'un autochtone ou de quelqu'un qui ne connaît pas l'existence de cette loi qui a été adoptée... ces gens donc se trouveront dans une situation qui entraînera pour eux une peine de prison. Voilà pourquoi je suis tenant d'une certaine formule de libération conditionnelle.

Le professeur Price: Oui, mais je ne voudrais tout simplement pas donner à la Commission des libérations conditionnelles cette aptitude à dénicher les erreurs. Si je comprends bien, même si cela ne fait pas partie du bill et si ce sont les règlements qui en tiendront compte, on supprimera les libérations conditionnelles exceptionnelles. Une libération conditionnelle exceptionnelle était accordée en vertu d'un pouvoir qui permettait à la Commission de relâcher quelqu'un avant que le tiers de sa peine ne soit purgé, comme le Règlement le prévoit. Plusieurs personnes ont critiqué cette pratique, notamment le Comité du Sénat, en disant que c'était là une ingérence inacceptable dans les affaires des tribunaux.

J'ai des opinions là-dessus. Nous avons connu quelques cas de ce genre et je me préoccupe de ce que l'on fait pour quelqu'un lorsque l'on croit que le système a fait défaut. Il ne reste que ce pouvoir que peut exercer le ministre de la Justice, qui peut ordonner un nouveau procès ou le renvoyer devant les tribunaux, ce qui est le monde à l'envers, à mon avis.

M. Woolliams: Cela ne peut pas être plus vrai.

Le professeur Price: A moins que quelqu'un n'écrive un livre à ce sujet, ou que cette question ne soit traitée abondamment dans la presse, ce pouvoir ne sera jamais exercé. Il n'y a pas de système intrinsèque pour corriger ce genre d'abus dans notre système. Quelques études ont déjà épuisé le sujet.

Pour revenir à votre question générale, je crois que nous devons établir une politique générale de sentencing comme celle que la Commission de réforme du droit dans deux ou trois de ses exposés essaie de faire accepter, et on devra déposer tout cela sur le pupitre du ministre et lui dire: «Présentez le bill suivant qui traitera de cette question.»

M. Towers: Jusqu'où allez-vous dans votre recommandation, monsieur Price? Pourriez-vous développer cet aspect un peu plus, ce dont vous parlez à la page 10?

Le professeur Price: Nous allons très loin. Par exemple, je vous citerai un cas. Toutes ces questions sont plutôt techniques et j'aimerais vous donner une illustration ici.

La Loi sur la libération conditionnelle de détenus prévoit qu'il y a une procédure précise pour retirer une libération conditionnelle à un détenu et cette procédure est exposée dans l'article 15 de la loi. Il faut tout d'abord suspendre la libération conditionnelle et il faut réunir certains critères. Ensuite cela est porté devant les tribunaux et on peut dire: «Voyez.» Mais la Commission peut répondre: «Nous n'agissons pas en vertu de cet article mais bien en vertu de l'article 6, qui a plus de latitude, et nous

[Texte]

discretion itself. "We have not worried about that section." So you say, "Well, look, there it is; that is the only single protection that this man has got". But the board has "absolute discretion", so forget it, Mr. Lawyer, go home. But we say, "There has been a tremendous mistake here".

Well, try to persuade them that there has been a mistake. But then, indeed, there is not even any power to cancel a parole revocation once it is made, technically. I suppose the board might find ways if it really was persuaded there was. We have never found them prepared to admit they have made a mistake, and they say, "We have found it dealing with it in other ways".

But there is a procedure adopted whereby, after the revocation, the board may meet with the guy and hear what he has to say. That is after they have done it. The act does not say they can cancel it once they have done it. That was the very procedure, I may tell you, that existed by regulation or statute in the American jurisdiction out of which the leading case of *Morrissey and Brewer* developed. I summarized that in my own article, which appears as another appendix. That is why it is all before you. The U.S. Supreme Court in a unanimous decision, by a very conservative Chief Justice, said this is a barbarity, and they held under the American due-process clause of the Fourteenth Amendment that you have to hold pro-revocation hearings; nothing else is fair to the inmate.

I cannot accept the concept of absolute discretion, and I refer you, you have probably read it, to what Chief Justice Laskin has said in the *Mitchell* case, which I quoted earlier on page 10. So you know what some people think about it, and I think that, very much.

Mr. Towers: Yes, I think our great hope, actually, lies in this very fact, because of the absolute discretion, because I think we would get away from one of the problems that society is suffering from today because there are parolees out on the street that perhaps should not be out there, putting the fear of the devil in a lot of people, and in that particular case the parole board could use its discretion. By the same token, if they had a greater discretion sometimes in allowing parole, in, for instance, the case that I was relating to you, the individual would certainly not be caught up in the system. I would hope that the Minister would give a great deal of credence to this recommendation.

An hon. Member: Thank you very much.

• 1700

An hon. Member: Mr. Chairman . . .

The Chairman: Thank you, Mr. Towers. Mr. Olivier has requested to ask one question.

Monsieur Olivier, vous avez la parole pour un moment.

M. Olivier: Oui. Monsieur le professeur, j'aimerais savoir si vous et votre équipe, avez étudié l'inverse de la situation, soit le rapport entre le prisonnier et le gardien. Vous avez dû constater que dans nos amendements, nous voulons enlever la remise de peine si le prisonnier n'a pas eu une

[Interprétation]

nous prévalons de la discrétion absolue, ou nous agissons en vertu de l'article 10(1)(e) dont on a parlé et qui donne à la Commission toute discrétion. La Commission peut dire: «Mais nous ne nous préoccupons pas de cet article.» Nous pouvons rétorquer: «Eh bien, cet article existe, c'est la seule protection qu'a un détenu.» Mais la Commission jouit d'une discrétion absolue et l'avocat n'a qu'à s'incliner. Nous disons: «Mais il y a eu une grave erreur, ici.»

Mais il faut quand même persuader la Commission qu'il y a eu erreur, techniquement, et le pouvoir d'annuler une révocation de libération conditionnelle n'existe même pas. Je suppose que la Commission pourrait trouver le moyen de le faire si vraiment on la convainquait qu'il y a eu erreur. Nous n'avons jamais pu constater que la Commission reconnaissait qu'elle aurait commis une erreur et elle dit plutôt: «Nous avons trouvé moyen de régler ce cas autrement.»

Mais il y a une procédure qui a été adoptée selon laquelle, après la révocation, la Commission peut se réunir et permettre à un détenu d'intervenir. Mais c'est après la révocation. La loi ne dit pas que la Commission peut annuler la révocation après s'être prononcée. Cette procédure est exactement la même que celle qui existait par loi et par règlement aux États-Unis et qui a été appliquée dans la cause type *Morrissey contre Brewer*. Dans mon article, j'ai résumé cette cause et vous pourrez en prendre connaissance en lisant une des annexes à notre exposé. Voilà pourquoi nous vous avons exposé la situation. La Cour suprême américaine a rendu une décision unanime, décision prise par un juge très conservateur qui a déclaré que cette situation était tout à fait barbare. On a invoqué les clauses de sauvegarde de la liberté individuelle consignée à l'amendement 14 de la Constitution, qui prévoit qu'on doit tenir des audiences avant de révoquer une libération conditionnelle. Il n'y a rien de plus juste à l'égard d'un détenu.

Je refuse d'accepter le concept de discrétion absolue et je ne puis que vous référer à ce qu'a dit le juge Laskin lors de la cause *Mitchell*, paroles que je cite à la page 10. Vous savez donc ce qu'en pensent certaines gens avec lesquels je suis d'accord.

M. Towers: Oui, je crois que c'est là que naissent nos espoirs les plus sûrs, à cause de la discrétion absolue, et si nous ne corrigeons pas cela je crois qu'un des problèmes les plus graves dont souffre la société d'aujourd'hui nous échappera, et des détenus en liberté conditionnelle pourront effrayer beaucoup de gens alors que c'est là précisément que la discrétion absolue pourrait intervenir de façon utile. Par contre, si la Commission jouissait d'une plus grande discrétion comme dans le cas que je vous ai cité plus tôt, un individu pourrait certainement éviter d'être happé par le système. J'espère que le ministre donnera créance à cette recommandation.

Une voix: Merci beaucoup.

Une voix: Monsieur le président . . .

Le président: Merci, monsieur Towers. M. Olivier a demandé la permission de poser une question.

Mr. Olivier, you have the floor for a little while.

Mr. Olivier: Yes. Professor, I would like to know if you and your team have studied the opposite situation, that is the relationship between the prisoner and the prison guard. You must have noted that our amendments propose the abolition of remission of sentence if the prisoner has

[Text]

conduite, qu'on appelle en français «conduite industrielle». Si on enlève ce pouvoir qu'ont certains gardiens de faire des recommandations pour annuler la libération conditionnelle de jour, est-ce qu'il n'y a pas danger que les gardiens se sentent impuissants pour essayer de maintenir une certaine stabilité dans nos prisons?

Prof. Price: I am sorry, is that a hand up? All right. No, I do not think so. There is all kinds of opportunity now and in the proposed amendments for controls over inmates. It will still be possible to take away more time now than before. I have no objection whatsoever to correctional staff at the line level, at the guard level. I am concerned about them. I want them protected. I am not sure a 25-year minimum parole would protect them, but that is another matter.

What I am concerned about is that there be some adequate protection. For example, in a prison disciplinary hearing if that is not reviewable in some appropriate fashion up through the penitentiary system or in the courts, the abuses multiply. There is all kinds of opportunity for guards to influence day parole decisions, to influence crediting of earned remissions, to influence whether statutory remission is removed. Indeed, the directors of institutions—I can tell you that institutions have been ground to a halt—have been afraid to move for fear of antagonizing the guards. Some of the problems are reported in official studies. There are guards at Millhaven who are still there after being publicly condemned in official studies because the director is afraid. These are facts. Let us not deny them. What I am concerned about is to build in, not because these guys are nice guys and not, indeed, because in most cases they are wrong, because in most cases they are not, but because sometimes they are and because they are and because there is something about the system itself which generates tension and which often—I suggest that when it comes out you read Miss Hanson's report on the Millhaven inquiry, because the evidence is staggering about the goading of inmates by some guards.

We have to have a system to protect that. It is no problem getting a guy to commit an offence where you can take statutory remission. You just have to goad him enough and he will do that. Then you have your control. By golly, he committed an offence, let us now slap him with a penalty. Often he deserves it, but not always. Let us have some controls, and that is what the rule of law is all about.

M. Olivier: Nous voudrions remercier le professeur Price et son équipe d'être venus nous présenter leur mémoire et une chose est certaine, c'est que nous ne manquerons pas de le lire au complet. Merci.

Le président: Merci monsieur Olivier. I want to thank the witnesses from the Correctional Law and Legal Assistance Project at Queen's University. Did you read the names of your assistants earlier? If not, I will...

Prof. Price: No, I did not.

The Chairman: I will read them into the record now so that their presence will be properly noted. Mr. Roger Olson, Mr. Thomas A. Cromwell and Miss Lucina A. Brettler, all students, and I presume students of Professor Price as well as students at the university.

[Interpretation]

not what is referred to as an industrious conduct. Don't you feel that prison guards may feel rather powerless in trying to ensure a certain amount of stability in our penitentiaries if the power of certain prison guards to recommend cancellation of day parole is withdrawn?

M. Price: Je m'excuse, quelqu'un a-t-il levé la main? Très bien. On retrouve des mécanismes de contrôle des détenus à l'heure actuelle ainsi que dans les amendements proposés. En effet, il sera toujours possible d'effectuer plus de remises de peines qu'auparavant. Je n'ai rien à reprocher au personnel des pénitenciers, quelle que soit leur fonction, car je suis plutôt inquiet à leur sujet. Je tiens à ce que ces gens-là soient protégés. Je ne suis pas certain que la libération conditionnelle d'une durée minimum de 25 ans les protégerait suffisamment, mais ça, c'est une autre affaire.

La protection du personnel me cause quelqu'inquiétude, par exemple, lors d'une enquête disciplinaire tenue au pénitencier. Les abus se multiplient s'il n'existe aucun système de révision satisfaisant dans les pénitenciers ou les tribunaux. Les gardiens peuvent jouer un rôle important dans la prise de décision ayant trait à la libération conditionnelle de jour, l'accumulation de réduction de peine et l'annulation de réduction statutaire. En effet, les directeurs des institutions—je peux vous affirmer que les activités dans les institutions ont subi un arrêt complet—ont eu peur de prendre des mesures quelconques, par crainte de contrarier les gardiens. Quelques-unes des difficultés ont été rapportées dans des études officielles. Il y a des gardiens qui sont toujours au pénitencier Millhaven après avoir été dénoncés publiquement dans des études officielles et ce, parce que le directeur a peur d'agir. Ce sont les faits. On ne peut les nier. J'ai de vives inquiétudes au sujet des gardiens qui se conduisent mal envers les détenus. Ce n'est que l'exception, mais de tels cas existent. Le système engendre la tension et je suis certain que le rapport de M^{lle} Hanson confirmera que certains gardiens harcèlent les détenus.

Il faut adopter un système qui nous mettra à l'abri de tels abus. Il n'est pas difficile d'inciter quelqu'un à commettre un délit lorsqu'il y a possibilité de réduction statutaire. Il suffit de le talonner suffisamment. Vous exercez maintenant un contrôle sur la situation. Le détenu, ayant commis un délit, il est facile de lui imposer une peine. Bien souvent, il le mérite, mais pas dans tous les cas. Il faut mettre au point certains contrôles juridiques et c'est de cela dont il est question.

Mr. Olivier: We would like to thank Professor Price and his team for having submitted their brief to us. I can assure them that we shall certainly read it in its entirety. Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Olivier... Je tiens à remercier les témoins de «Correctional Law and Legal Assistance Project» de l'Université Queen's. Avez-vous mentionné plus tôt les noms des personnes qui vous accompagnent? Sinon, je...

M. Price: Non, je ne l'ai pas fait.

Le président: Je vais le faire afin que leur présence soit notée au compte rendu. M. Roger Olson, M. Thomas A. Cromwell et M^{lle} Lucina A. Brettler, qui sont des étudiants et je suppose des élèves du professeur Price, ainsi que de l'Université Queen's.

[Texte]

An hon. Member: We have a good professor.

The Chairman: Their visiting accompanist is Mr. Don Michada, who is from Alberta, I believe. So, thank you very much, Professor Price. I think we are all glad that you stayed.

Prof. Price: Thank you. I am glad that I stayed.

• 1705

The Chairman: The Committee hearing will now continue. Ladies and gentlemen, our next witness is Mr. Doug Jack, coroner from New Westminster, British Columbia. His official title is Provincial District Coroner for the New Westminster district, which he informs me encompasses quite an area. Mr. Jack is here at our invitation because we felt that this was the kind of problem which needed some evidence thrown upon it by a coroner and I have no doubt that he will be able to elucidate the matters that concern us.

So I will call on Mr. Jack for his presentation. Mr. Jack.

Mr. Douglas Jack (District Coroner, New Westminster, B.C.): Thank you, Mr. Chairman. In presenting The short brief that I was asked to present some ten days ago, I have touched on the important features of what I felt, as a coroner, to be of great importance to us all.

I am much impressed with some sections of Bill C-83, particularly, Clause 100 in its entirety and some parts of Clause 106. The other clauses do not really relate to my position.

Relating, if I may, past experience, I have been in this position for some 25 years and during the last 10 years there has been a growing amount of homicides and suicides through guns, particularly through long-barrelled firearms. My point is, of course, the registration and control of long-barrelled firearms, such as we have with the handgun.

If I may, I will quote some statistics from time to time, and will be certainly glad to answer any questions that you feel fit to ask.

Some years ago, I became increasingly alarmed at the amount of deaths occurring within my area, which now has roughly 473,000 people. That encompasses the municipality of Burnaby, the city of New Westminster, the municipality of Coquitlam, the city of Port Moody, the city of Port Coquitlam, the municipality of Surrey and the municipality of Langley. All in all, that accounts for some 470,000 or so people—nearly half a million.

In 1970, particularly, I was alarmed at the amount of homicides that were occurring. Albeit, these homicides were for the most part domestic affairs but nevertheless they were homicides, and they were with firearms—not all, but a large percentage thereof.

• 1710

At that time, I felt that, in my role as coroner, I should make some pretty firm recommendations as to the control and sale of firearms. I did so and I immediately received a flurry of denunciation from various gun clubs and so forth. They had in mind that I was trying with my suggestions and my recommendations—and they were only recommendations, mind you—to strip them of their firearms. This was not the case at all. For the most part, the members of gun clubs and wildlife services are responsible people. I am speaking of the irresponsible people: the people who can talk into any department store and buy a gun as if they were buying a pair of socks or a package of cigarettes, and

[Interprétation]

Une voix: Nous avons un bon professeur.

Le président: M. Don Michada, de l'Alberta, je crois, les accompagne. Je vous remercie, donc, professeur Price. Je crois que nous sommes tous ravis que vous soyez resté.

M. Price: Merci. J'en suis heureux moi-même.

Le président: Nous allons donc poursuivre avec la séance d'aujourd'hui. Notre prochain témoin est M. Doug Jack, coroner de New Westminster en Colombie-Britannique. Son titre officiel est celui du coroner du district provincial de New Westminster, ce qui représente une région assez vaste. Nous avons invité M. Jack à comparaître parce que nous étions d'avis qu'un coroner pourrait jeter de la lumière sur le sujet que nous étudions, ce qu'il va faire, sans doute.

Je laisse donc la parole à M. Jack. Monsieur Jack.

M. Douglas Jack (Coroner de district, New Westminster, C.-B.): Merci, monsieur le président. Dans le mémorandum assez bref qu'on m'a demandé de présenter il y a une dizaine de jours, j'ai fait mention des points saillants qui me semblaient importants, en tant que coroner.

Certaines parties du Bill C-83, surtout l'article 100 et certaines parties de l'article 106, m'impressionnent beaucoup. Les autres articles ne m'intéressent pas de façon particulière.

En ce qui concerne mon expérience, j'occupe mon poste actuel depuis 25 ans; et depuis une dizaine d'années, je constate un nombre toujours croissant de cas d'homicides et de suicides commis avec des armes à feu, surtout avec des fusils et carabines. Je suis en faveur de l'enregistrement et de la réglementation appliqués aux fusils, tels que nous avons à l'heure actuelle avec les pistolets ou armes de poing.

Je vais vous donner quelques données statistiques de temps en temps, et je me ferai un plaisir de répondre à toutes vos questions.

Il y a quelques années, j'ai commencé à devenir inquiet devant le nombre de morts dans mon district, dont la population est d'environ 473,000 âmes. Il comprend la municipalité de Burnaby, la ville de New Westminster, la municipalité de Coquitlam, la ville de Port Moody, et les municipalités de Surrey et Langley. Toutes ces villes ont une population globale de 470,000 personnes, soit près d'un demi-million.

Je suis devenu surtout inquiet en 1970 à cause du nombre de cas d'homicides. Soit, la plupart de ces homicides étaient commis au sein des familles, mais il s'agissait néanmoins d'homicides, dont la plupart étaient commis avec des armes à feu.

C'est à ce moment-là que j'ai cru de mon devoir en tant que coroner de faire des recommandations précises au sujet du contrôle et de la vente des armes à feu. Je l'ai fait, et il y a eu aussitôt une avalanche de critiques de la part des clubs de tir et d'autres parties qui se sentaient lésées. Je n'ai fait que faire des recommandations, mais ils avaient tous l'impression que je voulais les priver de leurs armes à feu. Ce n'était pas le cas. La plupart des clubs de tir et les services de protection de la faune sont composés d'hommes et de femmes conscients de leurs obligations. Je faisais plutôt allusion à ceux qui ne l'étaient pas, à ceux qui peuvent acheter une arme à feu dans n'importe quel grand

[Text]

ammunition for the same weapon and go out and commit these heinous offences.

I have, as I say, made many, many recommendations over the years to no avail until recently within the last couple of years, when two or three incidents in this province, and in this city particularly, brought people to realize the dangers of the availability and accessibility of firearms.

The point that I take strong objection to—and I may repeat myself, and if I repeat myself it is because I am extemporizing as we go along—is the fact that guns are so readily available to the public regardless of their mental status. In other words, anyone—anyone—can walk into a department store, and particularly a department store and purchase a gun with no questions asked, no identification required. Take the gun; take it home, and do whatever you want with it. In a lot of instances of homicide, this has been the case—that the assailant has gone to a store; he was obviously deranged, had gone to a store, purchased a gun—again no questions asked—taken that gun home, shot his wife and perhaps his family.

The denunciation from the various gun clubs is wrongly made, in this respect, that I know that recognized gun club members, certainly throughout the Province of British Columbia and for the most part elsewhere, are indeed responsible individuals, and they have pretty stringent rules as far as their memberships are concerned. But you do not have to be a member of anything to purchase a rifle in this day and age, in this country. This is primarily what I am taking exception to: the easy availability and the accessibility of firearms.

I can quote some examples: I can give you some statistics. As I say, I was alarmed between the 10-year span from 1965 to 1975 in my area, and it grew in that 10 years. Believe me, it grew.

As you know, British Columbia—that part of Canada—is regarded as the California of Canada where there are all kinds of people moving in. I was born there, so I know. I have seen it over the years. In that 10-year period, we had, in my area alone, a total of 75 cases of homicide. In the first five years—that is from 1965 to 1970—there were exactly four homicides committed by firearms; but the startling feature was that from 1970 to 1975 inclusive, there were 36 homicides in my area through the use of firearms.

Incidentally, out of that 65 per cent, in only 2 per cent of the cases was a handgun or a concealable weapon used. The rest involved long-barrelled firearms; that is, the rifle and shotgun.

I started off in 1970 with my recommendations, and I think that was one of the first recommendations that I had made—and incidentally, I am responsible only to the Attorney General of the Province of British Columbia: my recommendations go from my office to him.

I will omit names for the sake of families and so forth, but this was one case and I think it is a glaring example of what I am speaking of. An 18-year-old boy had had a tiff with his girlfriend and had threatened her because of the tiff. She had sought someone else or found someone else. He purchased a .22 rifle from a national department store, proceeded to the girl's home that evening and literally took a pot-shot at her, fortunately missed but the hue and the

[Interpretation]

magasin comme s'ils achetaient une paire de chaussettes ou un paquet de cigarettes. Ils peuvent obtenir des munitions pour ces armes et commettre des crimes atroces.

Comme je vous l'ai déjà mentionné, c'est en vain que j'ai fait des recommandations au cours des années, jusqu'à ce que deux ou trois événements récents dans cette province et surtout ici à Ottawa ont attiré l'attention du public sur les dangers posés par des armes à feu qui sont trop faciles à obtenir. Il se peut que je me répète, étant donné que j'improvise ma présentation, mais il y a une chose à laquelle je m'oppose de toutes me forces.

C'est le fait que les armes à feu sont si faciles à obtenir. N'importe qui, peu importe son état mental, peut s'en procurer. En d'autres termes, n'importe qui pourrait acheter une arme à feu dans un magasin à rayons et personne ne lui posera des questions. Il n'a même pas besoin de papiers d'identité. Ensuite, l'acheteur peut rentrer avec son arme et faire ce qu'il veut. Dans beaucoup de cas d'homicide, c'est bien ce qui s'est passé. Un homme visiblement déséquilibré achète une arme à feu, sans qu'on lui pose de questions. Il rentre et il tue sa femme et peut-être toute sa famille.

Les critiques des clubs de tir ont été mal fondées, parce que je sais que les membres de clubs de tir reconnus en Colombie-Britannique sont des hommes et des femmes sensibles, ce qui s'applique aux clubs ailleurs au pays. Ils ont des règles strictes, mais il ne faut pas qu'on soit membre d'un club quelconque si on veut acheter une arme de nos jours. Je m'oppose surtout au fait que les armes à feu sont si faciles à obtenir.

Je pourrais vous donner des exemples et des données statistiques. Comme je vous l'ai dit, le nombre de cas d'homicides et de suicides a augmenté entre 1965 et 1975. Croyez-moi, c'était une augmentation considérable.

La Colombie-Britannique est un peu la Californie du Canada, et toutes sortes de gens décident de s'y établir. J'y suis né, et je sais de quoi je parle. Dans mon district seulement, et au cours de ces dix années, il a eu en tout 75 cas d'homicides. Entre 1965 et 1970, il y a eu exactement quatre cas d'homicides commis avec des armes à feu. Mais il y avait 36 cas d'homicides entre 1970 et 1975, inclusivement.

Sur ce 65 p. 100, un pistolet ou une arme qui pouvait se cacher a été utilisé dans seulement 2 p. 100 des cas. Dans les autres cas, une carabine ou un fusil de chasse a été utilisé.

C'est en 1970 que j'ai commencé à faire des recommandations. Je dois dire en passant que je relève du Procureur général de la province de la Colombie-Britannique, et toutes mes recommandations passent par son bureau.

Dans les cas qui suivent, je ne ferai pas mention des noms. Voici un cas typique. Il s'agit d'un garçon de 18 ans qui a eu une dispute avec sa bonne amie, au cours de laquelle il l'a menacée. Il paraît qu'elle avait trouvé quelqu'un d'autre. Il a acheté une carabine 22 dans un grand magasin. Le soir même, il est allé à la maison de la jeune fille et il a tiré sur elle. Heureusement, il l'a ratée, mais il y a eu une telle clameur que la police a pu apprendre qui

[Texte]

cry arose and as a result of that, upon information received the police had a very good idea who was involved. They proceeded to this young man's home and found him dead. He had shot himself. In my recommendation I stated:

• 1715

I would earnestly recommend that retail organizations, i.e. department stores, sporting goods stores, gunsmiths, etc., when selling firearms to anyone demand identification from the purchaser, register the serial number of the firearm, the calibre thereof and have the purchaser sign the purchase invoice prior to the transaction being completed.

This recommendation referred to rifles, shotguns and other long-barreled firearms.

In this particular case, and it was a very sad case indeed, as a result of the investigation by the RCMP at that particular time, a receipt was found on the boy's person that showed the transaction had been completed the day before at this store. A follow-up investigation revealed that no one in the sporting goods department of that particular store remembered selling this gun to an eighteen-year-old and, let me tell you, an eighteen-year-old he looked just that. He looked very youthful indeed. Whether they wanted to believe it or wanted to dodge the issue or really did not remember this particular piece of transaction, we do not know; nevertheless, that gives you an idea how easily it is to obtain a long-barreled firearm.

That is only one of several disastrous cases that I have dealt through my office. Another and more horrible incident occurred when a man and his wife had come to the parting of the ways and he threatened her with death; she disregarded this because they were coming to this agreement to disagree. He obtained a .303 rifle, no one knew where he obtained it but he obtained it from some source—whether he bought it we do not have any records because there are no records to be kept—took it to his home, shot his wife, shot his seven-month-old baby and shot himself. Again, in my recommendation at that particular time—this was in 1972; it was two years after the first one that I have mentioned, and there were several in between but these were the more blatant cases—I said in my recommendation:

I have on occasions strongly recommended the necessity of formal control of long-barrelled firearms. This homicide compounds my previous recommendations for complete firearm control with the added provision that each and every firearm be registered and the owner-purchasers produce a reputable identification and medical certificate of competence.

That fell on deaf ears. And, as I say, many other cases. Those are my personal recommendations on what they call a "coroner's inquiry".

Three years ago there was another rather brutal murder, a homicide, in an adjacent municipality, which will point out the necessity, I think, of the registration of firearms. To capsule this story—and this is a transcript of the evidence at the inquest of this particular individual—he was a farmer, lived on a small farm as I said in one of our adjacent municipalities; he went out one night ostensibly to let the dog out of the barn and he was shot with a shotgun on two single occasions: bang! bang! One in the

[Interprétation]

était le coupable. Ils sont allés à sa maison, où ils l'ont trouvé déjà mort. Il venait de se suicider d'un coup de feu. Dans ma recommandation, j'ai fait la déclaration suivante:

Je recommande instamment que les détaillants tels que les grands magasins, les magasins d'articles de sport et les armuriers, demandent des papiers d'identité de l'acheteur, qu'ils enregistrent les numéros et le calibre de l'arme à feu, et qu'ils demandent à l'acheteur de signer la facture avant de compléter la transaction.

Cette recommandation portait sur les fusils de chasse et les carabines et toutes les armes à canon long.

Ce cas était particulièrement pénible, et au cours de son enquête, la Gendarmerie royale a trouvé sur la personne du jeune homme un reçu qui indiquait que la transaction avait été faite la veille. On a appris au cours de l'enquête que personne au rayon des articles de sport du magasin en question ne se souvenait avoir vendu cette arme à feu à une jeune de 18 ans, et je puis vous le dire, il avait bien l'air d'avoir 18 ans. Nous ignorons s'ils ne se souvenaient vraiment pas ou s'ils ne voulaient pas se souvenir, mais cela vous donne une idée de combien il est facile d'obtenir des armes d'épaule.

Ce n'est qu'un de plusieurs cas tragiques dont je me suis occupé. Un cas plus terrible encore a eu lieu lorsqu'un homme et une femme devaient se séparer. Il l'a menacée de mort, ce qu'elle n'a pas pris au sérieux, puisqu'elle devait se séparer de toute façon. Il a obtenu une carabine 303, personne ne sait où ni comment, puisqu'on n'a pas le moyen de la retracer—et il est rentré et il s'est suicidé après avoir tué sa femme et son bébé de sept mois. Ce cas a eu lieu en 1972, et ce n'était pas le seul qui s'est produit au cours de cette période de deux ans. Voici la déclaration que j'ai faite à cette époque:

J'ai maintes fois insisté pour qu'on adopte des mesures pour réglementer les fusils et carabines. Ce double homicide ne fait que renforcer les recommandations que j'ai faites au sujet de ces mesures, et j'ajouterais la disposition que chaque arme à feu soit enregistrée et que l'acheteur ou le propriétaire soit obligé de présenter des papiers d'identité et un certificat médical de compétence s'il veut obtenir une arme à feu.

On ne m'a pas écouté, et il y a eu beaucoup d'autres cas semblables. Je vous ai donné là les recommandations personnelles que j'ai faites au cours de ce qu'on appelle l'enquête du coroner.

Il y a trois ans, un meurtre plutôt brutal a été commis dans une municipalité avoisinante, et cet homicide vous fera comprendre, je pense, combien il est nécessaire d'enregistrer les armes à feu. Je vous ferai un résumé de l'histoire. Vous avez ici la transcription de la présentation des témoignages, lors de l'enquête judiciaire qui a eu lieu dans ce cas. La victime était agriculteur et habitait une petite ferme dans une municipalité avoisinante. Un soir il est sorti de la maison pour laisser sortir son chien de la grange.

[Text]

lower abdomen and one in the chest. We do not know who the assailant is. When I say "we" I am speaking of the Royal Canadian Mounted Police and my department as well. We do believe it was a familial thing, and after hearing the evidence, the jury found the death was unnatural and homicidal and they also found, as is required by the Coroner's Act of the Province of British Columbia, that the death was at the hands of a person or persons unknown. They recommended further investigation to discover which person or persons were responsible for the death of so-and-so. We would also recommend mandatory registration of firearms in the province.

• 1720

Now this again should carry a little more weight because it was the recommendation of a jury, not just a single coroner. These have been repetitious over the years. As I said before, it has been only within the last couple of years that some interest has been generated by certain members of legislative bodies, for example, Mr. Leggatt, our member of Parliament for New Westminster. The former attorney-general of the province of British Columbia shrugged their shoulders, I am told, and said: well, this is a federal matter; it has nothing to do with us.

Naturally, these recommendations do get a lot of press coverage and again, as I mentioned, the denunciation from the various gun clubs came in thick and fast.

I have no argument with the gun clubs. Whether they want to argue with me or not is neither here nor there. I have no argument with them because I feel, as a body, they are for the most part, responsible individuals. They have on occasion given out some misleading information. Recently one of the senior members of the British Columbia division of the Canadian Wildlife Service said: well, all guns are licensed anyway. He was not telling the whole truth. Guns are licensed, yes, for hunters, but they are not licensed to buy. Again, I repeat, there is nothing to prevent anyone in this room, at this moment, to go to a store and buy a rifle with no questions asked.

An hon. Member: Yes there is, money.

Mr. Jack: Sure, that is exactly it. I note with interest here where one of the reporters from one of the local radio stations proceeded to another department store and, just as a test case, wished to purchase a gun. No questions were asked of him. He was not sized up whether he was a lunatic or anything else. He said: I would like to buy this gun. It was a high-powered piece of equipment. The store clerk said it costs so much. This chap, the reporter said: I do not have any money. The fellow said: Fine, we will open a charge account and you can get it on your charge account. Again, no questions asked.

This is the whole basis of my various recommendations and the reason why I am here today. As I say, I agree in principle with Bill C-83, particularly with proposed section 100 in its entirety and some parts of 106.

I think that is all I have to say, Mr. Chairman. Do any of the ladies and gentlemen wish to ask any questions?

[Interpretation]

On a tiré sur lui deux fois de suite, une fois dans le bas ventre et une fois dans la poitrine. Nous ignorons l'identité de l'assaillant, et quand je dis « nous », je parle de la Gendarmerie royale et de mon bureau aussi. Nous croyons qu'il s'agissait d'un drame familial, et après avoir pris connaissance des témoignages, le jury a décidé qu'il s'agissait d'un homicide et non pas d'une mort naturelle. Ils ont également prouvé qu'une personne ou des personnes inconnues étaient responsables de la mort de cet homme, comme l'exige la Loi sur les coroners de la province de la Colombie-Britannique. Ils ont également recommandé qu'une enquête plus détaillée soit entamée afin de découvrir l'identité de la personne ou des personnes responsables, et ils ont recommandé l'enregistrement obligatoire des armes à feu dans cette province.

Une telle recommandation devrait avoir plus de poids, étant donné qu'elle venait d'un jury et non pas d'un seul coroner. Il y a des années que nous faisons ces recommandations, mais ce n'est qu'au cours des quelques dernières années que nous sommes arrivés à une prise de conscience du problème, grâce aux efforts des hommes politiques tels que M. Leggatt, notre député de New Westminster. Les anciens procureurs généraux de la Colombie-Britannique disaient que c'était au fédéral d'agir, et non pas aux gouvernements provinciaux.

Naturellement, ces recommandations reçoivent beaucoup de publicité, et il y a une avalanche de critiques de la part des clubs de tir.

Je n'ai rien contre les clubs de tir, et leurs arguments ne sont pas ce qui est le plus important ici. Comme je l'ai déjà mentionné, je suis d'avis que la plupart de ces clubs sont composés d'hommes et de femmes honnêtes. Mais des fois ils peuvent induire le public en erreur. Il n'y a pas très longtemps, un représentant du Service canadien de la faune en Colombie-Britannique a déclaré que toutes les armes à feu étaient enregistrées de toute façon. Il ne nous disait pas toute la vérité. Il faut avoir un permis pour faire de la chasse, mais non pas pour acheter une arme à feu. Je le répète, rien n'empêche n'importe qui dans cette salle d'aller chercher un fusil, et on ne lui posera pas de questions.

Une voix: Oui, il y a un obstacle: l'argent.

M. Jack: C'est avec intérêt que j'ai appris qu'un reporter d'un poste radio local est allé dans un grand magasin pour acheter une arme à feu, juste pour faire l'expérience. On ne lui a pas posé de questions, et personne n'a questionné sa compétence. Il a dit qu'il voulait s'acheter une arme à feu puissante, et le vendeur lui a dit combien elle coûtait. Le reporter a dit qu'il n'avait pas d'argent, sur quoi le vendeur a remarqué qu'il pouvait toujours ouvrir un compte et acheter le fusil par la suite.

Voilà pourquoi je suis là aujourd'hui et pourquoi je vous fais des recommandations. Je suis en faveur du principe dont s'inspire le Bill C-83, surtout avec tout l'article 100 et les parties de l'article 106.

C'est tout ce que j'ai à dire, monsieur le président. Est-ce que les membres du Comité auraient des questions à me poser?

[Texte]

The Chairman: Yes, they have questions Mr. Jack. Thank you very much.

Because we have the coroner from New Westminster district with us, perhaps we should begin with our good member from New Westminster, Mr. Leggatt.

An hon. Member: Oh, I do not know about that.

Mr. Leggatt: I think you would have to have unanimous consent, Mr. Chairman, for getting out of order.

The Chairman: I take it what is controversial is my reference to you as "good". You will be followed by Mr. Brisco and Mr. Olivier and Mr. Friesen.

Mr. Leggatt: Thank you very much, Mr. Chairman.

I would like to welcome Doug Jack who is an old friend of mine, and also publicly congratulate him here, in front of the Committee, for the activity that he has conducted over the years as a coroner for our area in not merely studying the reasons for death but trying to reduce the unnecessary homicides. I think he deserves a great deal of credit from the citizens of his community. I might say that he deserves some credit from legislators as well for taking an interest beyond really the normal area that a coroner conducts.

• 1725

In terms of the handgun legislation that now exists, Mr. Jack, you indicated in one of your figures that you found only 2 per cent of those homicides you had studied where the handgun was the agent of death. I take it, then, you are satisfied with the existing legislation in terms of the handgun restrictions.

Mr. Jack: Only on the basis that there are such a minute amount of lawful guns that are involved in these homicides. I will put it this way, Mr. Leggatt. I know very well that to purchase a handgun there is quite a rigmarole to go through. There is the application, what do you want it for, and...

Mr. Leggatt: Right.

Mr. Jack: ... the various other questionnaires that one must fill out to obtain a handgun.

Mr. Leggatt: Right. By the way, your occupation, previous to being a Coroner, was a police officer, was it not?

Mr. Jack: I was in administration, yes.

Mr. Leggatt: How many years did you serve with the force?

Mr. Jack: I have been in the coroner's department for some 25 years, but there was an overlap there. Following the war years I was for three years with the old provincial police in British Columbia, and then I was asked to join the New Westminster city police in an administrative capacity, and during that time of 11 years I became involved with the late Dr. H. McEwan, who was the coroner for some 50 years in the area, and because of his great age I was giving him a hand with the paper work, and so forth, and it evolved that I inherited the mantle of coroner.

[Interprétation]

Le président: Oui, ils ont des questions. Merci beaucoup, monsieur Jack.

Étant donné que le témoin est le coroner du district de New Westminster, peut-être devrions-nous laisser la parole à l'excellent député de New Westminster, M. Leggatt.

Une voix: Je n'en sais rien.

M. Leggatt: Il faut avoir le consentement unanime du Comité pour changer l'ordre des orateurs.

Le président: Si je comprends bien, on s'oppose à ma façon de vous désigner. Vous serez suivi de MM. Brisco, Oliver et Friesen.

M. Leggatt: Merci beaucoup, monsieur le président.

Doug Jack est un vieil ami à moi, et je l'accueille parmi nous. J'aimerais également le féliciter pour l'excellent travail qu'il a fait dans notre district comme coroner et pour tout ce qu'il a fait pour réduire le nombre d'homicides. Les citoyens de sa communauté lui doivent tous une fière chandelle. Puis-je ajouter que les législateurs devraient peut-être le féliciter pour son intérêt et son travail dans un domaine qui ne fait pas partie normalement de ses fonctions de coroner.

En ce qui a trait aux lois actuelles qui se rapportent au contrôle des armes de poing, vous avez dit que, dans seulement 2 p. 100 des cas d'homicides que vous aviez étudiés, des pistolets étaient l'instrument de mort. Si je comprends bien, vous êtes content des lois actuelles pour ce qui a trait aux pistolets.

M. Jack: Seulement parce qu'un nombre insignifiant d'armes légales sont utilisées dans ces cas d'homicide. Je sais fort bien qu'il y a toute une procédure à suivre si on veut acheter un revolver. Il faut remplir une formule, dire pourquoi on le veut, et...

M. Leggatt: C'est exact.

M. Jack: ... il y a d'autres formules encore à remplir.

M. Leggatt: Vous avez raison. Avant de devenir coroner, vous étiez policier, n'est-ce pas?

M. Jack: Oui, je faisais de l'administration.

M. Leggatt: Pendant combien de temps avez-vous été policier?

M. Jack: J'occupe mon poste actuel depuis 25 ans, mais mes deux fonctions se chevauchent. Après la guerre, je faisais partie de l'ancienne police provinciale en Colombie-Britannique pendant 3 ans, après lesquelles on m'a demandé de travailler comme administrateur avec la police de New Westminster. Au cours de cette période de 11 ans, j'ai travaillé avec feu le docteur H. McEwan, qui fut coroner pendant 50 ans dans cette région. Je lui ai donné un coup de main à cause de son âge, et c'est ainsi que j'ai hérité du titre de coroner.

[Text]

Mr. Leggatt: All right. I want to deal now with some of your specific examples. Have you had a chance to glance at Bill C-83? I presume you have looked at Clauses 100 and 106. In the examples that you have given can you be any more specific as to how this bill could have prevented the homicides that you investigated. What would the bill have done which would have given you some indication that the deaths would not have occurred had the bill been in existence. What is the mechanism in the bill that you seem to find attractive?

Mr. Jack: Certainly in Clause 100, where it deals with the registration of firearms, I think had this been in effect for some time it certainly would have reduced the homicide rate, and the suicide rate as well, I might add, greatly.

Mr. Leggatt: You mean the requirement to produce an arms licence prior to the delivery of a weapon.

Mr. Jack: An arms licence, a licence of competency, or something along those lines, to a vendor.

Mr. Leggatt: With regard to competency rather than fitness, do you see a role in terms of a training mechanism for those who wish to engage in the shooting sports and who have some legitimate purpose for a rifle. Do you see any need for some kind of competency training?

Mr. Jack: Oh, very definitely so, very definitely so. I think one more or less affects the other. If a person who has the desire to go hunting, legitimate hunting, then I feel that he should be subject to some form of examination—and even some psychiatric examination, if need be—by a competent authority before that gun club or organization allows him to become a member, and then on their approval he could purchase a rifle. That is the point I think you are trying to make, Mr. Leggatt.

Mr. Leggatt: You indicated in one of your recommendations that you were recommending as far back as 1970 that the weapon itself be registered and, as you may know, this bill does not provide for weapons registration. It merely provides for an arms licence so that the owner, once he gets the licence, can buy as many weapons as he likes, as I read the bill.

Mr. Jack: Yes.

• 1730

Mr. Leggatt: And I see your recommendation was that there should be a registration system for the weapon. Could you expand on why you feel that, or have you changed your views.

Mr. Jack: I have changed my views with respect to Bill C-83, but I was grasping at straws at that particular time, knowing full well that each and every gun that is manufactured has a serial number, and those serial numbers should be recorded somewhere; and this was why I was just grasping at straws at that particular time, because I was absolutely outraged at that incident—and not only at that incident, incidentally. There was a homicide on the same night from a shotgun but we had no idea who was involved in that; just the recipient.

Mr. Leggatt: Thank you very much. I will leave the rest of the members some more time, since I have already asked you most of these questions over the years.

[Interpretation]

M. Leggatt: Fort bien. Passons maintenant aux exemples que vous avez cités. Avez-vous eu l'occasion d'étudier le Bill C-83? Je tiens pour acquis que vous avez jeté un coup d'œil sur les articles 100 et 106. Dans les exemples que vous nous avez donnés, pourriez-vous nous dire de façon plus précise comment le bill actuel aurait pu empêcher les cas d'homicides que vous avez étudiés? Qu'est-ce qu'on aurait pu accomplir si ce bill avait été en vigueur à ce moment-là? Quels sont les mécanismes dans cette loi qui vous intéressent le plus?

M. Jack: Si l'article 100, qui parle de l'enregistrement des armes à feu, avait été en vigueur, le nombre de cas d'homicides et de suicides n'aurait pas été aussi élevé.

M. Leggatt: Vous parlez de la disposition qui exige la présentation d'un permis avant d'obtenir la livraison d'une arme à feu?

M. Jack: Oui, une preuve quelconque de la compétence de l'acheteur qui doit être présentée au vendeur.

M. Leggatt: En ce qui concerne la compétence, pensez-vous qu'il faudrait y inclure un mécanisme quelconque afin d'assurer la compétence de ceux qui veulent faire du tir ou faire de la chasse?

M. Jack: Bien sûr. Les deux vont de pair. Si quelqu'un veut faire de la chasse, il devrait subir un examen quelconque, peut-être même un examen psychiatrique, avant de pouvoir devenir membre d'un club ou d'une organisation quelconque, lequel lui donnerait l'approbation nécessaire pour acheter un fusil. C'est bien ce que vous vouliez dire, n'est-ce pas?

M. Leggatt: Vous nous disiez que vous avez recommandé en 1970 déjà que les armes à feu soient enregistrées. Comme vous le savez, ce n'est pas ce que ce bill cherche à accomplir. Cette loi veut seulement exiger que l'acheteur obtienne un permis, et une fois qu'il a ce permis, il peut acheter autant d'armes à feu qu'il veut. Du moins, c'est ainsi que je le comprends.

M. Jack: C'est exact.

M. Leggatt: Mais vous recommandez que toutes les armes soient enregistrées. Pourriez-vous élaborer là-dessus? Avez-vous changé votre façon de penser?

M. Jack: J'ai changé d'opinion au sujet du Bill C-83 mais je me raccrochais à un brin d'herbe, sachant très bien que toute arme à feu fabriquée porte un numéro de série, et que ces numéros de série doivent être enregistrés quelque part; et c'est pourquoi je me raccrochais à un brin d'herbe à ce moment-là, car cet incident m'avait enragé et, pas seulement cet incident soit dit en passant. Il y a eu meurtre de commis ce même soir avec un fusil sans que personne en connaisse rien sinon celui qui a été tué.

M. Leggatt: Merci beaucoup. Je vais accorder un peu plus de temps à ceux qui doivent encore parler, car j'ai déjà posé ces questions à la plupart d'entre vous au cours des années.

[Texte]

The Chairman: It sounds like private consultation.

Thank you, Mr. Leggatt. Mr. Brisco is next.

Mr. Brisco: Thank you, Mr. Chairman. I would like to thank the coroner for taking the time to appear before this Committee and demonstrate his concern. I would like to ask him how he views the resolution of the crime, in which the farmer was shot twice by a shotgun, by virtue of the registration number of the firearm. Was the firearm left at the scene?

Mr. Jack: No, no. There is a continuing saga to this particular incident.

Mr. Brisco: Well then, has the firearm ever been found?

Mr. Jack: A firearm was found. No firearm was found at the scene of this particular incident but some six to eight months later, while Board of Works crews were cleaning out ditches during the warmer months—the incident had occurred during the winter months—during the summer months when they were cleaning out ditches and so forth that were in close proximity to the residence of this particular man, they found a single-barrelled shotgun.

Mr. Brisco: Do you think that if that gun had been registered with the serial number, so that it could be traced back to the owner, there might have been a possibility of a conviction on that basis?

Mr. Jack: Certainly a continuing investigation, at least, Mr. Brisco.

Mr. Brisco: Yes, but I asked you if you felt there was a possibility of a conviction.

Mr. Jack: I would think so, yes; on what we know.

Mr. Brisco: On what basis? On the basis of tying the shotgun to the owner?

Mr. Jack: Yes.

Mr. Brisco: Well, surely, with your experience as a coroner, you know as well as I do that if I or you or anybody else wanted to commit a murder with a gun, that the weapon of choice would have to be a shotgun because ballistically you cannot prove the source of the pellets.

Mr. Jack: Absolutely, that is true.

Mr. Brisco: So I fail to see how you would ever hope to pin down the individual if he did not acknowledge the crime at all. To my way of thinking, the registration number of that gun would not in any way have solved the crime.

Mr. Jack: Put it this way: it would certainly have narrowed the field.

Mr. Brisco: Yes, but that leaves a pretty wide latitude in an area of 477,000 people.

Mr. Jack: I agree, I agree. I do not want to argue the point.

Mr. Brisco: Okay.

Mr. Jack: The thing is we were informed that a member of this man's family had a single-barrelled shotgun in his possession.

[Interprétation]

Le président: Cela prend le ton d'une consultation privée.

Merci, monsieur Leggatt. M. Brisco, est le suivant.

M. Brisco: Merci, monsieur le président. J'aimerais remercier le coroner d'avoir bien voulu comparaître devant notre Comité et démontrer ainsi l'intérêt qu'il porte à la question. J'aimerais lui demander ce qu'il pense de la solution du crime où un cultivateur a été tiré deux fois au moyen de l'enregistrement du numéro de l'arme à feu. Est-ce que l'arme a été laissée sur les lieux?

M. Jack: Non, non. Il y a toute une odyssée à ce propos.

M. Brisco: Est-ce que l'arme a jamais été retrouvée?

M. Jack: Une arme a été retrouvée. Aucune arme à feu n'a été trouvée sur les lieux de cet incident particulier, mais six à huit mois plus tard, pendant que les équipes nettoyaient les fossés au cours de l'été—le drame s'est produit en hiver—pendant l'été, au cours du nettoyage des fossés et ainsi de suite, à proximité de la demeure de cet homme, ils ont trouvé un fusil à un coup.

M. Brisco: Pensez-vous que si le fusil avait été enregistré ainsi que son numéro de série, de manière à pouvoir retracer jusqu'à son propriétaire, il y aurait eu moyen d'obtenir une condamnation?

M. Jack: Au moins poursuivre l'enquête, monsieur Brisco.

M. Brisco: Oui, mais je vous demande si vous pensez qu'il y avait possibilité de condamnation.

M. Jack: Je le pense, oui; d'après ce que nous savons.

M. Brisco: Sur quoi vous basez-vous? Sur le lien que vous auriez pu établir entre le fusil et son propriétaire?

M. Jack: Oui.

M. Brisco: Étant donné votre expérience de coroner, vous savez certainement aussi bien que moi que, si quiconque parmi nous avait l'intention de commettre un meurtre avec une arme à feu, il choisirait le fusil de chasse car la ballistique ne peut prouver la source des plombs.

M. Jack: C'est absolument vrai.

M. Brisco: Je ne comprends donc pas comment vous pouviez jamais espérer mettre la main au collet de l'individu si vous n'aviez rien pour vous éclairer au sujet du crime. Je suis persuadé que l'enregistrement du numéro de ce fusil n'aurait aucunement aidé à trouver la solution du crime.

M. Jack: Disons que cela aurait certainement réduit le champ de l'enquête.

M. Brisco: Oui, mais cela laisse encore beaucoup de latitude dans une région comptant 477,000 habitants.

M. Jack: D'accord, d'accord. Je ne veux pas soutenir d'argument.

M. Brisco: Très bien.

M. Jack: Le fait est qu'on nous avait informés qu'un membre de la famille de cet homme possédait un fusil à un coup.

[Text]

Mr. Brisco: I see. The circumstances would in that one case perhaps tie the individual, and you may eventually have ended up in a conviction; but I suggest that there would have had to have been a lot of supplementary evidence before you could have gone anywhere with it.

Mr. Jack: I quite agree. I am not saying that the man would have been convicted . . .

Mr. Brisco: Right. On the basis of registration you could not have convicted him. All right.

I recognize your frustration in your reports when you refer frequently to the mandatory registration of firearms. This shows up . . .

Mr. Jack: Frequently.

Mr. Brisco: . . . frequently, yes. Now, of course you realize that this bill does not deal with the registration of firearms.

Mr. Jack: No, I realize that.

Mr. Brisco: All right.

Now, you quoted a statistic with reference to handguns and you said that only 2 per cent of . . .

Mr. Jack: Of 65 per cent.

Mr. Brisco: Sixty five per cent of what?

Mr. Jack: Of homicides caused by gunshot wounds.

Mr. Brisco: Sixty five per cent were caused by handguns?

Mr. Jack: By gunshot wounds.

Mr. Brisco: By gunshot wounds. But only 2 per cent by handguns?

Mr. Jack: Yes, 2 per cent of that 65 per cent.

Mr. Brisco: Is that in your area?

Mr. Jack: That is in my area.

Mr. Brisco: Okay. Those handguns are supposed to be registered by law. How many of that 2 per cent involving handguns have been resolved by virtue of the fact that the gun was registered to someone?

• 1735

Mr. Jack: Well, oddly enough, in all cases of that 2 per cent, the person who was responsible for the offence was apprehended at the scene—with one exception, and this is one we cannot get away from. This deals with a specific incident where there was actually a shoot-out between two hold-up men and a police officer. The police officer managed to wound one of the hold-up men; the other one surrendered. The one who shot at the policeman and fortunately missed had a stolen gun in his possession which was quickly traced to a fellow in North Vancouver, from whom it had been stolen. The other gun was an automatic, a European make, that had never been registered in Canada. It was a blank.

Mr. Brisco: So really, in that 2 per cent of cases you resolved the ownership of a gun just one time.

[Interpretation]

M. Brisco: Je vois. Les circonstances, dans ce cas, accablent l'individu et vous auriez peut-être pu, éventuellement, obtenir une condamnation; mais je prétends qu'ils auraient fallu beaucoup de preuves à l'appui pour y parvenir.

M. Jack: Je suis tout à fait d'accord. Je ne dis pas que l'homme aurait été condamné . . .

M. Brisco: En effet. Le simple enregistrement n'aurait pu obtenir la condamnation. Très bien.

Je comprends le sentiment de frustration qui émane de vos rapports quand vous mentionnez fréquemment l'enregistrement obligatoire des armes à feu. Cela ressort . . .

M. Jack: Fréquemment.

M. Brisco: . . . fréquemment, oui. Vous vous rendez compte maintenant que ce projet de loi ne parle pas de l'enregistrement des armes à feu.

M. Jack: Oui, je m'en rends compte.

M. Brisco: Très bien.

Vous avez cité des statistiques concernant les pistolets et vous avez dit que 2 p. 100 seulement des . . .

M. Jack: Sur 65 p. 100.

M. Brisco: Soixante-cinq pour cent, de quoi?

M. Jack: Des homicides causés par des armes à feu.

M. Brisco: Soixante-cinq pour cent ont été causés par des pistolets?

M. Jack: Par des blessures d'arme à feu.

M. Brisco: Par des blessures d'arme à feu. Mais seulement 2 p. 100 par des pistolets.

M. Jack: Oui, 2 p. 100 de ces 65 p. 100.

M. Brisco: Dans votre secteur?

M. Jack: Dans mon secteur.

M. Brisco: Très bien. Ces pistolets sont censés être enregistrés conformément à la loi. Combien de ces 2 p. 100 des cas dus aux armes de poing ont été résolus du fait que l'arme avait été enregistrée au nom de quelqu'un?

M. Jack: Eh bien, si étrange que cela paraisse, dans tous les cas compris dans ce 2 p. 100, la personne coupable du crime a été appréhendée sur les lieux—sauf une exception, et celle-là nous ne pouvons l'ignorer. Cela après un cas précis au cours d'une fusillade entre deux bandits et un policier. Le policier a pu blesser l'un des bandits et l'autre s'est rendu. Celui qui a tiré sur le policier et l'a heureusement manqué avait volé l'arme qui a été promptement retracée ou propriétaire au nord de Vancouver à qui elle avait été volée. L'armée était un automatique de fabrication européenne jamais encore enregistré au Canada. Nous partions à zéro.

M. Brisco: Et, donc, dans ces 2 p. 100 de cas, vous avez trouvé le propriétaire d'une seule arme une seule fois?

[Texte]

Mr. Jack: Yes.

Mr. Brisco: One time.

You indicated that during the period 1970-75 36 people were killed by long guns. Using simple arithmetic, that is seven deaths a year.

Mr. Jack: Roughly.

Mr. Brisco: What percentage of 477,000 people is that?

Mr. Jack: I will make the same remark as Professor Ryan: I am very poor at arithmetic.

Mr. Brisco: It is a pretty insignificant sum.

Mr. Jack: Insignificant.

Mr. Brisco: On the other hand, what percentage of automobile homicides did you have in your area during that period?

Mr. Jack: Automobile homicides? I cannot say. I cannot think of any accidents right off the top of my head which you could classify as homicides per se.

Mr. Brisco: Probably 99 per cent. But I am playing with figures; let us say that a vast majority of so-called accidents are labelled as accidents when there is indeed that element of possibility of a homicide rather than accident.

Mr. Jack: No, I do not think so, Mr. Brisco. I think stupidity would be a better term.

Mr. Brisco: Well, that is a good term.

You suggested that gun owners should be subject to a fitness test. I would suggest, statistically, that the more lethal weapon of the automobile does not subject the owner to a fitness test. As long as I am competent to pass an examination to recognize traffic regulations and be able to drive an automobile, I am not subject to any fitness test other than a question of reflexes and so on. And that really is competence, not fitness.

And yet, sir, you will recall that last summer we had the horrible tragedy of that accident between heading by and Princeton in which an entire family was wiped out. Eight people, I believe, went up in flames.

Mr. Jack: Right.

Mr. Brisco: If I remember correctly, the driver was killed in that accident. Had he survived, there is a likelihood that he might have gotten two or maybe four years for manslaughter. Right?

Mr. Jack: If thinkgs went against him, he would get that; yes.

Mr. Brisco: How do you square that with the fitness test that you think should be applied to people who want to purchase a gun?

Let me make a little provision here. I recognize and I share your concern that there are people who are going to obtain guns legally or illegally and who are totally unfit mentally, and probably incompetent in so far as the handling of the gun is concerned. I recognize that and it is a very serious concern. But I suggest to you that if you are going to go as far as to suggest, as you did today, that psychiatric examinations be required for a person making an application to purchase a gun, you are going to burden the bureaucracy so badly that nothing will ever be accomplished. I should not be sarcastic, but it has the ring of an administrator rather than the ring of practicality.

[Interprétation]

M. Jack: Oui.

M. Brisco: Une fois.

Vous avez laissé entendre que durant la période 1970-1975, 36 personnes ont été tuées à coups de carabine. Cela se résume par un simple calcul à sept morts par année.

M. Jack: A peu près.

M. Brisco: Qu'est-ce que cela représente comme pourcentage d'un population de 477,000 habitants?

M. Jack: Je ferai la même remarque que le professeur Ryan: je suis très mauvais en calcul.

M. Brisco: C'est une proportion insignifiante.

M. Jack: Insignifiante.

M. Brisco: D'autre part, quel est le pourcentage des homicides dus à l'automobile dans votre secteur pendant cette période?

M. Jack: Homicides par l'automobile? Je ne saurais dire. Je ne peux pour le moment imaginer un seul accident que vous pourriez classer comme homicide proprement dit.

M. Brisco: Probablement 99 p. 100... Mais je jongle avec les chiffres; disons que la plupart des prétendus accidents sont ainsi désignés malgré la possibilité de l'homicide plutôt que de l'accident.

M. Jack: Non, je ne le pense pas, monsieur Brisco. Je pense que la sottise en est plutôt la cause.

M. Brisco: C'est un terme qui convient.

Vous avez proposé que les propriétaires d'armes à feu soient soumis à une épreuve d'aptitude. Je vous propose que, statistiquement, l'arme la plus dangereuse, l'automobile, n'oblige pas son propriétaire à être soumis à une épreuve d'aptitude. Du moment que je peux passer un examen, connaître les règlements de la route et pouvoir conduire une automobile, je n'ai pas à subir de test d'aptitude autre qu'une question sur les réflexes et ainsi de suite. Et cela est un test de compétence et non d'aptitude.

Vous vous souviendrez toutefois, monsieur, que l'été dernier nous avons été témoins de l'horrible tragédie de l'accident survenu à Headingly et Princeton dont une famille entière a été anéantie. Huit personnes, si je me souviens bien, ont péri dans les flammes.

M. Jack: C'est exact.

M. Brisco: Si je me souviens bien, le conducteur a été tué. S'il avait survécu, il aurait pu être condamné à deux ou quatre ans de prison pour homicide involontaire. Nest-ce pas?

M. Jack: S'il avait été condamné, oui, il aurait pu subir cette peine.

M. Brisco: Où est le rapport entre cette hécatombe et les test d'aptitude que vous jugez devoir être imposé à ceux qui achètent une arme à feu?

Permettez-moi une réserve. J'admets et partage votre souci voulant que certaines personnes sauront se procurer des armes à feu de façon licite ou illicite quoique totalement inaptes mentalement et probablement incapables de manier une arme à feu. Je l'admets et c'est une cause sérieuse de soucis, mais je soutiens que si vous voulez pousser les choses aussi loin que vous en avez l'intention, comme vous l'avez exprimé aujourd'hui, des examens psychiatriques seront nécessaires à l'égard de la personne qui demande d'acheter une arme à feu et le fardeau bureaucratique sera tellement alourdi que vous ne pourrez rien accomplir. Je ne veux pas me laisser aller au sarcasme, mais cela semble plutôt inspiré par l'administrateur que par le sens pratique.

[Text]

Mr. Jack: It may sound impractical and I quite agree with you that perhaps it would indeed be impractical for the psychiatric examination. But again I am grasping at straws.

• 1740

I feel, and I reiterate, that in a competent organization such as the *Souris Gun Club*, the *Maple Ridge Gun Club*—any gun club—the members are, for the most part responsible individuals, are they not? So that, if anyone wants to obtain a firearm—and incidentally they are not psychiatrists or psychologists, or anything like that—if a person wishes to purchase a firearm, then he would have to become a bona fide member of a recognized gun club and they would be the one to examine and test his or her competency as far as firearms are concerned. Maybe psychiatric examination is a little bit too strong.

Mr. Brisco: Okay.

Let me know when I am running out of time, Mr. Chairman.

The Chairman: Well, your time is up. But you may ask your final question.

Mr. Brisco: Thank you, Mr. Chairman.

Your suggestion may have some validity. In fact, that suggestion has been made at this Committee, that perhaps gun clubs should make the determination as to whether a person is fit or unfit. I think that perhaps I could live with that suggestion.

But taking that point one step further, and let us suppose that that was the vehicle by which people were to be registered as far as ownership of guns was concerned, do you not think, from the standpoint of administration, the standpoint of expense and cost, and the bureaucracy in general terms, that that program could be better managed by the province—in your case and in mine by the Province of British Columbia—than by some remote bureaucracy here in Ottawa; and that if all provinces were to agree to a uniform code, that that might be the best way in which to see this thing through?

Mr. Jack: I think so. I would agree to that, Mr. Brisco.

Mr. Brisco: Thank you very much, Mr. Jack; and again, my thanks for appearing today.

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: thank you.

Monsieur Olivier.

M. Olivier: Merci, monsieur le président.

D'abord, je voudrais remercier M. Jack de s'être déplacé pour venir nous rencontrer. S'il me le permet, j'aimerais compléter une peu ses chiffres. En 1974, 1,500 Canadiens sont morts des suites de blessures faites avec une arme à feu, ce qui représente une augmentation de 30 p. 100 depuis 1970. Des armes à feu ont servi pour la moitié des 543 meurtres au Canada, ainsi que pour au moins le tiers des 15,000 vols qualifiés qu'on a eus au pays. Je pense qu'il s'imposait que nous présentions un projet de loi pour le contrôle des armes à feu. D'ailleurs, vous avez mentionné tout à l'heure que vous approuviez le principe du bill, particulièrement les articles 100 et 106.

[Interpretation]

M. Jack: Cela vous semblera peut-être peu pratique et je suis d'accord avec vous qu'il serait en effet impossible de le faire lors de l'examen psychiatrique. Encore une fois, ce n'est qu'une conjecture.

Je répète que les organisations compétentes telles que le *Souris Gun Club*, le *Maple Ridge Gun Club*, en somme tous les clubs de tir, regroupent des individus responsables. N'êtes-vous pas d'accord? Toute personne voulant acheter une arme à feu, incidemment, il ne s'agit pas de psychiatres, de psychologues ou de professionnels du genre, serait tenue de devenir membre de bonne foi d'un club de tir reconnu. Ce serait le club de tir qui ferait subir des examens de compétence dans la manutention des armes à feu aux personnes intéressées. C'est peut-être aller un peu trop loin que de proposer l'examen psychiatrique.

M. Brisco: Très bien.

Monsieur le président, pourriez-vous me dire quand mon temps sera écoulé?

Le président: Votre temps est écoulé. Vous pouvez toutefois poser une dernière question.

M. Brisco: Merci, monsieur le président.

Votre suggestion est relativement valable. En fait, on a proposé au Comité que les clubs de tir soient appelés à déterminer quelles sont les personnes capables de manier les armes à feu. Je pourrais très bien accepter cette suggestion.

Nous poursuivons dans la même veine et supposons que les clubs de tir détermineraient quelles personnes pourraient acheter des armes à feu. Ne croyez-vous pas que du point de vue administratif, compte tenu des frais et de la bureaucratie générale, que la province, en ce qui nous concerne, il s'agit de la Colombie-Britannique, serait mieux placée pour mettre ce programme en application que le gouvernement central à Ottawa? Ne croyez-vous pas que ce serait là la meilleure façon de procéder, surtout si les provinces adoptaient des normes uniformes?

M. Jack: Oui. Je suis d'accord avec cette suggestion, monsieur Brisco.

M. Brisco: Merci beaucoup, monsieur Jack. Encore une fois, je vous remercie d'avoir comparu aujourd'hui.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci.

Mr. Olivier.

Mr. Olivier: Thank you, Mr. Chairman.

First of all, I would like to thank Mr. Jack for having taken the trouble to appear before us today. With his permission, I would like to add to the figures that he has submitted. In 1974, 1,500 Canadians died of wounds caused by firearms; this represents a 30 per cent increase since 1970. Firearms were used in half of the 543 murders committed in Canada, as well as for less than a third of 15,000 robberies in this country. In my opinion, it was absolutely necessary that we submit a bill for the control of firearms. Moreover, you mentioned earlier that you approved the general principles of the bill, especially Sections 100 and 106.

[Texte]

Il y a une question que j'aimerais vous poser. D'après votre expérience, est-ce que vous jugez utile que les munitions pour ces genres d'armes soient aussi contrôlées?

Mr. Jack: Yes, in this respect. Of course, ammunition is useless unless you have a firearm to shoot it from. So when a person is buying firearms, then the ammunition should come from the same source, if I understand your meaning, Mr. Olivier.

M. Olivier: D'après votre expérience, monsieur Jack, est-ce que vous croyez que les personnes responsables qui sont physiquement normales et qui se servent d'armes à feu pour aller à la chasse ou qui font partie d'un club de tir vont se sentir lésées parce qu'une fois tous les cinq ans elles devront enregistrer leurs armes?

Mr. Jack: Well, I certainly do not think so. I certainly do not think so at all. I think it would be actually advantageous for them, in this respect, that to have their firearms re-registered every five years, or whatever the case may be, would probably bring to light some guns that might be missing or stolen, or whatever the case may be.

M. Olivier: Une deuxième question. Vous avez certainement remarqué aussi que nous exigerons à l'avenir que les marchands d'armes à feu détiennent un permis. Est-ce que vous iriez plus loin, c'est-à-dire, est-ce que vous croyez que ces marchands devraient démontrer qu'ils peuvent juger correctement les gens qui achètent des armes?

Mr. Jack: That is a pretty difficult question to answer but I do feel that the vendors of guns should be people that are owners or managers of sports stores that handle guns—I do not know about recognizing an individual whether he is competent or incompetent—I feel that this indiscriminate selling of guns by all stores should be stopped and it should be relegated to a specific gun shop or shops.

M. Olivier: Vous possédez pas mal d'expérience en tant que coroner, car dans votre district, des crimes ont été commis à l'aide d'armes à feu. Avez-vous constaté des particularités, comme par exemple l'existence d'un problème d'ordre psychologique, ou le fait que la personne en question prenait de la drogue, ou de l'alcool, qui aient pu être considérées comme des facteurs extrêmement importants? En d'autres mots et selon vous, un alcoolique ne devrait-il jamais avoir le droit de détenir une arme?

Mr. Jack: I feel that anyone who is addicted to any kind of alcohol or drug—these are my personal feelings, of course—should not have access to any kind of firearm because they obviously are irresponsible with themselves so they would be irresponsible with the equipment they might choose. Witness your motor vehicle accident rate: for those who are under the influence of alcohol and drugs as opposed to those who are not, the incidence of fatalities and serious injury is much higher in the alcohol and drug rate than it is to the normal person.

M. Olivier: En dernier lieu, et toujours d'après votre expérience, pourrait-on faire appliquer une loi qui nous permettrait d'être beaucoup plus sévères dans les régions urbaines que dans les régions rurales? Il y a ici un dilemme qui s'est souvent posé. Plusieurs personnes prétendent que certains fermiers ont besoin d'avoir des armes; ou encore ils embauchent un nouvel employé qui se promène avec une arme. Et l'intéressé se retrouve avec une peine minimum, sans être pour autant un criminel.

[Interprétation]

I would like to ask you a question. Do you feel that it would be useful to control ammunition used in these types of firearms?

M. Jack: Oui, je suis de cet avis. Bien entendu, les munitions sont tout à fait inutiles si l'on n'a pas d'arme à feu. Une personne achetant une arme à feu devrait être obligée d'acheter les munitions au même endroit. J'espère que j'ai bien saisi ce que vous vouliez dire, monsieur Olivier.

Mr. Olivier: Mr. Jack, do you feel that responsible persons, who are physically normal and who use firearms for hunting or who are members of gun clubs, will feel that it is an encroachment of their rights to have to register their firearms every five years?

M. Jack: Non, je ne le crois pas. Je ne le crois pas du tout. Plutôt, je crois qu'il serait à leur avantage de faire enregistrer leurs armes à feu tous les cinq ans, ou quel que soit le cas, puisque cela indiquerait quelles armes à feu ont été volées ou n'ont pas été déclarées.

Mr. Olivier: Here is my second question. You have certainly observed that in the future we shall demand that firearms dealers have permits. Would you go farther than this? Do you feel that these dealers should have to demonstrate that they can correctly judge which persons are capable of owning firearms?

M. Jack: Il est assez difficile de répondre à cette question, mais je dois dire qu'à mon avis les marchands d'armes à feu devraient être les propriétaires ou les gérants des boutiques d'articles de sport où l'on peut trouver des armes à feu. Par contre, je ne suis pas certain en ce qui concerne la détermination de la compétence ou de l'incompétence d'un individu. A mon avis, on devrait mettre un terme à la vente sans discernement d'armes à feu dans tous les magasins. On devrait remettre la vente des armes aux boutiques qui se spécialisent dans les armes à feu.

Mr. Olivier: You have had a lot of experience as a coroner since in your district crimes involving firearms have been committed. Have you observed certain highly important factors, such as the existence of psychological problems or the fact that the individuals was on drugs or had ingested alcohol? In other words, should an alcoholic be allowed to own a firearm?

M. Jack: Personnellement, je crois que les drogués et les alcooliques ne devraient pas avoir le droit de posséder des armes à feu puisqu'ils agissent évidemment de façon irresponsable envers eux-mêmes et agiraient de même avec les armes à feu en leur possession. Vous n'avez qu'à examiner les taux d'accidents d'automobile. Le taux d'accidents et de mortalité est beaucoup plus élevé parmi les alcooliques et les drogués que parmi les personnes ordinaires.

Mr. Olivier: Do you feel that it would be possible to apply a law allowing us to be much stricter in urban regions than in rural regions? This dilemma has come up very often. There are some who maintain that certain farmers must have firearms; if not, they simply hire an employee who has a firearm. These persons would be subject to the minimum sentence, although they are not criminals.

[Text]

On a vu aussi d'après un récent sondage qu'à travers le Canada, 80 p. 100 de la population était en faveur d'un contrôle beaucoup plus stricte des armes. Mais d'un autre côté la majorité des associations de chasse se sentent brimées, et certaines catégories de cultivateurs disent que c'est une entrave à leur liberté! Qu'en pensez-vous?

Mr. Jack: Again, I can only speak for the urban area in which I serve. I certainly feel that in rural areas where there are farmers as you have described, Mr. Olivier, and for our native peoples in the north country and some of the more remote areas, perhaps the application of such laws should be a little more lenient. But again I am only guessing because I have no rural area within my jurisdiction; it is solidly urbanized. There is no hunting incidentally in that area.

M. Olivier: Je voudrais remercier M. Jack pour s'être déplacé. J'ai trouvé sa vivite extrêmement intéressante étant donné son expérience d'une part, et grâce aux réponses qu'il nous a données d'autre part.

Merci monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Olivier.

Mr. Friesen is next.

Mr. Friesen: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Jack, you will notice that there are four members from British Columbia here today. Could I ask you what your frank opinion is of the regulations in British Columbia today regarding hunting and gun ownership in relation to that?

Mr. Jack: We do not have any regulations on gun ownership in British Columbia, or anywhere else in Canada for that matter; not regulations for ownership. We have hunting licences, yes.

Mr. Friesen: This is what I said, in relation to hunting.

• 1750

Mr. Jack: I am not a hunter, so I am not an authority on that. I think as far as a licence is concerned, if they allow "x" number of moose or deer, whatever the case may be, per year, I have no idea. My prime concern, Mr. Friesen, of course, is what I have been talking about, it is within our urban area, human versus human, not human versus animal.

Mr. Friesen: Okay. May I ask you this, then. You were speaking not of competence before but of . . .

Mr. Jack: Fitness.

Mr. Friesen: Yes, fitness is the word. In the two cases that you singled out, the 18-year-old boy and the case at Port Kells, I believe it was . . .

Mr. Jack: Yes.

Mr. Friesen: . . . would your suggestion of requiring a fitness test have prevented either one of those?

Mr. Jack: In the first case it would have prevented the boy from getting his hands on a gun.

[Interpretation]

A recent Canada-wide survey indicates that 80 per cent of the population favours stricter control of firearms. However, the majority of hunt clubs feel discriminated against and certain categories of farmers feel that this is an encroachment to their freedom. Do you have any comments on this?

M. Jack: Encore une fois, je ne peux vous faire part que de la situation qui existe dans la région urbaine où j'exerce ma profession. Je crois que l'application d'une telle loi devrait prévoir une certaine mesure de souplesse et surtout en ce qui concerne les agriculteurs dans les régions rurales et les autochtones vivant dans le Nord et dans les régions éloignées. Encore une fois, je suis assez mal placé pour répondre à cette question, parce que je n'ai aucune région rurale qui relève de ma compétence; la mienne est une région urbaine à 100 p. 100. Incidemment, il n'y a pas de chasse dans cette région.

Mr. Olivier: I would like to thank Mr. Jack for having travelled here today. Because of his experience, his remarks and answers are most interesting.

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Olivier.

M. Friesen a la parole.

M. Friesen: Merci, monsieur le président. Monsieur Jack, vous remarquerez qu'il y a quatre membres de la Colombie-Britannique ici aujourd'hui. Puis-je vous demander quelle est votre opinion au sujet des règlements ayant trait à la chasse et à la possession d'armes à feu en Colombie-Britannique à l'heure actuelle?

M. Jack: A l'heure actuelle, il n'existe aucun règlement régissant la possession d'armes à feu en Colombie-Britannique ou ailleurs au Canada. Il y a toutefois des permis de chasse.

M. Friesen: C'est ce que je voulais dire. Je faisais allusion à la chasse.

M. Jack: N'étant pas chasseur, je ne suis donc pas expert en la matière. Je n'ai aucune idée du nombre d'originaux ou de cerfs que la permis autorise à abattre par saison. Mon principal souci est ce dont je vous ai entretenu, monsieur Friesen, soit ce qui se passe en ville, entre êtres humain et non entre un être humain et un animal.

M. Friesen: Très bien. Alors vous ne parliez pas tantôt de compétence mais de . . .

M. Jack: D'aptitude.

M. Friesen: Oui, c'est bien d'aptitude. Dans les deux cas que vous avez cités, celui de l'adolescent de 18 ans et celui de Port Kells, il me semble . . .

M. Jack: Oui.

M. Friesen: . . . croyez-vous que le test d'aptitude aurait empêché l'un ou l'autre drame?

M. Jack: Dans le premier cas, cela aurait empêché l'adolescent de se procurer un fusil.

[Texte]

Mr. Friesen: Did he have a history of instability?

Mr. Jack: Yes, there was a history of that which we found out later, after the fact, that this boy was indeed . . .

Mr. Friesen: Had he been under psychiatric care?

Mr. Jack: He had been under a doctor's care. I do not think he had gone as far as seeing a psychiatrist, but there was a history of instability.

Mr. Friesen: All right. That leads me to ask the logical question. At what point do you judge a person to be unstable? If he is under a doctor's care or under psychiatric care? There are a lot of shades of grey in that kind of judgment.

Mr. Jack: I quite agree. I cannot agree more with you. Again I am grasping at straws when I say this. It is a very difficult question to answer. How do we know, for example, that we are not schizophrenic ourselves, or paranoid, or whatever the case may be?

Mr. Friesen: Absolutely, yes.

Mr. Jack: We could be quite normal in every aspect and suddenly something triggers a fit of temper, or something along those lines, that changes our personality completely.

Mr. Friesen: Right. In other words, this boy could have been desperate enough that whether or not he was able to buy a gun may not have made a difference. He could have done what he did any other way, either stolen a weapon or used any other kind of weapon.

Mr. Jack: My argument against that, of course, is that, yes, he could have stolen a weapon, but apparently he had the money to go and buy one, which he did. This argument has arisen from time to time. Well, the human fist is a weapon, or a knife is a weapon. Certainly they are, and they can inflict a great deal of damage.

I was on a panel recently with the Chief of Police of New Westminster with some high school children—not children, young men and ladies—and the illustration that I used was, and I pointed to one young lad who asked a very pertinent question who was a head taller than I, big, and less than half my age, and I said, "If something went haywire with me and I wanted to attack you, if I were to attack you with my fists or even with a knife, there is no question that I would come out second best because you are bigger and you are much younger than I am, but I could be four feet tall and shoot you from a distance but I will not have any blood on my hands, my nose will not get broken and I do not get a black eye out of it."

Mr. Friesen: Yes, but that really does not deal with the fitness requirement that you are suggesting. The suggestion you are making has to do with psychiatric examinations, not with physical size. In other words, what you want to do—and I can really sympathize with your goal, and I agree with it—is predict instability and there is no way of predicting it.

Mr. Jack: No, there is no way to predict instability. Those are recommendations that I made some time before, five years ago or so, and again I was just doing anything to get my recommendations through, to hit home to someone in authority to get the ball rolling, so to speak, on the sale of these guns.

[Interprétation]

M. Friesen: Est-ce que son instabilité était connue?

M. Jack: Oui, ses antécédents instables avaient été observés et nous avons constaté, après le drame que cet adolescent était vraiment . . .

M. Friesen: Qu'il subissait des soins psychiatriques?

M. Jack: Il était aux soins d'un docteur. Je ne crois pas que cela ait été jusqu'au psychiatre, mais l'instabilité était connue.

M. Friesen: Très bien. Cela m'incite à vous poser la question logique: à quel moment jugez-vous une personne instable? Lorsqu'elle est aux soins d'un médecin ou subit des soins psychiatriques? Il y a beaucoup de grisaille autour de ces cas.

M. Jack: Je suis tout à fait d'accord. Je ne saurais être plus d'accord. Encore une fois, je me raccroche à des pailles en le disant. C'est une question à laquelle il est difficile de répondre. Comment savons-nous, par exemple, que nous ne sommes pas nous-mêmes schizophrènes, paranoïaques ou quoi que ce soit?

M. Friesen: Absolument.

M. Jack: Nous pourrions être tout à fait normaux sous tous rapports et que soudainement soit déclenché un accès de rage ou qu'une provocation quelconque transforme en un instant toute notre personnalité.

M. Friesen: Exactement. C'est-à-dire que cet adolescent pouvait être assez désespéré pour que de pouvoir ou ne pas pouvoir acheter une arme à feu n'ait fait aucune différence. Il aurait pu commettre son geste d'autre façon, voler une arme ou se servir d'une arme d'une autre sorte.

M. Jack: J'offre comme argument contraire qu'en effet il aurait pu voler l'arme mais, selon toute apparence, il avait les moyens d'en acheter une et c'est ce qu'il a fait. L'argument est soulevé de temps à autre. Le poing est une arme, le couteau est une arme. Et l'un comme l'autre peut causer de graves blessures.

J'ai récemment participé à un colloque avec le chef de police de New Westminster et des enfants d'école supérieure—pas des enfants, des jeunes hommes et des jeunes femmes—et pour illustrer mon point j'ai visé un jeune homme qui avait posé une question très pertinente et qui était plus grand que moi, plus gros, et la moitié de mon âge et je lui ai dit: «Si je perdais contrôle et si je voulais vous attaquer, avec mes poings ou même avec un couteau, nul doute que vous pourriez me terrasser car vous êtes plus fort et beaucoup plus jeune que moi; mais si je ne mesurais que quatre pieds et si je vous tirais dessus à distance, sans être maculé de votre sang, mon nez ne serait même pas fracturé et je n'aurais pas un œil au beurre noir.»

M. Friesen: Oui, mais cela n'a aucun rapport avec l'aptitude exigée par vous. Ce que vous proposez a trait à des examens psychiatriques et non à la taille. Autrement dit, ce que vous voulez faire—et je reconnais le mérite de votre objectif et je suis d'accord sur ce point—c'est prédire l'instabilité et il n'y a aucun moyen de la pronostiquer.

M. Jack: Non, il n'y a aucun moyen de pronostiquer l'instabilité. Ce sont les recommandations que j'ai faites il y a quelques temps, il y a cinq ans à peu près, et je m'efforçais simplement de faire admettre mes recommandations, de toucher certaines autorités, de mettre le projet en marche en ce qui concernait la vente des armes à feu.

[Text]

Mr. Friesen: Yes.

Mr. Jack: And who buys them.

Mr. Friesen: I totally agree with you that someone who has had a proven history of instability should not have guns readily accessible to him, but I do quarrel with you on the fact that the general public should have to prove that they are not unstable. To me that is an impossibility.

Mr. Jack: It is not a question of proving yourself to be stable or otherwise, but, Mr. Friesen, if you wanted—I do not know whether you hunt or not . . .

Mr. Friesen: No, I do not.

• 1755

Mr. Jack: . . . to become a hunter, if you wanted to go after the elusive moose, there is nothing to prevent you from going downtown and buying a gun and getting a licence and going out and doing your thing.

Mr. Brisco: Yes, there is.

The Chairman: Mr. Brisco.

Mr. Brisco: I am sorry, on a point of order, Mr. Chairman, if he has never hunted before he cannot get a hunter's licence. In British Columbia he has to go through a training course before he can get that licence to go out and hunt that elusive moose you refer to.

Mr. Jack: By whom?

Mr. Brisco: From the provincial government, the game department. He can buy the gun but he cannot go out hunting until he has had a training course.

Mr. Jack: It only proves that I am not a hunter.

Mr. Brisco: Yes, well, that is the law in British Columbia.

Mr. Friesen: Sure, that is why I asked you about the hunting regulations at the outset.

Mr. Jack: You can go and apply for your licence or permit as Mr. Brisco has stated or whatever the case may be and go buy a gun. The purchase of the gun presents no problem so far as you are concerned, as long as you have the money in your hand.

Mr. Friesen: Yes, We could cite though, as many witnesses have here, the experience of a country like Switzerland where it is not only possible to own a gun but mandatory to own a gun but that requirement is linked together with training. The very fact that that training is there commands respect for the weapon and has some ancillary benefits to it.

Mr. Leggatt: And fitness and licensing.

Mrs. Holt: There is licensing in both countries.

Mr. Jack: Yes, but in Switzerland those who own rifles and certainly army rifles, have been conscripted or have served their time in the army and are allowed to hang on to their rifle. So they have a respect for the gun and they have a knowledge.

Mr. Friesen: I have two or three other short questions and when I will be through. I had to pick up a little bit where Mr. Brisco left off regarding that case, tracing the gun to Vancouver and I simply want to point out that although the gun was registered it did not prevent the crime from happening because it had to do with theft. So in a sense we are batting zero on that particular case. All you were able to do is trace the owner.

[Interpretation]

M. Friesen: Oui.

M. Jack: Et qui les achète?

M. Friesen: J'admets bien sincèrement avec vous que la personne dont l'instabilité est connue ne devrait pas pouvoir se procurer facilement une arme à feu; mais je m'oppose à ce que vous proposiez que la population en général ait à prouver qu'elle n'est pas instable. Cela me semble du domaine de l'impossibilité.

M. Jack: Ce n'est pas une question de se prouver stable ou autrement mais, monsieur Friesen, si vous vouliez—je ne sais si vous faites la chasse ou non . . .

M. Friesen: Non, je ne chasse pas.

M. Jack: Quelqu'un qui veut aller à la chasse à l'élan est libre d'aller en ville acheter un fusil et obtenir un permis de chasse sans aucun contrôle.

M. Brisco: Pas du tout.

Le président: Monsieur Brisco.

M. Brisco: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Une personne qui n'a jamais chassé ne peut pas obtenir un permis de chasse. En Colombie-Britannique, pour obtenir un permis de chasse, il faut suivre des cours.

M. Jack: Des cours donnés par qui?

M. Brisco: Par le ministère de la chasse du gouvernement provincial. On peut donc acheter un fusil mais non pas aller chasser avant qu'on ait suivi ce cours de formation.

M. Jack: Ce qui prouve que je ne suis pas un chasseur.

M. Brisco: Telle est la loi en Colombie-Britannique.

M. Friesen: C'est pourquoi je vous avis posé ces questions concernant les règlements de la chasse.

M. Jack: Mais on peut déposer une demande de permis comme M. Brisco l'a dit et ensuite acheter son fusil. L'achat d'un fusil ne pose aucun problème dès lors qu'on a l'argent nécessaire.

M. Friesen: C'est vrai. Mais je pourrais évoquer l'expérience d'un pays comme la Suisse, où non seulement on peut posséder un fusil mais où c'est obligatoire, sous réserve toutefois d'avoir suivi des cours de formation. Ces cours de formation font que les gens respectent leurs armes, sans parler des autres avantages.

M. Leggatt: L'aptitude et le permis.

Mme Holt: Il y a des permis dans nos deux pays.

M. Jack: C'est vrai, mais en Suisse les personnes qui possèdent des fusils ont fait leur service militaire et sont ensuite autorisées à garder leurs fusils. Ce qui fait qu'elles en connaissent le maniement.

M. Friesen: Je vais vous poser deux ou trois brèves questions, après quoi j'aurai terminé. Je voudrais revenir à ce que M. Brisco a dit concernant l'affaire où on est parvenu à remonter la piste du fusil jusqu'à Vancouver; je tiens simplement à signaler que le fait que le fusil était immatriculé n'a pas empêché le crime, comme il s'agissait d'un vol. Cela vous a permis simplement de remonter jusqu'au possesseur de l'arme.

[Texte]

Mr. Jack: Yes, that is right. It was a stolen handgun.

Mr. Friesen: Sure.

Mr. Jack: And you are not going to prevent theft.

Mr. Friesen: That is right.

Mr. Jack: As I say my part is somewhat pedantic in that it is the purchase of the rifles that I am getting at.

Mr. Friesen: I am surprised and somewhat disappointed that you did not bring up the Birkenshaw case which I think is a classic case of what ought to be, you know . . .

Mr. Jack: I think that has been well covered. I know Mrs. Birkenshaw and we discussed her case and her loss and so forth in its entirety, but that is one of many.

Mr. Friesen: But there I can see the total legitimacy of control.

Mr. Jack: In that particular case her son worked in a department store, doing night work—cleaning up or something—and someone got into the firearms rack and pumped nine shots into him.

Mr. Friesen: Could I ask you then, in relation to the homicides in the Greater New Westminster area, how many of those homicides were traced to the drug trade or other kind of illegal activity?

Mr. Jack: Not very many. I do not have the statistics but so far as these homicides, they are more familiar or domestic.

Mr. Friesen: All right. How many of those 2 per cent where handguns were involved were related to the drug trade or other kind of illegal activity? You mentioned the one where there was the shoot out.

Mr. Jack: Yes, just that one.

The Vice-Chairman: Your last question, Mr. Friesen.

Mr. Friesen: I have one concrete one and then I have another subjective one. What is the breakdown between suicides and homicides? You have given a 62 per cent figure and you lumped homicides and suicides together.

Mr. Jack: On a 10-year scan there were 290 suicides and of that 76 were due to self-inflicted gunshot wounds.

Mr. Friesen: Seventy-six?

Mr. Jack: Seventy-six or 27 per cent.

Mr. Friesen: Twenty-seven per cent were suicide and 40 per cent then were homicide.

Mr. Jack: Yes.

Mr. Friesen: You were talking about how you go about purchasing a gun and you used the statement:

The Clerk did not even size the person up as to whether they were a lunatic or not.

I just want to ask you, how do you size up a person as to whether or not he is a lunatic?

Mr. Jack: Perhaps that was a poor choice of words on my part, but I think a clerk, if a young boy, wants to buy a .22, should start to ask questions.

[Interprétation]

M. Jack: C'est vrai, car il s'agissait d'un pistolet volé.

M. Friesen: En effet.

M. Jack: Or, il est impossible d'empêcher les vols.

M. Friesen: En effet.

M. Jack: Or, moi, je cherche à restreindre les achats d'armes à feu.

M. Friesen: Je suis déçu que vous n'ayez pas fait allusion à l'affaire Birkenshaw, qui est une affaire classique.

M. Jack: On en a déjà beaucoup parlé. Je connais M^{me} Birkenshaw, son affaire a été longuement discutée, mais il ne s'agit que d'un cas parmi bien d'autres.

M. Friesen: Mais il démontre la nécessité d'instaurer des contrôles.

M. Jack: Son fils travaillait dans un grand magasin où il nettoyait la nuit; un individu s'est introduit dans les rayons d'armes à feu, en a pris une et lui a tiré dessus à neuf reprises.

M. Friesen: En ce qui concerne les homicides commis dans la région de New Westminster, combien ont pour origine le trafic des drogues et autres activités illicites?

M. Jack: Pas tellement que ça. Je n'ai pas les chiffres sur moi, mais je sais que la plupart des homicides si situent dans le contexte familial.

M. Friesen: Très bien. Sur les 2 p. 100 d'homicides commis à l'aide de revolvers, combien se rapportent au trafic des stupéfiants ou d'autres activités illicites? Vous avez parlé du cas où il y a eu une fusillade.

M. Jack: Oui mais c'est le seul cas.

Le vice-président: Ce sera votre dernière question, monsieur Friesen.

M. Friesen: Combien y a-t-il eu de suicides et combien d'homicides? Dans les 62 p. 100 que vous avez cités, vous avez inclus aussi bien les homicides que les suicides.

M. Jack: Pendant une période de 10 ans, il y a eu 290 suicides, dont 76 commis à l'aide de pistolets.

M. Friesen: Soixante-seize, dites-vous?

M. Jack: Soixante-seize, soit 27 p. 100.

M. Friesen: Ce qui représente 27 p. 100 de suicides et 40 p. 100 d'homicides.

M. Jack: C'est exact.

M. Friesen: En parlant de l'achat d'armes à feu, vous avez dit:

Le vendeur n'a même pas essayé de se demander si l'acheteur était fou ou non.

Or, je vous demande comment décider si une personne est folle ou non.

M. Jack: Je ne me suis sans doute pas bien exprimé, mais un vendeur devrait réfléchir lorsqu'il a devant lui un jeune garçon qui veut lui acheter un fusil de 22 millimètres.

[Text]

Mr. Friesen: Yes, I agree. I want you to know that I sympathize with your goal. I am very suspicious that the approach you are taking will be the solution that you are looking for. That is the only concern I have.

Mr. Jack: I quite agree that it is a wide thing.

• 1800

Mr. Friesen: It is wide; yes.

Mr. Jack: But I am really concerned.

Mr. Friesen: I know. I understand that; I share that with you.

The Chairman: Thank you, Mr. Friesen. Mr. Korchinski.

Mr. Korchinski: Mr. Jack, there are provisions under the present bill as presented that 18-year olds would be able to get licences.

Mr. Jack: Yes.

Mr. Korchinski: Therefore, that should not be a hindrance for that young fellow. I understood you to say that he was about 18 years old.

Mr. Jack: He was 18 years old.

Mr. Korchinski: Yes, well, all right.

Mr. Jack: A very youthful 18.

Mr. Korchinski: Therefore, he would certainly be able to qualify under . . .

Mr. Jack: Oh yes.

Mr. Korchinski: . . . the present provisions. Several years ago in northeastern Saskatchewan, we had a man who was in an institution and after examination by psychiatrists at the institution he was released. He was considered to be fit to be put into society. Some time later, he proceeded to murder, I think it was seven members of one family.

Mr. Jack: I recall that.

Mr. Korchinski: And your suggestion was that a psychiatrist should be used. Here several psychiatrists, perhaps the best that they could provide at North Battleford at that time, had examined him and considered him fit to be put into society. How in the world is somebody behind a desk supposed to determine the competency in this instance?

Mr. Jack: As I said, that was my choice of words originally.

Mr. Korchinski: You can see the difficulty there.

Mr. Jack: Oh, clearly; everyday.

Mr. Korchinski: All right. As you have stated that 2 per cent of those homicides were by handguns, have you any idea of the percentage of people in your area that have handguns in comparison to people that have longguns?

Mr. Jack: I think longguns certainly outstrip handguns, other than collectors or target-shooters that belong to a recognized club.

[Interpretation]

M. Friesen: Je suis tout à fait d'accord et vos objectifs me paraissent très louables. Je crains que vous ne cherchiez une solution conforme à votre approche.

M. Jack: Je conviens que c'est peu précis.

M. Friesen: Justement.

M. Jack: Mais c'est une question vraiment inquiétante.

M. Friesen: Je comprends et je partage votre sentiment.

Le président: Je vous remercie, monsieur Friesen. Monsieur Korchinski.

M. Korchinski: L'actuel bill prévoit que des jeunes gens de 18 ans ne pourront pas obtenir de permis.

M. Jack: C'est vrai.

M. Korchinski: Donc, cela n'aurait pas dû empêcher ce jeune garçon qui, d'après vous, avait 18 ans.

M. Jack: Oui, il avait 18 ans.

M. Korchinski: D'accord.

M. Jack: Il était très jeune pour son âge.

M. Korchinski: Donc, il y aurait droit . . .

M. Jack: Certainement.

M. Korchinski: . . . aux termes de la loi actuelle. Il y a quelques années, dans le nord-est de la Saskatchewan, un homme soigné dans un institut psychiatrique a été relâché après avoir été examiné par les psychiatres de l'institut. Ceux-ci l'avaient déclaré apte à réintégrer la société. Peu de temps après, il a assassiné sept membres d'une famille.

M. Jack: Je m'en souviens.

M. Korchinski: Or, vous avez dit qu'il faudrait faire appel à des psychiatres. Or, dans ce cas précis, les meilleurs psychiatres de North Battleford avaient examiné cet individu et l'avaient déclaré apte à reprendre la vie en société. Comment voulez-vous qu'un préposé décide de l'aptitude d'une personne?

M. Jack: Je me suis peut-être mal exprimé.

M. Korchinski: Vous voyez la difficulté.

M. Jack: Certainement.

M. Korchinski: Vous avez dit que 2 p. 100 des homicides avaient été commis à l'aide de pistolets; savez-vous quel pourcentage des habitants de votre région possèdent des pistolets par rapport à ceux qui possèdent des fusils?

M. Jack: Il y a beaucoup plus de fusils que de pistolets, ces derniers appartenant essentiellement aux collectionneurs ou aux tireurs à la cible, qui font partie de clubs de tir reconnus.

[Texte]

Mr. Korchinski: I do not know whether the Committee has had any kind of indication of the number of handguns in possession in Canada but I would think that 2 per cent may be relevant in the percentage of people that might normally possess a handgun.

Mr. Jack: I could not say with any degree of certainty what the percentage is. I am only quoting statistics that have come before me. Many of my friends are handgun collectors.

Mr. Korchinski: Yes, but then the thing is this: I think you were trying to make the point that because there were so many handguns that were involved in homicides...

Mr. Jack: So few.

Mr. Korchinski: ... that you have to control the handguns. The point that I want to make here is that perhaps only 2 per cent of the people there have handguns as compared to the total number of guns.

Mr. Jack: It could very well be; I do not know.

Mr. Korchinski: Unless statistics do not mean anything, really.

Mr. Jack: I do not go around knocking on doors and asking if you have a handgun in your house or a rifle in your house. They just crop up in homicidal or suicidal cases from time to time. I do not know what the percentage is; I have no idea.

Mr. Korchinski: Well, there you are. Therefore, your statistics are quite meaningless, really.

Mr. Jack: Meaningless?

Mr. Korchinski: Meaningless, yes, because you do not know how many people own handguns. It could be that only 2 per cent in that area owned handguns and, therefore, that compares with the number of handguns that are owned honestly.

Mr. Jack: It could very well be.

Mr. Korchinski: All right. You mentioned the fact that perhaps all guns should have their serial numbers recorded. Would you go so far as to record ballistically every weapon and have it on register?

Mr. Jack: Some people feel that way. I do not particularly feel that they should be tested ballistically. There are people that do, I do not. I think if there is some control of the sale of the gun with the serial numbers recorded and so forth, I think that would suffice. I may change my mind after a while, say, if this bill does indeed go through or pass, whatever the case may be, and this same percentage of deaths occur or increase. Then we will have to look at it in another light, as far as I am concerned.

Mr. Korchinski: Yes. In the several cases that you cited for the benefit of the Committee, there was one instance of instability, I understand; in the other case, there was no record of instability.

Mr. Jack: On the two homicides?

• 1805

Mr. Korchinski: On the two cases that were cited here for the Committee.

[Interprétation]

M. Korchinski: Je ne sais pas si le Comité a une idée du nombre de révolvers existant au Canada; je pense pour ma part que 2 p. 100 de la population en possèdent.

M. Jack: Je ne sais pas quel est ce pourcentage. Je ne peux que citer les chiffres statistiques que j'ai trouvés. Mais j'ai de nombreux amis qui collectionnent des pistolets.

M. Korchinski: Vous disiez, je crois, qu'étant donné le nombre important de pistolets utilisés pour commettre des homicides...

M. Jack: Au contraire, il y en a eu peu.

M. Korchinski: ... qu'il fallait dès lors contrôler les pistolets. Or, je vous disais justement que 2 p. 100 seulement de la population possèdent des pistolets par rapport au nombre total d'armes à feu.

M. Jack: C'est bien possible. Je ne sais pas.

M. Korchinski: A moins que les statistiques ne veuillent rien dire.

M. Jack: Je ne frappe pas à toutes les portes pour demander si les gens ont un pistolet ou un fusil à la maison. On les retrouve de temps à autre dans les cas d'homicides ou de suicides, mais je n'ai aucune idée des pourcentages.

M. Korchinski: Ce qui prouve que vos statistiques ne veulent rien dire.

M. Jack: Qu'elles ne veulent rien dire?

M. Korchinski: Oui, puisque vous ignorez le nombre de personnes qui possèdent des pistolets. Il se peut en effet que 2 p. 100 des habitants de la région en avaient, ce qui est justement le pourcentage de personnes qui possèdent un pistolet de façon tout à fait honnête.

M. Jack: C'est bien possible.

M. Korchinski: Vous avez dit par ailleurs qu'il faudrait enregistrer les numéros de série de toutes les armes à feu. Est-ce que vous iriez jusqu'à enregistrer les caractéristiques balistiques de toutes les armes à feu?

M. Jack: Certains sont de cet avis. Mais je ne pense pas, pour ma part, qu'il soit nécessaire d'examiner toutes les armes du point de vue balistique. Je prétends que si la vente des armes à feu faisait l'objet d'une certaine réglementation, y compris l'enregistrement du numéro de série, etc., ce serait déjà assez. Je changerais peut-être d'avis si après l'adoption du présent bill, le nombre d'homicides devait rester inchangé ou même augmenter. Dans ce cas, il faudrait envisager la question à nouveau.

M. Korchinski: Dans les cas que vous avez évoqués, il y avait un cas d'instabilité mentale, mais pas dans les autres.

M. Jack: Vous parlez des deux homicides?

M. Korchinski: Les deux cas d'homicides que vous avez évoqués.

[Text]

Mr. Jack: Well, there was a history that we obtained, again using the royal "we" that this man had a violent temper.

Mr. Korchinski: Yes, but just in the one case and not in the other case you cited.

Mr. Jack: In the other one the youngster had a history of instability. It was reviewed after this incident occurred in which the baby and his wife and himself were shot. Speaking with members of the family, it was revealed that this man had a hair-trigger temper. So that is indicative of some degree of instability right there.

Mr. Korchinski: Do you mean to say that anybody that flares up in anger is to be denied.

Mr. Jack: No, I do not mean to say anything of the kind. No, you asked me a specific question and I gave you a specific answer.

Mr. Korchinski: Yes, but the point being that anybody who flares up in anger suddenly should be struck off the list of possibilities...

Mr. Jack: We are all subject to flares of anger.

Mr. Korchinski: All right. I mean you are eliminating the whole world.

Mr. Jack: No, no, no. You asked me a question. I gave you an answer to it.

Mr. Korchinski: All right but the point is that you said that this man had a quick temper. But there might be all kinds of people who have quick tempers. That does not necessarily mean...

Mr. Jack: We all do, as I say, from time to time.

Mr. Korchinski: Sure, sure fine. Do you think if the individual knows that his gun is registered and he is in the proximity, if he intends to commit a crime that he is not going to steal a gun or find another way. You cited the case of the boy who was cleaning up. Was it the Birkenshaw case? He had already broken into one door. What was to stop him from breaking in further. I mean there is no way we could stop him. If he was determined to do that obviously he was intending to break in and maybe he intended it for someone else.

Mr. Jack: No.

Mr. Korchinski: But in this case.

Mr. Jack: There is no way you are going to stop crime but there is a way that we can stop the wholesale sale of guns. I have suggested that it should be taken out of the hands of retail stores. You can go to any store. Many of your big national stores have gun racks. And for the most part they are not even racks. They are not guarded. There are no chains through them. They are just in racks.

Mr. Korchinski: Oh yes, yes. I do not mind if you pass legislation along that line. As a matter of fact I feel that that would be fine. This would be an acceptable thing. You also mentioned gun clubs. In many cases we do not have gun clubs in our areas. I represent a northern area and people just carry guns out of necessity. We do not bother to use them.

[Interpretation]

M. Jack: On m'avait dit qu'il s'agissait d'un homme de caractère violent.

M. Korchinski: Donc dans un seul des cas seulement?

M. Jack: Dans l'autre cas il s'agissait d'un jeune homme instable. En parlant aux membres de la famille après la tragédie au cours de laquelle il s'est tué après avoir abattu son bébé et sa femme, on a découvert que cet homme était extrêmement emporté, ce qui montre un certain degré d'instabilité.

M. Korchinski: Vous voulez dire que vous refuseriez de vendre une arme à feu à quiconque se met facilement en colère?

M. Jack: Ce n'est pas du tout ce que je dis. Vous m'avez posé une question bien précise à laquelle je vous ai répondu.

M. Korchinski: Oui mais est-ce que cela veut dire que quiconque est sujet à des colères brusques ne devrait pas avoir droit à...

M. Jack: Nous sommes tous sujets à des brusques excès de colère.

M. Korchinski: Très bien. Cela reviendrait à éliminer le monde tout entier.

M. Jack: Pas du tout. J'ai simplement répondu à votre question.

M. Korchinski: Mais vous avez dit que cet homme était d'un caractère emporté. Or cela ne veut pas dire que tous ceux qui ont un caractère emporté doivent nécessairement...

M. Jack: Nous pouvons tous nous mettre en colère de temps à autre.

M. Korchinski: D'accord. Croyez-vous qu'un homme dont le fusil est immatriculé, s'il a l'intention de commettre un meurtre, hésitera à voler une arme ou à se débrouiller d'une autre façon? Vous avez mentionné le cas du jeune garçon qui nettoyait le magasin. Il s'agit bien de l'affaire Birken n'est-ce pas? Il avait déjà forcé une porte mais rien ne l'aurait empêché d'en forcer une autre. Il est clair qu'il avait l'intention de se procurer un fusil, même s'il avait l'intention d'abattre quelqu'un d'autre.

M. Jack: Non.

M. Korchinski: Mais dans ce cas-ci.

M. Jack: Il est impossible d'empêcher les crimes mais on peut arrêter la vente massive d'armes à feu. On pourrait par exemple mettre fin à leur vente par les détaillants. Actuellement, on peut se procurer une arme à feu dans la plupart des grands magasins, où bien souvent les armes ne sont même pas gardées. Elles ne sont pas attachées par des chaînes, étant simplement exposées sur des rateliers.

M. Korchinski: Je suis tout à fait d'accord et je trouve qu'il serait souhaitable d'adopter une loi dans ce sens. Vous avez parlé des clubs de tir. Nous n'en avons pas beaucoup dans notre région. Je représente une région du nord du pays où les habitants portent des fusils par nécessité mais nous ne les utilisons que rarement.

[Texte]

Mr. Jack: As I say I am not familiar with various other clubs, even within the Province of British Columbia. I am only concerned with the area which I serve and I know that within that area there are several licenced responsible gun clubs—hunting and fishing societies.

Mr. Korchinski: Yes, well wherever they are available I suppose that is fine but on the other hand there are many communities that just do not have them.

Mr. Jack: Well as I mentioned before, in answer to Mr. Olivier's suggestion that there should be two laws in these rural places or a leniency towards people who live in say the northern regions of your province or the northern regions of my province for their own protection against possible attack by wild animals or the killing of an animal who is killing stock or something along those lines. Yes. These things I am not familiar with. And I think you can understand that.

Mr. Korchinski: Yes, well, I appreciate that. You are speaking more or less from ...

Mr. Jack: From an urban ...

Mr. Korchinski: An urban point of view. That is right. I take it that the rural area has not really been given too much thought in the preparation of the bill. I am going to pass because of the lateness of the hour.

The Chairman: Thank you, Mr. Korchinski. Mrs. Holt is the last questioner.

Mrs. Holt: There is just one point I want to make on Mr. Friesen's comments. He asked you about other cases of instability—the Webster case.

Remember he was in Coquitlam with it going to the Barnet driving range and they knew he was unstable and could not take his gun away from him. He shot through the window. He had a gun collection and he shot Mr. and Mrs. Webster and wounded two others. He asked about instability. The police knew he was unstable and could not get his guns away.

Mr. Jack: Mrs. Holt, there are plenty of cases similar to that.

• 1810

Mrs. Holt: When he was asked, and that was the only thing I wanted. I just wanted to add that one case for the record.

The Chairman: Thank you, Mrs. Holt. Ladies and gentlemen, we are all grateful to Mr. Jack for coming here this afternoon at our request and imparting to us, from his wealth of experience in this area, the instances that he has been able to bring to our attention. Thank you.

Mr. Jack: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: The Committee is adjourned until 9.30 tomorrow morning.

[Interprétation]

M. Jack: Je ne connais pas bien les différents clubs même ceux de la province de la Colombie-Britannique. Tout ce que je sais c'est que dans la région où je travaille il y a plusieurs clubs de tir reconnus ainsi que des associations de chasseurs et de pêcheurs.

M. Korchinski: C'est parfait dans les régions où il y en a, mais il y a de nombreuses collectivités qui n'ont pas de clubs de ce genre.

M. Jack: J'ai dit tantôt en réponse à une suggestion faite par M. Olivier qu'on devrait peut-être prévoir deux lois, dont une notamment pour les régions rurales ainsi que les régions septentrionales de votre province et de la mienne, où les habitants doivent être armés pour pouvoir se défendre contre les bêtes sauvages ou bien pour abattre les animaux qui s'attaquent au bétail. Je ne suis pas au courant de cet aspect de la question.

M. Korchinski: Je comprends.

M. Jack: J'exprime plutôt un point de vue urbain.

M. Korchinski: C'est vrai. Je constate d'ailleurs que les régions rurales n'ont pas pesé bien lourd lors de l'élaboration du présent bill. Comme il se fait tard, je vais m'en tenir là.

Le président: Je vous remercie monsieur Korchinski. M^{me} Holt sera la dernière à avoir la parole.

Mme Holt: Je voudrais dire tout juste un mot concernant les remarques de M. Friesen. Il vous a posé une question concernant d'autres cas d'instabilité. L'affaire Webster.

Il était à Coquitlam et se rendait chez les Barnet, et bien que la police savait que c'était un instable, elle n'était pas autorisée à lui confisquer son pistolet. Il a donc tiré par la fenêtre et a abattu M. et M^{me} Webster et blessé deux autres personnes. Donc la police savait qu'il s'agissait d'un instable, mais n'était pas autorisée à lui confisquer ses pistolets.

M. Jack: Il y a de nombreux cas analogues.

Mme Holt: Je tenais simplement à faire consigner cette affaire.

Le président: Je vous remercie madame Holt. Mesdames et messieurs, nous sommes tous reconnaissants à M. Jack d'être venu ici cet après-midi et de nous avoir cité les cas qu'il a eu à traiter au cours de sa longue expérience. Je vous remercie.

M. Jack: Je vous remercie monsieur le président.

Le président: La réunion est levée jusqu'à demain matin 9 h 30.

APPENDIX "JLA-27"

The Clerk
Standing Committee
Justice and Legal Affairs
House of Commons
Ottawa, Ontario
K1A 0A7

Re: Gun Control Proposed Bill

Dear Sir:

During the twenty-five years that I have served in this office I have become increasingly alarmed at the homicidal and suicidal tolls in which long-barrelled firearms were employed. Within the past three years, i.e. '73, '74 and '75 over 62 per cent of homicides have been committed by long-barrelled firearms. In each and every case of homicide and suicide where firearms have been the cause of deaths, investigations have concluded that the guns were purchased from retail outlets with no questions asked. On the occasions when I have made my recommendations regarding gun control public, I receive a flurry of censure from various gun clubs and from some members of the Canadian Wildlife Service and hunters at large, in addition to some sarcasm from columnists in our local papers. As far as I am concerned, these denouncers are missing the point entirely. They feel that what I am recommending would strip them of their sporting rifles, etc. It seems I cannot convince them otherwise that this is not my point. My prime concern is the availability of firearms through retail stores, etc. being sold as any other piece of merchandise. In other words, no questions asked, place your money on the counter and walk away with the weapon under your arm. The various clubs and services are, for the most part I am sure, responsible individuals but it is not the responsible individual that takes a rifle in hand and shoots down a fellow human being. It is the irresponsible individual that is the most frightening aspect of our society. Upon viewing my statistics, it is that type of person that is responsible for so many homicidal acts.

I am looking forward to meeting with the committee and expressing my views on this most important subject.

Yours truly,

Douglas J. Jack
District Coroner

APPENDICE «JLA-27»

Le greffier
Comité Permanent de la
justice et des questions juridiques
Chambre des communes
Ottawa, Ontario
K1A 0A7

Objet: Projet de loi sur le contrôle des armes à feu

Monsieur,

Pendant les vingt-cinq années au cours desquelles j'ai travaillé dans ce bureau, mon inquiétude face au nombre d'homicides et de suicides commis avec des armes d'épaule n'a fait que croître. Au cours des trois dernières années, soit 1973, 1974, et 1975, plus de 62% des homicides ont été commis avec ce type d'armes. Dans tous les cas où des armes à feu avaient été l'instrument de l'homicide ou du suicide, l'enquête a révélé que les armes avaient été achetées chez des détaillants qui n'avaient demandé aucun renseignement à l'acheteur. Toutes les fois que j'ai proposé des recommandations portant sur le contrôle des armes à feu j'ai reçu d'innombrables critiques des divers clubs de tir, de certains membres du Service canadien de la Faune et des chasseurs en général, en plus des sarcasmes de certains éditorialistes de nos journaux locaux. Autant que je sache, ces détracteurs passent complètement à côté de la question. Ils croient que mes recommandations visent à les priver de leurs armes de sport, etc. Il semble que je ne puisse les convaincre que ce n'est pas là mon but. Je m'inquiète tout d'abord du fait qu'il est possible de se procurer des armes à feu chez les détaillants aussi facilement que tout autre article. Autrement dit, personne ne vous pose questions, vous déposez votre argent sur le comptoir et partez avec votre arme sous le bras. Je suis certain que la grande majorité des clubs et services regroupent des tireurs responsables, mais ce ne sont pas les personnes responsables qui prennent une arme pour abattre quelqu'un. Ce sont les gens irresponsables qui constituent la facette la plus terrifiante de notre société. D'après mes statistiques, ce genre de personnes serait la cause du nombre élevé des homicides.

Je suis impatient de rencontrer le comité et de lui faire connaître mon opinion sur ce sujet des plus importants.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Coroner du district
Douglas J. Jack



WITNESSES—TÉMOINS

*From the Correctional Law and Legal Assistance Project,
Queen's University;*

Professor Ronald Price

From New Westminster, B.C.:

Mr. D. J. Jack, Coroner

*De «Correctional Law and Legal Assistance Project», Univer-
sité Queen».*

Professeur Ronald R. Price

De New Westminster, C.B.:

M. D. J. Jack, Coroner

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 52

Thursday, May 20, 1976

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 52

Le jeudi 20 mai 1976

Président: M. Mark MacGuigan

Government
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Justice and Legal Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Justice et des questions juridiques

RESPECTING:

Main Estimates 1976-77 under
SOLICITOR GENERAL

CONCERNANT:

Budget principal 1976-1977 sous la
rubrique SOLLICITEUR GÉNÉRAL

APPEARING:

The Honourable Warren Allmand,
Solicitor General of Canada.

COMPARAÎT:

L'honorable Warren Allmand,
Solliciteur général du Canada.

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la

trentième législature, 1974-1975-1976

STANDING COMMITTEE ON JUSTICE
AND LEGAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

Vice-Chairman: Mr. Yvon Pinard

Messrs.

Brisco

Caouette (*Villeneuve*)

Dick

Fairweather

Fox

Guay (*Lévis*)

Holt (Mrs.)

Korchinski

Lachance

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE
ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

Président: M. Mark MacGuigan

Vice-président: M. Yvon Pinard

Messieurs

Leggatt

Marceau

McCleave

Olivier

Poulin

Robinson

Stanbury

Towers

Woolliams—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Lois A. Cameron

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

On Thursday, May 20, 1976:

Le jeudi 20 mai 1976:

Mr. Leggatt replaced Mr. Gilbert

M. Leggatt remplace M. Gilbert

ORDER OF REFERENCE

Wednesday, February 25, 1976

Ordered,—That Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25 and 30 relating to Justice; and Votes 1, 5, 10, 15, 20 and 25 relating to Solicitor General for the fiscal year ending March 31, 1977, be referred to the Standing Committee on Justice and Legal Affairs.

ATTEST

ORDRE DE RENVOI

Le mercredi 25 février 1976

Il est ordonné,—Que les crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25 et 30, Justice, et les crédits 1, 5, 10, 15, 20 et 25, Solliciteur général, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977, soient renvoyés au Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

ATTESTÉ

Le Greffier de la Chambre des communes

ALISTAIR FRASER

The Clerk of the House of Commons

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 20, 1976

(58)

[Text]

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 9:42 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Mark MacGuigan presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Brisco, Caouette (Villeneuve), Fairweather, Fox, Mrs. Holt, Messrs. Korchinski, Leggatt, MacGuigan, Marceau, Olivier, Pinard, Poulin, Robinson, Stanbury and Towers.

Other Members present: Messrs. Balfour, Hnatyshyn, Landers and Paproski.

Appearing: The Honourable Warren Allmand, Solicitor General of Canada.

Witnesses: From the R.C.M.P.: Commissioner M. J. Nadon. From the Canadian Penitentiary Service: Mr. R. Diguier, Deputy Commissioner (Operational Services) and W. Westlake, Deputy Commissioner. From the National Parole Board: Mr. M. Maccagno, Member and Mr. G. Genest, Executive Secretary. From the Ministry Secretariat: Mr. J.-G. Régimbald, Senior Financial Policy Adviser.

The Order of Reference dated Wednesday, February 25, 1976, relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1977, being read as follows:

Ordered,—That Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25 and 30 relating to Justice; and

Votes 1, 5, 10, 15, 20 and 25 relating to Solicitor General for the fiscal year ending March 31, 1977, be referred to the Standing Committee on Justice and Legal Affairs.

The Chairman called Vote 1 under Solicitor General.

The Minister made a statement and, with the witnesses answered questions.

Ordered,—That the complete text of Solicitor General's statement on Main Estimates 1976-77, a résumé of which was read into the record, be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See Appendix "JLA-28").

On motion of Mr. Robinson,—*Ordered,*—That reasonable living and travelling expenses be paid to Professor Cyril Greenland of McMaster University who is to appear before the Committee on Friday, May 28, 1976 in connection with Bill C-83.

At 11:40 o'clock p.m. the Committee adjourned until 11:45 o'clock a.m.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 20 MAI 1976

(58)

[Traduction]

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 9 h 42 sous la présidence de M. Mark MacGuigan (président).

Membres du Comité présents: MM. Brisco, Caouette (Ville-neuve), Fairweather, Fox, M^{me} Holt, MM. Korchinski, Leggatt, MacGuigan, Marceau, Olivier, Pinard, Poulin, Robinson, Stanbury et Towers.

Autres députés présents: MM. Balfour, Hnatyshyn, Landers et Paproski.

Comparait: L'honorable Warren Allmand, Solliciteur général du Canada.

Témoins: De la GRC: M. M. J. Nadon, commissaire. Du Service canadien des pénitenciers: M. R. Diguier, sous-commissaire, (Services opérationnels) et W. Westlake, sous-commissaire. De la Commission nationale des libérations conditionnelles: M. M. Maccagno, membre et M. G. Genest, secrétaire exécutif. Du Secrétariat du ministère: M. J.-G. Régimbald, conseiller principal aux politiques financières.

Lecture est faite de l'ordre de renvoi suivant du mercredi 25 février 1976 portant sur le Budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977:

Il est ordonné,—Que les crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25 et 30, Justice,

et les crédits 1, 5, 10, 15, 20 et 25, Solliciteur général, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977, soient envoyés au Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

Le président met en délibération le crédit 1 sous la rubrique Solliciteur général.

Le ministre fait une déclaration; le ministre et les témoins répondent ensuite aux questions.

Il est ordonné,—Que le texte complet de la déclaration du Solliciteur général sur le Budget principal 1976-1977, dont un résumé est versé au dossier, soit joint aux procès-verbal et témoignages de ce jour. (Voir appendice «JLA-28»).

Sur motion de M. Robinson,—*Il est ordonné,*—Que des frais raisonnables de déplacement et de séjour soient versés au professeur Cyril Greenland de l'Université McMaster qui doit comparaître devant le Comité le vendredi 28 mai 1976 relativement au bill C-83.

A 11 h 40, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 11 h 45.

Le greffier du Comité

Lois A. Cameron

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, May 20, 1976.

• 0942

[Texte]

The Chairman: The meeting will come to order. We have with us this morning the Solicitor General of Canada, appearing on his annual Estimates. Perhaps the Clerk might begin by reading the Order of Reference, or would you like to dispense from the reading of that Order? Go ahead, then.

The Clerk:

Ordered that Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25 and 30 relating to Justice and Votes 1, 5, 10, 15, 20 and 25 relating to the Solicitor General for the fiscal year ending March 31, 1977, be referred to the Standing Committee on Justice and Legal Affairs.

That is dated Wednesday, February 25, 1976.

The Chairman: Thank you, Madame Clerk. I will call Vote 1 under the Solicitor General and invite the Solicitor General himself to address some opening remarks to us.

DEPARTMENT OF THE SOLICITOR GENERAL
Administration Program

Vote 1—Administration—Program expenditures—
\$8,518,000

Hon. Warren Allmand (Solicitor General of Canada): Mr. Chairman, members of the Committee, I have prepared a long statement which brings up to date all the programs and projects in the department. I will distribute that and not read it. On the other hand, I have made a summary of that statement and I will read the summary, if that is all right.

The Chairman: Yes, that is quite agreeable.

Mr. Allmand: I might say the longer statement might be helpful to members in getting information on any kind of project or program that we have going in the department.

The Chairman: I think with the agreement of the Committee, we could append that statement. Would that be agreed?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Agreed.

Mr. Allmand: I will read the shorter statement.

Before members of the Committee begin their detailed examination of the Main Estimates of the Ministry of the Solicitor General, I would like to take this opportunity to bring you up to date on the activities of the Ministry during the fiscal year 1975-76 and to mention our plans for 1976-77.

The 1976-77 Main Estimates for all components of the Ministry of the Solicitor General total \$709.9 million, 18.9 per cent over the 1975-76 Main Estimates. Total authorized man-years for the Ministry in 1976-77 are 27,767. This compares with the 1975-76 authorized total of 27,022 man-years, an increase of 745 man-years, or 2.8 per cent.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 20 mai 1976

[Interprétation]

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Nous accueillons ce matin le solliciteur général du Canada qui comparait relativement à l'étude du Budget principal. Le greffier nous lira maintenant notre ordre de renvoi, ou préférerez-vous être dispensé de cette lecture? Allez-y madame.

Le greffier:

Il est ordonné que les crédits 1^{er}, 5, 10, 15, 20, 25 et 30, Justice, et les crédits 1^{er}, 5, 10, 15, 20, et 25, Solliciteur général, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977, soient déferés au Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

L'ordre de renvoi est daté du mercredi 25 février 1976.

Le président: Merci, madame. Je mets en délibération le crédit 1^{er} relevant du Solliciteur général, et j'invite le ministre à nous faire ses commentaires, s'il en a.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL
Programme d'administration

Crédit 1^{er}—Administration—Dépenses du programme—\$8,518,000

L'Hon. Warren Allmand (solliciteur général du Canada): Monsieur le président, membres du Comité, je vous ai préparé un long exposé qui vous donne les détails les plus à jour concernant les programmes et les projets du Ministère. Je vous l'ai distribué, mais ne le lirai pas. Mais si cela vous convient, je vous en lirai plutôt un sommaire.

Le président: Très bien.

M. Allmand: Le mémoire plus documenté aidera certainement les députés, car ils y trouveront tous les détails concernant les programmes et les projet effectués par le Ministère.

Le président: Si le Comité est d'accord, nous pourrions l'annexer aux délibérations d'aujourd'hui.

Des voix: D'accord.

Le président: Très bien.

M. Allmand: Dans ce cas, je lirai le résumé du mémoire.

J'aimerais profiter de l'occasion, avant que les membres du Comité commencent leur étude détaillée du budget du ministère du solliciteur général, pour vous mettre au courant des activités du Ministère durant l'année financière 1975-1976 et de ses projets pour l'année 1976-1977.

Le Budget principal des dépenses pour l'année 1976-1977, pour l'ensemble du Ministère, se chiffre à 709.9 millions de dollars, soit une augmentation de 18.9 p. 100 par rapport à celui de 1975-1976. Le nombre total d'années-hommes autorisées est de 27,767, comparativement à 27,022 pour l'année 1975-1976, soit une augmentation de 745 années-hommes ou de 2.8 p. 100.

[Text]

The Ministry of the Solicitor General occupies a strategic position in the criminal justice system. The four components of the Ministry, the RCMP, the Canadian Penitentiary Service, the National Parole Board and the Secretariat, work in concert to shape the over-all policy direction of the Ministry. Through its own operational capability and policy influence, the Ministry seeks to improve co-ordination between the many components outside the Ministry which administer criminal justice and deliver criminal justice services across Canada.

• 0945

Much of the Ministry's effort was directed to the concerns of the public for a greater measure of protection against the increase in violent crime. The problem of violent crime in Canada can be placed in perspective by reviewing statistical data for the 10-year period ending in 1974. During this period total actual Criminal Code offences for Canada have increased in absolute numbers by 132 per cent. Actual violent offences have increased by 115 per cent.

Although there has been an increase in the number of violent crimes, the proportion of violent offences to all actual Criminal Code offences has remained relatively stable over the 10-year period, that is, 9.4 per cent in 1965 and 8.7 per cent in 1974.

The reported statistics indicate that the total rate per 100,000 total population for violent crime has almost doubled over the 10-year period, with some marked individual violent offence variation. However, this should be placed in context with the fact that other Criminal Code and federal statute offences, particularly drug offences, have increased over this same period such that increases in violent crime are not disproportionate.

The statistics are based on legally defined offences reported by the police. They do not necessarily measure the true extent of violent crime in Canada, nor do they provide detail on the situational aspects of these offences. Recognizing the current limitations of the statistics, the Ministry will be conducting victimization studies over the next five years to assess more accurately the incidence, type, distribution, circumstances and effects of crime on victims.

As announced by the Minister of Justice and myself, the peace and security program consists of a broad range of legislative and administrative measures designed to afford the public greater protection against violent crime. These measures include assistance in the further development of preventive policing techniques and training; new sentencing provisions for convicted murderers and dangerous offenders; more stringent gun control; a concerted attack on organized crime by facilitating police investigation through electronic surveillance and providing for provincial inquiry commissions on organized crime; acceleration of the construction of new smaller prisons to replace the large unworkable maximum security institutions; improvement in the training of penitentiary staffs; imposition of more effective screening procedures regarding the release

[Interpretation]

Le ministère du solliciteur général occupe une charnière stratégique dans le système de justice pénale. Les quatre éléments du Ministère, la Gendarmerie royale du Canada, le Service canadien des pénitenciers, la Commission nationale des libérations conditionnelles et le Secrétariat œuvrent de concert à la formulation de l'orientation d'ensemble du Ministère. Grâce à ses possibilités opérationnelles et à l'influence de sa politique, celui-ci cherche à améliorer la coordination entre les nombreux éléments de l'extérieur qui administrent la justice pénale et offrent des services dans ce domaine partout au Canada.

Le Ministère a consacré une grande partie de ses activités au problème du crime avec violence, dont la hausse a soulevé l'inquiétude du public et l'a amené à réclamer une plus grande protection. L'examen des statistiques pour la décennie se terminant en 1974 nous permet de mieux situer ce phénomène. Le nombre réel d'infractions au Code criminel a augmenté de 132 p. 100 durant cette période, et les crimes avec violence, de 115 p. 100.

Bien que le nombre de délits avec violence ait augmenté, leur taux par rapport au nombre réel d'infractions au Code criminel est demeuré relativement stable au cours de cette décennie, soit 9.4 p. 100. en 1965, et 8.7 p. 100, en 1974.

Ces statistiques révèlent que le taux global de criminalité violente par 100,000 habitants a presque doublé durant cette décennie, et l'on constate des variations importantes au niveau du délit proprement dit. Cependant, il faut tenir compte du fait que d'autres infractions au Code criminel et aux lois fédérales, particulièrement celles qui sont reliées aux narcotiques, ont augmenté dans la même proportion que la criminalité violente durant le même laps de temps.

Ces chiffres ont été établis d'après les délits définis par la loi qu'ont rapporté les forces policières. Ils ne présentent pas nécessairement la situation réelle en ce qui a trait à la criminalité violente au Canada, et ne fournissent pas non plus de détails sur les aspects particuliers de ces infractions. Conscient des limites de ces statistiques, le Ministère effectuera des études sur la victimisation, durant les cinq prochaines années, afin de déterminer plus précisément la fréquence, le genre, la répartition, les circonstances et les effets du crime vis-à-vis les victimes.

Comme le ministre de la Justice et moi-même l'avons annoncé, le programme «Ordre et sécurité publics» est composé d'un vaste ensemble de mesures législatives et administratives visant à accorder au public une plus grande protection contre le crime avec violence. Sont compris dans ces mesures une aide pour permettre le perfectionnement des techniques policières de prévention ainsi que la formation des agents, de nouvelles normes concernant les peines imposées aux meurtriers et aux criminels dangereux, un contrôle plus sévère des armes à feu, une lutte concertée contre le crime organisé au moyen de dispositions permettant aux policiers de faire plus facilement des enquêtes par l'écoute électronique et prévoyant la mise sur pied de commissions d'enquêtes provinciales sur le crime organisé, la construction accélérée de nouvelles pri-

[Texte]

of violent offenders into society and the provision of more supervision of such offenders after release; ascertaining the real incidence and effect of violent crimes on victims; and learning more about public attitudes toward the criminal law and criminal justice administration.

Much of the Ministry's resources allocated in the 1976-77 main estimates will be used in the implementation of the peace and security measures, but in addition supplementary resources have been approved for submission to Parliament.

I wish to emphasize that the peace and security program should be considered as part of the continuing process of improving the effectiveness and responsiveness of our criminal justice system to protect the public against crime. The Ministry's efforts are also directed to other issues and problems. Continued progress is being made in the conduct of the operational responsibilities of the agencies. The reform of the criminal law in our society is an ongoing process. We are considering the views of the Law Reform Commission on criminal justice matters. Nationwide consultations are being held on proposals for new legislation affecting young offenders. The problem of the native peoples in the criminal justice system is one which the Ministry has recognized as a major concern; and several initiatives are being supported by the agencies and the Secretariat. Since responsibility for the administration of criminal justice is shared by federal, provincial and local governments, the Ministry is co-ordinating its efforts with the provinces on several matters. In the correctional field, mechanisms of joint planning and co-ordination have been established, including federal-provincial conferences on corrections, continuing committee of deputy ministers, joint regional committees, and joint task forces and working groups. In the area of law enforcement, the Ministry is examining the appropriate federal role in response to such issues as the police role in urban centres, increase in sophisticated crime, rapidly escalating costs of law enforcement, and pressure for improved productivity.

I will now present a detailed progress report on the activities of the past year and the plans for 1976-77; aside from the peace and security program, for each component of the Ministry.

• 0950

The 1976-77 budget for the Secretariat is \$8.9 million and 206 man-years. The comparison between the main estimates for 1976-77 and 1975-76 for the Secretariat is distorted by the amount provided in the 1975-76 estimates for the Fifth United Nations Congress on the Prevention of Crime and the Treatment of Offenders of \$1.318 million and 25 man-years. If these figures are subtracted from the 1975-76 estimates, the Secretariat's budget will actually be increased by \$1.6 million and 16 man-years. Most of these additional resources will be utilized by the Research and Systems Development Branch to increase its research capacity, the funding of research projects, and to strengthen

[Interprétation]

sons plus petites pour remplacer les anciens établissements à sécurité maximale difficiles à maintenir, l'amélioration de la formation du personnel des pénitenciers, l'établissement de mécanismes de sélection plus efficaces en ce qui a trait à la libération de délinquants violents et une surveillance plus étroite, une fois qu'ils sont libérés, la détermination de la fréquence et de l'effet réel des crimes violents sur les victimes et une étude plus poussée de la conception du droit criminel et de l'administration de la justice pénale chez le public.

Une bonne partie des ressources attribuées au Ministère, dans le Budget principal pour l'année 1976-1977, serviront à l'application des mesures d'ordre et de sécurité, mais des crédits supplémentaires ont été approuvés et seront soumis au Parlement.

Je désire insister sur le fait que le programme «Ordre et sécurité publics» doit être considéré comme un élément de l'activité permanente visant à améliorer l'efficacité et la faculté d'adaptation du système de justice pénale en ce qui concerne la protection du public contre la criminalité. Le Ministère concentre aussi ses efforts sur d'autres questions et problèmes. Des progrès constants sont réalisés dans l'exécution des fonctions opérationnelles permanentes des organismes. On a entrepris de réformer le droit pénal de notre société. Nous étudions les points de vue de la Commission de réforme du droit en matière de justice pénale. Des consultations se tiennent partout au pays sur les nouvelles mesures législatives proposées en ce qui a trait aux jeunes délinquants. Le Ministère a reconnu l'importance du problème des autochtones aux prises avec le régime de justice pénale, et c'est ainsi que plusieurs initiatives sont actuellement appuyées par les organismes et le Secrétariat. Comme la responsabilité de l'administration de la justice pénale est partagée entre les gouvernements fédéral, provinciaux et locaux, le Ministère coordonne avec les provinces ses activités relativement à plusieurs questions. Dans le domaine correctionnel, des mécanismes de planification et de coordination concertées ont été mis sur pied, notamment les conférences fédérales-provinciales sur les services correctionnels, le comité permanent de sous-ministres, les comités mixtes régionaux et les groupes mixtes de travail et d'étude. Au chapitre de l'application de la loi, le Ministère examine présentement la façon dont le gouvernement fédéral doit intervenir dans des questions telles que le rôle de la police dans les centres urbains, la hausse de la criminalité raffinée, l'escalade du coût des services policiers, et les pressions exercées en vue d'une meilleure productivité.

Je vais maintenant dresser un bilan plus élaboré des activités de l'année dernière et des projets pour l'année 1976-1977, pour tous les éléments du Ministère, sauf en ce qui concerne le programme «Ordre et sécurité publics».

Le budget du Secrétariat pour 1976-1977 se chiffre à \$8,900,000 et 206 années-hommes. La comparaison entre le budget principal de 1976-1977 et celui de 1975-1976, pour le Secrétariat, est faussée à cause des \$1,318,000 et des 25 années-hommes affectés, dans celui de 1975-1976, au Cinquième congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants. Si l'on soustrait ces chiffres du budget principal de 1975-1976, on constate qu'en réalité le budget du Secrétariat, pour 1976-1977, augmentera de 1.6 million et de 16 années-hommes. La majeure partie de ces ressources additionnelles seront utilisées par la Direction de la recherche et du perfectionnement des

[Text]

en its Statistics and Management Information Division; and by the Consultation Centre to increase its resources to support innovative and experimental projects, studies and workshops which may stimulate improvements within the criminal justice system.

The Fifth U.N. Congress took place in Geneva, September 1 to 12, 1975. In general, the Canadian delegation was satisfied that Canadian interests were advanced during the course of the Congress. Recommendations by the Canadian delegation for ongoing action are being followed up. These include: entering into new extradition agreements and updating agreements which already exist; continued involvement in the development of a code of police ethics providing for reciprocal enforcement of agreements under which persons are conditionally released from prison; implementation by the Canadian Penitentiary Service of the United Nations Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners.

The policy Planning and Program Evaluation Branch of the Secretariat is co-ordinating the current nation-wide consultations on the proposals for new legislation to replace the Juvenile Delinquents Act. These proposals were prepared by a committee chaired by the Deputy Solicitor General and were made public in the form of a report on September 23, 1975. The report is being used as a basis for consultation with the provinces; including law enforcement agencies and judges, and organizations and groups in the private sector that are directly involved in the juvenile justice process. It is planned to complete this consultation by May 31 of this year. Reactions to the proposals and alternatives that are being proposed will be assessed. Based on the results of this consultation, I hope to be in a position to submit recommendations to the Cabinet for government policy regarding new legislation. It is possible that a bill may be introduced in Parliament this fall or early next year.

The Branch is also engaged in two joint federal-provincial task forces which are reviewing long-term objectives in corrections and the respective federal and provincial governments' role in corrections. These studies were initiated as a result of the May 1975 federal-provincial conference of ministers responsible for corrections at which provincial ministers expressed the view that the current division of responsibility has created a duplication of facilities, resources and services.

• 0955

The Commission of Inquiry relating to public complaints, internal and grievance procedures within the RCMP, that is the Marin Commission, has completed its inquiry. I received its report on March 9 and I tabled the report in the House of Commons on March 19. The report is at present being examined by the RCMP and the Secretariat to assess the implications of and the reactions to the Commission's recommendations.

Violent crime, dangerous offenders, and victimization have high priority in the allocation of the Ministry's research funds and activity. Additional research activity is directed primarily towards studies on the causes and prevention of crime, public attitudes to the criminal justice

[Interpretation]

méthodes pour accroître ses possibilités, financer ses programmes de recherche et consolider sa division de la statistique et des systèmes intégrés de gestion; et, par le Centre de consultation, pour accroître les ressources dont il a besoin pour soutenir des études et des ateliers innovateurs et expérimentaux qui pourraient apporter des améliorations au régime de justice pénale.

Le Cinquième congrès de l'ONU a eu lieu à Genève, du 1^{er} au 12 septembre 1975. La délégation canadienne estime, dans l'ensemble, que le congrès a permis de servir les intérêts du Canada. On donne présentement suite aux mesures permanentes suggérées par la délégation canadienne, notamment l'élaboration de nouveaux accords d'extradition, la mise à jour des accords en vigueur, la participation permanente à l'élaboration d'un code de déontologie pour les policiers, la mise en application d'ententes réciproques en vue de maintenir les engagements des détenus mis en libération conditionnelle, la mise en application, par le Service canadien des pénitenciers, des règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus.

La Direction de la planification des politiques et de l'évaluation des programmes du Secrétariat coordonne présentement des consultations nationales sur les propositions visant à remplacer la Loi sur les jeunes délinquants. Ces propositions ont été élaborées par un comité présidé par le solliciteur général adjoint et rendues publiques sous la forme d'un rapport, le 23 septembre 1975. Le rapport sert actuellement de base aux consultations avec les juges et les organismes provinciaux chargés de la mise en application des lois, ainsi qu'avec les groupes et les organisations du secteur privé qui participent directement au processus judiciaire s'appliquant aux jeunes. L'étape de consultation doit se terminer, en principe, le 31 mai 1976. On évaluera les réactions aux propositions et aux solutions de rechange avancées. En fonction des résultats de cette consultation, j'espère être en mesure de recommander à mes collègues une nouvelle politique gouvernementale visant l'élaboration d'une nouvelle loi. Il est possible qu'un projet de loi soit déposé devant le Parlement d'ici l'automne ou au tout début de l'an prochain.

La Direction participe aussi à deux groupes de travail fédéraux-provinciaux qui étudient les objectifs à long terme des services correctionnels et le rôle respectif des gouvernements fédéral et provinciaux dans ce domaine. Ces études ont été amorcées par suite de la Conférence fédérale-provinciale des ministres chargés des services correctionnels, tenu en mai 1975, où les ministres provinciaux se disaient d'avis que le partage actuel des responsabilités a entraîné un double emploi d'installations, de ressources et de services.

La Commission d'enquête sur les plaintes du public, la discipline interne et le règlement des griefs au sein de la GRC, la Commission Marin, a terminé son étude. J'ai reçu son rapport le 9 mars 1976 et je l'ai déposé à la Chambre des communes le 19 mars. La GRC et le Secrétariat examinent actuellement le rapport afin d'évaluer les conséquences des recommandations de la Commission ainsi que les réactions qu'elles provoquent.

Les études sur les crimes de violence, les délinquants dangereux et la victimisation sont prioritaires en ce qui a trait à l'attribution de subventions et à l'activité du Ministère dans le domaine de la recherche. D'autres études s'intéressent aux causes de la criminalité et à la prévention

[Texte]

system, law enforcement, community and institutional corrections, and the criminal justice system.

The Consultation Centre administers a financial contributions program or a grants program, which is primarily utilized in the development and support of demonstration projects. Examples of the projects supported by the Centre are a project with the Department of Social Services in Nova Scotia to assess the value of providing alternative services rather than court action to young persons charged under the Juvenile Delinquents Act. Another example is a five-year crime prevention and diversion program involving volunteers in the Downsview Western Action Community of metropolitan Toronto. Another is a study into the needs of the London Police department in meeting the problems of family crisis intervention and developing an operation training model. Also there is a program for joint funding with the Solicitor General of Alberta for the establishment of a restitution centre to determine the efficacy of alternatives to current practice for nonviolent personal property offenders under \$500.

Other program emphasis in the fiscal year 1976-77 will include support for projects to develop appropriate ways of helping the justice system respond adequately to the special needs of native Canadians. Financial resources will also be allocated to demonstration projects in adult diversion, youth crime prevention, and criminal justice manpower training and development.

The 1976-77 gross budget for the RCMP is \$547.8 million, an increase of \$98.6 million over 1975-76. This gross increase is off-set by an increase of \$22.6 million in revenue for police services provided by the Force for a net increase of \$76 million or 21 per cent.

Over-all man-years in the RCMP will be increased by 488, an over-all increase of 3 per cent. Of this increase, 95 per cent is being devoted to performing provincial and municipal policing duties in the contract divisions with the larger increases being committed to British Columbia and the prairie provinces.

There will also be a substantial increase in resources concentrated in areas of the Force related to the fight against organized crime and the spread of illicit drugs. This increase will be brought about through a realignment of man-years at the conclusion of the Olympic Games and by a change in the Force responsibilities in the National Airport Security program, and these resources will be applied primarily in Québec, Ontario, and British Columbia.

The RCMP capital construction program will be \$23.8 million, an increase of \$6.7 million over last year. Major projects will include the construction of a new divisional headquarters building in Winnipeg, a new crime detection laboratory in Halifax and a new barrack block for recruits at Depot Division in Regina.

[Interprétation]

du crime, à l'attitude du public à l'égard du régime de justice pénale, à l'application de la loi, aux services correctionnels communautaires et institutionnels et, enfin, au régime de justice pénale proprement dit.

Le Centre de consultation administre un programme de contributions financières qui servent surtout à mettre en œuvre et à appuyer des projets pilotes. Entre autres, le Centre de consultation a accordé son appui à un projet du ministère des services sociaux de la Nouvelle-Écosse, destiné à évaluer l'adoption de solutions de rechange aux procédures judiciaires lorsque les jeunes gens sont mis en accusation en vertu de la Loi sur les jeunes délinquants. Il a en outre participé à un programme quinquennal de prévention du crime et de déjudiciarisation, en collaboration avec des bénévoles de la région de Toronto, des membres de la Downsview Western Action Community. Autre exemple: il a préparé une étude sur les besoins de la police de London en matière d'intervention dans les problèmes familiaux et de mise au point d'un modèle de formation. Enfin, il a contribué financièrement, avec le ministère du solliciteur général de l'Alberta, à l'établissement d'un centre de dédommagement chargé de déterminer l'efficacité des solutions de rechange à la pratique couramment employée pour punir les personnes qui s'en prennent, sans faire preuve de violence, à la propriété d'autrui, pour moins de \$500.

Un autre objectif du programme, pour l'année financière 1976-1977, est d'appuyer les projets visant à trouver des moyens appropriés pour répondre adéquatement aux besoins particuliers des autochtones dans le cadre du système judiciaire. On engagera en outre des ressources financières pour la mise en œuvre de projets pilotes dans le domaine de la déjudiciarisation des adultes, de la prévention du crime chez les jeunes, et de la formation et du perfectionnement de la main-d'œuvre affectée à l'application de la justice pénale.

Le budget de la Gendarmerie royale du Canada, pour l'année 1976-1977, est de 547.8 millions de dollars, soit une augmentation de 98.6 millions, par rapport à 1975-1976. De cette augmentation brute, il faut cependant déduire l'augmentation de 22.6 millions des recettes pour les services policiers fournis par la Gendarmerie; l'augmentation nette, pour l'année 1976-1977, est donc de 76 millions, soit 21 p. 100.

Le nombre total d'années-hommes de la Gendarmerie royale du Canada augmentera de 488, soit 3 p. 100. Cette hausse servira dans une proportion de 95 p. 100 à des tâches policières municipales et provinciales dans les divisions à contrat, principalement en Colombie-Britannique et dans les provinces des Prairies.

La Gendarmerie augmentera aussi de façon considérable les ressources qu'elle consacre à la lutte contre le crime organisé et le trafic des stupéfiants. Cette augmentation sera réalisée grâce à un rajustement des années-hommes, après les Jeux olympiques, et à la diminution des responsabilités de la Gendarmerie à l'égard du Programme national de sécurité aux aéroports. Ces nouvelles ressources seront principalement affectées au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique.

En 1976-1977, 23.8 millions de dollars seront consacrés au programme de construction immobilière de la GRC, soit une augmentation de 6.7 millions en comparaison du programme de 1975-1976. Parmi les projets majeurs, il y aura la construction d'un nouvel édifice du quartier général divisionnaire à Winnipeg, d'un laboratoire judiciaire de recherche à Halifax, et de nouvelles casernes pour les recrues en formation à la division du dépôt à Regina.

[Text]

The force in continuing its program of acquiring modern equipment to increase its ultimate manpower needs. Our most recent assistance to the Canadian police forces will be through the acquisition of a computerized fingerprint scanner. Plans for 1976-77 also call for the increased use of the computer to aid the specialist investigator in dealing with sophisticated crime.

• 1000

The serious problem of abuse and trafficking in drugs continues to increase in alarming dimension. It is no longer confined to illicit heroin or even marihuana. Large numbers of persons in this country are now involved with the illicit use of hashish, cocaine, speed, MDA, LSD, STP and even opium. The Force's resources in the area of drug enforcement will be utilized to control and reduce the availability of illicit drugs in Canada.

An outstanding example of joint RCMP and local force operations in drug enforcement is the Co-ordinated Law Enforcement Unit, CLEU, which was established in British Columbia in 1974. In 1975, the first full year of operation, CLEU investigators seized almost 90 pounds of heroin, worth about one million dollars on the street.

Organized and white collar crime remains one of the principal areas of emphasis for the fiscal year 1976-77. Special equipment and highly trained personnel are essential and are made available to RCMP Enforcement Sections and, in some cases, to other police departments by the National Crime Intelligence Branch and Special "I" Branch. These branches provide support in terms of expertise, Criminal Intelligence Repositories, analysis, physical surveillance and technical surveillance. International co-operation in law enforcement, particularly in the area of fraudulent activity is a necessity if we are to succeed in our attempts to stabilize multi-jurisdictional white collar and organized criminal activities. The highly specialized and complicated nature of organized and white collar crime demands the continued assignment of large numbers of highly specialized senior personnel over extended periods. To this end, extensive improvement of the qualifications of investigators and commercial crime analysts is encouraged through university and other specialized training programs.

The RCMP is preparing, in co-operation with other police agencies and the Canadian Forces, security plans to combat possible terrorism within the Olympic mileu during the summer of 1976.

The Protective Policing Directorate will be co-ordinating the implementation of personal and physical security requirements for the Habitat Conference in Vancouver starting on May 31, 1976.

Current RCMP contracts with the provinces expired on March 31, 1976. Two years ago, a new contract proposal was submitted to the provinces which suggested that for provincial agreements, the provinces should pay 60 per cent of the shared costs instead of 50 per cent. A direct costing

[Interpretation]

La Gendarmerie poursuit son programme destiné à l'acquisition de matériel moderne pour améliorer l'utilisation de la main-d'œuvre dont elle a un besoin extrême. Le prochain service que nous offrirons aux forces policières sera un nouvel explorateur dactyloscopique automatisé. On prévoit recourir davantage, en 1976-1977, à l'ordinateur pour aider l'enquêteur spécialisé à lutter contre les crimes raffinés.

Le problème de l'abus et du trafic de drogues illicites prend des proportions de plus en plus alarmantes. Il ne s'agit plus seulement d'héroïne et de marijuana, car bon nombre de citoyens prennent illégalement du haschisch, de la cocaïne, du «speed», du M.D.A., du L.S.D., du S.T.P. et même de l'opium. Dans sa lutte contre la drogue, la Gendarmerie s'efforcera de contrôler et de restreindre l'accessibilité des drogues illicites au Canada.

Un exemple frappant de la collaboration entre la GRC et les forces policières locales pour mettre un frein à la toxicomanie est la formation d'une unité mixte chargée de l'application de la loi, la Coordinated Law Enforcement Unit (CLEU). Ce corps de police a été formé au printemps de 1974 en Colombie-Britannique. En 1975, première année complète d'activité de l'unité, les enquêteurs ont saisi près de 90 livres d'héroïne d'une valeur d'environ un million de dollars sur le marché.

Le crime organisé et celui des collets blancs demeure un des principaux domaines d'intérêt pour l'année financière 1976-1977. Il est essentiel, pour les sections de la Gendarmerie royale du Canada qui s'occupent de l'application de la loi, de posséder de l'équipement spécialisé et un personnel hautement qualifié qui leur sont fournis, ainsi qu'à d'autres effectifs policiers, par la Direction nationale de renseignements sur la criminalité et par la Direction spéciale «I». L'apport de ces directions consiste en des connaissances techniques, un répertoire de renseignements sur la criminalité, des analyses et la surveillance physique et technique. La coopération internationale dans l'application de la loi, et particulièrement dans le domaine des activités frauduleuses, est essentielle si nous voulons réussir à stabiliser les crimes de collets blancs et les activités criminelles organisées qui s'étendent à plusieurs administrations. La nature extrêmement spécialisée et compliquée du crime organisé et des collets blancs exige qu'on y assigne continuellement et pour des périodes prolongées un grand nombre de cadres supérieurs très spécialisés. A cette fin, on encourage fortement les enquêteurs et les analystes chargés des infractions commerciales à accroître leur compétence à l'université et dans d'autres programmes de formation spécialisée.

La GRC est à préparer, de concert avec d'autres corps policiers et les Forces armées canadiennes, des projets de sécurité visant à lutter contre des activités terroristes possibles pendant les Jeux olympiques de 1976.

La Direction de la surveillance policière coordonnera la mise en œuvre de mesures sécuritaires nécessaires pour assurer la sécurité personnelle et physique pendant la Conférence de l'O.N.U. sur l'Habitat à Vancouver, du 31 mai au 11 juin 1976.

Les contrats actuels de la GRC avec les provinces ont expiré le 31 mars 1976. Il y a deux ans, un nouveau projet de contrat fut soumis aux provinces et l'on proposait alors, en guise de condition, que les provinces assument 60 p. 100 des frais au lieu de 50 p. 100. On a mis au point une formule

[Texte]

formula was developed which more accurately reflects the actual policing costs in each province. As the result of a meeting with all the provincial governments at which there was opposition to the new costing proposal, I was authorized to make a counter-proposal which modified the cost sharing ratio. For provincial agreements, the counter-proposal was to the effect that the provinces pay 52 per cent of the shared costs rising by 1 per cent each year. The length of the contract was to be reduced from 10 to 5 years. Our position is that even under the originally proposed 60 per cent provincial share, the contracts would confer a benefit on the provinces in that the cost to the provinces of RCMP services is less than what would be incurred by the provinces fielding their own provincial forces. The reduction from 60 per cent to 52 per cent in the initial year of the proposed new contract was in response to provincial governments' claim that the federal government should not impose a significant increase in provincial costs of law enforcement at this time.

We have not attained agreement with the provincial governments as to the terms of the new provincial and municipal police contracts for RCMP services. While the old contract expired on March 31, 1976, I have informed my provincial colleagues that

the services now provided by the RCMP will continue uninterrupted, it being clearly understood that the federal government would be unwilling to undertake any new municipal contracts until negotiations are concluded and that costs would be recovered retroactive to April 1, 1976 at the new rate.

• 1005

The main point of contention is the amount of cost reimbursement to the federal government for those RCMP policemen who do provincial and municipal policing. The contract provinces have stated that they do not wish to pay more than 50 per cent of the costs of provincial and municipal policing by the RCMP. The federal government's position on this issue is that the new federal proposal is more than fair and not negotiable.

I have also indicated that the federal government has initiated a thorough examination of its role in law enforcement and policing and that provincial authorities will be involved in this re-examination of policing arrangements. In the meantime, officials of the federal government are prepared to meet with provincial officials as soon as possible to continue discussions on a number of the technical clauses of the proposed contracts to attempt to reach an early agreement.

The gross budget for the Penitentiary Service for 1976-77 is estimated \$246.6 million, an increase of \$31.3 million, or 14.5 per cent above the 1975-76 main estimates. Total authorized man-years for the Penitentiary Service in 1976-77 are 8,410, an increase of 156 man-years or 1.9 per cent.

[Interprétation]

directe qui donne une idée plus fidèle des frais réels pour le maintien de l'ordre dans chaque province. A la suite d'une réunion avec tous les procureurs généraux provinciaux, au cours de laquelle tous se sont opposés à la nouvelle formule de partage des frais, j'ai été autorisé à soumettre une contre-proposition comportant une nouvelle répartition des frais. Aux termes des ententes provinciales, j'ai proposé que les provinces assument 52 p. 100 des frais, avec une augmentation de 1 p. 100 par année. Cette contre-proposition réduisait également la durée du contrat de 10 à 5 ans. Nous sommes d'avis que les provinces profiteraient même de la formule originale de partage, en vertu de laquelle les provinces devaient assumer 60 p. 100 des frais, puisqu'il est moins onéreux pour elles de payer les services de la GRC que de constituer leurs propres polices provinciales. Dans le nouveau projet de contrat, nous avons réduit de 60 à 52 p. 100 le pourcentage réclamé aux provinces, pour la première année, tenant ainsi compte de la prétention des gouvernements provinciaux selon laquelle le gouvernement fédéral ne devrait pas leur imposer, à ce moment-ci, un important fardeau additionnel au chapitre des frais de police.

Nous sommes toujours en pourparlers avec les gouvernements provinciaux relativement aux nouveaux contrats de services provinciaux et municipaux de police devant être assurés par la GRC. Même si les anciens contrats sont venus à échéance le 31 mars 1976, j'ai informé mes collègues provinciaux que

les services actuellement fournis par la GRC continueront à l'être après cette date, le gouvernement ne tenant absolument pas à signer de nouveaux contrats de services municipaux avant la fin des présentes négociations, et que les frais engagés depuis le 1^{er} avril 1976 par le gouvernement fédéral pour ces services devront, bien entendu, être remboursés selon le nouveau taux.

Le principal point à régler, c'est la détermination des coûts de remboursement aux autorités fédérales pour les services rendus par les policiers de la GRC en tant que policiers provinciaux et municipaux. Les provinces contractantes ont indiqué qu'elles ne veulent pas payer plus de 50 p. 100 de ces coûts. Le gouvernement fédéral est d'avis que la nouvelle proposition fédérale est des plus équitables et qu'il ne saurait être question d'offrir plus.

J'ai aussi expliqué que le gouvernement fédéral a entrepris une étude fouillée de son rôle en matière d'application de la loi et de maintien de l'ordre, et que les autorités provinciales participeront à cette révision des arrangements en matière de services policiers. Entre-temps, les autorités fédérales sont disposées à rencontrer les représentants provinciaux aussitôt que possible afin de reprendre les discussions sur un certain nombre de clauses techniques des contrats proposés et d'essayer d'en arriver bientôt à un accord.

Le budget global du Service canadien des pénitenciers, pour l'année 1976-1977, se chiffre à 246.6 millions de dollars, soit une augmentation de 31.3 millions ou 14.5 p. 100, en comparaison du budget principal de 1975-1976. Le total d'années-hommes autorisées s'élève à 8,410 au SCP, pour l'année 1976-1977, soit une hausse de 156 années-hommes ou de 1.9 p. 100.

[Text]

The delay in the construction of new institutions due to problems of obtaining approval on site selections continues to be a major problem. The Penitentiary Service has now planned to build a few institutions on existing sites and other measures have been taken to expedite the attainment of site approval.

The construction of a regional psychiatric centre in Saskatoon has started. This centre will be available for use by the provinces in the Prairies. Construction of four new smaller institutions of the type recommended by the Mohr Committee is planned to commence in 1976-77. The first new institution of this type is scheduled to open in Mission, British Columbia around July of this year.

As stated last year the living-unit concept is to improve communications between staff and inmates. In certain types of institutions this concept cannot be introduced immediately because of unsuitable facilities and difficulty of dealing with maximum-security inmates. Therefore, a team concept has been developed and introduced in a few institutions and it is planned to extend this concept in other maximum-security institutions.

A new philosophy is now being considered by the Penitentiary Service, the Parole Service and the National Parole Board which will increase the use and financial assistance of community residential centres, with the objective of making the optimum use of privately-operated residential facilities. As the security aspect will remain, a certain number of community correctional centres will always be necessary to assist certain types of inmates in their transition from institutions to society.

The ongoing security and construction improvement programs have made considerable progress. The hardware required to improve security generally and in the visiting areas has been put into operation although training of personnel on the use of all new equipment has yet to be completed. The perimeter security is still being improved and this program is expected to be completed by 1977. With improvement of security programs, the number of escapes continues to decline in security situations, by about 75 per cent in the last three years.

Since 1974 close liaison has been established with law enforcement and security and correctional agencies in Canada and the extent of the liaison is gradually increasing.

The subject of hostage taking, viewed in the context of kidnapping and abduction as defined by Section 247 of the Criminal Code, is now under study. This phenomenon is of great concern to the administration because correctional staff are constantly exposed to this hazard. Correctional staff are apprehensive of possible hostage-taking incidents in the light of the recent tragic fatality in British Columbia.

Further analysis of this situation is being conducted with a view to taking improved preventive measures to reduce the possibility of such events and to develop adequate corrective measures.

[Interpretation]

Le retard dans la construction de nouveaux établissements, qui est dû à la difficulté d'obtenir l'approbation pour le choix d'emplacements, continue d'être un problème d'envergure. Le SCP prévoit maintenant construire quelques établissements sur les terrains actuels, et il a pris d'autres mesures pour accélérer le processus d'approbation de nouveaux emplacements.

La construction d'un centre psychiatrique régional, à Saskatoon, est maintenant commencée. Les provinces des prairies y auront accès. On prévoit que les travaux de construction de quatre nouveaux établissements qui, conformément aux recommandations du comité Mohr, seront de dimensions réduites, commenceront en 1976-1977. Le premier d'entre eux est censé ouvrir ses portes à Mission, en Colombie-Britannique, vers le mois de juillet 1976.

Comme on l'a dit l'an dernier, le programme des unités résidentielles a pour but d'améliorer les communications entre le personnel et les détenus. Dans certains genres d'établissements, ce programme ne peut être appliqué immédiatement parce que les installations ne le permettent pas et, aussi, parce qu'il est difficile de traiter avec les détenus en sécurité maximale. Donc, la «notion du groupe» a été introduite dans quelques établissements et doit être étendue à d'autres établissements à sécurité maximale.

Le Service canadien des pénitenciers, le Service national des libérations conditionnelles et la Commission nationale des libérations conditionnelles envisagent d'adopter, comme nouvelle politique, d'utiliser davantage les centres résidentiels communautaires et d'en augmenter le financement, afin d'utiliser de façon optimale les installations résidentielles privées. Étant donné que l'aspect sécuritaire garde son importance, il sera nécessaire de maintenir un certain nombre de centres correctionnels communautaires afin d'aider certains genres de détenus à faire la transition des établissements à la société.

La mise en œuvre des programmes d'amélioration de la sécurité et de la construction a progressé considérablement. Le matériel nécessaire pour améliorer la sécurité, en général, et dans les salles de visite, est maintenant en service, quoiqu'on ait pas encore fini de former le personnel sur l'utilisation des nouveaux appareils. Le programme de renforcement de la sécurité du pourtour des établissements se poursuit, et devrait être terminé d'ici 1977. Avec les programmes d'amélioration de la sécurité, le nombre des évasions constatées dans les cas où la sécurité s'exerçait, a baissé d'environ 75 p. cent au cours des trois dernières années.

Depuis 1974, il existe, entre les organismes canadiens d'application de la loi, de sécurité et de correction, des liens très étroits qui ne cessent de s'accroître.

La question de la prise d'otages, envisagée dans l'optique de l'enlèvement et du rapt, tels que définis à l'article 247 du Code criminel du Canada, est présentement à l'étude. Ce phénomène préoccupe grandement l'administration, le personnel correctionnel étant constamment exposé à ce danger. Eu égard à la tragédie qui est survenue récemment en Colombie-Britannique, les employés correctionnels craignent d'être pris comme otages.

On procède à l'heure actuelle à une analyse plus poussée de la situation dans le but de prendre de meilleures mesures préventives destinées à réduire la possibilité d'événements du genre, et de mettre au point les correctifs nécessaires.

[Texte]

New organizational concepts to improve and update the industries activity are still under study. A pilot production line which will commence operation in June of this year at Joyceville Institution will simulate commercial working conditions as closely as possible. Inmates working in this project will be able to earn up to minimum wages based on work attitude and production performance. An evaluative system is being designed to determine whether such industrial organization will be beneficial to the inmates, the organization and the community. The expansion of such a concept across the service will then be considered.

The 1976-77 budget for the National Parole Board, which includes the National Parole Service, is \$23.6 million, which is an increase of \$5.3 million over last year's estimates. Total authorized man-years in 1976-77 are 938, an increase of 110 man-years, or 13.3 per cent above the authorized 1975-76 total. Sixteen additional man-years will be allocated to the National Parole Board to enable the secretariat to cope with the present workload. The National Parole Service will obtain an additional 94 man-years or an increase of 14.8 per cent. This increase will be required primarily to meet increased workload for mandatory supervision, day parole, unescorted temporary absences and increased activities of the National Parole Board following the establishment of regional divisions.

During the past year, the National Parole Board has consolidated the organization of its five regional boards and has significantly expanded its activities as a releasing authority.

Parole hearings have been extended wherever possible to include applicants for day parole. For some inmates, these hearings serve as an initial point of contact with the Board which is seen as an important element in the individual's rehabilitative program.

In the past year, the National Parole Board conducted 20,120 case reviews as compared with 18,500 in the preceding year and 15,140 in 1970. This included 6,636 applications for full parole from federal and provincial inmates and 3,776 applications for day parole. The proportion of applications for full parole granted declined over the year. In the past year, 41 per cent of such applications were granted, 35 per cent for federal cases and 49 per cent for provincial cases, as compared with 48 per cent in the previous year, 42 per cent for federal cases and 56 per cent for provincial cases.

These figures would seem to suggest, on the one hand, a greater selectivity in the decision to release inmates, offset on the other hand by a greater involvement in the treatment program for individual cases.

Criticism of the Parole Board and its decision has increased both from the media and the general public. Criticism usually followed a spectacular incident in which a person on mandatory supervision or parole has been charged. The Parole Board has taken administrative measures and legislative proposals have been introduced to

[Interprétation]

De nouveaux concepts organisationnels visant à améliorer et moderniser les activités industrielles sont toujours à l'étude. Une usine modèle, mise sur pied à l'établissement de Joyceville, commencera ses activités en juin 1976, et on tentera d'y reconstituer le plus possible les conditions de travail dans l'entreprise privée. Les détenus affectés à ce projet pourront toucher une somme pouvant aller jusqu'au salaire minimum, compte tenu de leur attitude au travail, de leur rendement et de leur production. On est à mettre au point un système d'évaluation afin de déterminer si ces travaux industriels profiteront aux détenus, à l'organisation et à la collectivité. On songera ensuite à étendre ce concept au sein du Service.

Le budget de la Commission nationale des libérations conditionnelles, y compris le Service national des libérations conditionnelles, se chiffre, pour l'année 1976-1977, à 23.6 millions de dollars, soit une augmentation de 5.3 millions par rapport au budget général de 1975-1976. Au total, 938 années-hommes sont autorisées pour 1976-1977, soit une hausse de 110 années-hommes ou de 13.3 p. 100 par rapport aux chiffres de 1975-1976. La Commission nationale des libérations conditionnelles se verra accorder seize années-hommes additionnelles pour permettre à son secrétariat de s'acquitter du travail actuel. Le Service national des libérations conditionnelles disposera de 94 années-hommes de plus, soit une augmentation de 14.8 p. 100. Cette hausse est principalement attribuable au surcroît de travail dans la surveillance obligatoire, les libérations conditionnelles de jour, les absences temporaires sans escorte et les nouvelles activités de la Commission causées par la création des divisions régionales.

Au cours de l'année qui s'achève, la Commission nationale des libérations conditionnelles a raffermi l'organisation de ses cinq commissions régionales, et elle a donné plus d'ampleur à ses activités liées à la mise en liberté.

Dans la mesure du possible, la Commission a accordé des entrevues dans les cas de demandes de libération conditionnelle de jour. Pour certains détenus, ces audiences sont la première prise de contact, avec la Commission et constituent un élément important du programme de réhabilitation de l'individu.

L'année dernière, la Commission des libérations conditionnelles a examiné 20,120 cas, par rapport à 18,500, l'année précédente, et à 15,140 en 1970. Ce chiffre comprend 6,636 demandes de libération conditionnelle totale et 3,776 demandes de libération conditionnelle de jour provenant de détenus purgeant leur peine dans des établissements fédéraux et provinciaux. Cette année, on a accordé moins de libérations conditionnelles totales. L'an dernier, 41 p. 100 des demandes avaient été approuvées, 35 p. 100 provenaient de détenus fédéraux et 49 p. 100 de détenus provinciaux, tandis que 48 p. 100 des demandes de l'année précédente étaient acceptées, 42 p. 100 de détenus fédéraux et 56 p. 100 de détenus provinciaux.

Ces chiffres semblent révéler que d'un côté, on est plus sélectif quant à la mise en liberté des détenus, mais que par ailleurs, on s'est engagé plus à fond dans le programme de traitement des cas particuliers.

La presse et le public en général semblent critiquer de plus en plus sévèrement la Commission et ses décisions. Les critiques se font actuellement entendre à la suite d'incidents spectaculaires dans lesquels sont impliqués des individus en liberté conditionnelle ou sous surveillance obligatoire. La Commission des libérations conditionnelles

[Text]

provide for more effective screening regarding the release of violent offenders.

However, part of the criticism stems from a misunderstanding of the Parole Board's role relative to a person on parole and a person on mandatory supervision. The Chairman, the Vice-Chairman and all the Board members have multiplied their efforts to interpret parole and to explain the difference between parole and mandatory supervision. These efforts will continue as there is still considerable confusion. It seems that some ground is being gained and some elements of the media are beginning to make some distinction between the two.

Recognizing that the aims and purposes of the parole system have in large measure been misunderstood by the public, the Board has been developing its over-all policy for communicating with the public and the media. The Chairman has personally contacted editorial Boards of newspapers and national networks and has appeared quite extensively on television and radio. A handbook on parole for inmates of federal institutions has been printed and distributed, and other written material of public interest has been drafted.

• 1015

Over the last 10 years with the significant increase in the use of parole, with the development of major day parole programs and with the introduction of mandatory supervision for most of the federal inmates who are not released on parole, the National Parole Service has grown from a small compact organization to an organization with 40 District Offices providing services across the country. Recognizing that there will never be enough manpower and money to provide all the services which some regard as essential to good community corrections, the National Parole Service embarked on a major managerial reorganization in late 1974 to ensure effective and efficient utilization of the limited resources given to it. The first phase of this program, to be completed in 1976, has been the development of 5 regional offices and the delegating to them of operational management responsibility. The second phase, started in early 1976, involves more intensive scrutiny of parole programs and practices by teams of regional and headquarters personnel. Leadership in this activity will be given by a new Professional Standards Review Section which will audit the quality of services provided, identify incipient and actual problems and assist in the design of staff training programs required to correct these.

Last year I mentioned that I expected to obtain approval to introduce legislation to replace the Prisons and Reformatories Act which would remove several anomalies and anachronisms contained in the present legislation and would leave provinces with wide discretion in the opera-

[Interpretation]

a pris des mesures administratives et présenté des mesures législatives en vue d'assurer une sélection plus efficace en ce qui concerne la mise en liberté des délinquants violents.

Cependant, une partie des critiques sont imputables à un manque de compréhension du rôle de la Commission à l'égard du libéré conditionnel ou de la personne assujettie à la surveillance obligatoire. Le président, le vice-président et les membres de la Commission ont multiplié les efforts pour expliquer ce qu'est la libération conditionnelle et pour établir la distinction entre libération conditionnelle et surveillance obligatoire. Ces efforts dureront tant que persistera la confusion qui règne actuellement. Nous semblons d'ailleurs gagner du terrain puisque certains éléments de la presse font maintenant cette distinction.

Consciente du fait que les objectifs à court et à long termes du régime de libération conditionnelle ont, en grande partie, été mal compris du public, la Commission a entrepris de communiquer plus efficacement avec le public et la presse. Le président est lui-même entrée en contact avec les dirigeants des journaux et des réseaux nationaux de diffusion, et il a participé à bon nombre d'émissions à la radio et à la télévision. On a imprimé et distribué un manuel traitant de la libération conditionnelle à l'intention des détenus des établissements fédéraux, et on a rédigé d'autres documents sur des sujets d'intérêt public.

Avec le recours croissant à la libération conditionnelle, l'élaboration de programmes importants de libération conditionnelle de jour, et la surveillance obligatoire à la quelle sont soumis la plupart des détenus des pénitenciers fédéraux qui ne sont pas mis en libération conditionnelle, le Service national des libérations conditionnelles est passé en dix ans, de l'organisation de peu d'envergure qu'il était à l'organisation d'aujourd'hui, qui comprend 40 bureaux régionaux et offre des services dans tout le pays. Constatant qu'il ne disposerait jamais d'assez de main-d'œuvre et de fonds pour offrir les services que d'aucuns considèrent comme essentiels pour la collectivité, le Service des libérations conditionnelles entamait vers la fin de 1974 une grande réorganisation administrative, dans le but d'assurer une utilisation efficace du peu de ressources dont il disposait. La première étape de ce programme, qui se terminera en 1976, fut de mettre sur pied cinq bureaux régionaux investis de la responsabilité des opérations administratives. La deuxième étape, amorcée au début de 1976, consiste en une étude plus approfondie, par une équipe d'agents de services régionaux et de l'Administration centrale, des programmes et des méthodes en matière de libération conditionnelle. La direction en sera assumée par la nouvelle section de l'examen des normes professionnelles, qui évaluera la qualité des services offerts, repérera les problèmes actuels et à venir, et participera à l'élaboration des programmes de formation du personnel nécessaire pour les régler.

Je mentionnais l'an dernier que je comptais obtenir l'autorisation de déposer un nouveau projet de loi pour remplacer la Loi sur les prisons et les maisons de correction, afin d'éliminer nombre d'anomalies et d'anachronismes qu'on retrouve dans la loi actuelle. La nouvelle loi accorde-

[Texte]

tion of their prison systems. I also stated my intention to introduce amendments to the Criminal Records Act to reduce the time required to process an application for a pardon and to give a greater value to the pardon in overcoming the stigma of a criminal record. Unfortunately, priority was given to the two bills relating to Peace and Security which were introduced by the Minister of Justice and myself on February 24, 1976.

However, depending on the legislative program and timetable, it may be possible to introduce the two measures mentioned during the fall session of this year.

Mr. Chairman, this concludes my statement on the current activities and plans of the Ministry. I hope it will assist members of the Committee in their review of my estimates. I will be pleased with the assistance of my officials to answer your questions on any part of the statement, as well as any questions on the Main Estimates.

Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Allmand. Before calling on Mr. Fairweather to begin the questioning, there is one small point of business which it occurs to me it might be advantageous to treat in the absence of any of the witnesses on Bill C-83. You will recall that we voted not to extend travelling expenses on a general basis, but to do it on the basis of very special circumstances. We have a request from Professor Cyril Greenland, who is to be one of our witnesses next week, that we pay his expenses and I wonder whether it would be agreeable to the members of the Committee to move that reasonable living and travelling expenses be paid to Professor Cyril Greenland who is to appear before the Committee on Friday, May 28, 1976 in connection with the Committee's study of Bill C-83.

Some hon. Members: Agreed.

M. Olivier: Est-ce que c'est le professeur qui a exprimé le désir de venir ou si c'est nous qui lui avons demandé?

The Chairman: He requested to appear.

Mrs. Holt: On what aspect?

The Chairman: I think he is probably going to appear on the penal aspects of the bill, but we do not limit his appearance to any one particular thing.

Mr. Robinson: Since he is, I believe, Director of the School of Social Work at McMaster University, he is quite involved in correctional services and also in the psychiatric aspects of correctional services as well. I would assume that he would address his remarks to those areas.

The Chairman: I assume that he will, yes. Would you be prepared to move the motion, Mr. Robinson?

Mr. Robinson: I would, indeed.

The Chairman: Agreed?

Motion agreed to.

Mr. Leggatt: On a point of order, Mr. Chairman, I, of course, support the motion and I think it is inappropriate that we make decisions as to what specific aspect of the bill any particular witness is going to testify on. If he is requested by this Committee to attend, it is my view that his reasonable travelling and living expenses should be paid if he requests them to be.

[Interprétation]

rait aux provinces une plus grande liberté d'action au sein de leur régime carcéral. Je faisais aussi part de mon intention d'apporter des modifications à la Loi sur le casier judiciaire, de façon à accélérer le processus de traitements des demandes de pardon et à attribuer une plus grande valeur au pardon pour permettre aux détenus de surmonter la tare que constitue un casier judiciaire. Nous avons plutôt accordé la priorité à deux projets de loi concernant le programme «Ordre et sécurité publics», que le ministre de la Justice et moi-même avons présentés le 24 février 1976.

Le priorités et les programmes législatifs le permettant, ces deux autres projets de loi seront déposés durant la session d'automne de cette année.

Je termine donc ainsi mon exposé des activités et des plans actuels du Ministère. J'espère que les membres du Comité le trouveront utile dans leur étude de mon budget. Je me ferai un plaisir, avec l'aide de mes fonctionnaires, de répondre aux questions que mon exposé peut avoir suscitées, ainsi qu'à toute autre question relative à notre budget général pour 1976-1977.

Merci.

Le président: Merci, monsieur Allmand. Avant de donner la parole à M. Fairweather, j'aimerais profiter de l'absence de témoins sur le bill C-83 pour résoudre une question d'affaires. Vous vous souviendrez que nous avons voté de ne pas payer des frais de voyage en général, mais uniquement dans des circonstances spéciales. Le professeur Cyril Greenland, qui va comparaître la semaine prochaine, a demandé que nous payions ses frais de voyage et je me demande si les membres du comité sont d'accord que des frais raisonnables soient versés au professeur Cyril Greenland qui doit comparaître devant le Comité le vendredi 28 mai 1976, pour témoigner sur le bill C-83.

Des voix: D'accord.

Mr. Olivier: Did the professor ask to appear or did we invite him?

Le président: Il a demandé de comparaître.

Mme Holt: A quel sujet?

Le président: Je pense qu'il va probablement parler des aspects pénaux du bill, mais nous ne limitons pas ses commentaires à un sujet particulier.

M. Robinson: Etant donné qu'il est directeur de l'École de formation des travailleurs sociaux à l'Université McMaster, il se préoccupe des services correctionnels et d'aspects psychiatriques de tels services. J'imagine que ses commentaires auront trait à ces sujets.

Le président: J'imagine que oui. Êtes-vous disposé à proposer la motion, monsieur Robinson?

M. Robinson: Bien sûr.

Le président: D'accord?

La motion est adoptée.

M. Leggatt: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. J'appuie évidemment la motion, mais je ne crois pas que nous devrions prendre de décisions quant au sujet précis dont un témoin particulier va traiter. Si le Comité lui demande de venir, à mon avis on doit lui rembourser ses dépenses raisonnables de déplacement et de logement.

[Text]

The Chairman: Thank you, Mr. Leggatt. Mr. Fairweather, you are the first questioner.

• 1020

Mr. Fairweather: Mr. Allmand, I always like people who were once M.P.s and go into the ministry because they are sensitive to frustration, but even though the Minister gave us a 17-page precis of his 53 page statement, is it possible to save the Minister's voice and our listening that in future—I asked this last year, and I suppose I will ask it perpetually—maybe a resume could be read and then we could get right on with the questioning.

Mr. Allmand: Sorry . . .

Mr. Fairweather: It is great to hear you, Mr. Allmand. I am only thinking of the process.

Mr. Allmand: So we will not forget, maybe when we schedule the estimates, the Chairman of the Committee would remind us. I can remember on one occasion when I was criticized for not making a statement, just coming here and saying I have nothing . . .

The Chairman: Perhaps in the future we can discuss in advance whether we want the Minister to make a statement. That might be useful.

Mr. Fairweather: Having said that, I have several questions. I am going backwards as usual. We discussed the Criminal Records Act last year and I am glad to see it is mentioned in the resume. Are the staff problems now solved? It was my understanding there were literally hundreds upon hundreds of files waiting for processing. Has this been settled with people's working extra hours and so on?

Mr. Allmand: You are quite correct, Mr. Fairweather, there had been a terrible backlog. We have taken measures to correct that. We have a new man in charge of the criminal records section and perhaps Mr. Genest could say what the backlog with the case situation is right now.

Mr. G. Genest (Director of Case Management, National Parole Board, Ministry of Solicitor General): I think the backlog as to our completed cases is 400 or 500, which means that we have received the complete investigation and they are ready to be submitted. We have added a lot of staff and I think the completed applications go back to the month of March.

Mr. Allmand: What was it last year?

Mr. Genest: I think it was 13 to 14 months.

Mr. Fairweather: The minister should be commended on that. I think many federal programs, if I can editorialize, are hamstrung by the fact that legislation is passed and then the files build up. I am thinking of Canada Pension Plan and so on. Harm is done to the program because of this frustration.

Mr. Allmand: The new bill by the way, Mr. Fairweather, is all ready. It is just a question of getting it into the legislative timetable and we hope we can do that in the fall.

[Interpretation]

Le président: Merci, monsieur Leggatt. Monsieur Fairweather, vous êtes le premier sur ma liste.

M. Fairweather: Monsieur Allmand, j'ai une préférence pour les anciens députés qui deviennent ministres parce qu'ils sont capables de comprendre nos frustrations. Et même si le ministre nous a fourni un précis de 17 pages sur ses 53 pages de déclaration, pourrait-il ménager sa voix et nos oreilles à l'avenir. . . J'ai posé cette question l'an passé et je suppose que je la poserai toujours car il me semble qu'il suffirait de lire un résumé ce qui nous permettrait de passer tout de suite aux questions.

M. Allmand: Je m'excuse . . .

M. Fairweather: C'était cependant magnifique de vous entendre, monsieur Allmand. Je ne discute ici que du processus.

M. Allmand: Nous y songerons, peut-être au moment du budget, le président du Comité pourra nous le rappeler. Je me souviens d'avoir été critiqué une fois pour n'avoir pas fait de déclaration, pour être venu ici en disant que je n'avais rien . . .

Le président: Peut-être qu'à l'avenir nous pourrions établir d'avance si nous voulons que le ministre nous fasse une déclaration.

M. Fairweather: Cela dit, j'ai plusieurs questions à poser. Je reviens en arrière comme d'habitude. Nous avons discuté l'an passé de la Loi sur le casier judiciaire et je suis heureux de voir qu'il est mentionné dans le résumé. Est-ce que vos problèmes de personnel supplémentaire sont réglés? J'avais cru comprendre qu'il y avait des centaines de dossiers en attente?

M. Allmand: Vous avez raison, monsieur Fairweather, nous avons eu un terrible arriéré. Nous avons pris des mesures pour corriger la situation et nous avons maintenant une nouvelle personne qui s'occupe de cette section des casiers judiciaires et peut-être que M. Genest pourra vous donner l'état de la situation maintenant.

M. G. Genest (directeur, administration des cas, Commission nationale des libérations conditionnelles, ministère du Solliciteur général): Je crois que le retard est de 400 ou 500 dans les cas où nous avons reçu l'enquête complète et qui sont prêts à être soumis. Nous avons engagé beaucoup de personnel supplémentaire et je crois que les demandes complétées qui n'ont pas été traitées remontent au mois de mars actuellement.

M. Allmand: Quelle était la situation l'an passé?

M. Genest: Je crois qu'on était 13 ou 14 mois en retard.

M. Fairweather: Le ministre doit être félicité à ce sujet. Je crois que dans le cas de beaucoup de programmes fédéraux le problème, c'est qu'une fois la loi adoptée, alors les dossiers commencent à s'accumuler. Je songe au Régime de pension du Canada etc. La frustration qui résulte de ces retards nuit à ces programmes.

M. Allmand: Le nouveau bill, en passant, monsieur Fairweather, est prêt. Il reste à obtenir son adoption sous forme de loi et nous espérons que cela se produira à l'automne.

[Texte]

Mr. Fairweather: There was one other aspect of the pardon system that many were concerned about last year and that had to do with what I might call sudden enquiries in a community of the applicant's friends and neighbours, of course, by the R.C.M.P. who are acting for the Solicitor General's branch. Many neighbours never had any indication that the individual concerned had any reason for a pardon. We were promised last year that a different arrangement would occur. I know of cases of people in my own constituency who do not wish to come forward for a pardon because they have made rehabilitation efforts and to not want the whole thing out on the table again because of inquiries—I do not want to accuse the police of insensitivity—and publicity that in the community bear no relation to the need for a pardon or the requirement for a pardon.

Mr. Allmand: The new legislation will provide that a police investigation will not be necessary as a general rule. It will be an optional thing if they feel that it is a particularly difficult case. Under the present legislation the police investigation is the general rule. So, until the new legislation is passed we still have to have that police investigation, although the comments that were mentioned last year have been conveyed to the RCMP and . . .

Mr. Fairweather: It is really not the police's fault, they have no option, but suddenly they appear on the street asking questions and nobody is . . .

• 1025

Mr. Allmand: That is right, but under the new bill, Mr. Fairweather, that will be an exceptional practice.

Mr. Fairweather: Then, if I may move to another subject. I for one regret the use of phrases like "not negotiable". I have been here long enough now to have gone through several cycles in federalism. The cycle that I remember with affection was one called "co-operative federalism", and now, positive as the Minister may wish to be about the fact that the RCMP contracts, the federal position is one thing and the province is another, but surely "not negotiable" is an unsatisfactory phrase to comment on a federal relationship.

Mr. Allmand: I wish you would also convey that thought to the provincial government. We have already . . .

Mr. Fairweather: I am conveying it to anybody who will listen.

Mr. Allmand: Yes, but Mr. Fairweather, we have already, as I pointed out in my statement, dramatically modified our original proposal. We originally asked for 60 per cent and we reduced that to 52 per cent. What do the provinces do? Instead of coming back with some kind of compromise themselves, they moved in the other direction. Whereas in the first place they were willing to accept the present cost arrangement for the municipality, they then decided afterwards they wanted to move to a position that they have never had before. We have moved on our position, and all I am saying is that we do not see how we can move any further.

Mr. Fairweather: Even that phrase is more elegant than "not negotiable". However, be that as it may.

[Interprétation]

M. Fairweather: Il y a un autre aspect de ce système du pardon, de la grâce, qui préoccupait beaucoup d'entre nous l'an passé, c'était le cas de ces enquêtes qu'on effectuait dans une communauté parmi les amis et les voisins du demandeur. Naturellement, il s'agissait d'enquêtes faites par la Gendarmerie royale du Canada au nom du solliciteur général. Ces voisins n'avaient aucune idée de la raison pour laquelle il fallait accorder la grâce à ce particulier. On nous a promis l'an passé de prendre des mesures différentes et je connais des cas, dans ma circonscription, de gens qui ne veulent pas se mettre en évidence dans des affaires de ce genre à cause de la publicité etc.

M. Allmand: La nouvelle loi dit que l'enquête de police ne sera plus obligatoire, en général. Dans le cas d'une cause particulièrement difficile, on aura le choix. En vertu de la loi actuelle l'enquête de police constitue la règle. Donc, jusqu'à ce que la nouvelle loi soit adoptée, il y aura enquête de la police, même si les commentaires présentés l'an passé ont été transmis à la Gendarmerie royale du Canada . . .

M. Fairweather: Ce n'est pas vraiment la faute de la police, car elle n'a pas le choix. Mais lorsqu'on la voit tout d'un coup apparaître et poser des questions et que personne . . .

M. Allmand: C'est exact. Mais cette situation, monsieur Fairweather, sera exceptionnelle avec notre nouveau bill.

M. Fairweather: Puis-je passer à un autre sujet: on regrette qu'il y ait eu des termes de ce genre: «Non négociables» qui aient été utilisés. J'ai siégé suffisamment longtemps comme député pour savoir qu'on a passé par toutes sortes de cycles et il y en a un dont je me souviens avec satisfaction, c'était celui qualifié de: «Fédéralisme coopératif». Il n'y a pas de doute que, même si monsieur le ministre affirme avec emphase que les contrats de la Gendarmerie royale du Canada ne sont pas négociables, on sait que la position fédérale et la position de la province sont différentes; mais qualifier ces contrats de non négociables n'est pas satisfaisant au point de vue relation fédérale.

M. Allmand: J'aurais aimé que vous fassiez comprendre cela aussi au gouvernement provincial. Nous avons déjà . . .

M. Fairweather: Je suis prêt à transmettre ce message à tous ceux qui veulent bien m'écouter.

M. Allmand: Oui, mais, monsieur Fairweather, nous avons déjà changé énormément notre proposition par rapport à ce qu'elle était au début. Au début, nous demandions 60 p. 100 et nous avons réduit nos exigences à 52 p. 100. Les provinces, au lieu de proposer aussi quelque compromis, se sont lancées dans une autre voie. Au début, elles étaient prêtes à accepter l'accord actuel sur les coûts dans le cas de la municipalité, puis elles ont décidé de se lancer dans une autre voie. Nous avons baissé nos exigences et je ne crois pas que nous puissions aller plus loin.

M. Fairweather: Et ce que vous venez de dire est plus élégant que ce terme: «Non négociables».

[Text]

I would now like to move to a little bit of—well, it really is not local, except that it is going to be built in southern New Brunswick, the medium security institution in Saint John. Has the city made the necessary clearances and are we to go ahead with this structure?

Mr. Allmand: The City Council voted in favour of having the penitentiary, but we are presently having some, or at least at last word we were having some difficulty on the price that they wanted for the land. Maybe Mr. Diguier can bring us up to date on that.

Mr. R. Diguier (Deputy Commissioner, Operational Services, Canadian Penitentiary Service): Mr. Minister, the situation there is that whereas at first we were to purchase the land, we next found out that the land was to be leased to us. Apparently there is a problem about any revenue that would be accrued going to the province versus going to the city. As a result of that, we are now involved in a lease, and a long-term lease. The point of contention was the value placed on the lease by the federal public works department and the amount asked by the city. The variance was between what we thought was a reasonable amount of \$6,700 a year versus the price quoted at \$50,000 a year. So, the thing is now hung up in the balance.

Mr. Fairweather: It is being negotiated.

Mr. Allmand: It is being negotiated.

Mr. Fairweather: I guess this really is a public work's question, then. Perhaps this is not the right place to ask these questions.

Mr. Allmand: You mean the negotiations on the cost of the land?

Mr. Fairweather: Yes. I wondered about access roads and how the new institution would tie in with municipal services.

Mr. Allmand: Mr. Diguier tells me that that is a Public Works question.

Mr. Fairweather: But the intention of the Minister is to go ahead once Public Works can handle the negotiations?

Mr. Allmand: Yes, that is right, but always keeping in view that we can negotiate a proper lease with the City of Saint John.

Mr. Fairweather: I do not know what the timing is.

The Chairman: Your time is actually just up. Make this the last question, Mr. Fairweather.

• 1030

Mr. Fairweather: All right. The computer—I have been reading that in some jurisdictions the data bank does not often receive new information quickly enough.

Mr. Allmand: Is this the RCMP's information?

Mr. Fairweather: No, I am not accusing the RCMP. I mean police computers in general, that often charges are laid on the basis of information that is not up-to-date. Now can we be sure that new information is given the computer and that the computer accepts this rapidly?

[Interpretation]

Je voudrais passer à un autre sujet, mais il ne s'agit pas d'une question locale, même si la construction doit se faire dans le sud du Nouveau-Brunswick. Est-ce que la ville de Saint-Jean a accordé les autorisations nécessaires pour construire une institution à sécurité moyenne dans cette ville?

M. Allmand: Le Conseil municipal a voté en faveur de la construction du pénitencier, mais nous avons du mal à accepter le prix demandé par la ville pour ce terrain. Peut-être que M. Diguier peut nous donner les dernières nouvelles.

M. R. Diguier (Commissaire-adjoint, Services opérationnels, Service canadien des pénitenciers): Monsieur le ministre, à l'origine nous devions acheter le terrain, puis nous nous sommes aperçus qu'on devait nous le louer. Il y a une question de revenu qui serait fournie à la province plutôt qu'à la ville. À la suite de cette situation, nous avons établi un bail à longue échéance. La question en litige, c'était la valeur du bail telle qu'établie par le ministère des Travaux publics fédéral et le montant demandé par la ville. La différence nous semblait d'un montant raisonnable de \$6,700 par an comparativement au prix établi à \$50,000 par an. Par conséquent, la question est en suspens à l'heure actuelle.

M. Fairweather: Il y a négociation.

M. Allmand: Oui.

M. Fairweather: Je suppose que cette question relève du ministère des Travaux publics et que nous n'avons pas à poser ces questions ici.

M. Allmand: Vous, vous parlez des négociations pour le prix du terrain?

M. Fairweather: Oui. Je me demande ce qu'il en est des routes d'accès et comment cette nouvelle institution va pouvoir profiter des services municipaux?

M. Allmand: M. Diguier me dit que cette question relève du ministère des Travaux publics.

M. Fairweather: Mais le ministre a l'intention d'aller de l'avant dès que le ministère des Travaux publics aura négocié?

M. Allmand: Oui, vous avez raison, mais nous devons tenir compte du fait que nous pouvons toujours négocier un bail convenable avec la ville de Saint-Jean.

M. Fairweather: Je ne sais pas ce qu'il en est avec le temps qui m'est alloué.

Le président: Vous venez de terminer. Ce sera votre dernière question, monsieur Fairweather.

M. Fairweather: Très bien. L'ordinateur—j'ai lu quelque part que dans certains endroits, la banque des données ne reçoit pas toujours assez vite les renseignements nouveaux.

M. Allmand: Est-ce que c'est un renseignement qui vient de la Gendarmerie royale du Canada?

M. Fairweather: Je n'accuse pas la Gendarmerie royale du Canada. Je parle des ordinateurs en général: on se plaint que, souvent, il y a des renseignements qui ne sont pas à jour. Comment pouvons-nous nous assurer que l'ordinateur reçoit les nouveaux renseignements?

[Texte]

Commissioner M. J. Nadon (Royal Canadian Mounted Police): Mr. Chairman, the computer will feed back the information that it has within seconds.

Mr. Fairweather: I am not worried about that. Of course it will.

Commr Nadon: Whether the information is fed in by various police departments and whether the information is exact is a question that we have to monitor. He try to encourage the police department to get their information in on time.

Mr. Allmand: In other words, the input comes from individual police forces all over the country and they could be late in putting it in and also inaccurate from time to time I suppose.

Commr Nadon: And inaccurate. We audit it from time to time.

Mr. Fairweather: So the computer information is a valuable asset, but it should not be considered as conclusive.

Commr Nadon: Well, it is as conclusive as what is put into it.

Mr. Fairweather: Well, it is not conclusive, if the records are not up-to-date, and the Commissioner has just said that depends upon the local forces.

Mr. Allmand: Our experience I guess, Mr. Commissioner would be that, in an overwhelming number of cases, we have had a few examples of where it was not.

Mr. Fairweather: I am not attacking the concept of the computer or data bank, I just hope that the system is sensitive enough so that the amended information can be fed in quickly.

Commr Nadon: There are continual amendments to the information on the computer network but it must be from the police department that supplied the information in the first instance. We are just a data bank, but there is auditing going on periodically to verify that the information is accurate, to verify that it is active and if not, then it is turned off the system.

The Chairman: Thank you, Mr. Fairweather.

The next questioner is Mr. Leggatt.

Mr. Leggatt: Thank you very much, Mr. Chairman. I think the last time the Minister was here or some time before, I asked some questions about an organization called ANACAPA Sciences Incorporated that is located in Santa Barbara, California. At that time I was not able to elicit any answers and I was hoping that perhaps your officials may now have some information.

ANACAPA Sciences is a private organization which provides training to paramilitary and police people on counter espionage and counter intelligence and the RCMP have a contract with that organization as I understand it and it is run by ex-CIA and secret service personnel in the United States. Mr. Minister, or perhaps your officials would be more appropriate to respond, to whether in fact we hold a contract with that organization.

[Interprétation]

Commissaire M. J. Nadon (Gendarmerie royale du Canada): Monsieur le président, l'ordinateur va refournir les renseignements qu'on lui a donnés en quelques secondes.

M. Fairweather: Naturellement.

Commissaire Nadon: Que ce soient les différents services de police qui fournissent les renseignements à l'ordinateur et que ces renseignements soient exacts, relève de notre surveillance. Nous poussons les services de la police à obtenir les renseignements en temps.

M. Allmand: En d'autres termes, l'apport vient des services de police du pays, il pourrait y avoir des retards et quelquefois aussi des inexactitudes, je suppose?

Commissaire Nadon: Oui, mais nous faisons des vérifications de temps à autre.

M. Fairweather: Donc, les renseignements d'ordinateurs sont fort valables, mais ils ne sont pas toujours à jour.

Commissaire Nadon: Leur valeur dépend de ce que nous y mettons.

M. Fairweather: Ce n'est pas concluant. Si les dossiers ne sont pas à jour, et le commissaire vient de nous dire que cela dépend des forces locales de police...

M. Allmand: D'après notre expérience, dans la plupart des cas, tout a bien marché, sauf rares exceptions.

M. Fairweather: Je n'attaque pas le principe des ordinateurs ou de la banque des données, mais j'espère que le système est suffisamment au point pour que les renseignements modifiés puissent y être mis.

Commissaire Nadon: Il y a continuellement des modifications qui sont faites au point de vue information dans le cadre de l'alimentation de l'ordinateur, mais c'est au service de police qui fournit les renseignements à l'origine de s'en occuper. Nous constituons une banque de données et il y a une vérification qui se fait périodiquement. Si les renseignements ne sont plus utiles, on les retire.

Le président: Merci, monsieur Fairweather.

Monsieur Leggatt.

M. Leggatt: Merci beaucoup, monsieur le président. Je crois que la dernière fois que le ministre a comparu ici, ou plus tôt, j'ai posé des questions sur l'organisation appelée *Anacapa Sciences Incorporated* qui se trouve à Santa Barbara, en Californie. A l'époque, je n'ai pu recevoir de réponse et j'espère que maintenant vos fonctionnaires pourront m'en donner.

Cette organisation est une organisation privée qui fait de l'entraînement paramilitaire et qui entraîne des forces de police au contre-espionnage et la Gendarmerie royale du Canada a conclu un contrat avec cette organisation, si je suis bien renseigné. Cette organisation est dirigée par un ancien agent du CIA et du service secret américain. Monsieur le ministre, peut-être qu'un de vos fonctionnaires pourrait me dire si en fait vous avez passé un contrat avec cette organisation.

[Text]

Mr. Allmand: I do not recall that name but maybe somebody else does.

Commr Nadon: Mr. Chairman, I have no information on that. I will check back to see if we have but I have no information that we have any contract with any ANACAPA Sciences Incorporated...

Mr. Allmand: I do not even remember it being asked.

Mr. Leggatt: I raised it but at that time there was no information. Well, I will help you a little bit by giving you some more information so that you can run it down.

The contact person for the course is Sergeant Ralph DeGroot of the RCMP, Ottawa, Canada. The contract is for a two-week trial course in intelligence analysis techniques and the course began being offered in February of 1975. It is my understanding that RCMP personnel are taking this course but I do not have any more information than that.

What I would like you to do Mr. Minister, and perhaps you, Commissioner, is check as to whether we are using this private U.S. organization to train RCMP in counter espionage or counter insurrection. Has anyone any information on this at all?

Commr Nadon: Not here, Mr. Chairman.

• 1035

Mr. Allmand: We have mostly financial people here this morning.

Mr. Leggatt: This is not a big cost item, I take it.

Commr Nadon: No, I suspect what you are talking about now that you have indicated that Sgt Ralph DeGroot is involved, is a special analyst program they have down in the States. We sent someone down to explore its value and we are now preparing our own course. I think this is what is indicated here, but I would have to verify it.

Mr. Allmand: I think we should get specific information.

Mr. Leggatt: All right. While you are getting specific information would you advise me whether any personnel of the RCMP are presently engaged, or were engaged, in this training program provided by this private U.S. corporation in California?

Mr. Allmand: All right.

Mr. Leggatt: In view of the lack of information on that, perhaps we can get on to something where the Minister can be more advised.

Your report indicated that the rate of violent crime has not gone up disproportionately to nonviolent crime, but there is no question that the total amount of crime has gone up, well above the population figures. Am I right in reading your report that way?

Mr. Allmand: Right.

Mr. Leggatt: I want to deal with the murder question and murder statistics. I also have statistics which indicate that the number of murder charges laid prior to 1962 was much lower as a percentage of criminal homicide. In other words, the number of murder charges has dramatically increased since 1962 according to the vital statistics study. If I could clarify the question, because I know it gets a little complicated when we get into statistics, the police now more often seem to lay a murder rather than a manslaughter charge. I am therefore questioning the statistics

[Interpretation]

M. Allmand: Je ne me souviens pas du nom, mais peut-être que quelqu'un d'autre s'en souvient.

Commissaire Nadon: Monsieur le président, je n'ai pas de renseignements à ce sujet. Je vais vérifier, mais je n'ai aucun renseignement indiquant que nous avons passé contrat avec *Anacapa Sciences Incorporated*.

M. Allmand: Je ne me souviens même pas qu'on ait posé la question.

M. Leggatt: Je l'ai soulevée, mais à l'époque, on n'avait pas de renseignements à ce sujet. Je vais vous donner plus de détails.

La personne à laquelle il faut demander les renseignements est naturellement le sergent Ralph DeGroot de la Gendarmerie royale à Ottawa. Il s'agit d'un contrat pour un cours d'entraînement de deux semaines en techniques d'analyse de renseignements et le cours a été offert à l'origine en février 1975. J'ai cru comprendre que le personnel de la Gendarmerie royale suivait ces cours, mais c'est tout ce que je sais.

Monsieur le ministre, ou peut-être vous, monsieur le commissaire, pourriez vérifier si nous nous servons de cet organisme privé américain pour entraîner la Gendarmerie royale au contre-espionnage ou aux mesures de contre-insurrection. Y a-t-il quelqu'un qui ait des renseignements à ce sujet?

Commissaire Nadon: Pas ici, monsieur le président.

M. Allmand: Nous avons surtout fait venir ce matin au Comité des spécialistes des questions financières.

M. Leggatt: Je suppose que le coût n'en est pas élevé.

Le Commissaire Nadon: Non, je pense que vous nous parlez de cette question où le sergent Ralph DeGroot est impliqué et il s'agit d'un programme d'analyste spécial qui se fait aux États-Unis. Nous avons envoyé un observateur pour évaluer sa valeur et nous préparons notre propre cours. Il me faudrait vérifier cette question.

M. Allmand: Je crois que nous devrions recevoir des renseignements précis.

M. Leggatt: Très bien. Tandis que vous cherchez des renseignements précis, pourriez-vous me dire s'il y a du personnel de la Gendarmerie royale qui s'occupe actuellement ou qui s'est occupé de ce programme de formation fourni par cette société privée américaine en Californie?

M. Allmand: Oui.

M. Leggatt: Vu le manque de renseignement sur cette question, peut-être pouvons-nous passer à un sujet où le ministre pourra nous donner plus de renseignements.

Votre rapport indique que le taux des crimes violents n'a pas augmenté d'une façon énorme par rapport aux crimes non violents. Il n'en reste pas moins que la totalité des crimes a fort augmenté, beaucoup plus que la population, proportionnellement. Est-ce exact?

M. Allmand: Oui.

M. Leggatt: Je voudrais donc traiter de ces données-statistiques sur les meurtres. J'ai aussi des données qui indiquent que les homicides criminels figuraient pour un pourcentage moindre dans le nombre des accusations de meurtres présentées avant 1962. Le nombre des accusations de meurtres a donc augmenté énormément depuis 1962, d'après les statistiques d'état civil. J'aimerais éclaircir cette question, car elle est compliquée et la police semble plus souvent porter une accusation de meurtre qu'une accusation d'homicide involontaire. Je mets donc en doute

[Texte]

under which you are operating, Mr. Allmand, in that those statistics are provided by all the police forces across Canada. Those statistics come from the police forces and show, more and more often, that a murder charge rather than a manslaughter charge has been laid. I am not attacking the police forces' integrity in any way, shape or form, I am sure they are doing their best in their own judgment to obtain a conviction. There may be circumstances and so on, but I am wondering if the lack of the death penalty which has been in effect since 1962, no one has hanged since 1962, whether the police in this country have been laying murder charges since the chances of conviction are better than they were when the death penalty was available as a penalty in court. Have you any comment?

Mr. Allmand: Researchers have indicated, not only in Canada but in Britain as well, that there has been an increase in murder charges laid when the death penalty has been taken away. In my remarks in the House of Commons on the opening of Bill C-83, I also pointed out that the number of people in Britain found not guilty due to insanity was much higher before the abolition of capital punishment than it was after, and obviously there were not more insane people before than there are now, there was not that dramatic change. So things like that have happened but it is hard to be very exact about it. We do not have somebody here from our research section, I do not think. Mr. Hofley is our ...

Mr. Leggatt: I might say the figures I was given indicated that of criminal homicides, murder charges composed 7 per cent prior to 1960, on that 10-year study which was done. They now compose 20 per cent of the charges laid where criminal homicide is involved.

Mr. Allmand: It is also true that manslaughters have gone down.

Mr. Leggatt: Would that not account then, to some extent, for the dramatic rise in the murder figures?

Mr. Allmand: I would hesitate to give an absolute answer because that question requires some analysis.

• 1040

Mr. Leggatt: Yes, I appreciate that.

Mr. Allmand: I would not want to mislead, but I will tell you that that is a very serious question and I think it should be put to our research division for a proper answer. I will refer that to Mr. Hofley and he will provide an answer and possibly a paper for the whole Committee on that.

Mr. Leggatt: I now want to go to another area, which is the gun control program, in terms of its costing. I am sorry that I have not had the time to analyse your estimates, Mr. Minister, as to whether there is any projection in terms of the cost program.

Perhaps you could tell us, if you have any figures on that, what sort of amounts we are going to be looking at down the road. Let us take the first year of operation, and assuming that this bill passes for gun control, what kind of costing are we looking at?

Mr. Allmand: I can check with Mr. Régimbald, but I think the gun control provisions are in the Supplementary Estimates which will be submitted in due course, Mr. Leggatt. I guess the reason for that is that while we have done studies and preliminary estimates, as I mentioned in my statement in my answer to Bill C-83, a lot will depend on the arrangements we can work out with provinces, and

[Interprétation]

les données statistiques que vous utilisez, monsieur Allmand, car elles sont fournies par toutes les forces de police du Canada. Je ne mets pas en doute l'intégrité de la police qui porte ces accusations de bonne foi. Il se peut qu'il y ait des circonstances qui justifient cette façon de prodéder, mais je me demande si le fait que nous n'avons plus la peine de mort, depuis 1962, que personne n'ait été pendu depuis 1962, n'amène pas la police à porter des accusations de meurtres parce que les possibilités actuelles de condamnation pour meurtre sont plus grandes.

M. Allmand: Les chercheurs ont indiqué que, non seulement au Canada mais en Angleterre, il y a eu plus d'accusations de meurtres de portées à partir du moment où l'on a supprimé la peine de mort. Dans mes remarques à la Chambre, lors de la présentation du Bill C-83, j'ai fait remarquer que le nombre de personnes en Angleterre reconnues non coupables pour cause d'aliénation mentale était beaucoup plus élevé avant l'abolition de la peine capitale qu'après. De toute évidence, il n'y a pas plus de personnes qui sont des aliénés mentaux avant qu'après, donc cette situation se produit. Nous n'avons pas ici d'agents de notre section de recherche. Monsieur Hofley, est-ce que ...

M. Leggatt: Je dirais que les chiffres que l'on m'a donnés indiquent que les homicides criminels, les accusations de meurtres représentaient 7 p. 100 avant 1960 dans cette étude sur dix ans qui avait été effectuée et qu'ils contiennent maintenant 20 p. 100 des accusations d'homicides criminels.

M. Allmand: Il est vrai aussi que les homicides involontaires ont diminué.

M. Leggatt: Est-ce que cela n'expliquerait pas l'augmentation énorme des chiffres de meurtres?

M. Allmand: J'hésite à donner une réponse catégorique, car il faudrait analyser la situation.

M. Leggatt: Oui, je le comprends.

M. Allmand: Je ne voudrais pas vous induire en erreur, mais je crois que la question est grave et j'aimerais que notre division de recherche fournisse une réponse convenable. Je vais transmettre la question à M. Hofley et il s'efforcera de vous donner une réponse et peut-être un document pour le Comité.

M. Leggatt: Je voudrais passer à un autre sujet, celui du coût du programme de contrôle des armes à feu. Je m'excuse de n'avoir pu analyser vos prévisions budgétaires, monsieur le ministre, pour voir s'il y a quelque chose de prévu à cet effet.

Si vous avez des chiffres, vous pourriez peut-être me dire où ils sont. Prenons la première année d'exploitation, en supposant que le bill soit adopté, qu'envisagez-vous au point de vue coûts?

M. Allmand: Je peux vérifier auprès de M. Régimbald, mais je crois que les coûts de contrôle des armes à feu se trouvent au budget supplémentaire que je soumettrai en temps et lieu, monsieur Leggatt. La raison en est que, même si nous avons fait des études des prévisions préliminaires au sujet du Bill C-83 comme je l'ai indiqué dans ma déclaration, beaucoup de facteurs dépendent des accords

[Text]

so on. There are some things that are tied down, but they will come in in the Supplementary Estimates.

Mr. Leggatt: Okay. So, you do not have any figures you are prepared to give us today?

Mr. Allmand: The licensing program is not included in these estimates.

Mr. Leggatt: I presume the cost of personnel will not be included, in any event, assuming the duties of a police officer have been expanded, but you will have man-years, I take it, assigned to the program.

Mr. Allmand: Yes, there will be man-years for the licensing officers who, as I stated, will be, we hope, for the most part not policemen, maybe retired policemen, retired army officers, and so on, who will come under the jurisdiction of the police but will not be serving police officers.

Mr. Leggatt: What about man-years for the enforcement of the law, in view of the fact that they now have the law to enforce in terms of long rifles as well as hand guns? Will there be some estimate provided of that? I know it is pretty difficult to come to some figure, but it seems to me that if we are going to look at costing we should look at that as well.

Mr. Allmand: Maybe we had better check with Mr. Régimbald.

The Chairman: This will be your last question, Mr. Leggatt.

Mr. Leggatt: Okay. I have one very brief question.

Mr. Allmand: I am told we are still looking at alternatives to try to reduce the cost as much as possible and it will depend, as I said on how much the provinces get into this.

Mr. Leggatt: Okay. One last question. Some very interesting evidence was given yesterday by Professor Price concerning the parole provisions, and he pointed out that he could not find anything in C-83 which allows a person on parole to revoke his own parole and seek re-admission to prison, when he felt that he was no longer capable of staying clean on the street.

I apologize. I tried to find it in the bill, but I cannot, to tell you whether Professor Price is right or wrong on this. However, it seems to me that he makes a very interesting recommendation to this Committee that an inmate should have the right to revoke his own parole when he is out and feels he needs to get back into an institution. And if that is not in the provisions of parole where he is on the street, I wonder if you would give some consideration to accepting that as an amendment to the bill, so that a person who has been given parole and feels the need of getting back into the institution can revoke his own parole.

Mr. Allmand: We certainly have a provision in the bill which provides that a person does not have to be put out on mandatory supervision. At the present time he does.

[Interpretation]

que nous pourrions passer avec les provinces etc. Donc ce sera au moment du budget supplémentaire qu'on pourra préciser.

M. Leggatt: D'accord. Vous n'avez donc pas de chiffres aujourd'hui?

M. Allmand: Le programme de permis ne se trouve pas dans ce budget.

M. Leggatt: Je suppose que le coût du personnel ne sera pas inclus de toute façon, en supposant que les fonctions des agents de police soient accrues, mais vous pouvez nous présenter probablement le nombre d'années-hommes alloué au programme.

M. Allmand: Oui il y aura des années-hommes allouées pour les agents qui émettront les permis et qui, comme je l'ai indiqué, seront la plupart du temps des agents de police, des agents de police à leur retraite et des militaires à la retraite. Ces agents dépendront des corps de police mais ne seront pas des agents ordinaires actifs.

M. Leggatt: Et savez-vous quelles seront les années-hommes allouées pour la mise en application de la loi dans le cas des fusils et des pistolets? Je sais qu'il est difficile de présenter des chiffres mais, si nous voulons établir des coûts, cela est nécessaire.

M. Allmand: Je vais vérifier auprès de M. Régimbald.

Le président: Ce sera votre dernière question, monsieur Leggatt.

M. Leggatt: D'accord. J'ai une question très courte à poser.

M. Allmand: On me dit qu'on envisage toujours d'autres solutions en vue de réduire les frais le plus possible, mais cela dépendra de l'application des provinces.

M. Leggatt: D'accord. Une dernière question. Le professeur Price hier nous a fourni des témoignages fort intéressants sur ces stipulations concernant la libération conditionnelle et il a fait remarquer qu'il ne trouvait rien dans le Bill C-83 qui permette à une personne libérée sous condition de révoquer sa propre libération et de demander sa réintégration dans la prison lorsqu'il se pensait incapable de continuer sa bonne conduite.

Je m'excuse, je cherche dans le bill, mais je n'ai pu trouver cela. Je ne sais pas si le professeur Price a raison. De toute façon, il me semble qu'il a présenté des recommandations très intéressantes au Comité en ce sens qu'un détenu devrait avoir le droit de révoquer sa propre libération conditionnelle lorsqu'il croit qu'il vaut mieux pour lui réintégrer l'institution. Si cette possibilité n'existe pas dans les stipulations de la libération conditionnelle actuellement, je me demande si vous ne pourriez pas songer à accepter cela maintenant à titre d'amendement au bill.

M. Allmand: Il y aura certainement une stipulation dans le bill qui dira qu'une personne n'est pas obligée de profiter de la liberté surveillée.

[Texte]

Mr. Leggatt: I am aware of that.

Mr. Allmand: And I do not know if that provision would allow it.

Mr. Maccagno, do you know of anything that would allow, under the proposed bill, a parolee to cancel his parole and go back into the institution without breaking the parole?

Mr. M. Maccagno (Member, National Parole Board): There is nothing that I know of.

Mr. Leggatt: Could I suggest to you, Mr. Minister, that you take that under advisement, because there are rare circumstances where an individual who has maybe more insight into himself than the system has wants to revoke his own parole, and I think he should be given that opportunity under the law.

The Chairman: Thank you, Mr. Leggatt. The next questioner will be Mr. Caouette.

M. Caouette (Villeneuve): Merci, monsieur le président.

J'ai seulement deux questions à poser au ministre auxquelles il lui sera assez facile de répondre. Monsieur le ministre, d'abord, je voudrais vous féliciter de nous avoir apporté la version française de votre document.

• 1045

Dans ce document, vous nous disiez les contrats de la GRC avec les provinces s'étaient terminés le 31 mars dernier. Vous disiez également que vous aviez proposé que les provinces assument 60 p. 100 des frais plutôt que 50 p. 100.

Étant donné que les procureurs généraux des provinces n'ont pas accepté, vous avez soumis une contre-proposition selon laquelle les provinces assumeraient 52 p. 100 des frais. Ma question est la suivante, monsieur le président. Est-ce que vous pourriez nous dire, monsieur le ministre, si, à la suite des nombreuses démarches que l'ex-ministre de la Justice du Québec a faites auprès de tous les députés fédéraux des deux côtés de la Chambre afin que le fédéral puisse partager les frais dans la province de Québec, il y a eu des demandes de cette province? Est-ce que vous êtes en pourparlers avec le Solliciteur général du Québec comme avec ceux des autres provinces?

Mr. Allmand: As you know, Quebec and Ontario made demands for compensation in money for what they believed they had a right to because they were not using the RCMP. They alleged that we were in fact giving subsidies to the other provinces and they wanted the equivalent of those subsidies to help their own police forces.

We rejected that demand. We said they were not subsidies. We said the other provinces were paying for their provincial policing 100 per cent, and that these were two-hatted policemen and it was a question of trying to decide what 100 per cent would be in the circumstances.

The Government of Quebec has brought that to our attention again, although there have been no discussions on the matter since before Christmas. I had a meeting in Quebec City with Mr. Lalonde and Mr. Gérard Lévesque between October and December; I cannot recall the exact date. We have not discussed it since, although they are being kept aware of the negotiations we are having with the other provinces.

[Interprétation]

M. Leggatt: Oui, je le sais.

M. Allmand: Je ne sais pas si cette stipulation permet qu'il agisse ainsi.

Monsieur Maccagno, pensez-vous qu'il y a quelque chose dans notre bill qui permette à un libéré sous condition d'annuler sa libération et de rentrer dans l'institution sans commettre d'infraction?

M. Maccagno (membre de la Commission nationale des libérations conditionnelles): Non, pas autant que je sache.

M. Leggatt: Puis-je donc proposer, monsieur le ministre, que vous examiniez cette question car, dans de rares cas, certains particuliers se connaissent mieux eux-mêmes que le système et veulent révoquer leur propre libération conditionnelle et par conséquent on devrait leur en donner la possibilité légale.

Le président: Merci, monsieur Leggatt. La prochaine personne sur ma liste est M. Caouette.

Mr. Caouette (Villeneuve): Thank you, Mr. Chairman.

I have only two questions to put to the Minister and it will be easy for him to answer. Mr. Minister, first, I would like to commend you for having given us the French version of your document.

In this document you told us that the RCMP's contracts with the provinces terminated last March 31. You also said that you had proposed that the provinces pay 60 rather than 50 per cent of the costs.

In view of the fact that the attorneys general of the provinces did not accept the proposal, you submitted a counter proposal to the effect that the provinces pay only 52 per cent of the costs. My question is therefore as follows, Mr. Chairman: could the Minister tell us whether any requests have been made by the Province of Quebec, as a result of the numerous representations made by the former Quebec minister of justice to all federal M.P.s on both sides of the House, requesting that the federal government share the costs borne by Quebec? Are you holding talks with the solicitor general of Quebec or of the other provinces?

M. Allmand: Comme vous le savez, le Québec et l'Ontario ont demandé une certaine indemnisation à laquelle elles croyaient avoir droit parce qu'elles n'utilisaient pas les services de la Gendarmerie royale. Elles prétendaient que nous accordions des subventions aux autres provinces et elles voulaient des subventions semblables pour venir en aide à leurs propres corps policiers.

Nous avons refusé cette demande. Nous avons dit qu'il ne s'agissait pas de subventions, que les autres provinces payaient 100 p. 100 des coûts de leurs corps policiers provinciaux, qu'il s'agissait donc de policiers à double responsabilité et qu'il fallait donc décider quel montant constituerait 100 p. 100 des coûts.

Le gouvernement du Québec nous l'a signalé encore une fois et on n'en a pas discuté depuis Noël dernier. Nous avons rencontré M. Lalonde et M. Gérard Lévesque à Québec entre octobre et décembre derniers mais je ne me souviens pas de la date précise. Nous n'en avons pas discuté depuis l'année dernière mais on les a tenus au courant de nos négociations avec les autres provinces.

[Text]

M. Caouette (Villeneuve): Merci, monsieur le président. Ma dernière question va être celle-ci. Il arrive assez rarement que l'Opposition félicite un ministre d'un rapport qu'il nous donne. Aujourd'hui, je me sens obligé de féliciter le ministre en ce qui concerne une partie de son rapport. Voici ce qu'on peut lire dans son texte:

Des nouveaux concepts organisationnels visant à améliorer et moderniser les activités industrielles sont toujours à l'étude.

Ici, monsieur le président, je crois que ce que le ministre nous a dit est très important. Je le félicite de s'occuper assez activement de ce domaine. En effet, certains détenus ne sont pas nécessairement des criminels endurcis; c'est par manque d'argent qu'ils ont commis des crimes. Je vois que le gouvernement veut travailler en vue de permettre à ces criminels, quand ils reprendront leur liberté, d'avoir en leur possession un peu d'argent qu'ils auront gagné par le travail accompli durant la peine qu'ils auront à purger.

J'aimerais ici demander au ministre s'il pourrait élaborer un peu plus à ce sujet. Qu'est-ce qu'il entend faire pour aider ces gens à se réhabiliter et à sortir de là, sans avoir l'idée de commettre un autre crime, et avec quelque chose dans leurs poches, ce qui leur permettra de vivre honnêtement dans la société.

M. Allmand: Dans le texte, j'ai mentionné le projet de Joyceville en Ontario. Donc, à Joyceville, il y aura une industrie dans les prisons où nous paierons le salaire minimum selon le Code canadien du travail. Mais je dois dire que nous avons aussi des camps forestiers, par exemple, où les détenus travaillent pour les compagnies privées au salaire normal. M. Diguier pourrait peut-être nous décrire ces genres de projets parce qu'il en est responsable.

M. Diguier (sous-commissaire (Services opérationnels)): Monsieur le président, il y a toujours eu des industries dans les pénitenciers. Nous avons plusieurs programmes; le programme qui est mentionné dans le texte est particulièrement intéressant parce qu'il nous permettrait de payer aux détenus un salaire qui pourrait atteindre le salaire minimum. Jusqu'à maintenant le salaire des détenus a été d'environ \$6 ou \$7 par semaine. Quand on considère ses dépenses et ce qu'il doit épargner, à sa sortie de prison le détenu n'a presque rien. C'est pour remédier à cette situation qu'on leur permettrait de travailler pour accroître leur montant d'argent.

Comme le ministre l'a dit, il existe pour cela plusieurs programmes, dont les camps forestiers, ainsi que des programmes mis sur pied par des entreprises privées, et où les détenus peuvent avoir des salaires normaux.

Il y a, à présent, de 20 à 25 p. 100 des détenus au moins qui travaillent dans les industries des pénitenciers.

• 1050

M. Caouette (Villeneuve): Auriez-vous des statistiques qui donneraient des renseignements au sujet de prisonniers qui auraient commis un crime après leur libération, et qui avaient un certain montant d'argent en recouvrant la liberté?

M. Diguier: Monsieur le président, il y a des études qui ont été faites dans ce domaine, dont celle publiée par le Dr Irwin Waller qui a démontré que le taux de récidivisme dépend de la durée qui s'écoule après la sortie du pénitencier, et cela est relié très étroitement au montant d'argent.

[Interpretation]

Mr. Caouette (Villeneuve): Thank you, Mr. Chairman. My last question is as follows. It is quite rare for the opposition to congratulate a minister on a report that he submits. Today, however, I am forced to congratulate the Minister for one part of his report. It contains the following words:

New organizational concepts aimed at improving and modernizing industrial activities are now being studied.

Mr. Chairman, I believe that this statement by the Minister is very important. I congratulate him for taking such an active interest in this field. Indeed, some inmates are not necessarily hardened criminals; they have committed crimes because they had no money. I see that the government is attempting to enable these criminals, when they leave prison, to have in their possession some money that they will have earned while serving their sentences.

I would therefore like to ask the Minister whether he could give us more details on this topic. What does he intend to do in order to help these people rehabilitate themselves so that, when they leave prison, they will not consider committing new crimes and so that they can have some money in their pockets enabling them to live honestly in society.

Mr. Allmand: In my statement, I mentioned the project at Joyceville in Ontario. The Joyceville project will involve types of industry in the prisons, and we will pay the minimum wage, in accordance with the Canadian Labour Code. But I can also say that we do have logging camps where inmates work for private companies at regular wages. Mr. Diguier might wish to describe some of the projects because they are his responsibility.

Mr. Diguier (Deputy Commissioner, Operational Services): Mr. Chairman, there have always been industries in the penitentiaries. We have several programs; the program mentioned in the statement is especially interesting because it would enable us to pay inmates wages up to the minimum wage. Until now inmates' wages have been about \$6 or \$7 a week. Taking into account his expenses and what he can save, the inmate has almost nothing when he leaves prison. It is in order to remedy the situation that we would allow him to work in order to increase the amount he can save.

At the Minister stated, there are several programs in logging camps and others in private enterprises where inmates can earn normal salaries.

At present, at least 20 to 25 per cent of inmates work in the penitentiary industries.

Mr. Caouette (Villeneuve): Do you have any statistics on prisoners who have committed crimes after their release and those who had some money saved up when they left prison?

Mr. Diguier: Mr. Chairman, studies have been done in this field, among them one published by Dr. Irwin Waller, showing that the rate of recidivism depends on the time lapse following release from prison and that it is very closely related to the amount of money.

[Terte]

Malheureusement je ne peux pas répondre exactement à votre question, sauf pour vous dire qu'à propos du projet de Joyceville qui débute cet été on a à notre disposition une méthode d'évaluation qui nous permettra exactement de savoir cela.

M. Caouette (Villeneuve): Monsieur le président si j'ai porté une attention particulière à ce paragraphe dans le discours du ministre, c'est que dans mon comté, des gens qui travaillent dans le Grand Nord où le gouvernement fédéral exploite une mine m'ont suggéré: «Pourquoi le gouvernement n'utiliserait-il pas des condamnés qui restent sans rien faire dans l'attente de leur mise en liberté?» Je demanderais au ministre de voir si c'est une chose réalisable dans l'avenir. Ces gens pourraient peut-être aller faire un séjour dans les industries minières du Grand Nord canadien d'où il est difficile de s'échapper.

M. Allmand: Si je comprends bien, il s'agit de propositions pour le Québec principalement, n'est-ce pas?

M. Diguier: Surtout au Québec; parce que dans le Québec nous n'avons pas de camps forestiers ni d'entreprises de ce genre-là.

Mais l'éternel problème, c'est qu'il n'y a pas de détenus désireux de se prêter à ce genre d'expérience. Nous avons même dû fermer la ferme que nous avions au Québec, parce que les détenus ne voulaient pas y travailler.

M. Caouette (Villeneuve): Merci.

Merci monsieur le président

Le président: Merci monsieur Caouette.

Mr. Fox.

Mr. Fox: Thank you, Mr. Chairman. Through you, Mr. Chairman, I would like to ask a few questions of the Commissioner of the RCMP. Most of them arise out of allegations or insinuations—I am not sure which word would be the proper one—which have been made in the House of Commons over the past few weeks, particularly in connection with the RCMP. Since I do not have that such time at my disposal—we are adjourning at eleven o'clock—perhaps I could just put the question of about four parts and maybe the Commissioner could respond.

There have been some allegations in the House over the past few weeks concerning political interference with the work of the force, and I would like to have the Commissioner's comments on that. There have also been some allegations as to lack of supervision within the RCMP and there have also been allegations as to the state of morale in the RCMP.

The fourth part of the question I would like to put to the Commissioner is that my understanding as far as the Sky Shop's investigation is concerned, is that it was initiated by the RCMP eight or nine months before the matter was raised in the House of Commons. I would like to know from the Commissioner what effect, if any, did the questions put in the House of Commons by a member of the Opposition have on this investigation?

They would be the four questions I would like to put to the Commissioner.

Commr. Nadon: Mr. Chairman, I recently had an interview by the media in which these questions did come up, and I said very straightforwardly that since I have been Commissioner of the RCMP there has been no interference by the present government in any of the investigations that have been carried on directly. I said also that indirectly there may have been because of questions which have

[Interprétation]

Unfortunately I cannot give you a precise answer, except to say that for the Joyceville project which begins this summer, we have set up an evaluation system which will enable us to obtain such information.

Mr. Caouette (Villeneuve): Mr. Chairman, the reason why I brought this particular topic to the Minister's attention is that in my riding, there are people who work in the far North at a mine run by the federal government, and several people have suggested to me that the federal government should make use of inmates who remain in prison doing nothing and waiting to be released. I would like to ask the Minister whether that would be possible. These people might spend some time working in the mining industries in the far North where it is difficult to escape.

Mr. Allmand: If I understand you clearly, this would be mainly in Quebec, would it not?

Mr. Diguier: Especially in Quebec; because in that region, we have no logging camps or other such industries.

But the eternal problem is that no inmates want to have such an experience. We even had to close down a farm that we had in Quebec because the inmates did not want to work on it.

Mr. Caouette (Villeneuve): Thank you.

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Caouette.

Monsieur Fox.

M. Fox: Merci, monsieur le président. J'aimerais poser quelques questions au commissaire de la Gendarmerie royale. La plupart découlent d'accusations ou d'insinuations (je ne sais pas quel est le mot juste) proférées à la Chambre des communes depuis quelques semaines, surtout en ce qui concerne la Gendarmerie royale. Nous levons la séance à 11 h 00 et il ne me reste pas beaucoup de temps; je vais donc poser ma question en 4 parties et le commissaire pourra y répondre.

Depuis quelques semaines, on fait des accusations à la Chambre ayant trait à l'ingérence politique dans le travail de la GRC, mais je voudrais entendre les commentaires du commissaire à ce sujet. On a également porté des accusations quant au manque de contrôle au sein de la Gendarmerie royale et d'autres ayant trait au moral de cet organisme.

La quatrième partie de ma question a trait à l'enquête *Sky Shops*; selon l'accusation, cette enquête a été entamée par la Gendarmerie royale 8 ou 9 mois avant que cette question soit soulevée à la Chambre des communes. Quelles ont été les répercussions sur l'enquête, le cas échéant, des questions posées à la Chambre des communes par un membre de l'Opposition?

Voilà les 4 questions que je voudrais poser au commissaire.

Commr. Nadon: Monsieur le président, j'ai récemment rencontré les média et je leur ai dit fort franchement que depuis que j'étais commissaire de la Gendarmerie royale, le gouvernement n'était pas intervenu directement dans mes enquêtes. J'ai dit qu'indirectement, du fait des questions posées à la Chambre, nous avons peut-être été obligés de prendre certaines mesures que nous n'étions pas prêts à

[Text]

come up in the House, in that it has forced us to take certain actions we were not ready to take at the time. We have been accused of being both an arm of the government on the one hand, and on the other we have been accused of trying to defeat the government. I said that we were not interfered with by the government, nor did we target any particular individuals or groups. We investigated crimes brought to our attention, and only the crimes.

As far as the force's being out of control, I personally am satisfied that it is not. There is a division of responsibility as to the administration and the operations of the force. I have my responsibility under the direction of the Minister. We are responsible to the AGs of the provinces where we are under contract. We are monitored by the courts, by the news media and by the municipal councils where we are under contracts. So I think there is presently control over us, and I think we have control over the members of the force.

The morale in the force. A report by our personnel department is submitted twice every year. The report was just submitted in March of this year, and other than minor issues of allowances, leave privileges, transfer expenses, regional problems of rents and purchases of properties, there are no serious morale problems in the force.

Mr. Fox: How would you consider the morale of the force at the moment?

Commr Nadon: I would say it is very good. This comes from our personnel officers in the field as well as from our division staff relations representatives, who are elected by the men. We meet them twice a year. We met them again in Regina recently and according to them the morale of the force is excellent.

Mr. Allmand: Mr. Commissioner, Mr. Fox asked you when the Sky Shops investigation began. I have been asked that in the House several times, and I have said that the RCMP had that investigation under way well before the matter was raised in the House. However, it does not seem to have penetrated a lot of people; they seem to think you started the investigation only after the questions were raised in the House by the member for Central Nova.

Commr Nadon: The Sky Shops investigation is an offshoot of the Hamilton dredging case. It dates back to the early stages of the Hamilton dredging case, and therefore it is approximately a year or a year and a half ago that it first came to our attention. We started the investigations at the time, and the investigations were under way when these revelations were made in the House of Commons. So it was not a revelation to us—it was well under way. It forced us into taking search action that we were not ready to take when it hit the news media. We immediately got our search warrants and went ahead because of the fact that it hit the headlines in the press. Otherwise, it would have followed the normal course of events.

Mr. Fox: Did it in any way then impede your investigation or force you to change your attack or to do things that you would have preferred to have done at a later stage to perhaps have a more complete investigation.

• 1100

Commr Nadon: Well, I think we would have been better prepared for our searches had we taken it in the normal course of events.

[Interpretation]

prendre à cette époque. On nous a accusés d'être au service du gouvernement d'une part, et d'autre part d'aller à l'encontre de celui-ci. Je dis que le gouvernement n'est pas intervenu dans nos affaires et que nous ne visions ni des particuliers ni des groupes. On a fait enquête sur des crimes portés à notre attention, sur les crimes eux-mêmes.

Quant à la question de savoir si nous avons nos forces policières bien en mains, je prétends que oui; je relève directement du ministre; nous sommes responsables auprès des auditeurs généraux des provinces lorsque nous avons passé des contrats avec celles-ci. Les tribunaux nous surveillent, les média, les conseils municipaux lorsque nous avons passé des contrats. Je crois qu'on nous surveille bien et que nous contrôlons les membres de notre service.

Quant à parler du moral de nos agents de police: deux fois par an, leur service du personnel nous soumet un rapport. Le dernier est celui de mars dernier et, en dehors de questions sans gravité comme les indemnités, les congés, les privilèges, les dépenses de transfert, les problèmes régionaux de loyers et d'achats de propriétés, nous n'avons rencontré aucun problème moral sérieux.

M. Fox: Comment qualifieriez-vous le moral de votre service?

Commr. Nadon: Je dirais que le moral est très bon, d'après l'avis de nos agents locaux et les élus de nos agents de police. Cela indique que le moral est excellent. Nous les rencontrons deux fois par an et nous les avons rencontrés récemment à Regina.

M. Allmand: Monsieur le commissaire, M. Fox vous a demandé quand avait débuté l'enquête *Sky Shops*. On m'a posé la question bien souvent en Chambre et j'ai indiqué que la Gendarmerie royale du Canada avait commencé son enquête bien avant que la question soit soulevée en Chambre. Toutefois, il semble que bien des gens ne sont pas encore convaincus qu'il en est ainsi. Ils pensent que nous avons commencé notre enquête après que les questions aient été posées en Chambre par le député de Central Nova.

Commr. Nadon: L'enquête sur les *Sky Shops* découle de l'enquête sur le dragage à Hamilton. Au début, dans cette dernière cause, c'est-à-dire il y a un an ou un an et demi, lorsque la question fut portée à notre attention, nous nous sommes lancés dans cette enquête et elle était en cours lorsque ces révélations ont été faites à la Chambre des communes. Donc, pour nous, il n'y avait pas de révélation. Les questions posées à la Chambre nous ont obligés à prendre des mesures d'enquête que nous n'étions pas prêts à prendre si tôt. Nous avons donc obtenu immédiatement nos mandats de perquisition, lorsque la presse s'est saisie de l'affaire. Autrement, l'enquête aurait suivi le cours normal.

M. Fox: Est-ce que ces questions vous ont gênés dans vos enquêtes ou vous ont obligés à changer votre stratégie, vous ont obligés à prendre des mesures que vous vouliez prendre plus tard.

Commr. Nadon: Je pense que nous aurions été mieux préparés dans nos enquêtes si celles-ci avaient suivi leur cours normal.

[Texte]

Mr. Fox: Fine.

The Chairman: Thank you, Mr. Fox. You were finished?

Mr. Fox: Yes, thank you very much.

The Chairman: This is the time of adjournment but we have just one opposition questioner left, Mr. Hnatyshyn. I wonder if, perhaps, it might be agreeable to take Mr. Hnatyshyn's questions and we could finish with the Solicitor General at that point.

Mr. Olivier: I have some questions too.

The Chairman: I realize there are a number of government members...

Mr. Landers: Mr. Chairman, is he going to come back? We might not be given any better chance to question him.

The Chairman: No, he is not scheduled to come back and it is the opposition's turn for questions. We can take only one more.

Mr. Allmand: I am willing. I am willing.

Mr. Hnatyshyn: If we could have a bit and maybe some of us could put our questions in a rather brief way.

Mr. Fox: It seems to me that if the Solicitor General is going to come back we may as well keep our schedule with the rest of the witnesses.

The Chairman: He is not coming back on the estimates unless we arrange to have him come back. We could do that.

Mr. Hnatyshyn: Well, I do not think the other witnesses would mind if we had a few minutes on both sides.

Mr. Allmand: I would not object.

The Chairman: All right. Keep in mind that we have two more sets of witnesses this morning, one at 11 o'clock and one at 12 o'clock, on Bill C-83.

Mr. Fairweather: Who are—I am sorry my memory is blank—are they gun...

The Chairman: The Shooting Federation of Canada and the Responsible Alberta Gun Owners.

Mr. Landers: Mr. Chairman, on a point of order. The last time or one time the Solicitor General was here—I do not know if you were Chairman or not—I did not get an opportunity to question him either and I am just wondering if this is the one and only time he is going to be here?

Mr. Hnatyshyn: No, we are going to try to get both sides in in a reasonable period of time. I think that was the intention.

Mr. Landers: Mr. Chairman, why were people not limited to five minutes so that we would all have an opportunity?

The Chairman: Because the rules of the Committee provide for 10 minutes, Mr. Landers.

Mr. Landers: Well, could not the Solicitor General come back then? That is all I am saying.

[Interprétation]

M. Fox: Très bien.

Le président: Merci, monsieur Fox. Avez-vous terminé?

M. Fox: Oui, merci beaucoup.

Le président: Il est temps d'ajourner, mais il reste un «questionneur» du côté de l'opposition, M. Hnatyshyn. Je me demande si nous sommes prêts à entendre ses questions; nous pourrions ainsi terminer l'étude du cas du Solliciteur général.

M. Oliver: J'ai aussi des questions à poser.

Le président: Je comprends qu'il y a un certain nombre de députés gouvernementaux...

M. Landers: Monsieur le président, le Solliciteur général va-t-il revenir? Peut-être que nous n'aurons plus la possibilité de lui poser des questions.

Le président: Non, il ne doit pas revenir et c'est le moment de donner la parole à l'opposition. Nous n'avons le temps que d'entendre une personne.

M. Allmand: Je suis prêt.

M. Hnatyshyn: Si vous permettez que certains d'entre nous puissent poser leurs questions rapidement.

M. Fox: Il me semble que si le Solliciteur général revenait, nous pourrions respecter l'horaire prévu pour le reste des témoins.

Le président: Mais il ne revient pas pour le budget à moins que nous nous arrangions pour qu'il revienne; nous pourrions procéder ainsi.

M. Hnatyshyn: Je ne pense pas que les autres témoins seraient mécontents que nous prenions quelques minutes des deux côtés.

M. Allmand: Je n'ai pas d'objection.

Le président: Très bien, mais n'oubliez pas que nous avons deux autres séries de témoins à entendre ce matin à 11 h 00 et à 12 h 00 au sujet du Bill C-83.

M. Fairweather: Qui sont; je m'excuse je ne m'en souviens plus—S'agit-il de...

Le président: La Fédération de tir du Canada et la Responsible Alberta Gun Owners.

M. Landers: Monsieur le président, j'invoque le Règlement: la dernière fois ou un jour où le Solliciteur général était ici, je ne sais pas si c'était vous qui étiez président, mais on ne m'avait pas permis de lui poser de questions non plus et je me demandais si c'est la seule fois où il sera présent?

M. Hnatyshyn: Non, nous allons essayer de donner la parole aux deux côtés dans une limite de temps raisonnable.

M. Landers: Monsieur le président, pourquoi n'a-t-on pas limité à cinq minutes le temps de parole et ainsi nous aurions tous pu parler?

Le président: Parce que le règlement du Comité prévoit dix minutes, monsieur Landers.

M. Landers: Est-ce que le Solliciteur général ne pourrait pas revenir?

[Text]

M. Olivier: Monsieur le président, je tiens absolument à ce que le Solliciteur général du Canada et le commissaire reviennent témoigner, parce que je veux savoir ce que fait la GRC et voir ce que c'est les augmentations qui apparaissent ici. Je trouve qu'on augmente beaucoup trop les sommes d'argent destinées à la GRC.

M. Marceau: C'est justement une question que je voulais poser.

The Chairman: Well, if the Committee is agreed to ask the Solicitor General to come back, I am sure he will be willing to return.

Mr. Hnatyshyn: Well, he is here now and if he is prepared to stay we might as well ask him a few questions.

The Chairman: The only problem, Mr. Hnatyshyn, is that the Committee seems to be disposed to ask him a lot of questions rather than a few.

Mr. Hnatyshyn: Well, I am not going to ask about that.

Mr. Poulin: Mr. Chairman, we could go on for a period of time and then hear the other witnesses scheduled later. The Minister is here and so are his officials. Mr. Hnatyshyn could go and maybe the two on our side until 11.30 a.m.

The Chairman: Shall we continue to 11.30 a.m. then. Is that agreeable?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: It is agreed that we continue until 11.30 a.m. Mr. Hnatyshyn.

Mr. Hnatyshyn: Mr. Chairman, I want to put a few questions with respect to a few matters. One has been raised and I feel rather embarrassed for the Commissioner who has to answer these sort of questions related to politics. But on the other hand I would like to ask the Minister, himself, to answer a few questions about what occurred this morning. I am sure he will want to take the first opportunity to deny the story which was in the press. He is alleged to have made an intervention on behalf of the Minister of the Environment with respect to the National Parole Board in connection with the leaving the scene of an accident charge. The story is out this morning and I am sure it is not right but I would like the Solicitor General to confirm that he, in fact, did not intervene on behalf of the Minister with respect to the National Parole Board with respect to that particular conviction of the Minister.

Mr. Allmand: What happened is the following. The Minister of the Environment at one stage approached me and asked if the Parole Board through their remission service could do anything about the suspension of licences and so on with respect to the conviction he had from the court. If so, he wanted to know what the criteria were, how you apply for it and so on. As a result of his request, I went to the Chairman of the Parole Board and asked, can you do this and what are the criteria? The Chairman of the Parole Board told me what the criteria were, how an application should be made and so on. I passed that on to the Minister of the Environment and that is the last I heard of it until this morning. I understand that he, in fact, did apply to the Parole Board for a remission of some kind, that would have been decided by the Board, itself. I was not involved in the decision. I did not even know that he had applied after I had handed him the information on the criteria. If he was to get his licence back, not only would a decision have to be made by the Parole Board but also by the Government of Ontario—the licensing section.

[Interpretation]

Mr. Olivier: Mr. Chairman, I request that the Solicitor General of Canada and the Commissioner come back as witnesses because I would like to know what the RCMP is doing to explain the increase which we see here. I think their Estimates have been increased too much.

Mr. Marceau: It is just the question I wanted to ask.

Le président: Si le Comité est d'accord, nous demandons au Solliciteur général de revenir et je suis sûr qu'il acceptera.

M. Hnatyshyn: Il est-ici pour l'instant et, s'il est prêt à rester, nous pourrions lui poser quelques questions.

Le président: Le seul problème, monsieur Hnatyshyn, c'est que notre Comité semble plutôt prêt à lui poser beaucoup de questions que très peu.

M. Hnatyshyn: Je ne poserai pas de question à ce sujet.

M. Poulin: Monsieur le président, nous pourrions continuer un certain temps, puis entendre les témoins prévus un peu plus tard. Le ministre est ici avec ses fonctionnaires et on pourrait donner la parole à M. Hnatyshyn puis peut-être à deux membres de l'opposition jusqu'à 11 h 30.

Le président: Allons-nous prolonger la séance jusqu'à 11 h 30?

Des voix: D'accord.

Le président: Nous sommes d'accord. Monsieur Hnatyshyn, vous avez la parole.

M. Hnatyshyn: Monsieur le président, je voudrais poser quelques questions dont l'une a déjà été soulevée et cela m'embarrasse d'obliger le commissaire à répondre à des questions qui se rapportent à la politique. Mais d'autre part, je voudrais poser des questions au ministre au sujet de ce qui s'est produit ce matin. Je suis sûr qu'il est prêt à réfuter cette histoire qu'on pouvait lire dans les journaux: on prétend qu'il est intervenu au nom du ministre de l'Environnement auprès de la Commission nationale des libérations conditionnelles dans une cause de délit de fuite. Je suis sûr que le Solliciteur général voudra me confirmer qu'en fait il n'est pas intervenu au nom du ministre dans cette cause.

M. Allmand: Voici ce qui s'est produit: le ministre de l'Environnement m'a demandé à un moment donné si la Commission nationale des libérations conditionnelles, par l'intermédiaire de son service de réduction de peines, pouvait s'occuper de la question de la suspension des permis etc. à la suite d'une condamnation par le tribunal. Et dans ce cas, il voulait connaître les normes, les critères, où il fallait faire la demande etc. A la suite de sa demande, je me suis rendu auprès du président de la Commission nationale des libérations conditionnelles et je lui ai demandé s'il pouvait le faire et quels étaient les critères? Le président m'a indiqué ces critères et comment présenter une demande en ce sens etc. J'ai transmis ces renseignements au ministre de l'Environnement et c'est tout ce que je sais jusqu'ici. Je crois comprendre qu'il a en fait présenté sa demande auprès de la Commission nationale des libérations conditionnelles pour obtenir une réduction de peine. De toute façon c'est à la Commission de décider. Je n'ai rien eu à faire dans cette décision. Je ne savais même pas qu'il avait fait sa demande après avoir reçu mes renseignements sur les critères. Si on devait lui rendre son permis, il

[Texte]

• 1105

I never make representations. Members of Parliament often write me about their constituents—making representations for parole—all I ever do is just pass them on to the Parole Board. I do not favour them, I do not criticize them, I just pass them on to the chairman.

Mr. Hnatyshyn: The part I would like to get your specific denial on—which I think is an important element in this story—is that the spokesman for the National Parole Board indicated “as a result of representations made by the Solicitor General”. I want the record to be quite clear, can the Solicitor General give us an unequivocal statement that his intervention had nothing to do whatsoever . . .

Mr. Allmand: No, nothing at all.

Mr. Hnatyshyn: . . . with the suspension of the prohibition against driving of the Minister of the Environment? I think it is an appropriate time for him now to state that, so that there will be no question of this.

Mr. Allmand: I can state that absolutely. What I did do is exactly what I said: I asked the Chairman of the National Parole Board, “What are the criteria and what must the Minister or anyone else do who was in this situation.” He put that in a memo and I passed that on to the Minister of the Environment. I said, “If you want to apply, it is up to you.” And I also said, “I had no knowledge on whether or not you will be successful and I cannot intervene in any way in this matter.”

Mr. Hnatyshyn: Does the Minister not think it might have been more appropriate to simply—as Solicitor General, with particular responsibility over the National Parole Board—have the Minister of the Environment make his representations directly to the board rather than have any suggestion whatsoever that the Minister had a personal interest with respect to this particular application? It is apparent from the Minister's response that he identified the Minister of the Environment and the inquiries were made with respect to that particular situation. We all know that the Minister is particularly sensitive with respect to the question of interference in any way whatsoever.

Does the Minister not now think, in hindsight, that he ought to have asked the Minister of the Environment to make his own representations directly rather than asking how to go about it? That way I would suggest indicates that the Minister responsible for the National Parole Board is in fact interested in this particular situation. I wonder whether the Minister could respond to that?

Mr. Allmand: As I must repeat again: I made no representations at all. As a matter of fact, when requesting the information I can recall emphasizing to the Chairman that I was not making representations, because I knew it was a delicate matter. I said, “I am in no way favouring the Minister, all I want are the criteria . . .”, which I would provide to any member of Parliament who came to me. If an M.P. said, “What are the criteria for a parole, or for a pardon?” I would say, “Here are the criteria. If you want to apply, then apply.” That is all I did. I bent over backwards with respect to the Chairman of the Parole Board, and I

[Interprétation]

fallait que la Commission ait pris la décision, mais aussi que le gouvernement de l'Ontario l'ait décidé, soit la section qui émet les permis.

Je n'ai jamais présenté d'instance. Les députés m'écrivent souvent au sujet de leurs commettants pour obtenir des libérations conditionnelles; tout ce que je fais, c'est de transmettre les demandes à la Commission nationale des libérations conditionnelles. Je ne leur fait aucune faveur, je ne les critique pas, je transmet les instances au président.

M. Hnatyshyn: Ce que j'aimerais que vous me donniez, c'est votre réfutation précise dans ce cas pour l'histoire, car le porte-parole de la Commission a indiqué: «A la suite des instances faites par le Solliciteur général». Donc, le Solliciteur général peut-il nous déclarer sans équivoque que son intervention n'avait rien à voir avec . . .

M. Allmand: Oui, je n'avais rien à voir avec cette décision.

M. Hnatyshyn: . . . la suspension de l'interdiction de conduire du ministère de l'Environnement? Je crois que c'est le moment de le déclarer fermement.

M. Allmand: Je puis l'affirmer. Tout ce que j'ai fait, c'est de demander à la Commission nationale des libérations conditionnelles. Quels étaient les critères que le ministre ou toute personne devait respecter dans cette situation. Il l'a inscrit dans un mémo transmis au ministre de l'Environnement. Je lui ai dit: «Si vous voulez faire votre demande, c'est votre affaire.» J'ai aussi indiqué: «Je ne sais pas si vous réussirez ou non, car je ne puis intervenir d'aucune façon.»

M. Hnatyshyn: Est-ce que le ministre ne pense pas qu'il aurait mieux valu, puisque, à titre de Solliciteur général, vous avez une responsabilité spéciale au sujet de cette Commission, que ce soit le ministre de l'Environnement qui fasse sa demande directement à la Commission plutôt que de lui proposer quelque chose qui pouvait laisser entendre que le ministre avait un intérêt personnel dans cette demande? Il est évident que, d'après la réponse du ministre, il a identifié le ministère de l'Environnement et les enquêtes ont été faites sur ce cas. Nous savons tous que le ministre est particulièrement strict sur cette question d'ingérence.

Examinant les choses rétroactivement, le ministre ne pense-t-il pas qu'il aurait dû demander au ministère de l'Environnement de faire sa propre instance directement, plutôt que de lui demander comment procéder? Car autrement, cette intervention du ministre chargé de la Commission pouvait prêter à équivoque.

M. Allmand: Je répète à nouveau que je n'ai fait aucune instance. En fait, lorsque j'ai demandé les renseignements, j'ai insisté auprès du président pour indiquer que je ne faisais pas de requête, car je savais que l'affaire était délicate, et je lui ai dit que je ne favorisais aucunement le ministre, mais que je voulais avoir les critères, critères que je fournirais à n'importe quel député qui me les demanderait. C'est tout. J'ai donc précisé en disant au président de la Commission que je ne faisais aucune instance en faveur du ministre de l'Environnement.

[Text]

said, "Look it, I am not making any representation and I want to make that absolutely clear."

I do know that the Minister of the Environment had a lawyer representing him, and from what I understood, he was going to, after I gave him this criteria, approach this lawyer to see whether they should apply or not. That is the last I heard of it and that was some time ago.

Mr. Hnatyshyn: Mr. Chairman, I think we are all lawyers and understand that you engage a lawyer for the purpose of handling these things and understanding the law with respect to applications for revocation or suspension of conviction.

If my boss phones me up and says that his colleague is particularly interested in making application and how does he go about it, then that speaks quite a bit to me. What I am suggesting to the Minister is, in hindsight, he would have been better off to let the Minister of the Environment get his own legal advice. His lawyer, if he is competent in the area of criminal law, will understand the procedure by which to apply to the Parole Board with respect to suspension. Unless it was a fellow just out of law school, I am sure he must be involved in this whole process from time to time. What I am bothered about is the suggestion that you had a personal interest, Mr. Minister, in respect to this particular case, and I do not think it solves the situation very much at all for you to say that you bent over backwards. You indicated that you were just getting information when you made the specific inquiry with respect to this particular colleague of yours in Cabinet.

• 1110

Mr. Allmand: Yes, but what I did for that particular member of Parliament or Minister is what I would do for any other member of Parliament. If you are suggesting that I not do it for a Minister, I guess I had better not do it for any member of Parliament, which would mean that if any member of Parliament approaches me with respect to the criteria for parole or the criteria for pardon, I guess I should send back all their letters and tell them to send them directly to the Chairman of the Parole Board.

Mr. Hnatyshyn: I would suggest, with all deference, that I would at the very minimum have a departmental official handle any sort of inquiry respecting procedure. That would be the first suggestion I would make to the Minister. The second one is, that I would distinguish between colleagues in Cabinet, a part of the executive, as opposed to a member of Parliament who is not in that capacity. I think those two distinctions are very, very important indeed in any representation or even suggestion of representation that might be considered to be made to the National Parole Board.

Mr. Allmand: I do not know what was said. I have not read the story in the *Sun*, but you can push this too far. Does that mean that if I want to know about a LIP grant I should not ask the Minister of Manpower, I should go and see an official in the department. If I want to know about the rules for immigration I should not talk to the Minister. If I want to know about the Post Office, the rules for sending certain things, or any kind of a granting program or finances, I should not talk to the Minister. I think what is important is whether or not I tried to make representation to use influence. I absolutely reject that, and if somebody wants to get the people from the Parole Board here

[Interpretation]

Je sais que le ministère de l'Environnement avait un avocat qui le représentait et qu'il devait, après que je lui ai donné les critères, demander à cet avocat s'il fallait faire la demande ou non. C'est tout ce que je sais et il y a déjà quelque temps que cela s'est produit.

M. Hnatyshyn: Monsieur le président, nous sommes tous des avocats et nous comprenons qu'on engage un avocat pour régler ces questions de demande de révocation ou de suspension de condamnation.

Si mon patron me téléphonait et me disait qu'un de ses collègues veut présenter une demande et me demandait comment procéder, alors je comprendrais le message. Ce que j'indique, monsieur le ministre, c'est qu'en rétrospective, il aurait mieux valu qu'il laisse le ministre de l'Environnement obtenir lui-même l'avis juridique. Son avocat, pour peu qu'il connaisse le droit criminel, comprendra la procédure par laquelle il peut présenter une demande à la Commission des libérations conditionnelles concernant la suspension. A moins qu'il ne soit fraîchement issu de la faculté de droit, il doit connaître la procédure pour y avoir été impliqué à quelques reprises. Ce qui m'inquiète, monsieur le ministre, c'est que vous ayez eu un intérêt personnel dans ce cas, vous n'aidez pas les choses lorsque vous dites que vous avez fait tout ce que vous avez pu. Vous avez indiqué que vous ne faisiez que commencer à recevoir les renseignements lorsque vous avez lancé cette enquête précise concernant votre collègue du cabinet.

M. Allmand: Ce que j'ai fait pour ce député ou ce ministre, je l'aurais fait pour n'importe quel député au Parlement. Si vous dites que je n'aurais pas dû le faire pour le ministre, vous dites aussi que je ne dois pas le faire pour quelques députés que ce soit, ce qui signifie, lorsqu'un député me demande des renseignements sur les conditions de la libération conditionnelle ou du pardon, que je dois lui renvoyer ses lettres en lui disant de s'adresser directement au président de la Commission des libérations conditionnelles.

M. Hnatyshyn: Avec tout le respect que je dois au ministre, je me permets de lui dire qu'au moins je ferais appel à un fonctionnaire du ministère pour répondre à toutes les demandes concernant la procédure. C'est la première suggestion que je fais au ministre. Je lui suggère également de faire la distinction entre ses collègues du cabinet, qui font partie de l'exécutif, et les députés du Parlement qui ne sont pas du cabinet. Ces deux distinctions sont très importantes lorsqu'il s'agit des instances qui sont présentées à la Commission des libérations conditionnelles.

M. Allmand: Je ne sais pas ce qui a été dit à ce sujet. Je n'ai pas lu l'article du *Sun*, mais il est possible qu'on aille trop loin. Dois-je en conclure que si je veux avoir des renseignements au sujet d'une subvention au titre du programme PIL, je ne dois pas m'adresser au ministre de la Main-d'œuvre mais à l'un de ses fonctionnaires? Si je veux avoir des renseignements concernant les règlements de l'Immigration, je ne dois pas m'adresser au ministre? Si je veux des renseignements concernant le ministère des Postes, concernant les règlements pour l'envoi de certains articles, concernant certaines subventions, je ne dois pas m'adresser au ministre? Il me semble que ce qui est impor-

[Texte]

and ask them directly, either under oath or anything, I am quite willing to have that done because I am so absolutely certain that I made it clear that I was merely asking for the criteria, which I did not know myself. If I had known them myself, I would have told them directly to the Minister.

Mr. Hnatyshyn: You should have consulted Mr. Marchand's lawyer, possibly. He ought to have known. The point is that it is a discretion problem.

Mr. Allmand: It is not just a legal question because it is in the area, if I recall correctly, of precedents within the Board and the Royal Prerogative. It is governed by precedents, it is not completely open, so it is not something you can find in the law books, in the reported cases, or anywhere else. It is an administrative question that you would have to get from the Board or from the Minister.

Mr. Hnatyshyn: It is discretionary, and that is the very point I am making.

Mr. Allmand: It is not completely discretionary. As a matter of fact, the traditions, the precedents, within the Board are quite strict and tough. I can recall that the memo I conveyed to the Minister of the Environment was that he would have one hell of a hard time; that there were very strict criteria based on precedents . . .

Mr. Hnatyshyn: Right.

Mr. Allmand: . . . that he would have to meet. Actually, I was left with the impression, once I gave him that, that he had given up, that he was not going to do it.

Mr. Hnatyshyn: And lo and behold, you see, and this is the problem, he was, I understand from the reports, successful. Notwithstanding your advice . . .

Mr. Allmand: Yes.

Mr. Hnatyshyn: . . . that he would have a hell of a hard time, et cetera. This is the problem. The whole question of dealing with respect to colleagues in the executive, representations, either apparent or implied, is a very, very sensitive area and I would suggest that you should clarify it at your first possible opportunity and to review your correspondence to make sure that in future there is no suggestion whatsoever . . .

Mr. Allmand: I do not think I did it through correspondence, I think it was done verbally. I have regular meetings with the different agencies and it was not done privately, it was done at one of my meetings with the agencies. I merely asked what are the criteria, etc., etc., could you let me know what they are. That is my recollection.

Mr. Hnatyshyn: I am sure . . .

Mr. Allmand: The answer was given to me in writing. The suggestion that I tried to make representations is completely . . .

[Interprétation]

tant c'est de savoir si j'essaie d'influencer sa décision. Je rejette toute accusation. Si quelqu'un veut faire venir les représentants de la Commission des libérations conditionnelles et les interroger sous serment ou autrement, je suis prêt à donner mon accord, parce que je suis certain d'avoir insisté sur le fait que je voulais simplement les critères, lesquels je ne connaissais pas. Si je les avais connus, je les aurais indiqués directement au ministre.

M. Hnatyshyn: Vous auriez pu consulter l'avocat de M. Marchand. Il les connaissait sûrement. Le problème est qu'il y entre une part de discrétion.

M. Allmand: Ce n'est pas seulement une question juridique, si je me souviens bien, mais également une question de précédents, de prérogatives royales. Ce n'est pas quelque chose qui est fixe, mais qui est déterminé selon les précédents qui sont survenus à la Commission. Ce n'est pas quelque chose que vous allez trouver dans les ouvrages de droit. C'est une question administrative sur laquelle seule la Commission ou le ministre peuvent avoir les renseignements.

M. Hnatyshyn: Mais il y entre une part de discrétion, et c'est le point qui me préoccupe.

M. Allmand: Ce n'est pas complètement une affaire de discrétion. En réalité, les traditions, les précédents, à l'intérieur de la Commission, ne permettent pas beaucoup de jeu. Je me souviens d'avoir indiqué dans ma note de service au ministre de l'Environnement qu'il aurait beaucoup de difficulté, qu'il y avait des critères très stricts, de fondés sur les précédents . . .

M. Hnatyshyn: D'accord.

M. Allmand: . . . auxquels il devrait s'en tenir. J'avais l'impression à ce moment-là qu'il allait laisser tomber l'affaire, qu'il n'allait pas aller plus loin.

M. Hnatyshyn: Malgré tout, et d'après les renseignements obtenus, il a réussi. Malgré l'avis que vous lui aviez donné . . .

M. Allmand: Oui.

M. Hnatyshyn: . . . à l'effet qu'il allait avoir beaucoup de difficulté, il a réussi. Voilà le problème. Toute cette question des instances, directes ou indirectes, qui émanent des collègues de l'exécutif est très délicate. Je suis d'avis que vous devriez vous y consacrer à la première occasion et réexaminer vos lettres afin de vous assurer qu'à l'avenir il ne soit pas possible . . .

M. Allmand: Je ne pense pas avoir procédé par lettre; j'ai procédé verbalement. Je rencontre à intervalles réguliers les représentants de divers organismes et c'est sûrement lors de l'une de ces rencontres que je me suis adressé aux intéressés. Je ne l'ai sûrement pas fait à titre privé non plus. J'ai simplement demandé quels étaient les critères. Et c'est tout ce dont je me souviens.

M. Hnatyshyn: Je suis sûr . . .

M. Allmand: La réponse m'a été envoyée par écrit. L'idée que j'ai présenté des instances est tout à fait . . .

[Text]

Mr. Hnatyshyn: No, no.

Mr. Allmand: ... false.

• 1115

Mr. Hnatyshyn: No, no, what I am saying is that just the mere fact of doing something with the best of intentions is one thing. The problem I raised and present to you is how it will appear to someone who is the recipient of knowledge that the Minister to whom they report is particularly interested in. There are representations and there are representations. And I just think it is a question of discretion with respect to these areas that the Minister should be very, very wary indeed of dealing with these matters on that basis. I would suggest with all deference that in this situation he ought to have told the Minister of the Environment to take his own legal advice and obtain that information directly from the National Parole Board because—and not putting words in the Minister's mouth—I am the Minister and I do not want there any suggestion that I want a special consideration for you, my colleague.

The second point is that in any event, as opposed to a personal intervention, the very least that should be considered is that it be handled administratively through the independent civil servants that you have in your department.

The Chairman: That will have to be your last comment, Mr. Hnatyshyn.

Mr. Allmand: All I can say is that I try to be helpful and open to members of Parliament, including my own colleagues within what I consider to be correct and proper. If I am going to start checking my behaviour on every sort of request that is made to me, I am going to be very protective. ... I could do that I suppose but I personally feel that nothing at all was done improperly on my behalf. If I am going to start guarding my answers to member in their requests for help to that extent, I will be a different type of minister altogether, and I suppose I could do that.

Mr. Hnatyshyn: We love you just the way you are.

Mr. Allmand: I will tell you, every week I get letters from members of Parliament recommending constituents for parole and pardons and so on. I try to answer them and deal with them, I do not go back to them and say: would you go to the Parole Board yourself? I do not know what they would think about that. But I might try doing that.

Mr. Fairweather: With great respect, I think that is exactly what you should do. I am astounded that people would write to you asking ...

Mr. Allmand: Anyway, I assure you that no representations were made. It was a request for criteria. I do not know who in the Parole Board said I made representation, if it were true they did say that.

Le président: Maintenant nous avons quinze minutes et M. Olivier, M. Marceau et M. Landers. Monsieur Olivier sont censés poser des questions.

[Interpretation]

M. Hnatyshyn: Non, non.

M. Allmand: ... inadmissible.

M. Hnatyshyn: Je dis simplement qu'on peut vouloir faire certaines choses avec les meilleures intentions du monde. Le problème est qu'il faut se demander quelle pourrait être la réaction de celui auquel le ministre s'adresse lorsqu'il saura que le ministre est particulièrement intéressé à la question. Mais il y a instances et instances. Le ministre devrait agir avec beaucoup de discrétion dans ces cas, et être également très prudent. Avec tout le respect que je lui dois, j'estime que dans la situation en cause, il aurait dû conseiller au ministre de l'Environnement de s'informer auprès de son conseiller juridique ou d'obtenir l'information directement de la Commission nationale des libérations conditionnelles. En des termes plus ou moins équivalents, il aurait dû lui répondre: «en tant que ministre, je ne veux pas que l'on puisse penser que j'aie demandé une faveur pour vous qui êtes mon collègue».

Deuxièmement, en pareil cas, non seulement il ne devrait pas y avoir intervention personnelle, mais il faudrait que la demande en question passe dans votre ministère, par la voie administrative et soit remise, entre les mains des fonctionnaires, qui sont indépendants.

Le président: Monsieur Hnatyshyn, votre dernier mot à ce sujet, s'il vous plaît.

M. Allmand: J'ajouterai simplement que j'essaie de venir en aide à tous les députés, dont mes propres collègues, chaque fois que j'estime cela approprié et correct. S'il faut que je commence à me surveiller chaque fois que l'on me fait une demande, je serai toujours sur mes gardes. Je pourrais toujours le faire, mais j'estime qu'il n'y a rien dans ma conduite qui puisse être critiqué. S'il me faut refuser d'aider mes collègues chaque fois qu'ils me demandent de l'aide, j'en arriverai à administrer mon ministère d'une façon totalement différente. Mais, évidemment, c'est toujours possible.

M. Hnatyshyn: Nous vous aimons tel que vous êtes.

M. Allmand: Vous savez que je reçois chaque semaine des lettres des députés me demandant de recommander qu'on accorde la libération conditionnelle ou la grâce pour certains de leurs commettants. J'essaie de leur répondre du mieux que je peux et de ne pas les forcer à présenter leurs requêtes devant la Commission des libérations conditionnelles. Que penseraient-ils de leur ministre si j'agissais ainsi? Mais peut-être devrais-je adopter cette méthode.

M. Fairweather: Sans vouloir vous offenser, c'est exactement ce que vous devriez faire. Je suis abasourdi d'entendre que l'on peut vous écrire pour vous demander ...

M. Allmand: Quoi qu'il en soit, je vous assure qu'il n'y a eu aucune instance de ma part. J'ai simplement demandé quels étaient les critères de libération conditionnelle. Je ne sais pas quel membre de la Commission des libérations conditionnelles a dit que j'avais présenté des instances, et je ne sais même pas si c'est vrai ce que l'on prétend.

The Chairman: We have only 15 minutes left and Messrs. Olivier, Marceau and Landers would like to ask questions. Mr. Olivier.

[Texte]

M. Olivier: Merci monsieur le président. L'augmentation demandée est d'environ, 21 p. 100 du budget, si on se fie à la déclaration faite par le ministre ce matin. L'année dernière dans les prévisions budgétaires, une augmentation de 6 p. 100 du personnel était prévue pour l'année 1975-1976, et un renvoi se lisait comme suit:

Cette augmentation vise surtout les services de lutte contre le crime organisé, les Olympiques d'été de 1976 et les services de police en vertu des contrats.

Je désire vous poser plusieurs questions monsieur le ministre. L'augmentation demandée de 21 p. 100 équivaut à une somme de \$98.6 millions. Or, vous précisez qu'il faut déduire de ceci une somme de \$22.6 millions provenant de recettes pour des services policiers fournis par la Gendarmerie Royale du Canada. Il s'agit si je comprend bien de services rendus en vertu des contrats que nous avons actuellement avec des municipalités ou des provinces n'ayant pas de corps policiers. Advenant l'adoption des Projets de loi C-83, L'augmentation demandée la mise en œuvre de programmes prévus par ce projet de loi, tels, le contrôle des armes à feu et autres.

Voici ma première question, monsieur le ministre. Dans l'augmentation de 21 p. 100 que vous demandez pour la GRC quel montant est prévue pour le Service de renseignements dirigé par le général Dare? Je cherche dans les prévisions de 1975-1976, combien le Service d'espionnage et de contre-espionnage reçoit de ce budget.

M. Allmand: Si je comprends bien vous voulez savoir quelle partie de notre budget reçoit le Service de sécurité.

M. Olivier: Le Service d'espionnage et de contre-espionnage.

M. Allmand: Le nom est le Service de sécurité.

M. Olivier: Oui.

• 1120

Une deuxième question: Au sujet de la sécurité pendant les jeux olympiques, je pense que c'est surtout au niveau des éléments extérieurs ou peut-être même intérieurs. Est-ce que ce service de protection s'étend aux députés à travers le Canada où il pourrait y avoir, par exemple, des prises en otage de députés, etc, dans un but publicitaire sur la scène internationale, parce que c'est un membre du Parlement ou un membre d'une assemblée législative. Est-ce que le service de renseignements a prévu ce genre de choses?

M. Nadon: En réponse à votre première question, je dois dire que cette année aucune augmentation pour le service de sécurité n'est prévue, il y a même une diminution.

M. Olivier: Il y a une diminution cette année à cet égard?

M. Nadon: Une diminution cette année de 21 hommes-années. Le montant exact est réparti dans tout notre budget et il faudrait faire une étude spéciale pour en extraire les montants affectés à nos services de sécurité.

M. Olivier: Est-ce que vos agents de ce service entrent dans les catégories suivantes: gendarmes, gendarmes spéciaux, et entre parenthèses «Limbo», je ne sais pas ce que cela veut dire, remarquez bien, et les membres civils.

[Interprétation]

Mr. Olivier: Thank you, Mr. Chairman. The increase asked for is about 21 per cent of the budget, according to the Minister's statement this morning. In last year's Estimates, there was an increase of 6 per cent in the personnel budget for 1975-76 and, according to a footnote,

this increase was aimed mainly at services for the fight against organized crime, the 1976 Olympic Games, and police services on contract.

I would like to put a few questions to the Minister. The 21 per cent increase asked for amounts to some \$98.6 million. You specify that from this must be deducted the amount of \$22.6 million for police services provided by the Royal Canadian Mounted Police. If I understand clearly, this has to do with services provided under contracts we now have with municipalities or provinces that do not have their own police forces. If Bill C-83 is passed, the increase asked for would also include the implementation of the programs provided for in the bill such as gun control and so on.

My first question is therefore as follows, Mr. Minister. How much of the 21 per cent increase asked for by the RCMP will be allocated to the intelligence service headed by General Dare? I have been trying to find in the 1975-76 Estimates how much of the budget will be allocated to this espionage and counter-espionage service.

Mr. Allmand: If I understand you correctly you want to know how much of our budget is for the security service?

Mr. Olivier: The espionage and counter-espionage service.

Mr. Allmand: It is called the Security Service.

Mr. Olivier: Yes.

My second question had to do with security during the Olympic Games. I believe that this is aimed mainly at elements from outside the country but perhaps also from within. Does this protection service cover members of parliament throughout Canada who might be taken hostage with a view to gaining international publicity because such hostages would be members of parliament or members of the legislative assembly? Has the intelligence service foreseen such occurrences?

Mr. Nadon: In answer to your first question, I must say that this year no provision is made for an increase for the security service. In fact, there has been a decrease.

Mr. Olivier: There has been a decrease this year?

Mr. Nadon: There has been a decrease this year of 21 man-years. The exact amount is scattered throughout our total budget, and we would have to carry out a special study in order to determine the amounts allocated to our security services.

Mr. Olivier: Do your officers in this service fit into the following categories: police, special police, special police in "limbo", mind you I do not know what that means, and civilians?

[Text]

M. Nadon: Oui, ils entrent dans ces catégories et quand ils ont des augmentations quoique cette année il n'y a...

M. Olivier: Il n'y a pas d'augmentation cette année.

M. Nadon: ... pas d'augmentation cette année.

M. Olivier: Et on peut les retrouver à l'intérieur des trois catégories que je viens de vous donner?

M. Nadon: Ils sont parmi ces trois catégories.

M. Olivier: Deuxième question. Est-ce que je peux savoir quel est votre service qui a fait la perquisition dans l'agence de presse libre à Montréal? Est-ce que c'est le service criminel ou votre service de renseignements?

M. Nadon: C'est le service de renseignements, c'est le service de sécurité.

M. Olivier: C'est le service de sécurité.

M. Nadon: Vous avez posé une autre question au sujet de la protection aux Jeux olympiques...

M. Olivier: Oui.

M. Nadon: Quelle était votre question?

M. Olivier: J'aimerais savoir si votre système de protection, qui, je pense, va être extraordinaire pendant la tenue des Jeux olympiques, s'étend aux membres du Parlement, aux membres des assemblées législatives ou au personnel des différentes ambassades au pays? Est-ce que ceci est compris dans votre service de protection spécial pour les Jeux olympiques.

M. Nadon: Là, où il y a danger pour la sécurité d'un individu, un service de protection sera assuré.

M. Olivier: Dans votre conception, est-ce qu'il y a un danger pour certains membres du Parlement et des assemblées législatives?

M. Nadon: Rien n'indique en ce moment qu'il y ait quelque danger que ce soit.

M. Olivier: Pas en ce moment. On peut donc en conclure que rien n'est prévu à l'heure actuelle pour cette catégorie de personnes.

M. Nadon: Nous avons prévu certaines mesures pour certains visiteurs, particulièrement pour les visiteurs notoires de différents pays qui doivent venir pour les Jeux olympiques.

M. Olivier: Monsieur le commissaire, vous avez dit tout à l'heure que votre service a un excellent moral. Est-ce que les conditions de travail de vos gendarmes peuvent se refléter sur un corps policier provincial? Je vous donne un exemple de ce que je veux dire: ces gens travaillent 40 heures par semaine, s'ils font du surtemps, le taux est majoré de moitié; est-ce que ce traitement est comparable à celui que peuvent recevoir les autres grands corps policiers du Canada?

M. Nadon: Oui, c'est relativement comparable; nous avons du surtemps, qui est compensé par des jours de congé ou payé. Nos conditions sont semblables à celles des autres corps policiers en général.

M. Olivier: Est-ce que vous pouvez me dire si, à votre connaissance, certaines personnes s'adonnent à des activités du genre de celles de la CIA au pays à l'heure actuelle? Est-ce qu'on vous a informés qu'il y avait des agents extérieurs qui pouvaient se promener dans notre pays sans que vous le sachiez ou du moins, sans votre autorisation?

[Interpretation]

Mr. Nadon: Yes, they do fit into those categories and when there are increases, although this year there is no...

Mr. Olivier: There is no increase this year.

Mr. Nadon: ... increase this year.

Mr. Olivier: And they can be found in the three categories that I have just given?

Mr. Nadon: Yes, they fit into those three categories.

Mr. Olivier: My second question is as follows: can you tell me which of your services carried out the search in the *agence de presse libre* in Montreal? Was it your criminal service or your intelligence service?

Mr. Nadon: It was our intelligence service, that is our security service.

Mr. Olivier: It was the security service.

Mr. Nadon: You asked another question about protection at the Olympic Games...

Mr. Olivier: Yes.

Mr. Nadon: What was your question?

Mr. Olivier: I would like to know if your protection system, which I believe will be quite extraordinary during the Olympic Games, will be extended to include members of parliament or members of legislative assemblies or the staffs of the various embassies in Canada? Will all this be covered by your special protection service for the Olympic Games?

Mr. Nadon: Protection will be provided wherever there is danger to the security of an individual.

Mr. Olivier: In your view, would any members of parliament or of legislative assemblies be in any danger?

Mr. Nadon: At the present time there is no indication of any such danger.

Mr. Olivier: Not at the present time. We can then conclude that no provision has yet been made for this category of person.

Mr. Nadon: We have taken some steps with regard to certain visitors, particularly notable visitors from various countries who will be attending the Olympic Games.

Mr. Olivier: Mr. Commissioner, you said earlier that the morale in your service is excellent. Are your policemen's working conditions comparable to those of provincial police forces? I will give you an example of what I mean: they work 40 hours a week, and if they do overtime they are paid time and a half; is this comparable with salaries in other large police forces in Canada?

Mr. Nadon: Yes, it is relatively comparable; our policemen do work overtime for which they are paid overtime or given days off. Our conditions are similar to those of other major police forces.

Mr. Olivier: Can you tell me whether to your knowledge there are any persons involved in activities such as those of the CIA now operating in Canada? Have you been informed of any foreign agents who might be operating in our country without your knowledge or without your authorization?

[Texte]

[Interprétation]

• 1125

M. Nadon: A notre connaissance, il n'y a aucune opération du genre, que ce soit d'un service de renseignements ou d'autres pays. De temps à autre, certains de ces services nous demandent de les aider, mais c'est sous notre contrôle dans ces cas.

M. Olivier: Maintenant, si vous vous souvenez, nous avons mentionné dernièrement une lettre que le général Hair avait écrite à M. Horn, je crois, au sujet d'enquêtes qui se faisaient possiblement sur des membres du Parti québécois au Québec. Je pense que le premier ministre a très bien expliqué pourquoi on faisait ces choses. Est-ce que vous pouvez me dire depuis quelle année on faisait ce genre d'enquête sur ces individus?

Mr. Allmand: That document that gave rise to some questions was not a document about political parties, or about the Parti Québécois as such. What it was, was a general instruction to the Security Service with respect to its investigation. It said, "These are the circumstances in which you can conduct surveillance." For example, in cases of espionage or sabotage, or attempts to overthrow the government by illegal means or force. And this was the document.

In the discussion of that document people were saying, "How does it apply to this situation or to this group?" And it was asked, does this apply to the Parti Québécois? The question was answered, after discussion in the Committee, that the Parti Québécois is not a group that has come together to operate illegally or for violent means, that it is not subject as a group to investigation, although individuals could be subject to investigation if they were involved in any illegal activities.

That is how that whole question was raised. The instructions were not about the Parti Québécois, or political parties as such. People were asking different questions as to how it might apply to different groups, not only the Parti Québécois. People were also asking how it might apply to other extreme but democratic groups.

With respect to who was being investigated in the past, we never say whether we have or have not been investigating anybody in the past, whether individuals or groups.

Le président: Votre temps est écoulé, monsieur Olivier.

M. Olivier: Je ne sais pas, mais ça fait à peu près huit minutes que je pose des questions.

Le président: Onze minutes.

M. Olivier: Onze minutes? Je pense que votre montre n'est pas exacte.

Le président: Maintenant, nous avons deux minutes pour M. Marceau et pour M. Landers.

M. Marceau: Comme je n'ai que très peu de temps, je vais poser une seule question à M. le ministre et je pense que ma question pourra intéresser également M. Diguier.

• 1130

Monsieur le ministre, est-ce que vous êtes sensible aux reproches exprimés par la population au sujet du traitement généralement, accordé aux prisonniers? Je pense que d'une façon générale, la population comprend que celui qui a fait une erreur, grave ou non, mérite d'être puni. Que le prisonnier soit traité dans les prisons avec humanité, tout le monde l'accepte. Ce n'est pas cela que la population reproche aux autorités. Mais on a tendance à croire que les gouvernements ne s'occupent d'une personne que lors-

Mr. Nadon: To our knowledge, there are no such operations, whether conducted by an intelligence service or by other countries. From time to time, some of these services ask for our assistance, but in all cases this is under our control.

Mr. Olivier: Now if you remember, reference was made recently to a letter written by General Dare to Mr. Horn, I believe it was, about investigations that may have been made of members of the Parti Québécois in Quebec. I believe that the Prime Minister explained quite clearly why these things were done. Can you tell me how long this type of investigation has been going on?

M. Allmand: Le document en question n'avait pas trait aux partis politiques ni au parti québécois. Il s'agissait de directives générales données au service de sécurité en ce qui concerne ses enquêtes. Le document expliquait dans quelles circonstances on pourrait faire de la surveillance, à savoir les cas d'espionnage ou de sabotage ou des tentatives illégales de renverser le gouvernement. Telle est la teneur du document.

En discutant du document, les gens se demandaient comment il s'appliquait à une situation particulière ou à un groupe particulier. On a demandé s'il s'appliquait au parti québécois. Après avoir discuté de la question, le Comité a décidé que le parti québécois n'était pas un groupe illégal et qu'il n'avait pas d'objectifs violents et qu'il ne devrait donc pas faire l'objet d'enquêtes, cependant, on pourrait faire des enquêtes au sujet d'individus qui seraient impliqués dans des activités illégales.

C'est ainsi qu'on a soulevé cette question. Les directives n'avaient pas trait au parti québécois ni aux partis politiques tels quels. On se demandait simplement de quelle façon les directives pourraient s'appliquer aux divers groupes, et non seulement au parti québécois. On parlait également d'autres groupes extrêmes mais démocratiques.

Quant aux enquêtes du passé, nous ne disons jamais si oui ou non nous avons fait des enquêtes sur des individus ou des groupes.

The chairman: Your time is up, Mr. Olivier.

Mr. Olivier: I have only been asking questions for about eight minutes.

The Chairman: Eleven minutes.

Mr. Olivier: Eleven minutes? I think that your watch is wrong.

The Chairman: Now we have two minutes for Mr. Marceau and Mr. Landers.

Mr. Marceau: Since I have so little time, I shall put only one question to the Minister and I think my question will also be of interest to Mr. Diguier.

Mr. Minister, are you aware of the criticisms coming from the public about the treatment generally given to prisoners? I believe that generally speaking, the public understands that the person who has made a mistake, whether or not it is serious, deserves to be punished. Everyone agrees that those in prison should be treated humanely. That is not the criticism that is made of the authorities. But there is a tendency to believe that governments only concern themselves with people when they

[Text]

qu'elle commet un crime. Après cela, on la met en prison et on la traite de façon plus qu'humaine; on lui donne certains avantages et c'est ce que la population, à un certain moment, ne semble pas comprendre. Et ceci revient un peu à ce que disait M. Diguier tout à l'heure. Nous avons fermé une ferme au Québec parce que les prisonniers ne voulaient pas travailler. Est-ce que vous croyez que tout en traitant un prisonnier de façon humaine, on devrait quand même exercer une certaine pression sur lui pour qu'il devienne conscient d'avoir fait une erreur? Enfin, l'erreur étant commise, avez-vous pensé à indemniser la victime? Est-ce que vous avez pensé à demander au prisonnier, par exemple, de remplir ses obligations vis-à-vis de la famille de la victime à qui il a causé des ennuis? Est-ce que cette notion de l'indemnisation de la famille de la victime, comporte des conditions assez sévères pour que l'on puisse dire à la population: «Cette personne-là est traitée justement, mais on tient compte du fait qu'elle a fait une erreur, et après tout, eh bien elle n'est pas traitée comme un citoyen ordinaire qui n'a pas commis d'erreur.»

Mr. Allmand: First of all with respect to the farm at Laval, it was not a question of the inmates not wanting to work; they just did not want to work at the farm. Most of those inmates had come from the city and they wanted to work in areas which would be helpful to them when their sentences were over. In other words, if they were going to work, they wanted to work in industry, in commerce and so on. The opportunities are open today when you are in minimum security to do day parole working in a factory or in a plant or in another type of business and that was their preference.

The reason the farm closed I think is because we are not getting very many inmates from Quebec who come from rural areas and who intend to go back to the farm. At one time we did. In Saskatchewan we still do. It was not that they just wanted to sit down and do nothing; a lot of them were working in fact, but working in other areas.

On the point that the Law Reform Commission has just put out a report on sentencing and has suggested that for minor offences a system of sentencing which would involve compensation to victims should be developed; Mr. Basford and I are both studying this report with a view to amending the Criminal Code. I might say, however, that those kind of sentences can be applied right now as conditions for probation. But a lot of judges are not using them so Mr. Basford is thinking about amending the law to make it more specific in the code.

We are trying to encourage work of all kinds in prisons. We are also trying to duplicate situations in prison that will be in place outside when they get out. We want to motivate the person to work, not force him to work, because when his sentence is over and he is free he has to have the motivation to work. You can bring a horse to water, as they say, but you cannot make him drink.

Just to force him to work, we could do that, but it is even more important to try and motivate these people to work—to spend a working day, to be responsible. That is really what we are trying to do.

[Interpretation]

commit crimes. Then they are put into prison and treated in a manner that is more than humane; the person is given certain advantages and that is what the public fails to understand. And this is related somewhat to Mr. Diguier's earlier comment to the effect that a farm in Quebec was closed down because the prisoners did not want to work on the farm. Do you believe that while treating prisoners humanely, we should nonetheless put some pressure on them so that they are aware that they have made a mistake? Finally, the error having been done, did you ever think of compensating the victim? Did you ever think of asking the prisoner, for instance, to meet the obligations he had contracted towards the family of the victim to whom he had caused trouble? Does the concept of compensating the victim's family include conditions that are strict enough so that it is possible to tell the Canadians that the prisoner is treated with justice, but you still consider the fact that he has made a mistake; after all, we cannot treat this person as if he were an ordinary citizen that had never made a mistake.

M. Allmand: Pour revenir à la ferme de Laval, ce n'est pas que les détenus refusaient de travailler; ils refusaient simplement d'accomplir un travail agricole. La plupart d'entre eux étaient issus de la ville et voulaient travailler dans des domaines qui leur seraient de quelque utilité une fois leur sentence terminée. Autrement dit, ils voulaient travailler dans l'industrie, ou le commerce. Il est possible aujourd'hui pour les détenus emprisonnés dans des unités à sécurité minimale d'avoir une libération conditionnelle pendant la journée pour aller travailler dans une manufacture, une usine ou tout autre genre de commerce. Il semble que ce soit ce qu'ils préfèrent.

Nous avons cessé l'exploitation de la ferme parce qu'il n'y avait pas suffisamment de détenus au Québec qui provenaient des régions rurales et qui avaient l'intention de retourner à la ferme, une fois leur sentence terminée. A une époque, il y en avait pourtant suffisamment. D'ailleurs, il y en a suffisamment en Saskatchewan. Ce n'est pas qu'ils refusaient de faire quoi que ce soit de la journée: en fait, bon nombre d'entre eux travaillent, mais dans d'autres domaines.

Je reviens au rapport sur les entences qu'a publié la Commission de réforme du droit; la Commission a également proposé que pour toutes les infractions mineures, la sentence inclue une sorte d'indemnisation aux victimes. M. Basford et moi-même sommes à étudier le rapport en ce sens, et prévoyons apporter des modifications au Code criminel. J'ajoute toutefois que nous appliquons déjà des sentences sous cette forme, et les considérons comme conditions préalables à la probation. Mais comme il n'existe que peu de juges qui s'en servent M. Basford envisage modifier la loi pour inclure de façon beaucoup plus précise cette disposition au Code.

Nous encourageons les prisons à offrir tous les genres de travail. Nous essayons également de reproduire en prison les situations telles que les détenus pourront les retrouver à leur sortie. Nous voulons motiver le détenu à travailler, et non l'y forcer; n'oublions pas que lorsque sa sentence sera terminée, l'ex-détenu doit être motivé à travailler. Comme le dit si bien le dicton, on peut tirer un cheval à l'eau, mais on ne peut le forcer à boire.

Nous pourrions évidemment obliger les détenus à travailler, mais nous estimons qu'il est plus important de les motiver à passer une journée au travail et à prendre leurs propres responsabilités.

[Texte]

M. Marceau: Je sais que vous faites votre possible, monsieur le ministre, et je vous en félicite. Continuez avec ceux qui vous aident et qui le font très bien.

Le président: Merci monsieur Marceau.

Is the Committee agreeable to proceeding for another few moments to hear Mr. Landers?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Mr. Landers.

Mr. Landers: Thank you, Mr. Chairman. I just want to put my questions in and then if the answers are forthcoming and if there is time I will hear them, if not I presume I will receive the answers later.

Since February 20, 1976 how many instances of hostage taking of penitentiary staff has taken place in Canadian penitentiaries? How many inmates were directly involved in these hostage takings? How many have been charged under the provisions of the Criminal Code of Canada? How many of these inmates involved have been transferred to Dorchester Penitentiary in New Brunswick? Did these inmates request to go to Dorchester and if so, through you Mr. Chairman, I would like to know what possible reasons inmates would have for requesting to go to Dorchester Penitentiary which is described in the Minister's statement as being obsolete.

Concerning the prison proposed to be pushed on the population of the City of Saint John in New Brunswick, could someone, Mr. Chairman, tell me how the misunderstanding between the purchase of land as opposed to the leasing of land has arisen? Finally, Mr. Chairman, I would like to have the opportunity sometime in the future to meet with the commissioner and/or the Minister to make discreet inquiries concerning the release from the RCMP of one of its members without causing the individual or the force undue embarrassment. Is such a meeting possible, Mr. Chairman?

Mr. Allmand: After what was said over here, you had better meet with the commissioner, you had better not meet with me. That is the dilemma I would be in: do not even talk to me.

Mr. Fairweather: You know better than that.

Mr. Allmand: I do not know better than that. If you want to nit pick on little things.

• 1135

Mr. Fairweather: You know better than that. That is not it.

Mr. Allmand: It is. In this case, if I met with him, and somebody was reinstated into the Force, or not reinstated, I could be accused of using political pressure on the Commissioner. You can stretch these things to the greatest length. But if you want to meet with the Commissioner, telephone him and see what can be arranged.

M. Olivier: Il est nécessaire que le ministre puisse appeler le commissaire.

Mr. Allmand: On your other point, did you say, since February, 1976?

[Interprétation]

Mr. Marceau: I know that you are doing all that is possible, Mr. Minister, and I commend you for it. I urge you and all your colleagues who assist you to continue with your excellent job.

The Chairman: Thank you, Mr. Marceau.

Le Comité accepte-t-il de continuer quelques minutes de plus pour permettre à M. Landers de prendre la parole?

Des voix: D'accord.

Le président: Monsieur Landers.

M. Landers: Merci, monsieur le président. Je vais simplement poser toutes mes questions, et s'il reste assez de temps, j'en attendrai la réponse. Si non, je suppose que l'on me répondra plus tard.

Depuis le 20 février 1976, combien de cas de prises d'otages parmi les gardiens du pénitencier se sont produits dans les pénitenciers du Canada? Combien de détenus se sont directement livrés à ces prises d'otages? Combien d'entre eux ont été accusés aux termes des dispositions du Code criminel du Canada? Combien d'entre eux ont été transférés au pénitencier Dorchester du Nouveau-Brunswick? Sont-ce les détenus qui ont demandé d'être transférés à Dorchester? Si oui, pourriez-vous me dire quelles raisons peut avoir un détenu de demander le transfert au pénitencier de Dorchester qui, d'après le ministre, est tout à fait archaïque?

Au sujet de la prison que l'on voudrait construire de force dans la ville de Saint-Jean au Nouveau-Brunswick, l'un des témoins pourrait-il me dire d'où vient la confusion entre l'achat des terres et la location de ces dernières? Enfin, monsieur le président, j'aimerais avoir une occasion, à l'avenir, de rencontrer le commissaire et «ou» le ministre, afin de m'enquérir discrètement de la décharge de la GRC d'un de ses membres, sans pour cela embarrasser publiquement la personne en question ou la GRC. Monsieur le président, serait-ce possible de les rencontrer?

M. Allmand: Après tout ce qui s'est dit précédemment, je vous conseille de rencontrer le commissaire plutôt que moi. Voilà le dilemme dans lequel je suis placé. Je vous conseille de ne pas me voir personnellement.

M. Fairweather: Voyons, vous devriez savoir à quoi vous en tenir.

M. Allmand: Je ne sais justement pas à quoi m'en tenir, surtout si vous voulez vous en prendre à des détails.

M. Fairweather: Vous devriez savoir exactement à quoi vous en tenir. Vous savez bien que ce n'est pas la même chose.

M. Allmand: Mais oui. Dans ce cas-ci, si, à la suite de ma rencontre avec M. Landers, un ex-agent réintégrait les rangs de la GRC, je serais accusé d'avoir essayé d'user de mon influence politique sur le commissaire. On peut étirer ces cas à l'infini. Mais si M. Landers veut rencontrer le commissaire, qu'il lui téléphone et s'arrange avec lui.

Mr. Olivier: It is necessary that the Minister may call the Commissioner.

M. Allmand: Pour revenir à votre autre question, avez-vous mentionné le mois de février 1976?

[Text]

Mr. Landers: Since February 20, 1976, that is correct. Since the first prisoners were transferred to Dorchester, New Brunswick.

Deputy Commissioner William Westlake (Security, Royal Canadian Mounted Police): There have been approximately eight incidents of hostage-taking within the penitentiary service since February 1, 1976.

Mr. Allmand: Could you say where they were?

D/Commr Westlake: Yes, I can—Regional Reception Centre in Ontario, British Columbia Penitentiary, Saskatchewan, Matsqui, Kingston, British Columbia, Archambault and Laval. They have been well dispersed, sir, amongst all of our institutes.

Mr. Allmand: And in how many of those cases was there a request to go to Dorchester?

D/Commr Westlake: There was one request, the most recent.

Mr. Allmand: I know that, in one case, there was a request to move from British Columbia Penitentiary to the Regional Psychiatric Centre. In Prince Albert, what did they ask for?

D/Commr Westlake: No, not that, sir.

Mr. Allmand: They did not ask that at all.

What were your other questions, Mr. Landers?

Mr. Landers: I wanted to know how many inmates were directly involved in these hostage-takings. You say there were eight hostage-takings. How many inmates were involved?

D/Commr Westlake: Since January 1, if I may deal with the calendar year, there have been 12 incidents involving federal inmates, in which a total of 26 inmates and 34 hostages were involved.

Mr. Landers: How many of those inmates were charged under the Criminal Code?

D/Commr Westlake: Since 1970, in all except four cases, inmates have been charged under the Criminal Code. These four particular cases were in the Province of British Columbia, where the arrangement that was made between the inmates and the Attorney General's Office, for immunity, was part of the deal that was arranged. In all other cases, there have been charges laid under the Criminal Code, and, in a number of cases, inmates have received fairly substantial sentences. Approximately six cases are still pending before the courts.

Mr. Landers: I realize that the lives of the guards must be uppermost in the minds of those doing the negotiating, but you are telling me that, in the case of four inmates, one of the conditions was that the individuals involved would not be charged?

D/Commr Westlake: That is correct. In the early incidents which took place within the Province of British Columbia, that was part of the arrangement; that, for the safe release of the hostages, the inmates were guaranteed that there would be no charges laid.

[Interpretation]

M. Landers: Oui, j'ai parlé du 20 février 1976, date à laquelle les premiers prisonniers ont été transférés à Dorchester, au Nouveau-Brunswick.

Le sous-commissaire William Westlake (Sécurité, Gendarmerie royale du Canada): Depuis le 1^{er} février 1976, il y a eu environ 8 cas de prises d'otages au sein du personnel des pénitenciers.

M. Allmand: Pouvez-vous nous dire où?

Le sous-comm. Westlake: Oui. Centre régional de réception en Ontario, Pénitenciers: Colombie-Britannique, Saskatchewan, Matsqui, Kingston, Colombie-Britannique encore une fois, Archambault et Laval. On les retrouve à peu près dans tous nos instituts.

M. Allmand: Et dans combien de ces cas les détenus ont-ils demandé d'être transférés à Dorchester?

Le sous-Comm. Westlake: Seulement dans un cas, le plus récent.

M. Allmand: Je sais que dans l'un des cas, les détenus ont demandé d'être transférés du Pénitencier de la Colombie-Britannique au Centre régional psychiatrique. N'est-ce pas ce qui s'est passé à Prince Albert?

Le sous-comm. Westlake: Non, pas du tout.

M. Allmand: Ah bon, ce n'est pas ce qu'on a demandé.

Quelles étaient vos autres questions, monsieur Landers?

M. Landers: Je voulais savoir combien de détenus avaient directement pris part aux prises d'otages. Comme vous dites qu'il y a eu 8 prises d'otages, combien de détenus y ont pris part?

Le sous-comm. Westlake: Si vous me permettez de commencer avec l'année civile, c'est-à-dire depuis le 1^{er} janvier, il y a eu 12 incidents mettant en cause des détenus d'institutions fédérales, ce qui correspond à un total de 26 détenus et 34 otages.

M. Landers: Combien d'entre eux ont été accusés aux termes du Code criminel?

Le sous-comm. Westlake: Depuis 1970, sauf dans quatre cas, tous les détenus ont été accusés aux termes du Code criminel. Ces quatre cas d'exception se sont produits en Colombie-Britannique, et l'entente conclue entre les détenus et le Bureau du procureur général prévoyait effectivement leur immunité. Dans tous les autres cas, les accusations ont été portées aux termes du Code criminel et les détenus ont reçu pour la plupart des sentences assez considérables. Environ 6 cas sont encore pendants devant les tribunaux.

M. Landers: Puisque la vie des gardes doit être le plus grand souci de ceux qui sont engagés dans la négociation, je ne comprends pas pourquoi dans le cas de quatre détenus, l'entente prévoyait qu'ils ne seraient pas inculpés de prise d'otages.

Le sous-comm. Westlake: C'est exact. C'est bien ce que prévoyait l'accord conclu pour tous les premiers incidents qui ont lieu en Colombie-Britannique. On avait donc permis, et ce, pour que les détenus relâchent leurs otages sains et saufs, qu'ils ne seraient inculpés d'aucune accusation.

[Texte]

Mr. Allmand: But, Mr. Landers, that could not be done by the Penitentiary Service alone. That had to be done with the consent of the Attorney General of the Province, because it is his responsibility to lay charges or not. We have no jurisdiction over that.

Mr. Landers: One final question. I would like to know, Mr. Chairman, why people would ask to be sent to Dorchester, when it has been described as being obsolete, in the Minister's statement.

Mr. Allmand: I do not know myself why they would. Do you know why they would want to go to Dorchester?

D/Commr Westlake: I spent a couple of years there, and I would question that myself.

Mr. Landers: Thank you, Mr. Chairman, for your indulgence.

The Chairman: Thank you.

Mr. Allmand: I might say, Mr. Landers, that you have heard about those transfers to Dorchester, we have also transferred some from Dorchester to Millhaven, to Prince Albert, and to British Columbia Penitentiary.

Mr. Landers: Not hostage-takers, though.

Mr. Allmand: No, because there have been no recent hostage-takings at Dorchester, not since January 1. But there had been in the last couple of years or so.

Mr. Landers: Thank you.

The Chairman: Thank you. Well, ladies and gentlemen, I think we have now finished with the Solicitor General. We do not have a quorum for putting Votes, so I will not do that. I will adjourn this meeting briefly, before calling a resumption to deal with the other witnesses.

Mr. Fox: Mr. Chairman, perhaps we could deal with the matter of scheduling the other two witnesses. I think Mr. Caouette had a motion he would like to put.

The Chairman: May I thank the Solicitor General and his assistants.

Monsieur Caouette.

• 1140

M. Caouette (Villeneuve): Monsieur le président, étant donné qu'il était très important que le ministre puisse témoigner devant ce Comité, et que nous avons été obligés de faire durer la séance, j'aurais une motion à proposer, car il est très important que les deux autres témoins puissent avoir le temps de témoigner.

Je propose que l'on ajourne la séance vers midi trente afin de donner le temps aux députés de se restaurer et de préparer leur travail pour 14 h 00, et que l'on se réunisse à nouveau pour 15 h 30.

Mr. Fox: Mr. Chairman, that proposal would be, I think, approved on our side. I think it would give a lot more time to the people from Alberta, who have come a long way to be heard this afternoon. It seems to me that otherwise we will not be able to deal with their brief in an adequate fashion.

[Interprétation]

M. Allmand: Monsieur Landers, cet entente n'a pas été conclus seulement pas le service pénitentiaire. Il a fallu obtenir le consentement du procureur général de la province, puisque c'est à lui que revient la responsabilité de porter des accusations. Nous n'avons aucune juridiction là-dessus.

M. Landers: Une dernière question. Pourquoi les détenus demandent-ils d'être transférés à Dorchester, alors que le ministre lui-même a décrit cette institution comme étant archaïque?

M. Allmand: Je ne le sais pas moi-même. Monsieur Westlake, savez-vous quelle est la réponse?

Le sous-comm. Westlake: Je n'en sais rien, et j'ai même passé quelques années à Dorchester.

M. Landers: Monsieur le président, je vous remercie de votre indulgence.

Le président: Merci.

M. Allmand: Monsieur Landers, les demandes de transferts à Dorchester sont bien connues du public, mais j'ajouterais que nous avons également transféré certains détenus de Dorchester à Millhaven, à Prince Albert, et au Pénitencier de Colombie-Britannique.

M. Landers: Des détenus qui n'avaient pas pris d'otages, toutefois.

M. Allmand: Non, parce qu'il n'y a pas eu de nouvelles prises d'otages à Dorchester depuis le 1^{er} janvier. Mais il y en avait eu depuis quelques années.

M. Landers: Merci.

Le président: Merci. Mesdames et messieurs, je pense que nous avons fini de questionner le Solliciteur général. Comme nous n'avons pas le quorum, je ne mettrai pas les motions aux voix. Je lèverai la séance brièvement, pour nous permettre d'entendre par après les témoignages des autres témoins.

M. Fox: Monsieur le président, peut-être pourrions-nous changer l'horaire des témoignages des deux autres témoins. M. Caouette a, me semble-t-il, une motion en ce sens.

Le président: Je remercie le Solliciteur général et ses collègues.

Mr. Caouette.

Mr. Caouette (Villeneuve): Mr. Chairman, since it was very important that the Minister be able to testify before this Committee, and since we have been forced to prolong the meeting, I would like to move a motion because it is very important that the other two witnesses have the time to testify.

I propose that the meeting be adjourned at 12.30 p.m. in order to give the members time to have lunch and prepare for the session at 2 o'clock, and that we reconvene at 3.30 p.m.

M. Fox: Monsieur le président, je pense que cette motion serait appuyée par notre parti. Cela donnerait plus de temps aux témoins d'Alberta qui sont venus comparaître aujourd'hui. Sinon, nous n'aurons pas le temps nécessaire pour étudier leur mémoire.

[Text]

The Chairman: Thank you. We do not have a quorum for proceeding with a motion but with agreement of the parties I think we could nevertheless proceed to agree on that. The Clerk is trying to find out if a room is available; perhaps we could suspend this discussion for a short time until we get word from the Clerk if that is administratively possible.

This session is now adjourned.

[Interpretation]

Le président: Merci. Nous n'avons pas de quorum pour adopter la motion, mais je pense qu'avec le consentement de tous les partis nous pourrions nous mettre d'accord là-dessus. Le greffier essaie de déterminer s'il y a une salle libre; nous pourrions peut-être ajourner pour quelques instants jusqu'à ce que le greffier nous dise si cela sera possible.

La séance est levée.

APPENDIX "JLA-28"

STATEMENT OF THE HONOURABLE WARREN ALLMAND
TO THE JUSTICE AND LEGAL AFFAIRS COMMITTEE
RE MAIN ESTIMATES 1976-77

Before members of the Committee begin their detailed examination of the Main Estimates of the Ministry of the Solicitor General, I would like to take this opportunity to bring you up to date on the activities of the Ministry during the fiscal year 1975-76, and to mention our proposed plans for 1976-77.

The 1976-77 Main Estimates for all components of the Ministry of the Solicitor General total \$709.9 million, 18.9% over the 1975-76 Main Estimates. Total authorized manyears for the Ministry in 1976-77 are 27,767. This compares with the 1975-76 authorized total of 27,022 manyears, an increase of 745 manyears or 2.8%. Following is a table showing the breakdown of the budget allocation by components of the Ministry.

	Main Estimates 1976-77 (\$ million)	Main Estimates 1975-76	Increase	Authorized Manyears 76-77	75-76	Increase
RCMP	430.8	354.8	76.0 21.4%	18,213	17,725	488 2.8%
CPS *	246.6	215.3	31.3 14.5%	8,410	8,254	156 1.9%
NPB(includ- ing NPS) *	23.6	18.3	5.3 28.9%	938	828	110 13.3%
Secretariat (includes Minister's Office)	8.9	8.6	.3 3.5%	206	215	(-9) (-4.2%)
TOTAL	709.9	597.0	112.9 18.9%	27,767	27,022	745 2.8%

* includes allocation of statutory votes under Correctional Services Program for pensions and contributions to employee benefit plans between CPS & NPB.

The Ministry of the Solicitor General occupies a strategic position in the Criminal Justice System. The single largest component of the Ministry is the R.C.M.P., which shares responsibility, with the provinces, in prevention and law enforcement in Canada. While its primary responsibilities are the enforcement of federal statutes and the maintenance of internal security, the R.C.M.P. plays a leadership role in addressing interprovincial and international criminal activity and in joint force activity with local police forces focused on organized crime. The R.C.M.P. also provides a number of national police services to police forces across Canada. In eight provinces and 171 municipalities, the R.C.M.P. carries out provincial and municipal general policing functions on contract. In 1975-76, the R.C.M.P. engaged (excluding Security Services) about one-quarter of the total police strength in Canada. The Canadian Penitentiary Service is the next largest component of the Ministry. It is responsible for the administration of the institutional portion of the sentences for offenders who are sentenced to two years or more. C.P.S. staff represents about 40% of the total staff employed by Federal and Provincial Governments in Corrections. The third component of the Ministry is the National Parole Board. It is responsible for two functions. It decides the point in the sentence when each inmate convicted of an offence against Federal law, either in Federal penitentiaries or in Provincial prisons (except those sentenced to indeterminate terms in B.C. and Ontario) can return to the community under parole supervision. It is also responsible for parole supervision of all inmates released to the community on parole.

The fourth component of the Ministry is the Secretariat which supports the Deputy Solicitor General in his role as the principal policy advisor and coordinator to the Minister for all matters relating to the Ministry. The Secretariat provides supporting services to the Ministry in the areas of policy planning and evaluation, research and systems development, police and security planning and analysis, communication and consultation, management consulting services, personnel and financial management policy.

The Ministry is also responsible for much of the legislation affecting the Criminal Justice System including the Juvenile Delinquents Act, the Prisons and Reformatories Act and the Criminal Records Act.

The four components work in concert to shape the overall policy direction of the Ministry. Through its own operational capability and policy influence, the Ministry seeks to improve coordination between the many components outside the Ministry which administer criminal justice and deliver criminal justice services across Canada.

Much of the Ministry's efforts was directed to the concerns of the public for a greater measure of protection against the increase in violent crime. The problem of violent crime in Canada can be placed in perspective by reviewing existing statistical data for the ten-year period ending in 1974.

During this period, total actual Criminal Code offences for Canada have increased in absolute numbers by 132%. Actual violent offences have increased by 115%. Assaults (not Indecent)

accounted for the larger proportion of the total violent crime picture. This proportion fluctuated between 75 to 77% over the ten-year period and the increase in this category was 113%. Robbery follows assaults as the second largest group of violent offences. This offence has increased in terms of its proportion to all violent offences from 9.5% in 1965 to 13.4% in 1974, and the increase in robbery offences has been 204%. Murder, manslaughter, rape and wounding or attempted murder comprised 3.2% of all violent offences in 1965, and increased to 4.0% in 1974. The average increase for these offences over the survey period was 160%. Although there has been an increase in the number of violent crimes, the proportion of violent offences to all actual Criminal Code offences has remained relatively stable over the ten-year period (9.4% in 1965 and 8.7% in 1974).

The reported statistics indicate that the total rate (rate per 100,000 total population) for violent crime (murder, manslaughter, rape, robbery, wounding, attempted murder, assaults (not indecent) and other sexual offences) has almost doubled over the ten-year period, with some marked individual violent offence variation. However, this should be placed in context with the fact that other Criminal Code and Federal Statute offences, particularly drug offences, have increased over this same period such that increases in violent crime are not disproportionate.

The statistics are based on legally defined offences reported by the police. They do not necessarily measure the true extent of violent crime in Canada nor do they provide detail on the situational aspects of these offences. Some of the increases in these statistics might be accounted for by increased police manpower and efficiency, better statistical reporting by the police, increased confidence of the public in the police and thus an increased tendency to report offences to the police, the changing demographic structure of the population with an unusually large proportion of the population now in the traditionally crime-prone group of 16 to 24 years, and the pronounced rural to urban transition.

Recognizing the current limitations of the statistics, the Ministry will be conducting victimization studies over the next five years to assess more accurately the incidence, type, distribution, circumstances and effects of crime on victims.

As announced by the Minister of Justice and myself, the "Peace and Security" program consists of a broad range of legislative and administrative measures designed to afford the public greater protection against violent crime. These measures include assistance in the further development of preventive policing techniques and training; new sentencing provisions for convicted murderers and dangerous offenders; a more stringent gun control program; a concerted attack on organized crime by facilitating police investigation through electronic surveillance and providing for provincial inquiry commissions on organized crime; acceleration of the construction of new smaller prisons to replace the large, unworkable maximum security institutions;

improvement in the training of penitentiary staffs; imposition of more effective screening procedures regarding the release of violent offenders into society and the provision of more supervision of such offenders after release; ascertaining the real incidence and effect of violent crimes on victims; and learning more about public attitudes toward the criminal law and criminal justice administration.

Much of the Ministry's resources allocated in the 1976-77 Main Estimates will be used in the implementation of the peace and security measures, but in addition, supplementary resources have been approved for submission to Parliament.

I wish to emphasize that the "Peace and Security" program should be considered as part of the continuing process of improving the effectiveness and responsiveness of our Criminal Justice System to protect the public against crime. The Ministry's efforts are also directed to other issues and problems. Continued progress is being made in the conduct of the ongoing operational responsibilities of the agencies. The reform of the criminal law of our society is an ongoing process. We are considering the views of the Law Reform Commission on Criminal Justice matters. Nationwide consultations are being held on proposals for new legislation affecting young offenders. The problem of the native peoples and the Criminal Justice System is one which the Ministry has recognized as a major concern and several initiatives are being supported by the agencies and the Secretariat. Since responsibility for the administration of criminal justice is shared by federal,

provincial and local governments, the Ministry is coordinating its efforts with the provinces on several matters. In the correctional field, mechanisms of joint planning and coordination have been established including Federal-Provincial Conferences on Corrections, Continuing Committee of Deputy Ministers, Joint Regional Committees and joint task forces and working groups. In the area of law enforcement, the Ministry is examining the appropriate Federal role in response to such issues as the police role in urban centres, increase in sophisticated crime, rapidly escalating costs of law enforcement and pressure for improved productivity.

I will now present a more detailed progress report on the activities of the past year and the plans for 1976-77, aside from the "Peace and Security" program, for each of the components of the Ministry.

SECRETARIAT

Under the direct responsibility of the Deputy Solicitor General, the Secretariat supports the Deputy's primary role of principal policy advisor and coordinator to the Minister for all matters relating to the Ministry. The Secretariat has branches responsible for policy planning and evaluation; police and security planning and analysis; research and systems development; and communication and consultation. There are also four units involved in legal counsel, management consulting services, personnel and financial management policy.

The 1976-77 budget for the Secretariat is \$8.9 million and 206 manyears. The comparison between the Main Estimates for 1976-77 and 1975-76 for the Secretariat is distorted by the amount provided in the 1975-76 Main Estimates for the Fifth United Nations Congress on the Prevention of Crime and the Treatment of Offenders of \$1,318,000 and 25 manyears. If these figures are subtracted from the 1975-76 Main Estimates, the Secretariat's budget for 1976-77 will actually be increased by \$1.6 million and 16 manyears. Most of these additional resources will be utilized by the Research and Systems Development Branch to increase its research capacity, the funding of research projects, and to strengthen its statistics and management information division; and by the Consultation Centre to increase its resources to support innovative and experimental projects, studies, and workshops which may stimulate improvements within the Criminal Justice System.

While \$1.3 million was allocated in the 1975-76 Main Estimates for the Fifth U.N. Congress, the cancellation of plans to hold the Congress in Toronto resulted in a reduced estimated expenditure of \$625,000. Most of the balance of \$700,000 will be allowed to lapse except for some reallocation of funds to cover the over-expenditure of costs for the Marin Commission and preparatory work on the "Peace and Security" program.

Fifth United Nations Congress on the Prevention of Crime and the Treatment of Offenders

The Fifth United Nations Congress on the Prevention of Crime and the Treatment of Offenders took place in Geneva, September 1-12, 1975. In general, the Canadian Delegation was satisfied that Canadian interests were advanced during the course of the Congress. There was international agreement on a variety of subjects on which Canada was interested. These included such areas as extradition, international exchange of parole supervision, international code of ethics in police and in the prohibition of torture.

To many delegations, the chief importance of Canada's presence at the Conference was conveyed in the text of the speeches which our delegates made. There were also many references to Canadian advances in criminology, and, in particular, the reports of our Federal Law Reform Commission. Members of Canadian Non-Governmental Organizations made a considerable contribution through their representatives during the official sessions as well as in the Ancillary Programs.

Canada assisted the United Nations in preparation for the Congress by the secondment of one Canadian, for a period of two years, and two others, for periods of six months each. Nineteen members of the Canadian Coordinating Unit staff went to Geneva at the time of the Congress, and assisted the United Nations Conference Service staff in the organization and administration of the Congress itself.

Recommendations by the Canadian delegation for ongoing action are being followed up. These include entering into new extradition agreements and updating agreements which already exist, continued involvement in the development of a code of Police Ethics, providing for reciprocal enforcement of agreements under which persons are conditionally released from prisons, implementation by the Canadian Penitentiary Service of the U.N. Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners.

Policy Planning and Program Evaluation Branch

The Policy Planning and Program Evaluation Branch promotes and supports the development and coordination of Ministry policies. The Branch is responsible for two functions - policy planning and coordination, and evaluation.

The Policy Planning and Program Evaluation Branch is coordinating the current nation-wide consultations on the proposals for new legislation to replace the Juvenile Delinquents Act. These proposals were prepared by a Committee chaired by the Deputy Solicitor General and were made public in the form of a report on September 23rd, 1975. The report is being used as a basis for consultation with the provinces including law

enforcement agencies and judges, and organizations and groups in the private sector that are directly involved in the juvenile justice process. It is planned to complete this consultation phase by May 31, 1976. Reactions to the proposals and alternatives that are being proposed will be assessed. Based on the results of this consultation, I hope to be in a position to submit recommendations to my colleagues for Government policy regarding new legislation. It is possible that a bill may be introduced in Parliament some time by the end of this year or early next year.

The Branch is coordinating the work of an internal task force to develop the role and the structure of a unified federal corrections agency to be responsible for all the operational responsibilities of the Federal Government in the correctional field. The Task Force has recently presented, for internal discussion, a set of basic principles for Federal Corrections which will be expected to have significant organizational and operational implications for the new Federal Corrections Agency. While the role of the Federal Corrections Agency and the basic organization structure is being developed, a plan of implementation has been adopted, which will provide leadership as a step towards the creation of a Federal Corrections Agency. It is proposed to transfer the National Parole Service from the National Parole Board and to have the National Parole Service report to and be under the direction of the Commissioner of Corrections. At the same time, the title of the Commissioner of Penitentiaries is to be changed to Commissioner of Corrections to reflect this added responsibility. The necessary legislative amendments have been

introduced in the Criminal Law Amendment Act (No. 1), 1976.

The Branch is also engaged in two joint federal-provincial task forces which are reviewing long-term objectives in corrections and the respective federal and provincial governments' role in corrections. The present position of the Ministry of the Solicitor General is to continue to operate within the present two-year demarcation for sentences of imprisonment. This is the position which I presented at the Federal-Provincial Conference of Ministers responsible for Corrections in December, 1973. The two-year demarcation is an approximate division between less serious and more serious offences and less dangerous and more dangerous offenders. Through the development and use of joint coordinating mechanisms, exchange of institutional services contracts, proposed delegation of paroling authority and supervision to provinces for offenders against federal law sentenced to provincial institutions, it is possible to avoid duplication and to make optimum use of the respective federal and provincial services and facilities across Canada.

At the May 1975 Federal-Provincial Conference of Ministers responsible for Corrections, Provincial ministers expressed the view that the current division of responsibility has created a duplication of facilities, resources and services resulting in a loss of economy, effectiveness and efficiency. The Continuing Committee of Deputy Ministers was requested to study the range of possible options in the light of long-term objectives in corrections. The Branch is coordinating the work

of a joint review group with representatives from several of the provinces to carry out this mandate.

In this connection, British Columbia requested bilateral discussions with the Ministry of the Solicitor General to identify the implications of a unified or joint corrections system within the Province of British Columbia. The Branch is co-chairing a joint Federal-B.C. Task Force of officials to examine alternative measures with respect to the development of the roles of the two governments that could provide more effective and efficient correctional services within the province of British Columbia. Both joint review groups have been requested to complete their reports by April 30, 1976.

Police and Security Planning and Analysis Branch

The Police and Security Planning and Analysis Branch is responsible for four functions. These are:

- The analysis of threats to the internal security of Canada from organizations, groups and individuals either resident in Canada or elsewhere;
- The formulation of policy for the protection of personnel, property and equipment in the Federal Government including the security of government information;
- The formulation of policy concerning the role of the Federal Government in law enforcement and crime prevention;
- Contingency planning for Ministry crisis handling in emergency situations.

In the past year, the Police and Security Planning and Analysis Branch undertook, in cooperation with other branches of the Secretariat, Federal Departments and agencies, and the R.C.M.P., several projects. Among them were:

- A study of the role of the Federal Government in law enforcement in Canada;
- The Commission of Inquiry relating to public complaints, internal and grievance procedures within the R.C.M.P. (Marin Commission). The Commission has completed its inquiry. I received its report on March 9, 1976, and I tabled the report in the House of Commons on March 19, 1976. The report is being examined by the R.C.M.P. and the Secretariat to assess the implications and reaction to the Commission's recommendations;
- Contingency planning and exercises related to possible emergency situations at the 1976 Summer Olympics in Montreal;
- A review of personnel and physical security policies of the Government of Canada;
- The holding of a conference of Registrars of Firearms;
- Consultation related to the control of firearms.

The Branch is currently involved in a number of ongoing projects in the Police and Security area, and will continue to be involved in the preparation of security plans for the 1976 Summer Olympics.

Research and Systems Development Branch

It continues to be a basic objective of the Research and Systems Development Branch to reduce the total social and economic cost of criminal activity in Canada by furthering a better understanding of the phenomenon of crime by supporting, coordinating and executing research in the recognized problem areas. The areas of violent crime, dangerous offenders and victimization studies have a high priority. Additional research activity is directed primarily towards studies on the causes and prevention of crime, public attitudes to the Criminal Justice System, law enforcement, community and institutional corrections, and the Criminal Justice System.

It is the Ministry's intention to disseminate the findings of such research, study its implications for possible applications to policy developments, legislation and for its impact on operations.

The primary method of soliciting research proposals is through the publication, each year, of the Ministry Research Guide. This Guide lists the Ministry's priorities and invites research workers to submit proposals for funding.

Since 1st April, 1975, the Ministry has received over one hundred research proposals from researchers, universities, Canadian non-profit organizations and private enterprises. Over forty contracts have been awarded this fiscal year, while the number of on-going projects now exceeds 70. In addition, plans have been made to publish and disseminate a number of contracted research reports. This is in line with the Branch's goal to ensure that research findings are available to all interested parties; especially those who desire to consider their implications for development and operations.

Much state-of-the-art research was funded in 1975-76 but considerable emphasis will be placed on empirical studies related to five broad areas I have outlined for you. The Branch has been successful in attracting a number of highly qualified persons who have specialized in the field of criminology and who are capable of translating the findings of the researchers into policy recommendations. The Ministry continued its policy of providing contributions to centres of excellence in 1975-76 and intends, in the coming year, to increase this vital support to these research institutions.

The input from such areas will assist in the development of strategies relevant to Young Persons in Conflict with the Law, and the Role of the Federal Government in Law Enforcement.

In 1975-76, a strong start was made in establishing a small but highly competent staff of statistical researchers. It is anticipated that this group will be able to produce a much improved statistical data base relevant to the total Criminal Justice System. The Branch anticipates being able to provide for a very high level of statistical evaluation which will impact in the area of policy, legislation and broad operations within the Correctional field. You may recall that this Ministry's concerted response to the problem dates from the Federal-Provincial Conference of Ministers of Corrections held in December 1973, where the Ministers acknowledged the need "to develop relevant and timely and compatible criminal information and statistics systems".

Following a meeting in June 1974 which resolved that a Federal-Provincial Advisory Committee on Judicial Information and Statistics should be constituted to identify common problems and mechanisms for their solutions, to encourage compatibility of systems and to communicate the status of systems being

developed. The Committee has since identified three priority areas - present and future data generation, standardization of data element and definitions, and identifiers. It has now established Task Forces to develop mechanisms for their solutions.

Communications and Consultation Branch - Consultation Centre

The Consultation Centre has a dual responsibility. The Centre acts as a catalyst for change in the Criminal Justice System by initiating, supporting and taking part in programs of an innovative and experimental nature, generally, but not always, in cooperation with one or more of the provinces. Secondly, it has a general oversight of Federal-Provincial Relations, including the organization of Ministerial meetings, meetings of the Continuing Committee of Deputy Ministers, Joint Regional Committee meetings of senior Federal and Provincial correctional officials. The Centre has regional offices in Moncton, Montreal, Toronto, Saskatoon and Vancouver.

The Centre administers a financial contributions program which is primarily utilized in the development and support of demonstration projects. Examples of the projects supported by the Consultation Centre are a project with the Department of Social Services, Province of Nova Scotia to assess the value of providing alternative services, rather than court action to young persons charged under the Juvenile Delinquents Act; a five-year crime prevention and diversion program involving volunteers in the Downsview Western Action Community of Metropolitan Toronto; a study into the needs of the London Police Department in meeting the problems of family crisis intervention, and developing an operation training model; joint funding with the Department of the Solicitor General, Province of Alberta for the establishment of a restitution centre to determine the efficacy of alternatives to current practice for non-violent, personal property offenders under \$500.

In 1975-76, increasing emphasis is developing on the use of seminars and workshops and conferences as a tool for stimulating change, and planning for the impact of change, within the Criminal Justice System. The Centre also utilizes these resources for the development of consultative-style studies of particular issues that confront the justice system in Canada.

During the fiscal year 1975-76, a substantial increase in the number and variety of activities in the area of Federal-Provincial relations was evident. Many more branches of the Secretariat, and components of the Ministry's agencies, moved in the direction of utilizing the Federal-Provincial forum as a framework from which to address major questions and develop new programs. This trend will likely continue into fiscal year 1976-77 and, in fact, may begin to show some evidence of moving to a broader base of developing opportunities for, and utilizing, community participation in planning and program development. With the Peace and Security proposals concerning Gun Control, this movement may be necessary to achieve any success in applying the measures to rural and native communities. The Centre is sponsoring a task force to review the role and relationship to governments of the private sector agencies operating in the criminal justice field. This review will be undertaken by the federal and provincial governments and representatives of the private agencies.

Other program emphasis in fiscal year 1976-77 will include support for projects to develop appropriate ways of helping the justice system respond adequately to the special

needs of native peoples. Financial resources will also be allocated to demonstration projects in adult diversion, youth crime prevention and criminal justice manpower training and development.

The Centre also has an ongoing responsibility for supporting the Federal Advisory Council and the Canadian Advisory Council on Natives and the Criminal Justice System. This support takes the form of providing: operational funds, access to information and Government officials, Secretariat services, and general coordination. These advisory councils were created following the National Conference on Native Peoples and the Criminal Justice System which was held in Edmonton in February, 1975. The functions of such bodies are to advise on policy questions, to act as clearing houses for information, and to coordinate new programs related to native peoples and the criminal justice system. In 1975-76, the Federal Advisory Council, which is made up of representatives of Federal Departments and of the National Native Association, met with Ministers and senior officials on several matters of common concern. In 1976-77, this involvement with senior levels of government concerning legislation, overall program and policy development will probably increase. In 1975-76, the Canadian Advisory Council, composed of federal and provincial officials and native representatives both at the national and provincial levels from across the country, met twice, establishing Terms of Reference and sharing information. It is anticipated that two meetings will be held in 1976-77 and that the Council will begin to focus on substantive problem areas.

Correctional Manpower Planning, Training and Development

One of the major tasks of the office of the Senior Personnel

Policy Adviser is to coordinate the development of the National Advisory Network on Correctional Manpower Planning, Training and Development that is sponsored and funded jointly by the Federal and Provincial Governments. It was established to encourage a coordinated approach to correctional manpower utilization and development. It is presently engaged in establishing inventories of in-service correctional training courses and capacities; correctional training resources; and resources outside the correctional system that may be utilized or adapted to correctional manpower planning, training and development.

The Network has completed a seminar on phase 1 of correctional management development with the second phase to be conducted in September 1976, a workshop on the training of correctional trainees, and a national seminar on training for crisis intervention. Seminars are being prepared for presentation in 1976 on the requirements and methods of correctional manpower planning and forecasting, on the requirements and methods of selecting correctional staff, on training of skills in responding to deviant behaviour. The study by Professor Albert of Carleton University on overall training patterns and needs in the Canadian correctional fields, to develop training strategy and to recommend federal and provincial policies on the implementation of the strategies, is expected to be completed by May 31, 1976.

ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE

The 1976/77 gross budget of the R.C.M.P. is \$547.8 million dollars, an increase of \$98.6 million over 1975/76. This gross increase is offset by an increase of \$22.6 million in revenue for police services provided by the Force for a net increase of 76 million or 21% in 1976/77. The increases are mainly to cover the following:

	<u>\$</u> <u>(Millions)</u>
- 488 man years	\$12.2
- Provision for pay increase in 1976/77	33.8
- Capital	6.4
- Pensions	10.6
- Other operational requirements	13.0
	<u>\$76:0</u>

Overall man years in the R.C.M.P. increased by 488, or an overall increase of 3%. Of this increase, 95% are being devoted to performing provincial and municipal policing duties in the contract Divisions with the larger increases being committed to British Columbia and the Prairie Provinces.

There will also be a substantial increase in resources concentrated in areas of the Force related to the fight against organized crime and the spread of illicit drugs. This increase will be brought about through a realignment of man-years at the conclusion of the Olympic Games and by a change in the

Force responsibilities in the National Airport Security Program and these resources will be applied primarily within the Provinces of Quebec, Ontario and British Columbia.

Equipment

In view of the Government's restraint program and with particular emphasis on limiting the growth of the public service, the Force is continuing a program of substituting its ultimate manpower needs by acquiring modern equipment.

A major communication program is underway for British Columbia to provide a "computer aided dispatch" system which permits closer contact with each patrolling officer and reduces the need for two man patrols, while permitting greater enforcement coverage. Here I am emphasizing the need for safety for the peace officer as well as a quality service for the Canadian Public. Similar communications programs but on a smaller scale are being developed for each of the Provinces policed by the Force.

As the trend in our Canadian society is towards an accelerating mobile community and is ever so true with the organized criminal, the Force will provide fast response transport in the form of aircraft for the Prince Rupert B.C. and Thompson Manitoba districts. The organized criminal has become a challenge to the peace and security of this Nation and specialized technical service must be exploited to the full in our fight against sophisticated crime. New methodology and ideas are being developed and these methods will be made

available to all accredited Canadian Police Forces. Our most recent assistance to the Canadian Police Forces will be through the acquisition of a Computerized Fingerprint Scanner which will dramatically escalate the crime solving function of the National Police Service.

Construction

The funding of the 1975-76 R.C.M.P. Capital construction program was \$17.1 million. This program included the construction of the first phase of the Canadian Police College which commenced in 1974-75 and will be completed in 1976-77. Total estimated cost of this phase is \$9.5 million.

The 1976-77 Capital construction program totals \$23.8 million. \$4.0 million will be allocated for the construction of a new divisional headquarters building in Winnipeg which is estimated to cost \$12.6 million. Construction will commence on a new crime detection laboratory in Halifax to serve the Maritime region. Total estimated cost of the laboratory is \$3.6 million. A limited facility has been operating since 1957 at Sackville, N.B. Construction of a new barrack block estimated to cost \$4.5 million to accommodate recruits in training at "Depot" Division Regina, Sask. will be completed in 1976-77.

Canadian Police Information Centre

We are hopeful that 1976/77 will see the implementation of the second phase of automation of the Central Fingerprint

Bureau for Canada, operated by the Royal Canadian Mounted Police. This operation is already leading the world in technological progress through the installation of a Videofile Fingerprint searching system. A further feasibility study has now shown that the Central Bureau can be almost completely automated with a further saving in man years and a considerable increase in the Bureau's capability to search and identify latent fingerprints found at crime scenes.

The real-time information system servicing all accredited police agencies in Canada is meeting the objectives set for it. Minor changes are being made to cope with a workload which is increasing at the rate of 35% per year.

During 1975, the R.C.M. Police began to apply computers to other information handling aspects of criminal investigations. This application cuts across a broad spectrum of activity where masses of information must be manipulated, analyzed and controlled. Plans for 1976/77 call for increased use of the computer to aid the specialist investigator to successfully prosecute more criminals.

Identification Services

The successful implementation of the Videofile fingerprint storage and retrieval system has prompted the possible interface of optical scanning equipment. This represents supplementing the present semi-automated system with a highly sophisticated capability for the benefit of the Force and Canadian law enforcement in the field of fingerprint

identification. The enhancement of this fingerprint bureau facility is expected to provide benefits in a number of significant areas: staff, space and error reduction; improved response time; and a capability for search of latent prints against the entire criminal fingerprint file, as well as search of fragmentary impressions.

It is incumbent on the Force, as the senior police force in Canada, to play a prominent role internationally, as well as nationally, in the pursuit of technical and forensic science fields. To encourage promotion of these various disciplines so vital to law enforcement, the Force must participate in recognized organizations like the International Association for Identification, and from time to time sponsor functions such as annual conferences as a demonstration of support for their objectives.

Customs and Excise

During the fiscal year 1975/76 Customs and Excise enforcement was directed to reducing the loss of Federal revenue from smuggling and the illicit manufacture of alcohol. Special attention has been given to smuggling with commercial overtones, particularly in the jewellery field, and this will continue through 1976/77. This requires specialized personnel working exclusively on this area of enforcement.

Seizures under these Acts in 1975 totalled 4,069.

Value for duty of goods seized in 1975 totalled \$5,276,000. During the fiscal year 1974/75, \$1,033,000 was turned over to the Department of Revenue.

Drug Enforcement

The serious problem of abuse and trafficking in illicit drugs continues to increase in alarming dimensions. The situation in Canada at the present time can best be described as a multi or poly-drug problem. It is no longer confined to illicit heroin or even marihuana. Large numbers of persons in this country are now involved with the illicit use of hashish, cocaine, methamphetamine (speed), M.D.A., L.S.D., S.T.P. and even opium. In 1964, there were 564 persons charged with drug offences across Canada, whereas 10 years later in 1974, in excess of 59,000 persons were brought before the courts on a wide range of Federal Drug Act violations.

The drug problem in Canada represents a major complex social concern. The physical and psychological harm to the individual user is well known. However, as a direct result of the drug problem many innocent persons are affected through numerous criminal offences directly associated with illicit drug abuse including thefts, house breakings, physical violence and even murder.

The Force's resources in the area of drug enforcement will be utilized to control and reduce the availability of illicit drugs in Canada.

An outstanding example of joint R.C.M.P. and local force operations in drug enforcement is the Coordinated Law Enforcement Unit (CLEU); an elite corps of seasoned and determined police investigators unique in Canada. CLEU was established in the Spring of 1974 in British Columbia on two basic premises.

The first was the success of a number of joint operations carried out by the Vancouver City Police and the R.C.M.P. against a number of organized criminal operations. These joint ventures demonstrate that resources and manpower could be brought to bear on crime problems that would be impossible for individual police forces to muster. So, the first premise was that since crime doesn't confine its operations to arbitrary geographical areas, neither should policing. A permanent joint forces operation was established which now numbers something over 70 police officers, 35 from Vancouver, 35 R.C.M.P. and smaller numbers from other municipal police forces in the Vancouver area.

The second premise was that since organized crime is sophisticated, innovative, adaptable and above all ruthless, the only way to fight it was to mount an assault as sophisticated as organized crime itself.

Because of limited resources in manpower as recently pointed out in the press, CLEU's top priority is drugs. In 1975, the first full year of operations, CLEU investigators seized almost 90 pounds of heroin, worth about \$1 million on

the street. This quantity represents about 10 per cent only of the drug going through Vancouver annually but these seizures have had a serious impact on increasing the price of heroin as well as lowering the quality at street level.

While priority was directed to drugs, CLEU carried out non-drug operations in the past year resulting in charges in connection with an alleged bookmaking ring with links to the New York Mafia, uncovering of a murder for hire plot, murder convictions against two men in a contract killing, and a breakup of a stolen car racket in which the Insurance Corporation of B.C. was defrauded.

Organized Crime

Organized crime continues to constitute a serious threat and the Royal Canadian Mounted Police through its membership in Criminal Intelligence Service Canada, an organization of Canadian Law Enforcement Agencies, is co-operating with other police departments to combat it. Special equipment and highly trained personnel are essential and are made available to Royal Canadian Mounted Police Enforcement Sections and, in some cases, to other police departments by National Crime Intelligence Branch and Special "I" Branch. These branches provide support in terms of expertise, Criminal Intelligence Repositories, analysis, physical surveillance and technical surveillance.

Commercial Crime

The objectives of the Commercial Crime Branch are to maintain public confidence in the Canadian business and financial community by controlling commercial crimes through effective enforcement and application of sanctions; and to suppress the manufacture and distribution of counterfeit money and counterfeit tokens of value within Canada.

These investigations are normally taken "after the fact" however, on numerous occasions intervention at an early stage prevented fraudulent schemes from running their course. In 1975 the Commercial Crime Branch investigated frauds valued at \$244.3 million. On the other hand, they were instrumental in recoveries approximating \$11.5 million along with fines totalling \$723,080.

The recoveries and preventive aspects are reflected in business and corporate income tax collected by the Provinces and Canada. Losses would otherwise be written off as bad debts.

Fraud and corruption do nothing to enhance Canada's position in the World market place. An advancing economy requires a stable commercial community to instill public and investor confidence.

Significant commercial crimes by their very nature, consist of a continuity of acts touching a large number of people. It is indeed rare when such a crime is carried out within the bounds of a single jurisdiction. The travelling "white collar" criminal takes full advantage of the conflict of laws and a multiplicity of jurisdictions to mask the

perpetration of his scheme. Modern travel has provided the "white collar" criminal with unprecedented mobility.

International fraud, trafficking in stolen securities and stock market manipulations are existing phenomena today. Criminal liaison Officers being stationed abroad is one way of improving communications and enhancing our enforcement positions against the new dimension of trans-national crime.

At the end of 1975 approximately \$20,000,000.00 worth of stolen or missing securities remained outstanding in Canada.

During 1975 the value of counterfeit currency seized in Canada amounted to \$2.7 million.

International co-operation in law enforcement, particularly in the area of fraudulent activities is a necessity if we are to succeed in our attempt to stabilize multi-jurisdictional white collar and organized criminal activities.

The highly specialized and complicated nature of organized and white collar crime demands the continued assignment of large numbers of highly specialized senior personnel over extended periods. To this end, extensive improvement of the qualifications of investigators and commercial crime analysts is encouraged through university and other specialized training programs.

Organized and white collar crime remains one of the principal areas of emphasis for the fiscal year 1976/77.

Olympic Security

The potential for domestic and international groups to undertake violent activities during the Summer Olympic Games is enhanced by rapid transportation, the availability of sophisticated weaponry and the instant reporting of Terrorist acts by the mass media.

The R.C.M.P. is preparing, in co-operation with other police agencies and the Canadian Forces, security plans to combat terrorist activities, within the Olympic milieu, during the summer of 1976. The basic premise for this planning is that of "a strong security posture", based on developing intelligence of real and perceived threats.

Protective Policing

The role of Protective Policing is to provide security to federal government facilities, people, information and equipment and to maintain contingency plans to meet emergencies arising from natural, industrial or other incidents or accidents.

This responsibility incorporates the following functions:

Airport Policing

- monitors the R.C.M.P. role in the National Airport Policing and Security Program, wherein the Force provides a policing and security service at 10 International and 20 Domestic Airports in Canada, on a cost recovery basis from the Ministry of Transport.

In the past year, in compliance with a Treasury Board Directive, this Force participated in an Inter-departmental Study of the Program. R.C.M.P. positions will be reduced from 810 to 616 as a result of the Study. A further Study recommendation that manpower levels at International Airports be reviewed after the 1976 Olympics, will receive attention.

Special Operations

- coordinates the implementation of personal and physical security requirements for national and international major events and conferences occurring in Canada. This will include events such as the U.N. Conference on Human Settlements, Vancouver, B.C., May 31 to June 11, 1976, the Canada Summer Games, St. John's, Nfld, August 1977, and the Commonwealth Games, Edmonton, Alta., August 2 to 12, 1978.

- maintains liaison with participating Federal Government Departments.

Protection of Property

- conducts security surveys of buildings, facilities and material to advise on security planning, education and training to Federal Government Departments and industries in the "Vital Points" programs and events such as the 1976 Olympics and the Human Settlements Conference at Vancouver. Develops and coordinates contingency plans with such agencies as the Canadian Penitentiary Service and Canadian Armed Forces for anticipated crisis situations. Maintains

the Canadian Bomb Data Centre, which is the Canadian authority and R.C.M.P. Policy Centre on combating the improvised explosive device threat.

Electronic Data Processing (E.D.P.) Security

The Treasury Board has detailed a program to establish a security posture in electronic data processing, within the federal government, which is commensurate with the classification level of the information being processed. The EDP Security Branch has the responsibility of ensuring this program is carried out. This is accomplished by conducting initial and follow-up security surveys of federal government EDP facilities and private sector facilities processing classified government information, by providing a consulting and inspection service in computer oriented projects, by developing, reviewing and updating EDP security standards, and by providing a training service for departmental security officers and EDP security co-ordinators. The Branch also provides a consulting service for investigators in the area of computer oriented crime.

The Force also supervises the co-ordination for inspections of anti-intrusion devices (electronic sweeps) requests and investigations received from Canadian Government departments and associated agencies.

Physical Protection

- coordinates protective measures for Canadian and foreign dignitaries and Embassy personnel and property, on a daily basis.

Security Systems

The Security Equipment Section provides technical research and development of mechanical security equipment for protection of classified matter held by the Federal Government.

Technical Consultants Section provides technical guidance, design and physical security of buildings and electronic Alarm and Access Control systems.

Re-Negotiation of Provincial and Municipal Policing Agreements

Current R.C.M.P. contracts with the provinces expired on March 31, 1976. These contracts were entered into in 1966 under terms whereby the provinces agreed to pay 40% of the cost for the first year increasing 1% per year for ten years until the cost was shared 50% for the provinces and 50% for the Federal Government in 1975-76.

Two years ago, a new contract proposal was submitted to the provinces which suggested that for provincial agreements, the provinces should pay 60% of the shared costs instead of 50%. The new cost sharing formula more accurately reflects the actual division of policing responsibilities between the federal and provincial governments and the benefits which both parties derive from the agreements. Municipal agreements were also modified to more accurately reflect the division of policing responsibilities and municipalities were asked to pay 60% of the shared costs for the first five men and thereafter 85% for each additional man.

In preparation for the new contracts, the Federal Government closely examined the costs involved in the provision of the police services contracted for by the provinces and has arrived at a more realistic manner for establishing contract conditions. Under the present contracts, costs are calculated on a per capita basis for all contract policemen and each province pays the per capita rate for its policemen. Because of the inequities inherent in this approach, a direct-costing formula has been developed which more accurately reflects the actual policing costs in each province.

As a result of a meeting with all the provincial Attorneys-General at which there was general opposition to the new cost sharing proposal, I was authorized to make a counter-proposal which modified the cost sharing ratios. For provincial agreements provinces were to pay 52% of the shared costs rising by 1% each year. For municipal agreements, municipalities were to pay 52% for the first five policemen, rising by 1% each year. The counter-proposal also reduces the length of the term of the contract from ten to five years.

Our position is that even under the originally proposed 60% provincial share, the contracts would confer a benefit on the provinces in that the cost to the provinces of R.C.M.P. services is less than what would be incurred by the provinces fielding their own provincial forces. The reduction from 60% to 52% in the initial year of the proposed new contract was in response to provincial governments' claim that the federal government should not impose a significant increase in provincial costs of law enforcement at this time.

We have not attained agreement with the provincial governments as to the terms of the new provincial and municipal police contracts for RCMP services. While the old contract expired on March 31, 1976, I have informed my provincial colleagues that "the services now provided by the RCMP will continue uninterrupted, it being clearly understood that the Federal Government would be unwilling to undertake any new municipal contracts until negotiations are concluded and that costs would be recovered retroactive to April 1, 1976 at the new rate".

The main point of contention is the amount of cost reimbursement to the Federal Government for those RCMP policemen who do provincial and municipal policing. The contract provinces have stated that they do not wish to pay more than 50 per cent of the costs of provincial and municipal policing by the RCMP. The Federal Government's position on this issue is that the new Federal proposal is "more than fair" and 'not negotiable'.

I have also indicated that the Federal Government has initiated a thorough examination of the Federal Government's role in law enforcement and policing and that provincial authorities will be involved in this re-examination of police arrangements. In the meantime, officials of the Federal Government are prepared to meet with provincial officials as soon as possible, to continue discussions on a number of the technical clauses of the proposed contracts and attempt to reach an early agreement.

CANADIAN PENITENTIARY SERVICE

The gross budget for the Canadian Penitentiary Service for 1976-77 is \$246.6 million, an increase of \$31.3 million, or 14.5%.

Of this amount, the operating vote is estimated at \$184.9 million, an increase of \$35.2 million. Approximately 86% of this increase is attributed to non-discretionary increases in salary, specific price increases and bilingualism program. The balance of the increase (14%) is attributed primarily to the operation of new institutions being phased in 1976-77 and resources for the regionalization of the Prairie and Atlantic regions. In addition, \$13.9 million of the statutory votes for pensions and contributions to employee benefits have been allocated to CPS for 1976-77.

The 1976-77 capital construction vote totals \$47.8 million, a decrease of \$7.8 million compared to the 1975-76 Main Estimates. Approximately two-thirds of the funds allocated for 1976-77 will be spent for the planning and construction of new institutions and the remainder for major modifications to existing structures. The decrease of 14% in the capital expenditures is partially due to the lead time required for planning and preparation of new institutions which will involve relatively small expenditures for consultants and site acquisition. It is forecast that capital expenditures will increase substantially in 1978-79 and again in 1979-80.

As last year, at this time, the most critical problem facing the Canadian Penitentiary Service is still the overcrowded facilities. The closing down of old and obsolete institutions,

which has been planned for many years, has yet to occur. This delay is mainly due to problems of obtaining approval, from various levels of government and local residents, on site selection. CPS has now planned to build a few institutions on existing sites and other measures have been taken to expedite the attainment of site approval.

The inmate population growth rate has been projected on the basis of the average annual growth of 4% in the various regions over the past three years. The marked decline experienced in 1974-75 was reflected in the 1975-76 Main Estimates, as well as our forecasts for future years. Nevertheless, for 1976-77, we are not forecasting a growth higher than the peak of 9,241 inmates as at March 31, 1974. Total inmate population was 8,981 as at March 16, 1976, an increase of 4.8% over the previous twelve month period. The Quebec Region has experienced an increase of 17% in the same twelve month period, and we may face some strong short-term pressure for additional facilities in the Quebec Region.

A serious thrust towards the development of planning and evaluation capabilities for Canadian Penitentiary Service and National Parole Service is being exerted. This will assist management in the decision-making process and ensure new projects and programs are evaluated to determine if the implementation and/or continuation of programs are achieving their objectives. Innovations or techniques which have not been proven need evaluative research before global acceptance, and should be continually evaluated when accepted.

A major project will be initiated in 1976-77 when CPS and NPS will develop and implement a comprehensive Operational Information System. Many reports received at the Ministry have identified this most critical situation. The Vantour Report on Dissociation specifically addressed this problem as being an urgent matter.

Programs - General

As stated last year, the Living Unit concept is to improve communications between staff and inmates. In certain types of institutions, this concept cannot be introduced immediately because of unsuitable facilities and difficulty of dealing with maximum security inmates. Therefore, a "Team Concept" has been developed and introduced in a few institutions and it is planned to extend this concept in other maximum security institutions.

A serious effort has been put forth towards assisting inmates in the formation of inmate cooperatives. Several co-ops have been developed and are operating where inmates are earning standard wages. This was made possible by obtaining the cooperation and close participation from private industries.

A National Advisory Committee for employment is being organized with the main aim of seeking advice from the private sector to assist in the development of institutional programs, which will be up to date with current industrial techniques.

A new philosophy is now being considered by Canadian Penitentiary Service, National Parole Service and the National Parole Board which will increase the use and financial assistance of Community Residential Centres with the objective

of making the optimum use of privately operated residential facilities. As the security aspect will remain, a certain number of CCC's will always be necessary to assist certain types of inmates in their transition from institutions to society.

Security Programs

The ongoing security and construction improvement programs have made considerable progress. The hardware required to improve security generally and in the visiting areas has been put into operation, although training of personnel on the use of all new equipment has yet to be completed. The perimeter security is still being improved and this program is expected to be completed by 1977.

With the improvement of security programs, the number of escapes (excluding walkaways and failure to return from Temporary Absences, both escorted and unescorted) continued to decline.

The construction program of shooting ranges is being continued to ensure personnel are proficiently trained in the use of firearms and are conditioned to use them with good judgment, and only as a last resort.

Since 1974, close liaison has been established with law enforcement, security and correctional agencies in Canada and the extent of the liaison is gradually increasing. The benefits derived from more liaison with the police, to mention just one area, have provided the opportunity to better determine the patterns of inmate activities.

An education program will be initiated to expose all personnel of the Ministry on preventive security as it relates to the CPS.

It is intended to maintain and improve an information security program in respect of all elements in the CPS and to computerize security data to ensure secure storage, speedy retrieval and better correlation of information.

The subject of hostage taking, viewed in the context of Kidnapping and Abduction as defined in section 247 of the Criminal Code of Canada, is under study. This phenomenon is of great concern to the administration because correctional staff are constantly exposed to this "hazard". Correctional staff are apprehensive of possible hostage taking incidents, in the light of the recent tragic fatality. Further analysis of this situation is being conducted with a view of taking improved preventive measures to reduce the possibility of such events and to develop adequate corrective measures.

Industries

New organizational concepts to improve and update the industries activity are still under study. A pilot production line which will commence operation in June 1976 at Joyceville Institution, will simulate commercial working conditions as closely as possible. Inmates working in this project will be able to earn up to minimum wages based on work attitude and production performance. An evaluative system is being designed to determine whether such industrial organization will be beneficial to the inmates, the organization and the community. The expansion of such a concept across the Service will then be considered.

Medical and Health Care Service

Using the general National Health Services Advisory Committee recommendation as a guide:

"A Humane Health Service, including medical, psychiatric, dental, nursing and allied health services, be provided by provincially registered professionals in good standing to serve patient-inmates in Correctional Institutions, this service will contribute directly and indirectly to efforts of inmates to rehabilitate themselves",

the Medical and Health Services made great advances in the professionalization of this service. Affiliation with various universities has been achieved and additional affiliations are contemplated. The World Health Organization has recognized the Psychiatric Centre (Pacific Region) as a training centre.

In the effort to provide professional health services, registered nurses will be employed in the Nursing Services. This had initially adverse effects on the morale of non-professional personnel. However, several of them are now being trained and this process will be expedited as additional training positions are made available.

The Medical and Health Care Services Directorate was invited by the World Federation for Mental Health to organize and present a one-day session on "Prison Environment and Mental Health" to the "Habitat" Conference to be held in Vancouver in June 1976.

The construction of a Psychiatric Centre in Saskatoon will commence in 1976-77. This Centre will be available for use by the

provinces. Negotiations with the Atlantic Provinces have commenced whereby a centre in the Atlantic Region could also be used by the provinces.

In November 1975, a National Conference was held on "Legal and Ethical Aspects of Health Care in the Canadian Penitentiary Service". Attendance was multi-disciplinary including judges, university professors, NPB members, theologists, philosophers, M.P.s, lawyers, etc. As a result of the Conference, guidelines on these aspects are forthcoming.

Dissociation

In her 1973-74 Annual Report, the Correctional Investigator (Ms. Inger Hansen) commented unfavourably on conditions of dissociation within Penitentiary Service institutions and recommended that this matter be looked into with a view to determining its usefulness and examining alternatives to dissociation and alternative means of dissociating.

As a result of the Correctional Investigator's recommendation, the Solicitor General appointed a task force to study the problem of dissociation and to make recommendations. A report with 57 recommendations has been submitted by the Task Force that was chaired by Doctor James A. Vantour. Recommendations are now being analyzed, and the consultation process with the field staff should be completed by the end of May, 1976. This report has been released to the news media and other communication media.

Decentralization and Delegation of Authority

In line with Government policy, a study is being conducted to determine the responsibilities that can be decentralized with delegation of authority. This will change the role of the Headquarters' function, which will perform policy, planning, monitoring, control and evaluation functions. Similarly, the Regional Headquarters' role will also change and the impact of these changes have yet to be identified. Implementation plans are to be developed consistent with the proposed establishment of a Federal Corrections Agency. Agreement in principle on this concept is expected to be obtained from management in the coming year.

Staffing and Staff Training

Staffing delegation has been obtained from the Public Service Commission. This has created problems in workload in the staffing and appeal functions which are being resolved.

The staff training program has been greatly improved in the Pacific and Prairie Regions by using trailers, or agreements with provincial or private institutions. In addition, a new college was opened in the Atlantic Region. In Quebec and Ontario, courses are generally filled to capacity, however, one of the problems was the lack of training positions. The situation has improved somewhat by obtaining approval of a certain number of additional positions. For the last eighteen months, the training thrust has been towards security, however, new concepts are being developed to improve training in penological treatment, human relations, management, etc.

Construction Program

New institutions are required to replace four obsolete institutions (Dorchester, St. Vincent de Paul, Kingston Penitentiary and B.C. Penitentiary). A construction plan which

was approved in 1973 would have made possible the closing of these institutions in the next few years. However, because of difficulties in getting approval of site selection from townships or cities, the schedule has been delayed. Steps have been taken to expedite site selection by using the computerized Regional Economic Expansion Site selection model, other government resources and facilities and conducting public relations in various towns and cities.

Construction of four new smaller institutions of the type recommended by the Mohr Committee is planned to commence in 1976-77. The first new institution of this type is scheduled to open in Mission around July, 1976.

Native Peoples

As a result of the National Conference on Native Peoples and the Criminal Justice System in Edmonton in February, 1975, CPS has been in contact with all the Brotherhoods and Sisterhoods to encourage their institutional participation. In regard to the employment of natives, a report from the Native Employment Branch of the Public Service is due in the latter part of February, 1976, which should provide guidelines to CPS/NPS in the development of better programs for Native inmates. Contracts have been entered into with Native organizations to assist in the expansion of programs designed for Native peoples incarcerated in federal institutions.

Female Offenders

A report from the Advisory Committee on Female Offenders was received in the latter part of January, 1976. Alternatives to the present situation are to be considered and evaluated and joint

federal-provincial planning is being considered, using the report as a basic working document. The document is now being reviewed.

NATIONAL PAROLE BOARD

The 1976-77 budget for the National Parole Board which includes the National Parole Service is \$23.6 million, which is an increase of \$5.3 million over the 1975-76 Main Estimates. (These figures include the NPB's share of the statutory votes for pensions and contributions to employee benefit plans which is \$1.4 million). Total authorized man-years in 1976-77 are 938, an increase of 110 manyears, or 13.3% above the authorized 1975-76 total. Sixteen additional manyears will be allocated to the National Parole Board to enable the Secretariat to cope with the present workload. The National Parole Service will obtain an additional 94 manyears or an increase of 14.8%. This increase will be required primarily to meet increased workload for mandatory supervision, day parole and increased activities of the National Parole Board following the establishment of regional divisions.

During the past year, the National Parole Board has consolidated the organization of its five Regional Boards and has significantly expanded its activities as a releasing authority.

Parole hearings have been extended wherever possible to include applicants for day parole. For some inmates, these hearings serve as an initial point of contact with the Board which is seen as an important element in the individual's rehabilitative program. Recognizing its role in every kind of release at any time during a sentence, the Board has begun making recommendations to the Penitentiary Service with regard

to the continuation of temporary absences whenever it renders a negative decision with respect to day parole or full parole.

In the past year, the National Parole Board conducted 20,120 case reviews as compared with 18,500 in the preceding year and 15,140 in 1970. This included 6,636 applications for full parole from federal and provincial inmates and 3,776 applications for day parole. The proportion of applications for full parole granted declined over the year. In the past year, 41% of such applications were granted (35% for federal cases and 49% for provincial cases) as compared with 48% in the previous year (42% for federal cases and 56% for provincial cases).

These figures would seem to suggest on the one hand a greater selectivity in the decision to release inmates offset on the other hand by a greater involvement in the treatment program for individual cases.

The resources of the Board have been severely strained due to the heavy workload at the Regional level and it has been necessary to have the Board Members in the Ottawa Division assist their Regional colleagues on a regular basis in order to meet all the local requirements. The Ottawa Board Members, due to their greater number in one location, have also participated in the organization and the operation of different committees such as the Special Project Committee, the Internal Review Committee and many others.

All Board Members meet on a quarterly basis to discuss their mutual interests and problems and at one of the recent meetings, it was decided to establish on an experimental basis,

a committee called the Program and Planning Committee which, because of its smaller membership, will allow a quicker response to urgent situations and permit immediate decisions which will be later brought in front of the full Board for discussion and confirmation.

Criticism of the Parole Board and its decisions has increased both from the media and the general public. Criticism usually followed a spectacular incident in which a person on mandatory supervision or parole has been charged. The Parole Board has taken administrative measures and legislative proposals have been introduced to provide more effective screening regarding the release of violent offenders. However, part of the criticism stems from a misunderstanding of the Parole Board's role relative to a person on parole and a person on mandatory supervision. The Chairman, the Vice-Chairman and all the Board Members have multiplied their efforts to interpret parole and to explain the difference between parole and mandatory supervision. These efforts will continue as there is still considerable confusion. It seems that some ground is being gained and some elements of the media are beginning to make some distinction between the two.

Recognizing that the aims and purposes of the Parole System have, in large measure, been misunderstood by the public, the Board has been developing its overall policy for communicating with the public and the media. The Chairman has personally contacted editorial Boards of newspapers and national networks and has appeared quite extensively on television and radio. A handbook on parole for inmates of federal institutions has

been printed and distributed and other written material of public interest has been drafted.

The thrust of the communications program has also been directed toward other components of the criminal justice system. A national joint committee of the Canadian Association of Chiefs of Police and the Federal Corrections Offices was formed in 1973 in order to develop practices for police participation in the correctional process. This committee has continued to meet several times a year and has recently published a report entitled "The Police Role in the Correctional System". Some of the recommendations contained in the report are in the process of implementation while others are still under discussion. It has been widely distributed to all agencies in the field of criminal justice in Canada as well as to agencies in European countries. In addition, the Chairman and Members of the Board have continued to participate in seminars with judges, court prosecutors and community agencies actively involved in correctional program developments.

National Parole Service

Over the last ten years with the significant increase in the use of parole, with the development of major day parole programs, and with the introduction of mandatory supervision for most of the federal inmates who are not released on parole, the National Parole Service has grown from a small compact organization to an organization with 40 District Offices providing services across the country. Recognizing that there will never be enough manpower and money to provide all the services which some regard as essential to good community corrections, the National Parole Service embarked on a major managerial reorgan-

ization in late 1974 to ensure effective and efficient utilization of the limited resources given to it. The first phase of this program, to be completed in 1976, has been the development of five regional offices and the delegating to them of operational management responsibility. The second phase, started in early 1976, involves more intensive scrutiny of parole programs and practices by teams of regional and headquarters personnel. Leadership in this activity will be given by a new Professional Standards Review Section which will audit the quality of services provided, identify incipient and actual problems and assist in the design of staff training programs required to correct these.

For 1976-77, the National Parole Service has been granted a very significant proportionate increase in its resources. This increase is designed:

- (a) to cover non-discretionary increases in workloads primarily resulting from the continuing impact of the legislation in 1970 introducing mandatory supervision, from increased utilization of day parole as a testing time prior to full parole, and from increased activities of the National Parole Board after the appointment of regionally based members;
- (b) to complete the managerial reorganization of the National Parole Service mentioned previously;
- (c) to embark on new programs and provide some additional services as part of the Government's thrust to provide a greater measure of protection against violent crime.

The major new program is to involve the National Parole Service in providing community-based services for the unescorted Temporary Absence Program of the Canadian Penitentiary Service. This program has been designed to include follow-up community reports and supervision of all first releases, more intensive scrutiny of cases involving previous violent conduct prior to decisions as to whether or not they should be granted temporary absences, and continued follow-up reports and audit supervision for all releases of these and other problematic cases. In addition to this, the National Parole Service will be conducting more extensive investigations of reputed violations of parole, will be providing more time for the supervision of day paroles and mandatory supervision cases during the first month or so that these persons are released from the institutions, and will be developing some new special programs for dealing with the more dangerous and violent types of cases while they are under supervision.

PRISONS AND REFORMATORIES ACT AND CRIMINAL
RECORDS ACT

Last year I mentioned that I expected to obtain approval to introduce legislation to replace the existing Prisons and Reformatories Act which would remove the several anomalies and anachronisms contained in the present legislation and would leave provinces with wide discretion in the operation of their prison systems. I also stated my intention to introduce amendments to the Criminal Records Act to reduce the time required to process an application for a pardon and to give a greater value to the pardon in overcoming the stigma of a criminal record. Instead, priority was given to the two bills related to the "Peace and Security" program which were introduced by the Minister of Justice and myself on February 24, 1976.

Depending upon the legislative priority and timetable, it may be possible to introduce these two measures during the fall session of this year.

This concludes my statement on the current activities and plans of the Ministry. I hope it will assist members of the Committee in their review of the 1976-77 Estimates. I will be pleased with the assistance of my officials to answer your questions on any part of my statement, as well as any questions on our 1976-77 Main Estimates.

APPENDICE «JLA-28»

DÉCLARATION DE L'HONORABLE WARREN ALLMAND

AU COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

AU SUJET DU BUDGET PRINCIPAL DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1976-1977

J'aimerais profiter de l'occasion, avant que les membres du Comité commencent leur étude détaillée du budget du ministère du Solliciteur général, pour vous mettre au courant des activités du Ministère durant l'année financière 1975-1976 et de ses projets pour l'année 1976-1977.

Le budget principal des dépenses de l'exercice 1976-1977 pour l'ensemble du Ministère se chiffre à 709.9 millions de dollars, soit une augmentation de 18.9 p. 100 par rapport au budget de 1975-1976. Le nombre total d'années-hommes autorisées est de 27,767, ce qui représente une augmentation de 745, soit 2.8% comparativement à l'exercice de 1975-1976. Le tableau suivant établit la répartition du budget entre les divers éléments du Ministère:

	Prévisions 1976-1977	Prévisions 1975-1976	Augmentation		Années-hommes autorisées 1976-1977 1975-1976		Augmentation	
GRC	430.8	354.8 -	76.0	21.4%	18,213	17,725	488	2.8%
SCP*	246.6	215.3	31.3	14.5%	8,410	8,254	156	1.9%
CNLC (y compris le SNLC) *	23.6	8.3	5.3	28.9%	938	828	110	13.3%
Secrétariat (y compris le cabinet du Ministre)	8.9	8.6	.3	3.5%	206	215	(-9)	(-4,2%)
TOTAL	709.9	597.0	112,9	18,9%	27,767	27,022	745	2,8%

* y compris la répartition entre le SCP et la CNLC des services votés dans le cadre du Programme des services correctionnels aux postes des pensions et de la contribution aux régimes de prestation des employés.

Le ministère du Solliciteur général occupe une charnière stratégique dans le régime de justice pénale. Des éléments dont est composé le Ministère, la GRC est le plus développé. Elle est chargée, avec les provinces, de la prévention du crime et de l'application de la loi au pays. Alors que sa première responsabilité est de faire observer les lois fédérales et d'assurer la sécurité interne, elle joue un rôle de chef naturel dans la lutte contre le crime à l'échelle interprovinciale et internationale et, en collaboration avec les forces policières locales, contre le crime organisé. En outre, elle offre de nombreux services aux forces policières d'un bout à l'autre du Canada. Dans 8 provinces et 171 municipalités, la Gendarmerie remplit, sous contrat, des fonctions policières générales. Durant l'année 1975-1976, la GRC constituait, à l'exclusion des services de sécurité, environ le quart de l'effectif policier du pays. Le deuxième élément plus développé du Ministère est le Service canadien des pénitenciers. C'est de lui que relève l'administration des pénitenciers où sont gardés les délinquants condamnés à au moins deux ans d'emprisonnement. Son personnel constitue environ 40% de tous les employés fédéraux et provinciaux dans le domaine des corrections. Le troisième élément du ministère est la Commission nationale des libérations conditionnelles, dont les attributions sont doubles: elle détermine à quel moment chaque détenu d'un pénitencier fédéral ou d'une prison provinciale qui a contrevenu à une loi fédérale (sauf ceux qui purgent des peines pour des périodes indéterminées en Colombie-Britannique et en Ontario) pourra retourner dans la collectivité sous surveillance. Elle est responsable aussi pour la surveillance de tous les délinquants libérés dans le cadre du régime des libérations conditionnelles.

L'autre élément du ministère, le Secrétariat, appuie le Solliciteur général adjoint dans ses fonctions de principal conseiller en matière de politique et de coordonnateur auprès du Ministre de toutes les questions se rapportant au Ministère. Le Secrétariat est chargé de tous les services de soutien aux secteurs du Ministère qui s'occupent de la planification et de l'évaluation des politiques, de la recherche et du perfectionnement des méthodes, de la planification et de l'analyse de la police et de la sécurité, des communications, de la consultation en matière de gestion, et de la gestion du personnel et des finances.

Le Ministère est également responsable d'une bonne partie des mesures législatives ayant trait au régime de justice pénale, notamment la Loi sur les jeunes délinquants, la Loi sur les prisons et les maisons de correction et la Loi sur le casier judiciaire.

Ces quatre éléments oeuvrent de concert à la formulation de l'orientation d'ensemble du Ministère. Grâce à sa capacité opérationnelle et à l'influence de sa politique, celui-ci cherche à améliorer la coordination entre les nombreux éléments de l'extérieur qui administrent la justice pénale et offrent des services dans ce domaine partout au Canada.

Le Ministère a consacré une grande partie de ses activités au problème du crime avec violence, dont la hausse a soulevé l'inquiétude du public et l'a amené à réclamer une plus grande protection. L'examen des statistiques pour la décennie se terminant en 1974 nous permet de mieux situer ce phénomène.

Le nombre réel d'infractions au Code criminel a augmenté de 132 p. 100 durant cette période, et les crimes avec violence, de 115 p. 100. Les voies de fait (à l'exclusion des attentats à la pudeur) comptent pour la majorité des crimes avec violence, soit en moyenne 75 à 77 p. 100; cette catégorie de délits s'est accrue de 113 p. 100. Viennent ensuite les vols, qui sont passés de 9.5 p. 100 du nombre total de crimes avec violence en 1965 à 13.4 p. 100 en 1974, et dont le taux absolu d'augmentation a été de 204 p. 100. Les meurtres, les homicides involontaires, les viols et les blessures ou les tentatives de meurtre qui comptaient pour 3.2 p. 100 de tous les crimes avec violence en 1965, ont atteint 4 p. 100 en 1974. Ces délits se sont accrus, en moyenne, de 160 p. 100 durant cette période. Bien que le nombre de délits avec violence ait augmenté, leur taux par rapport au nombre réel d'infractions au Code criminel est demeuré relativement stable, soit 9.4 p. 100 en 1965 et 8.7 p. 100 en 1974.

Ces statistiques révèlent que le taux global de criminalité violente (meurtres, homicides involontaires, viols, vols, blessures, tentatives de meurtre, voies de fait à l'exclusion des attentats à la pudeur et autres délits sexuels) par 100,000 habitants a presque doublé durant cette décennie, et l'on constate des variations importantes au niveau du délit proprement dit. Cependant, il faut tenir compte du fait que d'autres infractions au Code criminel et aux lois fédérales, particulièrement celles qui sont reliées aux narcotiques, ont augmenté dans la même proportion que la criminalité violente durant le même laps de temps.

Ces chiffres ont été établis d'après les délits définis par la loi qu'ont rapporté les forces policières. Ils ne présentent pas nécessairement la situation réelle en ce qui a trait à la criminalité violente au Canada, et ne fournissent pas non plus de détails sur les aspects particuliers de ces infractions.. La hausse de certains délits signalée par les données est possiblement attribuable à l'accroissement des forces policières et de leur efficacité, à l'amélioration de leurs rapports statistiques, à la plus grande confiance que leur accorde la population, qui leur signale donc un plus grand nombre de délits, à l'évolution démographique qui fait qu'une proportion démesurée de la population a de 16 à 24 ans, âge propice au crime, ainsi qu'à la forte migration de la population rurale vers les villes.

Ces statistiques sont limitées, et le Ministère effectuera des études sur les victimes durant les cinq prochaines années afin de déterminer plus précisément l'incidence, le genre, la répartition, les circonstances et les effets du crime sur les victimes.

Comme le Ministre de la Justice et moi-même l'avons annoncé, le programme "Ordre et sécurité publics" est composé d'une vaste gamme de mesures législatives et administratives visant à accorder au public une plus grande protection contre le crime avec violence. Sont compris dans ces mesures une aide financière pour permettre le perfectionnement des techniques policières de prévention ainsi que la formation des agents, de nouvelles normes

concernant les peines imposées aux meurtriers et aux criminels dangereux, un programme de contrôle plus sévère des armes à feu, une lutte concertée contre le crime organisé au moyen de dispositions permettant aux policiers de faire plus facilement des enquêtes par l'écoute électronique et prévoyant la mise sur pied de commissions d'enquêtes provinciales sur le crime organisé, la construction accélérée de nouvelles prisons plus petites pour remplacer les anciennes institutions à sécurité maximale difficiles à maintenir, l'amélioration de la formation du personnel des pénitenciers, l'établissement de mécanismes de sélection plus efficaces en ce qui a trait à la libération de délinquants violents et une surveillance plus étroite une fois qu'ils sont libérés, la détermination de la fréquence et de l'effet réel des crimes violents sur les victimes, et une étude plus poussée de la conception du droit criminel et de l'administration de la justice pénale chez le public.

Une bonne partie des ressources allouées au Ministère dans le budget principal pour l'exercice 1976-1977 serviront à l'application des mesures d'ordre et de sécurité, mais des crédits supplémentaires ont été approuvés et seront soumis au Parlement.

Je désire insister sur le fait que le programme "Ordre et sécurité publics" doit être considéré comme un élément de l'activité permanente visant à améliorer l'efficacité et la faculté d'adaptation du régime de justice pénale en ce qui concerne la protection du public contre la criminalité.

Le Ministère concentre aussi ses efforts sur d'autres questions et problèmes. Des progrès constants sont réalisés dans l'exécution des fonctions opérationnelles permanentes des organismes. On a entrepris de réformer le droit pénal de notre société. Nous étudions les points de vue de la Commission de réforme du droit en matière de justice pénale. Des consultations se tiennent à l'échelle de tout le pays sur les nouvelles mesures législatives proposées en ce qui a trait aux jeunes délinquants. Le Ministère a reconnu l'importance du problème des autochtones aux prises avec le régime de justice pénale, et c'est ainsi que plusieurs initiatives sont actuellement appuyées par les organismes et le Secrétariat. Comme la responsabilité de l'administration de la justice pénale est partagée entre les gouvernements fédéral, provinciaux et locaux, le Ministère coordonne avec les provinces ses activités relativement à plusieurs questions. Dans le domaine correctionnel, des mécanismes de planification et de coordination concertées ont été mis sur pied, notamment les conférences fédérales-provinciales sur les services correctionnels, le comité permanent de sous-ministres, les comités mixtes régionaux et les groupes mixtes d'étude et de travail. Au chapitre de l'application de la loi, le Ministère examine présentement la façon dont le gouvernement fédéral doit intervenir dans des questions telles que le rôle de la police dans les centres urbains, la hausse de la criminalité raffinée, l'escalade du coût des services policiers, et les pressions exercées en vue d'une meilleure productivité.

Je vais maintenant dresser un bilan plus élaboré des activités de l'année dernière et des projets pour l'année 1976-1977, pour tous les éléments du Ministère sauf en ce qui concerne le programme "Ordre et sécurité publique".

SECRETARIAT

Relevant directement du Solliciteur général adjoint, le Secrétariat appuie celui-ci dans son rôle premier de principal conseiller en matière de politique et de coordonnateur auprès du Ministre de toutes les questions se rapportant au Ministère. Le Secrétariat a des directions qui s'occupent respectivement de la planification et l'évaluation des politiques; de la planification et de l'analyse de la police et de la sécurité; de recherche et de perfectionnement des méthodes; et des communications et de la consultation. Il comprend en outre un service de conseillers juridiques, un service de conseillers en gestion, et un service de gestion du personnel et des finances.

Le budget du Secrétariat pour l'exercice 1976-1977 totalise 8.9 millions de dollars et 206 années-hommes. La comparaison entre le budget principal de 1976-1977 et celui de 1975-1976, pour le Secrétariat, est faussée à cause des 1,318,000 dollars et des 25 années-hommes affectés, dans celui de 1975-1976, au cinquième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants. Si on réduit ces chiffres du budget principal de 1975-1976, on constate qu'en réalité le budget du Secrétariat pour 1976-1977 augmentera de 1.6 million et de 16 années-hommes. La majeure partie de ces ressources additionnelles seront utilisées par la Direction de la recherche et du perfectionnement des méthodes pour accroître ses possibilités, financer ses programmes de recherche et consolider sa division de la statistique et des systèmes intégrés de gestion, et par le Centre de consultation, pour accroître les ressources dont il a besoin pour soutenir des études et des ateliers innovateurs et expérimentaux qui pourraient apporter des améliorations au régime de justice pénale.

Une somme de 1.3 million de dollars avait été affectée au titre du cinquième Congrès des Nations Unies dans le budget principal de 1975-1976, mais suite à l'annulation des dispositions prises en vue de tenir le Congrès à Toronto, on n'a dépensé que 625,000 dollars environ. On laissera s'épuiser la majeure partie du solde de 700,000 dollars, sauf la réaffectation de certaines sommes pour couvrir les dépenses supplémentaires de la Commission Marin et du travail préparatoire au programme "Ordre et sécurité publics".

Cinquième Congrès des Nations Unies pour la prévention du
crime et le traitement des délinquants

Le cinquième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants a eu lieu à Genève du 1^{er} au 12 septembre 1975. La délégation canadienne estime dans l'ensemble que le congrès a permis de servir les intérêts du Canada. Diverses questions qui préoccupent le Canada ont fait l'objet d'un accord international, notamment l'extradition, les échanges internationaux en matière de surveillance de la libération conditionnelle, le code de déontologie pour les policiers et l'interdiction de la torture.

Pour bon nombre de délégations, les discours prononcés par les délégués canadiens révèlent l'importance de la participation du Canada à cette conférence. Maintes fois on a fait état des réalisations canadiennes en criminologie et des rapports de notre Commission de réforme du droit.

La participation des représentants d'organisations canadiennes non gouvernementales aux séances officielles et aux programmes complémentaires a été importante.

Le Canada a aidé à préparer ce congrès des Nations Unies en détachant une personne pour une période de deux ans et deux autres pour des périodes de six mois chacune. Dix-neuf membres du personnel du Service canadien de coordination se sont rendus à Genève pour la durée du congrès afin d'aider le personnel du Service de conférences des Nations Unies à voir à l'organisation et à l'administration du congrès.

On donne présentement suite aux mesures permanentes suggérées par la délégation canadienne, notamment l'élaboration de nouveaux accords d'extradition, la mise à jour des accords en vigueur, la participation permanente à l'élaboration d'un code de déontologie pour les policiers, la mise en application d'intentes réciproques en vue de maintenir les engagements des détenus mis en libération conditionnelle, la mise en application par le Service canadien des pénitenciers des règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus.

Direction de la planification des politiques et de l'évaluation des programmes

La direction de la planification des politiques et de l'évaluation des programmes favorise et appuie l'élaboration et la coordination de la politique du Ministère. La direction a deux fonctions: la planification et la coordination de la politique, et son évaluation.

La direction de la planification des politiques et de l'évaluation des programmes coordonne présentement des consultations nationales sur les propositions visant à remplacer la Loi sur les jeunes délinquants.

Ces propositions ont été élaborées par un comité présidé par le Solliciteur général adjoint et rendues publiques sous la forme d'un rapport le 23 septembre 1975. Le rapport sert actuellement de base aux consultations avec les juges et les organismes provinciaux chargés de la mise en application des lois, ainsi qu'avec les groupes et les organisations du secteur privé qui participent directement au processus judiciaire s'appliquant aux jeunes. L'étape de consultation doit se terminer en principe le 31 mai 1976. On évaluera les réactions aux propositions et aux solutions de rechange qui auront été avancées. En fonction des résultats de cette consultation, j'espère être en mesure de recommander à mes collègues une nouvelle politique gouvernementale visant l'élaboration d'une nouvelle loi. Il est possible qu'un projet de loi soit déposé devant le Parlement d'ici la fin de l'année ou au tout début de l'an prochain.

La direction coordonne les activités d'un groupe interne de travail qui a pour tâche d'élaborer le rôle et la structure d'une agence fédérale et unifiée de correction qui serait responsable de toutes les opérations du gouvernement fédéral dans ce secteur. Le groupe de travail a récemment présenté un ensemble de principes fondamentaux pour les services correctionnels fédéraux qui feront l'objet d'une étude interne et qui devraient avoir un effet déterminant sur l'organisation et le fonctionnement de la nouvelle agence fédérale de correction. Tandis qu'on fixait le rôle de l'agence et qu'on en élaborait l'organisation, un plan de mise en oeuvre était adopté, première étape concrète de la création d'une agence fédérale de correction. IL est proposé que le Service national des libérations conditionnelles relève désormais du Commissaire des services correctionnels plutôt que de la Commission des libérations conditionnelles. Du même coup, le Commissaire du Service canadien des pénitenciers prendrait le titre de Commissaire des services correctionnels, qui est plus conforme à ses nouvelles responsabilités. Les modifications nécessaires ont été apportées à la Loi n^o 1 de 1976 modifiant le droit pénal.

La direction participe aussi à deux groupes de travail fédéraux-provinciaux qui étudient les objectifs à long terme de la correction et le rôle respectif des gouvernements fédéral et provinciaux dans ce domaine. Le ministère du Solliciteur général respecte toujours la démarcation établie par la règle de condamnation à deux ans d'incarcération. J'expliquais cette ligne de conduite en décembre 1973, à la Conférence fédérale-provinciale des ministres chargés des services correctionnels. La règle des deux ans permet d'établir une distinction approximative entre les infractions graves et les infractions mineures, comme entre les délinquants dangereux et ceux qui le sont moins. Par la mise en oeuvre et l'utilisation de mécanismes conjoints de coordination, par l'échange de contrats de services aux établissements, et par la délégation de pouvoirs aux provinces envisagée en matière de libération conditionnelle et de surveillance des délinquants coupables d'infractions à la loi fédérale et incarcérés dans des établissements provinciaux, on peut éviter un double emploi et assurer dans tout le pays l'exploitation maximale des services et des installations fédérales et provinciales.

À la Conférence fédérale-provinciale des ministres chargés des services correctionnels, tenue en mai 1975, les ministres provinciaux se disaient d'avis que le partage actuel des responsabilités a entraîné un double emploi d'installations, de ressources et de services qui se traduit par des dépenses et une perte d'efficacité. Le Comité permanent des sous-ministres fut chargé d'étudier les options possibles compte tenu des objectifs à long terme de la correction. La direction coordonne le travail d'un groupe d'étude conjoint qui effectue ce travail et qui regroupe des représentants de plusieurs provinces.

A ce chapitre, la Colombie-Britannique a demandé la tenue de discussions bilatérales avec le ministère du Solliciteur général, afin de déterminer toutes les conséquences de la mise sur pied d'un service correctionnel intégré ou conjoint dans cette province. La direction co-préside un groupe de travail conjoint composé de fonctionnaires de la Colombie-Britannique et du gouvernement fédéral qui ont pour tâche d'étudier les diverses façons de modifier les rôles respectifs des deux gouvernements, de manière à fournir en Colombie-Britannique des services correctionnels plus efficaces. Les deux groupes d'étude conjoints doivent remettre leurs rapports d'ici le 30 avril 1976.

Direction de la planification et de l'analyse de la police et de la sécurité

La Direction de la planification et de l'analyse de la police et de la sécurité assume les quatres responsabilités suivantes:

- l'analyse des dangers que constituent pour la sécurité nationale les agissements de certains organismes, groupes ou particuliers établis au Canada ou ailleurs;
- la formulation d'une politique relative à la protection des employés, des biens et du matériel du gouvernement fédéral, et touchant également la confidentialité des renseignements de l'État;
- l'élaboration d'une politique concernant le rôle du gouvernement fédéral dans l'application de la loi et la prévention du crime;
- la mise en place de dispositifs d'intervention pouvant servir au Ministère dans les situations d'urgence;

Au cours de la dernière année, la Direction de la planification et de l'analyse de la police et de la sécurité, de concert avec d'autres directions du Secrétariat, des ministères et organismes du gouvernement fédéral et de la GRC, a mis en branle plusieurs projets. En voici quelques-uns:

- Une étude portant sur le rôle du gouvernement fédéral dans l'application de la loi au Canada;
- La Commission d'enquête sur les plaintes du public, la discipline interne et le règlement des griefs au sein de la GRC (Commission Marin). La Commission a terminé son étude. J'ai reçu son rapport le 9 mars 1976 et je l'ai présenté à la Chambre de communes le 19 mars 1976. La GRC et le Secrétariat examinent actuellement le rapport afin d'évaluer les conséquences des recommandations de la Commission ainsi que la réaction qu'elles provoquent.
- La mise en place de dispositifs et d'exercices d'intervention qui pourraient être utiles si des situations d'urgence se présentaient aux Jeux Olympiques d'été qui se tiendront à Montréal en 1976;
- Un examen de la politique de protection du personnel et de sécurité matérielle au sein du gouvernement canadien;
- La tenue d'une conférence des registraires d'armes à feu;
- La tenue d'une consultation portant sur le contrôle des armes à feu;

À l'heure actuelle la Direction s'occupe d'un certain nombre de projets déjà en marche dans le domaine de la police et de la sécurité, et elle continuera de travailler à la préparation de mesures de sécurité en prévision des Jeux Olympiques d'été de 1976.

Direction de la recherche et du perfectionnement des méthodes

L'un des objectifs fondamentaux de la Direction de la recherche et du perfectionnement des méthodes est toujours de réduire le coût total, sur le plan social et économique, de l'activité criminelle au Canada en faisant mieux comprendre le phénomène du crime et, à cette fin, en appuyant, en coordonnant et en poursuivant la recherche dans les secteurs stratégiques reconnus. Les études portant sur le crime violent, les délinquants dangereux et la victimisation ont la priorité. D'autres recherches s'intéressent également aux causes et à la prévention du crime, à l'attitude du public à l'égard du régime de justice pénale, à l'application de la loi, les services correctionnels communautaires et institutionnels, et enfin au régime de justice pénale proprement dit.

Le Ministère entend diffuser les résultats de ces recherches, et d'en étudier l'incidence possible sur la politique et la législation et sur les activités.

La meilleure façon d'attirer des projets de recherche est de publier chaque année le Guide-Programme de recherche du Ministère. On y trouve la liste des priorités du Ministère et on y sollicite les chercheurs à soumettre des propositions dont on évaluera le coût.

Depuis le 1^{er} avril 1975, le Ministère a reçu plus d'une centaine de projets soumis par des chercheurs, des universités, des organismes canadiens à but non lucratif et des entreprises privées. Pendant l'année financière qui s'achève, on a passé plus de 40 contrats, et à l'heure actuelle, il y a plus de 70 projets en cours. De plus, on projette de publier et de diffuser un certain nombre de rapports présentés suite à des contrats de recherche. Ce projet est compatible avec l'objectif de la direction, qui désire mettre les

résultats des recherches à la portée de tous les parties intéressés, et particulièrement les communiquer aux personnes qui veulent étudier leurs répercussions sur le développement et les opérations.

En 1975-1976, on a subventionné de nombreux travaux de recherche visant à résumer ce qui avait été accompli dans certains domaines, mais on mettra maintenant l'accent sur les études expérimentales reliées au cinq grandes questions dont je vous ai parlé. La direction a réussi à s'assurer les services d'un certain nombre de spécialistes en criminologie très compétents qui sont en mesure, à partir des conclusions tirées par les chercheurs, de formuler des recommandations sur la ligne d'action. Le Ministère comme par le passé, continue d'appuyer financièrement les centres les plus productifs en 1975-1976 et, pour l'année qui vient, il projette d'augmenter sa contribution qui est indispensable pour ces instituts de recherche.

Les efforts déployés dans ces secteurs permettront d'élaborer des stratégies touchant les jeunes gens qui ont des démêlés avec la loi, et le rôle du gouvernement fédéral dans l'application de la loi.

En 1975-1976, on a commencé résolument à recruter un petit nombre de techniciens extrêmement compétents dans le domaine de la recherche statistique. Ce groupe devrait produire une banque de données statistiques beaucoup plus fiables en ce qui a trait à l'ensemble du régime de justice pénale. La direction croit qu'elle pourra fournir une évaluation statistique très poussée qui aura une incidence sur la politique, la législation et l'ensemble des activités en cours dans le domaine correctionnel. Vous vous rappellerez peut-être que la réponse concertée de mon Ministère à ce problème date de la Conférence fédérale-provinciale des ministres responsables du domaine correctionnel, tenue en décembre 1973, où les ministres ont reconnu la nécessité de

mettre au point des systèmes compatibles, à jour et appropriés concernant l'information et les statistiques sur le crime.

Puis, à l'issue d'une réunion convoquée en juin 1974, on décida de former un Comité consultatif fédéral-provincial sur l'information et les statistiques sur le crime, afin d'identifier les problèmes communs et les solutions à apporter, de promouvoir la compatibilité des systèmes et de communiquer l'état des systèmes déjà en place. Depuis, le Comité a défini trois secteurs prioritaires, soit la collecte actuelle et future des données, la normalisation et la définition des données, et les déterminants. On a maintenant formé des groupes de travail chargés de mettre au point des mécanismes pour résoudre ces problèmes.

Direction des communications et de la consultation - Centre de consultation

Le Centre de consultation joue deux rôles. Il agit comme élément catalyseur dans la transformation du système de justice pénale en lançant et en appuyant des programmes innovateurs et expérimentaux et en y participant, généralement mais pas toujours en collaboration avec une ou plusieurs provinces. Deuxièmement, il a une vue d'ensemble des relations fédérales-provinciales, s'occupant notamment d'organiser les réunions ministérielles, celles du comité permanent des sous-ministres et celles du comité mixte régional des hauts fonctionnaires fédéraux et provinciaux responsables du domaine correctionnel. Les bureaux régionaux du Centre sont situés à Moncton, Montréal, Toronto, Saskatoon et Vancouver.

Le Centre administre un programme de contributions financières qui servent surtout à mettre en oeuvre et à appuyer des projets pilotes. Entre autres, le Centre de consultation a accordé son appui à un projet du ministère des Services sociaux de la Nouvelle-Écosse destiné à évaluer l'adoption de solutions de rechange aux procédures judiciaires lorsque des jeunes gens sont mis en accusation en vertu de la Loi sur les jeunes délinquants, il a participé

à un programme quinquennal de prévention du crime et de déjudiciarisation, en collaboration avec des bénévoles de la région de Toronto (Downsview Western Action Community), il a préparé une étude sur les besoins de la police de London en matière d'intervention dans les problèmes familiaux, et il a contribué financièrement, avec le ministère du Solliciteur général de l'Alberta, à l'établissement d'un centre de dédommagement chargé de déterminer l'efficacité des solutions de rechange à la pratique couramment employée pour punir les personnes qui s'en prennent sans faire preuve de violence à la propriété d'autrui pour moins de \$500.

En 1975-1976, on a mis davantage l'accent sur la tenue de colloques, d'ateliers et de conférences afin de favoriser la transformation du régime de justice pénale et de se préparer aux répercussions de cette transformation. Le Centre consacre également ses ressources à des études à caractère consultatif sur des problèmes particuliers auxquels fait face le régime de justice canadien.

Au cours de l'année financière 1975-1976, il est manifeste que le nombre et le genre d'activités dans le domaine des relations fédérales-provinciales ont augmenté sensiblement. Nombreuses sont les directions du Secrétariat et les composantes des organismes du ministère qui ont commencé à se servir de la tribune fédérale-provinciale pour s'attaquer aux questions importantes et mettre en oeuvre de nouveaux programmes. Cette tendance continuera probablement de se manifester pendant l'année financière 1976-1977 et s'orientera peut-être même davantage vers la participation de la collectivité à la planification et à la mise au point des programmes. Ce mouvement sera peut-être nécessaire pour réussir à appliquer les mesures du Programme ordre et sécurité relatives au contrôle des armes à feu dans les collectivités rurales et autochtones. Le Centre parraine les services d'une équipe de travail chargée d'examiner le rôle des organismes du secteur privé oeuvrant dans le domaine de la justice pénale et leurs rapports avec les gouvernements. Cette étude sera menée par les gouvernements fédéral et provinciaux, et des représentants des organismes privés.

Un autre objectif du programme, pour l'année financière 1976-1977, est d'appuyer les projets visant à trouver des moyens appropriés pour répondre adéquatement aux besoins particuliers des autochtones dans le cadre du système judiciaire. On engagera en outre des ressources financières pour la mise en oeuvre de projets pilotes dans le domaine de déjudiciarisation des adultes, de la prévention du crime chez les jeunes, et de la formation et du perfectionnement de la main-d'oeuvre affectée à l'application de la justice pénale.

Le Centre doit également continuer d'appuyer le Comité consultatif fédéral et le Comité consultatif canadien sur les autochtones et le régime de justice pénale. Il leur fournit donc des fonds d'exploitation, l'accès à l'information et aux fonctionnaires gouvernementaux, et des services de secrétariat et de coordination en général. Ces comités consultatifs ont été mis sur pied par suite de la Conférence nationale sur les autochtones et le régime de justice pénale, tenue à Edmonton en février 1975. Ils jouent le rôle de conseillers en matière d'orientation, de centres d'information et de coordonnateurs des nouveaux programmes touchant les autochtones et le régime de justice pénale. En 1975-1976, le Comité consultatif fédéral, qui est composé de représentants des ministères fédéraux et de l'Association nationale des autochtones, s'est réuni avec les ministres et les hauts fonctionnaires pour discuter de plusieurs questions d'intérêt commun. En 1976-1977, ces liens avec les paliers supérieurs du gouvernement concernant les mesures législatives, l'ensemble du programme et l'élaboration de la politique seront probablement resserrés. En 1975-1976, le Comité consultatif canadien, composé de fonctionnaires fédéraux et provinciaux et de représentants autochtones d'organismes nationaux et provinciaux de tous les coins du Canada, s'est réuni à deux reprises pour préciser son mandat et échanger des renseignements. Deux autres réunions doivent avoir lieu en 1976-1977, et c'est là que le Comité commencera à consacrer son attention aux secteurs névralgiques importants.

Planification, formation et perfectionnement de la main-d'oeuvre correctionnelle

Une des plus importantes fonctions du bureau du Conseiller principal en matière de politiques relatives au personnel est de coordonner le développement du Comité national de planification, de formation et de perfectionnement de la main-d'oeuvre correctionnelle, qui est parainné conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux. Il fût mis sur pied dans le but de promouvoir une plus grande coordination dans l'utilisation et le perfectionnement de la main-d'oeuvre correctionnelle. Le Comité établit actuellement un inventaire des cours et des possibilités de formation interne du personnel correctionnel, des ressources disponibles à cette fin, ainsi que d'autres ressources qui existent à l'extérieur du système des corrections et qui pourraient être utilisées ou adaptées dans le cadre de la planification de la formation et du perfectionnement de la main-d'oeuvre correctionnelle.

Le Comité a terminé un colloque sur la première phase d'un programme de perfectionnement dans l'administration des services correctionnel (dont la seconde phase aura lieu en septembre 1976), un atelier sur la formation des stagiaires, ainsi qu'un colloque national sur la préparation aux interventions en temps de crise. Il prépare également pour 1976 des colloques sur les exigences et les méthodes de planification et de prévision concernant la main-d'oeuvre correctionnelle, sur les critères et les méthodes de sélection, et sur l'acquisition d'aptitudes à réagir au comportement anormal. Le professeur Albert, de l'Université Carleton, a entrepris une étude sur l'ensemble des modes et des besoins de formation dans le domaine correctionnel canadien, dans le but de mettre au point un plan de formation et de soumettre au gouvernement fédéral et aux provinces des recommandations sur l'application de ces procédés. L'étude devrait être terminée d'ici le 31 mai 1976.

GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

Le budget de la Gendarmerie royale du Canada pour l'année 1976-1977 est de 547.8 millions de dollars, soit une augmentation de 98.6 millions par rapport à 1975-1976. De cette augmentation brute, il faut cependant déduire l'augmentation de 22.6 millions des recettes pour les services policiers fournis par la Gendarmerie; l'augmentation nette pour l'année 1976-1977 est donc de 76 millions, soit 21 p. 100. Cette hausse couvrira les dépenses suivantes:

	(en millions de dollars)
- 488 années-hommes	12.2
- Réserve pour l'augmentation des salaires en 1976-1977	33.8
- Capital	6.4
- Pensions	10.6
- Autres dépenses d'exploitation	<u>13.0</u>
	<u>76.0</u>

Le nombre total d'années-hommes de la Gendarmerie royale du Canada augmente de 488, soit 3 p. 100. Cette hausse servira dans une proportion de 95 p. 100 a des tâches policières municipales et provinciales dans les divisions à contrat, principalement en Colombie-Britannique et dans les provinces des Prairies.

La Gendarmerie augmentera aussi de façon considérable les ressources qu'elle consacre à la lutte contre le crime organisé et le trafic des stupéfiants. Cette augmentation sera réalisée grâce à un rajustement des années-hommes après les Jeux Olympiques et à la diminution des responsabilités de la Gendarmerie à l'égard du Programme national de sécurité aux aéroports. Ces nouvelles ressources seront principalement affectées au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique.

Matériel

Dans l'esprit des restrictions gouvernementales, et surtout pour limiter la croissance de la fonction publique, la Gendarmerie poursuit son programme destiné à remplacer la main-d'oeuvre dont elle a un besoin extrême par l'acquisition de matériel moderne.

Il existe présentement en Colombie-Britannique un vaste programme de communications destiné à établir un système automatisé de répartition des messages qui permet de maintenir un contact plus étroit avec l'agent en patrouille, éliminant par le fait même la nécessité d'affecter deux agents à la patrouille et améliorant ainsi la surveillance. Ce qui importe c'est d'assurer une plus grande sécurité à l'agent de la paix et d'offrir un service de qualité aux Canadiens. Des programmes semblables, quoique moins importants, sont présentement en préparation dans chaque province que dessert la Gendarmerie.

La société canadienne s'oriente de plus en plus vers la mobilité, et le crime organisé aussi. C'est pourquoi la Gendarmerie offrira un service de transport aérien rapide dans les districts de Prince Rupert (Colombie-Britannique) et de Thompson (Manitoba). Le crime organisé menace de plus en plus l'ordre et la sécurité publics dans notre pays, et c'est pourquoi nous devons avoir recours à des moyens techniques perfectionnés dans la lutte contre le crime spécialisé. On étudie présentement de nouvelles méthodes et de nouveaux concepts qu'on fera connaître à toutes les forces policières reconnues au Canada. Le prochain service que nous offrirons aux forces policières canadiennes sera un nouvel explorateur dactyloscopique, qui permettra au Service national de la police de résoudre les crimes beaucoup plus efficacement.

Construction

En 1975-1976, 17.1 millions de dollars étaient consacrés au programme de construction d'immeubles de la Gendarmerie royale du Canada. Le programme comprenait, entre autres, la construction de la première aile du Collège canadien de police, qui a été entreprise en 1974-1975 et qui doit être complétée en 1976-1977. Le coût total de cette aile est évalué à 9.5 millions.

En 1976-1977, 23.8 millions seront consacrés au Programme de construction immobilière, et 4 millions serviront à la construction de l'édifice du quartier général de la division de Winnipeg, dont le coût est évalué à 12.6 millions. On entreprendra la construction du laboratoire judiciaire de recherche de Halifax qui desservira la région des Maritimes. Ce laboratoire coûtera environ 3.6 millions. Depuis 1957, il n'existait à Sackville (Nouveau-Brunswick) que des installations limitées. Enfin la construction de nouvelles casernes à Régina (Saskatchewan) permettra de loger les recrues en formation à la division du dépôt, et le projet, qui doit être terminée en 1976-1977, coûtera environ 4.5 millions.

Centre d'information de la police canadienne

Nous espérons assister, en 1976-1977, à la réalisation de la deuxième étape de l'automatisation du Bureau central canadien de la dactyloscopie, dirigé par la Gendarmerie royale du Canada. Notre système vidéofile de recherche dactyloscopique est déjà le plus avancé au monde parmi les réalisations technologiques dans ce domaine. Une autre étude révèle que l'automatisation presque complète du Bureau entraînerait une économie additionnelle d'années-hommes tout en facilitant la découverte et l'identification des empreintes digitales cachées qui sont laissées sur les lieux d'un crime.

Le système de traitement des données en temps réel, mis au service de toutes les forces policières reconnues au Canada, répond aux objectifs qu'on lui a fixés. Il subit présentement certains changements mineurs qui lui permettront de suffire à la tâche, qui s'accroît au rythme de 35 p. 100 par année.

En 1975, la Gendarmerie royale a commencé à mettre sur ordinateur le traitement d'autres éléments d'information relatifs aux enquêtes criminelles. Cela englobe toute une gamme d'activités inhérentes au traitement, à l'analyse et au contrôle d'énormes quantités de renseignements. On prévoit, en 1976-1977, recourir encore plus à l'informatique, ce qui devrait permettre aux enquêteurs spécialisés de poursuivre avec succès un plus grand nombre de criminels.

Services d'identification

La mise en service du système vidéofile d'entreposage et de recouvrement des empreintes digitales a ouvert la possibilité d'un face à face de l'équipement d'analyse optique. On ajoute ainsi au système semi-automatisé actuel des techniques hautement perfectionnées qui faciliteront le travail de la Gendarmerie et de toutes les forces policières au Canada en matière d'identification dactyloscopique. L'amélioration des services du bureau de dactyloscopie apportera de nombreux avantages dans des domaines importants: réduction du personnel, de l'espace et des erreurs; rapidité accrue; et possibilité de découvrir et d'identifier les empreintes digitales cachées ou partielles grâce au registre complet des empreintes de criminels.

En tant que première force policière au Canada, la Gendarmerie doit jouer un rôle prépondérant, au niveau international comme au niveau national, dans l'avancement de la technique et de la science légales. Pour favoriser les progrès dans ces divers domaines si importants pour l'activité policière, la Gendarmerie doit se joindre à certaines organisations reconnues comme l'Association internationale de l'identification, et les encourager dans la poursuite de leurs objectifs en parrainant de temps à autre des conférences annuelles ou d'autres événements de ce genre.

Douanes et accise

Au cours de l'année financière 1975-1976, le travail de la Gendarmerie dans le domaine des douanes et de l'accise était orienté vers la réduction des pertes de revenus causées au gouvernement fédéral par la contrebande et la fabrication illégale de boissons alcooliques. On a accordé une attention particulière à la contrebande commerciale, surtout dans le domaine de la bijouterie, et cela se poursuivra en 1976-1977. Cette tâche requiert du personnel spécialisé qui ne s'occupe que de ce domaine.

En 1975, 4,069 saisies légales ont été effectuées.

Les droits de douane sur la marchandise saisie en 1975 valaient 5,276,000 dollars. Durant l'année financière 1974-1975, 1,033 dollars ont été versés au ministère du Revenu.

Lutte contre les stupéfiants

Le problème de l'abus et du trafic de drogues illicites prend des proportions de plus en plus alarmantes. Au Canada, le problème actuel est celui de la diversité des stupéfiants. Il ne s'agit plus seulement d'héroïne et de marijuana, car bon nombre de citoyens prennent illégalement du haschisch, de la cocaïne, de la méthamphétamine (speed), du M.D.A., du L.S.D., du S.T.P. et même de l'opium. En 1964, 564 Canadiens étaient accusés de délits relatifs aux stupéfiants, alors que dix ans plus tard, en 1974, 59,000 personnes étaient traduites devant les tribunaux pour une infraction quelconque à la loi fédérale sur les drogues.

Au Canada, le problème des stupéfiants constitue un important malaise social. Les méfaits physiques et psychologiques causés par l'usage de la drogue sont bien connus. En outre, la consommation illicite de stupéfiants a pour résultat direct que des actes criminels sont perpétrés contre un grand nombre d'innocents, notamment des vols, des cambriolages, des voies de fait et même des meurtres.

Pour enrayer la toxicomanie, la Gendarmerie s'efforcera de contrôler et de restreindre l'accessibilité des drogues illicites au Canada.

Un exemple frappant de la collaboration entre la G.R.C. et les forces policières locales pour mettre un frein à la toxicomanie est la formation d'une unité mixte chargée de l'application de la loi (Coordinated Law Enforcement Unit) (CLEU); ce corps de police d'élite composé d'enquêteurs aguerris et résolus est unique au Canada, et a été formé au printemps de 1974 en Colombie-Britannique pour deux raisons principales.

D'abord, les agents de police de Vancouver et la G.R.C. ont réussi à plusieurs reprises, dans un effort concerté, à déjouer un certain nombre de manoeuvres criminelles organisées. Ces activités conjointes démontrent que l'unification des ressources et des effectifs peut enrayer certaines activités criminelles contre lesquelles les corps de police ne peuvent rien seuls. Cette unité a donc été formée en prenant d'abord comme principe que le crime ne se confine pas dans des régions géographiques particulières, et que l'action policière doit donc sortir elle aussi de ses frontières. Un effectif permanent conjoint a été mis sur pied et comprend à l'heure actuelle plus de 70 agents de police dont 35 viennent de Vancouver et 35 autres sont membres de la G.R.C., tandis qu'un petit nombre d'autres policiers proviennent des autres effectifs municipaux de la région de Vancouver.

Le deuxième principe qui a incité à la formation de cette unité est le suivant: puisque le crime organisé recourt à des méthodes perfectionnées, innovatrices, adaptables et pardessus tout brutales, le seul moyen de le combattre est de mener une offensive aussi organisée.

Étant donné que la main-d'oeuvre est limitée, comme l'a mentionné dernièrement la presse, l'unité se consacre principalement au trafic des stupéfiants. En 1975, première année complète d'existence de l'unité, les

enquêteurs ont saisi près de 90 livres d'héroïne, d'une valeur d'environ un million de dollars sur le marché. Ce chiffre ne représente qu'à peu près 10 p. 100 de la quantité totale des stupéfiants qui sont troqués à Vancouver chaque année, mais ces saisies ont eu pour conséquence de faire hausser le prix de l'héroïne et de réduire la qualité du produit vendu dans la rue.

Bien que l'unité s'attaque principalement aux stupéfiants, ses enquêtes dans d'autres domaines ont entraîné, l'an dernier par exemple, la mise en accusation d'individus mêlés à un réseau de paris illégaux relié à la mafia de New York, le bris d'un complot impliquant des tueurs à gages, la condamnation pour meurtre de deux hommes dans une affaire de règlement de comptes, et la mise à jour d'un réseau de vol de voitures et d'extorsion contre la compagnie d'assurance de la Colombie-Britannique.

Le crime organisé

Le crime organisé constitue toujours une menace sérieuse et la Gendarmerie royale du Canada, qui fait partie du Service de renseignements sur la criminalité pour le Canada, regroupant des organismes canadiens chargés de l'application de la loi, coopère avec les autres forces policières pour combattre ce fléau. Il est essentiel, pour les sections de la Gendarmerie royale du Canada qui s'occupent de l'application de la loi, de posséder de l'équipement spécialisé et un personnel hautement qualifié qui leur sont fournis ainsi qu'à d'autres effectifs policiers par la Direction nationale de renseignements sur la criminalité et par la Direction spéciale "I". L'apport de ces directions consiste en des connaissances techniques, un répertoire de renseignements sur la criminalité, des analyses, et la surveillance physique et technique.

Direction des infractions commerciales

Les objectifs de la Direction des infractions commerciales sont de s'assurer que les entreprises commerciales et financières canadiennes méritent la confiance du public en contrôlant les infractions commerciales par l'application efficace de la loi et des sanctions, et de stopper la fabrication et la distribution de la fausse monnaie et d'autres pièces qui ont de la valeur au Canada.

Dans ce domaine, les enquêtes sont normalement menées une fois "le fait accompli", mais à de nombreuses occasions, des interventions rapides ont permis de déjouer des complots. En 1975, la Direction des infractions commerciales a fait enquête sur des manoeuvres frauduleuses, qui, estime-t-on, ont rapporté 244.3 millions de dollars. D'un autre côté, par son action, elle a contribué à la récupération d'environ 11.5 millions et à l'imposition d'amendes s'élevant à 723,080 dollars.

Les recouvrements et les aspects préventifs se traduisent par l'impôt prélevé sur le revenu des entreprises commerciales et des sociétés par les provinces et le gouvernement canadien. Autrement, les pertes seraient déduites à titre de créances douteuses.

La fraude et la corruption ne font rien pour améliorer la position du Canada sur le marché mondial. Une économie progressive doit être soutenue par une collectivité commerciale stable pour s'attirer la confiance du public et des investisseurs.

Les infractions commerciales d'importance, de par leur nature même, sont faites d'une série de gestes impliquant un grand nombre des gens. Il est rare, en fait, que des crimes de ce genre ne soient commis que dans une seule administration. Le criminel "bureaucrate" ambulant profite pleinement des conflits entre les lois et de la multiplicité des administrations pour camoufler ses manoeuvres. Les modes de transport modernes ont fourni aux criminels "bureaucrates" l'avantage d'une mobilité inégalée.

Aujourd'hui, nous ne pouvons nier l'existence de la fraude internationale, c'est-à-dire le trafic de valeurs volées et les manoeuvres boursières. On a affecté à l'étranger des agents de liaison criminels, justement pour améliorer les communications et mieux se défendre contre le crime international qui a pris des dimensions nouvelles.

À la fin de 1975, environ 20,000,000 dollars de valeurs volées ou manquantes étaient encore en circulation au Canada.

En 1975, on a saisi au Canada 2.7 millions de dollars de fausse monnaie.

La coopération internationale dans l'application de la loi, et particulièrement dans le domaine des activités frauduleuses, est essentielle si nous voulons réussir à stabiliser, sinon à éliminer les crimes de "bureaucratie" et les activités criminelles organisées qui s'étendent à plusieurs administrations.

La nature extrêmement spécialisée et compliquée du crime organisé et des activités criminelles de "bureaucratie" exige qu'on assigne continuellement et pour des périodes prolongées un grand nombre de cadres supérieurs très spécialisés. A cette fin, on encourage fortement les enquêteurs et les analystes chargés des infractions commerciales à accroître leur compétence à l'université et grâce à d'autres programmes de formation particulière.

Le crime organisé et les activités criminelles de "bureaucratie" restent des secteurs prioritaires pour l'année financière 1976-1977.

La sécurité aux Jeux olympiques

Il se peut qu'encouragés par les facteurs tels que la rapidité des moyens de transports, la possibilité de se procurer des armes perfectionnées et la publicité immédiate que fait la presse aux menées terroristes, des groupes nationaux ou internationaux se livrent à des activités violentes au cours des Jeux olympiques d'été.

La G.R.C. est à préparer, de concert avec d'autres corps policiers et les Forces armées canadiennes, des projets de sécurité visant à lutter contre les activités terroristes pendant les Jeux olympiques de 1976. L'objectif fondamental est de mettre au point "d'énergiques mesures sécuritaires" en fonction des menaces réelles et pressenties.

La surveillance policière

Le rôle de la Direction de la surveillance policière est de protéger les installations, les employés, les documents et le matériel du gouvernement

fédéral et de préparer des dispositifs d'intervention pour faire face aux urgences provoquées par des incidents ou des accidents naturels, industriels ou autres.

Entre autres, elle assume les fonctions suivantes:

Maintien de l'ordre aux aéroports

- diriger la participation de la G.R.C. au Programme national de maintien de l'ordre et de la sécurité aux aéroports, dans le cadre duquel la Gendarmerie fournit un service de maintien de l'ordre et de la sécurité à 10 aéroports internationaux et à 20 aéroports nationaux au Canada, recouvrant ses frais du ministère des Transports.

L'an dernier, conformément à une directive du Conseil du Trésor, la Gendarmerie a pris part à une étude interministérielle du programme, à l'issue de laquelle il fut convenu que l'effectif de la G.R.C. passerait de 810 à 616 hommes. On examinera une autre recommandation formulée à la suite de cette étude, voulant que l'on modifie les effectifs détachés aux aéroports internationaux après les Jeux olympiques de 1976.

Opérations spéciales

- coordonner la mise en oeuvre de mesures sécuritaires nécessaires pour assurer la sécurité personnelle et physique pendant les manifestations importantes et les conférences nationales et internationales qui se déroulent au Canada. Citons notamment la Conférence de l'O.N.U. sur l'Habitat humain, du 31 mai au 11 juin 1976 à Vancouver (C.-B.), les Jeux d'été du Canada, en août 1977 à St-Jean (Terre-Neuve), et les Jeux du Commonwealth, du 2 au 12 août 1978 à Edmonton (Alberta).

- assurer la liaison avec les ministères participants du gouvernement fédéral.

Protection de la propriété

- vérifier l'aspect sécuritaire d'immeubles, d'installations et de matériel afin de conseiller les ministères fédéraux et les industries en matière de planification, d'éducation et de formation sur la sécurité en vue de projets et d'événements "cruciaux" tels que les Jeux olympiques de 1976 et la Conférence sur l'Habitat humain qui aura lieu à Vancouver. Mettre au point et coordonner des dispositifs d'intervention en collaboration avec des organismes tels que le Service canadien des pénitenciers et les Forces armées canadiennes en préparation d'éventuelles situations critiques. Continuer d'alimenter le Centre canadien de données sur les bombes qui est l'organisme canadien le plus compétent et le centre nerveux de la G.R.C. pour intervenir dans les menaces soudaines d'attentat à la bombe.

La Direction de la sécurité (informatique)

Le Conseil du Trésor a mis au point un programme sécuritaire détaillé pour ce qui a trait à la cote sécuritaire des informations traitées par ordinateur au sein du gouvernement fédéral. La Direction de la sécurité (informatique) doit voir à la mise en oeuvre de ce programme. En menant des études protectives initiales et répétées des installations informatiques du gouvernement fédéral et des organismes privés qui traitent par ordinateur les renseignements confidentiels de l'État, en assurant un service de consultation et d'inspection pour tous les projets faisant appel à l'informatique, en préparant, étudiant et mettant à jour les normes sécuritaires de l'informatique, et en offrant un service de formation à l'intention des agents de sécurité et des coordonnateurs de la sécurité

de l'informatique des ministères. La Direction offre également un service de consultation aux enquêteurs qui s'occupent des délits relatifs à l'informatique.

La Gendarmerie se charge en outre de coordonner les demandes d'inspection et d'enquête provenant des ministères du gouvernement canadien et d'organismes corollaires et concernant les appareils pour la détection des tables d'écoute par balayage électronique.

Protection physique

- coordonner quotidiennement les mesures protectives touchant les dignitaires canadiens et étrangers et le personnel et les biens des ambassades.

Systèmes de sécurité

La Section du matériel de sécurité s'occupe de recherche et de développement dans le domaine du matériel mécanique de sécurité pour la protection des documents confidentiels du gouvernement fédéral.

La Section des consultants aux enquêtes techniques dispense des conseils, des plans et des mesures de sécurité matérielle sur les immeubles et les systèmes électroniques d'alarme et de contrôle de l'accès.

Nouvelles négociations des ententes provinciales et municipales à propos du maintien de l'ordre

Les contrats actuels de la G.R.C. avec les provinces ont expiré le 31 mars 1976. Ils furent passés en 1968 et les provinces s'étaient alors engagées à payer, pour la première année, 40 p. 100 des frais, puis à augmenter

leur quote-part de 1. p. 100 par année pendant les dix années suivantes de sorte qu'en 1975-1976, les provinces et le gouvernement fédéral partagent les frais à 50%.

Il y a deux ans, un nouveau projet de contrat fut soumis aux provinces et l'on proposait alors en guise de condition que les provinces assument 60 p. 100 des frais au lieu de 50 p. 100. Cette nouvelle formule de partage est plus fidèle à la répartition réelle des responsabilités en matière de maintien de l'ordre entre le gouvernement fédéral et les provinces, et des avantages qu'en tirent les deux parties. On a également modifié les ententes municipales en fonction de la répartition exacte des responsabilités en matière de maintien de l'ordre, et on a demandé aux municipalités d'assumer 60 p. 100 des frais pour les cinq premiers hommes et 85 p. 100 des frais pour chaque homme additionnel.

En préparant les nouveaux contrats, le gouvernement fédéral a étudié attentivement ce qu'il en coûte pour assurer les services de police offerts par contrat aux provinces, et il a mis sur pied une façon plus réaliste d'établir les conditions des contrats. En vertu des contrats actuels, les frais sont calculés en fonction d'un taux de base par policier visé par un contrat, et chaque province de verser ce taux pour chaque policier dont elle dispose. Comme cette méthode donne lieu à des injustices, on a mis au point une formule directe qui donne une idée plus fidèle des frais réels engagés pour le maintien de l'ordre dans chaque province.

À la suite d'une réunion avec tous les procureurs généraux provinciaux, au cours de laquelle tous se sont opposés à la nouvelle formule de partage des frais, j'ai été autorisé à soumettre une contre-proposition comportant une nouvelle répartition des frais. Aux termes des ententes provinciales, je proposais que les provinces assument 52 p. 100 des frais, plus 1 p. 100 par année. Aux termes des ententes municipales, je suggérais que les municipalités versent 52 p. 100 des frais pour les cinq premiers policiers, et 1 p. 100 de plus par année. Cette contre-proposition réduisait également la durée du contrat de 10 à 5 ans.

Nous sommes d'avis que les provinces profiteraient même de la formule originale de partage, en vertu de laquelle les provinces devaient assumer 60 p. 100 des frais, puisqu'il est moins onéreux pour elles de payer les services de la G.R.C. que de constituer leurs propres polices provinciales. Dans le nouveau projet de contrat, nous avons réduit de 60 à 52 p. 100 le pourcentage réclamé aux provinces pour la première année, tenant ainsi compte de la prétention des gouvernements provinciaux selon laquelle le gouvernement fédéral ne devrait pas leur imposer à ce moment-ci un important fardeau additionnel au chapitre des frais de police.

Nous sommes toujours en pourparlers avec les gouvernements provinciaux relativement aux nouveaux contrats de services provinciaux et municipaux de police devant être assurés par la GRC. Même si les anciens contrats sont venus à échéance le 31 mars 1976, j'ai informé mes collègues provinciaux que "les services actuellement fournis par la GRC continueront à l'être après cette date, le gouvernement ne tenant absolument pas à signer de nouveaux contrats de services municipaux avant la fin des présentes négociations, et que les frais engagés depuis le 1^{er} avril 1976 par le gouvernement fédéral pour ces services devront bien entendu être remboursés selon le nouveau taux".

Le principal point à régler, c'est la détermination des coûts de remboursement aux autorités fédérales pour les services rendus par les policiers de la GRC en tant que policiers provinciaux et municipaux. Les provinces contractantes ont indiqué qu'elles ne veulent pas payer plus de 50 p. 100 de ces coûts. Le gouvernement fédéral est d'avis que la nouvelle proposition fédérale est "des plus équitables" et qu'"il saurait être question d'offrir plus".

J'ai aussi expliqué que le gouvernement fédéral a entrepris une étude fouillée de son rôle en matière d'application de la loi et de maintien de l'ordre, et que les autorités provinciales participeront à cette révision des arrangements en matière de services policiers. Entre-temps, les autorités fédérales sont disposées à rencontrer les représentants provinciaux aussitôt que possible afin de reprendre les discussions sur un certain nombre de clauses techniques des contrats proposés et d'essayer d'en arriver bientôt à un accord.

SERVICE CANADIEN DES PÉNITENTIER

Le budget global du Service canadien des pénitenciers pour l'exercice 1976-1977, se chiffre à 246.6 millions de dollars, soit une augmentation de 31.3 millions ou 14.5 p. 100.

Le crédit de 1976-1977 pour les dépenses de fonctionnement du Service canadien des pénitenciers se chiffre à 184.9 millions de dollars, soit une augmentation de 35.2 millions. Environ 86 p. 100 de cette augmentation sont attribuables au rajustement non discrétionnaire des traitements, à des hausses de prix, au programme de bilinguisme. Les autres 14 p. 100 de l'augmentation serviront surtout pour le fonctionnement de nouveaux établissements qui seront ouverts graduellement durant l'exercice 1976-1977 ainsi que pour les activités de régionalisation dans les Prairies et dans les provinces de l'Atlantique. En outre, une part de 13.9 millions de dollars pour les pensions et les contributions aux régimes de prestations a été allouée au SCP pour l'année 1976-1977.

Le crédit de capital pour la construction est de 47.8 millions, soit une diminution de 7.8 millions par rapport au budget principal de l'exercice 1975-1976. Environ deux tiers de ce crédit serviront à la planification et à la construction d'autres établissements, et le reste, à des modifications aux installations actuelles. La diminution de 14 p. 100 dans les dépenses en capital provient en partie du fait que le temps nécessaire à la planification et à la préparation en vue de la construction d'installations neuves exige relativement peu de déboursés pour les services de consultation et l'acquisition du terrain. On prévoit des augmentations importantes des dépenses en capital durant l'exercice 1978-1979 et le suivant.

Cette année, comme l'an dernier à la même époque, le problème le plus sérieux qu'éprouve le Service canadien des pénitenciers est le surpeuplement de ses installations. On n'a pas encore pu fermer les établissements vieux et désuets, comme on le prévoyait depuis de nombreuses années. Ce retard est dû principalement au fait qu'il est difficile d'obtenir l'approbation des divers niveaux de gouvernement et des résidents des régions concernées pour le choix d'un emplacement. Le Service prévoit maintenant construire quelques établissements sur les terrains actuels, et il a pris d'autres mesures pour accélérer le processus d'approbation de nouveaux emplacements.

On évalue le rythme de croissance de la population carcérale d'après l'augmentation annuelle moyenne de 4 p. 100 survenue dans les diverses régions durant les trois dernières années. La diminution sensible qui s'est produite en 1974-1975 a été prise en compte dans le budget général de 1975-1976, ainsi que dans nos prévisions pour les années à venir. Néanmoins, on ne prévoit pas pour 1976-1977 dépasser le sommet de 9,241 détenus, atteint au 31 mars 1974. Le nombre total de détenus était de 8,981 au 16 mars 1976, soit une augmentation de 4.8 p. 100 par rapport à la période de 12 mois précédente. Le Québec a connu une augmentation de 17 p. 100 au cours des 12 derniers mois, ce qui pourrait occasionner à court terme une forte demande d'installations supplémentaires dans cette région.

On a déployé de sérieux efforts pour élaborer des mécanismes de planification et d'évaluation au Service canadien des pénitenciers et au Service des libérations conditionnelles. Ces mécanismes aideront la direction à prendre des décisions et permettront d'évaluer les projets et les programmes nouveaux afin de déterminer si leur application et (ou) leur maintien sont conformes aux objectifs fixés. Toute innovation et toute technique qui n'a pas fait ses preuves doit faire l'objet d'une évaluation avant d'être acceptée globalement, et ensuite être évaluée de façon suivie.

Un projet d'importance majeure sera mis en oeuvre en 1976-1977, alors que le SCP et le SNLC élaboreront et appliqueront un système global d'information opérationnel. Le Ministère a reçu de nombreux rapports qualifiant cette situation de très critique. Le rapport Vantour sur la dissociation souligne que ce programme est particulièrement urgent.

Programmes - Généralités

Comme on l'a dit l'an dernier, le programme des unités résidentielles a pour but d'améliorer les communications entre le personnel et les détenus. Dans certains genres d'établissements, ce programme ne peut être appliqué immédiatement parce que les installations ne le permettent pas et aussi parce qu'il est difficile de traiter avec les détenus en sécurité maximale. La "notion du groupement", étape intermédiaire vers la réalisation des unités résidentielles, a été introduite dans quelques établissements et doit être étendue à d'autres établissements à sécurité maximale.

On fait de sérieux efforts pour aider les détenus à former des coopératives. Plusieurs fonctionnent déjà dans des établissements, au point où les détenus gagnent des salaires normaux. C'est grâce à la collaboration et à la participation actives de l'industrie privée qu'on a pu réaliser ce projet.

On est en train d'organiser un Comité consultatif national de l'emploi dont l'objectif sera de consulter le secteur privé pour élaborer, à l'intention des détenus, des programmes qui utiliseront les techniques industrielles modernes.

Le Service canadien des pénitenciers, le Service national des libérations conditionnelles et la Commission nationale des libérations conditionnelles envisagent d'adopter pour nouvelle politique d'utiliser davantage les centres résidentiels communautaires et d'en augmenter le financement, afin d'utiliser de façon optimale

les installations résidentielles privées. Étant donné que l'aspect sécuritaire garde son importance, il sera nécessaire de maintenir un certain nombre de centres de correction communautaires afin d'aider certains genres de détenus à faire la transition des établissements à la société.

Programmes de sécurité

La mise en oeuvre des programmes d'amélioration de la sécurité et de la construction a progressé considérablement. Le matériel nécessaire pour améliorer la sécurité en général et dans les salles de visite est maintenant en service, quoiqu'on ait pas encore fini de former le personnel sur l'utilisation des nouveaux appareils. Le programme de renforcement de la sécurité du pourtour des établissements se poursuit, et devrait être terminé d'ici 1977.

Avec les programmes d'amélioration de la sécurité, le nombre des évasions, à l'exception de celles qui se produisent durant les absences temporaires ou les sorties autorisées (avec ou sans escorte), est à la baisse.

Le programme de construction de champs de tir se poursuit afin de perfectionner le personnel dans l'utilisation des armes à feu et le conditionner à ne s'en servir qu'avec jugement et seulement en dernier ressort.

Depuis 1974, il existe, entre les organismes canadiens d'application de la loi, de sécurité et de correction, des liens très étroits qui ne cessent de s'accroître. Les avantages de ces rapports accrus avec la police, pour ne mentionner qu'un exemple, ont permis de mieux déterminer les activités des détenus.

Un programme éducatif sera mis en oeuvre afin de renseigner tout le personnel du Ministère sur les mesures de sécurité préventive en vigueur au SCP.

On continuera de promouvoir et d'améliorer le programme de sécurité de l'information dans tous les éléments du SCP, et de traiter par ordinateur les données sur la sécurité pour que les renseignements soient conservés en lieu sûr, extraits rapidement et classés systématiquement.

La question de la prise d'otages, envisagée dans l'optique de l'enlèvement et du rapt tels que définis à l'article 247 du Code criminel du Canada, est présentement à l'étude. Ce phénomène préoccupe grandement l'administration, le personnel correctionnel étant constamment exposé à ce "danger". Eu égard à la tragédie qui est survenue récemment, les employés correctionnels craignent d'être pris comme otages. On procède à l'heure actuelle à une analyse plus poussée de la situation dans le but d'améliorer les mesures préventives destinées à réduire la possibilité d'événements du genre, et de mettre au point les correctifs nécessaires.

Industries

Des nouveaux concepts organisationnels visant à améliorer et moderniser les activités industrielles sont toujours à l'étude. Une usine modèle, mise sur pied à l'établissement de Joyceville, commencera ses activités en juin 1976, et on tentera d'y reconstituer le plus possible les conditions de travail dans l'entreprise privée. Les détenus affectés à ce projet pourront toucher une somme pouvant aller jusqu'au salaire minimum, compte tenu de leur attitude au travail, de leur rendement et de leur production. On est à mettre au point un système d'évaluation afin de déterminer si ces travaux industriels profiteront aux détenus, à l'organisation et à la collectivité. On songera ensuite à étendre ce concept au sein du Service.

Soins médicaux et de santé

Si l'on se réfère à la recommandation générale du Comité consultatif national des services de santé, qui se lit comme suit:

"Qu'un service de santé humain, comprenant les services médicaux, psychiatriques, dentaires, les soins infirmiers et des services paramédicaux soit assuré par des spécialistes reconnus et diplômés des diverses provinces pour répondre aux besoins des détenus malades dans les établissements pénitentiaires; un tel service aidera de façon directe et indirecte les détenus à se réhabiliter eux-mêmes",

on constate que le Service des soins médicaux et de santé a accompli des progrès considérables en vue de donner à ses activités un caractère professionnel. Le Service s'est affilié à diverses universités et envisage de procéder à d'autres affiliations. L'Organisation mondiale de la santé a reconnu le centre psychiatrique de la région du Pacifique comme centre de formation.

Dans le but d'offrir des services de santé professionnels, on recrutera des infirmier ou infirmieres diplômés pour le Service de soins infirmiers. À l'origine, ce projet avait été mal accueilli par le personnel non professionnel. Toutefois, à l'heure actuelle, plusieurs employés reçoivent une formation professionnelle, et le processus s'accélérera au fur et à mesure que d'autres postes de formation seront ouverts.

La direction du Service des soins médicaux et de santé a été invitée par la Fédération mondiale de la santé mentale à organiser et présenter une séance d'une journée portant sur "le milieu carcéral et la santé mentale" à l'occasion de la conférence "Habitat" qui aura lieu à Vancouver en juin 1976.

La construction d'un centre psychiatrique à Saskatoon débutera en 1976-1977. Les provinces y auront accès. Des pourparlers se déroulent avec les provinces de l'Atlantique, afin d'aménager dans cette région un centre qui pourrait également servir à toutes les provinces.

En novembre 1975, s'est tenue la conférence nationale sur "l'aspect juridique et moral des soins médicaux au Service canadien des pénitenciers". Des gens de tous les milieux y ont participé, dont des juges, des professeurs d'université, des membres de la CNLC, des théologiens, des philosophes, des députés et des avocats. À cette conférence, on a établi des principes directeurs qui seront publiés très prochainement.

Dissociation

Dans son rapport annuel de 1973-1974, l'enquêteur des Services correctionnels (Mlle. Inger Hansen) s'opposait à la dissociation dans les établissements du Service des pénitenciers et recommandait une étude de la question visant à s'interroger sur l'utilité de la dissociation et à proposer des solutions de rechange.

Pour donner suite à la recommandation de l'enquêteur des Services correctionnels, le Solliciteur général a confié à un groupe de travail la tâche de se pencher sur le problème de la dissociation et de faire les recommandations qui s'imposent. Un rapport contenant 57 recommandations a été présenté par le groupe de travail présidé par M. James A. Vantour. Les recommandations sont présentement à l'étude, et les consultations auprès du personnel régional devraient être terminées avant la fin de mai 1976. Le rapport a été rendu public par le biais des médias d'information et d'autres organes de communication.

Décentralisation et délégation des pouvoirs

Conformément à la politique du gouvernement, on mène présentement une étude afin de déterminer quelles responsabilités peuvent être décentralisées par voie de délégation de pouvoirs. Le rôle de l'administration centrale s'en trouvera modifié car il se limitera à l'orientation générale, à la planification, à la surveillance, au contrôle et à l'évaluation. Il en sera de même du rôle de l'administration régionale, dans une mesure qui n'a pas encore été déterminée. Des plans de mise en oeuvre doivent être élaborés en fonction de la création éventuelle d'une agence fédérale de correction. En principe, la direction devrait y donner son accord d'ici un an.

Dotation et formation du personnel

La Commission de la Fonction publique a délégué ses pouvoirs de dotation, ce qui a entraîné un surcroît de travail dans le domaine de la dotation et des appels, mais on s'emploie à résoudre ces problèmes.

Le programme de formation du personnel a été grandement amélioré dans les régions du Pacifique et des Prairies, notamment grâce à des ententes passées avec des établissements provinciaux ou privés. En outre, on a ouvert un nouveau collège dans la région de l'Atlantique. Au Québec et en Ontario, les classes sont généralement pleines, mais un problème s'est posé entre autres, soit le manque de postes à la formation. La situation s'est quelque peu améliorée depuis qu'on a obtenu un certain nombre de postes additionnels. Durant les 18 derniers mois, on a mis l'accent sur la sécurité dans le cadre du programme de formation, mais on s'efforce toutefois d'introduire des idées nouvelles en vue d'améliorer la formation dans le domaine du traitement pénologique, des relations humaines, de la gestion, et ainsi de suite.

Programme de construction

Il va falloir construire de nouveaux établissements pour remplacer les pénitenciers de Dochester, de Saint-Vincent-de-Paul, de Kingston et de la Colombie-Britannique, qui sont tous les quatre désuets. Un plan de construction qui aurait permis de fermer ces établissements au cours des prochaines années avait été approuvé en 1973. Toutefois, comme les cantons et les municipalités ont fait des difficultés quant à l'emplacement de ces constructions, ces projets ont été remis. On a pris des mesures pour accélérer le choix des emplacements en se servant du modèle informatisé de sélection des emplacements du ministère de l'Expansion économique régionale, en employant d'autres ressources et installations gouvernementales, et en faisant une certaine publicité dans diverses villes.

Les travaux de construction de quatre nouveaux établissements, qui conformément aux recommandations du Comité Mohr seront de dimension réduites, débiteront en 1976-1977. Le premier d'entre eux est censé ouvrir ses portes à Mission, C.-B., vers le mois de juillet 1976.

Les autochtones

Suite à la Conférence nationale sur les autochtones et le régime de justice pénale, tenue à Edmonton en février 1975, le SCP a sollicité la participation de toutes les fraternités. Quant au recrutement d'autochtones, un rapport compilé par le Bureau de recrutement d'autochtones de la Commission de la Fonction publique devrait paraître vers la fin de février 1976, et énoncer pour la gouverne du SCP et du SNLC des principes généraux qui les aideront à élaborer des programmes mieux adaptés aux besoins des détenus autochtones. On a également établi des liens avec les organismes autochtones afin d'étendre les programmes conçus pour les autochtones emprisonnés dans les établissements fédéraux.

Les délinquantes

Le Comité consultatif sur les délinquantes a remis son rapport vers la fin de janvier 1976. Il faudra trouver des solutions de rechange et les évaluer; les gouvernements fédéral et provinciaux songent à unir leurs efforts de planification et à se servir du rapport comme document de travail. Il est actuellement à l'étude.

COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

Le budget de la Commission nationale des libérations conditionnelles, y compris le Service national des libérations conditionnelles, se chiffre, pour l'année 1976-1977, à 23.6 millions de dollars, soit une augmentation de 5.3 millions par rapport au budget général de 1975-1976. (Ces chiffres comprennent la part de la C.N.L.C. des services votés pour les pensions et les contributions aux régimes de prestations aux employés qui s'élève à 1.4 million). Au total, 938 années-hommes sont autorisées pour 1976-1977, soit une hausse de 110 années-hommes ou de 13.3 p. 100 par rapport au chiffre de 1975-1976. La Commission nationale des libérations conditionnelles se verra accorder seize années-hommes additionnelles pour permettre à son secrétariat de s'acquitter du travail actuel. Le Service national des libérations conditionnelles disposera de 94 années-hommes de plus, soit une augmentation de 14.8 p. 100. Cette hausse est principalement attribuable au surcroît de travail dans la surveillance obligatoire, les libérations conditionnelles de jour et les nouvelles activités de la Commission causées par la création des divisions régionales.

Au cours de l'année qui s'achève, la Commission nationale des libérations conditionnelles a raffermi l'organisation de ses cinq commissions régionales, et elle a donné plus d'ampleur à ses activités liées à la mise en liberté.

Dans la mesure du possible, la Commission a entendu et traité les demandes de libération conditionnelle de jour comme les autres. Pour certains détenus, ces auditions sont la première prise de contact avec la Commission et constituent un élément important du programme de réhabilitation de l'individu. Consciente de son rôle d'organisme chargé de tous les genres de mise en liberté des détenus, à n'importe quel stade de leur incarcération, la Commission

présente maintenant au Service des pénitenciers des recommandations à savoir s'il faut continuer d'accorder des permissions temporaires aux détenus auxquels elle a refusé la libération conditionnelle définitive ou de jour.

L'année dernière, la Commission des libérations conditionnelles a examiné 20,120 cas, par rapport à 18,500 l'année précédente et à 15,140 en 1970. Ce chiffre comprend 6,636 demandes de libération conditionnelle totale et 3,776 demandes de libération conditionnelle de jour provenant de détenus purgeant leur peine dans des établissements fédéraux et provinciaux. Cette année, on a accordé moins de libérations conditionnelles totales. L'an dernier, 41 p. 100 des demandes avaient été approuvées (35 p. 100 provenaient de détenus fédéraux et 49 p. 100 de détenus provinciaux), tandis que 48 p. 100 des demandes de l'année précédente étaient acceptées (42 p. 100 de détenus fédéraux et 56 p. cent de détenus provinciaux).

Ces chiffres semblent révéler que d'un côté, on est plus sélectif quant à la mise en liberté des détenus, mais que par ailleurs, on s'est engagé plus à fond dans le programme de traitement des cas particuliers.

En raison de la quantité considérable de travail au niveau régional, la Commission a épuisé ses ressources et les commissaires de la division d'Ottawa ont dû régulièrement prêter main-forte à leurs collègues régionaux afin de répondre aux besoins locaux. Étant donné la plus forte concentration de commissaires à Ottawa, ceux-ci ont aussi participé à l'organisation et aux travaux de divers comités, dont le Comité des projets spéciaux, le Comité de révision interne, et beaucoup d'autres.

Tous les commissaires se réunissent à chaque trimestre pour discuter de leurs intérêts et de leurs problèmes communs. Au cours d'une réunion qui a eu lieu dernièrement, on a décidé de former à titre d'essai, un comité appelé Comité des programmes et de la planification. En raison du nombre restreint de commissaires qui y siégeront, ce comité pourra agir plus rapidement dans les situations pressantes et prendre immédiatement des décisions qui seront par la suite soumises à l'étude et à l'approbation de tous les commissaires réunis.

La presse et le public en général semblent critiquer de plus en plus sévèrement la Commission des libérations conditionnelles et ses décisions. Les critiques se font habituellement entendre à la suite d'incidents spectaculaires dans lesquels sont impliqués des individus en liberté conditionnelle ou sous surveillance obligatoire. La Commission des libérations conditionnelles a pris des mesures administratives et présenté des mesures législatives en vue d'assurer une sélection plus efficace en ce qui concerne la mise en liberté des délinquants violents. Cependant, une partie des critiques sont imputables à un manque de compréhension du rôle de la Commission à l'égard du libéré conditionnel ou de la personne assujettie à la surveillance obligatoire. Le président, le vice-président et les membres ont multiplié les efforts pour expliquer ce qu'est la libération conditionnelle et pour établir la distinction entre libération conditionnelle et surveillance obligatoire. Ces efforts dureront tant que persistera la confusion qui règne actuellement. Nous semblons d'ailleurs gagner du terrain puisque certains éléments de la presse font maintenant cette distinction.

Consciente du fait que les objectifs à court et à long terme du régime de libération conditionnelle ont en grande partie été mal compris

du public, la Commission a entrepris de communiquer plus efficacement avec le public et la presse. Le président est lui-même entré en contact avec les dirigeants des journaux et des réseaux nationaux de diffusion, et il a participé à bon nombre d'émissions à la radio et à la télévision. On a imprimé et distribué un manuel traitant de la libération conditionnelle à l'intention des détenus des établissements fédéraux, et on a rédigé d'autres documents sur des sujets d'intérêt public.

Le programme de communication a aussi englobé d'autres éléments du régime de justice pénale. Un comité national mixte, composé de l'Association canadienne des chefs de police et des Bureaux fédéraux de correction, a été formé en 1973 dans le but d'élaborer des modalités pour la participation de la police au processus correctionnel. Ce comité se réunit plusieurs fois par année, et il a récemment publié un rapport intitulé "Le rôle de la police dans le système correctionnel". Certaines recommandations du rapport sont déjà au stade de la mise en vigueur, tandis que d'autres sont encore à l'étude. Le rapport a été distribué à toutes les agences canadiennes oeuvrant dans le domaine de la justice pénale, et à des organismes de pays européens. De plus, le président et les commissaires ont continué à rencontrer à des colloques des juges, des procureurs et des organismes communautaires qui s'intéressent activement à l'élaboration des programmes dans le domaine de la correction.

Service national des libérations conditionnelles

Avec le recours croissant à la libération conditionnelle, l'élaboration de programmes importants de libération conditionnelle de jour, et la surveillance obligatoire à laquelle sont soumis la plupart des détenus des pénitenciers fédéraux qui ne sont pas mis en liberté conditionnelle, le Service national des libérations conditionnelles est passé, en dix ans, de l'organisation de peu d'envergure qu'il était à l'organisation d'aujourd'hui, qui comprend 40 bureaux régionaux et offre

des services dans tout le pays. Constatant qu'il ne disposerait jamais d'assez de main-d'oeuvre et de fonds pour offrir les services que d'aucuns considèrent comme essentiels pour la collectivité, le Service des libérations conditionnelles entamait vers la fin de 1974 une grande réorganisation administrative, dans le but d'assurer une utilisation efficace du peu de ressources dont il disposait. La première étape de ce programme, qui se terminera en 1976, fut de mettre sur pied cinq bureaux régionaux investis de la responsabilité des opérations administratives. La deuxième étape, amorcée au début de 1976, consiste en une étude plus approfondie, par une équipe d'agents de services régionaux et de l'administration centrale, des programmes et des méthodes en matière de libération conditionnelle. La direction en sera assumée par la nouvelle section de l'examen des normes professionnelles, qui évaluera la qualité des services offerts, repérera les problèmes actuels et prévisibles, et participera à l'élaboration des programmes de formation du personnel nécessaires pour les régler.

Proportionnellement, les ressources du Service national des libérations conditionnelles pour l'année 1976-1977 se sont considérablement accrues. Cette augmentation doit permettre:

- a) de défrayer l'augmentation non discrétionnaire du volume de travail, conséquence permanente de la loi de 1970 qui établissait la surveillance obligatoire, du recours croissant à la libération conditionnelle de jour comme mise à l'épreuve avant la libération conditionnelle définitive, et des nombreuses activités dont la Commission des libérations conditionnelles a dû se charger suite à la nomination de commissaires affectés aux services régionaux;

- b) de mener à terme la réorganisation administrative du Service national des libérations conditionnelles dont il a déjà été question;
- c) de lancer de nouveaux programmes et de fournir des services additionnels conformément à la volonté du gouvernement de mieux protéger la société contre les crimes avec violence.

Parmi les nouveaux programmes du Service national des libérations conditionnelles, le plus important consistera à fournir des services communautaires pour le Programme des absences temporaires sans escorte du Service canadien des pénitenciers. Ce programme prévoit que les détenus relâchés pour la première fois seront surveillés et que seront compilés des rapports sur leur comportement social, que les antécédents des détenus coupables de violence seront minutieusement étudiés avant toute décision relative à l'octroi de permissions d'absences temporaires, et que ces détenus et tous les autres dont le cas est semblable feront en permanence l'objet d'une surveillance étroite et de rapports décrivant leur comportement. Le Service national des libérations conditionnelles mènera également des enquêtes plus approfondies sur les cas présumés de manquement aux conditions de libération conditionnelle. Il consacrera plus de temps à la surveillance au cours des premiers mois de libération conditionnelle ou de surveillance obligatoire, et il élaborera des programmes spéciaux pour les détenus dangereux et violents mis sous surveillance.

LOI SUR LES PRISONS ET LES MAISONS DE CORRECTION ETLOI SUR LE CASIER JUDICIAIRE

Je mentionnais l'an dernier que je comptais obtenir l'autorisation de déposer un nouveau projet de loi pour remplacer la Loi sur les prisons et les maisons de correction, afin d'éliminer nombre d'anomalies et d'anachronismes qu'on retrouve dans la loi actuelle. La nouvelle loi accorderait aux provinces une plus grande liberté d'action au sein de leur régime de détention. Je faisais aussi part de mon intention d'apporter des modifications à la Loi sur le casier judiciaire, de façon à accélérer le processus de traitement des demandes de pardon et à attribuer une plus grande valeur au pardon pour permettre aux détenus de surmonter la tare que constitue un casier judiciaire. Nous avons plutôt accordé la priorité à deux projets de loi concernant le programme "Ordre et sécurité publics", que le ministre de la Justice et moi-même avons présentés le 24 février 1976.

Les priorités et les programmes législatifs le permettant, ces deux projets de loi seront déposés durant la session d'automne de cette année.

Je termine donc ainsi mon exposé des activités et des plans actuels du Ministère. J'espère que les membres du Comité le trouveront utile dans leur étude du budget pour 1976-1977. Je me ferai un plaisir, avec l'aide de mes fonctionnaires, de répondre aux questions que mon exposé peut avoir suscitées, ainsi qu'à toute autre question relative à notre budget général pour 1976-1977.

WITNESSES—TÉMOINS

From the Royal Canadian Mounted Police:

Mr. M. J. Nadon, Commissioner.

From the Canadian Penitentiary Service:

Mr. R. Diguier, Deputy Commissioner, (Operational Services).

Mr. W. Westlake, Deputy Commissioner.

From the National Parole Board:

Mr. M. Maccagno, Member.

Mr. G. Genest, Executive Secretary.

From the Ministry Secretariat:

Mr. J.-G. Régimbald, Senior Financial Policy Adviser.

De la Gendarmerie royale du Canada:

M. M. J. Nadon, commissaire.

Du Service canadien des pénitenciers:

M. R. Diguier, Sous-commissaire, (Services opérationnels).

M. W. Westlake, sous-commissaire.

De la Commission nationale des libérations conditionnelles:

M. M. Maccagno, membre.

M. G. Genest, secrétaire exécutif.

Du Secrétariat du Ministère:

M. J.-G. Régimbald, conseiller principal aux politiques financières.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 53

Thursday, May 20, 1976

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 53

Le jeudi 20 mai 1976

Président: M. Mark MacGuigan

Government
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Justice and Legal Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Justice et des questions juridiques

RESPECTING:

Bill C-83, Criminal Law Amendment
Act (No. 1), 1976

CONCERNANT:

Bill C-83, Loi de 1976 modifiant
le droit pénal, n° 1

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la

trentième législature, 1974-1975-1976

STANDING COMMITTEE ON JUSTICE
AND LEGAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

Vice-Chairman: Mr. Yvon Pinard

Messrs.

Brisco
Caouette (*Villeneuve*)
Dick
Fairweather
Fox

Guay (*Lévis*)
Holt (Mrs.)
Korchinski
Lachance

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE
ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

Président: M. Mark MacGuigan

Vice-président: M. Yvon Pinard

Messieurs

Leggatt
Marceau
McCleave
Olivier
Poulin

Robinson
Stanbury
Towers
Wooliams—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Lois A. Cameron

Clerk of the Committee

Published under authority of the Speaker of the
House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from Printing and Publishing, Supply and
Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Imprimerie et Édition, Approvisionnements et Services
Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 20, 1976

(59)

[Text]

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 11:45 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Mark MacGuigan, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Brisco, Caouette (Villeneuve), Fox, Mrs. Holt, Messrs. Korchinski, MacGuigan, Marceau, Olivier, Pinard, Poulin, Robinson, Towers and Woolliams.

Other Member present: Mr. Landers.

Witnesses: From the Shooting Federation of Canada: Mr. J. L. Johnston, President; Mr. D. M. Aiton, Vice-President and Mr. W. H. Bush, Chairman, Legislation Committee. *From the Responsible Alberta Gun Owners:* Mr. C. F. Barrigan, Managing Director and Mr. E. Heiman, Director.

The Committee resumed consideration of Bill C-83, An Act for the better protection of Canadian society against perpetrators of violent and other crime (Criminal Law Amendment Act (No. 1), 1976.).

On Clause 2

The witnesses from the Shooting Federation of Canada made a statement and answered questions.

In accordance with the order of the Committee made on Tuesday, April 27, 1976, the brief presented to the Committee by the Shooting Federation of Canada is printed as an Appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See Appendix "JLA-29".)

At 1:37 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 3:41 o'clock p.m., the sitting resumed.

The witnesses from the Responsible Alberta Gun Owners made a statement and answered questions.

In accordance with the order of the Committee made on Tuesday, April 27, 1976, the brief presented to the Committee by the Responsible Alberta Gun Owners is printed as an Appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See Appendix "JLA-30".)

At 5:28 o'clock p.m. the Committee adjourned until 3:30 o'clock p.m. on Tuesday, May 25, 1976.

Le greffier du Comité
William C. Corbett
Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 20 MAI 1976

(59)

[Traduction]

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 11 h 45 sous la présidence de M. Mark MacGuigan (président).

Membres du Comité présents: MM. Brisco, Caouette (Ville-neuve), Fox, M^{me} Holt, MM. Korchinski, MacGuigan, Marceau, Olivier, Pinard, Poulin, Robinson, Towers et Woolliams.

Autre député présent: M. Landers.

Témoins: De la Fédération de tir du Canada: M. J. L. Johnston, président; M. D. M. Aiton, vice-président et M. W. H. Bush, président du Comité de la législation. *De «Responsible Alberta Gun Owners»:* M. C. F. Barrigan, administrateur directeur et M. E. Heiman, directeur.

Le Comité reprend l'étude du bill C-83, Loi pour mieux protéger la société canadienne contre les auteurs de crimes violents et autres crimes (Loi de 1976 modifiant le droit pénal, n° 1).

Article 2

Les témoins de la Fédération de tir du Canada font des déclarations et répondent aux questions.

Conformément à l'ordre de renvoi du mardi 27 avril 1976, le mémoire présenté au Comité par la Fédération de tir du Canada est joint aux procès-verbal et témoignages de ce jour. (Voir appendice «JLA-29».)

A 13 h 37, le Comité suspend ses travaux.

A 15 h 41, le Comité poursuit ses travaux.

Les témoins de «Responsible Alberta Gun Owners» font des déclarations et répondent aux questions.

Conformément à l'ordre de renvoi du mardi 27 avril 1975, le mémoire présenté au Comité par «Responsible Alberta Gun Owners» est joint aux procès-verbal et témoignages de ce jour. (Voir Appendice «JLA-30».)

A 17 h 28, le Comité suspend ses travaux jusqu'au mardi 25 mai 1976, à 15 h 30.

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, May 20, 1976.

[Text]

The Chairman: Now we will resume to deal with the witnesses who are here on Bill C-83. The first witness is the Shooting Federation of Canada. Would the representatives come forward, please?

Ladies and gentlemen, as I mentioned a moment ago, our witnesses on Bill C-83 are from the Shooting Federation of Canada. We will begin with Dr. J. L. Johnston, the President, and he will introduce the other members of his team.

Dr. Johnston.

Dr. J. L. Johnston (President, Shooting Federation of Canada): Thank you, sir.

The Shooting Federation of Canada thanks this Committee for the opportunity to appear and present its views on Bill C-83.

I would like to introduce, on my immediate right, Mr. Bert Bush, who will be our spokesman in general, and on his right, Mr. David Aiton, Vice-President, Operations, of the Federation.

Very briefly, the Federation is a separate structure in Canada and is responsible for target shooting in both the national and the international fields. I believe it might be redundant on my part, but I should so so anyway, to remind the members of this Committee that Canada holds a very enviable position in target shooting in the world. Currently, we have two world champions, and since Confederation shooting has brought its name much to the fore among world champions and winners. The Federation we represent has some concern about Bill C-83 and that is why we are here today to present our views.

It is my understanding that you have been presented with our brief and without further ado I will turn this discussion over to the man on my right, Mr. Bert Bush, who will present our beliefs to the Committee.

Thank you.

The Chairman: Thank you, Dr. Johnston. Mr. Bush.

• 1144

Mr. W. H. Bush (Chairman, Legislation Committee, Shooting Federation of Canada): Mr. Chairman and gentlemen, I am pleased to appear before you. I understand that you have endured quite a number of briefs and heard many words, and I assure you I have tried to absorb quite a number of briefs and put them into words. Therefore, in my opening remarks I am just going to give you a short summary of what our brief has and then perhaps we will go on from there.

The title of Bill C-83 is a misnomer. It is directed, not against criminals, but against 3 million law-abiding Canadians who own firearms.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 20 mai 1976

[Interpretation]

Le président: Nous reprenons maintenant l'audience des témoins. Les premiers sont les représentants de la Fédération de tir du Canada. Voudriez-vous prendre place à la table, s'il vous plaît?

Mesdames et messieurs, comme je viens de le dire, nos premiers témoins au sujet du bill C-83 sont les représentants de la Fédération de tir du Canada. Nous allons donner la parole à M. J. L. Johnston, le président de cette fédération qui va nous présenter les autres membres de son équipe.

Monsieur Johnston.

M. J. L. Johnston (président, Fédération de tir du Canada): Je vous remercie, monsieur.

La Fédération de tir du Canada remercie le Comité de lui offrir la possibilité de comparaître et d'exprimer son point de vue au sujet du Bill C-83.

J'aimerais vous présenter, immédiatement à ma droite, M. Bert Bush, qui sera notre principal porte-parole et, à sa droite, M. David Aiton, le vice-président de la Fédération, section Opérations.

Très brièvement, la Fédération est un organisme canadien indépendant regroupant des tireurs à la cible, à la fois sur le plan national et international. Il est peut-être superflu de ma part, mais je le ferai quand même, de rappeler aux membres de ce comité que la position du Canada, dans le domaine du tir à la cible sur le plan mondial, est très enviable. À l'heure actuelle, nous avons deux champions du monde et, depuis le début de la Confédération, le tir a toujours été un sport où les champions et les vainqueurs ont fait connaître le nom du Canada sur la scène internationale. Le Bill C-83 pose quelques inquiétudes à la Fédération que nous représentons, et c'est la raison pour laquelle nous sommes ici pour exprimer notre point de vue.

Je crois comprendre que notre mémoire vous a été distribué et, sans ajouter quoi que ce soit de plus, je vais céder la place à notre porte-parole, M. Bert Bush.

Je vous remercie.

Le président: Je vous remercie, monsieur Johnston. Monsieur Bush.

• 1145

M. W. H. Bush (président du Comité de la législation, Fédération de tir du Canada): Monsieur le président, messieurs, je suis heureux de comparaître devant vous. Vous avez déjà subi un nombre considérable de mémoires et entendu bien des paroles, et je puis vous assurer que j'ai essayé d'en assimiler un grand nombre pour en extraire la quintessence. Par conséquent, je me contenterai, au cours de ces remarques préliminaires, de vous résumer le contenu de notre mémoire qui servira de point de départ à la discussion.

Le titre du Bill C-83 est erroné. Il ne vise pas les criminels, mais 3 millions de Canadiens respectueux de la loi qui possèdent des armes à feu.

[Texte]

Bill C-83 is based on a number of false premises. The brief examines two of these fallacies, and establishes that there is no correlation between the availability of firearms and the rates of homicide or of suicide. I would like at some time, if you wish, to expand on that because this is true not only between countries but also between different parts of countries.

Throughout Bill C-83 are scattered a number of examples of pettiness, which degenerate into absurdities. If you think those words are strong—Mr. Poulin mentioned this to me outside the door—I assure you, gentlemen, that as I sorted through the many briefs and tried to reach a consensus, I tried to temper the words I was reading, but I felt that you should understand, without any doubt, the feelings of the people whom I represent.

The definition of ammunition in proposed Section 82.(1) is so broad that a child who picked up an inert and expended shotgun cartridge case in the woods, and who took it home without reporting it or delivering it to a local registrar or peace officer, could be held in contravention of proposed Sections 88.(1) and 101.(1) in Bill C-83. The hunter who discarded the same inert, expended case could be charged under proposed Section 99.(2). Ammunition is already sufficiently controlled under the Explosives Act and should, therefore, be omitted from Bill C-83.

The definition of firearm is likewise absurdly broad. A shooter who had a box of spare parts, if any of them were adaptable to a restricted firearm, could be required to obtain a permit and a registration certificate for each of the spare parts under penalty of proposed Section 87.(1). I assure you that many of us who shoot target firearms have this difficulty. For instance, a handgun that goes 4,000 rounds is quite likely to require a replacement. You toss the old one into a spare box because it may fit somebody else's, and you lose trace of it.

The brief also points out an example of the deviousness of some proposed sections in Bill C-83. As now written in Bill C-83, the proposed Section 82.(1) (d) could be used to prohibit the private ownership of handguns in Canada, and without referring the matter to Parliament. Such action is possible because five words now in the Criminal Code of Canada have been omitted from proposed Section 82.(1) (d) in Bill C-83. If it is not the government's intention to prohibit private ownership of firearms, why have the words "not being a restricted weapon" been omitted from the definition of a prohibited weapon? The words, "not being a restricted weapon" should be reinserted.

The brief opposes the classification of automatic firearms as prohibited firearms, and the consequent confiscation without any provision for compensation. The brief also stresses the blameless record of the bona fide collectors of such firearms.

In relation to proposed Sections 88.(1) and 88.(2), the brief opposes the cumbersome, expensive, and unnecessary licensing system as set forth in Bill C-83, and proposes a proven alternative based on the use of safety training.

[Interprétation]

Le Bill C-83 se fonde sur un certain nombre de prémisses fallacieuses. Notre mémoire en étudie deux, et démontre qu'il n'y a aucun rapport entre la facilité d'obtention des armes à feu et le nombre d'homicides ou de crimes. J'aimerais, si vous me le permettez, consacrer quelque temps à cette démonstration car, non seulement cela est vrai si l'on fait des comparaisons de pays à pays, mais également de région à région.

Tout au long du Bill C-83, on retrouve un certain nombre d'exemples de mesquineries qui se transforment souvent en absurdités. Si vous pensez que ces termes sont durs, c'est ce que m'a dit M. Poulin avant d'entrer, je puis vous assurer, messieurs, qu'au fur et à mesure que j'ai parcouru les nombreux mémoires, pour essayer de regrouper les points concordants, j'ai essayé de modérer les termes employés, mais j'ai estimé qu'il fallait que vous compreniez sans l'ombre d'un doute le sentiment des personnes que je représente.

La définition du terme «munition» à l'article 82(1) est si vaste qu'un enfant qui ramasserait une boîte de cartouches utilisées dans les bois et la rapporterait à la maison, sans le signaler ou de la rapporter au registraire local ou à l'officier de paix, pourrait être convaincu d'infraction aux articles 88(1) et 101(1) du Bill C-83. Le chasseur qui aurait jeté la même boîte de cartouches utilisées pourrait être inculpé en vertu de l'article 99(2). La Loi sur les explosifs suffit déjà amplement au contrôle des munitions et par, conséquent, cette répétition devrait être supprimée dans le Bill C-83.

L'ampleur de la définition d'une arme à feu est tout aussi absurde. On pourrait requérir de tout tireur ayant en sa possession des pièces détachées, dont n'importe laquelle puisse s'adapter à une arme à autorisation restreinte, d'avoir en sa possession un permis et un certificat d'enregistrement pour chacune de ces pièces détachées, en vertu de l'article 87(1). Je puis vous assurer que nombre des tireurs à la cible connaissent ce problème. Par exemple, après qu'un pistolet a été utilisé 4,000 fois, il est fort vraisemblable qu'on ait besoin de remplacer une pièce. On met l'ancienne pièce dans une boîte, au cas où elle pourrait servir à quelqu'un d'autre et on l'oublie.

Nous signalons également, dans notre mémoire, l'exemple de ce que pourrait entraîner l'article du Bill C-83. Dans sa rédaction actuelle, l'article 82(1)d) pourrait fort bien être utilisé pour interdire la possession privée de pistolets, au Canada, et ce, sans que le Parlement en soit saisi. Une telle action serait possible, car cinq mots figurant à l'heure actuelle dans le Code criminel du Canada ont été omis à l'article 82(1)d) du Bill C-83. S'il n'est pas dans l'intention du gouvernement d'interdire la possession privée d'armes à feu, pourquoi les mots «n'étant pas une arme à autorisation restreinte» ont-ils été omis dans la définition d'armes prohibées? Les mots «n'étant pas une arme à autorisation restreinte» devraient y figurer de nouveau.

Nous nous opposons à ce que l'on fasse des armes à feu automatiques des armes à feu prohibées et à la confiscation subséquente sans aucune indemnisation. Nous signalons à cette occasion la conduite irréprochable des collectionneurs de bonne foi de telles armes à feu.

Quant aux articles 88(1) et 88(2), nous nous opposons au système d'autorisation encombrant, onéreux et inutile préconisé dans le Bill C-83, et proposons la solution de l'enseignement et de la formation qui a fait ses preuves.

[Text]

The brief presented by the Shooting Federation of Canada opposes the bureaucratic impediments Bill C-83 presents to a youth who wishes to learn to shoot. It emphasizes that a 16-year old, who is mature enough to drive an automobile while under instruction, is sufficiently mature to undergo instruction in the proper use of firearms. To eliminate this contradiction to either proposed Section 93 or 94 in Bill C-83 should be added the following provision, which is copied directly from Section 101(b) of the current Criminal Code of Canada.

• 1150

Nothing in this act makes it unlawful for a person lawfully in possession of a firearm to permit another person to use it under his immediate supervision in the same manner as he may lawfully use it, or for that other person so to use the firearm.

The brief also expresses firm opposition to the approval of fees unstated and unlimited because the Shooting Federation fears the imposition of punitive fees.

The Shooting Federation of Canada is similarly opposed to the blanket approval of regulations as yet unpublished.

The third reading of Bill C-83 should be delayed until proposed regulations are ready for scrutiny by Parliament and by the representatives of the various shooting disciplines.

Past experience with regulations has made shooters mistrustful of buying a pig in a poke.

The brief also opposes the concept of guarantors. The guarantors completing a passport application are merely guaranteeing the identity of the person concerned; they are not ruling on his fitness to go abroad. Unless he has been convicted by due process of law, no free man should have to seek the approval of anyone to engage in a lawful activity.

In its brief the Shooting Federation of Canada also expresses its opposition to the dictatorial powers given to civil servants by Bill C-83. That any agency other than Parliament should have the power to attach—and I quote, gentlemen:

“ANY condition . . . that he deems desirable . . .” is contrary to democratic principles.

The Shooting Federation of Canada objects to the authorization of a multitude of orders in council authorized by Bill C-83. This practice gives to the Governor in Council and to the Lieutenant Governors in Council powers which rightly belong to Parliament.

In conclusion, the Shooting Federation of Canada wishes to draw to the attention of the Committee that any lack of comment on any section of Bill C-83 implies neither approval nor disapproval. Such lack of comment is merely a concession to man's ability to absorb only that which the seat can endure. And I am sure from your sittings this morning, gentlemen, you can appreciate that.

[Interpretation]

La Fédération de tir du Canada s'oppose aux obstacles bureaucratiques que le Bill C-83 sème sur la route du jeune qui souhaite apprendre à tirer. Elle affirme qu'un jeune de 16 ans, qui a suffisamment de maturité pour apprendre à conduire une automobile, en a suffisamment pour apprendre à utiliser à bon escient les armes à feu. Afin d'éliminer cette contradiction contenue aux articles 93 et 94 du Bill C-83, il faudrait ajouter la disposition suivante tirée directement de l'article 101(b) du Code criminel du Canada.

Aucune disposition de la présente loi ne rend illégal le fait qu'une personne légalement en possession d'une arme à feu, permette à une autre personne de s'en servir sous sa surveillance immédiate de la manière dont elle peut elle-même légalement s'en servir, ou le fait que cette autre personne s'en serve de cette façon.

Si nous nous opposons si fermement à l'approbation de droit non fixé et illimité, c'est parce que la Fédération de tir craint l'imposition de droit punitif.

La Fédération de tir du Canada s'oppose d'une manière analogue à l'approbation inconditionnelle de règlements non encore publiés.

La troisième lecture du bill C-83 devrait être retardée jusqu'à ce que ces règlements soient rédigés et puissent être étudiés par le Parlement et par les représentants des différentes disciplines de tir.

L'expérience passée de tels règlements n'incite pas les tireurs à signer des chèques en blanc.

Nous nous opposons également au concept des répondants. Les répondants ratifiant une demande de passeport ne font que garantir l'identité de l'intéressé; ils ne jugent pas de son aptitude de se rendre à l'étranger. À moins qu'ils n'aient été inculpés conformément à la Loi, aucun homme libre ne devrait avoir à obtenir l'approbation de quiconque pour pratiquer une activité légale.

La Fédération de tir du Canada s'oppose également aux pouvoirs dictatoriaux accordés aux fonctionnaires par le Bill C-83. Qu'un organisme autre que le Parlement ait le pouvoir de dicter, et je cite, messieurs:

«Toute condition—« qu'il juge souhaitable—« est contraire aux principes démocratiques.

La Fédération de tir du Canada s'oppose à l'autorisation de la multitude de décrets en conseil autorisés par le Bill C-83. Cette pratique confère au gouverneur en conseil, et au lieutenant-gouverneur en conseil des pouvoirs qui appartiennent de droit au parlement.

Pour conclure, la Fédération de tir du Canada souhaite signaler au comité que toute absence de commentaires relatifs à un article ou à un autre du Bill C-83 ne signifie nullement ni qu'elle l'approuve ni qu'elle le désapprouve. Une telle absence n'est que le reflet des limites d'assimilation de la capacité humaine. Ce que nous avons vu ce matin ne peut que nous inciter à croire que vous le comprendrez parfaitement, messieurs.

[Texte]

Thank you, gentlemen.

The Chairman: Thank you, Mr. Bush.

Mr. Bush: Mr. Chairman, may I draw attention to a correction on our brief? It is on page 10 of our brief, gentlemen. It makes sense but unfortunately it does not make as much sense as it should. In the second paragraph:

as a direct result of its fine safety record ...

insert the words "for \$1.10", so that it will read:

as a direct result of its fine safety record, for \$1.10 the Ontario Handgun Association can ensure

I think there is another place where a "nor" is left out in quoting from the Criminal Code. At the bottom of page 18 it says, "the same manner as he may lawfully use it or for that," and the same error is on page 11. I cannot blame the typist for that because I checked my own copy and I missed it.

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Bush. Before we proceed to Mr. Brisco, who is the first questioner, I am now in the happy position of being able to tell you that we can sit again this afternoon. The room has been made available. Pursuant to the agreement of the parties earlier, that we would sit this afternoon to hear the Alberta witnesses if the room could be obtained, the room is now available and the next meeting will take place at 3:30.

Mr. Brisco.

Mr. Brisco: Thank you, Mr. Chairman.

It is nice to have Mr. Bush, Mr. Aiton and Dr. Johnston with us today.

• 1155

Certainly I can endorse the particular remarks of Dr. Johnson with reference to Canada's record in the international field of target-shooting, be it Bisley or any other place. There have been numerous delegations here, Mr. Bush, and I would certainly say that the majority of these delegations have been opposed in some form to Bill C-83 referring to gun control. You mentioned that there are absurdities in the bill and I think the Minister himself has recognized this fact. You refer to the absurdity dealing with ammunition, and I think the Minister is aware that it is indeed an absurdity and it would be changed. What other absurdities do you see in the bill? Would you name two or three?

Mr. Bush: I think the broad definition of "firearm" is an absurdity. To think a spare part which is not part of any working firearm has to be registered, is an absurdity to my mind. I think allowing anybody, any civil servant, to require any information he desires is also an absurdity. I think these two give you an example of what I am thinking about.

Mr. Brisco: All right. Yesterday, Mr. Bush, we had with us the coroner from the City of New Westminster, a community of nearly a half a million people. The coroner recommended with reference to fitness—and I differentiate fitness from competence—that any applicant should first be screened by a psychologist. What would be your comment on that suggestion?

[Interprétation]

Je vous remercie, messieurs.

Le président: Je vous remercie, monsieur Bush.

M. Bush: Monsieur le président, puis-je attirer votre attention sur une rectification à apporter à notre mémoire? Cela se trouve à la page 10, messieurs. Cela semble couler de source mais malheureusement pas autant que cela le devrait. Au deuxième paragraphe:

... grâce à son dossier de sécurité ...

insérer les mots «pour \$1.10», afin que cela devienne:

grâce à son dossier de sécurité, pour \$1.10 l'Ontario Handgun Association peut assurer

Je crois qu'à un autre endroit, il manque un «ni» dans une citation du Code criminel. Cela se trouve au bas de la page 18: «la même manière dont il peut légalement l'utiliser ou pour cela», et la même erreur se retrouve à la page 11. Je ne peux blâmer la sténo car en vérifiant ma propre copie, je l'avais également oublié.

Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Je vous remercie, monsieur Bush. Avant de donner la parole à M. Brisco, qui sera le premier, j'ai le plaisir de pouvoir vous dire que nous pourrions siéger cet après-midi. La salle sera libre. Conformément à l'accord précédent des partis, voulant que nous siégions cet après-midi, pour entendre les témoins de l'Alberta si la salle était libre, la chose s'étant avérée possible, la prochaine réunion aura lieu à 15 h. 30.

Monsieur Brisco.

M. Brisco: Je vous remercie, monsieur le président.

Il est agréable d'avoir parmi nous aujourd'hui M. Bush, M. Aiton et M. Johnston.

Il va sans dire que je souscris aux remarques de M. Johnson relativement au succès canadien sur la scène internationale du tir à la cible, qu'il s'agisse de Bisley ou de tout autre endroit. De nombreuses délégations sont venues nous voir, monsieur Bush, et je ne mentirais pas en disant que la majorité se sont opposées, sous une forme ou sous une autre, au contrôle des armes contenu dans le Bill C-83. Vous dites que le projet de loi contient des absurdités, et je crois que le ministre lui-même l'a reconnu. Vous avez parlé d'absurdités au sujet des munitions, et je crois que le ministre en est conscient et que des modifications seront apportées. Quelles autres absurdités voyez-vous dans le projet de loi? Pourriez-vous nous en citer deux ou trois?

M. Bush: Je crois que la portée de la définition de «arme à feu» est absurde. Prétendre qu'une pièce détachée, qui ne fait pas partie d'une arme à feu fonctionnant, doit être enregistrée, est absurde selon moi. Donner le droit à un fonctionnaire de réclamer tout renseignement qu'il souhaite est également absurde. Ceci pour vous citer le genre d'absurdités auxquelles je pense.

M. Brisco: Très bien. Hier, monsieur Bush, notre témoin était le coroner de la ville de New Westminster, communauté de près d'un demi-million d'habitants. Pour ce qui est de l'aptitude, et je fais la différence entre l'aptitude et la compétence, il a recommandé que tout candidat fasse d'abord l'objet d'un examen psychologique. Qu'en pensez-vous?

[Text]

Mr. Bush: The psychologist and the psychiatrist with whom I have consulted tell me that they would not be prepared to make such a recommendation. I believe in one case in a trial in Ontario...

Mr. Brisco: They would or would not be prepared?

Mr. Bush: They would not be prepared.

Mr. Brisco: Thank you.

Mr. Bush: They said there was no way that they could tell, in some cases, whether a person was going to become mentally impaired or something of that nature.

Mr. Brisco: Given the fact that we are not psychologists, from the layman's view would you suggest that to predetermine the individual who is likely to be either the victim or the assailant in a crime of passion would be very difficult to do.

Mr. Bush: I think Mr. Brisco, you have put it much better than I could, yes.

Mr. Brisco: Just out of curiosity, you people are in touch with target-shooters, is there now any provision within the elementary school program for cadets to learn target shooting?

Mr. Bush: It is my understanding at present, Mr. Brisco, that there is not. Some of the private schools have it, but the general cadet corps which we used to find in the secondary schools throughout the country do not seem to be there at all now. I was part of this plan at one time and I am fairly conscious of it. I regret it very much as in one place in the brief it mentioned I had part in training 3,000 boys over a period of ten years. None of them ever committed a crime of violence involving a firearm or committed suicide.

Mr. Brisco: I am happy to hear you say that because it only just occurred to me when you were making those observations that when I was in elementary school we had cadets, not army cadets, just cadets. I can recall at that time, probably in grades 7 and 8, when I would be about age 12 or 13, that we used to go out on the firing range under proper instruction and supervision and learn to target shoot. If nothing else, it taught me two things at that impressionable age: one was the respect for guns; and perhaps the other was the reduction of fear of guns, as I knew the safety elements that were built in. I think that was a valuable program and it is too bad that it has gone by the boards. This is perhaps not in the context of the bill, but it also helped to teach discipline to young people, which I think is an important area.

• 1200

I would like to ask for your opinion on automatic weapons. Perhaps I should not be leading you down a particular garden path, but, quite frankly, I have some rather serious reservations about the need for a provision in the bill to allow for automatic weapons. I am not familiar with the accuracy of the automatic weapon, say, on a shooting range. Could you enlighten me on this? I seem to feel that it is a sort of spray-gun.

[Interpretation]

M. Bush: Le psychologue et le psychiatre que j'ai consultés m'ont dit ne pas être disposés à faire une telle recommandation. Je crois que lors d'un procès en Ontario...

M. Brisco: Ils seraient ou ne seraient pas disposés?

M. Bush: Ils ne seraient pas disposés.

M. Brisco: Je vous remercie.

M. Bush: Ils m'ont dit qu'il leur était impossible de pronostiquer, dans certains cas, l'éventualité de la déficience mentale d'un individu.

M. Brisco: Étant donné que nous ne sommes pas psychologues, de notre point de vue de profanes, pensez-vous que prédéterminer qu'un individu sera vraisemblablement soit la victime soit l'auteur d'un crime de passion soit très difficile?

M. Bush: Vous avez répondu vous-même à la question, monsieur Brisco, beaucoup mieux que je ne l'aurais fait.

M. Brisco: Juste par curiosité, vous connaissez très bien les tireurs à la cible, est-il prévu, dans le programme élémentaire des cadets, l'enseignement du tir à la cible?

M. Bush: Sauf erreur, à l'heure actuelle, non, monsieur Brisco. Certaines écoles privées dispensent cet enseignement, mais pour ces cadets qu'on trouvait dans toutes les écoles secondaires du pays, cela ne semble pas être le cas à l'heure actuelle. J'ai fait moi-même partie de ce programme et cela m'est très familier. Je le regrette infiniment d'autant que je signale, dans le mémoire, que j'ai participé à la formation de 3,000 garçons au cours d'une période de 10 années. Aucun d'entre eux a jamais commis un crime violent avec une arme à feu ou ne s'est suicidé.

M. Brisco: Je suis heureux de vous l'entendre dire, car il m'est justement revenu, en écoutant vos observations, que lorsque j'étais à l'école élémentaire nous avions des cadets, non pas des cadets de l'armée, mais de simples cadets. Je me souviens de l'époque où, en septième ou huitième année, à l'âge de douze ou treize ans, nous allions tirer avec des instructeurs et des surveillants compétents et nous apprenions à tirer sur des cibles. J'ai appris deux choses notamment à cet âge où on apprend très vite: Premièrement, j'ai appris à respecter les fusils et, deuxièmement, j'ai peut-être appris à ne pas les craindre puisque je connaissais bien les règles de sécurité. Je crois que c'était là une formation enrichissante et il est dommage qu'elle n'existe plus. Peut-être que ce n'est pas l'objet du bill, mais cela permettait certainement d'acquérir une certaine discipline, très importante à mon avis.

J'aimerais que vous nous donniez votre avis sur les armes automatiques. Peut-être devrais-je orienter mes questions dans une certaine direction mais, en toute honnêteté, j'avoue devoir exprimer certaines réserves face à l'inclusion des armes automatiques dans les dispositions de ce bill. Je ne connais pas très bien la précision des armes automatiques dans un champ de tir, par exemple. Pourriez-vous m'apporter des éclaircissements? J'ai l'impression qu'il s'agit d'une sorte de fusils pulvérisateurs.

[Texte]

Mr. Bush: Mr. Brisco, I think we have all considered this matter in the same way you have. I can only tell you the experience that I went through.

I had to interview people who had them. I had to watch them. I had to visit their homes and, in that process, my mind changed. I found that none of these people who had these automatic firearms had ever been involved in a crime of violence involving a firearm and, since their record was so good, I had to acknowledge that there was no reason that I could see why they should not have them.

Now as to the accuracy, you may remember from your service experience that some of them are very accurate under single action and have various degrees of accuracy on self-loading or fully automatic. But most of the people that I met who had these were not shooting them other than to test them; they were students of design and things of that nature. They would have a book and they would look at the exploded diagrams and they might take the gun out to the range to see that it actually did do what was said. But I have never encountered anybody actually shooting one as a target firearm.

Mr. Brisco: I see.

Mr. Bush: They were collectors.

Mr. Brisco: Well you have put my mind at rest to a degree. As I say, I do have some reservations about the owner of the automatic weapon. Any gun is deadly but it just seems that the automatic weapon is that much deadlier because of its scatter effect.

One of the concerns that have been expressed by various members is with reference to the cost of this program if it were to be implemented. Provincial legislation for hunters, at least, is now in place in four provinces and it requires training prior to the issuing of a hunting licence. Now I agree that that does not cover all gun owners, but I would like to know how you feel about the suggestion that perhaps a uniform code across Canada, operated by the provinces rather than by a federal bureaucracy, might be more palatable.

I can only speak for my own province of British Columbia, but people who hunt or who are gun owners are more familiar, generally speaking, with provincial legislation pertaining to the ownership and the operation of a gun. They live with it every day, certainly during the hunting season or during the period of time when they can get out for target practice. And it has a closer bond than that vague place in the East called Ottawa from which sometimes profound and sometimes asinine statements emanate. How do you feel about that?

• 1205

Mr. Bush: Mr. Brisco, in my brief I have given a little hint and I would say I approve of it wholeheartedly. Historically, a father taught his son how to use a firearm and if the son were not willing to learn, there happened to be a hickory ramrod there that expedited the learning process.

[Interprétation]

M. Bush: Monsieur Brisco, Je crois que nous sommes tous penchés sur cette question de la même façon que vous l'avez fait. Je ne peux que vous relater mon expérience.

J'ai dû parler à des gens qui possédaient ce genre d'armes. J'ai dû les observer et leur rendre visite, ce qui m'a amené à changer d'avis. J'ai constaté qu'aucun de ceux qui possédaient des armes automatiques n'avaient été impliqués dans un crime violent, avec utilisation d'armes à feu, et étant donné que le tableau était si rose, j'ai dû convenir qu'il n'y avait pas de raisons de leur interdire de les posséder.

Quant à la précision, vous vous souviendrez peut-être de votre expérience dans l'armée, et vous vous souviendrez que certaines de ces armes sont extrêmement précises dans le cas d'une cible unique et sont précises à des degrés divers pour ce qui est de la recharge automatique. Mais la plupart de ceux que j'ai rencontrés et qui possédaient ce genre d'armes ne s'en servaient pas, sauf pour les vérifier. C'était des gens qui étudiaient le design et ce genre de choses. Ils consultaient le manuel et vérifiaient les diagrammes d'explosion, et vérifiaient ensuite ce qu'ils avaient appris. Mais je n'ai jamais rencontré personne qui tirait sur une cible avec ce genre d'arme.

M. Brisco: Je vois.

M. Bush: Ils en faisaient collection.

M. Brisco: Eh bien, vous m'avez rassuré jusqu'à un certain point. Comme je vous l'ai dit, il me faut exprimer certaines réserves dans le cas de ceux qui possèdent des armes automatiques. Tout fusil peut causer la mort, mais une arme automatique est encore plus dangereuse parce que les munitions s'éparpillent.

Certains membres du Comité ont parlé du coût d'application de tout ce programme. Au niveau provincial, quatre provinces ont en ce moment des lois concernant les chasseurs et ces lois exigent un entraînement préliminaire à l'obtention d'un permis de chasse. Je conviens que cela ne s'applique à tous ceux qui possèdent un fusil, amis j'aimerais savoir ce que vous pensez d'un éventuel code uniforme, étendu à tout le Canada, qu'administreraient les provinces plutôt que le gouvernement fédéral et qui serait peut-être plus facile d'application.

Je ne peux parler que de ma province, la Colombie-Britannique, mais les gens qui chassent ou qui possèdent des fusils connaissent peut-être mieux, en général, les lois provinciales qui réglementent la possession et l'utilisation d'un fusil. C'est, pour eux, du domaine du quotidien, du moins durant la saison de la chasse ou à l'époque où ils peuvent faire des exercices sur des cibles. Ces mesures sont certainement beaucoup mieux adaptées que des mesures qui émaneraient d'une ville appelée Ottawa, située dans l'Est, d'où proviennent parfois des déclarations très profondes mais absolument vides. Qu'en pensez-vous?

M. Bush: Monsieur Brisco, je parle un peu de cet aspect dans mon exposé, et je dirais que je suis tout à fait d'accord. Traditionnellement, c'est un père qui enseigne à son fils comment se servir d'une arme à feu et, si le fils n'est pas disposé à apprendre, c'est à coup de baguettes qu'on accélère le processus.

[Text]

We have relegated that training in the target sports, especially, and also in the hunters to the governing bodies. And in my brief I make reference to the fact that the Ontario Handgun Association, which was formed in 1957, has never had a member convicted of a crime of violence involving a firearm, nor has there ever been a fatality. We have never had an accident on any range operated by that group.

The success of that is due to the education. If I were asked to set up the simplest, least expensive way, it would be very simple as you suggested. We have the hunters already, we have the target people with their organization. There is just one gap in it. There is the random person who, after watching some of the many television programs, wants to go and buy a firearm. And he does not undergo any training; he does not learn the proper use, the ethics, the laws pertaining to it. That is a gap which we have to close. And all those could be closed by the method that you suggested: by delegating to the provinces the authority for these governing bodies with the consent of the province. For example, in the Hunters' Safety they have dual status: they are an agent of the state and they are also an agent of the club. They qualify both ways.

That would be the cheapest, most successful method that I can imagine and I have not seen anything that worked better in all the studies I have made.

Mr. Brisco: The simplest way is probably the best way. Do I have time for one more question?

The Chairman: Yes, you do but I think Dr. Johnston wants to make a comment or two.

Dr. Johnston: May I add, sir, that one of the largest groups are the farmers, and I happen to be one, and a rifle and a shotgun are as much a tool on my farm as my saw. But uniformly administered as you have suggested, and Mr. Bush has agreed, I think we would be co-operative people in carrying this out. But I think we must look to that group with great emphasis, the farmer who uses this to maintain his property, get rid of the predators and run a successful farm. This is most important.

Mr. Brisco: I could not agree with you more; I could not agree with you more. The last time I was back in the riding, I was knocking off gophers on my own farm property. And last year I had to slaughter some beef and the manner, of course, is with a .22, as a general rule. It is not unusual to have a cow break a leg or a calf so these are all certainly part of the problem. And again, it is the conflict between the rural and the urban.

There has been much made, Mr. Chairman, of the question of competency and fitness, and the differentiation of the two words. Certainly we are all aware that we have to take a test to drive an automobile, which renders us competent but not necessarily fit. And we all have occasion, probably, to swear at a driver every day whom we consider may be competent but certainly not fit. And yet, they would like to imply that the gun owners of Canada should not only be competent but fit and, again, we get back to the question of how you are going to screen these people.

[Interpretation]

Nous avons remis la responsabilité de l'entraînement aux sports de cible, en particulier, et également à la chasse, aux autorités. Dans mon exposé, je dis que l'Ontario Handgun Association, qui a été formée en 1957, n'a jamais vu un de ses membres condamné pour un crime violent mettant en cause une arme à feu et il n'y a jamais eu d'accident. Aucun accident ne s'est jamais produit dans un champ de tir de cette association.

Cela s'explique par l'instruction qu'on donne. On nous demande de rétablir les mesures les plus simples, les moins onéreuses, et ce que vous proposez serait très simple. Les chasseurs existent déjà et les associations de tir à la cible existent déjà, d'une manière organisée. Il n'y a cependant qu'une lacune. Il y a les gens qui, après avoir regardé des émissions de télévision, décident d'acheter une arme à feu. Ce genre de personne ne subit pas d'entraînement et n'apprend pas à bien les manier, ne connaît pas le code d'éthique et les lois qui le gouverne. Voilà la lacune qu'il faut combler et l'on pourrait le faire de la façon que vous proposez, en déléguant aux provinces l'autorité nécessaire, si elles y consentent. Par exemple, dans le manuel de sécurité des chasseurs, les organismes responsables ont un double statut, celui d'agents de l'État et celui d'agents du club. Dans les deux cas, ils se qualifient.

Cela serait probablement la façon la plus économique et la meilleure, et je ne connais rien qui fonctionne mieux, même après toutes les études que j'ai faites.

M. Brisco: La meilleure façon est probablement la plus simple. J'ai le temps de poser une autre question?

Le président: Oui, vous avez le temps, mais M. Johnson veut faire une observation.

M. Johnston: Parmi les groupes les plus importants, il y a celui des agriculteurs, et j'en suis un et, dans ma ferme, une carabine et un fusil de chasse sont des outils aussi importants qu'une scie. Mais si l'on décidait de mettre en application ces mesures uniformément, comme vous le proposez et comme M. Boucher le propose, je crois que les agriculteurs coopéreraient, mais je crois qu'on doit se pencher sur les besoins de ce groupe, sur le fait qu'un agriculteur se sert de son arme pour conserver sa propriété, se débarrasser des bêtes de proie et mener rondement son exploitation. C'est très important.

M. Brisco: Je suis tout à fait d'accord avec vous. La dernière fois que je me suis rendu dans ma circonscription, j'ai tiré des pigeons d'argile, dans ma propre ferme. L'année dernière, j'ai dû abattre des bœufs, et la façon de faire est d'utiliser une carabine de calibre 22. Il est assez fréquent qu'une vache se casse une jambe ou même qu'un veau se blesse, et cela fait certainement partie des problèmes qui se posent dans une ferme, et nous voilà ramenés au conflit entre les ruraux et les citoyens.

On a beaucoup parlé de la compétence et de l'aptitude et l'on a bien distingué entre les deux termes. Nous sommes tous d'accord qu'il faut subir une épreuve d'aptitude pour conduire une voiture, ce qui nous permet d'être considéré comme compétent mais pas nécessairement apte. Il nous arrive à tous de pester contre un automobiliste que nous pouvons probablement considérer comme compétent mais qui n'est certainement pas apte. Et cependant, nous voudrions que les propriétaires de fusils, au Canada, ne soient pas seulement compétents mais également aptes, et nous revenons à l'éternel problème de la façon de déterminer cela.

[Texte]

In provincial legislation, regardless of the store to which I go to purchase a gun—and when I say “gun” I mean long-guns—if there was provision that on application to a store-owner if I want to purchase a rifle or a shotgun, he says, “Fine, your name and address”, and he writes it down, gives you a receipt, puts the date on it, come back and see me in 48 hours and we will talk business. This one measure might reduce by some very small percentage the crime of passion, or the premeditated murder still in effect being a crime of passion, the fellow who is mad at his wife, rushes down to the store and buys a gun. Beyond a period of 48 hours, I do not think it is going to make any difference if the fellow can or cannot buy a gun. If he is intent on killing his wife or his neighbour he is going to do it, whether or not there is a gun available. How would you feel about this cooling-off period? Do you think it makes sense or are we getting into too fine a point and into too much detail?

• 1210

Mr. Bush: The program you suggested earlier does provide a cooling-off period, when he is taking that training course in safety, it screens out the impetuous right away. Our clubs report this and the instructors will also screen out the people that they feel would not be a happy addition to the club. They would not certify that they are unfit but they would be willing to say that they were an unhappy addition to the club. I think you have made a number of points that we make in the brief. By the way, I would stress that nowhere in our brief have we ever referred to the matter of competency. I would be afraid that somebody would come along and say to me I have to make 99 out of 100 in shotguns, or I have to make 98 out of 100 in handguns, or if I were shooting rifle that I had to hit a peanut at 200 yards. We have never referred to competency. The fitness is difficult.

Dr. Johnston: As a surgeon, I would like to comment upon fitness which is a medical problem. In some provinces fitness is being reported without legal liability with automobile handling. In dealing with his patient, if a doctor appreciates that he is an epileptic or an uncontrolled epileptic he may so report, without fear of liability, to the proper authority. The proper authority then deals with it. That, sir, is fitness. It is a medical problem and it could really only be reported by medical people. I am not, and I do not think you are advocating a medical certificate of fitness but there are ways of reporting the unfit. It is that one question of legal liability that if I reported on you that I am not going to be sued because in automobiles you may take away a livelihood. I am talking about truck drivers who have been injured, who have epilepsy and should not be on the road. It is being done, sir, and it is being done provincially.

Mr. Brisco: Mr. Chairman, Dr. Johnson presents a very challenging point and I would just like to ask him one question on it.

The Chairman: We have just two other questioners so I think we can be a little tolerant at this stage. I have Mr. Pinard and Mr. Korchinski.

[Interprétation]

Les lois provinciales, quel que soit le magasin où quelqu'un achète un fusil, et je veux dire ici un fusil de chasse, contiennent des dispositions sur la façon d'en faire la demande à un marchand, et si je désire acheter une carabine ou un fusil de chasse, le marchand dit: «Très bien, donnez-moi votre nom et votre adresse» et il les inscrit, me donne un reçu, daté, et me demande de revenir dans 48 heures alors que nous pourrions faire des affaires. Cette mesure pourrait réduire très légèrement les crimes passionnels ou les meurtres prémédités, qui sont souvent des crimes passionnels, car le type qui est furieux contre sa femme se précipite au magasin pour acheter un fusil. Au-delà de 48 heures, je ne crois pas que cela fasse beaucoup de différence si ce type peut ou non acheter un fusil. S'il a l'intention de tuer sa femme ou son voisin, il va le faire, qu'il puisse ou non acheter un fusil. Que pensez-vous de cette période d'attente? Croyez-vous qu'elle a du sens ou sommes-nous en train de trop chercher les petits détails?

M. Bush: Le programme que vous avez proposé plus tôt prévoit une période d'attente, pendant qu'une personne suit un cours de sécurité; de cette façon, on élimine les décisions impétueuses. Nos clubs doivent faire rapport et les instructeurs font le tri pour éliminer les personnes qui ne seraient pas de bonnes additions au club. Ils disent non pas que ces personnes sont incompetentes, mais qu'elles ne seraient pas des additions heureuses pour le club. Je pense que vous soulevez un certain nombre de questions que nous avons également mentionnées dans notre mémoire. Au fait, je souligne que, nulle part dans notre mémoire, avons-nous parlé de compétence. Je craindrais que quelqu'un vienne me dire que je dois réussir 99 coups sur 100, avec un fusil, ou 98 coups sur 100 avec une arme à poing ou, si je me servais d'une carabine, que je puisse atteindre une arachide à 200 verges. Nous n'avons jamais parlé de compétence. L'aptitude est difficile à définir.

M. Johnston: En tant que chirurgien, j'aimerais parler de la question d'aptitude qui pose un problème médical. Dans certaines provinces, on parle d'aptitude sans responsabilité juridique dans la conduite des voitures. Vis-à-vis ces patients, si un docteur sait que son client est épileptique ou un épileptique dont la maladie n'est pas contrôlée, il peut le rapporter sans crainte aux autorités intéressées. Ces derniers peuvent s'en occuper. C'est une question d'aptitude. Il s'agit d'un problème médical qui ne peut faire l'objet d'un rapport que par du personnel médical. Je ne propose pas, et vous non plus d'ailleurs, un certificat médical d'aptitude, mais il y a des moyens de rapporter une personne inapte. Il s'agit d'une question de responsabilité légale, car si je fais un rapport, je ne serai pas poursuivi, car vous pouvez, dans le cas des automobiles, enlever à quelqu'un un moyen de subsistance. Je pense, par exemple, aux conducteurs de camion qui ont déjà été blessés, qui souffrent d'épilepsie et qui ne devraient pas conduire sur la route. Ces choses se font, monsieur, elles se font à l'échelle de la province.

M. Brisco: Monsieur le président, le docteur Johnson présente un point qui soulève bien des questions et j'aimerais lui en poser une.

Le président: Nous n'avons que deux autres personnes qui veulent prendre la parole; par conséquent, je serai un peu tolérant. J'ai encore les noms de MM. Pinard et Korchinski.

[Text]

Mr. Brisco: I will make this my last question, Mr. Chairman. You have said in the case of a truck driver or a patient that if he is an epileptic or has a severe heart condition or glaucoma or something, that is reportable. As we know, child abuse or evidence of child abuse is also reportable. Are you suggesting, Dr. Johnson, that if you have a patient who you consider either physically or mentally unfit that he should be reported to the authorities with reference to the possibility of him purchasing or operating a gun?

Dr. Johnston: I only suggested it as an example which exists, Mr. Brisco. It is being done and I speak with the authority that my profession opposed it in reporting the automobile driver. It is possible that through legislation my colleague would continue to co-operate, but we must remove that fear of personal liability on the physician for reporting an unfit. It goes across the whole spectrum, sir. The psychiatric patient certainly would be one who would be reportable under what you are saying. I think he is probably equally reportable with an automobile.

An hon. Member: A greater liability to the public.

Dr. Johnston: A greater one because we would show more people, by many, many times, where it is right.

Mr. Brisco: Thank you very much, Dr. Johnson, Mr. Bush and Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Pinard.

M. Pinard: Merci monsieur le président.

I am just waiting for the gentlemen. I will not be very long, Mr. Chairman.

Gentlemen, I have been reading your brief. I found it very interesting.

• 1215

Je me rends compte que ce que vous préconisez est passablement protectionniste à l'égard du tiers des détenteurs d'armes à feu au pays qui font partie des clubs de tir ou des clubs de chasse. Ce qui m'intéresse, ce sont les deux autres tiers des possesseurs d'armes à feu qui vivent au Canada en regard avec la criminalité au pays. Ce qui doit me préoccuper et ce qui doit vous préoccuper aussi, je pense, c'est l'usage que font les détenteurs d'armes à feu qui ne sont pas membres de clubs de tir ou de chasse et sur lesquels vous n'avez aucun contrôle pour leur enseigner les règles d'éthique du maniement des armes à feu. Il faut aussi considérer que le Bill C-83, sur lequel vous témoignez aujourd'hui, n'est pas seulement un projet de loi qui s'attaque au contrôle des armes à feu, mais qu'il comporte une foule de mesures qui visent à enrayer le crime. Il est évident que si, dès le départ on tente de démontrer qu'en soi tel article du projet de loi n'est pas suffisant pour contrer le crime au pays, on peut trouver des arguments et dire: «Mais écoutez, à quoi bon légiférer, cela ne résout pas le problème». Mais si on prend l'ensemble des articles: le contrôle des armes à feu, les libérations conditionnelles, l'écoute électronique, les punitions contre les criminels dangereux avec des sentences indéterminées, si on prend l'ensemble de tout cela, on voit qu'on peut peut-être en arriver à une protection plus adéquate du citoyen canadien et à une lutte plus efficace contre le crime.

[Interpretation]

M. Brisco: Ce sera ma dernière question, monsieur le président. Vous avez parlé du cas d'un chauffeur de camion ou d'un client qui est épileptique ou qui souffre d'une maladie cardiaque sérieuse, de glaucome ou autre chose et qui doit faire l'objet d'un rapport. Comme vous le savez, les cas de mauvais traitements ou de preuves qu'un enfant a été maltraité doivent également faire l'objet de rapports. Suggérez-vous, docteur Johnson, que si vous avez un malade que vous considérez comme étant physiquement ou mentalement inapte, il vous faut le rapporter aux autorités au cas où il voudrait acheter une arme à feu ou s'il se sert d'une arme?

M. Johnston: Je n'ai fait que vous donner un exemple qui existe, monsieur Brisco. C'est une chose qui se fait, et je parle en connaissance de cause; ma profession s'est opposée à rapporter le conducteur de voiture. Il est possible que, par le biais d'une loi, mon collègue continuerait à collaborer, mais nous devons faire disparaître cette crainte de responsabilité personnelle qui pèse sur le médecin qui rapporte des personnes inaptes. Cela s'applique sur toute la ligne, monsieur. Le malade psychiatrique devrait certainement faire l'objet d'un rapport d'après ce que vous dites. Je pense également qu'il faudrait le rapporter s'il conduit une voiture.

Une voix: Cela impose une plus grande responsabilité au public.

M. Johnston: Une plus grande responsabilité, car nous pourrions montrer, dans bien des cas, ce qu'il faut faire.

M. Brisco: Merci beaucoup, docteur Johnson, monsieur Bush, monsieur le président.

Le président: Monsieur Pinard.

Mr. Pinard: Thank you, Mr. Chairman.

J'attends ces messieurs. Ce ne sera pas long, monsieur le président.

Messieurs, j'ai lu votre mémoire. Je l'ai trouvé très intéressant.

I note that what you recommend are protectionist measures for one-third of firearm owners in the country who are members of shooting and hunting clubs. I am concerned about the other two-thirds of firearm owners who live in Canada, in view of the crime rate in the country. What troubles me and should trouble you also, is the use made by owners of firearms who are not members of shooting or hunting clubs and over whom you have no means of teaching the code of ethics in gun handling. We must also remember that Bill C-83, on which you are testifying today, is not only concerned with the control of firearms, but also includes a host of other crime-prevention measures. It is obvious that if, from the start, we try to show that by itself such and such a clause of the bill are insufficient to prevent crime in the country, we can find arguments to say: "Well, what is the use of passing legislation, it will not solve the problem." But if we take the clauses as a whole: control of firearms, the paroles, wire-tapping, the indeterminate sentences for dangerous criminals, if we look at the whole, we can provide more adequate protection of the Canadian citizen and a more efficient way of fighting crime.

[Texte]

Alors, c'est dans cet esprit-là, messieurs, que je veux vous poser certaines questions concernant spécifiquement les allégations contenues dans votre mémoire. Je constate au début de votre exposé que vous vous servez de statistiques d'autres pays pour tenter de démontrer que le contrôle des armes à feu au moyen de lois ne contre pas tellement le crime. Est-ce que vous avez pris en considération que ces statistiques peuvent être trompeuses, si on tient compte des différences culturelles entre des pays comme le Japon, auquel vous faites allusion, la Suisse et le Canada. Et également est-ce que vous avez tenu compte des résultats de l'importante étude de Newton et Zimring, étude intitulée *heFirearms and Violence in American Life*, 1969 selon laquelle la possession des armes à feu peut avoir un effet multiplicateur sur la croissance dans le taux de possession des armes à feu, c'est-à-dire que plus il y a de personnes qui ont des armes à feu dans le but d'une sécurité personnelle, plus il y a de personnes qui vont vouloir en avoir pour le même but. A ce moment-là, je me demande si le nombre de propriétaires d'armes à feu au Canada n'est pas un facteur déterminant dans le taux relativement bas des meurtres par arme à feu au Canada.

Mr. Bush: Thank you, sir. I will try to answer. Yes, we have taken into account the cultural differences. And, of course, those cultural differences you mentioned are generally recognized as the reasons for the difference in the homicide rates in different countries, rather than the availability of firearms. In my statistics there I mention Japan because it is supposed to be a gunless society. You notice, however, that in the City of Tokyo alone in 1970 they had 213 murders, only three of which were done with a firearm but 210 were done with hands and knives. The latest problem, I believe in Japan, is iron bars.

So, yes, we have taken it and we think that is most important. For example, likely the reason that England has such a low homicide rate is the inherent respect for law and order that they seem to have engendered. But take the same laws and the same availability of firearms in Scotland where the homicide rate is 5.1, that is higher than Canada. You see we have a myth about the efficiency of foreign firearm laws and it is a myth.

• 1220

The South of Ireland, Eire, which is under almost the same gun laws is 4.0 which is comparable to Canada. If you take the North, as I remember it, it is 18.7, and it is under the same gun laws. The Channel Islands is up over five. That is the little island which you think is so easily policed.

The point I am trying to make is that there is no statistical evidence to show a correlation between firearms and the homicide rate. I could even break that down into a country. We have heard a great deal over the television about Detroit. Now here we have a situation where the law is the same all over the State of Michigan. In the ghetto we have this high murder rate, but with the same availability of firearms in Lavonia, a neighbouring suburb, we have the safest city over 100,000 in the United States. I think in 1970 there were two murders.

[Interprétation]

Therefore, it is in this spirit, gentlemen, that I would like to ask certain questions about particular allegations in your brief. I note at the beginning of your brief, that you use statistics from other countries in an attempt to prove that the control of firearms through legislation will not counter criminality. Have you considered that such statistics can be misleading, if we take into account the cultural differences between countries such as Japan, which you mentioned, Switzerland and Canada. Have you also taken into account the results of Newton and Zimring's important study entitled *Firearms and Violence in American Life*, 1969 which shows that the possession of firearms may have a multiplying effect in the increase of the rate of possession of firearms, that is the more there are people who own firearms for personal security, the more persons will seek to own one for the same reason. And from this, I wonder if the number of firearm owners in Canada is not a determining factor in the relatively low rate of murders by firearms in Canada.

M. Bush: Merci, monsieur. J'essaierai de répondre. Oui, nous avons considéré les différences culturelles. Et, évidemment, les différences culturelles sont reconnues en général comme la raison pour la différence dans les taux d'homicides dans les différents pays plutôt que la disponibilité des armes à feu. J'ai parlé, dans mes statistiques, du Japon, car on n'est pas censé y avoir d'armes à feu. Vous remarquerez toutefois que, dans la ville de Tokyo, en 1970, il y a eu 213 meurtres, dont trois seulement par armes à feu. Mais 210 ont été commis avec les mains et des couteaux. Récemment, on se sert de barres de fer.

Par conséquent, oui, nous l'avons fait, et nous croyons que c'est très important. La raison pour laquelle, par exemple, l'Angleterre a un taux d'homicides si bas, c'est qu'on y respecte la loi et l'ordre public. Prenez les mêmes lois et la même disponibilité d'armes à feu, en Écosse, où le taux d'homicides est de 5.1, vous verrez qu'il est plus élevé qu'au Canada. Il y a ici un mythe concernant l'efficacité de lois étrangères concernant les armes à feu.

L'Irlande du Sud a presque les mêmes lois que nous concernant les armes à feu et leur taux d'homicides est de 4.0, ce qui se compare à celui que nous avons au Canada. Prenez le Nord, par exemple, il est de 18.7, et pourtant les lois sont les mêmes. Pour les îles de la Manche, le taux est d'un peu plus de 5, pour une petite île qui semble pourtant si facile à patrouiller.

Ce que j'essaie de dire, c'est qu'il n'y a pas de preuve statistique montrant une corrélation entre les armes à feu et le taux d'homicides. Je peux même vous donner des exemples dans un même pays. Nous avons entendu beaucoup de choses qui se sont dites à la télévision au sujet de Detroit. Il y a là-bas une situation où la loi est la même qu'ailleurs dans l'État du Michigan. Dans les ghettos, vous avez un taux de meurtres très élevé, mais avec la même disponibilité d'armes à Lavonia, une banlieue avoisinante, vous avez une ville de quelque 100,000 habitants où on peut vivre en toute sécurité. Je pense qu'il y a eu, en 1970, deux meurtres seulement.

[Text]

So you can compare countries and we find that the availability of firearms does not show a correlation with the homicide rate. We can take regions within a country.

I make a point if you happen to come from a rural area, as I did, that almost every household had a .22, a deer rifle and a shotgun and in all my life in that community there was never a murder involving a firearm. So I think we could dispose of that.

I wondered which brief you were referring to, the one Zimiring wrote for Winchester, which is on our side, or the one he wrote criticizing Krueg which might be interpreted to be on the other side, although the statistics are so close together that the critics say it is meaningless. So I am not just sure which brief of Zimiring that you are referring to.

Mr. Pinard: Well, if you allow me, I am just referring to the brief that was made in the staff report submitted to the National Commission on the Cause and Prevention of Violence, 1969, in the United States.

Mr. Bush: I am sorry. I missed that. Would you repeat your question?

Mr. Pinard: I was just telling you that the brief I was talking about, the one by Newton and Zimiring—Firearms and violence in American life, 1969, was a staff report submitted to the National Commission on the Cause and Prevention of Violence.

Mr. Bush: Yes, I am familiar with that. I think that one was written in criticism of Krueg's which was included in the Congressional Record and you will notice that the gentleman I refer to in our brief suggests that the statistical evidence is not sound. That seems to be what I have found in the number of briefs I have read.

If you try to plot them in a chart, as I have done, you will think you have got the solution and then the lines will start to diverge for another country. I think their statement is correct: that the statistical evidence does not permit you to draw the conclusions that so many do.

• 1225

Mr. Pinard: Fine, thank you. Now, on another point—Dans votre mémoire, vous mentionnez que votre association de tir n'a pratiquement pas d'accidents à signaler, que vous donnez de bons cours de manipulation des armes à feu. Je vous en félicite. Mais encore là, cela ne concerne que votre Fédération et toutes les autres qui existent, ainsi que les clubs de chasse, cela ne concerne donc qu'un tiers des détenteurs d'armes à feu au pays. Il en reste deux tiers qui ne bénéficient pas de vos règles d'éthique.

Incidentement, puisque vous parlez de ces règles d'éthique à la page 9 de votre mémoire, pourriez-vous nous dire de quelles règles il s'agit? What are the ethics of shooting—and en particulier, quelles sont les règles d'éthique à enseigner aux jeunes de 12 ans pour tuer même des animaux?

Mr. Bush: You have asked me a lot of questions. If I were to explain all of our code of ethics in the instruction and so on—for example, we have here a book that you might be pleased to get if we could have the Clerk or somebody take them down. I might just tell you that it takes about eight hours to put on a safety course for instructors. That is just the initial course and the other disciplines to which I belong generally spread their instruction over a longer period, about five minutes at a time over a longer period.

[Interpretation]

Vous pouvez donc comparer les pays et voir que la disponibilité d'armes à feu ne montre aucune corrélation avec le taux d'homicides. La même chose pour les régions dans un même pays.

Si vous venez d'une région rurale comme moi, vous savez que presque chaque maison a une 22, un fusil pour le chevreuil et une carabine et, de toute ma vie dans cette collectivité, je n'ai jamais entendu parler de meurtre par arme à feu. Nous pouvons donc éliminer cette question.

Je me demande de quel mémoire vous avez parlé, celui que Zimiring a écrit pour Winchester, de notre côté, ou celui qu'il a écrit pour critiquer Krueg, qui pourrait être interprété comme étant de l'autre côté, même si les statistiques sont tellement semblables que les critiques disent qu'elles n'ont pas de sens. Par conséquent, je ne suis pas sûr de quel mémoire de Zimiring vous parlez.

M. Pinard: Si vous me le permettez, je parlais du mémoire qui a été présenté par un groupe à la commission nationale sur les causes et la prévention de la violence aux États-Unis, en 1969.

M. Bush: Excusez-moi. Je n'ai pas compris. Voulez-vous répéter votre question?

M. Pinard: Je vous disais que le mémoire dont je parlais est celui de Newton et Zimiring—Les armes à feu et la violence dans la vie américaine, en 1969; c'est un rapport qui a été présenté à la commission nationale sur les causes et la prévention de la violence.

M. Bush: Oui, je le connais. Je pense que ce mémoire a été écrit pour critiquer Krueg qui faisait partie du dossier du Congrès. Vous remarquez que celui dont je fais mention dans notre mémoire propose que les preuves statistiques ne sont pas valables. C'est également ce que j'ai découvert dans la plupart des mémoires que j'ai lus.

Si vous essayez de les placer sur un graphique, comme je l'ai fait, vous verrez que dès que vous pensez avoir obtenu une solution les lignes se déplacent dans le cas d'un autre pays. Je pense que leur déclaration est exacte: les preuves statistiques ne permettent pas d'en arriver à des conclusions, comme bien des personnes ont fait.

M. Pinard: Très bien, merci. Maintenant, au sujet d'un autre point. In your brief, you mentioned that your shooting club has had very few accidents, and that you give excellent courses on gun handling. I congratulate you. But, again, this applies only to your federation and all the others which exist as well as the hunt clubs; so, in fact, it applies only to one-third of all the gun owners in the country. There are two-thirds which do not profit by your code of ethics.

Incidentally, since you mentioned these rules of ethics on page 9 of your brief, could you tell us what are these rules? Quelles sont les règles d'éthique du tir? And, in particular, what are the rules of ethics that must be taught to young 12 year olds on how to kill, even animals?

M. Bush: Vous m'avez posé plusieurs questions. Si je tentais d'expliquer les règles d'éthique du manuel d'instructions et ainsi de suite; par exemple, voici un bouquin que vous voudriez peut-être avoir si le greffier ou quelqu'un d'autre pouvait vous le passer. Je voudrais vous dire qu'on requiert environ huit heures pour présenter un cours sur la sécurité aux instructeurs. Et ce n'est que le premier cours, et les autres disciplines dont je suis membre, en général, étendent leur instruction sur une plus longue période de temps, environ cinq minutes à la fois, mais pour une longue période de temps.

[Texte]

M. Pinard: Je comprends que vous ne pouvez pas entrer dans les détails, ma question était assez générale. Vous avez un manuel d'instructions, c'est très bien, encore une fois, cela touche une infime partie de la population. Je comprends que dans votre association, les gens sont sains d'esprit, et je n'ai aucun doute là-dessus.

J'aimerais savoir ce que vous pensez de ceux qui ne sont pas membres de votre Fédération, ne sont pas sains d'esprit, sont en liberté et peuvent, dans l'état actuel des choses, facilement faire l'acquisition d'une arme à feu. Vous savez que plusieurs meurtres sont perpétrés au Canada par des personnes qui ne sont pas saines d'esprit, ou qui sont des ivrognes ou des drogués d'habitude, et qui peuvent facilement acheter une arme à feu et s'en servir à mauvais escient. Alors, ces gens-là n'étant pas vraisemblablement membres de votre Fédération, il y en a beaucoup au Canada, qu'est-ce que vous recommandez pour éviter que ces gens-là puissent facilement acquérir des armes à feu et commettre des meurtres au pays? Comment contrer ce genre de meurtre que nous retrouvons fréquemment au Canada, si vous préconisez une absence de contrôle des armes à feu?

Mr. Bush: If you noticed in the discussion with the previous gentlemen, I said that everybody should take some kind of instruction before they are allowed to take possession, control or that sort of thing of a firearm. If they do not belong to a club they take it from the hunter safety organizations, and if they do not choose to belong to the hunters' association, I suggest that they have the right to have this course given by the same department of government which would give the hunters' safety course. I do not think anybody should be allowed to have possession of a firearm without taking some training in it.

Mr. Pinard: Yes, but do you agree, sir, that there is a difference between the competence and the fitness?

Mr. Bush: Oh, yes. They are not the same thing at all.

Mr. Pinard: How do you control both?

Mr. Bush: There is no way to legislate against stupidity or insanity.

Mr. Pinard: What about this way?

Mr. Bush: No. It will not work. If we had time, I would like to point out some of the weaknesses in it.

• 1230

This problem has been grossly exaggerated. Using the government's own figures, 99.99 per cent of the people who own firearms in Canada are decent, law-abiding citizens who have not been involved in crime at all. Somebody said 1 per cent; that is wrong. Taking your own figures you will find that 99.99 per cent are not involved. I do not think it is democratic to impose any system on 99.99 per cent. Certainly, the most obvious cases will be screened. If they took some form of course, the instructor would not say they were unfit. He would say that they were undesirable in the club, or that the organization or he did not feel they were experienced enough. Only a medical officer can say they are unfit. In that way, everybody would get some kind of cooling off period, they would get some kind of assessment. And it has worked. I do not see why it will not work for these people you mention.

[Interprétation]

Mr. Pinard: I understand that you cannot give us any details, my question was quite general. You have an instruction manual, this is all very well, but again, this reaches only a minute segment of the population. I understand that in your Association, the members are quite stable, I do not doubt this at all.

I would like to know what you think of those who are not members of your Federation, who are not stable, who are free and who can, at the present stage of things, easily acquire firearms. You know that many murders in Canada are committed by persons who are not stable, or who are drunks, or drug addicts, and who can easily purchase firearms and use them maliciously. Since these people are apparently not members of your Federation, and there are many in Canada, what would you recommend in order to avoid that such people easily acquire firearms and commit murders in this country? How can we counter that type of crime which occurs so frequently in Canada, if you advocate a total absence of controls over firearms?

M. Bush: Vous aurez noté que, durant la discussion avec les messieurs qui vous ont précédé, j'ai dit que tous devraient recevoir une certaine instruction avant de pouvoir posséder ou contrôler une arme à feu. S'ils n'adhèrent pas à un club, ils peuvent recevoir cette instruction des organisations pour la sécurité des chasseurs, s'ils préfèrent ne pas adhérer à de telles associations. Je crois qu'ils ont le droit de profiter d'un tel cours qui serait présenté par le même ministère qui serait responsable des cours de sécurité pour les chasseurs. Je crois que personne ne devrait avoir la liberté de posséder une arme à feu sans une instruction préalable.

M. Pinard: Très bien, mais êtes-vous d'accord, monsieur, qu'il y a une différence entre la compétence et l'aptitude?

M. Bush: Oh oui. Ce n'est pas du tout la même chose.

M. Pinard: Comment pouvez-vous les contrôler?

M. Bush: Il n'est pas possible de légiférer contre la stupidité ou la démente.

M. Pinard: Que pensez-vous de notre méthode?

M. Bush: Non. Cela ne réussira pas. Si nous avions le temps, je voudrais en souligner les points faibles.

Le problème est très exagéré. Selon les chiffres mêmes du gouvernement, 99.99 p. 100 des gens qui possèdent des armes à feu, au Canada, sont de bons citoyens qui obéissent à la loi et qui ne commettent jamais de crime. Quelqu'un a dit 1 p. 100; c'est faux. Selon vos propres chiffres, vous trouverez que 99.99 p. 100 ne sont jamais impliqués. Je ne crois pas qu'il soit démocratique d'imposer un système à 99.99 p. 100 des gens. Il est certain qu'il faudrait le tri des cas les plus évidents. Si les intéressés devaient suivre un cours, l'instructeur ne dirait pas qu'ils sont instables. Il dirait plutôt que le club les trouve indésirables, ou que l'organisation ou lui-même ne croit pas qu'ils aient suffisamment d'expérience. Seul un médecin peut déclarer ces personnes stables. De cette façon, tous bénéficieraient d'une période d'attente et d'une évaluation quelconque. Et ce système a marché. Je ne vois pas pourquoi cela ne continuerait pas pour ces gens dont vous parlez.

[Text]

M. Pinard: Cela marche bien, monsieur, quand il est question de gens qui veulent rentrer dans un club, de chasse et pêche, ou de tir. Mais il y a beaucoup de gens qui sont en liberté, et qui ne sont pas parfaitement sains d'esprit ou qui manquent d'habitude. Manquer d'habitude, cela veut dire avoir des moments de sobriété et satisfaire aux exigences d'un test de compétence, mais sans avoir eu l'occasion de passer ce que l'on appelle, le *fitness test*.

Vous qui venez d'un milieu semi-urbain semi-rural, tout comme moi, milieu où l'on connaît suffisamment notre monde, ne croyez-vous pas que le système de deux répondants suffirait à éviter que des armes à feu ne tombent entre les mains de gens qui ne sont pas membres de votre Association, ou qui ne sont membres d'aucun club de tir ou de chasse et pêche? Ne croyez-vous pas que cela suffirait à éviter, ne serait-ce que deux meurtres par an? Ne croyez-vous pas que cela vaut la peine de demander aux gens de se trouver deux personnes qui puissent les recommander pour avoir un permis bon pour cinq ans?

Mr. Bush: No, I do not want to see guarantors of any kind. I have not met any, other than competent instructors, whose opinions would be worth a straw.

You are stressing the fact that the alcoholic, the drug addict, and so on, can get a firearm. There are provisions in the Criminal Code, with which I am sure you are familiar, where upon application to the Attorney General of the province a warrant can be sworn out. The police can then go in and seize these firearms and all other dangerous weapons if they have reasonable grounds to believe they are endangering that person himself or other persons. Why not implement the law that is there now? I have never heard of its being implemented. I think it is a good one, and it is there. Why put in a new law?

M. Pinard: Croyez-vous à l'effet préventif de certaines lois, plutôt que de considérer seulement l'effet curatif? Une fois qu'il y a des victimes, cela empêche bien quelqu'un d'avoir une arme! Mais, ne croyez-vous pas qu'il est à peu près temps que les gouvernements fassent voter des lois préventives, même si cela a pour effet de brimer un petit peu certaines libertés, libertés dont on abuse trop facilement aujourd'hui? N'est-il pas temps d'éviter les meurtres ou la hausse de la criminalité à laquelle on a à faire face?

Le président: Votre dernière question, monsieur Pinard.

Mr. Bush: The only prevention that has ever worked anywhere in the world is education. If education fails you have to go back to the old police method, once a crime has been committed, of quick detection and certain punishment. Two things: quick detection and certain punishment. The preventative measures come through education.

I think my partner, Dr. Johnston, would like to address you, if he may.

Mr. Pinard: Surely.

Dr. Johnston: Mr. Pinard, I would like to speak simply on the words "competence" and "fitness." I have spoken once, I will do it again. I, as a fully licensed physician—and I bar no one in this room including myself—might be subject to examination at this very moment. And, 24 hours from now, an emotional event could occur in my life or in yours that would render us totally unfit to drive a car, to do business as a citizen within the country—let alone own a firearm. This is an unforeseeable situation. You cannot control it with automobiles. As a fully licensed man, in 24 hours I may be totally unsafe. I do not know how you can

[Interpretation]

Mr. Pinard: Oh, it works fine, sir, when such people wish to enrol in a rod and gun club, or a shooting club. But there are many people who are not incarcerated and who are not perfectly stable or who lack the habit. To lack habit, means to be able to pass, in a sober moment, a competency test, but without having to pass what we call the fitness test.

Since you come like me from an urban or rural environment, where one knows everyone, do you not think that the double guarantor system would be sufficient to ensure that firearms are not allowed in the hands of people who are not members of your association, or of a gun club or a hunting and fishing club? Do you not believe that this could be enough to prevent even only two murders a year? Do you not believe that it is worthwhile to ask people to find at least two persons who can recommend that they be allowed a five-year permit?

M. Bush: Non, je ne suis pas du tout en faveur des répondants. Je n'ai rencontré personne, sauf des instructeurs compétents, dont l'opinion soit valable.

Vous insistez sur le fait que l'alcoolique, le narcomame, etc, peuvent obtenir une arme à feu. Il y a certaines dispositions du Code criminel, que vous connaissez sans doute, qui permettent, sur demande au procureur général de la province, de perquisitionner. La police peut alors chercher et saisir toute arme à feu, toute autre arme dangereuse, si elle a des raisons suffisantes de croire que la personne même ou toute autre personne court des risques. Pourquoi ne pas appliquer la loi qui existe déjà? Je n'ai jamais entendu dire qu'on ne l'ait fait. Je crois que c'est une excellente loi, et elle existe déjà. Pourquoi adopter une nouvelle loi?

Mr. Pinard: Do you believe only in the preventive effect of certain legislation, rather than to consider only the curative effect? If there have already been victims, what is the use of preventing someone from owning a firearm? But, do you not believe that it is time indeed that governments pass some preventive laws, even if it means curtailing slightly certain liberties which are too easily abused today? Is it not time to prevent murders or an increase in crimes which we now face?

The Chairman: Your last question, Mr. Pinard.

M. Bush: La seule mesure préventive qui ait réussi n'importe où au monde, c'est l'éducation. Si l'instruction échoue, il faut s'en remettre aux méthodes policières d'une détection rapide et d'une peine sûre lorsqu'un crime a été commis. Donc, deux aspects: La détection rapide et la peine certaine. L'éducation constitue la mesure préventive.

Je crois que mon collègue, le Dr. Johnston, voudrait prendre la parole.

M. Pinard: Certainement.

M. Johnston: Monsieur Pinard, je voudrais discuter seulement des mots «compétence» et «aptitude». Je l'ai déjà fait, mais je veux y revenir. Moi-même, en tant que médecin reçu, toute autre personne dans cette salle pourrait passer un examen à ce moment même. Et vingt-quatre heures plus tard, un événement émouvant dans ma vie ou dans la vôtre pourrait nous rendre complètement inaptes à conduire une voiture, à traiter d'affaires en tant que citoyens, et encore moins à posséder une arme à feu. C'est une situation imprévisible. Vous ne pouvez pas la contrôler dans le cas des automobiles. Comme détenteur compétent

[Texte]

always bring the word fitness—which, I think, we all readily agree is a truly medical decision—into this. I have suggested one way, that is for the known unfit person to be reported to a proper body so that his licence would either be removed or his application turned down. And that would be on strict medical grounds. But, sir, I assure you, as one who has had a licence in medicine for many, many years, that no doctor in Canada could vouch for your fitness to do something tomorrow. We are all subject to the same accidents in our lives that would render us totally unfit overnight.

• 1235

M. Pinard: Il est bien évident, docteur, qu'avec ce projet de loi, nous ne réussirons pas à prévenir une chute soudaine, une folie subite ou une crise. Il est sûr que le contrôle de ces gens n'est pas l'objet de la loi. Mais il est de notoriété publique, dans des milieux moins urbains, dans des milieux comme celui d'où je viens et comme celui d'où vient monsieur votre partenaire, que certaines personnes ne sont pas saines d'esprit et qu'elles ne devraient pas être en possession d'armes à feu. Il y a également des gens qui sont des ivrognes reconnus, qui sont toujours soûls dans la rue et qui ont parfois un moment de lucidité et en profitent pour aller s'acheter une arme à feu. Ce sont ces gens-là qui peuvent être contrôlés.

Vous donnez un exemple extrême. Comme je l'ai mentionné au début, cette loi n'empêchera pas tous ceux qui ne sont pas sains d'esprit, ou tous ceux qui s'adonnent à l'alcool ou à la drogue d'acquérir des armes à feu. Mais si nous réussissons à empêcher une bonne partie de ces gens d'acquérir des armes à feu, c'est déjà un grand pas.

Une dernière question, avec votre permission, monsieur le président. Je crois que j'ai peut-être relevé une erreur dans votre mémoire. À la page 14, vous parlez du paragraphe 2 de l'article 105 de la loi. Vous ne semblez pas faire la distinction, ou plutôt vous ne semblez pas comprendre que le paragraphe 2 de l'article 105 a trait strictement à des disputes familiales. Et je pense que si vous aviez pris cela en considération, vous seriez arrivé à des conclusions différentes. Je ne vois absolument pas comment vous pouvez vous opposer à ce qu'un policier puisse arriver dans une maison où il y a une dispute de famille, et puisse, pour la protection de ces gens, leur enlever la garde d'une arme offensive pendant un certain temps jusqu'à ce que les choses soient rétablies.

Alors il serait important, je pense, que dans votre mémoire vous reconsidériez vos suggestions sur le paragraphe 2 de l'article 105 qui est très limité parce qu'il ne concerne que les disputes familiales qui sont malheureusement très courantes dans notre société, comme au Japon et comme en Suisse.

Mr. Bush: Mr. Pinard, in answer to your question about these drunks and people who should not have firearms, the Criminal Code already makes provision. You or anybody else could lay information with the proper authorities and those firearms and so on could be taken away from them.

[Interprétation]

d'un permis, vingt-quatre heures plus tard, je pourrais être complètement inapte conduire. Je ne vois pas pour quoi vous insistez sur le mot «aptitude», qui selon nous tous, est une décisions médicale. La seule façon, c'est de renvoyer la personne instable à une autorité appropriée, afin que son permis soit annulé ou que sa demande soit annulé ou que sa demande soit rejetée. Et ce, pour des raisons pour des raisons strictement médicales. Mais, monsieur, je peux vous assurer qu'en tant que détenteur d'un permis de pratiquer la médecine depuis nombre d'années, aucun médecin au Canada ne garantira votre aptitude à faire quoi que ce soit demain. Nous sommes tous assujettis aux mêmes accidents, dans notre vie, qui peuvent nous rendre totalement instables du jour au lendemain.

Mr. Pinard: Obviously, doctor, we cannot expect, with this bill, to prevent a sudden fall, temporary insanity, or any form of crisis. Control of such people is not the object of this bill. But, in semi-urban environments, such as I come from or as does your colleague, it is a known fact that certain persons are definitely not stable and should not be allowed to own firearms. There are also certain people who are known drunkards, who are always drunk on the street, and who could, at some time, take advantage of a lucid moment in order to purchase a firearm. They are the people who can be controlled.

You give an extreme case. As I mentioned at the beginning, this bill will not stop everyone who may be unstable, or all those who are alcoholics or drug addicts, from acquiring firearms. But if we succeed in preventing a good part of those people from acquiring firearms, we will have made great progress.

One last question, if I may, Mr. Chairman. I believe I have found an error in your brief. On page 14, you mention clause 105(2) of the bill. You do not seem to distinguish, or rather you do not seem to understand that clause 105(2) deals strictly with family quarrels. I think that if you had considered this, you would have reached different conclusions. I really cannot understand how you can be against a policeman entering a home during a family quarrel, and for their own protection, remove an offensive weapon until such time as the situation is stabilized.

So, it seems important that in your brief, you reconsider your suggestions regarding clause 105(2) which is limited strictly to family quarrels, which unfortunately are prevalent in our society, as well as in Japan and in Switzerland.

M. Bush: Monsieur Pinard, je crois qu'il y a certaines dispositions du Code criminel qui répondent à votre question au sujet des soulards et des gens qui ne devraient pas posséder des armes à feu. Vous ou toute autre personne pouvez en informer les autorités appropriées afin d'assurer que ces armes à feu leur soient enlevées.

[Text]

Mr. Pinard: Yes, but after somebody is injured or somebody is dead.

Mr. Bush: No, that is not what the act says. I do not have the present Criminal Code with me here, but I think you will find that, where there are reasonable grounds, you can get an order from the Attorney General of the province in which you are domiciled and the police may go and seize any firearm or weapon or so on that might be dangerous to that individual or anybody else.

Mr. Pinard: You are right, sir. You are right, but they have the firearms and what we want is that they do not get them.

Mr. Bush: You would deny some people . . .

Mr. Pinard: Of this kind, yes.

Mr. Bush: Thank you. I differ with you there.

M. Pinard: Je m'oppose totalement à ce qu'une personne qui n'est pas saine d'esprit ou qui est ivrogne d'habitude ait une arme en sa possession. Et ce que je déplore, c'est que vous, vous êtes prêt à laisser ces gens en possession d'armes à feu. Vous dites: «S'ils font un mauvais coup, on leur enlèvera leur arme». Mais moi je dis que nous ne devrions pas leur donner l'occasion de faire un mauvais coup. Ce que nous voulons, ce n'est pas punir ces gens, c'est protéger le public. Telle est ma conception de la chose.

Mr. Bush: Thank you, Mr. Pinard.

M. Pinard: Merci beaucoup, monsieur.

• 1240

Mr. Bush: I think in this society of ours what you suggest is impossible. Even with the primitive tools that they had in the northwest corner of India in the Khyber Pass they could make firearms there. By letting the goat urinate in the charcoal box and adding some sulphur, they could make powder. In a society such as ours a competent machinist can make a Sten gun in about eight hours. You remember that the reason we made them originally was that they were cheap and easy to make. I do not think there is any way in an industrial society such as we have today that you can stop all firearms getting into the hands of these people.

Now if they can get them, we already have a way of getting rid of them. It is just a matter of you or somebody else laying the information. And for some reason or other, everyone seems reluctant. They will say they ought to get Joe away from those firearms but they are reluctant to lay the information with the police to get them away.

M. Pinard: Avec tout le respect que je vous dois, monsieur, vous me donnez le même genre de réponse que m'a donnée un autre groupement; on m'a dit qu'on pouvait fabriquer une révolution a base de produits pharmaceutiques, lorsque je préconisais le contrôle des ventes de pièces d'armes à feu parce que les groupements subversifs les achètent en pièces détachées, les entreposent dans différents endroits, puis reconstituent les armes. La réponse qu'on m'avait faite, mon cher monsieur, c'est qu'il ne sert à rien de contrôler cela, on n'a qu'à aller dans les pharmacies et on peut fabriquer des armes dangereuses. Or vous me faites le même genre de réponse. Je vous dis que ce n'est pas un contrôle parfait, mais ce qu'on parviendra à contrôler, ce sera déjà ça d'acquis, et si cette mesure et les autres qui sont contenues dans le projet de loi, avaient pour effet

[Interpretation]

M. Pinard: Oui, mais après que quelqu'un aura été blessé ou tué.

M. Bush: Non, ce n'est pas ce que dit la loi. Je n'ai pas le Code criminel avec moi, mais je crois que, quand il existe une raison suffisante, vous pouvez obtenir un droit de perquisition du procureur général de votre province, pour permettre à la police de saisir toute arme à feu ou autres armes qui pourraient mettre en danger l'individu ou tout autre.

M. Pinard: Vous avez raison, monsieur. Vous avez raison, mais ils possèdent déjà les armes, et ce que nous cherchons, c'est de les empêcher de les obtenir.

M. Bush: Vous empêcheriez des gens . . .

M. Pinard: De ce genre, oui.

M. Bush: Merci. Je ne suis pas d'accord avec vous à ce sujet.

Mr. Pinard: I am totally against any unstable person or habitual drunk owning a firearm. I deplore the fact that you would allow such people to own firearms. You say: "If they commit a crime, we will seize their weapon." But I say we should not give them the opportunity to commit crime. We do not wish to punish these people, but only to protect the public. That is how I see the matter.

M. Bush: Merci, monsieur Pinard.

Mr. Pinard: Thank you very much, sir.

M. Bush: Je crois que, dans notre société, ce que vous suggérez est impossible. Même avec les outils primitifs que l'on possédait au col de Khyber, au nord-ouest des Indes, on pouvait fabriquer des armes à feu. On pouvait fabriquer de la poudre en ajoutant du soufre à une mixture de charbon de bois et d'urine de chèvre. Dans une société comme la nôtre, un mécanicien compétent peut fabriquer une mitrailleuse sten en huit heures environ. Vous vous rappellerez qu'on les a fabriquées, à l'origine, parce qu'elles étaient faciles à fabriquer à très bas prix. Je ne crois pas qu'on puisse, dans la société industrielle d'aujourd'hui, empêcher les armes à feu de tomber entre les mains de ces gens.

S'ils peuvent les obtenir, nous disposons déjà du moyen de les leur enlever. Vous, ou quelqu'un d'autre, n'avez qu'à fournir les renseignements nécessaires. Pour une raison quelconque, tout le monde hésite à le faire. On dit qu'on devrait empêcher un tel d'avoir accès aux armes à feu, mais on hésite toujours à fournir à la police les renseignements nécessaires pour les faire confisquer.

Mr. Pinard: With respect, sir, you have just given me the kind of answer that another organization has given me; I have been told that it was possible to start a revolution with pharmaceutical products, and this, when I was advocating control over the sale of firearm parts which subversive organizations buy in order to store them in different locations before assembling them together. The answer I was given, sir, was that it was useless to try and control that because one can simply go to a pharmacy and buy what is necessary to make dangerous arms. The kind of answer you just gave me is the same. I say that this is not a perfect control, but the extent to which we will be able to control will be at least something gained, and if this step along with the other steps contained in this bill had the effect of limiting crime in the country by five per cent

[Texte]

de diminuer le crime au pays, ne serait-ce que dans une proportion de 5 p. 100, ce serait déjà quelque chose de préventif et de positif.

Je vous remercie infiniment.

The Chairman: We must pass to Mr. Korchinski who is the last questioner.

Mr. Bush: Thank you, Mr. Pinard.

Mr. Korchinski: Mr. Chairman, the witness mentioned that the age limit should be lowered from 18 to 16. Would you allow youths younger than 16 to be able to take instruction at an age of 12 which is a very impressionable age? If you do not provide them with some instruction they may take it upon themselves just out of a natural curiosity to take a gun. Do you agree that should be permitted under this legislation?

Mr. Bush: Most of us learn from our father.

Mr. Korchinski: That is right.

Mr. Bush: I believe this and I agree with you wholeheartedly that a boy who learns his safety lessons when he is 12 will remember them when he is 70. Age is not a criterion of wisdom at all when handling firearms. I have hunted with young men 15 and 16 and there are people I know who are 50 and 60 that I would not hunt with.

Dr. Johnston: May I add to this, sir? I wholeheartedly agree. In the province with which I am most familiar, Ontario, there are many, many children of 12 who are attending camps, attending fully responsible areas of recreation and summer occupation, and are learning now to use firearms by the definitions that have been laid down and doing it well. They are receiving this from most competent trainers. I wholeheartedly agree. I do not think anything should preclude the safe training and the adequate training of any youth who wishes to undertake firearms training.

Mr. Korchinski: All right, let me go on from there. Having received this type of training at that age, would you then go further and say that under supervision between the ages 12 and 16 they can go out and shoot gophers or targets without confining it to strict training programs, so that having received this training he could develop with supervision? I used a gun on my own when I was 12 and this was a common thing around a farm. I imagine it will go on. There always will be a temptation and there will be kids who will go out there even if you have imposed this kind of a restriction. There is no way they will not do it.

Dr. Johnston: We agree wholeheartedly, sir; he is doing this between 12 and the stated age—we recommend 16 and he is doing it under a responsible person and we are looking at that responsible person. I will add further. When he reaches the stated age, with this background he can then apply to own his own firearm or his father may give it to him when he reaches the stated age. We will agree to that wholeheartedly, sir.

[Interprétation]

only, it would be at least a positive and preventive measure.

I thank you very much.

Le président: M. Korchinski a maintenant la parole et son nom est le dernier de la liste.

M. Bush: Merci, monsieur Pinard.

M. Korchinski: Monsieur le président, les témoins ont dit que l'âge limite devrait être baissé de 18 ans à 16 ans. Permettriez-vous à des jeunes de moins de 16 ans de suivre des leçons, aussi tôt qu'à l'âge de 12 ans, âge extrêmement tendre? Si, par contre, on ne leur donne pas de leçons, il se peut que ces jeunes essaient d'apprendre d'eux-mêmes, obéissant à une curiosité naturelle face à une arme. Ne convenez-vous pas que cela devrait être permis en vertu de la loi?

M. Bush: La plupart d'entre nous apprenons de notre père.

M. Korchinski: Vous avez raison.

M. Bush: C'est ce que je crois et je suis d'accord avec vous: un jeune garçon doit apprendre les règles de sécurité alors qu'il a 12 ans; alors qu'il s'en souviendra lorsqu'il aura 70 ans. L'âge n'est certainement pas un critère de sagesse lorsqu'il s'agit de manier une arme à feu. J'ai déjà chassé avec des jeunes de 15 et 16 ans et je connais des gens de 50 et 60 ans avec qui je ne voudrais pas chasser.

M. Johnston: Pourrais-je ajouter quelque chose ici? Je suis tout à fait d'accord. Dans la province que je connais le mieux, l'Ontario, il y a beaucoup d'enfants de 12 ans qui vont dans des camps et qui s'adonnent à toutes sortes d'activités récréatives, à des activités d'été, et qui apprennent comment manier des armes à feu en mettant en pratique des règles bien établies et ils s'en tirent très bien. Ils reçoivent leurs leçons d'instructeurs extrêmement compétents. Je suis tout à fait d'accord. Je ne crois pas qu'on doive freiner le bon entraînement d'un jeune qui désire apprendre à manier une arme à feu.

M. Korchinski: Très bien. Je pourrais. Une fois l'entraînement terminé, iriez-vous jusqu'à dire que, entre 12 et 16 ans, sous surveillance, les jeunes pourraient tirer sur des marmottes ou d'autres cibles, sans nécessairement que ce soit dans le cadre d'un programme d'entraînement, mais plutôt après avoir été entraîné et sûrement sous surveillance? A l'âge de 12 ans, je me servais déjà d'un fusil et c'était chose courante dans une ferme. Je suppose que cela continuera de se faire. La tentation existera toujours, pour les jeunes, de tirer, même si ce genre de restrictions existe et rien ne les empêchera de le faire.

M. Johnston: Je suis tout à fait d'accord, monsieur. Un jeune pourrait très bien le faire entre l'âge de 12 ans et l'âge réglementaire, 16 ans, comme nous le recommandons, et il pourrait le faire sous la surveillance d'une personne responsable. J'irai plus loin encore. Une fois qu'il aura atteint l'âge réglementaire, après avoir subi un entraînement, il pourra demander à posséder sa propre arme à feu ou son père pourra lui en donner une. Nous sommes tout à fait d'accord, monsieur.

[Text]

[Interpretation]

• 1245

Mr. Korchinski: I may be stating a fact with which some people may disagree but it is a fact that many youths that are exposed to the rural community have to learn very quickly. I drove a car when I was 10 years old. You know, this is the kind of thing; you drive tractors when you are 10 or 12 and it is not an uncommon thing. To somebody in the city who has never had that kind of opportunity, that type of exposure, he might find this is child labour and that sort of thing but this goes on all the time. Therefore, Indians and others in the many communities that I represent can handle a gun just as capably at 14. They have to. The kids are sent out to check the nets for the fish when they set them out on the ice and carry guns for their own protection. I think this type of thing is going to be very difficult.

You suggested training and it is a fact that in many areas there are no gun clubs and that sort of thing. Would it be a very burdensome thing for gun clubs to expand their training facilities to provide that type of training?

Mr. Bush: Gun clubs could contribute a great deal to it but some provision would have to be made by the department which issues the hunters' safety training to make it available to all people, those who do not wish to join a gun club or those to whom a gun club was not readily available. We can think of many officers, for example, in the departments corresponding to game and fisheries or natural resources or something of that nature; the officers of such organizations should be empowered to give this course in rural areas to the people that cannot travel to Winnipeg or Edmonton or wherever it is to get it. They should only have to go two or three miles to take the course before getting their certificate.

Mr. Korchinski: I have had a gun for years and I do not belong to any hunting club or fish and game league or what have you. I happen to have a farm and, as Dr. Johnston has already said, it is a tool and a necessity, and Bob Brisco mentioned the need for a weapon on a farm. So you have to take the whole view in a different light in the rural areas than you do in urban areas. Can you give me an indication of the percentage of your total membership that might come from urban areas as compared to those from rural areas or small communities, where hunting is readily available to them?

Mr. Bush: This is a very difficult figure and even we had difficulty in this. We are a federation. Now let me give you a few examples: the Ontario Council of Shooters answers through this body and there are about 20,000 people in it but that just appears in our books as one entry, the Ontario Handgun Association has 4,500 members and that just appears as one entry. We had a great deal of trouble to get our figures when we were first asked. We grossly underestimated them. We are rather sure that 250,000 is a good figure but we are not strong in the rural areas and this is why I would want supervision.

M. Korchinski: D'aucuns ne seront peut-être pas d'accord avec moi mais il est vrai que beaucoup de jeunes doivent, dans les communautés rurales, apprendre très tôt à manier une arme. J'ai conduit une voiture dès l'âge de 10 ans. Voilà le genre de situation qui existe, on apprend très tôt à conduire un tracteur dès 10 ou 12 ans, et cela n'est pas rare. Pour un citoyen, qui n'est pas habitué à ce genre de mode de vie, cela peut ressembler au travail des enfants mais il n'empêche que cela existe. Les Indiens et d'autres gens qui habitent les communautés que je représente peuvent manier un fusil très habilement dès l'âge de 14 ans. Cela s'est vu. On voit les enfants vérifier les filets de pêche et ils partent sur la glace munis de fusils pour se protéger. Je crois que dans des situations semblables, les règlements seront difficiles d'application.

Vous avez parlé d'une certaine formation et il est vrai que dans plusieurs régions il n'existe pas de club de tir. Sera-t-il très difficile pour les clubs de tir d'étendre leurs installations de formation afin de fournir ce genre de formation?

M. Bush: Les clubs de tir pourraient collaborer de façon importante mais le ministère devrait établir certaines règles qui feraient que la formation à la sécurité des chasseurs soit accessible à tous, à tous ceux qui désirent devenir membre d'un club de tir ou à ceux qui n'ont pas accès à un club de tir. Nous songeons à la participation des fonctionnaires des ministères de la Chasse et de la Pêche ou des Ressources naturelles. Ces fonctionnaires devraient pouvoir donner des cours dans les régions rurales à ceux qui ne peuvent pas se rendre à Winnipeg ou à Edmonton ou dans la ville où ils existent. On ne devrait avoir à parcourir que deux ou trois milles pour suivre un cours sanctionné par un certificat.

M. Korchinski: Je possède un fusil depuis des années mais je ne fais partie d'un club de chasse ou d'une ligue de chasse et de pêche. Je possède une ferme et comme le docteur Johnson vient de le dire, sur une ferme, un fusil est un outil et une nécessité. Bob Brisco vient de rappeler la nécessité d'une arme sur une ferme. Il faudrait donc tenir compte des conditions spéciales que présentent les régions rurales, des conditions différentes des régions urbaines. Pouvez-vous me dire quel est le pourcentage de vos membres qui viennent de régions urbaines par rapport à ceux qui viennent de régions rurales ou de petites villes où la chasse est à leur porte.

M. Bush: Il est difficile de faire ce calcul et nous avons eu du mal à le faire. Nous sommes une fédération. Je vous donnerai quelques exemples. L'Ontario Council of Shooters a déclaré qu'il regroupait environ 20,000 personnes mais dans nos livres cela ne représente qu'une seule entrée. L'Ontario Handgun Association regroupe 4,500 membres et ne représente qu'une seule entrée dans nos livres. Nous avons eu beaucoup de mal à rassembler des chiffres lorsqu'on nous a posé la question au départ. Nous avons certainement donné un chiffre bien inférieur à la réalité. Nous pouvons affirmer cependant que 250,000 membres constituent un chiffre réaliste mais dans les régions rurales, nous n'avons pas beaucoup de membres et voilà pourquoi nous réclamons une certaine surveillance.

[Texte]

Dr. Johnston and I are both from rural areas, as you are, and I would imagine we grew up under very similar conditions, and I would certainly want provisions made for that farm boy to be able to get instruction or maybe have his father qualified to instruct him, something of that nature. I am very pleased that you brought it up, we should have emphasized it more in our brief.

Dr. Johnston: May I emphasize, too, Mr. Korchinski, that we are offering our expertise. There is no question that we would be denying to anyone the offer of the expertise that we might pass on so that we do have safe firearm standards.

Mr. Korchinski: I am sure you would. Could I pass on to another thing? In the provisions under the bill as now drafted, it is stated that a licence has to be re-acquired every five years and the argument is made that at the initial stage you weed out those who are incompetent or unfit and so.

• 1250

Could I make a suggestion here and get your comments on it? Realizing the fact that the composition of the House is such that we have to assume that the government is bent on pushing this thing through—witness the type of contraction of witnesses within an hour or two. They are bent on passing this legislation come hell or high water. So we have to assume that this will pass. Do you feel that it is necessary every five years to check the same person who has not, even after having acquired a licence and has passed all the tests that the regulations will spell out—there is some uncertainty here. Do you believe the same person should have to go back again and again every five years, to repeat himself and say, I am innocent? For goodness sake, do you not believe me for once and for all?

Then it would be a simple matter if there was anybody from there on in that has had any incidents in his life where he would be denied the use of guns, a criminal and so on who has resorted to violence and that sort of thing, or a person that has been institutionalized because he has mental instability—that those individuals could be very readily from there on, once having established that—could you not proceed on the basis of those restrictions?

Mr. Bush: The licence should be good until revoked.

Mr. Korchinski: That is right.

Mr. Bush: Of you think of the millions of dollars this would save—just reduce it to dollars and time and manpower and civil service.

Mr. Korchinski: Based on figures you have given, I have used the figure of three million gun owners. At \$30 each, that is \$90 million. It seems to me you do not have to repeat this kind of fleecing of innocent people to prove your point.

This can go on and on forever and a day, you know. I cannot see what it is going to accomplish by proceeding in this fashion. I fail to see what handing out another licence or setting up this bureaucracy is going to accomplish.

[Interprétation]

Le docteur Johnston et moi-même venons de régions rurales tout comme vous, et je suppose que nous avons grandi dans des positions semblables aux vôtres; et je voudrais certainement que l'on prévoit certaines garanties pour qu'un jeune garçon qui vit sur une ferme puisse obtenir une formation ou peut-être obtenir la permission que son père lui enseigne à manier une arme. Je suis ravi que vous ayez soulevé cet aspect de la question; nous aurions dû en parler plus longuement dans notre exposé.

Dr Johnston: Monsieur Korchinski, j'aimerais souligner que nous désirons mettre notre expérience à contribution. Il ne fait pas l'ombre d'un doute qu'on ne devrait pas refuser à quiconque l'occasion de faire appel à notre expérience dans le domaine de sorte que nous puissions établir les normes de sécurité à l'égard des armes à feu.

M. Korchinski: Mais je suis sûr que vous êtes sincère. J'aimerais passer à autre chose. Les dispositions de ce bill, telles qu'elles sont rédigées présentement, prévoient qu'un permis devra être redélivré tous les 5 ans, ce qui permettrait dès le départ d'éliminer ceux qui ne sont pas compétents ou qui ne sont pas aptes à se servir d'une arme.

J'aimerais faire une proposition et connaître vos commentaires. Compte tenu de la composition de la Chambre, nous devons supposer que le gouvernement a l'intention d'adopter ce genre de loi—et nous devons donc écouter l'ensemble des témoins en une heure ou deux. Adviennne que pourra, le gouvernement est déterminé à adopter cette mesure. Nous devons donc assumer qu'elle sera adoptée. Pensez-vous qu'il soit nécessaire de soumettre à des contrôles tous les cinq ans une personne qui a pris un permis et a passé tous les examens réglementaires—cela me semble douteux. Pensez-vous qu'il soit nécessaire que cette personne revienne tous les cinq ans pour réitérer qu'elle est innocente? Bonté divine, une fois ne vous suffit donc pas?

Dans le cas d'une personne qui n'aurait plus le droit d'utiliser des armes à la suite de certains incidents, ou d'un criminel qui a recouru à des actes de violence, ou à une personne qui a été internée pour instabilité mentale etc, ne suffirait-il pas de vous fonder sur ces restrictions?

M. Bush: Le permis est valable jusqu'à ce qu'il soit retiré.

M. Korchinski: C'est exact.

M. Bush: Pensez aux économies que cela entraînerait—en dollars, en heures de travail, en main-d'œuvre et en service civil.

M. Korchinski: D'après les chiffres que vous avez vous-même cités, je suis parti du chiffre de 3 millions de propriétaires d'armes. A un coût de \$30 par personne, cela représente \$90 millions. Il me semble inutile d'exploiter tous ces innocents aux seules fins d'obtenir gain de cause.

Cela peut durer éternellement, vous savez. Je ne vois pas à quoi cela peut nous mener de procéder de cette façon. Je ne vois pas l'intérêt d'émettre un autre permis ni de créer toute cette bureaucratie supplémentaire.

[Text]

Dr. Johnston: Sir, I also agree that your competence is unlikely to change over a period of many years. I think it is likely to improve. Your fitness, the medical problem, remains the unknown. We cannot answer that. Any one of us can become unfit for many reasons.

I would agree that once established with a licence, it is there until revoked. But it may be revoked through other means of determining fitness.

Mr. Korchinski: Could I go on to another area here? You can see that I am keeping an eye on the clock also. It is not my fault it does that. It is the instruction from away up on high.

The situation with regard to a spent shell—I know that on one page here you refer to the fact that this is a step moving in the direction towards the final inclusion of—eventually including self-loading guns. I have a 30-30 Winchester, for example, which is not an automatic, I suppose. It is lever-action. It ejects the shell and reloads the next one. I take it that this is the type of weapon to which you are referring when you say self-loading.

I can visualize the situation where I happen to be shooting, or anybody else might be shooting at a moose or a deer. You fire one shot. You either miss or you hit, and then you use the lever and reload again and take another shot. In the process maybe you wing the animal or it drops. You then rush over with a hunting knife and proceed to, you know, approach the animal, believing it to be just injured, and it could get up at any time.

Under the provisions—if a conservation officer came along and I had a licence for hunting and so on, or any hunter coming up to the animal, then if it is necessary you slit the throat in the process, or continue to fire again.

The point is here that any conservation officer, realizing that there were several shots pumped into the animal, could conceivably say, well, where are your spent shells? Do you think for one moment any hunter is going to stop and start ferreting in the snow to make sure he has the shells and put them in his pocket and take another shot? This is the kind of situation you could find yourself in. Is that not the kind of—it may be an extremity but the point is this, that it allows for that type of interpretation.

• 1255

Mr. Bush: Well, you have gone further than we have, but we would agree with you. I will tell you that in Japan they go further than that. If they have a government hunter and he has any ammunition left at the end of the season, he has to shoot them off under the supervision of a government official. Maybe you are not so extreme as you think. We are afraid that this is just the first step.

Suppose you use a Winchester model 94 carbine. I have forgotten the length of it but it cannot be much over 18.5 inches. The next year they say to you that we are going to make it 20 inches so your good model 94 is out. This is what we are afraid of. I think you have interpreted it correctly although we did not take it quite as far as you did.

[Interpretation]

M. Johnston: Je suis d'accord avec vous pour dire que le temps ne changera rien à votre habileté. Ce serait plutôt le contraire. C'est plutôt votre condition physique, votre état de santé—c'est un des éléments inconnus. Il est impossible d'en préjuger. On peut devenir inapte au maniement des armes pour toutes sortes de raisons.

Je suis également d'accord pour dire qu'un permis sera valable jusqu'à ce qu'il soit retiré. Mais il existe d'autres moyens de retirer un permis, suite à une évaluation de la condition physique du détenteur...

M. Korchinski: Pourrais-je passer à autre chose? Vous voyez que je tiens l'horloge à l'œil. Ce n'est pas ma faute s'il en est ainsi. Il s'agit d'une instruction qui vient de haut.

J'aimerais en revenir au problème des douilles vides. Vous avez dit quelque part que l'on en arriverait bientôt à inclure les armes à chargement automatique. Je possède une Winchester 30-30 qui je suppose, n'est pas une arme automatique. Le chargement se fait par un levier. La douille éjectée est remplacée par la cartouche suivante. Je pense que c'est à ce type d'arme que vous faites allusion lorsque vous parlez d'armes à chargement automatique.

Je peux très bien imaginer que je suis en train de tirer sur un orignal ou sur un cerf. Je tire un coup. Ou bien je touche l'animal ou bien je le rate. J'utilise alors le levier pour recharger et je tire un autre coup. La bête est blessée ou bien elle s'affaisse. Je me précipite alors avec mon couteau de chasse vers l'animal en croyant qu'il n'est que blessé. Il peut très bien se relever à ce moment-là.

En vertu des dispositions de la loi—bien que j'aie un permis de chasse etc, si un garde-chasse ou un autre chasseur arrive sur les lieux à ce moment-là, je dois égorger l'animal ou continuer à tirer si c'est nécessaire. Mais le garde-chasse s'est aperçu que plusieurs coups de feu ont été tirés sur l'animal, il peut très bien demander à voir les douilles vides?

Pouvez-vous penser un instant qu'un chasseur va s'arrêter, chercher les douilles dans la neige et les mettre dans sa poche avant de tirer un autre coup? Mettez-vous dans cette situation. J'avoue qu'il s'agit d'une situation un peu extrême mais ce genre d'interprétation est tout à fait possible.

M. Bush: Vous êtes allé plus loin que nous, mais nous sommes d'accord. Je vous dirai qu'au Japon, ils sont allés encore plus loin. Si à la fin de la saison, il reste encore des plombs à un chasseur du gouvernement, il est obligé de les tirer pour rien sous la surveillance d'un agent gouvernemental. Vous êtes peut-être beaucoup moins extrémiste que vous le pensez. Nous craignons que ce ne soit là qu'un premier pas.

Je suppose que vous utilisez une carabine Winchester modèle 94. J'en ai oublié la longueur. Elle ne dépasse certainement pas 18.5 pouces. L'année suivante, la longueur réglementaire est fixée à 20 pouces et vous ne pouvez plus vous servir de votre bon vieux modèle 94. C'est ce dont nous avons peur. Je crois que votre interprétation est juste, même si nous ne sommes pas allés aussi loin que vous.

[Texte]

Mr. Korchinski: Your views are not unfounded. When we were debating capital punishment we first separated capital murder from non-capital murder. Then we proceeded to eliminate capital punishment for all murders except those of guards and police officers, and so on. We are now in the process of considering the final elimination of capital punishment. So sir, your fears are not unfounded. Look at the past history of what has happened. This is what goes on all the time.

But I just want to go on to one other thing, if Mr. Chairman will bear with me for a moment, and that is with reference to any component parts. I have a farm and we use fertilizer and we use diesel fuels. A combination of these can be very volatile. I would assume that under that situation I could be required to register that I possess explosive component parts. As you might be well aware, it is very dangerous to handle fertilizer and diesel fuel at the same time. I heard the Minister on television pointing out some of the ridiculous kinds of situations, but these are actual facts. It is not unknown that police officers sometimes harass certain individuals. Some of the documents that come across our desks illustrate that fact. You may say that this fellow has a chip on his shoulder and so he feels that way, but you will find that there is some basis for this. When a rumour gets started, it just does not get started because somebody wanted to start a dirty story going; there is usually some basis in fact. Do you realize what I am trying to say?

Mr. Bush: Yes, I think we do. I do not know that we would go quite as far as that. There is quite a difference between a propellant powder and the ammonium nitrate fertilizer and diesel oil that you mention. I hope that nobody ever thinks of mixing gasoline with it because it speeds up the oxidizing process until it is really dangerous.

The whole thing with this business of components, though, as I understand it, is to stop a criminal from reloading. Well, no criminal is going to go to the trouble of getting primers and propellant powders and resizing the case and then spending a great deal of money on reloading equipment. To my mind it is absurd, and I think we have indicated that in our brief.

Mr. Korchinski: One final question Mr. Chairman, and that is in regard to page 11:

Nothing in this act makes it unlawful for a person lawfully in possession of a firearm to permit another person to use it under his immediate supervision.

You stipulate "immediate supervision". I have given my gun to other individuals. Can you see any reason for that restriction?

I realize that you disagree with the guarantor clause and that sort of thing. We may have to comply with that kind of situation where you have a guarantor. But you are fit. You have passed your fitness, your competency, and everything else that they may require under the so-called regulations. But since that individual has already acquired a licence and has been duly given one by a licensing officer, should there be any restriction on my giving my gun to him?

[Interprétation]

M. Korchinski: Vous n'avez pas tort. Lorsque nous avons parlé de la peine capitale, nous avons fait une distinction entre le meurtre au premier degré et le meurtre au deuxième degré. Nous avons ensuite exclu la peine capitale pour tous les meurtriers à l'exception des meurtriers d'agents de police, etc. Nous étudions actuellement la possibilité d'éliminer complètement la peine capitale. Vos craintes ne sont donc pas fondées. Regardez ce qui s'est passé dans le passé. C'est toujours ainsi que les choses se passent.

J'aimerais aborder un autre problème, monsieur le président, si vous me le permettez. Il s'agit des parties constituantes de l'arme. J'ai une ferme, nous utilisons des engrais et des combustibles diesel. La combinaison de ces éléments donne un mélange très volatile. Je suppose que je devrai donc déclarer que je possède des substances explosives. Comme vous le savez, il est très dangereux d'utiliser des engrais et des combustibles diesel en même temps. Le ministre a donné à la télévision certains exemples qui peuvent paraître ridicules, mais les faits sont là. Vous n'êtes pas sans savoir que les agents de police harcèlent souvent certains individus. Nous avons des documents qui le prouvent. On agit pas uniquement par rancune, et en cherchant bien, on trouve des raisons à toute action. Il n'y a pas de fumée sans feu, en général. Comprenez-vous ce que j'essaie de dire?

M. Bush: Oui, je crois que nous comprenons très bien. Je ne pensais pas que nous irions si loin. Il y a une différence entre la poudre propulsive et le mélange d'engrais à base de nitrate d'ammonium et de combustible diesel dont vous avez parlé. J'espère que personne n'a jamais pensé à mélanger de l'essence avec car cela accélère le processus d'oxydation et c'est très dangereux.

Si je comprends bien, toute cette histoire des «éléments» vise à empêcher un criminel de refaire ses provisions de munitions. Aucun criminel ne se donnera la peine d'obtenir de la poudre propulsive et des amorces, de modifier l'étui, et de se ruiner en matériel de rechargement. Cela me semble absurde et nous l'avons indiqué dans notre mémoire.

M. Korchinski: Une dernière question, monsieur le président. Il s'agit d'une citation qui se trouve à la page 11:

Aux termes de cette loi, il n'est pas interdit à une personne qui est légalement en possession d'une arme à feu de la prêter à une autre personne à la condition qu'elle l'utilise sous sa surveillance immédiate.

Vous précisez «surveillance immédiate». Moi, j'ai donné mon arme. Voyez-vous une raison justifiant une telle restriction?

Je me suis aperçu que vous n'étiez pas d'accord avec la clause du répondant, etc. vous aurez peut-être à vous trouver dans une situation où il y a un répondant. Mais vous êtes apte. Vous avez passé tous les examens d'aptitude, de compétence, etc. exigés par le règlement. Mais puisque cette personne a déjà obtenu un permis qui lui a dûment été délivré par un agent, devrait-il y avoir des restrictions à ce que je lui donne mon arme.

[Text]

I am not at home. Should there be any restriction on my giving my gun to someone if that individual signs a document? I have seen his licence. If I see that he is in a state of anxiety, yes; maybe common sense will tell me not to give it to him, but if I see that he is just going hunting, should there be any restriction on that?

• 1300

The Indians in my constituency simply loan their guns whenever they are not using them. As was illustrated here, he simply goes in and helps himself to his neighbour's gun when necessary, because a moose or a caribou is going by. Should there not be sort of provision here that might safeguard the one that is loaning a gun, to make provision that you can loan them?

Mr. Bush: The groups that sent in their briefs did not discuss this so I cannot give you a consensus of it from all our groups. I think I can safely say that they all agree, however, that a man should be considered innocent until he is proven guilty, and that this idea of putting the onus on a person to prove himself innocent is not in accordance with our idea of law.

Mr. Korchinski: Thank you very much.

The Chairman: Thank you, Mr. Korchinski. Mr. Marceau.

M. Marceau: Merci, monsieur le président. Je voudrais adresser une couple de questions très brèves à M. Bush. Vous disiez tout à l'heure, dans une de vos réponses à M. Pinard, qu'il n'y avait pas de relation entre le port d'armes et les crimes. Il y a une statistique qui, comme toutes les autres, peut être discutée, mais qui m'impressionne, moi; et je voudrais avoir vos commentaires à ce sujet-là. Vous savez qu'il y a au Canada un certain contrôle des armes. Les revolvers font présentement l'objet d'un contrôle au Canada, tandis qu'aux États-Unis il n'y en a pas. Est-ce que vous savez que 25 p. 100 des meurtres au Canada sont commis au moyen d'armes qui sont contrôlées? Tandis qu'aux États-Unis, ces armes qui ne sont pas contrôlées ont servi pour commettre 75 p. 100 des meurtres. Je ne vous dis pas que c'est nécessairement un rapport définitif, mais tout de même cela prouve que lorsque vous exercez un contrôle sur des armes, il est possible que cela ait un rapport avec le nombre de meurtres qui sont commis.

Mr. Bush: Thank you. Those questions are very well put. I will try to answer them as best I can. My statement was that there is no correlation between the availability of firearms and the homicide rate.

Now you mentioned the United States. One of the cities that are crying the most is New York. New York has perhaps the toughest laws that I have ever encountered. I have gone to the City of New York with every permit that the Canadian government required of me. I had all the necessary export permits, and I could not legally take a firearm out of New York.

They blame the tremendous homicide rate on places like Carolina, and Ohio. The remarkable thing is that both Carolina and Ohio have much fewer gun laws and they have a lower homicide rate. So it seems to me that New York is just being a crybaby on this.

[Interpretation]

Si je ne suis pas chez moi. Est-ce que quelque chose m'empêcherait de donner mon fusil à quelqu'un qui accepterait de signer un document? J'ai vu son permis. Et si j'ai l'impression qu'il n'est pas dans un état normal, peut-être effectivement le bon sens serait de ne pas lui donner, mais quand il s'agit d'une personne qui va chasser, qu'est-ce qui m'empêcherait de le faire?

Les Indiens de ma circonscription prêtent leur fusil quand ils ne s'en servent pas. Comme on vous l'a dit, ils entrent chez leur voisin et prennent son fusil lorsqu'ils en ont besoin, par exemple, parce qu'on a signalé la présence d'un caribou, d'un orignal. Ne pourrait-on prévoir le prêt des armes pour protéger ceux qui les prêtent?

M. Bush: Les mémoires que nous avons reçus n'abordaient pas cette question, je ne peux donc pas vous dire ce qu'en pensent tous nos groupes. Par contre, je crois pouvoir vous dire qu'ils sont tous d'accord pour reconnaître qu'un homme devrait être considéré comme innocent tant qu'il n'est pas prouvé coupable et que cette idée de placer le fardeau de la preuve sur l'intéressé n'est pas conforme à nos principes de droit.

M. Korchinski: Merci beaucoup.

Le président: Merci, monsieur Korchinski. Monsieur Marceau.

Mr. Marceau: Thank you, Mr. Chairman. I have a couple of brief questions for Mr. Bush. In your answer to Mr. Pinard, you said that there was no relationship between gun possession and crime. There is one statistic, which, like all others, can be discussed but nevertheless it impresses me. I would like to know what you think. You know that in Canada we have some kind of arms control. Glandguns are being controlled in Canada whereas in the United States they are not. Did you know that 25 per cent of the crimes in Canada are committed with registered guns? On the other hand, in the United States firearms are not being controlled and are used in 75 per cent of the crimes. I am not saying that it is an unquestionable relationship but this proves nevertheless that when firearms are controlled, it may influence the number of crimes committed.

M. Bush: Merci. Ces questions sont particulièrement intéressantes, je vais essayer d'y répondre de mon mieux. J'ai dit qu'il n'existait pas de rapport entre la libre disposition des armes à feu et le nombre des homicides.

Vous avez parlé des États-Unis. Une des villes qui s'alarme le plus, c'est New York. New York a peut-être les lois les plus sévères qui existent. Je suis allé à New York avec tous les permis que le gouvernement canadien exigeait de moi, tous les permis d'exportation et pourtant, il m'a été impossible de faire sortir légalement une arme à feu de New York.

On blâme des états comme la Caroline et l'Ohio pour les meurtres commis mais il est remarquable de constater que la Caroline et l'Ohio ont beaucoup moins de lois relatives au port d'arme et le nombre des homicides y est bien inférieur. La ville de New York ne me semble pas raisonnable à ce sujet.

[Texte]

• 1305

This phenomenon exhibits itself, as I said, between countries, within countries and even between cities, and I have been studying this since 1960 and I cannot find any direct correlation that can be verified statistically, and I think this is the opinion of most people.

The next thing you mention is controls in Canada. We probably have the best system of controlling restricted firearms of any country in the world. There are one or two absurdities in that, too. For example, before my hands started to shake I used to take a great deal of pleasure in target shooting with a pistol. So, I was investigated by the Criminal Investigation Bureau, and two of my neighbours were consulted. I was issued a permit to purchase. I went and got the pistol. I was issued a permit to convey it back to the police station. I was issued another permit to convey it to my home, and eventually I was issued a permit to carry it from my dwelling place to a club approved by the Attorney General of Ontario. But, you know, I am not allowed to carry it from my house to a licensed gunsmith, which is like saying you can have a license to drive your car but you cannot take it to the garage unless you get a special license. So, there are a few anomalies in it, but it is a pretty good Act and I would like to see us stay with it. I have never heard of any better in any other country that I have read of.

There is a misconception about the number of controls in the United States. There are 22,000 laws, municipal, state and federal on firearms in the United States, and those laws do not seem to have a correlation. I will mention Detroit. This ghetto, where 80 per cent of the homicides are committed by one group, 66% per cent of that group are on drugs, and yet a community which is just separated by an imaginary line, Lavonia, has the safest record. So, I think I would stay by my statement that there is no correlation.

The difference in culture has been the big thing. If you will remember, at the end of the Civil War in the United States they surged across the Mississippi River and there was no law and order ahead of them. They had to establish their own law and order. There were no states, no territories, and so on, set up. So, the gun became a matter of law and order. But in Canada we never had that situation. As soon as the settlers settled here they had a town square, a town hall, a little jail and a local constable, and then when we moved West out into the Prairies the RCMP preceded us, what was then the Royal Northwest Mounted Police. So, the cultures are different and the heritage is different. Unfortunately, television has kept up the other picture and there are some people who do not know that Bill the Kid is dead.

M. Marceau: Je vous remercie de nous avoir soumis vos opinions. Je voulais simplement vous souligner, comme membre du gouvernement qui a pris la décision de présenter ce projet de loi, ce qui n'était pas facile, que nous avions certains arguments sur lesquels nous reposons notre décision. Il est possible que vous ne les partagiez pas. Mais, il ne faudrait pas croire que nous avons présenté ce projet de loi pour le plaisir de la chose sans avoir dans notre poche quelques bons arguments.

Je voudrais poser à vous et M. Bush une autre question. Vous êtes sans doute au courant qu'il y a eu l'an dernier au-delà de 1500 personnes qui sont mortes à l'aide d'une arme à feu, que ce soit des suicides ou de façon acciden-

[Interprétation]

On retrouve ce phénomène entre les pays, à l'intérieur des pays, et même entre les villes; j'étudie la question depuis 1960 et je n'ai jamais pu déterminer de rapports qui puissent se vérifier statiquement; c'est d'ailleurs l'opinion de la plupart des gens.

Vous avez ensuite parlé des contrôles au Canada. Nous avons probablement le meilleur système de réglementation des armes à feu qui existe. Mais cela n'empêche pas certaines absurdités. Par exemple, avant que mes mains ne commencent à trembler, j'aimais beaucoup tirer à la cible, au pistolet. Le Bureau d'enquêtes criminelles a fait une enquête à mon sujet et deux de mes voisins ont été consultés. On m'a délivré un permis d'achat. Je suis allé acheter un pistolet. On m'a ensuite délivré un permis pour me permettre de transporter le pistolet au poste de police. Là, on m'a donné un permis pour le transport jusque chez moi et enfin, j'ai reçu un permis pour le transport entre ma résidence et un club approuvé par le Procureur général de l'Ontario. Mais, vous savez, je n'ai pas le droit de le transporter chez l'armurier; c'est comme si on vous donnait un permis de conduire sans vous autoriser à emmener votre voiture au garage sans un permis spécial. Bien sûr, des anomalies existent, mais c'est une bonne loi et j'aimerais que nous la conservions. Je n'ai jamais entendu parler d'un pays qui en ait de meilleure.

On se trompe souvent sur les contrôles qui existent aux États-Unis. Aux États-Unis, il y a 22,000 lois, municipales, d'états et fédéral, sur les armes à feu et, elles semblent n'avoir aucun lien entre elles. Prenons l'exemple de Detroit. Dans ce ghetto, 80 p. 100 des crimes sont commis par un groupe dont les deux tiers sont des drogués et pourtant, une localité voisine séparée de Detroit par une simple ligne imaginaire, Lavonia, est un des endroits les plus sûrs que l'on puisse trouver. Je maintiens donc qu'il n'existe pas de rapport.

L'important, c'est la différence de culture. Vous vous souviendrez qu'à la fin de la guerre civile aux États-Unis la population a traversé le Mississippi pour arriver dans un territoire où la loi n'existait pas. Elle a dû créer ses propres lois. Il n'y avait ni état, ni territoire, rien du tout. Ainsi, l'arme à feu est devenu un moyen de maintenir la loi et l'ordre. Mais au Canada, cela ne s'est jamais produit. Dès que les colons se sont installés ici, ils ont eu une grande place, un hôtel de ville, une petite prison, un policier local puis, lorsqu'ils sont allés vers l'Ouest, la GRC les avait précédés c'est-à-dire la Gendarmerie à cheval du Nord-Ouest. Nous provenons donc de cultures différentes, et aujourd'hui la situation est différente. Malheureusement, la télévision nous a conservé des images anciennes et certains ne savent pas encore que Billy the Kid est mort depuis belle lurette.

Mr. Marceau: I thank you for giving us your opinion. We are members of the government who decided to introduce this bill and it has not been easy; our decision was founded on some argument. You may not share our opinion, but I would not want you to believe that we have introduced this bill just for the sake of it, without some very good argument to back it up.

I have another question which is directed to you and to Mr. Bush. You probably know that last year over 1,500 people died of suicide or accident with a firearm. It seems to me it is an impressive number of people. In the light of

[Text]

telle. C'est tout de même un nombre impressionnant de personnes qui, par l'utilisation d'une arme à feu, sont mortes. Est-ce que vous ne croyez pas que devant ce nombre considérable de morts, nous nous devons d'essayer de faire une loi qui soit juste mais qui tienne compte de cette utilisation indésirable des armes à feu. Je reconnais que vous, si vous utilisez une arme à feu, vous avez une certaine expérience, vous avez une certaine compétence. Ce n'est pas pour vous que l'on fait cette loi; mais pour les autres. Il y a 10 millions d'armes en circulation et il y a 1 million de chasseurs. En présence de ces accidents-là, ne croyez-vous pas qu'un gouvernement se doit d'essayer de faire une loi qui soit juste, mais qui indique aussi que l'on essaie de faire quelque chose pour toute la population? Évidemment, comme membre d'un club de tir, comme chasseur, cela vous affecte. Mais vous demeurez quand même dans une situation marginale par rapport à l'ensemble; et en tant que gouvernement, même si on comprend vos problèmes, on se doit de poser un tel geste, en présentant cette loi.

• 1310

Mr. Bush: Thank you. To answer one of your later questions first: yes, we do believe that the government does have the duty to prepare proper legislation. I assure you that the gracious reception that you Committee members have given us today impress us here. We know you are tired and that you have been sitting a long time and reading a long time and we do appreciate it.

We would also have appreciated an opportunity to be consulted before. Now it has been stated that we were consulted, and since I was one of the people I wish to register an objection. We sat in on a meeting and I had the impression the bill was complete before we were consulted. They turned their hearing aids off about 10 minutes after the meeting started. Now I may be unfair but that was my impression.

Now you mentioned suicides. You remember the government removed suicides from the Criminal Code. There were over 800 of them, I believe. Is that correct? Then why is the government quoting suicides in a criminal bill? So that should be taken out of the 1,500 right at the beginning.

Mrs. Holt: It is still death whether it is in the bill or not. It is still death.

Mr. Bush: Yes, that is true, but the government must either blow hot or cold. If you are going to include it and then talk about having a gunless society, we will include the suicides in Japan. And if you do that when the suicide rate is 17.0 per hundred thousand you are getting a great deal higher rate than you are at the present time in Canada.

Now, I would like to comment on accidental death. You realize that there are 13,000 accidental deaths—that is approximate, 12,000-and-something—in Canada every year. Do you realize that you are more likely to die from strangulation at your Thanksgiving dinner than to be shot in a hunting camp? Do you realize that you are more likely to kill yourself in a bathtub than you are to be killed by a gun shot wound.

[Interpretation]

this, don't you think we should try to pass a bill taking into consideration this deplorable use of firearms while being equitable? I recognize that when you use a gun, you do have some experience and you are competent. Therefore this law is not meant for you but for others. There are 10 million arms in circulation and one million hunters. In view of these accidents, would you not say that the government has an obligation to enact a just law which will be of help to the entire population? This will, of course, affect you as a member of the gun club or as a hunter. Still your position is a marginal one as compared to the entire country, so that even though the government does understand your problems, it still has the responsibility to introduce such a law.

M. Bush: Je vous remercie. Nous estimons en effet que le gouvernement se doit d'élaborer les lois qui s'imposent. Je puis vous assurer que nous sommes fort impressionnés par l'accueil que vous nous avez réservé. Nous savons que vos séances durent depuis longtemps déjà, que vous avez dû consulter un dossier volumineux et nous comprenons que vous soyez fatigués.

Nous aurions beaucoup apprécié la possibilité d'être consultés à l'avance. D'aucuns ont déclaré qu'on nous a consultés, puisqu'il s'agit de moi entre autres, je tiens à faire une mise au point. J'ai participé à une réunion mais j'avais l'impression que le bill était entièrement rédigé avant que nous nous soyons consultés. Dix minutes à peine après le début de la réunion, ils ont enlevé leurs écouteurs. C'est peut-être injuste de ma part, mais telle est bien mon impression.

Vous avez parlé des suicides. Or vous savez que le gouvernement a décidé de décriminaliser les suicides, lesquels étaient au nombre de plus de 800. Pourquoi dès lors le gouvernement parle-t-il de suicide dans un bill traitant d'affaires pénales? Il faudrait donc défalquer ce chiffre des 1,500 que vous avez cité.

Mme Holt: Que cela fasse partie du bill ou non il s'agit quand même d'un décès.

M. Bush: Oui mais il faut que le gouvernement se décide dans un sens ou dans l'autre. Si vous décidez d'inclure les chiffres relatifs aux suicides pour parler ensuite d'une société sans armes à feu, autant inclure les suicides commis au Japon. Cela porterait le taux à 17 suicides par 100,000 ce qui est de loin supérieur au taux actuel de suicides au Canada.

Je voudrais aussi dire quelques mots au sujet des morts accidentelles. Vous savez sans doute qu'il y a environ 12,000 décès accidentels par an au Canada. Savez-vous qu'il y a plus de chances de mourir étouffé pendant un dîner d'Action de grâce que de mourir des suites d'un accident de chasse? Savez-vous que vous risquez davantage de vous noyer dans votre baignoire que d'être abattu par une balle?

[Texte]

I have not seen or heard of any program where the government brought out these other facts so that we have a balanced view of this. It of course is part of the job of a government and especially the committee that is advising the government to bring these things out.

Now, we mention the 272 murders, and there is a little difference in your statistics—In one place it says 272 in another 275. And I suggest there is an even greater difference than that. We do not know how many of those are multiple murders, that is the same person committing a number of them, right? We do not know how many of those murders were committed by people out on parole, out on bail, out unescorted leave, some of these things. We would appreciate it if these statistics were made more complete so that we could assess them.

Now you mention . . . I think you said 10 million firearms. I think it is likely closer to 11 million but we will not quarrel over a million more or less—budget is coming up, what is the matter? We agree with you but we must insist that using your own figures, 99.9 per cent whether you compare the number of murderers against the number of gun owners or whether you compare the number of firearms involved in deaths, all deaths, and the number of firearms we have, 99.99 per cent of those people are quiltless and should not have to carry the burden of these others.

In all our discussions, one thing has come out: we support gun laws which punish people for the misuse of firearms. We are opposed to the misuse of firearms, whether through carelessness or through crime; and some . . .

Mr. Marceau: After the fact.

• 1315

Mr. Bush: Yes, after the fact; we would not even deny a criminal a chance to defend himself before the fact. I think this is something to keep in mind.

I have wandered; I am sorry. I may have forgotten some of your questions, but you can come back again.

M. Marceau: Non, c'est ma dernière question, monsieur le président.

Je voudrais d'abord vous féliciter de la façon avec laquelle vous défendez vos droits, votre cause et les gens qui sont dans votre situation. Je voudrais vous demander une chose en terminant. Je considère, peut-être parce que je n'ai pas l'expérience et la connaissance suffisantes, qu'une arme à feu c'est une arme à feu et même si on sait l'utiliser, cela demeure quand même un objet dangereux. On peut faire certaines réserves, plus ou moins, mais ça demeure quand même plus dangereux que le crayon que j'ai dans la main. Et à cet effet, ce que je demanderais à votre groupement et à vous-même, qui semblez être des personnes particulièrement renseignées et au courant de la situation, c'est que si le Parlement accepte d'adopter cette loi, (je pense que nous pouvons vous demander de nous donner la chance d'essayer de la mettre en application,) et s'il s'avère que cette loi n'atteint pas les objectifs que nous espérons, à ce moment-là, vous seriez en droit de nous prouver que cette loi, si elle est passée, n'atteint pas les objectifs visés. Mais ce que je vous demande, vu l'importance de votre groupement et le nombre assez important de citoyens que vous représentez, vous jouez un rôle important dans la société, ce que je vous demande, dis-je, c'est

[Interprétation]

A ma connaissance le gouvernement n'a pas fait connaître ces statistiques de façon à ce que nous ayons une image plus juste de la réalité. Or c'est au gouvernement et plus particulièrement au Comité chargé de le conseiller de faire ressortir ces données.

On a parlé tantôt de 272 meurtres, tantôt de 275. Je crois que la différence est plus grande encore car nous ne savons pas combien sur ce nombre sont des meurtres multiples, c'est-à-dire des meurtres commis par une même personne. Nous ne savons pas combien de ces meurtres ont été commis par des détenus bénéficiant de libération conditionnelle, de libération sous caution, d'absence sans escorte etc. Nous aimerions avoir des statistiques plus précises à cet égard.

Vous avez dit qu'il y aurait 10 millions d'armes à feu. Pour ma part je pense qu'il y en a plutôt 11 millions, mais c'est sans importance. Or 99.99 p. 100 des personnes possédant des armes à feu sont parfaitement innocentes des assassinats qui ont été commis, que l'on compare les statistiques par rapport au nombre de personnes possédant des armes à feu ou qu'on les compare par rapport au nombre d'armes à feu utilisées pour commettre ces meurtres; donc les possesseurs d'armes à feu qui ne sont coupables d'aucun crime ne devraient pas être contraints de payer pour les autres.

Une chose ressort clairement de nos discussions: nous sommes en faveur de lois visant à punir ceux qui utilisent les armes à feu à mauvais escient. Nous nous opposons évidemment à ce qu'on fasse un mauvais usage des armes à feu, que ce soit par négligence ou pour commettre un crime.

M. Marceau: Mais après coup.

M. Bush: Oui, après coup; car avant même un criminel doit pouvoir se défendre. C'est quelque chose qu'il faut garder à l'esprit.

Il se peut que j'aie oublié certaines de vos questions et dans ce cas je vous demanderais de me les poser encore une fois.

Mr. Marceau: No, this is my last question.

I would first of all like to congratulate you for the way in which you defend your rights, your philosophy and people who are in your situation. I would like to ask you one thing in closing. Maybe I do not have enough experience or knowledge in this matter, but I feel that a gun is a gun and that even if one knows how to use it, it still remains a dangerous object. One may make certain reservations, but you would agree that it is more dangerous than this pencil which I am holding. I therefore ask you as well as your group who seem to be very knowledgeable about the situation, that should parliament decide to pass this bill, you should give us a chance to see how it works and if it should fail to achieve its aims, you could come and tell us so. In view of the fact that you represent a considerable number of citizens, and although you do not share our point of view, I would nevertheless ask for your co-operation so as to make this legislation effective should the bill be passed. If not, we shall make the necessary reservations and objections sometimes after its implementation.

[Text]

que, bien que vous ne partagiez pas nécessairement le point de vue du Parlement canadien, vous coopéreriez, afin que cette loi, si elle est acceptée, soit efficace. Au cas contraire, bien nous serons là pour y apporter les réserves et les objections nécessaires, mais un certain temps après son entrée en vigueur.

Mr. Bush: Thank you. I must answer your last part first. We are law-abiding citizens—otherwise, we would not be here—but I would like to assure you that in its present form, Bill C-83 is quite unacceptable to our members for so many reasons. If we were to take one section and try to apply sweetness and light, it has so many correlations to the other part that it is impossible for us to deal with it piecemeal in that way.

The other thing that we are up against—and I think you are too—is the picture that has been presented of the shooter by the big “S” media, and the big headlines and so on. They sometimes feel that a hunter is the man who kills poor Bambi’s mother and every policeman is a Matt Dillon or something of that nature.

We agree with you. I think you made some profound remarks there. I would just add that such justice as there is in the law should be equally applicable to all citizens. Shooters are not second-rate citizens. We do not want one law applicable to a shooter and another law applicable to the whole group. I refer there to criminal negligence. There are adequate laws on criminal negligence now. Why add another and make it apply to one group?

In conclusion. I would like to thank you and the other gentlemen for the kind way in which you have helped me present it. I am sure I could not have presented my case without your help, even though I know at times you do not agree with me. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you. The last questioner will be Mrs. Holt.

• 1320

Mrs. Holt: I do not know if you will compliment me on my kindness because I am not really a very tactful person.

First of all, I want to clear up the record on the business suggested by Mr. Korchinski—that this is being pushed through and the gun people may not be getting heard. I do not know how many gun people have come before us. I do not know how many have said identical things. I do not know how many times the intransigence and the same arguments have been repeated. This is a very very big law that affects parole, electronic listening devices, organized crime, violence in every aspect of life; it is a big law, and yet we have heard mostly about guns. So we have not been negligent in that area, and I want the record to show that that is a specious statement which should never have been said here.

I do not know why you would worry about a licence being held until it is revoked. You would not say the same thing about a driver. Do drivers not change? Do they not become impaired? Do they not become feeble? Do they not become sick? Are there not things that happen to change them? You talk about suicide and treat it as though it should be separate because it is no longer criminal. Suicide is also related to sickness, and sickness is what is relevant in this. I have not the time to list actual cases of people who should not have had guns, could not have them taken

[Interpretation]

M. Bush: Je vous remercie. Nous sommes des citoyens respectueux des lois, sans quoi nous ne serions pas ici, mais je tiens à vous assurer que dans sa forme actuelle, le bill C-83 n'est guère acceptable pour les membres de notre organisation, et ce pour de nombreuses raisons. Il n'y a pas moyen de traiter les différents articles du bill séparément car les uns se répercutent sur les autres.

D'autre part, il faut reconnaître que les média présentent une fausse image des chasseurs. On veut nous faire croire qu'un chasseur est un homme qui a tué la mère du pauvre bambi et que chaque agent de police est un Matt Dillon.

Je suis d'accord avec vous et ce que vous venez de dire est très important. Mais les dispositions de la loi doivent s'appliquer équitablement à tous les citoyens. Or, les chasseurs ne sont pas des citoyens de seconde zone et l'on ne saurait admettre qu'une loi s'applique aux chasseurs et une autre au reste des citoyens. Je pense plus particulièrement aux dispositions concernant la négligence criminelle. Il existe déjà des lois satisfaisantes sur ce chapitre, pourquoi dès lors en ajouter une nouvelle pour ce groupe de citoyens?

Pour conclure je tiens à vous remercier ainsi que les autres membres du Comité de m'avoir aidé à présenter mon point de vue. Sans votre aide, j'aurais eu du mal à présenter mon cas, même si vous n'êtes pas toujours d'accord avec moi. Je vous remercie monsieur le président.

Le président: Je vous remercie. La dernière à poser des questions sera M^{me} Holt.

Mme Holt: Je ne pense pas que vous allez me remercier car je n'ai pas beaucoup de tact.

Je voudrais tout d'abord faire une mise au point concernant l'affirmation de M. Korchinski selon laquelle on cherche à faire adopter cette loi sans laisser aux membres des clubs de tir la possibilité de s'exprimer. Je ne me rappelle plus combien de ces clubs ont déjà témoigné devant nous et beaucoup se sont répétés. Je ne saurais plus dire combien de fois on nous a resservi les mêmes arguments et la même intransigence. C'est un bill extrêmement important qui se répercutera sur la libération conditionnelle, les dispositifs d'écoute électronique, le crime organisé et la violence sous tous ses aspects; or en dépit de l'importance capitale de cette loi, on ne cesse de nous rabattre les oreilles concernant les armes à feu. Donc il est faux de nous taxer de négligence et je tiens à faire cette mise au point.

Je ne vois pas pourquoi vous vous inquiétez de ce qu'un permis soit valable jusqu'à ce qu'il soit révoqué. Vous ne diriez pas la même chose concernant un chauffeur. Or est-ce que les chauffeurs ne changent pas eux aussi. Certains conduisent en état d'ébriété, d'autres tombent malades. Toutes sortes de changements peuvent intervenir. Vous dites que le suicide devrait être traité séparément dès lors qu'il a été décriminalisé. Mais le suicide touche à la maladie laquelle se rapporte au présent bill. Je n'ai pas le temps de vous énumérer le cas de personnes qui ne

[Texte]

away, and were killed as snipers. You mention criminal negligence. There is a case in Vancouver where a 13-year old got a gun in Woodward's store and fired seven shots into a young man of 20 who was working his way through college. The mother cannot sue on grounds of criminal negligence because there is nothing in the law. I hope Bill C-83 will put something in the law so that there is criminal negligence. You also compare—and this is a strategy; this is part of the intransigence. You say there are more deaths through strangulation. If people strangle in the course of eating that is tragic; they need food. If they die in a bathtub they need a bathtub. If they die in a car it is because they travel in a car. But if they die because of guns—Guns have only one purpose, and that is to kill; I do not care what you say. Sure you can use it for target practice, and they are pretty on a wall. Maybe it is because I am a woman that I feel there has been male exaggeration and hysteria over this thing. Not many women are not coming here concerned about guns, because too many women are the victims of guns.

The example of Israel has been used. By co-incidence, this Committee met with the Justice Minister of Israel, and because Israel and Switzerland have been used as examples of countries where every person is armed, we asked him about guns. He said that no person can have a gun without a licence. Not only that, the gun is not transferable. The gun itself must be licenced, and they have very strict control over their arms. I do not feel that you answered the question Mr. Marceau put about the difference. I have heard the New York rationalization and I have heard the other rationalizations, and I do not think the controls we have here on handguns are, as you would suggest, ineffective. The ratio here on long guns is 1 to 10, and it is the same in the United States, where the controls are similar; however, in the United States the ratio on handguns is also to 10, while here it is 1 to 50. So there has been an effectiveness in that.

Those are the points I want to make. As for consultation, I am sure many people were consulted. You have given us statistics. I have talked to gun owners who belong to clubs and they are not fearful. One is an instructor I talked to last Sunday. I went to the home of another man whose son and he are very careful of guns, and he is not fearful of what is happening. He says: "I am willing to pay \$5 for a licence, and to have a five-year licence."

I think five years is too long. I would like to see annual licensing of guns, because in that you do screen out the people unfit to hold guns, and you find them. So I just put that to you.

I think the consultations did occur, but not every person who has turned up here could be consulted because I say the gun owners or the gun clubs have said exactly the same thing over and over. I am not completely convinced when you quote your statistics that you are representative of all the gun owners, because I have talked to individual gun owners who belong to clubs and they are not as worked up as the professional groups that have come before us with, I suspect, a vested interest.

[Interprétation]

devraient pas avoir d'arme à feu et ne savent pas sans servir qui en sont mortes. Vous avez parlé aussi de négligence criminelle. Or dans le magasin Woodward à Vancouver, un garçon de treize ans s'est emparé d'un fusil, et a tiré sept coups sur un jeune homme de 20 ans qui travaillait dans le magasin pour payer ses frais d'étude. La mère de la victime ne peut pas intenter une plainte pour négligence criminelle, celle-ci n'étant pas prévue par la loi. J'espère donc que le Bill C-83 remédiera à cette lacune. D'autre part vous établissez des comparaisons spécieuses. Vous dites notamment qu'on peut mourir étranglé pendant un repas ou mourir noyé dans une baignoire ou dans un accident d'automobile. Mais si on meurt abattu par une arme à feu, c'est parce que les armes à feu n'ont qu'un seul but, à savoir tuer et je m'en fiche de ce que vous dites. On peut bien entendu se servir d'une arme à feu pour le tir à la cible. C'est peut-être en tant que femme que je trouve que les hommes ont exagéré et qu'ils ont même fait preuve d'hystérie avec toute cette affaire. Nous n'avons pas eu beaucoup de femmes qui soient venues témoigner concernant les armes à feu car malheureusement beaucoup d'entre elles en sont les victimes.

On a avancé l'exemple d'Israël. Il se fait justement que le Comité a eu l'occasion de rencontrer le ministre de la Justice d'Israël et nous lui avons posé des questions concernant les armes à feu, Israël et la Suisse ayant été cités comme des pays où toutes les personnes sont armées. Mais le ministre de la Justice d'Israël nous a dit que personne n'est autorisée à avoir une arme à feu sans permis et qu'en outre il est interdit de remettre une arme à une autre personne. Les armes elles-mêmes doivent être immatriculées et elles sont strictement contrôlées. Je trouve que vous n'avez pas répondu à la question posée par M. Marceau. Et j'ai entendu l'explication donnée par les gens de New York ainsi que d'autres, et je ne suis pas d'accord pour dire que les mesures de contrôle sur les armes à feu sont inefficaces comme vous l'affirmez. La proportion des fusils ici comme aux États-Unis est de 1 à 10, les contrôles pour ce type d'armes étant les mêmes dans nos deux pays; cependant pour les pistolets, le rapport est de 1 à 10 aux États-Unis et de 1 à 50 chez nous. Ce qui prouve que les contrôles sont efficaces.

Voilà ce que je voulais vous faire remarquer. En ce qui concerne les consultations, de nombreuses personnes ont été consultées. Vous nous avez parlé de statistiques; or j'ai parlé à des personnes qui passaient des armes à feu, qui appartiennent à des clubs de tir et qui ne semblent rien craindre. Dimanche dernier j'ai parlé à un instructeur. Je me suis aussi rendue chez un homme qui prend grand soin de ses armes à feu comme son fils d'ailleurs et ils ne semblent rien craindre. Il m'a dit qu'il était tout à fait disposé à payer \$5 pour un permis valable pour 5 ans.

Je trouve que 5 ans est trop long. Il faudrait à mon avis renouveler les permis tous les ans ce qui permettrait de dépister les personnes inaptes à se servir d'armes à feu.

Donc je le répète il y a eu des consultations mais il a été impossible de consulter tout le monde car les représentants des clubs de tir qui ont comparu devant nous n'ont fait que répéter la même chose jour après jour. Lorsque vous nous citez des chiffres, je ne suis pas tellement sûre que vous représentez bien tous ceux qui possèdent des armes à feu, car moi j'ai eu l'occasion de parler à des personnes ayant des armes à feu et qui appartiennent à des clubs de tir et qui eux ne semblent pas être tellement excités que les

[Text]

I am sorry I have not the courtesy of Marcel. I guess it is because I am a western Anglophone without the dignity of my French-Canadian compatriots.

Mr. Bush: Thank you, madam. I am going to leave the part on suicides to Dr. Johnson, but I feel I have to reply to some of yours. First of all, I am not a professional. I am not paid. The organizations for which I work receive no money...

Mrs. Holt: I am aware of that.

Mr. Bush: ... from gun organizations. We are simply citizens here doing our duty and our right, and I hope that is never forgotten.

Mrs. Holt: I did not say by professional money, but you have a job to do representing a club.

Mr. Bush: Is that wrong, madam?

Mrs. Holt: No, I say it is not...

Mr. Bush: You have a job to represent your constituency.

Mrs. Holt: I do not say it is wrong, but I think you should be sure that every member of your club feels as you do.

Mr. Bush: We have people who did not feel as we did, but when we explained the bill to them they did. We find that ignorance makes people agree with things they do not agree with when they understand it.

Mrs. Holt: When I explain the bill to them as it really is, they do not disagree with the B.C. Wildlife Federation's statements which are 90 per cent inaccurate. When they see the bill they agree with our accuracy, and my accuracy may be different than yours.

Mr. Bush: Madam, I am not going to win this argument. I am a married man and I understand the handicaps under which I work. But maybe I can put in a few other points.

Mrs. Holt: All right. Go ahead.

Mr. Bush: There is no organized gun lobby. We were charged with being an organized gun lobby. We were charged that we were receiving money from the United States. It even appeared in one of the other places in this institution that we were. That is absolute nonsense.

Mrs. Holt: I did not say that.

Mr. Bush: You remarked about all the talk you have heard about guns. Now this should tip you off to the folly. This is a regulatory act that should be taken right out of the Criminal Code entirely. We are not competent to give you an opinion on capital punishment and so on. I have been studying this subject for about 16 years. I got interested in it in my old age because I had to have a hobby that would take me out of the academic sphere. Since then I have been studying the gun laws of different companies. So I suggest to you the fact that have heard the same arguments should be a hint to you to remove this from this bill.

[Interpretation]

groupes professionnels qui doivent avoir quelques intérêts dans l'affaire.

Je m'excuse je ne suis peut-être pas aussi polie que M. Marcel Marceau sans doute parce qu'en tant qu'anglophone de l'Ouest, je n'ai pas la dignité de mes compatriotes Canadiens français.

M. Bush: Merci madame. Je demanderai au docteur Johnson de parler au sujet des suicides. Mais pour commencer je tiens à souligner que je ne suis pas un professionnel et que je suis payé par personne. Les organisations pour lesquelles je travaille ne touchent pas d'argent.

Mme Holt: Je le sais.

M. Bush: Ne touchent d'argent d'organisations de tireurs. Nous sommes simplement une association de citoyens qui remplissons notre devoir et nous nous prévalons de nos droits.

Mme Holt: Je n'ai pas dit que vous touchez de l'argent des professionnels, mais vous représentez quand même votre club.

M. Bush: Est-ce qu'il y a quelque chose de mauvais là-dedans, madame?

Mme Holt: Non.

M. Bush: Vous représentez bien vos électeurs.

Mme Holt: Je n'ai pas dit que c'était mauvais, mais vous devriez vous assurer que tous les membres de votre club partagent votre club.

M. Bush: Il y en avait qui n'étaient pas de notre avis mais lorsque nous leur avons expliqué le bill ils se sont rangés à notre opinion. Lorsqu'on ignore quelque chose on risque d'approuver ce qu'on n'approuverait pas si on le connaissait mieux.

Mme Holt: Lorsque je leur ai expliqué le bill tel qu'il est réellement, ils ne voient rien à redire avec les déclarations de la Fédération de la faune de la Colombie-Britannique, lesquelles déclarations sont inexactes à 90 p. 100. Ils reconnaissent d'autre part notre exactitude.

M. Bush: Madame je suis battu d'avance. En tant qu'homme marié je comprends mon handicap. Mais je voudrais quand même dire encore quelques mots.

Mme Holt: D'accord allez-y.

M. Bush: Les producteurs et usagers des armes à feu ne constituent pas un groupe de pression organisé, alors qu'on nous en a justement accusés. On nous a également accusés de toucher de l'argent des États-Unis. Or c'est tout à fait faux.

Mme Holt: Je ne l'ai jamais dit.

M. Bush: Vous avez bien dit qu'on parlait énormément des armes à feu. Or il s'agit en l'occurrence d'une loi visant à établir des règlements et qui devraient dès lors être décriminalisés. Nous ne sommes pas bien placés pour vous donner un avis concernant la peine capitale. Mais cela fait 16 ans que j'étudie ce sujet. Je m'y suis intéressé arrivé déjà à l'âge mûr lorsque j'ai dû trouver un violon d'Ingres pour me reposer des questions universitaires. Depuis lors j'ai étudié les lois sur les armes à feu de différentes sociétés. Le fait qu'on vous ait présenté les mêmes arguments à plusieurs reprises prouvent qu'il faut retirer ceci du bill.

[Texte]

The domestic quarrels you mention about—I am going to tell you about two domestic quarrels which have been pointed out. One I have knowledge of personally, and the other was pointed out to me by the policemen.

Mrs. Holt: I did not mention domestic quarrels.

Mr. Bush: Well, thank you. Then I will not draw attention to them.

Mrs. Holt: But I could if you want some . . .

Mr. Bush: Afterwards we might have a very enjoyable afternoon swapping stories.

Mrs. Holt: I do not have time.

Mr. Bush: You mention that guns have only one purpose, and that is to kill. If every one of the eleven million guns in Canada killed once, you would have half the population. I think mathematics will answer your question there without debate.

You mentioned Switzerland and Israel. I am not familiar with Israel, and I did not quote it in this brief.

Mrs. Holt: Others have.

Mr. Bush: I am familiar with Switzerland and I have been there and I have seen it. They not only have their firearms supplied by the army but they have private firearms, and they are encouraged to have them.

On the gun control, the statistics on gun control, I would like to question you on that. The government is taking great credit about this. Do you know that we cannot find out how many legally owned handguns have ever been used in a crime of violence, how many times this vaunted registration system has ever been used to convict a person. In other words, these statistics are so scanty that nobody thinks it is worth while to bring them up.

Mrs. Holt: It is 2 per cent, I was told. Did the Minister not say 2 per cent?

• 1330

Mr. Bush: I think that is high, but I would be glad if you would send them to me. I have other ways of checking. Madam, you may not have the Gaelic charm of your former speaker, but you have that ineffable charm of a lady, and I am always pleased to be told off by a lady. Thank you very much.

Mrs. Holt: I did not tell you off. I just wanted to put the record straight. Anyhow, you are a diplomat.

The Chairman: Dr. Johnston, do you want to add something?

Dr. Johnston: I only wish to say that as far as suicide is concerned, Mrs. Holt, if I do not have a gun and I am bent on it, I am going to use something else. There are many, many ways of doing it, and I think there are many, many suicides in all of the statistics that were never caused by a firearm. I think when we are that disturbed that we take our lives—I speak, again, as a physician—that thought enters every human mind at some time or another in a life.

[Interprétation]

Vous avez aussi parlé des querelles conjugales. Je vais vous citer deux cas, un que je connais personnellement et l'autre qui m'a été raconté par un agent de police.

Mme Holt: Je n'ai pas parlé de querelles conjugales.

M. Bush: Très bien, dans ce cas-là laissons tomber.

Mme Holt: Mais je pourrais si vous le voulez.

M. Bush: Nous pourrions passer un après-midi très agréable à échanger des histoires.

Mme Holt: Je n'ai pas le temps.

M. Bush: Vous avez dit que les armes à feu servent uniquement à tuer. Or si les 11 millions d'armes à feu qui existent au Canada avaient servi à tuer ne fusse qu'une fois, la population aurait été réduite de moitié. C'est une simple question d'arithmétique.

Vous avez également évoquer le cas de la Suisse et d'Israël. Je ne connais rien d'Israël je n'en ai pas parlé dans mon mémoire.

Mme Holt: Mais d'autres l'ont mentionné.

M. Bush: Je connais la situation de la Suisse où j'ai d'ailleurs été. Non seulement l'armée leur fournit-elle des armes, mais on les encourage à acheter leurs propres armes.

Je voudrais également vous poser quelques questions concernant les statistiques relatives au contrôle des armes à feu. Le gouvernement s'attribue un grand mérite dans ce domaine. Or il m'est impossible d'apprendre combien de révolvers détenus licitement ont été utilisés pour perpétrer des crimes et dans combien de cas l'immatriculation des armes a permis d'inculper un coupable. C'est parce que ces statistiques sont si rares qu'on ne trouve même pas utile de les mentionner.

Mme Holt: Le ministre je crois a parlé de 2 p. 100.

M. Bush: Je pense que c'est beaucoup et je vous serais reconnaissant si vous vouliez bien me les faire parvenir. Mais je peux vérifier par d'autres moyens. Madame vous n'avez peut-être pas le charme français de celui qui parlait avant vous, mais vous avez le charme ineffable propre à toute femme et je suis toujours flatté d'être critiqué par une dame. Je vous remercie.

Mme Holt: Je ne vous ai pas critiqué je voulais simplement faire une mise au point. Vous êtes d'ailleurs très diplomate.

Le président: Vous avez quelque chose à ajouter, docteur Johnston?

Dr Johnston: Je voulais simplement dire qu'en ce qui concerne les suicides, même si je n'ai pas d'arme à feu, je parviendrai toujours à me tuer si j'y tiens assez. Il y a de nombreuses façons de se suicider et je pense que la majeure partie des suicides ne sont pas commis à l'aide d'arme à feu. Pour se tuer il faut être gravement perturbé, et c'est d'ailleurs une idée que nous avons tous dû caresser à un moment quelconque de notre vie.

[Text]

Mrs. Holt: If it is slower, you may not do it. In other words, if there is a gun there you can do it quickly. If you have to get a knife and start pushing it towards you, or find a bridge, it takes a while.

Dr. Johnston: It is the aberrated mind that will choose his method of exit. I can only say that.

Mrs. Holt: It takes time, though.

Dr. Johnston: Yes, I know that.

Mrs. Holt: And time gives you time to rethink.

Dr. Johnston: If we looked at it statistically, and through the aberrations that occur in the human mind, there are many who choose this way out. The man who walks into the lake—and there are many, many of these—has taken a long, slow and very difficult way out of this world. We cannot control them. That is the human mind, and I think we all bow to the fact that the reaction of the human mind is beyond the control of anyone but the individual. We cannot legislate that.

Mrs. Holt: No.

Dr. Johnston: I only say that, Madam, as a physician who has looked at suicide, who has heard about it, who studied it. We have no control over it. Certainly knives, bathtubs, the lake, poison—perhaps the most frequent—it is because it is there. You say, "the availability". But, perhaps, if you choose the nasty versus the pleasant—why not take a good big overdose of something and sleep it out? I do not know.

Mrs. Holt: I would simply plead in ending, that the gun people would really help us by giving us positive suggestions. I have been speaking to gun clubs, and when they end their intransigence and their closed attitude toward us, they come up with very positive suggestions. This Committee is assigned to write amendments, and it would be most helpful if you could find ways to stop the unstable people from getting guns.

Dr. Johnston: Maybe I can reinforce what we are trying to say, Mrs. Holt. We would like to offer our assistance. Mr. Bush pointed out that we were not asked particularly. You have before you a national body recognized by the government as a sporting body. We are here to assist, and we would reinforce it. We will help, provided we are asked to help. We asked for permission to appear today. We have appeared. In conclusion—I know the Chairman wishes to adjourn—I would say, thank you. Our help is there, and we are most grateful for this opportunity of presenting it. But, in the future—and I speak to you as a parliamentarian—we will be only too pleased to help voluntarily, not as professionals, volunteers.

The Chairman: Ladies and gentlemen, I know you would want me to extend your thanks to Mr. Bush and Dr. Johnston and the Shooting Federation of Canada. Thank you very much, gentlemen. The meeting will recess until 3.30 this afternoon.

[Interpretation]

Mme Holt: Mais s'il faut plus de temps pour réaliser pareil projet, il y a des chances qu'on ne le fasse pas. Une arme à feu permet d'agir rapidement. Un couteau est plus désagréable et pour ce qui est de sauter d'un pont, il faut d'abord en trouver un.

Dr. Johnston: Se tuer est un signe de dérangement mental.

Mme Holt: Mais il faut quand même du temps.

Dr. Johnston: Oui évidemment.

Mme Holt: Et si le temps s'écoule cela vous permet de réfléchir.

Dr. Johnston: Les statistiques nous montrent que de nombreuses personnes décident malheureusement de se suicider. Ceux et ils sont nombreux qui se noient dans les lacs choisissent une mort lente et difficile. Nous ne pouvons pas les en empêcher. Nous devons reconnaître que l'esprit humain échappe à tout contrôle, et surtout aux lois.

Mme Holt: Pas du tout.

Dr. Johnston: Je parle en tant que médecin qui a étudié et qui a entendu parler des suicides. Or le suicide échappe à tout contrôle. Le plus souvent on utilise pour se tuer des couteaux, une baignoire, l'eau du lac ou du poison car ce sont sans doute les moyens les plus faciles à trouver. S'il s'agit de choisir entre un moyen plus ou moins agréable, pourquoi ne pas avaler une grosse dose de somnifères et s'endormir?

Mme Holt: Je voudrais dire pour finir que les clubs de tir nous rendraient un grand service s'ils nous présentaient des suggestions positives. J'ai parlé à des membres de clubs de tir et lorsqu'ils veulent bien oublier leur intransigence et leur opposition butée, ils nous donnent des suggestions très utiles. Le Comité a été invité à rédiger des amendements au bill et c'est pourquoi vous nous seriez d'une grande aide si vous pouviez nous aider à trouver des moyens pour empêcher les instables de se procurer des armes à feu.

Dr. Johnston: Nous tenons certainement à vous aider madame Holt, mais comme M. Bush vous l'a expliqué, on ne nous l'a pas demandé. Nous représentons une association nationale reconnue par le gouvernement en tant qu'association sportive. Nous ne demandons pas mieux que de vous aider mais il faut que vous nous en fassiez la demande. Nous avons demandé à comparaître devant vous aujourd'hui. Je sais que le président tient à lever la séance et c'est pourquoi je vais vous remercier. Nous vous sommes très reconnaissants de nous avoir donné l'occasion d'exprimer notre point de vue. À l'avenir nous nous ferons un plaisir de vous aider mais à titre bénévole et non pas en tant que professionnels.

Le président: Mesdames et messieurs, en votre nom je remercie M. Bush le Dr Johnston et l'Association de tir du Canada. Je vous remercie messieurs. La séance est levée jusqu'à cet après-midi 15 h 30.

[Texte]

AFTERNOON SITTING

• 1542

The Chairman: The meeting will come to order. We took a brief recess to gather further resources. Here we are back, and our witnesses this afternoon are the Responsible Alberta Gun Owners.

Mr. Towers: All Alberta gun owners are responsible.

The Chairman: I do not doubt that that is true, Mr. Towers, but these ones have chosen that title.

We have Mr. Heiman, the Director, but the principal presentation will be made by Mr. C. F. Barrigan, the Managing Director. I call on him to begin his presentation. Mr. Barrigan.

Mr. Woolliams: Are these fellows armed or unarmed?

Mr. C. F. Barrigan (Managing Director, Responsible Alberta Gun Owners): Mr. Chairman; members of the Committee: in this presentation of evidence we would like to introduce ourselves, our organization and who and what we represent. I intended to circulate copies of this presentation; I hope you all have them. Have you?

The Chairman: I am sorry. I was just asking who the witnesses were. Yes, we all have them, I had them circulated, Mr. Barrigan.

Mr. Barrigan: Thank you. We will paraphrase our brief, which you have previously received. Then we would like to digress into generalities concerning the desirable and undesirable aspects of the gun controls portion of Bill C-83; then we will go into possible effects and side effects of the bill on the citizenry; and then into some alternate suggestions, which might indicate amendments to the bill.

My name is Frank Barrigan. I recently retired from the manufacturing business. I probably have as much knowledge about all aspects of the firearms enthusiast's activities as anyone you could meet and I am Managing Director of Responsible Alberta Gun Owners.

My colleague is Erv. Heiman, who is also a director of R.A.G.O., a firearms enthusiast as well as a gunsmith and a firearms dealer. He will also answer questions.

R.A.G.O. was formed in August 1975, as a group dedicated to education in responsible gun ownership, and to represent responsible gun owners in the areas of monitoring gun control legislation and influencing individual reaction to legislative action along intelligent and responsible lines.

We presently have a large, active and growing membership from coast to coast, including a number of firearms enthusiasts' organizations whose total membership, or representations, could easily number one quarter of a million. One of these organizations of over 200 members has voted the cost of one our air fares to this meeting; one of our Fish and Game Associations, with 22,000 members, has voted special funds for expenses—each of these expecting that only one of us would attend this Committee. It has been indicated further that other groups intend to pick up any deficits.

[Interprétation]

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Le président: La séance est ouverte. Nous avons fait une pause pour rassembler nos troupes et nous voilà revenus avec les témoins de cet après-midi, qui représentent les *Responsible Alberta Gun Owners*.

M. Towers: Tous les propriétaires de fusils de l'Alberta sont dignes de confiance.

Le président: Je n'en doute pas, monsieur Towers, mais ceux-ci ont choisi cette raison sociale.

Nous avons M. Heiman, qui est directeur, mais c'est le gérant-directeur, M. C. F. Barrigan, qui va faire l'exposé. Je lui donne maintenant la parole. Monsieur Barrigan.

M. Woolliams: Ces gens sont-ils armés ou désarmés?

M. C. F. Barrigan (directeur-gérant de l'Association Responsible Alberta Gun Owners): Monsieur le président, messieurs les membres du Comité, avant de vous faire mon exposé, je désire vous présenter notre organisme et les gens que nous représentons. Je voulais faire distribuer des exemplaires de cet exposé, j'espère que vous les avez?

Le président: Excusez-moi. Je me demandais qui étaient les témoins. Oui, nous les avons, je les ai distribués, monsieur Barrigan.

M. Barrigan: Merci. Je vais vous faire un résumé du mémoire qui a été distribué, puis je passerai à des généralités qui portent sur les aspects souhaitables et non souhaitables des dispositions du bill C-83 relatives au contrôle des armes à feu. J'aborderai ensuite les effets possibles de ce bill sur les citoyens puis je vous ferai certaines suggestions qui pourraient conduire à des amendements au bill.

Je m'appelle Frank Barrigan. J'étais industriel de mon état, et je viens de prendre ma retraite. Je connais sans doute les activités des amateurs d'armes à feu aussi bien que n'importe qui et je suis directeur-gérant de l'Association *Responsible Alberta Gun Owners*.

Mon collègue M. Erv Heiman, qui est également directeur du RAGO; il est de plus, passionné d'armes à feu et d'ailleurs il en vend. Il répondra également à vos questions.

Constitué en août 1975, le RAGO a pour objectif d'éduquer les propriétaires d'armes à feu et de les représenter pour exprimer leur point de vue en matière de législation sur le contrôle des armes à feu ainsi que d'orienter de façon intelligente les réactions des particuliers face à la législation en matière d'armes à feu.

Le nombre de nos membres ne cesse d'augmenter et ils sont de partout au Canada. Parmi nos affiliés, nous comptons un certain nombre d'organismes regroupant des amateurs d'armes à feu; je parle d'environ un quart de millions de personnes. L'un de ces organismes, qui regroupe plus de 200 membres a financé notre voyage en avion; l'un de nos associations de chasse et pêche qui compte 22,000 membres nous a voté des crédits spéciaux pour nos dépenses—chacun de ces organismes s'attendait à ce qu'un seul d'entre nous assiste à ce Comité. De plus, d'autres groupes ont manifesté l'intention de compenser le déficit, le cas échéant.

[Text]

Our brief outlines our objectives, the objectives of R.A.G.O., on page 1.

• 1545

Page 2 consists of a gathering of opinions about gun control legislation in particular and law making in general, some of which are legal opinions and some of which originate within our own or related organization study teams.

Page 3 outlines why gun controls do restrict lawful ownership of property.

Pages 4 and 5 are one of our mailing pieces, referring to the obligations of responsible gun ownership, and circulated to our membership prior to the introduction of Bill C-83.

On page 6, we indicate our concurrence in principle with the portions of the bill relating to dangerous offenders, wiretapping, changes in the parole system and proposed Sections 98 and 105.

We then go on to point out our basic disagreement with the bill in that (1) it is directed at the law abiding, (2) it is redundant in definitions, (3) it restricts the entry of young people into a healthy recreational activity, (4) the guarantor aspect is unsound, (5) the structuring of the licensing procedure could lead to the creation of impossible obstacles by bureaucratic degree, whim or prejudice, and (6) it avoids the possibility or the potential of falsification or counterfeiting of licences with dire consequences to vendors.

We would like to interject at this point that in our opinion this bill is essentially "government by regulation by order in council."

We would now like to point out our objections to the repetitive aspects of the licensing and registration sections.

Regarding registration, we now have in effect a registration system that has been in existence since 1935, which the government recognizes as having been effective in handgun control and which they now propose to scrap, replacing it with a new system at an unstated cost per each item to the owner and for an unstated period of time, not to exceed five years, to be repeated after such a period of time at repeated cost. Is it not logical to assume that an inanimate object, once identified by registration of serial number, et cetera, will continue to be identifiable throughout its existence? Is it not logical to assume that the existing system need not be abandoned and replaced at great cost?

The same logic should apply to licensing. Obviously, the purpose of licensing is to determine that licensees are not unfit to own firearms. Once a person has been identified as a responsible person, is it not reasonable to assume that he will remain so until proven to be otherwise, in which case he would deserve, and normally receive, special attention from the authorities? What purpose, except to harass the individual or to support a bureaucratic machine, is to be served by issuing a licence for an unstated period of time and then subjecting a law-abiding person to the same or possibly more onerous rigmarole at repeated cost and inconvenience?

[Interpretation]

A la page 1 de notre mémoire, sont énumérés nos objectifs, donc ceux de RAGO.

La page 2 contient une série d'opinions sur les lois de réglementation des armes à feu en particulier l'adoption des lois en général; celles-ci proviennent soit de sources juridiques, soit d'un groupe d'étude et de ceux de nos organismes affiliés.

A la page 3, nous expliquons en quoi le contrôle des armes à feu porte atteinte au droit de propriété.

Les pages 4 et 5 contiennent une circulaire que nous avons envoyée à nos membres avant l'introduction du Bill C-83; cette circulaire décrit les obligations qui incombent aux propriétaires d'armes à feu.

A la page 6, nous approuvons en principe les parties du bill consacrées aux délinquants dangereux, aux tables d'écoute, aux modifications au système de libérations conditionnelles et au projet d'articles 98 et 105.

Nous expliquons ensuite que nous ne sommes pas d'accord avec le bill parce que premièrement il s'adresse à des citoyens respectueux des lois; deuxièmement, il comprend des définitions inutiles; troisièmement, il empêche dans une certaine mesure les jeunes de s'engager dans une activité récréative saine; quatrièmement les garanties ne sont pas fondées; cinquièmement, la procédure de permis permettrait à l'administration, aux caprices ou aux préjugés de susciter des obstacles insurmontables; et, sixièmement on n'aborde pas la possibilité de falsification ou de contrefaçon des permis avec les graves conséquences que cela comporte pour les vendeurs.

A notre sens, ce bill est avant tout une mesure de «gouvernement par réglementation par décret en conseil.»

Les articles relatifs au permis et à l'enregistrement se répètent inutilement.

Au sujet de l'enregistrement, nous avons actuellement un système qui existe depuis 1935 et que le gouvernement reconnaît avoir été efficace pour le contrôle des armes à feu; on se propose aujourd'hui de le remplacer par un nouveau système à des coûts non déterminés pour le propriétaire d'armes à feu et pour une période non déterminée qui ne doit pas dépasser 5 ans mais qui pourra être reconduite moyennant nouveau paiement. N'est-il pas logique de penser qu'un objet inanimé identifié par l'enregistrement d'un numéro de série, etc., restera indéfiniment identifiable? N'est-il pas logique de penser que le système actuel n'a pas besoin d'être remplacé à grands frais?

La même logique s'applique aux permis. De toute évidence, ces permis servent à déterminer que la personne qui se sert d'armes à feu est capable de le faire. Lorsqu'une personne a été jugée digne de confiance, n'est-il pas logique de penser qu'elle le restera jusqu'à preuve du contraire et dans ce cas, les autorités seraient tout à fait justifiées d'intervenir? Si l'on ne cherche pas à brimer l'individu et à défendre des rouages administratifs, à quoi servirait d'émettre un permis pour une période non déterminée pour soumettre ensuite une personne parfaitement respectueuse de la loi à une comédie peut-être encore plus coûteuse et inutile?

[Texte]

Respecting fully-automatic weapons, which will now become prohibited with no provision for compensation, there are 4,080 privately or museum-owned pieces with 800 owners in Canada and there is no record of any of these collection items ever having been involved in crime. They present no problem—past, present or future.

Why would it not be sufficient and expedient that they remain as restricted and registered weapons under the existing system, but that the owners be requested to remove some vital part of the firing mechanism and store same remote from the weapon and that conveyance permits be issued only in form C301 for a stated purpose and time?

In this light, an amendment to prohibit the importation or manufacture of fully-automatic weapons, except under express permission of the Commissioner, would be in order.

This would allow arming of the police and the military and the completion of historical or representative collections.

We would now like to go into possible side effects of the licensing requirements of the bill.

• 1550

What will be your individual reaction to the following potential situation?

1. New Canadians, particularly from Communist-dominated countries, may be purchasing and hiding—even burying—guns and ammunition of military calibres.

Mr. Fox: I wonder if you could tell us where you are in your brief?

Mr. Barrigan: I am on page 5.

Mr. Fox: Page 5, thank you.

Mr. Barrigan: Not in the brief, in the presentation.

Mr. Fox: The presentation.

Mr. Barrigan: Yes. In the presentation, page 5. If you do not have the presentation I can provide you with a copy of it if you like.

The Chairman: I am sorry, I thought they had been distributed when you were asking earlier. Well they are available only in English but for those who want them, they are available.

Mr. Fox: I am sorry, Mr. Chairman, for the interruption.

Mr. Barrigan: I am at the top of page 5. I will start from there if you like. From the top of page 5.

What will be your individual reaction to the following potential situations:

1. New Canadians, particularly from Communist-dominated countries, may be purchasing and hiding—even burying—guns and ammunition of military calibres. This is not to exclude many law-abiding natural-born or naturalized citizens.

[Interprétation]

Quant aux armes entièrement automatiques qui seront maintenant interdites sans qu'une compensation soit accordée, il existe au Canada 4,080 pièces de ce genre qui appartiennent à 800 propriétaires privés ou musées et l'on n'a jamais entendu dire que ces collections aient été utilisées pour commettre un crime. Elles ne présentent pas le moindre danger, passé, présent ou futur.

Pourquoi ne suffirait-il pas de leur conserver leur statut actuel d'armes spéciales enregistrées? On pourrait demander aux propriétaires d'enlever un élément indispensable du mécanisme et de le ranger à une certaine distance de l'arme; quant au permis de transport, il pourrait être accordé avec le formulaire C-301 et pour une période et un but déterminé.

Dans ce sens, un amendement visant à interdire l'importation ou la fabrication d'armes entièrement automatiques, sauf avec la permission expresse du commissaire, serait parfaitement acceptable.

Cela permettrait d'armer la police et les militaires, cela permettrait aux collectionneurs de compléter leur collection historique ou autre.

Passons maintenant aux effets possibles des dispositions du bill relatives au permis.

Que penserait chacun d'entre vous des situations hypothétiques suivantes:

1. Des Néo-Canadiens, originaires en particulier de pays sous domination communiste, achetant et cachant—enterant même—des armes à feu et des munitions de calibre militaire.

M. Fox: Pourriez-vous nous dire où vous en êtes dans votre mémoire?

M. Barrigan: A la page 5.

M. Fox: A la page 5, merci.

M. Barrigan: Pas du mémoire, de l'exposé.

M. Fox: De l'exposé.

M. Barrigan: Oui, de l'exposé, à la page 5. Si vous n'avez pas l'exposé, je peux vous en donner un exemplaire.

Le président: Excusez-moi, je croyais qu'il avait été distribué lorsque vous m'avez posé cette question tout à l'heure. Quoi qu'il en soit, il n'existe qu'en anglais, ceux d'entre vous qui en désirent un exemplaire peuvent l'obtenir.

M. Fox: Monsieur le président, pardonnez-moi cette interruption.

M. Barrigan: Je suis en haut de la page 5, je peux recommencer si vous le désirez. A partir du haut de la page 5.

Quelle sera votre propre réaction dans les éventualités suivantes:

1. Des Néo-Canadiens, originaires en particulier de pays sous domination communiste, achetant et cachant—enterant même—des armes à feu et des munitions de calibre militaire. Cela n'exclut pas un grand nombre de citoyens nés ou naturalisés Canadiens irrespectueux des lois.

[Text]

2. Many Western Canadians may now be hoarding guns and ammunition to the extent that they will have under their own control a supply to last from five years to a lifetime.

3. Many Canadians—farmers, trappers, Indians, Metis—who are lawful people will simply ignore the stipulations of this proposed act and will consequently become law breakers.

4. Many Canadians will, in all conscience, appear before the authorities with the adamant attitude that they refuse to be licensed, will welcome a sentence in lieu of a guilty plea and will insist that their families be placed on welfare rolls, thus plugging up our courts.

5. Are you prepared to accept the possibility of civil insurgence to this degree?

6. Are you prepared to accept the possibility that total licensing is virtually impossible and unenforceable?

In my own situation, I am the patriarch of a family group of 17 persons in our area, each one of whom either owns or has access to or use of firearms—or will upon reaching suitable age. Undoubtedly, I will become licensed provided I do not have to produce a list of owned firearms except restricted weapons, at what cost I do not know. I can predict four others in this family unit who will also become licensed. This will amount to five out of seventeen.

I live in a rural area and have as more or less immediate neighbours five families—all of which own firearms—comprising approximately twenty persons who I can predict will not become licensed voluntarily. This now amounts to five out of thirty-seven.

7. Can you accept the premise that every plumber, electrician, carpenter or other tradesman as well as contracting firms in the construction industry will have to be licensed on account of Ramset guns which discharge an extremely lethal projectile through a barrelled weapon or mechanism and use a live cartridge as a propellant.

8. How do you intend to license owners and operators of kiln guns which fire an 8 gauge charge in cement and brick plants; or killing guns in slaughter-houses?

If there is any possibility of an alternate to licensing, RAGO, in consultation with others, has done some preliminary work in outlining the format for a firearms owners' identification certificate. This material is available for study. RAGO and our associates believe that education is the answer to any identifiable problem in the lawful ownership of firearms and will continue to work in this direction.

To summarize, if licensing is inevitable, we suggest that the onerous portions of the bill be removed or amended.

1. That government by regulation or by Order in Council be abandoned.

2. That the inconveniences, onus and burden of proof on the law-abiding citizen be eliminated.

[Interpretation]

2. Dans l'Ouest, un grand nombre de Canadiens sont peut-être en train d'amasser des armes à feu et des munitions en quantité suffisante pour qu'elles durent de cinq ans à la durée d'une vie entière.

3. Un grand nombre de Canadiens—agriculteurs, trappeurs, Indiens, métis, qui sont respectueux des lois ne tiendront aucun compte des dispositions de ce projet de loi, contrevenant ainsi à la loi.

4. Un grand nombre de Canadiens, forts de leur bonne conscience, viendront de se faire délivrer un permis, insistant pour qu'on les condamne au lieu de plaider coupable et insistant pour que leurs familles deviennent bénéficiaires de l'assistance sociale, ce qui finira par surcharger nos tribunaux.

5. Êtes-vous prêts à accepter la possibilité d'une insurrection civile de cette ampleur?

6. Êtes-vous prêts à reconnaître qu'il est virtuellement impossible et inapplicable de donner des permis à tout le monde?

Personnellement, je suis le chef d'une famille de dix-sept personnes, chacune d'entre elles possède, a accès ou utilise des armes à feu ou le fera quand elle aura atteint l'âge voulu. Sans doute, on me délivrera un permis, à condition que je n'aie pas à fournir une liste des armes à feu que je possède, sinon celles de la catégorie spéciale; je ne sais pas à quel coût. Je sais déjà que quatre personnes de cette famille obtiendront un permis. Cela fera cinq sur dix-sept.

Je vis dans un district rural et mes voisins les plus proches sont cinq familles comptant en tout une vingtaine de personnes; elles possèdent des armes à feu et je sais déjà qu'elles ne demanderont pas un permis volontairement. Nous en sommes à cinq sur trente-sept.

7. Savez-vous que tous les plombiers, les électriciens, les menuisiers, entre autres, les entrepreneurs de construction devront obtenir un permis à cause de leurs pistolets Ramset qui lancent un projectile extrêmement dangereux par un canon ou autre mécanisme et dont la propulsion se fait à l'aide d'une cartouche.

8. Que ferez-vous pour donner des permis aux propriétaires et aux utilisateurs de pistolets de four qui lancent une charge de calibre 8, dans les fabriques de ciment et les briqueteries; et les pistolets tue-bétail dont on se sert dans les abattoirs?

Si l'on peut envisager une alternative à l'émission de permis, le RAGO en consultation avec d'autres, s'est livré à certains travaux préliminaires pour déterminer le contenu des certificats d'identification des propriétaires d'armes à feu. Ces documents sont disponibles. Le RAGO et nos associés estiment que l'éducation est la clé de tous les problèmes que peut poser le droit à la propriété légale d'armes à feu; nous continuerons à travailler dans ce sens.

Pour résumer, si les permis sont inévitables, nous voudrions que les dispositions onéreuses du bill soient supprimées ou modifiées.

1. Que le gouvernement par réglementation par décret et Conseil soit abandonné.

2. Que les inconvénients et le fardeau de la preuve imposé aux citoyens respectueux de la loi soient éliminés.

[Texte]

3. That it not be illegal for any person of any age to be in possession of a firearm under supervision.

• 1555

4. That definitions, regulations and clauses be made clear and concise and that bureaucratic or unilateral powers to delay, deny or impose restrictions be eliminated.

5. That the guarantor system be abandoned.

6. That licensing authority remain with the police under direction of the Commissioner rather than create a new bureaucratic machine.

7. That the system not be repetitive.

8. That the existing registration system be retained.

9. That fully automatic weapons remain classified as restricted.

10. That the cost of a licence to the applicant not exceed \$5.

11. That disclosure of ownership of firearms not be required.

12. That record-keeping by dealers be limited to firearms and live ammunition of current manufacture.

Ladies and gentlemen, we are not here professing to know all the answers. We are here to raise questions and possibilities, make points and suggest areas for amendment. We hope we have succeeded in this. Thank you very much.

The Chairman: Thank you, Mr. Barrigan.

The first questioner will be Mr. Eldon Woolliams.

Mr. Woolliams.

Mr. Woolliams: I am in very great sympathy with many of the points you have raised because a lot of it is repetitive and I say that with kindness and courtesy, too. We have had a lot of these points before from organizations, as the Chairman and other members of the Committee will appreciate, but before I make total agreement, there is one thing that I want to make clear as a member of the Committee and I speak individually. I do not like this legislation. I think it is badly drafted. I think the Minister begins to realize it is badly drafted and I think the Prime Minister, when he was interviewed on a call program by Miss Simma Holt, admitted he had never had so much mail and so many large lobbies. It has upset the community.

On the other hand, I would not go this far with you—you are from my own province and I would hope you would respect me on this...

Undoubtedly, I will become licensed provided that I do not have to produce a list of owned firearms.

I think you have to accept that we have a majority government and if we do not like what that majority government does we have an alternative as a democratic state to defeat them and change governments. However, if they do implement the law, would you not agree with me that whatever the law is, as a good citizen of the country, one must obey the law whatever it is?

[Interprétation]

3. Qu'il ne soit pas illégal, pour quiconque, à quelque âge que ce soit, de posséder sous surveillance une arme à feu.

4. Que les définitions, règlements et articles soient clairs et concis et que les pouvoirs administratifs ou unilatéraux de remettre, refuser ou imposer des restrictions soient éliminés.

5. Que le système de garanties soit abandonné.

6. Que la police, sous la direction du commissaire continue à accorder les permis sans qu'un nouveau mécanisme administratif ne soit créé.

7. Qu'il n'y ait pas de répétition dans le système.

8. Que le système d'enregistrement actuel soit conservé.

9. Que les armes entièrement automatiques restent dans une catégorie spéciale soumise à des restrictions.

10. Que le coût d'un permis ne dépasse pas \$5.00.

11. Que la déclaration de possession d'armes à feu ne soit pas obligatoire.

12. Que les dossiers des vendeurs se limitent aux armes à feu et munitions de série courante.

Mesdames et messieurs, nous ne prétendons pas connaître toutes les réponses. Nous sommes là pour soulever des questions, envisager des possibilités, expliquer notre point de vue et proposer des amendements. Nous espérons avoir réussi. Merci beaucoup.

Le président: Merci, monsieur Barrigan.

Je donne la parole à M. Eldon Woolliams.

Monsieur Woolliams.

M. Woolliams: Je suis d'accord avec vous sur beaucoup de choses que très souvent d'ailleurs, nous avons entendues je le dis sans vouloir vous offenser. Comme le président et les autres membres du Comité le savent, ces idées ont déjà été défendues par d'autres organismes, mais avant de me déclarer en accord complet avec vous, je voudrais préciser quelque chose en mon propre nom. Je n'aime pas ce projet de loi. A mon sens, il est mal rédigé. Le ministre commence à se rendre compte de ses défauts et le premier ministre, interviewé au cours d'un programme par M^{me} Simma Holt a reconnu qu'il n'avait jamais reçu tant de courrier et subi tant de pression. Cela inquiète la communauté.

D'autre part, je n'irai pas aussi loin que vous; vous êtes de ma propre province et j'espère que vous ne m'en voudrez pas; vous dites:

Sans doute j'obtiendrai une licence à la condition de ne pas devoir fournir une liste des armes que je possède.

Vous devez reconnaître que nous subissons un gouvernement majoritaire et si nous n'aimons pas cette situation, nous pouvons toujours battre le gouvernement et en changer. Quoi qu'il en soit, si cette loi est mise en vigueur, ne pensez-vous pas qu'un bon citoyen doit observer la loi quelle qu'elle soit?

[Text]

Mr. Barrigan: Thank you, Mr. Woolliams. I would say, speaking for myself as a law-abiding citizen, that I would obey the law regardless, but in my position—I represent people who telephone me and make representations—people say other things, which does not mean that RAGO condones this action. I could get much farther into that and I probably will have an opportunity to do so because I could illustrate many of the taxi calls that we get. However, when we start talking about disclosing ownership of firearms, we are talking about registration and this act is not purportedly to be registration, it is purportedly to be licensing.

Mr. Woolliams: Yes, but I am told by Mr. Basford, off record, that when they issue these licences—I agree with you that we should have had the regulations spelled out in the bill before we start carte blanche to approve a bill much of which is going to be made law by Cabinet. Parliament is giving the authority to a Cabinet to make in secret, unknown to the citizens and unknown to Parliament, a law that affects the Criminal Code. With that I am in total sympathy with you, but when you say:

Undoubtedly, I will become licensed provided that I do not have to produce a list of owned firearms

If this licence asks you so and so, and you must list your weapons, do I take it you would not apply for the licence?

Mr. Barrigan: As a person, I certainly would apply for the licence.

Mr. Woolliams: Then I guess that statement came out rather differently because it says:

Undoubtedly, I will become licensed provided that I do not have to produce a list of owned firearms

you would then do it.

Mr. Barrigan: I would.

Mr. Woolliams: Right, sir. Good. I am glad to hear that.

To get on with the more serious side of it, we will go to page 3 and that is where you have hit the points that I have a lot of sympathy with.

• 1600

We then go on to point out our basic disagreement with the Bill in that (1) it is directed at the law abiding, ...

How would you have any licence system if you did not include everybody, whether law-abiding or not law-abiding? Of course, my position is that the law-abiding citizens will conform to the act—that is why I asked the first question—and the damned law-unabiding citizens, those who want to break the law, will not. But how would you ever have a system where the law-abiding citizens are excluded?

I am the devil's advocate this afternoon.

Mr. Barrigan: I do not believe I am capable of answering that, Mr. Woolliams. Of course, we must go back to our premise. Our argument is accepting the inevitability that we will have a licensing system which we, of course, do not agree with in its present form.

[Interpretation]

M. Barrigan: Merci, monsieur Woolliams. Je suis moi-même un citoyen qui observe la loi et effectivement, j'observerai la loi quelle qu'elle soit. Mais je représente des gens qui me téléphonent, qui communiquent avec moi, des gens qui ont des opinions différentes, ce qui ne signifie pas que le RAGO approuve cette position. Je pourrais aller plus loin, et j'aurais probablement la possibilité de le faire. Je pourrais vous parler de tous les appels de taxis que nous recevons. Pourtant, le fait de déclarer les armes à feu que nous possédons, équivaut à un enregistrement et cette loi ne porte pas sur l'enregistrement mais sur l'émission de permis.

M. Woolliams: Oui, mais M. Basford m'a dit personnellement que lorsque ces permis étaient émis—Je suis d'accord avec vous, les règlements auraient dû être énoncés dans le bill avant que nous approuvions ces dispositions qui seront mises en vigueur par le Cabinet. Le Parlement donne au Cabinet le pouvoir d'adopter en secret, à l'insu des citoyens et du Parlement, une loi qui affecte le Code criminel. Ceci étant dit, je suis entièrement d'accord avec vous, mais lorsque vous dites:

Sans doute, j'obtiendrai un permis à la condition que je n'aie pas à déclarer les armes à feu que je possède.

Si dans le formulaire on vous demande une liste des armes que vous possédez, j'imagine que vous ne demanderez pas de permis?

M. Barrigan: Personnellement, je demanderai certainement un permis.

M. Woolliams: Dans ce cas, j'ai dû mal comprendre votre déclaration car je lis:

Sans doute, j'obtiendrai un permis à la condition qu'on ne me demande pas de déclarer la liste des armes à feu que je possède.

Vous avez l'intention de le faire.

M. Barrigan: Oui.

M. Woolliams: Très bien, parfait, je suis heureux de vous l'entendre dire.

Passons à un aspect plus sérieux, à la page 3, vous défendez là des idées qui me tiennent à cœur.

Nous soulignons ensuite notre désaccord fondamental avec le bill dans la mesure où (1) il vise les citoyens respectueux des lois ...

Comment peut-on avoir un système d'autorisation sans inclure tout le monde, les citoyens respectueux des lois et ceux qui ne le sont pas? Évidemment, je maintiens que les citoyens respectueux des lois se conformeront à cette loi, voilà pourquoi j'ai posé la première question, et les citoyens qui ne respectent pas les lois, ceux qui veulent contrevenir à la loi, ne le feront pas. Mais comment peut-on avoir un système qui exclut les citoyens respectueux des lois?

J'assume le rôle de l'avocat du diable cet après-midi.

M. Barrigan: Je ne crois pas être en mesure de répondre à cette question, monsieur Woolliams. Il nous faut revenir évidemment à notre prémisse. Notre argument est fondé sur l'acceptation de l'inévitable: nous aurons un système d'autorisation que nous, évidemment, n'acceptons pas sous sa forme actuelle.

[Texte]

Mr. Woolliams: What form would you choose?

Mr. Barrigan: We have spent a lot of time with associates preparing the format for another form which would serve a similar purpose but would not be mandatory; it would be a rewarding thing for those who comply. I head this up, and I have this material here: "Criteria for Responsible Firearms Owner's Identification Certificate". This would be useful to a firearms owner and would be a rewarding thing. It would be a thing he would like to acquire, but it would not be mandatory and it would not involve a central registry. By several means it would identify him as a qualified person to obtain a firearms owner's identification certificate that would serve a young person, for example, in the first acquisition of a hunting licence, for example, the first acquisition of a firearm, for example, or something of this nature, which could be tied to what has been recognized as the best deterrent to... One of the things quoted most often is the availability of a firearm. Someone who walks in off the street in a fit of passion can buy a firearm and commit a crime with it. This would lend itself to the formation of a 24- or 48-hour waiting period for the purchase of a firearm except possibly to a person who is personally known as a responsible person to the vendor or something like this, which would give a vendor an out if he did not like to sell a firearm to this person.

Mr. Woolliams: Do you think all vendors in this free enterprise system—and I am a free enterpriser—in all areas, especially in big urban centres, are that responsible or are going to be able, even if they are very responsible, to police it? I take it this certificate or whatever you have would not be obligatory, but if you had it it would be something; it would be like a credit card—you pay your bills. Is that what you are talking about?

Mr. Barrigan: Essentially, but you have done certain things that authorize you to own this identification certificate.

Mr. Woolliams: Would that do anything, really? Maybe 80 per cent would not comply with that, would not worry about it. Would it do anything at all? If gun control has any use at all—and I have great doubts about this bill in all of its aspects—if gun control is going to do anything and you have just that system, do you think it would do anything at all?

Mr. Barrigan: I think it would be much more acceptable.

Mr. Woolliams: Oh, it would be acceptable, but would it do anything?

Mr. Barrigan: I wonder if I could ask you a question. What do you really expect that the licensing system is going to do?

Mr. Woolliams: I have already made myself very clear. I proposed a motion in the House that the bill not be read a second time because I did not think it would do much. But if we are going to have anything I think it would do more, if it does anything at all—and I think it does take on the law-abiding citizens—than a system that is on a sort of voluntary basis. With the greatest respect, I do not think that would do anything at all. I do not know how much the

[Interprétation]

M. Woolliams: Quelle formule choisiriez-vous?

M. Barrigan: Nous avons consacré beaucoup de temps avec mes associés à préparer une autre formule qui répondrait aux mêmes objectifs, mais sans être obligatoire; cette formule serait à l'avantage de ces utilisateurs. J'ai ce document entre les mains; «Critères d'un certificat d'identification des propriétaires d'armes à feu responsables». Ce serait utile pour les propriétaires d'armes à feu et un avantage. Ce dernier chercherait à obtenir ce certificat, mais le certificat ne serait pas obligatoire et il n'y aurait pas de registre central. Divers moyens seraient utilisés pour identifier cette personne comme étant qualifiée à obtenir un certificat d'identification de propriétaire d'arme à feu qui pourrait servir, par exemple, dans le cas d'un jeune, à l'acquisition d'un premier permis de chasse, ou, par exemple, à l'acquisition d'une première arme à feu, ou autre chose du genre. La formule serait en fonction d'un principe reconnu comme étant le meilleur moyen de décourager... L'une des questions dont on parle plus souvent est celle de la disponibilité des armes à feu. Quelqu'un peut entrer dans un magasin, fou de rage acheter une arme à feu et s'en servir pour commettre un crime. Cette formule permettrait d'avoir une période d'attente de 24 ou 48 heures avant l'achat d'une arme à feu, exception faite peut-être d'un acheteur que connaît personnellement comme une personne responsable le vendeur ou quelque chose du genre, ce qui donnerait une porte de sortie au vendeur qui ne veut pas vendre une arme à feu à un individu.

M. Woolliams: Pensez-vous que tous les vendeurs dans un tel régime de libre entreprise, et je suis en faveur de la libre entreprise, dans toutes les régions, particulièrement les grands centres urbains, sont aussi responsables que cela ou seront en mesure, même s'ils sont très responsables, d'assurer cette application? J'en conclus que ce certificat ne serait pas obligatoire, mais l'obtenir serait un avantage; ce serait un peu comme une carte de crédit avec laquelle on paie ses factures. Est-ce de cela dont vous parlez?

M. Barrigan: Essentiellement, oui, mais il faudrait accomplir certaines actions qui nous autoriseraient à posséder ce certificat d'identification.

M. Woolliams: Est-ce que cela donnerait vraiment quelque chose? Il est possible que 80 p. 100 des gens ne le fassent pas, ne s'en inquiètent pas. Cette formule accomplirait-elle quelque chose? Si le contrôle des armes à feu peut être utile, et j'ai de sérieuses réserves quant à ce bill sous tous ses aspects, si le contrôle des armes à feu peut faire quelque chose, et vous n'avez que ce système, pensez-vous qu'il permettrait d'accomplir quelque chose?

M. Barrigan: Je pense que cette formule serait beaucoup plus acceptable.

M. Woolliams: Elle serait acceptable mais accomplirait-elle quelque chose?

M. Barrigan: Puis-je vous poser une question? Qu'attendez-vous vraiment du système d'autorisation?

M. Woolliams: Je me suis très clairement exprimé. J'ai proposé une motion à la Chambre à l'effet que le bill ne soit pas lu une deuxième fois parce que je ne pense pas qu'il accomplisse beaucoup de choses. Toutefois, si nous devons avoir un système, je pense que celui-ci pourrait faire plus, si jamais il faut quelque chose, et je crois qu'il vise également les citoyens respectueux des lois, qu'un système établi sur une base volontaire. Sauf votre respect,

[Text]

other would do, but that would do less. However, I do not want to get into an argument with you.

Mr. Barrigan: I might just go on a little further with that. We do not believe a licensing system in itself is going to do any good, particularly in the area of crime control.

• 1605

Mr. Woolliams: Then what you really should be recommending is that the whole bill be scrapped.

Mr. Barrigan: If we had our choice; but we cannot do that at present.

Mr. Woolliams: We do not know that yet. We are working on it.

Mr. Barrigan: However, what we do believe in, Mr. Woolliams, is that education and the responsibilities of gun ownership, broad education that reaches the masses, reaches people who do not belong to gun clubs, is the answer to responsible ownership of firearms.

Mr. Woolliams: There have been many weaknesses pointed out but, unfortunately, you are not in a position to know the ones that all the members on this side, anyhow, pointed out. But the one thing they have pointed out—and I have to see some merit in it—that in a big urban centre, a crackpot rushes in to buy a gun and, under your system, the fellow would be a responsible retailer and he would likely prevent that. That retailer in the big urban centre does not know his clientele as they do out in little towns, say, in Alberta. You know everybody for 30 miles around and the 2,000 people in the town, more or less. So you would be able to prevent that person from buying that gun at that moment. That is the one point in the legislation that may have some merit.

Mr. Barrigan: If he did not have a licence.

Mr. Woolliams: Yes.

Mr. Barrigan: But if he has a licence, who is to say that he is responsible?

Mr. Woolliams: Well, that would be a matter of how he obtained that licence.

Now, I agree with you that the definitions are redundant. I do not want to repeat what I have said about the definition of ammunition. They have promised me that it will be changed. I do not know. It is very difficult to define ammunition. They have people working on it. But this definition, of course, means any components or elements or part of a bullet or pellet or cartridge.

I can see what you mean by redundant. In most homes, draperies are weighted by pellets; the ashtray, the grandfather clock—there are many other things that use pellets in commercial use other than firearms and that would come under the definition of ammunition. That is what you mean by: the definition sections that are redundant.

Mr. Barrigan: That is right.

Mr. Woolliams: Are there any other definitions that you think are redundant?

[Interpretation]

je ne pense pas que votre formule puisse accomplir quoi que ce soit. Je ne sais pas ce que pourra faire l'autre formule, mais la vôtre accomplira moins. Je ne veux toutefois pas me lancer dans une discussion avec vous.

M. Barrigan: Je pourrais peut-être faire une autre remarque. Nous ne croyons pas qu'un système d'autorisation en soi puisse être utile, surtout dans le domaine du contrôle de la criminalité.

M. Woolliams: Vous recommandez donc en fait que le bill soit abandonné.

M. Barrigan: Si nous avions le choix, mais nous ne pouvons le faire à l'heure actuelle.

M. Woolliams: Nous ne le savons pas encore. Nous y travaillons.

M. Barrigan: Nous croyons toutefois, monsieur Woolliams, que l'éducation, que la responsabilité dans la propriété des armes, une éducation générale qui atteint les masses, qui atteint les gens qui ne sont pas membres d'une association de propriétaires d'armes à feu, constituent la réponse à la possession responsable des armes à feu.

M. Woolliams: De nombreuses faiblesses ont été soulignées, mais vous n'êtes malheureusement pas en mesure de savoir quelles sont celles indiquées par les députés de notre côté. Ils ont néanmoins souligné une chose, et j'y vois un certain mérite, c'est que dans un grand centre urbain, un fou peut aller s'acheter une arme et, grâce à votre système, le détaillant responsable pourrait sans doute l'en empêcher. Le détaillant dans un grand centre urbain ne connaît pas sa clientèle comme le détaillant d'une petite ville de l'Alberta, par exemple, où ce dernier connaît tout le monde à 30 milles à la ronde et les 2,000 résidents du village. Il serait donc possible d'empêcher cet individu d'acheter une arme à ce moment-là. C'est là un aspect du bill qui a peut-être du mérite.

M. Barrigan: S'il n'avait pas un permis.

M. Woolliams: Oui.

M. Barrigan: Mais s'il a un permis, qui doit dire qu'il est responsable?

M. Woolliams: Il s'agirait de savoir comment il a obtenu ce permis.

Je conviens par ailleurs avec vous que les définitions sont redondantes. Je ne veux pas répéter ce que j'ai dit à propos de la définition des munitions. On m'a promis qu'elle serait modifiée. Je ne sais pas. C'est très difficile de définir des munitions. Des spécialistes y travaillent. Cette définition englobe évidemment de nombreux éléments qui font d'une balle, d'un plomb, d'une cartouche.

Je vois ce que vous voulez dire par redondant. Dans la plupart des foyers, les draperies sont plombées; des cendriers, l'horloge grand-père, il y a de nombreux objets qui utilisent des plombs à des fins commerciales autres que les armes à feu et ces objets tomberaient sous le coup de la définition des munitions. Voilà ce que vous voulez dire lorsque vous affirmez que les définitions sont redondantes.

M. Barrigan: C'est exact.

M. Woolliams: Y a-t-il d'autres définitions qui sont à votre avis redondantes?

[Texte]

Mr. Barrigan: Well, the definition of firearm, of course, is redundant.

Mr. Woolliams: Why do you think that?

Mr. Barrigan: The only vital part of a firearm, really, that is not replaceable is the frame, the operating mechanism of a firearm. Anything else can be replaced easily with simple tools. I think the definition of a firearm as it exists in the Criminal Code is a good definition.

Mr. Woolliams: I am thinking of the days of prohibition. My people came from overseas, like many people, and their liquor—well, you could go in and buy it if you wanted it. After they had been out here about 10 years they brought in prohibition. There was just as much whiskey sold at drug stores, behind livery barns, and out of garages as there is out of beer parlours and lounges today. So what you are saying is that when you make a law like this, you might be able to legislate certain things but you cannot legislate morality or personal habits.

Now, what would you replace this guarantor with? You say that it is unsound. I am not satisfied with it but I would like to get some ideas because we are preparing amendments. What would you replace it with?

I have a couple of guns, a couple of shotguns, and I have to get a licence if this bill goes through. I go to my two neighbours next door. They may know a lot of my bad habits but they know that I am not going to knock the chimney off or knock somebody over, so they sign, and I go down and get my licence. What would you replace this with?

Mr. Barrigan: I think I would replace it by leaving the licensing authority in the hands of the police departments under the direction of the Commissioner of the Royal Canadian Mounted Police. An applicant for a licence would have to go through the same thing that an applicant for a registration certificate for a handgun or a restricted weapon has to do today. He has to go through the computer system and if there is no record of any criminal activity or violent mental disorder, he is not unfit to own a firearm.

• 1610

Mr. Woolliams: There are 500,000 people in the city of Calgary and I question that many—I hope not. I do not know what kind of file they have on members of Parliament. I am told they have one. But for normal people—I do not know whether we are abnormal or not—I doubt whether there is a file on them at all. But there are a lot of people running around that, putting it in plain, ordinary, slang language, may be crackpots. They may be drunks or they may be alcoholics. They may not have any record. The police press a button and nothing comes out. So I do not know if that system would be—the police now do not have the machinery and I do not want them to have that machinery. I do not want to get into a Communist state where there is a card on everybody and they know the colour of his hair, his eyes, who he has visited and where he goes, and he has to get permission. I do not want the police to have all that kind of information, and they would have to have it to follow your system.

Mr. Barrigan: What makes you think this person you are talking about has any problem that you have to identify him, if he has no record?

[Interprétation]

M. Barrigan: La définition d'une arme à feu est évidemment redondante.

M. Woolliams: Pourquoi pensez-vous cela?

M. Barrigan: En fait, la seule partie vitale d'une arme à feu, qui n'est pas remplaçable, est l'affût, le mécanisme de l'arme à feu. Tout le reste peut être remplacé facilement avec des outils simples. J'estime que la définition actuelle d'une arme à feu dans le code criminel est bonne.

M. Woolliams: Je pense à l'époque de la prohibition. Mes ancêtres venaient d'outremer, comme beaucoup de gens, et ils pouvaient acheter de l'alcool comme bon leur semblait. Environ 10 ans après leur arrivée, il y a eu la prohibition. L'on vendait presque autant de whisky dans les pharmacies, à l'arrière des étables et dans les garages que l'on vend dans les brasseries et les bars aujourd'hui. En fait, vous prétendez que l'adoption d'une telle loi permet de légiférer sur certaines choses, mais elle ne permet pas de légiférer sur la moralité ou les habitudes d'une personne.

Par quoi remplaceriez-vous ce répondant? Vous dites que ce n'est pas sensé. Je n'en suis pas satisfait, mais j'aimerais avoir des idées car nous préparons des amendements. Par quoi le remplaceriez-vous?

J'ai quelque fusils et je devrai obtenir un permis si le bill est adopté. J'irai voir mes deux voisins. Ils connaissent peut-être un bon nombre de mes mauvaises habitudes, mais ils savent que je ne vais pas tirer sur la cheminée, ou sur quelqu'un; ils vont donc signer et j'irai chercher mon permis. Par quoi remplaceriez-vous cette formule?

M. Barrigan: Je crois que je la remplacerais en laissant l'autorité d'émission des permis entre les mains des services de police sous la direction du commissaire de la Gendarmerie royale du Canada. Celui qui demande un permis devrait suivre la même filière que celui qui veut obtenir un certificat d'enregistrement d'une arme de poing ou d'une arme à utilisation restreinte. Il faut faire une vérification par ordinateur; si l'intéressé n'a pas de casier judiciaire ni de casier comme déséquilibré mental violent, il n'est pas inapte à posséder une arme à feu.

M. Woolliams: La ville de Calgary compte 500,000 habitants et je me demande si beaucoup... j'espère que non. Je ne sais pas quel genre de dossier ils ont sur les députés. On me dit qu'ils en ont un. Mais pour les gens normaux, je ne sais pas si nous sommes anormaux, ou non, je doute qu'il y ait un dossier sur eux. Toutefois, il y a beaucoup de gens qui circulent en liberté et qui sont, pour s'exprimer vulgairement, des toqués. Ce sont peut-être des alcooliques, ou des ivrognes. Ils n'ont pas de casier. Le policier presse un bouton et rien ne sort. Je ne sais donc pas si ce système serait... la police n'a pas un tel système à l'heure actuelle et je ne veux pas qu'ils l'aient. Je ne veux pas en venir à un État communiste où il existe une carte pour chacun qui donne la couleur des cheveux, des yeux, qui l'individu visite et où il va et où il doit obtenir la permission. Je ne veux pas que la police ait ce genre d'informations et il faudrait qu'elle l'aie pour adopter votre système.

M. Barrigan: Pourquoi pensez-vous que ce quidam dont vous parlez a les problèmes que vous soulignez, s'il n'a pas de casier?

[Text]

Mr. Woolliams: The fact is that record alone is no criterion of safety in the use of firearms, or secondly the fact that he will not misuse them. For example, the kid—I do not think this bill would stop him—that shot up a school. Up until he did it, he had no record that he was going to be like that. But all of a sudden a human bomb drops and he gets into a certain frenzy and builds up to a certain psychotic state and goes out and shoots some of the students. What I am saying is that I do not think that system of the police would be any better than the guarantors, and it has weaknesses. That is all I am saying. Do you not agree with that?

Mr. Barrigan: I would suggest to you that tragedies, as you have mentioned them, are an ongoing fact of life. Unfortunately these tragedies—a lot has been made out of them, in some cases by unscrupulous persons and people who have an axe to grind. But I do not believe that we can legislate against tragedies. I would like to quote from the federal Law Reform Commission in their document *Our Criminal Law*. It is stated:

A naive belief that every problem can be solved by having a law against it has proliferated statutes, regulations and offences.

Mr. Woolliams: I think that is a good answer. I am inclined to agree with you on that. It is a very good answer, not because the Law Reform Commission said it but because I think it is the answer, and I am glad you made that. I think that is the answer.

I think I have your points now on what you would do. There are a couple of other things here. You suggest:

That it not be illegal for any person of any age to be in possession of a firearm under supervision.

I think we could set an age there. Could we not? I may be picking holes, but I think there are certain ages. Out on the farms kids do, with their fathers—at seven or eight, I guess—go out and shoot gophers. I did. I suppose that might—as long as they are under supervision. But when you say any age...

Mr. Barrigan: But where would you draw the line? Why would you say 16, 14, 12, or 10? I have five grandchildren. As soon as they reach the age where they express an interest—I have a large collection of firearms and I engage in all of the disciplines of shooting sports—in any of these items, an interest which is a viable interest, I am going to educate them in the safe use, handling and ownership of this tool, if you like. This is an object, and I would be doing my grandchildren or my neighbour's children or any child under my supervision a disservice by not acquainting them with this in the proper manner, so that they are safe when they do have their hands on such an object.

This same thing applies to a man who is 50 years of age or 60 years of age, who is retired and has suddenly developed an interest in one of these activities. He needs to be instructed or lectured in safe ownership, responsible ownership, of firearms, because they can be a dangerous tool. This man is just as susceptible to making mistakes with that tool as that 10-year old. Why place an age on it? A child achieves an age in different ways, at different times.

[Interpretation]

M. Woolliams: C'est un fait qu'un casier en soi n'est pas un critère de sûreté dans l'utilisation des armes à feu; en outre, rien ne prouve qu'il n'en abusera pas. Par exemple, je ne pense pas que ce bill aurait arrêté le jeune qui a déchargé son arme dans une école. Jusqu'alors, rien n'indiquait qu'il ferait cela. Soudainement, toutefois, comme une bombe humaine, il est devenu frénétique et est tombé dans un état psychotique dans lequel il est allé décharger son arme sur des étudiants. A mon avis, ce système de la police ne ferait pas mieux que les répondants et il a des faiblesses. Voilà tout ce que je dis. N'êtes-vous pas d'accord?

M. Barrigan: Je vous répondrai que les drames comme celui dont vous venez de parler, font partie de la vie. Malheureusement, ces tragédies ont été beaucoup utilisées dans certains cas par des individus sans scrupules et des individus qui voulaient en découdre. Je ne crois cependant pas que l'on puisse légiférer pour prévenir ces malheurs. J'aimerais citer un extrait du document *Notre droit criminel* de la Commission de réforme du droit fédéral. Il y est dit:

Une croyance naïve que tous les problèmes peuvent être réglés par l'adoption d'une loi a entraîné une prolifération des lois, des règlements et des délits.

M. Woolliams: Je pense que c'est une bonne réponse. Je suis plutôt d'accord avec vous sur ce point. C'est une très bonne réponse, non pas parce que c'est la Commission de réforme du droit qui l'a dit, mais parce que c'est selon moi la réponse pertinente; je suis enchanté que vous l'ayez faite. J'estime que c'est bien la réponse.

Je crois maintenant comprendre ce que vous feriez. Il y a quelques autres points. Vous dites:

Que ce n'est pas illégal pour un individu de tout âge de posséder une arme à feu sous surveillance.

J'estime que nous devrions fixer un âge. Ne pourrions-nous pas le faire? Je cherche peut-être les failles, mais j'estime qu'il y a des âges. A la ferme, les jeunes de sept ou huit ans vont avec leur père tirer des marmottes. Je l'ai fait. Je suppose que cela pourrait se faire à condition qu'ils soient sous surveillance. Toutefois, lorsque vous parlez de tout âge...

M. Barrigan: Mais où fixer la limite? Pourquoi direz-vous 16, 14, 12, ou 10 ans? J'ai cinq petits-enfants. Dès qu'ils atteignent l'âge où ils manifestent un intérêt, j'ai une grande collection d'armes à feu et je pratique toutes les disciplines du tir sportif... dans un de ces objets, un intérêt réel, je vais leur enseigner comment se servir, manier et posséder cet instrument, si l'on peut dire, de façon sûre. C'est un objet et je ne rendrais pas service à mes petits-enfants ou aux enfants de mon voisin, ou à tout autre enfant sous ma surveillance, si je ne les familiarisais pas avec cet objet de façon appropriée de façon à ce qu'ils soient en sécurité lorsqu'ils auront entre leurs mains un tel objet.

Il en va de même d'un homme âgé de 50, ou de 60 ans qui est à la retraite et qui s'intéresse tout à coup à une de ces activités. Il faut lui enseigner les principes de la possession sûre et responsable des armes à feu, car une arme peut-être un instrument dangereux. Cet homme est tout aussi susceptible qu'un enfant de 10 ans de faire une erreur avec cet instrument. Pourquoi imposer une limite d'âge? Un enfant atteint un certain âge de diverses façons à divers moments.

[Texte]

Mr. Woolliams: I cannot quite buy that, but I see your point. My time is up, sir, at the moment, and I do not like to go over it, because other people like to examine. So thank you very much for your answers; I found them very informative.

Mr. Barrigan: Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Woolliams. Mr. Fox and then Mr. Brisco.

Mr. Fox: Thank you, Mr. Chairman. First of all, I would like to perhaps reiterate what Mr. Woolliams said at the beginning, that a number of the arguments that are now coming before us on the part of the gun club are arguments that have been brought before the Committee a number of times. I would not really want to go through all the arguments we have gone through with everybody else, but I would like to pick up on some of the things that you have said.

I must say, however, that on the whole, when we look at the presentations that have been brought forward by the wildlife federations, by FARO, by your own association of Responsible Alberta Gun Owners, what one is struck by is that, as far as the general philosophy of responsible gun ownership is concerned, there does not really seem to be much of a difference in what people are aiming at in both the government's bill and your submissions.

I will admit, of course, that there is a great variance in the methodology of what you suggest is the proper way of doing it and the way the bill outlines. But on the whole, most of the responsible gun owners—Actually, the titles of your associations indicate that you are responsible gun owners, that you have seen to it that the people who are in your associations are people who are competent to handle weapons or people who in general are fit. It seems to me that out of all these submissions comes the fact that in general most of the groups are in favour of responsible gun ownership. They are in favour of the fact that people who are responsible gun owners, people who are competent to handle weapons and people who are fit, are the only ones who ought to be in possession of weapons.

One of the methods that you point out in your brief is education. I think you rely heavily on education. I would like to ask you the following question. While I agree that education is a very important thing, and I think the Minister of Justice and the Solicitor General have indicated that they wish to see a general campaign of educating people in the proper use of weapons mounted, what do you do in the interim period? If we are saying, "Let us educate gun owners," we are implying, I suppose, when we say that, that there are a number of people out there who are gun owners at the moment who are not necessarily responsible gun owners.

You may educate them, and I think you should have education programs to educate them in the long term, but what about the short term? Should you not try as a society to find out whether there are people who are incompetent and unfit and say that until they do become educated in the proper use of handling of weapons, you think they ought not to be in possession of weapons? Is this not implied in a certain way in your own presentation?

[Interprétation]

M. Woolliams: Je ne puis pas entièrement accepter votre argument, mais je le comprends. Mon temps est écoulé, monsieur, pour l'instant, et je n'aime pas prolonger, car d'autres veulent poser des questions. Je vous remercie donc sincèrement de vos réponses. Je les ai trouvées très enrichissantes.

M. Barrigan: Merci.

Le président: Merci, monsieur Woolliams. M. Fox, suivi de M. Brisco.

M. Fox: Merci, monsieur le président. J'aimerais d'abord peut-être réitérer les propos de M. Woolliams au début à l'effet qu'un certain nombre d'arguments qui nous sont présentés maintenant par les associations de propriétaires d'armes à feu sont des arguments qui ont déjà été présentés à quelques reprises au comité. Je ne veux pas vraiment reprendre tous les arguments dont nous avons discuté avec d'autres, mais j'aimerais revenir sur quelques déclarations que vous avez faites.

Dans l'ensemble, toutefois, je dois souligner qu'à l'examen des mémoires présentés par les fédérations de la faune, par la FARO, par votre propre association, la *Responsible Alberta Gun Owners*, l'on est frappé par le fait que la philosophie générale en matière de possession responsable d'armes à feu ne semble pas vraiment être très différente des objectifs visés dans le bill du gouvernement.

Je conviens toutefois qu'il y a une différence dans les méthodes que vous proposez comme étant adéquates pour atteindre cet objectif et les méthodes proposées par le bill. Dans l'ensemble, néanmoins, la plupart des propriétaires responsables d'armes à feu—En fait, le titre de votre association semble indiquer que vous êtes des propriétaires responsables, que vous vous êtes assurés que les membres de votre association sont des gens qui sont capables de manier des armes ou sont des gens qui sont en général aptes à le faire. Il me semble que tous ces mémoires ont en commun le fait que la plupart des groupes sont en faveur du principe de la possession responsable des armes. Tous conviennent que les gens responsables sont des gens aptes et capables de manier des armes sont les seuls qui devraient posséder des armes.

Vous soulignez dans votre mémoire qu'une façon d'atteindre cet objectif est l'éducation. J'estime que vous vous fiez trop à l'éducation. J'aimerais vous poser la question suivante. Je conviens que l'éducation est un élément très important, et je pense que le ministre de la Justice et le solliciteur général ont indiqué leur volonté d'établir une campagne générale d'éducation de la population dans l'utilisation appropriée des armes à feu, mais que proposez-vous de faire dans l'interim? Si vous dites: «Éduquons les propriétaires d'armes», je suppose que vous laissez entendre en ce disant qu'il y a un certain nombre de gens qui possèdent actuellement des armes et qui ne sont pas nécessairement des gens responsables.

Vous pouvez les éduquer et je pense que l'on devrait avoir des programmes d'éducation afin de le faire à long terme, mais que faire à court terme? En tant que société, ne devriez-vous pas essayer de savoir s'il y a des gens qui sont incompetents et inaptes à posséder des armes et déclarer que tant qu'ils n'auront pas été éduqués dans le maniement sur les armes, vous pensez qu'ils ne devraient pas posséder une arme? N'est-ce pas sous-entendu d'une certaine façon dans votre mémoire?

[Text]

Mr. Barrigan: I would agree with you, Mr. Fox, that there are some gray-line cases. There are people who are irresponsible, ignorant of safe handling, safe storage and so forth, ignorant of what is safe handling. There are some people who have had no education or really no experience. They just have got hold of firearms and use them in a irresponsible way.

But I believe if you check statistics that have been used you will find that 99.99 per cent of the firearms that are owned in Canada have never been, and supposedly never will be, involved in any sort of accident or crime.

• 1620

Mr. Fox: Might I just quote from page 10 of your own brief, where you refer to "varying degrees of misusers." And you go on to say that those in this group:

... do not educate their children in the proper use and respect of a firearm.

etc., etc., etc. It seems to me you are saying that there are people out there who are not responsible gun owners. You would like to see them caught, embodied in some sort of web that would, maybe, force them into an association such as yours where they would be obliged to follow courses, would be observed over a certain period of time and at the end of that period would be able to obtain a licence.

Mr. Barrigan: I would like to say, categorically, that the large percentage of people who are objecting to this are objecting to the mandatory aspects of it. They are objecting because they belong to the 99.99 per cent of people, and they are being inconvenienced for the sake of one-tenth of 1 per cent of the people.

We propose that an on-going system of education of making people aware of what these things are, what are the obligations of ownership, would do far more, at very little cost. We are talking about a very costly thing here, I am sure we are, extremely costly. It is going to be very costly to the owner, and it is going to be very costly to the taxpayer. We are suggesting an on-going educational program—which we have already embarked on. We are not embarking on a program that is necessarily so much one of competency as one concerned with responsibility, the obligations of ownership—what responsible ownership is.

Mr. Fox: I was reading page 4 of your brief, and I must say that on most of the items indicated there I would be in complete agreement with what you are saying. Many of the things there, particularly the part on safe storage and the handling of firearms, are in the act. It seems to me that the bill almost takes some of the standards that responsible gun clubs have developed over the years and is saying: these are the types of standards we ought to want to apply across the country.

Mr. E. Heiman (Director, Responsible Alberta Gun Owners): What we are afraid of in this particular bill is that this percentage that is not 0.999—whatever—that percentage will do nothing. If that percentage does nothing, nothing is gained.

Mr. Fox: The statistics used in front of this Committee seem to indicate that there are about 3 million gun owners in the country, and I think 1 out of 3 belongs to some form of responsible gun club or hunters' association and the others do not. I suppose one would then say: oh well, really

[Interpretation]

M. Barrigan: Je conviens avec vous, monsieur Fox, qu'il y a certains cas marginaux. Il y a des gens qui sont irresponsables, qui ne savent pas comment manier et entreposer sûrement, etc., les armes. Certaines personnes ne l'ont jamais appris ou n'ont aucune expérience. Ils se sont simplement procuré une arme à feu et ils l'utilisent de façon irresponsable.

Mais moi, je crois que les statistiques vous démontreront que 99.99 p. 100 des armes à feu possédées au Canada n'ont jamais été, et l'on peut supposer qu'elles ne le seront jamais, impliquées dans un accident ou un crime quelconque.

M. Fox: Puis-je vous citer un extrait de la page 10 de votre mémoire, où vous parlez des diverses sortes de gens qui en font un mauvais usage. Vous dites, à propos des membres de ce groupe:

Ils n'enseigneront pas à leurs enfants comment bien utiliser leur arme à feu et comment l'entretenir.

etc., etc., etc. Il me semble que vous dites qu'il y a des gens qui ne sont pas des propriétaires responsables d'armes à feu. Vous aimeriez les voir pris, attrapés dans une sorte de filet qui pourrait peut-être les obliger à s'inscrire dans une association comme la vôtre, où ils seraient obligés de suivre des cours, où ils seraient surveillés pendant un certain temps après quoi ils pourraient obtenir un permis.

M. Barrigan: J'aimerais dire de façon catégorique qu'un fort pourcentage des gens qui s'opposent à ce bill s'opposent aux aspects obligatoires. Ils s'y opposent parce qu'ils font partie du groupe de 99.9 p. 100 des gens et qu'on va leur causer des tracasseries pour ce un dixième de un pour cent de gens.

Nous proposons qu'il existe un système permanent d'éducation afin d'informer les gens sur la réalité des armes, les obligations de son propriétaire; ce système ferait beaucoup plus, à très bas prix. Nous discutons ici d'un projet très dispendieux, j'en suis convaincu, extrêmement dispendieux. Il sera très dispendieux pour le propriétaire et très dispendieux pour le contribuable. Nous proposons un programme permanent d'éducation, que nous avons déjà entrepris. Nous avons entrepris un programme qui n'est pas basé sur la capacité mais plutôt sur le principe de la responsabilité, des obligations d'un propriétaire d'armes à feu, sur la définition d'un propriétaire responsable.

M. Fox: Je lisais la page 4 de votre mémoire et je dois ajouter que je suis tout à fait d'accord avec la plupart des points que vous y soulevez. Beaucoup de ces questions, en particulier celles qui ont trait à l'entreposage, au maniement des armes à feu, se retrouvent dans la loi. Il me semble que le bill reprend presque certaines des normes que les associations responsables de propriétaires d'armes à feu ont élaborées au cours des ans. Le bill dit: Voici le genre de normes que nous devrions appliquer au pays.

M. E. Heiman (directeur, Responsable Alberta Gun Owners): Nous craignons que, par ce bill, ce pourcentage qui n'atteint pas 0.999 p. 100, ne fasse rien. Si ces gens ne font rien, rien n'est gagné.

M. Fox: Les statistiques utilisées au Comité semblent indiquer qu'il existe environ 3 millions de propriétaires d'armes à feu au Canada et je pense qu'une personne sur trois est membre d'une association de chasseurs, ou de propriétaires d'armes à feu, responsables; les autres n'en

[Texte]

we are mostly concerned with the people who have not been brought up in the proper way, educated in the proper way, so far as gun use is concerned—and not talking about this 0.9 or 0.1 per cent you are referring to.

I would like to get back to Mr. Barrigan's question on costs. I suppose he talked about costs. You say it is a prohibitively high-cost scheme, possibly because you do not see too many benefits deriving out of it. I suppose when you are looking at costs, you look at the possible benefits and then you make up your mind as to whether it is worth it or not. But I would still like to know why you think it would be of prohibitively high cost to ask a responsible hunter to get a licence that is going to cost him, say, five dollars a year—which is a figure that has been bandied about by officials in front of this Committee. What do you think about that level? Do you think that is a prohibitively high thing? Let us assume, for a minute, that it would prevent the loss of a certain number of lives in Canada next year. Perhaps you do not agree with it, but I have to make the assumption, let us assume that it will bring in to the fold a number of people who are not, at present, responsible gun owners and who may become so. Given those facts, would you consider \$5 a year too high a price to pay?

Mr. Barrigan: Certainly not. As a matter of fact, we have mentioned in our presentation that the cost should not exceed \$5 a year, because you can get a driver's licence for \$5. But with the bureaucratic machine, of which we can see the possibility, I cannot see where \$5 a year would cover it.

Mr. Fox: I do not know whether you have followed the hearings in front of this Committee, but those were figures compiled by the R.C.M.P.; it was their own analysis of the facts, as they see them.

Mr. Barrigan: I only read some place about how many man-years would be required at headquarters and how many man-years. . . I do not have those figures available. It seemed to me it amounted to some \$30 million, or something like that.

• 1625

Mr. Fox: That was for. . . well I am not too sure.

Mr. Barrigan: We are establishing this system.

Mr. Fox: But it broke down to \$5 a year per gunowner, not per weapon but per gunowner. Does that strike you as. . .

Mr. Barrigan: No.

Mr. Fox: . . . terribly high. So that would not be a major consideration in your objections to the bill.

Mr. Barrigan: No.

Mr. Fox: I would like to ask you, perhaps, to move onto page 4 of the memorandum that you read before the Committee, fully automatic weapons. I gather you feel that there is a case for sales of fully automatic weapons to individuals.

Mr. Barrigan: No, I would not put it that way. Personally, I am not interested in fully automatic weapons but I represent a great number of people some of whom do own fully automatic weapons, military collections and so forth. These people do not shoot these weapons. These people collect them for reasons of their own which are of no concern of mine and I do not believe of any concern to the community. They exist and they are not causing any prob-

[Interprétation]

font pas partie. Je suppose que l'on pourrait prétendre être surtout préoccupé par les gens à qui l'on n'a pas enseigné de façon appropriée ces questions d'utilisation d'armes à feu sans parler de ce groupe qui représente 0.9, ou 0.1 p. 100 de la population dont vous parlez.

J'aimerais en revenir à la question des coûts dont a parlé M. Barrigan. Je pense qu'il a parlé des coûts. Vous dites que c'est un projet dont les coûts élevés sont prohibitifs; vous le faites peut-être parce que vous n'y voyez aucun avantage. Je suppose que vous considérez les coûts et les avantages possibles et vous vous demandez si le jeu en vaut la chandelle. J'aimerais néanmoins vous demander pourquoi vous croyez que c'est à un coût prohibitif que vous demandez à un chasseur responsable d'obtenir un permis qu'il devra payer disons \$5 par année, qui est un chiffre proposé par les fonctionnaires au Comité. Que pensez-vous de ce montant? Pensez-vous que ce soit un montant prohibitif? Supposons un instant qu'il puisse prévenir la perte d'un certain nombre de vies au Canada l'année prochaine. Vous n'êtes peut-être pas d'accord, mais je dois le supposer; supposons que ce programme permette de rassembler un certain nombre de gens qui ne sont pas à l'heure actuelle des propriétaires responsables et leur permette de le devenir. Ceci dit, pensez-vous que ce soit trop cher de payer \$5 par année?

M. Barrigan: Absolument pas. En fait, nous avons dit dans notre mémoire que ce droit ne devrait pas dépasser \$5 par année, car on peut obtenir un permis de chauffeur pour \$5. Néanmoins, nous prévoyons toute la machine bureaucratique et je ne vois pas comment \$5 par année permettrait de couvrir les coûts.

M. Fox: Je ne sais pas si vous avez suivi les séances du Comité, mais la GRC a préparé une série de chiffres; c'était leur propre analyse de la situation, de leur point de vue.

M. Barrigan: J'ai lu un texte sur le nombre d'années-hommes qu'il faudrait utiliser à l'administration centrale. Je n'ai pas ces chiffres. Il me semble que cela représentait environ 30 millions de dollars, ou quelque chose du genre.

M. Fox: C'était pour je ne sais plus trop quoi.

M. Barrigan: Nous établissons ce système.

M. Fox: Mais cela représentait \$5 par année par propriétaire d'armes à feu, non pas par arme mais par propriétaire d'armes à feu. Pensez-vous que cela soit. . .

M. Barrigan: Non.

M. Fox: . . . très élevé? Ce ne serait donc pas un facteur d'importance dans vos objections au bill.

M. Barrigan: Non.

M. Fox: J'aimerais vous demander de passer à la page 4 du mémoire que vous venez de lire devant le Comité, où vous parlez des armes entièrement automatiques. Selon vous, l'on peut justifier la vente d'armes entièrement automatiques à des particuliers?

M. Barrigan: Non, je ne dirais pas cela. Pour ce qui me concerne, je ne m'intéresse pas aux armes entièrement automatiques, mais je représente un grand nombre de gens, dont certains possèdent de telles armes, des collections militaires, ainsi de suite. Ces gens n'utilisent pas ces armes. Ils les collectionnent pour des raisons personnelles, qui ne me concernent pas, et qui, à mon avis, ne concernent pas la collectivité. Ces gens vivent et ne causent aucun

[Text]

lems. What is the matter with leaving them as existing? We have suggested that there might be a safeguard of removing a vital part in case they are stolen.

Mr. Fox: I feel personally that that is a very meaningful suggestion. But, to get back to another one of your points on the use of regulations and Orders in Council, do you not think this is the type of thing that you can really put into the Criminal Code—that you can have a restricted weapon such as an automatic weapon except that a certain part has to be stored somewhere else? Do you not think it would be left to regulations to say, well, it is the breach lock, or whatever part that has to be stored separately? You really reject completely any use of regulations?

Mr. Barrigan: It depends, Mr. Fox. Quite frankly we read the explanatory notes of this bill which were provided to the media and then we read the contents of the bill and the wording of proposed Section 106.5, proposed Section 106.4(4) and so forth. They do not come out the same way. I believe it was quoted at one of these meetings that there are 27 sections or subsections which relate to regulations by Order in Council and that there are 13 people that authority could be delegated to across the country, 27 times 13. What you are asking our membership to do and they do not all think the same way as I do, I can only transpose some of their thinking, is to trust the government. Everybody is not necessarily trusting the government when one thing says one thing and the act says another thing. It is not specific and it is not clear and it is not concise.

Mr. Fox: I would agree with you that things that create say a criminal offence ought to be very clear, concise as you put it. But I suppose that some use of Orders in Council remain necessary in any form of legislation which requires detailed administration and examination. The practice of any government passing a bill like this if it were passed in the House should be to go out and meet with the gun associations before they draft the regulations, of course. If the normal practice is to meet with the responsible organizations, the organizations are going to be affected because in many cases they have the knowledge and the know-how and expertise to help the government draft the correct type of regulation.

Mr. Barrigan: It does not say that.

Mr. Fox: Well that is the normal practice, I think. In the industrial field be it textiles or chemicals, where a great deal of regulations are passed, that has always been the way of doing so. After that, if they are passed by the Governor in Council, they are referred to a parliamentary committee. I cannot really see that this type of regulation would just pass by the wayside without anybody noticing it. I can imagine after the way these hearings have gone that the first thing that would happen would be that every gun club in the country through their member of Parliament would receive a copy of the regulations. There would be lengthy hearings in front of the House Committee which examines these regulations if they thought that the regulations did not conform to the act or if the members did not agree with them. However, I take your point that you think there is too much regulation-making power in the present bill as it is drafted.

I would like to ask a question which arises out of something on page 8 of your brief . . .

[Interpretation]

problème. Pourquoi ne pas les laisser vivre? Nous avons suggéré que l'on prenne des mesures de garanties en enlevant une partie vitale au cas où il y aurait vol.

M. Fox: Selon moi, c'est là une suggestion très valable, mais pour en revenir à un autre de vos arguments au sujet de la réglementation et des décrets du conseil, ne pensez-vous que c'est justement le genre de chose que l'on peut préciser dans le Code criminel, c'est-à-dire que l'on peut posséder une arme à utilisation restreinte comme une arme automatique, mais qu'il faut qu'une certaine pièce soit entreposée ailleurs? Ne pensez-vous pas qu'il reviendrait ensuite au règlements de préciser qu'il faudrait, par exemple, entreposer séparément le verrou ou une autre pièce? Rejetez-vous complètement l'utilisation des règlements?

M. Barrigan: Tout dépend, monsieur Fox. A vrai dire, nous avons lu les notes explicatives du bill qui ont été fournies à la presse et nous avons lu le bill et les projets d'article 106.5 et 106.4(4) etc.. Ce n'est pas la même chose. Je pense que l'on a dit lors d'une réunion qu'il y avait 27 articles ou paragraphes, soumis à des règlements adoptés par décret du conseil et que cette autorité pouvait être déléguée à 13 personnes au Canada; 27 fois 13. Ce que vous demandez à nos membres de faire, et ils ne pensent pas tous de la même façon que moi, je ne puis donc que transposer leur pensée, c'est de faire confiance au gouvernement. Ce n'est pas tout le monde qui fait nécessairement confiance au gouvernement lorsqu'un document dit une chose et la loi, une autre. Ce n'est pas précis, clair et concis.

M. Fox: Je conviens avec vous que les actions considérées comme infractions criminelles devraient être très claires, concises, comme vous dites. Je suppose néanmoins qu'il faudra dans une certaine mesure utiliser les décrets du conseil pour toute forme de loi qui exige une administration et un examen détaillé. Suivant la pratique de tout gouvernement qui adopte un bill de ce genre, s'il est adopté à la Chambre, il faudrait aller rencontrer les associations de propriétaires d'armes à feu avant de rédiger les règlements. Si la pratique normale est de rencontrer les organisations responsables, ces organisations seront touchées car, dans maints cas, ils ont les connaissances, le savoir-faire et l'expérience pour aider le gouvernement à rédiger des règlements appropriés.

M. Barrigan: Ce n'est pas dit.

M. Fox: C'est la pratique normale, à mon avis. Dans l'industrie, qu'il s'agisse des textiles ou de produits chimiques, où de nombreux règlements sont adoptés, c'est toujours ainsi que l'on procède. Par la suite, si les règlements sont adoptés par décret du conseil, ils sont référés à un comité du Parlement. Je ne puis concevoir comment ce genre de règlement pourrait passer inaperçu. Je suppose, d'après ces audiences que toutes les associations de propriétaires d'armes à feu du Canada recevraient en premier lieu, de leur député, une copie des règlements. De longues audiences pourraient avoir lieu au comité de la Chambre des communes qui examine ces règlements si jamais l'on pensait que les règlements ne sont pas conformes à la loi, ou si les membres ne les acceptaient pas. Toutefois, j'accepte votre idée qu'il y a trop de pouvoirs réglementaires dans le présent bill tel que rédigé.

Je voudrais poser une question au sujet d'un point soulevé à la page 8 de votre mémoire.

[Texte]

• 1630

The Chairman: This will have to be your last question, Mr. Fox.

Mr. Fox: It concerns the cooling-off period, the delay of 24 or 48 hours to help reduce crimes of passion. If you suggest a cooling-off period before obtaining a licence to buy a weapon in that case would you not favour a system whereby, whether you have a licence or not, it would be impossible for you to buy additional ammunition or an additional weapon unless you had that 48-hour waiting period? I believe this is the law in at least one of the States in the United States. Is that formulation clear?

Mr. Barrigan: I see what you are getting at. I do not see what useful purpose would be served either by that or by having the licence. One or the other is unnecessary.

Mr. Fox: Well, I can expand on that and let you respond. As some witnesses indicated before the Committee tonight, I may be fit today and unfit tomorrow. Maybe I will get my licence today and have the right to buy a weapon or ammunition, but who knows how I will be in two years time? That cooling-off period means that in two years time, if some event happens in my life that renders me momentarily insane that I want to rush off and get some more ammunition, I would still have to wait 48 hours before getting my hands on it.

Mr. Barrigan: I was thinking of the person who travels 500 miles to get some ammunition for his firearm.

Mr. Fox: I suppose we would have to deal with that in regulations. I think your point is well taken. There are some situations that cannot really be flexible enough to put in very precise terms. Through your regulations you become flexible enough to deal with the problem of people who live in, say, the rural parts of Canada.

I would just make one last comment. On page 5 of the memorandum which you read to the Committee, you raised a point in situation No. 3:

Many Canadians . . . who are lawful people will simply ignore the stipulations of this Act and will . . . become law breakers.

If you are asking us for our individual reactions to that question, I suppose mine would be to say: well, unless they have gone into this stockpiling, which you indicated in the first two questions, then really once the bill is passed, I think—as Mr. Woolliams thinks—that most Canadians, especially responsible gun owners, will conform with the legislation whether they like it or not. Those who do not wish to conform will simply not be able to buy any ammunition to fire their weapons. So I think there is in the bill self-enforcing provisions that almost ensure that the proposed act will be enforced unless people are indeed stockpiling as you suggest.

Mr. Barrigan: Except for one thing. I do not know whether it has been mentioned before but there is a very distinct possibility of a large bootlegging, black-market, underground trade in arms and ammunition under this prohibition. There is that very distinct possibility.

Mr. Fox: There would be a very strong criminal sanction imposed on that. Thank you very much for your co-operation.

[Interprétation]

Le président: Ce sera votre dernière question, monsieur Fox.

M. Fox: C'est au sujet de la période d'attente, le délai de quelque 24 ou 48 heures pour aider à réduire les crimes passionnels. Si vous préconisez une période d'attente avant l'obtention d'un permis pour acheter une arme, ne seriez-vous pas aussi en faveur d'un système suivant lequel, qu'on possède un permis ou non, il serait impossible d'acheter des munitions supplémentaires ou une arme supplémentaire avant cette période d'attente de 48 heures? Je crois que c'est le cas dans au moins un des États des États-Unis. Mon explication est-elle claire?

M. Barrigan: Je vois où vous voulez en venir. Je ne vois aucune fin utile à cela, ou à posséder un permis. Un ou l'autre est inutile.

M. Fox: Je peux m'étendre sur ce sujet, et vous laisser répondre. Comme certains témoins l'ont indiqué au Comité ce soir, je pourrais être stable aujourd'hui et instable demain. Peut-être pourrais-je obtenir un permis aujourd'hui, et avoir le droit d'acheter une arme ou des munitions mais qui peut prédire mon état dans deux ans? Cette période d'attente signifie que dans deux ans, si un événement quelconque dans ma vie me rendait instable pour un moment et me portait à me procurer d'autres munitions, je devrais attendre 48 heures avant de pouvoir en prendre possession.

M. Barrigan: Je pensais à une personne qui voyagerait 500 milles pour acheter des munitions pour son arme à feu.

M. Fox: Je pense qu'on pourrait traiter de cette situation dans des règlements. Mais votre point est valable. Il y a certaines situations qui ne sont pas faciles à définir précisément. Par le biais des règlements, on peut avoir suffisamment de souplesse pour traiter des problèmes de ceux qui vivent dans les régions rurales du Canada.

J'ai une dernière remarque. A la page 5 du mémoire que vous avez lu, vous soulevez un point dans la situation n° 3:

Beaucoup de Canadiens . . . qui sont des honnêtes gens ignoreront tout simplement les dispositions de cette loi et deviendront . . . des criminels.

Si vous voulez notre opinion personnelle à ce sujet, je dirai: à moins qu'il n'ait fait des réserves, comme vous l'indiquiez dans les deux premiers points, vraiment, une fois la loi adoptée je crois, comme M. Woolliams, que la plupart des Canadiens, surtout les propriétaires de fusils responsables, agiront conformément à la loi qu'ils l'aient acceptée ou non. Ceux qui ne voudront pas se conformer ne pourront tout simplement pas se procurer des munitions pour leur arme. Je crois donc qu'il y a dans ce bill des dispositions d'application automatique qui assureront l'application de cette loi, sauf si les gens accumulent tout de suite des réserves.

M. Barrigan: Sauf pour une raison. Je ne sais pas si on l'a déjà mentionnée, mais il y a possibilité de la création d'un marché noir en armes et munitions suivant cette prohibition. C'est fort possible.

M. Fox: Mais il y aurait une forte peine d'imposée à ce sujet. Merci beaucoup de votre coopération.

[Text]

The Chairman: Mr. Fox, thank you.

Mr. Brisco is next, and then Mrs. Holt, Mr. Towers, and Mr. Robinson.

Mr. Brisco: Mr. Chairman, I would like to respond to Mr. Fox's observation about the ammunition.

Mr. Barrigan, you say that there will be a large underground movement to get around the counter and not having a certificate to do so. There are a lot of responsible gun owners who are hand loaders. It is certainly not uncommon to hand load a box of ammunition or several boxes of ammunition for a friend, a fellow hunter, a fellow trap-shooter, I am darned sure that if a friend comes to me and I know him, and he says: Bob, here is the powder and here are the empty shotgun casings, and here are the pellets, and the wads, and everything else, do you mind cranking out three or four boxes of trap shells for me? Well, I am going to do it. I know him; he is responsible; and I am not going to ask him for his permit. This is the kind of bootlegging—not on a criminal basis but on a neighbour-to-neighbour basis—that I can see probably accelerating because of this bill. Just because they do not want to go through the nonsense that is involved. However, that is an observation, and there may be those who would sustain a different view. I would like to ask you a question about this peace and security package that was presented to us by the Minister of Justice. On page 17, the Minister says:

• 1635

The courts will also be provided with wider discretion to prohibit a person from possessing a firearm following a conviction for a firearms-related offence. Additionally, a conviction for a crime of violence will almost certainly result in the revocation of a firearms licence and permit.

Do you have any comments on that?

Mr. Barrigan: It is interesting that you brought that subject up. That also refers, I believe, to Sections 106.1(5) and 106.4(4) if I am correct.

Mr. Brisco: Yes.

Mr. Barrigan: It was an interesting thing. It is more in the nature of an anecdote which came to light the other day. I will answer it in this way, and then I will turn it over to Mr. Heiman to recite this situation to you.

To be more or less ridiculous, but not really ridiculous, suppose that you and I were neighbours and we got into a fight over who was going to fix the fence, and I punched you in the nose. It could be construed that that is an act of violence. And we refer in this act many, many times to "any person"—not to "persons," to "any person"—who can go down to the police station and say, this man is my neighbour and he is dangerous, he owns a bunch of firearms and I might be in trouble. Right? That may be a ridiculous example; it may not be.

Mr. Heiman recited a thing to me which is factual, and I would like him to recite this to you.

[Interpretation]

Le président: Monsieur Fox, merci.

Le suivant est M. Brisco, suivi de M^{me} Holt, M. Towers et M. Robinson.

M. Brisco: Monsieur le président, j'aimerais discuter de la remarque de M. Fox au sujet des munitions.

Monsieur Barrigan, vous dites qu'il y aurait création d'un marché noir vu l'impossibilité d'acheter des munitions au comptant sans un permis. Il y a beaucoup de propriétaires d'armes à feu responsables qui chargent eux-mêmes leurs douilles. Ce n'est pas rare qu'il leur arrive de charger une boîte de munitions ou même plusieurs pour un ami, un confrère chasseur, ou tireur au pigeon. Je suis presque certain que si un ami me demandait: «Bob, voici la poudre et les douilles vides, les plombs, les bourres, tout ce qu'il faut, pourrais-tu me préparer trois ou quatre boîtes de cartouches pour le tir au pigeon?» Je le ferais sans doute. Je le connais; il est responsable; et je ne lui demanderai pas son permis. C'est un genre de contrebande, non pas criminelle, mais plutôt de voisin à voisin, qui pourrait croître sans doute à cause de ce bill. Et simplement parce qu'on ne veut pas suivre une procédure trop complexe. Toutefois, ce n'est qu'une opinion, il peut y avoir des gens qui ne soient pas d'accord. Je voudrais vous poser une question au sujet de l'ensemble des mesures concernant la paix et la sécurité qu'a proposées le ministre de la Justice. A la page 17, le ministre dit:

On accordera aussi aux cours des pouvoirs plus étendus d'interdire à une personne le droit de posséder une arme à feu suite à une condamnation pour une infraction comportant une arme à feu. En plus, une condamnation pour une infraction avec violence sera certainement suivie d'un retrait d'une licence ou d'un permis pour les armes à feu.

Avez-vous des remarques à faire à ce sujet?

M. Barrigan: Il est intéressant que vous ayez soulevé ce point. C'est aussi un renvoi à l'article 106.1(5) et à l'article 106.4(4), je crois.

M. Brisco: Oui.

M. Barrigan: C'est un point intéressant. C'est plutôt comme une anecdote qui est survenue l'autre jour. Je répondrai de cette façon, et ensuite je céderai la parole à M. Heiman qui vous expliquera la situation.

Prenons un exemple qui pourrait être plus ou moins ridicule, pas si ridicule; supposons que vous et moi soyons voisins et que nous nous querellions au sujet d'une réparation à la clôture, et que je vous frappe à la figure. On pourrait prétendre que c'est un acte de violence. Et, dans la loi, on fait très souvent allusion «à une personne»—non pas «à des personnes» mais «à une personne»—qui pourrait ensuite aller au poste de police et déclarer, «cette personne est mon voisin, et il est dangereux, il possède plusieurs armes à feu et ce pourrait être un danger pour moi». D'accord? C'est sans doute un exemple ridicule, mais pas vraiment.

M. Heiman m'a raconté un fait, que je voudrais qu'il vous raconte.

[Texte]

Mr. Heiman: Firstly, I am a dealer. This happened within the last two weeks. A gentleman came in to buy a handgun, and in the process of getting the handgun registered, he was called into the staff sergeant's office for a discussion. The discussion concerned something that happened about a year ago.

The man was having problems with his 15-year old daughter, with some of the company she was keeping. She was becoming involved with somebody that was drugs-oriented—bad company, let us just put it that way. He was concerned as the father of that 15-year old daughter. He tried for about six months to tell this guy to stay away from his family. The guy would not stay away.

He tried everything. He finally went to the guy and said, look, you show up here, you do anything, you even speak to my daughter, I will find you and I will break your back. That actually happened.

This young fellow, this was the only language he could understand. He gets down to the police station and files a complaint. The complaint pretty well ended.

When the father got to the registration of that handgun, he was called in and had to explain it. And he did explain it. He asked the staff sergeant, who also happened to be a father, "What would you do? He said: "I have owned firearms for 10 or 15 years. I still do. I did not say I would shoot him. I said I would break his back." They took into consideration the circumstances. Everything was fine. They allowed him to register that handgun. Under this new proposal, he would not be able to.

Mr. Brisco: A good point. I would like to turn to the bill. We talked about the sweeping effect of this bill on an individual, such as the circumstances you have just related, with reference to so-called violence, a disagreement with a neighbour, as you say, over a fence. On that basis, I would be disqualified, too.

Mr. Barrigan: A lot of people would.

Mr. Brisco: In any event, on page 22 and in other places in the bill—I notice it is also on page 30, that is just as a couple of examples—it says on page 22:

(5) where a licensing officer has notice of any matter that may render it desirable in the interests of the safety of any person that an applicant for a licence should not possess any firearm or ammunition, he shall report that matter to a local registrar of firearms and shall remit the application by the applicant to the local registrar of firearms.

Do you have any comment on that?

Mr. Barrigan: It could occur in a similar situation. The critical wording here is that any person, now the wording in the preceding quote was "persons".

Mr. Brisco: All right. You can see that I am establishing a point. Now let us establish the same point with reference to page 30 of the Bill. It says:

A licence may be revoked by the Commissioner, the Attorney General of a province or a local registrar of firearms...where he has notice of any matter that may render it desirable in the interests of the safety of any person that the applicant should not possess any firearm or ammunition.

[Interprétation]

M. Heiman: Tout d'abord, je suis un vendeur. Et l'incident a eu lieu dans les deux dernières semaines. Un homme a acheté un pistolet, et pendant qu'il enregistrait le pistolet, il a été convoqué au bureau de l'adjudant de la gendarmerie pour une discussion. C'était au sujet d'un incident qui s'était passé il y a environ un an.

Ce monsieur avait des problèmes avec sa fille de 15 ans, et les amis qu'elle fréquentait. Elle fréquentait des personnes qui se servaient de narcotiques—de faux amis, au fait. En tant que père d'une fille de 15 ans, cela le préoccupait. Il a cherché pendant environ six mois à éloigner ce type de sa famille. Il n'y avait rien à faire.

Il a tout essayé. Enfin il s'est adressé au type en disant: Écoute, si je te vois dans le voisinage, et si tu fais quoi que ce soit, si tu tentes même de parler à ma fille, je te retrouverai et je te casserai les reins. C'est un fait.

C'était un langage que ce jeune homme pouvait bien comprendre. Il s'est rendu au poste de police pour faire une plainte. Et tout a bien fini.

Quand le père a voulu enregistrer ce pistolet, on l'a convoqué pour qu'il s'explique. Et c'est ce qu'il a fait. Il a posé la question à l'adjudant, qui était aussi père de famille: «Que feriez-vous?» et, ensuite, il a dit: «Je possède des armes à feu depuis dix ou quinze ans. J'en ai toujours. Je n'ai pas dit que je lui tirerais dessus. J'ai dit que je lui casserais les reins». Ils ont étudié toutes les circonstances. Tout était bien. Ils lui ont permis d'enregistrer le pistolet. Selon ce nouveau projet de loi, il ne pourrait pas le faire.

M. Brisco: Un bon point. Je voudrais en revenir au bill. Nous avons parlé de l'effet très étendu de ce bill chez l'individu, telles que les circonstances que vous venez de raconter, concernant cette présumée violence, ce désaccord avec un voisin, comme vous avez dit, au sujet d'une clôture. Sur cette base, ma propre demande serait rejetée.

M. Barrigan: Ce serait le cas de beaucoup de gens.

M. Brisco: En tout cas, à la page 22, à d'autres endroits dans le bill,—c'est aussi à la page 30, ce ne sont là que des exemples—on dit en page 22:

(5) le préposé aux autorisations qui a connaissance de quelque matière susceptible de rendre souhaitable, dans l'intérêt de la sécurité de qui que ce soit, que le requérant ne soit pas autorisé à avoir en sa possession des armes à feu ou des munitions, doit en faire rapport au registraire local d'armes à feu et lui remettre la demande présentée par le requérant.

Avez-vous des remarques à ce sujet?

M. Barrigan: Cela pourrait se produire dans une situation semblable. C'est l'expression «quiconque» qui est critique. Précédemment, on parlait de «personnes».

M. Brisco: D'accord. J'ai donc marqué un point. J'aimerais maintenant marquer le même point au sujet d'un article qui se trouve à la page 30 du projet de loi. Voici ce qu'il stipule:

Le commissaire, le procureur général d'une province ou un registraire local d'armes à feu peuvent révoquer les autorisations—lorsqu'il a connaissance de quelque cause susceptible de rendre souhaitable pour la sécurité de qui que ce soit qu'un requérant ne soit pas autorisé à posséder des armes à feu ou des munitions.

[Text]

Do you have any comment on that?

Mr. Barrigan: It is virtually the same thing. This is extremely limited. I mean, suppose that we were neighbours and had an altercation. All I would have to do would be to go to a local registrar of firearms and say, my neighbour is a dangerous person, he is threatening my life. Any person. It is extremely dangerous.

Mr. Brisco: All right. Rather than ask you a question I may, just for a moment, make an observation. I have a letter which is being circulated to all members, from a responsible individual by the name of James D. Kadlec, Vice-President of Alberta Gas Trunk Line Company Limited. He is also involved with Inland Natural Gas and I know the man personally. He has sent along a news clipping about Ireland ordering a check on drugs. The news clipping says:

In an effort to curb increasing banditry ...

Now we are not talking about the insurrection that is going on in Ireland. This is in Dublin where they have gun control.

... the police today ordered that all firearms registered in the Irish Republic must be turned in for tests. About 120,000 weapons are involved.

The very last statement in the same news clipping says:

Four years ago the government ordered handguns and large bore rifles surrendered in the interests of public safety and about 1,500 were reported turned in.

Now that is 1,500 in Southern Ireland. You can imagine how responsive the people of Southern Ireland were to this mandate by government, four years ago, that everybody handed in their large bore rifle or their handgun.

There is also a very interesting final statement here ...

Mr. Woolliams: It did not help.

Mr. Brisco: It sure as hell did not help the situation because they have an increasing problem with banditry right now. The concluding statement is also that they have not been returned. The guns were not returned. I am not suggesting that this bill is going to go that far but I am suggesting it is the start. Who is to say how far it will go, with orders in council. Would you subscribe to the same view that I do? Perhaps I am putting words in your mouth. The conclusion has to be drawn that the gun control legislation, at least in Southern Ireland, has not done a damn thing to curb crime.

Mr. Barrigan: I subscribe to that 100 per cent. Now whether I subscribe to the possibility that this is a first and necessary step which might result in prohibition of various weapons or confiscation without compensation and so forth, is a matter of whether I personally believe it might be in the interest of the government at some future time to do this. I cannot answer for all of the people that are members of our organization.

[Interpretation]

Avez-vous des commentaires à faire là-dessus?

M. Barrigan: C'est dire seulement la même chose. Ceci est extrêmement limité. Supposons que nous soyons voisins et que nous nous disputions. Il suffirait que je m'adresse à un registraire local d'armes à feu et que je lui dise: mon voisin est un homme dangereux. Il met ma vie en danger. Cela peut être n'importe qui. Ceci est extrêmement dangereux.

M. Brisco: D'accord. Au lieu de vous poser une question j'aimerais simplement faire une remarque. J'ai ici une lettre qui a été transmise à tous les membres du Comité. Nous la devons à un individu responsable répondant au nom de James D. Kadlec, le vice-président de l'*Alberta Gas Trunk Line Company Limited*. Il a également certaines responsabilités au sein de *Inland Natural Gas* et je le connais personnellement. Il a joint une coupure de presse relative à la décision de l'Irlande de contrôler la drogue. Voici ce que dit l'article:

Afin de mettre un frein au banditisme ...

Nous parlons maintenant des insurrections qui ont lieu en Irlande. Cela s'est passé à Dublin où les armes sont effectivement contrôlées.

... la police a ordonné aujourd'hui que toutes les armes à feu enregistrées dans la République irlandaise soient soumises à des épreuves. Cela représente environ 120,000 armes.

Voici ce que dit le dernier paragraphe de l'article de journal:

Il y a quatre ans, le gouvernement a ordonné que les armes à feu et les fusils soient remis au gouvernement pour raisons de sécurité dans l'intérêt du public. 1,500 armes ont été récupérées de cette façon.

1,500 armes ont été récupérées et nous sommes en Irlande du Sud. Cela vous donne une idée de la façon dont les Irlandais du Sud ont répondu à ce mandat du gouvernement il y a quatre ans, exigeant que tous les propriétaires d'armes et de fusils les remettent aux autorités.

La conclusion finale est également très intéressante.

M. Woolliams: Cela n'a pas été très utile.

M. Brisco: Cela n'a sûrement pas amélioré la situation, car le problème du banditisme est encore plus grave maintenant. Il conclut en disant que les gens n'ont pas donné leurs armes. Je ne veux pas dire qu'il en soit de même pour ce projet de loi, mais nous n'en sommes qu'au début. Qui peut nous dire jusqu'où les décrets en conseil nous conduiront? Partagez-vous l'opinion que je viens d'exprimer? Ou peut-être que je vous fais dire ce que vous n'avez pas dit. En tout cas, il faut conclure que la Loi sur le contrôle des armes à feu n'a nullement réussi à réduire la criminalité, du moins pas en Irlande du Sud.

M. Barrigan: Je suis d'accord avec vous à 100 p. 100. Quant à savoir si cela représente un premier pas nécessaire vers l'interdiction de diverses armes ou à leur confiscation sans compensation, ce sont là des mesures que personnellement, le gouvernement aurait peut-être intérêt à envisager à l'avenir. Je ne peux pas répondre au nom de tous les membres de notre organisme.

[Texte]

Mr. Brisco: All right. May I ask Mr. Heiman a question? I see that he is a gunsmith and a firearms dealer. There is provision in this bill to a degree for this, but I am concerned about the subject of mail order guns. Quite frankly, I am pretty lukewarm about the idea of the accessibility of firearms through mail orders, unless one, it was perhaps restricted to gunsmiths and retailers rather than to the general public and two, that the source of the mail order gun is a firm that is in the business of manufacturing guns and not somebody who is in the business of mail ordering out all kinds of different things.

• 1645

I have had occasion, for example, to send my Browning shotgun back to the factory and they ship it back to me. I suppose you could call that mail-order, but how do you feel as a gunsmith and as a retail dealer, about the availability of guns through a mail-order house where they are absolutely open to anybody?

Mr. Heiman: That is an area that definitely has to be controlled, and can be within the bill. It is something that can be worked out. It is not as difficult a situation as it poses to be. It definitely can work. There should be some controls.

The licensing aspect might even have some benefits. It could go to a person who would have to see that licence at a given point. There is difficulty. You cannot prohibit it. That would create some real hardships.

Mr. Brisco: For you it would create hardships.

Mr. Heiman: Pardon me?

Mr. Brisco: It would create hardships for a gunsmith, that is for sure.

Mr. Heiman: For everyone; for people in the North, people who cannot get the material any other way. We do get a lot of guns shipped in from the North that we ship back to individuals. That is a little different; that is not really mail-order. But it could go to an individual, possibly even a post office official. It is a simple situation that could be worked out.

I do not believe that guns should be mailed from, say, a store in Winnipeg, or wherever, to an individual that they have no record of knowing as to who he is or what he is. I agree.

Mr. Brisco: Thank you. I have said that I did not believe that mail-order guns should be available to everybody or anybody.

Mr. Woolliams: Cool it off.

Mr. Brisco: There is still the concern, then, that guns at the retail outlet are available for everybody. There has been the suggestion of a cooling-off period of, say, 48 hours. One of my other concerns is with reference to the federal bureaucracy that is going to be developed by this legislation.

[Interprétation]

M. Brisco: D'accord. Puis-je poser une question à M. Heiman? Je vois qu'il est fabricant et aussi vendeur d'armes à feu. Il existe une disposition du projet de loi à cet effet mais je me préoccupe des commandes postales d'armes à feu. Franchement, je ne suis pas particulièrement en faveur des commandes d'armes à feu par la poste. A moins que, premièrement, on n'autorise que les fabricants et les négociants d'armes à faire de telles commandes et non pas le grand public, et deuxièmement, à condition que la commande postale soit effectuée par l'intermédiaire d'une fabrique d'armes et non pas d'une société spécialisée dans les commandes postales en tous genres.

J'ai déjà expédié mon fusil de chasse Browning à la manufacture et on me l'a renvoyé. Je suppose que l'on pourrait considérer cela comme une commande postale, mais je me demande ce que vous pensez, en votre qualité d'armurier et de détaillant, de la disponibilité d'armes par le biais de commandes postales accessibles à n'importe qui?

M. Heiman: C'est là un facteur qu'il faudra absolument contrôler et dont le Bill pourrait tenir compte. On pourrait très bien mettre quelque chose au point. Cela ne pose pas autant de problèmes qu'on le croit. On pourrait très bien s'arranger et il devrait exister certains contrôles.

L'introduction de permis pourrait certainement être positive. On pourrait nommer un préposé qui devrait exiger de voir le permis à un moment donné. Cela pose des problèmes cependant; on ne pourrait pas interdire la possession d'armes car cela rendrait les choses très difficiles.

M. Brisco: Pour vous peut-être.

M. Heiman: Excusez-moi?

M. Brisco: Je dis que cela rendrait les choses difficiles pour un armurier, c'est certain.

M. Heiman: Pour tout le monde. Pour les gens qui habitent le Nord, pour les gens qui ne peuvent pas obtenir de l'équipement autrement. Nous recevons beaucoup de fusils de gens qui sont dans le Nord et nous les renvoyons à des particuliers. Cela est un peu différent car il ne s'agit pas vraiment d'une vente postale. On pourrait certainement s'adresser à un particulier, on pourrait même s'adresser à un postier. C'est une situation très simple qu'on pourrait résoudre.

Je ne crois pas qu'on doive expédier des fusils d'un magasin de Winnipeg par exemple ou d'ailleurs à un particulier sans posséder aucun renseignement sur lui. Je suis d'accord.

M. Brisco: Merci. J'ai déjà dit que je ne crois pas que la vente postale de fusils devrait être accessible à tous et à n'importe qui.

M. Woolliams: Calmez-vous.

M. Brisco: Mais il y a toujours cette question de disponibilité des fusils chez les détaillants où ils sont accessibles à tous. On a parlé d'un délai de 48 heures qui constituerait une certaine marque de sécurité. Par ailleurs, toute la bureaucratie fédérale que ce projet de loi suppose m'effraie.

[Text]

The Chairman: I think this should probably be your final question, Mr. Brisco.

Mr. Brisco: It will be. Do you pertain to the same view...

Mr. Fox: He does not like your line of questioning at this stage.

Mr. Brisco: Do you pertain to the same view that I do that there is in place in varying shapes and degrees provincial legislation that could be improved upon, that could be perhaps made uniform across Canada with federal-provincial agreement and discussion that would probably be just as effective and a damn sight less costly?

Mr. Heiman: As this particular bill stands, I would have to hire at least an additional employee to do nothing but look after these government regulations. In our definition of ammunition and firearms we propose that in ammunition only the propellant powder be included in the definition because it is the same thing as a car. You cannot run it without gas. Somebody might make it but it is pretty difficult. The same things applies with a receiver. It is only a receiver in the definition of firearms. Without a receiver it does not work, just as a car does not work without an engine.

Mr. Brisco: Right.

Mr. Heiman: Those are the only things that need to be applied. This would reduce the workload for everyone concerned.

Mr. Brisco: All right. You pertain to the same view as I do, then. I am surprised that you have not had to already hire an additional person to look after the additional bureaucracy that originates from both levels of government.

Mr. Heiman: That is right. There is one thing I would like to mention, though. Assuming the licensing aspect goes into effect, there is really no need from a dealer's point of view for these other inventory controls or these other things. If I cannot sell ammunition or a firearm to anyone that is not the holder of a licence, why the regulations? Unless I can sell it to only that person there is no need for a dealer to have all these controls, all these regulations, because he cannot sell to anyone else anyway. So, if the person is the holder of a permit, and that is the only person I can sell to, why the control of inventories?

Mr. Brisco: Right.

Mr. Heiman: It is a practical point of view, as far as I am concerned. It is a total duplication. It is not necessary.

Mr. Brisco: Mr. Chairman, I have a plane to catch back to my riding. I would like to be excused.

The Chairman: All right. You have used up your time, anyhow.

Mr. Brisco: Usefully?

[Interpretation]

Le président: Je crois que ce sera probablement votre dernière question monsieur Brisco.

M. Brisco: Oui. Êtes-vous du même avis...

M. Fox: Le président n'aime pas le genre de questions que vous posez en ce moment.

M. Brisco: Êtes-vous du même avis que moi et croyez-vous qu'il existe déjà sous diverses formes des lois provinciales plus ou moins poussées que l'on pourrait probablement améliorer et que l'on pourrait étendre à tout le Canada par le biais d'accords fédéraux-provinciaux et cela serait probablement tout aussi efficace et en tout cas beaucoup moins onéreux?

M. Heiman: Tel que le Bill est rédigé en ce moment, il me forcera probablement à embaucher un employé supplémentaire qui ne s'occuperait que des règlements gouvernementaux. Dans notre définition de munitions et d'armes à feu, nous proposons que ne soient considérées comme munitions que les poudres car comme dans le cas des voitures, il faut du carburant pour qu'elles roulent. Quelqu'un pourrait fabriquer sa propre poudre, mais c'est assez difficile. Il en va de même pour le chargeur. Il ne s'agit que d'un chargeur qui s'applique à des armes à feu et sans lui, une arme ne peut fonctionner tout comme une voiture ne peut fonctionner sans moteur.

M. Brisco: Vous avez raison.

M. Heiman: Voilà tout ce dont il faudrait tenir compte. Cela permettrait de réduire la charge de travail des responsables.

M. Brisco: Très bien. Nous sommes d'accord alors. Je m'étonne que vous n'ayez pas dû déjà embaucher un employé supplémentaire pour s'occuper du travail que cause la bureaucratie des deux niveaux de gouvernements.

M. Heiman: Vous avez raison. Il y a une chose que j'aimerais ici soulever cependant. A supposer que l'on procède à la délivrance de permis, un détaillant n'aura pas vraiment besoin d'exercer d'autres contrôles d'inventaires. Si je n'ai pas la permission de vendre des munitions ou une arme à feu à quelqu'un qui ne détient pas un permis, à quoi bon tous ces règlements alors? Si je ne peux pas vendre d'armes ou de munitions à quelqu'un qui n'a pas de permis, je n'ai que faire de tous ces contrôles, de tous ces règlements parce que je ne peux pas vendre à n'importe qui. Donc, si un client détient un permis, il est client possible pour moi et à quoi bon le contrôle d'inventaires?

M. Brisco: Vous avez raison.

M. Heiman: Soyons pratiques. Cela sera vraiment multiplier le travail sans raison.

M. Brisco: Monsieur le président, j'ai un avion à prendre pour me rendre dans ma circonscription. Veuillez m'excuser.

Le président: Très bien. Votre temps est écoulé de toute façon.

M. Brisco: Fructueusement?

[Texte]

The Chairman: Yes. Mrs. Holt.

Mrs. Holt: They are so law-abiding and so righteous and so good and so absolute that the gun...

Mr. Brisco: Are you talking about me, Simma?

Mrs. Holt: Yes, I heard about it. Do not go away, Bob. They are so righteous and so good that their halos must be pinching, and that is why we get all this illogical stuff.

I wish my friend Mr. Brisco could stay and be made at me because I am sure he would get angry. He admits that he would willingly break the law—I do now know whether he would be angry, because he said it—governing licensing regarding ammunition. He said it is nonsense. Some people think it is nonsense that banks have so much money and they have so little, so they steal the money from the bank. That is the same kind of logic I hear here.

Mr. Woolliams: I will take the money.

• 1650

Mrs. Holt: I will too, but I will not take it dishonestly. If it is true that you are law-abiding, then you have nothing to fear from this law. I cannot understand it.

An hon. Member: Do not believe it.

Mrs. Holt: You do your questioning when your turn comes, Mr. Chairman.

I was pleased, as Mr. Fox was, with your position on Bill C-83. Your standards for safety really fit Bill C-83. Storage, for example: you say you cannot legislate to prevent tragedy. I will tell you that if a collection in Point Grey in Vancouver had been safely secured, a policeman in Calgary would not have been killed. It is not easy for the underworld to get them if there are ways of locking them and securing them. The 20-year-old boy in Woodward's would not have been dead. His mother cannot even sue the store for negligence because there is no law. A 13-year-old boy killed him with bullets because he could get to them. The screening that would catch many people would not occur. I could list them, and I have listed some of them here.

I want to ask you a question. On page 9 you say:

The licensing of gun owners has been compared to the licensing of cars. This is not a valid comparison. A car owner does not need any kind of licence to use it on his own property.

I ask you then, would you want us to include in the law that you can have a gun on your own property but need a licence to go off the property, to co-relate this comparison? You say that you do not need a licence to get a car off your property; that is correct.

[Interprétation]

Le président: Oui. Madame Holt.

Mme Holt: Ces gens sont si honnêtes, si consciencieux et si bons qu'un fusil...

M. Brisco: Parlez-vous de moi, Simma?

Mme Holt: Oui, d'après ce que j'ai entendu dire. Ne partez pas Bob, ces gens ont si bonne conscience et ils sont d'une telle sainteté que leur auréole doit être lourde à porter et voilà pourquoi on nous inonde de toutes ces balivernes.

J'aimerais que mon ami, M. Brisco, reste et se fâche contre moi, parce que je suis sûre qu'il se fâchera, à m'entendre. Il a reconnu que volontairement il enfreindrait toute loi qui régirait les permis de possessions de munitions et je ne sais pas s'il se repentira d'avoir dit cela. Il a dit que cela était absolument insensé. D'aucuns pensent qu'il est insensé que les banques possèdent tant d'argent, alors qu'ils en ont si peu, et voilà pourquoi ils dévalisent les banques. C'est le même genre de raisonnement.

M. Wolliams: J'accepte l'argent.

Mme Holt: C'est ce que je ferais aussi, mais je ne mettrais pas de malhonnêteté. S'il est vrai que vous êtes honnête et que vous respectez la loi, alors vous n'avez rien à craindre de ce projet de loi. Je ne comprends pas.

Une voix: N'en croyez rien.

Mme Holt: Posez vos questions lorsque votre tour viendra.

Tout comme M. Fox, je me félicite de votre attitude à l'égard du Bill C-83. Vos normes de sécurité sont conformes au Bill C-83. L'emmagasinage, par exemple. Vous dites qu'on ne peut adopter de loi qui empêche une tragédie de se produire. Je vous répondrai que si une collection qui se trouvait à Point Grey à Vancouver avait été en sécurité, un gendarme de Calgary serait toujours vivant. Il serait difficile pour la pègre de mettre la main sur des armes qui seraient sous clé. Si de telles mesures existaient, un jeune homme de 20 ans de Woodward's serait toujours vivant. Sa mère ne peut même pas tenter des poursuites judiciaires contre le magasin qui a fait preuve de négligence parce qu'il n'existe pas de loi. Un gamin de 13 ans l'a tué avec des balles parce qu'il pouvait les obtenir. Toutes ces victimes ne seraient pas des victimes si nous prenions des mesures. Je pourrais multiplier ainsi les exemples dont j'ai la liste ici.

J'aimerais vous poser une question. A la page 9 vous dites:

On a comparé les permis de possession d'armes aux permis de conduire. Ce n'est pas une comparaison qui tienne. Le propriétaire d'une voiture n'a pas besoin d'un permis pour utiliser une voiture sur sa propriété.

Voudriez-vous donc que la loi précise qu'on peut posséder une arme sur sa propriété sans permis mais qu'un permis serait nécessaire pour en sortir, afin que la comparaison soit complète? Vous dites qu'on n'a pas besoin de permis pour conduire une voiture sur sa propre propriété. Vous avez raison.

[Text]

An hon. Member: Good point, Simma.

Mr. Barrigan: That is a good point, but a difficult point to answer. You are making a conclusion where I did not intend to make a conclusion. Actually, the inference is that a car licence particularly is an automatic thing. If you own a car you get a car licence. You may be talking about a driver's licence. That is a different thing, is it not? A car licence is an automatic thing. If you own an automobile you go down and get a car licence. It is automatic; you pay the fee and you get a car licence. An operator's licence is a little different. You either have to have experience or acquire experience, and you have to take a test for an operator's licence.

By the same token, you do not need an operator's licence, and young children on a farm do not need an operator's licence, to drive a pickup truck around the farm, or to drive a tractor or truck around the farm, or a team of horses for that matter. But when they go out on the highway they need to have an operator's licence and they need to qualify for that operator's licence, maybe only because they have learned while they were driving a pickup truck around the farm.

Mrs. Holt: You say the licence may be denied by whim, prejudice or whatever. You could say the very same about a car then. The car licence is a real way to screen alcoholics, to screen the unstable, the people not fit to drive cars; it screens them out. You are not going to get 100-per-cent screening but they are going to get some of them, and possibly some accidents will be prevented. The analogy—I ask you that and I ask you with the same question—which is used so often, the analogy of the gun that takes life and the car that takes life—the car is used for a second purpose besides accidents. If it is true that a licence to have a gun will be controlled by whim, prejudice or whatever, does that also apply to cars?

Mr. Barrigan: No, I would not accept that, Mrs. Holt. The criterion for granting a driver's licence is very firm; it is a pattern. We are not talking about any patterns here. We are talking about a local registrar of firearms who might be asking my wife if she wants me to own firearms, or my neighbours or whatever. He may have some prejudices himself. There is nothing set out here by way of criteria for ownership of firearms; there has been a lot of discussion about competency and about fitness. Professional people have said, it is impossible to determine fitness. And our experience with local registers of firearms is extremely bitter.

Mrs. Holt: Maybe the law will constrain them to act within the law. Now, you mentioned, wife.

• 1635

Mr. Barrigan: Yes.

Mrs. Holt: What is wrong with a wife being a reference for a husband in this instance, even more than in a car? Though I would think it be good reference in driving a car too. Wives...

An hon. Member: Hear, hear.

Mrs. Holt: ... are the very people that are victims of guns in many cases. I do not see very many women, here, fighting for the retention of guns. Why should not a wife say, my husband is not safe to have a gun or, I do not want guns around my house?

[Interpretation]

Une voix: Très juste, Simma.

M. Barrigan: Vous avez raison, mais il est difficile de répondre à cet argument. Vous tirez des conclusions alors que je n'avais pas l'intention d'en tirer. En fait, on suppose qu'un permis de conduire va de soi. Si vous possédez une voiture, vous détenez un permis. Vous pouvez parler d'un permis de conducteur. C'est différent, n'est-ce pas? Un permis rattaché à une voiture est automatique. Si vous possédez une voiture, vous obtenez un permis. C'est automatique. Vous payez les droits et vous obtenez un permis. Un permis de conducteur n'est pas tout à fait pareil. Vous devez avoir de l'expérience ou acquérir de l'expérience et vous devez subir une épreuve.

Il n'est pas absolument indispensable d'obtenir un permis de conducteur et de jeunes enfants sur une ferme n'ont pas besoin de permis pour conduire un camion sur le terrain de la ferme ou pour conduire un tracteur, pas plus du reste qu'ils n'en ont besoin pour conduire des chevaux. Mais lorsqu'ils sont sur la grand-route, ils doivent détenir un permis de conducteur et ils doivent se plier à certaines exigences; ils peuvent donc se servir de leur expérience sur la ferme pour obtenir ce permis.

Mme Holt: Vous dites que le permis peut être refusé à cause de préjugés. On peut dire la même chose dans le cas d'une voiture. On peut très bien éliminer les alcooliques, les gens instables, les gens qui ne sont pas aptes à conduire une voiture, lors de la délivrance du permis de conduire. L'épreuve les élimine. Évidemment, le filtrage n'est pas absolument parfait, mais cela permettra d'éliminer certains accidents. Je vous pose donc la question: revenons à l'analogie entre le fusil dangereux et la voiture dangereuse aussi, compte tenu du fait que la voiture sert à autre chose qu'à causer des accidents. S'il est vrai qu'un permis de possession d'armes sera sujet à des caprices ou à des préjugés, n'est-ce pas vrai également dans le cas des voitures?

M. Barrigan: Non, je ne suis pas d'accord, madame Holt. Le critère que l'on applique à la délivrance d'un permis de conducteur est très strict; cela correspond à un modèle. Dans le cas qui nous occupe, il n'y a pas de modèle. On parle d'un registre local des armes à feu et on demandera peut-être à ma femme si elle consent à ce que je possède des armes à feu, on le demandera peut-être à mes voisins. Mon voisin a peut-être des préjugés, lui. Il n'existe aucun critère relatif à la possession des armes à feu; on a beaucoup parlé de l'aptitude et de la compétence. Les professionnels disent qu'il est impossible de déterminer l'aptitude au maniement des armes à feu. Les registres locaux des armes à feu ne sont pas très concluants.

Mme Holt: L'existence de la loi les obligera peut-être à s'y conformer. Vous avez parlé des femmes.

M. Barrigan: Oui.

Mme Holt: Pourquoi une femme ne pourrait-elle pas se porter garante de son mari dans ce cas, comme lorsqu'il s'agit d'une voiture et même davantage? Je pense d'ailleurs que c'est aussi une bonne chose pour les voitures.

Une voix: Bravo! Bravo!

Mme Holt: Les femmes sont très souvent des victimes. Et je ne vois pas beaucoup de femmes ici qui revendiquent la possession d'armes. Pourquoi une femme n'aurait-elle pas le droit de dire qu'il est dangereux que son mari ait une arme ou qu'elle ne veut pas voir d'armes dans la maison?

[Texte]

Mr. Barrigan: If my wife and I are at extreme loggerheads for one reason or another, should she have that power to determine or to influence the decision on whether I should be a firearms owner or not, particularly, if I have been a firearms owner for years—in my case, since I was 19 years of age, and that is a long, long time ago—and I am not a lawbreaker? Should there now, by reason of the fact that my wife and I suddenly are at odds, be a prejudice which would determine that suddenly I cannot become a lawful gun owner? This is not beyond the realm of possibility, certainly.

Mrs. Holt: It is not only a prejudice; it is a danger to her. At that point that there is a prejudice, there is also a danger. I can see a wife being very concerned, and I think that is a valid thing.

Mr. Barrigan: Would you not say that that is an assumption?

Mrs. Holt: An awful lot of women have been murdered by guns, in a family dispute and otherwise.

I would ask, also, why do you fear a licence? What is there to fear? And I ask this because of something that happened Sunday. I spoke to a gun club, and later went out and talked to gun owners. One teaches shooting and safety, and is very involved. Another and his son are hunters, but they do not kill very much. Both said exactly the same thing, that they have nothing to fear by this law. Yet the gun clubs come to us, and we have heard the same thing over and over and over, the same rationale. One of them told me, maybe they have a fear because there are an awful lot of illegal guns, perhaps stolen guns, being sold to the so-called law-abiding gun owners. There are guns floating around, and the underworld are not the only people that are picking them up. That was a suggestion that was made to me. This intense fear of licensing keeps coming up at me. There is something wrong with being so afraid of paying \$5 to license a gun, to have a piece of paper, go into the store and buy ammunition. What is so terrifying about that?

Mr. Barrigan: Mrs. Holt, we have been on record, for a long time as believing that licensing of a person, as a responsible person, is much preferable to registration of firearms. However, in the context of Bill C-83, as opposed to the explanatory notes, many of us read into the fine print, into the possibility of regulations by Order in Council, into the continual references, to "any person", instead of "persons" or "the community", not licensing, but factual registration. Let me illustrate. Suppose that this colleague of mine is a gun dealer, and I go to him and I buy a gun. Under the concept of the bill, he has to keep a record of that,—and my name and permit number, my license number of whatever, the fact that I bought a 30-30 rifle with a certain serial number. The same day I buy from him a box of 458 ammunition. That goes on that record. Someone can come back to me and say, "Mr. Barrigan, where is your 458? I would like to have a record of that 458, which is an elephant gun," if you like, "which we do not use in this country. Where is that elephant gun?"

[Interprétation]

M. Barrigan: Si pour une raison ou une autre, ma femme et moi sommes en désaccord, doit-elle pouvoir déterminer ou influencer ma décision de devenir le propriétaire d'une arme à feu, surtout si je possède des armes depuis longtemps. Dans mon cas, j'ai des armes depuis l'âge de 19 ans cela fait donc très très très longtemps et je n'ai jamais enfreint la loi. Si ma femme et moi ne sommes plus d'accord tout d'un coup, pourquoi prendrait-elle soudain le parti de m'empêcher de posséder en toute légalité une arme à feu? Cela n'est certainement pas impossible.

Mme Holt: Il ne s'agit pas simplement d'une question de parti pris; cette arme représente un danger pour elle. Il y a parti pris, mais il y a aussi danger. Je comprends très bien les craintes d'une épouse et j'estime qu'elles sont parfaitement justifiées.

M. Barrigan: Ne croyez-vous pas qu'il s'agit là d'une hypothèse?

Mme Holt: Nombreuses sont les femmes qui ont péri par les armes, dans une querelle ou autre.

Pourquoi avez-vous peur d'imposer un permis? Qu'y a-t-il à craindre? Je vous pose cette question suite à un événement qui s'est déroulé dimanche. Je me suis adressée à un club de tireurs et je me suis entretenue individuellement avec des propriétaires d'armes. L'un d'entre eux enseigne le tir et la sécurité et il est très actif. J'ai également rencontré un chasseur et son fils mais ils ne tuent pas beaucoup de gibier. Ils m'ont tous les deux dit la même chose, à savoir qu'il n'y a rien à craindre de cette loi. Cependant le club de tir s'adresse à nous et nous répète toujours la même chose. L'un d'entre eux m'a dit: «Ils ont sans doute peur parce qu'un tas d'armes illégales, peut-être des armes volées, sont vendues aux soi-disant propriétaires d'armes à feu qui respectent la loi.» Il y a des tas d'armes de ce genre sur le marché et ce n'est pas seulement les membres de la pègre qui les achètent. C'est une suggestion que l'on m'a faite. Cette réticence vis-à-vis des permis me semble suspecte. Le fait de verser \$5 pour obtenir un permis de port d'arme, un vulgaire morceau de papier, et pour acheter des plombs dans un magasin, n'a rien de terrifiant. Qu'est-ce qui vous fait peur?

M. Barrigan: Madame Holt, nous avons depuis longtemps déclaré qu'il valait mieux exiger un permis de port d'arme d'une personne responsable, plutôt qu'enregistrer l'arme elle-même. Cependant, dans le cadre du bill C-83, et par opposition aux notes explicatives, la plupart d'entre nous associent les règlements établis par décret du conseil et qui font des références continues à «quiconque» au lieu de «personnes» ou «la communauté», à l'enregistrement de l'arme et non pas au permis de port d'arme. Laissez-moi vous donner un exemple. Supposons que j'achète une arme à mon collègue qui est un marchand d'armes. D'après le projet de loi, il doit tenir un registre des armes achetées où figurent mon nom, le numéro de mon permis ou de ma licence, le calibre de mon arme ainsi que le numéro de série. Le même jour, je lui achète une boîte de plombs pour une carabine 458. Il consigne également cela dans son registre. Quelqu'un peut très bien me demander: «Monsieur Barrigan, où se trouve votre carabine 458? J'aimerais l'enregistrer car il s'agit d'une arme pour la chasse à l'éléphant, disons, et nous ne nous en servons pas dans ce pays. Où se trouve cette arme?»

[Text]

Mrs. Holt: That is great. That is why it is there.

• 1710

Mr. Barrigan: Why would it be any concern of yours or the community at large if I legally own and lawfully use in a lawful way any piece of private property? It is no concern of mine what private property you use and own that you have legally acquired and lawfully own. It matters little to you, if I am a lawful person, whether it is firearm or whether it is a golf club or whatever.

Mrs. Holt: I would register any of them. If there is a necessity for a check I think the case you put is exactly the reason why they should be licensed to get ammunition. It means also that the underworld cannot buy ammunition without signing for it and having the gun related. You keep bringing in the analogy of the car. Cars have both licensing and registration. You mentioned it yourself.

Mr. Heiman: Can I go back to a previous question that you asked?

The Chairman: I might just intervene at this point to tell Mrs. Holt that her time is up. Of course, you may answer the question.

Mr. Heiman: You asked about the great fear. Why are people afraid? In past history, any time that a firearm has been registered by almost every country in history, what followed it? Confiscation. Almost throughout history, confiscation. You want to know what it is? It is distrust in this bill that does not say anything. It is a blank-check bill. If this government had spelled out exactly what they intended to do, so that nobody misunderstood it, we would not be here today. It is what is not said in that bill, the things that can be read, the things that can be done and what has happened in previous registrations. It is mistrust.

Mrs. Holt: You elect the government. There is no chance in a democracy that you need fear your government, because you can elect it, and it is never going to change.

The Chairman: Mr. Towers.

Mr. Towers: Thank you, Mr. Chairman. I would like to enjoy the same faith that Mrs. Holt does because that is just one of the reasons why I am very apprehensive about this legislation. I am sure, Mr. Chairman, you are getting very tired of the continual emphasis on that fact. I am sure also that when Mrs. Holt says that there would be no way for the underworld to get guns if this legislation goes through or if there is no way for them to get ammunition, this is one of the very things, Mr. Chairman, that I have been scared of, the fact that there will be a black market on guns, on ammunition, for the underworld. They are not going to surface. They do not have to. I am sure, with the manoeuvrability of people and products today, that there would not be that much of a problem in bringing it in. Drugs are banned in Canada and look at the amount of drugs that are showing up here. I am sure the same thing would happen if we implemented this type of legislation and we thought the criminal was not going to have it available to him.

[Interpretation]

Mme Holt: C'est très bien. C'est justement pour cette raison.

M. Barrigan: Qu'est-ce que cela peut vous faire puisque j'utilise et je possède légalement un bien privé? Je ne m'occupe pas des biens que vous avez acquis légalement et que vous utilisez et possédez légalement. Si j'agi dans la légalité, peut importe que l'objet possédé soit une arme à feu, une crosse de golf ou autre chose.

Mme Holt: Tout cela devrait être enregistré. Vous venez de donner un excellent exemple de la nécessité d'exiger un permis pour acheter des plombs. Cela signifie également que les membres de la pègre sont obligés de laisser leur signature s'ils veulent acheter des plombs. Vous ne cessez de faire des comparaisons avec les voitures. Pour conduire une voiture, il est nécessaire d'avoir un permis de conduire et une plaque d'immatriculation. C'est vous même qui l'avez dit.

M. Heiman: Puis-je revenir à une question que vous avez posée précédemment?

Le président: Je dirai seulement à M^{me} Holt que son temps est écoulé. Mais, bien sûr, vous pouvez répondre à sa question.

M. Heiman: Vous vous demandiez pourquoi les gens ont peur d'un permis? Dans le passé, chaque fois qu'une arme à feu a été enregistrée, elle a fini par être confisquée. Cela se passe dans tous les pays du monde. La confiscation. Vous voulez connaître les raisons de ces craintes? C'est par méfiance de ce projet de loi qui ne dit pas tout. Ce projet de loi est un peu comme un chèque en blanc. Si le gouvernement avait énoncé exactement et sans équivoque possible, ses intentions, nous n'en serions pas là aujourd'hui. C'est ce qui n'est pas dit dans le bill, les choses que l'on peut interpréter, les choses que l'on peut faire et que l'on a faites dans le passé lorsque les armes étaient enregistrées. C'est de la méfiance.

Mme Holt: C'est vous qui avez élu les membres du gouvernement. Dans une démocratie, il n'y a aucune raison de craindre le gouvernement dans la mesure où c'est vous qui l'élevez. Cela ne changera pas.

Le président: Monsieur Towers.

M. Towers: Merci monsieur le président. J'aimerais partager la foi de M^{me} Holt et j'éprouve la même appréhension à l'égard de ce projet de loi. Je suis certain, monsieur le président, que vous êtes fatigué de notre insistance. Mais je suis également sûr que, lorsque M^{me} Holt dit que la pègre ne pourra pas obtenir des armes ni des munitions si cette loi est adoptée, c'est justement là une des choses que je crains monsieur le président. Je crains que cela ne crée un marché noir des armes, des munitions. Ces gens-là ne feront pas surface. Ils n'ont pas besoin de le faire. Étant donné la facilité avec laquelle on manipule les gens et les produits aujourd'hui, la pègre n'aura aucune difficulté à se procurer des armes. La drogue est interdite au Canada et pourtant, regardez les quantités que l'on découvre ici. Je crois que la même chose se passera si nous adoptons ce genre de loi en pensant empêcher les criminels d'obtenir des armes.

[Texte]

The question that I have is to Mr. Heiman. How long would it take a person, a machinist, in a proper machine shop to manufacture a weapon that would suffice for his use?

Mr. Heiman: You would not have to get a machinist; you would not have to have a machine shop. The average guy with reasonable mechanical knowledge can do it within half an hour. They could probably dispatch someone from where I stand and where you stand.

This is a topic that is of great interest to me because not too long ago I had a young gentleman about 14 or 15 years come into my shop wanting to buy a pound of gunpowder. I named the price and he said, "That is too much; I can make it for less." That concerned me. This kid was 14 years old. I inquired where he would make it for less. He said, "In school." I followed it up. I went further. I went to the library at that particular school and I asked him where he got the information from. He says, "From our library." I went to that thing, and in the library was a textbook on how to make a firearm. It spelled it out: get your pint, get this, get the next thing, make a firearm. This is in our schools. You do not have to be a machinist; you can find it out in other ways.

We have also, in some of our things, made the suggestion that people are possibly buying ammunition, possibly doing a lot of things. I, as a dealer, and after talking to other dealers, in the West especially, say that this is fact. The amount of ammunition that is being sold today is 10 times what it normally is for this time of year. And I mean 10 times, and I am probably being very, very conservative.

Mr. Towers: Do you mean to say then that people are actually hoarding this?

• 1705

Mr. Heiman: People are buying ammunition. I know a little town just west of Edmonton. They have ammunition that would fill 10 per cent of this room from floor to ceiling. Farmers are buying it at 5,000 rounds per case. For what reason? They probably do not intend to comply. If they do not comply, where are we? What have we achieved? We have created a greater problem than we have now.

Mr. Towers: This is one of the concerns also that I have had because of the fact that I have had many people tell me that they are not going to comply with the law if they have to buy a licence. And this really concerns me because I have always tried to encourage people to abide by the law because, after all, that is what law is all about: supposedly for the benefit of people.

But getting back to the question that Mr. Woolliams was posing this afternoon, more or less on a personal basis, which I interpreted perhaps a little bit differently maybe to what Mr. Woolliams did. There could well be, I think, large numbers of people that probably would band together—Maybe they would sign a petition or something—who would say that they were not going to abide by this legislation. Would you think that this was possible?

Mr. Heiman: I will give you an example, and I had great trepidation about introducing that possibility into my presentation.

[Interprétation]

J'aimerais poser une question à M. Heiman. En combien de temps un mécanicien pourrait-il fabriquer lui-même dans son atelier de mécanique une arme qui suffise à ses besoins?

M. Heiman: Vous n'avez pas besoin de mécanicien pas plus que l'atelier de mécanique. N'importe quel bricoleur suffisamment expérimenté peut en fabriquer une en une demi-heure. Il pourrait s'agir de quelqu'un de votre milieu ou du mien.

Ce sujet m'intéresse beaucoup car il n'y a pas si longtemps, un jeune garçon de 14 ou 15 ans est venu dans mon atelier pour acheter un livre de poudre. Je lui ai donné le prix et il m'a répondu «c'est trop cher, je peux en fabriquer pour moins cher.» Cela est inquiétant. Cet enfant avait 14 ans. Je lui ai demandé où il pouvait fabriquer de la poudre pour moins cher et il m'a répondu: «à l'école.» Je suis allé plus loin. Je me suis rendu dans la bibliothèque de cette école et je lui ai demandé d'où il tirait ses renseignements. Il m'a répondu, «à la bibliothèque». J'ai fini par trouver dans la bibliothèque un livre qui expliquait comment fabriquer une arme à feu. C'était expliqué en toute lettre: prenez ceci, prenez cela et fabriquez-vous une arme à feu. Dans nos écoles. Ce n'est pas la peine d'être un technicien. Il y a bien d'autres moyens de fabriquer des armes.

On nous a également dit que les gens peuvent acheter des munitions et faire toute sorte de choses. En tant que commerçant, je me suis adressé à d'autres commerçants et en particulier dans l'Ouest. C'est un fait. La quantité de munitions aujourd'hui est dix fois plus importante que ce qu'elle devrait être étant donné la saison. Je dis dix fois et cela est peut-être bien en-dessous de la vérité.

M. Towers: Voulez-vous dire que les gens accumulent?

M. Heiman: Les gens accumulent des réserves, des plombs. Je connais une petite ville à l'ouest d'Edmonton. On y trouve assez de munitions pour remplir 10 p. 100 de cette salle du plancher au plafond. Les fermiers achètent leurs munitions à raison de 5,000 balles par caisse. Pour quelle raison? Ils n'ont probablement pas l'intention de se plier à la loi. Et si c'est le cas, où en sommes-nous? Quel résultat avons-nous obtenu? Le problème est encore plus grave.

M. Towers: C'est là une de mes préoccupations. En effet, beaucoup de gens m'ont dit qu'ils n'allaient pas se plier à la loi s'ils devaient acheter un permis. J'ai toujours essayé d'encourager les gens à respecter la loi, parce que, après tout, la loi est censée servir les intérêts des gens.

J'aimerais revenir à la question plus ou moins personnelle que M. Woolliams a posée cet après-midi et que j'ai peut-être interprétée d'une façon un peu différente. Il est probable que les gens se regroupent, signent une pétition disant qu'ils refusent de se plier à cette loi. Pensez-vous que cela soit possible?

M. Heiman: Je vais vous donner un exemple, et j'ai beaucoup hésité à envisager cette possibilité dans mon exposé.

[Text]

However, when I got back into Edmonton on Monday morning last, I got a phone call from someone who purported to represent an organization. He gave me his name but he did not identify the organization or anything like that. He said, "You are very active in this area. I wonder if there is any way we can help each other?". And I said, "Well, what have you got in mind?". He said, "Well, we are trying to organize a movement to get hunters to go down to the authorities and say that we refuse to accept this legislation, we refuse to be licensed; please put us in jail and put our families on welfare".

Now, let me hasten to add that RAGO does not condone this sort of thing, and I told him so in no uncertain terms. I said, "We are not here to stand in your way, but one of our main responsibilities is to influence people who belong to our organization to react in an intelligent and responsible manner". However, we cannot stop anyone from reacting in whatever manner that they choose to react in.

There has been a lot of talk about the definition of ammunition, that if this legislation is enacted in its present form, people will, in all conscience, plug the police detachments with reports of three or four rounds of ammunition being lost out of their hunting belt or something like that—and for every one of these, they have to make an occurrence report and it has to be investigated. This amounts to a measure of civil disobedience, does it not?

Now, we do not condone this sort of an action, or reaction, and we do not support it, but I can just relate to you that there are people who are thinking this way.

Mr. Towers: I have also found that the police are a little bit apprehensive about the type of legislation that is passed, perhaps more so, maybe, in the rural parts of Canada because of the extra work load that it is going to place on their shoulders, whether it is licensing or implementation of the program or otherwise. Have you had any discussion with the officers?

Mr. Barrigan: This is the reaction that we get generally.

• 1710

Mr. Towers: Getting back to the definition of ammunition and what Mr. Abbott said with regard to this youngster manufacturing the powder, I would presume, from what you say, that these components that he is speaking about would be so-called components. Would this be correct?

Mr. Heiman: There are two different classes of gun powder. There is smoke with propellant powder and there is what is called black powder. The black powder is used very little. It is from the old muzzle-loaders and the old guns. But, yes, it can be brought in a drugstore. You can buy it all in a drugstore.

Mr. Towers: So it would have to come to a certain state, before it would actually be illegal to have it, and that would have to be defined, I suppose.

Mr. Heiman: Yes, it could be almost mass-produced; illegally, of course, but it could be produced very easily.

Mr. Barrigan: The main ingredients of black powder are charcoal, sulphur and saltpeter.

[Interpretation]

Cependant, en arrivant à Edmonton lundi dernier, j'ai reçu un coup de téléphone d'un individu qui prétendait représenter un organisme. Il m'a donné son nom mais n'a pas dit de quel organisme il s'agissait. Il m'a dit «Vous êtes très actif dans ce domaine. Je me demande si nous ne pourrions pas nous entraider?» J'ai répondu «Quelle est votre idée?» Voici ce qu'il m'a dit «Nous nous efforçons de regrouper des chasseurs afin de faire savoir aux autorités que nous n'acceptons pas cette loi. Nous refusons de devoir acheter des permis. Mettez-nous en prison et versez des prestations de bien-être à nos familles».

Laissez-moi vous dire que notre organisation n'accepte pas ce genre de procédés et je le lui ai fait comprendre sans équivoque possible. J'ai dit «Nous ne sommes pas ici pour vous mettre des bâtons dans les roues, mais nous sommes chargés d'inciter les gens qui appartiennent à notre organisme à réagir de façon intelligente et responsable». Cependant, nous ne pouvons empêcher personne de réagir comme il l'entend.

On a beaucoup discuté de la définition des munitions. En effet, si cette loi est mise en vigueur dans sa forme actuelle, les gens vont, en toute conscience, adresser des rapports aux détachements de police expliquant que trois ou quatre cartouches de plomb se sont détachées de leurs cartouchières ou des choses du genre. Et pour chaque rapport, il faudra faire des enquêtes. Cela revient à un cas de désobéissance civile n'est-ce pas?

Nous ne pouvons pas accepter ce genre d'action ou de réaction et nous ne le soutenons nullement, mais j'aimerais simplement vous souligner qu'il existe des gens qui pensent de cette façon.

M. Towers: J'ai également remarqué que la police manifestait un peu d'appréhension vis-à-vis de ce type de loi, et en particulier dans les régions rurales du Canada, en raison de la charge de travail supplémentaire que cela représente pour elle, qu'il s'agisse d'émettre des permis ou de mettre en application le programme proposé etc. Avez-vous discuté de cela avec les agents responsables?

M. Barrigan: Ce type de réactions est assez répandu.

M. Towers: Pour en revenir à la définition des munitions ainsi qu'à ce que M. Abbott a dit au sujet des jeunes qui fabriquent eux-mêmes la poudre, je présume, d'après ce que vous avez dit, que les éléments dont ils parlent peuvent être assimilés aux éléments dont se composent les armes à feu?

M. Heiman: Il y a deux genres distincts de poudre. Il y a la poudre propulsive avec fumée et la poudre noire. La poudre noire est très peu utilisée. Elle servait dans les vieux mousquets et les vieux fusils. Mais, oui, vous pouvez acheter tout cela dans les pharmacies.

M. Towers: Il faudrait que ce soit dans un certain état avant que ce soit illégal d'en obtenir, il faudrait également que cela soit défini je suppose.

M. Heiman: Oui, il faudrait presque que ce soit produit en masse, illégalement évidemment, mais cela pourrait se faire facilement.

M. Barrigan: Les ingrédients principaux de la poudre noire sont le charbon, le soufre et le salpêtre.

[Texte]

Mr. Towers: I am not a chemist or a scientist, but even I know what you are talking about there, and they are not that hard to get, are they?

Mr. Barrigan: No. And a very explosive substance, of course, is a mixture of diesel oil and fertilizer.

Mr. Towers: I have had a request from people who have automatic guns, and they have suggested very, very stringent regulations that would enable them to keep these weapons. You just touched on it this afternoon, and I wondered if you would like to enlarge on that. Here we have a group of people, you said about 4,000, who are primarily interested in having the firearms as collectors' items, or because they use them in target practice; and that is where they get their enjoyment. I felt that they had really gone the second mile, in trying to establish ways and means whereby they would be allowed to keep those firearms. Have you given this any thought?

Mr. Barrigan: Yes, certainly. The fully automatic weapons are contained in collections owned by a total of 800 people across Canada. They are not used in target practice. Occasionally, an owner will ask for a conveyance permit to take a weapon out to a range, to see if it is operable for his own satisfaction, but for no other reason than for the ride that the thing is complete and operable.

I would say that none of these people constitute any danger. It may be said that there is a potential danger, if that weapon is stolen. Most of the stolen fully automatic weapons come out of arsenals, or out of the destruction of arsenals. I could give you examples of where fully automatic weapons have been destined for destruction, have been deactivated in one way or the other—and I have a very good example of a sten gun—where a person assembled enough of these, that he could take parts of three or four, and assemble one. This did in fact happen. A crime was not committed; an effective suicide was committed, because he aimed at a policeman with no ammunition in the weapon, and the policeman shot him. But these collectors have complete, say, Canadian military collections, or maybe they get a particular enjoyment out of—and I do not understand fully automatic weapons myself, except in a large sense—the mechanism of them, and the very delicate machining of them. It is not my concern why they enjoy this. They are not bothering me, they are not the community.

I would say that most of these people would be quite willing to agree to remove a vital part from the weapon and store it in a separate place, so that, if it were stolen, it would have to be remanufactured, or a part would have to be made for it. They would agree that they will not ask for a form C-302, which is general conveyance permit, but a form C-301, which is a specific one, for, possibly, transporting it during a trade. This is a thing that goes on between collectors and the basic thing between collectors. If I have a duplicate, and you have something that I want, maybe we will make a trade to complete our collections. This is lawful; there is nothing wrong with it. How important is...

The Chairman: Mr. Towers, your time is up. We have Mr. Robinson, and there is a plane deadline so perhaps you could make this your last question.

[Interprétation]

M. Towers: Je ne suis pas un chimiste ni un chercheur, mais même moi je sais de quoi vous parlez, et ce n'est pas difficile à obtenir n'est-ce pas?

M. Barrigan: Non. Une substance très explosive évidemment est le mélange d'huile diesel et d'engrais.

M. Towers: J'ai reçu des demandes de personnes qui ont des armes automatiques pour qu'il y ait des règlements très stricts qui leur permettraient de conserver ces armes. Vous en avez parlé un peu cet après-midi, et je me demande si vous voulez donner des précisions. Nous avons ici un groupe de gens, environ 7,000 personnes, qui s'intéressent principalement aux armes à feu en tant que collectionneurs, ou parce qu'elles font du tir à la cible comme sport. Elles ont beaucoup fait pour essayer de trouver des moyens de conserver ces armes. Y avez-vous songé?

M. Barrigan: Certainement. Les armes complètement automatiques font partie des collections de quelque 800 personnes au Canada. Elles ne servent pas à des exercices de tir. A l'occasion, un propriétaire demande un permis de transport pour apporter son arme à un champ de tir afin de voir si elle fonctionne toujours à sa satisfaction, mais pour nulle autre raison. Il est fier de savoir que l'arme est complète et en état de marche.

Je dirais qu'aucune de ces personnes ne constitue un danger. On pourrait dire qu'il y a un danger possible, si l'arme était volée. La plupart des armes complètement automatiques volées proviennent d'arsenaux ou d'armes destinées à la destruction. Je peux vous donner des exemples d'armes complètement automatiques destinées à la destruction qu'on a rendu inopérantes d'une façon ou d'une autre. J'ai un très bon exemple de cela, au sujet d'une mitraillette Sten. Une personne en avait suffisamment assemblées, elle pouvait prendre les pièces de trois ou quatre mitraillettes pour en faire une complète. C'est aussi simple que cela. Il n'y a eu pas de crime, mais un suicide a été commis, car la personne avait mis en joue un policier même s'il n'avait pas de munitions dans l'arme, et le policier l'a tuée. Les collectionneurs ont des collections complètes d'armes militaires ou peut-être que cela les amuse—je ne comprends pas très bien moi-même les armes automatiques, sauf de façon assez générale—mais les mécanismes sont très délicats. Cela ne m'intéresse pas de savoir pourquoi ils ont plaisir à avoir ces armes. Ces personnes ne m'inquiètent pas et elles n'inquiètent pas la collectivité.

Je pense que la plupart de ces personnes seraient d'accord pour enlever une partie essentielle des armes à feu pour l'entreposer dans un endroit distinct de sorte que si l'arme était volée, l'objet devrait être fabriqué de nouveau ou la pièce complètement refaite. Ils seraient d'accord pour ne pas demander le formulaire C-302 concernant le permis de transport général, mais la formule C-301, qui est une formule plus précise pour le transport de l'arme à des fins commerciales. C'est une chose qui se fait parmi les collectionneurs. Si j'ai deux armes semblables et que vous en ayez une que je désire, je peux faire un échange pour compléter ma collection. C'est légal, il n'y a rien d'incorrect. Quelle importance...

Le président: Monsieur Towers, votre temps est écoulé. Nous avons M. Robinson et certains doivent prendre l'avion, voulez-vous poser votre dernière question?

[Text]

• 1715

Mr. Robinson: What is the deadline?

Mr. Barrigan: I believe we want to be at the Chateau at 5.45 p.m. so we have a little time.

Mr. Towers: In view of the shortage of time then I will pass and let Mr. Robinson question.

The Chairman: Thank you, Mr. Towers. Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman. On page 1 of the brief that you gentlemen submitted, you indicated your aims and objectives. I must say that they all seem quite noteworthy and most of them seem to be directed to your M.L.A.s and I notice only number 8 says;

To exert our best effort in the field of federal law making, as and when it becomes necessary.

I suppose we can assume that you feel it is necessary now because of this peace and security package that is before us. Is that correct?

Mr. Barrigan: Right on, yes.

Mr. Robinson: All right. Then on page 2 of your statement you say:

A law which makes law breakers out of a large proportion of law-abiding citizens is not a good law.

And then you say further:

A law which inconveniences the lawful to no great or identifiable purpose begs justification.

And further:

The law must not only do justice but it must be shown to do so.

I think these are things that every one of us agree with, not just your organization. We passed a law in the not-too-distant past whereby the legal age for drinking was increased from 18 years to 21, and one of the basic reasons for doing that was because you could not control the drinking under 21 years of age any other way. It seems that if you have a law that you cannot control then it must be a bad law if the people will not abide by it. Would you subscribe to that?

Mr. Barrigan: Definitely.

Mr. Robinson: Do you have any information as to what it would cost to enforce this law on guns that is being proposed? Have any estimates been done by your group or any other group that you know of?

Mr. Barrigan: Earlier when there were rumours that registration would be introduced, we went to the extent of getting information from statistics which were gathered in New York City. The last available statistics were that it cost them \$75 a gun to register them and that inflation would probably increase that to \$100 per weapon; if there were 10 million firearms in Canada, we would be talking of \$1 billion. Certainly licensing does not need to go that far but if there is a tremendous bureaucratic machine involved in this, if it is that difficult to do that it needs a new machine, say, of the size of an automobile licensing bureau, I do not know; it could be awesome.

[Interpretation]

M. Robinson: Quelle est l'heure limite?

M. Barrigan: Je pense qu'il nous faut être au Château à 17 h 45: nous avons donc un peu de temps.

M. Towers: Comme nous disposons de peu de temps, je vais céder mon tour et laisser M. Robinson poser ses questions.

Le président: Merci, monsieur Towers. Monsieur Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président. A la première page de votre mémoire, vous avez indiqué, messieurs, vos buts et objectifs. Je dois dire qu'ils me semblent tous valables et la plupart semblent s'adresser à vos députés des assemblées législatives. Je ne note que le n° 8, où vous dites:

Déployer, lorsque c'est nécessaire, nos meilleurs efforts dans la préparation des lois fédérales.

Je suppose que vous croyez cette intervention nécessaire à cause de la loi sur l'ordre et la sécurité que nous étudions. C'est bien cela?

M. Barrigan: C'est tout à fait cela.

M. Robinson: Très bien. Vous déclarez à la page 2:

Une loi qui fait d'une grande partie des citoyens respectueux de la loi des hors-la-loi n'est pas une bonne loi.

Vous dites aussi:

Une loi qui, sans que ce ne soit dans un but louable ou même identifiable, présente des inconvénients pour celui qui respecte la loi, n'est pas justifiée.

Et aussi:

La loi ne doit pas uniquement tendre à rendre justice, mais aussi le faire d'une façon évidente pour tous.

Nous sommes tous d'accord sur ces points, ce n'est pas seulement le cas de votre organisation. Nous avons adopté une loi qui n'est pas tellement ancienne qui stipule que l'âge légal pour boire des boissons alcooliques est relevé de 18 à 21 ans, une des raisons principales étant que vous ne pouvez contrôler d'autre manière l'absorption des breuvages alcooliques chez les moins de 21 ans. Il me semble qu'une loi à laquelle les gens ne veulent pas se conformer, si vous avez une loi que vous ne pouvez contrôler, ça doit être une mauvaise loi. Êtes-vous d'accord?

M. Barrigan: Tout à fait.

M. Robinson: Avez-vous des renseignements sur ce que cela coûtera pour appliquer cette loi proposée concernant les armes à feu? Avez-vous une évaluation par votre groupe ou par tout autre groupe?

M. Barrigan: Lorsque nous avons entendu dire qu'il faudrait s'enregistrer, nous avons essayé d'obtenir des renseignements, à partir de statistiques recueillies dans la ville de New York. Les dernières statistiques disponibles révèlent qu'il en coûte \$75 pour enregistrer un fusil et que l'inflation a probablement porté ce chiffre à \$100 par arme. S'il y avait 10 millions d'armes à feu au Canada, cela signifierait une somme d'un milliard de dollars. Je ne pense pas que ce soit nécessaire d'aller aussi loin pour délivrer des permis, mais il faut une machine bureaucratique énorme pour ce faire. S'il est trop difficile de le faire avec ce que nous avons et qu'il faille une nouvelle machine, de l'importance d'un bureau d'émission des permis pour les voitures, je ne sais pas, ce serait vraiment incroyable.

[Texte]

Mr. Robinson: Certainly in a period of restraint we would question the advisability of spending \$1 billion of taxpayers' money to license every gun in Canada. Is that what you are saying?

Mr. Barrigan: I am not suggesting that this will cost \$1 billion. We ran a little estimate from something that appeared in the paper today whereby the Commissioner estimated the number of additional personnel that he needed in Ottawa and across the country, and we estimated that at something like—what did we say?

Mr. Heiman: The figures were 745 man-hours just to instigate it. In the province of Saskatchewan they said that they would require two hours of police work to investigate the applicant and an additional two hours to investigate the guarantors; that is six hours of police work, and they said possibly two more hours of police work to put it all together.

Mr. Barrigan: We estimated \$30 million when we were roughing this out.

Mr. Robinson: It has been stated that there are some two or three million gun owners in Canada. I do now know how many there are but that is about the closest estimate that I have been able to find. You are suggesting that it is going to cost roughly \$75 to \$100 apiece to interview each of these gun owners and license them.

Mr. Heiman: Taking that figure that the Saskatchewan government broke down. You take eight hours of police time. You figure that out in dollars and cents, and it is quite a bit of money. This is per licence issued.

• 1720

Mr. Barrigan: That would come pretty close to \$75 right there. Then there is another aspect—if I might interject, Mr. Robinson—we have in existence a good, workable registration scheme. It has been in existence since 1935. It is proposed that the government will scrap that and phase in a new and repetitive system with a cost for each item to each owner. Obviously they would not phase in a system which would cost, per each item, per each owner, too much money but the cost of that system can be awesome, and we already have one.

Mr. Robinson: Do you have any idea from the statistics that have been made available to you how many people are going to be required to maintain the records, keep them up to date, and look after this program?

Mr. Barrigan: No, I could not answer that.

Mr. Robinson: That is one of the unknown figures. Maybe the Minister will be able to provide us with that when he reads the record.

Would it be fair to say that you feel that nobody should have a gun or weapon or firearm, whatever you want to call it, confiscated except for cause?

Mr. Barrigan: Well, that would be only fair. Would it not?

Mr. Robinson: I think there has been some suggestion that the government is just going to pick up all the guns, as apparently was ordered in Northern Ireland or some place. It is my understanding that this is not the case. I am just saying that it would seem to me that there should be no confiscation except for cause, and that should be spelled out. You would subscribe to that, would you?

[Interprétation]

M. Robinson: Comme nous sommes en période de restrictions, je mettrai en doute la sagesse de dépenser un milliard de dollars de l'argent des contribuables pour émettre des permis pour chaque fusil au Canada. Est-ce bien ce que vous dites?

M. Barrigan: Je ne dis pas qu'il en coûterait un milliard de dollars. Nous avons une petite évaluation tirée d'un communiqué paru dans les journaux aujourd'hui, d'après lequel le commissaire prévoit que le personnel additionnel nécessaire à Ottawa et au pays... nous avons estimé des frais de l'ordre de...

M. Heiman: Il s'agissait de 745 heures-hommes simplement pour les enquêtes. Dans la province de Saskatchewan, on a dit qu'il faudrait deux heures de travail des policiers pour enquêter sur le requérant et deux heures additionnelles pour enquêter sur les répondants. Cela ferait six heures de travail des policiers et ils ont dit qu'il faudrait probablement deux autres heures pour tout réunir ce travail.

M. Barrigan: Nous avons prévu qu'il faudrait 30 millions de dollars, mais ce n'est qu'une estimation.

M. Robinson: On a dit qu'il y avait deux ou trois millions de propriétaires d'armes à feu au Canada. Je ne sais pas combien il y en a, mais ce sont là les chiffres les plus précis que j'aie pu obtenir. Vous dites donc qu'il en coûtera environ de \$75 à \$100 par arme pour interviewer chacun de ces propriétaires d'armes et leur émettre un permis.

M. Heiman: Nous prenons les chiffres du gouvernement de la Saskatchewan. Vous avez huit heures de travail pour le policier. Vous calculez ça en dollars et en cents et ça représente beaucoup d'argent, et c'est pour chaque permis délivré.

M. Barrigan: Nous sommes très près de \$75. Il y a également un autre aspect, si vous me le permettez, monsieur Robinson, nous avons actuellement un très bon système d'enregistrement. Il existe depuis 1935. On propose de le mettre de côté pour le remplacer par un système nouveau et répétitif qui coûterait individuellement quelque chose pour chaque propriétaire. Évidemment, on ne le remplacerait pas par un système qui coûterait pour chaque arme, pour chaque propriétaire, trop d'argent, mais le coût de ce système pourrait être quand même très élevé et nous en avons déjà un.

M. Robinson: Avez-vous une idée des statistiques qui existent afin de savoir combien de personnes sont nécessaires pour garder les dossiers, les tenir à jour et surveiller ce programme?

M. Barrigan: Non, je ne peux pas vous répondre.

M. Robinson: C'est un autre chiffre qui est inconnu. Peut-être que le ministre pourrait nous le fournir lorsqu'il lira le procès-verbal.

Pouvons-nous dire qu'à votre avis personne ne devrait se voir confisquer son fusil ou son arme, quel que soit le nom que vous lui donniez, sauf s'il y a une bonne raison?

M. Barrigan: Ce ne serait que juste, n'est-ce pas?

M. Robinson: On a même dit que le gouvernement pourrait reprendre toutes les armes, comme il en a apparemment été ordonné dans le nord de l'Irlande ou ailleurs. Je ne crois pas que ce soit le cas. Il me semble qu'il ne devrait pas y avoir de confiscation sauf pour une bonne raison, et il faudrait la mentionner. Vous êtes d'accord avec cela?

[Text]

Mr. Barrigan: Oh, I thought you said cost.

Mr. Robinson: Cause. That is, if you were violent or known to be a violent criminal or somebody with a criminal record who would use guns and violence and so on, that would be good cause for not letting you have a firearm.

Mr. Heiman: Without cause, they should not be removed. No.

Mr. Robinson: Exactly.

There is one thing that has concerned me a bit, and there has been a lot of controversy about it. That has to do with storage. I think the concern I have is the same kind of concern you have. It would indicate in effect that most of the law concerned with storage is going to be in the regulations and not in the bill itself. Would that be a fair statement?

Mr. Barrigan: That is what we are afraid of. Who knows? The regulations may say that you must have a vault, or put in an electronic burglar system. Who knows? It is not spelled out, and we are afraid of this. If the act said "prudent storage", we could accept it.

Mr. Robinson: Yes. Well, I must say that I share your concern, and maybe that term "prudent" is one that could be incorporated without too much difficulty. It seems to me that this whole question of having a firearm—I must use the term "firearm". I think that is more acceptable to most people than calling them weapons or guns. The question of taking it apart and putting the firing pin in one place and the barrel some place and the stock some place else, and hiding all these parts in various parts of the house, to me seems a bit ridiculous. You may want to put it together in a hurry sometime and it would take you two or three hours to do it, to find the parts and so on, and it could be lost.

It would seem to me that storage should merely indicate that it is kept in what would be considered a proper, prudent place, using the term "prudent" as you have, and that would probably be having it in a drawer—maybe a locked drawer or cabinet or something of that nature—where you know where it is and where it is not easily accessible to children or anybody who might use it improperly.

Mr. Barrigan: Let me enlarge on that a little. I just happen to be a gun collector also. I have Canadian historical weapons and I have a large collection. I have my collection stored and displayed in a museum-like manner, but they are not behind glass. There is no ammunition stored adjacent to them. Our house is kept locked. When we are away there is a radio left on. There are lights left on. I am in the process of acquiring a burglar alarm system, but this is my prerogative. I do things in a prudent way. My children and my grandchildren can reach these firearms, but they do not do so. They are taught from the time they are children that they do not touch firearms. They are not toys.

• 1725

Mr. Robinson: If I were a judge, what you are just saying now would indicate to me that you were acting in a most ordinary and prudent manner and we should certainly find nothing wrong with your behaviour if this is the way you maintain your weapons in your home.

[Interpretation]

M. Barrigan: Oh, je croyais que vous parliez de coûts.

M. Robinson: De raison. C'est-à-dire que si vous étiez violent, connu comme un criminel violent, pourvu d'un dossier judiciaire, et en outre susceptible de vous servir d'armes à feu et d'user de violence, ce serait une bonne raison pour ne pas vous laisser avoir une arme à feu.

M. Heiman: Sans raison, les armes ne devraient pas être enlevées. Non.

M. Robinson: Exactement.

Il y a un autre aspect qui m'inquiète un peu, et il y a eu beaucoup de controverses à ce sujet. C'est la question de l'entreposage. J'ai l'impression que, comme moi, vous vous inquiétez de cela. Il semble que cette question d'entreposage sera mentionnée dans les règlements et non pas dans le bill. Est-ce que c'est juste?

M. Barrigan: C'est ce que nous craignons. Qui sait? Le règlement peut dire qu'il vous faut une voûte ou un système électronique anti-vol. Qui sait? Rien n'est mentionné et cela nous inquiète un peu. Si la loi dit qu'il faut «un entreposage prudent», nous pourrions l'accepter.

M. Robinson: Oui. Je dois dire que je partage votre inquiétude et peut-être que le terme «prudent» pourrait être inclus sans trop de problèmes. A propos de l'arme à feu, je pense qu'il faut se servir du terme «arme à feu», qui est plus acceptable à la plupart des gens que les mots «armes» ou «fusils», la question de savoir comment la démonter pour placer le percuteur à un endroit, la chambre à un autre, et les munitions ailleurs, et pour cacher toutes ces pièces dans diverses parties de la maison, me semble un peu ridicule. Il vous faudra peut-être rassembler rapidement à un moment donné, et il vous faudra deux ou trois heures pour le faire, pour trouver les pièces qui peuvent se perdre, etc.

Il me semble que cette question d'entreposage devrait simplement être indiquée pour dire que l'arme est gardée dans un endroit convenable, sécuritaire, et on pourrait se servir du mot «prudent» comme vous l'avez dit, et l'endroit pourrait être un tiroir sous clé, un cabinet, ou quelque chose du genre; vous savez alors où l'arme se trouve et elle n'est pas facile d'accès pour les enfants ou pour quiconque pourrait s'en servir imprudemment.

M. Barrigan: Laissez-moi apporter des précisions. Je suis moi aussi un collectionneur d'armes, j'ai des armes canadiennes historiques et j'ai une collection importante. Ma collection est placée comme on le ferait dans un musée, mais elle n'est pas sous verre. Il n'y a pas de munitions d'entreposées tout près. Notre maison est toujours sous clé. Lorsque nous sommes au loin, nous laissons la radio jouer. Les lumières restent allumées. Je suis en train d'acheter l'alarme anti-vol, mais c'est parce que je le veux bien. Je fais les choses prudemment. Mes enfants et mes petits-enfants pourraient prendre ces armes, mais ils ne le font pas. On leur a dit dès leur tout jeune âge qu'ils ne devaient pas toucher aux armes à feu, que ce ne sont pas des jouets.

M. Robinson: Si j'étais juge, ce que vous me dites m'indiquerait que vous agissez de façon très prudente et je ne trouverais rien à redire sur votre comportement si c'est la façon dont vous conservez vos armes à la maison.

[Texte]

There is one further thing I would like to ask. There was a statement made as follows and I will just read it:

If criminal law's function is to reaffirm fundamental values then it must concern itself with real crimes only and not with the plethora of regulatory offences found throughout our laws. Our Criminal Code should contain only such acts as are not only punishable but also wrong acts contravening fundamental values. All other offences must remain outside the Criminal Code.

And I put it to you, when we start talking about the storage of a weapon, surely this should never be in the realm of criminal law at all. Would you agree with that statement?

Mr. Barrigan: I agree. I believe you must be quoting from the report on law reform.

Mr. Robinson: Yes, indeed, that is it. It is from the Law Reform Commission of Canada and is entitled *Our Criminal Law*. I would also say that it is used within the context of the Standing Committee of Legal and Constitutional Affairs of the Senate. They have used this in their interim report of the Standing Committee on Legal and Constitutional Affairs in their reference to the House of Commons on Bill C-83. That is all I have to say.

The Chairman: Thank you, Mr. Robinson. Ladies and gentlemen, I think we are just finishing in time to allow our witnesses to make their flight back. At our request they appeared this afternoon rather than this morning so I apologize to them for any inconvenience this may have caused and I trust that we will not be responsible for them missing their airplane. In any event we are grateful to Mr. Barrigan and to Mr. Heiman and to their association, the Responsible Alberta Gun Owners, for their appearance before us today. Thank you, gentlemen.

The Committee is adjourned until Tuesday afternoon at 2.30.

[Interprétation]

J'aimerais soulever une autre question. Il y a eu une déclaration comme suit:

Si la fonction du droit criminel est de confirmer les valeurs fondamentales, il doit s'adresser aux crimes réels seulement et non pas à toutes les panoplies d'infractions aux règlements qu'on trouve dans nos lois. Notre code criminel ne devrait contenir que les actes qui non seulement sont punissables mais également qui sont des actes contraires aux valeurs fondamentales. Toutes autres infractions doivent demeurer à l'extérieur du code criminel.

Je vous pose la question alors que nous avons commencé à parler de l'entreposage des armes, et sûrement cela ne relève pas du droit criminel. Êtes-vous d'accord avec cette déclaration.

M. Barrigan: Je suis d'accord. Je crois vous citez le Rapport sur la réforme du droit.

M. Robinson: Oui c'est exact. Il s'agit du rapport de la Commission de la réforme du droit du Canada intitulé *Notre droit criminel*. On retrouve cela également dans le contexte du comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles du Sénat. On s'en est servi dans le rapport provisoire du comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles au sujet du Bill C-83, et le renvoi à la Chambre des communes. C'est tout ce que j'avais à dire.

Le président: Merci, monsieur Robinson. Mesdames et messieurs, je vois que nous avons fini à temps pour permettre à nos témoins de prendre leur avion de retour. Ils ont comparu cet après-midi plutôt que ce matin à votre demande: par conséquent, je m'excuse auprès d'eux des ennuis que ce retard a pu leur causer et j'espère que, par votre faute, ils ne manqueront pas leur avion. De toute façon, nous sommes très reconnaissants à M. Barrigan et à M. Heiman, à leur association également, la *Responsible Alberta Gun Owners*. Merci messieurs.

La séance est levée jusqu'à mardi à 14 h 30.

APPENDIX "JLA-29"

Shooting Federation of Canada / Fédération de Tir du Canada



May 5, 1976

A BRIEF ON BILL C-83

TO

THE SENATE STANDING COMMITTEE ON LEGAL AND CONSTITUTIONAL AFFAIRS

AND TO

THE HOUSE OF COMMONS STANDING COMMITTEE ON JUSTICE AND LEGAL AFFAIRS

BY

THE SHOOTING FEDERATION OF CANADA

A BRIEF ON BILL C-83

TO

THE SENATE STANDING COMMITTEE ON LEGAL AND CONSTITUTIONAL AFFAIRS

AND TO

THE HOUSE OF COMMONS STANDING COMMITTEE ON JUSTICE AND LEGAL AFFAIRS

BY

THE SHOOTING FEDERATION OF CANADAINTRODUCTION

The Shooting Federation of Canada and its affiliated governing bodies represent over a quarter of a million sport shooters.

The Shooting Federation of Canada governs all formal target shooting in Canada at the National and the International levels.

The provincial governing bodies representing the various target shooting disciplines are also affiliates of the Shooting Federation of Canada.

Although the Shooting Federation of Canada is concerned primarily with target shooting, many of its members and the members of the affiliated governing bodies are also hunters and collectors.

For the above reasons, the Shooting Federation of Canada is vitally concerned with any Canadian legislation affecting firearms.

The Shooting Federation is especially concerned with Bill C-83.

The Shooting Federation of Canada supports the concept of proper firearms controls. But the Shooting Federation of Canada opposes Bill C-83 on general as well as on specific grounds.

This brief will present the general objections first and will then examine, in detail, specific sections and subsections of Bill C-83.

In addition, this brief will present the Shooting Federation of Canada's concept of good legislation.

GENERAL CRITICISM

The title of Bill C-83 is a misnomer. Of that portion of Bill C-83 which deals with firearms, the major part is directed not against the perpetrators of violent and other crime but instead it is directed against the three million law-abiding Canadians who own firearms.

In our opinion, Bill C-83 is based on a false premise. In GUN CONTROL, Explanatory Notes, which was issued to the public along with details of Bill C-83, the following statement appears:

"The fewer weapons that exist in society, the fewer incidents that will confront us." (p.10)

The fallacy of that concept is pinpointed in the following statement from a research paper published by the New York Law Forum in 1967.

"A fundamental assumption of those who support the drive for stricter regulations of firearms is the belief that easily available weapons are a stimulus to crime and that absence of the weapons would significantly reduce criminal activity... . In our own inquiry we have discovered no convincing evidence on the question. However, the opinions of knowledgeable people suggest that considerable caution be used in hypothesizing a close and causal relation between firearms and the commission of crimes. In the published materials and in our interviews, there is a respectable body of opinion that legal restraints on weapons have little effect on crime and criminals."

A statistical study recorded in the January 30, 1968, issue of the Congressional Record, Vol. 114, No. 12, more than supports the opinion quoted above.

To update the information and to further emphasize the fallacy upon which the government has based Bill C-83, your attention is drawn to a study entitled HANDGUNS, GUN CONTROL LAWS AND FIREARM VIOLENCE by Douglas R. Murray of the University of Wisconsin. This study was published in SOCIAL PROBLEMS, October 1975, vol. 23, no. 1.

Mr. Murray summarizes the study in the following quotation:

"This paper explores the relationship between access to handguns, gun control laws, and the incidence of violence associated with firearms. Utilizing F.B.I. data, census materials, vital statistics and Harris and Gallup surveys in a multiple regression statistical framework, gun control laws have no significant effect on rates of violence beyond what can be attributed to back ground social conditions... . "

The F.B.I. Uniform Crime Report, released on July 28, 1966, spelled out in details the "back ground social conditions" referred to above. Some of these conditions that affect the amount and type of crime are:

1. Density and size of the community population.
2. Composition of the population with particular reference to age, sex and race.
3. Economic status and mores of the population.
4. Relative stability of the population - commuters, seasonal and other transient types.
5. Climate, including seasonal weather conditions.
6. Educational, recreational and religious characteristics.
7. Effective strength of the police force.
8. Standards governing appointments to the police force.
9. Policies of the prosecuting officials and the courts.
10. Attitude of the public toward law enforcement problems.

11. Administrative and investigative efficiency of the local police.

In support of Murray's conclusions, note that there is no mention of gun control laws or the availability of firearms as having any effect on the rates of crime.

Switzerland has the highest per capita ownership of firearms of any country in the world. It is important to note that those firearms are private firearms as well as military firearms. The statistics available from the United National Demographic Yearbook, published in 1975, lists the homicide rate in Switzerland for 1971 as 2.1 per hundred thousand.

Further proof that there is no correlation between the availability of firearms and homicides becomes evident from a study of Japanese statistics.

In 1970, in Japan's allegedly gunless society, the city of Tokyo alone, with a population of eleven million people, had 213 murders. Three of the victims died from gunshot wounds. Two hundred and ten were victims of knives, hands, iron bars, etc.

Another major premise of Bill C-83 is that there is a direct correlation between the suicide rate and the availability of firearms. In Japan, where firearms are legally available only to the police and to the armed forces, the suicide rate in 1972 was 17.0 per hundred thousand; more than fifty percent higher than the Canadian rate.

Japan has a long tradition of political assassinations. Canadian legislators would not find a detailed study of such traditions attractive.

Contrary to what the media might like Canadians to believe, the first televised assassination of a political leader in a major country did not occur in United States.

On Oct. 12, 1960, in full view of the audience and of the whole television network, a seventeen year old student using a knife, assassinated Inajiro Asanuma, leader of the Japanese Socialist Party.

No Senator need be reminded that Julius Caesar did not die from gunshot wounds.

Canadians really do not need foreign statistics to prove that there is no causal relationship between the availability of firearms and crimes of violence involving firearms. Some members of this committee of legislators may have lived in a community in which nearly every household had a twenty-two, a deer rifle, and a shot gun, and never in their memory was there a crime of violence involving firearms in that community.

The Shooting Federation of Canada also objects strenuously to the totalitarian concepts which manifest themselves so frequently in Bill C-83.

The Shooting Federation of Canada believes that Bill C-83 gives dictatorial powers to civil servants and that Bill C-83 surrenders to the Governor in Council, and to the Lieutenant Governors in Council, powers which properly belong to the Federal Parliament.

The Shooting Federation of Canada also opposes the many opportunities afforded by Bill C-83 to harass, financially and bureaucratically, law abiding Canadians who wish to own firearms.

This Federation also opposes, at a time when Canadians are paying forty-two percent of their gross earning to the multiple levels of governments, the establishment of a bureaucracy unlimited in size and cost, and with powers to levy punitive fees.

Further, the Shooting Federation of Canada opposes the blanket approval which Bill C-83 seeks for regulations yet unpublished. In a

bill which drastically affects the lives of three million Canadians, the final reading of Bill C-83 should be deferred until the regulations have been draughted and examined by Parliament.

SPECIFIC CRITICISM OF SECTIONS OF BILL C-83 AND RECOMMENDATIONS FOR AMENDMENT

82.(1)

The definition of "ammunition" is absurdly broad. A child who picked up an expended shotgun cartridge case in the woods, and who took it home without reporting it or delivering it to a local registrar or peace officer could be held in contravention of section 88 (1) and section 101 (1). The hunter who discarded the case could be charged under section 99 (2).

The definition of "firearm" is likewise absurdly broad. A shooter who had a box of spare parts, if any of them were adaptable to a restricted firearm, could be required to obtain a permit and registration certificate for each of the spare parts under penalty of 87 (1).

From the definition of "licensing officer" and "local registrar of firearms" the words "police officer" and "police constable" should be deleted. Police should be used to combat criminals and not to shuffle papers in a clerical capacity.

Originally, law-abiding citizens thought of our police forces as a thin blue line battling the forces of lawlessness.

The use of police in such regulatory capacities as enforcers of "prohibition", as traffic wardens, and now as controllers of law-abiding shooters makes many otherwise law-abiding citizens ask, "Who are the police against?"

82.(1) Cont.

Such activities on the part of our police forces do not enhance their image or prestige, nor are they conducive to engendering in the minds of citizens, the respect which should be the due of every peace officer.

From the definition of "prohibited weapon", section (c) should be deleted. As now printed, Bill C-83 would necessitate the confiscation of automatic firearms lawfully obtained and legally owned. Nor does Bill C-83 make any provisions for compensating the lawful owners of such firearms for the loss they would sustain.

The unlawful use of these automatic firearms has been grossly exaggerated.

The directors of the Ontario Arms Collectors reported that since 1947 when the Ontario Arms Collectors' Association came into existence, none of their members has been convicted of a crime of violence involving any firearm, automatic or otherwise.

82.(1) "restricted weapon" (b)(ii)

This section discriminates primarily against one particular firearm, the M-1, .30 calibre carbine. The Shooting Federation of Canada does not understand the purpose of this section.

To us this looks like the first step in the restriction of all self-loading rifles.

The next step could be to restrict all centre-fire, self-loading rifles with a barrel length of less than nineteen inches, then twenty inches, and so on.

The Shooting Federation of Canada opposes the insidious and creeping prohibition of self-loading, centre-fire rifles initiated in this section.

82.(1) "prohibited weapon" (d)

The section of the Criminal Code of Canada which corresponds to section 82(1) "prohibited weapon (d)" reads as follows:

"a weapon of any kind, NOT BEING A RESTRICTED WEAPON or a shotgun or rifle of a kind commonly used in Canada for hunting or sporting purposes, that is declared by order of the Governor in Council to be a prohibited weapon."

Note that in the definition of a prohibited weapon as printed in Bill C-83, the words NOT BEING A RESTRICTED WEAPON have been omitted. This omission appears to the Shooting Federation of Canada to be a subterfuge to give the Governor in Council the power to prohibit the private ownership and to confiscate all handguns without even referring the matter to Parliament.

The Shooting Federation of Canada strongly opposes the above noted omission.

The words NOT BEING A RESTRICTED WEAPON should be reinserted in the definition of "prohibited weapon" in Bill C-83.

83.

The Shooting Federation of Canada approves of the increase in the maximum sentences for any offence related to violence with firearms.

88.(1)&(2)

The Shooting Federation of Canada is opposed to the licensing system proposed in Bill C-83.

Historically, a father took the time to teach his son the proper use, safe handling, the laws and the ethics pertaining to the use of a firearm.

88.(1)&(2) Cont.

Today, the Hunters' Safety Programs, and the various types of gun clubs have taken over the father's role in training their members in the proper handling and the safe use of a firearm. One gap exists in the system. There is no provision for training would-be shooters who are neither hunters nor members of an organization which properly trains its members in the use, safe handling, laws and ethics pertaining to the shooting sports.

The Shooting Federation of Canada advocates that persons who have not successfully completed a Hunters' Safety Course or an equivalent course put on for its members by a recognized shooting discipline, should be required to take such a course before they may legally take possession, custody or control of a firearm.

Such courses should be made available to persons who wish to become neither hunters nor members of a recognized shooting discipline by the same department of government which is authorized to give the Hunters' Safety Course.

A person successfully completing such a course should receive a Safety Certificate which would entitle that person to purchase any "unrestricted" firearm and the ammunition there for, and to use the firearm lawfully.

Education has been successful. The Hunters' Safety Training has demonstrated the efficacy of such programs.

The course in the proper use, safehandling, the laws, and the ethics of the various shooting sports would screen out the impetuous and those who would not undergo the discipline implicit in completing such a course.

The target shooting sports give such training now and the results are impressive.

Since the Ontario Handgun Association was formed in 1957, not one of its members has ever been convicted of a crime of violence involving a firearm.

88.(1)&(2) Cont.

Nor has the Ontario Handgun Association ever suffered a fatality as a result of any of its shooting activities.

As a direct result of its fine safety record, for \$1.10 the Ontario Handgun Association can insure each of its members for \$200,000 public liability insurance covering any gunshot accident, at any time, anywhere in Canada. That includes members under twenty-one. Comparable coverage for an automobile driver under twenty-one years of age can cost \$650 and upwards.

Other organized shooting sports have similar records. Skeet shooters have never had a fatality since the inception of their sport. In the seventy-five years of its existence, organized trap shooting has never had a fatality.

Clubs act both as educators and as a screen to bar the unstable and the careless from their sport.

Training and education produces favourable results. They work, and at little cost to the tax payer.

91.

The words "sixteen years of age" should be substituted for "eighteen years of age." At the present time a sixteen year old youth can legally own as many cars as he can pay for. With a driver's licence, he can drive an automobile on the public highways. That same youth is ten times more likely to kill another person with a car and twenty times more likely to injure another person with a car than he is with a firearm.

94.(1)

This section should be modified to permit the training of a club member under supervision prior to his eligibility to qualify for a permit or certificate.

94.(1) Cont.

The addition of the following section would bring section (93) into agreement with the above comments.

"Nothing in this Act makes it unlawful for a person lawfully in possession of a firearm to permit another person to use it under his immediate supervision in the same manner as he may lawfully use it, or for that other person so to use the firearm."

Such a provision is in the current Criminal Code 101.(b).

95.(1)

The above exception should also be made in section 95 (1).

95.(4)

This brings the nation one step closer to the totalitarian state. Motorists would be outraged if every time they had to purchase gasoline, they had to produce their drivers' licences. A gallon of gasoline contains far more destructive force than any equivalent weight of ammunition.

99.(2)

The current criminal code makes provision for criminal negligence. Such justice as is inherent in the law should apply equally to all persons. Therefore, the Shooting Federation of Canada can see no use for this section which singles out shooters as a special class.

A parallel to this section would be to hold members of the National Parole Board criminally and civilly responsible for any murderers, rapists and thugs which that Board turns loose upon society.

100.(1)

The word "ammunition" should be removed from the preamble and subsection (a).

The cost of keeping the proposed records will raise the cost of ammunition to the consumer.

Gun clubs which sell ammunition to their members will have an intolerable burden imposed upon them to no good purpose.

100.(1)(a)

For the sale of "unrestricted" firearms at the retail level, the only required documentation should be a bill of sale made out in triplicate and on which appears the identity of the vendor, the identity of the purchaser, and the identity of the firearm sold.

The vendor would retain one copy, the purchaser would receive one copy and the other copy could be reserved for whatever purpose the government chooses.

100.(2)(3)

The inclusion of the word "damage" in this subsection shows again the absurd limits to which the framers of this act were prepared to go.

A firearm on which the stock finish, or the metal bluing is scratched is a damaged firearm. And that would have to be reported "in a form prescribe by the Commissioner."

100.(4)(5)

This section will impose further impediments to a gun club selling ammunition to its members.

No limit has been set upon the cost of the licence concerned and the regulations governing such a business have not been written.

100.(4)(5) Cont.

The Shooting Federation of Canada strongly objects to the passage of Bill C-83 before the shooters of Canada have had an opportunity to read the regulations.

100.(6)

This section gives to the Governor In Council, and to the Lieutenant Governors in Council, powers which properly belong to Parliament. In the absence of a real emergency, the Shooting Federation of Canada objects to this dictatorial method of making laws.

100.(7)&(8)

The regulations for these sections are not yet available. The Federation objects on the grounds that the regulations have not been set out and scrutinized by Parliament.

101.(1)

The word "ammunition" should be deleted. A hunter walking through the woods who finds any ammunition, as it is defined in section 82(1) would be wiser not to find it.

Merely picking up an expended shot gun case which is completely harmless and inert, or finding a ramset case near an industrial site would involve a person in all the machinations of the law. The concept that by law the government can control everything by which an offence might be committed is nonsense.

102.(1)

The word "storage" should be deleted. The Criminal Code already makes provision for dealing with criminal negligence. Such justice as is inherent in the law should be applied equally to all persons. Firearms owners should not be more or less equal than any other citizen.

104.(1) (a) (b)

The words "sixteen years" should be substituted for "eighteen years."

During the years 1947 to 1958, the writer of this brief trained over three thousand youths between fourteen and eighteen years of age to shoot both .22 and .303 rifles, and not one of those ever committed a crime of violence with a firearm. And we have had eighteen years to ponder the results.

105.(2)

The Shooting Federation of Canada objects to section 105 (2) of Bill C-83.

Under section 105.1 of the current criminal code a peace officer may enter, search and seize without a warrant if a crime has been committed or is being committed.

Under section 105(2) of Bill C-83 upon the decision of a peace officer that he found it impractical to obtain a search warrant, the peace officer may enter, search and seize in a dwelling place.

Michael Franck, Executive Director of the State Bar of Michigan makes this relevant comment:

"It is always easy to conclude that a problem is so critical that constitutional rights must be abandoned to solve it. That's the rallying cry of every movement towards a closed and controlled society. When we permit someone else's constitutional rights to be curtailed today, we are paving the way for our constitutional rights to be taken from us tomorrow."

105.(2) Cont.

William Pitt, first earl of Chatham (1708-1778) and Prime Minister of Great Britain was proud to proclaim:

"The poorest man in his cottage may bid defiance to all the forces of the crown. It may be frail, its roof may shake, the wind may blow through it, the storm may enter, the rain may enter, but the King of England cannot enter. All his force dares not cross the threshold of the ruined tenements."

Senator Sam Irwin of U.S.A. in our own times has written:

"The concept embodied in the phrase 'Every man's home is his castle' represents the realization of one of the most ancient and universal hungers of the human heart."

All of this, Bill C-83 would destroy. Section 105(2) should be omitted from the Bill.

105.(3)&(4)

As an extension to the comments on the preceding section the words, "or, if no warrant was issued, to a court from which a warrant might have issued," should be deleted.

106.1(1)

The Shooting Federation of Canada is opposed to the licensing as proposed in Bill C-83 for reasons noted before and hereinafter.

106.1(2)

The Shooting Federation of Canada is opposed to this section. The form to be prescribed by the Commissioner is not available for examination and there is no limit to the fee which may be prescribed to accompany every application.

106.1(3)(a)

Once again there is no limit to the documentation and information which might be prescribed by the regulations.

106.1(3)(c)

The Shooting Federation is opposed to the concept of guarantors. Unless he has been convicted of a crime by due process of law no free man should have to seek the approval of any other person to engage in a lawful activity.

The framers of Bill C-83 seem determined to classify shooters as second class citizens.

The guarantors completing a passport application are merely guaranteeing the identity of the person concerned. They are not ruling on his fitness to go abroad.

Bankers, notaries public, ministers, school principals and lawyers, etc. could not provide as meaningful an assessment of whether a person should be permitted to own and use a firearm as the instructor from whom the person took and successfully completed a course in the proper use, safe-handling and the laws and the ethics pertaining to the sport.

106.1(4)

The Shooting Federation of Canada most forcefully opposes this section. This section gives to a local registrar of firearms and to licensing officers dictatorial powers to harass applicants by demanding further information and documents without end.

On every occasion on which a working man has to battle bureaucracy, he has to take a day off work and to lose a day's pay. To obtain a definition of what is "reasonable", the applicant must resort to the courts. This means more expense and more lost pay.

106.1(4) Cont.

Section 106.1(4) should be amended to read:

A local registrar of firearms or a licensing officer to whom an application for a licence is made may require only such information as is specified in the form prescribed by the Commissioner.

106.1(5)

To this section should be added the words "and he shall notify the applicant forthwith that the application has been rejected." The addition of the above words would prevent the application being held in "limbo" indefinitely. The applicant could start appeal proceedings immediately upon receiving notice that his application has been rejected.

106.1(6) &(7)

These sections contain no time limits within which a licence must be issued if all the conditions have been met. A licence could be "mis-laid" for an indefinite period and the applicant would have no grounds for appeal.

106.2(1)

The Shooting Federation of Canada can see no useful purpose or the principle benefit in the registration of restricted firearms. And the S.F.C. again strongly objects that the prescribed fee is not set forth in definite figures. This section would permit punitive fees without reference to Parliament and in consequence private ownership of restricted firearms will become prohibitively expensive.

106.2(7)

A time limit should be included in this section. The local registrar should have to issue or deny the registration certificate within 30 days of the receipt of the application.

106.3(2)(c)

This section should be amended to read:

"(c) for use in target practice under the auspices of a shooting club approved for the purpose of this section by the Attorney General of the province in which the premises of the shooting club are located and for the purpose of conveying the restricted firearm to and from the premises of a licensed gunsmith, or... ."

Where a pistol target shooter has been approved by a club, checked out by the Criminal Investigation Bureau, and has been issued one permit to purchase, two permits to convey and yet another to carry a restricted firearm, it seems pointless to require such a person to obtain a further permit to take his pistol to a gunsmith for repair or servicing. The present system is like giving a person a licence to drive a car and then requiring that person to get a special permit to drive his car to the garage for repairs. The permit should also specify that it is valid anywhere in the province in which it is issued.

106.3(9)

The Shooting Federation of Canada believes that this section should be amended to read "sixteen" years instead of "eighteen". Training, not age, makes a youth reliable in the handling of a firearm.

106.3(10)(c)

Substitute "sixteen years" for "eighteen years".

106.3(11)

Delete this section and substitute the following:

"Nothing in this Act makes it unlawful for a person lawfully in possession of a firearm to permit another person to use it under his immediate supervision in the same manner as he may lawfully use it, or for that

106.3(11) Cont.

other person so to use the firearm."

106.3(12)(b) & 13

Substitute "sixteen years" in lieu of "eighteen years".

106.3(14)

The prescribed fee has no set limits. The fee should be limited.

106.3(15)

This section eliminates the need for a special permit for competitors from one province to attend a match in another province. The S.F.C. heartily endorses this section.

106.3(16)

The Shooting Federation of Canada strongly opposes the dictatorial powers given to civil servants.

That any agency other than parliament should have the power to attach "ANY condition ... that he deems desirable... ." is contrary to democratic principles

Subsection (16) should be amended to read:

"Every permit shall be in a form prescribed by the Commissioner, and any person who is authorized to issue a permit relating to any restricted weapon or firearm, may attach to the permit only such conditions relating to the use, carriage, possession, and handling of weapons, or firearms as are prescribed by the regulations or specifically approved by the Commissioner."

The above wording would insure that the Bill will be uniformly implemented across Canada.

106.8(1)(2)(3)

The Shooting Federation of Canada cannot agree to buying "a pig in a poke." Orders in Council have been issued in the past, and the shooting sports have had no opportunity to point out the injustices inherent in them.

106.8(1)(c) MAIL ORDER SALES

At the present time there is no suggestion that the mail order sales of shoes, stockings, pantyhose, neck ties, shovels, crowbars and hammers should be restricted. Yet in Canada, all of those readily available articles have been the instruments of murder. The misuse of such articles is the proper province of the Criminal Code. Similarly, only the misuse of firearms should be the concern of the Criminal Code.

In Canada, mail order sales of restricted firearms are well controlled by the present regulations. The Shooting Federation of Canada accepts such controls as necessary. But the Shooting Federation is opposed to further restrictions on the mail order sales of restricted firearms. Any Canadian who has completed all the paper work and obtained all the documents required for the purchase by mail of a restricted firearm can only feel that "enough is enough." Certainly no person who intends to use a restricted firearm for violent purposes will comply with even the present regulations.

The Shooting Federation of Canada feels strongly that any law abiding citizen of mature age should be able to make mail order purchases of "unrestricted" firearms by submitting a copy of his Safety Certificate; and by properly identifying himself. Minors should be required to show parental permission.

CONCLUSION

No sport has won more international honours for Canada than have Canadian competitive shooters. The Shooting Federation of Canada requests that this committee ponder deeply the effects Bill C-83 would have on our sport.

APPENDIX "JLA-30"



BRIEF TO
THE STANDING COMMITTEE ON
JUSTICE AND LEGAL AFFAIRS
IN RESPONSE TO BILL C83
(AN ACT FOR THE BETTER PROTECTION OF CANADIAN SOCIETY
AGAINST PERPETRATORS OF VIOLENT AND OTHER CRIME)

MAY 1976

WHO ARE WE?

Basically, Responsible Alberta Gun Owners (R.A.G.O.) is an information-gathering organization whose ultimate purpose is to defeat the attitude against lawful ownership and use of firearms which is evident in some areas of government and to act as a political lobbying group in the area of gun control. Our aims and objectives are:

1. To make our M.L.A.s aware of our fears and concerns; to point out specific examples of inconveniences and/or harassment to individual citizens by government attitudes and directives.
2. To inform all gun-owners and to encourage them to contribute individual effort.
3. To support teams of articulate people who are willing to become involved in dialogue with Members of the Legislative Assembly, the media and public, i.e., service clubs, constituency meetings, etc.
4. To introduce positive suggestions and alternative solutions to any identifiable problem in ownership of firearms.
5. To encourage and support M.L.A.s, the media, etc., when their stand meets with our approval.
6. To foster within ourselves an informative and educational program in the area of responsibilities and obligations of responsible gun ownership directed not only to ourselves but to the public at-large.
7. To elevate and reinforce our image as contributors to society, law-abiding and respectable, our Nation's most important asset.
8. To exert our best effort in the field of Federal law-making, as and when it becomes necessary.

Laws MUST serve the lawful with specific benefits to the lawful, which CANNOT be arbitrarily changed by biases, dictates or whims of those in power.

A law which makes lawbreakers out of a large proportion of law abiding citizens is not a good law.

A law which inconveniences the lawful to no great or identifiable purpose begs justification.

The law must not only do justice but it must be shown to do so.

Arbitrary powers to rescind or reject must NEVER be permitted.

Our problems are the result of political decisions and ATTITUDES. Regulatory powers are more damaging than amendments to the code because effects can be achieved without political problems.

WE WANT LEGISLATION WITH BENEFITS, NOT RESTRICTIONS.

The minister or beaurocrat in charge is not held responsible for exercising discretionary powers given him by law against those to whom THEY SHOULD NOT BE APPLIED.

"Internal decrees" or "Regulatory powers" applied without due regard for the EFFECTS on legitimate law abiding persons become redundant, self defeating, without justification, with CONTINUAL CONFRONTATION the only net result. Departments, registrars are acting outside the law, the same law they ask us to respect.

Powers accorded at any beaurocratic level can be very wide, sweeping and discretionary.

We must insist on being recognized as responsible and lawful individuals whose interests may or may not concern firearms, who are entitled to peaceful and lawful use of our possessions and property without undue hindrance. We are our communities greatest resource. We are contributors-taxpayers-VOTERS.

We live with the Criminal Code and a rigid system of permits and registration. Criminals do not obey this Code, nor will then obey any code.

GUN CONTROLS DO RESTRICT SPORTSMEN

1. Control means restriction of conditions under which you can legally purchase, possess, and transport firearms. It means somebody else deciding what you may and may not do, legally. It does not necessarily affect what criminals do; and may even increase certain types of crime, as did the "control" of alcohol beverages imposed by the prohibition amendment.
2. The restrictive aspects of a regulation will get greater emphasis than the permissive in the actual administration of controls. There are two reasons for this. One is that the regulations police are supposed to enforce are so numerous and varied that to know thoroughly the details of every one is impossible. The other is that police have a natural concern to keep themselves out of trouble with their superiors, and thus will delay or deny a privilege when they are not sure that it is actually permitted under a basically restrictive regulation.
3. A privilege can be effectively destroyed, even though not expressly prohibited, by creating impossible obstacles to its attainment.

OBLIGATIONS OF RESPONSIBLE GUN OWNERSHIP:

1. One of the rationalizations in favor of registration concerns identification of lost, destroyed or stolen firearms.

If every gun owner kept a complete and up-to-date catalogue of each and every gun in his presence with serial numbers and adequate descriptions, we would have the best and most readily available system of identification for the assistance of police and insurance companies in the event of loss.

R.A.G.O. is preparing some standard forms for this purpose which will soon be available on request.

2. Safe storage and handling of firearms is a great concern.

A. Homes should be prudently locked, a radio and a light left on when the house is vacant.

B. Ammunition should not be kept in immediate proximity to firearms and not available to children.

C. Firearms for home protection or in rural areas for pest control should be well out of the reach of children and in such condition and of a type such as to require a conscious and deliberate effort to fire.

3. Considerable criticism is generated by the practice of habitually carrying weapons in a rack in the rear window of a pick-up truck in full view. Let's face it, this is an open invitation to theft.

4. Authorities are concerned with the possibilities that holders of Conveyance Permits abuse the privileges and conditions of the permit.

It is our responsibility and it is the law that a restricted weapon be conveyed directly to the authorized activity and directly back to storage with no forgiveable exceptions or excuses.

5. It is our responsibility to control vandalism and irresponsible use and behavior in the ownership of firearms insofar as each person is able to do so.

We should be prepared to educate others who are demonstrating irresponsibility and, if necessary, to factually report such actions to the authorities.

6. It is our responsibility to properly educate our children and others in safe-handling and ownership of firearms. R.A.G.O. intends to continue its efforts in this direction.

OUR POSITION ON BILL C-83

We have studied Bill C83 and in principle recognize the basically good legislation respecting dangerous offenders, wire tapping, provincial powers to conduct special crime inquiries and changes in the parole systems.

We also recognize the necessity of Section 98 respecting criminal use of offensive weapons in the commission of a crime and the merits of Section 105 respecting an alternative course of action open to a peace officer in an emergency situation, provided that safeguards to property rights and civil liberties are built in.

We feel that these segments of Bill C83 may safely be left in the good hands of the Standing Committee on Justice and Legal Affairs and with the Parliament of Canada.

We especially feel that the portion of the Bill relating to gun control, Sections 82 through 106 is squarely directed at law abiding citizens; will potentially make law breakers out of some 3 million loyal contributors to the community (our communities greatest asset) and is basically bad legislation.

We read Hansard, are in communication and rapport with other concerned groups of citizens, with our large contributing membership and our concerned members of Parliament.

We realize that most of the arguments for our point of view have been made in the House and in presentations to individual members and the Standing Committee on Justice and Legal Affairs.

We do not wish to be redundant by repeating these arguments but do add our support to them in principal.

We must believe that the Standing Committee on Justice and Legal Affairs would give consideration to our suggestions which are not negative, but show constructive thinking in what has become an extremely controversial area of concern.

We suggest that the objectives of the Government (in responsible gun ownership) can be better served by education and incentive than by legislation. To quote the Federal Law Reform Commission, "Naive belief that every problem can be solved by "having a law against it" has proliferated statutes, regulation and offences".

We have existing citizens organizations, Hunter Training Programs who would support and implement an educational program at little cost to the Government.

People by and large, are not fully acquainted with existing laws and should be made aware of them, their protection and their onus under the laws.

SPECIFIC POINTS

We can not accept the broad definition of both "ammunition" and "firearm" as described in Section 82.

We feel the definition of "ammunition" could be shortened to only include the major components. For example, it would be difficult to handload ammunition without the "propellant powder" required. None of the other components mentioned can be part of a loaded cartridge that can be discharged from a firearm unless it also includes an explosive substance generally known as "gun powder".

We feel that the removal of the unnecessary items would not only eliminate the people who use these items for other legitimate reasons; it would also greatly reduce the cost to maintain records by Government and dealers.

We feel the same applies to the definition "firearm". As a receiver is the major component required to construct a workable firearm, it also is the only component part that requires inclusion.

We submit that there should be no age limit for a parent or legal guardian to be able to teach children the use and respect of firearms, providing they are under the direct care and control of the parent or guardian.

Many firearm related accidents would surely be prevented each year which involve young people who become curious and overly-imaginative from what is seen on television. We feel, in fact that it should become part of an education program to encourage the young people to participate in a program that would not only allow them to shoot a firearm but to learn to be responsible and respect firearms. We feel that education is the key to many situations including the accident in the home.

In order to consider the pros and cons of licensing as proposed in Bill C83, based on the assumption that the Government will insist that the licensing aspect (which, of course, we do not agree with) of the Bill will be proceeded with:

We propose that an applicant for a firearms license should not be required to supply two guarantors for the following reasons:

- A. If the list of guarantors is of a class set too high for the average Canadian, severe hardships will be imposed in rural and remote areas and a further class distinction among Canadians will be created.
- B. If the list again is too low, many compromising situations can be envisioned.

We contend that the guarantor aspect is therefore unsound.

It has been pointed out that the applicant will have to fill out various unspecified forms and supply a further unspecified amount of personal information. It will undoubtedly take a certain measure of time to process this information. It has also been indicated that a thorough investigation of the applicant will be made. Surely, in this age of computers, enough pertinent information should be available to determine whether a person is fit to own a firearm without the need for any guarantors.

It has been proven that a time delay, be it a cooling off period of 24 or 48 hours has been effective in reducing crimes of passion. We would offer that a minimum of 48 hours be set before an applicant could obtain a firearms license. This should be sufficient time to do the necessary background work. A safeguard, including a maximum time period by the regulating authority to either issue the license or refuse it in writing in possibly no longer than 10 days should be made mandatory.

To further guarantee that the rights of individuals are upheld, the Government should make all appeals under this Section including legal Counsel free to the aggrieved. This would maintain a higher standard of competence for issuing authorities and could instill some much needed trust by the public of the Government.

We do not feel there is a need for the repetitive licensing features of this Bill nor any change in the re-registration of restricted firearms. Once a person has been identified as a responsible person, it is reasonable to assume he will remain so until he is proven to be otherwise, in which case he deserves and normally gets individual attention from the authorities.

The licensing of gun owners has been compared to the licensing of cars. This is not a valid comparison. A car owner does not need any kind of a license to use it on his own property. A car owner will not have to be exposed to regulations from time to time by Orders in Council; to the possibility that a license may be denied by a whim, prejudice or whatever.

Possible questioning of wives or neighbors as to whether they think an applicant should own firearms or the creation of impossible obstacles by unilateral or beaurocratic decree is an infringement of personal rights.

Car licensing as well as fuel taxes are necessary, economically, for the support of our highway system—not so with firearm licensing. Car and driver licensing are administered by a vast organization and serve a social purpose. Firearm licensing will necessitate another vast organization and will serve no social purpose.

If on the other hand, the comparison is made and if the proposed Bill does not have any more effect on lives than the carnage that occurs on our highways daily, despite the licensing of the car, the licensing and testing of the driver, then this should point out that we should in fact be looking at other alternatives and real social causes for the solution.

The only valid comparison between a car and a firearm is that if a life has been taken by either, the person is just as dead. But there is only a minute fraction of firearm deaths compared to highway deaths.

We would like to raise several questions at this time.

- A. In following proceedings and reading Bill C83 reference has been made to "Foreign Hunters, Foreign Soldiers" and lastly the term "Canadian" is used generally throughout. Are we to assume that the term "Canadian" applies to a Canadian citizen. If this is so, what provisions are there, if any, for "non-Canadian citizens"?
- B. Section 95 deals with the sale of a firearm or ammunition to a person who is not the holder of a license. What safeguards are built into this section to protect an individual or a dealer who accepts a false license in a sales transaction? This type of situation could come to light when the records of a dealer as described in Section 100 (A, B, C and D) are fed into a computer some months later and a particular license turns out to be false. As we understand as laymen, this means an automatic conviction with severe penalties attached.

SUMMARY

The term "Gun Control" has become an everyday household phrase. Many members of parliament sent out questionnaires that simply stated, "are you in favor of "Gun Control"?". Any other answer than "yes" by almost everyone would be virtually impossible. The law abiding want "gun control", when they think of misuse and criminal use. The criminal will certainly favor severe "gun control" and would even be in favor of confiscation. His lot would be far less dangerous if only he were armed. This leaves us with the misusers. There are varying degrees of misusers and it is this group that would very likely not even reply to the questionnaires. Careful examination well shows this group as the major problem area.

Social structures have instilled and embedded a degree of apathy that the proposed legislation will not alter. This group will most likely not bother to obtain a license. They do not educate their children in the proper use and respect of a firearm. They will not store their firearms properly and safely and will very likely leave several rounds of ammunition lying around. There have been a few times when we have heard of a child shooting a neighbor's child when curiosity got the best of one of them, or a husband overcome by alcohol shooting someone during an argument, or a teenager remembering there is a gun and box of ammunition behind the furnace, and deciding to avenge a situation at school.

Let us now examine what Bill C83 is going to do for this group. Will they be concerned by the definition of "ammunition" or "firearm" or concerned over the licensing features of the Bill? They will not be impressed by the increased number of pages dealing with firearms. Are they fearful of the increased penalties, when for them, it has become socially acceptable to go to prison? Will they be concerned that they may not be able to obtain 2 guarantors for a license? Are they concerned for the lack of the money for the license? Will they be shocked that most of the workings of this Bill are to be set out in regulations? One could go on and on. WHAT WILL THEY DO? That answer is very simple, the same as they did before - VERY LITTLE OR WORSE - NOTHING.

WHAT THEN HAS BEEN ACHIEVED? Another beaurocracy has been created. Vast sums of the taxpayers money has been spent and many millions more will be spent. Another restriction has been imposed on the lawful, who will again comply. But how far can the lawful be pushed before they also view a Government that makes more laws that do not effectively deal with the problem, with distrust and apathy? These two ingredients are the prime factors of the downfall of democracy.

Our final comment and analysis is that the government is being to zealous in attempting to bring in some form of "gun control", that will basically affect only the law-abiding without even scratching the surface in search for the actual social causes, be they alcohol, drugs, crime or whatever.

Respectfully submitted,

Responsible Alberta Gun Owners

C. F. Barrigan,
Managing Director

E. Heiman,
Director

W. C. Carlson,
Director

APPENDICE «JLA-29»

FÉDÉRATION DE TIR DU CANADA

MÉMOIRE SUR LE BIL C-83

PRÉSENTÉ AU

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DES AFFAIRES JURIDIQUES ET
CONSTITUTIONNELLES

ET AU

COMITÉ PERMANENT DE LA CHAMBRE DES COMMUNES DE LAJUSTICE ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

PAR

LA FÉDÉRATION DE TIR DU CANADA

333 River Rd., Vanier (Ontario) K1L 8B9 - Téllex 053-3660

Téléphone (613) 746-1586

MÉMOIRE SUR LE BILL C-83

PRÉSENTÉ AU

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DES AFFAIRES JURIDIQUES ETCONSTITUTIONNELLES

ET AU

COMITÉ PERMANENT DE LA CHAMBRE DES COMMUNES DE LAJUSTICE ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

PAR

LA FÉDÉRATION DE TIR DU CANADAINTRODUCTION

La Fédération de tir du Canada et ses corps administratifs affiliés représentent plus d'un quart de million de tireurs sportifs.

La Fédération de tir du Canada régit tout tir à la cible officiel au Canada aux niveaux national et international.

Les corps administratifs provinciaux représentant les diverses disciplines de tir à la cible sont également affiliés à la Fédération de tir du Canada.

Bien que la Fédération de tir du Canada s'intéresse principalement au tir à la cible, beaucoup de ses membres et des membres des corps administratifs affiliés sont également des chasseurs et des collectionneurs.

Pour les raisons susmentionnées, la Fédération de tir du Canada s'intéresse au premier chef à toute loi canadienne sur les armes à feu.

La Fédération de tir du Canada s'intéresse particulièrement au bill C-83.

La Fédération de tir du Canada appuie le concept d'un contrôle approprié des armes à feu. Mais la Fédération de tir du Canada s'oppose au bill C-83 pour des motifs tant généraux que déterminés.

Ce mémoire présentera les objections générales d'abord et examinera ensuite en détails certains articles et paragraphes précis du bill C-83.

De plus, ce mémoire présentera le concept d'une loi valable tel que le conçoit la Fédération de tir du Canada.

CRITIQUE GÉNÉRALE

Le titre du bill C-83 est impropre. Dans la partie du bill C-83 qui traite des armes à feu, la majeure partie est axée non pas sur les auteurs de crimes violents et autres crimes mais plutôt sur les trois millions de Canadiens respectueux de la loi qui possèdent des armes à feu.

A notre avis, le bill C-83 est fondé sur une fausse prémisse. Dans "Contrôle des armes à feu, notes explicatives" qui a été publié en même temps que des précisions sur le bill C-83, on trouve la déclaration suivante:

"Moins il existe d'armes dans une société, moins nous serons confrontés avec des incidents." (p. 10)

Le caractère fallacieux de ce concept est souligné dans la déclaration suivante, tirée d'un document de recherche publié par le New-York Law Forum " en 1967.

"Ceux qui appuient la tendance vers une réglementation plus sévère des armes à feu reconnaissent comme postulat fondamental que la facilité d'accès aux armes est un stimulant pour le crime et que l'absence d'armes réduirait sensiblement l'activité criminelle... Dans notre propre enquête, nous n'en avons découvert aucune preuve convainquante. Toutefois, de l'avis de personnes bien informées, il faut faire preuve d'une prudence considérable avant d'énoncer l'hypothèse selon laquelle il existe une relation étroite et causale entre les armes à feu et la perpétration de crimes. Dans les documents publiés et lors de nos entrevues, un nombre respectable de personnes partagent l'avis que les restrictions juridiques imposées aux armes ont peu d'effet sur les crimes et les criminels."

Une étude statistique consignée dans le numéro du 30 janvier 1968 du Congressional Record, Vol. 114, N° 12, fait plus que souscrire à l'opinion susmentionnée.

Pour souligner davantage le sophisme sur lequel le gouvernement a fondé le bill C-83, nous attirons votre attention sur une étude intitulée HANDGUNS, GUN CONTROL LAWS AND FIREARM VIOLENCE de Douglas R. Murray de l'Université du Wisconsin. Cette étude a été publiée dans SOCIAL PROBLEMS, octobre 1975 vol. 23, n° 1.

M. Murray résume l'étude dans la citation suivante:

"Ce document explore la relation entre l'accès aux armes à feu, les lois sur le contrôle des armes, et l'incidence de la violence liée aux armes à feu. Si l'on utilise les données du FBI, les documents de recensement, les statistiques de l'état civil et les enquêtes Harris et Gallup dans un cadre statistique de régression multiple, on constate que les lois sur le contrôle des armes n'ont aucun effet important sur les taux de violence au-delà de ce qui peut être attribué aux conditions sociales antécédentes..."

Le Uniform Crime Report du FBI, publié le 28 juillet 1966, décrit en détails les "conditions sociales antécédentes" mentionnées plus haut. Voici certaines des conditions qui affectent le nombre et le type de crimes commis:

1. Densité et importance de la collectivité.
2. Composition de la population en ce qui a trait plus particulièrement à l'âge, au sexe et à la race.
3. Situation économique et mœurs de la population.
4. Stabilité relative de la population - banlieusards, voyageurs " saisonniers et autres types de voyageurs de passage.
5. Climat, y compris les conditions météorologiques saisonnières.
6. Caractéristiques éducatives, récréatives et religieuses.
7. Force réelle de la force policière.
8. Normes régissant les nominations au sein de la force policière.
9. Politiques des agents chargés des poursuites et des tribunaux.
10. Attitude du public face aux problèmes d'application de la loi.
11. Efficacité administrative et investigatrice de la police locale.

A l'appui des conclusions de Murray, veuillez noter qu'on ne mentionne aucunement que les lois sur le contrôle des armes ou la facilité d'accès aux armes à feu ait un effet quelconque sur les taux de criminalité.

La Suisse a le niveau le plus élevé par tête de possession d'armes à feu au monde. Il importe de noter que ces armes sont des armes privées aussi bien que militaires. Les statistiques qu'offre le United National Demographic Yearbook, publié en 1975, indiquent un taux d'homicide en Suisse pour 1971, de 2.1 par cent mille habitants.

On obtient une autre preuve évidente de la non corrélation entre la facilité d'accès aux armes à feu et les homicides en effectuant une étude des statistiques japonaises.

En 1970, dans la société japonaise présumément désarmée, il s'est commis dans Tokyo seul, avec une population de 11 millions d'habitants, 213 meurtres. Trois des victimes sont mortes de blessures par arme à feu. Les 210 autres ont été victimes de couteaux, de coups de poing, de barres de fer, etc.

Une autre prémisse importante du bill C-83 est qu'il y a corrélation directe entre le taux de suicides et la facilité d'accès aux armes à feu. Au Japon, où les armes à feu ne sont légalement accessibles qu'à la police et aux forces armées, le taux de suicide en 1972 était de 17 par cent mille habitants; soit un taux plus de 50% plus élevé que le taux canadien.

Le Japon a une longue tradition d'assassinats politiques. Une étude détaillée de telles traditions ne plairait pas aux législateurs canadiens.

Contrairement à ce que les organes d'information aimeraient faire croire aux Canadiens, le premier assassinat télévisé d'un chef politique dans un pays important ne s'est pas produit aux États-Unis.

Le 12 octobre 1960, sous le regard de la foule et de tous les télé-spectateurs, un étudiant de 16 ans, armé d'un poignard a assassiné Inajiro Asanuma, chef du parti socialiste japonais.

On n'a nullement besoin de rappeler aux sénateurs que Jules César n'est pas mort des blessures d'une arme à feu.

Les Canadiens n'ont que faire des statistiques d'autres pays pour savoir qu'il n'existe pas de relation de cause à effet entre la disponibilité

des armes à feu et le nombre de crimes violents perpétrés à l'aide de telles armes. Certains membres de votre comité de juristes ont peut-être vécu dans une collectivité où chaque famille possédait une carabine de calibre vingt-deux, une autre pour la chasse au chevreuil et un fusil de chasse; pourtant ils ne peuvent se souvenir que des crimes violents ont été perpétrés avec des armes à feu.

La Fédération de tir du Canada s'élève aussi vigoureusement contre les principes totalitaires qui se manifestent si fréquemment dans le bill C-83.

Cette Fédération estime que le bill C-83 accorde des pouvoirs dictatoriaux aux fonctionnaires et qu'il attribue au gouverneur en conseil, et aux lieutenants-gouverneurs en conseil des pouvoirs qui normalement appartiennent au Parlement.

La Fédération de tir du Canada dénonce aussi les nombreux cas prévus au bill C-83 où des Canadiens respectueux des lois et souhaitant posséder des armes à feu se voient l'objet de tracasseries financières et administratives.

A une époque où les Canadiens payent 42% de leur revenu brut pour financer les divers paliers de gouvernement, la Fédération s'élève aussi contre la création d'une bureaucratie de dimension et de coûts illimités, qui est habilitée à imposer des amendes.

De plus, la Fédération de tir du Canada s'oppose à l'approbation générale que demande le bill C-83 pour des règlements qui ne sont pas encore publiés. Ces bills touchant sérieusement la vie de trois millions de Canadiens,

il est nécessaire d'en différer la dernière lecture, jusqu'à ce que le Parlement ait rédigé et étudié les règlements.

CRITIQUE DE CERTAINS ARTICLES DU BILL C-83 ET RECOMMANDATIONS VISANT
DES MODIFICATIONS

82.(1)

La définition de "munitions" est ridiculement vague. Un enfant qui ramasserait dans les bois une douille de fusil de chasse et qui la ramènerait chez lui sans la déclarer ou sans la présenter à un registraire ou à un agent de la paix, pourrait être considéré en contravention des paragraphes 88(1) et 101(1). Le chasseur qui s'est débarrassé de la douille pourrait être inculpé en vertu du paragraphe 99(2).

La définition d'"armes à feu" est aussi ridiculement vague. Un tireur qui aurait en sa possession une boîte de pièces de rechange dont l'une pourrait s'adapter à une arme à feu à autorisation restreinte, pourrait être tenu d'obtenir un permis et un certificat d'enregistrement pour chacune des pièces de rechange, sous peine de la sanction prévue au paragraphe 87(1).

Dans la définition des "préposés aux autorisations" et "registraires d'armes à feu", il faudrait supprimer les termes "officiers de police" et "agents de police". Ces forces de l'ordre devraient s'attaquer aux criminels plutôt qu'à des tâches administratives.

Autrefois, les citoyens respectueux des lois pensaient que nos forces de police servaient à lutter contre les éléments perturbateurs de l'ordre.

On a confié des fonctions de contrôle, à la police, qui sert maintenant à appliquer des "interdictions"; contre des tireurs respectueux des lois; les bons citoyens finissent par se demander qui est vraiment l'objet du contrôle des forces de l'ordre!

82.(1)

Attribuer ces activités à nos forces de l'ordre ne rehausse ni leur image ni leur prestige, et ne dispose pas non plus nos citoyens à leur porter tout le respect qui devrait s'imposer à leur égard.

L'alinéa (c) devrait être supprimé de la définition des "armes prohibées". Sous sa forme actuelle, le bill C-83 exige que soient confisquées des armes automatiques obtenues de manière légitime et dont la possession est légale. Ce bill ne prévoit aucune disposition pour compenser les propriétaires de ces armes pour la perte qu'ils subiront.

L'utilisation illégale de ces armes à feu automatiques a été considérablement exagérée.

Selon les directeurs des collectionneurs d'armes de l'Ontario, depuis 1947, année où cette association a été créée, aucun de ses membres n'a été accusé d'un crime violent avec usage d'arme à feu, automatique ou non.

82.(1) "Arme à autorisation restreinte" (b)(ii)

Cet article s'en prend essentiellement à une certaine arme à feu, la carabine M-1 de calibre 30. La Fédération de tir du Canada ne comprend nullement l'objet de cet article.

Il nous paraît constituer la première étape vers la restriction de toutes les carabines à chargement automatique.

La prochaine étape pourrait consister à établir des restrictions pour toutes les carabines à percussion centrale et chargement automatique dont le canon aurait une longueur inférieure à 19", ensuite inférieure à 20" et ainsi de suite.

La Fédération de tir du Canada s'oppose à l'interdiction insidieuse et sournoise des carabines automatiques à percussion centrale qu'amorce cet article.

82.(1) "Arme prohibée" (d)

L'article du Code criminel du Canada correspondant à l'alinéa 82(1)"arme prohibée (d)" est rédigé comme il suit:

"n'importe quelle arme QUI N'EST NI UNE ARME À AUTORISATION RESTREINTE, ni un fusil, ni une carabine d'un genre utilisé habituellement au Canada pour la chasse ou le sport, et qui est, par décret du gouverneur en conseil, déclarée être une arme prohibée."

Il est à remarquer que, dans la définition d'une arme prohibée qui figure au bill C-83, les termes QUI N'EST NI UNE ARME À AUTORISATION RESTREINTE ont été omis. La Fédération de tir du Canada estime que cette omission constitue un subterfuge permettant au gouverneur en conseil d'interdire la possession personnelle et de confisquer toutes les armes de poing, sans même présenter la question au Parlement.

La Fédération de tir du Canada s'élève vigoureusement contre cette omission.

Les termes "QUI N'EST NI UNE ARME À AUTORISATION RESTREINTE" devraient figurer à nouveau dans la définition d'une "arme prohibée" dans le bill C-83.

83.

La Fédération de tir du Canada est en faveur du prolongement des sentences maximales prévues pour toutes infractions impliquant violence commise avec des armes à feu.

88. (1) & (2)

La Fédération de tir du Canada s'oppose au système de permis proposé dans le bill C-83.

En général, les pères de famille prenaient toujours soin d'enseigner à leurs fils la manière d'utiliser et de manier correctement une arme à feu, ainsi que les lois et le code d'éthique attachés à leur usage.

Aujourd'hui, les programmes de sécurité du chasseur et les divers genres de clubs de tir ont remplacé le père pour former leurs membres au maniement et à l'utilisation des armes à feu. Il y a une lacune dans ce système. Il n'y a pas de formation offerte aux tireurs éventuels qui ne sont ni chasseurs ni membres d'une organisation qui forme convenablement ses membres à l'utilisation et au maniement des armes à feu et les informe de la législation et du code d'éthique touchant le tir.

La Fédération de tir du Canada soutient que les personnes qui n'ont pas terminé avec succès un cours de sécurité pour chasseurs, ou un cours équivalent donné à ses membres par une organisation de tir reconnue, devraient être tenues de suivre un cours de ce genre avant de pouvoir légalement posséder, garder ou disposer d'une arme à feu.

Ces cours devraient être offerts aux personnes qui ne désirent ni chasser ni être membres d'une organisation de tir reconnue, par le ministère autorisé à dispenser les cours de sécurité pour les chasseurs.

Une personne qui termine un cours de ce genre avec succès, devrait recevoir un certificat de sécurité qui lui donnerait le droit d'acheter toute arme à feu à "autorisation non restreinte", et les munitions utilisées pour cette arme, et celui d'utiliser cette arme à feu légalement.

Cette formation est une réussite. La Formation à la sécurité des chasseurs a démontré que ces programmes étaient efficaces.

Le cours portant sur l'utilisation et le maniement des armes ainsi que la législation et le code d'éthique touchant les divers types de tir sportif, élimineraient les personnes au tempérament impétueux et ceux qui ne peuvent se plier à la discipline nécessaire pour suivre un cours de ce genre.

Les associations de tir à la cible dispensent actuellement une telle formation et les résultats obtenus sont impressionnants.

Depuis la fondation de l'Association de tir au pistolet de l'Ontario en 1957, aucun de ses membres n'a été trouvé coupable de crime violent comportant l'usage d'une arme à feu.

Il n'y a jamais eu non plus de décès lié à l'usage d'armes à feu chez les membres de l'Association de tir au pistolet de l'Ontario.

Etant donné son excellent dossier sécuritaire, l'Association de tir au pistolet de l'Ontario peut assurer, pour la somme de \$1.10, chacun de ses membres pour une responsabilité civile atteignant \$200,000 et s'appliquant à tous accidents dû à une arme à feu en tout temps et partout au Canada. Cette assurance couvre également les membres âgés de moins de 21 ans. Une protection comparable pour un conducteur d'automobile de moins de 21 ans, peut coûter \$650 et plus.

Les autres types de tir sportif organisé ont des dossiers semblables, le "skeet" n'a pas eu à déplorer de mort accidentelle depuis le début de ce sport. En 75 ans d'existence, le tir à la fosse n'a jamais fait de mort accidentelle.

Les clubs servent à la fois d'éducateurs et de mécanismes de sélection qui empêchent les personnes instables et imprudentes de s'adonner à ce sport.

La formation et l'éducation donnent de bons résultats. Elles sont efficaces et coûtent très peu aux contribuables.

91

On devrait remplacer l'expression "âgé de moins de 18 ans" par les mots "âgé de moins de seize ans". Actuellement, un jeune de 16 ans peut légalement posséder autant d'automobiles qu'il peut en acheter. Il peut conduire une automobile sur les routes publiques pourvu qu'il ait un permis de conduire. Il y a dix fois plus de risques que ce même jeune tue une autre personne avec une automobile et il y a vingt fois plus de risques qu'il blesse une autre personne avec une automobile qu'avec une arme à feu.

94.(1)

Ce paragraphe devrait être amendé pour permettre la formation sous surveillance d'un aspirant à un club avant qu'il ne soit admissible à l'obtention d'un permis ou d'un certificat.

Il faudrait ajouter l'alinéa suivant à l'article 93 pour satisfaire aux commentaires ci-dessus.

"Aucune disposition de la présente loi ne rend illégale le fait qu'une personne légalement en possession d'une arme à feu, permette à une autre personne de s'en servir

sous sa surveillance immédiate de la manière dont elle peut elle-même légalement s'en servir, ou le fait que cette autre personne s'en serve de cette façon."

Cette disposition se trouve dans le Code criminel au paragraphe 101. (b)."

95.(1)

Cette réserve devrait également être apportée au paragraphe 95(1).

95.(4)

Cette disposition est un pas vers le totalitarisme. Les automobilistes seraient insultés si à chaque fois qu'ils doivent acheter de l'essence, ils devaient présenter leur permis de conduire. Un gallon d'essence représente une force beaucoup plus destructive que toute quantité de munitions du même poids.

99.(2)

Le Code criminel actuellement en vigueur, contient des dispositions relatives à la négligence criminelle. La justice inhérente à la loi devrait s'appliquer également à toutes les personnes. La Fédération de tir du Canada ne voit donc pas pourquoi ce paragraphe s'applique en particulier aux tireurs comme s'il s'agissait d'une catégorie spéciale.

L'équivalent de ce paragraphe serait de tenir les membres de la Commission de libération conditionnelle des détenus criminellement et civilement responsables de toutes les personnes coupables de meurtre, de viol et tous les bandits qu'ils libèrent dans la société.

100.(1)

Le mot "munition" devrait être enlevé du préambule et du paragraphe (a).

Les dépenses rendues nécessaires par la tenue des dossiers proposés feront augmenter le prix payé par le consommateur pour les munitions.

Les clubs de tir qui vendent des munitions à leurs membres devront assumer de trop lourdes responsabilités et le fardeau leur sera imposé inutilement.

100(1)(a)

Pour la vente au détail d'armes à feu "à autorisation non restreinte", on ne devrait exiger comme documents qu'une facture en trois copies indiquant l'identité du vendeur, l'identité de l'acheteur et la description de l'arme à feu vendue.

Le vendeur garderait une copie, l'acheteur recevrait une copie et l'autre copie pourrait être réservée à toute utilisation que le gouvernement peut désirer en faire.

100(2)(3)

L'utilisation du mot "dommage" dans ce paragraphe montre encore jusqu'à quelle extrémisme absurde les instigateurs de cette loi étaient prêts.

Une arme à feu dont le fini de la crosse ou le bronzage du métal a été égratigné est une arme à feu endommagée. Et ceci devrait être signalé "en la forme prescrite par le commissaire".

100(4)(5)

Cet article impose d'autres entraves à un club de tir qui vend des munitions à ses membres.

Aucune limite n'a été fixée pour le coût du permis et le règlement qui s'appliquerait à un commerce de ce genre n'a pas été établi.

La Fédération de tir du Canada s'oppose fortement à l'adoption du bill C-83 avant que les adeptes de ce sport au Canada n'aient eu la possibilité de lire les règlements.

100.(6)

Cet article donne au gouverneur en conseil et aux lieutenants-gouverneurs en conseil des pouvoirs qui appartiennent en réalité au Parlement. En l'absence d'une urgence réelle, la Fédération de tir du Canada s'oppose à cette méthode dictatoriale de faire des lois.

100. (7)(8)

Les règlements pour ces articles ne sont pas encore disponibles. La Fédération s'y oppose parce que les règlements n'ont pas été établis et étudiés par le Parlement.

101.(1)

Le mot "munition" devrait être supprimé. Un chasseur qui marche dans les bois et trouve toute munition qui répond à la définition de l'article 82(1) ferait mieux de ne pas la trouver.

Le fait de ramasser tout simplement la cartouche vide d'un fusil de chasse, objet complètement sans danger et inerte ou trouver la carcasse d'un statoréacteur près d'un site industriel entraînerait la personne dans tous les rouages de la loi. Le principe selon lequel par la loi le gouvernement peut contrôler tout ce qui pourrait servir à un délit est absurde.

102.(1)

Le mot "entreposage" devrait être supprimé. Le Code criminel prévoit déjà les négligences criminelles. La justice inhérente à nos lois devrait s'appliquer également à toutes les personnes. Les propriétaires d'armes à feu ne devraient pas être plus ou moins égaux que tout autre citoyen.

104(1)(a)(b)

Les mots "seize ans" devraient remplacer les mots "dix-huit ans".

Entre 1947 et 1958, le rédacteur du présent mémoire a formé plus de 3,000 jeunes entre 14 et 18 ans à tirer au fusil de calibre .22 et .303 et aucun d'entre eux n'a jamais commis un crime de violence avec une arme à feu. Et nous avons eu plus de dix-huit ans pour confirmer ces résultats.

105.(2)

La Fédération de tir du Canada s'oppose à l'article 105(2) du bill C-83.

En vertu de l'article 105.1 du Code criminel actuel, un agent de la paix peut entrer, perquisitionner et saisir sans mandat si un crime a été commis ou est en train de l'être.

En vertu de l'article 105(2) du bill C-83 si l'agent de la paix décide qu'il est impraticable d'obtenir un mandat de perquisition, il peut entrer, perquisitionner et saisir dans un lieu d'habitation.

Michael Franc, directeur exécutif du Barreau de l'état du Michigan fait ce commentaire pertinent:

"Il est toujours facile de conclure qu'un problème est si grave qu'il faille abandonner les droits constitutionnels pour le résoudre. C'est le cri de ralliement de chaque mouvement qui tend vers une société fermée et contrôlée.

Lorsque nous permettons que les droits constitutionnels de quelqu'un d'autre soit supprimés, nous ouvrons la voie à la suppression prochaine de nos propres droits constitutionnels."

William Pitt, premier comte de Chatham (1708-1778) et premier ministre de la Grande-Bretagne était fier de déclarer:

"L'homme le plus pauvre dans son logis peut défier toutes les forces de la Couronne. La maison peut être frêle, son toit, vacillant, le vent peut souffler par ses fenêtres, la tempête peut entrer, la pluie aussi mais le roi d'Angleterre ne le peut pas. Malgré toute sa force il n'ose franchir le seuil de cet abri en ruines".

Le Sénateur Sam Irwin des États-Unis, un contemporain, a écrit:

"Le principe qui sous-tend cette phrase "le foyer de chaque homme est son château" représente l'accomplissement de l'un des désirs les plus anciens et les plus universels de l'être humain."

Tout cela, le bill C-83, le détruirait. L'article 105(2) devrait être supprimé du bill.

105(3)(4)

Conséquemment aux commentaires faits sur l'article précédent les mots "la cour qui a délivré le mandat, ou, dans le cas d'une saisie sans mandat, qui aurait pu le faire" doivent être supprimés.

106.1(1)

La Fédération de tir du Canada s'oppose aux autorisations proposées par le bill C-83 pour les raisons énumérées auparavant et les autres raisons suivantes.

106.1(2)

La Fédération de tir du Canada s'oppose à cet article. La formule prescrite par le commissaire ne peut à l'heure actuelle être étudiée et il n'y a aucune limite aux frais qui peuvent être prescrits pour accompagner chaque demande.

106.1(3)(a)

Une fois de plus, il n'y a aucune limite aux documents et aux renseignements qui peuvent être requis par les règlements.

106.1(3)(c)

La Fédération de tir s'oppose aux principes des répondants. À moins qu'il n'ait été condamné pour un crime par la loi, aucun homme libre ne devrait avoir à chercher l'approbation d'une autre personne pour se livrer une activité légale.

Les concepteurs du bill C-83 sont déterminés à classer les tireurs comme des citoyens de seconde classe.

Les répondants qui remplissent une demande de passeport garantissent simplement l'identité de la personne intéressée. Ils ne portent pas de jugement sur son aptitude à voyager à l'étranger.

Les banquiers, les notaires, les ministres, les directeurs d'école et les avocats, etc. ne peuvent évaluer de façon aussi éloquente qu'un instructeur l'aptitude d'une personne à obtenir l'autorisation de posséder et d'utiliser une arme à feu; l'instructeur a en effet enseigné à celle-ci le maniement des armes et l'a amené à réussir un cours consacré à l'utilisation convenable des armes ainsi qu'à la sécurité, aux lois et à l'éthique associées à ce sport.

106.1(4)

La Fédération de tir du Canada s'oppose très fortement à cet article. Ce dernier donne au registraire local d'armes à feu ou au préposé aux autorisations des pouvoirs dictatoriaux d'harasser les requérants en

exigeant toujours plus de renseignements et de documents.

Chaque fois qu'un travailleur doit se battre contre la bureaucratie, il doit prendre une journée de congé et perdre ainsi une journée de paie. Pour obtenir une définition de ce qui est "raisonnable" le requérant doit faire appel aux tribunaux. Cela signifie encore plus de dépenses et encore plus d'argent perdu.

Le paragraphe 106.1(4) devrait être modifié de la façon suivante:

Le registraire local d'armes à feu ou le préposé aux autorisations à qui est présenté une demande d'autorisation peut exiger les seuls renseignements précisés dans la formule prescrite par le commissaire.

106.1(5)

On devrait ajouter à cet article les mots: "et informer sur-le-champ le requérant que sa demande d'autorisation a été rejetée." Ainsi, la demande ne serait pas gardée en suspens indéfiniment. Le requérant pourrait entreprendre les procédures d'appel dès qu'il aurait été informé que sa demande a été rejetée.

106.1(6)(7)

Ces paragraphes stipulent aucune période de temps définie au cours de laquelle une autorisation doit être délivrée si le requérant satisfait à toutes les conditions. Une demande d'autorisation pourrait être

"égarée" indéfiniment et le requérant n'aurait aucun motif d'appel.

106.2(1)

La Fédération de tir du Canada ne voit aucune utilité ou avantage à l'enregistrement des armes à autorisation restreinte et, à nouveau, s'oppose fortement au fait que les frais prescrits ne soient pas déterminés de façon précise. En vertu de cet article, il sera possible d'imposer des frais visant à limiter l'utilisation des armes à feu sans consulter le Parlement et, par conséquent, il deviendra excessivement coûteux pour un particulier de posséder des armes à autorisation restreinte.

106.2(7)

Ce paragraphe devrait comprendre une limite de temps. Le registraire local devrait être tenu de délivrer ou de refuser le certificat d'enregistrement dans les 30 jours suivant la réception de la demande.

106.3(2)(c)

Cet alinéa devrait être modifié de la façon suivante:

"c) pour s'en servir dans le tir à la cible sous les auspices d'un club de tir approuvé aux fins du présent article par le Procureur général de la province où les locaux du club de tir sont situés et pour apporter l'arme à autorisation restreinte chez un armurier

autorisé, et la rapporter ou..."

Lorsqu'un tireur à la cible est devenu membre d'un club, a fait l'objet d'une enquête par le Bureau des enquêtes criminelles, a reçu une autorisation d'achat, deux autorisations de port, et une autre de port d'arme à autorisation restreinte, il semble inutile d'exiger qu'il obtienne une autre autorisation pour apporter son arme à feu chez un armurier pour l'y faire réparer ou entretenir. Ce serait tout comme accorder un permis de conduire à quelqu'un et exiger ensuite que cette personne obtienne un permis spécial pour conduire son auto au garage pour la faire réparer. Cette autorisation devrait aussi stipuler qu'elle est valide partout dans la province où elle a été délivrée.

106.3(9)

La Fédération de tir du Canada croit que ce paragraphe devrait être modifié par le remplacement de "dix-huit" par "seize". C'est l'entraînement, et non l'âge, qui fait qu'une personne manie les armes à feu de façon sûre.

106.3(10)(c)

Remplacer "dix-huit ans" par "seize ans".

106.3(11)

Remplacer le paragraphe par le suivant:

"Aucune disposition de cette Loi ne stipule qu'il est illégal pour une personne légalement en possession d'une arme à feu de permettre à une autre personne de s'en servir, sous sa surveillance immédiate, de la même façon qu'il le ferait légalement lui-même.

106.3(12)(b) (13)

Remplacer "dix-huit ans" par "seize ans".

106.3(14)

Les frais prescrits ne comportent aucun plafond défini; ils devraient être limités.

106.3(15)

En vertu de ce paragraphe, les concurrents d'une province donnée n'ont plus besoin de posséder une autorisation spéciale pour participer à un match dans une autre province. La Fédération de Tir du Canada appuie entièrement ce paragraphe.

106.3(16)

La Fédération de tir du Canada s'oppose fortement aux pouvoirs discrétionnaires accordés aux fonctionnaires.

Il est contraire aux principes démocratiques qu'un organisme autre que le Parlement ait le pouvoir d'assortir "le permis des conditions... qu'il estime souhaitables..."

Le paragraphe (16) devrait être modifié de la façon suivante:

"Chaque permis doit être en la forme prescrite par le commissaire, et toute personne qui est autorisée à délivrer un permis relatif à une arme à autorisation restreinte et à une arme à feu ne peut assortir le permis que des conditions se rapportant à leur utilisation, port et manipulation prescrites par les règlements ou expressément approuvées par le commissaire."

Cette modification assurerait une application uniforme du bill partout au Canada.

106.8(1)(2)(3)

La Fédération de tir du Canada se refuse à donner carte blanche au gouvernement. Par le passé, des ordres en conseil ont été adoptés sans que les adeptes du tir sportif aient eu la possibilité de souligner les injustices qu'ils comportaient.

106.8(1)(c) VENTES POSTALES

Actuellement, il n'est aucunement question que les ventes postales de souliers, bas, collants, cravates, pelles, leviers ou marteaux fassent l'objet de restriction. Mais, au Canada, tous ces objets que l'on peut se procurer très facilement, ont servi à commettre des meurtres. Le mauvais usage que l'on fait de ces articles relève du Code criminel. Parallèlement, seule l'utilisation inappropriée des armes à feu devrait relever du Code criminel.

Au Canada, la vente postale d'armes à autorisation restreinte est contrôlée efficacement par les règlements actuels.

La Fédération de tir du Canada considère que ces contrôles sont nécessaires, mais s'oppose à d'autres restrictions des ventes postales des armes à autorisation restreinte. Un Canadien qui a rempli toutes les formules et obtenu tous les documents nécessaires à l'achat par la poste d'une arme à autorisation restreinte ne pourra s'empêcher de penser que "cela suffit!" Il est d'ailleurs certain qu'aucune personne ayant l'intention d'utiliser une arme à autorisation restreinte à des fins violentes ne se conformera aux règlements actuels.

La Fédération de tir du Canada croit fermement que tout citoyen adulte respectueux des lois devrait pouvoir acheter par la poste des armes à autorisation "non restreinte" en faisant parvenir une copie de son certificat de sécurité et en s'identifiant de façon appropriée. Les mineurs devraient être tenus de fournir une autorisation de leurs parents.

CONCLUSION

Plus que tout autre groupe, celui des tireurs professionnels canadiens a remporté des honneurs internationaux pour le Canada. La Fédération de tir du Canada demande au Comité de réfléchir à fond aux répercussions que le bill C-83 risque d'avoir sur notre sport.

APPENDICE «JLA-30»

RESPONSIBLE

ALBERTA GUN

OWNERS

MÉMOIRE SOUMIS AU
COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE
ET DES QUESTIONS JURIDIQUES
EN RÉPONSE AU BILL C-83

(LOI POUR MIEUX PROTÉGER LA SOCIÉTÉ CANADIENNE CONTRE
LES AUTEURS DE CRIMES VIOLENTS ET AUTRES CRIMES)

Mai 1976

QUI SOMMES-NOUS?

Fondamentalement, les Responsible Alberta Gun Owners (R.A.G.O.) est une organisation qui recueille des renseignements et dont le but ultime est de vaincre l'attitude de ceux qui s'opposent à la possession et à l'utilisation légales des armes à feu, attitude qui est évidente dans certains milieux gouvernementaux, et de mener une action en coulisse dans le but de faire pression sur les hommes politiques en ce qui touche la question du contrôle des armes à feu. Nos buts et objectifs sont les suivants:

1. Rendre les députés de notre Assemblée législative conscients de nos craintes et inquiétudes; fournir des exemples précis des inconvénients et du harcèlement que représentent pour les citoyens les attitudes et les directives du gouvernement.
2. Renseigner tous les possesseurs d'armes à feu de les inciter à appuyer individuellement notre cause.
3. Appuyer les groupes organisés qui sont prêts à participer au dialogue avec les députés de l'Assemblée législative, les organes d'information et la population, c'est-à-dire, les clubs sociaux, les assemblées de circonscription, etc.
4. Proposer des mesures positives à prendre et des solutions lorsqu'est signalé un problème découlant de la possession d'armes à feu.
5. Encourager et appuyer les députés de l'Assemblée législative, les organes d'information, etc., lorsque nous endossons leur prise de position.

6. Promouvoir la mise en oeuvre par notre organisation d'un programme d'information et d'éducation relativement aux responsabilités et obligations découlant de la possession légitime d'armes à feu, et ce, non seulement à l'intention de nos membres mais de la population en général.
7. Elever et renforcer l'image que nous projetons en tant qu'éléments positifs de la société, et en tant que personnes respectables et respectueuses de la loi, ce qui fait de nous des atouts précieux pour notre nation.
8. Déployer, lorsque c'est nécessaire, nos meilleurs efforts dans le domaine de la préparation des lois fédérales.

Les lois DOIVENT être au service de la légalité et profiter à ceux qui respectent la loi, et cela NE PEUT PAS être modifié arbitrairement par les préjugés, les préceptes ou les fantaisies de ceux qui détiennent le pouvoir.

Une loi qui fait d'une grande partie des citoyens respectueux de la loi des hors-la-loi n'est pas une bonne loi.

Une loi qui, sans que ce ne soit dans un but louable ou même identifiable, présente des inconvénients pour celui qui respecte la loi, n'est pas justifiée.

La loi ne doit pas uniquement tendre à rendre justice, mais aussi le faire d'une façon évidente pour tous.

Les pouvoirs arbitraires d'abrogation ou de rejet ne devraient JAMAIS exister.

Nos problèmes résultent des décisions et ATTITUDES politiques. Les pouvoirs de réglementation sont plus dommageables que les modifications apportées au Code, car les résultats peuvent être obtenus sans problèmes politiques.

NOUS VOULONS DES LOIS UTILES, NON DES RESTRICTIONS.

Le ministre ou le bureaucrate compétent n'est pas tenu de répondre de sa façon d'exercer les pouvoirs discrétionnaires que la loi lui confère contre ceux à l'égard desquels ILS NE DEVRAIENT PAS S'APPLIQUER.

Les "décisions internes" ou les "pouvoirs de réglementation" appliqués sans tenir compte de leurs EFFETS sur des personnes respectueuses de la loi deviennent superflus, voués à l'échec, injustifiés, et n'ont d'autre résultat que L'AFFRONTMENT. Les ministères et les registraires agissent à l'encontre de la loi, de cette même loi qu'ils nous demandent de respecter.

Les pouvoirs accordés aux divers niveaux bureaucratiques peuvent être très étendus, écrasants et discrétionnaires.

Nous devons insister pour être reconnus comme des citoyens responsables et respectueux de la loi, susceptibles d'être ou de n'être pas intéressés aux armes à feu, qui ont le droit de posséder dans la paix et la légalité des armes à feu sans subir d'entraves indues. Nous constituons la plus grande ressource de notre collectivité. Nous sommes des contribuables -ÉLECTEURS.

Nous sommes soumis au Code criminel et à un système rigide de permis et d'enregistrement. Les criminels eux n'obéissent pas à ce Code, pas plus qu'ils n'obéiront à tout autre code.

LE CONTRÔLE DES ARMES À FEU IMPOSE DES RESTRICTIONS AUX SPORTIFS

1. Contrôle signifie restriction des conditions selon lesquelles vous pouvez légalement acheter, posséder et transporter des armes à feu. Ce qui veut dire que d'autres personnes décident de ce que vous pouvez faire ou ne pas faire légalement. Le contrôle ne touche pas nécessairement l'activité des criminels; et il se peut même que certains genres de crimes deviennent plus fréquents, comme le cas s'est produit lorsque le "contrôle" des boissons alcoolisées a été imposé par la prohibition.
2. Dans l'application effective des mesures de contrôle, les aspects restrictifs d'un règlement se verront accorder plus d'importance que les aspects permissifs. Il en est ainsi pour deux raisons. D'abord, les règlements que la police se doit de faire respecter sont si nombreux et divers qu'il est impossible d'en connaître complètement tous les détails. Ensuite, les policiers sont naturellement portés à ne pas rechercher les ennuis vis-à-vis de leurs supérieurs et, par conséquent, ils retarderont ou refuseront d'accorder un droit quand ils ne seront pas persuadés qu'il est effectivement permis de le faire aux termes d'un règlement fondamentalement restrictif.
3. Un droit peut être supprimé à toutes fins pratiques, même s'il ne l'est pas expressément, par la création d'obstacles qui fait qu'il devient impossible de s'en prévaloir.

OBLIGATIONS DU PROPRIÉTAIRE D'ARMES À FEU CONSCIENCIEUX:

1. Une des raisons motivant l'enregistrement des armes à feu est l'identification d'armes à feu perdues, détruites ou volées.

Si tous les propriétaires tenaient un inventaire complet et à jour de chacune des armes à feu qu'ils possèdent, avec le numéro de série et une description précise, nous aurions le meilleur système d'identification, le plus rapide, pouvant aider la police et les compagnies d'assurance en cas de perte.

R.A.G.O. prépare des formules à cette fin; elles seront bientôt disponibles sur demande.

2. On doit se soucier d'entreposer et de manier les armes à feu prudemment.

- A. Les portes des foyers devraient être fermées à clé, on devrait laisser une radio et une lumière allumés quand il n'y a personne à la maison.

- B. Les munitions ne devraient pas être gardées près des armes à feu et ne devraient pas non plus être à la portée des enfants.

- C. Les armes à feu destinées à la protection de la maison d'habitation ou au contrôle des animaux nuisibles dans les régions rurales ne devraient pas être à la portée des enfants. Elles devraient être entreposées de façon à demander un effort conscient et volontaire de s'en servir.

3. Il est à déconseiller de transporter des armes à feu dans un support situé dans la vitre arrière d'un camion et de les étaler ainsi à la vue

de tout le monde. Admettons que c'est une invitation directe au vol.

4. Les autorités craignent que les détenteurs de permis de transport d'arme abusent de ce droit et des conditions d'utilisation de ce permis.

Nous devons de par la Loi transporter directement une arme à autorisation restreinte sur les lieux d'utilisation autorisés et l'en ramener directement et cela sans excuses ni exceptions.

5. Nous avons la responsabilité du contrôle du vandalisme, de l'utilisation et de la conduite irréfléchies du propriétaire d'armes à feu pour autant que chacun puisse le faire.

Nous devrions être prêts à éduquer les personnes qui font preuve d'irresponsabilité et, si nécessaire, signaler de telles manquements aux autorités.

6. Nous avons la responsabilité d'éduquer convenablement nos enfants et les autres pour ce qui est de la possession et du maniement sécuritaires des armes à feu. R.A.G.O. à l'intention de poursuivre ses efforts en ce sens.

NOTRE PROPOSITION VIS-A-VIS DU BILL C-83

Nous avons étudié le Bill C-83 et nous y reconnaissons en principe une loi essentiellement bonne en ce qui concerne les délinquants dangereux, l'écoute électronique et le pouvoir des provinces de mener des enquêtes spéciales sur le crime et de changer les systèmes de libération conditionnelle.

Nous reconnaissons également la nécessité de l'article 98 portant sur l'emploi criminel d'armes offensives lors de la perpétration d'un crime, et les mérites de l'article 105 laissant une autre possibilité à l'agent de la Paix dans une situation d'urgence, pourvu que ces articles comportent des clauses pour protéger les droits de propriété et les libertés civiles.

Nous croyons pouvoir confier ces sections du Bill C-83 au Comité permanent de la justice et des questions juridiques et au Parlement du Canada.

Nous sommes convaincus que la partie du bill concernant le contrôle des armes à feu, articles 82 à 106, vise directement les citoyens respectueux des lois; risque de faire des criminels de quelque trois millions de bons citoyens (le meilleur atout de notre société), et est donc essentiellement mauvaise.

Nous lisons le Hansard et communiquons avec d'autres groupes de citoyens avertis, avec nos membres qui sont nombreux et avec nos députés qui sont conscients du problème.

Nous nous rendons compte que la plupart des arguments étayant notre point de vue ont été présentés à la Chambre et aux députés individuels ainsi qu'au Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

Nous ne voulons pas répéter inutilement ces arguments mais nous leurs accordons, en général, notre appui.

Nous osons croire que le Comité permanent de la justice et des questions juridiques prendra en considération nos propositions qui ne sont pas négatives, mais qui offrent des idées constructives sur un sujet extrêmement controversé.

Nous sommes d'avis que les buts du gouvernement concernant les détenteurs responsables d'armes à feu seraient plus vite atteints par l'éducation et des encouragements qu'avec les lois. A cet égard, nous citons la Commission de réforme du droit du Canada: "La voyance naïve qu'on peut résoudre n'importe quel problème en y opposant une loi, a donné naissance à une foule de statuts, de règlements et d'infractions".

Il existe des organisations de citoyens, chargés de la formation des chasseurs qui pourraient se charger d'un programme d'éducation peu coûteux pour le gouvernement.

Dans l'ensemble, les gens ne sont pas au courant des lois en vigueur; nous devrions les sensibiliser à leur existence et les informer des protections et des responsabilités qui en découlent.

POINTS PARTICULIERS

Nous n'acceptons pas la définition générale des deux termes "munitions" et "armes à feu", donnée à l'article 82.

Nous croyons que la définition de "munitions" devrait se limiter seulement aux composantes principales. Par exemple, il serait difficile de recharger des munitions sans la "poudre explosive". Aucune des autres composantes mentionnées ne fait partie d'une cartouche chargée pouvant être retirée avec une arme à feu à moins que la cartouche ne contienne aussi la substance explosive appelées "poudre à canon".

Nous croyons que la suppression des articles inutiles ne va pas seulement empêcher les gens qui utilisent ces articles pour d'autres raisons valables de se servir d'armes à feu, mais cela va aussi grandement diminuer les coûts des dossiers tenus par le gouvernement et les marchands.

Nous croyons que cela s'applique aussi à la définition de "armes à feu". Puisque le bloc de culasse est la pièce essentielle à la construction d'une arme à feu qui puisse fonctionner, elle est la seule qui devrait faire partie de la définition.

Nous estimons qu'il ne devrait pas y avoir d'âge limite où les parents ou le tuteur puissent enseigner aux enfants le maniement et le respect des armes à feu, pourvu qu'ils soient sous la garde et la surveillance directes du parent ou du tuteur.

Chaque année, on pourrait certainement éviter un très grand nombre d'accidents impliquant des armes à feu et des jeunes dont la curiosité et le surcroît d'imagination sont attisés par ce qu'ils voient à la télévision. Nous pensons, en fait, qu'on devrait encourager des jeunes, au sein de notre système d'éducation, à participer à des cours dans lesquels on leur permettrait non seulement de se servir d'une arme à feu, mais aussi d'apprendre à la respecter et à être responsables. L'éducation, est à notre avis, le moyen de régler beaucoup de situations dont celles des accidents à la maison.

En étudiant les avantages et les inconvénients de l'enregistrement des armes à feu tel que proposé dans le Bill C-83, et en supposant que le gouvernement insistera pour que les parties du bill concernant (que nous n'approuvons pas) l'enregistrement soient appliquées.

Nous proposons que les personnes qui feront une demande de permis de port d'arme n'aient pas à fournir le nom de deux répondants pour les raisons suivantes:

- A. Si les répondants admissibles sont d'un niveau social trop élevé pour la moyenne des Canadiens, il pourrait en résulter des difficultés indues pour les gens qui

demeurent dans les régions rurales ou éloignées,
et la création d'une nouvelle distinction de classe
entre les Canadiens.

- B. Si les répondants possibles sont d'un niveau social trop bas, on peut alors prévoir de nombreuses situations dangereuses.

Nous soutenons donc que le système des répondants est inacceptable.

On a souligné que l'intéressé devra remplir diverses formules non précisées et fournir, en plus, certains renseignements personnels également non précisés. Sans doute on mettra un certain temps à compiler tous ces renseignements. On a aussi indiqué qu'une enquête complète sera effectuée sur l'intéressé. A l'ère de l'ordinateur, il y aurait sûrement moyen de réunir tous les renseignements nécessaires afin de déterminer si une personne peut ou non posséder une arme à feu sans devoir exiger des répondants.

C'est un fait établi qu'une certaine période de temps, que ce soit une période de 24 ou 48 heures, est un bon moyen de réduire le nombre de crimes passionnels. Nous proposons qu'un minimum de 48 heures soit respecté avant que l'intéressé puisse obtenir un permis de port d'arme. Ce délai devrait permettre d'effectuer les enquêtes nécessaires. On devrait inclure une garantie que dans une période maximale de 10 jours par exemple, le permis sera délivré ou refusé, par écrit, par les autorités compétentes.

Pour mieux assurer la protection des droits des individus le gouvernement devrait rendre tous les appels prévus dans cet article, y compris les services d'un avocat, gratuits pour les personnes lésées. Ceci garantirait un plus haut niveau de compétence chez les autorités qui délivrent des permis et pourrait faire naître chez le public la confiance qu'il n'a pas envers le gouvernement.

Nous ne croyons pas que les éléments du bill concernant l'enregistrement répétitif ne sont plus nécessaires qu'un nouvel enregistrement des armes à feu à autorisation restreinte. Dès qu'une personne a été reconnue responsable, il est raisonnable de croire qu'elle le demeurera jusqu'à preuve du contraire, auquel cas, elle mérite et s'attire normalement l'attention particulière des autorités.

L'autorisation des propriétaires de fusils a été comparée à celle des conducteurs de voiture. Ce n'est pas une comparaison valable. Un propriétaire d'automobile n'a besoin d'aucune sorte de permis pour se servir de sa voiture sur sa propriété. Il n'aura pas non plus à se soumettre périodiquement à des décrets du Conseil ni à envisager la possibilité qu'un permis puisse lui être refusé à cause d'un caprice, d'un préjugé, ou quoi encore.

Le fait de pouvoir interroger l'épouse ou les voisins pour savoir si une personne devrait posséder des armes à feu, ou la création d'obstacles infranchissables par décret unilatéral ou bureaucratique, constituent une violation des droits de la personne.

Les permis de conduire de même que les taxes sur l'essence sont nécessaires, du point de vue économique, pour entretenir notre réseau routier, mais ce n'est pas le cas des permis de posséder des armes à feu. L'enregistrement des voitures et des conducteurs est effectué par une vaste organisation et sert une fin sociale. Les permis de posséder des armes à feu nécessiteront une autre vaste organisation et ne serviront aucune fin sociale.

Si, d'autre part, la comparaison tient et que le bill proposé ne sauve pas plus de vies que les permis de conduire et les tests que subissent les conducteurs le carnage qui se produit sur nos routes chaque jour, cela devrait indiquer que nous devrions, en fait, examiner les vraies racines sociales du problème et chercher d'autres solutions.

La seule comparaison valable entre une auto et une arme à feu, c'est que la mort, causée par l'une ou l'autre, est tout aussi finale.

Cependant, le nombre de morts dues aux armes à feu est infime comparé à celui des morts sur les grandes routes.

Nous voudrions maintenant soulever plusieurs questions:

- A. Dans les débats et les lectures du Bill C-83, on a fait mention de "chasseurs étrangers, soldats étrangers" et enfin, le terme "canadien" apparaît partout dans le texte. Devons-nous comprendre que le terme "canadien" s'applique à tout citoyen canadien? Dans l'affirmative, quelles dispositions s'appliquent, s'il en est, aux "citoyens non canadiens"?
- B. L'article 95 porte sur la vente d'une arme à feu ou de munitions à une personne que ne détient pas d'autorisation. Quelle protection apporte cet article à la personne ou au vendeur qui accepte de transiger avec une personne détentrice d'une fausse autorisation? Une telle situation pourrait se produire si les imprimés d'ordinateur démontraient, quelques mois après leur consignation que les registres d'un vendeur décrits aux paragraphes (a), (b), (c) et (d) contenaient une autorisation falsifiée. D'après nous, qui sommes profanes, cela signifierait immédiatement, une arrestation suivie de peines sévères.

RÉSUMÉ

L'expression "contrôle des armes à feu" fait maintenant partie du langage courant. Plusieurs députés ont envoyé des questionnaires où l'on demandait simplement: Êtes-vous en faveur du "contrôle des armes à feu"?" Presque tous ont répondu dans l'affirmative et il était peu probable qu'il en soit autrement. Toute personne qui respecte les lois désire un tel contrôle, en raison de la possibilité d'une mauvaise

utilisation ou d'une utilisation criminelle. Le criminel lui, sera certainement en faveur d'un contrôle sévère des armes à feu et optera même pour leur confiscation. Son sort serait en effet beaucoup moins risqué s'il était le seul à être armé. Il ne nous reste donc que ceux qui en font un mauvais usage, ce qu'on peut faire à divers degrés. De toute façon, il est probable que ce groupe ne se donnerait pas la peine de répondre aux questionnaires. Une étude attentive démontre très bien que ce groupe est celui qui pose le plus de problèmes.

Les structures sociales ont fait naître une certaine apathie que ce projet de loi ne viendra pas changer. Il est fort probable que les membres de ce dernier groupe ne se préoccuperont même pas d'obtenir une autorisation. Il n'enseigneront pas à leurs enfants comment bien utiliser leur arme à feu et comment l'entretenir. Ils ne rangeront pas leur arme à feu convenablement et de façon sécuritaire; ils laisseront probablement traîner leurs munitions. Il nous a parfois été donné d'apprendre qu'un des meilleurs enfants avait tué l'enfant du voisin en voulant faire l'expérience d'une arme à feu, ou qu'un mari, enivré avait tiré sur quelqu'un pendant une altercade, ou qu'un adolescent, ayant remarqué la présence d'une arme et d'une boîte de munitions derrière la chaudière, avait décidé de se faire justice à l'école.

Que signifie le Bill C-83 pour les personnes qui utilisent les armes à feu à mauvais escients? Se sentent-elles touchées par la définition "munitions" ou "arme à feu" ou par les mesures prescrites par le bill pour l'enregistrement des armes à feu? Le nombre imposant de pages qu'on a écrites sur les armes à feu ne les impressionne pas. Craignent-elles

des peines plus longues lorsque, pour elles, il est socialement acceptable d'aller en prison? Sont-elles préoccupées par le fait qu'elles ne trouveront peut-être pas les deux répondants nécessaires pour l'obtention de leur permis? Craignent-elles de ne pas pouvoir trouver l'argent pour le permis? S'offusquent-elles du fait que la plupart des mesures de ce bill doivent être mises sous forme de règlements? QUE FERONT-ELLES? Simplement ce qu'elles ont toujours fait: TRÈS PEU OU PIRE: RIEN DU TOUT.

DANS CE CAS, QU'AURA-T-ON RÉUSSI À FAIRE? Une autre bureaucratie aura été créée. Des sommes importantes auront été dépensées et de nombreux millions le seront encore. Une restriction de plus aura été imposée aux citoyens respectueux de la loi qui se soumettront encore. Il y a cependant des limites à la bonne foi et les citoyens respectueux de la loi ne pourront plus considérer sans méfiance et apathie un gouvernement dont les lois ne règlent pas vraiment le problème. Cette situation présage de la chute de la démocratie.

Nous concluons en disant que le gouvernement est trop zélé en essayant d'instituer des mesures de "contrôle des armes à feu" qui ne visent que les citoyens respectueux de la loi sans pourtant s'attaquer aux causes réelles du problème, soit l'alcool, la drogue, le crime.

Respectueusement présenté,

"Responsible Alberta Gun Owners".

C. F. Barrigan,
Directeur administratif

E. Heiman,
Administrateur

W. C. Carlson,
Administrateur

WITNESSES—TÉMOINS

At 11:45 a.m.

From the Shooting Federation of Canada:

Dr. J. L. Johnston, President

Mr. D. M. Aiton, Vice-President

Mr. W. H. Bush, Chairman,

Legislation Committee.

At 3:30 p.m.:

From the Responsible Alberta Gun Owners:

Mr. C. F. Barrigan, Managing Director.

Mr. E. Heiman, Director.

A 11 h. 45 du matin:

De la Fédération de Tir du Canada:

D^r J. L. Johnston, président

M. D. M. Aiton, vice-président

M. W. H. Bush, président

comité de la législation.

A 3 h. 30 de l'après-midi:

De «Responsible Alberta Gun Owners»:

M. C. F. Barrigan, administrateur directeur.

M. E. Heiman, directeur.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 54

Tuesday, May 25, 1976

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 54

Le mardi 25 mai 1976

Président: M. Mark MacGuigan

Government
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Justice and Legal Affairs

Justice et des questions juridiques

RESPECTING:

Main Estimates 1976-77 under
JUSTICE

CONCERNANT:

Budget principal 1976-1977 sous la rubrique
JUSTICE

APPEARING:

The Honourable Ronald Basford,
Minister of Justice and Attorney
General of Canada.

COMPARAÎT:

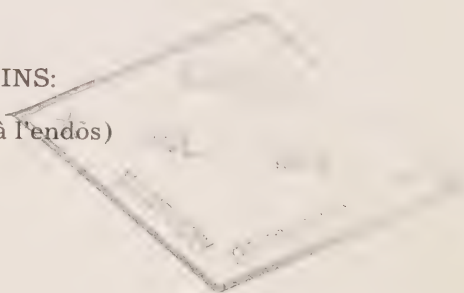
L'honorable Ronald Basford,
Ministre de la Justice et Procureur
général du Canada.

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la

trentième législature, 1974-1975-1976

STANDING COMMITTEE ON JUSTICE
AND LEGAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

Vice-Chairman: Mr. Yvon Pinard

Messrs.

Caouette (*Villeneuve*)
Fairweather
Fox
Guay (*Lévis*)
Gilbert

Hnatyshyn
Korchinski
Lawrence
Lachance
Loiselle (*Chambly*)

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE
ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

Président: M. Mark MacGuigan

Vice-président: M. Yvon Pinard

Messieurs

Marceau
McCleave
Olivier
Poulin

Robinson
Stanbury
Towers
Woolliams—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Lois A. Cameron

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On May 25, 1976:

Mr. Loiselle (*Chambly*) replaced Mrs. Holt.
Mr. Hnatyshyn replaced Mr. Brisco.
Mr. Gilbert replaced Mr. Leggatt.
Mr. Lawrence replaced Mr. Dick.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le 25 mai 1976:

M. Loiselle (*Chambly*) remplace M^{me} Holt.
M. Hnatyshyn remplace M. Brisco.
M. Gilbert remplace M. Leggatt.
M. Lawrence remplace M. Dick.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 25, 1976
(60)

(Text)

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 3:40 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Mark MacGuigan, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Fairweather, Gilbert, Hnatyshyn, Lawrence, Loiselle (*Chambly*), MacGuigan, Marceau, McCleave, Poulin, Towers and Woolliams.

Appearing: The Honourable Ronald Basford, Minister of Justice and Attorney General of Canada.

Witnesses: From the Law Reform Commission of Canada: Justice A. Lamer, Chairman. From the Department of Justice: Mr. E. A. Tollefson, Director, Programs and Law Information Development Section.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Wednesday, February 25, 1976 relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1977. (See *Minutes of Proceedings, Thursday, May 20, 1976, Issue No. 52.*)

The Chairman called Vote 1 under Justice.

The Minister made a statement and, with the witnesses answered questions.

Ordered,—That the complete text of the Minister's statement on Justice Main Estimates be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See Appendix "JLA-31".)

On motion of Mr. Lawrence, it was agreed,—That the Committee hear as witnesses on Bill C-83, representatives of the Ontario Federation of Anglers and Hunters.

It was agreed,—That the Committee hear as a witness on Bill C-83, Mr. Philip Rosen of the Canadian Council on Social Development.

On motion of Mr. McCleave, it was agreed,—That the Committee hear as witnesses on Bill C-83, representatives of the Firearms Legislation Committee of Shubenacadie, Nova Scotia.

At 5:35 o'clock p.m. the Committee adjourned until Wednesday, May 26, 1976 at 3:30 o'clock p.m.

Le greffier du Comité

Lois A. Cameron

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 25 MAI 1976
(60)

[Traduction]

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 15 h 40 sous la présidence de M. Mark MacGuigan (président).

Membres du Comité présents: MM. Fairweather, Gilbert, Hnatyshyn, Lawrence, Loiselle (*Chambly*), MacGuigan, Marceau, McCleave, Poulin, Towers et Woolliams.

Comparait: L'honorable Ronald Basford, ministre de la Justice et Procureur général du Canada.

Témoins: De la Commission de réforme du droit du Canada: Le juge A. Lamer, président. Du ministère de la Justice: M. E. A. Tollefson, directeur, Programmes et informations juridiques.

Le Comité poursuit l'étude de son ordre de renvoi du mercredi 25 février 1976 portant sur le Budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977. (Voir procès-verbal du jeudi 20 mai 1976, fascicule n° 52.)

Le président met en délibération le crédit 1 sous la rubrique Justice.

Le ministre fait une déclaration; le ministre et les témoins répondent ensuite aux questions.

Il est ordonné,—Que le texte complet de la déclaration du ministre portant sur les prévisions budgétaires du ministère de la Justice, soit joint aux procès-verbal et témoignages de ce jour. (Voir Appendice «JLA-31».)

Sur motion de M. Lawrence, il est convenu,—Que le Comité entende le témoignage des représentants de l'Ontario Federation of Anglers and Hunters sur le bill C-83.

Il est convenu,—Que le Comité entende le témoignage de M. Philip Rosen du Conseil canadien du développement social sur le bill C-83.

Sur motion de M. McCleave, il est convenu,—Que le Comité entende le témoignage des représentants du Firearms Legislation Committee of Shubenacadie, Nouvelle-Écosse sur le bill C-83.

A 17 h 35, le Comité suspend ses travaux jusqu'au mercredi 26 mai 1976, à 15 h 30.

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, May 25, 1976

• 1539

[Text]

The Chairman: The meeting will come to order. Gentlemen of the Committee, this afternoon we are resuming consideration of the main estimates for 1976-77 and I will call Vote 1 under Justice.

Department of Justice
Administration of Justice Program

Vote 1 - Administration of Justice - Operating expenditures, travelling and other allowances and expenses for judges not provided for by the Judges Act—\$28,704,000

The Chairman: Our witness this afternoon is the Minister of Justice and Attorney General of Canada, the Honourable Ron Basford. I understand that he has an opening statement, which I will invite him now to read to us.

• 1540

Hon. S. R. Basford (Minister of Justice and Attorney General of Canada): Mr. Chairman and hon. members, I appreciate the opportunity of presenting my estimates for 1976-77. Thank you.

I have with me my Deputy Minister, Mr. Thorson, and, for the record, Mr. Olivier, the Associate Deputy Minister, Mr. Samuels, the Assistant Deputy Attorney General, Mr. Strayer, the Assistant Deputy Minister of Planning and Research, Mr. Ainslie, Mr. Landry, Mr. Tollefson, Mr. Cocks and Mr. Cowie and from the Law Reform Commission, the Chairman, Mr. Justice A. Lamer and Mr. G. Laforest, Commissioners, Mr. Jean Côté, the Commissioner's Secretary, and Mr. Webber the Director of Operations.

The Clerk has distributed copies of my opening statement. I would just hope to paraphrase it, and have the whole statement appended to today's Proceedings, if I may.

The Chairman: Is that agreeable?

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Basford: I will try, in order to allow members time for questions, to be brief.

The first paragraph simply deals with what the Main Estimates are, consisting of the Administration of Justice Program, which provides for the operation of the department, the Canadian Judicial Council, judges' salaries, allowances and annuities, grants and contributions, the Supreme and Federal Courts of Canada program, the law Reform Commission of Canada program and the Tax Review Board program.

In total the Estimates are \$86.1 million for 1976-77, an increase of \$18 million over the previous year. Most of the change is in the Administration of Justice Program, which I will be happy to go into in detail by way of questions, but judges' salaries and allowances account for \$10.7 million of that increase.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 25 mai 1976

[Interpretation]

Le président: A l'ordre s'il vous plaît. Messieurs les membres du Comité, nous continuons cet après-midi l'étude du Budget principal pour 1976-1977 et je mets en délibération le crédit 1 sous la rubrique Justice.

Ministère de la Justice
Programme d'administration de la justice

Crédit 1^{er}—Administration de la justice—Dépenses de fonctionnement, indemnités de voyage et autres indemnités et dépenses pour les juges non prévues dans la Loi sur les juges—\$28,704,000

Le président: Notre témoin cet après-midi est le ministre de la Justice et Procureur général du Canada, l'honorable Ron Basford. Je crois comprendre qu'il veut faire une déclaration préliminaire et je l'invite à la lire maintenant.

L'honorable S. R. Basford (ministre de la Justice et Procureur général du Canada): Monsieur le président et honorables députés, j'apprécie cette occasion de présenter mon budget pour 1976-1977. Merci.

J'ai avec moi le sous-ministre, M. Thorson, ainsi que M. Ollivier, sous-ministre associé, M. Samuels, sous-procureur général adjoint, M. Strayer, sous-ministre adjoint de la planification et de la recherche, M. Ainslie, M. Landry, M. Tollefson, M. Cocks et M. Cowie, et le juge A. Lamer, président de la Commission de réforme du droit et M. G. LaForest, commissaire, M. Jean Côté, secrétaire du commissaire et M. Webber, directeur des opérations.

Le greffier a distribué des exemplaires de ma déclaration d'ouverture. Je voudrais vous en donner un résumé et vous pourriez imprimer ma déclaration entière en appendice au procès-verbal d'aujourd'hui.

Le président: D'accord?

Des voix: D'accord.

M. Basford: Je serai bref, afin de donner aux membres le temps de poser leurs questions.

Le premier paragraphe explique ce que sont les prévisions budgétaires: le programme d'administration de la Justice, qui s'occupe du fonctionnement du ministère, du Conseil canadien de la magistrature, les traitements, indemnités et pensions des juges ainsi que les subventions et participations financières, le programme des cours suprêmes et fédérales du Canada, le programme de la Commission de réforme du droit du Canada et le programme de la Commission de révision de l'impôt.

Au total, 86,1 millions de dollars ont été demandés pour 1976-1977, soit une augmentation de 18 millions de dollars par rapport à l'année précédente. La plus grande partie de cette augmentation est imputable au programme d'administration de la justice, dont je discuterai volontiers, mais 10,7 millions de dollars de cette augmentation sont imputables aux traitements et indemnités des juges.

[Texte]

The objectives of the Department of Justice, as I see them, are two-fold. The first is, obviously, to act as the government's lawyer and advisor, pursuant to the Department of Justice Act. However, in addition to this legal service role, it is my view, and I think that of many others, that we are not only the Department of Justice and the Attorney General of Canada and legal adviser to the government, but that we are a ministry of justice with a more general responsibility for the administration of justice, one which is becoming more and more active in the area of law reform, with the goal of fostering laws in a legal system which are more accessible and intelligible to the public, and more sensitive and responsive to the needs of citizens, particularly those in disadvantaged positions. Some of these thrusts toward being more than a narrow legal advisor to the government are reflected in some of the programs shown in the Estimates, particularly in the activities of both the Law Reform Commission and my own Department, in areas of law reform.

Members will recall that when I became Minister, it seemed to me that we were on the threshold of a very exciting period of law reform in Canada. The Law Reform Commission had been established for five years, and had published a number of study papers and working papers, as was their working procedure, but had submitted to Parliament or to me, no final reports.

Nevertheless, in anticipation, and in an attempt to avoid the traditional Canadian practice of having reports lying on the shelf gathering dust, I established within the Department, shortly after my appointment, the office of Co-ordinator of Law Reform Implementation, to work with the department and the various elements of the department concerned with various aspects of law reform. Also, at the provincial attorneys general meeting in Halifax in October, I got my provincial counterparts to name or designate similar co-ordinators, so that the work of the federal Law Reform Commission and much of the work going on in provinces, through their attorney general departments or through their own provincial forms of Law Reform Commission, could be carried out in a co-operative and co-ordinated way.

These co-ordinators have all now been appointed and are providing an essential, it seems to me, communications link between the two levels of government, in terms of moving forward with some of the law reform proposals.

• 1545

At the same meeting last October, I proposed, and obtained agreement from my provincial colleagues, that at our next meeting we would have received the final report of the Law Reform Commission report on family law that was tabled by me in the House very recently, and on June 17 in Vancouver we will be discussing with provincial Attorneys General how, as governments, we can make substantial progress towards changing and amending family law legislation in this country with, I would hope, greater protection for and greater fairness to the large number of Canadians who are affected by that. I have also tabled on behalf of the Law Reform Commission a final report on the Law of Evidence which comprises a draft

[Interprétation]

Le ministère de la Justice a deux objectifs principaux. Le premier est évidemment d'agir en tant qu'avocat et de conseiller auprès du gouvernement, en vertu de la Loi sur le ministère de la Justice. Cependant, le ministère de la Justice doit jouer d'autres rôles à part celui de conseiller juridique et c'est une opinion que je partage avec beaucoup d'autres. Je suis non seulement Procureur général du Canada et conseiller juridique auprès du gouvernement, mais je dirige également un ministère de la Justice qui a la responsabilité plus générale de l'administration de la justice, administration qui, au cours de ces dernières années s'est transformée en une véritable réforme du droit ayant pour objectif d'élaborer des lois et un système juridique simplifié, plus accessible au public, plus sensible et plus adapté aux besoins des citoyens et en particulier des citoyens les plus défavorisés. Certains de ces objectifs, ayant pour but de devenir plus qu'un conseiller juridique auprès du gouvernement, se sont manifestés par la participation du ministère à certains programmes énumérés dans nos prévisions budgétaires, et surtout des activités de la Commission de réforme du droit et de mon ministère dans le domaine de la réforme du droit.

Les députés se souviendront que lors de ma nomination au poste de ministre à la Justice, j'ai dit que nous étions au seuil d'une passionnante époque de réforme du droit au Canada. Bien que la Commission fédérale de réforme du droit ait publié de nombreux documents de travail au cours des cinq dernières années, son premier rapport définitif n'avait pas encore été présenté au ministre de la Justice ni au Parlement.

Néanmoins, en prévision de ces recommandations, et pour éviter la pratique canadienne traditionnelle de réléguer aux oubliettes poussiéreuses de tels rapports, j'ai créé juste après ma nomination, le poste de coordonnateur de l'application de la réforme du droit, pour travailler au sein du ministère afin de coordonner les divers secteurs en cause dans les différents aspects de la réforme du droit. Lors de la réunion des procureurs généraux provinciaux à Halifax en octobre, mes homologues ont consenti à créer un poste semblable dans leurs ministères respectifs, pour veiller à la coordination des travaux de la Commission fédérale de réforme du droit et des travaux faits par les ministères des procureurs généraux provinciaux ou par leurs propres commissions de réforme du droit.

Ces coordonnateurs ont été nommés dans chaque province et le système s'est révélé un réseau efficace de communications entre les deux niveaux de gouvernement, pour ce qui est de la mise en application des propositions sur la réforme du droit.

Lors de la même réunion qui a eu lieu en octobre dernier, j'ai proposé à mes collègues, avec leur approbation, de nous rencontrer à nouveau après réception du rapport définitif de la Commission sur les droits de la famille, que j'ai déposé très récemment à la Chambre; la réunion aura lieu à Vancouver le 17 juin, et nous discuterons avec les procureurs généraux provinciaux des moyens que pourraient utiliser les gouvernements pour faire des progrès considérables en formulant des modifications au droit de la famille au Canada, afin de garantir une plus grande protection et une plus grande justice à un grand nombre de Canadiens directement en cause. Au nom de la Commission de réforme du droit, j'ai également déposé un rapport

[Text]

code of evidence and I have established machinery within my department to meet with the Canadian Bar Association and with lawyers, prosecutors and judges throughout the country. This is now in an active process of consultation and I have given the Bar a year in which to consult and react to that model code of evidence with the hope of introducing something to Parliament next year.

The Commission has also produced a final report on sentencing which I regard as very important and indicates in my view that some of our present sentencing methods particularly of minor offenders, and one might call nuisance offenders, are largely ineffectual and even sometimes counterproductive. We are working on how to implement those recommendations which involve far more than simply legislating; they involve the change of administrative practices in provincially administered courts, changes in attitudes by judges and, of course, through education of those practising within the criminal justice system and lastly through legislation. We are consulting with the provinces and I will again be discussing that report and various alternatives with the provincial Attorneys General this coming month and would hope, insofar as legislation is concerned at least, to be able to proceed in the course of the coming year.

Also on a number of occasions I have publicly expressed concern, as has the Law Reform Commission, about pre-trial delay which I think in some of our urban centres has reached crisis proportions, the delay that ensues between the time of arrest and the time of determination of innocence or guilt. The Law Reform Commission in some of its study papers and working papers was already involved in this area and by agreement it has accelerated this work and established a task force of people involved in the system. We will be discussing again with provincial Attorneys General in June a set of proposals from the Law Reform Commission on this accelerated work as to what steps both I federally or the provincial Attorneys General can take to cut down by way of reform the time involved in pre-trial delays.

I mentioned in my statement my pleasure at the efforts of the practising bar and the Canadian Bar Association to become more intimately involved in the work of law reform and particularly the work of the Law Reform Commission more at the stage of the development of proposals rather than simply reacting to proposals.

I mentioned the housekeeping bill, which is an initiative started by my predecessor and which I tabled in the House the other day, which is a bill to correct anomalies and errors in the law. Initially it was to be referred to this Committee but because of the pressure of work on this Committee I proposed to refer it for the first time and not as a precedent to the Joint Committee on Statutory Instruments. But I would hope that in future years that bill could be dealt with by this Committee which ultimately is the right committee to deal with it without reflection on the other committee.

The Chairman: I think that would be our wish too, Mr. Minister.

[Interpretation]

définitif sur le droit de la preuve, qui comprend l'ébauche d'un code de la preuve, et mon ministère a pris des mesures pour mettre en place l'appareil nécessaire pour que le Barreau canadien et les avocats, les procureurs, et les juges partout au pays puissent me rencontrer. Des consultations se poursuivent actuellement et j'ai fixé un délai d'un an permettant au Barreau d'avoir des consultations et d'exprimer ses opinions sur le Code de preuve en vue de faire des propositions au Parlement l'année prochaine.

La Commission a également publié un rapport définitif sur la détermination de la peine, ce que j'estime, très important. Le rapport souligne que notre façon d'envisager la détermination de la peine à l'égard des délinquants mineurs s'est montrée des plus inefficaces et même des plus vaines. Nous travaillons actuellement à mettre au point les moyens d'appliquer les recommandations du rapport, qui ont trait à beaucoup plus que la législation; il sera nécessaire d'introduire des changements dans les pratiques administratives des tribunaux qui relèvent des provinces, ainsi que des changements dans les attitudes des juges. En plus, il faut agir en renseignant ceux qui travaillent dans le système de la justice pénale et enfin en légiférant. Nous consultons actuellement les provinces et le mois prochain, je vais discuter du rapport et des possibilités différentes avec les Procureurs généraux provinciaux; je prévois ainsi déposer des projets de loi en ce domaine cette année.

A plusieurs reprises, j'ai dit publiquement que je me préoccupe des retards au niveau de la procédure préalable aux procès; la Commission de réforme du droit s'en préoccupe également car le problème est extrêmement grave dans certains de nos centres urbains, pour ce qui est du délai entre le moment de l'arrestation et le moment de la détermination de l'innocence ou de la culpabilité. La Commission de réforme du droit avait déjà entrepris des études dans ce domaine et a accepté d'accélérer ses travaux en établissant un groupe d'étude composé de gens qui travaillent dans le secteur. Au mois de juin nous discuterons avec les Procureurs généraux provinciaux des recommandations de la Commission de réforme du droit, à savoir les mesures que peuvent prendre les procureurs généraux du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux afin de réduire ces retards au niveau de la procédure préalable au procès.

Dans ma déclaration, je dis que je suis heureux des efforts récents qu'ont entrepris les gouvernements provinciaux et l'Association du Barreau canadien pour anticiper à la réforme du droit, et surtout aux travaux de la Commission de réforme du droit, et pour concrétiser leur contribution au premier stade de l'élaboration des travaux plutôt que de réagir aux propositions de la Commission.

J'ai parlé également d'un projet de loi «correctrice» préconisée par mon prédécesseur et que j'ai déposé récemment à la Chambre; le bill a pour but de corriger certaines anomalies et erreurs dans la loi. A l'origine, on devait la renvoyer à ce Comité, mais étant donné la surcharge de travail du Comité, j'ai proposé de la renvoyer tout d'abord, sans créer de précédent, au Comité mixte sur les textes réglementaires, mais j'espère qu'à l'avenir, le Comité pourrait traiter de ce bill car c'est ce Comité qui est le mieux placé pour l'étudier, sans toutefois porter atteinte à l'autre comité.

Le président: Monsieur le ministre, je pense que nous serions du même avis.

[Texte]

• 1550

Mr. Basford: I mentioned in my statement the importance of legal education, the establishment of the Canadian Judicial Council and its endeavours which are funded by my department of establishing continuing educational seminars for county district and superior court judges, and that this program is gaining momentum. I think it is an important program and just two months ago the first formal program designed specifically for newly appointed judges was held under the general supervision of the Canadian Judicial Council. For the same purpose, we make a grant to the Canadian Association of Provincial Court Judges for the development of similar programs of legal education for judges at that level.

We have initiated, as a result of the working papers and recommendations of the Law Reform Commission report on family law, a program of funding pilot projects to establish unified family courts across the country where all matters relating to family law could be dealt with by one court and by one judge, rather than is the present case of a divided jurisdiction, federally appointed judges and superior courts dealing with some issues and provincial judges dealing with another.

We have carried on negotiations with Nova Scotia, Saskatchewan, Ontario and Manitoba, and more recently with Quebec and Newfoundland, and I would hope within the coming year to have a number of pilot projects under way. We have, as the estimates will indicate, budgetary \$400,000 for this purpose.

I mention in my statement the importance that I place on programs within the departments for people of native ancestry and that they have a disproportionately high rate of conviction both for crimes and provincial offences, and that this problem has many facets that cannot be resolved solely by one department or one level of government. Obviously, one of the problems is the understanding of the legal system and knowledge of the legal system, not only by the native people themselves but by those within the legal system dealing with natives, and over the last few years we have endeavoured, through a number of programs within the department, to improve communications between native people and the criminal justice system and to reduce the distrust of the system by encouraging native people to become involved in it.

We can deal in the question period with what I think is a successful program within a number of programs, the training and operation of the native court worker program to provide assistance to native defendants in our criminal courts and to provide them with guidance concerning their problems; and hopefully, of course, keep them out of the court process at the beginning. Also a program to encourage native people to enter into the legal profession by way of an 8-week, pre-law course is organized at the University of Saskatchewan, plus attendance at any regular law school, and a program to provide information about the law for native people.

Last year, there was held in Edmonton the first conference on natives in conflict with the law and, as a result of that, an advisory committee was established at the national level which has been given support by the Solicitor

[Interprétation]

M. Basford: Dans ma déclaration, j'ai parlé de l'importance de l'éducation juridique, de l'établissement du Conseil canadien de la magistrature et de ses activités, financées par mon ministère, en vue de poursuivre des séminaires de formation des juges des cours de comtés, des cours de districts et des cours supérieures. Ce programme connaît un grand succès. Il est important, et il y a deux mois le premier programme conçu tout spécialement pour les juges nouvellement nommés a eu lieu sous la haute direction du Conseil canadien de la magistrature. Nous mettons également à la disposition de l'Association nationale des juges de cours provinciales des sommes pour la création de programmes semblables à l'intention de ces juges.

Conforme aux directives de la Commission de réforme du droit énoncées dans son document de travail sur le tribunal de la famille, nous avons lancé un programme de financement de projets pilotes pour la création de tribunaux unifiés de la famille qui régleraient toutes les questions touchant aux droits de la famille. Il y aurait un seul tribunal et un seul juge et la juridiction ne serait plus partagée, alors que les juges nommés par le gouvernement fédéral et les cours supérieures traitent de certaines questions tandis que les juges provinciaux traitent des autres.

Des discussions relatives à ce genre de projets ont eu lieu avec les provinces de la Nouvelle-Écosse, de Saskatchewan, d'Ontario et du Manitoba, et récemment avec celles de Québec et de Terre-Neuve. On espère lancer cette année plusieurs projets pilotes. Le ministère a prévu au budget \$400,000 pour ces projets.

Dans ma déclaration, j'ai parlé de l'importance des programmes destinés aux autochtones étant donné que le pourcentage de condamnations tant pour actes criminels que pour infractions provinciales est plus élevé que la moyenne canadienne. Les causes de ce phénomène sont trop nombreuses pour que la solution puisse émaner d'un seul ministère ou d'un seul niveau de gouvernement. Le problème résulte évidemment d'une incompréhension: d'une part, celle des autochtones à l'égard de la loi et du système judiciaire, d'autre part celle de ceux qui administrent la justice envers les autochtones. Au cours des années récentes, le ministère a instauré plusieurs programmes pour améliorer les rapports entre les autochtones et le système judiciaire criminel et pour enrayer la méfiance des autochtones en encourageant la participation au système.

Pendant la période des questions nous pouvons traiter des programmes qui, à mon avis, ont remporté un grand succès: le programme d'assistance judiciaire aux autochtones, qui a pour objet de procurer aux autochtones accusés devant nos tribunaux de juridiction criminelle les conseils et les renseignements dont ils ont besoin et, bien sûr, il est à espérer que ce programme évitera leur comparution devant les tribunaux. Il y a également un programme pour encourager les autochtones à accéder au barreau, en leur permettant de suivre un cours de préparation au droit de 8 semaines à l'Université de Saskatchewan, suivi d'un cours de Droit dans une des facultés de Droit du Canada; il y a également un programme d'information juridique à l'intention de la population autochtone.

L'année dernière, la première conférence sur les autochtones en conflit avec la loi a eu lieu à Edmonton et le résultat a été la création d'un comité consultatif national appuyé par le Solliciteur général et par moi-même. Ce

[Text]

General and myself. That advisory committee, I have found, has been a useful instrument to deal with and we will be supporting its operation and its work.

• 1555

Lastly, the statement concludes with a statement on the Northwest Territories and the Yukon Territory where, of course, we have special responsibilities, through the Department of Justice, for all criminal prosecution matters, and, of course, as is the case in the provinces, the right to appoint superior court judges.

As members may know, I and my Deputy Minister and Mr. Samuels, the Assistant Deputy in charge of the North, accompanied Mr. Justice Morrow on a court circuit in the Eastern Arctic just a few weeks ago. That was Mr. Justice Morrow's last circuit in that area; he will be replaced on May 28 by Mr. Calvin Tallis, Q.C., of Saskatoon. I would not like this opportunity to pass without paying tribute to Mr. Justice Morrow, who will become a member of the Supreme Court, Court of Appeal Division of Alberta, and also a Deputy Judge and member of the Northwest Territories Court of Appeal, which will allow him to maintain his connection with and interest in the Northwest Territories. His judicial office is one of the most interesting but one of the most difficult in Canada, covering an area of 1.3 million square miles. He has suffered some hardship in being the judge of the North for some 11 years, a job that I think he has filled with great distinction, great humanity and great compassion for the people of the Northwest Territories.

As a result of the volume of work in the Northwest Territories, I recently designated the office in Yellowknife as a regional office of the Department of Justice, providing the full range of legal services for the federal government in the same way as the department's other regional offices in the provinces. During the course of my visit to the North I was able to examine the Frobisher Bay Legal Services Centre, which is an experimental project providing legal assistance, legal services, legal information and education to the native and Inuit people of the North. I extended this pilot project for another year. I was impressed, and we hope members of the Committee can see the operation of that clinic and how they are trying to bring legal services to the people in extremely remote communities.

At the same time, we are conducting a complete review of the Northwest Territories Legal Aid Agreement. As part of that review we will be determining whether the Courtworker Program and the Legal Services Centre Program should be combined and made part of the Legal Aid Agreement. In the Yukon Territory we have an agreement with the Territorial government for a Courtworker Program which is operated through the Friendship Centre in Whitehorse; we pay one-half the cost of that program. We of course have the program operating there of assisting non-status native students to attend pre-law and law schools across Canada. We have with the Yukon an agreement for the compensation of victims of crime, and I would hope within the next few months to enter into a comprehensive legal aid scheme for the Yukon, which my officials are negotiating at the present time.

[Interpretation]

comité consultatif s'est révélé un mécanisme utile et nous avons l'intention d'appuyer ses travaux.

La dernière partie de ma déclaration a trait aux Territoires du Nord-Ouest et du Yukon, où nous avons des responsabilités spéciales, par l'intermédiaire du ministère de la Justice, en matière de poursuites criminelles, et bien entendu nous sommes toujours autorisés, comme pour les provinces, à désigner les juges de la Cour supérieure.

Comme les députés le savent peut-être, mon sous-ministre et M. Samuels, sous-ministre adjoint responsable du Nord, ont accompagné l'honorable Morrow lors d'une tournée des tribunaux des régions orientales de l'Arctique il y a quelques semaines. C'était la dernière tournée du juge Morrow dans la région, il sera remplacé le 28 mai prochain par M. Calvin Tallis, c.r., de Saskatoon. Je voudrais profiter de l'occasion pour rendre hommage au juge Morrow, qui sera nommé à la Cour suprême en plus d'appartenir à la Cour d'appel de l'Alberta et d'être juge suppléant à la Cour d'appel des Territoires du Nord-Ouest, ce qui lui permettra de continuer de s'occuper des Territoires du Nord-Ouest. Son poste est l'un des plus intéressants, mais des plus difficiles, étant donné qu'il s'occupe d'une région de 1.3 millions de milles carrés. Il a dû traverser certaines épreuves en tant que juge du Nord pendant 11 ans, poste qu'il a rempli avec grande distinction, grande humanité et compassion envers les habitants des Territoires du Nord-Ouest.

Étant donné que le volume de travail a augmenté sensiblement dans les Territoires du Nord-Ouest, notre bureau de Yellowknife est devenu récemment le bureau régional officiel de la Justice et il est chargé de dispenser, au nom du gouvernement fédéral et au même titre que les bureaux régionaux des autres provinces, tous les services juridiques habituels. Lors de ma tournée dans le Nord, j'ai pu visiter la clinique juridique de Frobisher Bay, un projet-pilote qui fournit de l'aide juridique, des services juridiques et des renseignements aux autochtones et aux Inuits du Nord. Ce projet-pilote a été prolongé pour un an encore. Il m'a impressionné et j'espère que les membres du Comité pourront visiter cette clinique et voir comment nous tentons d'offrir des services juridiques aux habitants des collectivités très éloignées.

En même temps, nous effectuons une révision complète du régime d'aide juridique en vigueur dans les Territoires du Nord-Ouest. Nous tenterons aussi de déterminer s'il y aurait lieu de fusionner le programme des conseillers aux autochtones et le programme des services juridiques au régime d'aide juridique. Pour ce qui est du Yukon, nous avons conclu un accord avec les autorités gouvernementales aux termes duquel un programme de conseiller aux autochtones auprès des tribunaux est mis en train par le biais du Centre d'accueil de Whitehorse, programme dont le ministère absorbe la moitié des frais. Bien entendu nous avons aussi un programme pour aider les autochtones non inscrits à faire des études de droit dans tout le Canada. Nous avons aussi conclu une entente avec le Yukon en vue de l'indemnisation des victimes d'actes criminels et nous souhaitons y instaurer un régime d'aide juridique embrassant tous les services. Mes fonctionnaires sont en train de négocier à l'heure actuelle.

[Texte]

Mr. Chairman, that is a very quick resumé of my statement. I am now ready for questions.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Minister. The first questioner today, as usual, will be Mr. Eldon Woolliams.

Mr. Woolliams: First of all, I want to associate myself with the Minister of Justice in reference to his accolades paid Mr. Justice Morrow. Prior to his appointment in the North he was an outstanding and excellent counsel, and I think he has left his mark in many decisions which have been upheld by the Supreme Court of Canada. I am very pleased to see that what they have basically lost in the North they are gaining in Alberta by his appointment to the Supreme Court Appellate Division in Alberta.

I have had a number of letters, and I would like some clarifications, in dealing with the Law Reform Commission. I want to read from this paragraph because from the letters I think it is being misunderstood. I will reply and send them out the whole paragraph.

In dealing with our criminal law there is certainly need for reform and changes in many sections of the Code. We have been a long time achieving that.

• 1600

At page 35 is the paragraph that seems to have got so much attention in the press. Some of the words may have been left out so as to leave some wrong impression. This is what they say:

In the light of present social attitudes, inquiry should be made whether they should be abolished or redefined or whether the law needs strengthening.

I have had a considerable amount of correspondence from all provinces, even the Minister's province. Those who write take the position that the Law Reform Commission is recommending that the following offences be abolished: the first one mentioned is abortion.

I might just pause there Mr. Minister. I would ask you to take a hard look at that. That law, as it now stands, was brought in by one of the former ministers, Mr. Turner, and the appointment of certain committees in the hospitals has not been fulfilled. The problem is that you have a law of abortion that is different from one province to another. This of course, led to the unfortunate Morgentaler case. Many on this side contributed to the discussion, and I think the Minister listened properly, and so it led to the Morgentaler new trial.

Going back to whether offences, as written in the Code, will be abolished, redefined, or strengthened, there are mentioned the law of abortion; acts of indecency; bigamy and polygamy; the law of conspiracy; drug offences...

An hon. Member: You left out buggery.

Mr. Woolliams: I am coming to that. You always want to rush things—you get too excited. There is incest. That is one on which I have a tremendous amount of mail. They think they are going to abolish that as a crime—whether they are going to redefine it or strengthen it, I do not know. Other offences are, obscenity and pornography—and there are certainly rumblings in certain provinces by certain attorney generals as to the question of obscenity and pornography. Let us face it, the way it is defined in the Code, and the way the courts have interpreted it, it does not seem to me that there is any more such a crime as

[Interprétation]

Monsieur le président, c'est un résumé très rapide de ma déclaration. Je puis maintenant répondre aux questions.

Le président: Merci beaucoup, monsieur le ministre. Comme d'habitude, le premier porte-parole est M. Eldon Woolliams.

M. Woolliams: Tout d'abord, je désire aussi rendre hommage au juge Morrow. Avant sa nomination dans le Nord, c'était un avocat remarquable et je crois qu'il a eu une influence sur un grand nombre de décisions qui ont été prises par la Cour Suprême du Canada. Je suis très heureux de voir que quelqu'un profitera de cette perte pour le Nord étant donné qu'il sera nommé à la Cour d'appel de l'Alberta.

J'ai reçu un certain nombre de lettres et j'aimerais obtenir des précisions au sujet de la Commission de réforme du droit. Je voudrais lire le paragraphe suivant parce que je crois qu'il a induit les gens en erreur. Je répondrai à ces lettres et je citerai ce paragraphe.

Pour ce qui est de notre droit criminel, il est certainement nécessaire de réformer et de modifier bien des articles du Code. Nous aurions dû le faire depuis longtemps.

Le paragraphe dont semblent avoir tellement parlé les journaux se trouve à la page 35. On a peut-être omis quelques mots de sorte qu'il y a eu un malentendu. Voici ce qu'on dit:

Étant donné les attitudes sociales actuelles, il faudrait les étudier pour voir s'ils doivent être supprimés ou redéfinis ou si la loi doit être renforcée.

J'ai reçu un grand nombre de lettres de toutes les provinces, même de celle du ministre. Leurs auteurs déclarent que la Commission de réforme du droit recommande que l'on supprime les infractions suivantes: on mentionne tout d'abord l'avortement.

Je m'arrêterai ici pour l'instant, monsieur le ministre. Je vous demanderais d'étudier sérieusement cette question. La loi actuelle a été présentée par un ancien ministre, M. Turner, et certains comités n'ont pas encore été mis sur pied dans les hôpitaux. Il y a un problème car la Loi sur l'avortement diffère d'une province à l'autre. Bien entendu, cela a entraîné la malheureuse affaire Morgentaler. Bien des députés de ce côté ont contribué à la discussion, le ministre a tenu compte de nos observations et le docteur Morgentaler subira donc un nouveau procès.

Pour en venir aux infractions qui doivent être supprimées, redéfinies ou renforcées, on mentionne donc la Loi sur l'avortement; les actes d'indécence, la bigamie, la polygamie; la Loi sur les complots; les drogues...

Une voix: Vous avez omis l'écoute électronique.

M. Woolliams: J'y viens. Vous allez toujours trop vite. Il y a aussi l'inceste. C'est une infraction au sujet de laquelle j'ai reçu énormément de lettres. Les gens croient que ce ne sera plus un acte criminel, soit par une redéfinition ou un renforcement, je ne sais pas. Il y a d'autres infractions comme l'obscénité et la pornographie. Certainement, bien des procureurs-généraux mettent en doute les infractions d'obscénité et de pornographie. Soyons honnêtes, vu l'interprétation des tribunaux, il semble que la pornographie ne soit plus un crime, si elle l'est je ne puis m'imaginer dans quels cas, Allan vous avez peut-être plus d'imagina-

[Text]

pornography, if there is, it is beyond my imagination—maybe, Allan, you have a greater imagination than I have. There is also unlawful gain, and wilful disobedience of statutes and orders.

The Law of Reform Commission has not said that it recommends that all these offences be abolished, nor has it said they should be redefined or need strengthening. They have said to the Minister of Justice, we would like you to take a look at these sections, the way they are now worded, and the way they are being interpreted by the court in the light of whatever the new social attitudes are—and those are always subject to everyone's interpretation. That particular recommendation concerning the Criminal Code is the most civic I think I have seen them set out. Is there a group of legal officers at present examining those particular sections of the Code? And is there an idea on the part of the Department of Justice of abolishing all of those offences and crimes? Or are they going to redefine, it? Or do they just think in some cases the law should be strengthened? What has the Minister done, in his short term of office, in the way of setting up what, I would hope, is some kind of legal committee within the department to take a look at this? That would be a committee working with the practical counsel, both Crown counsel and defence counsel, in the various provinces and, no doubt, with judges who have had a wide experience in these crimes.

What have you done in that regard? Because this paragraph—and I am going to repeat it—and that is why I have read it out today, has been interpreted across the country as meaning that the Law Reform Commission has recommended that all these crimes be abolished. There are a lot of religious groups and other groups that are pretty upset. I would like to be able to answer that kind of letter now with information coming from what I would say is the horse's mouth—the Minister of Justice.

An hon. Member: A finer horse you will never meet.

• 1605

Mr. Basford: I really should ask Judge Lambert what he meant by this statement. It seems to me that we are doing what the Law Reform Commission has recommended, namely, we are carefully reconsidering some of them as to, and I am quoting:

... whether they should be abolished, redefined or strengthened.

Those are all controversial sections of the Code.

Mr. Woolliams: Right.

Mr. Basford: We have established, in a specific answer to your question, a group within the Department to examine the whole subject of criminal law reform and we are taking certain aspects of the criminal law, obviously, and re-examining what changes we should be proposing to provincial Attorneys General and to Parliament in various aspects of the criminal law. I think it is too much of a job to set out to revise the whole of the Code at one time and I think, obviously, our approach should be to take certain sections of the Code and see if they can be revised year by year, ultimately ending up with a new Criminal Code.

For example, the next paragraph of the Law Reform Commission Report deals with property offences or theft. It seems to me that the theft sections of the Criminal Code are unduly complicated, first, for a lay person to understand and, second, often for Crown counsel, defence coun-

[Interpretation]

tion que moi. Il y a aussi les gains illégaux et la désobéissance délibérée aux lois et ordonnances.

La Commission de réforme du droit n'a pas dit qu'elle recommandait la suppression de toutes ces infractions ou qu'elles devraient être redéfinies ou renforcées. Elle a dit au ministre de la Justice qu'il devrait réviser ces articles, leur libellé, et l'interprétation que leur donnent les tribunaux en tenant compte des nouvelles attitudes sociales. Cette recommandation au sujet du Code criminel est la plus civique que la Commission ait faite. À l'heure actuelle un groupe de conseillers juridiques étudie-t-il ces articles du Code? Le ministère de la Justice a-t-il l'intention de supprimer toutes ces infractions? Ou va-t-il les redéfinir? Ou croit-il que dans certains cas la loi devrait être renforcée? Qu'a fait le ministre en vue de créer un comité au sein de son ministère pour qu'il étudie ces questions? Ce Comité consulterait les avocats de la Couronne et les avocats de la défense de diverses provinces et, sans aucun doute aussi, des juges qui ont une grande expérience dans ce domaine.

Qu'avez-vous fait à cet égard? C'est pourquoi j'ai lu ce paragraphe aujourd'hui, la population du pays a cru que cela voulait dire que la Commission de réforme du droit avait recommandé que tous ces crimes soient abolis. Bien des groupes religieux et d'autres groupes sont très inquiets. J'aimerais pouvoir leur donner l'opinion du responsable lui-même, le ministre de la Justice.

Une voix: Le meilleur responsable que vous ayez jamais rencontré.

M. Basford: Il faudrait que je demande au juge Lamer ce qu'il voulait dire par cette déclaration. Il me semble que nous appliquons les recommandations de la Commission de réforme du droit, notamment nous étudions sérieusement certains de ses articles pour voir, et je cite:

... s'ils devraient être supprimés, redéfinis ou renforcés.

Dans tous les cas ce sont des articles controversés du Code.

M. Woolliams: Exact.

M. Basford: Pour répondre de façon précise à votre question, nous avons chargé un groupe du ministère d'étudier toute la question de la réforme du droit pénal et nous en étudions certains aspects, évidemment, pour voir quels changements nous devrions proposer aux procureurs généraux des provinces et au Parlement. C'est une tâche énorme que de tenter de réviser tout le Code en même temps et évidemment, nous avons décidé de réviser certains articles du Code chaque année pour finalement avoir un Code criminel totalement nouveau.

Par exemple, le paragraphe suivant du rapport de la Commission de réforme du droit porte sur les infractions à la propriété ou le vol. Il me semble que les articles du Code criminel sur le vol sont trop compliqués pour le profane et souvent aussi pour l'avocat de la Couronne, l'avocat de la

[Texte]

sel and judges to understand, and they could be substantially simplified. Again, as I said before, the sexual offences section where we have had a sort of scissors and paste job on the Criminal Code for 105 years, could be considerably simplified. I think there are 39 sexual offences enumerated. It seems to me they could be considerably simplified.

In the list of things that you mentioned, no recommendation was made by the Law Reform Commission that any of them should be abolished. They said they should be carefully reconsidered. Leading the list is abortion. Obviously, we have Badgley Committee at work. It has practically finished assembling its information, and will be reporting in due course, I hope, in August. It is an analysis of how the law is working and obviously, will present me and my Department, and more importantly, I think, the people of Canada with an analysis of how the law is, in fact, operating and hopefully, will provide us with a rational basis to consider whether the law itself as provided in the Criminal Code should be changed or whether the practice as it is implemented across Canada should be changed.

Acts of indecency, bigamy, polygamy, incest are all covered with my general statement about the sexual offences in the Code which need simplifying, clarifying and modernizing. I think I really have answered your question.

Mr. Woolliams: What you are really saying . . .

Mr. Basford: Your question was really, have we within the Department a section studying criminal law reform and the answer is yes, including some of the matters mentioned in that paragraph.

Mr. Woolliams: With that eight-minute yes, may I come back to the first question.

The Chairman: I am glad you recognize that it means your time is passing, Mr. Woolliams.

Mr. Woolliams: I know, but that is one of the great weaknesses of the rule. All you have to have is a very friendly Minister such as the present one, and with one question you are out of court. Thank God the judiciary does not work like that.

Mr. Basford: With respect, it may take me some time to answer, yes or no. I find it sometimes takes Mr. Woolliams an equal amount of time to ask his questions.

Mr. Woolliams: I asked the question in 20 seconds.

May I come back to the question of abortion on which, it does seem to be, I think, everyone on this Committee is continuing to get a lot of mail. I take it that no changes will be made in the Code until you get this report.

Mr. Basford: That is right.

• 1610

Mr. Woolliams: And then it will be studied and whatever changes made then.

I think it is a good idea—and I think that is where we got into our great problem on Bill C-83—for a report such as that, such an important report, which causes so much public interest: would the Minister be prepared to see a report like that brought before the Committee and examined, and maybe have some witnesses at that time?

[Interprétation]

défense et les juges et il faudrait beaucoup les simplifier. Comme je l'ai dit auparavant, on pourrait aussi considérablement simplifier l'article portant sur les infractions d'ordre sexuel que nous avons peu à peu modifié pendant 105 ans. Je crois qu'on énumère 39 infractions d'ordre sexuel. Il me semble qu'elles pourraient être considérablement simplifiées.

La Commission de réforme du droit n'a jamais recommandé que les autres infractions que vous avez mentionnées soient supprimées. Elle a dit qu'elles devraient être soigneusement révisées. La première infraction est l'avortement. Évidemment, le Comité Badgley est à étudier cette question. Il a presque fini de recueillir les renseignements et nous espérons qu'il présentera son rapport en temps et lieu en août. Il a étudié le fonctionnement de la loi et il nous présentera, à moi-même, au ministère et à la population du Canada une analyse du fonctionnement de la loi. En nous fondant sur ce rapport, nous pourrions voir s'il y a lieu de modifier la loi elle-même ou la coutume suivie dans tout le Canada.

Ce que j'ai dit au sujet des infractions d'ordre sexuel s'applique aussi aux actes d'indécence, à la bigamie, à la polygamie et à l'inceste à savoir qu'il faut les simplifier, les préciser et les moderniser! Je crois que j'ai répondu à votre question.

M. Woolliams: En fait, vous dites . . .

M. Basford: Vous m'avez demandé si un groupe du ministère est chargé d'étudier la réforme du droit criminel et je vous ai répondu oui, notamment les articles mentionnés dans ce paragraphe.

M. Woolliams: Vous avez pris huit minutes pour répondre oui, et je voudrais revenir à ma première question.

Le président: Vous vous rendez compte que votre temps est presque écoulé, monsieur Woolliams, j'en suis heureux.

M. Woolliams: Je sais, mais c'est une des grandes lacunes du Règlement. Si on a un témoin aussi amical que le ministre, on ne peut poser qu'une question. Dieu merci, le système judiciaire ne fonctionne pas comme cela.

M. Basford: Avec tout le respect que je vous dois, répondre oui ou non peut être assez long. Parfois M. Woolliams prend autant de temps pour poser ses questions.

M. Woolliams: J'ai pris 20 secondes pour poser ma question.

Je voudrais revenir à la question de l'avortement, au sujet duquel tous les membres du Comité reçoivent beaucoup de lettres. Je suppose que vous ne modifierez pas le Code avant que ce rapport soit présenté.

M. Basford: C'est exact.

M. Woolliams: On étudiera donc ce rapport et on apportera les modifications ensuite.

Je crois que c'est une bonne idée, et que c'est ce qui a manqué dans le cas du bill C-83, car c'est un rapport très important qui intéresse beaucoup la population. Le ministre serait-il disposé à renvoyer ce rapport au Comité afin qu'il l'étudie et entende certains témoins?

[Text]

That way, before changes are made, we do not have to listen to 20 or 30 briefs—or more, under this gun control—and I see the Chairman agreeing with me.

We could cut out a lot of that and a lot of the anomalies such as the Minister has admitted to and promised to amend in Bill C-83, and we could bring in a bill with greater purity. We would not need to make those mistakes.

Do you not think that that would be a better way of doing it—to bring these matters before the Committee as by way of reference? We did that with the wiretapping legislation, and the Minister finally came up with a bill that seems to work pretty well, until the recent recommendation of change without any recommendation from this Committee. Would the Minister not agree that that would be a more feasible and more practical way of doing it?

Mr. Basford: I think it depends on the subject matter. With regard to the abortion committee, we have already undertaken that upon receipt it would be made public. Whether it be referred to the Committee or not I would like to take under advisement. That is not any hesitation to hold it back from the Committee. I would like to discuss that with the Chairman of the Committee before making that sort of undertaking.

Mr. Woolliams: One other matter there is drug offences. For the last 10 years, the Committee has been somewhat involved in it. Parliament has been involved in it on many occasions. At one time in this country they were handing out sentences of four or five years for simple possession of marijuana. It was only people who pounded away in Parliament who finally changed the whole attitude, both on the bench and public, and we got a more reasonable approach to it. We can even say it is reasonable today. That is why I am putting that question. That is the main thrust of my question. Do you not think that is another subject? The other ones are very important and I am sure that the public are very concerned about them, but they are a different kind. They do not cover such a wide ground or a wide scope.

Mr. Basford: I am going to call upon Judge Lamer, if I may in a moment, to explain what he meant by the inclusion of drug offences. Certainly public attitudes towards soft drugs have changed considerably. Of course, there is legislation still before Parliament dealing with that. I am not sure, I have no evidence, that the public attitude towards hard drugs has changed at all. As the Solicitor General made clear, I think, in this Committee the other day, the law enforcement with regard to hard drugs has been increased in terms of manpower and activity. We are, I think, all of us as a society, groping for some answer other than dealing with hard drugs purely as a law enforcement matter. But nobody has come up...

Mr. Woolliams: Would you differentiate between soft and hard drugs for us?

Mr. Basford: Marijuana and heroin, for example. But I would like to call upon Judge Lamer, if I may, just to explain—he is the author of this, not I—what he meant by the inclusion of drug offences.

[Interpretation]

De cette façon, nous n'aurions pas à entendre 20 ou 30 mémoires ou plus, comme pour ce qui est du contrôle des armes à feu et je vois que le président est d'accord avec moi.

Nous pourrions nous épargner beaucoup de travail et corriger bien des erreurs comme celle du bill C-83 qu'a admis le ministre et qu'il a promis d'effectuer. Nous pourrions donc proposer un bill parfait. Nous éviterions bien des erreurs.

Ne croyez-vous pas qu'il vaudrait mieux renvoyer ces questions devant le Comité? C'est ce que nous avons fait pour la Loi sur l'écoute électronique et le ministre a finalement présenté un bill qui semblait très bien fonctionner, avant qu'on ne recommande récemment d'apporter des changements sans consulter le Comité. Le ministre n'est-il pas d'accord que c'est une façon plus pratique de procéder?

M. Basford: Cela dépend beaucoup du sujet. Pour ce qui est du Comité sur l'avortement, nous avons déjà promis de publier immédiatement son rapport. Je jugerai s'il vaut mieux le renvoyer au Comité ou non. Je ne m'oppose pas à ce qu'il soit renvoyé au Comité. J'aimerais cependant en discuter avec le président du Comité avant de prendre ce genre de décision.

M. Woolliams: Il y a aussi les infractions concernant les drogues. Depuis dix ans, le Comité s'en est occupé. Le Parlement s'en est aussi occupé à plusieurs occasions. Dans le passé, on imposait des peines de quatre ou cinq ans d'emprisonnement pour possession de marijuana. Ce sont les gens qui se sont plaints devant le Parlement qui ont finalement modifié l'attitude des députés et de la population et nous abordons maintenant le problème d'une façon plus raisonnable. C'est pourquoi je vous pose cette question. Ne croyez-vous pas que c'est un autre problème qu'il faudrait étudier? Les autres infractions sont très importantes et je sais que la population s'en préoccupe beaucoup, mais elles sont d'une nature différente. Elles ne visent pas un segment aussi important de la population.

M. Basford: Je demanderai tantôt au juge Lamer d'expliquer pourquoi il a inclus les infractions concernant les drogues. L'attitude de la population envers les drogues légères a certainement beaucoup changé. Le Parlement étudie un projet de loi à ce sujet. À ma connaissance, l'attitude de la population envers les drogues puissantes n'a pas changé du tout. Comme l'a précisé le Solliciteur général devant ce Comité l'autre jour, on a augmenté le personnel s'occupant de l'application de la loi sur les drogues puissantes. En tant que société, nous voudrions résoudre le problème des drogues puissantes autrement que par l'application de lois, mais personne n'appuie...

M. Woolliams: Pourriez-vous nous dire la différence entre les drogues légères et les drogues puissantes?

M. Basford: La différence entre la marijuana et l'héroïne par exemple, mais j'aimerais demander au juge Lamer d'expliquer—c'est lui l'auteur, pas moi—pourquoi il a inclu les infractions concernant les drogues.

[Texte]

The Chairman: Mr. Justice Lamer.

Hon. Mr. Justice A. Lamer (Chairman, Law Reform Commission of Canada): As the Minister said, sir, we made a distinction between hard and soft drugs, and we feel that attitudes might have changed in Canada in relation to both. Our feeling was that most probably attitudes have changed, have softened, in relation to soft drugs but possibly have hardened in relation to hard drugs. When we say to reconsider it, maybe the law is not stringent enough with the hard drugs and maybe much too harsh with the soft drug offenders, such as with marijuana or those milder drugs that one can find in pharmacies.

Mr. Woolliams: Thank you very much.

The Chairman: Thank you, Mr. Woolliams. I think we will go now to Mr. Gilbert and then back to Mr. Lawrence.

Mr. Gilbert: Thank you, Mr. Chairman. The Minister did say in his statement that we are on the threshold of a very exciting period of law reform; and I for one, as a member of this Committee—and we try to act in a very nonpartisan way with regard to most bills—am very pleased to have the present Minister as Minister of Justice, to be able to put into place some of these law reforms that we have.

An hon. Member: Hear, hear!

• 1615

Mr. Gilbert: Of course, law reform started with John Turner and it was developed by Pat Hartt and now it is further strengthened by Judge Lamer and I think we are in a good period with regard to law reform.

Now, Mr. Minister, I wonder if you could just give me a time frame with regard to what Judge Lamer, the Law Reform Commission and yourself are trying to develop. You are now on the final reports of most of the subject matters. Have you a time frame with regard to say family law, the law of evidence, sentencing and pre-trial discovery? Are you working on a time frame or what are you working on?

Mr. Basford: Yes. I am trying to work on a time frame. In family law, as I indicated in my statement, I intend to discuss that with the provincial attorneys general in Vancouver and with my colleagues, and hope to develop from the meeting of the attorneys general some consensus in this area of somewhat complicated federal provincial jurisdiction which government should be doing what. Then I would proceed on that basis this coming winter in terms of what the federal government should do.

Mr. Gilbert: You are talking about family law.

Mr. Basford: Yes. In the area of criminal law, in terms of pre-trial procedures of which legislation is only a part, and much of it relates to administration of the courts, administration by the police and others, I would hope to get some agreement as to what is required in terms of criminal code amendments in pre-trial procedures, some agreement as to a process to put forward in the code alternatives to sentencing. Traditionally we have either fined people or sent them to jail. And I would hope that in the code we could set out other alternatives, the kinds of things that are recommended by the Law Reform Commission. I would hope that could occur this coming winter, plus some sections of the code where we may by that time, both within the department and from the Law Reform Commission, have sufficient material to undertake a comprehensive

[Interprétation]

Le président: Monsieur le juge Lamer.

Le Juge A. Lamer (président de la Commission de réforme du droit du Canada): Comme l'a dit le ministre, nous faisons une distinction entre les drogues légères et les drogues puissantes et nous estimons que l'attitude de la population du Canada a changé à l'égard des deux catégories. Nous estimons que les Canadiens sont probablement moins hostiles envers les drogues légères, mais plus hostiles envers les drogues puissantes. Nous voulons réviser ces articles parce que d'après nous la loi est trop stricte pour l'usage des drogues légères et qu'elle punit trop sévèrement l'usager de la marijuana et d'autres drogues que l'on peut trouver dans les pharmacies.

M. Woolliams: Merci.

Le président: Merci, monsieur Woolliams. Je donne maintenant la parole à M. Gilbert et ensuite nous reviendrons à M. Lawrence.

M. Gilbert: Merci, monsieur le président. Le ministre a déclaré que nous entrons dans une ère de réforme du droit et quant à moi, en tant que membre de ce Comité, et nous tentons tous de juger la plupart des bills d'une façon non partisane, je suis très heureux que le ministre de la Justice ait pu effectuer les réformes actuelles.

Une voix: Bravo!

M. Gilbert: Bien sûr, la réforme du droit a commencé avec John Turner, et ses travaux ont été poursuivis par Pat Hartt et ils sont maintenant renforcés par le juge Lamer, je pense donc que nous sommes dans une bonne période pour ce qui est de la réforme du droit.

Monsieur le ministre, pourriez-vous nous dire quel calendrier est envisagé par le juge Lamer, la Commission de réforme du droit et vous-même? Vous êtes en train de préparer les rapports définitifs sur la plupart des sujets. Avez-vous un calendrier pour le droit de la famille, le droit de la preuve, la détermination de la peine et les enquêtes préalables au procès? Quel est le calendrier que vous envisagez?

M. Basford: Oui. J'essaie d'établir un échéancier. Comme je l'ai dit dans ma déclaration, j'ai l'intention de discuter du droit de la famille avec les procureurs généraux provinciaux à Vancouver et avec mes collègues, et lors de cette réunion, nous espérons nous mettre d'accord sur ce domaine si complexe de la juridiction fédérale-provinciale, et à déterminer les pouvoirs des gouvernements respectifs. Nous pourrions ensuite déterminer l'hiver prochain ce que devrait faire le gouvernement fédéral.

M. Gilbert: Vous parlez du droit de la famille.

M. Basford: Oui. Dans le domaine du droit pénal, dont la législation ne fait qu'une partie des procédures préalables au procès, l'administration des tribunaux et l'administration par les corps de police sont des facteurs importants, j'espère que nous pourrions nous mettre d'accord sur le genre d'amendements au Code criminel qui sont nécessaires, sur les procédures préalables au procès, et sur les solutions de rechange pour la détermination de la peine qui seraient incluses dans le code. Traditionnellement, on a emprisonné les gens ou on les a fait payer une amende. J'espère que nous pourrions ajouter au code d'autres possibilités telles que les solutions recommandées par la Commission de réforme du droit. J'espère que nous pourrions le faire cet hiver, et que le ministère ou la Commission de réforme du droit auront fourni suffisamment de données

[Text]

modernization of the whole heart of the code be it theft offences or sexual offences or others.

About the Evidence Code, I have given the Bar a deadline as set out in my statement.

Mr. Gilbert: Well thanks very much for that time frame.

I think you said the Badgley Committee on Abortion is to report in August. What is the procedure of the Minister? Are you going to table it and then refer it to this Committee for study? What is your plan?

Mr. Basford: I have not made a final decision on that. We indicated right from the beginning that it would be made public. It will obviously generate a great deal of discussion within the country—I would hope rational discussion—and I am very sympathetic to the idea that you and Mr. Woolliams have put forward, that the report itself be referred to this Committee. But I would not like to make that undertaking until I talk with the Chairman.

Mr. Gilbert: Thank you, Mr. Minister. With regard to Bill C-71 we have had major amendments in the bill more especially on rape, on bail and impaired driving. Have you anything to report with regard to what is happening in those fields as a result of the amendments? Take for instance, impaired driving.

Mr. Basford: Well the impaired driving parts have not yet been proclaimed. Most of the balance, including the bail, were all proclaimed effective April 26. I should correct myself on the impaired driving; the sentencing parts were proclaimed. The part providing for roadside screening has not yet been proclaimed and Mr. Landry is in discussion with the provinces now as to a proper proclamation date for them.

• 1620

Mr. Gilbert: When do you figure it will be?

Mr. Basford: It is too early to say what effect they have had. Of course, obviously on impaired driving the judges are now imposing those sentences. They got a considerable amount of publicity at the time and I would hope that publicity would maintain itself. The Bail Reform Act changes, I hope, are being used by magistrates and judges. I will be raising that with provincial attorneys general in June, canvassing them as to the kinds of instructions they are giving to their Crown counsel on the Bail Reform Act changes, which is a subject Mr. Woolliams asked about on supplementaries.

Mr. Gilbert: Tell me, is there anything in the estimates with regard to moneys concerning the program on child abuse? We have been studying it in Health and Welfare. There appears to be a jurisdictional problem between the provinces and the federal government. If I gained anything, I did not see the federal government's taking strong initiatives with regard to changing the law, but wanting to contribute moneys for research and so forth. Are there any moneys in the estimates for this?

Mr. Basford: Not as such, or not as specified. I think any money for that sort of research would come from Health and Welfare, although you are more familiar with the evidence in front of that committee than I at this point. While there is no specific item in the estimates, there are some officers in the Department who have been giving the

[Interpretation]

nous permettant d'entreprendre une modernisation globale du code, qu'il s'agisse de vols ou d'infractions sexuelles ou autres.

Quant au Code de la preuve, j'ai fixé une échéance au barreau, comme je l'ai dit dans ma déclaration.

M. Gilbert: Merci beaucoup de nous avoir donné ce délai.

Je pense que vous avez dit que le Comité Badgley sur l'avortement doit faire son rapport au mois d'août. Quelle procédure sera adoptée par le ministre? Allez-vous déposer le rapport et le renvoyer ensuite à ce Comité? Qu'avez-vous l'intention de faire?

M. Basford: Je n'ai pas pris de décision définitive à ce sujet. Au début, nous avons dit qu'il serait rendu public. Il va bien sûr provoquer beaucoup de discussions dans le pays, et j'espère que les discussions seront raisonnées, je suis très sympathique envers la proposition de M. Woolliams et de vous-même, à savoir que le rapport soit renvoyé au Comité, mais je ne voudrais pas prendre de décision avant d'en discuter avec le président.

M. Gilbert: Merci, monsieur le ministre. Quant au bill C-71, on y a apporté des amendements importants sur le viol, le cautionnement et la conduite en état d'ébriété. Pourriez-vous nous dire ce qui se passe dans ces domaines en raison de ces amendements? Prenez par exemple la conduite en état d'ébriété.

M. Basford: Cette partie de la législation n'a pas été encore mise en vigueur. Les autres amendements, y compris celui sur le cautionnement, ont été promulgués le 26 avril. Pour ce qui est de la conduite en état d'ébriété, il faut que je me corrige; les parties ayant trait à la détermination de la peine ont été promulguées. La partie ayant trait aux épreuves en bordure de la rue n'a pas été promulguée et M. Landry discute avec les provinces de la date appropriée sur laquelle cette partie sera promulguée.

M. Gilbert: Quand cela se fera-t-il, selon vous?

M. Basford: Il est encore trop tôt pour en évaluer les conséquences. Cependant, nous savons que les juges imposent déjà les peines prévues lorsque la capacité de conduite est affaiblie. Les nouvelles dispositions ont reçu beaucoup de publicité au moment où elles sont entrées en vigueur et j'espère que cette publicité se maintiendra. Pour les modifications de la Loi sur la réforme de la libération sous caution, j'espère que les juges en tiennent compte. J'en parlerai d'ailleurs aux procureurs généraux des provinces, au mois de juin, pour connaître les instructions qu'ils donnent à leurs propres procureurs, dans ce domaine. Ceci a d'ailleurs fait l'objet d'une question de M. Woolliams.

M. Gilbert: Votre budget comprend-il quelque chose en matière de sévices infligés aux enfants? En effet, nous avons étudié cette question au Comité de la Santé nationale et du Bien-être social et il semblerait y avoir un problème de juridiction entre les provinces et le gouvernement fédéral. Tout au long de notre étude, je n'ai constaté aucune initiative ferme du gouvernement fédéral visant à modifier la loi, mais j'ai l'impression qu'on est disposé à fournir des fonds pour effectuer les recherches. Y a-t-il donc quelque chose en ce sens dans votre budget?

M. Basford: Non, rien n'a été spécifiquement prévu pour les sévices infligés aux enfants. De toute façon, ce genre de recherche doit être financé par le ministère de la Santé et je suppose que vous connaissez mieux la situation que moi, puisque vous avez participé aux travaux du Comité. Par contre, certains agents de mon Ministère se sont intéressés

[Texte]

subject some attention, one of whom appeared in front of the Health and Welfare Committee. I think we are waiting for that committee report. I know it is, as I understand it, considering possible amendments to the Criminal Code. When the committee reports we will examine those recommendations.

Mr. Gilbert: All right, fine.

I have just one final comment, Mr. Chairman. The Minister had a trip recently to the Northwest Territories with Mr. Justice Morrow. You have spent about three pages with regard to the native people's problems and the programs that you want to set forth. I thought it probably would have been a fine gesture on your part to take with you on the trip people like Len Marchand and Wally Firth so that they could see first hand what is happening in the North and be familiar with the problems, and to strengthen the liaison between the government and the native people concerning some of the programs that we are trying to put in place. I would hope that the next time you take a trip to the North you take some of these members along so that they can strengthen the position of all people in Canada.

Mr. Basford: That is a very good idea. I was not in charge of the trip. In fact, I was guest of Mr. Justice Morrow, so I was really not in control of the guest list.

Mr. Gilbert: Well, maybe the next time you ...

Mr. Basford: He wanted me to go for two weeks and I could only afford one week of time. It is my intention to visit other parts of the Arctic, and your idea is a very good one. The members have gone to the North before, but I certainly would be happy to take other members.

Mr. Gilbert: Fine. Just a quick ...

Mr. Basford: On a number of occasions, in case you are worried from a political view, in addressing school children I mentioned that their member of Parliament in the igloo in the south was Wally Firth.

Mr. Gilbert: I am not worried too much about that. What I am worried about is developing a proper liaison with the people in the North, Mr. Minister.

Mr. Basford: Yes.

Mr. Gilbert: Mr. Chairman, I should have said in my opening remarks that the Minister is very fortunate to have such an excellent staff with whom to work. I cannot help thinking about the person on his immediate right, Don Thorson, who has just done an excellent job over the years. I think we are very fortunate to have him and to have the staff that he has at present.

Thank you very much.

Mr. Basford: I am glad you see it that way. I, of course, see it that way myself and am very grateful to my staff in educating a new minister.

• 1625

The Chairman: I think Mr. Thorson's merits are well appreciated by this Committee.

[Interprétation]

directement à cette question et l'un d'entre eux a même témoigné devant le comité dont vous parliez. Pour l'instant, nous attendons que ce dernier dépose son rapport qui, si j'ai bien compris, recommandera peut-être certains amendements du Code pénal. Nous nous pencherons sur ces recommandations.

M. Gilbert: Très bien.

Je terminerai par une remarque, monsieur le président. Le ministre s'est récemment rendu dans les Territoires du Nord-Ouest, avec le juge Morrow, et je constate que, dans sa déclaration préliminaire, il consacre environ trois pages aux problèmes des populations autochtones et aux programmes qu'il a l'intention de mettre en vigueur pour y remédier. Peut-être auriez-vous donc pu, monsieur le ministre, par courtoisie, emmener avec vous des gens tels que Len Marchand et Wally Firth, afin qu'ils puissent constater, *de visu*, les mesures que prend votre Ministère dans les Territoires du Nord. De plus, cela aurait certainement renforcé les rapports existant entre le gouvernement et les populations autochtones. J'espère donc que, la prochaine que vous vous rendrez dans le Grand Nord, vous emmènerez avec vous certains de ces députés.

M. Basford: C'est une excellente idée. Pour le voyage que je viens d'effectuer, je dois vous dire que je n'en étais pas responsable puisque je n'étais que l'invité du juge Morrow.

M. Gilbert: Peut-être pourriez-vous, la prochaine fois ...

M. Basford: Le juge Morrow voulait que je l'accompagne pendant deux semaines, mais je n'ai pu lui en consacrer qu'une seule. J'ai cependant l'intention de me rendre dans d'autres régions de l'Arctique et, lorsque je le ferai, je tiendrai compte de votre recommandation. N'oubliez toutefois pas que les députés se sont déjà rendus dans le Grand-Nord.

M. Gilbert: Très bien. Pour terminer ...

M. Basford: Pour vous montrer que je n'ai pas essayé d'exploiter politiquement ce voyage, je vous dirai que, lorsque j'ai eu à m'adresser aux enfants des écoles, dans le Nord, je leur ai dit que leur député, dans l'igloo du sud, était Wally Firth.

M. Gilbert: Ceci ne me préoccupe pas beaucoup. Ce qui m'intéresse, c'est que l'on instaure des liaisons adéquates avec les populations du Grand-Nord.

M. Basford: Certes.

M. Gilbert: Je dirai maintenant, monsieur le président, ce que j'aurais sans doute dû dire dès le début, c'est-à-dire que le ministre a beaucoup de chance d'être soutenu par un personnel aussi compétent. Je me dois ainsi de signaler le travail absolument remarquable de Don Thorson, qui est assis à la droite du ministre. Je pense que nous avons beaucoup de chance de l'avoir parmi nous aujourd'hui.

Merci beaucoup.

M. Basford: Je suis heureux que vous voyez les choses de cette manière. Je dois dire que je partage votre avis et que je suis très reconnaissant à mon personnel, qui m'a fourni un excellent enseignement.

Le président: Tout les membres du Comité sont certainement conscients des talents de M. Thorson.

[Text]

Gentlemen, before proceeding to Mr. Lawrence, followed by Mr. Marceau, and now that we have a quorum, I wonder if it might be agreeable to the Committee to have two additional witnesses on Bill C-83. We have to give them some notice, of course, so the sooner we can agree on it the better. We did not have a quorum at our last meeting. We have had very strong representations from the Ontario Federation of Anglers and Hunters that they are the equivalent of the groups from the West that we are hearing. You see, initially we were hearing only national organizations, but we have been hearing some provincial organizations and they have been arguing that they are the equivalent of the western fish and game associations we are hearing and they asked for our agreement to hear them. So if it is agreeable to the Committee, I would ask that we hear the Ontario Federation of Anglers and Hunters.

Mr. Fairweather.

Mr. Fairweather: Because of the fact that they are from Ontario are they going to say anything different from anybody else?

The Chairman: No, I do not believe so. Our original reasoning was that we would hear the western group because the national organizations were primarily centred in Ontario and Quebec and that we would give further representation on the national basis to the western groups.

But one of the risks of that procedure, of course, is then having the Ontario and Quebec associations who wish to be heard as well, and as I say we have been hearing very strong representations from the Ontario group. I think they are reasonable, if that would be agreeable to the Committee. Would that be agreed?

Mr. Lawrence: I so move.

The Chairman: Agreed.

The other group is the Canadian Council on Social Development which is a group that has done considerable work especially on the less commonly hailed parts of this bill, and they also request permission to appear. Mr. Leggatt has specifically requested their appearance—he is not here today—but I wonder if it also would be agreeable to the Committee to call the Canadian Council on Social Development.

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Agreed. Thank you.

Mr. McCleave: Mr. Chairman, I have put in a request for a group from Nova Scotia which is representative of a good number of clubs and could claim to speak, I think, for about 5,000 people, and local pride being such as it is, would hope that the group could be heard as well.

The Chairman: I have no objection to that either, Mr. McCleave, if that is agreeable to the Committee.

Mr. McCleave: I cannot give its exact title, but it is a group on the ...

The Chairman: I have it here, and it is the Firearms Legislation Committee from Nova Scotia.

[Interpretation]

Messieurs, avant de donner la parole à M. Lawrence, puis à M. Marceau, peut-être pourrions-nous prendre une décision quant aux deux témoins supplémentaires que nous pourrions inviter, au sujet du bill C-83, puisque nous avons le quorum. Cette question est assez urgente, puisque nous devons informer ces témoins le plus tôt possible. Je vous dirai donc que la Fédération ontarienne des pêcheurs et chasseurs a demandé l'autorisation de venir témoigner, tout comme l'ont fait des groupes identiques des provinces de l'Ouest. Au début, nous n'entendions que des organisations nationales mais, puisque nous avons entendu des organisations provinciales, d'autres ont réclamé le même droit. Si vous êtes d'accord, nous inviterons donc la Fédération ontarienne des pêcheurs et chasseurs.

Monsieur Fairweather.

M. Fairweather: Le fait qu'il s'agisse d'une fédération ontarienne signifie-t-il qu'elle aura quelque chose de différent à dire sur le sujet?

Le président: Je ne le crois pas. À l'origine, nous avions accepté d'entendre une organisation de l'Ouest, étant donné que les organisations nationales sont essentiellement basées en Ontario et au Québec. De ce fait, il paraissait normal d'entendre le point de vue de l'Ouest.

Évidemment, cette procédure amène des associations de l'Ontario et du Québec à demander à venir témoigner, ce qui a été le cas de la fédération susmentionnée. Si vous êtes d'accord, je n'ai aucune objection à les inviter.

M. Lawrence: Je propose que cette fédération soit invitée.

Le président: D'accord.

L'autre groupe est le Conseil canadien du développement social, qui a fait beaucoup de recherches sur des aspects du projet de loi ayant fait l'objet de moins de controverse que les armes à feu. M. Leggatt, qui n'est pas présent aujourd'hui, a spécifiquement demandé que ce groupe soit invité et je vous demande donc votre avis.

Des voix: D'accord.

Le président: Très bien.

M. McCleave: Monsieur le président, je vous ai soumis une demande d'un groupe de la Nouvelle-Écosse qui représente un certain nombre de clubs et affirme être le porte-parole d'environ 5,000 citoyens. Le fierté locale étant ce qu'elle est, j'espère que l'on pourra également l'entendre.

Le président: Je n'y vois aucune objection si les membres du Comité sont d'accord.

M. McCleave: Je n'ai pas le nom exact de ce groupe mais ...

Le président: Je l'ai ici, il s'agit du Comité sur la législation des armes à feu de la Nouvelle-Écosse.

[Texte]

Mr. McCleave: Yes, that is the group.

The Chairman: Mr. McCleave moves that. Is that agreed as well?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Agreed. Thank you.

Mr. McCleave: Thank you.

The Chairman: Now we will move to Mr. Lawrence for questioning.

Mr. Lawrence: Thank you. Mr. Chairman, my remarks are directed to the minister, and if he does not mind I am going to get my four questions to him at the beginning so that he could take as long as he wants then to answer.

Now, that the furor and the heat and the publicity has died down in respect of the so-called judges' affair. Whether the minister likes it or not I know he attempted to remain fairly passive throughout the whole thing and was fairly far removed from the thing. Nevertheless, it left a lasting impression in the minds of a lot of people that there had been a pretty clumsy and blatant attempt at influence pushing in respect of some judges, or one judge at least in this country, by at least one of the minister's colleagues in Cabinet.

I think there are some ramifications and matters arising from that, but I hope the minister is considering it very sincerely and is away, from the heat of the politics of the situation. Certainly in the minds of many people across this country what was done was something that should certainly not have been done and never should have been attempted. I think in the minds of many people, certainly members of the judiciary as well as the bar across this country, that was the type of thing that in the past would never have needed legislation or laws because it was simply something that could never possibly happen in the minds of anybody who had any moral integrity as far as the law is concerned and the independence of the judiciary.

• 1630

There are four questions I would like to ask the minister arising from it. Number one is the laws in respect of influencing judges, or attempting to influence the course of justice. I wonder if the minister is giving any consideration at all to changing that law, making it tighter, getting into the case where, perhaps, a judge said no one influenced him, but nevertheless the new fact that the judge himself has to bring that matter to the public, obviously means that there was an influence. I am not saying it was an influence in favour of what was attempted to be done or even against it, but we are all human beings, we are all affected by what goes on about us.

My first question to the Minister is whether he is giving any consideration at all, and if not, why not, to changing some of the laws of the land, perhaps not even in the Criminal Code but elsewhere, in respect of attempts to influence judges in matters such as that?

Secondly, my question to the Minister, and having had a little bit to do with the setting up of the Canadian Judicial Council and at least one of the Provincial Judicial Councils, I must admit that this was one aspect at the time the council was set up that did not occur to people. At least it did not occur to me at that time and I do not think it occurred to other people at that time. What recourse does a

[Interprétation]

M. McCleave: C'est cela.

Le président: M. McCleave ayant proposé que ce groupe soit invité, êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

Le président: Très bien.

M. McCleave: Merci.

Le président: Je donne maintenant la parole à M. Lawrence.

M. Lawrence: Merci, monsieur le président. Je m'adresserai directement au ministre et, s'il est d'accord, je lui poserai mes quatre questions à la suite l'une de l'autre, afin qu'il puisse répondre à chacune d'entre elles dans le temps qu'il voudra.

Je commencerai par parler des l'affaire de juges, étant donné que le bruit et la fureur se sont apaisés. Je sais que le ministre s'est efforcé de garder ses distances à l'égard de cette affaire, mais il n'en reste pas moins que beaucoup de gens ont l'impression qu'au moins l'un des ministres du Cabinet a tenté, de manière maladroite et grossière, d'influencer certains juges, tout au moins l'un d'entre eux.

Cette affaire a, bien écidemment, de nombreuses ramifications, étant donné qu'un grand nombre de citoyens considèrent que ce qui a été fait n'aurait jamais dû l'être et n'aurait même jamais dû être tenté. Dans l'esprit des magistrats, aussi bien que des avocats, il s'agit là d'une chose qu'il aurait été inconcevable de régler par le biais d'une loi spéciale, dans le passé, étant donné l'intégrité morale de la profession.

Ces constatations m'amène à vous poser quatre questions. La première concernera les lois en matière d'intervention auprès des juges ou de tentatives d'obstruction de cours de la justice. J'aimerais savoir si le ministre envisage de modifier cette loi, pour la rendre plus sévère, étant donné que le fait qu'un juge ayant ressenti le besoin de porter cette affaire à la connaissance du public signifie qu'il y a eu évidemment tentative d'influence. Je ne dis pas que l'on ait tenté d'entraver le cours de la justice, mais il faut bien reconnaître que nous sommes tous influençables.

Je demande donc au ministre s'il a l'intention de modifier la loi, ce qui ne veut pas nécessairement dire le Code pénal, pour contrôler plus sévèrement ce genre de manœuvre et, sinon, pourquoi.

Ayant participé, dans une certaine mesure, à la constitution du Conseil canadien de la magistrature et d'un conseil provincial de la magistrature, je dois reconnaître qu'il s'agit là d'un problème que les fondateurs de ces conseils ne s'étaient pas posé à l'origine. J'aimerais donc savoir quels sont les recours d'un juge, lorsqu'il pense que quel qu'un tente, peut-être pas de l'influencer, puisque ce terme

[Text]

judge have when a judge feels that someone is attempting to—perhaps influence him is too strong a word—but he knows that something is going on that should not go on in respect of what is coming up before him or what might possibly come up before him in the future. As I understand it, the terms of reference—and of course we crossed swords in the House about this, if you will remember, Mr. Minister, at the time the thing was going on and you will remember, of course, that you indicated that the Canadian Judicial Council had absolutely no jurisdiction in a case such as that. I simply ask you why not? Is this not a matter in which a judge should have some avenue to bring before the council a matter such as that?

At the moment, of course, the shoe is on the other foot. One of the concepts in setting up the judicial council is the other way around. It is for a citizen to complain about the actions of a judge. But I am asking you why as well should not the council be a proper vehicle for a judge to make a complaint about what is happening in respect of a citizen?

My third question to you is in regard to the follow-up that may take place in respect of what has happened. Does the Minister have any idea at all what the proper disciplinary committee or individual or group in respect of the Quebec bar is now doing in respect of those members of the ministry, the executive council, who were involved in this matter and who have been members of the Quebec bar? Surely the Minister should be worried enough about this whole matter that he might have some information that he can pass on to us about what the Quebec bar is doing in respect of this matter.

My final question to him is in respect of the appeal against the contempt conviction being carried on by the present member, Mr. Ouellet, who was a former minister. Does the Minister have any information at all to impart to us about how that is proceeding, because I am sure the Minister has heard the same rumours that I have heard—perhaps he has not—that it is going to be a very, very, very long time before that matter ever comes to appeal. I was just wondering why, and if he has any information for us at all on that matter?

• 1635

Mr. Basford: First, without accepting the hypothesis of your question, let me deal with the questions in order.

The last I have no information on whatsoever. Your rumour is news to me and, of course, when it is set down for trial is up to the Chief Justice in organizing the Court of Appeal of Quebec. I have no information as to when it is likely to be set down for trial nor do I have any information as to the attitude of counsel on either side on when they want it set down for trial.

On the follow-through, on what is being done by The Bar of the Province of Quebec I do not have precise information because, of course, they do not report to me they report to their members and they come under provincial jurisdiction. I understand they are conducting an inquiry; who is involved in the inquiry I have no official information on. I am told that they are conducting an inquiry.

On the question about the Canadian Judicial Council and on what recourse does the judge have and on whether that should be included in the terms of reference of the Judicial Council, I think it is a function the Judicial Council does not want. It seems to me under the law a judge has very great protection, both under the sections of

[Interpretation]

est peut-être trop fort, mais d'agir de manière répréhensible à l'égard d'une affaire qu'il a ou aura à entendre. Comme nous avons tous les deux participé au débat en Chambre, à l'époque, vous vous souviendrez que vous aviez dit que le Conseil canadien de la magistrature n'a absolument aucune compétence dans une affaire de ce genre. J'aimerais vous demander pourquoi. Ne croyez-vous pas qu'il s'agit précisément du genre d'affaire qu'un juge devrait pouvoir soumettre au Conseil?

Évidemment, le système actuel repose sur des principes opposés, étant donné que le Conseil de la magistrature a été créé pour permettre au simple citoyen de contester les actions des juges. Pourquoi ne pourrions-nous pas utiliser le même système pour permettre aux juges de contester les activités de certains citoyens?

Ma troisième question concernera les mesures qui pourraient être prises à la suite de cette affaire. Avez-vous une idée quelconque, monsieur le ministre, des mesures disciplinaires qui pourraient être prises par le Barreau du Québec à l'égard de certains de ses anciens membres qui auraient pu être impliqués dans cette affaire? Je suppose évidemment que vous êtes aussi préoccupés que nous par cette histoire et que vous essayez donc de vous tenir informé sur ces développements. Auriez-vous des informations à nous donner à ce sujet?

Ma dernière question concernera l'appel intenté par le député Ouellet, ancien ministre, au sujet de sa condamnation pour outrage au tribunal. Je me dois de demander au ministre s'il sait quand cet appel sera entendu, car certaines rumeurs veulent qu'il ne le soit pas avant très longtemps. Que pouvez-vous nous dire à ce sujet?

M. Basford: Je répondrai à vos questions en commençant par la dernière, mais je commencerai par vous dire que le fait que j'y réponde ne signifie absolument pas que je partage vos hypothèses.

Pour votre dernière question, je n'ai aucune information. Je n'ai jamais entendu parler de cette rumeur, mais bien entendu, c'est le juge en chef chargé de l'organisation de la Cour d'appel du Québec qui décide de la date du procès. Je ne sais pas du tout quand le procès aura lieu ni quels sont les souhaits de l'avocat ou du procureur à cet égard.

Pour ce qui est des suites données à l'affaire par le Barreau de la province de Québec, je n'ai pas de renseignement précis parce que, bien entendu, il a fait rapport à ses membres et il relève de la province. Je crois qu'il effectue une enquête, mais je ne sais pas qui en est chargé. On m'a dit cependant qu'il effectue une enquête.

Vous m'avez demandé si le juge ne devrait pas pouvoir s'adresser au Conseil canadien de la magistrature, mais je crois que le Conseil ne veut pas de ce rôle. Il me semble que la loi offre une grande protection au juge, notamment certains articles du Code criminel et la loi concernant l'outrage. S'il estime à un moment donné que quelqu'un

[Texte]

the Criminal Code and under the law of contempt. If he feels at any time that anyone is interfering, endeavouring, or attempting to influence him he need only cite them for contempt which seems to me a pretty powerful remedy.

In a speech in Victoria recently I indicated that the law in the Criminal Code and in the common law of contempt was part of the law for the protection of the judiciary and the independence of the judiciary. I urged judges to use it if, at any time, they felt imperilled or interfered with.

Having the view that both the Criminal Code provisions and the common law of contempt are sufficient protection for the independence of the judiciary against interference, I have not really examined whether those provisions either of the Criminal Code or of the law relating to contempt should be changed or strengthened. It is a subject I would be happy to discuss with the Chairman of the Judicial Council. The Judicial Council has a subcommittee on the independence of the judiciary that has met on a number of subjects but has never made suggestions to me about strengthening the existing law but I will be happy to raise it with them. I think my own position, subject to hearing from the Judicial Council, is that the law in the Criminal Code and in the contempt provisions are strong enough if they are used by judges.

Mr. Lawrence: I noticed your deputy saying something to you. Do you want to add to that?

Mr. Basford: It might be, of course, suggested that the Prime Minister has made it very clear that members of his administration, and he hopes subsequent administrations, would take no action to communicate with judges or heads of quasi-judicial bodies sitting as a court of record except through me or my confrères. In the same speech I mentioned those guidelines and also said it seemed to me important for the independence of the judiciary that judges not communicate with ministers or members of the House of Commons, ...

• 1640

Mr. Lawrence: On matters before their courts.

Mr. Basford: ... a remark which I am informed has been noted by the judiciary across Canada—not judicially or otherwise, but just noted.

Mr. Lawrence: My last question to you is simply this: there was some implication of criticism coming from you among others in the House in respect of the actions of Mr. Justice Hugesson in this whole matter, some indication that if Mr. Justice Hugesson, for instance, thought the matter was important enough to bring to your attention some time after the event, perhaps at the time of the event the learned Justice should have done something else. I have never really understood what that something else was. As the chief law officer of the Crown and therefore having some responsibility for guiding judges in matters such as this where there are no regulations or guidelines, what should Mr. Justice Hugesson have done at the time?

I bear no brief for him doing what he did after the event. I think for a thing to stick in a judge's mind that long after the event obviously meant he was influenced one way or the other. I do not care how you slice it; you cannot get out of that. But the point is, what should he have done at that time? Should he have reported this to the Chief Justice? Should he have immediately brought it to the attention of

[Interprétation]

tente d'intervenir ou de l'influencer, il lui suffit de le citer pour outrage au tribunal et cela me semble un recours assez efficace.

Lors d'un discours que j'ai prononcé récemment à Victoria, j'ai indiqué que les articles du Code criminel et de la loi concernant l'outrage assuraient la protection de la magistrature et son indépendance. J'ai conseillé aux juges de s'en servir à chaque fois qu'ils ont l'impression qu'on tente de les influencer ou d'intervenir.

Étant donné que, d'après moi, les dispositions du Code criminel et de la loi concernant l'outrage protègent suffisamment l'indépendance des magistrats, je n'ai pas vérifié si ces articles devraient être modifiés ou renforcés. Cependant, je serais heureux de discuter de ce sujet avec le président du Conseil de la magistrature. Le sous-comité sur l'indépendance de la magistrature du Conseil canadien de la magistrature s'est réuni pour étudier un certain nombre de sujets, mais il ne m'a jamais proposé de renforcer la loi actuelle. Cependant, je serai heureux d'en parler avec eux. A moins que le Conseil de la magistrature ne dise le contraire, j'estime que les dispositions du Code criminel et de la loi concernant l'outrage sont suffisantes si les juges s'en servent.

M. Lawrence: J'ai remarqué que votre sous-ministre vous a dit quelque chose. Voulait-il ajouter quelque chose?

M. Basford: Bien entendu, on peut ajouter que le premier ministre a dit clairement que les membres de son gouvernement, et des gouvernements suivants, ne tenteraient jamais de communiquer avec les juges ou les présidents d'autres organismes agissant comme tribunaux, sauf par mon entremise ou celle de mes collaborateurs. Dans le même discours, j'ai mentionné ces directives et j'ai dit qu'il importait aussi pour l'indépendance de la magistrature que les juges ne communiquent pas avec les ministres ou les députés ...

M. Lawrence: Pour ce qui est des questions dont ils s'occupent.

M. Basford: On m'a informé que les magistrats du Canada avaient pris bonne note de cette observation.

M. Lawrence: Voici ma dernière question: il semble que vous ayez critiqué, entre autres, en Chambre, les mesures prises par le juge Hugesson dans cette affaire. Vous avez laissé entendre que si le juge Hugesson estimait que cette affaire était assez importante pour vous en parler plus tard, il aurait peut-être dû prendre immédiatement d'autres mesures. Je n'ai jamais vraiment compris quelles auraient pu être ces autres mesures. Étant donné qu'il est le premier conseiller juridique de la Couronne et qu'il est, par conséquent, chargé de guider les juges dans le cas où il n'y a pas de règlements ou de directives, qu'aurait dû faire le juge Hugesson à ce moment-là?

Je ne critique pas du tout ce qu'il a fait par la suite. Il me semble que s'il s'en rappelait après si longtemps, cela signifie qu'il a été influencé d'une façon ou d'une autre. Quoi que vous en pensiez, il ne peut en être autrement. Mais je voudrais savoir ce qu'il aurait dû faire à ce moment-là? Aurait-il dû faire rapport au juge en chef? Aurait-il dû immédiatement en faire part à votre prédéces-

[Text]

you or your predecessor at the time? Should he have immediately publicized it at the time? What is a judge supposed to do in a course of conduct such as that?

Mr. Basford: First, I thought I had been extremely careful not to either express or imply any criticism of any of the judges involved. If anything I have said has given people an inference to the contrary, I think it is the wrong inference because...

Mr. Lawrence: I do not have *Hansard* before me.

Mr. Basford: ... I have been extremely careful to avoid any such criticism. Obviously, I have made it clear that if judges feel they are being interfered with, their remedy is to cite the person for contempt immediately.

Mr. Lawrence: And that is it.

Mr. Basford: That seems to me the remedy, and a pretty powerful remedy...

Mr. Lawrence: Well, that did not happen here.

Mr. Basford: In the case as I—I am going purely on the basis of Chief Justice Deschênes' letter and his quotations from the judges. All three of them in that letter explained why they took no action at the time.

Mr. Lawrence: Well, of course. Six months or a period of time afterwards you find no judge saying he was influenced at that time, because then he is laying himself open to something. The obvious logical conclusion has to be that if it stuck in his mind, somehow or other mentally it did affect him. If it affected him, it was an influence. Here there was no contempt charge; there was no publicity at the time. It was not made public until quite some time after. Do you not think this called for some action on your part at that time, when it did finally come out?

Mr. Basford: It called for the action...

Mr. Lawrence: The last person you should ask as to whether or not it influenced him would be the judge himself.

Mr. Basford: It called for the action I thought was appropriate—namely, to ask for the report from the Chief Justice who was responsible for the administration of his court.

Mr. Lawrence: Were you happy with that?

Mr. Basford: Yes.

Mr. Lawrence: Okay.

• 1645

The Chairman: Mr. Hnatyshyn has asked if the Committee might be agreeable to his taking his turn a bit early and taking only five minutes. He has another meeting. I do not know whether that would be agreeable to the other members.

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Hnatyshyn: I appreciate the indulgence of the Committee. There is a couple of questions I wanted to raise with respect to the Province of Saskatchewan. There has been some reference made by Mr. Gilbert to the integrated family court system and so on. There has been a lot of confusion and publicity in Saskatchewan with respect to a proposed model family court that was going to be instituted in Saskatoon. It has been one of those situations where one jurisdiction seems to yield to the other jurisdiction and there has never been any satisfactory answer as to whether that model integrated family court project is in fact going to proceed and if so, when, or if not, why not.

[Interpretation]

seur? Aurait-il dû rendre cela immédiatement public? Que doit faire un juge dans de telles circonstances?

M. Basford: Tout d'abord, je croyais avoir pris grand soin de ne pas critiquer aucun juge en cause. Si les gens ont cru le contraire, ils ont tort parce que...

M. Lawrence: Je n'ai pas le *hansard* avec moi.

M. Basford: J'ai pris grand soin d'éviter toute critique. Évidemment, j'ai déclaré que, si les juges ont l'impression qu'on tente d'intervenir, ils doivent immédiatement citer la personne pour outrage au tribunal.

M. Lawrence: Et c'est leur seul recours.

M. Basford: Il me semble que c'est un recours assez efficace...

M. Lawrence: Ce n'est pas ce qui est arrivé dans ce cas-ci.

M. Basford: Je me fonde sur la lettre du juge Deschênes et sur ce qu'ont dit les juges. Les trois juges ont expliqué dans cette lettre pourquoi ils n'avaient pas pris de mesure à ce moment-là.

M. Lawrence: Bien entendu, six mois après, aucun juge ne dira qu'il a été influencé à ce moment-là, parce qu'il pourrait en subir le contrecoup. Cependant, il faut conclure que s'il s'en rappelle, cela veut dire qu'il a été influencé d'une façon ou d'une autre. Cependant, il n'y a pas eu de citation pour outrage au tribunal, et il n'y a pas eu de publicité. Cette affaire n'a été rendue publique que plus tard. Ne croyez-vous pas que vous auriez dû prendre des mesures lorsque l'affaire a été rendue publique?

M. Basford: Il fallait que je...

M. Lawrence: On ne peut certainement pas demander au juge lui-même s'il a été influencé ou non.

M. Basford: Je devais faire ce que je jugeais opportun, notamment demander un rapport du juge en chef chargé de l'administration de ce tribunal.

M. Lawrence: En êtes-vous satisfait?

M. Basford: Oui.

M. Lawrence: Très bien.

Le président: Êtes-vous d'accord pour que M. Hnatyshyn prenne la parole tout de suite pendant cinq minutes seulement. Il doit assister à une autre réunion. Les autres membres sont-ils d'accord?

Des voix: D'accord.

M. Hnatyshyn: Je vous sais gré de votre indulgence. Je voulais poser quelques questions au sujet de la Saskatchewan. M. Gilbert a parlé de l'intégration des tribunaux familiaux. Il y a eu beaucoup de malentendus et de publicité en Saskatchewan pour ce qui est du tribunal familial modèle qui doit être instauré à Saskatoon. C'est un de ces cas où une juridiction semble céder à une autre juridiction et on n'a jamais pu nous dire de façon précise si ce projet pilote va être réalisé ou non, et, dans l'affirmative, quand.

[Texte]

Mr. Basford: There have been negotiations with Saskatchewan and one of my officers might go into more detail if he wished. I read press reports from the Attorney General claiming that it was a lack of funds from the federal government which, with the greatest of respect, was not the case. We have the funds available. The problem is a constitutional one of who appoints the judges in order that they can exercise the functions.

In British Columbia they have established one unified court where they have two judges sitting. One is a provincial judge and one is a federally appointed judge who then sit and exercise complete jurisdiction.

We have been trying to negotiate to take the process one step further and have only one judge exercising both jurisdictions. This we are carrying on very actively in negotiations with Ontario and Manitoba. Maybe Mr. Tollefson can provide you with more of an answer precisely as to Saskatchewan.

Mr. M. E. A. Tollefson (Director of Programs and Law Information Development, Department of Justice): Mr. Chairman, the very distinct impression is that the reasons Saskatchewan backed out of the scheme was that regretfully they felt the cost of the scheme a few years down the road would be quite substantial. It must be borne in mind that our involvement is only in terms of a demonstration project. It is not an undertaking to provide financing on an ongoing basis. I think this worried the Province of Saskatchewan.

Mr. Hnatyshyn: I think the matter has to be clarified. As I say, it has been very confusing. I developed the impression that it was laid at the doorstep of the federal government. I am concerned because, of course, this is the forum which I address normally.

The second point with respect to Saskatchewan is that there have been rumblings there, locally at least, that the province is going to propose a revision of the existing court system by which the district and Queen's Bench court would be unified and jurisdiction given in effect to the provincially appointed judges in civil matters up to \$5,000. I am wondering if the Minister is in a position to say whether there have been discussions, negotiations or any agreement with respect to this unification in Saskatchewan and, if so, when it is contemplated that the changes will be accommodated by the appropriate legislation.

Mr. Basford: There have been no such discussions. Possibly the Attorney General intends to raise it with me in Vancouver in June at the meeting. Your question has really two parts, whether there is discussion about merging the county courts and the superior courts, which is a lively subject in quite a number of provinces. I have taken the view with provincial attorneys general that that is really their decision, and that generally I would not resist merger of the superior court and the federally appointed county or district.

My concern would be, as is their concern, that there were judges made available throughout the province, which is a concern in all of the provinces on the question of mergers, but that essentially it was their decision and I would not stand in their way if they came to me with a recommendation to amend the Judges Act to merge the district and superior courts.

[Interprétation]

M. Basford: Nous avons négocié avec la Saskatchewan et un de mes collaborateurs pourrait en parler de façon plus détaillée s'il le désire. Le procureur général a déclaré dans certains communiqués de presse que le gouvernement manquait de fonds, mais je dois dire, avec tout le respect que je lui dois, que ce n'est pas le cas. Les fonds sont disponibles. Il s'agit de difficultés constitutionnelles, car il faut décider qui doit nommer les juges qui devront exercer ces fonctions.

La Colombie-Britannique a créé un tribunal unifié présidé par deux juges. L'un relève de la province et l'autre du fédéral et les deux juridictions sont donc représentées.

Nous avons négocié pour tenter d'aller encore plus loin et de nommer un seul juge qui représenterait les deux juridictions. Nous négocions activement avec l'Ontario et le Manitoba à cet effet. M. Tollefson pourra peut-être vous répondre de façon plus précise pour ce qui est de la Saskatchewan.

M. M. E. A. Tollefson (Directeur des programmes et des informations juridiques, ministère de la Justice): Monsieur le président, la Saskatchewan a abandonné le projet parce qu'elle avait l'impression que les frais seraient trop considérables dans les années à venir. Il faut se rappeler que nous ne contribuons qu'au projet pilote. Nous ne participerons pas au financement du projet d'une façon permanente. C'est ce qui préoccupait la province de la Saskatchewan.

M. Hnatyshyn: Je crois qu'il faut éclaircir cette affaire. Comme je l'ai dit, il y a eu beaucoup de confusion. J'avais l'impression que c'était le gouvernement fédéral qui avait abandonné le projet. Cela me préoccupe, bien entendu, parce que c'est au gouvernement fédéral que je m'adresse habituellement.

Deuxièmement, selon les rumeurs qui circulent en Saskatchewan, du moins dans certaines régions, la province proposerait une révision du système judiciaire en vue d'unifier la Cour de district et la Cour du Banc de la Reine et de charger les juges nommés par la province d'entendre les actions civiles de moins de \$5,000. Le ministre peut-il nous dire s'il y a eu des discussions, des négociations, ou si on a conclu une entente au sujet de cette unification en Saskatchewan et, dans l'affirmative, quand ces modifications seront-elles apportées par les mesures législatives appropriées.

M. Basford: Nous n'avons pas eu de discussion de ce genre. Le procureur général a peut-être l'intention de m'en parler lors de la réunion qui aura lieu à Vancouver en juin. En fait votre question est double; vous m'avez demandé si on envisageait de réunir les tribunaux de district et les tribunaux supérieurs, et c'est un sujet dont parlent beaucoup un certain nombre de provinces. J'ai déclaré aux procureurs généraux des provinces que cela dépendait d'eux, mais que je ne m'opposerais pas à l'intégration de la Cour supérieure et de la Cour de district ou de comté instaurée par le fédéral.

Cependant j'estime, comme eux, qu'il faudrait nommer des juges dans toutes les régions de la province, et c'est aussi un aspect de l'intégration qui préoccupe toutes les provinces. Mais cela relève d'elles, et je serais entièrement disposé à modifier la Loi sur les juges pour intégrer les cours de district et les cours supérieures.

[Text]

I have had no discussions with Saskatchewan, nor my officials, about the giving of some new jurisdiction to the provincially appointed judges which might raise a constitutional issue.

• 1650

Mr. Hnatyshyn: Yes, well, the announcement was made by the Attorney General in the course of law study meetings this past weekend, for the Minister's information, and I just wanted to know if this is merely flying a kite or if it is making a statement. I would like first to discuss the constitutional ramifications with the Minister because it would seem to me that that would certainly be involved in both the merger and also in either reducing the jurisdiction of the newly merged court or allowing the province to give their provincial judges increased jurisdiction civilly and criminally.

Mr. Basford: That announcement may have been in my clippings but I have not had time to read my clippings today. I will dig out the Regina *Leader-Post* and see what they say.

Mr. Hnatyshyn: Well, maybe we can get the figure independently—it might be more accurate.

Mr. Basford: All right.

Mr. Hnatyshyn: Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Hnatyshyn.

et maintenant M. Marceau suivi de M. McCleave et M. Towers.

M. Marceau: Merci, monsieur le président. Je dois tout d'abord dire que la préoccupation de M. Lawrence concernant la cause de l'ex-ministre ne lui est pas exclusive; c'est également la mienne, tant du point de vue personnel que légal, parce qu'il me semble qu'il y ait plusieurs questions extrêmement intéressantes qui se posent. S'il craint que la cause soit retardée devant la cour d'appel, je puis lui dire, qu'ayant vérifié le dossier, je puis donner une information contraire, à savoir que la cause devrait être entendue avant la fin du mois de juin. Je pense que nous sommes tous intéressés à voir ce qui va se passer, parce que je crois que l'ex-ministre a été victime d'une injustice grave et j'espère qu'au plus tôt les tribunaux sauront s'en rendre compte et replacer la situation dans son contexte normal.

Mr. Woolliams: On a question of privilege. With the greatest respect and we all would agree, and I always respect your opinion, I do not think you can take that position in this Committee and say that anyone suffered an injustice when the matter is before the Court of Appeal. I think that is for the Court of Appeal to decide and not a committee of the legislature at this time. I think we have to keep our powers separate right now. Surely that is going a little too far.

M. Marceau: Je pense, monsieur le président, que M. Woolliams a raison de dire que la cour aura le dernier mot, mais je crois que je peux dire qu'à mon avis, dans ce cas-là, un tel jugement n'aurait pas dû être rendu. J'ai beaucoup de respect pour la magistrature, je comprends le point de vue qu'il a pu exprimer, mais je pense que je peux me permettre d'être en désaccord sur une interprétation de la loi qui n'est pas une interprétation partisane, qui affecte, je pense, l'homme public en général. Et c'est sur ce point de vue que je me base pour dire que je suis en désaccord.

[Interpretation]

Je n'ai pas discuté avec la Saskatchewan de la possibilité d'accorder de nouvelle juridiction aux juges nommés par les provinces, ce qui pourrait provoquer des problèmes d'ordre constitutionnel.

M. Hnatyshyn: Le procureur général a fait cette déclaration au cours des réunions d'étude juridiques qui ont eu lieu le weekend dernier et je voulais savoir s'il voulait sonder l'opinion ou s'il s'agissait d'un fait accompli. J'aimerais discuter avec le ministre des répercussions constitutionnelles, car il me semble qu'il y en aura si on permet la création de tribunaux unifiés, si on réduit la juridiction du nouveau tribunal unifié ou si on permet à la province de donner aux juges provinciaux plus de compétence dans les domaines civil et pénal.

M. Basford: L'annonce figure peut-être dans mes coupures de presse, mais je n'ai pas eu le temps de les lire aujourd'hui. Je vais chercher le *Leader-Post* de Regina pour voir ce qu'on en dit.

M. Hnatyshyn: Vous devriez obtenir les chiffres ailleurs si vous voulez des données précises.

M. Basford: D'accord.

M. Hnatyshyn: Merci.

Le président: Merci, monsieur Hnatyshyn.

And now Mr. Marceau has the floor, followed by Mr. McCleave and Mr. Towers.

Mr. Marceau: Thank you, Mr. Chairman. I must begin by saying that Mr. Lawrence is not the only one who is concerned about the former Minister's case; I too am concerned with this case, both from a personal and a legal point of view, because it seems to me that several very interesting questions arise in connection with it. If he believes that the case may be delayed before the Court of Appeal, I can tell him that I have checked into the matter and have information to the contrary, namely that the case should be heard before the end of June. I think that we are all interested in the outcome, because I believe that the former Minister has been a victim of a grave injustice and I hope that the courts will be able to rectify the situation as soon as possible.

M. Woolliams: Je voudrais poser une question de privilège. Avec le plus grand respect, étant donné que je respecte toujours votre opinion, je ne pense pas que vous puissiez dire devant le Comité qu'une personne ait souffert une injustice lorsque la cause est devant la cour d'appel. C'est le tribunal qui doit prendre la décision et non pas un comité parlementaire. Je pense que nous devons faire une séparation de nos pouvoirs. Je pense que vous allez trop loin.

Mr. Marceau: Mr. Chairman, I think that Mr. Woolliams is right in saying that the courts will have the last word, but I believe that I can say that in my view, such a decision should not have been made in this case. I have a great deal of respect for the judiciary, and I understand the point of view that it has expressed, but I believe that I am free to disagree with an interpretation of the law that is not a partisan interpretation and which I think affect those in public life in general. And it is for that reason that I say that I disagree with it.

[Texte]

Je voudrais adresser ma question à M. le Juge Lamer. Je sais que la question est difficile, la réponse l'est encore davantage, mais ne croyez-vous pas qu'en matière de droit de la famille il ne devrait pas y avoir une exclusivité de la part des provinces? Ne croyez-vous pas que cette matière est en fait de juridiction provinciale et que la tentative qu'on fait pour écarteler les juridictions est au grand préjudice du droit de la famille qui doit être présenté en quelque sorte comme un droit unifié?

Je ne suis pas de ceux qui veulent enlever nécessairement de la juridiction au fédéral, mais ce n'est pas enlever une juridiction, je crois que cela rencontre une situation pratique que le droit de la famille relève de l'autorité provinciale et il me semble qu'on devrait trouver moyen de remettre cette juridiction sans ambages entre les mains de la province. C'est devenu une querelle, le fédéral ne veut pas donner ses droits en disant: "nous les avons, la population va interpréter ça..." etc. Je me demande si ce n'est pas une question politique. Ce n'est peut-être pas à vous que je devrais la poser, c'est plutôt au ministre, mais en fait je me demande si ce n'est pas cela. Pour le moment, je voudrais avoir une opinion; en fait je considère que ça devrait être remis à la province d'une façon totale pour avoir une planification qui soit unifiée.

• 1655

M. le Juge Lamer: Tout d'abord, je dois vous dire, monsieur Marceau que la Commission ne s'est pas penchée sur l'opportunité de remanier la Constitution de façon à conférer soit au palier fédéral, soit au palier provincial, la juridiction exclusive en matière du droit de la famille. La raison pour laquelle elle ne l'a pas fait, vous l'avez dit vous-même en posant votre question, c'est que c'est une question d'ordre purement politique. Mises à part certaines considérations au niveau opérationnel qui peuvent entrer en ligne de compte dans l'exercice d'un jugement politique, je pense vraiment, sans vouloir me défilier, que la question devrait s'adresser au ministre plutôt qu'à moi.

M. Marceau: En fait, je sais que ma question est difficile, mais je pense qu'on touche un point extrêmement intéressant.

M. le Juge Lamer: Elle n'est pas difficile...

M. Marceau: C'est la réponse qui est plus difficile. Mais je veux savoir si vous concevez que le droit familial est bicéphale et qu'on peut prendre un juge d'une juridiction, asseoir à côté d'un autre et prétendre qu'on va avoir quelque chose d'ordonné en face d'un problème qui est celui de la famille. Et c'est cela que je me demande dans la conception: est-il pensable que l'on puisse présenter deux personnes dont l'une va traiter d'une question et l'autre d'une autre? Je pense qu'il ne peut pas y avoir de véritable coordination, évidemment, cela peut peut-être fonctionner, et que je verrais, par exemple, je ne sais pas si vous êtes d'accord, si on veut respecter les juridictions, c'est que l'on appointe un seul juge, mais avec le concours d'une contribution fédérale, un plan conjoint en quelque sorte qui applique dans bien des domaines, qui pourrait s'appliquer dans celui de la magistrature. On reconnaîtrait les juridictions, mais je veux dire que l'application devrait être faite par un seul juge qui pourrait, justement, l'appliquer dans le concret.

M. Lamer: Je pense que vous avez modifié votre question en chemin et vous l'avez modifiée avec raison d'ailleurs, puisque vous avez précisément fait la distinction que j'allais faire à la fin de votre question. En droit de la

[Interprétation]

I would now like to put a question to Mr. Justice Lamer. I know that the question is a difficult one and that the answer is even more difficult, but do you not believe that in matters of family law, the provinces should have exclusive rights? Do you not believe that such matters are in fact of provincial jurisdiction and that the attempt made to divide it between jurisdictions is prejudicial to family law which must to some extent be presented as a unified law?

I am not one of those who necessarily wishes to remove this from under federal jurisdiction, but I do not think it is a question of loss of jurisdiction, but rather one of finding a practical solution so that the provincial authorities can have jurisdiction over family law, and it seems to me that we should find a way to give the provinces jurisdiction over these matters. It has become a quarrel in which the federal government does not wish to give up its rights and says: "we have the right, the public will interpret that in such a way." I wonder whether it is not a political question. I should perhaps not put the question to you, but to the Minister; I wonder if that is not the answer. For the time being, I would like to hear your opinion; I believe that this matter should be handed over entirely to the provinces so that they may plan it in an orderly and unified manner.

Mr. Justice Lamer: First of all, Mr. Marceau, I must tell you that the commission did not take this opportunity to reshape the constitution in order to confer either on the federal or provincial governments exclusive jurisdiction over family law. The reason why it did not do so is, as you yourself have said, that it is a purely political matter. Except for some considerations of a practical nature that might enter into account when a political decision is made, I think that it is a question which should indeed be asked of the Minister and not of me.

Mr. Marceau: In fact, I know that my question is a difficult one, but I feel that it deals with an extremely interesting point.

Mr. Justice Lamer: It is not difficult...

Mr. Marceau: It is the answer that is difficult. But I would like to know whether you consider family law as being bicéphalous and that one can take a judge from one jurisdiction, sit him down beside another and still claim that one will be taking an orderly approach to family problems? And that is what I am asking, is it conceivable to have two people each dealing with one aspect of a particular problem? I think that in such a case, there can be no real co-ordination, even though, of course, it may work. What I would suggest, and I do not know if you would agree, is that, if we want to respect the various jurisdictions, a single judge be appointed, but with a federal contribution being made on a joint basis as is now done in other fields and as might be applied to the judiciary. The different jurisdictions would be recognized, but a single judge would have the authority to implement the law.

Mr. Justice Lamer: I think that you have modified your question midway, and with reason since you have indeed drawn the distinction that I was going to make when you finished asking your question. In family law as in penal or

[Text]

famille comme en droit pénal, comme dans n'importe quel domaine du droit, il faut souvent faire une distinction entre le droit substantif et le droit adjectif.

Par droit substantif, je veux dire le droit fondamental; tandis que par le droit adjectif je veux dire ces lois organiques qui voient à l'administration de la justice. Alors, en réponse à votre question, je crois qu'il est possible, que cela soit souhaitable ou pas, c'est une question politique, mais je crois qu'il est possible, sur un plan juridique, d'avoir un droit substantif fédéral c'est-à-dire les lois du mariage, les lois du divorce, et d'avoir sur le plan adjectif, un droit provincial, enfin une juridiction provinciale.

Maintenant, de là à savoir si cela doit être entièrement fédéral ou provincial, ou que cela doit être l'inverse, c'est une question politique. Il y a des pays qui vivent parfaitement bien avec un droit unique; l'Angleterre est un pays unitaire, la France est un pays unitaire. D'autre pays comme l'Australie, la Suisse vivent dans la décentralisation la plus totale. Apparemment, les systèmes fonctionnent tous passablement bien. C'est une question de goût et c'est une question qui relève de la politique nationale.

M. Marceau: Mais d'une façon générale, est-ce que les politiques familiales ne sont pas dans le monde appliquées, justement, par une seule juridiction, indépendamment du fait qu'elles soient fédérales, dans les pays où il y a double juridiction comme, ici, au Canada?

M. Lamer: Bien voici. Il ne faut pas oublier que lorsque nous parlons de tribunaux tels que les cours supérieures au Canada, sauf la Cour fédérale du Canada, que ces tribunaux supérieurs sont des tribunaux provinciaux. Si on a parfois l'impression que ce sont des tribunaux fédéraux, c'est que les juges présidant ces tribunaux, sont nommés en vertu de l'article 96 de la Constitution par le gouvernement fédéral. Mais ce sont les tribunaux provinciaux. Quant à savoir qui devrait nommer les juges, C'est une toute autre question.

Si, par votre question, vous me demandez si on ne devrait pas chapeauter en une même personne toutes les juridictions complètes pour distribuer la justice en matière de droit familial, nous l'avons dit, c'est ce que nous avons suggéré et il y a plusieurs façons de le faire. Et à cet égard, nous sommes restés silencieux parce que nous pensons qu'encore là la question est beaucoup plus politique, quand je dis politique, je ne veux pas dire partisane, c'est une décision sociale-nationale qui ne relève pas d'une commission de réforme du droit, mais de vous, messieurs les députés.

• 1700

M. Marceau: Je pense que pour la province de Québec, cette question-là est plus importante que pour d'autres provinces qui n'y voient peut-être pas un abandon de juridiction.

Dans vos négociations avec le Québec, je vois que vous employez le mot *recently*. Y a-t-il eu des développements nouveaux dans vos discussions avec le Québec, à propos de l'application de ces tribunaux de la famille? Il semble qu'une sorte d'entente s'établisse en ce moment; est-ce que vous prévoyez un déblocage pour bientôt? Dans quel sens la province de Québec semble-t-elle vouloir s'orienter au sujet de ces tribunaux de la famille?

[Interpretation]

in any other field of law, it is often necessary to distinguish between substantive law and procedural law.

By substantive law I mean the basic law, while by procedural law, I mean the organic laws which serve for the administration of justice. So in answer to your question, I think that it is possible, whether or not it is desirable is a political question, but on the legal level it is, I think, possible to have a substantive federal law, for example on marriage or divorce, and then to have a procedural law which would be under provincial jurisdiction.

But to go any further and to say whether these matters must be entirely a federal or a provincial responsibility is a political question. There are countries which get along perfectly well with a single law; England and France are examples. Other countries such as Australia and Switzerland live with complete decentralization. The systems all appear to work quite well. It is a matter of taste and also of national policy.

Mr. Marceau: But generally speaking, is not family law generally applied throughout the world by a single jurisdiction, in spite of the fact that it may be a federal responsibility in countries such as Canada where there is dual jurisdiction?

Mr. Justice Lamer: It must be remembered, when we speak of courts such as the Superior Courts of Canada or the Federal Court of Canada, that these Superior Courts are provincial bodies. If we sometimes have the impression that they are federal courts, it is because the presiding judges in these courts are appointed by the federal government under Section 96 of the Constitution. But they are provincial courts. As to who should appoint judges, that is another matter.

If you are asking me whether a single person should not be given full authority over all jurisdictions in order to render justice in matters of family law, what we have suggested is that there are several ways of doing so. On this matter we remained silent, because we think once again it is much more a political question and, when I say political, I do not mean partisan; it is a social national decision that is not the responsibility of a law reform commission but a view of parliamentarians.

Mr. Marceau: I think that this matter is more important for Quebec than for the other provinces who may not see it as an abandonment of jurisdiction.

In your negotiations with Quebec I see that you use the word *recently*. Have there been any new developments in your discussions with Quebec as to the implementation of these family courts? It now appears that some type of agreement is being reached; do you foresee agreement being reached soon? In what direction does the Province of Quebec seem to want to move with regard to these family courts?

[Texte]

Mr. Basford: Well, first, the discussions with Quebec are not about changes in the substantive law or about constitutional reform. They are solely dealing with discussions as to the establishment of a pilot budget. As I understand, the situation in Quebec is quite different than most other provinces where there is, in effect, now a unified family court in the superior court of Quebec.

Mr. Tollefson is closer to the negotiations than I. He may want to supplement my answer.

Mr. Tollefson: Mr. Chairman, what the Minister of Justice has said is quite correct; one of the problems certainly is that the funding that we have relates to pilot projects, not to the funding of an on-going operation, a part of the standard operation of a given court. The Province of Quebec, of course, already had a family court system. We have, however, conducted discussions over the last few months with the Province of Quebec with a view to the possibility of introducing some experimental programs into their system. To this point, as far as I know, nothing concrete has yet developed.

M. Marceau: Merci. Monsieur le ministre, à propos de l'avortement, vous avez dit qu'une enquête était en cours, enquête destinée à savoir de quelle façon la Loi était appliquée. Cette enquête essaie-t-elle de savoir également s'il y a une évolution dans la mentalité de la population vis-à-vis de cette question de l'avortement? Est-ce que cette enquête-là est une enquête technique vis-à-vis d'un texte de loi? Ou encore s'accompagne-t-elle d'une sorte de référence à l'opinion de la population, vis-à-vis de l'avortement? Il faut reconnaître en effet que c'est sans doute un problème important; mais j'ai l'impression que l'opinion populaire évolue. Lorsque nous avons voté cette Loi en 1969, il y avait beaucoup de réticence. Je me demande si la population n'a pas évalué quelque peu, sinon modifié son opinion, vis-à-vis de cette question de l'avortement. Par cette enquête-là (ou par d'autres moyens) cherchez-vous à connaître l'opinion des gens à travers le pays, sur ce problème de l'avortement et sur les lois actuelles?

Mr. Basford: The Badgley Commission is a technical committee to analyze precisely and on an unassailable professional basis just how the law is operating across Canada.

... a study to determine ...
And I am quoting:
... whether the procedure provided in the Criminal Code for obtaining therapeutic abortions is operating equitably across Canada.

and then the terms of reference go on for two years. But they are not analyzing what public opinion on the question is, whether it is changing or not. That will be part of the debate. It will become evident when the report is public.

Mr. Marceau: Okay, thank you, Mr. Minister.

The Chairman: Mr. McCleave, followed by Mr. Towers.

Mr. McCleave: Thank you, Mr. Chairman, I too hope to live four questions, but I will pursue them one at a time and take my chances.

The first question follows up Mr. Lawrence's questions with the regard to the judge's affairs and the Minister's reply that the judge, of course, did have the great power of contempt proceedings, but in one case the judge used the power of contempt proceedings and the lawyer who was invited to proceed with them in court has, I understand,

[Interprétation]

M. Basford: Tout d'abord, les discussions avec le Québec n'ont pas trait au changement dans le droit positif ni à la réforme constitutionnelle. Elles ont trait uniquement à la création d'un budget pilote. Je crois comprendre que la situation au Québec est très différente de celle des autres provinces car il y a actuellement à la Cour supérieure du Québec un tribunal de familles unifié.

M. Tollefson est plus au courant des négociations. Il voudrait peut-être vous donner des renseignements supplémentaires.

M. Tollefson: Monsieur le président, le ministre de la Justice a tout à fait raison: l'un des problèmes est certainement que notre financement a trait aux projets pilotes et non pas à l'établissement d'un tribunal permanent. La province de Québec bien sûr a déjà un système de tribunaux de famille. Cependant, des discussions avec le Québec ont eu lieu depuis quelques mois en vue de l'établissement de programmes expérimentaux dans son système. Jusqu'ici ces discussions n'ont pas abouti à des réalisations concrètes.

Mr. Marceau: Thank you. Mr. Minister, with reference to abortion, you said that a survey was not underway with a view to determining how the law was being applied. Does this study also aim at determining whether there has been any evolution in public opinion on the question of abortion? Is this study a technical study of a statute? Or is there also a mandate to study public opinion on abortion? It must be admitted that this is indeed a serious problem; but I have the impression that public opinion is evolving. When the law was passed in 1969, there was much hesitation. I wonder whether the public has not changed its opinion on abortion since then. Are you seeking through this study or in other ways to determine public opinion across Canada on the problem of abortion and the existing legislation?

M. Basford: La Commission Badgley est un comité technique qui doit analyser précisément, et selon des critères professionnels, la façon dont la loi est mise en application au Canada.

Une étude pour déterminer ...
ET je cite:
... Si la procédure prévue dans le code criminel pour l'obtention d'avortements thérapeutiques fonctionne de façon équitable au Canada.

Le mandat continue pendant deux pages, mais on n'analyse pas l'opinion publique à ce sujet. Cela ne fait pas partie de nos délibérations. Cela sera évident quand le rapport sera rendu public.

M. Marceau: D'accord, merci, monsieur le ministre.

Le président: M. McCleave puis M. Towers.

M. McCleave: Merci, monsieur le président. J'ai moi aussi quatre questions à poser mais je ne procéderai pas comme mon collègue.

Ma première portera sur une question de M. Lawrence, concernant l'affaire des juges, et, plus spécialement, sur la réponse du ministre affirmant que les juges disposent de pouvoirs très étendus par le biais de l'outrage au Tribunal. C'est peut-être vrai, mais il semblerait que l'avocat invité à représenter la Couronne, dans une affaire d'outrage au

[Text]

not been paid. This is Mr. Holden. Am I correct in that, that the federal government has not paid his bill and the provincial government has not paid his bill. Is this still the situation?

Mr. Basford: Well, I think you had better make it clear what judges we are talking about. The three judges that reported to Chief Justice Deschênes, none of them exercised their power of contempt. You are referring to Judge Mackay and his citation of Mr. Ouellet for contempt. We took the position that the case was closed. The sugar case was closed in front of him and the contempt occurred after the closing of the case and that contempt proceedings from there on in were a matter for the administration of justice and clearly the responsibility of the Province of Quebec, and that any bills resulting therefrom should be paid by the Province of Quebec. The position was also taken, of course, that the procedure for the appointment of counsel was that laid down by the Court of Appeal in British Columbia in the *United Fishermen and Allied Workers'* case, which laid down the procedures by which a judge should call upon counsel, namely, by reference to the provincial attorney general and the appointment of counsel.

Mr. McCleave: You have taken that position and the Province of Quebec says it was not a question of the administration of justice, so that in effect a judge, whether he proceeded rightfully or wrongfully, is not really the purpose of my questions this afternoon. The purpose of my question is simply this. If this should happen again and again and again, then judges would be inhibited from using the one power that the Minister pictures to us as a very strong power for the proper conduct of account.

Mr. Basford: I made it very clear in my letter to—I do not have the correspondence in front of me—either Judge Mackay or Mr. Holden, I forget which. I made it very clear in the opening or the second opening paragraph that obviously judges had to protect themselves and had the right, if they felt that they or their court or the process was being called into contempt, and obviously the need to take steps, and that is very fundamental.

Mr. McCleave: As long as they sent the bill to the provincial government.

Mr. Basford: The Province of Quebec has not taken the position that it is not a matter of administration. If I might paraphrase their position, that it is a matter for the administration of justice, but that being so, they have the right to the appointment of counsel, and in this case they were not consulted.

Mr. McCleave: So it is left in the position that somebody...

Mr. Basford: Excuse me. When the matter went to the court of appeal they in fact appointed counsel.

Mr. McCleave: So the court of appeal have now appointed counsel. Who will pay this bill?

Mr. Basford: The counsel retained will be paid by the Province of Quebec.

Mr. McCleave: So, it is still the Minister's contention, then, that Holden's bill should properly have been paid by the Province of Quebec?

[Interpretation]

Tribunal, n'a pas été payé. Je veux parler ici, évidemment, de M. Holden. Je vous demanderais donc s'il est vrai que ni le gouvernement fédéral ni le gouvernement provincial n'ont payé ces honoraires.

M. Basford: Vous devriez préciser de quel juge nous parlons. En effet, aucun des trois juges ayant fait rapport au juge en chef Deschênes n'ont usé de leurs pouvoirs en matière d'outrage. Vous voulez donc sans doute parler du juge Mackay, qui a accusé M. Ouellet d'outrage. Dans ce cas, notre position était que l'affaire était close. En effet, le procès des entreprises productrices de sucre était clos et l'outrage s'est produit après coup. De ce fait, la procédure d'outrage était purement et simplement une question d'administration de la justice et relevait donc clairement de la responsabilité de la province de Québec, en foi de quoi les honoraires devaient être payés par cette dernière. De plus, nous avons considéré que la procédure normale pour la nomination d'un avocat aurait dû être celle établie par la Cour d'appel de la Colombie-Britannique, dans l'affaire *United Fisherman* et *Allied Workers* c'est-à-dire quel juge fait appel à un avocat par l'intermédiaire du procureur général de la province.

M. McCleave: C'est là votre position, mais la province de Québec affirme qu'il ne s'agissait pas là d'une question d'administration de la justice. De toute façon, que le juge ait agi correctement ou non, là n'est pas l'objet de ma question. En effet, si ce genre de choses devait se reproduire, les juges hésiteraient beaucoup à faire usage de la seule arme qu'ils ont à leur disposition, comme l'a reconnu le ministre, pour faire respecter la procédure judiciaire.

M. Basford: J'ai précisé ma position dans une lettre adressée soit au juge Mackay, soit à M. Holden, je ne me souviens plus. J'y ai en effet affirmé, sans aucune ambiguïté, qu'il est évident que les juges doivent se protéger et ont donc le droit de prendre les mesures appropriées lorsqu'ils considèrent qu'un outrage est commis à l'égard du tribunal ou de la procédure judiciaire. Il s'agit là d'un principe fondamental.

M. McCleave: A condition qu'ils envoient la facture au gouvernement provincial?

M. Basford: Je dois vous dire que la province de Québec n'affirme pas qu'il ne s'agit pas d'une question d'administration de la justice. Si je puis paraphraser cette position, c'est la suivante: s'il s'agit bien d'une question d'administration de la justice, la province avait le droit de nommer l'avocat et n'a pas été consultée.

M. McCleave: On en reste donc au fait que quelqu'un...

M. Basford: Veuillez m'excuser. Lorsque la question a été en appel, c'est la province qui a nommé le procureur.

M. McCleave: Donc la cour d'appel a maintenant nommé le procureur. Qui paiera sa facture?

M. Basford: La province de Québec.

M. McCleave: Donc le ministre affirme toujours que les honoraires de M. Holden auraient dû être payés par la province de Québec?

[Texte]

Mr. Basford: It is my position that the judge involved, feeling that he was the object of contempt, should have—and this is clearly stated in my letter—requested the assistance of the Attorney General of Quebec for the appointment of counsel to prosecute the contempt proceedings.

• 1710

Mr. McCleave: I am thinking about a judge who may have made a mistake. Let us say that the judge did make a mistake, imagine the position that he is put in, in public. He cannot very well sue the Province of Quebec, requiring it to pay counsel fees—that I think would be the last thing that a judge would want to do. It seems to me that there should be some better way out than to try to decide this matter on constitutional niceties; whether it falls within the administration of justice or not. My own suggestion was going to be—if there is still any open mind on the subject at this level—to have it determined by the Bâtonnier of the Montreal Bar perhaps with the help of two other lawyers who could sit down and work it out themselves. It surely must be a subject of great comment at the Bar of the Province of Quebec.

Mr. Basford: Well, it would seem to me the proper person to settle the matter is he who bears political responsibility for the administration of justice within the province.

Mr. McCleave: I think the Minister's words about the judge having power to use contempt proceedings are pretty hollow in light of what has gone on here.

Mr. Chairman, may I turn to a second matter quickly on the abortion group that is reporting. A few months ago I received five or six or seven letters, almost all in identical terms but questioning whether the committee could be objective or not. I think this was probably part of an organized campaign—perhaps other members have also received a similar type of letter.

I was somewhat reassured by what the Minister has told us so far this afternoon. It would seem to be a three person group, primarily to report on the abortion practices and procedures as they are now—Mr. Thorson nods his head in agreement—carried out in the different provinces and territories. I gather this is so. Are these three people to bring their own opinions or their own recommendations? Are they simply to report discrepancies in practice or is there anything further to be done by them?

Mr. Basford: No, they are to report facts as they find them. It is not a Royal Commission recommending what the law should be. It is simply observing how the law is now operating and it will be up to us as parliamentarians, on the basis of that analysis and, I would hope, rational public debate to follow to determine what, if any, changes could be made either in the law or in the practice. So criticism comes from the fact that one of the members is alleged to have signed an advertisement that appeared in a number of journals in support of doctors for the repeal of the abortion law. My information is that her name was used in that advertisement without authority.

Mr. McCleave: That is a good statement to have on public record. I think this was perhaps the one point that disturbed my correspondents. I thank the Minister for that information.

[Interprétation]

M. Basford: Ma position est que le juge concerné, ayant considéré qu'il avait fait l'objet d'un outrage, aurait dû demander l'aide du procureur général du Québec pour la nomination d'un procureur, ce qui explique clairement ma lettre.

M. McCleave: Prenons le cas d'un juge qui aurait fait une erreur. Quelle serait alors sa position? Il ne peut évidemment pas tenter des poursuites contre la province, en exigeant qu'elle paie les honoraires de l'avocat. C'est sans doute la dernière chose que voudrait faire un juge. Il devrait donc être possible de régler cette question sans avoir recours à des arguties constitutionnelles. Si les responsables jouissent encore d'une certaine ouverture d'esprit, j'aimerais proposer que la question soit résolue par le bâtonnier du Québec, peut-être avec l'aide de deux autres avocats. Il est en effet urgent de régler cette question, qui doit faire l'objet de commentaires interminables au Barreau provincial.

M. Basford: Il me semble que la personne la mieux à même de régler ce problème est celle qui a la responsabilité politique de l'administration de la justice dans la province.

M. McCleave: Vos déclarations au sujet des pouvoirs des juges, en matière d'outrage au tribunal, ne seront que de simples coups d'épée dans l'eau si l'on ne met pas immédiatement un terme à ce conflit.

Ceci dit, j'aimerais passer à une seconde question, c'est-à-dire à la commission d'enquête sur l'avortement. Il y a quelques mois, j'ai reçu six ou sept lettres, presque identiques, de personnes se demandant si la commission pouvait être objective. Évidemment, ces lettres faisaient probablement partie d'une campagne organisée et d'autres députés en ont sans doute également reçues.

Je dois donc dire que j'ai été assez rassuré par ce que nous a dit le ministre, cet après-midi. Si je ne me trompe, cette commission, composée de trois membres, doit essentiellement faire rapport sur les coutumes et procédures actuelles, en matière d'avortement, dans les provinces et territoires. Je constate que M. Thorson m'approuve de la tête. Je vous demanderais donc si ces trois personnes doivent également faire des recommandations? Doivent-elles simplement faire rapport sur les coutumes ou doivent-elles aller au-delà?

M. Basford: Elles doivent simplement rapporter les faits tels qu'elles les constatent. Il ne s'agit donc pas d'une commission royale, ayant le pouvoir de recommander des amendements législatifs. Son objectif est simplement d'examiner l'application de la loi et il nous reviendra à nous, parlementaires, à la suite d'une analyse du rapport et d'un débat rationnel, de déterminer si la loi doit être modifiée ou non. Les critiques dont vous faites état viennent du fait que l'un des membres est censé avoir signé une réclame parue dans un certain nombre de journaux, appuyant des médecins réclamant l'abrogation sur la loi sur l'avortement. Mes informations sont que le nom de cette personne a été utilisé sans son autorisation.

M. McCleave: Je suis très heureux de vous l'entendre dire. Il s'agissait en effet d'une question qui préoccupait mes correspondants. Je vous remercie beaucoup d'avoir fait la lumière sur ce point.

[Text]

My third point arises out of the Law Reform Commission's report on criminal law and at the chapter following the questions raised by Mr. Woolliams called *Reorganizing the Criminal Code*, it draws the distinction between real crimes and regulatory offences and I simply want to commend the spirit of it. It was suggesting that anything that offended against the regulations should not really be treated as a serious crime, that the punishment for it should be by fine. I am not going to get into the gun control measure and the umpteen places in there where one can make regulations, I simply wanted to commend Judge Lamer and the others for that suggestion. It will be pursued when we have to deal with the problem of the sections in the proposed law that deal with regulations.

• 1715

I might say, Mr. Chairman, when the Minister talked about the good housekeeping legislation I would hope that when we have established that practice in our Parliament, and it has to be done sometime, when that day comes about and that legislation comes before your Committee, Mr. Chairman, and not before mine, something of a very serious nature, even if it were to be imported into the law originally by an Order in Council or a regulation, could find its way into, say, the Criminal Code as such by the good housekeeping legislation, so that initially, for example, one might be an offence punishable only by a fine but then later on it could be made the subject of much sterner punishment.

Finally, may I make this representation to the Minister, and it is simply this. I am one of those who would defend to the death the Minister's right to have a patronage list, to have lists of lawyers who are given specific assignments for prosecutions or the defences or the like, to take legal action on behalf of the government. I think these people have to be chosen by somebody and it is part of the fair spoils of politics. If they are not chosen by the Minister and his associates, they will be chosen by somebody else. At least with political patronage, Mr. Chairman, we are all accountable. Those of us around the table who have to go out and stick our necks above the trenches and get shot at every four years or so are accountable in that sense to the public as to who is picked for certain jobs, whereas the bureaucratic gentlemen across the way are not so accountable. BUT ...

Mr. Basford: I was wondering when that was coming.

Mr. McCleave: ... that is with a large capital B, a large capital U and a large capital T. The Minister knows what I am getting at because I have talked to him about it and I made a representation on it in the House before.

It has in recent years been the practice of the mortgage companies, the lenders, to go along with the lawyers who are chosen by those who come in to take out their mortgages, and since all bar associations have insurance funds against negligence operations, I think the mortgage companies are protected, the clients are protected and the public is protected, and my suggestion simply is that Central Mortgage and Housing Corporation fall into the same practice as, say, Nova Scotia Savings and Loan or Central and Nova Scotia Trust, or the like.

[Interpretation]

Ma troisième question concernera le rapport de la Commission de réforme du droit sur le code pénal et, plus spécialement, sur un chapitre intitulé «La réorganisation du code pénal». Dans ce chapitre, comme l'a indiqué M. Woolliams, la commission fait une distinction entre les crimes réels et les délits réglementaires, ce pourquoi je ne peux que la féliciter. Elle propose en effet que toute action constituant un délit à l'égard d'un règlement ne devrait pas être considéré comme un crime grave et que la peine ne devrait être qu'une amende. Sans rattacher cela au projet de Loi concernant le contrôle des armes à feu, je dois féliciter le juge Lamer et ses collègues d'avoir exprimé ce vœu. Je puis vous assurer que nous en tiendrons compte lorsque nous examinerons des projets de loi dont l'application est sujette à l'adoption de règlements.

J'aimerais maintenant parler de ce que le ministre appelle les lois correctrices qui, je l'espère, deviendront pratiques courantes au Parlement. J'espère en effet, monsieur le président, que ce genre de lois, nous permettra de modifier certaines dispositions d'autres lois et de remplacer, par exemple, une simple amende par une peine de prison, ou vice versa, si cela paraît justifié.

Pour terminer, monsieur le ministre, je vous dirais que je serais sans doute le dernier à vous contester le droit d'avoir une liste établie sur le favoritisme, c'est-à-dire une liste d'avocats auxquels peut faire appel le gouvernement pour certains travaux. En effet, ces personnes doivent bien être nommées par quelqu'un et le fait qu'elles soient nommées en fonction de leur allégeance politique me paraît constituer une des retombées normales de notre régime politique. De toute façon, si elles ne sont pas choisies par le ministre, elles le seront bien par quelqu'un d'autre. Avec le régime du favoritisme politique, nous sommes au moins tous responsables. En effet, nous sommes bien obligés de rendre des comptes, tous les quatre ans, et, dans ce sens, le public exerce au moins un certain contrôle. Si ce n'était pas le cas, les nominations seraient faites par les bureaucrates qui se trouvent de l'autre côté de la table et qui ne sont pas aussi redevables que nous de leurs actions. Cependant ...

M. Basford: Je me doutais qu'il y aurait un cependant.

M. McCleave: Et c'est un gros cependant. Le ministre sait de quoi je vais parler car nous en avons discuté, en privé et en Chambre.

Depuis certaines années, les sociétés hypothécaires tendent à accepter les avocats choisis par leurs clients et, puisque toutes les associations du Barreau sont assurées contre la négligence, elles sont parfaitement protégées, tout comme leurs clients. J'aimerais donc que la société centrale d'hypothèque et de logements adopte la même coutume, comme l'on fait des sociétés d'hypothèques du gouvernement de la Nouvelle-Écosse.

[Texte]

I have not talked, Mr. Chairman—and colleagues, too—I have not talked to any lending institution in Canada that does not follow out the practice now that when the borrower comes in and he has his own lawyer they will pick that lawyer. I am not suggesting that the patronage list be withdrawn in other places but I would suggest that for CMHC, that in any province at least where there is an insurance scheme involving the bar, CMHC accept, when the person comes in to make application for the mortgage, the lawyer for that particular borrower. Otherwise they are in the position sometimes of having two lawyers, their own lawyer and the one from the list that CMHC has, or they might say, “What is wrong with you?” to their own lawyer, which is a very hard thing to happen to a lawyer, and turf him out and go along with the person off the CMHC list.

So I make that plea. I know the Minister is a practical man and I would hope that some day he will be able to conquer these habits that have gone on I think just a little too long in this particular field.

Thank you.

Mr. Basford: I think a good many of the habits have changed already. Mr. Danson has made it clear that he is reviewing the matter further with the board of directors of CMHC to assure that there is not hardship done unto borrowers, but that at the same time the lender, which in this case is a Crown corporation, does in fact get good security. He is reviewing that situation in terms of the direct lending program.

With regard to the nonprofit associations, it has been CMHC policy for quite some time, where a non-profit association came and usually had an honorary solicitor or some person who was acting for them, it certainly was my practice when I was the head—and I understand that has continued—that if there were no question of confidence involved, that non-profit association was allowed to use their own solicitor for purposes of drawing the mortgage and doing the work.

• 1720

The Chairman: Thank you, Mr. McCleave.

Before going to Mr. Towers, I would like to try to clear up one factual question respecting the Badgley Commission. I am not quite clear whether this commission will or will not make recommendations. At one point you seemed to say they would make no recommendations but merely factual statements, but then you did use the word “recommend” with respect to their report.

Mr. Basford: Oh, I am sorry if there is any confusion. No, they will be making an analysis of how the law is operating, and not making recommendations as to how it should be changed.

The Chairman: Thank you, Mr. Towers.

Mr. Towers: Thank you, Mr. Chairman.

I would just like to pursue the line that Mr. McCleave touched upon and it has to do with the attitude of the Canadian public as it relates to justice. I am sure the Minister would agree with me when I say that there are many Canadians today who are actually wondering if there is such a thing left as justice. The estimates have gone up by 30 per cent. Criminal activities are increasing, probably by the same proportion, and the criminal seems to be becoming an added cost to the taxpayers. Though I realize this is outside the jurisdiction of the Department of Jus-

[Interprétation]

Je n'ai en effet rencontré aucun organisme de prêt canadien qui n'ait pas adopté cette coutume et, sans réclamer une suppression systématique des listes inspirée du favoritisme, je pense que dans le cas présent, la SCHL pourrait accepter les avocats des emprunteurs, tout au moins dans les provinces où les bureaux sont protégés par un régime d'assurance. Sinon, il y aura sans cesse des conflits entre les deux avocats, c'est-à-dire entre celui de la SCHL et celui de l'emprunteur, ce dernier voyant ses services rejetés de manière injustifiée.

Je sais que le ministre a le sens pratique très développé et c'est pourquoi je lui propose de mettre un terme à cette habitude, qui existe depuis trop longtemps.

Merci.

M. Basford: Je pense que beaucoup d'habitudes ont déjà changé. M. Danson lui-même a clairement affirmé qu'il examinait cette question en détails, avec le conseil d'administration de la SCHL, afin de s'assurer que les emprunteurs n'ont à faire face à aucune difficulté particulière tout en garantissant une certaine sécurité au prêteur, c'est-à-dire, dans ce cas, à la SCHL. Le ministre analyse donc cette situation dans le cadre des programmes de prêts directs.

En ce qui concerne les associations philanthropiques, la politique de la SCHL, depuis un certain temps, est d'accepter l'avocat de l'association. C'était la coutume que j'avais adoptée, lorsque j'étais responsable de ce secteur, et je crois savoir qu'elle n'a pas été modifiée. Lorsqu'il n'y a pas de question de confiance, l'association philanthropique a le droit d'utiliser son propre avocat pour rédiger les documents hypothécaires.

Le président: Merci, monsieur McCleave.

Avant de donner la parole à M. Towers, j'aimerais obtenir une précision concernant la Commission Badgley. Je n'ai en effet pas très bien compris si cette commission ferait ou non des recommandations. Vous sembliez dire qu'elle n'en ferait pas, mais, un peu plus tard, vous avez utilisé le mot «recommandera».

M. Basford: Je regrette qu'il y ait eu confusion à cet égard. La commission ne fera aucune recommandation et se limitera à une analyse de l'application de la loi.

Le président: Merci, Monsieur Towers.

M. Towers: Merci, monsieur le président.

J'aimerais revenir sur la question soulevée par M. McCleave, c'est-à-dire sur l'attitude générale du grand public en matière de justice. En effet, le ministre conviendra avec moi qu'un grand nombre de Canadiens se demande aujourd'hui si le principe de justice n'est pas un principe suranné. En effet, vos budgets augmentent de 30 p. 100, mais les activités criminelles augmentent sans doute de la même proportion, ce qui ne cesse de coûter de l'argent aux contribuables. Bien que ceci ne relève pas directement de votre compétence, vous savez sans doute que certains

[Text]

tice, those that are institutionalized are now being paid, even to the suggestion of the minimum wage, so they may be rehabilitated. There have even been suggestions made that there should be more prisons built for the criminals, to hold them.

Now this is my own opinion; if the Minister and perhaps other members of the department have other opinions, certainly I would like to hear them. But it would seem to me that the time is arriving when there will be far too many people put in jails, not only because of the cost but all too frequently, many of the younger persons who are put in there are subjected to a criminal relationship with a hardened criminal. I question whether you can ever rehabilitate them after they are institutionalized to that degree.

It would seem to me far better if the Department of Justice could come up with a different approach within the Criminal Code whereby the first-, second-, and third-offence people could repay that debt to society in some other way than by putting them in jail. I realize that in a great many cases there is an alternative; that the judge will possibly allow them to pay a fine. But after 30 days, if they do not pay the fine then they have to be picked up and carted off to jail. They know that. In a great many cases these people get to the stage whereby the only place they feel safe is within the walls of institutions.

Does the Minister see an opportunity in the future whereby these younger lawbreakers will be provided with the means of re-payment to society to help ease the load on the ordinary taxpayer?

Mr. Basford: Well, I agree totally with the thrust of your question, and I think Judge Lamer would. The report on sentencing that the Law Reform Commission has put out, which I mentioned in my statement, provides the answers to the thrust of your question.

First, there are diversion projects by which, we hope, people can be diverted from the criminal process before they get enmeshed in it. And second, providing sentencing alternatives other than jail and fine. Community work orders, by which, rather than going to jail for 30 days, you work in the community; restitution orders by which if you steal something you have to pay back the money. If you steal a car and wreck it, you have to pay that back.

• 1725

Many of those alternatives are available in the Code in one way or another if an imaginative judge wants to use them, but they are certainly not clearly expressed in the Code. I am not criticizing judges; what I would hope would be legislatively to point out these alternatives more clearly and make them more obvious to judges. But then, as I said in my statement and as the Law Reform Commission has said over and over again, this depends first on those community facilities being available. To order someone to work in the community requires having someone to supervise that the work in fact is done. Then you have to change the attitude of a lot of judges who traditionally have seen three remedies: a suspended sentence, jail or a fine. Within my limited jurisdiction, I would hope to amend the Code to at least signal these alternatives more clearly to the judges so that they would be used, and I would hope to raise with provincial attorneys general that they work to make these alternative facilities available in the community.

[Interpretation]

détenus reçoivent actuellement un salaire, afin qu'ils puissent se réinsérer dans la société. Certains recommandent même que ce salaire soit le salaire minimum. D'autres affirment qu'il faudrait construire beaucoup de prisons pour garder les détenus à l'ombre.

Pour ma part, et le ministre ne sera peut-être pas d'accord avec moi, il me semble que l'heure est maintenant arrivée où beaucoup trop de détenus sont en prison, ce qui coûte très cher à la collectivité et aboutit parfois même à des résultats contraires à ceux qui étaient prévus, ce qui est le cas de jeunes délinquants qui deviennent des criminels endurcis au contact de certains détenus. Pour cela, il est même possible de se demander, parfois s'ils pourront réintégrer la société, après leur séjour en prison.

Selon moi, il serait beaucoup plus positif de modifier le code pénal afin de permettre à ceux qui n'en sont qu'à leur premier, deuxième ou troisième délit de rembourser leur dette à la société de manière autre que par la prison. Certes, je sais que l'alternative existe déjà, dans un grand nombre de cas, et que les juges peuvent effectuer un choix entre une amende et une peine de prison. Cependant, généralement, lorsque l'amende n'est pas payée au bout de 30 jours, le coupable est quand même envoyé en prison. Certains d'entre eux en sont parfaitement conscients, et, s'ils ne paient pas leur amende, c'est parce qu'ils tiennent à aller en prison car ils ont l'impression que c'est le seul endroit qui leur offre une certaine sécurité.

Je demanderais donc au ministre s'il envisage d'offrir à ces jeunes délinquants d'autres méthodes pour rembourser leur dette à la collectivité, afin d'alléger le fardeau financier que supportent les contribuables.

M. Basford: Je dois dire que je suis tout à fait d'accord avec vos remarques, tout comme, certainement, le juge Lamer. De fait, le rapport sur la peine, déposé par la Commission de réforme du droit, répond déjà, en partie, à votre question.

Je puis ainsi mentionner les projets par lesquels nous espérons détourner les délinquants de la machine judiciaire, avant que celle-ci ne les dévore. De même, je rappellerai que, pour certains délits, les peines peuvent être autres que la prison ou l'amende. Il y a les ordres de travail dans la collectivité au lieu d'aller en prison pour 30 jours, les ordres de restitution selon lesquels il faut rembourser ce que l'on a volé. Ainsi, si vous volez une voiture et la démolissez, il faut la rembourser.

On trouve tous ces choix dans le Code mais de façon très discrète. Un juge qui a beaucoup d'imagination arrivera à les trouver. Je ne critique pas les juges, mais j'aimerais qu'on énonce plus clairement ces possibilités pour ne pas que les juges les ignorent. Mais, comme l'a répété maintes et maintes fois la Commission sur la réforme du droit, et comme je l'ai dit dans mon exposé, cela dépend des services que l'on trouve dans les collectivités. Si on ordonne à quelqu'un d'y travailler, il faut un surveillant. Il faut aussi modifier l'attitude de la plupart des juges, qui n'ont toujours trouvé que trois solutions: la condamnation avec sursis, la prison ou l'amende. Mon pouvoir est limité, mais j'espère modifier le Code de façon à signaler beaucoup plus clairement aux juges ces divers choix. Je veux aussi encourager les procureurs généraux des provinces à instaurer les services qui rendront ces choix possible.

[Texte]

I totally agree with the thrust of your question. To a great extent our jails are filled with nuisance criminals who are costing us a lot of money, and it is doing them no good.

Mr. Woolliams: Hear, hear! That is the way to think, Ron.

Mr. Towers: Further on that, Mr. Chairman, the Minister says the thinking of the judges would have to change. Expressing my own opinion again, maybe that needs to happen to a degree. However, I think, Mr. Minister, perhaps you are a little unfair with the judges when you make that statement; I think possibly it would be better if the members around this Committee changed their thinking to a degree too.

I could give you an example, sir, with regard to some legislation passed in the last Session having to do with, shall we say, false advertising and gimmickery in advertising, and the like. When the legislation was presented to this Committee, there was a maximum two-year prison sentence, through the wisdom of some of the members of this Committee—I will not name them, but it certainly was not those on this side of the House—it was increased to four years. It seems to me unfair to criticize the judges for putting in jail people who are not dangerous—and these people are not dangerous. I think only those people who are dangerous either to themselves or to other people should be put in jail. It would seem to me that the members of Parliament who are on the Justice Committee have also got to change their opinion in order to, shall we say, open the door so that the judges will have the opportunity of taking a new slant on this. Those people who offend the Canadian public by false advertising are not really an imminent danger to society, although perhaps consumers might have to be a little bit sharper in their purchasing tactics and so on. But certainly I feel very badly that the members of this Justice Committee saw fit to double that penalty by increasing the jail sentence from two to four years.

Would you have a comment to make on that?

Mr. Basford: I was not trying to criticize the judges—perhaps I will turn to Judge Lamer, who can criticize judges with impunity—as to their attitude. Undoubtedly, we all have to change our attitude on sentencing and put in place some different laws and some different institutions.

• 1730

Mr. Woolliams: Like gun control.

Mr. Basford: ... for example—may I take issue with you—on the question of misleading advertising. I was not part of that debate. I was some years ago in Consumer Affairs; it was I who got the campaign going against misleading advertising.

Some of the people that we charged—and I am not talking about the well-known retailers who fall into the trap that you are talking about—some of the advertisers that were charged and thankfully convicted were very much part of the criminal community. In one case I recall they were advertising something on a very direct program that was hazardous to the health of the people that were expected to buy their product.

The money that they were using and gaining was in every sense a criminal activity, not just a mistake of the clerk putting an ad in the paper. So, one has to be a little careful. Mr. Lamer may want to mention the criteria that they have set out for imprisonment in this recommendation.

[Interprétation]

Je suis tout à fait d'accord avec le fond de votre question. Nos prisons sont pleines de simples contrevenants, ce qui nous coûte très cher sans pour cela leur faire de bien.

M. Woolliams: Bravo. Vous êtes tout à fait de mon avis.

M. Towers: En outre, le ministre dit falloir changer la mentalité des juges. A mon avis, c'est nécessaire dans une certaine mesure. Toutefois, je le trouve un peu injuste vis-à-vis des juges et il vaudrait sûrement mieux que des membres du Comité modifient aussi légèrement leur façon de penser.

Je peux même vous donner un exemple. Il s'agit de la loi sur la publicité trompeuse ou frauduleuse qui a été adoptée au cours de la dernière session. Lorsqu'on a déposé le bill, la peine de prison maximale était de 2 ans, mais certains députés, que je ne nommerai pas et qui ne s'asseoient certainement pas de ce côté-ci, ont eu la sagesse de porter cette peine à quatre ans. Il me semble donc injuste de critiquer les juges qui envoient en prison des personnes relativement inoffensives. Seules les personnes dangereuses pour autrui ou pour elles-mêmes devraient être envoyées en prison. Les députés qui font partie du Comité de la justice doivent aussi adopter une nouvelle attitude si l'on veut que les juges expérimentent ces nouvelles solutions. Ceux qui choquent les Canadiens en faisant de la publicité trompeuse ne représentent pas un véritable danger pour la société quoique les consommateurs soient obligés d'être sur leurs gardes. Je n'étais certainement pas d'accord avec les membres du Comité de la justice qui ont jugé bon de doubler la peine d'emprisonnement.

Auriez-vous une remarque?

M. Basford: Je ne voulais pas critiquer les juges, je vais laisser cela au juge Lamer qui peut le faire sans craindre d'être puni. Nous devons tous voir sous un nouveau jour les condamnations et créer de nouvelles lois et de nouveaux établissements.

M. Woolliams: Comme le contrôle des armes à feu.

M. Basford: Je mets en doute ce que vous avez dit au sujet de la publicité trompeuse. Je n'ai pas participé à cette discussion. Il y a quelques années je faisais partie du ministère de la Consommation et c'est moi qui ai amorcé la campagne contre la publicité trompeuse.

Les personnes qui ont été accusées ... et je ne parle pas des détaillants très connus qui font l'erreur dont vous avez parlé ... certains des publicitaires qui ont été accusés et, Dieu merci, condamnés étaient vraiment des criminels. Je me souviens dans un cas qu'ils annonçaient un produit qui aurait été dangereux pour la santé de l'utilisateur.

Ils tiraient vraiment des profits d'une activité criminelle et il ne s'agissait pas d'une simple erreur de la part d'un commis. Il faudrait donc être prudent. M. Lamer veut peut-être mentionner les critères qui ont été fixés pour l'emprisonnement.

[Text]

Mr. Justice Lamer: Yes. Mr. Towers, I must say that I cannot agree with you that the dangerousness be the sole criterion for sending or not sending a man to jail. If I were to accept that, then we would have to say that the vast majority of all white-collar crimes would never be repressed so your imprisonment would be never resorted to in white-collar crimes.

We have said in the report that jail may be resorted to, may be justified, not must be resorted to, but may be justified only in three instances. The first instance is when there is dangerousness involved and we are talking to the future so that it is a form of deportation from the ambient community because we feel that to leave a person in the community would endanger it.

The second criterion is that of denunciation where there is no dangerousness, there are still some transgressions of our basic values that are such that they are deserving of a very firm denunciation and those values transgress on a great need of being reaffirmed in no uncertain way. Then the person must be—and it is practically a geographically physical thing—publicly sent to jail, which is not the same kind of jail as in a case of dangerousness. In the case of dangerousness jails is a place of keeping. Apparently that jail is much more important than in that second jail where you are sending him to the jail, publicly denouncing he has gone to jail.

Sometimes you have combinations of both because most offences that involve dangerousness do involve a degree, a portion of denunciation, so there is overlapping.

The third situation is what I have coined “contempt of society” where a person says, “I will not comply with an order either from a court or I will not pay the fine; I just do not pay my fines and I will not comply with the work order and I will not submit to any other form of intervention.” There comes a time when society either abolishes fines or when society either abolishes court orders or has to do something about it. I have coined that “the spanking”. It is a public spanking. I guess that years back, before jail came into being, that kind of conduct was deserving of being put in the commonplace, in the market, and left there for 12 hours with a dunce cap on his head or her head. We do not do that any more but we do sentence them to two or three days in jail.

Those are the three situations where jail is justified. I fully agree with you, Mr. Towers, if the purpose of sending a man to jail is to rehabilitate him; but now all the experts in the world agree that that is the wrong way to go about it and if you want to rehabilitate then you must not send him to jail, if that is what you want to do. However, I guess there are situations where society comes before the individual and where society says we will rehabilitate later on, but for the moment we must denounce, we must protect ourselves. I think I have answered the questions for you.

• 1735

Mr. Towers: I agree with the Minister or the judge, that whether the person is a white-collar worker or a white-collar person, if you want to call him that—let the act itself determine whether it is a hazard or not. If it is, then it is a hazard to society. Then I have no compulsion whatsoever of putting him in jail. But I hope it is something that is not lost sight of, because of the fact of the poor Canadian taxpayer who is still asking whether there is any justice in this society or not.

[Interpretation]

M. le Juge Lamer: Oui. Monsieur Towers, je ne suis pas d'accord avec vous que l'on ne doit emprisonner que les délinquants dangereux. S'il en était ainsi, on ne pourrait jamais emprisonner la grande majorité des gens qui commettent des fraudes.

Nous disons dans notre rapport que l'emprisonnement n'est justifié que dans trois cas seulement. Tout d'abord, lorsqu'il s'agit d'un crime dangereux, nous expulsions d'une certaine façon la personne de sa collectivité parce que nous estimons qu'elle pourrait lui nuire.

Deuxièmement, il faut dénoncer les cas où l'on enfreint des valeurs fondamentales qui doivent être confirmées sans aucune équivoque. C'est presque géographique, tout le monde doit savoir que cette personne sera emprisonnée, et ce n'est pas le même genre d'emprisonnement que dans le cas des délinquants dangereux. On se sert de l'emprisonnement pour enfermer les délinquants dangereux. Apparemment, ce genre d'emprisonnement est beaucoup plus nécessaire que le deuxième genre d'emprisonnement dont on se sert pour dénoncer une certaine conduite.

Il y a aussi une combinaison des deux, parce que la plupart des infractions à caractère dangereux doivent aussi être dénoncées, il y a donc un chevauchement.

J'ai appelé la troisième situation l'outrage à la société, c'est-à-dire lorsqu'une personne refuse d'observer une ordonnance ou de payer une amende. Elle refuse toute intervention. A un moment donné, la société doit soit supprimer les amendes ou les ordonnances des tribunaux, ou prendre des mesures efficaces. J'appelle cela le châtiment public. Il y a bien des années, avant l'avènement des prisons, lorsqu'une personne se conduisait de cette façon elle était abandonnée sur la place publique pendant 12 heures avec un bonnet d'âne sur la tête. Nous n'avons plus recours à ce genre de punition, mais nous les condamnons à deux ou trois jours d'emprisonnement.

Ce sont les trois cas pour lesquels l'emprisonnement est justifié. Je conviens entièrement avec vous, monsieur Towers, qu'on ne réhabilite pas quelqu'un en l'envoyant en prison. Tous les experts du monde estiment que c'est inutile et que si l'on veut réhabiliter quelqu'un il ne faut pas l'emprisonner. Cependant, dans certaines circonstances, la société l'emporte sur la personne et elle décide de réhabiliter le délinquant plus tard mais juge que pour l'instant, elle doit dénoncer ses agissements, elle doit se protéger. J'ai répondu à vos questions.

M. Towers: Je conviens avec le ministre et le juge qu'il faut se fonder sur l'acte commis pour décider si une personne est dangereuse ou non, que ce soit un ouvrier ou un cadre. Si elle est dangereuse pour la société, je ne m'oppose pas à ce qu'elle soit emprisonnée, mais j'espère qu'on n'oublie pas cela car le pauvre contribuable canadien se demande encore si la justice existe ou non dans notre société.

[Texte]

The Chairman: Gentlemen, I think that completes our examination of the Minister of Justice. We do not now have a quorum for putting the votes.

Mr. Woolliams: Perhaps we could leave that, Mr. Chairman, and at another stage we will have a quorum.

The Chairman: Yes. In any event, the Committee is adjourned until tomorrow at 3.30 p.m.

[Interprétation]

Le président: Messieurs, nous n'avons plus de questions à poser au ministre de la Justice. n'ayant pas le quorum, nous ne pouvons mettre aux voix les crédits.

M. Woolliams: Nous pourrions les mettre aux voix lorsque nous aurons un quorum.

Le président: Oui. De toute façon, la séance est levée jusqu'à demain 15h30.

APPENDIX "JLA-31"

STATEMENT BY THE MINISTER OF JUSTICE
TO THE STANDING COMMITTEE ON JUSTICE AND LEGAL AFFAIRS
ON CONSIDERATION OF JUSTICE 1976-77 MAIN ESTIMATES

GENERAL SUMMARY

The programs listed under Justice in the Main Estimates 1976-77 consist of the Administration of Justice Program, which provides for the operation of the Department, the Canadian Judicial Council, Judges' Salaries, Allowances and Annunities and Grants and Contributions, the Supreme and Federal Courts of Canada Program, the Law Reform Commission of Canada Program and the Tax Review Board Program. In total \$86.1 millions have been requested for 1976-77, an increase of \$18.0 millions over 1975-76. Most of the change is in the Administration of Justice Program with Judges Salaries and Allowances accounting for \$10.7 millions of the increase.

OBJECTIVES OF DEPARTMENT OF JUSTICE

The two principal objectives of the Department of Justice are to provide high quality legal services to the Government of Canada and to provide strong and creative legal policy initiatives in respect of the Canadian justice system.

Providing legal services as lawyer to the Crown involves the Department ultimately in virtually every important area of government activity. As the government's lawyer, the Department has the conduct of civil litigation and criminal prosecutions, the preparation of contracts and other commercial instruments, the interpreting of laws and advising of client departments, and the drafting of government legislation to name but some of the duties.

In addition to its legal services role, the Department also has a more general responsibility for the administration of justice which, in more recent years, has become one of active law reform with the goal of fostering laws and a legal system which are more accessible and intelligible to the public and more sensitive and responsive to the needs of citizens, particularly those in disadvantaged positions. The most visible manifestations of this policy have been the entry of the Department into a number of program activities which are outlined in our Estimates and the measures that are now underway to assess and carry out a number of recommendations emanating from the Law Reform Commission.

To realize its objectives, it is my responsibility as Minister to ensure that the Department is in a position to recruit and retain lawyers of the high quality necessary to carry out these tasks in an effective, efficient and timely manner. Any assistance members of the Committee may be able to offer to me in finding the additional lawyers I need, Mr. Chairman, will be most welcome.

LAW REFORM

My appointment as Minister of Justice last September occurred on the threshold of a very exciting period for law reform in Canada. Although the Federal Law Reform Commission had published numerous working papers over the last five years, the first final report containing actual recommendations to the Minister of Justice had not yet been submitted.

Nevertheless, in anticipation of receiving these recommendations, immediate steps were taken to establish appropriate machinery to deal effectively with the Commission's proposals and to implement those which could be of practical

value to our citizens. The position of Coordinator of Law Reform Implementation was established and filled within the Department of Justice. At a meeting with the Provincial Attorneys General last October, my counterparts agreed to designate similar coordinators in each of their departments as well, to ensure that the implementation of law reform proposals occurs in full cooperation and coordination with the provinces, particularly in areas where our respective constitutional responsibilities meet. These Coordinators have been appointed in each of the provinces and the system has proved to be a valuable network of communication in relation to the reform of our laws.

At the same meeting, I proposed to my counterparts that we meet again following receipt of the Commission's report on Family Law with a view to reaching agreement upon specific legislation which could be introduced in Parliament and the provincial legislatures as quickly as possible. Our officials have been actively working on this area from that time and of course the Commission's formal Report has now been received. On June 17th the proposed meeting will take place in Vancouver. I am hopeful that we will be in a position to make substantial progress towards family legislation which will give greater protection to and greater fairness to, the large number of Canadians who are directly affected by them.

Another major report which has been received from the Law Reform Commission is its report, in the form of a draft code, on the Law of Evidence. This is a complex and technical area of the law which comes into play in every criminal and civil trial. I have, therefore, established a deadline of one year for judges, lawyers, provincial governments and others to let me have their views as to the practical utility of the Commission's recommendations with respect to the Law of Evidence

have increasingly become a subject of discussion and debate at meetings of lawyers, prosecutors and judges throughout the country. The proposals are being put to the test of the experience of those who apply the existing rules in court on a day-to-day basis and, occasionally, alternative suggestions are emerging. By this time next year my officials will be sitting down and analyzing and synthesizing the best of the Commission's proposals as well as these reactions to them and drafting specific legislative changes which I propose to introduce to Parliament next year.

The Commission's proposals in relation to sentencing are very important, in my view. They argue that our whole approach to the sentencing of minor offenders has been largely ineffectual and even counterproductive. I am persuaded that it is time to change direction. The Commission's draft Sentencing Code provides a broad blueprint for achieving this shift in direction. However, it is necessary to translate these general proposals and goals into specific changes within our criminal justice system -- through changes in administrative practices, through education and through legislation. My officials are presently working out specific means of implementing the broad objectives of the Sentencing Report and I also expect to have legislative proposals before the House of Commons in this area as well in the coming year.

The question of delays in the criminal process of the pre-trial stage is one which has been of great concern to me. I, therefore, specifically requested to the Commission that it accelerate its work in relation to pre-trial "discovery" with a view to the possible abolition of the preliminary inquiry. My provincial counterparts have also agreed to discuss this subject at our June meeting and the Commission will be presenting

us with the concrete results of its studies in this area at that time. If substantial progress can be made in relation to the desirability of legislative changes, I would be prepared to present legislation to Parliament in this connection as well.

I have already referred a number of times to consultation and discussions with the provinces and the bar in relation to law reform. That is because I am convinced that reforms will not be successful unless all of those who must work within the system have had an opportunity to react to proposed changes. We can develop the neatest, most symmetrical systems on paper but if these do not take into account the practical realities of our legal system, our work may prove to be largely in vain.

I am pleased by some of the more recent efforts on behalf of the provincial governments and the bar to become involved in the reform of our laws. For example, in relation to the work on pre-trial discovery, a task force has been established to assist the Commission. It is composed of defense counsel, prosecutors, judges and police officers and will bring the benefit of years of practical experience to bear upon these problems. The President of the Canadian Bar Association, Mr. Irwin Dorfman, Q.C., of Winnipeg, has informed me that a committee of the Canadian Bar Association which had presented its views to the Commission in relation to the Law of Evidence (albeit at an advanced stage of the development of the proposals) is now preparing a detailed analysis of these proposals for consideration by us in course of preparing the ultimate legislation. Mr. Dorfman has also indicated that a similar committee has already been established to ensure a substantial input from the bar at the earliest stages of the development of the Commission's work in relation to Administrative Law.

However, the Department of Justice does not only react to proposals of the Law Reform Commission in relation to law reform and a number of important initiatives have been generated from within the Department as well. I would like to single out just one of these in particular and that is the "Housekeeping Bill" project. The members of this Committee are all familiar with the objects of this bill as well as the novel approach which the project has adopted in the accumulation of the subject matter for the bill. While the bill's content will tend to be "omnibus" and will not tend to have a great deal of public "sex appeal", I believe it will be an extremely valuable mechanism for eliminating anachronisms and inconsistencies in our body of statute laws and in keeping them abreast of changing conditions.

I have suggested that law reform involves more than legislative changes. It also involves making available, to those involved in the system, the necessary information and facilities to carry out their responsibilities in the best manner possible from the point of view of the members of the public who are affected by them. With these ultimate goals in mind, the Department of Justice has provided financial resources to the Canadian Judicial Council for the continuation of educational seminars for county, district and superior court judges. Approximately two months ago, the first formal program designed specifically for newly-appointed judges was held, also under the general supervision of the Canadian Judicial Council. By all reports, the program was extremely successful. The Department of Justice has also made sums available to the Canadian Association of Provincial Court Judges for the development of similar programs for this body of judges, who play such a major role in the administration of justice in Canada.

The Department of Justice has also initiated a program designed to assist the provinces in establishing family court pilot projects along the lines recommended by the Law Reform Commission in its working paper on Family Courts. The working paper had suggested that the federal government assist in the funding of pilot projects to test out certain theories with respect to the establishment of unified family courts where all family matters could be dealt with in one court. An important feature of such courts is the availability of strong support services including assessment, investigation, conciliation, legal and enforcement.

Discussions regarding projects have taken place with the provinces of Nova Scotia, Saskatchewan, Ontario and Manitoba and recently with Quebec and Newfoundland. It is hoped to have pilot projects launched in St. Boniface and Hamilton this year.

This year the Department of Justice has budgeted \$400,000 for pilot projects and hopes to operate the program for another four years during which time several projects could be in operation. The projects will be carefully evaluated by both the federal and provincial authorities with a view to providing information on how unified family courts can best be established and operated.

NATIVE PEOPLES PROGRAMS

It is clear from the statistics that people of Native ancestry have a disproportionately high rate of conviction both for crimes and provincial offences. The problem has many facets, and it cannot be resolved by any one federal department.

The Department of Justice believes that the problem is frequently attributable on the one hand to a lack of understanding of the law and the legal system by the Native people, and on the

other hand to a lack of understanding of Native problems and values by those charged with the administration of justice - the judiciary, the Bar and the police. It also believes that the lack of Native involvement in the administration of justice must contribute to a sense of alienation from the system.

During the last four years, in cooperation with the provinces, the Department of Justice has developed three programs to improve communications between Native people and the criminal justice system, and to reduce distrust by encouraging Native people to become involved in the system. They are:

a) A Native Courtworker Program, the purpose of which is to provide native defendants in our criminal courts guidance and information concerning the problems associated with their case. Cost-shared agreements for native courtworker programs are in existence with four provinces and the two Territories.

b) A program to encourage native people to enter into the legal profession. The program provides funds for students to attend an eight week pre-law course at the University of Saskatchewan plus attendance at the regular law course in any one of Canada's law schools.

c) A program of providing information about the law for native people. This program consists of meetings between magistrates and native people. The purpose of these meetings is to provide a forum in which native people and members of the judiciary can discuss problems and points of view relating to the justice system. Also, in 1976-77 in cooperation with the Government of Manitoba the Department is undertaking an experimental liaison worker project which will involve the development of training courses and workshops about the law and the legal system, particularly for native community leaders. In addition, in cooperation with the Government of Saskatchewan special seminars are being planned for the members of the judiciary, police, probation workers, etc who work in the areas where there are a large number of native population.

NORTHWEST TERRITORIES AND YUKON TERRITORY

I should like to say a few words about the Northwest Territories and the Yukon Territory and the role that my Department is playing there.

First of all by way of background, I might just remind you that pursuant to amendments made by Parliament in 1970 to the Northwest Territories Act and the Yukon Act, many of the administration of justice functions previously carried out by my Department were transferred to the Territorial Governments. Since that time, my Department has performed only the criminal prosecution function and, of course, we retained the authority to appoint Superior Court Judges in the same way as we do in the provinces. In addition to that, however, my officials have assisted the Territorial Governments whenever asked to do so in carrying out these additional responsibilities.

Recently my Deputy Minister and one of my Assistant Deputies and I accompanied Mr. Justice Morrow on a Court circuit in the Eastern Arctic. That was probably Mr. Justice Morrow's last Eastern Arctic circuit because, as I think you know, he will cease to be the Judge of the Northwest Territories Supreme Court on May 28th and Mr. Calvin F. Tallis, Q.C., of Saskatoon will be taking his place. Mr. Justice Morrow, however, will continue as a Deputy Judge of the Northwest Territories Supreme Court and a member of the Northwest Territories Court of Appeal in addition, of course, to his being a member of the Court of Appeal of Alberta. I should like to take this opportunity to say publicly how grateful I am for the lengthy period during which Mr. Justice Morrow served as the "Judge of the North". This, as you know, is not the easiest judicial position in the country, and indeed, having been on circuit with Mr. Justice Morrow, I know that he has suffered some hardships but, none

the less, has brought justice to the people of the Northwest Territories in a most efficient and dedicated way.

The volume of work for the Department of Justice in the Northwest Territories has increased substantially in the last few years not only on the criminal prosecution side but also on the civil side with the opening in the Territories of offices of other Federal Government Departments and agencies. Because of this, the Department of Justice office in Yellowknife was recently designated a Regional Office of the Department with the responsibility of performing the full range of legal services for the Federal Government in the same way as the Department's other Regional Offices in the provinces.

About a year ago, at the request of the Eskimo organization, Inuit Tapirisat, my Department agreed to pay 75% of the cost of operating a Legal Services Centre in Frobisher Bay; the Territorial Government to pay the balance of 25%. I decided that this Legal Services Centre should be funded for at least one more year on the same basis as last year and I might just add that I was delighted to have had an opportunity to visit the Centre when I was in Frobisher Bay. The Centre provides much needed legal services throughout a large part of the Eastern Arctic and, in addition, is attempting to carry out a worthwhile legal education program for the native peoples. During the course of this calendar year, officers of my Department will be making an evaluation of the Frobisher Bay Legal Services Centre and, at the same time, will be reviewing the Legal Aid Scheme that has been in effect in the Northwest Territories since August, 1971. This study will also include a review of the Courtworker Program in the Northwest Territories with a view to determining whether the Legal Services Centre concept and the Courtworker Program should be amalgamated in some way with the Legal Aid Scheme. The Legal Aid Scheme in the Northwest Territories is a comprehensive plan that is designed to provide

legal services in both criminal and most civil matters and the cost is shared between my Department and the Territorial Government on a 50-50 basis, with a \$70,000 a year limit on our contribution. So far as the Courtworker Program is concerned, we share the cost of that with the Territorial Government and this program, which is designed to assist native peoples who are in conflict with the law to better understand their position and the system, seems to be working well.

The last program I want to mention that we have operating in the Northwest Territories is Compensation for Victims of Violent Crime. This is another shared cost program with the Territorial Government that has been in effect since June 1, 1975 and to which my Department, subject to certain maxima, contributes 75% of the total amount of awards paid each year.

With reference to the Yukon Territory, we have an agreement with the Territorial Government for a Courtworker Program which is operated through the Friendship Centre in Whitehorse. My Department pays one-half the cost of that Program.

We also assist non-status native students to attend a law school of their choice and I am pleased to be able to say that there are two persons from Whitehorse participating in this program. Both are attending law school, one having finished first year and the other, I believe, has now completed law school.

We also have a program in the Yukon for Compensation for Victims of Violent Crime and I hope that during the course of the next few months we shall have a comprehensive Legal Aid Scheme in the Yukon Territory. My officers have been discussing this matter for some considerable time with the officials of the Territorial Government but no plan has yet been agreed upon. I recently made another proposal to the Commissioner of the Yukon

Territory for a Legal Aid Scheme similar to that in effect in the Northwest Territories and I am hopeful that this will result in a comprehensive scheme being put into effect in the very near future.

APPENDICE «JLA-31»

DÉCLARATION DU MINISTRE DE LA JUSTICE AU COMITÉ PERMANENT
DE LA JUSTICE ET DES QUESTIONS JURIDIQUES POUR L'ÉTUDE
DES PRINCIPALES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE
POUR 1976-77

SOMMAIRE

Les programmes énumérés sous la rubrique "Principales prévisions budgétaires du ministère de la Justice pour 1976-1977" sont les suivants: le programme d'administration de la justice qui s'occupe du fonctionnement du Ministère, du Conseil canadien de la magistrature, des traitements, indemnités et pensions des juges ainsi que des subventions et participations financières, le programme des Cours suprême et fédérale du Canada, le programme de la Commission de réforme du droit du Canada et le programme de la Commission de révision de l'impôt. Au total 86,1 millions de dollars ont été demandés pour 1976-1977, soit une augmentation de 18 millions de dollars par rapport à 1975-1976, dont 10,7 millions de dollars imputables aux traitements et indemnités des juges, c'est-à-dire au programme d'administration de la Justice.

OBJECTIFS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Les deux principaux objectifs du Ministère sont de fournir des services juridiques de haute qualité au gouvernement du Canada et, à l'égard du système juridique canadien, de susciter des initiatives valables de réforme.

Le fait de fournir des services juridiques à titre d'avocat de la couronne engage, en fin de compte, le Ministère dans presque tous les domaines d'activité du gouvernement. En tant qu'avocat du gouvernement, le Ministère assure la conduite des contestations civiles et des poursuites criminelles, la préparation des contrats et autres documents commerciaux, l'interprétation des lois et les services de conseils aux ministères clients ainsi que la rédaction de la législation gouvernementale, pour ne citer que quelques unes de ses tâches.

En plus de fournir des services juridiques, le Ministère

a la responsabilité générale d'administrer la justice, administration qui, au cours de ces dernières années, s'est transformée en une véritable réforme du droit ayant pour objectif d'élaborer des lois et un système juridique simplifiés, plus accessibles au public, plus sensibles et plus adaptés aux besoins des citoyens et en particulier des citoyens les plus défavorisés. Cette politique s'est manifestée surtout par la participation du Ministère à un certain nombre de programmes, énumérés dans nos prévisions budgétaires, et par un certain nombre de mesures actuellement à l'essai pour évaluer et appliquer les recommandations de la Commission de réforme du droit.

Pour réaliser ces objectifs, j'ai le devoir, en tant que Ministre, de garantir au Ministère le recrutement d'avocats de haut calibre qui l'aideront à mener à bien ses tâches de façon rapide et efficace. M. Le Président, j'accueillerai avec plaisir toutes les suggestions que le Comité pourra me faire pour trouver les avocats supplémentaires dont j'ai besoin.

LA RÉFORME DU DROIT

Ma nomination au poste de ministre de la Justice, en septembre dernier, est survenue au seuil d'une passionnante époque de réforme du droit au Canada. Bien que la Commission fédérale de réforme du droit ait publié de nombreux documents de travail au cours des cinq dernières années, le premier rapport définitif contenant ses véritables recommandations au ministre de la Justice n'a pas encore été présenté.

Néanmoins, en prévision de ces recommandations, des mesures ont été immédiatement prises pour mettre en place l'appareil nécessaire à l'application des propositions de la Commission et, en particulier, de celles représentant une valeur pratique pour les citoyens. Le ministère de la Justice vient de créer et de combler le poste de coordonnateur de l'application de la réforme du droit. En octobre dernier, lors d'une réunion avec les procureurs généraux des provinces, mes homologues ont consenti à créer un poste semblable dans leur ministère respectif, pour veiller à ce que l'application des propositions de réforme se fasse avec la collaboration des provinces et en coordination avec

elles, particulièrement dans les domaines où nos responsabilités constitutionnelles respectives se rejoignent. Ces coordonnateurs ont été nommés dans chaque province et le système s'est avéré un réseau efficace de communication.

Lors de la même réunion, j'ai proposé à mes collègues de nous rencontrer à nouveau, après réception du rapport de la Commission sur le droit de la famille, afin de s'entendre sur une législation précise qui pourrait être déposée au plus tôt devant le Parlement et devant les législatures provinciales. Depuis, nos fonctionnaires travaillent activement en ces domaines et nous avons reçu le mois dernier le rapport officiel de la Commission. La réunion proposée aura lieu à Vancouver le 17 juin. J'espère que nous serons en mesure d'aboutir à d'importants progrès pour formuler, sur le droit de la famille, une législation qui garantisse une plus grande protection et une plus grande justice à un grand nombre de Canadiens directement concernés.

Nous avons également reçu de la Commission de réforme du droit un autre rapport tout aussi important, sous forme de projet de code, sur le droit de la preuve.

Il s'agit d'un domaine complexe et technique du droit qui entre en jeu dans chaque procès civil ou criminel. J'ai, par conséquent, fixé un délai d'un an aux juges, avocats, gouvernements provinciaux et autres, pour me faire connaître leur opinion sur l'utilité pratique des propositions de la Commission. Je suis heureux de constater qu'à la suite de cela, les recommandations de la Commission sur le droit de la preuve ont fait l'objet de discussions et de débats aux réunions d'avocats, de procureurs et de juges à travers le pays. Les propositions sont mises à l'essai par ceux qui appliquent quotidiennement les règles existantes dans les tribunaux et, en même temps, d'autres suggestions émergent. L'année prochaine, à la même époque, mes fonctionnaires seront en train de faire l'analyse et la synthèse des meilleures propositions de la Commission ainsi que celles des réactions auxquelles elles ont donné lieu; nous rédigerons ensuite des modifications précises à la législation que je me propose de soumettre au Parlement l'année prochaine.

Les propositions de la Commission sur la détermination de la peine sont, à mon avis, très importantes. Elles soulignent que notre façon d'envisager la détermination de la peine à l'égard des délinquants mineurs s'est montrée des plus inefficaces et même des plus veines. A mon avis, il est temps de changer d'orientation. Le projet d'un code de détermination de la peine fournit matière à la réalisation de ce changement de direction. Il est toutefois nécessaire de transformer ces propositions et objectifs généraux en termes précis et de les introduire dans notre système de justice criminelle par le biais de changements dans les pratiques administratives, par le biais de l'éducation et de celui de la législation. Mes fonctionnaires travaillent actuellement à mettre au point les moyens d'appliquer les objectifs généraux du rapport sur la détermination de la peine; je prévois également déposer l'année prochaine devant la Chambre des communes des projets de loi en ce domaine.

La question des retards au niveau de la procédure préalable aux procès criminels m'a beaucoup préoccupé. C'est pourquoi, j'ai tout particulièrement demandé à la Commission d'accélérer les travaux sur "l'enquête" préalable au procès afin, éventuellement, d'abolir l'enquête préliminaire. Mes homologues provinciaux ont également consenti à discuter de ce projet lors de notre réunion de juin et la Commission nous présentera les résultats concrets de ses études en ce domaine. à ce moment-là. Si d'importants progrès peuvent être réalisés quant au souhait de voir intervenir des modifications législatives je suis également prêt à soumettre au Parlement une législation sur le sujet.

J'ai déjà souligné maintes fois la nécessité de consultations et de discussions avec les provinces et le barreau car je suis convaincu que la réforme du droit ne pourra réussir que si ceux qui travaillent au sein du système ont l'occasion de réagir aux modifications proposées. Nous pouvons élaborer sur papier les systèmes les plus parfaits mais s'ils ne tiennent pas compte des réalités concrètes de notre système juridique nous risquons de travailler pour rien.

Je suis heureux des efforts récents qu'ont entrepris les gouvernements provinciaux et le barreau pour participer à la réforme du droit. Par exemple, en ce qui concerne l'enquête préalable au procès, un groupe de travail a été constitué pour aider la Commission. Il se compose d'avocats de la défense, de procureurs, de juges et d'officiers de police qui mettront en commun leurs années d'expérience pour discuter de ces problèmes. Le président de l'Association du barreau canadien, M. Irwin Dorfman, c.r., de Winnipeg, m'a appris qu'un comité de l'Association qui avait présenté un rapport à la Commission relativement au droit de la preuve (à un stade avancé des propositions) préparait actuellement une analyse détaillée de ces propositions qu'il nous soumettrait pour étude au moment de mettre au point la législation définitive. M. Dorfman a également souligné qu'un comité semblable avait déjà été créé pour concrétiser l'apport du barreau au premier stade de l'élaboration des travaux de la Commission sur le droit administratif.

Toutefois, le ministère de la Justice ne fait pas que réagir aux propositions de la Commission de réforme du droit, il est lui-même à l'origine d'importantes initiatives en matière de réforme du droit. J'aimerais en souligner une en particulier; il s'agit d'un projet de "loi correctrice". Les membres de ce Comité connaissent bien l'objet de ce projet ainsi que la nouvelle méthode adoptée pour accumuler la documentation nécessaire. Bien que le contenu de ce projet de loi tende à ressembler à celui d'un bill "omnibus" et qu'il ne représentera pas beaucoup d'intérêt pour le public, je crois qu'il s'agit là d'un mécanisme extrêmement valable pour tenir nos lois à jour et éliminer les annacrolismes et les incompatibilités qu'elles contiennent.

J'ai suggéré que la réforme du droit aille au-delà des modifications législatives. Elle implique également que l'on mette à la disposition de ceux qui font fonctionner le système les renseignements et les instruments nécessaires pour accomplir leur tâche de la meilleure façon possible, et ce du point de vue du public puisque c'est lui qui est concerné. Compte tenu de ces objectifs ultimes,

le ministère de la Justice a fourni au Conseil canadien de la magistrature les moyens financiers de poursuivre les séminaires de formation des juges des cours de comté, des cours de district et des cours supérieures. Il y a environ deux mois, s'est tenu le premier programme conçu tout spécialement pour les juges nouvellement nommés, sous la haute direction du Conseil canadien de la magistrature. Tous les rapports révèlent le succès du programme. Le ministère de la Justice a également mis à la disposition de l'Association nationale des juges de cours provinciales des sommes pour la création de programmes semblables à l'intention de ces juges qui jouent un rôle important dans l'administration de la justice au Canada.

Le ministère de la Justice a également lancé un programme pour aider les provinces à créer des projets pilotes de tribunaux de la famille conforme aux directives de la Commission de réforme du droit énoncées dans son document de travail sur le tribunal de la famille. Ce document suggère que le gouvernement fédéral aide à financer de tels projets pilotes pour mettre à l'essai certaines théories sur la création de tribunaux de la famille unifiés qui régleraient toutes les questions touchant au droit de la famille. Ces tribunaux, et c'est l'une de leurs caractéristiques, disposent de services complémentaires spécialisés très efficaces, notamment de services de réception, d'orientation et de conciliation, de services juridiques et de services d'exécution.

Des discussions relatives à ce genre de projet ont eu lieu avec les provinces de Nouvelle-Ecosse, de Saskatchewan, d'Ontario et du Manitoba et, récemment, avec celle de Québec et de Terre-Neuve. On espère lancer cette année des projets pilotes à Saint-Boniface et à Hamilton.

Cette année, le ministère de la Justice a prévu au budget \$400,000 pour les projets pilotes et espère poursuivre ce programme pendant encore quatre (4) ans. Les projets seront soigneusement étudiés tant par les autorités fédérales que provinciales dans le but de recueillir des renseignements sur la façon dont on pourrait créer et faire fonctionner ces tribunaux unifiés de la famille.

Programmes pour les autochtones

Les statistiques démontrent clairement que chez les autochtones, le pourcentage de condamnations tant pour actes criminels que pour infractions provinciales est plus élevé que la moyenne canadienne. Les causes de ce phénomène sont trop nombreuses pour que la solution puisse émaner d'un seul ministère fédéral.

Le ministère de la Justice est d'avis que souvent le problème résulte d'une incompréhension: d'une part, celle des autochtones à l'égard de la loi et du système judiciaire, d'autre part, celle de l'administration de la justice - magistrature, barreau et police - à l'égard des problèmes et du système de valeurs des autochtones. Le ministère estime, en outre, que le fait que les autochtones ne participent pas à l'administration de la justice contribue à créer chez eux l'impression qu'un gouffre les sépare du système.

Au cours des quatre dernières années, le ministère de la Justice avec la collaboration des provinces a instauré trois programmes pour améliorer les rapports entre les autochtones et le système judiciaire criminel et pour enrayer la méfiance des autochtones en encourageant leur participation au système.

Les voici:

a) de programme d'assistance judiciaire aux autochtones qui a pour objet de procurer aux autochtones accusés devant nos tribunaux de juridiction criminelle les conseils et les renseignements dont ils ont besoin. Le fédéral a conclu des accords de partage des frais relatifs à ce programme avec quatre provinces et les deux Territoires.

b) Un programme pour encourager les autochtones à accéder au barreau. Des fonds sont remis à des étudiants pour suivre un cours de préparation au droit de huit semaines à l'Université de Saskatchewan, suivi d'un cours de droit dans l'une des facultés de droit du Canada.

c) Un programme d'information juridique, à l'intention de la population autochtone. Il s'agit de rencontres entre des juges et des autochtones pour discuter de problèmes et de questions d'ordre

juridique. En plus, le ministère, avec la collaboration du gouvernement manitobain, mettra en oeuvre en 1976-77 un projet pilote pour agents de liaison qui comprendra l'élaboration de cours de formation et d'ateliers sur la loi et le système judiciaire, destinés surtout aux dirigeants des communautés autochtones. Nous préparons également avec la collaboration du gouvernement de la Saskatchewan, des réunions d'études à l'intention de la magistrature, de la police, des personnes s'occupant de libérations conditionnelles, et autres, qui travaillent dans les régions où la population autochtone représente un groupe important.

LES TERRITOIRES NORD-OUEST ET LE YUKON

Permettez-moi de vous dire quelques mots sur les territoires du Nord-Ouest et le Yukon et sur le rôle qu'y joue mon ministère.

Pour bien vous situer dans le contexte, je voudrais, en premier lieu, vous rappeler que conformément aux modifications que le Parlement a apportées, en 1970, à la Loi sur les territoires du Nord-Ouest et à la Loi sur le Yukon, nombre des fonctions relatives à l'exercice de la justice et assumées auparavant par mon ministère ont été transmises aux autorités territoriales. Depuis lors, celui-là remplit seulement les fonctions en matière de poursuites criminelles, et, bien entendu, nous sommes toujours autorisés, comme pour les provinces, à désigner les juges de la Cour supérieure. D'autre part, mes fonctionnaires prêtent leur concours aux autorités territoriales, chaque fois qu'elles leur demandent de les aider à assumer ces autres responsabilités.

Il n'y a pas longtemps, mon sous-ministre, l'un des sous-ministres adjoints et moi-même avons accompagné M. le juge Morrow dans une tournée des tribunaux des régions orientales de l'Arctique. Or, c'était là probablement la dernière tournée de l'honorable Morrow dans cette partie du pays, car, comme vous le savez probablement, le 28 mai prochain, M. Calvin F. Tallis de Saskatoon, c.r., le remplacera à titre de juge de la Cour suprême des territoires du Nord-Ouest. Néanmoins, l'honorable Morrow occupera les fonctions de juge suppléant à la cour

prémentionnée, sans compter qu'il appartiendra à la Cour d'appel des territoires du Nord-Ouest, en plus de faire partie de la Cour d'appel de l'Alberta. Je voudrais profiter de l'occasion pour remercier publiquement le juge Morrow d'avoir oeuvré si longtemps à titre de "magistrat du Nord". Comme chacun le sait, ce n'est pas un poste de tout repos. Étant donné que j'ai accompagné l'honorable Morrow dans sa tournée, je suis à même de dire qu'il a dû traverser certaines épreuves, mais il ne s'en est pas moins dévoué à la cause des habitants des Territoires d'une façon des plus fructueuses.

Ces dernières années, le volume de travail que doit supporter le ministère de la Justice dans les territoires du Nord-Ouest a augmenté sensiblement tant en matières criminelles qu'en matières civiles, par suite de l'ouverture dans cette partie du pays de bureaux d'autres ministères et organismes fédéraux. Voilà pourquoi notre bureau de Yellowknife est devenu récemment le bureau régional officiel de la Justice et s'est vu charger de dispenser, au nom du gouvernement fédéral et au même titre que les bureaux régionaux des autres provinces, tous les services juridiques habituels.

Il y a un an environ, à la demande de l'organisme esquimaux Inuit Tapirisat, mon ministère a accepté d'assumer 75 p. 100 des frais d'exploitation d'une clinique juridique mise sur pied à Frobisher Bay, les autorités territoriales supportant l'autre quart. J'ai pris la décision de renouveler la subvention accordée pour au moins une autre année et, ajouterai-je, je suis très heureux d'avoir eu l'occasion de visiter la clinique.

Celle-ci organise des services juridiques indispensables dans une grande partie des régions orientales de l'Arctique, sans compter qu'elle s'efforce de mettre en train un programme fort précieux pour renseigner les autochtones sur le droit. Au cours de la présente année civile, des fonctionnaires de mon ministère procéderont à l'évaluation des résultats obtenus par cette clinique tout en analysant le régime d'aide juridique en vigueur dans les Territoires depuis août 1971. Cette évaluation comportera en plus une analyse du programme des conseillers aux autochtones auprès des tribunaux appliqué dans le Nord-Ouest, aux fins de déterminer s'il n'y aurait pas lieu d'incorporer au régime les services dispensés par la clinique et les conseillers. En effet, l'aide juridique organisée dans les Territoires consiste en un système souple, destiné à la prestation des services à la fois en matières criminelles et civiles, dont mon ministère et les autorités territoriales assument les frais à parts égales, notre participation annuelle se limitant à 70 000 \$. Pour ce qui est du programme des conseillers aux autochtones auprès des tribunaux, il permet d'aider les autochtones ayant des démêlés avec la justice à mieux comprendre le système et la conjoncture dans laquelle ils se trouvent. Il semble bien fonctionner, et nous en assumons les frais en partie.

Enfin, un dernier programme auquel nous participons dans les Territoires, c'est celui de l'indemnisation des victimes d'actes criminels, en vigueur depuis le 1^{er} juin 1975.

Ici encore, il y a partage des frais, et mon ministère, sous réserve de certains maximums, supporte 75 p. 100 des indemnités totales versées chaque année.

En ce qui concerne le Yukon, nous avons conclu un accord avec les autorités gouvernementales aux termes duquel un programme de conseillers aux autochtones auprès des tribunaux est mis en train par le biais du Centre d'accueil de Whitehorse, programme dont le ministère absorbe la moitié des frais.

Nous accordons également une aide financière aux autochtones non inscrits de manière à leur permettre de faire des études de droit dans une université de leur choix, et je suis heureux de vous annoncer que deux étudiants originaires de Whitehorse bénéficient d'une telle aide, dont l'un doit entrer en deuxième année et l'autre, si je ne m'abuse, vient de terminer son cours.

Il existe également au Yukon un programme d'indemnisation des victimes d'actes criminels, et nous souhaitons y instaurer un régime d'aide juridique embrassant tous les services. Depuis un certains temps déjà, mes fonctionnaires discutent de la question avec les autorités gouvernementales, mais, jusqu'à maintenant, nous ne sommes convenus d'aucun système. Il n'y a pas longtemps, j'ai soumis au commissaire du Yukon un autre projet de régime, régime semblable à celui en vigueur dans les territoires du Nord-Ouest, et je souhaite qu'il en résultera l'instauration dans un avenir rapproché d'un système souple et vaste.

WITNESSES—TÉMOINS

From the Law Reform Commission of Canada:

Justice A. Lamer, Chairman

From the Department of Justice:

Mr. E. A. Tollefson, Director, Programs and Law Information Development Section.

De la Commission de réforme du droit du Canada:

Justice A. Lamer, Président.

Du Ministère de la Justice:

M. E. A. Tollefson, Directeur, Programmes et informations juridiques.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 55

Wednesday, May 26, 1976

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 55

Le mercredi 26 mai 1976

Président: M. Mark MacGuigan

Government
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Justice and Legal Affairs

RESPECTING:

Bill C-83, Criminal Law Amendment
Act (No. 1), 1976.

WITNESSES:

(See back cover)

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Justice et des questions juridiques

CONCERNANT:

Bill C-83, Loi de 1976 modifiant
le droit pénal, n° 1.

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session
Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la
trentième législature, 1974-1975-1976

STANDING COMMITTEE ON JUSTICE
AND LEGAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

Vice-Chairman: Mr. Yvon Pinard

Messrs.

Anderson	Gilbert
Caouette (<i>Villeneuve</i>)	Guay (<i>Lévis</i>)
Fairweather	Hnatyshyn
Fox	Korchinski
Friesen	Lachance

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE
ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

Président: M. Mark MacGuigan

Vice-président: M. Yvon Pinard

Messieurs

Loiselle (<i>Chambly</i>)	Poulin
Marceau	Robinson
McCleave	Towers
Olivier	Woolliams—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Lois A. Cameron

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Wednesday, May 26, 1976:

Mr. Friesen replaced Mr. Lawrence
Mr. Anderson replaced Mr. Stanbury

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mercredi 26 mai 1976:

M. Friesen remplace M. Lawrence
M. Anderson remplace M. Stanbury

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, MAY 26, 1976
(61)

[Text]

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 3:38 o'clock p.m. this day, the Vice-Chairman, Mr. Pinard, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Anderson, Caouette (Villeneuve), Friesen, Gilbert, Korchinski, Loisel (Chambly), Marceau, McCleave, Pinard, Poulin, Robinson, Towers and Woolliams.

Other Members present: Messrs. Alexander and Milne.

Witnesses: From the Canadian Black Powder Federation: Mr. Alan W. Roy, Spokesman. *From the Canadian Guild of Antique Arms Collectors:* Mr. John James Wardlaw, Q.C., Chairman, Firearms Legislation Committee; Mr. Paul Murray, Director. *From the Lower Canada Arms Collectors Association:* Mr. John Kirton, President; Mr. André Gibeault, Treasurer and Mr. John Belton, Secretary General. *From the Ontario Arms Collectors Association:* Mr. A. E. Chapman, Chairman, Legislation Committee, Mr. Bruce Burden, Q.C. Member; Mr. D. A. Stewart, Halifax, Nova Scotia. *From the Service Rifle Shooting Association:* Mr. Gavin K. Watt, President.

The Committee resumed consideration of Bill C-83, An Act for the better protection of Canadian society against perpetrators of violent and other crime (Criminal Law Amendment Act (No. 1), 1976.).

On Clause 2

The witnesses made statements and answered questions.

In accordance with the order of the Committee made on Tuesday, April 27, 1976, the briefs presented to the Committee by the Canadian Black Powder Federation, the Canadian Guild of Antique Arms Collectors, the Lower Canada Arms Collectors Association, the Ontario Arms Collectors Association, Mr. D. A. Stewart of Halifax, Nova Scotia and the Service Rifle Shooting Association are printed as Appendices to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See Appendices JLA-32, JLA-33, JLA-34, JLA-35, JLA-36, JLA-37).

In accordance with the order of the Committee made on Wednesday, May 19, 1976, the brief presented to the Committee by the Correctional Law and Legal Assistance Project of Queen's University is printed as an Appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See Appendix JLA-38).

At 6.29 o'clock p.m. the Committee adjourned until 9.30 o'clock a.m. on Thursday, May 27, 1976.

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 26 MAI 1976
(61)

[Traduction]

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 15 h 38 sous la présidence de M. Pinard (vice-président).

Membres du Comité présents: MM. Anderson, Caouette (Villeneuve), Friesen, Gilbert, Korchinski, Loisel (Chambly), Marceau, McCleave, Pinard, Poulin, Robinson, Towers et Woolliams.

Autres députés présents: MM. Alexander et Milne.

Témoins: De la «Canadian Black Powder Federation»: M. Alan W. Roy, représentant. De la «Canadian Guild of Antique Arms Collectors»: M. John James Wardlaw, C.R., Président, Comité de la législation sur les armes à feu; M. Paul Murray, Directeur. *De l'Association des Collectionneurs d'armes du Bas-Canada:* M. John Kirton, Président; M. André Gibeault, Trésorier; M. John Belton, Secrétaire général. *De l'Ontario Arms Collectors Association:* M. A. E. Chapman, Président, Comité de la législation. M. Bruce Burden, C.R.; M. D. A. Stewart, Halifax (Nouvelle-Écosse). *Du «Service Rifle Shooting Association»:* M. Gavin K. Watt, Président.

Le Comité reprend l'étude du Bill C-83, Loi pour mieux protéger la société canadienne contre les auteurs de crimes violents et autres crimes (Loi de 1976 modifiant le droit pénal, n° 1).

Article 2

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

Conformément à l'ordre de renvoi du Comité du mardi 27 avril 1976, les mémoires présentés au Comité par la Canadian Black Powder Federation, la Canadian Guild of Antique Arms Collectors, l'Association des collectionneurs d'armes du Bas-Canada, l'Ontario Arms Collectors Association, M. D. A. Stewart d'Halifax, Nouvelle-Écosse et la Service Rifle Shooting Association, sont joints aux procès-verbal et témoignages de ce jour. (Voir appendices JLA-32, JLA-33, JLA-34, JLA-35, JLA-36, JLA-37).

Conformément à l'ordre de renvoi du Comité du mercredi 19 mai 1976, le mémoire présenté au Comité par les responsables du Projet de droit correctionnel et d'aide juridique de l'Université Queen, est joint aux procès-verbal et témoignages de ce jour (Voir appendice JLA-38).

A 18 h 29, le Comité suspend ses travaux jusqu'au jeudi 27 mai 1976, à 9 h 30.

Le greffier du Comité

William C. Corbett

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Wednesday, May 26, 1976

[Text]

The Vice-Chairman: Order, please, gentlemen. It was agreed that the Chairman be authorized to hold meetings, to receive and authorize the printing of evidence when a quorum is not present, provided that representatives of two parties are present. As representatives of two parties are present, we will proceed.

I would like at the beginning to introduce the distinguished witnesses of this afternoon. First, to my right, from the Canadian Black Powder Federation, Dr. Alan W. Roy; followed by Mr. John James Wardlaw from the Canadian Guild of Antique Arms collectors; and then from the Lower Canada Arms Collectors Association, Mr. John Kirton, President, and Mr. André Gibeault, Treasurer; from the Ontario Arms Collectors Association, Mr. A. E. Chapman; then, Mr. David A. Stewart from Halifax; and from the Service Rifle Shooting Association, Mr. Gavin K. Watt and Mr. Edward J. Anderson.

The briefs from all these organizations or individuals were distributed to all members of the Committee. The briefs will be appended to today's *Minutes of Proceedings and Evidence* as per agreement of the Committee on April 27, 1976.

It was agreed that an opening statement would be made by a representative of each organization, limited to 10 minutes. After those statements are made, there will then be a question period. If members of the organizations not sitting at the table wish to answer, then they may come to the table to answer. There is one exception, for the Lower Canada Arms Collectors Association, who have asked to have each of two spokesmen speak for five minutes, one in English and the other one in French. So that will not add any time to our schedule.

So we will start immediately with the opening statement of Mr. Alan Roy of the Canadian Black Powder Federation, Mr. Roy.

Dr. Alan Roy (Canadian Black Powder Federation): Thank you, Mr. Chairman. Ladies and gentlemen, the brief we are submitting today is entitled, "Analyses and Suggested Amendments to Bill C-83," and it is a statement of five pages. Since you have a copy of that I will not read it, but I would like to talk a little bit about the objectives and, if I have time, some specific amendments I would like to see in Bill C-83.

The Canadian Black Powder Federation is testifying to day for basically two reasons. We would like to explain to the Committee the special status of black powder muzzle-loading shooters in Canada. Secondly, we would like to suggest amendments and changes to Bill C-83 as it pertains to firearms.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mercredi 26 mai 1976

[Interpretation]

Le vice-président: A l'ordre, s'il vous plaît, messieurs. Il est convenu que le président est autorisé à tenir des séances, à recevoir et à autoriser l'impression des témoignages, en l'absence de quorum, pourvu que les représentants de deux partis soient présents. Puisque les représentants de deux partis sont présents, nous allons commencer.

J'aimerais d'abord présenter les distingués témoins qui comparaitront cet après-midi. D'abord, à ma droite, de la *Canadian Black Powder Federation*, M. Allan W. Roy; viennent ensuite M. John James Wardlaw de la *Canadian Guild of Antique Arms Collectors*; et, de l'Association des collectionneurs d'armes du Bas-Canada, M. John Kirton, président et M. André Gibeault, trésorier; ensuite, de la *Ontario Arms Collectors Association*, M. A. E. Chapman; M. David A. Stewart, de Halifax; et de la *Service Rifle Shooting Association*, M. Gavin K. Watt et M. Edward J. Anderson.

Les mémoires de tous ces organismes ou particuliers ont été distribués à tous les membres du Comité. Ils seront annexés aux *Procès-verbaux et témoignages* de la séance d'aujourd'hui comme en a convenu le Comité le 27 avril 1976.

On a convenu qu'un des représentants de chaque association ferait une déclaration préliminaire, qui se limiterait à dix minutes. Une fois ces déclarations prononcées, on passera à la période des questions. Si certains membres des organismes ne siègent pas à la table et désirent répondre à une question, ils peuvent se rapprocher de la table pour répondre. Nous avons fait une exception, pour l'Association des collectionneurs d'armes du Bas-Canada; elle a en effet demandé que deux de ses représentants prennent la parole pour cinq minutes, le premier en anglais et le suivant en français. Cela ne devrait donc pas allonger la durée de la séance.

Nous commencerons donc immédiatement par la déclaration préliminaire de M. Allan W. Roy de la *Canadian Black Powder Federation*. Monsieur Roy.

M. Alan Roy (Canadian Black Powder Federation): Merci, monsieur le président. Mesdames et messieurs, le mémoire que nous présentons aujourd'hui est intitulé «Analyses et modifications proposées au Bill C-83»; c'est une déclaration de cinq pages. Comme vous en avez un exemplaire, je ne la lirai pas, mais j'aimerais parler un peu des objectifs et, s'il me reste du temps, de certaines modifications précises que nous aimerions voir apporter au Bill C-83.

La *Canadian Black Powder Federation* comparaît ici aujourd'hui essentiellement pour deux raisons. Nous aimerions expliquer au Comité la situation spéciale des tireurs du Canada qui se servent d'armes à poudre noire chargées par le canon. Deuxièmement, nous aimerions proposer des modifications au Bill C-83 en ce qui a trait aux armes à feu.

[Texte]

First of all, there are four basic objectives of the Canadian Black Powder Federation. It is to encourage the understanding and use of black powder firearms as pioneer tools and to promote the appreciation of these arms as objects of Canadian folk craft.

Secondly, to promote the recreational use of black powder arms and replicas, including old time shoots and re-creation of authentic costumes. The emphasis here is on the activity of actually shooting the arm.

Thirdly, to encourage firearm safety through the development of a more thorough knowledge of firearm actions and types, as well as with the components required to shoot competently black powder firearms.

I liken this sport to that of archery in its primitiveness and also in its obsolescence.

As far as amendments and changes to Bill C-83 are concerned, we would like to suggest three specific amendments in line with black powder shooting. Black powder arms should be exempt from all federal firearm restrictions, as is recognized in the United States. Secondly, black powder and percussion caps should not be restricted from or impeded in sales in Canada. Thirdly, provision might be considered for promoting this type of recreational shooting in gun associations, and any of the amendments to Bill C-83 or in future legislation.

• 1545

Basically we support the idea of a licencing program. However, the licencing program should be consistent with the absolute right to own and use private property according to the laws of the land, and when I say the laws of the land, I am referring to legislation passed through our Parliamentary system through a debate process. I will pick up on that at a later point.

If we go to the analysis and suggested amendments to C-83, on pages 2 and 3 we deal with specific clauses of the bill. Essentially on pages 2 and 3 we are dealing with problems as we see them through definition of terms and we are suggesting that the definitions as they stand will create more problems than they will solve.

I have noticed in previous minutes of your meetings that Colonel Nicholson has dealt with many of the things that we are talking about here, and I am not going to go over them again.

I must say, too, that the Canadian Black Powder Federation agrees with most of the statements and suggestions that Colonel Nicholson put forward on behalf of the Canadian Wildlife Federation.

The obvious ones that have been brought up in the past are the idea that a steel pipe can be interpreted as a firearm or an empty cartridge case laying on the street can be interpreted as a component of ammunition and, therefore, should be handled in a certain way. We feel that this will create a number of problems for Canadians.

[Interprétation]

Disons d'abord que la *Canadian Black Powder Federation* a quatre objectifs essentiels. Elle désire encourager les gens à comprendre et à utiliser les armes à feu à poudre noire en leur qualité d'outils des pionniers et promouvoir l'administration de ces armes à titre d'objets d'artisanat populaire canadien.

Deuxièmement, elle désire promouvoir l'utilisation, comme matériel de loisir, des armes à poudre noire et de leurs répliques, par le recours, entre autres choses, à des concours de tir à la mode d'antan et la reproduction de costumes d'époque. Évidemment, l'activité qui nous intéresse le plus est l'utilisation de ces armes pour le tir.

Troisièmement, nous désirons encourager toute mesure de sécurité en ce qui a trait aux armes à feu par la propagation de la connaissance du fonctionnement et des genres des armes à feu, ainsi que des éléments nécessaires pour tirer de façon compétente avec des armes à feu à poudre noire.

Je pense que ce sport ressemble à celui du tir à l'arc, du fait qu'il est presque aussi primitif et tout autant dépassé.

En ce qui concerne les modifications au Bill C-83, nous aimerions proposer trois modifications précises ayant trait au tir avec des armes à feu à poudre noire. Ces armes devraient être exemptées de toutes les restrictions fédérales sur les armes à feu, comme c'est le cas aux États-Unis. Deuxièmement, il faudrait qu'il n'y ait aucune restriction ou interdiction de vente au Canada en ce qui concerne la poudre noire et les amorces. Troisièmement, il faudrait envisager la prise de dispositions en vue de promouvoir ce genre de tir de loisir dans les associations de tir, que cela soit par des modifications au Bill C-83 ou dans toute loi ultérieure.

Foncièrement, nous sommes en faveur de ce programme d'émission de permis. Cependant, il faut respecter le droit absolu de propriété privée selon les lois qui régissent l'endroit, c'est-à-dire selon le système parlementaire et le processus des débats. Je reviendrai plus tard sur ce dernier point.

Dans l'analyse et les modifications proposées au Bill C-83, aux pages 2 et 3, nous traitons de définitions et nous prétendons que les définitions actuelles créeront plus de problèmes qu'elles n'en résoudront.

J'ai remarqué dans les comptes rendus précédents de vos séances que le colonel Nicholson a traité de toutes sortes d'aspects qu'on trouve ici et, par conséquent, je ne reviendrai pas là-dessus.

Je dois dire aussi que la *Canadian Black Powder Federation* est d'accord avec la plupart des déclarations et propositions avancées par le colonel Nicholson au nom de la Fédération canadienne de la faune.

Ainsi dans le passé on a prétendu qu'un tuyau d'acier pouvait être une arme à feu ou qu'une douille de cartouche vide pouvait être une partie de munition et par conséquent devaient être traités de telle façon. Nous pensons que cette façon de voir les choses créera de nombreux problèmes pour les Canadiens.

[Text]

On page 4 the search and seizure clauses: we feel that a great amount of discretion is left to the officers and people who will enforce these particular regulations. We feel that because so much discretion has been left to the officers more consideration should be put forward for defining the actual regulations and the rules that a person would have to comply with in relation to someone's coming into a home and seizing something.

We feel that there is a problem also that the Governor in Council can decide on a whole host of definitions, and deal with things such as licencing, the fees of licences, and can actually put arms on a prohibited list.

We feel that this is too important to be left to the mechanism of Governor in Council. In fact, this should be defined before the House of Commons should be debated and set right in the legislation. We feel that it cannot be left to the discretion of the Governor in Council at a future date. We want guarantees now as to what the intention of the government is on this particular clause.

The licencing process needs more tightening up, and again I refer to Colonel Nicholson's statements made on behalf of the Canadian Wildlife Federation. He was very explicit in his recommendations there.

There are some places in the bill where the onus falls on the accused to prove that he has not tampered with a registration number on a gun or he has not made a false statement on an application for a licence. This disturbs me a little bit, because the basic philosophy of our law is that we are innocent until proven guilty, and from the point of view of human rights and legal rights, these clauses seem to create a problem.

• 1550

I will give an example of what I am trying to say. If a document were brought to the attention of the police implying that a person made a false statement on an application for a licence, that person would automatically be guilty of making a false application and he would have to prove that the piece of evidence presented to the police was, in fact, false, if it was.

There are at least three things that I see that the Governor in Council has left open to him to pass regulations on that has a serious implication to the use and ownership of firearms in this country. He can place a firearm on a prohibited list and we have no indication at this point in time what types of firearms will be placed on that list. He can set a licence fee that could be very high and indirectly place restrictions on firearms and he can set regulations on the storage and display of firearms which is not set out in the legislation.

I would like to address a question to the Committee at this point and specifically to Mr. Poulin, the Parliamentary Secretary to the Solicitor General. Is it the intention of this government through the Governor in Council to place all hand guns on the prohibited list for the general public of Canada in the future? We would like to go on record as asking this question and, if possible, I would like the government to go on record as stating their intentions at this point, because there are many Canadians who have expressed reservations specifically on this topic and they are just not sure of the intention of this government and specifically the intention of C-83 on this point.

[Interpretation]

A la page 4 où il est question de saisie et de perquisition, nous pensons qu'on laisse beaucoup de discrétion aux agents et aux personnes chargées de mettre en application ces règlements. Nous pensons que, compte tenu de cette latitude laissée aux agents, on devrait songer à définir davantage les règlements que doivent suivre les gens lorsque l'on vient se saisir de quelque chose chez eux.

Nous pensons aussi que le fait que le gouvernement en conseil peut décider de toutes sortes de définitions, comme la question d'émission de permis, des droits des permis, et de mettre des armes sur une liste des armes interdites, présente un problème.

Nous pensons qu'on ne doit pas laisser au gouverneur en conseil la liberté d'établir les mécanismes et que c'est la Chambre des communes qui en fait devrait définir et établir par loi ce mécanisme. Nous voulons avoir des garanties sur les intentions du gouvernement dans le cadre de cet article.

Le processus d'émission des permis doit être renforcé, et là aussi je me réfère aux déclarations faites par le colonel Nicholson au nom de la Fédération canadienne de la faune. Ses recommandations étaient très claires.

Dans certaines dispositions du bill, le fardeau de la preuve retombe sur l'accusé, lorsqu'il s'agit par exemple d'une falsification de numéro d'inscription de l'arme à feu ou lorsqu'il y a fausse déclaration lors de la demande de permis. Cela m'inquiète un peu, car le principe de notre loi est que l'on est innocent jusqu'à ce que l'on prouve le contraire et, du point de vue des droits de l'homme et des droits juridiques, l'article semble créer des difficultés.

Je vais vous donner un exemple de ce que je veux dire: lorsqu'on attire l'attention de la police sur un document où il est question d'une personne qui a fait une fausse déclaration lors de la demande de permis, cette personne est considérée automatiquement coupable d'avoir fait une fausse déclaration et elle doit prouver que la preuve présentée à la police était en fait fausse.

Il me semble que le gouverneur en conseil peut adopter des règlements de 3 façons et ceci a des conséquences graves pour l'utilisation et la propriété des armes à feu au pays. Il peut, par exemple, mettre une arme à feu sur une liste d'armes interdites et nous ne savons pas pour l'instant quelles sont les armes à feu qui pourraient être placées sur cette liste. Il peut établir un droit de permis fort élevé et, indirectement, restreindre ainsi l'utilisation des armes à feu, et il peut établir des règlements pour l'entreposage et l'exposition des armes à feu, règlements qui ne sont pas prévus dans la loi.

Je voudrais donc demander maintenant au Comité et particulièrement à M. Poulin, le secrétaire parlementaire du Solliciteur général, si le gouvernement a l'intention, par le truchement du Gouverneur en conseil de mettre tous les pistolets sur la liste des armes interdites à l'avenir? Je veux que cette question soit consignée au compte rendu et que le gouvernement précise ses intentions à ce sujet. Car il y a de nombreux Canadiens qui ont indiqué leurs objections dans ce cas et je ne sais pas pour l'instant quelle est l'intention du gouvernement et l'intention du Bill C-83.

[Texte]

I think I will leave it at that. We have produced a criticism of individual clauses to C-83 and I will entertain any questions in relation to those amendments that were suggested.

The Vice-Chairman: Thank you very much, Mr. Roy. The next witness is Mr. John James Wardlaw from the Canadian Guild of Antique Arms Collectors.

Mr. John James Wardlaw (Canadian Guild of Antique Arms Collectors): Thank you, Mr. Chairman. Gentlemen, you already have copies of my brief, so pursuant to your rules, I will keep it to a short statement.

We again are requesting a special status for antique arms and our purpose is to achieve amendments to the legislation so that the owners are exempt from licensing and the guns are exempt from any requirement for a registration certificate.

I think perhaps it is important, first, that you recognize what we mean when we say an antique gun. In the brief that you have received, you have seen pictures of them and you have received our definition. The definition that we suggest to you is on page 15 of our brief which, if I may review it briefly with you, reads:

Antique firearm includes any firearm using the matchlock, wheellock, flintlock, miquelet lock, snaphaunce lock, baltic lock or percussion cap systems of ignition or any combination of such systems manufactured prior to 1850.

Secondly, any firearm that is loaded through the muzzle of its barrel or from the front of the cylinder and which uses black powder as a propellant and a percussion cap as an ignition system manufactured prior to 1889.

Thirdly, any antique, curio or relic designated by the Governor in Council under Section 106.8 (1) (h) any part that forms a part of an antique firearm or is used in its restoration, but it does not include any firearm that was originally designed to use metallic cartridges.

You have seen the pictures; may I show you what I have in mind?

• 1550

This is a wheel lock. Why would you register that? This is a snaphaunce. Why would you register that? I have no objection to you gentlemen handling them provided you do not snap the triggers.

Mr. Robinson: Have they all been proved?

Mr. Wardlaw: They were proved in their day for the powders that were then used, but they would not be any good for today's powder; they would blow apart. Many of them would even blow apart with 19th-century black powders—at least we are afraid they would.

This is a miquelet lock. Why would you think of registering that? This is another miquelet lock from Russia. Why would you think of registering that? A flintlock from Germany. A percussion cap lock from England. This is the most recent of them. This would be circa 1830. The others are all substantially before 1800, this one probably dating from the early sixteen-hundreds. That is what we are talking about.

[Interprétation]

Je m'arrête donc ici; nous avons critiqué des articles en particulier du Bill C-83 et je suis prêt à répondre aux questions qu'on me posera à ce sujet.

Le vice-président: Merci beaucoup, monsieur Roy. Notre prochain témoin est M. John James Wardlaw de la *Canadian Guild of Antique Arms Collectors*.

M. John James Wardlaw (Canadian Guild of Antique Arms Collectors): Merci, monsieur le président. Messieurs, vous avez reçu mon mémoire, donc d'après vos règlements, je me limiterai à une courte déclaration.

Nous voulons à nouveau que ces armes qui constituent des antiquités soient placées dans une classe spéciale et, à cette fin, nous voulons modifier la loi afin que les propriétaires n'aient pas besoin d'obtenir de permis et afin que les armes à feu n'aient pas besoin de certificat d'enregistrement.

Je crois qu'il est important dès le début de reconnaître ce que nous voulons dire par antiquité. Dans le mémoire que vous avez reçu, vous avez vu des illustrations et notre définition. La définition que nous vous proposons se trouve à la page 15 de notre mémoire qui se lit ainsi:

Les armes à feu considérées comme antiquités comprennent toutes les armes à feu fonctionnant avec une platine à mèche, à roulette, à silex, à miquelet, à mousqueton, à baltic ou à système de mise à feu par amorce percutante ou utilisant toute combinaison de systèmes de ce genre et fabriquées avant 1850.

Deuxièmement, toute arme à feu qui est chargée par la bouche du canon ou par la bouche du cylindre et pour laquelle on se sert de poudre noire comme charge propulsive et qui utilise une amorce à percussion pour sa mise à feu et qui a été fabriquée avant 1889.

Troisièmement, toute arme considérée comme antiquité, curiosité ou souvenir et désignée par le Gouverneur en conseil en vertu de l'article 106.8(1)(h) ou toute pièce utilisée pour la restauration de ladite arme à feu, mais sont exclues les armes à feu qui ont été conçues à l'origine pour servir avec des cartouches en métal.

Vous avez vu les photos, mais je vais vous montrer les vrais objets.

Ceci est une platine à rouet. A quoi bon l'enregistrer? Ceci est un mousqueton. A quoi bon l'enregistrer? Je suis d'accord, messieurs, pour que vous les regardiez de plus près, à condition que vous n'appuyez pas sur la gachette.

M. Robinson: Toutes ces armes ont-elles été validées?

M. Wardlaw: Oui, pour le type de poudre qu'elles utilisaient à l'époque; cependant elles ne servent à rien avec la poudre d'aujourd'hui car elles éclateraient. Nous craignons même que beaucoup de ces armes n'exploient avec de la poudre noire du 19^e siècle.

Ceci est une platine à silex de type espagnol. A quoi bon l'enregistrer? Voici une autre platine du même genre qui nous vient de Russie. A quoi bon l'enregistrer? Ceci est une platine à silex d'Allemagne et ceci est une platine à percussion d'Angleterre. C'est le modèle le plus récent puisqu'il a été fabriqué aux environs de 1830. En effet, les autres ont été fabriqués bien avant 1800, ce modèle datant certainement du début du 17^e siècle. Ce sont les objets dont je veux vous parler.

[Text]

The first point with reference to these, gentlemen, is that I suspect that we already have an exemption for these items under Section 82(2) of the present act, which deals with arms that have a muzzle velocity of less than 500 feet a second. The problem is: we do not know. We do not have it within our knowledge that we can definitely point to powders that were designed or used at that time. We cannot put a bullet in them and fire them to find out what the muzzle velocity is.

Second, even if we could find it, you would have a great deal of difficulty convincing any owner of these older guns to allow them to be proofed because their investment in them is too great. These older ones are prior to the period my friend was talking about. They are collectors items; they are not shooting items. The metal becomes brittle over the centuries and, as I indicated before, the 19th-century powders are more powerful than the 17th-century black powders.

A further point I want to make about these particular arms is this. As pointed out in our brief, I wrote to the commanding officers of the RCMP in every province of this country. I wrote to the Inspector General of the Quebec Provincial Police; the Commissioner of the Ontario Provincial Police; the top legal authorities in each of the provinces; the forensic laboratory, which Mr. Anderson is a member of, in Ontario.

Their statistics were hazy but they had no recollection whatever of any crime being committed involving the use of any of these arms, with any accidental wounding with the use of these arms, or accidental death relating to these arms. Some of them disagreed with my approach but they still had no statistics on these three points which, I suggest, are the important ones. I asked them to go back 50 years. They could not go back 50 years because their records did not go that far.

It seems to me that the third argument and the most simplistic argument that can be put against us is: granted everything you say is true; why should you not be registered? I suggest that although that may seem simple and convincing, it is rather foolish. The first reason I suggest that it is foolish is because it is a waste of time. Surely the police and the civil servants have something better to do than go around licensing guns that have no history of crime or injury to the person or to others. Second, I refer you to a possible injustice, and this possible injustice is a very real thing. I refer those of you who are lawyers to the recent decision of *Sullivan v. the Earl of Caithness* which appears in the 1976 volume 1 All England Reports, at page 844.

• 1600

The firearms act of 1968 in England requires a renewal of a permit just as proposed section 106.3(1) does in the bill. In this particular case the Earl had three weapons—granted they were not antiques—which he stored at his mother's home. He forgot to renew his licence. Now that is what happened: he forgot to renew his licence. They continued to be stored at his mother's home. He did not use them.

I do not know if it was an informant that was able to share half the fine or whether it was a civil servant that discovered that he failed to renew, but that is what happened. An information was laid against him. Now he had to say something, O.K.? So he said to the magistrate or the

[Interpretation]

Tout d'abord, je pense, mais je n'en suis pas sûr, que ces objets sont déjà exemptés conformément à l'article 82.2 de la loi actuelle qui porte sur les armes dont la vitesse initiale est de 500 pi. par seconde. Or, le problème est que nous n'en sommes pas sûrs. Nous ne pouvons pas déterminer exactement le type de poudre qui était utilisé à cette époque. Nous ne pouvons pas charger ces armes pour savoir quelle est leur vitesse initiale.

Deuxièmement, même si on pouvait le faire, vous auriez beaucoup de mal à convaincre les propriétaires de ces armes antiques de vous autoriser à valider ces armes car ils y ont été fabriqués avant la date mentionnée par mon collègue tout à l'heure. Ce sont donc des pièces de collection qui ne servent absolument pas. Le métal s'effrite au cours des siècles et, comme je l'ai déjà dit, les types de poudre du 19^e siècle sont beaucoup plus puissants que les types de poudre noire du 17^e siècle.

Je voudrais également vous indiquer, à propos de ces armes, que j'ai écrit aux chefs de la GRC de chaque province, c'est-à-dire à l'inspecteur général de la Sécurité du Québec, au commissaire de la police provinciale de l'Ontario, etc.; j'ai également consulté les autorités juridiques de chaque province et le laboratoire de M. Anderson.

Leurs statistiques étaient un peu vagues, mais ils n'avaient aucun dossier sur des crimes ayant été commis avec de telles armes, pas plus qu'ils n'avaient de statistiques sur des blessures ou des morts accidentelles dues à ces armes. Certaines d'entre eux n'étaient pas tout à fait d'accord avec moi, mais ils devaient reconnaître qu'ils n'avaient aucune statistique sur ces trois points qui, à mon avis, sont les plus importants. Je leur ai même demandé de revenir 50 ans en arrière, mais leurs dossiers ne remontaient pas aussi loin.

L'argument le plus simple que vous pourriez m'avancer est celui-ci: si tout ce que vous dites est vrai, pourquoi ne pas accepter d'être enregistré? C'est peut-être un argument simple et convaincant mais je prétends qu'il est un peu superficiel. Tout d'abord, tout ce processus entraîne une perte de temps. Les policiers et les fonctionnaires ont certainement mieux à faire que de délivrer des permis pour des armes à feu qui n'ont jamais été à l'origine d'un crime ou d'une blessure. Deuxièmement, je prétends que ce système risque de créer des injustices, et c'est ce qui est le plus important. J'aimerais reporter ceux d'entre vous qui sont avocats à la récente décision de *Sullivan v. Le Comte de Caithness* qui figure à la page 844 du volume 1 de «All England Reports» de 1976.

La Loi sur les armes à feu adoptée en Angleterre en 1968, exige le renouvellement du permis de possession d'armes à feu tel que proposé à l'article 106.3 (1) de ce bill. Un certain comte possédait 3 armes à feu, et j'admets qu'il ne s'agissait pas de pièces de collection, qu'il entreposait à la résidence de sa mère. Il a oublié de renouveler son permis et il a continué à entreposer ces 3 armes qu'il n'utilisait pas, chez sa mère.

Je ne saurais vous dire si l'informateur a partagé l'amende ou si simplement un fonctionnaire a découvert la situation. Quoi qu'il en soit, il a été dénoncé à la police. Il fallait bien qu'il dise quelque chose, n'est-ce pas? Il a donc déclaré aux magistrats ou aux juges de paix, que les armes

[Texte]

justices of the peace, they were stored at my mother's home; they were not in my possession, so I am not responsible. Well, he had to say something.

The justices of the peace bought that. The decision comes from the Queen's Bench Division, where they remitted it back to the justices for conviction, saying they were in his possession because he could use them. What I am trying to say is that because he forgot to renew, he became guilty of a crime.

When I came down here and asked if I could bring these into the House of Commons, they said yes, if you have a carrying permit. So I said, sure, I have a carrying permit, and I pulled it out and found I had forgotten to renew it last January. I could have been found guilty of a crime under the provisions of the act.

Mr. Friesen: You may still be!

Mr. Wardlaw: That is right. What I am suggesting is that there is a possible injustice here with arms that cannot possibly create any problem.

I suggest to you thirdly, in answer to this point, that the business of law and the business of legislation is the business of making distinctions. There is a distinction that can be made between modern and antique arms, and this is the time to do it.

One of the reasons that there are not a great number of people before you from our particular group is the question of anonymity. One of the great protections that an antique collector has is that he is anonymous, that people do not know about his collection, and it is my suggestion to you that no matter how well-meaning and how stringent the laws once you are on a record of having antique arms, that is a potential record that is going to get to a person who has some intent other than lawful.

The final point that I want to make in this representation has to do with the experience of other countries. I have not examined the legislation of all of the countries of the world but I have examined the legislation of the countries that have a similar background to ours—England, France, Germany, the United States and many of the individual states in the United States, and in those countries antiques are exempted. Interestingly, in England in the legislation they say antiques are exempt but they do not define antiques. They leave it to the discretion of the judge in each case, similar, I suppose, to the evolving constitution in England and Canada.

I have suggested to you, gentlemen, a definition. The methodology I suggest to you should be similar to that in Section 82(3) where weapons are deemed not to be firearms, and I suggest that there should be a further Section 82(3) where antique firearms are deemed not to be firearms, and further, despite what my friend indicates with freedom and justice and so on, I believe myself that the antique collectors can live with an onus section where the onus is on the antique collector in any proceeding to prove that it is an antique, because with the definition that we have suggested to you, it should be reasonably easy to do. Thank you.

[Interprétation]

étaient entreposées chez sa mère, qu'elles n'étaient pas en sa possession, donc qu'il n'en était pas responsable.

Les juges de paix ont accepté cette explication. La décision a été rendue par la Cour du banc de la reine qui a renvoyé l'affaire au juge de paix pour condamnation en invoquant que les armes étaient en sa possession puisqu'il pouvait les utiliser. J'essaie simplement de vous dire qu'il s'est rendu coupable d'un crime simplement parce qu'il a oublié de renouveler son permis.

Avant de venir ici, j'ai demandé si je pouvais apporter ces armes à feu à la Chambre des communes. On m'a dit, oui, si vous avez un permis. J'ai répondu qu'en effet je possédais un permis de transport et je l'ai sorti. A ce moment-là, j'ai découvert que j'avais oublié de renouveler mon permis en janvier dernier. On aurait pu me déclarer coupable d'un crime en vertu des dispositions de la loi.

M. Friesen: On peut toujours vous en accuser.

M. Wardlaw: C'est exact. N'est-il pas vrai qu'il existe une possibilité d'injustice dans le cas d'armes qui ne peuvent être source de problèmes.

Troisièmement, en réponse à toute cette question, je prétends que, dans le domaine de la loi et de la législation, il faut savoir discerner. On doit faire une distinction entre les armes modernes et les armes antiques et je crois que c'est le moment propice de le faire.

Un certain nombre de personnes de notre groupe ont refusé de comparaître devant votre Comité, préférant demeurer anonymes. Le collectionneur d'armes antiques se protège par l'anonymat qui empêche la population de savoir qu'il possède une collection. A mon avis, malgré les bonnes dispositions de la force policière et la rigueur des lois, il sera assez difficile de protéger les collectionneurs d'armes antiques s'ils doivent enregistrer leurs armes. Ils craignent que des personnes mal intentionnées soient mises au courant de l'existence de leur collection.

En dernier lieu, j'aimerais vous dire quelques mots sur les expériences d'autres pays. Je n'ai pas étudié les lois de tous les pays dont l'histoire ressemble à la nôtre, l'Angleterre, la France, l'Allemagne et les États-Unis. Dans ces pays, les armes antiques sont exclues de la loi. Il est intéressant de noter que dans la loi de l'Angleterre, les armes antiques sont dispensées, mais on omet de définir le terme antique. Comme c'est le cas dans le développement de la constitution en Angleterre et au Canada, dans chacun des cas, cette définition est confiée au pouvoir discrétionnaire du juge.

Messieurs, je vous ai proposé une définition qui ressemblerait à celle que l'on trouve à l'article 82(3) où l'on parle d'armes réputées ne pas être des armes à feu. Je propose l'addition de l'article 82(3) où l'on indiquerait que les armes antiques sont réputées ne pas être des armes à feu. Malgré les déclarations de mon ami au sujet de la liberté et de la justice, je crois fermement que les collectionneurs d'armes antiques peuvent opérer en vertu d'un article qui leur confie le soin de prouver l'antiquité de leurs armes à feu en cas de poursuites judiciaires. Selon la définition proposée, cela devrait leur être assez facile. Merci.

[Text]

The Vice-Chairman: Thank you very much, Mr. Wardlaw.

The next two witnesses are Mr. Kirton and Mr. Gibeault from the Lower Canada Arms Collectors Association. Mr. Kirton, you have five minutes; then Mr. Gibeault, you have five minutes.

• 1605

Mr. John Kirton (President, Lower Canada Arms Collectors Association): Mr. Chairman, ladies and gentlemen of the Committee, we appreciate and welcome the opportunity to appear before you. We have prepared and presented a brief which expresses our views; and we trust that all of you may have had the opportunity to read it.

I will keep this statement very short since I have a short time. We have a few points to make which are in addition to those mentioned in our brief.

First, while this Association is in sympathy with the government's intent with the introduction of Bill C-83, we, having considerable experience in the field, have to state that we anticipate that virtually no benefits will be forthcoming in spite of the vast undertaking being considered as described in the bill.

Second, the history of arms is very long and is a significant aspect of the story of man. Because arms have always constituted his safety or have placed food upon his table, man has always been inclined to lavish great attention upon his weapons, both in their design and embellishment, so that they commonly reflect the highest standard, both mechanically and aesthetically, that he was currently capable of. It is significant that this fact is well supported by the very fact that virtually every major museum in the world has collections of arms. To name a few: the Victoria and Albert in London, the Tower of London, the British Museum, Les Invalides in France, the Hermitage in Russia, The Smithsonian and the Metropolitan Museum of Art in the U.S.A. Several museums here in Ottawa have extensive collections of arms.

Third, the arms collectors of this country are probably more affected by the legislation as proposed than any other group. Most hunters have at the most one or two weapons, target shooters on the average perhaps a few more. Collectors by their nature usually have a much larger number of weapons and their financial investment is normally far greater. We are only too familiar with the current requirements of the present Criminal Code, and some of the briefs presented before you today will explain in detail the problems that collectors currently experience in the inequitable and regionally uneven administration of the current laws. I can give a typical example of the sort of frustrations we experience. A member of our Association living in Montreal has a small collection of three or four flintlock pistols. He bought a farm some distance from Montreal and, being a very law-abiding type and having previously registered his pistols, applied to the Quebec police force for a permit to transfer his collection of pistols from his house to his farm. To his astonishment this permit was refused, no explanation or reason being given. We are aware that many police officers consider, justifiably, that such a request is a waste of their time, and this may well be the only reason this permit was refused.

[Interpretation]

Le vice-président: Merci beaucoup, monsieur Wardlaw.

Nous entendrons maintenant M. Kirton et M. Gibeault, représentants de l'Association des collectionneurs d'armes du Bas-Canada. Monsieur Kirton, vous disposez de 5 minutes; vous serez suivi de M. Gibeault qui parlera également pendant 5 minutes.

M. John Kirton (président, Association des collectionneurs d'armes du Bas-Canada): Monsieur le président, mesdames et messieurs du comité, nous sommes heureux d'avoir l'occasion de comparaître devant vous aujourd'hui. Nous avons présenté et soumis un mémoire qui exprime nos points de vue. Nous espérons que vous avez tous eu le temps de le lire.

Ma déclaration sera brève, puisque je dispose de très peu de temps. J'aimerais faire ressortir quelques points qui ne paraissent pas dans notre mémoire.

Tout d'abord, notre Association est sympathique au but poursuivi par le gouvernement dans la présentation du bill C-83. Mais notre expérience dans le domaine des armes à feu, nous porte à croire qu'aucun avantage ne découlera de l'adoption de ce bill malgré toutes les bonnes intentions.

En second lieu, l'histoire des armes à feu est très longue et très importante dans l'histoire de l'humanité. Les armes à feu ont toujours assuré la sécurité de l'homme ou l'ont aidé à garnir sa table. Pour ces raisons, l'homme a toujours eu tendance à prodiguer beaucoup de soins à ses armes, tant dans leur conception que dans leur décoration. Les hommes ont toujours essayé de les améliorer tant du point de vue mécanique qu'esthétique. A l'appui de cette déclaration, je mentionnerai qu'à peu près tous les musées importants du monde possèdent une collection d'armes à feu. J'en nommerai quelques-uns: le *Victoria and Albert* à Londres, la Tour de Londres, le *British Museum*, les Invalides en France, l'*Hermitage* en Russie, le *Smithsonian* et le *Metropolitan Museum of Art* aux États-Unis. Même à Ottawa, plusieurs musées possèdent de vastes collections d'armes à feu.

Troisièmement, les collectionneurs d'armes à feu du Canada sont peut-être plus touchés que tout autre groupe par la législation proposée. La plupart des chasseurs possèdent une ou deux armes à feu; les tireurs de compétition en possèdent en moyenne quelques-unes de plus. Les collectionneurs d'armes à feu sont règle générale propriétaires d'un plus grand nombre d'armes à feu et l'argent investi est assez important. Nous connaissons toutes les exigences actuelles du Code criminel. Certains mémoires qui vous ont été présentés aujourd'hui expliquent en détail les problèmes des collectionneurs d'armes en raison d'une application injuste et régionalisée des lois actuelles. Voici un exemple typique du genre de difficultés que nous éprouvons. Un membre de notre Association qui vit à Montréal possède une petite collection de 3 ou 4 fusils à platine à silex. Il a acheté une ferme à quelques milles de Montréal. Cet homme respectueux des lois avait enregistré ses pistolets. Avant de transférer sa collection de pistolets de sa maison à la ferme, il s'est présenté à la Sûreté du Québec pour obtenir un permis. A sa grande surprise, on lui a refusé ce permis sans lui fournir aucune explication. Nous savons pertinemment que certains officiers de police considèrent, à bon droit, qu'une telle demande constitue une perte de temps. C'est peut-être la seule raison pour laquelle le permis a été refusé.

[Texte]

Fourth, we request that the bill be extensively amended to incorporate a reasonable definition of antique arms, which should include both long and short arms and reasonably should cover all black-powder weapons manufactured prior to about 1888, and replicas thereof.

Fifth, we are very concerned about those sections of the bill which cover administrative measures whereby Orders in Council can be used to effect changes to the bill by several persons without any reference to Parliament.

The rest of our submission is contained in our brief. I would now like to give the floor to Mr. Gibeault, who will give you a similar view in French.

The Chairman: Thank you, Mr. Kirton.

Monsieur Gibeault.

M. André Gibeault (Trésorier, Association des collectionneurs d'armes du Bas-Canada): Monsieur le président, mesdames et messieurs, nous avons préparé et présenté à votre Comité ces derniers jours un mémoire qui exprime brièvement nos vues sur le sujet dont nous discutons aujourd'hui. Nous espérons sincèrement que tous les membres de votre Comité ont eu l'occasion d'en prendre connaissance ou du moins pourront en prendre connaissance.

• 1610

Notre association est très sympathique aux objectifs que votre gouvernement se propose d'atteindre en présentant le Bill C-83 et aussi aux raisons qui ont motivé la présentation de ce bill. Cependant, l'expérience du passé nous fait déplorer les résultats minables que pourrait avoir une telle loi, compte tenu des efforts considérables et des dépenses qui en découleraient. Selon nous, les résultats espérés ne seront tout simplement pas atteints de la façon actuellement envisagée.

L'histoire des armes à travers les âges apporte un aspect très significatif à l'histoire de l'homme. Les armes ont toujours été un élément de sécurité pour l'homme en plus de servir à garnir sa table. L'homme a toujours apporté beaucoup d'attention et de soin à ses armes tant au point de vue technique qu'au point de vue esthétique. Les armes, de fait, représentent assez bien les plus hauts standards de technique de leur temps. Comme l'a dit M. Kirton, tous les grands musées du monde possèdent une collection représentative d'armes. Il a également mentionné plusieurs villes.

Les collectionneurs d'armes de ce pays et particulièrement les collectionneurs d'armes antiques, sont très affectés par le projet de loi, plus peut-être que certains autres groupes. La plupart des chasseurs, si on les prend en tant que groupe, ont au plus quelques armes de chasse. Les amateurs de tir à la cible, la plupart du temps, en ont un peu plus. Les collectionneurs d'armes, cependant, à cause de la nature même de leur passe-temps et des efforts qu'ils y mettent, ont, dans presque tous les cas, un assez grand nombre d'armes de collection. Quand je parle d'un assez grand nombre, je veux dire des centaines, dans bien des cas. L'investissement financier d'un collectionneur dans des armes, qui sont souvent des œuvres d'art en elles-mêmes, est très imposant. Nous sommes familiers avec les stipulations de la loi actuelle sur le sujet et le mémoire que nous présentons explique certains problèmes auxquels les collectionneurs d'armes doivent faire face de nos jours.

[Interprétation]

Quatrièmement, nous demandons que le projet de loi soit modifié considérablement afin d'inclure une définition raisonnable d'armes à feu antiques qui comprendrait les armes à canon court et à canon long ainsi que toutes les armes utilisant de la poudre noire fabriquées avant 1888 et leurs répliques.

Cinquièmement, nous sommes préoccupés par les articles du projet de loi qui touchent des mesures administratives permettant l'utilisation de décrets en conseil pour apporter des changements au projet de loi sans recourir au Parlement.

Tout le reste est contenu dans notre mémoire. J'aimerais céder la parole à M. Gibeault qui vous dira quelques mots en français.

Le président: Merci, monsieur Kirton.

Mr. Gibeault.

Mr. André Gibeault (Treasurer, Lower Canada Arms Collectors Association): Mr. Chairman, ladies and gentlemen, we have prepared and submitted to your Committee a brief expressing briefly our views on the subject discussed today. We sincerely hope that all the members of the Committee have had the opportunity of reading the brief or, at least, that they will do so shortly.

Our association is in sympathy with the government's intent with the introduction of Bill C-83. However, through our past experience, we anticipate very small benefits from the adoption of such a bill taking into account the considerable efforts and expenses attached to it. As far as we are concerned, the results expected will not be attained as anticipated.

The history of arms is a significant aspect of the story of man. Arms have always constituted his safety or have placed food upon his table. Man has always been inclined to lavish great attention and care upon his weapons both from a mechanical and aesthetic point of view. In fact, arms commonly reflect the highest technological standards of their time. As was mentioned by Mr. Kirton, every major museum in the world has representative collections of arms. He also enumerated many cities where these museums can be found.

The arms collectors of this country, especially the antique arms collectors, are probably more affected by the legislation as proposed than any other group. Most hunters, if you consider them as a group, have at the most one or two weapons. Target shooters, on the average, perhaps have a few more. Firearms collectors, by the nature of their pastime and the efforts spent on it, have in most cases a large number of firearms. Certain collectors own as many as hundreds of weapons. A collector's financial investment is very high since certain weapons are works of art. We are familiar with the provisions of the present law and the brief that we have submitted explains certain problems faced by the arms collectors.

[Text]

En résumé, nous demandons, avec tout le respect qui est dû à votre Comité que le projet de loi soit modifié de façon à ce qu'il contienne une définition propre et raisonnable d'une arme antique, une définition valable qui doit comprendre tant les armes d'épaule que les armes à poing et englober aussi toutes les armes utilisant la poudre noire fabriquée avant 1888, ainsi que les répliques de ces armes. C'est à 1888 environ que remonte l'invention de la poudre blanche.

Deuxièmement, s'il le faut, il devrait y avoir dans la loi une définition raisonnable de ce qu'est un collectionneur reconnu. Il faut qu'une telle définition contienne des normes exactes. Telles sont en résumé les représentations que l'Association des collectionneurs d'armes du Bas-Canada formule aujourd'hui. Nous restons à votre disposition pour vous donner tout autre renseignement que vous jugeriez nécessaire et que nous serions en mesure de vous communiquer.

Le vice-président: Merci beaucoup, monsieur Gibeault.

Mr. Kirton: Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Yes.

Mr. Kirton: Do we have any time in our 10 minutes?

The Vice-Chairman: Yes. You have still two minutes.

Mr. Kirton: Could we have a presentation from Mr. Belton?

The Vice-Chairman: If the Committee wishes to hear you, I suppose there is no problem. Is it agreed?

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Kirton: Thank you.

• 1615

The Vice-Chairman: Mr. Belton.

Mr. John Belton (Secretary General, Lower Canada Arms Collectors Association): Mr. Belton, John A.

Mr. Chairman, distinguished members of Parliament, I would like to make an ancillary brief to this Committee with respect to a subsidiary group of arms collectors, commonly called cartridge collectors. This group, itself within the confines of the Lower Canada Arms Collectors Association, is a small but large body. Throughout the rest of Canada, there are in excess of 3,500 active collectors of cartridges.

Many of you present today may find this rather strange, something you have never heard before. Cartridge collecting is exactly the same as stamp collecting, coin collecting and so on. The age of the cartridge started with the age of the gun, approximately 1500. It is going on this very moment. There are collectors of varying degrees. Some specialize in military variations of one country or another, patent ignition of one country or another, or certain groups, areas, companies or manufacturers. This can exist throughout the age of ammunition.

I would respectfully request that the Committee bear in mind in any legislation that this group does exist and it is world-wide, with some 30 volumes written and published on the subject. We are quiet, we have been quiet. It is not a publicized hobby like many of the others, but we continue in this scientific study of ammunition, one small part of arms collecting.

[Interpretation]

In short, with all due respect to your Committee, we request that the bill be amended to incorporate a reasonable definition of antique arms which should include both long and short arms and reasonably should cover all black powder weapons manufactured prior to 1888 and replicas thereof. The invention of white powder goes back to approximately 1888.

Secondly, if necessary, the law should give a reasonable definition of a recognized arms collector. Such a definition should incorporate exact standards. This is a brief summary of the representations made today by the Lower Canada Arms Collectors Association. We will be happy to give you any further information that you may deem necessary.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Gibeault.

M. Kirton: Monsieur le président.

Le vice-président: Oui.

M. Kirton: Nos dix minutes sont-elles écoulées?

Le vice-président: Il vous reste deux minutes.

M. Kirton: J'aimerais que M. Belton vous adresse la parole.

Le vice-président: Si le Comité est d'accord, je n'y vois pas d'inconvénient. Êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

M. Kirton: Merci.

Le vice-président: Monsieur Belton.

M. John Belton (secrétaire général de l'Association des collectionneurs d'armes du Bas-Canada): Je m'appelle John A. Belton.

Monsieur le président, messieurs les députés, je voudrais vous présenter un résumé du mémoire d'une association regroupant des collectionneurs d'armes un peu particuliers puisqu'il s'agit des collectionneurs de cartouches. Même dans le cadre de notre association, ce groupe est peu important, mais il est très actif. Dans le reste du Canada, il y a un peu plus de 3,500 collectionneurs de cartouches.

Beaucoup d'entre vous n'ont sans doute jamais entendu parler de ces collectionneurs de cartouches, mais je puis vous dire que c'est la même chose que les philatélistes, les numismates, etc. L'apparition de la cartouche remonte à celle de l'arme à feu, c'est-à-dire vers 1,500. Les collectionneurs de cartouches sont très différents, les uns se spécialisant dans les pièces militaires d'un pays donné, d'autres se limitant à certains groupes, certaines régions, certaines entreprises ou certains fabricants.

Je voudrais simplement rappeler à l'intention des membres du Comité que ce groupe existe bien, à l'échelle mondiale, et qu'environ 30 volumes ont été publiés sur ce sujet. Nous constituons un groupe très tranquille et notre passe-temps ne fait sans doute pas l'objet d'autant de publicité que d'autres; cependant, l'art de collectionner des munitions est tout aussi vivant.

[Texte]

I respectfully thank the Committee and the members of Parliament for hearing me out on this very minor subject ancillary to a very major one.

Some hon. Members: Hear, hear!

The Vice-Chairman: And now from the Ontario Arms Collectors Association, Mr. Chapman, who is Chairman of their Legislation Committee.

Mr. Chapman.

Mr. A. E. Chapman (Chairman, Legislation Committee, Ontario Arms Collectors Association): Mr. Chairman and members of the Committee, I represent the Ontario Arms Collectors Association, which was formed many years ago to represent collectors of all types. We have within our organization collectors of cartridges, collectors of antique arms, collectors of modern arms. We have the kind of people who will collect a few of each.

Collecting is not as cut and dried a business as you may believe. Some people will collect a few antiques, a few intermediate and a few modern, just to get the continuity. I have done that myself. Many years ago, I used to win the muzzle-loading rifle match at the arms collectors' shoot every year with a double-barrelled muzzle-loading rifle I had which was made right here in Canada about 1860.

I go on from there, Mr. Chairman and members, to say that in our opinion this Bill C-83, as it is written, is unacceptable to us. It goes too far. It is a bill with 27 different points at which future regulations, which are not mentioned in the bill, can be written and can be made afterwards.

We are in opposition to the power given to the Governor in Council. As the bill is now written, it would appear that he can at any time declare anything illegal that he wants. This is unacceptable to us.

We have in our association people from all walks of life. We have labourers, we have the middle class, artisan types, and we have some quite wealthy people, professional types.

There is no clear definition of a collector, as I said. These people collect according to their wealth and according to their facilities for storage. Some people have only two or three guns, but some of them are quite valuable, very valuable antiques.

For instance, if a man has an old Lee-*Metford* rifle in good condition, maybe just a couple of them, we class that as a collector's item. He may have a couple of guns even later than that, but that is all he can afford.

Some of the middle-class people have more extensive collections; some of the wealthy have a lot more. It is the same in every walk of life, a person acquires that which his social position will permit.

[Interprétation]

Je vous remercie, messieurs, de m'avoir permis d'intervenir sur cette question bien précise.

Des voix: Bravo!

Le vice-président: Je vais maintenant laisser la parole à M. Chapman, représentant de l'Association des collectionneurs d'armes de l'Ontario. M. Chapman est président du Comité de la législation.

Monsieur Chapman.

M. A. E. Chapman (président du Comité de la législation de l'Association des collectionneurs d'armes de l'Ontario): Monsieur le président, messieurs les députés, je représente l'Association des collectionneurs d'armes de l'Ontario, qui a été constituée il y a de nombreuses années pour représenter des collectionneurs de toutes sortes. En effet, nous regroupons des collectionneurs de cartouches, des collectionneurs d'armes antiques et des collectionneurs d'armes modernes. Nous avons même des membres qui collectionnent un peu de tout.

L'art de collectionner des armes à feu n'est pas un passe-temps aussi stérile que vous le pensez. Certains vont collectionner quelques armes antiques, quelques armes intermédiaires et quelques armes modernes, simplement pour assurer la continuité. Je l'ai fait moi-même. Jadis, j'avais l'habitude de gagner le concours de carabine se chargeant par la bouche, au tir des collectionneurs d'armes qui se tenait chaque année; l'arme que j'utilisais était une carabine à double canon se chargeant par la bouche et cette arme avait été fabriquée au Canada vers 1860.

Monsieur le président, messieurs les députés, le Bill C-83, tel qu'il est libellé, est inacceptable pour notre association. Il va en effet beaucoup trop loin. Il traite de 27 questions différentes qui pourront faire l'objet de règlements à une date ultérieure, et rien n'est précisé dans le bill.

Nous nous opposons aux pouvoirs qui sont accordés au gouverneur en conseil. Dans sa forme actuelle, le bill semble donner au gouverneur en conseil le pouvoir de déclarer illégal n'importe quoi. Nous ne pouvons pas accepter cela.

Nous représentons des collectionneurs issus de toutes les couches de la société. Nous avons des ouvriers, des membres de la bourgeoisie, des artisans, nous avons même des collectionneurs assez fortunés.

On ne peut pas donner une définition précise d'un collectionneur. En effet, les collectionneurs montent leur collection en fonction de leur richesse et en fonction de leurs installations d'entreposage. Certains n'ont que deux ou trois armes à feu, mais il s'agit alors parfois d'armes antiques d'une très grande valeur.

Par exemple, si une personne possède une vieille carabine *Lee-*Metford** en très bonne condition, ou simplement deux carabines de ce genre, nous les considérons comme des pièces de collection. Il se peut que cette personne ne fasse l'acquisition que de deux ou trois autres armes à feu par la suite, si c'est tout ce qu'elle peut se permettre.

Des collectionneurs plus fortunés ont des collections un peu plus importantes. La même règle s'applique donc partout: une personne achète en fonction de ses ressources financières.

[Text]

So we are opposed to these arbitrary powers given to these officials yet to be named. It would appear that they could cause a lot of hardship for a lot of people.

We have in in our organization cartridge collectors, as the previous gentleman has just said, and we give quite a write-up in our brief which I hope you will read. With the unwarranted powers that have been given to the Governor in Council, or that presumably will be given, since a cartridge is specified as a firearm, a person with a thousand cartridges may be accused of having a thousand firearms. That is quite possible. This is the way it reads. This will be detrimental to the collectors and some of these cartridges will, of course, never be fired. There are no guns around that they will fit.

• 1620

For a lot of collectors' rifles, although they may appear to some people to be modern in so far as they fire a brass cartridge, there is no ammunition made any more. Now it is true that there are stocks of ammunition rapidly being depleted. I have a Martini Henry that I shoot and the cartridges for those things are worth \$2 each so you do not go out and shoot them ad lib. They are carefully reloaded. If there is a match at the collectors' association for that type of gun I take 10 carefully loaded cartridges.

Since this whole act is supposed to prevent criminals from getting guns, I am going to raise a question. Would any criminal go to all the trouble to obtain a Martini Henry only to have to scrounge around for his ammunition—it may take him a year to get 10 cartridges from people willing to release them—and then he would have to go to the trouble of reloading them.

Our position is if a criminal wants a gun he can get one any time he wants it quite easily as has been borne out by Inspector Greenwood in England. He says they are in the same position in England. The criminal will go for a standard .38 police positive which he can get anywhere and get ammunition for anywhere. For quite a number of the collectors' rifles and pistols, for instance, the old British Army Webley, there is no ammunition made any more. They ceased production two years ago and that will run out in time. Only collectors will be able to shoot the thing. There is no point, we think, in including obsolete weapons that have been declared obsolete by the country of origin in any act.

Let us take the clause where parts are included. The act specifically states that a rifle shall be any part or anything that can be adapted thereby. We have written concerning that. Now it is quite a fact that any machinist who can make a part from an automobile can make a part for any gun you take to him. I have made parts for guns with a file. Now I have said here that any machinist with a piece of drill rod and a lathe can make a firing pin for a rifle, and that is quite true. It could be that a person who has no intentions of making it could be charged with having the means of manufacture merely because he has a piece of drill rod and a lathe in the cellar which a lot of people have for some other purpose and are not even interested in weapons.

[Interpretation]

Nous nous opposons donc aux pouvoirs arbitraires qui sont conférés à des responsables qui n'ont pas encore été nommés. En effet, nous craignons que ces personnes ne causent beaucoup de difficultés à un grand nombre de collectionneurs.

Notre organisation regroupe des collectionneurs de cartouches, comme on vous l'a dit tout à l'heure, et nous vous en parlons d'ailleurs dans notre mémoire que nous vous avons transmis. Selon les pouvoirs illimités qui ont été conférés au gouverneur en conseil, ou qui le seront sans doute, une personne possédant un millier de cartouches pourra être accusée de posséder 1,000 armes étant donné qu'une cartouche est considérée comme une arme à feu. C'est ce qui est dit. Cela gênera les collectionneurs; il est évident que certaines de ces cartouches ne seront jamais utilisées. Il n'y a d'ailleurs aucun fusil auquel elles puissent s'adapter.

Pour beaucoup de carabines de collection, même si elles semblent, à certains, modernes, du fait qu'elles exigent des cartouches de cuivre, on ne fait plus de munitions. Il est vrai, en plus, que les stocks de munitions s'amenuisent rapidement. J'utilise un Martini Henry dont les cartouches coûtent \$2 pièce, si bien que l'on n'a pas envie de les gaspiller. On les recharge soigneusement. Si une association de collectionneurs de ce type d'arme organise un concours, j'emporte 10 cartouches soigneusement chargées.

Étant donné que tout ce projet de loi vise à empêcher les criminels d'obtenir des fusils, je vais poser une question. Un criminel se donnerait-il le mal d'obtenir un Martini Henry pour ensuite faire des pieds et des mains pour trouver des munitions—il lui faudra peut-être un an pour se procurer 10 cartouches auprès de personnes qui acceptent de s'en débarrasser et ils doivent ensuite les recharger.

Nous estimons que si un criminel veut un fusil, il l'obtiendra de toute façon très facilement, comme l'a déclaré l'inspecteur Greenwood, en Angleterre. Il dit que c'est la même chose en Angleterre. Le criminel préfère un 38 de police qu'il peut se procurer n'importe où et pour lequel il peut toujours trouver des munitions. Pour bien des carabines et pistolets de collection, par exemple le vieux Gebley de l'armée britannique, on ne fait plus de munitions. On en a cessé la production, il y a deux ans, et cela va disparaître. Seuls les collectionneurs pourront encore s'en servir. Il est donc, à notre avis, inutile d'inclure des armes désuètes que le pays d'origine a déclaré telles.

Prenons l'article des pièces détachées. La loi précise qu'une carabine englobe toutes pièces détachées ou autres dispositifs pouvant s'y adapter. Nous avons fait une déclaration à ce sujet. Il est évident que n'importe quel mécanicien qui sait fabriquer une pièce détachée pour une automobile peut le faire pour n'importe quel fusil qu'on lui présente. J'ai personnellement fabriqué des pièces détachées de fusil avec une lime. Je viens de dire que n'importe quel mécanicien peut avec quelques outils fabriquer une pièce détachée pour une carabine, et c'est vrai. Ainsi, pourrait-on accuser quelqu'un, qui n'avait aucune intention d'en fabriquer, d'avoir les moyens de le faire simplement parce qu'il a, dans sa cave, une chignole et un tour, ce qui arrive à beaucoup pour d'autres raisons sans même qu'ils ne s'intéressent aux armes.

[Texte]

Let us take the position of the law-abiding citizen. The legislation here would affect the law-abiding citizen. The criminals will laugh at it as usual—they always have. There is mention in *Hansard* of a Mr. Green, a postman, who lives in this city and has a \$25,000 collection of machine guns. Now all those machine guns have been properly registered otherwise he would never have obtained them. Mr. Green has an exemplary character right through from the date of his birth otherwise he would never have been allowed to obtain those weapons. Now Mr. Green's hobby may seem a little strange to some people and other people's hobbies may seem a little strange to Mr. Greene, but what we are dealing with here is the law-abiding taxpayer who contributes to the wealth of this country and wants to enjoy spare time at his hobby in a way which pleases him, and we maintain he has the democratic right to do it, strange though it may seem to some people.

We have defined certain sections of the act to which we are mainly in disagreement. We do agree that guns should not be allowed to fall into the hands of criminals and undesirables but there is nothing in this act which would specifically prevent that. You have seen pictures from all over the world of guerrillas kidnapping airliners and penniless peasants who have never earned more than \$50 in their whole lives and they suddenly jump on a plane with a \$300 submachine gun. Now where did they get it from? Obviously they can get guns whenever they want them and the criminal element has never been deterred by law, never, and in England it is certainly that case.

Certain sections of the act would forbid a father or a grandfather, as we read it, from teaching his children or grandchildren to shoot. Many a person has taken the kids out to the gravel pit with a .22 rifle and in rural districts this happens all the time. We maintain that they will still continue to do it. You will simply be manufacturing criminals for no good purpose because fathers and grandfathers have done this from time immemorial and there is just no point in disturbing such a tradition. These are the things we want cleaned up.

I am going to miss some of these things but you can read them and question me on them if you like—this thing of the guarantors: it is our contention that any law-abiding citizen is a law-abiding citizen according to English common law until he is proven otherwise and no one should be under the indignity of having to ask persons yet to be named, according to the bill, to "please say that I am a good guy; please support me". We maintain that that should not be.

Then, of course, there is always the form of patronage that may creep into this thing; there is always the chance that some person may say, "Well, you do me a favour and I will do you one". Now at present we do not have that; there is nothing in the Act about guarantors so we do not have that—but it may creep in.

Mr. Woolliams: It will creep in.

• 1625

Mr. Chapman: Well, I agree with you sir, that it will creep in because it is a point of human nature. We have stated specifically that a man walked into the legislature in Ontario and pointed a rifle at the legislators. As we said, he was not even charged, and yet that is already a crime under the Criminal Code.

[Interprétation]

Envisageons un citoyen respectueux de la loi. C'est lui que toucherait ce projet de loi. Les criminels s'en moqueront de toute façon, comme ils l'ont toujours fait. Il est question, dans le *hansard*, d'un certain M. Green, facteur, qui vit à Ottawa et possède une collection de \$25,000 de mitraillettes. Or, toutes ces mitraillettes ont été normalement enregistrées; sinon, il ne les aurait jamais obtenues. Il a toujours fait preuve d'un caractère exemplaire, sinon, il n'aurait jamais pu obtenir ces armes. Évidemment cette distraction peut sembler quelque peu étrange à certains alors que les distractions d'autres personnes sembleront peut-être étranges à M. Green, mais il s'agit ici d'un contribuable respectueux de la loi qui participe à la richesse de la nation et veut se distraire comme il l'entend. Nous estimons qu'il en a le droit, même si cela peut sembler étrange à certains.

Nous avons précisé les articles de la loi avec lesquels nous sommes plus spécialement en désaccord. Nous convenons, bien sûr, que les fusils ne devraient pas être laissés aux criminels et aux indésirables, mais rien dans cette loi ne peut les en empêcher. Vous avez vu des photos de terroristes qui, dans le monde entier, ont détourné des avions, et des paysans sans un sou qui n'ont jamais gagné plus de \$50 de toute leur vie et qui, soudain, sautent dans un avion avec une mitraillette de \$300. Où se sont-ils procurés cela? Il est évident qu'ils peuvent obtenir des fusils dès qu'ils le veulent et que l'élément criminel n'a jamais été dissuadé par la loi, jamais, et c'est certainement vrai en Angleterre.

Certains articles de la loi empêcheraient un père ou un grand-père, si nous interprétons bien, d'apprendre à tirer à ses enfants ou petits-enfants. Nombreux sont ceux qui ont amené leurs enfants s'essayer avec une 22 et cela arrive tout le temps dans les districts ruraux. Nous affirmons que cela se poursuivra. En fait, vous ne réussirez qu'à produire des criminels car les pères et grand-pères font cela depuis toujours et il est ridicule de changer une telle tradition. C'est ce que nous voudrions voir supprimer.

Je vais probablement rater certaines de ces questions mais vous pouvez lire et me poser des questions. La question qui se pose est celle du garant. D'après nous, tout citoyen qui respecte la loi est considéré comme tel par le commun law britannique jusqu'à ce qu'on prouve le contraire, et personne ne devrait être obligée d'implorer quelqu'un pour lui demander: «Dites que je suis quelqu'un de bien».

Il y a toujours aussi naturellement le favoritisme qui peut se glisser là et quelqu'un pourrait dire: «Si vous me faites une faveur, je vous en ferai une autre». Donc, cette situation n'existe pas à l'heure actuelle; il n'y a rien dans la loi au sujet des répondants; donc, nous n'avons pas cette situation—Mais elle peut s'y glisser.

M. Woolliams: Oui.

M. Chapman: Je suis d'accord avec vous, car c'est humain. Et vous avez déclaré en particulier qu'une personne était entrée dans l'Assemblée législative de l'Ontario et avait braqué un fusil sur les législateurs, et comme je l'ai dit, on ne l'a même pas accusé alors qu'il s'agit déjà d'un crime d'après le Code criminel.

[Text]

Most of the people who say there are not enough restrictions on guns are wrong because every illegal act with a gun is already covered. You must not fire a gun in the city limits; you must not point a gun at anybody; you must not discharge it if it is a danger to the public; you must not rob banks, obviously; and so on with anything. So what is the point in all this.

Now this Dr. Shulman—I have mentioned his name—he pointed a rifle and he was not charged. I was one of the people who wanted to charge him but unfortunately I was overruled. And yet that man, a millionaire, who owns a television show, could get 25 citizens out of this room any time he wants them without any trouble at all. He could have then and he still could. No one would dare turn him down. So what is the point in requiring an ordinary citizen of good repute, of placing the onus on him to get himself proven when he has already proven it, like Mr. Green.

Now Mr. Green is only a postman. I doubt if a postman could get many people to sign his application. A politician like Morton Shulman who is a millionaire, he could; but a postman could not. Yet Mr. Green has already proven himself a reputable citizen by owning the material—his gun. So there is just no point to it.

In summary, we agree largely with Mr. Leggatt, M.P., who has stated in *Hansard* . . .

Mr. McCleave: He is another one of these NDP millionaires, by the way.

Mr. Chapman: Oh, well. I am sorry about his money, but there you are.

Mr. Gilbert: There are only 16 of us in the House.

Mr. Chapman: Incidentally, I have a letter of support here from an NDP member of the provincial house. He says: "Let me say I support your views simply because I believe that gun controls will not work in reducing crime with guns". That is from Mel Swart, M.P.P. for Welland. He is an NDP member, too, and a man I highly respect.

Mr. Leggatt has deprecated the fact that, in this attempt to bring peace and security to Canada, nothing has been mentioned about drugs, and we echo his sentiments. We are very perturbed that 38 pages of a bill are given over to gun ownership and nothing has been mentioned about the greatest scourge that has ever hit this country, and the greatest danger, because one drug pusher can do more harm in any community than all the guns that were ever made in this country.

Thank you.

Mr. Robinson: Hear, hear.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Chapman.

The next witness is Mr. Stewart of Halifax. Mr. Stewart.

Mr. D. A. Stewart (Halifax, Nova Scotia): Thank you, Mr. Chairman and members of the Committee. Let me open by saying I am grateful for the opportunity of appearing before you today. I appear as a private citizen and I am led to believe that this is rather unusual inasmuch as most witnesses represent groups.

[Interpretation]

La plupart des gens qui prétendent qu'il n'y a pas suffisamment de restrictions pour les armes à feu ont tort, car tous les actes illégaux commis avec une arme à feu sont déjà prévus. Vous n'avez pas le droit de tirer dans les limites d'une ville; vous n'avez pas le droit de pointer une arme sur quelqu'un; vous n'avez pas le droit de décharger une arme si cela représente un danger pour le public; vous n'avez pas le droit de dévaliser les banques, etc.

Maintenant le Dr Shulman, et j'ai indiqué son nom, a pointé un fusil qui n'était pas chargé, et j'ai voulu déposer une accusation contre lui, mais on m'en a empêché. Cette personne qui est millionnaire et qui a son spectacle de télévision pourrait venir ici, faire sortir 25 citoyens de cette pièce sans que personne ne l'inquiète. Donc, à quoi cela sert-il d'obliger le citoyen ordinaire de bonne réputation à fournir la preuve alors que celle-ci est déjà fournie, comme dans le cas de M. Green.

M. Green n'est qu'un postier et je doute que bien des gens veuillent signer sa demande. Un politicien comme Morton Shulman, qui est millionnaire, lui, pourrait obtenir les signatures, mais pas un postier. M. Green a déjà prouvé qu'il était un citoyen respectable en ayant la bonne et due propriété de son matériel—de son arme à feu.

Bref, nous sommes entièrement d'accord avec le député Leggatt qui a déclaré au *hansard* . . .

M. McCleave: Voilà, en passant, un autre millionnaire du parti néo-démocratique.

M. Chapman: Ah, je m'excuse, mais voilà la situation.

M. Gilbert: Nous ne sommes que 16 à la Chambre.

M. Chapman: En passant, j'ai ici une lettre de soutien venant d'un député du parti néo-démocratique de l'Assemblée provinciale et qui dit: «Je suis entièrement en faveur de ce que vous exposez parce que ce n'est pas en contrôlant les armes à feu qu'on va réduire le nombre des crimes». Voilà, cela vient de Mel Swart, député provincial de Welland. C'est un député néo-démocrate. Et je le respecte beaucoup.

M. Leggatt a désapprouvé le fait que, dans cet effort de paix et de sécurité pour le Canada on n'a rien mentionné au sujet des drogues, et nous sommes d'accord. Ce qui nous inquiète, c'est que 38 pages du bill portent sur la propriété des armes à feu et l'on ne mentionne rien de cette calamité qui est si grande—les vendeurs de drogues qui peuvent nuire plus à une communauté que toutes les armes à feu qu'on a pu fabriquer.

Merci.

M. Robinson: Bravo.

Le vice-président: Merci, monsieur Chapman.

Notre prochain témoin est M. Stewart, d'Halifax. Monsieur Stewart vous avez la parole.

M. D. A. Stewart (Halifax, Nouvelle-Écosse): Merci, Monsieur le président et messieurs les membres du Comité. Je vais commencer en disant que je vous remercie pour la possibilité que vous m'avez donnée de comparaître aujourd'hui; je compare à titre de simple citoyen et je crois que c'est assez exceptionnel.

[Texte]

I have been involved in the question of sensible gun control for some years now and since Bill C-83 came on the scene, I have spent a great deal of time and effort in putting forth my views, in submitting a brief to you in advance of today, and in coming here today. I know that you gentlemen have spent some time debating the question of expenses for witnesses and I hasten to assure you that I am not going to ask you to do that for me. I ask only that you consider my personal time and effort on this matter as an indication of how seriously I consider the matter to be, when it comes to Bill C-83 affecting the question of antique firearms.

In my formal brief I made three basic submissions and I put forth to you today a fourth submission which is not really mentioned in my brief at all; namely, that you ought to consider exempting antique firearms altogether from Bill C-83 with the exception of a few specific clauses, which I will mention to you shortly.

• 1630

It has been my experience that antique firearms are owned essentially by collectors or by the casual owner who has one or two pieces in his house, in all probability as a family heirloom or perhaps as something that he picked up to hang up over the fireplace in his den or in his fishing camp or whatever the case may be, a decorator, an old gun that he likes to hang up purely because he enjoys having it around.

A number of people including some fairly senior politicians and some fairly senior police officials have rather astounded me by stating that because an antique firearm is capable of being just as lethal as a modern firearm there ought, therefore, to be control to the same extent. I agree that an antique firearm can be just as lethal as a modern one assuming that the person knows how to load it, has the proper components, that the gun goes off and that the victim is hit. Dead is dead: it does not matter much whether it is a bullet from a modern revolver or a one-ounce lead ball from a 200-year-old flintlock pistol or, for that matter, an arrow in the back or a hatchet in the skull.

Dealing with the lethality of antique firearms misses the point altogether in my view. I feel that the point is that this Committee and in due course, I hope, Parliament, will deal with the question of antique firearms not in terms of lethality or potential lethality but rather in terms of their chances of being used, or being misused if that is the better word, to commit a criminal offence.

If lethality is the question then you ought to be legislating against bows and arrows and slingshots at the same time that you legislate against a 200-year-old flintlock pistol. But you do not and no one suggests that you do. I suggest that the reason that you are not legislating against bows and arrows or clubs or slingshots is because there is no chance of them being used for this particular purpose. I suggest that it is a simple fact that the chance of an antique firearm being used to commit a premeditated criminal offence or to settle a hotblooded family quarrel or for a man to commit suicide with, is simply nonexistent or so insignificant as to warrant it being ignored completely.

I suggest that it is just not necessary to extend your controls to antique firearms on the basis of some unsubstantiated and irrational fear that they might be used incorrectly. There is not a police officer nor a politician in

[Interprétation]

Je me suis occupé, pendant des années, de cette question d'un contrôle raisonnable d'armes à feu et, depuis que le Bill C-83 a été présenté, j'ai consacré beaucoup d'efforts pour indiquer quelle était mon opinion en vous soumettant un mémoire à l'avance et en me rendant ici. Je sais que vous avez déjà passé du temps à débattre cette question des dépenses pour les témoins qui viennent comparaître et je vous assure que je ne vais rien vous demander. Je voudrais simplement que vous considériez que tout le temps et les efforts que j'ai consacrés indiquent combien je prends cette question des armes à feu considérées comme antiquités au sérieux, dans le cadre de ce Bill C-83.

Dans mon mémoire officiel, j'ai présenté trois recommandations fondamentales, et je vous en présente une quatrième qui n'a pas été mentionné dans mon mémoire, c'est-à-dire que je voudrais que vous songiez à exempter les armes à feu antiques complètement des stipulations du Bill C-83, sauf dans le cas de certains articles que je vous indiquerai bientôt.

D'après mon expérience, les armes à feu antiques sont surtout la propriété de collectionneurs ou de propriétaires particuliers qui ont une ou deux pièces dans leur maison, probablement à titre d'héritage ou qui les suspendent au-dessus de leur cheminée ou dans leur camp de pêche, etc. Un décorateur peut aimer avoir une arme antique pour la regarder.

Un certain nombre de personnes, y compris des politiciens et des agents de police de rang élevé, m'ont étonné en déclarant que des armes à feu antiques peuvent fort bien être l'objet de contrôle comme les armes modernes. C'est possible dans la mesure où une personne sait comment la charger, en connaît les pièces ou si l'arme part et qu'il y a une victime. Naturellement, pour celui qui a été tué, qu'il s'agisse d'un revolver moderne ou d'une balle d'une once d'un vieux pistolet à pierre de 200 ans, cela n'a aucune importance. En fait, ça pourrait être aussi bien une fleche ou bien une hache.

A mon avis, si l'on veut traiter de cette question de l'arme à feu comme étant mortelle, on n'atteint pas l'objectif visé. Ce comité et le Parlement traiteront, je l'espère, des armes à feu, non pas au point de vue de leur caractère mortel ou de possibilité de causer la mort, mais plutôt en termes des possibilités d'utilisation ou de mauvaise utilisation dans le cadre des délits criminels.

Si la mortalité est la question en cause, alors vous pourriez aussi légiférer contre les flèches, les arcs, et les frondes, comme vous voulez légiférer sur les pistolets à pierre anciens de 200 ans. Mais ce n'est pas ce que vous faites, et je suppose que vous ne légiférez pas contre les flèches, etc., car il est improbable qu'on les utilise. A mon avis, il n'y a à peu près aucune chance qu'on utilise une arme à feu antique pour commettre un crime prémédité ou pour régler une querelle familiale. Les possibilités d'utilisation de ce genre sont si peu probables qu'il vaut mieux passer l'éponge.

Par conséquent, vos contrôles ne devraient pas s'appliquer aux armes à feu antiques parce que vous craignez qu'on puisse mal les utiliser. Aucun politicien et aucun agent de police n'a jusqu'ici trouvé de cas d'une utilisation

[Text]

this country that has been able to come up with an incident of an antique firearm being used for the commission of a criminal offence. And I think that says a great deal.

There are many people in this country that own antique firearms that are not collectors. I personally know a number of people in Nova Scotia, old ladies, old men, that have one antique musket that great-granddad carried in the militia during the time of the Finian Raids. Now, that is a firearm under the definition in Bill C-83 and that person is going to have to take out a licence to have that firearm even though there is no ammunition in the house for it, no gunpowder and no modern firearms in the house, one old musket hanging up over the fireplace that in all probability is not in working order but could be put in working order if they had the right parts and the knowledge to do so. That person is going to have to pay a licence fee, get two guarantors, take out a licence to keep that gun. I think it is a little bit ridiculous to expect that to be done; it is completely unfair to expect that person to turn in the gun if he cannot be bothered going through the rigmarole of getting a licence or cannot afford the fee.

Now, I put it to you that in the case of both the casual owner and the collector, effective controls can be exercised by relying on your definition of ammunition which includes gunpowder. If this individual has only an old musket in the house and no modern firearms and no ammunition, then why require a licence for that gun? The same thing applies to a gun collector who may have 50 of them. In my case, I also have modern firearms so I will have to be licensed anyway but if I did not have modern firearms and had only antiques but wanted to shoot them occasionally, to hunt with them as I sometimes do, then I would have to have gunpowder so I would need a licence. So license me on the strength of having ammunition around, not my firearms.

If you do not agree with my contention that antiques do not have to be licensed I suggest you come up with some pretty ridiculous results. We have in Halifax opposite our provincial legislative building two lovely old muzzle-loading cannon that were taken off the USS *Chesapeake*, an American frigate taken by the *Shannon* in the War of 1812. They weigh about four tons apiece. They are firearms—every bit as much a firearm as the pistols Mr. Wardlaw displayed to the Committee earlier. There are cannon around Ontario; I believe there are some even here in Ottawa in various places—old muzzle-loading cannon. All you need to do is clean out the barrel, put some gun powder and a rock down the barrel, a piece of fuse, and you have got a gun which is every bit as capable of being fired as any of the antique guns that I am asking an exemption for. Muskets from the War of 1812 over in the War Museum will have to be licensed under this legislation, and there is not a chance in the world of their ever being used.

• 1635

I suggest that the ideal solution would be to define the term "antique firearms"—and I have given the Committee five possible definitions in my formal brief—and then the definition of the term "firearm" itself as contained in Bill C-83 by adding some words to the end of it. The words would be the following:

[Interpretation]

de ce genre, de cas d'utilisation d'une arme antique pour commettre un crime.

Il y a bien des gens au Canada qui sont propriétaires de ces antiquités et qui ne sont pas collectionneurs. Je connais moi-même un certain nombre de personnes en Nouvelle-Écosse, des gens âgés qui ont chez eux un ancien mousquet que leur arrière-grand-père avait porté dans la milice au temps des *Raids Finians*. Pourtant, cette arme à feu est prévue dans la définition du Bill C-83, et cette personne devra demander un permis, même s'il n'y a pas de munitions dans la maison qui puissent s'y adapter, ni de poudre, ni d'armes modernes. Il est même possible que cet ancien mousquet ne soit pas en bon ordre de fonctionnement et qu'on pourrait le réparer si l'on avait les pièces nécessaires et les connaissances. Et cette personne va devoir payer un droit, obtenir deux répondants, pour conserver cette arme. Je crois que c'est un peu ridicule et tout à fait injuste de demander à cette personne de remettre l'arme s'il ne veut pas suivre toute cette histoire de permis ou s'il n'a pas les moyens de payer ses droits.

Donc, je prétends que dans le cas de ces propriétaires et des collectionneurs, vous pouvez exercer les contrôles nécessaires en vous basant sur la définition des munitions qui comprend la poudre. Si cette personne n'a qu'un ancien mousquet, dans la maison, et aucune arme moderne, ni munitions, pourquoi devrait-elle demander un permis? Ceci s'applique aussi aux collectionneurs d'armes qui en auraient 50. Moi-même, je possède des armes modernes et, par conséquent, je devrais de toute façon demander des permis. Et si je n'avais pas d'armes modernes, uniquement des antiquités et que je voulais les utiliser pour tirer à l'occasion, pour aller à la chasse, alors je disposerais de poudre et j'aurais besoin d'avoir un permis. Donc, ces permis, à mon avis, sont basés sur le fait que j'ai des munitions et non pas que j'ai des armes à feu.

Si vous n'êtes pas d'accord avec ma prétention que ces antiquités ne devraient pas être l'objet de permis, je prétends que vous arriverez à des conséquences pas mal ridicules. A Halifax, en face du parlement provincial, se trouvent deux jolis canons se chargeant par la bouche; ces canons avaient été pris par le «*Shannon*», pendant la guerre de 1812 à une frégate américaine, le «*Chesapeake*». Ils pèsent environ 4 tonnes chacun et ce sont des armes à feu, au même titre que les pistolets que M. Wardlaw vous a montrés tout à l'heure. Des canons de ce genre sont exposés en Ontario; il y en a même, je crois, à Ottawa. Il vous suffit de nettoyer le canon, d'y mettre un peu de poudre, une pierre et un fusible à cartouche, et vous avez une arme à feu qui est prête à être utilisée, tout comme ces armes antiques pour lesquelles je réclame une exemption. Selon ce projet de loi, les mousquetons de la guerre devront faire l'objet d'un permis alors qu'il est absolument impossible de les réutiliser un jour.

La solution idéale consisterait sans doute à définir le terme «armes antiques» et, à ce sujet, mon mémoire vous offre cinq définitions possibles; il s'agit d'ajouter à la définition du Bill C-83 les termes suivants:

[Texte]

But for the purposes of Sections 87, 88, 91, 94, 95 and 101, does not include an antique firearm.

This would mean that I would not have to have a licence if I had only antique firearms, and I would not have to register an antique pistol, which I presently have to do. It would, however, mean that my guns would still be classified as firearms or as weapons for purposes of certain other proposed sections of the bill, namely Clauses 83, 84, 85, 92, 98 and 99. Those are the sections under which I could be charged for carrying a concealed weapon, for taking a firearm to a public meeting, for pointing one of my antique firearms at somebody, whether loaded or unloaded, or for attempting to commit a crime with it—any number of things. I think this is perfectly proper; I should be able to be charged for those particular offences.

An interesting variation on the theme, I suggest, is something that has been used in the State of New York where they have recently defined antiques and exempted them from their anti-gun laws; "gun control laws" is perhaps a better term. Whatever their definition, they have added the qualification that it must be unloaded at the time. This is very interesting. I could carry an antique pistol over to my friend's house some night to show to him, and because it is exempt from the legislation that would be fine. But if I were foolish enough to load it and I was picked up for speeding or whatever, and the RCMP found the gun in my car and they found gun powder in the barrel, then it is treated like any other gun. And I would have no objection to that; I should be charged. But if it is in its unloaded state, then I do not think there is any great danger.

I hold in my hand here a Cross ballpoint pen. In 10 minutes in the average work shop I can make out of that a 22-calibre pistol which would be far safer to shoot than most of the guns on the table behind the Chairman, and which would probably do more damage. But I do not think anyone suggested that that is a firearm. I hope not.

Mr. Woolliams: You never know with this bill.

Mr. Friesen: Just wait a while.

Mr. Stewart: That is my problem.

Mr. Chairman, I do not know how much time I have left, but I have pretty well completed my remarks. I commend my brief to your consideration. I make three formal suggestions in that brief, but I would like you to consider seriously the fourth suggestion that I put forward today: that antiques be exempted entirely. My brief is really only asking for partial exemptions which are designed to protect gun collectors, but I think you can also protect the casual owner who has a few guns as curiosities or heirlooms.

Thank you very much, Mr. Chairman, and members of the Committee.

The Vice-Chairman: Thank you very much, Mr. Stewart.

[Interprétation]

A condition que les articles 87, 88, 91, 94, 95 et 101 n'incluent pas les armes antiques.

Cela signifie que je n'aurais pas besoin d'avoir un permis si je possède simplement des armes antiques, et que je ne serais pas obligé d'enregistrer un pistolet antique, alors que j'y serais obligé selon la loi actuelle. Cependant, selon cette définition, mes armes seraient toujours considérées comme des armes à feu ou comme des armes pour les autres articles du projet de loi, à savoir les articles 83, 84, 85 92, 98 et 99. Selon ces articles, je pourrais être poursuivi pour port d'arme dissimulée, pour port d'arme à une réunion publique, pour avoir visé quelqu'un avec mon arme, qu'elle soit chargée ou non, ou pour avoir essayé de perpétrer un crime avec cette arme. Je pense qu'il est tout à fait normal que je sois passible de poursuites pour ce genre de délits.

J'aimerais vous donner un exemple intéressant et c'est celui de l'État de New-York qui vient de définir la catégorie des armes antiques pour les exempter des lois de cet état sur le contrôle des armes à feu. Quelle que soit cette définition, sa seule exigence est que l'arme ne soit pas chargée. C'est très intéressant. Je pourrais emporter un pistolet antique chez un ami, pour le lui montrer, et tout irait très bien si je suis exempté des dispositions de la loi. Par contre, si j'étais assez fou pour charger l'arme et que j'étais pris en flagrant délit, ou que la GRC trouvait mon arme dans ma voiture et la poudre dans le canon, les mêmes sanctions que pour une autre arme à feu s'appliqueraient. Je trouve cela parfaitement normal. Cependant, si l'arme n'est pas chargée, je ne pense pas qu'elle constitue un très grand danger.

J'ai ici dans ma main une stylo à bille Cross. En 10 minutes, dans n'importe quel atelier, je peux le transformer en un pistolet de calibre 22 dont le tir serait sans doute beaucoup plus précis que celui de la majorité des armes à feu qui se trouvent sur la table derrière le président; je vous garantis que ce stylo à bille ferait sans doute beaucoup plus de dégâts. Cependant, personne n'a encore suggéré qu'il constituait une arme à feu, tout au moins je l'espère.

M. Woolliams: On ne sait jamais, avec ce projet de loi . . .

M. Friesen: Un moment.

M. Stewart: C'est mon problème.

Monsieur le président, je ne sais pas s'il me reste beaucoup de temps, mais j'en ai à peu près terminé avec mes remarques. Je vous recommande de lire mon mémoire de plus près car j'y fais trois suggestions officielles; je voudrais également que vous examinez attentivement la quatrième suggestion que je vous fais aujourd'hui, à savoir que les armes antiques soient totalement exemptées. Mon mémoire ne réclame qu'une exemption partielle à l'intention des collectionneurs d'armes à feu, mais je vous demande également de protéger les propriétaires d'armes à feu qui sont soit des bibelots, soit des pièces d'héritage.

Merci beaucoup, monsieur le président, messieurs les députés.

Le vice-président: Merci beaucoup, monsieur Stewart.

[Text]

From the Service Rifle Shooting Association, the speaker now is Mr. Watt.

Mr. Gavin K. Watt (President, Service Rifle Shooting Association): Mr. Chairman and members of the Committee, I would like to thank you on behalf of our group for this audience. I would like to start our address by referring you to our credentials. I would like to be sure that we have established our credentials because they are rather important to our discussion today.

I believe each of you has been given our brief. I also have here an exhibit which is being left with the Committee. It is about one inch thick and is full of letters from the armed forces regular force, from law enforcement agencies, from historic sites, that deal with the Service Rifle Shooting Association as a working or applying group of firearms collectors. You will note, if you read the brief and if you get a chance to look at this, that we conduct lectures, demonstrations, et cetera, with the armed forces on a regular basis and, in the main, those are modern weapons.

• 1640

I would like to draw this document to your attention. This is a government-produced document, *Précis 304* from the Combat Arms School. It is a small-arms recognition manual. It is full of material on modern small arms, sub-machine guns, light machine guns, assault rifles. This was produced, gentlemen, in my home by members of our Association at the behest of the Combat Arms School, and includes almost 97 per cent of this book, *Weapons Within Our Collection*. We have one of the finest firearms collections in North America, and they range from 1750 to the present day.

Of necessity, most of my discussion today will be about modern arms. I feel that this is the greatest threat, and I think our other friends have dealt very well with the antique material.

I would ask you, if you get an opportunity, to look at this booklet I brought with me. This book indicates that we have a foot in each camp; this book indicates that we are also antique-arms collectors, we are not solely modern-arms collectors. We have reformed Canada's first Anglophone regiment, the King's Royal Yorkers, at our expense as an historical project.

Gentlemen, I think you will note in our brief that we did support certain sections of Bill C-83. As firearms owners we recognize that controls are necessary. We would agree very much with our friends who are almost exclusively antique collectors: yes, certain controls should not apply to those. But we are, I think, sensitive enough and intelligent enough to realize that the modern material needs some controls. We are not against the licensing program. We have our worries about it, but in a sense we will support the licensing program once these areas that had not been defined are cleared up.

I would like to deal later with registration. We also support registration. Obviously, with modern firearms something should be done with the restricted categories. We are not against that. We support it. We think it works. We think it does a good job.

[Interpretation]

Je vais maintenant laisser la parole au représentant de la Service Rifle Shooting Association, M. Watt.

M. Gavin K. Watt (président de la Service Rifle Shooting Association): Monsieur le président, messieurs les députés, je vous remercie de nous avoir permis de comparaître devant vous aujourd'hui. Je voudrais tout d'abord vous donner des précisions sur la constitution de notre association, car cela est important.

Chacun d'entre vous a, je crois, reçu un exemplaire de notre mémoire et j'ai ici un document qui sera également laissé aux membres du Comité. Il a environ un pouce d'épaisseur et contient des lettres des membres des Forces armées, des organismes d'exécution de la loi, de sites historiques, et toutes ces lettres confirment que notre association représente un groupe actif de collectionneurs d'armes à feu. A la lecture du mémoire, vous constaterez que nous organisons régulièrement des conférences et des démonstrations en collaboration avec les Forces armées. En gros, vous avez devant vous des armes modernes.

J'aimerais attirer votre attention sur ce document. Il s'agit d'une publication du gouvernement, le *Précis 304*, de l'École des combats armés. C'est un manuel de reconnaissance des armes portatives qui donne des renseignements sur les armes portatives modernes, les petites mitrailleuses et les armes d'assault. Messieurs, ce document a été préparé presque en entier, dans ma maison, par des membres de notre association, sur l'ordre de l'École des combats armés. Il s'intitule *Les armes de notre collection*. Notre collection d'armes à feu, qui comprend des armes allant de 1750 jusqu'à aujourd'hui, est l'une des meilleures de l'Amérique du Nord.

Inévitablement, je vous parlerai surtout d'armes modernes. A mon avis, ces armes constituent la menace la plus importante, et je crois que nos amis ont couvert la question des armes antiques.

Si vous en avez l'occasion, je vous conseille de consulter cette brochure. Elle souligne que notre association a un pied dans les deux camps. Nous sommes des collectionneurs d'armes antiques aussi bien que des collectionneurs d'armes modernes. A titre de projet historique, nous avons réformé, à nos frais, le premier régiment anglophone du Canada, les *King's Royal Yorkers*.

Messieurs, vous remarquerez que, dans notre mémoire, nous appuyons certains articles du bill C-83. A titre de possesseurs d'armes à feu, nous convenons qu'une certaine surveillance est nécessaire. Nous sommes d'accord avec les collectionneurs d'armes antiques qu'ils devraient être dispensés de certaines exigences. Toutefois, nous sommes assez sensibles et intelligents pour prendre conscience que les armes modernes exigent une surveillance. Le programme d'émission de permis nous inquiète. Nous nous proposons de l'appuyer, suite à l'éclaircissement de certains points.

Je parlerai plus tard de l'enregistrement des armes à feu que nous appuyons. Il est évident que, dans le cas des armes à feu modernes, il faut imposer certaines restrictions aux armes à feu à autorisation restreinte. Nous sommes entièrement d'accord avec ces articles du bill.

[Texte]

We entered into our brief a section regarding the function of collecting. Other people who have spoken here today have talked about collecting, have talked about museums, and we did in our brief as well. We spoke to the fact that collecting amongst private individuals has often formed the basis for some of the most important museums in the world. Collecting is the accumulation of materials that aid succeeding generations in understanding their heritage and society's progress. The collection of arms is no different from this.

We also contend that the arms that are to the left and on the table while they represent ancient material are no different, really, than the modern small arms, the submachine guns, the assault rifles. They too, one of these days, will become antique arms, and I think should receive similar consideration.

We suggested in our brief a number of amendments in an attempt to establish the function of firearms collecting as an equal process to that of target shooting and hunting. There is very little provision in Bill C-83 for the collector, very little. We feel that firearms collecting should get a similar status, and we have suggested a number of amendments, which are very simple. I will not review them. They are very simple. It would just serve to establish firearms collecting on that same platform.

We have several major areas of concern, and that is what I would really like to spend my time on. Our first major area of concern deals with the prohibition of fully-automatic firearms. As I mentioned previously, no age measures the worth of a collectible item. Fully-automatic arms certainly represent, in this era, technological advance and engineering methods and can be of inestimable interest in the future. We are not saying that we do not realize the potential hazard, but we are pointing out that they, several hundred years from now, will be of the same interest as the weapons on the table behind the Chairman.

• 1645

We want to point out an effect which occurs amongst firearms collectors. I am calling this the "vacuum cleaner effect". Firearms collectors "draw in" the restricted firearms that are in circulation and currently not registered. The collector, because he has a status to protect, will take these restricted arms in and have them registered with the police. Represented by the three individuals in our association, here today, is a total of at least 25 fully automatic, previously non-registered arms, which have been brought to the attention of the police. These are now on paper. People know where they are.

This pulling in of items brings them under control, and, in effect, reduces the potential hazard of that type of arm, because the police know who has them, know where they are, and what they are. You are going to lose this, if you prohibit fully automatic arms.

Gentlemen, I also would like to draw your attention to a comparison. I am sure you have heard this before, and I hope it is not going to be too boring. The country of Switzerland requires that all men of military age, from 18 to 58 years of age, keep, in their homes, a fully automatic rifle, a machine gun or a hand gun, as part of their military service. They keep those in their homes, with ammunition, and yet Switzerland has one of the lowest crime rates in the world involving firearms, so low, in fact, that they do not record crimes committed with firearms as a separate statistic. I do not know why Switzerland is different than Canada, but nonetheless, there is the situation.

[Interprétation]

Dans notre mémoire, nous avons traité du rôle des collectionneurs. D'autres témoins aujourd'hui ont mentionné, comme nous d'ailleurs, les musées d'armes à feu. Nous avons souligné que les collections d'armes à feu de particuliers ont souvent constitué la base des musées les plus importants du monde. Les diverses collections représentent une accumulation d'objets qui aident aux générations suivantes à comprendre leur héritage et le progrès de la société. La collection d'armes à feu n'est pas différente.

Nous affirmons aussi que les armes exposées sur la gauche de la table, même si elles sont très anciennes, ne diffèrent pas vraiment des armes portatives modernes, les mitrailleuses et les armes d'assaut. Un de ces jours, ces armes seront considérées comme des armes antiques et elles méritent un traitement semblable.

Notre mémoire propose un certain nombre d'amendements qui visent à mettre les collectionneurs d'armes à feu sur le même pied que les tireurs de compétition et les chasseurs. Le Bill C-83 prévoit très peu de dispositions pour les collectionneurs. A notre avis, les collectionneurs d'armes à feu devraient être traités de la même façon que les autres, et nous avons proposé certains amendements très simples. Je ne les reverrai pas avec vous, mais je vous demande de les prendre en considération.

Permettez-moi de passer le temps dont je dispose à vous parler des nombreux domaines qui nous inquiètent. Parlons d'abord de la prohibition d'armes à feu automatiques. J'ai mentionné plus haut que l'âge ne témoigne pas de la valeur de l'objet de collection. Les armes à feu automatiques représentent certainement des progrès technologiques et l'amélioration de méthodes d'ingénierie. Elles seront d'intérêt inestimable dans l'avenir. Nous sommes conscients du danger qu'elles comportent, mais nous soulignons que dans quelque cent ans, elles seront aussi intéressantes que les armes étalées sur la table, derrière le président.

Nous aimerions vous signaler ce qui se passe entre les collectionneurs d'armes à feu, phénomène que je qualifierais de «rôle d'aspirateur». Les collectionneurs d'armes à feu «aspirent» les armes à autorisation restreinte qui sont en circulation mais ne sont pas enregistrées. Le collectionneur qui veut protéger son statut se présente à la police pour faire enregistrer ses armes à autorisation restreinte. Trois membres de notre association ont présenté aujourd'hui un total d'au moins 25 armes à feu automatiques qui n'avaient jamais été enregistrées auparavant. Tout est en règle maintenant et l'on sait où ces armes se trouvent.

La possession de ces armes à feu par des collectionneurs diminue le danger que représente ce genre d'armes puisque la police sait qui les possèdent et où elles se trouvent. Vous allez perdre cette possibilité de surveillance si vous interdisez les armes automatiques.

Messieurs, au risque de vous ennuyer, permettez-vous de faire une comparaison. En Suisse, tous les hommes d'âge militaire, de 18 à 58 ans, doivent garder, dans leur maison, une carabine automatique, une mitrailleuse ou un fusil à main pour se conformer au service militaire. Ils gardent ces armes et des munitions dans leur maison. Néanmoins, la Suisse est un des pays du monde où le taux de crimes perpétrés au moyen d'armes à feu est si bas qu'ils ne maintiennent pas de statistiques séparées sur cette question. Je me demande pourquoi la Suisse est si différente du Canada.

[Text]

In comparison, gentlemen, the United Kingdom has some of the most restrictive firearms legislation in the world, a virtual prohibition in many cases. It used to be considered a model for arms control, and yet the situation there, now, is a most alarming increase in firearm-related crime. I think that is statistically proven. And in Northern Ireland, which is, of course part, of the United Kingdom, they called for the total surrender of all privately-owned arms, total prohibition, not just of one class. All arms. You have seen the results there, gentlemen. I do not think I need address it.

Another point I would like to make, is the injustice of this provision for prohibition of fully automatic arms. I want to point out to you that the government previously sanctioned, in the Criminal Code, the ownership of this class of firearm. Myself, and a great number of my colleagues, have in good faith registered these arms, have imported these arms legally, have put them on paper, have paid customs and excise duties to the government for them, and sales tax. We, in fact, have purchased from a Crown corporation, several thousand dollars worth of fully automatic arms. And now we are faced with a prohibition and no compensation. All owners of firearms, I might point out, look to this particular section with considerable alarm and foreboding, because the government now says the intent is not to have further prohibitions, but this is an example of "what is with you today can be gone tomorrow." I suggest that this is an example which should not continue.

Some general comments, gentlemen. Today, there are about 3 million Canadian gun owners, about 13 per cent of the population, and they are going to be directly affected by what is done in this bill. This bill is going to amend the Criminal Code, and people who are in contravention of the Criminal Code are going to face serious penalties, and a criminal record. It is not a by-law. It is not something simple. It must be concise, clear-cut, easy to understand, for the citizen, the enforcement agency and, finally, the court. Repeated provisions with in Bill C-83 for future amendments to the Criminal Code by Orders in Council are not in keeping with democratic procedures, when dealing with a document which affects all Canadians. Ultimately, it will affect all Canadians; 13 million today, who knows how many tomorrow.

Regarding the registration system, we recommend that it be maintained, as the most simple and expedient system possible, and we think that this system of registration should be encouraged. It is very adequate now, and we would just like to see it continue that way. This unspecified fee structure has us worried for the reasons previously stated. Some people have 50 restricted arms, and if it could be \$25 for every 5 years, then you can do the arithmetic, gentlemen, it could be quite a burden.

This unspecified fee structure must be fair and not a burden upon the owner. All society is to be protected by registration, so I think there is a little bit of sharing to be done here.

• 1650

One last point I make, and I make it respectfully, I think a lot of this bill has received impetus from the events that

[Interpretation]

Par contre, les lois sur les armes à feu du Royaume-Uni sont parmi les plus restrictives du monde, allant jusqu'à une interdiction formelle dans plusieurs cas. Jusqu'à maintenant, on avait cru que ces lois représentaient un modèle de contrôle des armes à feu. La situation devient alarmante puisqu'il y a une augmentation de crimes perpétrés avec des armes à feu. Les statistiques le prouvent. En Irlande du Nord, qui fait partie du Royaume-Uni, on a demandé la remise de toutes les armes à feu appartenant à des particuliers; en d'autres termes, il s'agit d'une interdiction totale de toutes les armes. Messieurs, vous êtes au courant des résultats. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'en dire plus long.

J'aimerais souligner l'injustice de la disposition qui interdit les armes automatiques. En vertu du Code criminel, le gouvernement avait antérieurement approuvé la possession de ce genre d'armes à feu. Moi-même et un grand nombre de mes collègues avons enregistré ces armes à feu, nous les avons importées légalement, nous les avons inscrites, nous avons payé les droits de douane et la taxe de vente. En fait, nous avons acheté d'une agence de la Couronne, plusieurs milliers de dollars d'armes automatiques. Nous devons présentement faire face à une prohibition de ces armes sans indemnisation. Tous les propriétaires d'armes à feu s'inquiètent du contenu de cet article. Même si le gouvernement affirme qu'il n'a pas l'intention d'imposer d'autres interdictions, cette situation illustre le fait que vous pouvez perdre demain ce que vous possédez aujourd'hui. Cette situation ne devrait pas se répéter.

Messieurs, je vous soumettrai quelques observations générales. Quelque 3 millions de Canadiens possèdent des armes à feu, c'est-à-dire 13 p. 100 de la population. Ils vont tous être touchés directement par l'adoption de ce bill. Ce projet de loi modifiera le Code criminel, et les personnes qui l'enfreindront devront faire face à des sanctions sévères et auront un casier judiciaire. Il ne s'agit pas d'un simple règlement administratif. Le bill doit être concis, clair, facile à comprendre pour le citoyen, pour l'organisme chargé de son application et, enfin, pour la cour. Les dispositions du bill C-83 qui prévoient des amendements futurs au Code criminel en vertu de décrets du conseil vont à l'encontre du procédé démocratique, puisqu'il s'agit d'un document qui touche tous les Canadiens. Il peut finir par toucher tous les Canadiens; aujourd'hui, 13 millions de Canadiens possèdent des armes à feu; qui sait combien en posséderont demain?

Nous recommandons que le système d'enregistrement soit maintenu, mais qu'il soit le plus simple et le plus rapide possible. Présentement, il est approprié et nous aimerions qu'il demeure tel qu'il est. L'imprécision de cette structure tarifaire nous préoccupe pour les raisons que nous avons mentionnées. Certaines personnes ont jusqu'à 50 armes à utilisation restreinte et si le tarif était de \$25 tous les 5 ans, il suffit de faire un petit calcul pour voir que le fardeau financier serait imposant.

Cette structure tarifaire doit donc être équitable et ne doit pas constituer un fardeau pour les propriétaires. Étant donné que c'est l'ensemble de la société qui va être protégé par ce système d'enregistrement, il est naturel que tous les membres de cette société participent.

Je voudrais également vous dire, en conclusion, que ce projet de loi doit son importance aux tragédies de Bramp-

[Texte]

occurred in Brampton and Ottawa. We deplore these events as you do. We deplore them as parents of school-age children and as responsible citizens. I point out that these two lads were excellent students; they were both trained to the use of arms in the militia, both were well thought of by their officers in the militia, and by their teachers.

While we sympathize with the feelings of outrage by the public and remorse and guilt by the parents of the boys perpetrating these crimes, we respectfully point out that this new act would not have prevented these events.

These boys could have definitely proven fitness to own a firearm and if there had been a competency test, they could have proven competency. These unfortunate events would not have been prevented because these are the criminal effects of a mental illness, and the impetus of the bill behind here could be lost because it is not dealing with the right thing. Thank you very much, gentlemen.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Watt. The members have a maximum of 10 minutes each for questioning and I have 5 names . . .

Mr. Robinson: Mr. Chairman, on a point of order.

The Vice-Chairman: Yes, Mr. Robinson.

Mr. Robinson: The Parliamentary Secretary was here—I do not know whether he is coming back—and he was asked a question previously. If he comes back, would you recognize him and have the question put to him?

The Vice-Chairman: Okay. As he is not here I will not ask him. I have six names: Mr. Anderson, Mr. McCleave, Mr. Loiselle, Mr. Towers, Mr. Marceau and Mr. Friesen.

Mr. Gilbert: Mr. Chairman, on a point of order, I am sure you are going to recognize the spokesman for each party in the first round. On the first round, that is what the procedure is.

The Vice-Chairman: Yes, I agree with that. I did not know you wished to . . .

Mr. Gilbert: Oh yes, I would be very pleased to do so.

The Vice-Chairman: You will be the third person.

Mr. Gilbert: All right. Thank you very much.

The Vice-Chairman: You are welcome, Mr. Gilbert. Mr. Anderson please.

Mr. Anderson: Mr. Chairman, normally the Opposition party has the first question. I will certainly bow to them, and will come in second, if I may.

Mr. Woolliams: That has always been the practice, Mr. Chairman. I did not want to raise it, but I hoped that we . . .

Mr. Anderson: We are very good on our side, Mr. Woolliams.

Mr. Woolliams: I have noticed that, your legislation.

[Interprétation]

ton et d'Ottawa. Nous déplorons ces événements au même titre que vous. Nous les déplorons en tant que parents de jeunes enfants et en tant que citoyens responsables. Je voudrais cependant vous faire remarquer que ces deux garçons étaient d'excellents étudiants, qu'ils avaient tous les deux été instruits dans le maniement des armes, à la milice, et que leurs instructeurs et leurs professeurs avaient d'eux une très bonne opinion.

Nous compatissons à la douleur et aux remords des parents de ces enfants, mais nous prétendons que la nouvelle loi n'aurait pas empêché de telles tragédies.

Ces deux garçons auraient pu prouver qu'ils avaient les aptitudes physiques nécessaires pour manier une arme à feu. Ces événements regrettables n'auraient pas pu être empêchés vu qu'ils ont été causés par une maladie mentale, et je prétends que le projet de loi ne permet pas de prévenir de telles tragédies. Merci, messieurs.

Le vice-président: Merci, monsieur Watt. Chaque député a un maximum de dix minutes et j'ai cinq noms sur ma liste . . .

M. Robinson: Monsieur le président, je voudrais invoquer le Règlement.

Le vice-président: Monsieur Robinson.

M. Robinson: Le secrétaire parlementaire était là tout à l'heure et je ne sais pas s'il va revenir. Cependant, on lui a posé une question tout à l'heure. S'il revient, pourriez-vous lui donner la parole afin qu'il puisse répondre à la question qui lui a été posée?

Le vice-président: D'accord. Puisqu'il n'est pas là, je vais donner la parole à M. Anderson et ensuite à MM. McCleave, Loiselle, Towers, Marceau et Friesen.

M. Gilbert: Monsieur le président, je voudrais invoquer le Règlement; vous allez certainement donner la parole au représentant de chaque parti au premier tour; tout au moins, c'est la procédure.

Le vice-président: Je suis d'accord, mais je ne savais pas que vous aviez manifesté l'intention . . .

M. Gilbert: Ce serait avec grand plaisir.

Le vice-président: Vous serez le troisième à prendre la parole.

M. Gilbert: Très bien. Merci.

Le vice-président: Je vous en prie, monsieur Gilbert. Monsieur Anderson, vous avez la parole.

M. Anderson: Monsieur le président, c'est généralement un député de l'Opposition qui est le premier à prendre la parole. Je lui laisse donc aimablement la place et je ne prendrai la parole qu'en second.

M. Woolliams: L'usage veut que nous procédions ainsi, monsieur le président, je n'ai pas osé soulever ce problème, mais j'espérais . . .

M. Anderson: Nous sommes très courtois, dans notre parti, monsieur Woolliams.

M. Woolliams: Je l'ai déjà remarqué avec votre projet de loi.

[Text]

Mr. Anderson: Very gentlemanly.

Mr. McCleave: Mr. Chairman, we have heard seven witnesses on six briefs and, first, I think on behalf of everybody I can compliment them and say that when we get down to the business of looking at the proposed legislation, that on the technical side of what constitutes the exemption for antique firearms and what constitutes ammunition, this will probably be the bible that we will turn to.

I realize that space and time is limited, and I follow in the spirit of Mr. Anderson. Instead of taking the 10, I prefer to ask you to ring the bell on me after 6, and perhaps in that way we can accommodate everybody by 5.30 p.m. If any time is left over, though, I would not mind coming back, because there are all sorts of good ideas shooting around here this afternoon.

First of all, may I ask the man whom I hope will have a drink with me later on today, a constituent of mine, Mr. Stewart—mind you the Solicitor General may just conscript him to bring some sense into the drafting of the legislation—and Mr. Stewart, Mr. Chairman did not touch on the point I am going to ask, his gut reaction to this.

There have been lots of complaints about the Order in Council or the regulatory aspects of the proposed legislation. I would like to ask Mr. Stewart as an experienced barrister his reaction to that part of the proposed legislation.

The Vice-Chairman: Mr. Stewart.

• 1655

Mr. Stewart: Mr. Chairman, members of the Committee, my reaction is that I am concerned, of course, that any piece of legislation, be it Bill C-83, the Income Tax Act or anything else, has to have certain regulatory powers conferred upon the Governor in Council. I appreciate the necessity of these powers. I know that it is impossible to draft a piece of legislation to deal with everything and a certain flexibility has to be conferred upon people to react to the situation as it develops.

I do not like to see the power extended, however, to quite the same extent as it appears to be by Bill C-83. I am concerned very, very much, on the question, for instance, of antiques, that the government has not yet seen fit to distinguish antiques from modern firearms. I have absolutely no confidence that they will see fit to do so two or three years down the line if they ever find it necessary to pass an order in council to declare handguns to be moved from the restricted category to the prohibited category. My concern is that antiques might get swept up in that, either intentionally or accidentally, because the people who are passing the order in council might not appreciate the distinction.

I think our problem is to educate the Committee members and hope that the Committee members will educate the members of Parliament as to what constitutes an antique and why it is not a problem and why it can safely be exempted. If I have my way and the exemption is written in, then of course the regulations no longer concern me. I appreciate that they concern other people, and as a barrister I have run into difficulties finding out what regulations are from time to time. Even the government authorities are never sure what is what on a given day.

[Interpretation]

M. Anderson: C'est cela, très courtois.

M. McCleave: Monsieur le président, nous avons entendu sept témoins pour six mémoires et, tout d'abord, j'aimerais les féliciter car leur témoignage sera sans doute notre bible lorsque nous devrons étudier les aspects techniques relatifs à l'exemption des armes à feu antiques et relatifs aux munitions.

Étant donné que notre temps est limité, je vais me montrer aussi courtois que M. Anderson en ne prenant que six minutes au lieu de dix; vous me ferez signe et, de cette façon, j'espère que tout le monde pourra prendre la parole d'ici 17 h 30. Cependant, s'il nous reste du temps, je serai ravi d'être inscrit pour le second tour car j'ai entendu des idées excellentes cet après-midi.

Tout d'abord, je vais m'adresser au témoin avec lequel j'espère pouvoir prendre un pot tout à l'heure puisque c'est un de mes électeurs; il s'agit de M. Stewart; j'aimerais connaître son opinion à propos d'une question dont il n'a pas parlé dans son exposé.

Nous avons reçu beaucoup de plaintes sur le principe des décrets en conseil, c'est-à-dire sur les règlements qui seront établis après l'adoption de ce projet de loi. J'aimerais donc demander à M. Stewart, qui est un avocat expérimenté, ce qu'il pense de cette partie du projet de loi.

Le vice-président: Monsieur Stewart.

M. Stewart: Monsieur le président, messieurs les députés, je crains qu'il ne soit nécessaire que tout projet de loi, que ce soit le Bill C-83 ou la Loi de l'impôt sur le revenu, confère certains pouvoirs de réglementation au gouverneur en conseil. Je reconnais que de tels pouvoirs sont nécessaires. En effet, il est impossible de rédiger une loi prévoyant tous les cas possibles et il faut donc que certains responsables jouissent d'une certaine latitude pour faire face aux situations qui pourront se présenter.

Cependant, je ne suis pas d'accord pour que ces pouvoirs soient élargis comme ils le sont dans le Bill C-83. Je me préoccupe beaucoup, par exemple, du problème des armes antiques, étant donné que le gouvernement n'a pas jugé bon de faire la distinction entre les armes antiques et les armes modernes. De plus, je ne pense pas qu'il jugera bon de le faire dans deux ou trois ans, s'il juge un jour nécessaire de promulguer un décret en conseil stipulant que les revolvers passent de la catégorie des armes à utilisation restreinte à la catégorie interdite. Je crains que les armes antiques ne soient plus ou moins négligées, de façon intentionnelle ou non, car ceux qui promulguent des décrets en conseil risquent de ne pas faire la distinction.

Notre travail consiste donc à montrer aux membres du Comité qu'il existe bien une différence, en espérant que vous expliquerez par la suite aux autres députés ce qu'est exactement une arme antique, pourquoi elle ne pose aucun problème et pourquoi elle peut être exemptée en toute sécurité. Si j'arrive à obtenir cette exemption, les règlements ne me préoccuperont plus, évidemment. Je comprends qu'ils vont en préoccuper d'autres et, en tant qu'avocat, j'ai souvent eu du mal à savoir exactement en quoi consistaient les règlements relatifs à une loi. En fait, même les autorités gouvernementales ne sont jamais sûres de la situation précise à une date donnée.

[Texte]

Mr. McCleave: Yesterday in this same Committee, dealing then with the estimates of the Minister of Justice, we heard the point of view of the Law Reform Commission that when you divide what is set forth as a crime, for example, in the Criminal Code, it is what is set forth as a course of conduct within a statutory instrument or regulation or order in council and the like. The suggestion of the Law Reform Commission was that you could use the full sanction of the law within the Criminal Code to punish the breach of the Code itself, but if there were a breach of a regulation, a statutory instrument and the like, that should be simply a subject for fine. What does Mr. Stewart say to that sort of very broad division between these two categories?

Mr. Stewart: That sounds reasonable, because if it is in the Criminal Code the man is supposed to know that it is there. The theory is that we all know what the law is, and if it calls for a term of imprisonment, or a possible term of imprisonment, then he is liable to it for a breach. If it is some obscure regulation that he has absolutely no way of knowing about that has been passed on him, and he finds himself all of a sudden in breach of a provision of the Criminal Code as a result of that, then perhaps it is only fair that the penalty be something less stringent than it might otherwise have to be.

Mr. McCleave: I thank the witness. Now, in the remaining three minutes I have imposed on myself, Mr. Chairman, may I turn to our first witness, the Black Powder gentleman, Mr. Roy, and to page 4 of his particular brief where he deals with search and seizure, and then to the second paragraph, which also deals with the same sort of topic. I wonder whether the witness would not mind elaborating on the view of his own group with regard to what I would call the Saturday night tragedy and whether one should have a right as a policeman or law-abiding citizen to be able to move into a house from which one heard the sounds of quarreling and the like, knew that there were weapons in that house and knew, as alas is too often the case, that there might be a tragedy happening. Can we go that far in today's Canada, and has the association that our witness represents thought this matter out as a philosophic matter, perhaps considering that most of us have been brought up on some sort of idea that a person's home is his own castle?

The Vice-Chairman: Mr. Roy.

Mr. Roy: We have talked about this a great deal. It seems to me that one of the things that is a problem as far as domestic quarrels are concerned, or accidents within the homes or even crimes committed within a home, is that in some cases guns are not stored correctly. It seems to me that Bill C-83 could be much more specific in the regulations set down for storing a firearm.

Personally, all the people I know who are shooters, serious shooters, myself of course, store firearms in such a way that they are not functional in a ready-made situation. Certainly, if you are going to shoot muzzle loaders, I cannot picture a domestic quarrel where somebody would pour powder down a barrel, ram the ball and patch down afterwards, and then... You know, by that time, theoretically, he has cooled down. As far as an officer going into a home, I believe an officer can go in now. If there is a complaint by a neighbour, he can go in and seize a weapon. So I think there is enough provision under the present Code that could take care of this particular situation.

[Interprétation]

M. McCleave: Hier, nous étudions le budget du ministre de la Justice et nous avons entendu le président de la Commission de la réforme du droit nous dire que lorsqu'on divise ce qui est défini comme un crime, par exemple, dans le Code criminel, c'est ce qui est défini dans le règlement, le texte réglementaire ou le décret en conseil. Les représentants de la Commission de réforme du droit nous disaient que nous pouvions avoir recours à toutes les sanctions prévues dans le Code criminel pour punir toute infraction du Code lui-même mais que, s'il n'y avait qu'une infraction au règlement, ou à un texte réglementaire, la sanction consistait simplement en une amende. Que pense M. Stewart de cette division très vague entre ces deux catégories?

M. Stewart: Elle me paraît raisonnable car tout citoyen ordinaire est censé connaître la loi et, si celle-ci prévoit une peine d'emprisonnement, il est passible de cette sanction s'il enfreint la loi. Par contre, s'il existe des règlements obscurs dont il n'a aucune idée et qui ont été adoptés à son insu, il est normal que les sanctions prévues soient moins sévères s'il se trouve dans une situation où il a violé une disposition du Code criminel à la suite de ces règlements.

M. McCleave: Je remercie le témoin. Il me reste trois minutes, compte tenu de la limite de temps que je me suis imposée, monsieur le président, et je vais en profiter pour m'adresser à notre premier témoin, M. Roy. A la page 4 de son mémoire, il parle des dispositions sur la perquisition et les fouilles. J'aimerais qu'il nous donne un peu plus de détails sur la position de son Association vis-à-vis de ce qu'on pourrait appeler la tragédie du samedi soir. En d'autres termes, il s'agit de savoir si un policier ou un citoyen soucieux d'observer la loi a le droit de pénétrer dans une maison d'où sortent les bruits d'une querelle, lorsqu'il sait qu'il y a des armes dans cette maison et qu'une tragédie risque de survenir. Peut-on aller aussi loin? L'Association que représente notre témoin a-t-elle étudié ce problème de façon plus approfondie, étant donné que la tradition veut que «charbonnier est maître chez soi»?

Le vice-président: Monsieur Roy.

M. Roy: Nous avons en effet longuement parlé de cette question. Il arrive, lors de scènes de ménage, d'accidents ou même de crimes perpétrés dans une maison, que les armes à feu n'aient pas été entreposées de façon adéquate. A mon avis, le Bill C-83 devrait être beaucoup plus précis en ce qui concerne les règlements qui seront établis pour l'entreposage d'une arme à feu.

Personnellement, tous les tireurs que je connais, et j'en suis un moi-même, entreposent leurs armes à feu de telle façon qu'elles ne peuvent pas être utilisées immédiatement. Bien sûr, vous pouvez toujours charger l'arme, mais j'ai du mal à envisager le cas où, pendant une scène de ménage, l'un des «adversaires» irait charger l'arme pour perpétrer son crime. Entre-temps il aura eu le temps de se calmer, tout au moins en théorie. En ce qui concerne le fait qu'un agent entre dans une maison, je pense qu'un agent peut entrer aux termes des lois actuelles. Si un voisin formule une plainte, l'agent peut entrer et saisir l'arme. Je pense donc que le code actuel contient suffisamment de dispositions pour résoudre ce problème en particulier.

[Text]

The Vice-Chairman: Mr. Gilbert.

• 1700

Mr. Gilbert: I am trying to be co-operative. Mr. Anderson can go ahead if he wishes.

Mr. Anderson: It is quite all right, Mr. Gilbert.

Mr. Gilbert: Thanks, Mr. Anderson.

Mr. Chairman, first I want to thank the spokesmen for these different groups for their excellent presentation. One of the things that strikes me, Mr. Chairman, is whether these gentlemen have the statement of the Minister of Justice that he made before the Committee dealing with some of the criticisms that have been made by organizations like yours. If you have it, I think it is our duty to see that they get a copy of the Minister's statement because it seems to me that he answered many of the problems that are worrying you and worrying us.

I want to tell you, gentlemen, that most of us on this Committee attempt to be nonpartisan with regard to any legislation that comes forth. We are all anxious to bring forth a good bill that is workable and gives protection and safety to Canadians with regard to this problem.

Now having said that, I want to get to Mr. Wardlaw with regard to some of the comments he made. He dramatized his point by picking up these antique guns and pointing them—I was rather happy you did not point it at me, Mr. Wardlaw—and saying, why would we register these guns? Well, the first point is we are not going to register them. We are going to license the owner of the antique guns, which is a very important point.

Now, just let me get a second point in, Mr. Wardlaw, because I want you to comment on this. You said, why would we think of registering these guns? My question to you is, how would we know that they are not lethal weapons? I think it was Mr. Stewart or one of these witnesses who said that an antique gun can be just as lethal as a modern gun. If a criminal goes into a bank and he points one of these antique guns, just how is the cashier going to know whether it is lethal or not lethal? This is what worries me, Mr. Wardlaw, and I would like a couple of comments on it.

Mr. Wardlaw: Mr. Gilbert, you have asked me two questions. May I give two answers?

The first one dealing with registration—your point on registration has given me a good deal of concern because I have been told one thing and I read another. What I read, sir—may I go through the bill as I have it? Unless there have been some amendments that I do not have, it starts with proposed Section 82.(1) under the definition of registration certificate. And that says:

[Interpretation]

Le vice-président: Monsieur Gilbert.

M. Gilbert: Je veux bien faire preuve d'esprit de collaboration. M. Anderson peut passer en premier s'il le désire.

M. Anderson: Non, cela ne me dérange pas du tout, monsieur Gilbert.

M. Gilbert: Merci, monsieur Anderson.

Monsieur le président, j'aimerais d'abord remercier les représentants de ces différents groupes pour leur excellente présentation. Je me demande, monsieur le président, si ces messieurs ont eu connaissance de la déclaration qu'a faite le ministre de la Justice devant ce comité en ce qui a trait à certaines des critiques qui ont été formulées par des organismes comme les leurs. Si vous l'avez, je pense qu'il est de notre devoir de nous assurer que ces organismes obtiennent un exemplaire de la déclaration du ministre parce qu'il me semble qu'il a répondu à beaucoup des questions dont ces messieurs traitent et qui nous inquiètent tous.

J'aimerais vous dire, messieurs, que la plupart d'entre nous, dans ce comité, essaient de ne pas afficher une attitude partisane relativement à la loi à adopter. Nous voulons tous que la loi adoptée puisse fonctionner et qu'elle protège réellement la sécurité des Canadiens en ce qui a trait à ce problème.

Ceci étant dit, j'aimerais poser une question à M. Wardlaw au sujet de certaines de ses observations. Il a su donner un accent pathétique à ses propos en prenant ces armes à feu et en les pointant,—je suis heureux que vous ne les ayez pas pointées vers moi, monsieur Wardlaw,—et en disant: pourquoi devrions-nous enregistrer ces armes à feu? Eh bien, précisons d'abord que nous n'allons pas les enregistrer. Nous allons accorder un permis au propriétaire de fusils antiques, point qui est très important.

Permettez-moi maintenant de passer à une deuxième chose, monsieur Wardlaw, parce que je désire connaître votre opinion à ce sujet. Vous nous demandez pourquoi nous voudrions enregistrer ces armes à feu? Je vous demande à mon tour comment nous saurions que ce ne sont pas des armes meurtrières? Je pense que c'est M. Stewart, ou un des témoins, qui a dit qu'un fusil antique peut être tout aussi meurtrier qu'un fusil moderne. Si un criminel entre dans une banque et dirige un de ses pistolets antiques vers une caissière, comment la caissière va-t-elle savoir si cette arme est meurtrière ou ne l'est pas? Voilà ce qui me préoccupe, monsieur Wardlaw, et j'aimerais entendre votre opinion à ce sujet.

M. Wardlaw: Monsieur Gilbert, vous m'avez posé deux questions. Permettez-moi donc de vous donner deux réponses.

Je vais vous parler d'abord de l'enregistrement; vos propos au sujet de l'enregistrement m'ont causé bien des problèmes parce qu'on me dit certaines choses que mes lectures ne confirment pas. D'après ce que je lis, monsieur... permettez-moi de vous faire des citations du projet de loi de la version dont je dispose; il existe peut-être des amendements que je ne connais pas; commençons par le paragraphe proposé 82.(1), à la définition du certificat d'enregistrement. On y lit:

[Texte]

"registration certificate" means a restricted weapon registration certificate issued under section 106.2;

I then go to proposed Section 106.2 which reads:

106.2(1) An application for a registration certificate in respect of a restricted weapon shall be in a form ...

Then I go on to proposed Section 106.5 which says:

106.5(1) Every one who, for the purpose of procuring a licence, registration certificate or permit for himself ... is guilty of an offence ...

As I read those three sections, I read them as a registration certificate for a weapon. It may not be the intention, but that is how I read it. Granted, gentlemen, that you are the people who prepare the legislation, but you are not the people who interpret it. That is the answer to number one. I recognize the philosophy behind it and I know what you are saying and it has bothered me, but as I read the act it does not hang through all the way, the way I am told it does. That is the answer to number one.

Number two, how do we know it is a lethal weapon? You do not, and the bank teller who has this pointed at her does not know.

• 1705

But the first point of our brief, as opposed to my presentation, was very similar to that of Mr. Stewart, in that we do not feel that these things should be exempted so far as the commission of any crime is concerned. We agree with his suggested legislation.

The third paragraph of our brief:

It is not accurate to say we should feel there is a complete exemption. Sections ...

naming them

... deal with offences relating to the use of firearms and other offensive weapons. We believe it unlikely that antique firearms would ever be so used. But, if they are, the accused should not be able to defend himself on the ground that the weapon used was an antique.

Then, when we go into the definitions and suggested legislative changes, we suggest that if crimes are committed with an antique weapon it is not a defence that it is an antique.

Mr. Gilbert: I am wondering once again just how the cashier knows whether it is a lethal weapon or not. Look at how Kelly fooled the guards up in North Bay just last night or the night before with a toy pistol.

Mr. Wardlaw: Well, Mr. Gilbert, the answer obviously is that they do not know.

[Interprétation]

«certificat d'enregistrement» désigne le certificat d'enregistrement d'armes à autorisation restreinte délivré en vertu de l'article 106.2;

On passe donc ensuite à l'article 106.2 proposé, qui se lit comme suit:

106.2(1) Une demande de certificat d'enregistrement d'une arme à autorisation restreinte doit être en une forme prescrite ...

Je passe ensuite à l'article 106.5 proposé, où l'on dit:

106.5(1) Est coupable... quiconque, afin d'obtenir... une autorisation, un certificat d'enregistrement ou un permis ...

La lecture de ces trois articles m'amène à penser qu'il s'agit d'un certificat d'enregistrement d'une arme. Cela n'est peut-être pas l'intention de la loi, mais c'est ainsi que je l'interprète. Je conviens, messieurs, que vous êtes les personnes qui préparent la loi mais que vous n'êtes pas les personnes qui l'interprètent. Voilà donc la réponse à votre première question. Je me rends compte de la philosophie qui la sous-tend et je sais ce que vous dites: cela m'a vraiment préoccupé, mais la lecture de la loi ne me permet pas d'en accorder le texte et vos dires. Voilà donc ma réponse à votre première question.

Vous avez posé une deuxième question au sujet de la manière dont nous pouvons savoir s'il s'agit d'une arme meurtrière. On ne peut pas le savoir et la caissière vers qui l'objet est pointé ne le sait pas non plus.

Il reste qu'au début de notre mémoire, chose que nous n'avons pas faite dans notre présentation, nous faisons état de sentiments très semblables à ceux de M. Stewart, disant que nous ne pensions pas que ces objets devraient être exemptés en ce qui concerne la perpétration d'un crime quelconque. Nous acceptons la loi qu'il propose.

Nous disons, dans le troisième paragraphe de notre mémoire:

Il n'est pas exact de dire que nous pensons qu'il devrait y avoir exemption totale. Les articles ...

Ici nous les nommons,

... traitent des infractions liées à l'utilisation d'armes à feu et d'autres armes offensives. Nous pensons qu'il est fort peu probable que des armes à feu antiques soient jamais utilisées à ces fins. Mais, si elles l'étaient, l'accusé ne devrait pas pouvoir se défendre en prétendant que l'arme utilisée était une antiquité.

Nous passons ensuite aux définitions et nous proposons des modifications à la loi; nous proposons que l'on n puisse pas se défendre d'avoir commis un crime si on l'a faite à l'aide d'une arme antique.

M. Gilbert: Je me demande, encore une fois, comment la caissière saura s'il s'agit d'une arme meurtrière ou d'autre chose. Pensez à la manière dont Kelly a trompé les gardiens à North Bay la nuit dernière ou la nuit d'avant avec un pistolet jouet.

M. Wardlaw: Eh bien, monsieur Gilbert, la réponse est qu'évidemment on ne le sait pas.

[Text]

Mr. Gilbert: That is right.

Mr. Wardlaw: They cannot know.

Mr. Gilbert: Yes, that is right.

Mr. Wardlaw: But that is not a reason to cover them in the whole thing, because we agree that, if they do that, they should be guilty of a crime.

Mr. Gilbert: I will double check your first point, Mr. Wardlaw.

Mr. Wardlaw: All right.

Mr. Gilbert: I think you are wrong with regard to your interpretation of it. But I will double check it just to make sure that we are right in our analysis of those sections.

I want to speak to Mr. Chapman for a moment because he brought up the question of licensing, and he was rather critical of the licensing. Now, we have guarantors with regard to passports and most Canadians accept the principle of guarantors concerning passports. It seems to me, Mr. Chairman, that with regard to guns, which are so potentially dangerous, there is an onus on most Canadians to restrict the availability of guns and to impose a responsibility. And the responsibility comes with regard to the licensing.

I, for one, feel that a person who possesses this lethal weapon should have some test of fitness. I would carry it a second step, to be quite honest with you, Mr. Chapman. I would carry it to the question of competence. I find that most people who have firearms and do any shooting are quite happy with the competence test.

But with regard to fitness, surely there is a responsibility that a person who possesses this type of weapon be a fit person, and the only way you can do it is by getting one or two guarantors with regard to his fitness. There is also a responsibility on the registrar to see that he does not have a criminal record and that he does not have a history of mental illness. We are trying to take it from a total responsibility standpoint, and I would like your comments on that, Mr. Chapman.

Mr. Chapman: In the first place, this whole bill is primarily supposed to be aimed at the criminal and criminal use of weapons.

Mr. Gilbert: No, no.

Mr. Chapman: As I understand it, anyway.

Mr. Gilbert: No, it is not, not for one minute. No, no, not for one minute, Mr. Chapman.

Mr. Chapman: Well, I apologize, but that is the way I understood it.

The people who are apt to do the most damage with weapons would not apply for a licence in the first place. They have previously laughed at all these laws and they still do. We see also that the guarantors would be drawn from a class or classes of persons as yet unnamed.

[Interpretation]

M. Gilbert: Cela est exact.

M. Wardlaw: On ne peut pas le savoir.

M. Gilbert: Oui, cela est exact.

M. Wardlaw: Mais cela n'est pas une raison pour protéger d'emblée ces criminels; nous convenons que, même s'ils ont recours à ces armes, ils doivent être considérés coupables de crime.

M. Gilbert: Je ferai une vérification au sujet de votre première assertion, monsieur Wardlaw.

M. Wardlaw: Très bien.

M. Gilbert: Je pense que votre interprétation est erronée. Mais je vérifierai la question afin de m'assurer simplement que notre analyse de ces articles est exacte.

J'aimerais m'adresser maintenant à M. Chapman pour quelques instants parce qu'il a soulevé la question de l'octroi des permis, qu'il a critiqué. Nous disposons actuellement de répondants en ce qui a trait aux passeports et la plupart des Canadiens acceptent le principe des répondants dans ce cas. Il me semble, monsieur le président, qu'en ce qui a trait aux armes à feu, qui peuvent éventuellement être si dangereuses, la plupart des Canadiens ont l'obligation de limiter la disponibilité d'armes à feu et d'assumer certaines parts de responsabilité. Leur responsabilité se manifeste justement en ce qui a trait aux permis.

Je pense qu'une personne qui est en possession d'une arme à feu meurtrière doit se soumettre à un test d'aptitude. Honnêtement, j'irais jusqu'à un test de compétence. J'observe que la plupart des personnes qui ont des armes à feu et qui s'exercent au tir se contentent des tests de compétence.

Toutefois, en ce qui a trait à l'aptitude, chaque personne qui possède une arme de ce genre est responsable d'être apte à l'utiliser; la seule manière de parvenir à cela est d'obtenir l'attestation d'un ou de deux répondants de l'aptitude de cette personne. Le registraire a également la responsabilité de s'assurer que le détenteur de permis n'a pas de dossier criminel et qu'il n'a pas d'antécédents de maladie mentale. Nous essayons de faire porter à chaque individu le poids entier de ses responsabilités; j'aimerais connaître vos observations à ce sujet, monsieur Chapman.

M. Chapman: Disons d'abord que tout ce projet de loi vise principalement les criminels et l'utilisation criminelle d'armes à feu.

M. Gilbert: Non, non.

M. Chapman: C'est du moins la compréhension que j'en ai.

M. Gilbert: Non, pas du tout, absolument pas. Pas du tout, monsieur Chapman.

M. Chapman: Eh bien, je vous prie de m'excuser, mais c'est ainsi que je l'avais compris.

Les personnes qui sont le plus susceptibles de faire le plus grand tort possible avec des armes, de toute façon, ne présenteraient pas de demande en vue d'obtenir un permis. Elles se sont déjà moquées, antérieurement, de toutes ces lois et elles continuent de le faire. Nous nous apercevons également que les répondants proviendraient d'une catégorie ou de plusieurs catégories de personnes non encore identifiées.

[Texte]

Mr. Gilbert: The Minister has given a list of ...

Mr. Chapman: This we would like to see specified.

We have consulted with our members and they all resent more or less the assumption of guilt—the assumption of something or other, we do not know what it actually is, but there is an assumption there—when in the past history of this country it has never been necessary and there has not been that much trouble. In any case, that would not prevent a criminal, who does not intend to get a licence, from misusing an arm.

• 1710

We also looked at the possible ramifications of this guarantor thing. I have been in the political business for a long time, I have worked at it for a long time, and I know that sometimes favours are done. We can see that a person who is well connected would stand a lot better chance of getting a guarantor or guarantors from a class or classes of persons unknown, that an ordinary person who was unknown to anybody. A passport only requires one guarantor and I think the class of person is pretty specifically stated, but in this case there is no specifications and it requires two guarantors. Why two instead of one, when you only need one guarantor to travel the whole world?

Then the competency test—well what do you envisage for a competency test? Most of the gun clubs are very selective of the people they admit. I know the Arms Collectors—and we are the oldest group in existence in this province, possibly in the country, and the largest—screen people for their character at least.

This thing has been compared to the automobile. People have said you must pass a driver's test, why not pass some sort of a test for this. Our answer to that is that guns are only used on private property, even in hunting season they are not used anywhere except on government appointed hunting grounds. The automobile is used on public highways. Furthermore, as regards the competency test, I would point out that every drunk driver, every incompetent driver, every dangerous driver has passed a test—so it really did not prove much, did it?

What are we talking about? What kind of a test do you want? We maintain that a person's character is sufficient, and we have never ever said that we are specifically against proper legislation. We have said in our brief that we are quite prepared to sit down and discuss this thing honestly and openly with the proper committee. We do resent being put in the position that we are in the present context. If the members of the Committee want to sit down with us or call in representatives of shooting groups and gun owners who are not members of shooting groups then you are getting into another sphere. It is like forcing a man to join the union, a lot of people do not want to do it, and yet they still have guns, they have had guns for generations and they have never committed a crime and never committed an indiscretion.

[Interprétation]

M. Gilbert: Le ministre a fourni une liste des ...

M. Chapman: Nous aimerions avoir des détails précis à ce sujet.

Nous avons consulté nos membres et ils s'opposent tous plus ou moins à la supposition de culpabilité—à la supposition de je ne sais trop quoi, nous ne savons pas vraiment comment l'appeler, mais il reste qu'il existe une supposition—alors qu'historiquement dans notre pays, cela n'avait jamais été nécessaire et il n'y a pas, pour autant, eu tellement de problèmes. De toute manière, cela n'empêcherait pas un criminel qui n'a pas l'intention d'obtenir un permis d'utiliser une arme à mauvais escient.

Nous avons également étudié les répercussions éventuelles de la question des répondants. Je m'occupe de politique depuis bien longtemps, je fréquente ce milieu depuis longtemps, et je sais que parfois, on accorde certaines faveurs. Je sais qu'une personne qui a les accointances nécessaires pourra sans doute beaucoup plus facilement trouver un répondant ou des répondants d'une classe ou de classes de personnes inconnues, qu'un particulier ordinaire qui est inconnu de tout le monde. Il ne faut qu'un seul répondant pour un passeport et je pense que la classe du répondant est bien précisée; mais, dans ce cas, il n'y a pas de précision et il faut deux répondants. Pourquoi en faut-il deux plutôt qu'un, puisqu'il n'est besoin que d'un seul répondant pour voyager dans le monde entier?

En ce qui concerne le test de compétence, je me demande ce que vous prévoyez pour ce test. La plupart des clubs de tir choisissent leurs membres avec beaucoup de précaution. Je sais que la *Arms Collectors*—et nous sommes le groupe le plus ancien et le plus grand dans cette province, sinon dans le pays—sélectionne ses membres, du moins du point de vue de leur caractère.

On a comparé cela aux examens de conduite automobile. Certaines personnes ont dit que puisqu'il faut subir un examen de conduite automobile, on pourrait également subir un examen pour les armes à feu. Nous répondons à cela que les fusils sont utilisés uniquement sur les propriétés privées; même au cours de la saison de chasse ils ne sont pas utilisés n'importe où; on s'en sert uniquement sur les terrains de chasse délimités par le gouvernement. L'automobile est utilisée sur les routes publiques. En outre, en ce qui concerne la compétence, j'aimerais signaler que chaque conducteur ivre, chaque conducteur incompetent, chaque conducteur dangereux a subi un examen; on n'a donc vraiment rien prouvé, n'est-ce pas?

De quoi parlons-nous au juste? De quel genre d'examen s'agirait-il? Nous maintenons que la connaissance du caractère d'une personne est suffisante et nous n'avons jamais dit que nous nous opposons précisément à des lois adéquates. Nous avons dit dans notre mémoire que nous sommes prêts à discuter honnêtement et librement de cette question avec le comité pertinent. Nous n'aimons pas la position dans laquelle nous sommes placés actuellement. Si les membres du Comité veulent siéger avec nous ou convoquer des représentants de clubs de tir et des propriétaires d'armes à feu qui ne sont pas membres d'un club de tir, on entrera alors dans un tout autre ordre d'idées. C'est comme vouloir obliger un homme à se joindre au syndicat; beaucoup de personnes ne veulent pas le faire, et pourtant elles continuent d'avoir des armes à feu; elles ont eu des armes à feu depuis des générations et elles n'ont jamais commis de crimes et ne se sont jamais rendues coupables d'une infraction.

[Text]

So what are we discussing here? I think the first thing we have got to find out is what we are discussing before we discuss it.

The Vice-Chairman: Well maybe we can go on with the discussion. Mr. Gilbert, your time has expired.

Mr. Gilbert: You see, you have denied me the right to reply, Mr. Chapman.

Mr. Chapman: I am very sorry, I did not intend to. You should have stopped me.

The Vice-Chairman: If you have a very short reply I will allow it.

Mr. Gilbert: It is all right, go ahead.

The Vice-Chairman: Thank you very much, Mr. Gilbert, Mr. Anderson.

Mr. Anderson: Thank you very much, Mr. Chairman. Could I direct a question to the gentleman representing the Service Rifle Shooting Association? On the collection of modern and antique fully automatic weapons, is there such a thing as a fully automatic antique weapon?

Mr. Watt: Well within the body of the definition that I think Mr. Wardlaw supplied probably not.

Mr. Anderson: What is the earliest date . . .

Mr. Watt: It would be the Gatling gun of the late 1800s. It is an early one, but it is not really an automatic per se.

Mr. Anderson: No, it is not.

Mr. Watt: You are looking at the Maxim machine gun of the early 1900s.

Mr. Anderson: I see. You mentioned that you were in favour of continuing the registration of these weapons, is that correct?

Mr. Watt: Yes, sir.

Mr. Anderson: Do you have any other suggestions? Is that the only suggestion you have regarding dealing with collectors of fully automatic weapons? The reason I ask that is: are these weapons serviceable; can they be used; unlike the antique weapons, that according to Mr. Wardlaw cannot be fired, can your weapons be fired?

Mr. Watt: Well, Mr. Anderson, there are several classes of course. In the majority of cases, yes, they can be fired. In the majority of cases I would say that Mr. Wardlaw's weapons could be fired as well if he wished to do so. Certainly the antique weapons in my collection could be fired.

Mr. Anderson: Yes. Are they fired, sir?

• 1715

Mr. Watt: Well, in our brief, Mr. Anderson, we refer to all the activities that we have with the regular force, and our lectures and demonstrations—and of necessity, yes, the weapons are fired.

[Interpretation]

J'aimerais donc savoir de quoi nous discutons ici. Je pense qu'il est essentiel pour nous de le savoir avant de commencer d'en discuter.

Le vice-président: Eh bien, nous pouvons peut-être continuer d'en discuter. Monsieur Gilbert, votre temps est écoulé.

M. Gilbert: Voyez-vous, monsieur Chapman, vous me privez du droit de vous répondre.

M. Chapman: Je m'en excuse, ce n'était pas mon intention. Vous auriez dû m'interrompre.

Le vice-président: Si vous voulez répondre très brièvement, je vous le permettrai.

M. Gilbert: Non, cela ira très bien, poursuivez.

Le vice-président: Merci beaucoup, monsieur Gilbert. Monsieur Anderson.

M. Anderson: Merci beaucoup, monsieur le président. J'aimerais poser une question au représentant de la *Service Rifle Shooting Association*. Au sujet de la collection d'armes entièrement automatiques modernes et antiques, je me demande s'il existe des armes antiques qui soient entièrement automatiques?

M. Watt: Eh bien, si j'en crois la définition que M. Wardlaw a fournie, cela n'existe sans doute pas.

M. Anderson: Quelle est la première date . . .

M. Watt: Je pense qu'il faudrait remonter aux armes Gatling, de la fin du 19^e siècle. C'est une assez vieille arme, mais ce n'est pas vraiment une arme automatique.

M. Anderson: Non, ce n'en est pas une.

M. Watt: Dans ce cas, ce serait la mitrailleuse Maxim du début du 20^e siècle.

M. Anderson: Je vois. Vous avez mentionné que vous favorisiez l'enregistrement permanent de ces armes; est-ce exact?

M. Watt: Oui, monsieur.

M. Anderson: Avez-vous d'autres propositions? Est-ce la seule suggestion que vous ayez à faire en ce qui a trait aux collectionneurs d'armes à feu entièrement automatiques? Voilà pourquoi je vous pose cette question: ces armes peuvent-elles être réparées? Peut-on s'en servir? Par opposition aux armes à feu antiques que, selon M. Wardlaw, on ne peut pas utiliser, peut-on tirer avec vos armes?

M. Watt: Eh bien, monsieur Anderson, il existe bien sûr plusieurs catégories. Dans la plupart des cas, j'avoue que l'on peut tirer à l'aide de ces armes. Je pense également que, dans la plupart des cas également, les armes de M. Wardlaw pourraient être utilisées. Je suis en tout cas sûr que les armes antiques de ma collection peuvent encore être utilisées.

M. Anderson: Oui. S'en sert-on pour le tir, monsieur?

M. Watt: Dans votre mémoire, monsieur Anderson, nous traitons de toutes nos activités, de nos conférences et de nos démonstrations; nécessairement, nous tirons avec ces armes à feu.

[Texte]

Mr. Anderson: I see.

Mr. Watt: The only way that our particular group can be of use in the manner that we have is, of course, to be in a position to use them. So the simple answer is: yes, all of them are working. The majority of them are working, anyway.

Mr. Anderson: The thought strikes me that there was a case in Montreal recently where an automatic weapon was used in a holdup—and I forget the calibre, but it was a fairly large calibre. Is there any suggestion by your group that there may be some way of disarming them so that they would not be dangerous, or are you opposed to that completely?

Mr. Watt: Can I deal with one at a time, Mr. Anderson?

Mr. Anderson: That was just a comment.

Mr. Watt: The weapon that I think you are referring to was the one used at the Brinks robbery, and I have no way of knowing for sure but we are almost positive—and I am sure you have ways and means of finding this out—that that weapon, in its own right, was deactivated. That weapon could not have fired and it was, we believe, sold for scrap by Crown Assets Disposal Corporation in Alberta I think in, let us say, 1966. They had a whole sale of them. In that event, that weapon was misused. It is sort of what Mr. Gilbert was saying—how does a man who is confronted with it know that it does not work? I know it is not quite an answer to your question but I think it deserves some reference to it.

From our point of view, and from the point of view, I think, of the future, we cannot see the permanent deactivation of this class as being certainly of any assistance to ourselves. We also point out in our brief that we try to deal with this—and it was only a try—in a table of the occurrences involving the abuse of fully automatic weapons, and I would ask you to have a glance at that. I think you probably have records a lot better than ours but I think we are fairly accurate, and particularly so in Ontario where two of our members work in this job function as firearms examiners—and the abuse has been very limited.

Mr. Anderson: Thank you very much, Mr. Chairman.

I wonder if I may just briefly ask the witnesses that appeared before us: would it be a fair statement that the people that belong to the antique collectors, groups, as well as the other people that have been represented here today, also have modern weapons; so that in the case of licensing the individual, would we not basically be dealing with the same group? In other words, are there many antique gun collectors that are antique gun collectors only, that do not have any other modern weapons? I realize this is a generalization.

Mr. Watt: It could probably go both ways but I do not know. I do not have any guns that would meet a definition...

[Interprétation]

M. Anderson: Je vois.

M. Watt: Il nous serait impossible d'être utiles s'il nous était interdit de nous servir de ces armes. Nous devons répondre simplement: Oui, toutes ces armes fonctionnent. En tout cas, la plupart d'entre elles fonctionnent.

M. Anderson: Je me souviens tout à coup qu'il y a eu un cas, récemment, à Montréal, où l'on s'est servi d'une arme à feu automatique pour un holdup... j'oublie le calibre de l'arme en question, mais je sais que c'était un calibre assez élevé. Votre groupe propose-t-il un moyen de mettre ces armes hors d'état de fonctionner afin qu'elles ne soient pas dangereuses? A moins que vous ne vous opposiez à cela complètement?

M. Watt: Puis-je traiter de chaque question séparément, monsieur Anderson?

M. Anderson: C'était simplement une observation.

M. Watt: L'arme dont vous parlez, si je ne m'abuse, est celle que l'on a utilisée pour le vol de la Brinks; je n'ai pas les moyens d'obtenir des renseignements précis, je suis certain que vous les avez, mais je suis presque certain que cette arme était hors d'état de fonctionner. On n'aurait pas pu s'en servir et, si nous avons bien compris, elle avait été vendue comme rebus par la Corporation de disposition des biens de la Couronne, en Alberta, aux environs de 1966. Il y a eu une grande vente de ces objets. Dans ce cas, cette arme a mal été utilisée. Comme le disait M. Gilbert tantôt, comment une personne vers qui elle est pointée peut-elle savoir que cette arme est en état de fonctionner? Je sais que cela ne répond pas tout à fait à votre question, mais je pense qu'il fallait quand même que j'en parle.

De notre point de vue, et du point de vue de l'avenir, nous ne pouvons pas concevoir que le désamorçage permanent de ces armes puissent nous rendre un service quelconque. Nous signalons également, dans notre mémoire, que nous essayons de pallier ce problème; ce n'est évidemment qu'une tentative; nous fournissons un tableau des occasions où l'on s'est abusivement servi d'armes à feu entièrement automatiques; je vous demande de consulter cela. Vous avez sans doute des dossiers bien mieux documentés que les nôtres, mais je pense que nos chiffres sont assez exacts et, notamment, en ce qui concerne l'Ontario, où deux de nos membres travaillent en qualité d'inspecteurs des armes à feu; il y a eu très peu d'abus.

M. Anderson: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je me demande si je peux brièvement demander aux témoins qui ont comparu devant nous s'il serait juste de dire que les collectionneurs d'antiquités ainsi que les autres personnes qui ont été représentées ici aujourd'hui ont également des armes modernes? Dans l'affirmative, s'il faut accorder un permis à un particulier, ne traiterions-nous pas essentiellement du même groupe? Autrement dit, y a-t-il beaucoup de collectionneurs d'armes à feu antiques qui ne collectionnent que ces armes-là et qui n'ont pas d'armes modernes? Je me rends compte que je fais ici une généralisation.

M. Watt: Cela peut probablement se produire dans les deux sens; je n'en sais trop rien. Je n'ai aucune arme à feu qui satisferait à une définition...

[Text]

Mr. Anderson: The gentleman from the Black Power Federation: do you have any guns...

Mr. Roy: All the Black Powder shoots presume that the guns are going to be functional.

Mr. Anderson: Do you have any modern weapons?

Mr. Roy: Many of the people that have black powder weapons have modern rifles as well.

Mr. Anderson: In other words, you are going to be licensed...

Mr. Roy: Yes, there is a problem. I can see your point.

Mr. Anderson: The gentleman from Halifax: I was wondering, do you have modern weapons also?

The Vice-Chairman: Mr. Anderson, I am sorry to interrupt but I think Mr. John Belton would like to add something, in answer to your question.

Mr. John Belton (Secretary General, Lower Canada Arms Collectors Association): Mr. Anderson, I think it should be pointed out here to Mr. Chairman and the members of Parliament that are drafting this legislation that our greatest fear as gun owners, presumed or otherwise under this bill, is that we have in the past—and I think I can speak for owners all over: in recent years it is almost a crime to be an honest citizen. We, as collectors of anything, go out of our way to keep it quiet, to keep our names out of the paper, to stop advertising that we collect them, on the grounds that we are scared that we are inviting a situation where we place our name, our address, our hobby—in this case, firearms, which is the problem at hand—directly to misuse.

For example, just by the gun ownership registration that you are proposing—the licence in itself—you will place my name, John A. Belton, with a fixed address in Pointe Claire in Quebec. Now whether I have one gun or one thousand, I have been identified as a person with a possible location at which firearms can be had. It is unknown, to the person who will break and enter and steal these guns, that they are antique, in theory not workable. They could be machine guns. I think our basic fear, and a fear I would point out to this entire body present today, is that, by the token alone of your inviting me to participate as a law-abiding citizen to wit, giving you my name and address, you will add, in due course, to the problems you are trying to solve today. We are in the age of the computer, in the age of records, and records can be bought and sold. How anonymous are we, as far as the government is concerned? How anonymous are we with various officers who would carry this program out?

Mr. Anderson: Mr. Belton, I am afraid you are opening up a whole new can of worms.

Mr. Belton: I think it is a point that has been missed today.

[Interpretation]

M. Anderson: Aux représentants de la *Black Powder Federation*: Avez-vous une arme à feu quelconque

M. Roy: Dans tous les concours de tir d'armes à poudre noire, on suppose que les armes vont pouvoir fonctionner.

M. Anderson: Avez-vous des armes modernes?

M. Roy: Beaucoup de personnes qui ont des armes à poudre noire ont également des carabines modernes.

M. Anderson: Autrement dit, vous allez obtenir un permis...

M. Roy: Oui, voilà un problème. Je vois où vous voulez en venir.

M. Anderson: J'aimerais poser la question au monsieur qui vient d'Halifax: Je me demande si vous avez également des armes modernes?

Le vice-président: Monsieur Anderson, veuillez m'excuser de vous interrompre, mais je pense que M. John Belton aimerait ajouter quelque chose, en réponse à votre question.

M. John Belton (secrétaire général, Association des collectionneurs d'armes du Bas-Canada): Monsieur Anderson, je pense qu'il faudrait signaler ici, au président et aux députés qui préparent cette loi, que notre plus grande crainte, en notre qualité de propriétaires d'armes à feu, c'est qu'au cours des dernières années il est devenu pratiquement un crime d'être un citoyen honnête. En notre qualité de collectionneurs d'objets quelconque, nous prenons toutes les mesures nécessaires pour garder cela sous secret, pour que nos noms ne paraissent pas dans les journaux, pour ne pas rendre public le fait que nous collectons des armes à feu; en effet, nous craignons de révéler notre nom, notre adresse, notre passe-temps, dans ce cas, les armes à feu, qui constituent le problème que nous étudions, de peur qu'on les utilise à mauvaise fin.

Permettez-moi de vous fournir un exemple. Par l'enregistrement du fait que je suis propriétaire d'une arme à feu, vous créez un dossier qui porte mon nom, John A. Belton, ainsi que mon adresse précise à Pointe-Claire, au Québec. Maintenant, que je sois propriétaire d'une seule arme ou d'un millier d'armes, je suis connu comme étant une personne chez qui l'on peut trouver des armes à feu. La personne qui se rend coupable d'effraction et de vol de ces armes à feu ne sait pas que ce sont des antiquités et qu'en théorie, elles ne fonctionnent pas. Ce peut être des mitrailleuses. Je pense que notre crainte principale, crainte que je signale à toutes les personnes réunies ici, serait qu'en m'invitant à agir comme un citoyen respectueux des lois, c'est-à-dire à vous fournir mon nom et mon adresse, vous ne ferez qu'entraîner l'augmentation, en temps et lieu, des problèmes que vous essayez de résoudre aujourd'hui. Nous sommes à l'âge des ordinateurs et des dossiers, et chacun sait que les dossiers peuvent être achetés et vendus. Quel est notre degré d'anonymat en ce qui concerne le gouvernement? Quel est le degré de notre anonymat en ce qui concerne les divers agents qui seraient chargés de l'application de ce programme?

M. Anderson: Monsieur Belton, j'ai bien peur que vous ne vous éloigniez entièrement du sujet.

M. Belton: Je pense que c'est un aspect qu'on a négligé aujourd'hui.

[Texte]

• 1720

Mr. Anderson: I have not missed it. I did not discuss it, because of the fact that we have had a registration system for handguns for a great number of years, and this is the first time I have ever heard, in any form, that we have somehow laid this list open to computers, or to other people. Not once in my lifetime, sir, have I ever heard any gun owner, who had a registered handgun, complain to me or, to my knowledge, to anyone in this Committee, that there has been any misuse. If you are suggesting that there will be a misuse with the new legislation, I can only refer back to what has happened with handgun registration.

Mr. Belton: Mr. Anderson, I have had the privilege of being in the Registrar's Office for the City of Montreal, which is the Quebec Provincial Police. It is an office about the size of this room, with a number of clerks sitting in the back, with the registrar in his corner, with the files of registered, presumably for the most part, modern handguns. I was sitting there as part of my previous function as president of the Lower Canada Arms Collectors, on behalf of one of the members. I was trying to straighten out his application for a permit to carry a restricted weapon.

The registrar at the time stood up, and went out of the room. I was sitting there, unnoticed by the people in the office. At the side, one of the file drawers was open, and, inside, there were three-by-five paper file cards for each registered gun in the province of Quebec. I could, sir, have taken perhaps five inches of those registrations, stuck them in my coat, and had as many as 300 names of places where a modern handgun could be obtained. I submit, this is the danger that existed then. Now I am asking you. There is a danger, in the very good intention of this bill, that you are opening up a whole new source of supply, which you and I would both like to stop.

Mr. Anderson: Thank you, Mr. Belton, for your comments.

Mr. Belton: These things may not have been brought to your attention, but they exist.

Mr. Anderson: I have several other questions, but I am afraid I have run out of time. I would only say, sir, as I stated earlier, that I do not conceive of this as a major problem. Obviously, you can say this about any system, but I do not think that information should be made available. I do not think it normally is. I cannot speak about what happened in your particular situation, but we have had very few instances of the registration system, which we have had in the force for many years, being used for criminal or any other purposes. I am sure that, if it had been, we would have all heard about it, because it would be an issue today. Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Stewart: Mr. Chairman, Mr. Anderson wanted to ask a question. Will you permit him to do so? Has he time?

The Vice-Chairman: Perhaps he can tell it to another member, because we have a lot of names. It is not that I do not want Mr. Anderson. I think many members would like to ask the same thing.

[Interprétation]

M. Anderson: Je ne l'ai pas négligé. Je n'en ai pas parlé parce que nous avons un système d'enregistrement des pistolets depuis un bon nombre d'années, et c'est la première fois qu'on m'ait jamais dit, d'une manière ou d'une autre, que cette liste a été fournie à des ordinateurs ou à d'autres personnes. Je n'ai jamais entendu, monsieur, le propriétaire d'une arme à feu enregistrée se plaindre, que ce soit devant moi ou, à ma connaissance, devant n'importe lequel des membres de ce comité, du fait qu'il y a eu mauvaise utilisation. Si vous pensez qu'il y aura mauvaise utilisation grâce à la nouvelle loi, je ne peux que vous renvoyer à ce qui s'est produit avec l'enregistrement des pistolets.

M. Belton: Monsieur Anderson, j'ai eu le privilège d'entrer dans le bureau du registraire de la ville de Montréal, bureau qui est situé dans les locaux de la Sûreté du Québec. C'est un bureau qui est à peu près aussi grand que cette pièce et où s'activent un certain nombre de commis qui sont assis à l'arrière, le registraire étant assis dans un coin, avec les dossiers des pistolets enregistrés que, pour la plupart, je suppose être des pistolets modernes. J'étais assis là, en ma qualité de président de l'Association des collectionneurs d'armes du Bas-Canada, poste que j'occupais alors; je représentais un des membres. Je venais apporter des précisions au sujet de sa demande de permis de port d'armes à utilisation restreinte.

Alors que j'étais assis là, le registraire s'est levé et est sorti de la pièce. Aucun membre du personnel ne m'avait remarqué. À côté de moi, un des tiroirs qui contenaient des fiches était ouvert et, à l'intérieur, il y avait des fiches de 3 pouces sur 5 pouces pour chaque arme à feu enregistrée dans la province de Québec. J'aurais peut-être pu prendre une pile de ces fiches d'environ 5 pouces d'épaisseur et la cacher dans mon manteau; j'aurais ainsi pu connaître 300 endroits où obtenir un pistolet moderne. Voilà le danger qui existait alors. Je vous demande maintenant si, malgré les très bonnes intentions de ce projet de loi, vous ne créez pas là une toute nouvelle source de renseignements que vous et moi préférierions sans doute tenir secrète.

M. Anderson: Merci, monsieur Belton, pour vos observations.

M. Belton: Ces choses ne sont peut-être pas portées à votre attention, mais elles existent.

M. Anderson: J'ai plusieurs autres questions à poser mais je crains de ne plus avoir le temps. J'aimerais simplement dire, monsieur, comme je l'ai dit tantôt, que je ne conçois pas que cela soit un problème important. On peut évidemment dire cela à propos de n'importe quel système, mais je ne pense pas que ces renseignements doivent être rendus disponibles. Je ne pense pas que normalement ils le soient. Je ne peux pas parler de ce qui s'est produit dans votre cas particulier, mais il est extrêmement rare, jusqu'à présent, que le système d'enregistrement ait été utilisé à des fins criminelles. Je suis certain que s'il l'avait été, nous l'aurions tous su parce que tout le monde en parlerait aujourd'hui. Merci, monsieur le président.

M. Stewart: Monsieur le président, M. Anderson voulait poser une question. Lui permettriez-vous de le faire? Dispose-t-il du temps nécessaire?

Le vice-président: Il peut peut-être la communiquer à un autre membre, parce que nous avons beaucoup de noms. Ce n'est pas que je ne veuille pas accorder la parole à M. Anderson. Je pense que beaucoup de membres aimeraient poser également des questions.

[Text]

Mr. Anderson: I am sorry . . .

The Vice-Chairman: Before the next speaker, Mr. Gilbert made a suggestion about Mr. Basford's May 6 statement. I am told that this will be mailed by the end of the week to some 450 clubs, including the witnesses today. Your suggestion will be followed and the statement will be mailed. Now, the next . . .

Mr. Gilbert: I do not want to be interpreted as carrying the can for the Liberal party . . .

Some hon. Members: Oh, oh.

Mr. Gilbert: I think that we have a duty to advise you of what the Minister has said with regard to some of these problems. That was the reason I brought it up, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Gilbert. Mr. Towers.

Mr. Towers: Thank you, Mr. Chairman. First of all, I would like to congratulate all the witnesses this afternoon for the excellent presentations they made. Certainly it has been a great afternoon for me, as a member of the Committee, because of their wide diversification of knowledge and understanding of the implications of the bill. As you know, Mr. Chairman, I have been very concerned that we are dealing with a piece of legislation that is possibly going to make criminals out of many law-abiding citizens and, at the same time, not control the criminal activities of those bent upon the destruction of our social well-being.

• 1725

My first question, I think, would be to Mr. Wardlaw regarding the definition of an antique collector. I am sure that there is a great variation in the firearms that antique collectors have. I think it is going to create great difficulty if there is an attempt made at the definition of an antique gun because, somewhere between the antique and the modern, there is going to be a grey line, and which side of the line does that gun fall on?

Also, many collectors have some of the very latest of firearms in their collections, the latest perhaps is the Centennial guns put out by Winchester. They too are being collected. Very definitely they could not actually be classified as antique. If there is going to be any success in trying to resolve this problem of the antique firearms, perhaps it might be easier to deal with individuals and try to define them rather than the firearms themselves. Maybe some of the other witnesses might have something to say on that but the question is directed to Mr. Wardlaw.

Mr. Wardlaw: Well, I am not exactly sure what the question is, but is it: would there be a definition of collector as opposed to antique?

Mr. Towers: That is right.

Mr. Wardlaw: As opposed to the weapon.

Well, quite frankly it is a question to which I have not addressed my attention in the past, so really I cannot give you a considered answer on it. But I would point out something that I find very interesting and that is the reference to the Firearms Act, 1968, in England as being one of the toughest acts that are available. They have in Section 58(2) an exemption for an antique firearm, but nowhere in the act is antique firearm defined. They leave

[Interpretation]

M. Anderson: Je regrette . . .

Le vice-président: Avant de passer la parole à l'orateur suivant, je rappelle que M. Gilbert a fait une proposition quant à la déclaration du 6 mai de M. Basford. On m'apprend qu'elle sera expédiée par courrier, d'ici la fin de la semaine, à environ 450 clubs, y compris ceux qui sont représentés ici aujourd'hui. On donnera suite à votre suggestion et la déclaration sera envoyée par la poste. Passons maintenant . . .

M. Gilbert: Je ne veux surtout pas que l'on pense que je porte le flambeau du parti libéral . . .

Des voix: Oh, oh.

M. Gilbert: Je pense que nous nous devons de vous aviser de ce qu'a dit le ministre en ce qui a trait à certains de ces problèmes. C'est pourquoi j'ai soulevé la question, monsieur le président.

Le vice-président: Merci, monsieur Gilbert. Monsieur Towers.

M. Towers: Merci, monsieur le président. Avant tout, j'aimerais féliciter tous les témoins de cet après-midi pour les excellentes présentations qu'ils ont faites. Quant à moi, cela a certainement été un excellent après-midi, en ma qualité de membre du Comité, parce que cela m'a permis de me mettre au courant de tout un éventail d'opinions et de comprendre certaines des répercussions du projet de loi. Comme vous le savez, monsieur le président, je crains beaucoup que ce texte législatif risque de rendre criminels les citoyens respectueux de la loi, sans pour autant enrayer les activités criminelles qui s'acharnent à la destruction de notre bien-être social.

Je pense que ma première question s'adresse à M. Wardlaw puisqu'il s'agit des définitions d'un collectionneur d'antiquités. Je pense que les armes collectionnées varient beaucoup. Cela va donc, à mon avis, poser de gros problèmes si l'on essaie de définir un fusil ancien, car il y aura évidemment hésitation entre l'ancien et le moderne.

D'autre part, bien des collectionneurs possèdent certaines des dernières armes, et les fusils Centennial de Winchester sont peut-être d'ailleurs les dernières. On les collectionne également. Il est évident qu'on ne pourrait pas les ranger dans la catégorie des antiquités. Si l'on veut tenter de résoudre ce problème, peut-être serait-il plus facile d'essayer de classer les collectionneurs que les armes elles-mêmes. Peut-être que d'autres témoins auraient quelque chose à dire à ce sujet, mais ma question s'adresse à M. Wardlaw.

M. Wardlaw: Bien, je ne suis pas certain d'avoir compris la question, mais je pense que vous me demandez si l'on peut définir un collectionneur plutôt qu'une antiquité?

M. Towers: C'est cela.

M. Wardlaw: Plutôt que l'arme.

Eh bien, très franchement c'est une question à laquelle je n'avais pas réfléchi; je ne peux donc pas vous y répondre avec certitude. Mais quelque chose me semble très intéressant, et c'est la référence à la Loi sur les armes à feu de 1968, en Angleterre, qui se trouve être une des lois les plus dures au monde. A l'article 58(2), on exclut l'arme à feu ancienne, mais jamais dans la loi ceci n'est défini. Je suppose que cela n'est défini qu'au cours des procès.

[Texte]

it to the evidence, I suppose, that comes forward in any proceeding, to determine whether or not it is an antique.

I have made submissions concerning firearms legislation dating back to 1968, and in each case the question has come back to me: what would you define as an antique? That is why we made a considered attempt and got a large group to say that this is a definition we would be happy with. But to your specific question, I have not considered it.

Mr. Chairman, is it fair for me in answering this question to make one further reference to Mr. Gilbert's question?

Mr. Towers: Sure. Take it off his time.

The Vice-Chairman: If you will be very brief.

Mr. Wardlaw: It will be very brief. A further section that gives me concern is proposed section 87(1) which seems to put a specific certificate to a specific weapon. It says in the side note—and I agree that that is not used in definitions.

Possession of unregistered restricted weapon.

And then in proposed Section 87(1) it says:

Every one who has in his possession a restricted weapon for which he does not have a registration certificate . . .

It seems to indicate a need for a certificate for the weapon. This may be a problem with the legislative draftsmen, and I know they have a tough time; but the language, I suggest, needs cleaning up if that is the intention of the bill.

Mr. Gilbert: But an antique gun is not a restricted weapon, Mr. Wardlaw.

• 1730

Mr. Wardlaw: It is right now.

Mr. Stewart: All those pistols are registered right now, sir.

Mr. Gilbert: Thank you very much. I appreciate that, and I will make sure we get an answer on that, Mr. Wardlaw. You have a good point.

The Vice-Chairman: Order, please. Mr. Towers, it will not be taken off your time.

Mr. Gilbert: I think we should correct that. I think Mr. Milne has the point—on a handgun it is registered, but not on a long gun. Is that not right? So we are both right.

Mr. Robinson: Both half right.

The Vice-Chairman: Mr. Towers.

Mr. Towers: I believe both Mr. Chapman and Mr. Stewart want to make a comment on that, Mr. Chairman.

Mr. Chapman: I have here a copy of Colin Greenwood's book on firearms control. He is an English police inspector. According to him, and I presume he is quite authentic, the definition of an antique firearm in England is the smooth bore with a certain kind of lock. However, the moment that gun is fired it is no longer an antique. So you could take any one of those guns to England and it would be an antique, but the moment you put a charge in it and fire it it becomes a Class-A weapon subject to restrictions, numbers punched on the barrel, and everything else. English firearm control is the greatest hodge-podge, according to this chief inspector of police; it is completely unworkable and a hardship on the citizen. He says that in black and white. He also makes much of the fact that the antique weapon is no longer an antique the moment you fire it, regardless of the age of it.

[Interprétation]

Depuis 1968, j'ai soumis des idées au sujet d'une loi sur les armes à feu et, chaque fois, on m'a demandé comment je définirais une arme antique. C'est pourquoi nous avons essayé d'y réfléchir et un groupe assez important a convenu que cette définition était satisfaisante. Mais je n'ai pas réfléchi à votre question en particulier.

Monsieur le président, en répondant à cette question, ai-je le droit de revenir encore sur la question de M. Gilbert?

M. Towers: Certainement. Prenez-le sur son temps.

Le vice-président: Si vous le faites très brièvement.

M. Wardlaw: Ce sera très bref. L'autre article qui m'ennuie, l'article 87(1), qui semble prévoir un certificat précis selon l'arme. Je lis dans la marge, et je suis bien d'accord que cela ne fait pas partie des définitions.

Possession d'une arme à autorisation restreinte non enregistrée.

Puis dans l'article 87(1):

Est coupable quiconque a en sa possession une arme à autorisation restreinte sans détenir un certificat d'enregistrement à cette fin . . .

Il semble donc qu'il faille obtenir un certificat pour l'arme. C'est peut-être un problème de rédaction, et je sais que c'est difficile, mais j'estime que le libellé devrait être révisé si tel est l'objet du projet de loi.

M. Gilbert: Mais, monsieur Wardlaw, un fusil ancien n'est pas une arme à autorisation restreinte.

M. Wardlaw: Si, pour le moment.

M. Stewart: Tous ces pistolets sont actuellement enregistrés, monsieur.

M. Gilbert: Merci beaucoup. Je comprends et je vais m'assurer que l'on réponde à cela, monsieur Wardlaw. C'est une bonne question.

Le vice-président: A l'ordre, s'il vous plaît. Monsieur Towers, cela ne compte pas.

M. Gilbert: Je crois qu'il faudrait corriger cela. M. Milne a raison, un pistolet est enregistré, mais pas un fusil. N'est-ce pas? Donc, nous avons l'un et l'autre raison.

M. Robinson: Tous les deux à moitié raison.

Le vice-président: Monsieur Towers.

M. Towers: Je crois qu'à la fois M. Chapman et M. Stewart voudraient dire quelque chose à ce sujet, monsieur le président.

M. Chapman: J'ai ici un exemplaire du livre de Colin Greenwood sur le contrôle des armes à feu. C'est un inspecteur de police anglais. Selon lui, et je suppose qu'il est tout à fait honnête, la définition d'une arme à feu ancienne, en Angleterre, précise arme lisse avec un forme de platine. Toutefois, si le fusil est utilisé, ce n'est plus une antiquité. Ainsi, pourrait-on amener un de ces fusils en Angleterre, on le considérerait comme une antiquité. Mais si on l'utilisait, il entrerait dans la catégorie A des armes à autorisation restreinte, numéros sur le calibre et tout le reste. Le contrôle anglais des armes à feu est un méli-mélo extraordinaire, conclut cet inspecteur en chef de la police; il est absolument inapplicable et ne fait que gêner le citoyen. Il a dit cela noir sur blanc. Il dit, d'autre part, qu'une arme ancienne n'est plus considérée comme telle dès qu'on s'en sert, quel que soit son âge.

[Text]

So where do we go with this thing? I think we have all got to sit down together one day, a committee of all concerned, and hammer out something; go back to square one and hammer out something new which is applicable to this country, and forget these other countries.

Mr. Stewart: I have addressed myself to the question of whether or not you can define a collector as opposed to trying to define the gun. My view is that you cannot, because you have people with one or two guns and you have people with four or five hundred. Also, if you are not a collector you have the difficulty of the person who has one or two family heirlooms. One of the major difficulties in Bill C-83 is that even if you want to register a gun such as we have here today, if it is an antique you must also be a bona fide collector. I know a senator who has two antiques like that, and he will never be able to register them because he is not a collector and he cannot pretend to be. They are family heirlooms. If you are going to require the registration of them at all, I think you should permit the registration as a matter of right. If it is an antique, then register it; do not require the man also to be a bona fide collector, because so many people have them that are not.

I have submitted five definitions of the term "antique firearm", and there are no gray areas. You can show me any gun in this country and I can drop it in or out of any one of the definitions. There is no problem at all. It is a very simple term to define. You can make it broad or narrow, but having chosen the definition there will be no gray areas. It would be fair to the collector, I think, to put the burden on him too to establish that he meets the definition. If you catch him with a gun which you think is a modern one and you lay a charge against him, he can defend on the grounds that it is an antique, and he can establish that it is an antique.

Mr. Chapman: But what if he collects modern guns?

Mr. Stewart: You were talking about antiques.

Mr. Towers: Is this a very elaborate description, Mr. Stewart?

Mr. Stewart: No. There are five of them appended to my formal brief to the Committee, which has been circulated. Any one of them would suffice, from my personal point of view, and I suggest that there would be no gray areas at all.

Mr. Towers: One of the other problems, Mr. Chairman, that I have been wrestling with is the fact that I have been at sales where there have been auctions of antique firearms, and I was literally amazed at the prices these things were bringing. As far as I am concerned, I think the restrictions that are proposed on new weapons whereby you would not be able to take it home for 48 hours or for some restricted period certainly would not work with regard to auctions. I am certain it is one area that is going to have to be looked at because of the fact that these firearms or antiques, whatever you call them, are going to be continually changing hands, and in view of the fact that they are bringing large sums of money, I think consideration will certainly have to be given to that. Would any of the witnesses have any idea as to how these transactions are going to take place other than at auctions that we are now holding.

[Interpretation]

Alors où allons-nous? Je crois qu'il nous faudrait tous nous réunir un jour, constituer un comité de tous ceux qui s'intéressent au problème, et préparer quelque chose; repartir à zéro et façonner quelque chose de nouveau qui puisse s'appliquer à notre pays en oubliant les autres pays.

M. Stewart: J'ai réfléchi à la question entre la définition d'un collectionneur et celle d'un fusil. J'ai l'impression que c'est impossible, car certains ont un ou deux fusils, alors que d'autres en ont 400 ou 500. D'autre part, si vous n'êtes pas considéré comme collectionneur, vous vous heurtez au problème de celui qui a un ou deux bijoux de famille. Une des plus grosses difficultés que pose le Bill C-83 est que même si vous voulez enregistrer un fusil comme celui-ci, s'il s'agit d'un projet ancien, vous devez être également un collectionneur sérieux. Je connais un sénateur qui possède deux fusils anciens mais qui ne pourra jamais les faire enregistrer, car il n'est pas collectionneur et il ne peut pas prétendre l'être. Il s'agit d'un héritage de famille. Si l'on exige que tous soient enregistrés, je pense que cet enregistrement devrait être automatiquement autorisé. Si c'est un objet ancien, qu'on l'enregistre; que l'on exige pas que le possesseur soit en plus un collectionneur sérieux, car il y a bien des gens qui en possèdent sans être pour cela collectionneurs.

J'ai soumis cinq définitions du terme «arme ancienne», et il n'y a pas d'hésitation. Montrez-moi n'importe quel fusil et je vous dirai s'il correspond ou non aux définitions. Cela ne pose aucun problème. C'est très simple à définir. La définition peut être large ou étroite, mais une fois choisie, il n'y a pas d'hésitation. Je pense qu'il serait normal de demander au collectionneur de prouver qu'il répond à la définition. Si vous l'accusez de posséder une arme moderne, il peut se défendre en arguant du fait qu'il s'agit d'un objet ancien et qu'il peut le prouver.

M. Chapman: Mais que se passe-t-il s'il collectionne des fusils modernes?

M. Stewart: Vous parliez d'objets anciens.

M. Towers: Est-ce une description très poussée, monsieur Stewart?

M. Stewart: Non. J'en ai annexé cinq au mémoire que j'ai présenté au Comité et qui vous a été distribué. L'une ou l'autre suffirait, à mon avis, et je pense que cela ne laisserait aucun doute.

M. Towers: Un des autres problèmes qui m'ennuient, monsieur le président, est que l'on vend parfois à l'encan des armes à feu anciennes et que celles-ci atteignent des prix absolument extraordinaires. J'ai l'impression que les restrictions proposées pour les nouvelles armes, selon lesquelles on ne pourrait rapporter l'arme avant 48 heures ou avant une période définie, ne pourraient certainement pas s'appliquer aux encans. Il faudra certainement envisager ce problème car ces armes à feu ou objets anciens, comme vous choisirez de les appeler, continueront de changer de propriétaires du fait qu'elles rapportent beaucoup d'argent. Il faudra donc certainement étudier la question. Un des témoins saurait-il par hasard comment ces transactions pourraient se faire autrement que dans les encans?

[Texte]

The Vice-Chairman: Mr. Chapman.

• 1735

Mr. Chapman: We are the largest association in the country, we have about 900 members and quite often a person will own a weapon or a piece or an exhibit and he will finally relent and sell it to someone else who particularly wants it. I had this muzzle-loading rifle, which I was telling you about, and a friend of mine wanted it. He has wanted it for 20 years. It got to the point where he used to say to my wife, look if Bert gets killed on the job, I want to be the first guy to know and he said it with a half a smile, but only half a smile. Finally, I relented and sold it to him. Okay, I have been winning matches with that thing for years, it is nearly 150 years old, and finally he got it. I relented because Don is a nice guy and I am getting old. so I said let him have it. This is something that you will never stop—the transfer of these pieces from one person to another and I do not think you really should stop it. It is part of the collecting business.

You were talking about defining collectors. I maintain that a person with only a couple of pieces is still a collector because in our brief we have made no difference between the wealthy and the poor. We recognize the working man, if you want to call him that, limited by his financial status, his property and his space and he is just as much entitled to recognition as a man who is worth any amount of money. We have some very wealthy people who can walk into an auction and pay \$4,000 or \$5,000 per piece for 10 or them if he wants to but we do not differentiate. We bring people together.

I do not see how you are going to itemize a collector unless he is a member of our association, then we will say he is a collector. Obviously, he is a member. He is interested enough to come to the meetings. He may be a member of the association for two or three years before he acquires a gun, especially a young fellow with a couple of kids and a mortgage. He will drift around until he gets the money to add one and then another and another.

After all, we all start with one object, be it coins, stamps, whatever; you start off with one. You get interested and you see another one and you would like that one and you think oh no, I will get rid of it in a couple of weeks, but you do not. Somehow you are hooked and you collect and collect. It happens with all collections.

I cannot see how you can define or itemize collector, unless you compel these people to join associations. Perhaps you could pass a law that they have to join an association but that would not make any difference to the number of weapons they own, or to the type for that matter. It is a difficult problem, I agree. I would like to sit with you and discuss it at length.

The Vice-Chairman: I think Mr. Towers that Mr. Wardlaw would like to add something to your last question.

Mr. Wardlaw: Mr. Towers, I am not sure what auction it was you were attending or where, but I am reading one of the rules of the Christie's Auctions in London and 7(b) says

all lots are to be paid for and taken away at the buyer's expense within 7 days from the sale.

[Interprétation]

Le vice-président: Monsieur Chapman.

M. Chapman: Nous sommes la plus grande association du pays, comptant environ 900 membres, et il est très fréquent que quelqu'un qui possède une arme ou un autre objet de collection décide de s'en séparer, de le vendre à quelqu'un d'autres qui s'y intéresse particulièrement. J'avais, comme je vous le disais, une carabine que l'on charge par la gueule, et un de mes amis l'ognait dessus depuis 20 ans. Il en était arrivé à dire à ma femme, si Bert meurt en action, je veux être le premier à le savoir, et il ne souriait qu'à moitié en disant cela. A la fin, je la lui ai vendue. Évidemment, j'ai gagné des concours avec cette arme pendant des années, elle a près de 150 ans, et je la lui ai finalement cédée. Parce que j'aime bien Don et que je vieillis et c'est tout. Ceci, vous ne l'empêcherez jamais et je ne pense pas d'ailleurs que l'on doive empêcher les gens de se passer ce genre d'objets. Cela fait partie des activités du collectionneur.

Vous parliez d'une définition de collectionneur. Je maintiens qu'une personne qui n'aurait que deux objets serait néanmoins collectionneur car, dans notre mémoire, nous ne distinguons pas entre le riche et le pauvre. Nous reconnaissons que l'ouvrier, si vous voulez l'appeler ainsi, limité par sa situation financière, sa propriété et son espace vital, a tout autant droit de considération qu'une personne plus riche. Il y a des gens très riches qui peuvent venir offrir, à un encan, \$4,000 ou \$5,000 pièce pour 10 fusils anciens, mais nous ne faisons pas là de distinction. On met tout le monde ensemble.

Je ne sais pas comment on pourrait définir un collectionneur s'il ne fait pas partie de notre association. Si, par contre, il vient à nos réunions, qu'il s'y intéresse, il en est membre. Il peut en être membre pendant deux ou trois ans, avant d'acheter un fusil, surtout s'il est jeune et qu'il a des enfants et une hypothèque. Il attendra d'avoir les fonds nécessaires.

Après tout, tout le monde commence par un objet, qu'il s'agisse de pièces, de timbres, de n'importe quoi. On s'intéresse à un article, puis on en voit un autre et on veut l'acheter, puis on se reprend, pensant qu'on s'en débarrassera 15 jours plus tard et, finalement, on le garde. Enfin, on est pris au piège et on poursuit sa collection. C'est ce qui se passe pour toutes les collections.

Je ne sais vraiment pas comment on pourrait définir ou détailler un collectionneur si on ne l'oblige pas à faire partie d'associations. Peut-être pourriez-vous adopter une loi en ce sens, mais cela ne changerait rien au nombre d'armes dont ils sont propriétaires ni au type d'armes en question. Le problème est difficile, je suis d'accord. J'aimerais en reparler avec vous en détail.

Le vice-président: Je pense, monsieur Towers, que M. Wardlaw voudrait ajouter quelque chose au sujet de votre dernière question.

M. Wardlaw: Monsieur Towers, je ne sais pas trop de quel encan vous parliez, mais voici une des règles de *Christie's Auctions*, à Londres:

7b) tous les lots doivent être payés et emportés aux frais de l'acquéreur dans les sept jours suivant la vente.

[Text]

They recognize an interval of time between the time of the auction and the actual payment.

Mr. Towers: Mr. Chairman, the auction that I was referring to was in Red Deer, Alberta and I was amazed at the number of firearms that were there. I noticed that the purchasers all had numbers and I would suppose that this was because of anonymity, as was suggested, but these fellows and ladies were purchasing these firearms by number. They went and paid for them and took them home.

It would seem to me that if you are going to put restrictions on that for two days that it is going to spoil sales completely, especially when people travel hundreds of miles for the sale. They do not want to hang around for two days to pick it up. They want to pick it up and take it home and be on their way with it.

I do not think it is in our best interest as legislators to implement any legislation that is going to inhibit this movement if they so desire. Perhaps Mr. Burden has something to offer on this.

The Vice-Chairman: will you please give your name?

Mr. Bruce Burden (Ontario Arms Collectors Association): Yes, I am Bruce Burden and I am representing the Ontario Arms as well.

Perhaps a partial answer is this, if the weapon is restricted—that is a short barrel concealable weapon—then it cannot be sold at auction unless the purchaser produces a police permit to purchase. It is an offence for the seller to transfer, and it is an offence for the purchaser to acquire without a special police permit. If you anticipate you are going to be buying at an auction, you come prepared with the necessary permits and the transaction can take place immediately. If not, you have to set up a convenient time later, obtain the necessary permits, then meet with the vendor and make the exchange.

• 1740

Once the purchase is completed, the weapon must be taken to a local registrar for registration. This is processed at the local registrar level, then it is sent to Ottawa, central registration, and the weapon cannot be resold until a registration certificate is obtained. At present, the RCMP are taking up to three months to complete registration of a restricted weapon. That is, if I were to purchase one today, I would have to wait three months before I got my certificate before, in turn, I could pass it on. So as far as restricted weapons are concerned, there is no rapid transfer. With long-barrelled weapons it is completely different because at present they are not covered under the Criminal Code.

Mr. Towers: Thank you very much.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Towers. Monsieur Loisel.

M. Loisel (Chambly): Monsieur le président, dans l'ensemble, je pense que les différents témoins sont d'accord pour dire qu'il est nécessaire pour le gouvernement d'intervenir, afin d'exercer un meilleur contrôle des armes à feu. Indépendamment des modalités et indépendamment de ce que prévoit le Bill C-83, êtes-vous tous d'accord pour que quelque chose soit fait par le gouvernement dans ce domaine?

[Interpretation]

On accorde donc un délai entre le moment de l'encan et le paiement réel.

M. Towers: Monsieur le président, je parlais d'un encan à Red Deer, en Alberta, et j'ai été ahuri du nombre d'armes à feu qui y ont été vendues. J'ai noté que les acheteurs avaient tous des numéros et je suppose que c'était pour respecter leur anonymat, mais ces messieurs et dames achetaient ces armes avec un numéro. Ils les ont ensuite payées et sont partis avec.

Il me semble que si l'on impose un délai de deux jours, les ventes vont considérablement diminuer, surtout quand les gens font des centaines de milles pour venir à la vente. Ils ne voudront certainement pas traîner deux jours pour prendre possession de leur achat. Ils veulent l'emporter tout de suite et s'en retourner.

Je ne pense pas que notre devoir de législateur soit d'appliquer un texte qui gênera ce mouvement s'il est désiré. Peut-être M. Burden voudrait-il dire quelque chose à ce sujet.

Le vice-président: Voulez-vous donner votre nom?

M. Bruce Burden (Ontario Arms Collectors Association): Oui, je m'appelle Bruce Burden et représente également l'Ontario Arms.

Peut-être pourrais-je répondre partiellement que si l'arme est à autorisation restreinte,—à savoir arme dissimulable à canon court,—elle ne peut être vendue à l'encan à moins que l'acheteur ne présente un permis d'achat délivré par la police. C'est une infraction, pour le vendeur, de transférer, et une infraction, pour l'acheteur, d'acheter, sans permis spécial délivré par la police. Si vous prévoyez acheter à une vente à l'encan, vous avez avec vous les permis nécessaires et la transaction se fait immédiatement. Sinon, vous devez vous entendre avec le vendeur, obtenir les permis nécessaires et la transaction s'effectuera après.

Quand la transaction a eu lieu, l'arme doit être portée au registraire local d'armes à feu pour enregistrement. On remplit les formules, on les envoie à la centrale, à Ottawa, et l'arme ne peut être revendue avant l'obtention d'un certificat d'enregistrement. A l'heure actuelle, il faut trois mois à la GRC pour enregistrer une arme à autorisation restreinte. C'est-à-dire que si j'en achetais une aujourd'hui, cela me prendrait trois mois avant d'avoir le certificat et je ne pourrais le revendre avant de l'avoir obtenu. Donc, en ce qui concerne les armes à autorisation restreinte, il n'y a pas de transfert rapide. En ce qui concerne les armes à feu à canon long, c'est tout à fait différent puisqu'à l'heure actuelle, rien n'est prévu au Code criminel à leur sujet.

M. Towers: Merci beaucoup.

Le vice-président: Merci monsieur Towers. Mr. Loisel.

Mr. Loisel (Chambly): Mr. Chairman, in general, I think that the different witnesses are agreed that the government must intervene to better control firearms. Apart from the details and setting Bill C-83 aside, do you agree that something must be done by the government in this area?

[Texte]

Le vice-président: Allez messieurs.

M. Gibeault: Si vous me permettez, j'ai peut-être une réponse à cela. Je crois, qu'actuellement, les contrôles des armes à feu sont assez sévères, du côté de ce qu'on peut appeler les armes restreintes. Je crois qu'avant de créer un système parallèle, ou un système plus complexe que celui qui existe actuellement, il faudrait au moins mettre au point le système actuel. Il faudrait en resserrer les modalités. Une autre façon de contrôler les armes à feu, c'est peut-être d'en contrôler l'usage illégal. Nous voyons continuellement des cas où des armes à feu ont été utilisées illégalement, et malheureusement les tribunaux ne semblent pas vouloir sévir. Je crois personnellement, en tant qu'avocat, qu'une personne reconnue pour être en possession illégale d'une arme à feu, devrait certainement en subir les conséquences devant les tribunaux. Ce serait peut-être la première façon d'arriver à un meilleur contrôle des armes à feu.

M. Loisel (Chambly): Mais monsieur Gibeault, je crois que vous vous attaquez en ce moment aux criminels notoires, et je pense qu'on peut définir ce type de personnes comme étant une classe à part.

Maintenant il faut voir dans le Bill C-83 l'intention du gouvernement de vouloir éviter certains actes isolés de criminels d'un jour. Ce projet de loi permet à un officier de police de saisir l'arme qui se trouve sur le lieu d'un crime. Je pense bien que vous partagez mon point de vue? Vous êtes avocat me dites-vous? Comme moi, vous savez fort bien qu'un policier, sur le lieu d'un crime, ne peut actuellement saisir la 22 qui se trouve dans le fond de la garde-robe, s'il n'a pas de mandat. Avec le nouveau projet de loi, il pourra le faire. Est-ce que vous admettez cela?

M. Gibeault: Oui, avec le nouveau projet de loi il pourra le faire. Peut-être qu'il faudrait alors resserrer les restrictions, parce qu'on doit à ce moment-là se fier au jugement du policier. Il n'est pas tellement dans notre objectif d'empêcher cela.

M. Loisel (Chambly): Oui d'accord. Nous avons tous des arguments pour ou contre le projet de loi. Mais je m'adresse à vous en tant que le représentant d'une association de gens sûrement méticuleux, parce que les collectionneurs d'armes, par définition, et vous l'avez dit tantôt, ce sont des gens qui ont investi énormément et ils se soucient de la sécurité. Par contre, est-ce que vous croyez vraiment que ce serait négatif pour des associations telles que la vôtre de se soumettre à des normes ou cette obtention à de permis obligatoire car assez souvent, un collectionneur d'armes antiques est également propriétaire d'une arme de chasse moderne. Tout à l'heure, votre collègue, M. Stewart, nous a dit avoir produit cinq définitions dans lesquelles on pouvait classer à peu près toutes les armes antiques, à utilisation restreinte ou pas, mais d'un autre côté, il nous a dit qu'il suffisait d'utiliser une seule fois une arme dite «antique» pour qu'elle cesse de l'être et devienne, non pas une arme moderne parce qu'elle existe depuis deux cents ans, mais qu'elle perde sa définition d'arme antique.

• 1745

Je vous parle comme un simple profane, et je pars du principe suivant: si par l'adoption du Bill C-83, qui semble ennuyer bien des gens, on réussissait tout de même à épargner cinquante vies au Canada par an, est-ce que ce ne serait pas déjà un résultat encourageant et valable? Vous me paraissez être responsables, et je vous félicite des exposés que vous avez faits cet après-midi et c'est pour cela que

[Interprétation]

The Vice-Chairman: Go to it, gentlemen.

Mr. Gibeault: Maybe I have an answer to that. I think that presently, firearm controls are severe enough for restricted weapons. I think that before setting up a parallel system or a more complex system than the one we have presently, we should at least try to bring the present system up to date. There should be some screw tightening. Another way of controlling weapons is probably to control their illegal use. We continually have cases where weapons have been used illegally, and unfortunately the courts do not seem to want to throw the book at the people. As a lawyer, I personally believe that someone judged to be the illegal possessor of a weapon should certainly endure the consequences before the court. That might be the first way to achieve better firearm control.

Mr. Loisel (Chambly): But, Mr. Gibeault, I think that you are now talking about notorious criminals and I think those people do form a class apart.

In Bill C-83, the government's intent is to try and prevent certain isolated acts undertaken by criminals for a day. This bill allow a police officer to seize a weapon found at the scene of a crime. You must agree with me on this? You say you are a lawyer? Like me, you very well know that a policeman at the scene of a crime cannot presently seize the 22 in the wardrobe if he does not have a warrant. With this new bill, he will be able to do it. Do you admit that?

Mr. Gibeault: Yes, with the new bill he will be able to do that. Maybe the restriction should then be more severe because, at that point, we have to depend on the policeman's judgment. Our objective is not really to prevent that.

Mr. Loisel (Chambly): Yes, agreed. All of us have arguments for or against the bill. But I am speaking to you as a representative of an association of people who are certainly very meticulous because arms collectors, by definition, and you said it before, are people who invest heavily and are concerned with security. However, do you really think it would be negative for associations such as yours to submit themselves to norms or to this mandatory permit, because often enough, an antique weapons collector also has at least one modern hunting weapon. A while ago, you recall, Mr. Stewart told us that he had produced five definitions within which just about all antique weapons could be classified, whether restricted or not, but on the other hand, he also told us that all you had to do was to use a so-called "antique" weapon once for it to become, not a modern weapon because it is over 200 years old, but it would lose its antique weapon definition.

I am talking to you as a simple layman and I am basing myself on the following principle: if by passing Bill C-83, which seems to annoy very many people, we managed to save 50 lives per year in Canada, would that not be an encouraging and worthwhile result? You all seem to be responsible people, and I congratulate you for the stand you took this afternoon, and that is why I am asking you

[Text]

je vous pose la question: est-ce que, pour épargner cinquante vies, vos membres et vous-même seriez prêts à jouer le jeu, si vous voulez, avec le gouvernement dans l'application de cette loi? Par ailleurs, en tant que député, j'espère que le taux exigé pour le permis sera le minimum et je sais que cela préoccupe énormément les députés autour de cette table et de tout mon caucus. Mais est-ce que nous pouvons vous demander cet effort, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous vous avons entendus, d'intervenir auprès de vos membres pour contribuer, si vous voulez, à l'application de mesures qui permettraient de prévenir peut-être cinquante crimes par an au Canada?

M. Gibeault: Le premier paragraphe de notre mémoire répond peut-être à votre question. Si nous nous basons sur l'expérience passée, sur les rapports et les recommandations qui ont été faites dans le passé par des gens qui, je pense entre autres à des inspecteurs de la Gendarmerie royale du Canada, ont instauré le premier système d'enregistrement, nous croyons que, compte tenu des efforts qui seront dépensés par le gouvernement, des dépenses formidables qui en découleront, les résultats envisagés, que ce soit vingt-cinq, cinquante ou cent cinquante vies humaines, les résultats envisagés ne seront tout simplement pas atteints par la loi qui est proposée. A l'heure actuelle, les armes modernes sont soumises à des restrictions très serrées, il s'agit, à notre avis, de voir à ce que ces restrictions soient bien suivies et je ne crois pas que c'est en rajoutant des restrictions sur des armes qui, nous l'avons dit tout à l'heure, ne sont pas utilisées d'une façon malhonnête ou en puissance de l'être, ce n'est pas en rajoutant des restrictions sur ces armes-là que nous allons diminuer le danger vis-à-vis le grand public.

M. Loiselle (Chambly): C'est peut-être ma dernière question, monsieur le président, je ne suis pas un collectionneur d'armes, mais je suis déjà allé à la chasse et je me rends compte d'une chose, c'est que depuis dix ans, la première fois que je suis allé à la chasse, il n'y avait pas de test de compétence dans la province de Québec et je vous avoue que je n'ai pas aimé cela trop, trop, parce que je voyais les gars de promener avec des carabines 303, les mettre dans le fond des chaloupes, etc. Je me rends compte maintenant, en allant à la chasse avec le même groupe d'amis, que le programme qui existe dans la province de Québec sur les tests de compétence, le maniement des armes, amène les gens à prendre beaucoup plus de précautions. Ces tests impliquent que si un individu ne prenait pas les précautions imposées, je pense, bien que je n'ai pas lu le texte de la réglementation récemment, qu'un garde-chasse pourrait intervenir et saisir son arme. Je désire vous poser la question suivante: au sein d'une association regroupant 900 collectionneurs avez-vous l'assurance que les 900 collectionneurs prennent tous les moyens nécessaires, pour faire en sorte que l'arme, qu'ils exposent, ne présente aucun danger, en s'assurant, par exemple, qu'elle ne pourra pas être utilisée. Sont-ils au moins conscients du problème? Vous n'êtes pas le premier groupe que nous rencontrons. Je crois que nous pourrions discuter pendant la durée de ce Parlement sur la définition des armes antiques ou sur celle des munitions. Si nous voulons être légaliste, monsieur Gibeault, nous pouvons parler pendant trois ans et je suis convaincu que nous ne nous entendrions pas sur aucune définition parfaite.

Le vice-président: Vous comprendrez, monsieur Loiselle, que vous n'avez que dix minutes.

[Interpretation]

this question: to save these 50 lives, would your members and yourself be ready to play the game, if you will, with the government by applying this legislation? On the other hand, as a member of Parliament, I hope that the price of the permits will be minimal and I do know that this question concerns the members in this room and all my caucus. But can we ask you to make this effort, and that is why we have heard you, to ask your members to contribute, if you will, to applying measures which would allow us to prevent maybe 50 crimes per year in Canada?

Mr. Gibeault: The first paragraph of our brief probably answers your question. Based on previous experience, on the reports and recommendations made in the past by people who, and I am thinking of the inspectors of the Royal Canadian Mounted Police who set up the first registry system, we believe that, taking into account the efforts that will be made by the government, the important amounts that will be expended, the results expected, whether it be 25, 50 or 150 human lives, the expected results will not be attained by the legislation which is being proposed. Presently, modern weapons are the object of severe restrictions and we believe that the thing is to enforce those restrictions, and I do not think that it is by adding restrictions on weapons which, as we said before, are not used for any dishonest purposes or purposes which could be dishonest, it is not by adding restrictions on those weapons that we will decrease the danger for the general public.

Mr. Loiselle (Chambly): This is probably my last question, Mr. Chairman. I am not a weapons collector but I have hunted in my time and I have noticed one thing that, 10 years ago, when I went on my first hunting trip, there was no skill testing in the Province of Quebec and I must admit that I did not like that too too much because I saw people strolling around with 303s and casually tossing them in the bottom of boats and so on. I have now noticed that when I go hunting with the same group of friends, the skill testing program for weapons that now exists in the Province of Quebec makes people take many more precautions. These tests imply that if an individual did not take the required precautions I believe that, although I have not read the regulations recently, a game warden could step in and seize the weapon. I would like to ask you the following question: with an association where there are 900 collectors, are you sure that the 900 collectors take all necessary means to see to it that the weapons they have on exhibition cannot be dangerous by assuring themselves, for example, that no one would be able to use them? Are they at least aware of the problem? You are not the first group we have met here. I believe that we could talk about the definition of antique weapons and ammunition from now until the end of this Parliament's session. If we want to be legalistic, Mr. Gibeault, we could talk about this for three years, and I am convinced that we still would not agree on the perfect definition.

The Vice-Chairman: I am sorry, Mr. Loiselle, but you only have ten minutes.

[Texte]

• 1750

M. Loisel (Chambly): Enfin pour résumer, nous ne pourrions pas en arriver à être tous d'accord.

Pour terminer, voici une question à laquelle vous répondrez demain matin en vous levant. Ne pouvons-nous pas demander aux gens du milieu de collaborer avec le gouvernement pour en arriver à un projet de loi qui soit acceptable? Je suis convaincu que nous devons faire confiance à notre magistrature qui saura établir, suite à ce projet de loi, une jurisprudence équitable, évitant d'enfermer tout le monde dans les prisons alors que la Commission de réforme du droit affirme qu'il faut de moins en moins en foutre en prison. Elle pourra établir une jurisprudence acceptable pour le public en général. En même temps, par contre, ce projet de loi fera prendre conscience aux gens et entraînera peut-être des résultats valables. Si 25 ou 50 vies sont ainsi sauvées au Canada, je pense que c'est un effort que nous devons envisager avec la meilleure volonté possible.

Le vice-président: Monsieur Gibeault.

M. Gibeault: La raison primordiale de notre présence ici est de collaborer avec vous afin que la loi soit adéquate et équitable. Je désire terminer en disant que ce ne sont pas les armes antiques qui sont utilisées pour la perpétration de crimes passionnels ou autres. Je ne vois pas comment en légiférant sur les armes antiques ou leur utilisation, nous pourrions régler une partie du problème dont vous faites état.

Le vice-président: Monsieur Friesen, s'il vous plaît.

Mr. Friesen: Thank you, Mr. Chairman. I feel I should begin by trying to clear up one or two misunderstandings. Some of you have said that we are drafting this legislation. You can tell by the way the bill has been drafted that it has been done by experts and that is not us. It is done by people in the Justice Department and they just left a few flaws in it so that we would feel needed and that is the exercise we have now.

Mr. Towers: You are too modest.

Mr. Friesen: Yes, right. Mr. Chapman thought this was a bill to restrict criminals but the bill is called "Peace and Security" and you know the way you establish peace and security is to register all the people who have never violated peace and security. Meanwhile those other people ignore all of the stipulations in the legislation.

But I have a couple of questions. One is regarding—it is the same kind of question that Mr. Towers had—the number of definitions for antique weapons. It strikes me that Mr. Wardlaw has, at first glance at least, a workable definition on page 15 of his brief. It seems to me it is comprehensive and includes many of the provisions that, for example, Mr. Stewart was looking for in the definition of an antique weapon. I wondered if, first of all, there would be any kind of agreement among all the people who are concerned about this provision on the definition. Again, we are not experts in this and we need your expertise. If you could come to some kind of agreement on a good workable definition of an antique weapon it would help us in coming to grips with this. Mr. Chapman or Mr. Stewart mentioned that the New York legislation does not allow an antique weapon to be loaded. It is not a weapon as long as it is not loaded but becomes a weapon once it is. I think that is sensible.

[Interprétation]

Mr. Loisel (Chambly): Well, to summarize, we would probably never agree unanimously.

In conclusion, here is a question you could ask yourself tomorrow morning when you get up. Could we not ask the people engaged in such activities to collaborate with the government to hammer out an acceptable bill? I am convinced that we should trust our judges who, after the passage of this bill, will establish equitable jurisprudence and not throw everyone into jail, especially since the Law Reform Commission says that less and less people should be booted into jail. They could establish acceptable jurisprudence for the general public. At the same time, this bill will make people sit up and take notice and might lead to interesting results. If 25 or 50 lives are saved in Canada I think this effort must be made with the best of goodwill.

The Vice-Chairman: Mr. Gibeault.

Mr. Gibeault: The primary reason for our presence here is to co-operate with you so that the law might be adequate and equitable. I wish to conclude by saying that it is not antique weapons that are used to perpetrate passionate or other crimes. I do not see how, by legislating on antique weapons or their use, we could solve part of the problem you are talking about.

The Vice-Chairman: Mr. Friesen, please.

M. Friesen: Merci, monsieur le président. Tout d'abord, je voudrais éclaircir un ou deux points. Certains d'entre vous ont dit que nous rédigeons cette loi. De la façon dont elle a été rédigée, vous voyez bien que ce sont des experts qui ont fait le travail, pas nous. C'est fait par les fonctionnaires du ministère de la Justice, et ils y ont laissé quelques petits os pour que nous nous sentions indispensables, et c'est ce que nous nous appliquons à faire maintenant.

M. Towers: Vous êtes trop modeste.

M. Friesen: Oui, d'accord. M. Chapman croyait qu'il s'agissait d'un projet de loi visant à restreindre les criminels, mais il s'agit du bill «Paix et Sécurité», et vous savez que la seule façon d'assurer la paix et la sécurité, c'est de prendre le nom de tous ceux qui n'ont jamais mis en danger ni la paix ni la sécurité. Pendant ce temps, les autres ne se préoccupent absolument pas de la loi.

Mais j'ai quelques questions. Une de mes questions concerne, et c'est à peu près la même question que posait M. Towers, le nombre de définitions pour les armes antiques. A première vue, il me semble que M. Wardlaw en donne une très bonne à la page 15 de son mémoire. Elle me semble globale et l'on y trouve bien des dispositions que, par exemple, M. Stewart cherchait lorsqu'il essayait de définir ce qu'était une arme antique. Tout d'abord, je me demande si tous ceux qui se préoccupent de cette disposition concernant la définition réussiraient à s'accorder à ce sujet. Mais là encore, nous ne sommes pas experts en la matière et nous avons besoin de votre aide. Si vous pouviez nous donner une bonne définition d'armes anciennes, cela nous aiderait à régler ce problème. M. Chapman ou M. Stewart ont dit que la loi de l'État de New York interdisait de charger une arme ancienne. Si elle n'est pas chargée, elle n'est pas considérée comme une arme, et cela me semble très facile à comprendre.

[Text]

Mr. Chapman: That is in England.

• 1755

Mr. Friesen: That is in England too. That to me is a sensible part of it. This definition on page 15, however, does not include that particular provision.

Mr. Wardlaw: No.

Mr. Friesen: But it might well do so. Right. So I just leave it to you gentlemen to perhaps come to an agreement that would find unanimity among you and then forward that decision to us and maybe we could come to grips with it that way. It would be a help to us as a committee. This gentleman had something to say.

Mr. Belton: In the definition of antique there is obviously the connotation of whether it can take a cartridge or cannot take a cartridge. I think that could be the broad area but there are certain transient cartridge arms like the pin fire which originated in France, the tip fire, the lip fire and the cup primer, which are so obsolete that they are virtually impossible to obtain, especially for the perpetration of a crime. It would seem to me that the arbitrary date of approximately 1888 would cover adequately any form of defined antique arms.

Mr. Friesen: To me that does not even register properly. Can I use that word in this context?

Mr. Milne: We will give you a licence.

Mr. Friesen: Yes, give me a licence. That is right. Yes, I was thinking about the Senator and his weapon before, whether it was the weapon or the Senator that was an antique, not because of the Senator's age but because he can not be fired. Spent force, right. He is probably loaded.

Mr. Stewart: I put forward several definitions because I am concerned about getting the Committee to, first of all, accept the concept. If you agree with the concept that antique firearms, however we choose to define them, do not really pose a problem and that we should find some method of exempting them, then I think you can sit down and start looking at the various definitions that are available. In my brief I attempt to comment on each of my definitions and tell you what I think is both good and bad about each, because none is perfect. But somewhere in there is a workable definition and I do not think it matters what it is. If we knew that the Committee agreed that antiques deserve some sort of treatment, I am sure the witnesses that are interested in the question of antiques could come up with an acceptable definition. But there is not much point in getting to that if you do not accept the basic concept.

Mr. Friesen: Our problem is that a lot of these terms are totally meaningless because we have not run into them before. Therefore, you know, you are the people equipped to do it.

Mr. Stewart: Well I volunteered to come to assist civil servants in the Solicitor General's Department at my own expense time and time again and have not been invited yet. And I extend the invitation to them again to invite me and to this Committee. I for one will make myself available at any time.

Mr. Friesen: Well, I know for example the B.C. Wildlife Federation offered the same thing and they too were turned down.

[Interpretation]

M. Chapman: Il en est ainsi en Angleterre.

M. Friesen: En Angleterre aussi. Cela me semble très censé. La définition à la page 15, toutefois, ne contient pas cette disposition particulière.

M. Wardlaw: Non.

M. Friesen: Mais elle le devrait peut-être. Bien. Alors, je vous demanderais simplement, messieurs, d'essayer peut-être de vous mettre d'accord et de nous soumettre votre décision qui nous permettrait de mieux envisager la question. Cela aiderait beaucoup notre comité. Ce monsieur voulait dire quelque chose.

M. Belton: Évidemment, dans la définition d'arme ancienne, il faut se demander si celle-ci peut ou non recevoir une cartouche. Cela serait une approche assez large, mais il y a certaines armes à cartouches transitoires, comme les cartouches à broche qui ont commencé en France, et d'autres types qui sont si désuets qu'il est presque impossible d'en obtenir, surtout pour la perpétration d'un crime. Il me semble qu'arbitrairement on pourrait choisir la date de 1888, année avant laquelle toute arme pourrait être déclarée ancienne.

M. Friesen: Cela me semble être un pétard mouillé, si vous me permettez l'expression dans ce contexte?

M. Milne: Nous vous délivrerons un permis.

M. Friesen: C'est cela. C'est bien. Oui, je pensais au sénateur et à son arme dont on parlait tout à l'heure. Est-ce l'arme ou le sénateur qui est une antiquité, non pas du fait de l'âge du sénateur, mais parce que comme toutes les armes, il ne peut partir. Une telle inertie est une arme, c'est vrai.

M. Stewart: J'ai proposé plusieurs définitions car je voudrais surtout que le Comité accepte tout d'abord le principe. Si vous convenez que les armes à feu anciennes, quelle que soit la définition que l'on en donne, ne posent pas véritablement de problèmes et qu'il nous faut en fait trouver un moyen de les exclure, je crois qu'il sera alors possible d'examiner les diverses définitions qui existent. Dans mon mémoire, j'essaie de développer chacune de mes définitions en vous disant quels en sont les inconvénients et les avantages, car aucune n'est parfaite. Mais je crois qu'il y a là une définition possible, quelle que soit celle que l'on choisit. Si le Comité pouvait nous assurer qu'il convient que les antiquités doivent être traitées à part, je suis certain que les témoins qui s'intéressent à la question pourraient trouver une définition acceptable. Mais il ne sert à rien d'en arriver là si vous n'en acceptez même pas le principe.

M. Friesen: Le problème est que, pour nous, beaucoup de ces termes n'ont aucun sens, car nous ne les avons encore jamais rencontrés. C'est pourquoi c'est vous qui pouvez nous aider à cet égard.

M. Stewart: Eh bien, je me suis proposé maintes fois à aider les fonctionnaires du ministère du Solliciteur général, à mes propres frais, et ils ne m'ont pas encore invité. Je répète donc que je les invite à m'inviter et je vous y invite aussi en vous assurant que je me libérerai dès que l'on me le demandera.

M. Friesen: Eh bien, je sais que la Fédération de la faune de la Colombie-Britannique a offert la même chose sans puis de résultats.

[Texte]

Mr. Chapman: Well, Mr. Chairman, we would like to be in on that too.

Mr. Friesen: I have one other question, if I could, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: It is just about your last comment. The B.C. Wildlife will be here tomorrow.

Mr. Friesen: Right. I know. I have nothing in relation to them. I would like to ask the man from the Canadian Black Powder Federation a question about page 6, item 4. He talks about the right of appeal. I realize that that has to be a cornerstone of any kind of provision such as the one we are talking about. If a man is turned down he has to be able to appeal. But I am thinking of the escalating cost that is involved in any system of appeal. I am wondering if you have taken that into consideration in the provisions you are asking for in this item because if you have a refusal and then an appeal and maybe an appeal from the second refusal—you know what has happened already in our court system regarding the cost of the legal system as a result of appeal.

The Vice-Chairman: Mr. Roy.

• 1800

Mr. Roy: I think it would suffice to say that it would possibly be a problem, but I do not really—no, I am not going to comment on it, actually. I think it is a little...

Mr. Chapman: Mr. Chairman, may I comment?

The Vice-Chairman: Mr. Chapman.

Mr. Chapman: Mr. Chairman, I would like to comment on this appeal business. Although theoretically the right of appeal is open to everybody in the land, in actual practice it has been my experience in neighbourhood affairs that the right of appeal only exists for millionaires and welfare recipients. The one because they have plenty of money and the other because they have legal aid, but people like me cannot get it. It is cut out. This is one thing that we are very perturbed about.

Mr. Friesen: I agree.

Mr. Kirton: Mr. Chairman...

The Vice-Chairman: Yes, Mr. Kirton.

Mr. Kirton: ... perhaps I could comment on that. Under Section 106.4, which is the appeal section of the bill as drawn, the right of appeal does not exist in every case. The wording is such that there is only an appeal from the provisions of that particular section. Therefore the refusal of the local registrar to grant a carrying permit for target shooting, hunting or for collecting, there is no appeal from the decision.

Mr. Friesen: Is that also for target shooters?

Mr. Kirton: Yes.

Mr. Friesen: Did you mention target shooters?

Mr. Kirton: Yes. This is the so-called carrying permit...

[Interprétation]

M. Chapman: Eh bien, monsieur le président, nous aimerions que l'on nous compte là-dedans aussi.

M. Friesen: Je voudrais poser une autre question, si vous me le permettez, monsieur le président.

Le vice-président: C'est à peu près votre dernière remarque. La faune de la Colombie-Britannique sera ici demain.

M. Friesen: Oui, je sais. Cela n'a rien à voir. Je voudrais poser une question à propos de la page 6, article 4, aux représentants de la Canadian Black Powder Federation. Ils parlent du droit d'appel. Je comprends que cela veut être la pierre angulaire de toute disposition semblable. Quelqu'un se heurte à un refus, il doit pouvoir faire appel. Mais je pense aux frais que représente tout système d'appel. Je me demande si vous avez tenu compte de cela dans les dispositions que vous proposez, car vous savez qu'un appel, suite à un refus, peut être suivi d'un autre appel, et vous savez ce que sont devenus les coûts de notre système judiciaire.

Le vice-président: Monsieur Roy.

M. Roy: Il suffit de dire que cela pourra présenter un problème, mais je ne m'étendrai pas sur le sujet. C'est un peu...

M. Chapman: Monsieur le président, puis-je ajouter quelque chose?

Le vice-président: Monsieur Chapman.

M. Chapman: Monsieur le président, j'aimerais dire un mot sur la question d'appel. Bien qu'en théorie, le droit d'appel soit offert à tous les citoyens, en pratique, et d'après mon expérience dans les affaires communautaires, il n'existe que pour les millionnaires et que pour les récipiendaires du bien-être social. Les premiers, parce qu'ils ont beaucoup d'argent, et les seconds, parce qu'ils ont recours à l'aide juridique. Mais les gens comme moi ne peuvent en profiter. Voilà ce dont nous ne sommes pas contents.

M. Friesen: D'accord.

M. Kirton: Monsieur le président...

Le vice-président: Oui, monsieur Kirton.

M. Kirton: ... peut-être puis-je ajouter quelque chose. Aux termes du paragraphe 106.4, c'est-à-dire l'article consacré à l'appel dans le bill, le droit d'appel n'existe pas dans tous les cas. Le libellé est tel qu'il ne peut y avoir appel que pour les dispositions de cet article. Par conséquent, si un registraire local refuse de délivrer un permis de port d'arme pour le tir à la cible, la chasse ou pour les collections, il n'est pas possible d'en appeler de cette décision.

M. Friesen: Est-ce que cela vaut également pour les tireurs à la cible?

M. Kirton: Oui.

M. Friesen: Avez-vous mentionné les tireurs à la cible?

M. Kirton: Oui. C'est ce que l'on appelle le permis de port d'arme...

[Text]

Mr. Friesen: Right.

Mr. Kirton: . . . there is no appeal from that section.

Mr. Friesen: No.

Mr. Kirton: There is an appeal from the section dealing with the business of gunsmithing; there is an appeal from the licensing provision; there is an appeal from the provision of permits for people under 18, but there is no provision for appeal from perhaps the most important section, the right to use the weapon once you have it.

Mr. Stewart: And there is no appeal if you get your licence with conditions attached. The registrar, if he refuses you a licence and he is afraid you may successfully appeal, what he will do is grant it to you but tell you you can only use it on the second foggy Tuesday of the week.

Mr. Friesen: Yes, right.

Mr. Stewart: And then there is no appeal.

Mr. Friesen: Yes.

Mr. Stewart: Because you have your licence, but with impossible conditions.

Mr. Friesen: Between twelve o'clock and one minute after.

Mr. Stewart: Yes.

Mr. Chapman: Unless you mortgage your home to appeal.

Mr. Friesen: Yes. Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Friesen. Mr. Robinson.

Mr. Robinson: My time has virtually expired and I do not want to keep these gentlemen any longer. I do want to congratulate each and every one of them for the common sense that they have in their presentations. I think they are excellent, and I am sure the Minister is going to be most interested in reading the minutes of this meeting, and, hopefully some members of the Department will be contacting some of you people for some of your expert advice and expertise, perhaps, in helping to draft some of this legislation. I think somebody mentioned there were 26 pages on gun control alone. Maybe it could all be boiled down into a couple of pages and it might be a lot better for all concerned.

Have any of you people considered redrafting that section of the bill?

Mr. Chapman: Well, sir, there is really not much point, I guess, until it is decided. We have our ideas. As the Arms Collectors Association said in their brief, we are not averse to discussing any pertinent factors in this, we never have been, but we do not like it to be done under the cloud and under the pressure of an omnibus bill in which half the bill is devoted to the guns and the other half devoted to many, many different clauses. We are not averse to an honest and open discussion at any time with anybody, but we would like it to be done just like that, honestly and openly.

[Interpretation]

M. Friesen: D'accord.

M. Kirton: Et l'on ne peut faire appel aux termes de cet article.

M. Friesen: Non.

M. Kirton: L'article permet de faire appel pour les armuriers, pour tout ce qui est de la délivrance des permis, pour les permis délivrés aux gens de moins de 18 ans, mais ne prévoit pas de possibilité d'appel pour ce qui est encore plus important, c'est-à-dire le droit d'utiliser l'arme, une fois qu'on l'a en sa possession.

M. Stewart: Il n'y a pas d'appel non plus, si l'on obtient son permis de façon conditionnelle. Si le registraire vous refuse un permis mais qu'il craint que vous fassiez appel et que vous gagniez votre cause, il pourra vous délivrer un permis, mais à la condition de ne l'utiliser que tous les mardis de quinzaine, par exemple.

M. Friesen: En effet.

M. Stewart: Dans ce cas, vous ne pouvez faire appel.

M. Friesen: Oui.

M. Stewart: Parce que vous avez obtenu votre permis, mais soumis à des conditions impossibles.

M. Friesen: Comme le droit de l'utiliser entre midi et midi une.

M. Stewart: Oui.

M. Chapman: A moins que vous n'hypothéquiez votre maison pour vous rendre à l'appel.

M. Friesen: Merci.

Le vice-président: Merci, monsieur Friesen. Monsieur Robinson.

M. Robinson: Comme mon temps est expiré, je ne désire pas garder la parole. Je voudrais féliciter tous les témoins du bon sens dont ils ont fait preuve dans leurs exposés qui sont excellents, à mon avis. Le ministre sera certainement très intéressé par la lecture du procès-verbal de notre séance. J'espère que certains membres du Ministère communiqueront avec vous afin d'obtenir vos conseils et vos avis d'experts, et, peut-être, dans le but de vous demander de les aider à rédiger les règlements de la loi. Quelqu'un a mentionné qu'il y avait 26 pages sur le seul contrôle des armes à feu. Peut-être pourriez-vous réduire cette section à quelques pages, ce qui aiderait tout le monde.

Avez-vous déjà envisagé rédiger à nouveau cette partie de la loi?

M. Chapman: Cela n'en vaut pas vraiment la peine, tant qu'une décision n'aura pas été prise. Nous avons nos propres idées à ce sujet. Comme l'a bien précisé l'Arms Collectors Association, dans son mémoire, nous ne nous opposons pas à une discussion des facteurs pertinents, et nous ne l'avons jamais été. Mais nous n'aimons pas ne pas savoir vers quoi nous nous dirigeons, et entreprendre une discussion en sentant la pression qu'exerce l'étude d'un bill omnibus, bill dont la moitié est consacrée aux armes à feu, et l'autre à tant de dispositions différentes. Nous ne sommes pas contre une discussion honnête et libre avec tous ceux qui le désirent, mais nous aimerions qu'elle reste honnête et libre.

[Texte]

Mr. Robinson: I will leave it with you, then. All you people are prepared to assist in any way possible to have a better bill. Thanks very much.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Robinson. Mr. Korchinski.

Mr. Korchinski: Mr. Chairman, I believe it was Mr. Wardlaw and Mr. Gilbert who were disagreeing on the interpretation of a particular section. I take it that you gentlemen are both lawyers. The point I want to make in that particular comment is that I foresee a real heyday for lawyers defending one individual or another because of various interpretations that you might place on different sections. I am sure there are very many people who will have to resort to lawyers in order to follow. You will have to take a short course in law before you can own a gun.

Mr. Gilbert: No. I happen to know the difference of opinion...

Mr. Korchinski: Well, you are a lawyer.

Mr. Gilbert: ... between Mr. Wardlaw and Mr. Stewart and myself. This is common in...

Mr. Korchinski: Yes, but this is the point. This is the controversy that is going to rage in the future with this type of legislation.

Mr. Gilbert: This is why we have lawyers, Stanley.

Mr. Korchinski: Yes, but in addition to the licence and in addition to the registration you are going to have to pay a lawyer's fee as well.

Mr. Gilbert: Get Mr. Kirton on it, then. Why not employ Mr. Kirton?

• 1805

Mr. Korchinski: I can readily understand why that type of confusion is brought about. I have two documents, which were both put out by Mr. Allmand and signed Minister of Justice and Solicitor General. In one they state that, for example, the first year you could see the scheme implemented in Ontario, the following year in Western Canada and the Territories. The next document says, for example, that within the first six months all gun possessors residing in Metro Toronto might have to obtain a licence, those in the rest of Ontario by the end of the first year, and by the second year Quebec and the Atlantic Provinces.

Now what do you take from that? Do we get any kind of information as to what in actual fact is going to happen? Can you understand, after the comments made by some of the witnesses and the Minister that they are so concerned about the possession of guns, why it is not important after the law is passed that you immediately impose it on all Canadians? Can you understand why this type of leeway is provided for different areas, other than—I can volunteer—for political reasons? What is your reaction to that kind of suggestion, that only some people will have to abide by the law immediately and others in Canada not necessarily so?

[Interprétation]

M. Robinson: Dans ce cas, je ne m'attarderai plus sur ce sujet. Je vous remercie d'être prêts à nous aider de toutes les manières possibles en vue de l'amélioration du bill.

Le vice-président: Merci, monsieur Robinson. Monsieur Korchinski.

M. Korchinski: Monsieur le président, n'était-ce pas MM. Wardlaw et Gilbert qui ne s'entendaient pas sur l'interprétation d'un article en particulier? Je pense que ces deux députés sont avocats. Ce sera certainement leur jour de gloire lorsqu'ils devront défendre une personne ou une autre, et se baser sur les diverses interprétations des articles. Ne serait-ce que pour suivre ce que dit la loi, il faudra avoir recours à des avocats. Avant de posséder sa propre arme à feu, il faudra presque suivre un cours de droit.

M. Gilbert: Non. Je sais quelle est la divergence d'opinion...

M. Korchinski: Mais vous, vous êtes avocat.

M. Gilbert: ... entre M. Wardlaw, M. Stewart et moi-même. C'est très courant...

M. Korchinski: Oui, c'est exactement ce que je voulais dire. Voilà le genre de controverse qui se fera jour, si l'on adopte ce bill.

M. Gilbert: Voilà pourquoi les avocats existent.

M. Korchinski: Oui, mais en plus d'avoir à payer le prix du permis et de l'enregistrement, vous aurez également à payer les honoraires d'un avocat.

M. Gilbert: Dans ce cas, pourquoi n'emploierait-on pas M. Kirton?

M. Korchinski: Je comprends pourquoi il y a une telle confusion. J'ai en main deux documents qui ont été émis par M. Allmand et signés à la fois par le ministre de la Justice et par le Solliciteur général. L'un de ces documents déclare, par exemple, que pendant la première année, le système serait appliqué en Ontario, puis l'année suivante dans l'Ouest du Canada et dans les Territoires. Le deuxième document stipule que pendant les 6 premiers mois, tous les propriétaires d'armes à feu résidant dans le Toronto métropolitain devraient obtenir un permis, alors que ceux du reste de l'Ontario auraient jusqu'à la fin de l'année pour l'obtenir; les résidents du Québec et des provinces de l'Atlantique devraient avoir obtenu leur permis à la fin de la seconde année.

Qu'est-ce que cela nous donne? Est-ce qu'il est possible de comprendre la façon dont le système sera appliqué? Après avoir entendu les commentaires des témoins, à la suite de ceux du ministre, comprenez-vous maintenant pourquoi ils sont inquiets de ce que l'on possède des armes et qu'il ne soit pas si important que cela d'imposer immédiatement la loi à tous les Canadiens, une fois qu'elle est adoptée? Comprenez-vous maintenant pourquoi on est si indulgent, si ce n'est pour des raisons politiques? Comment réagissez-vous à la proposition voulant que seul un certain nombre de personnes aient à respecter la loi immédiatement, alors que les autres Canadiens auront un certain temps pour s'y adapter?

[Text]

The Vice-Chairman: Mr. Belton.

Mr. Belton: It is obvious from just what you said that it is the law-abiding citizens who are going to make this law proper. But the criminal, whether he lives in Newfoundland or the Northwest Territories, or one year or three years after its implementation, will still be roving the streets, hopefully with not as many problems. Just from the point that you made, it is obvious that this bill is being directed against the best use, or the people who use them with the most integrity. The dishonest people, those are the people you want to catch, and I think we all agree that this is the problem. I think the basic connotation of the drafting or the bill or whatever should be anticriminal or anti the element that is causing all the destruction in this country, and you echo that very well.

Mr. Gilbert: You are hurting your case.

Mr. Korchinski: Well, I do not think so.

Mr. Gilbert: You are really hurting your case.

Mr. Korchinski: Up to now I have always felt that the administration of justice in Canada has been such that you are innocent until proven guilty. With the passage of this type of legislation, are we not placing another interpretation on that? You are guilty until you have proved yourself innocent by the two guarantors. In other words, you are a suspect until you have proved yourself innocent. This is the new interpretation that is going to be...

Mr. Chapman: Mr. Chairman, that is the basis of our argument against the guarantors. There are many cases in this bill where the onus is placed upon the applicant, the onus is placed upon the citizen. Up to now this citizen has led an exemplary life—like, for instance Mr. Green; there is a case in point that everybody knows—yet he has the onus placed upon him. This seems to be a contradiction of the customs and the laws and the jurisprudence of this country. We take a lot of exception to it. I will frankly admit it. We do take exception. We think the onus should be placed upon the guilt, or the onus should be placed upon the authorities to prove that this man is unfit. Otherwise, what is our English common law doing?

This is the point. The guarantors would not know any more about the man, presumably. How would they? I could go along to a judge, who would have heard of me because I worked in the political campaign and am recommended by the M.P.: "Well, sign the guy's form." He may not know me, he takes me at my face value, which may or may not be anything.

The Vice-Chairman: Mr. Roy would like to add something, Mr. Korchinski.

Mr. Roy: As I see it, the intention of the bill is aimed towards accidents in the homes, crimes that are of a domestic nature. Nowhere in the bill is there an emphasis on education or promotion of clubs or any other kind of educational facilities that may exist in this country. Maybe more priority should be attached to that kind of function and that kind of promotion by this bill.

[Interpretation]

Le vice-président: Monsieur Belton.

M. Belton: Il est évident, d'après ce que vous avez dit, que ce sont les citoyens respectueux de la loi qui la rendront opérante. Mais le criminel, qu'il vive à Terre-Neuve ou dans les Territoires du Nord-Ouest, ou qu'il agisse un an ou trois ans après l'application de la loi, continuera toujours à courir les rues, mais avec moins de problèmes, espérons-le. Si l'on adopte votre point de vue, il est évident que le bill va à l'encontre d'une meilleure utilisation des armes à feu, ou à l'encontre de ceux qui les utilisent avec le plus d'intégrité. Nous sommes tous d'accord pour dire que le problème réside auprès des Canadiens malhonnêtes, c'est-à-dire ceux sur qui l'on désire mettre la main. Fondamentalement, le bill doit être contre les criminels et contre les éléments qui causent toute la destruction au pays, comme vous l'avez bien dit.

M. Gilbert: Vous êtes en train de vous condamner.

M. Korchinski: Non, je ne le pense pas.

M. Gilbert: Vous êtes vraiment en train de vous condamner.

M. Korchinski: Jusqu'à maintenant, j'avais toujours pensé que l'administration de la justice au Canada avait démontré le principe qu'un accusé est innocent jusqu'à ce qu'il ait été prouvé coupable. Si l'on adopte ce bill, est-ce que cela ne va pas nous permettre d'interpréter le principe différemment? Le citoyen sera coupable, jusqu'à ce que les deux répondants aient pu prouver qu'il était innocent. Autrement dit, vous êtes suspect, tant que vous n'avez pas pu prouver que vous êtes innocent. Voilà quelle sera la nouvelle interprétation de la loi.

M. Chapman: Monsieur le président, voilà pourquoi nous nous opposons au système de répondants. Dans beaucoup de cas, le bill place la responsabilité de l'innocence sur le requérant, c'est-à-dire sur le citoyen. Prenons le cas de M. Green, que tout le monde connaît: il a toujours vécu une vie exemplaire, et pourtant il a la responsabilité de montrer qu'il est innocent. Il semble y avoir contradiction entre les habitudes, la loi, et la jurisprudence du pays. Nous nous y opposons carrément, et je l'admets franchement. La responsabilité devrait incomber au coupable, ou aux autorités policières qui doivent prouver que la personne est inapte à posséder une arme à feu. Sans quoi, où va notre droit anglais?

On peut supposer que les répondants n'en savent pas plus long au sujet du requérant. Et pourquoi le connaîtraient-ils bien? Je pourrais très bien me rendre chez un juge qui aurait entendu parler de moi parce que j'ai travaillé pour la campagne politique et que je suis recommandé par un député; je pourrais lui demander de signer le formulaire d'un requérant. Le juge ne me connaît peut-être pas, mais me juge d'après ce qu'il a entendu dire de moi, ce qui peut être exact ou non.

Le vice-président: Monsieur Korchinski, M. Roy aimerait ajouter quelque chose.

M. Roy: D'après moi, le bill essaie d'éliminer les accidents qui se produisent dans les maisons, c'est-à-dire les crimes qui sont de nature domestique. Nulle part dans le bill n'ai-je trouvé que l'on mettait l'accent sur les systèmes de sensibilisation ou de promotion des clubs, ou sur les installations éducatives qui existent au Canada. Peut-être le bill devrait-il plutôt s'attacher à cet aspect et à ce type de promotion.

[Texte]

We are not convinced that this bill is going to help the domestic-problem situation. People who are experienced with guns cannot see how this bill, as it is presented to us, will help that situation. I could see it if there were very stringent guidelines laid down on how to store guns and how to do several things within the home and within hunting. I would recommend that more priority be placed on an education function, and that the education function be, in a great part, an activity of clubs and associations in this country; and the development of a general attitude about firearms, that they are a dangerous thing, and that young people should learn about them and treat them with respect, and older people, for that matter.

Mr. Korchinski: Invariably the witnesses that have come before us, for example, the Indian Federation, have indicated that the root cause of a lot of their troubles are social problems, alcohol and drugs, and that sort of thing.

• 1810

We heard one of the members say that if we can save 50 lives, it might be worth it. Do you not sense some sort of hypocrisy here? Here is the government in the business of selling alcohol to everybody, with no particular licence being needed, whether that fellow is an alcoholic or anything else, and doing all kinds of damage, involving insurance companies, time lost, murders, crimes, you name it...

Mr. Kirton: Will you legalize...

Mr. Korchinski: ... and no thought ever being given to that problem, or even the mental problem. There is no consideration at all, despite the requests that have come forward over the years, from many people in our society. All of a sudden we latch on to the one thing that they say is going to stop maybe 25 or 30 murders. It is obviously too late by then. Do you not see all the other damage which may be done in between? By the time you get to shooting, that is the last straw. Do you not see some sort of hypocrisy there?

Mr. Chapman: Mr. Chairman, may I make a comment?

Mr. Korchinski: Short-sightedness, at least.

Mr. Chapman: In this book by Inspector Greenwood, he says:

No matter how one approaches the figures, one is forced to draw the startling conclusion that the use of firearms in crime is very much less when there are no controls of any sort, and when anyone, convicted criminal or lunatic can buy any type of firearm without restriction. Half a century of strict controls on pistols has ended, perversely, with a far greater use of this class of weapon in crime than ever before.

And he gives a graph. The total number of police officers shot at in 1908 was three, the total number of police officers shot at in 1966 was 26. The year before, 1965, there were 31. So, what are we talking about?

[Interprétation]

Je ne suis pas convaincu que le bill aidera à enrayer les crimes domestiques. D'ailleurs, tous ceux qui manient depuis longtemps les armes à feu ne peuvent pas comprendre comment le bill aidera à corriger cette situation. Je le comprendrais, si on y trouvait des lignes directrices très strictes sur la façon d'entreposer les armes à feu et sur la façon de les garder dans la maison et pour la chasse. Je recommanderais que l'on rende prioritaire la fonction de sensibilisation et qu'elle devienne une responsabilité des clubs et des associations du pays; je recommanderais également que l'on fasse connaître au grand public ce que sont les armes à feu, qu'elles peuvent être dangereuses, et qu'on enseigne aux jeunes et aux plus âgés comment les manier.

M. Korchinski: Les témoins qui se sont présentés devant nous, comme la Fédération des Indiens, ont invariablement déclaré que leurs ennuis leur venaient en grande partie des problèmes sociaux, comme de l'alcool ou des drogues.

L'un des députés a déclaré que si le bill permettait de sauver 50 vies humaines, il en valait certainement la peine. N'entrevoiez-vous une certaine hypocrisie? C'est bien le gouvernement qui vend l'alcool à n'importe quel citoyen, sans que celui-ci ait besoin d'un permis pour l'acheter, que le citoyen soit alcoolique ou malade, et même s'il s'apprête à participer à toutes sortes de désordres sociaux, perdant son temps, commettant des meurtres, des crimes, dont subiront les conséquences les compagnies d'assurance, par exemple.

M. Kirton: Allez-vous légaliser...

M. Korchinski: Le gouvernement n'a jamais pensé à cela, ni même pensé aux problèmes des désordres mentaux. Il n'a jamais envisagé la situation sous cet angle, malgré toutes les demandes qui lui sont parvenues depuis des années de toutes les couches de la société. Et voilà que tout à coup, il présente un bill qui, d'après lui, évitera 25 ou 30 meurtres. A mon sens, c'est déjà beaucoup trop tard. Le gouvernement ne voit-il pas tous les torts qui sont faits aux malheureux entre temps? Le dernier recours d'une personne, c'est souvent l'arme à feu. Cela ne vous semble-t-il pas hypocrite?

M. Chapman: Monsieur le président, puis-je faire un commentaire?

M. Korchinski: Du moins, c'est un manque de clairvoyance.

M. Chapman: Voici ce que dit l'inspecteur Greenwood dans son livre:

Quelle que soit la façon dont on envisage les chiffres, l'on est forcé de tirer la conclusion saisissante à savoir que l'utilisation des armes à feu dans le crime est bien moindre lorsqu'il n'y a aucun contrôle, et lorsqu'un citoyen, qu'il soit criminel reconnu ou lunatique, peut acheter une arme à feu sans être entravé. Cinquante années de contrôle strict des armes à feu se sont terminées, sur la pénible constatation que cette catégorie d'armes a été utilisée beaucoup plus qu'auparavant dans le crime.

On trouve ensuite le graphique suivant: en 1908, le nombre total d'officiers de police tués par une arme à feu était de trois, alors qu'il montait à 26, en 1966. L'année précédente, en 1965, il y en avait 31. Comprenez-vous cela?

[Text]

Mr. Korchinski: Could I ask another question? You are primarily concerned with the collecting of guns, and the like. I like to compare your group with a situation where a widow is left with under-age children, boys, who might conceivably use this weapon within a year or two, but she does not want to necessarily give up the gun or guns. Now, she would perhaps be in a special category. She has no use for that gun, other than to retain it or keep it in the family. She would be in a different position from an individual who might use a weapon, and yet that individual would only require one licence. As I read the explanation put out by the two ministers, there will be no restrictions on collecting rifles or shotguns, other than the need to obtain a licence. But "a bona fide collector"—and I put the widow in this kind of a category, because she certainly is not intending to use it—of handguns and other restricted weapons will have to obtain both a licence and a registration certificate for each gun. In other words, that widow has not only the added burden of registering the gun, but also the added expense of obtaining a licence. I would think that there would be two categories, one a licence and one a registry. Do you not think that there might be some sort of a provision, that they should consider a collector to be in a different category from someone who might use a weapon?

Mr. Chapman: I agree, sir. But we have to remember that, ever since Confederation, and long before that, widows have inherited firearms from their deceased husbands. And I do not think the widows have ever been a menace to society. I do not recollect a widow ever holding-up a bank with an inherited weapon. Here again, what are we talking about? There are solutions and we are prepared to discuss this openly and honestly, but not under the pressure of this thing and in the light of what is being said. It seems to be very difficult at times, you must agree.

There obviously has to be something done about some of the unscrupulous characters that obtain weapons: to that I heartily agree. But here, we are not talking about unscrupulous characters; we are only talking about the honest citizens like the poor old widow who inherits her husband's old 98 Winchester or something, and may want to sell it, even, to augment her income. Why should she not?

Mr. Korchinski: On the question of . . .

• 1815

The Vice-Chairman: Mr. Watt would like to add something.

Mr. Korchinski: Okay.

Mr. Watt: I would just like to address myself to a few things that have been going on. Mr. Loiselle has left, and unfortunately you are in sort of combat here with him, but I think that if . . .

Mr. Korchinski: No, fortunately.

Mr. Watt: Fair enough, fortunately.

I think if I could make a statement from our point of view, and I believe from that of collectors in general, it is that we are supportive of sort of the spirit of what is trying to be done here. I do not think we are against the spirit of what is trying to be done. I think our concern stems from so much of the inadequacies that occur here and a few of the injustices which I addressed myself to. So I think we can deal back and forth in the shadings of the fine points.

[Interpretation]

M. Korchinski: Puis-je poser une autre question? Vous vous inquiétez surtout de ceux qui collectionnent les armes à feu. Que diriez-vous de la situation suivante: une veuve dont les enfants sont très jeunes, refuse de se débarrasser de l'arme à feu qu'elle a en sa possession, bien que ses enfants puissent vouloir utiliser l'arme dans un an ou deux. Je suppose qu'elle tomberait dans une catégorie spéciale. Cette personne n'utilise pas l'arme, mais désire la garder dans sa famille. Elle n'est pas dans la même situation qu'une personne qui utiliserait l'arme, mais pourtant cette dernière personne a besoin d'un permis. D'après l'explication qu'ont donnée les deux ministres, il n'y aura aucune restriction imposée sur ceux qui collectionnent les carabines ou les fusils de chasse, sauf qu'ils devront obtenir un permis. Mais les collectionneurs de bonne foi, de pistolets et d'autres armes à autorisation restreinte, catégorie dans laquelle je place la veuve, puisqu'elle n'a aucunement l'intention d'utiliser l'arme à feu, devront à la fois obtenir un permis et un certificat d'enregistrement pour chaque arme. Autrement dit, la veuve a non seulement besoin d'enregistrer l'arme, mais doit également payer pour obtenir un permis. J'aurais pensé que l'on aurait pu faire deux catégories, l'une pour les permis et l'autre pour les enregistrements. Ne pourrait-on insérer une disposition qui placerait les collectionneurs dans une catégorie différente de ceux qui utilisent les armes?

M. Chapman: D'accord, mais il faut se rappeler que depuis la Confédération, et bien avant, les veuves héritaient de toutes les armes à feu que leur laissaient leurs époux décédés. Je ne pense pas que les veuves aient jamais constitué une menace pour la société. A-t-on vu une veuve faire un vol de banque avec une arme qu'elle avait héritée de son mari? Il s'agit toujours de savoir exactement quels sont les cas à considérer. Il y a bien sûr des solutions dont nous sommes prêts à discuter librement et honnêtement, si toutefois on n'essaie pas d'exercer une certaine pression sur nous, et à la lumière de ce qui s'est dit. Bien sûr, c'est parfois difficile.

Il est évident qu'il faut faire quelque chose au sujet des personnages sans scrupule qui parfois obtiennent des armes à feu. Mais ici, il ne s'agit pas de personnages sans scrupules: il s'agit des citoyens honnêtes comme la pauvre veuve qui hérite du vieux Winchester 98 de son mari et qui veut peut-être le vendre pour augmenter son revenu. Et pourquoi ne le ferait-elle pas?

M. Korchinski: Au sujet de . . .

Le vice-président: M. Watt aimerait ajouter quelque chose.

M. Korchinski: Très bien.

M. Watt: J'aimerais reprendre certains points qui ont été posés. M. Loiselle a quitté la salle, et je constate que vous êtes malheureusement opposé à ce qu'il a dit; mais si . . .

M. Korchinski: Non, heureusement.

M. Watt: D'accord, heureusement.

Si vous me permettez de parler au nom des collectionneurs, nous sommes tout à fait en faveur de l'esprit dans lequel le bill a été conçu. Nous ne sommes pas contre ce que vous essayez de faire. Nos inquiétudes proviennent surtout des manques qui se sont produits ça et là et des quelques injustices auxquelles j'ai eu moi-même affaire. Nous pourrions toujours revenir sur les aspects négatifs et positifs de la loi.

[Texte]

I would say that if the widow had a restricted weapon, she has to go through it. She just had to go down and get the registration certificate: no way around it. I just think that is fair; and what is good for her, is good for me and the rest of us.

But in any event, I think we have got to get it across that we are not only on the attack: we are trying to be supportive for the spirit that is behind it but very afraid of a number of the inadequacies and a few of the injustices.

Mr. Korchinski: But the very fact that she would have to get not only a licence but a registration, makes the long gun a restricted weapon.

Mr. Stewart: No.

Mr. Korchinski: Well, it puts it in the same category as a restricted weapon, because you would have to register it.

Mr. Watt: No, not a long gun.

Mr. Korchinski: This is exactly the point. If she is collecting this rifle—and I assume she is not going to use it, she is just simply holding it—how else would you categorize the fact that she is going to keep that gun? Does she only require a licence? This is not spelt out.

Mr. Stewart: I think the legislation makes it clear that if the widow inherits her husband's shotgun, then she may have to go and get a licence as a gun owner. If she inherits her husband's pistol, she will have to take a second . . .

Mr. Korchinski: I am not talking about restricted weapons: I can agree with the restricted weapon aspect of the thing. What I am saying is that if this is true that she has to have a licence, and if my interpretation of this is that what she is doing is really collecting the rifle that her husband left here with—she is not using it for any purpose, so she is really collecting it—in that case, it spells out, according to the explanation here, that she requires a licence and a registration.

Mr. Stewart: With respect, sir, I think that you are interpreting that incorrectly. If she inherited 10 shotguns from her husband, all she needs is a licence. There is no question about that. No registration is needed.

Mr. Korchinski: I will accept your interpretation.

Mr. Chapman: Just a moment. There is a clause in here: "proof of need", that is mentioned in the bill somewhere.

The Vice-Chairman: Thank you very much, Mr. Korchinski.

Mr. Korchinski: One short question . . .

The Vice-Chairman: I am very sorry, Mr. Korchinski.

Mr. Korchinski: . . . and that is with reference to storage. You have all heard of vaults being blown up. What kind of a storage would we require for a gun? What is your opinion?

Mr. Chapman: We said that banks are frequently robbed, and they are supposed to be the safest places in the world. As long as a person takes reasonable precaution with regard to his family and his own people—but again, this is something that is not spelled out. They could require everybody who owns a flintlock to have a Chubb safe in the living room for it. Nothing is spelled out. This is what the basis of this whole discussion is about.

[Interprétation]

Si une veuve possède une arme à autorisation restreinte, il faut qu'elle passe par la filière administrative. Il faut absolument qu'elle obtienne un certificat d'enregistrement. Je pense que c'est juste, parce que c'est bon pour elle, pour moi et pour le reste de la société.

Quoi qu'il en soit, j'espère que vous comprendrez bien que de nous ne faisons pas que nous opposer au bill: nous appuyons l'esprit dans lequel il a été conçu, mais craignons qu'il ne soit imparfait et n'entraîne certaines injustices.

M. Korchinski: Mais le fait même que la veuve doive obtenir un permis ainsi qu'un certificat d'enregistrement fait de la carabine une arme à autorisation restreinte.

M. Stewart: Non.

M. Korchinski: Cela place l'arme dans la même catégorie que les armes à autorisation restreinte, puisqu'il faut l'enregistrer.

M. Watt: Non, pas les carabines.

M. Korchinski: C'est exactement cela. Si la veuve collectionne la carabine et qu'elle n'a pas l'intention de l'utiliser mais simplement de la garder, comment allez-vous classer le fait qu'elle désire garder l'arme? A-t-elle uniquement besoin d'un permis? Cela n'est pas très clair.

M. Stewart: La loi précise clairement que si une veuve hérite du fusil de chasse de son mari, il faut qu'elle obtienne un permis en tant que propriétaire d'arme à feu. Si elle hérite du pistolet de son mari, il faudra qu'elle obtienne un deuxième . . .

M. Korchinski: Je ne parle pas des armes à autorisation restreinte: je suis d'accord avec vous sur la question de restriction. Mais s'il est vrai qu'elle doit obtenir un permis, et si elle ne fait que garder le fusil que son mari lui a laissé, sans pour cela l'utiliser, alors la loi déclare clairement qu'elle doit obtenir un permis et un certificat d'enregistrement.

M. Stewart: Sans vouloir vous offenser, il me semble que vous interprétez incorrectement la loi. Si elle héritait de son mari dix fusils de chasse, il ne lui faudrait obtenir qu'une licence, et elle n'aurait besoin d'aucun certificat d'enregistrement. C'est très clair.

M. Korchinski: J'accepte votre interprétation de la loi.

M. Chapman: Un moment. Le bill parle quelque part d'une présomption de nécessité.

Le vice-président: Merci beaucoup, monsieur Korchinski.

M. Korchinski: Une dernière petite question . . .

Le vice-président: Désolé, monsieur Korchinski.

M. Korchinski: . . . au sujet de l'entreposage. Vous avez tous entendu dire qu'il était possible de faire sauter des coffres-forts. Dans quel genre d'endroit devrait-on entreposer les armes à feu?

M. Chapman: Il y a souvent des vols de banque, alors que les banques sont censées être les endroits les plus sûrs du monde. Du moment qu'une personne prend toutes les précautions raisonnables pour sa famille et son entourage. . . mais encore une fois, la loi ne dit rien à ce sujet. On pourrait exiger de tous ceux qui possèdent des fusils à pierre d'avoir des coffres-forts à serrure de sûreté dans leur salon. Mais rien n'est défini, et c'est pourquoi nous en discutons.

[Text]

I have had guns around the house for years and my children have respected them. They have been in my gun-room but they have never kicked the door in yet—but I would not say that it is impregnable. It is just a normal house with a normal wooden door; but if I heard someone kicking the door in, I would go up and deal with them.

I am not stating for anybody to hear that that door is impregnable: nothing is impregnable to a thief. Yet the bill does not spell out anything that would ameliorate the situation of a person who gets his gun stolen, say if he was away for the weekend, and a thief had the whole weekend to work on the house. How do you think they get into these banks and things? They have got the whole weekend. They wait until the staff has gone.

The Vice-Chairman: The gentleman behind Mr. Watt wishes to speak.

Mr. Paul Murray (Director, Canadian Guild of Antique Arms Collectors): My name is Paul Murray.

You were asking something about the chap who goes, with one of those pistols, into a bank for a holdup and cannot distinguish whether it is a legal weapon or not. If a person goes in a points his finger like that, the person is going to give up, too. It not actually the weapon that is dangerous. You can hand that pistol to anybody here and it will take him seven or eight minutes, if he knows what he is doing, just even to lead it.

An hon. Member: It is still an armed weapon.

• 1820

Mr. Murray: Another thing, too, is why is it that in the legislation you can have a short weapon such as a semi-automatic or even a Lee-Enfield or whatever it is, under licence, but you have to register that. I consider that is much more dangerous than a pistol. Why do they not license the people and forget about registering those things, because that is a lot of nuisance, registering pieces such as that?

Mr. Stewart: The difficulty is that once registered you cannot move a restricted weapon without a permit. These gentlemen had to stand in line and do a lot of talking in order to get a permit to bring these guns up here today. I do not think there is any danger of their being misused. I had to stand in line for half an hour last Friday to get a permit from the RCMP to bring two flintlock pistols from the airport where I brought them in through customs and then they wanted to stamp numbers on them. What we are asking for is that if they are exempted as restricted weapons, we have to be licensed as gun owners, but at least we will not have to go and get a permit to carry them around, and if we misuse them we are open to all sorts of charges.

A Witness: That is right.

Mr. Stewart: So we are not really asking, I do not think, for an awful lot.

[Interpretation]

J'ai toujours eu des armes à feu chez moi, et mes enfants les ont toujours respectées. Ils peuvent venir dans la salle où je garde mes armes à feu, mais n'ont jamais essayé d'entrer de force. Je ne prétends quand même pas qu'il est impossible d'y entrer. J'habite une maison ordinaire, qui a une porte d'entrée en bois bien ordinaire. Si j'entendais quelqu'un essayer d'enfoncer la porte, j'essaierais de voir ce que cette personne veut.

Je ne crie pas sur les toits que ma porte est infranchissable, car nous ne sommes jamais à l'abri des voleurs. Et pourtant le bill ne précise rien qui permettrait d'améliorer la situation d'une personne qui part pour la fin de semaine et se fait voler son pistolet par un voleur qui a pénétré chez elle. Comment pensez-vous que les voleurs pénètrent dans les banques? Ils le font pendant la fin de semaine, et attendent que le personnel s'en aille.

Le vice-président: La personne qui se trouve derrière M. Watt désire ajouter quelque chose.

M. Paul Murray (directeur, Canadian Guild of Antique Arms Collectors): Je m'appelle Paul Murray.

Vous parliez d'une personne qui vole une banque avec l'un des pistolets en question, et qu'il vous est impossible de distinguer s'il s'agit d'une arme autorisée légalement ou non. Si vous pointez vos doigts de cette façon, on pourra croire qu'il s'agit d'une arme, bien que ce ne soit pas vraiment dangereux. Prêtez votre pistolet à n'importe qui, et même si on sait comment s'en servir, il faudra bien 7 ou 8 minutes pour le charger.

Une voix: Il s'agit quand même d'une arme à feu.

M. Murray: En outre, pourquoi le bill prévoit-il qu'il faille enregistrer les petites armes à feu comme les semi-automatiques ou même les Lee-Enfield qui sont déjà sujets à des permis? A mes yeux, ces armes sont beaucoup plus dangereuses que les pistolets. Pourquoi ne pas simplement délivrer des permis et ne pas enregistrer les armes, puisque c'est plus ennuyeux qu'autre chose que d'avoir à les enregistrer?

M. Stewart: La difficulté vient de ce qu'une fois l'arme enregistrée, il est impossible de déplacer les armes à autorisation restreinte sans avoir un permis. Les gens qui m'accompagnent ont dû faire la queue pendant longtemps et parlementer afin d'obtenir le permis nécessaire pour transporter ces armes à feu jusqu'à Ottawa. D'ailleurs, il ne faut pas vous inquiéter de ce qu'ils puissent les mal utiliser. J'ai dû attendre une demi-heure vendredi dernier afin d'obtenir un permis de la GRC pour pouvoir apporter les 2 fusils à pierre que j'ai avec moi, de l'aéroport jusqu'ici en passant par les douanes; et encore, la GRC voulait imprimer des numéros sur mes armes. Nous demandons simplement que si ces armes sont considérées comme armes à autorisation restreinte, et même si nous devons obtenir un permis pour les avoir en notre possession, qu'il ne nous soit du moins pas nécessaire d'en obtenir un autre pour les transporter; d'ailleurs, si nous les utilisons à mauvais escient, nous pouvons faire face à toutes sortes de chefs d'accusation.

Un témoin: C'est exact.

M. Stewart: Nous n'en demandons pas tant.

[Texte]

The Vice-Chairman: Thank you.

Mr. Gilbert: It is the price we have to pay if we want to possess certain things.

Mr. Stewart: All I ask is what good does it do? If you can show me any good in it, I will pay the price. What do you accomplish by making me register those antique flintlocks and then get a permit to take them over to Dartmouth some night to show to a fellow collector because I may want to trade it to him? What good do you accomplish?

Mr. Murray: And there has never been a record.

Mr. Stewart: I will pay the price.

The Vice-Chairman: Order please.

Mr. Gilbert: I will speak to you later.

The Vice-Chairman: May we hear the last questioner who has been waiting for a long time? Mr. Milne.

Mr. Milne: Thank you, Mr. Chairman. I assure both you and the witnesses I will be very brief. I would want, first, to apologize to them. I was speaking in the House this afternoon and I thought it would be through by 3.30 p.m., but a point of order kept the business of the House quite late.

Just a couple of points. If these have been well covered prior to my getting here, please just say so and I will read it in the testimony which we will have in a day or so.

The proposal put forward by the Canadian Guild of Antique Arms Collectors using guns manufactured prior to 1888, I think has a point there and one that should find some support around the table. There was no suggestion among the witnesses, was there, that this be a rolling date, that each year we progress that the date would move up one year, because there have been some previous arguments with which I would have a good deal of difficulty. Freezing it at a date, I can see, but if it is a rolling date you are talking about I would have a lot of difficulty with that.

Mr. Wardlaw: Mr. Milne, we have not suggested rolling a date. That was the definition used by Dean Friedland and we found difficulty with it.

Mr. Milne: Yes, thanks.

Mr. Wardlaw: Not for anything right now, but 30 years down the road we could see difficulty with it.

Mr. Chapman: Mr. Milne, we would have reservations on that.

Mr. Milne: Would you like to see it a rolling date?

Mr. Chapman: Yes, to a certain extent because you must be aware that a lot of the weapons were made prior to 1900. For instance, I have a Russian single shot rifle that the Russian army used in 1884. There is nowhere in this country that you can buy a cartridge for it except from a fellow collector who might have one. I have one cartridge. I would not trade you your car for that cartridge, you know, and that is the way it is. If I want to shoot the gun I have to make a cartridge out of something else, but no criminal is going to do that. Basically I am getting at the incidence of the misuse of guns, not the guns or the cartridges themselves, and as these guns become older, so they become obsolete. As I said in the brief, the supply of ammunition dries up automatically. You can only get Martini cartridges for an arm and a leg. So, what is the point.

[Interprétation]

Le vice-président: Merci.

M. Gilbert: C'est le prix qu'il faut payer, chaque fois que l'on veut avoir en sa possession certaines choses précises.

M. Stewart: A quoi cela sert-il? Si vous me donnez une bonne raison à tout cela, je serais heureux d'en payer le prix. Mais à quoi cela vous sert-il de me faire enregistrer mes fusils à pierre antiques et de me faire obtenir un permis pour pouvoir les apporter à Dartmouth en vue de les montrer à un collectionneur ami à qui je veux les échanger? A quoi cela vous sert-il?

M. Murray: On n'a d'ailleurs jamais signalé un cas de crime avec ces armes.

M. Stewart: J'en paierai le prix volontiers.

Le vice-président: A l'ordre, je vous prie.

M. Gilbert: Je vous en reparlerai plus tard.

Le vice-président: Pouvons-nous laisser la parole à M. Milne, qui attend depuis longtemps? Monsieur Milne.

M. Milne: Merci, monsieur le président. Je vous assure, monsieur le président, et messieurs les témoins, que je serai bref. D'abord, je désire m'excuser auprès d'eux. J'ai donné un discours à la Chambre cet après-midi, et je pensais bien en avoir fini vers 15 h 30; mais un rappel au Règlement a retenu tout le monde à la Chambre pendant assez longtemps.

J'ai quelques points à soulever, mais s'ils ont été posés avant que je vienne au Comité, veuillez me le dire, et j'en lirai la réponse au procès-verbal dans un jour ou deux.

La proposition avancée par la *Canadian Guild of Antique Arms Collectors* au sujet des armes à feu manufacturées avant 1888 me semble fort valable, et je pense qu'elle trouvera appui auprès des députés. Les témoins ont-ils suggéré que l'on établisse un roulement pour les dates, c'est-à-dire que chaque année on avance la date d'une année? On a déjà suggéré plusieurs solutions qui me semblent poser assez de difficultés. Je comprends que l'on fixe une date une fois pour toutes, mais je ne comprends pas pourquoi il serait utile de faire un roulement.

M. Wardlaw: Monsieur Milne, nous n'avons jamais suggéré de faire un roulement dans les dates. C'est M. Dean Friedland qui avait proposé cette solution, et nous l'avions trouvée difficile à appliquer.

M. Milne: Très bien, merci.

M. Wardlaw: Cela ne poserait peut-être pas de difficulté aujourd'hui, mais je ne prédis rien de bon pour dans 30 ans.

M. Chapman: Monsieur Milne, nous avons donc certaines réserves au sujet de cette solution.

M. Milne: Aimerez-vous que la date soit sujette à roulement?

M. Chapman: Oui, et dans une certaine mesure, parce que la plupart des armes ont été fabriquées avant 1900. Ainsi, j'ai un fusil à charge unique qui vient de Russie et que l'armée russe a utilisé en 1884. Il est impossible d'acheter où que ce soit au pays une cartouche qui s'adapte au fusil, sauf chez un collègue qui pourrait en avoir collectionné un lui aussi. J'ai une cartouche, moi-même. Mais je ne l'échangerais pour rien au monde. Si j'utilisais cette cartouche, il me faudrait en fabriquer une autre, ce qu'aucun criminel ne s'embarrassera de faire. Puisque l'on s'intéresse à la fréquence de l'emploi abusif des fusils, et non des cartouches elles-mêmes, je vous rappellerai que plus les fusils dont nous parlons vieillissent, plus ils deviennent désuets. Comme je l'ai dit dans le mémoire, le nombre de munitions qui s'adaptent à ces fusils diminue donc auto-

[Text]

Mr. Milne: With respect, Mr. Chapman, I do not think obsolescence is the point. It is the hazard that they might present in a certain situation.

I might like, through the Chairman, to ask you, Mr. Chapman, as I have been following the argument there is a question in terms of collectors' using the umbrella of a collector to acquire some fairly high-powered handguns. So I think we appreciate we ought to be very, very careful of how we handle this so that we can recognize the real antique gun collector and not leave an open door for the acquiring of guns that may be either restricted or prohibited.

Dr. Roy: You are meaning without restriction, Mr. Milne?

• 1825

Mr. Milne: Yes.

Dr. Roy: Yes. Waive them from all restrictions and therefore he may end up with a high-powered handgun.

Mr. Milne: The fact that I am a collector, I can get them when you cannot.

Dr. Roy: I think if it is defined you are safe. I think this is the idea that you have, to define.

Mr. Milne: Yes. My point is that that is a very key point on how this is handled.

Dr. Roy: Yes.

Mr. Milne: So I would just ask Mr. Chapman, since he represents the Ontario Arms Collectors Association, as you say with more members perhaps than any other and perhaps dealing with newer guns than the real antique ones, how he really feels about de-activating guns that would now be prohibited for those people who want to keep them in their collections as a means of handling that.

Mr. Chapman: We are on record, Mr. Milne, as being against de-activation. The guns are owned by people of exemplary character, and admitted that they are sometimes the type of weapons which are a danger to society, but the people who use them are the danger, not the weapons. There has never been any record in this country of anyone, like Mr. Green, misusing any of his pieces. If he had not had a sound character, he would not have gotten them in the first place. And he certainly does not want to de-activate them. After all, if you were a coin collector and owned an English gold sovereign about two hundred years old, you would not want somebody to punch a hole in it and hang it on his watch chain, would you? And it is the same thing. You see, these people value these things.

Mr. Milne: Mr. Chapman, is that your personal opinion or is that the opinion of your Association?

Mr. Chapman: It is the opinion of the majority of the people that I have discussed this thing with. They just do not want to de-activate them; they want them kept the way they are providing they are kept under proper supervision and maintained by legitimate people, by law-abiding people. And that is it.

[Interpretation]

matiquement. Il faut, par exemple, payer un prix d'or pour obtenir des cartouches Martini. Cela en vaut-il la peine?

M. Milne: Monsieur Chapman, sans vouloir vous offenser, je ne pense pas que le degré de désuétude soit le point important. C'est plutôt le danger que ces armes à feu peuvent présenter dans une situation particulière.

Monsieur Chapman, ne pourrait-on pas supposer que les collectionneurs puissent profiter de leurs noms et de leur expérience, en tant que collectionneurs, pour acquérir des armes à feu plus puissantes? Il faut donc nous montrer extrêmement prudents sur cette question et reconnaître le cas spécial que constitue un collectionneur d'armes antiques, afin de ne pas donner libre cours à l'acquisition d'armes à feu qui pourraient être soit interdites, soit à utilisation restreinte.

M. Roy: Vous voulez dire sans restriction, monsieur Milne?

M. Milne: Oui.

M. Roy: Oui. Si vous supprimez toutes les restrictions, on risque d'en arriver à des revolvers très puissants.

M. Milne: Étant collectionneur, je peux me les procurer lorsque vous ne le pouvez pas.

M. Roy: Si votre cas est bien défini, vous êtes en sécurité.

M. Milne: Oui, mais j'insiste sur la manière dont on procède.

M. Roy: Oui.

M. Milne: Je voudrais simplement demander à M. Chapman, puisqu'il représente l'Association des collectionneurs d'armes de l'Ontario, ce qu'il pense de la proposition de rendre inutilisables les armes à feu qui seraient interdites pour ceux qui veulent les garder dans leur collection.

M. Chapman: Nous sommes contre, monsieur Milne. Ces armes à feu appartiennent à des collectionneurs de très bonne réputation; certes, elles peuvent constituer un danger pour la société mais, en fait, ce n'est pas elles qui constituent le danger mais plutôt les personnes qui les utilisent. Il n'y a eu aucun cas, dans ce pays, où un collectionneur, comme M. Green, aurait commis une faute dans le maniement d'une des pièces de sa collection. Si le collectionneur n'avait pas une bonne réputation, il lui serait impossible de monter une collection d'armes à feu. Il est donc évident qu'il n'a pas du tout l'intention de rendre ces armes inutilisables. Après tout, si vous étiez numismate et que vous aviez en votre possession un souverain en or anglais vieux de 200 ans, vous ne voudriez pas que quelqu'un le perce pour pouvoir l'accrocher à sa chaîne de montre? C'est la même chose. Toutes ces pièces de collection ont une certaine valeur pour ceux qui les possèdent.

M. Milne: Monsieur Chapman, est-ce là votre opinion personnelle ou l'opinion de votre Association?

M. Chapman: C'est l'opinion de la majorité des gens que nous représentons; nos membres ne veulent absolument pas rendre leurs armes inutilisables; ils veulent que ces armes soient conservées en prenant les précautions nécessaires et que les collectionneurs soient reconnus comme des citoyens à part entière et des citoyens soucieux d'observer la loi. C'est tout.

[Texte]

Mr. Gilbert: Is that Mr. Watt's opinion?

Mr. Watt: Yes. In effect I am in support of Mr. Chapman's position. If you glance at our brief—it is Service Rifle, Mr. Milne—we would have absolutely no value as an association if the pieces that we have were rendered inoperative. We are a working group of collectors, which I am sure you can see from a glance at the brief, and if they were rendered inoperative we would just constitute nothing. And the unbelievable devaluation of the material is something I think has to be considered. After all, as I said earlier, until now the ownership of this class has been sanctioned and people have proceeded to purchase at quite a high cost—we represent over fifty thousand dollars within our Association alone—and that is all going down the drain if they are de-activated. They will have no market value and the investment will be lost.

Mr. Milne: My final question, Mr. Chairman, would be to you, Mr. Watt, on just that. If you might go around that one more time, if prohibited weapons were de-activated, you say that their value would then approach zero.

Mr. Watt: Virtually, yes.

Mr. Milne: Even for trade within collectors in Canada, where that would be uniform across the country?

Mr. Watt: I would think the majority of collectors, modern collectors, represented in our Association and in Ontario Arms Collectors would not really have an interest in these pieces if they were de-activated.

Mr. Milne: The difficulty is in selling that weapon or dealing or trading with someone outside Canada where they may not have that, but within Canada I have difficulty in seeing why it would really change the value if all collectors' guns were similar.

Mr. Watt: They have no use; there is no utility left.

Mr. Milne: But as a collector you are collecting that for a showpiece.

Mr. Watt: For utility.

Mr. Milne: Or a showpiece?

Mr. Watt: No. Our displays and demonstrations involve the active use of these firearms.

Mr. Milne: I have difficulty then in thinking that you are a collector if you are buying them and assembling them for use. If you are buying them and displaying them, that is the type of gun that . . .

Mr. Watt: And demonstrating.

Mr. Milne: No demonstrate, no.

Mr. Watt: Do you feel a collection just automatically says you do not fire?

Mr. Milne: You get your satisfaction from owning them, looking at them and this type of thing, as opposed to being able to use them.

Mr. Watt: Well, Mr. Milne, we are applied—I guess you could say—applied arms collectors and we see that as an entirely valid section of collecting.

[Interprétation]

M. Gilbert: Est-ce là l'opinion de M. Watt?

M. Watt: Oui. En fait, je suis d'accord avec M. Chapman. Si vous jetez un coup d'œil à notre mémoire, celui du «Service Rifle», vous verrez que notre Association n'aurait plus de raison d'être si les pièces de collection que nous possédons étaient rendues inutilisables. En effet, cela diminuerait considérablement la valeur de la pièce en question. Comme je l'ai déjà dit, jusqu'à présent, la propriété de ce type d'arme à feu a fait l'objet de restrictions très sévères et les collectionneurs ont dû les acheter à des prix très élevés; les collections de nos membres représentent plus de \$50,000 et tout cela n'aurait plus aucune valeur si les armes étaient rendues inutilisables. Elles n'auraient plus de valeur commerciale et les investissements qu'elles auraient nécessité seraient une pure perte.

M. Milne: Monsieur Watt, je voudrais vous poser ma dernière question. Si les armes interdites sont rendues inutilisables, vous prétendez qu'elles n'auraient pratiquement plus de valeur.

M. Watt: Pratiquement, oui.

M. Milne: Même pour des échanges entre collectionneurs au Canada?

M. Watt: La majorité des collectionneurs, des collectionneurs d'armes modernes, que représente notre Association ne seraient absolument plus intéressés à ce genre d'armes si elles étaient rendues inutilisables.

M. Milne: Le problème se pose au moment de la vente d'une arme à un étranger, dans un pays où les lois ne sont peut-être pas aussi sévères. Cependant, au Canada, je ne vois pas pourquoi une telle mesure modifierait la valeur des armes en question si toutes les collections canadiennes sont soumises aux mêmes mesures.

M. Watt: Ces armes ne seraient plus d'aucune utilité.

M. Milne: Mais en tant que collectionneur, vous les collectionnez pour pouvoir les exposer.

M. Watt: Parce qu'elles sont utiles.

M. Milne: Comme objet d'exposition?

M. Watt: Nos expositions prévoient toujours l'utilisation active de ces armes à feu.

M. Milne: J'ai du mal à comprendre ce qu'est un collectionneur puisque vous achetez ces armes pour les utiliser. Si vous les achetez pour les exposer, c'est le type d'armes à feu qui . . .

M. Watt: Et pour faire des démonstrations.

M. Milne: Non.

M. Watt: Pensez-vous qu'un collectionneur n'a pas le droit de se servir de ces armes?

M. Milne: Vous tirez votre satisfaction de la possession de ces armes, de leur contemplation et non pas de leur utilisation.

M. Watt: Monsieur Milne, nous sommes des collectionneurs actifs, c'est-à-dire que nous utilisons nos pièces de collection.

[Text]

Mr. Milne: Yes. It seems to me that they are two different things.

Mr. Watt: Fine.

The Vice-Chairman: Thank you very much, Mr. Milne.

On behalf of the Committee, I wish to thank you for your most interesting contribution. The meeting is adjourned until tomorrow morning at 9.30 o'clock.

[Interpretation]

M. Milne: C'est deux choses différentes.

M. Watt: Bien.

Le vice-président: Merci beaucoup, monsieur Milne.

Au nom du Comité, j'aimerais remercier les témoins de leur exposé extrêmement intéressant. La séance est levée jusqu'à demain matin à 9 h 30.

APPENDIX "JLA-32"

ANALYSES AND SUGGESTED AMENDMENTS
TO BILL C-83

submitted by

Timothy C. Losey

Chairman

Committee on Legislation

Canadian Black Powder Federation

May, 1976

Introduction:

The Canadian Black Powder Federation is a national body which sponsors the shooting activities of individuals and clubs whose interests in shooting and owning firearms is somewhat unique. What makes them unique is their common interest in an obsolete or antique type of firearm commonly known as the muzzle-loader. These arms, like the early cartridge firearms, employ black powder as the propellant. It is a slower burning, somewhat less reliable compound than its modern counterpart, smokeless powder.

Black powder enthusiasts embrace a number of activities and skills which go far beyond the mere ownership and use of these obsolete types of firearms. Unlike many other types, black powder arms require a greater range of knowledge and control in order for them to function effectively on the range or in the field. Much of what is known about the care and use of black powder arms is necessarily derived from historical records. In fact, knowledge and interest of the historical context in which these arms were used forms an inseparable segment of the discipline which equals if not exceeds the importance of the arm itself. Were it not for this factor, Canadian black powder enthusiasts might be less concerned about the content of Bill C-83.

Black powder shooting is more than the ownership of a firearm. It is a recreational activity, unlike many, that includes the entire family. It is historical in perspective and provides a basis for exchange of information and the study of Canada's heritage. It encourages and appreciation of basic human skills and, through the study of history, of man's relationship to the environment. For us, Bill C-83 threatens much more than the mere ownership of firearms.

The basic philosophy and tenor of black powder activities and interests have been more fully developed in our previously submitted position paper and therefore require no further elaboration. However, we would like to reiterate our suggestions with respect to the ownership and use of antique and antique-type black powder firearms in light of the proposed legislation.

- 1) That all firearms and/or relics thereof of the antique, black powder type designed specifically for use with black powder propellant be exempt from federal firearm restrictions.

- 2) That all restrictions with respect to the sale of components i.e. black powder, percussion caps, primers, flints, bullets, balls, etc. necessary for the shooting of these arms and the preservation of the sport be removed.
- 3) And that any other legislation proposed or standing which encumbers the use, ownership, transport or conveyance of obsolete antique or antique type arms be eliminated in the interest of preserving the valuable, safe and constructive activities supported by the many members of C.B.P.F.

Before turning to the detailed summary of our objections to certain portions of Bill C-83, we would like to make one point clear. We like many other sportsmen and firearms enthusiasts, would support the concept of individual licensing but find it impossible to do so with the bill in its present form. It is the "spirit" in which the parameters and requirements of the licensing procedure are presented that is objectionable.

The Canadian Black Powder Federation can only support a licensing program which is consistent with the absolute right to own, freely use, enjoy, and dispose of property without any control or diminution save only by the laws of the land. This requirement is especially crucial to members of C.B.P.F. for whom the encumbrance of availability and free movement of black powder arms and their components would effect a wide range of social and recreational activities. Unless the definitions, procedures, fees and requirements are clearly and unambiguously outlined, there can be no guarantee that our absolute rights to property will not, at sometime, be arbitrarily or irresponsibly infringed. Hopefully, our detailed analysis of Bill C-83 will aid in the correction of the many portions we find unacceptable.

Analysis:

Sec. 82(1) Definitions. Ammunition. By this definition a child who happened to pick up an empty cartridge case would be guilty of an offense. To define such innocuous articles as bullet, pellet, cartridge case, etc. as ammunition will undoubtedly create more problems than it will solve.

Firearm. To follow the letter of the law, all steel pipe, pipe nipples, copper, brass and aluminum tubing; practically any piece of metal could be classified as a firearm.

Prohibited weapons. (c) There is no provision in this part for the firearms which would fall into this category that

are privately owned and/or exist in bona-fide collections. Does this suggest confiscation without recompence? Nowhere is there mention of payment to be made for items declared prohibited. (c) This section gives the Governor in Council unprecedented powers to declare any weapon, which might include any number of inanimate objects, prohibited at any time. Who determines what are or are not for sporting or hunting purposes? The criteria need to be clearly stated with respect to the class if firearms that are to be considered permissable.

Sec.86 Possession of a prohibited weapon. This section is meaningless until definitions and criteria discussed above have been clarified and accepted.

Sec.88 Possession of firearms by unlicensed person. As currently set forth, the licensing scheme is unacceptable. That is not to say that the concept could not become a useful policy providing it was restructured to protect the rights of private firearms owners by removing, among other things, the onus of demonstrating "fitness" from the private citizen. It should be the responsibility of the licensing body to show "un-fitness".

Sec.92(2) Wrongful delivery of firearms etc. "Explosive substances" need definition. The present interpretation could include gasoline, diesel fuel, fertilizer, film and other substances in common use that do not require re-classification.

Sec.100(3) Record of transactions in firearms etc. This clause is tantamount to registration and is therefore unacceptable since all classes of firearms including those for "hunting and sporting" use would be subject to the intent of this procedure.

Sec.101(3) Tampering with serial number. This places the responsibility of proof of innocence on the defendant contrary to the fundamental concept of innocence until guilt is proven by a court of law.

Sec.102(1) Order prohibiting possession of firearm or ammunition. The terms handling and storage are meaningless in this context unless they receive acceptable definition. The licensing scheme, as previously stated, is unacceptable in its present form thereby making (2) and (3) inappropriate.

Sec.103(1) Search and Seizure. This give such broad discretion- any powers to individual police officers as to virtually abolish any semblance of rights to basic privacy when a person is residing elsewhere than his dwelling house. (3) A mobile home is a person's residence when it is being used as such i.e. when that person is away from his usual dwelling house.

Sec.105 The notion of search and seizure with or without warrant with respect to the wide discretionary powers given to the Governor in Council and the lack of definition regarding restricted and prohibited weapons, ammunition, explosive substances, etc. renders this section en toto absolutely inappropriate in a democratic system.

Sec.106.1(1) License to possess firearms or ammunition. This section again places too much discretionary power in the hands of too few individuals. The concept of licensing is reasonable but under the present guidelines is both potentially repressive and discriminatory eg. with respect to the required support of guarantors. License fees must be defined otherwise they can be set at any level thereby making the procedure effectively equivalent to confiscation.

Sec. 106.2(6) Term for which certificate remains in force. The license, once obtained, should be valid for the lifetime of the holder. There is no reason to believe that once an individual has shown competency with firearms that he will not continue to be so.

Sec.106.3(9) Permit to person under 18 years of age. This infers that some segments of society may have greater (or lesser) rights than others with respect to firearms ownership. If this legislation is good for some it should be good for all. (10) Again lack of definition. The effective period of said permit needs to be stated.

Sec.106.4(1)(2)(3)(4) Revocation of license, permit, or refusal to issue same. These articles indicate that the criteria for issuance and/or revocation have not been defined and therefore leave too much discretionary power to the individuals charged with the issuance of licenses and permits. Unless these procedures can be stated with reference to definite guidelines, there can be no guarantee that decisions will not be potentially arbitrary.

Sec.106.5(1) False statements to procure permit etc. Verbal statements have usually been hitherto unacceptable in similar circumstances eg. proof of automobile insurance prior to obtaining a license. (2) The onus of proof rests with the defendant which, again, is contrary to conventional individual rights before the law.

Sec.106.8 Regulations. This section empowers the Governor in Council to set license fees arbitrarily. There is nothing to guarantee that fees will not be exorbitant, and thereby effectively tantamount to confiscation. This entire section is irrevocably unacceptable.

Sec.106.9(2) Firearms amnesty period. The suggestion of a firearms amnesty with respect to Section 106.8 infers that the orders in council may be so severe with regard to licensing and permit requirements that the firearms owning populace will have few, if any, alternatives to giving up firearms collections and activities as opposed to attempting to comply with these regulations. This section does more damage to the "spirit" or intent of Bill C-83 than any other portion.

Respectfully submitted

Timothy C. Losey, Chairman
Committee on Legislation
Canadian Black Powder Federation

APPENDIX "JLA-33"

Submission of

The Canadian Guild of Antique Arms
Collectors to the Committee of Justice
and Legal Affairs of the House of
Commons on Canada on Bill C-83,
Section 3, dealing with gun control.

April, 1976.

TO: The Committee of Justice and Legal Affairs

Gentlemen:

It is the submission of the Canadian Guild of Antique Arms Collectors that antique guns should be exempt from the provisions of Bill C-83.

We recognize the problem with which the government is trying to deal and share with other responsible citizens of this country the concern that they have arising out of the unlawful and accidental use of firearms. It is our position, however, that because of the nature of antique firearms, neither of the problems to which the legislation addresses itself is applicable to them and accordingly, they should not be included.

It is not accurate to say we feel that there should be a complete exemption. Sections 83, 98 and 99 deal with offences related to the use of firearms and other offensive weapons. We believe it unlikely that antique firearms would ever be so used, but if they are, the accused person should not be able to defend himself on the ground that the weapon used was an antique.

Part IV of this brief contains a detailed list of the

amendments we feel are desirable and this point is specifically dealt with in that part.

The legislation as presently drafted (Section 106.8(1)(h)) provides for the Governor in Council making regulations "prescribing classes of firearms that shall be deemed to be antiques, curios or relics" for the purposes of Part II.1 of The Criminal Code.

Section 106.2(7)(b) then provides that a registration certificate for a restricted weapon may be issued for any such "antique or curio or relic" so defined if it will form part of a gun collection of a bona fide gun collector.

These two paragraphs create many problems for us and I suggest that the main reason for this is that the legislative draftsman did not really know the difference between an "antique, a curio, or a relic".

This brief is divided into the following parts to enable you (hopefully) to understand what we are talking about.

Part I A brief history of the development of firearms, to show you the guns that we believe are the antiques that should be exempt.

Part II The definition of an "antique firearm"
to show where we believe the line
should be drawn between an antique that
is exempt and a weapon that should be
restricted.

Part III A summary of the arguments as to why
antique firearms should be exempt.

Part IV An analysis of the requested amendments
to Bill C-83 required to bring about
the required result.

Part I

The Development of Firearms

The discovery of gunpowder

In the middle of the 13th century (about 1250 A.D.) Roger Bacon wrote down the earliest formula for gunpowder that has been discovered in Europe. He tried to keep it secret but it became generally known over the course of the next twenty-five years. It was at first used only for such things as firecrackers and the idea of using it to hurl a projectile did not come for at least another generation - perhaps as late as 1300 A.D.

The quality of the gunpowder, though improved upon from time to time during the period that I will review with you, left much to be desired from the standpoint of the user. In fact it is the tremendous improvement in gunpowder - the abandonment of "black powder" in the 1890's and the introduction of the nitro cellulose and nitro glycerine based explosives that has created much of today's problems.

It may seem strange to you but the firepower of the long bow in terms of muzzle velocity, accuracy, distance and rate of fire at the Battles of Crecy, Poitiers and

Agincourt in the 1300's was never again equalled on the battlefield until the third quarter of the 19th century. After the Battle of Waterloo (1815) there was a serious proposal that the British Army abandon the musket and revert to the long bow. To a large extent this was because of the deficiency of the powder.

The Hand Cannon

The first record of guns of any type are found in 1326 when two documents, one in England, another in Italy show in the first case a picture and in the second case an order for guns. The first projectile is an arrow (not a ball). These hand cannon were ignited by someone touching the powder with a burning stick or reed. These cannon, sometimes in frames, sometimes adapted for "hand" use are the earliest known firearms. This system of ignition lasted until the development of the "matchlock" about 150 years later.

The hand cannon were very weak and unpredictable - of more danger to the user I believe, than the opponent - but their use spread. Such cannon are the first antique that should be excluded from the operation of the Bill.

The Matchlock

The matchlock developed out of the hand cannon. It

was a barrel mounted on a stock. It contained a mechanism by which a glowing "match" or cord could be depressed onto a pan of powder to ignite the powder and discharge the ball. The earliest record of it is in 1475 (illustrated in a German manuscript) and was in general use in Europe until about 1625 when it was replaced by other ignition systems. It remained popular, however, as an ignition system in other parts of the world until much later. It was largely used by Indian troops during the Indian Mutiny in the 1850's. It was the only system in use in Japan when Admiral Perry sailed into Tokyo Bay about the same time and forced open Japan's closed society. It remained in use in Afganistan until the early part of this century as well as in northern Africa.

The gun, as a weapon, had serious deficiencies. Wind or rain would put out the match. Loading took a significant period of time. Great care had to be taken with the match to ensure there was no premature firing. The match had to be reset in the "serpentine" each time the gun was fired. At night the glow of the match gave away the position and the glow in any event gave a warning.

The matchlock was the earliest gun used by the French settlers in early Acadia and Quebec.

The Wheel lock

The exact date of the invention of this type of firearm is not known but the earliest identified example is dated 1530. It remained popular until the late 1600's and a few examples from the early 1700's are found. It can be seen that it overlaps the period of the matchlock which it eventually replaced.

The ignition system is essentially that of powder placed in a pan. The base of the pan is the edge of a wheel having cuts across it. A pyrite is forced down on the top of the edge of the wheel. The wheel is quickly rotated by its mechanism. The pyrite hit the moving cuts on the edge of the wheel causing sparks which ignited the powder.

The mechanism was complicated and easily jammed. It was rugged but when damaged required a specialist. However, it was always ready for use. Wind and light rain now made little difference. It became a cavalry weapon and was used with some effect. It was an expensive weapon but in America, because of the constant need for security (the frontier was never far away) it became common for everyday personal and military use. There is a painting of Martin Frobisher, one of the early North American explorers, holding a wheel lock pistol in one hand. It was obviously something he treasured and wanted the world to know he treasured.

The Flintlock

The flintlock, a gun of greater simplicity in mechanism, was developed in the mid 1600's. It was much cheaper and just as efficient as the wheel lock and quickly displaced it. It lasted in general use in Europe until the early 1830's and in the rest of the world until much later.

The flintlock was the gun of the American Revolution and of the English conquest of Canada. It was the major arms of the wars between the France of Napoleon and the England of Wellington. It was the gun used in the war of 1812 - 1814 in Canada and of the MacKenzie and Papineau rebellions in Upper and Lower Canada. It was also the major trade gun of the Hudson's Bay Company and the North West Company.

As with the earlier guns, it was of little value in heavy rain. If it was aimed at a man one hundred feet away and fired, it was unlikely to hit him. The reason for this is that most of the barrels were "smooth bores" or "muskets" (as opposed to the rifled bores of "rifles"). This is not to say that some rifled weapons were not made. The Pennsylvania or Kentucky rifle of the American frontier was very accurate - but also very expensive and relatively

rare. The frontiersmen had them but they were major purchases.

There are variations on the flintlock ignition systems - differences in the mechanical means used to snap the trigger and create the spark. The purist would disagree that they are the same as the flintlock, but for purposes of this brief they can be considered under this heading. These are guns using the snaphaunce, miquelet and baltic lock systems of ignition.

The percussion cap

During the Napoleonic Wars one Alexander John Forsyth, a Scottish clergyman with a passionate interest in science and hunting, developed the percussion cap system of ignition. A fulminate of mercury was inserted in a cap, the cap was struck causing a spark and the spark ignited the gunpowder.

It was immediately popular with hunters because it virtually assured there would be no misfires and it could be used in any weather. The military, however, was slow to adapt it to their purpose and it was not until the 1830's that it replaced the flintlock in the armed forces.

This was the weapon of the Crimean War, the American Civil War, and of pioneer Ontario. It is the gun used by

most black powder shooting contests today. When most people speak of old muzzle loaders that belonged to their grandfather and which they shot once or twice as children, this is probably the gun they are talking about.

Revolvers

The first practical revolver was invented by Samuel Colt in 1835 and even his first models were not really practical weapons.

The first ones used the percussion cap system of ignition and each cylinder was "muzzle loaded". It was not until the development of the metallic cartridge and the cylinders were "bored through" to take the cartridge from the rear that they became recognizable as the revolver of today. These improved Colts were the guns of the "old west" portrayed on television.

After the American Civil War (1860 - 1865) experiments were begun in both the British and American armies to replace muzzle loading guns with breach loading guns. The result was the well known Snider Enfield used in Canada at the time of the first Riel Rebellion and the Fenian Raids of 1866 and 1870. It was replaced in the 1870's by the "Martini", the first military gun specifically designed to use a cartridge in the British army.

The metallic cartridge

It was the development of the metallic cartridge (i.e., a self contained cartridge consisting of its own case, primer, propellant and bullet) that lead directly to the development of modern firearms. They made breach loading fast and practical and led to the rapid development in the last half of the 19th century, to rapid fire guns. Revolvers and most of the other developments had their predecessors in the preceeding centuries (there is little new under the sun) but they had not been efficient. The metallic cartridge made possible the rapid firing Spencer, Henry, Winchester, and Remington rifles and the effective use of "magazine load" bolt action rifles such as the Mauser and Lee Enfields of the late 19th and 20th centuries.

Black powder, however, continued to be used as a propellant for several years. The Mannlicher rifle model 1886 was the last of the big bore military rifles designed for that propellant. That same year, France adopted the new smokeless powders and other nations quickly followed suit. By 1900 it was universal for military weapons.

Swords, Bayonets and Daggars

Because the antiques that we are talking about were

generally inefficient weapons, it was necessary for all soldiers to carry other weapons as well. The edged weapons referred to above continued in general use until after the American Civil War (1865). Once a single shot weapon had been discharged, there was little time to reload it, and it could often serve no purpose other than as a pike (with its bayonet) or as a club.

With the introduction of metallic cartridges and the advent of rapid fire weapons, they quickly disappeared except for ceremonial use. The bayonet of today is generally more useful as a knife than as a weapon.

Part II

The Definition of "Antique Firearm"The 100 year rule

In his study "Gun Control: The Options", prepared for the Ministry of the Solicitor General, M. L. Friedland, Dean, Faculty of Law, University of Toronto, wrote:

"Antique guns (as distinguished from replicas) should be exempt from licencing. Because of their value and in many cases the uncertainty of their discharge, it is unlikely that many would find their way into the hands of those who intend to use them for illegal purposes. One simple solution might be to exempt any firearm over 100 years old."

The writer of this brief has spoken to Dean Friedland since he prepared that paper to see if his views had changed. They had not.

There are several reasons for adopting the "100 year old" test, including the following:

1. It is the test used by Canada Customs and would thus lead to uniformity.
2. It would "free up" each year another year of weapon development for the study and preservation of collectors.
3. It would be a "living" definition that would mean that in two or three generations from now the clamour for further amendment to the code created by a more restrictive definition would be avoided.

The weapons of one hundred years ago (1876) were not all that efficient, and the metallic cartridges then in use, while available today, are expensive and are collectors items in themselves. Accordingly, they are not likely to be in common use.

Whether or not this will be the case 35 years from now with the Lee Enfield .303 ammunition is another matter.

Our Recommendation

In England the line is drawn at the cartridge gun. If a cartridge is or was used, the gun must be licenced. If it does not, no licence is required. The more restrictive

definition, which we recommend, follows the English lead.

We suggest it should be as follows:

"antique firearm" includes any firearm

- (a) using the matchlock, wheel lock, flintlock, miquelet lock, snaphaunce lock, baltic lock or percussion cap system of ignition, or any combination of such systems, manufactured prior to 1850;
- (b) any firearm that is loaded through the muzzle of its barrel or from the front of the cylinder and which uses black powder as a propellant and percussion cap as an ignition system manufactured prior to 1889;
- (c) any antique, curio or relic designated by the Governor in Council to be an antique under section 106.8(1)(h);
- (d) any part that forms a part of an antique firearm or is used in its restoration

but does not include any firearm that was originally designed to use a metallic cartridge."

As antique arms collectors, we would be satisfied with either definition. We suggest, however, that the definition suggested by Dean Friedland is "too loose". We suggest (perhaps incorrectly) that he does not have the intimate knowledge of firearms development and the lethal qualities of guns using a metallic cartridge that has led him to his views.

The 100 year rule which he suggests is perfectly satisfactory today and would continue to be satisfactory

for the next decade. We fear, however, that after that there could be a new problem that might result in sweeping away any exemption we might achieve today.

Accordingly, we recommend the second, more restrictive, definition. If future experience shows that a more permissive definition is possible, it can be sought at that time.

Canadian Legislation - Bill C-398

In the first session of the 30th annual parliament 23 - 24 Elizabeth II 1974 - 1975, legislation was introduced by John Reynolds of Burnaby-Richmond-Delta Riding. The definition contained in that Bill is a half way point between the definition of Dean Friedland and the Guild and would be equally acceptable.

Part III

Reasons for Excluding Antique Firearms
from Bill C-83

1. The collection and restoration of antique firearms poses little or no danger either to the collector or to the general public.
 - (a) We have written to the Commanding Officer of each R.C.M.P. Region in Canada, the Commissioner of the Ontario Provincial Police, the Director General of the Quebec Provincial Police and the equivalent of the Ontario Centre of Forensic Sciences in each province asking whether or not they have any records of crime or accidental wounding or death caused by antique firearms (see page 25 for a copy of the letter sent). No replies have been received indicating any such occurrences in their records in the last fifty years.
 - (b) The possibility of antique firearms in criminal activity is remote because of the inherent inefficiency of the weapons. If a criminal wants a gun for a crime we suggest he will probably get a good one.

- (c) The accidental discharge of an antique firearm causing injury or death is unlikely because of the difficulty in loading, and the lack of knowledge on the part of the general public on the methods of using the different ignition systems.
 - (d) Shot and powder for antique firearms, while obtainable, is not readily available to the general public.
 - (e) Collectors of the earlier antique firearms do not shoot them because of potential damage to their investment thus lowering their values.
2. The collection and restoration of antique firearms contributes to the preservation of the history of our heritage. Many items that would otherwise be lost in the "garbage heap of history" are recovered and preserved by collectors. Any process that would discourage this should, we submit, itself be discouraged.
3. Antique gun collectors crave anonymity as one of the safeguards of their investment. A registration system, however restricted the access to it, could lead to

the identification and theft of valuable collections.

4. The collection of antique firearms is an investment in history and in art. Much of the reason for such a collection is an appreciation of the history of our culture and in the application of high art techniques to weapons. The result is an appreciating value which adds to the wealth of our country. If restrictions are placed on the free transfer of such items there is a strong possibility that such items will be sold out of the country shortly after they come into effect and the collector will concentrate on areas not so controlled - e.g. - armour, edged weapons, etc. that have less relevance to Canadian history.
5. The registration of antique firearms does not serve any useful purpose. The time of police officers and other law enforcement people could be used to better advantage than filling out pieces of paper that are essentially useless.
6. We recognize that it is possible to register firearms "by description" when they do not contain serial numbers. Our realization, however, does not always extend to the police, and some of us have had the

unfortunate experience of having an officer insist on a serial number, and stamping one on in a heavy handed manner, resulting in damage to, and a lessening of value of, the antique firearm in question.

7. The legislation of both the United States and England exempts antique firearms. The United States legislation is perhaps too wide in that it allows an exemption for all guns manufactured prior to 1898. The English legislation is the Firearms Act 1968, Section 58(1) which provides:

"nothing in this Act relating to firearms shall apply to an antique firearm which is sold, transferred, purchased, acquired or possessed as a curiosity or ornament."

The Act does not contain a definition of the word "antique".

Part IV

Suggested Amendments to Bill C-83

1. Section 82(1)

(a) Add the definition of "antique firearms" found in Part II of this brief.

(b) Add to the definition of "ammunition" the following words

"but does not include ammunition for an antique firearm or any component element or part thereof."

(c) Add a definition of "metallic cartridge"

"metallic cartridge means a self contained cartridge with a metal casing and containing its own case, primer, propellant and bullet."

2. Section 82(3) is the "operative" section used to exempt antique firearms and "deems" them not to be firearms or weapons for the purpose of Part II.1 of the criminal

code. The exceptions are to close a loophole whereby crimes committed with antique firearms might not be crimes.

"Subject to sections 83, 98, 99 and 101(1), notwithstanding anything else contained in this Part, an antique firearm shall be deemed not to be a firearm, weapon, restricted weapon or prohibited weapon."

The writer of this brief makes no claim to being a legislative draftsman and this can undoubtedly be improved upon.

3. Section 105 should be amended to add a subsection providing for a hearing after the seizure of an antique firearm to allow the owner to get it back.

"If a person from whom any firearm or ammunition has been seized under subsections (1) or (2) alleges that the firearm or ammunition is an antique firearm or ammunition used in an antique firearm, a peace officer shall take it before a magistrate who, may after affording

the person from whom it was seized, or the owner thereof, if known, an opportunity to establish that it is an antique firearm or ammunition used in an antique firearm and that there is no danger to the safety of that person or other persons, either direct that the firearm or ammunition be restored to the person from whom it was seized, or the owner thereof, or declare it to be forfeited to Her Majesty whereupon it may be disposed of as the Attorney General directs."

4. Section 106.1 should be further amended by adding subsection (9) to read as follows:

"No licence or permit of any kind is required for an antique firearm."

5. Section 106.7 should be amended to put the onus of proof on whether or not a firearm is an antique on the accused. We suggest the following:

"Where, in any proceedings under this Part, any question arises as to whether

or not a firearm is an antique firearm,
a part is a part of an antique firearm
or used in its restoration, or if ammunition
is ammunition for use in an antique
firearm, the onus is on the accused
to prove that the firearm is an antique
firearm, the part is a part of an antique
firearm or used in its restoration,
or if ammunition is ammunition for use
in an antique firearm."

April 13th, 1976.

Dear Sir:

Re: Bill C-83

I have been asked to prepare a brief in connection with Bill C-83 dealing with gun control to submit to the Committee of Justice and Legal Affairs of the House of Commons on behalf of the Canadian Guild of Antique Arms Collectors.

This brief is to be a specialized brief dealing with antique arms only. For the purposes of the brief, antique arms are to be defined as those guns manufactured between the 15th and 19th centuries to the end of the "black powder" era. The cutoff date will probably be 1889.

Replicas of the antique guns that are manufactured today for black powder shooting or even "decorators" are not to be included in the definition of "antique".

The position that I have been asked to take in connection with this brief is that such guns, and the parts required for the restoration of such guns, should be completely excluded from the operation of the Act.

Because it could be difficult for a police officer to distinguish between an antique and a modern gun or to distinguish between a part used for the restoration of an antique and a modern gun, it will be our position that the onus of proof should be on the accused and not on the crown in any proceedings.

With respect to antique arms and parts, I would appreciate your advising me of the following:

1. Are you concerned about such antique firearms and parts being exempted from the provisions of Bill C-83? If so, I would appreciate the nature of your concern.
2. Have any crimes been committed that your department is aware of using antique firearms in the last fifty years?
3. Have there been any accidental woundings or deaths caused by the use of antique firearms in the last fifty years that your department is aware of?

It is possible that this letter has been sent to the wrong person. It is my intention to submit a copy of it and the replies to the Justice Committee when I present my brief. If I have, I would therefore appreciate your sending it to the proper person for reply. To avoid repetition I enclose a list of all persons to whom this letter has been sent.

I am told that the brief will be presented shortly after April 26th. I would therefore appreciate your response to this letter as quickly as possible.

Yours truly,

J. J. Wardlaw

APPENDIX "JLA-34"

BRIEF TO

Standing Committee on Justice
And Legal Affairs
House of Commons
Ottawa

PRESENTED BY

Lower Canada Arms Collectors Association Inc. (L. C. A. C. A.)

Association des Collectionneurs d'Armes du Bas-Canada Inc. (A. C. A. B. C.)

May 26, 1976

BRIEF by the Lower Canada Arms Collectors Association Inc. (LCACA)-
Association des Collectionneurs d'Armes du Bas-Canada Inc. (ACABC) intended to be
presented before the Standing Committee on Justice & Legal Affairs - House of Commons,
Ottawa, on the 26th day of May 1976, concerning Bill C-83, currently under deliberation
by the committee.

The L. C. A. C. A. incorporated under Part III of the Quebec Companies Act,
is an Association of Collectors of Arms, including firearms, edged weapons, body armour,
ammunitions and other related subjects. As set forth in its charter, its aim is "to foster
and extend the study and knowledge" of the above mentioned subjects, and also "to encourage
proper firearms legislation, and to protect the interests of the law-abiding citizen in the
use, ownership and enjoyment of their avocation and hobby".

The L. C. A. C. A. has a large membership covering an area that extends
from Eastern Ontario and Newfoundland to the Maritimes, and also includes foreign members,
primarily from the U.S.A.

The L. C. A. C. A. maintains an extensive collection of reference books on
arms and their historical connections presently housed in the Town of Mount Royal Public
Library, where it is available to the general public. The L. C. A. C. A. collection is recog-
nized by the National Library of Canada as the primary reference source for information
concerning these subjects within Canada.

The L. C. A. C. A. received its Charter sixteen years ago, and is a fully
bilingual organization, its membership being divided almost equally between English and
French speaking Canadians. Since its incorporation, the L. C. A. C. A. has always maintained
excellent relationship with the Quebec Police Force and other municipal police forces, trans-
mitting every year a list of its members to the Firearms Registrar in the Province of Quebec.

With regard to Bill C-83, we would like to make the following observations:

1. Concerning the planned introduction of compulsory licensing of the owners of
long arms, being the primary thrust of the proposed amendments to the Criminal Code, the
L. C. A. C. A. definitely opposes this legislation, and wishes to make the following comments:

- a) Licensing would have very little effect on the "family murder" which
it is intended to help prevent;

- b) Hunters, target shooters and collectors would be extremely hampered in their activities, with very little benefit resulting to anybody;
- c) A large and expensive bureaucracy would have to be formed which will show very little in the way of results. A far greater result could be achieved in the saving of Canadian lives by using the same amount of money to introduce federal guidelines for automobile manufacturers, to force them to produce slower, safer and more economical automobiles;
- c) To force collectors to obtain a license to own antique weapons, or replicas thereof, in the same way as modern weapons, is ludicrous. We challenge the Committee to find one case in this country in the last twenty years where an antique weapon has been used in any sort of criminal activity. In this connection we consider it imperative that the Committee should undertake to require that the Bill should include a clear and reasonable definition of what constitutes an antique firearm, and that the Bill should then exempt antiques from the licensing provisions.

We would mention here that every other major Western Country, including Great Britain, France, Australia, New Zealand and the U.S.A., have succeeded in introducing into their firearms control laws a clear definition of what constitutes an antique firearm, and we fail to understand why Canada cannot do the same. As examples of what are reasonable; in Great Britain the firearms controls only apply to cartridge weapons, any muzzle-loading weapon, even if it be a handgun, is totally unrestricted. In the U.S.A., any weapon manufactured prior to 1898, or replicas thereof, is totally unrestricted.

In Canada, under the current Criminal Code, all handguns, no matter how old or crude, are restricted and have to pass through a complicated registration process. This means that a valuable two hundred year old flintlock pistol has to be registered in exactly the same way as a modern powerful .44 magnum revolver. This is a nuisance for the collector, a waste of time for the police or the registrar, and is completely without useful result.

There are many early breech loading cartridge weapons, both long guns and hand guns, for which no ammunition has been produced in some cases for over one hundred years, such items are of interest and use only to the collector. What is the point in insisting on licensing or registration of these weapons ? Surely the police or registrars can spend their time more profitably ?

Arriving at a definition, acceptable to the Committee, of what constitutes an antique firearm is not a very difficult task, and the L. C. A. C. A. , which has an extensive knowledge on the subject, would be delighted to assist in any way to help the Committee arrive at a reasonable definition.

2. The L. C. A. C. A. is concerned with the definitions in Section 82 (1) for "ammunition" and "firearm". We feel that these definitions are far too encompassing to be practical. To say that an empty cartridge case, or a firing pin or hammer are sufficient cause to require the possession of a firearms license, does not seem to be reasonable.

3. The L. C. A. C. A. suggests that the definition of prohibited weapon in Section 82 (1) (d) should be amended to read: -

"a weapon of any kind, not being a shot gun or rifle of a kind commonly used in Canada for hunting or sporting purpose, or an antique weapon of interest to Canadian collectors, that is declared etc. etc. "

4. The L. C. A. C. A. suggests that the same sentence underlined in 3 above, be added into the definition of a restricted weapon in item C (page 3) ;

5. Section 84 regarding attendance at a public meeting is of great concern to the L. C. A. C. A. which each year, holds at least five large exhibitions of antique arms and weapons. These exhibitions usually held in the Montreal and Ottawa areas are attended by literally thousands of collectors, who come to display their collections or some of their most prized possession as well as to buy, sell and exchange pieces for their collection. These shows open to the general public, are carefully policed and controlled by the L. C. A. C. A. which insists on a rigid adherence by all in attendance to the current gun laws. We ask that this section be amended to allow public arms exhibitions when all licensing or registration provisions are fully complied with. We consider this of primary importance to the continuance of our avocation and hobby.

6. The L. C. A. C. A. is greatly concerned about the implications of Section 99 (2) (page 12) concerning "careless storage" of arms and ammunition. We find that the definition of "careless" is far too vague, so that there is a very wide variation in the possible interpretations that could be placed on this clause by individuals - coupled as it is with this is a very heavy five years sentence. This definition must be made much more clear or the whole section should be removed from the bill. The Solicitor General has stated that an example of "careless storage" would be the "leaving of a loaded rifle or shotgun unattended on an open front porch of a house". These sort of circumstances must be clearly elucidated.

7. Section 106.1 (2) (page 21) mentions a "prescribed fee" for a firearms license. We feel that the government at this time should settle on and state a specific fee. It has been stated that the licensing system shall be self supporting from the fees changed, but at the same time statements have recently been made by the Solicitor General that Northern peoples and those in remote areas will obtain licenses free of charge. This means that shooters and collectors in the Southern urban and farming areas will be supporting the entire system. This does not seem to be equitable.

8. Our last point concerns firearms turned in under the proposed amnesties--the committee may not be aware of the extreme value of some firearms on the international market, for example the world record sale price for a single firearm Sotheby's Auction House in London, England three years ago was £ 125, 000 (\$350, 000.00 at the exchange rate at that time) for an early French flintlock fowling piece (shotgun) circa 1681. Naturally very few examples are worth any approaching this much, but many weapons turned in may have considerable value, so that we would strongly recommend that all weapons turned in should be forwarded to a central depositary where a committee formed of Museums and Collectors groups could judge which examples should be saved or destroyed.

Important historical weapons and those with high artistic value could thus be saved, and could realize upon sale a valuable economic input to other worthwhile project. A form of compensation to any individual turning in a valuable piece, should be worked out.

The L. C. A. C. A. , with its extensive knowledge and its Arms reference library, would be most willing to assist upon such a committee if ever such an idea should be accepted.

We thank you for your attention to our foregoing brief, and hope that you will have found it a worthwhile contribution to the deliberations of your committee.

Lower Canada Arms Collectors Association Inc.
Association des Collectionneurs d'Armes du Bas-Canada Inc.

APPENDIX "JLA-35"

TO :

THE COMMITTEE ON JUSTICE

AND

LEGAL AFFAIRS

FROM: The Ontario Arms Collectors' Association

The Ontario Arms Collectors' Association was first formed in 1950 at the instigation of a few serious gun collectors in Toronto who saw the necessity for the formation of an Association that would provide facilities for meetings, exchange of ideas and information, and generally to work to the advantage of collectors and gun owners.

Among those who founded O.A.C.A. were Major Percy Band, D.S.O., Chairman, Museum Committee, Royal Canadian Military Institute, Captain Todd of the R.O.M. and Lieutenant Turner.

In 1960, the Ontario Arms Collectors' Association was issued a Provincial Charter, according to the laws of the Province of Ontario.

From this small nucleus, the association continually expanded, as interested parties became aware of its existence until now, it is the major organization in Canada in its own field. The membership while mainly centred in Southern Ontario, has listed residents in Northern Ontario, and other provinces from Quebec to British Columbia and bordering states of the U.S.A.

Quite frequently, members of collectors groups in the U.S.A. visit our meetings as guests and O.A.C.A. members visit south of the border on the same basis, therefore, the O.A.C.A. could be described as international in scope. We are also in communication with the Royal Marine Association in England, with regard to certain arms and accoutrements and have supplied them with information.

The Ontario Arms Collectors' Association has always and will continue to cover the broad spectrum of arms collecting, ancient and modern, civilian and military, from the crossbow to the Bren and related equipment.

Some members collect in a broad sense, interesting items old or modern, civilian and military. Others tend to specialize their interests into certain periods or categories. Some members with limited incomes and space are forced to confine themselves to comparatively small collections, while others more affluent, are able to expand in keeping with their resources, but all are imbued with the same interest.

The membership is drawn from all walks of life, labourers, artisans and professionals. Some members are from the lower income bracket, most in the middle, while a few are quite wealthy. The only requirement is good character. Class distinction is non-existent in the Ontario Arms Collectors' Association. In fact, the Association has done much to bring together in harmony the people from all walks of life.

Since its inception, the Association has set up a certain standard of respectability, which has nothing to do with "class or classes" to which applicants and members must conform, for the mutual benefit of all concerned.

In a general release, the O.A.C.A. has stated its opposition to the gun control provisions of Bill C-83, on the grounds that it was so loosely written, that the obvious intention is to harass the gun owner out of existence by subterfuge. (Please refer to explanatory notes, Page 14, Lines 4, 5 and 6).

The provisions are vague, ill-defined, and unworkable, in that a large number of gun owners outside the urban areas will deliberately ignore them rather than submit to harassment by an unpopular law.

The unlimited and arbitrary powers given to the Governor in Council Sec. 82(1) to declare by Order any firearm "prohibited" are excessive and unnecessary. With these arbitrary powers, the government can at a mere whim, destroy valuable collections that have been built up over many years at considerable expense. Many prized historical pieces could be taken out of existence in response to a recurrence of the type of mass hysteria that has been generated by the anti-gun lobby today.

We are therefore opposed to any new "prohibited" or "restricted" category. We are also opposed to arbitrary power being given to the Governor in Council in relation to firearms.

Many of the firearms owned by collectors are not the type commonly used for hunting, in fact some are very rare and therefore should not be subject to arbitrary restriction. The Ontario Arms Collectors' Association is also opposed to the inclusion of ammunition in the Bill.

There is a category of collector who mainly specializes in cartridges. Some of these collections contain some very rare and obsolete cartridges which are of great value, some as high as \$500 each. These are admittedly rare, but many old cartridges fall into the \$50 to \$100 range. Martini-Henry cartridges, for which the British Army paid about 2¢ in the 1870's are now selling at \$2 to \$2.50.

Collections of 1,000 cartridges or more are not in the least uncommon and their possessors should be given the same consideration and freedom as collectors of stamps or coins.

With the unwarranted power to be given to the Governor in Council and other officials, yet to be named, licensing requirements could be placed on these collectors at an unspecified rate and this could eliminate all but millionaires.

Not only would this be detrimental to collectors, but would lay any citizen open to charges by an over zealous official (and there are plenty of them) for the mere possession of a fired shotgun shell or a few old empty rifle cartridge cases, which could possibly have been hanging around the basement and forgotten for many years.

Ammunition components are important to the normal collector, skeet and target shooter, or hunter.

In the collector category, components are of vital importance. Often a collector will obtain a few cartridges at excessive price for some of his guns. To shoot these pieces at all, at matches exhibitions or just plain pleasure, he is forced to handload and must have components.

The normal varmint hunter or target shooter will fire several hundred rounds a year. The varmint hunter is paying \$7.00 for 20, while the pistol shooter is paying \$10.00 for a box of 50 .38 cartridges. In both cases, ammunition expenditure would be prohibitive; if it were not for handloading. Therefore, we feel that components and ammunition should be free of restrictions.

The terminology for "firearms" 82(1) is much too all embracing. Please refer to existing definition, is this not enough?

Many collector type rifles and pistols have been declared obsolete by their countries of origin, with the advent of the NATO rifle and cartridge calibre 7.62m.

No ammunition is manufactured for them now, although in some cases, small stocks are still in existence, but will be depleted in the near future. In the large majority of cases, ammunition for bolt-action military rifles, is only available from collector sources, at a cost which prohibits informal shooting.

Examples that come readily to mind, are the Swiss Vetterli, the Italian Vitalli, the Portugese Gueddes, the Kropaschek and the Siamese Mauser and many others. Ammunition for these guns is virtually unobtainable. Even the British Army .455 Webley revolver is in this category. Ammunition for this historical relic was last made by C.I.L. Canada, who ceased production of this cartridge two years ago.

There seems to be no point in including obsolete weapons of any kind, or spare parts, to quote "any frame, barrel, receiver, breech block, firing pin or hammer". If the purpose of the bill is primarily aimed at the criminal element, one can hardly imagine such a person doing any damage with a spare part which is only of any possible use to a gunsmith or collector.

Criminals notoriously limit themselves to ready made weapons which are easily available to them through the usual underworld channels.

The last line of the paragraph defining a firearm, Section 82(1), quote " and anything that can be adapted for use as a firearm" is extremely dangerous.

Any machinist who can make parts for automobiles, sewing machines, washing machines, or any other mechanical gadget, can make a "frame, barrel, receiver, breech block, firing pin or hammer". Perhaps the barrel or receiver may take a little longer, but the rest are simplicity for a skilled machinist.

The type of high-tensile steel or other material necessary can be purchased on the open market by the pound or ton. Many citizens have elaborate home workshops containing all the lathes, drill-presses, etc. necessary and sufficient metal lying around to make any part for any gun.

Since a barreled weapon by the terms of the Bill also includes a firing pin, we should observe that a firing pin for any weapon can be made in short order on a lathe from a piece of drill-rod, the maximum size rod required would be about 6" x 3/8", in most cases very much less. Therefore, any citizen with a hobby lathe and a 6" piece of drill rod could be charged under these terms even if he had not the slightest intentions of making a firing pin.

Section "C" "Prohibited Weapons" 82(1) would affect only the honest collector and should be removed. It would directly affect the owner of a prized machine gun collection.

All machine guns and sub-machine guns in legal collections are at present registered with the full knowledge of the R.C.M.P. and there has never been a single instance of one of these items being criminally used. The medium machine gun can weigh anything from 27 pounds unloaded in the case of the Lewis, to 90 pounds in the case of the Vickers with tripod. This is approximately the same for these types of guns of foreign origin.

Collectors on the otherhand, have obtained heavy, light, and sub-machine guns through legitimate dealers or fellow collectors and are all responsible law abiding taxpayers. One is mentioned in House of Commons debates, March 30th, page 12284.

A Mr. Green, a postman, has a \$25,000 collection, all properly looked after. To deny Mr. Green the enjoyment of his hobby would be a denial of natural justice. He has worked hard for the means to acquire his collection, paid his taxes and led an exemplary life, otherwise he could never have obtained these properly registered guns in the first place.

No-one has the right to criticize Mr. Green or anyone else for his hobby, even if it may seem a little unusual to a non-collector. Probably golf is as ridiculous to some gun collectors as gun collecting is to some golfers.

Already many of the machine guns in collectors hands are historical pieces and should be preserved in their entirety, in a few years, they will have become antiques.

It would seem appropriate to mention here the semi-automatic rifle which has received more publicity of late than deserved. It has been classed by certain people either through ignorance or devious intent, as some kind of machine gun. This is definitely not so, it is merely a self-loading, self-ejecting mechanism, operated by gas or recoil to supposedly facilitate rapid fire. It is of dubious use to a trained marksman and is, under any but ideal conditions, somewhat unreliable and less accurate. It should be in no way singled out for any special category than that given to any other rifle.

During the last war, at Blair Ranges, north of Vancouver, a match was arranged between a Canadian unit and an American unit, both trained marksmen. Points were scored for accuracy and rapidity of fire. The Canadian team was equipped with a Lee-Enfield, bolt action rifle and the Americans with the Garand semi-auto. The match was fired at standard service silhouette targets and the Canadians won handsomely, both in accuracy and rapidity of fire.

95.(1)

While we are in agreement that guns should not be allowed to fall into the hands of undesirables, criminals, idiots, etc., this item, as written, would apparently preclude the early training of minors in safe handling and accurate shooting by parents and grandparents. This is another reason to oppose the licencing system.

From time immemorial, the heads of families have given early training in firearms to their young with good results. In rural districts, it has always been part of family life and we predict that many families in rural areas will just ignore any efforts to stop them. These people will become unintentional criminals by merely continuing a custom that has been handed down for generations.

The pleasure of shooting and passing on one's knowledge to the youngsters, is by no means confined to rural people. Urban dwellers too, follow the same pattern and have spent many happy hours with a son or grandson (or daughter) out in the country in this manner.

To deprive the honest citizen of this time-honoured tradition, would not have the slightest effect on drug addicts, hardened criminals, and the social misfits condoned by the present permissive policies.

99 (2)

We view this clause as unacceptable owing to lack of definition. There could be as many interpretations as there were people interpreting it. We contend that anyone who has a gun within the privacy of his own home with due regard to the safety of his family is taking all the precautions necessary. The action of intruders, trespassers, thieves, etc. are unpredictable, and uncontrollable, but the Bill does not mention this and we request that a better definition be made which will exclude the gun owner from circumstances beyond his control. Banks are generally supposed to be places of safe-keeping, but they are frequently robbed and nobody ever holds the Manager responsible. We contend that gun owners are in the same position and that any law conscientiously written should make this plain in layman's language.

104 (1)

We oppose seizure of any restricted weapon for failing to produce "then and there" necessary papers. Papers can be temporarily mislaid, or even destroyed by a minor fire or an accident in a home. Adequate identification by the owner, i.e. driver's licence, bank books, tax receipts, etc. should suffice until the necessary papers can be produced. The wording of this section is wide open to abuse by over officious peace officers or other officials. The citizen is then put to unwarranted inconvenience to recover his rightful property.

105 (2)

Seizure without warrant is unacceptable, in any circumstances or any context. The judicial warrant is one of the last remaining safeguards against oppressive government and must be zealously preserved.

The stated policy of removing arms in domestic situations will not hold water. Police or other officials could, as this section is written, go through a person's property with a fine tooth comb and seize arms locked up in the attic even if the situation took place in the kitchen. There is nothing written to protect the citizen from false accusations by nosy or vindictive neighbours, no specification of "reasonable grounds".

106 (1)

We are definitely opposed to any further licencing than that which already exists, especially in view of the inclusion in Bill C-83 of a fee. We feel that a fee system, once written into law could be arbitrarily raised to the point of prohibition for all except the very wealthy. We strongly suspect that this is the intention behind this section. However nominal at the start, the fee could be raised to suit the demands of the administrative bureaucracy, which would rise in conformity with Parkinson's law.

106 (4)

This section indicates the main purpose of the proposal is to put an unconscionable burden on the applicant. Section 3 has already requested complete information and Section 4 presumably gives the authorities the right to ask for a repeat performance, which would simply be an exercise in bureaucracy to no good purpose.

106 (3) Guarantors

The O.A.C.A. is completely opposed to the provisions for guarantors, 106 (3).

A citizen of good repute should not have to undergo the indignity of pleading with another to substantiate him in this way. We maintain that all citizens are of good repute until proven otherwise and the onus must definitely rest with the authorities to prove, by a police record, to the contrary. In the absence of a proven bad record, the citizen has the democratic right to be accepted.

This clause could be open to severe abuse politically. Political pull and services rendered may in some cases be the deciding factor. Recently in Toronto, a man walked into the Ontario Legislature, pointed a rifle at the M.P.'s and said "Bang! Bang! you are all dead".

Under the present law, he should have gone to prison for "pointing a firearm", maximum 2 years. He is still free, charges were not laid, possibly because his name was Dr. Morton Shulman. Had this stupid action been taken by an ordinary common person, one can readily imagine how fast the book would have been thrown at him.

We are aware that M.P.'s do have immunity for the spoken word in the House, but we very much doubt if this immunity extends to a crime committed in the House, namely, pointing a firearm.

Dr. Morton Shulman, in his political position, could easily have obtained guarantors, had they been necessary at the time, and still could.

He also had a permit to carry a pistol on his person, which he said he needed for protection, and retained the permit after the incident. We cite this as a case in point.

NOTE - The "Class or Classes" of unspecified and unnamed guarantors would, in addition, have insufficient knowledge of the average person to make any meaningful contribution to the issuing of a permit of any sort.

The O.A.C.A. feels that since it opposes licencing for non-restricted firearms, the whole concept of guarantors is unnecessary.

106 (16)

We most strenuously object to the absolute power given to the bureaucracy in this clause. This double indemnity clause would allow a person who is in authority, as yet undefined, to write into a permit, all or any conditions, as yet undefined from regulations yet to be made. In addition, this undefined official may also add any additional requirements that he thinks fit.

We are of the opinion that this clause should be completely eradicated. It could be used by authorities to completely subjugate the applicant to the type of bureaucratic tyranny that is undesirable in a free country.

SUMMARY

In summary, there is nothing in Bill C-83 that will make any meaningful contribution to the eradication of crime.

The Bill is a complete failure in that it completely ignores the very root cause of the social problem of today, which is without a doubt, the greatest danger that Canada has ever faced. That problem is DRUGS.

It is incontestable that a ring of drug pushers can do, and are currently doing, more harm to Canada than all the guns we have ever possessed.

Thousands of predominately young people are being dragged down to the utmost depths of degeneracy and embark of a life of crime to support a drug habit to the tune of perhaps a hundred dollars a day. Yet Mr. Allmand and Mr. Basford would have us believe that if 3 million law abiding gun owners were harassed out of existence by excessive control, all would be well.

The noisy minority behind the anti-gun lobby make much of the number of killings in Canada last year, but very conveniently forget that at least 70% are, on good authority, drug related.

Canada will certainly know no "Peace and Security" until it has completely eradicated, by any means available, the insidious degradation of drug addiction. Coupled with this must be the ruthless extermination of the drug pusher, and then we will be well on the road to "Peace and Security".

In these terms, we feel that the collectors and gun owners are being used as scapegoats for the shortcomings of the present government. Bill C-83 as related to firearms presents a picture of bureaucratic nightmares for the gun owner.

There is very little that is clearly enunciated, the Bill is loosely written with constant reference to regulations which will follow after passage, officials to be appointed after passage, and unnamed fees to be set after passage.

It would create a bloated bureaucracy which would either be borne by the GUNOWNERS, or passed on to the TAXPAYERS. Unchecked bureaucrats could then create a load on the gun owner which would price out those who were not already harassed out.

The O.A.C.A. feels that the present categories of gun classification and permits are adequate, and is opposed to any fee structure.

The only question of any real merit is that of keeping guns from the hands of criminals and social undesirables.

Knowledgeable police officials and others have publicly admitted that the criminal element will always have access to the guns they want.

Social undesirables present a problem, but the Ontario Arms Collectors' Association is one record as being quite willing to discuss the subject of firearms in any form.

We stipulate however, that such discussion should take place openly, and honestly, and not tied into an omnibus bill to suit the convenience of the government, and free from the type of hysteria generated by the anti-gun lobby.

The Ontario Arms Collectors' Association is prepared to cede that some modification of the present law on firearms may be pertinent.

However, we take exception to the manner in which we have been forced into a position of disagreement owing to the complete lack of consultation between the protagonists of Bill C-83 and the collectors and gunowners in general.

We are quite prepared to spare no effort in formulating a workable and just solution to the present situation.

A.E. Chapman,
Chairman,
Special Legislation Committee.

APPENDIX "JLA-36"

SUBMISSION OF

D. A. STEWART
HALIFAX, NOVA SCOTIA

ON BILL C-83 AS IT RELATES
TO ANTIQUE FIREARMS

I N D E XPART I

WHAT IS AN ANTIQUE FIREARM AND
WHO HAS THEM OR IS LIKELY TO
WANT THEM?

PART II

IS THERE ANY THREAT OF ANY CON-
SEQUENCE OF ANTIQUE FIREARMS
BEING USED IMPROPERLY?

HOW DO CERTAIN OTHER JURISDICTIONS
DEAL WITH THE QUESTION OF ANTIQUE
FIREARMS UNDER THEIR GUN CONTROL
LAWS?

PART III

ANTIQUE FIREARMS UNDER THE CRIMINAL
CODE IN RECENT YEARS

PART IV

REGISTRATION OF ANTIQUE HAND GUNS
AND THE OBTAINING OF PERMITS TO
CONVEY FOR ANTIQUE HAND GUNS IS
UNNECESSARY AND A NUISANCE AND
EXPENSE TO THE ANTIQUE GUN COLLECTOR

PART V

SUGGESTED CHANGES TO BILL C - 83

APPENDIX A

PART IWHAT IS AN ANTIQUE FIREARM AND WHO HAS THEM OR
IS LIKELY TO WANT THEM?

If you accept the submissions made in this brief it will be necessary to define the term "antique firearm". To this end, there is included as an appendix a variety of possible definitions.

At this juncture however I ask that you consider my submissions on the basis that the term "antique firearm" means:

ANY FIREARM, WHETHER A HAND GUN OR A LONG GUN,
THAT IS OVER 100 YEARS OLD AND WHICH DOES NOT
FIRE A CARTRIDGE

As an illustration of two hand guns that would qualify as antiques there are on the facing page reproductions of photographs of specimens from my collection.

These guns do not fire fixed ammunition but rather are muzzle loaders.

At the risk of telling you something you probably already know let me explain that fixed ammunition is the term applied to ready-to-fire ammunition made up as a selfcontained unit comprised of a cartridge case with a live primer(a miniature detonater for igniting the powder)in the base of the cartridge, the gunpowder in the cartridge and the bullet fixed firmly in the mouth or neck of the cartridge.

By comparison muzzle loaders require that black powder(as opposed to smokeless powder)and ball or shot each be loaded separately from the muzzle and that the gun be discharged by causing the gunpowder to be ignited from a source or device outside the

gun barrel itself.

In the case of the hand guns illustrated in this brief the ignition would be by flintlock in the case of Item No. 1 and by percussion cap in the case of Item 2.

There are earlier forms of ignition, for example, the matchlock, the wheel lock, the snaphaunce lock and the miquelet lock, all of which predated the advent of the true flintlock about 1650. The matchlock and wheel lock went out of vogue with the advent of the true flintlock although the snaphaunce lock and the miquelet lock continued to be used in some European countries.

Apart from museums antique firearms are owned either by collectors or by persons who may have one or two pieces simply as curiosities or, more likely, as family heirlooms.

The person who owns one or two pieces as curiosities or as heirlooms is not much of a threat because in all likelihood the guns are not in working order or, even if they were, the owner wouldn't know where to get the necessary components or how to load and prime his gun even if he did decide that he wanted to try to fire it. The person in question would in all probability use something other than his antique firearm if he felt the requirement for a weapon - unless perhaps he used his antique firearm as a club.

The collector would not likely use a piece from his collection because he would be aware of the tremendous degree of unreliability involved (even when properly loaded and primed there is a good chance that a muzzle loader will not discharge when the trigger is pulled) and also because of the value of the item and the danger of it being lost or damaged. I can assure you that if I had to defend myself in a hurry I would choose one of the swords in my collection.

PART II

IS THERE ANY THREAT OF ANY CONSEQUENCE OF ANTIQUE FIREARMS BEING USED IMPROPERLY?

HOW DO CERTAIN OTHER JURISDICTIONS DEAL WITH THE QUESTION OF ANTIQUE FIREARMS UNDER THEIR GUN CONTROL LAWS?

I am unaware of any recorded incident in Canada in the years since World War II where an antique firearm has been used in the commission of a crime and even if there were a few such incidents they would be so small in number compared to the incidents of misuse of modern firearms as to justify them being completely ignored for the purpose of drafting gun-control laws.

No one speaking or writing on Bill C-83, has to my knowledge, suggested that antique firearms constitute a threat to any one and a number of people have stated before this very Committee that antique firearms do not have to be controlled by legislation and that there should be amendments to Bill C-83 to protect the collectors and owners of antique firearms. In particular:

1. Dr. Martin Friedland stated in his appearance before this Committee on 4 May:

"I have no trouble, and you have no trouble, with the antique collector, the person who collects hand guns as curios and relics, the black-powder collector."

2. Dr. Martin Friedland in the report done by him on commission from the Solicitor General stated as follows:

"Antique guns (as distinguished from replicas) should be exempt from licensing. Because of their value and in many cases the uncertainty of their discharge, it is unlikely that many would find their way into the hands of those who intend to use them for illegal purposes. One simple solution might be to exempt any firearm over 100 years old."

3. The Solicitor General at page 8 of his statement before this Committee on 27 April stated as follows:

"Further, I have received a considerable number of submissions from bona fide and responsible gun collectors, who are concerned that under the present legislation they will be unable to collect restricted weapons which do not fall under the category of 'antiques, curios or relics'. After long deliberation and consultation, the Minister of Justice and I are now prepared to propose a further amendment to the Bill, to alleviate this concern."

NOTE: This statement certainly implies that the Solicitor General and the Minister of Justice do not consider antique firearms to be much of a threat.

It is interesting to note that in certain jurisdictions where there are far stricter gun laws in force than we have had in Canada or that are now proposed under Bill C-83 exemptions are provided for antique firearms. For example:

A. Notwithstanding that it doesn't seem to have done much to reduce the rate of gun related crimes the United Kingdom has, and has had for many years now, very strict gun control compared to what we have had in Canada and in particular requires the registration not only of hand guns but long guns as well. The law nevertheless exempts antique firearms and there is no evidence that the exemption has caused any problem.

B. The 1968 United States Federal Gun Law exempts antiques. Notwithstanding the difficulties of gun control in the United States and however weak and ineffective the 1968 law may be and for whatever reasons Congress nevertheless recognized at the time that the evil to be remedied did not require the control of antique firearms.

C. The State of Massachusetts a year or so ago brought into force a new and very severe gun control law which calls for mandatory one-year prison sentences for convictions thereunder. The law nevertheless exempts antique firearms.

D. The State of New York has in force very strict gun control evidenced by the so-called Sullivan law which has been in force for well over 60 years. Just two years ago the State of New York finally amended the Sullivan law so that now antique firearms are exempted.

PART III

ANTIQUE FIREARMS UNDER THE CRIMINAL CODE IN RECENT YEARS

Prior to 1969 antique firearms were not specifically exempted from the provisions of the Criminal Code relating to "restricted weapons". Prior to that time I believe that a fair and reasonable interpretation of the provisions of the Code relating to "restricted weapons" was that an antique hand gun was included and therefore required to be registered. Notwithstanding that it was the practice at least in most of Nova Scotia and New Brunswick and, I understand, in other parts of Canada as well, for the authorities not to require the registration of an antique handgun. I certainly know of incidents in the Maritimes where collectors attempted to register antique hand guns and were simply laughed out of the local RCMP office or police station as the case may be.

In 1969 there were a number of amendments to the Criminal Code some of which related to gun control. In the Bill that was presented there was an exemption from the registration requirements for "restricted weapons" for antique hand guns. Naturally collectors and their clubs and associations were happy and I understand that none of them made submissions on the Bill at least on that point. At long last it appeared as if the Criminal Code was going to be amended so as to give effect to what had in fact been the practice

for many years namely, that an antique hand gun did not have to be registered as "restricted weapon".

The Committee however, and for reasons that I have been unable to ascertain, changed the Bill so that the exemption for antiques was removed. In the final analysis therefore we came up with the Criminal Code provisions that we have today which provide quite clearly that even an antique hand gun has to be registered as a "restricted weapon" with the necessary result that every time a collector wants to take an antique hand gun to a gun show or to a dealer to sell or to the home of another collector to sell or to trade or simply to show it to the other collector he must go to the local authorities and obtain a permit to convey the particular gun.

PART IV

REGISTRATION OF ANTIQUE HAND GUNS AND THE OBTAINING OF PERMITS TO CONVEY FOR ANTIQUE HAND GUNS IS UNNECESSARY AND A NUISANCE AND EXPENSE TO THE ANTIQUE GUN COLLECTOR

If it is accepted that antique firearms do not constitute a sufficient threat to peace, order and good government to justify them being controlled by legislation (and that appears to be the consensus) then why should the government go to the time and expense of requiring the registration of antique hand guns and the issuance of permits to convey therefor and why should the gun collector have to go through all the necessary paperwork and nuisance?

As things now stand if I import an antique hand gun, say for example a 200 year old flintlock pistol, I have to wait until it arrives at Canada Customs and after doing the necessary paperwork there must go and obtain a permit to convey the hand gun from the local customs office to the local RCMP office where the gun will be examined and an application for its registration filled in, signed and sent to Ottawa. Because the gun has no serial number I will then have to take it to the Identification Section of the RCMP where it will be photographed, top and bottom and both sides. This

procedure usually involves leaving the gun because the people in the Identification Section are usually very busy taking photographs at scenes of a crime, serious accidents, etc. In my experience I have had to leave hand guns for three or four days during which period someone would find time to photograph them. I don't like having to do this because the guns are very valuable and I don't want to run the risk of having someone handle them out of curiosity and possibly damage them. There is a great tendency of the uninitiated to pick up a gun and to cock it and snap it - an action that could have disastrous results in the case of an antique firearm. Even if someone picks up one of my guns to look at for a moment and then puts it down there is danger of damage if it is not carefully wiped off with an oily rag because even apparently dry finger prints can cause rust to form in a matter of hours on the plain iron used on all antique firearms. I am always very concerned about having to leave antique hand guns with the RCMP to be photographed even though nothing untoward has ever happened up to the present time.

After a period of days has elapsed I usually receive a telephone call to the effect that my hand guns can be picked up whereupon I must get another permit to convey the guns from the RCMP headquarters to my home. Copies of the photographs apparently go off to Ottawa and become a part of the permanent records relating to the particular guns and thanks to the kindness of the RCMP, I always receive a copy of the photographs.

In due course I receive a document from Ottawa evidencing the registration of the hand gun. In the case of buying a gun while I am abroad and bringing it home with me the initial procedure is usually more difficult because I am not always sure how I will be coming back to Canada and even in cases where my travel plans are firm I can never be sure that the plane will land where it is scheduled to. I usually have some difficulty explaining why I want a permit to convey "restricted weapons" to cover a period of a week or so and to allow me to convey hand guns to RCMP headquarters in Halifax from whatever airport I may land at on a return flight from England.

Now that I have managed to register the antique hand guns that I have imported I find that I cannot move it out of the house without obtaining another permit. Two years ago I moved to a new home in Halifax. The move wasn't a very long one, in fact it was only three blocks, but I nevertheless had to go and stand in line for half an hour or so in order to get a permit to convey my antique hand guns between certain hours on a certain

day from one house to another house only three blocks away. I really do wonder just what good that accomplished.

Even now if I wish to go to a gun show, which I occasionally do, and to take a selection of my antique handguns for display I have to get a permit to convey to and from the gun show which permit is good for certain hours on a certain day. Even that type of permit is not always easy to get because the RCMP are apparently under instructions to list the make, model and serial number of the relevant guns on the back of the permit (there is no provision for such information on the face of the permit itself) and I know of a number of cases in the Maritimes where the RCMP have refused to issue such a permit because the guns that the particular collector wanted to convey, being antiques, had no serial numbers and the RCMP officer in question took the view that he could not issue the permit to convey because his instructions said that he had to have serial numbers and that was that.

If I wish to visit another collector in the evening and to show him my latest acquisition or to take an antique hand gun to his home for the purpose of perhaps selling it or trading it to him I must first obtain a permit to convey. This means that I must plan my trip well in advance because I can only obtain the permit during normal business hours. If the idea of visiting another collector arises after normal business hours then I can't take any antique hand guns with me.

If for some reason, whether in possession of my faculties or not, I decide to try to use an antique hand gun in the commission of a crime it certainly isn't going to make any difference whether the particular hand gun is registered or not registered as a "restricted weapon" or whether or not I have a permit to convey the hand gun to the scene of the crime. I am either going to get away with committing the crime in which case no one will ever know whether the hand gun was registered or whether I had a permit to convey or I am going to be caught in which event I will be charged with the crime itself which will invariably be much more serious than the crime of having in one's possession an unregistered "restricted weapon" or having in one's possession a registered "restricted weapon" but without also having a permit to convey.

In the final analysis therefore I submit that it does no good to require the registration of antique hand guns as "restricted weapons" or to require permits to convey

for antique hand guns.

PART V

SUGGESTED CHANGES TO BILL C-83

The Bill should be amended to exempt antique hand guns from registration and to provide that neither antique hand guns or long guns can be declared to be prohibited weapons.

The procedure for accomplishing the foregoing would be as follows:

- (A) Define the term "antique firearm"
- (B) Change the definition of the term "firearm" by adding to the end of the definition as contained in Bill C-83 the words:

"and includes an antique firearm."
- (C) Change the definition of "prohibited weapon" by amending subclause (d) to read:

"A weapon of any kind, not being a shotgun or rifle of a kind commonly used in Canada for hunting or sporting purposes or an antique firearm, that is declared by order of the Governon-in-Council to be a prohibited weapon;"
- (D) Change the definition of the term "restricted weapon" as it now appears in Bill C-83 by adding to the end of it the words:

"but does not include an antique firearm."

The results of the foregoing would be as follows:

- (A) Antique firearms, both long guns and hand guns could not be declared to be "prohibited weapons" other than by an Act of Parliament;
- (B) Antique firearms that are hand guns would not have to be registered;
- (C) The owners of antique firearms would still be required to have a license as a gun owner for purposes of Section 88. I am not sure this is really necessary although most gun collectors

have a few modern firearms as well and would have to be licensed in any event. There are however people who have one or two heirloom antique firearms only and one wonders why they should have to take out a license as a gun owner.

- (D) With respect to antique firearms both long guns and hand guns, Sections 83, 84, 85, 88, 95, 98, 99 and 101 would still apply. The only Section that would not apply is Section 87 which makes it an offense to have a restricted weapon without having a certificate of registration therefore or to convey a restricted weapon without a permit to do so.

There are so many other charges open to be laid for the misuse of an antique firearm as a weapon that I wonder what possible difference it could make not to have the charge under Section 87 available as well. It is not normal to lay more than one charge anyway arising out of the same set of circumstances and I ask therefore what would be so terribly wrong if the charge under Section 87 wasn't available to the authorities but charges under several other sections were.

Whatever else is done I submit that the very least that this Committee should do is to propose an amendment to Bill C-83 to insure that antique firearms cannot possibly to be declared to be "prohibited weapons" by order of the Governor-in-Council. As the definition of "prohibited weapon" now stands it is entirely possible that the Governor-in-Council could pass an order declaring antique long guns and/or hand guns to be prohibited. This could be done either intentionally or unintentionally. My concern is that if the Government is not prepared to distinguish antique firearms from modern ones at this point in time then there is absolutely no reason to believe that the Government will do so one day when it is decided to move hand guns from the category of "restricted weapons" to that of "prohibited weapons". Notwithstanding the assurances of the Minister of Justice to the contrary I am not at all satisfied that at some future time the government of the day will decide to re-categorize hand guns and make them "prohibited weapons" by way of Order-in-Council and might, at the same time, intentionally or unintentionally include antiques.

The foregoing suggestion is easily accomplished by amending subclause (d) of the definition of "prohibited weapons" as it is now found in Bill C-83 so that it reads:

"A weapon of any kind, not being a shotgun or rifle of a kind commonly used in Canada for hunting or sporting purposes or an antique firearm, that is declared by Order of the Governor-in-Council to be a prohibited weapon;"

Finally I submit that Section 106.2 (7)(b) should be amended so as to permit the casual owner of one or two antique handguns to be able to register them. As the Section is now written an applicant for the registration of an antique handgun will have to satisfy the authorities that he is a bona fide gun collector and that the gun will form a part of a gun collection.

Why cannot the legislation permit an antique hand gun to be registered as a matter of right? Why should the applicant have necessarily to be a bona fide collector?

I know a number of persons who own one or two antique hand guns that are family heirlooms and those persons could not possibly be considered to be collectors nor would they ever pretend to be. As Bill C-83 now reads such persons would not be allowed to register their antique handguns even though they had licenses as gun owners. What possible good does this achieve?

I submit therefore that Section 106.2(7)(b) should be amended by deleting the words:

"and will form part of a gun collection of the applicant who is a bona fide gun collector."

The results would be that people with one or more antique hand guns, curios or relics can keep them without going through the charade of claiming to be a collector which most of them are not. If a particular hand gun is, or is deemed to be, an antique, curio or relic then what difference does it make whether the owner is a collector or not. If the suggested alteration were made then a hand gun that is an antique, curio or relic could be registered as a matter of right provided that the owner has a license as a gun owner under Section 106.1 although I question in the particular circumstances that I am hypothesising whether the owner should be required to have a license.

On the following pages, constituting Appendix A to this brief will be found a series of possible definitions for the term "antique firearm".

ALL OF WHICH IS RESPECTFULLY SUBMITTED.

D. A. Stewart

17 May 1976

A P P E N D I X A

SUGGESTED DEFINITIONS OF THE TERM "ANTIQUE FIREARM"

"antique firearm" means

- (a) any firearm (including any firearm with a matchlock, flintlock, percussion cap or similar type of ignition system) manufactured in or before 1898; and
- (b) any replica of any firearm described in subparagraph (a) if such replica
 - (i) is not designed or redesigned for using rimfire or conventional centerfire fixed ammunition; or
 - (ii) uses rimfire or conventional centerfire fixed ammunition which is no longer manufactured in Canada and which is not readily available in the ordinary channels of commercial trade.

COMMENT'

- (A) This is the definition contained in the 1968 US legislation.
- (B) I don't know why the date 1898 was selected. There are handguns made prior to 1898 which fire cartridges that are available commercially.
- (C) If a cut-off date is to be used I feel it should be 1888 for the reasons cited below. If a gun was made prior to that date it took black powder cartridges which are no longer commercially available.
- (D) I don't feel a replica gun should be exempted from registration otherwise they could be freely carried and used. Replicas are made to be shot in order that the genuine article need not be used. If a replica is a handgun it should be considered a "restricted weapon" so that the owner must have it registered and, if he wishes to shoot it, a permit to convey it to a recognized handgun club. If the replica is a longarm it should be treated like any other longarm.

2. "antique firearm" means any firearm made prior to 1888.

COMMENT

The date 1888 is, I believe, the year when the Lee-Enfield Rifle, firing cartridges loaded with other than black powder, was adopted by the British Army. After this date smokeless powder cartridges came into general acceptance. Any gun made prior to 1888, except for possibly a few experimental pieces or prototypes, would have used black powder. Black powder in loose form is still available for use in muzzle loaders, whether antiques or replicas, but to the best of my knowledge there are no black powder cartridges being manufactured in or commercially available in Canada. Therefore it is highly unlikely that any cartridge gun made prior to 1888 could or would be fired except perhaps by a collector who was able to put gun and appropriate cartridge together, and of course it is not the collector that we are worried about. Even if a criminal were to steal a gun from a collector in order to use it in the commission of a crime, it is logical and most likely that he would steal a modern cartridge gun rather than an antique and some old ammunition that might not even fire.

3. "antique firearm" means any firearm other than a replica that is not designed or redesigned to fire fixed ammunition containing a propellant other than black powder.

COMMENTS

- (A) This definition is effectively the same as No. 2 without the rigidity of specified date.
- (B) By excluding replicas the definition is in my view a fair one. The term "fixed ammunition" need not be defined as it is widely accepted as meaning ammunition in which bullet, propellant and primer are contained in a cartridge case in a self-contained unit.
- (C) The definition serves to categorize as antique the myriad of cartridge guns which, although firing "fixed ammunition" used black powder as opposed to modern smokeless or its equivalents.

4. "antique firearm" means any firearm , other than a replica, that -
- (a) is not designed or redesigned to fire fixed ammunition; or
 - (b) is designed to fire fixed ammunition other than conventional centerfire or rimfire ammunition.

COMMENT

- (A) This definition is more restrictive than either No.2 or No.3.
- (B) In order to be excluded under (b) a gun firing fixed ammunition would have to be one of the early types of ignition such as pin-fire, lip-fire, teat-fire, cup primer or annular rimfire, which types of cartridges are clearly not presently available commercially and just as clearly are not presently being manufactured. In fact, in some cases one of these individual cartridges commands a higher price among collectors than the guns they were made for.
- (C) The problem with this definition is that it does not serve to categorize as antique centerfire and rimfire guns made during the period 1860 to 1888, even though the guns were designed for black powder only and the cartridges for them are no longer available.

CONCLUSIONS

- (A) I prefer either No.2 or No.3.
 - (B) The definition would be used only for the purpose of modifying the definition of "restricted weapon" in order that the sections relating to the registration and possession of a "restricted weapon" not apply to antiques.
 - (C) An antique would still be a "firearm" as defined in present Section 82(1) and therefore a "weapon", so that Sections 83, 84, 85, 86, 87 and 88 would still apply.
5. "antique firearm" means any firearm made prior to 1876 and which was not designed or has not been redesigned to fire rimfire or centerfire ammunition.

COMMENT:

- (A) This definition is a variation on No. 4 with the addition of a test of being 100 years old.

- (B) The problem with this definition, as in the case of No. 4, is that it does not serve to categorize as antique centerfire and rimfire guns made during the period 1868 to 1876 even though they were designed for black powder only and the cartridges for them are no longer available.

CONCLUSIONS:

My preferences are for No. 3, No. 2, No. 4 and No. 5 in that order.

APPENDIX "JLA-37"

The Members of the Standing Committee
of Justice and Legal Affairs
House of Commons
OTTAWA, Ontario
K1A 0A7

PHASE A

Dear Members:

In order to establish our Association's reputation as a reliable, knowledgeable, active group of spokesmen for the segment of the Firearms' Collecting fraternity which specializes in the collection of military small arms and equipment from all historical eras, we have included with this phase of our brief a small selection of the many letters of acknowledgment and commendation received during recent years. In addition, the following description may be of some assistance in the establishment of our credentials.

Service Rifle Shooting Association is a 10½ year old organization consisting of professional and amateur military historians from both civilian and active military life. On our eight man Executive Committee we have two Firearms' Examiners employed by the Centre of Forensic Sciences, Ministry of the Solicitor General, Province of Ontario; one senior manager from the Packaging Industry; one senior manager from the Banking community; three intermediate managers in production, sales and administrative functions in industry and a technical sales representative from the Packaging Industry. Our active membership roll lists fifty-seven

members from across Canada; approximately one hundred and fifty-four individuals have possessed membership during the Association's life span. We have been very selective in accepting applicants for membership and extremely careful in the recommendation of members for Carrying Permit privileges. Our membership list is regularly posted with the Royal Canadian Mounted Police, the Ontario Provincial Police, the Metropolitan Toronto Police and the Ministry of the Attorney General, Province of Ontario. Specific details of our various functions are delineated to these agencies and any other interested parties. We firmly believe that we have an outstanding record of co-operation and membership management, specifically related to responsible firearms' ownership and user privileges.

The cumulative effect of the privately owned firearms collections within the membership of Service Rifle, results in one of the best quality and most comprehensive, composite collections of historical and current military small arms in North America dating from 1750 to the present. Regarding the modern military firearms segment of the collection, we estimate that the fully automatic firearms of this collection are conservatively valued at \$51,000. We note this value as being conservative in that within the collectors' market prior to the introduction of this legislation the value would be considerably above the noted figure. In addition, in spare parts, many of which may become prohibited, the Association would have in the area of another \$10,000. In semi-automatic military arms, the group would hold approximately another \$30,000. As the whole of this collection is privately financed, you may appreciate that this sum represents a small fortune to our membership.

In addition, the collective level of expertise regarding the use, design

and application of military small arms within the membership is second to none in Canada. It is precisely for these two reasons that so many organizations have turned to Service Rifle for professional assistance. This assistance has been extended in all cases at a cost of no more than traveling expenses and in many cases at no cost whatsoever. The substantial value of the weapons and their maintenance; the services of lecturers and demonstrators; the cost of a large reference library and often travel expenses and ammunition has been provided by Service Rifle's members as a service and (in the fear of being trite) as a patriotic offering to the organizations involved.

A brief description of the more demanding functions follows:

1. The Combat Arms School (CFB Gagetown New Brunswick)
DEMONSTRATIONS/LECTURES TO SMALL ARMS COURSES

A Technical Team of six to twelve men are flown to this school two to three times per year to lecture Small Arms Courses on weapons' development, tactical employment, performance, world-wide distribution, method of function, etc... This is an integral part of a seven week intensive training program.

Also during this visit, a selection from the weapons which have been brought to the School by the Technical Team are fired on the Range. As part of this phase, a relative Ballistics Performance demonstration of the more important calibers used in the world today is delivered.

The Technical Team is totally responsible for the content, delivery and lecture construction of all phases of this visit. Two types of students are involved. The first are senior Non-Commissioned Officers who will return to their units as Weapons' Instructors and the second are junior

Commissioned Officers requiring small arms' exposure.

As may be appreciated this function requires an exacting knowledge of small arms in order to provide worthwhile, accurate data. The acquisition of this level of expertise cannot be achieved by simply reading manuals and critiques.

Of necessity, as a continuing process the Technical Team studies the design features and functional performance of these weapons by personal utilization on firing ranges and detailed static examination. Consequently, having fully operable weapons becomes a requirement.

Due to the rapid state of development within the military small arms' sphere and the consistent world-wide trend towards selective fire designs (ie. both fully and semi-automatic function), the continuation of the privilege of purchasing additional weapons of this fully automatic class is highly desirable. If this is not possible, the pertinence of the Team's data would rapidly diminish.

2. The Combat Arms School (CFB Gagetown New Brunswick)
 SMALL ARMS RECOGNITION MANUAL

The Association spent with the encouragement and direction of the School's Commandant, in excess of one year preparing a Foreign Weapons Recognition Manual in conjunction with the CAS Small Arms Platoon. All weapons descriptions and critiques were written by Service Rifle members and edited by the CAS. All professional - quality photographs were prepared by SRSA. This manual is given to all Small Arms trainees entering the CAS courses. This is a continuing project; new weapons will be added to the manual as they achieve world prominence or exhibit exceptional design features. The note regarding the continued ownership of current military small arms and

the acquisition of new material equally applies to this function. The cost to the Government of this project was minimal.

3. Canadian Forces Medical Services School (CFB Borden Ontario)

Once or twice yearly, the Association provides current weapons and ammunition coupled with knowledgeable marksmen who shoot at a variety of carefully prepared targets which illustrate to the Medical student the wound damage provided by various ammunition calibers in use in the world today. As a finale, a display of current small arms is also provided by SRSA as a general interest topic for the Course members.

4. Law Enforcement Agencies

A range of the classes of firearms likely to be encountered in crime are displayed, demonstrated and discussed. In this case, common longarms and handguns predominate. Ballistic (penetration and impact) tests are part of this program. The lecture aspects of this function are most frequently provided by our members who are professionally employed in this work area.

Our most recent demonstration in this area was to the Ontario Provincial Police, Tactical Rescue Unit. Professional Army members of the Association assisted in providing targets, range facilities and demonstrators.

In 1973 our Association was consulted by the then Mississauga Police Department (now Peel Regional Police) in order to assist them in the unbiased selection of a submachine gun for specialty Police work.

5. Historical Presentations

In 1970, the Ontario Government was attempting to produce a film for the opening of Ontario Place which would colourfully and accurately illustrate our country's participation in WWII. After seeking assistance from the

regular army and advice from the OPP, the film crew was referred to SRSA. Our Association provided on two occasions up to twenty uniformed, technically proficient participants as well as a variety of weapons including fully automatic arms of the era, uniforms and accoutrements at a nominal charge of \$200.00 total. The scenes were filmed in blizzard conditions and included both Canadian and German soldiers. All of this was provided by SRSA members. The live firing scenes of this event were supervised by OPP Constables.

The potential cost to the Government of Ontario per firearm of all classes ex-Hollywood, California, was \$200.00 per day per weapon, beginning with the day of shipment and ending with the day of actual return. This did not include the necessary fees for professional operators who could safely and correctly man the weapons.

Thus, an accurate historic scene was created at a cost to the Provincial Government of \$200.00 for weapons and operator/actors versus a cost of many thousands of dollars.

On a number of occasions the members of Service Rifle have appeared at Armed Forces Bases and historic sites in a variety of current and period uniforms illustrating Canada's military history.

The most recent project of the Association is the recreation of Canada's oldest established Anglophone regiment, The King's "Royal Yorkers" formed in Chambly, Quebec, 19 June 1776. Every effort has been made to accurately portray this organization; at personal expense accurate reproductions of the uniforms and accoutrements of Loyalist troops have been obtained. The members of the regiment are mastering the military customs and drill of

the period as well as researching in depth the activities of all persons who remain^{/ed} loyal to the Crown during this period of Canada's history. This accumulated wealth of information, in a graphic portrayal, is being brought to the public by the members of the Association participating in the project.

As well as the enclosed letters of commendation, we have made available a large Presentation Booklet which completely details many of our activities. Also on exhibit is a copy of the Canadian Army Small Arms Manual, referred to above, which was prepared by our members in conjunction with the Combat Arms School. We have also brought with us a photographic album illustrating the activities of our Historical Section. Unfortunately, we have been advised that both of the former items are too large and complex to be translated; however, we would ask that all of the Committee members peruse these items in order to gain a greater insight into the useful aspects of military firearms' collecting.

From: Lieutenant-Colonel I.S. Fraser, OMM, CD

Infantry Department
The Combat Arms School
Canadian Forces Base Gagetown
Oromocto, New Brunswick

24 July 1975

Dear Gavin,

Thank you very much indeed for your very kind letter of 14 May and I do apologize for not writing sooner but at least we had the chance to discuss things during your last trip here.

As I mentioned to you during your visit here I would be very happy if we could find a way for your team to visit the Canadian Airborne Regiment for some weekend with a view to instructing members of the Regiment. In view of the distance involved it might be more convenient to think in terms of doing it over a long weekend and we could approach it from that point of view. I would be grateful if you gave the matter some thought and I will be in touch with you later on it.

I can't begin to tell you how grateful I am for all the help and support you have given Infantry Department during my tour at the Combat Arms School. Your demonstration is one of the most professional things I have seen in a long time and I am certain I could attend it a dozen times and still not learn everything you pass along to the spectators. I expect on occasion that it must become a bit boring for all of you, however, that is never appeared in anything you have done and that is a mark of true professionalism. I shall miss those Saturday morning sessions.

Thank you again for your assistance and I shall look forward to seeing you all in Edmonton some time in the foreseeable future.

Yours

Mr. Gavin K. Watt
President KRR MY
R.R. #1
King, Ontario
LOG 1KO

Advanced Specialty Wing
Infantry Department
Combat Arms School
CFB Gagetown
Oromocto, NB

4 Feb 75

Mr. Gavin K. Jatt
President
Service Rifle Shooting Association
RR No 1
King, Ontario
L0G 1A0

Dear Gavin,

Please excuse my tardiness in writing, but my procrastination has been somewhat intentional inasmuch as I was hoping to be able to provide you with more information concerning the Foreign Small Arms Manual. Unfortunately however, my efforts in this regard have yielded little positive result: the status of the manual remains basically unchanged. Nevertheless, we do hope to push it forward again on 01 Apr so as to take advantage of the new fiscal year.

On a more pleasant note, I am happy to report that the CO of the CAS Detachment at Valcartier (which conducts our purely francophone small arms courses) is most favourably disposed towards your demonstration. In fact, he stated that given coincident course timings he would send his candidates to Gagetown for your next visit. I am not certain, however, that the francophone course can actually be geared that closely to the anglophone course. Nonetheless, I am sure you will find his remarks heartening as yet a further indication of the military worth of your organization.

While on the subject of your demonstration, I would very much like to reiterate that I considered your last presentation most professionally rendered and of tremendous training value. It was indeed the highpoint of our Combat Small Arms Course and I can't imagine ever not having it as part of our training package. We could not, except at great expense to the Canadian tax payer, even attempt to conduct such specialized training using military resources. You may therefore rest assured that the CAS Infantry Department will do all it can to have you back again, and again.

I trust that this letter finds you all in the best of spirits and good health. My very best regards, and once more a sincere thank-you for all your efforts.

Yours truly,

J.A. English
Major
OC Adv Spec Wing

Canadian Forces Base Gagetown,
Oromocto, New Brunswick
E2V 2G6

25 April, 1974

Mr. Gavin K. Watt,
President,
The Service Rifle Shooting Association,
RR #1,
King, Ontario.
LOG 1K0

Dear

It was good to see you again. Your demonstrations keep improving with every visit. I wish to add my personal appreciation for your generous assistance to the Combat Small Arms Course. The students and staff were very enthusiastic about your visit. They certainly appreciated your most worthwhile demonstration and the rare opportunity to examine your foreign weapons.

I will attempt to arrange for you and other members of the Service Rifle Shooting Association to come to Germany. With the vast diversity of small arms available in Europe, your demonstrations will be valuable training for our soldiers stationed there. Perhaps you can even get to drink that wine I promised you.

Thank you again for your assistance. Please extend my appreciation to the other members who came with you.

Yours sincerely,

C.H. Belzile
Colonel
Commandant Combat Arms School

MEMORANDUM

4640-CN

25 Oct 71

Distribution List

SERVICE RIFLE SHOOTING ASSOCIATION (SRSA)
FUTURE PROPOSALS

1. The SRSA contributes an excellent small arms input into the Combat Small Arms Course conducted twice annually at The Combat Arms School, and it is mutually desired to continue the SRSA presentations to our course.
2. It was mutually agreed to document the small arms data available in a form that would be useful to all of our small arms trainees and staff; the SRSA will provide CAS with films exposures of weapons/ weapons parts, and descriptions of the weapons.
3. CAS will develop the films and provide the SRSA with enlargements upon which they would add the titles and photograph descriptions of parts for future printing.
4. The CAS will then edit the photographs and texts into a School precis/soft cover pamphlet for use by students.
5. The SRSA contribution to this proposed information and teaching document would be specifically acknowledged.
6. Further to paragraph one above, it is proposed to seek permission to make a presentation at Valcartier next summer. A French script would be required and this was recognized as a practicable feature.
7. The SRSA is now required to initiate the preparation of texts and take appropriate pictures of the respective exhibits. CAS has initiated discussions to seek a 5e Groupement de Combat presentation to bring the SRSA to Valcartier in 1972.
8. The attached outline presents a suggested format or make-up of an instructional document for consideration by the SRSA.

J.P.R. LaRose
Colonel
COMDT
227

Att

DISTRIBUTION LISTACTION

Wpns Div (SA P1)
→ SRSA

INFO

CSO
S02 Coord
CO Det EAC (Valcartier)

4640-2676-30 (CFMSS)
4640-330

Canadian Forces Medical Services
School
Canadian Forces Base Borden
Borden Ont
LOM ICC

10 November 1975

Services Rifle Shooting Association
R.R. no. 1
King, Ontario
COG LKO

Dear Mr Watt:

Your association has again provided our school with a dramatic wound ballistics demonstration and weapons display. As expected the demonstration received hearty commendation by trainees and staff.

I wish to express my appreciation for the considerable effort put forth by you and your membership on our behalf; not only for your most recent visit but for the continuing enthusiastic support which has been so much in evidence in our dealings.

On behalf of myself and my staff please express our gratitude also to those association members who gave so freely of their time in travelling to Borden to present the demonstration. I hope our relationships will continue, and look forward to participating in a social evening on your next visit.

Yours sincerely.

R.J. Slavik
Colonel
Commandant CFMSS

OPP Training & Development Centre
291 Sherbourne Street
Toronto, Ontario M5A 2R9

December 22, 1975

.
Mr. G.K. Watt
President
Service Rifle
R.R. #1
KING, Ontario
L0G 1K0

Dear Mr. Watt:

RE: TRU Team Training
C.F.B. Pettawawa

This correspondence is forwarded in expression of our appreciation in connection with your organization's assistance in training our TRU teams at Pettawawa.

Our members made many complimentary and favourable remarks following the presentation by your organization.

I have processed your invoice for payment. A cheque will be forwarded in due course.

Again, our appreciation.

Yours truly,

J.A. MacPherson
Staff Superintendent
Director, Training Branch

c.c. Staff Supt. J.C. McKendry
Staff Inspections Branch

3rd October, 1972.

Mr. Gavin K. Watt,
Chairman,
Service Rifle Shooting Association,
R.R. #1,
King, Ontario.

Dear Mr. Watt:

On behalf of the members of the different Police Departments who attended the "Shoot" at CFB Borden on October 1st, 1972, I would like to extend our thanks.

From speaking with the officers that attended I heard of the very interesting talk given by your personnel and the interesting weapons which you showed.

Our Department feels that the more education which our officers are able to gather on a variety of subjects will be of great value to them in the future and the opportunity you gave to our men has been appreciated.

Yours truly,

(Douglas K. Burrows)
Deputy Chief of Police

;pw

From: Lieutenant F. G. MacSeldt, CD

1000-1 (B Secur O)

Canadian Forces Base North Bay
Hornell, Heights
Ontario
POH 1FO
6 Oct 75

Dear Don

Now that the smoke has cleared and the noise has faded, I wish to again thank you and your organization for assisting the Military Police Detachment of Canadian Forces Base North Bay during the Military Police invitational shoot held on 22 September.

Your obvious interest and expertise in military weapons is still the subject of many conversations held in this detachment. The commentary and live firing display by your organization contributed greatly to the success of the competition, and the enjoyment of all persons in attendance.

May I once again on behalf of the Base Commander Colonel McMichael and the Military Police of Canadian Forces Base North Bay extend a hearty well done to you and your fellow members of the service rifle association.

Your sincerely

Mr. Don Burke
Service Rifle Shooting Assoc.
2471
King, Ont

1254-1-71 (TRG)

Headquarters
Canadian Forces Base Borden
Borden, Ontario
21 June, 1971

Mr. Gavin K. Watt
Chairman
Service Rifle Shooting Association
6 Queensland Court
Etobicoke, Ontario

Dear Mr. Watt:

Please accept my sincere appreciation for the excellent performance put on by the members of your association here on Armed Forces Day 12 June.

The reaction of the crowd of 13,500 plus the many favourable comments made after the show indicated that your performance was one of the highlights of the show. Your members are to be commended for the professional manner in which they carried out their grandstand performance and static display.

Your association's assistance to us during our Armed Forces Day is most appreciated, and this act of good citizenship is commendable.

On behalf of all ranks of Base Borden, many thanks for a job well done.

Yours truly,
G.C. Edwards
Commodore
Base Commander CFB Borden

Enclosure

April 2nd, 1976

Gavin K. Watt, Esquire,
The King's "Royal Yorkers",
R.R. #1,
King, Ontario
LOG IKO

My Dear Mr. Watt:

There is now reason to believe that I may not be going to Europe this June to visit 1st Field Regiment, Royal Canadian Horse Artillery, and certain other units of our NATO forces, and accordingly I hope to be able to attend Upper Canada Village on the occasion of the ceremony at the Loyalist Regimental Plaque. I understand this will be a splendid affair already commanding considerable interest in Eastern Ontario.

You have heard, perhaps, that I shall deliver the Annual Address to the United Empire Loyalist Association delegation at Kingston at the conclusion of their Conference on May 15th. I hope to see you and others of the King's "Royal Yorkers" at that time. The Convention very much looks forward to your presence. I have decided to step down as Honorary Vice-President of the United Empire Loyalists' Association of Canada and accept the presidency of the Sir Guy Carleton Branch. As you appreciate, since the beginning of the American Bicentennial, interest in "the Loyalists" has increased many-fold. I am certain that we shall be building up to great years in 1983 and 1984. Indeed we have not that much time left!

I do believe that what you, and others, are now doing to reconstitute Sir John Johnson's King's Royal Regiment of New York is immensely important to our national life. I am a friend of C. Lorne Butler, a direct descendant of "old" Walter and Colonel John Butler of Butler's Rangers and as well of

J.A.C. Rogers of Kingston, a descendant of Colonel David Rogers, of Rogers' Rangers. But the fact remains that Sir John Johnson's "Royal Yorkers" best symbolizes the resistance to republicanism and the beginnings of the new Canada. Certainly Colonel Johnson's military settlements in Lunenburg, the Old Eastern District, was the genesis of the banner Province of Ontario.

My last visit to the Maritimes gives me reason to believe that New Brunswick is fully aware of what the Loyalists meant to Canada's beginnings. I am enclosing the invitation extended to me to attend the exhibition, "Revolution Rejected, 1975-1976", at the Canadian War Museum. This first class presentation, which is still running daily to good audiences, featured the uniform button of The King's Royal Regiment - the "Royal Yorkers". As you will see from the enclosed the invitations to the opening of the exhibition were sealed with this historic piece of military artifact.

Because of Ottawa's decade of anxious preoccupation with French separatist threats to national unity, it has not been easy for Government Departments to stress the Loyalist theme, but this is now changing. Americans take pride in their beginnings and so must Canadians if they hope to survive. One day you will be honoured for what you are doing now for Ontario and for Canada.

Yours faithfully,

Judge John R. Matheson

The St. Lawrence
Parks
Commission

Upper Canada Village

March 1, 1976

Mr. Edward J. Anderson
The King's Royal Regiment
of New York (Assoc.)
20 D'Arcy Magee Crescent
West Hill, Ontario
M1C 2T5

Dear Mr. Anderson:

I thought I should confirm our telephone conversation of the other day. I think the following points pretty well cover our conversation:

- 1) Your group can stay either in the Guard House or Block House. There is something to be said for staying in the Guard House because it can be shut off from the public during the day.
- 2) I think demonstrations of drill, military life, recruiting etc. will be very interesting and can be presented in the most advantageous place. The military naval area around the Block House probably is the best spot to concentrate these efforts.
- 3) There is no problem with conducting a ceremony at the Loyalist Memorial in commemoration of the 200th anniversary of the founding of the King's Royal Regiment of New York, June 19, 1776.
- 4) The question of firing is still a bit of a problem. I haven't quite decided just how we resolve that one.
- 5) There is no problem about free admission for all participants and a reasonable number of wives, girlfriends, etc. I think it would be preferable to have a prearranged list so that tickets can be set aside.

- 6) I will endeavour to get as much free publicity as I can which I would imagine would be useful not only to your group but also to the Village.
- 7) I will see what can be done about providing some free gunpowder and perhaps something in the way of provision of food, etc.

As we get closer to the event and possibly just after the Village has opened, a liaison visit by yourself or a delegate might be a good idea just to clear up any last minute problems. In any case, keep in touch and we will endeavour to make the weekend as smooth an operation as possible.

Yours truly,

W.J. Patterson
Supertintendent of
Historic Sites

PHASE 8

Support for the Proposed Act (Bill C-83)

We wish to support many of the proposals outlined in this Act, in response to the avowed purpose of the legislation which is, "An Act for the better protection of Canadian society against perpetrators of violent and other crime."

We note in the Department of Justice Booklet regarding this legislation and entitled "Questions and Answers" (on page 6) a section regarding the application of sentences for firearms' offenses. We are in complete agreement that those who misuse the privilege of firearms ownership should be subject to strict penalties. The doubling of sentences for certain firearms' offenses, a minimum mandatory sentence for the use of a weapon in the commission of an indictable crime, the prohibition against ownership by persons previously convicted of firearms' offenses and the power to seize firearms in threatening situations, all seem to be steps in a positive direction towards the discouragement of misuse and the control of repeat offenses.

We would encourage a stronger position regarding penalties for the criminal misuse of firearms. As an example, in Section 102.(4) the dropping of the provision for summary conviction and the proceeding by indictment only. We are sure there are other cases which would justify the application of the major penalty only.

Licensing:

We consider that the licensing of a Gun Owner/User is an entirely reasonable concept. This measure should have two immediate benefits; firstly, it will serve to identify who the Gun Owners and Users are and secondly, it may provide a "cooling-off" period or a filtration system which will weed out the casually interested and ensure only the genuine, responsible individual attains the privilege of ownership.

That a Gun Owner/User should be required to prove competency must be considered equally sensible as requiring a Motor Vehicle Operator to be tested for competency.

Regarding the actual application of a Licensing program, we suggest for your consideration a similar system of funding to that currently used in Education, Urban Transportation, Health & Welfare, Conservation where a broad base of financial support from all of society is brought to bear. We believe that this would be more consistent with tradition and also with the avowed purpose of the proposed Act wherein society in general is to benefit from the amended Criminal Code.

The subject of Guarantors seems to require some additional definition. Exactly who will be delineated as Guarantors has not been specified; however, we would encourage Parliament to ensure that such Guarantors have a knowledge of firearms and therefore they will not be put in the position of making judgments with regard to individuals on a basis beyond their experience. We suggest that these individuals include officers from bona fide, recognized Firearms' Collectors, Shooting, Hunting etc. clubs and associations.

Registration of Restricted Weapons:

We entirely support the system of registration. We believe it to be a useful

mechanism for controlling firearm ownership and for weeding out the casually interested individual. As noted in the Explanatory Notes regarding the Peace & Security legislation on Page 8, Canada's controls are respected throughout the world and appear to be quite effective. This comment is directed towards the control of hand guns as Restricted Weapons by process of Registration. It is wise to note that this process of Registration and the value of our control system also applies currently to the legally owned, fully automatic weapons.

We feel that there is absolutely no doubt about the value of Registration and we believe that such a useful system should be encouraged. It should not constitute a financial burden upon the Gun Owner nor should it be unduly complex in its administration. In short, it should be a sensible procedure designed to encourage co-operation with the Police in order to ensure protection for society.

As currently designed within the proposed Act, a Firearms' Collector possessing a sizeable Restricted Weapons' Collection could receive a sizeable financial penalty due to the unspecified fee structure, not just at the start of the new program, but every "five years or less." We are not positive that we understand the desirability of repeating Registration every five years or less.

We assume that the Government is suggesting this procedure in order to encourage individuals who have lost interest in their firearms to turn them in for disposal. If Registration is repeated every five years or less, said individuals would have an opportunity to reconsider the desirability of owning firearms. If this is the reason behind such a measure, we believe that any Firearms' Collector who has a sizeable collection and finds himself growing disinterested in their possession will only too quickly dispose of his collection if only to regain their monetary value. The burden to the Registrars and the expense to the public which will be caused

by this re-registration program, which will not be self-financing unless the fee structure is unfairly harsh, versus the potential benefit accruing from the reminding of owners of their responsibility, must be carefully considered and balanced.

In any event, pursuing our earlier point that the system of Registration should be encouraged in every way, one can see that the fee structure coupled with the re-registration system can hardly be considered to constitute encouragement.

PHASE C

Firearms' (Gun) Collecting

We believe that most people recognize the value of museums. These institutions serve as a link with our Heritage, are our reference guides to the past and serve as a broadening influence upon succeeding generations. An encyclopedia definition of museums includes the following phrases - museums are buildings where collections of scientific and natural curiosities and works of artistic and literary merit are maintained for the benefit of the public.

As you know, a great number of museums have their beginnings in private collections. Some museums begin with the private collection as the root and others expand by the subsequent acquisition or donation of such private collections.

The British Museum, the Smithsonian Institution, the world renowned Chinese Collection of the Royal Ontario Museum and the British Imperial War Museum, were all started on this basis. The most excellent McMichael Gallery, a privately funded project, which displays at no charge to the public a fascinating collection of the works of famous Canadian artists.

More specific to our particular brief, is the individual collections which have been donated to the Royal Canadian Military Institute and developed within that facility an excellent collection of arms, accoutrements, papers and books. Also, one of Canada's major private collectors, Mr. James Fielder some time ago sold his very comprehensive collection of medals, cap plates, firearms etc. to Historic Sites and this collection is now

on display at several of their installations as an example of early Canadian militaria.

If we accept that museums have a recognized value for society and also note that such museums develop or are augmented from private collections, we should then consider the individual collector and his status and position within society.

The practice of collecting military artifacts is an ancient and respected one. When specifically dealing with firearms we note that the collector is interested in assembling specimens of the gun makers' art, as examples of technological advance and a record of scientific progress. In addition, when dealing with militaria, the collector develops an invaluable historical record.

There is no definite demarcation line when dealing with collectable items. There is no age which defines the worth of an item. I am sure that many of us can scarcely credit that the comic books which we read in our youth have now developed into objects of art and offer a major contribution to the understanding of our society in the 1930's and 1940's.

As the age of the items collected provides no absolute measurement of their worth it is wise to note that today's modern firearms will become the antiques of tomorrow. It is also true that the modern firearms' collector of 1867 has assisted us in maintaining the visible and tangible signs of our country's history in the same manner that the collectors of furniture, utensils and machinery of that time have assisted our society. There is nothing to be gained by wantonly destroying or completely ignoring the visible signs of Military history and its development. In the case of military firearms, accoutrements and equipment we have the resources for studying much of the development of our country and its unique identity.

The remembrances associated with these materials are for most Canadians a great source of national pride. Associated with these items are times of valor and sacrifice.

From the above, we have established that Firearms' Collecting is a bona fide, responsible and useful pastime with definite, proven benefits to society serving as a source of reference and educational material.

PHASE D

Firearms' (Gun) Collecting and the Criminal Code

The function of Gun Collecting has little provision within the Criminal Code, either for the private collector or for the institution (such as museums). In order to make such provision, we respectfully suggest the following amendments be made to the proposed Act (Bill C-83). Our suggested amendments will make provision for all classes of Firearms' Collectors. We deal with each section as it appears within the proposed Act and our suggested changes are underlined.

Section 82.(1) "Prohibited Weapon" means

- (d) "A weapon of any kind not being a restricted weapon or a shotgun or a rifle of any kind commonly used in Canada for hunting, sporting or collecting purposes that is declared by Order in Council to be a prohibited weapon."

Section 82.(1) "Restricted Weapon" means

- (c) "A weapon of any kind, not being a prohibited weapon or a shotgun or rifle of a kind commonly used in Canada for hunting, sporting or collecting purposes, that is declared by Order of the Governor in Council to be a restricted weapon."

Section 106.2(7) Limitation

- (v) For use in a collection where the applicant is a member of a collectors' club recognized for the purposes of this Section by the Attorney General of the Province in which the club is located.

Section 106.3(2)

- (e) For use in display under the auspices of a collecting club recognized for the purposes of this Section by the Attorney General of the Province in which the collecting club is located in accordance with the conditions attached to the Permit.

Section 106.3(15) Validity of Permit

- (a) A permit for the possession of a restricted weapon for use as described in paragraph (2)(c)(e), or

Members of the Committee, we ask you to give careful consideration to these proposed amendments in an attempt to make provision for private and public collections.

PHASE E

Areas of Major Concern in the Proposed Act to Firearms' Collectors

Section 82.(1) "Firearm"

We are most concerned that the new definition of the word "Firearm" which includes a wide range of firearms' parts and will treat any one of these parts in the same manner as the complete firearm. Our concern arises from the fact that many Collectors maintain a stock of spare parts in order to offset breakage or to improve future acquisitions. We however agree with the purpose behind the inclusion of parts within the definition, in that we agree that significant parts of a firearm which could be assembled into a complete device must be considered and dealt with, in the same manner as the complete device itself.

In order to offset the effect of the wide range currently defined, we suggest an amendment as follows: -

As any firearm will require a frame or a receiver in order to render it operational, we suggest that these two parts be included in the definition and that the barrel, breechblock, firing pin and hammer be excluded. In this manner, a target shooter may purchase a new barrel for his firearm in order to replace a worn one, without requiring a Registration Certificate or adding to the administrative burden. Also, a Collector may purchase a better quality breechblock for one of his firearms in order to improve the quality of his collection without requiring a Registration Certificate and thereby adding to the administrative burden. Of course, the purchase of

any of these components would require the Gun Owner to produce a License. We believe that this amendment would serve the same purpose without creating administrative chaos and without running the risk of making criminals of Owners who are purchasing and stocking minor spare parts.

Section 82.(1)

"Prohibited Weapon"

The contemplated redefinition of a prohibited weapon gives us major concern. As noted above, we suggest that sub-section (d) be amended to include the word "collecting" as a legitimate purpose. In addition, we would ask you to amend the suggested classification which will place fully automatic arms into the Prohibited category.

While we fully recognize the potential for misuse which is represented by this class of firearm, we fail to see, either from the very limited use of this class by criminals or, from the excellent past record of private ownership in Canada, a justification for the reclassification to, "Prohibited". Due to the extensive exposure which this class of firearm receives on the television and in the press, an alarming myth has been developed regarding its capability and its widespread misuse.

Contrary to the commonly held belief, this class of firearms is of great historical significance and represents a legitimate group of specimens of technological advance. They represent fine examples of imaginative engineering production methods and visibly illustrate the tactical doctrine changes which have occurred in 20th Century military practices.

Within the dictionary definition of the word "relic", a word chosen for use in the proposed Act to describe a firearm suitable for part of a gun collection (see Section 106.2(7)(b), is the suggestion that a relic is a surviving memorial of some occurrence, people, period, etc. Also, relics

are precious or valuable things; things kept as a remembrance or a souvenir. All of these terms can no less apply to automatic firearms as they can to that group of firearms commonly considered to be antique and valuable.

The incidence of use within modern armies of weapons possessing a fully automatic capability has increased from a level in WWI where there was one firearm of this class in twenty men to a level in WWII where two men in twelve would be armed with this class, to a level at the present day where, in many armies of the world, every soldier is issued with an arm having this capability. Thus, the significance of this class of weapon is increasing and as objects of technological interest they will grow in intensity. In this way, the museums of the future in representing late 20th Century military usage will of necessity be exhibiting military small arms with a fully automatic capability.

Also contrary to the widely held opinion, the fully automatic arm is not exclusively a cheap, virtually disposable piece of merchandise, but instead covers a wide gamut of extremely sophisticated hardware to the very inexpensive emergency, stop-gap firearm developed under the stress of major world conflicts. In the hands of the many modern military Firearms' Collectors across Canada, there would be a staggering dollar value held legally in this class of firearm. We have noted that within our own organization there is conservatively \$50,000. in fully automatic firearms represented by extremely scarce examples as well as the common and more mundane variety. Held in a privately financed and organized museum in Toronto known as the Military Technical Museum, there is at least \$10,000. worth of firearms in this category. Under the current suggested prohibition ruling, all of this material, which represents so much of modern military history, will be rendered inoperative and devalued very significantly.

In an attempt to more realistically deal with the potential hazard represented in fully automatic arms, we have assembled a small table involving their misuse in the provinces of Ontario and Quebec. We by no means can assure you that this table represents the only incidents of misuse in Quebec province; however, we are quite confident that this is the case within the province of Ontario due to the fact that two of our Executive Committee members are specifically involved in the analysis of the misuse of firearms within that province.

<u>Year</u>	<u>Incident</u>
1947	A bank robbery wherein two men were killed. The firearm utilized was reported to be, from circumstantial evidence, a submachine gun. It was never recovered. We believe that at the time of this incident the private ownership of fully automatic arms, was in the province of Ontario, prohibited.
1962	A bank robbery in Montreal. Two police constables were killed with a submachine gun. We believe this to have been a current issue, Canadian Army C-1. At the time of this robbery, there were no C-1 submachine guns in private ownership. It is also wise to note that the province of Quebec prohibits the private ownership of fully automatic firearms.
1973	This was a property damage incident. In Toronto the criminal involved fired multiple shots at the front of a building as part of an extortion racket. The submachine gun involved was a rebuilt STEN submachine gun which had been sold as

scrap by Crown Assets Disposal Corporation.

1975

This was a robbery. Two men from Montreal held up a jewelry firm in Ontario. Two unregistered submachine guns were recovered. There was no personal injury. Again, we note that this class of firearm is prohibited from private ownership in the province of Quebec.

We see this low record of misuse as a credit both to collectors and to the Registration system. None of the fully automatic firearms used in the above incidents were registered. At the time of the 1947 robbery, fully automatic arms were prohibited in Ontario and the incident was not stopped by that measure. The C-1 SMG which we believe was used in the 1962 police killings in Montreal must have been stolen from the Canadian Armed Forces. Such thefts will not be stopped by the prohibition of fully automatic arms. The STEN gun property damage incident of 1973 was perpetrated with a rebuilt firearm and again prohibition of this class of gun will not prevent illegitimate, imaginative manufacturing. As noted above, the 1975 robbery again involved unregistered material emanating from a province where prohibition is currently in vogue.

In further support for the continued classification of fully automatic arms as Restricted Weapons (as currently in the Criminal Code), we wish to bring to the attention of the Committee a mechanism which results from the Registration system. As you may appreciate, Gun Collectors have a great deal to lose should they fail to Register one of the restricted firearms in their collections. They not only are faced with the loss of the particular firearm involved; but, they are subject to a substantial fine, or a jail sentence and a criminal record. For these reasons, Gun Collectors as a body

have supported the system of Registration. On locating Restricted Weapons which have no previous Registration, the Gun Collector has brought these to the attention of the Police and in this manner brought the subject firearms under control. This gathering-in or drawing-up process can be readily documented by access to the Registration records. A great number of war souvenirs from the World Wars, Korea, etc. which today would be in circulation amongst the population, are now legally in the hands of legitimate Collectors who have followed the Registration practice.

The measure of prohibition of any class of firearm can greatly impede this process. The casual, disinterested individual who comes into possession of a firearm may be totally intimidated by the thought of approaching the Police with such an arm should he believe it to be prohibited. The explanations required by the Police regarding where the firearm came from, what the man wants to do with the firearm, etc..... is something which many individuals do not wish to face.

On the other hand, the interested individual such as the Gun Collector who is thoroughly familiar with the rules and regulations, is not intimidated by the co-operation necessary to Register a firearm. He will quite willingly proceed with the necessary process and thus the firearm comes under Police Control. We are positive that the many Registrars across the country would support us in these statements. Due to this mechanism of gathering-in unknown firearms and bringing them under control by Registration, we encourage the continuation of fully automatic firearms in the Restricted category.

From our sample letters of commendation and our Exhibits, we would hope that we have delineated a very specific, responsible and valuable use of this class of firearms blended with other classes and items of militaria for the demonstration, display and lecture program which we provide to the Regular Force, the Law Enforcement Agencies, etc. We believe that while we are unique in our specific blend of activities, that many of our fellow Collectors and

Their Associations also provide valuable services. The prohibition of fully automatic arms would completely destroy the continuity of Service Rifle's work with the Regular Forces, Agencies, etc. and disrupt or destroy the activities of our associate groups, museums, etc.

As a final plea against the prohibition of fully automatic firearms, we would ask that consideration be given to the history of previous prohibitions such as that of Alcoholic Beverages in the early 20th Century. As with this latter prohibition, a false sense of security will be achieved by the removal of the obvious potential threat, in the case of firearms the currently legally owned, Registered fully automatics, and as happened in the case of Alcoholic Beverages, the legitimate sale of licensed manufactured liquor. Later, this will be replaced by the realization that prohibition has not stopped the abuse of this class of firearm nor has it stalled the proliferation of this class of firearm amongst those who wish to have them for illegitimate purposes. Then, the conclusion will be drawn that it is far better to have this class of firearm in view and Registered so that a measure of control can be instituted by Government authorities. This will parallel the pattern developed by the Alcohol Prohibition where controlled manufacturing was resumed. However, when this conclusion is made, it will come after a small, but highly significant, pool of this class of firearm has been destroyed forever as historical resource material.

In closing, we would like to thank the Committee for this opportunity to produce our agreements with the proposed legislation and to offer amendments where we think these to be advisable. We would like to offer our assistance in any adjustments to the proposed Act where we may be of value in offering opinion or in suggesting protective provisions for legitimate owners consistent with the purpose of the Act.

APPENDIX "JLA-38"

CORRECTIONAL LAW AND LEGAL
ASSISTANCE PROJECT

Faculty of Law, Queen's University
Kingston, Ontario

SUBMISSION TO THE STANDING COMMITTEE
ON JUSTICE AND LEGAL AFFAIRS
OF THE
HOUSE OF COMMONS

on

Bill C-83, An Act for the better
protection of Canadian society
against perpetrators of violent
and other crime

May, 1976

I N D E X

Introduction	
Natural Justice	
National Parole Board Discretion	
Retrospective Application of the Law	
Revocation of Parole	
Day Parole	
Divisions of the Board	
Mandatory Supervision	
Voluntary Termination of Parole and Mandatory Supervision	
Temporary Absence	
International Agreements	
Immigration Act	
Earned Remission	
Indeterminate Sentences Under the Prisons and Reformatories Act	
List of Footnote References	
Summary of Recommendations	
Appendix "A"	Report of the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs (excerpts)
Appendix "B"	Report of the Task Force on Release of Inmates (excerpts)
Appendix "C"	Canadian Criminology and Corrections Association, <u>The Parole System in Canada:</u> <u>An Official Statement of Policy</u> (excerpts)

Appendix "D"	<u>Howarth v. National Parole Board</u>
Appendix "E"	Price, "Bringing the Rule of Law to Corrections" (excerpts)
Appendix "F"	Prisons and Reformatories Act, sections 44, 55 and 150, and Criminal Code, section 659

NOTE: This submission is printed without
appendices by agreement of the
Committee and the authors.

The Correctional Law and Legal Assistance Project was established in 1973, as a clinical course in the Faculty of Law at Queen's University. It was funded initially under grants by the Community and Legal Services Program of the Department of Justice and by the Department of the Solicitor General, to provide legal services to penitentiary inmates in the Kingston area. In subsequent years it has been funded by continuing grants from the Department of Justice.

In the past three years, we have been consulted by, and have assisted, inmates in substantial numbers encountering legal difficulties in relation to the Parole, Penitentiary, and Prisons and Reformatories Acts. This has involved us in a considerable amount of litigation, principally in relation to the Parole Act. Three of our cases (Howarth; Marcotte; Carlson) have been heard in the Supreme Court of Canada, and we have assisted on two other cases (Mitchell; Gorog) considered in the highest Court. In addition, the Supreme Court of Canada has granted leave to appeal in two other Project cases (Martineau and Butters; Beaucage), and we have a substantial involvement in another (Howley) on which leave to appeal has been granted. Details of our work are recorded in our Statistical Reports on Services Operation, the most recent of which (September 1, 1975 to March 31, 1976) has been tabled with the Committee.

Having regard to our extensive and continuing involvement with these problems in a very practical way, we are grateful to the Committee for the opportunity to make these submissions on Bill C-83.

We have limited ourselves to the area of our direct experience. Our recommendations and discussion are confined, principally, to proposed amendments to the three statutes above referred to.

Nor have we attempted to provide any general theoretical foundation for our submissions. The relevant general issues are fully treated in official reports with which the Committee will be familiar, and which are referred to in relation to specific points in the submissions that follow. It seemed to us that detailed and precise comment, addressed to specific provisions of the Bill, would be of greater use to the Committee.

What follows, therefore, is discussion of a series of individual issues under individual headings. Our concern has not been to be comprehensive, but rather to address ourselves only to issues on which we feel we have something of substance to offer. In some cases our comments go to issues of a fundamental nature, in others only to points of secondary importance. Our concern throughout has been to offer suggestions designed to improve the proposed legislation, and not to indulge in the liberty of criticism without offering constructive alternatives.

We encountered one difficulty in preparation. The call to appear before the Committee came in the midst of our critical examination and examination marking period. In the result, we have been extremely rushed in the preparation of these submissions, and in consequence have been forced to hurry over points that we would have preferred to consider more thoroughly and to leave other points that we might have wished

to include. We have, as well, been late in getting our submissions to the Committee, leaving little time for advance consideration by its members and no time for advance translation. For both of these things, albeit that they were unavoidable, we express our regret.

Natural Justice

We address our most serious concern first. This is the failure in the proposed legislation to make adequate provision for natural justice safeguards in relation to parole decision-making, and in particular to implement in any serious and acceptable way the recommendations in that regard of the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs (1) and of the Task Force on Release of Inmate. (2)

In the material released for public distribution on the "Peace and Security" legislation, it is announced that "[s]ome elements of natural justice will be incorporated into Parole Board regulations". The announcement continues:-"Although the Supreme Court of Canada has held that the National Parole Board is an administrative Board and not subject to judicial review, the National Parole Board feels a responsibility to provide those persons appearing before it with some procedural safeguards." (3) In our submission, this assertion offends by partial statement.

It is true that in Howarth v. National Parole Board (4), in a five to three decision, the Supreme Court of Canada held that a decision of the Board revoking parole is not a decision

"required by law to be made on a judicial or quasi-judicial basis" within the meaning of Section 28 of the Federal Court Act. This, however, represents an interpretation by the Court of the existing legislation, and the probable intention of Parliament in enacting it--not a statement of what is desirable or concerning what Parliament should provide. Under the Parliamentary system in Canada, the Courts have not considered it to be their function, as have American courts, to superimpose explicit policy judgments in matters ordinarily considered legislative other than in exceptional circumstances. It is noteworthy that the Howarth case did elicit a very strong dissent from three members of the Supreme Court of Canada, speaking through Mr. Justice Dickson, who stated in part: "I fail to see how it can be contended that parole is a mere privilege or act of grace and favour, on the part of the Parole Board, conferring no rights on the parolee and subject to withdrawal at will...I would reject out of hand any suggestion that because a paroled inmate is a convicted criminal he stands denuded of civil rights." (5) It may be said as well that all academic commentary on the Howarth decision published to date has supported the position taken in the dissenting opinion. (6) In view of the importance of the matter, the Howarth decision is reproduced in full as an Appendix to this submission.

Again in Mitchell v. The Queen, (7) the same three members of the Supreme Court of Canada dissented. Chief Justice Laskin, in his dissenting opinion, stated that "[t]he uncontested facts on which the application was based tend to shock from their mere narration". (8) His recital of the Board's view of its powers

bears repetition here:

"As in the Howarth case, the Board gave no reason for its suspension and for its revocation of parole. Its position there, as here, was that it is not obliged to give any reason, that it has an absolute discretion to determine whether or not to suspend parole or to revoke it, that it is not amenable to Court process, whether by review in the Federal Court or through habeas corpus, and that even if, as here, it suspends parole on the eve of the expiry of sentence, it is immune from review albeit revocation of parole takes place beyond the expiry date...

The plain fact is that the Board claims a tyrannical authority that I believe is without precedent among administrative agencies empowered to deal with a person's liberty. It claims an unfettered power to deal with an inmate, almost as if he were a mere puppet on a string. What standards the statute indicates are, on the Board's contentions, for it to apply according to its appreciation and without accountability to the Courts. Its word must be taken that it is acting fairly, without it being obliged to give the slightest indication of why it was moved to suspend or revoke parole... (9)

Also worthy of mention is the fact that in 1972 the United States Supreme Court, in a unanimous decision in the case of Morrissey v. Brewer (10), held that parole revocation decisions are subject to the "due process" clause contained in the Fourteenth Amendment to the United States, and mandated procedural safeguards adequate to the "grievous loss" at risk in parole revocation decisions. Details concerning the Morrissey decision, with quotations from the judgment, appear in an article by the Supervisor of the Project entitled "Bringing the Rule of Law to Corrections", (11) relevant parts of which are also included as an Appendix to this submission. Subsequent decisions of American courts have extended the Morrissey principle to apply to parole granting

and other parole decisions. (12)

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs, in its 1974 Report, recommended that "[p]arole legislation governing discretionary parole application hearings should include provision: (a) for written notice of hearing, (b) for disclosure of relevant information, (c) for the right to be present and to be heard, (d) that reasons for the decision be given", and also, in more qualified terms, for representation for the applicant at parole hearings in special circumstances. Similar recommendations are provided in regard to parole suspension and revocation. (13)

The Task Force on Release of Inmates, chaired by Mr. Justice Hugessen, recommended in its 1972 Report:-with reference to parole granting, that every decision should be made "at the end of a hearing before the quorum of the board having jurisdiction", with written reasons given to the inmate, a right to be represented or assisted at the hearing by a person of his choice, and, subject to some safeguards, the "material used by parole boards to reach decisions...made available to the inmate concerned"; and with regard to parole revocation, the same safeguards as above, supplemented by requirements that there be a complete record of every revocation hearing, that the parolee have a right to call witnesses, and that the burden of proof, to the standard of proof on a balance of probabilities, be on the person seeking revocation. In addition, the Report calls for procedures for the review of parole decisions within the Board, and that "the Parole Act should specifically state that

Section 28 of the Federal Court Act applies" to parole decisions. On this point, the Report states:-"In our opinion, parole authorities are dealing with important questions concerning the liberty of the subject, and it is for that reason that their operations should be subject to the scrutiny of the courts to ensure that the rules of natural justice and fair play are being followed." (14)

It would lengthen this submission unduly to set out the reasons why adequate natural justice safeguards are required. They have been fully canvassed elsewhere. We set out as Appendices to this submission relevant portions of the Report of the Standing Committee on Legal and Constitutional Affairs [hereinafter referred to as the Senate Committee], of the Task Force on Release of Inmates, and also of the brief to the Senate Committee of the Canadian Criminology and Corrections Association. Other Appendices previously recited also advert to the same issues.

The Bill is totally inadequate in relation to these matters. It provides solely, in the proposed Section 9, that the Governor in Council may make regulations...(g) prescribing the circumstances in which an inmate is entitled to a hearing upon any review of his case for parole; (h) prescribing the information to be supplied or made available to an inmate...or other persons; (i) prescribing the circumstances in which an inmate is to be entitled to assistance at a hearing before the Board, the kind and extent of such assistance and the persons or class of persons who may provide the assistance; (j) prescribing the circumstances in which the Board must provide the inmate with its

reasons". (Bill, s. 23) No provision is made for judicial review. Section 11 of the Act, providing that "the Board is not required, in considering whether parole should be granted or revoked, to personally interview the inmate or any person on his behalf", remains in the Act with only consequential amendment. (Bill, s. 25)

It should be emphasized that the Report of the Senate Committee recommended, in respect of these matters, that "legislation...should include provision"--not that there "may" be "regulations", as the Bill provides. The Report of the Task Force on Release of Inmates was similarly cast in terms of positive recommendations for precise requirements.

In our respectful submission, insofar as this portion of the Bill is concerned, it would be an abdication of legislative responsibility to permit the Bill to be enacted in its present form. The recommendations that follow are premised on that conclusion.

Recommendation:

1. That Part III of the Bill, relating to the "**Parole Act**", not be enacted until suitable amendments are introduced thereto to ensure adequately for the provision of natural justice safeguards in legislation in accordance with the recommendations in that regard contained in the Report of the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs and in the Report of the Task Force on Release of Inmates.
2. In the alternative, that Section 23 of the Bill, relating to Section 9 of the Parole Act, be amended to provide that the "Governor in Council shall make regulations" adequate to ensure provision for natural justice in decisions of the National Parole Board.

3. That Section 25 of the Bill, relating to Section 11 of the Parole Act, be amended to provide that Section 11 of the Parole Act be repealed in its entirety.
4. That the Bill be amended by the addition of a section providing that decisions of the National Parole Board are subject to review in the Federal Court of Canada under Section 28 of the Federal Court Act.

National Parole Board Discretion

The point that we wish to make under this heading relates to the matters just discussed. It is a general point; it can be briefly stated.

Two themes of notable significance run through recent academic treatment and judicial decisions in administrative law. One is the increased awareness of the need for "natural justice" or "due process" safeguards in relation to administrative decision-making, and the extension of "natural justice" standards of protection to more and more kinds of administrative decisions than was formerly the case. (15) The other is the increasing recognition of the need to subject previously unfettered administrative discretion to formalized controls through legislative guidelines, judicial review, or other means for ensuring standards of performance. (16)

Both of these trends in administrative law are reflected in the thrust of the various Working Papers of The Law Reform Commission of Canada, as for example its Working Papers on Imprisonment and Release (17) and Control of the Process. (18) Both are reflected in our recommendation under the previous heading that express provision be made

for judicial review of parole decisions.

The need, in practical terms, for adequate controls on discretion in the correctional process is abundantly demonstrated in research studies and formal inquiries that have been conducted in both Canada and the United States. (19)

Our concern is that little of contemporary experience or contemporary thinking in administrative law seems to be reflected in those parts of the Bill relating to the correctional system. Broad discretionary power to make regulations is provided, with nothing to indicate that regulations will be enacted or what form they will take. The absence of provision for judicial review has already been noted. In our respectful submission, this is not good enough.

Our recommendations under the previous heading are addressed to this problem. To these we add one other.

Recommendation:

1. That Section 21 of the Bill, relating to Section 6 of the Act, be further amended to qualify in appropriate fashion the allocation to the National Parole Board of "absolute discretion", especially in regard to the power "to grant or refuse to grant parole...and to revoke parole".

Retrospective Application of the Law

Our comments under this heading have reference to the provisions in Section 9 of the Act authorizing the Governor in Council to "make regulations...(b) prescribing the terms of imprisonment that inmates or classes of inmates must serve before...parole may be granted"...[and]...(d) prescribing the times when the Board must review cases of

inmates serving sentences of imprisonment". (Bill, s. 23)

In the past, amendments to the Regulations in this regard have been made general in effect, including in their application inmates sentenced when earlier eligibility for parole and parole review were provided for. At first blush, this may not appear to affect "rights". In point of fact, however, research shows that Judges regularly sentence to longer terms of imprisonment on the basis that the inmate will be eligible for parole at the time prescribed in the Regulations. (20) Courts of Appeal now expressly hold that parole eligibility dates can be taken into account in determining the appropriate sentence upon conviction. (21) In practical terms, amendments to the Parole Regulations of this nature affect the terms of sentence. They offend against the prevailing view in our law that amendments affecting substantive rights or liability to penalty should not be given retrospective operation.

It is our recommendation, therefore, that the Act be amended to prohibit further regulatory activity of this nature, at least in regard to fixed sentences.

Recommendation:

That Section 23 of the Bill, relating to Section 9 of the Parole Act, be amended to provide that, in terms at least of fixed sentences or sentences other than of preventive detention or involving commutation of sentence of death, amendments to Parole Regulations delaying eligibility for parole or parole review apply only to inmates sentenced after the amended provisions come into effect.

Revocation of Parole

The aspect of parole that has received the most attention has been the suspension and revocation process. Some of the issues will be apparent from the Howarth decision and from the "Bringing the Rule of Law to Corrections" article, both appended. It is necessary, therefore, to address comment to the portion of the Bill relating to these matters. (Bill, ss. 28-30)

The principal problem areas have concerned the following:-(1) the sanctions that follow in automatic consequence of a discretionary decision by the Board to revoke parole; (2) the grounds upon which parole can be revoked; (3) consistency in supervision standards in relation to conditions of parole; (4) so-called 'dead time' where inmates charged with an offence while on parole are both refused bail because of parole, and yet receive no credit for time in custody if convicted where there has been no suspension of parole; and (4) the procedural arrangements that are to govern the parole revocation process. Some of these questions are, to a degree, interrelated.

The last mentioned matter has been discussed elsewhere in this submission, and will not be dealt with further. The "dead time" issue appears to have been resolved by the proposed amendment to Section 20 of the Parole Act (Bill, s. 30). Item (3) is a matter of administration, and will be referred to only as it relates to the first two points.

Under the proposed amendment to Section 16 of the Act, the power to suspend and (by implication) revoke parole

"for the rehabilitation of the inmate" will be removed, in keeping with the recommendation of the Senate Committee. How much this means, however, is debatable. The case authorities seem to indicate the "absolute discretion" conferred on the Board by Sections 6 and 10 (1) (e) of the Act overrides any limitations suggested by Section 16. (21 (a)) Moreover, without required procedural safeguards and judicial review, one can never know on what basis the Board has purported to act, as the Howarth and Mitchell cases amply illustrate.

Quite apart from this, we do not consider that, even with this amendment, the power to suspend or revoke parole is appropriately defined. Conditions of parole vary substantially in their importance. Research data, (22) and our experience, indicate that parole supervisors vary considerably in the view that they take of behaviour on parole. With at times frequent changes of parole supervisors, this has led at times to confusion in the minds of some inmates as to what is expected. It has also led to inconsistency in enforcement practice. Having regard to what is at stake for the inmate, we propose a more clearly defined basis for suspension and revocation that will permit the paroled inmate and the supervisor both to know what is expected under the Act. We suggest that suspension or revocation can occur only when:-

- (a) the paroled inmate has breached any substantial term or condition of parole without reasonable excuse;
- (b) the paroled inmate has committed an indictable offence or a member of the Board or a person designated by the Board has reasonable and probable grounds to believe that the paroled inmate has committed or is about to commit an indictable offence; or

- (c) the paroled inmate conducts himself in a manner such as to indicate that he is unwilling to comply with the proper terms and conditions of parole.

The problem that has existed in regard to sanctions is that, under the present Act, a paroled inmate, upon revocation of parole, loses credit for all time served on parole and also loses credit for all statutory remission that stood to his credit at the time parole was granted to him. This result occurs automatically, by operation of law, regardless of the circumstances that led to the revocation, and without provision for recredit of time where the sanction is inappropriate. The amount of time can be substantial, under either category, amounting to one or more years.

Under the proposed amendment, time served on the street will no longer be lost to the inmate upon revocation of parole. This change restores some logic to the Act, which elsewhere "deems" the term of imprisonment to continue in force during the period of parole. Instead, the Bill retains as a sanction the automatic loss of all remission, including "earned remission" as substantially redefined in proposed amendments to the Penitentiary Act (Bill, s. 39), but provides in a new provision that the Board, subject to the regulations, "may recredit the whole or any part of the statutory and earned remission that stood to the credit of the inmate at the time he was granted parole".

For a number of reasons, we do not consider this to be an adequate solution. The most obvious reason is that penalties are unequal, depending, as under the present law, not on the seriousness of the breach of parole, but on the length

of sentence that the inmate is serving and the consequent amount of remission that stands to his credit. The answer may be offered that some measure of equality can be afforded by the Board's power to recredit remission in such amounts as it considers appropriate. This, however, leads to other problems, equally serious.

Remission is an aspect of sentence. This is apparent from what has been regarded as the leading prison law case in Canada, Re MacCaud, in which the Ontario Court of Appeal held that natural justice safeguards must be provided in penitentiary disciplinary proceedings leading to forfeiture of statutory remission as a punishment, because such forfeiture entails "the prolongation of the period of confinement beyond the time for which the inmate has been sentenced less the statutory remission with which he is entitled to be credited". (23) Similarly, in Marcotte v. Deputy Attorney-General of Canada, Mr. Justice Dickson, speaking for the majority in the Supreme Court of Canada, characterized statutory remission as "a real and immediate entitlement", bearing upon sentence, which could only be taken away by clear and unambiguous statutory language. (24) To date, the case law has addressed itself only to statutory remission, and not to earned remission. This is because statutory remission has been an immediate credit against sentence, whereas earned remission accrues only when earned--and further, because earned remission, once earned, could not previously be forfeited in any way. Under the proposals in the Bill, which alter fundamentally the concept of remission (Bill, s. 39), only earned remission will now be credited. Having regard to the

percentage of the sentence that earned remission will henceforth represent, and to the fact that it will be subject to forfeiture, it would be surprising if earned remission is not viewed by the courts in the same way as statutory remission was in the past. The proposals, moreover, reflect little awareness of the extent to which inmates regard all forms of remission as a "right".

The matter may be tested by reference to forfeiture of parole. Under the present Act, an inmate convicted of an indictable offence committed while on parole or mandatory supervision automatically forfeits his conditional liberty, with the same automatic consequences that follow from a discretionary decision to revoke. It has been held in Court of Appeal decisions that the amount of time that the inmate will have to serve by virtue of the forfeiture is a factor to be weighed in the balance in determining an appropriate sentence for the new offence. (25) Under the proposed amendments, automatic forfeiture of parole and mandatory supervision--which created unfortunate disparity in cases of inmates serving long sentences, convicted of minor offences--is abolished. The inmate is, however, still subject to possible revocation. If his conditional liberty is revoked, as presumably it ordinarily will be if the inmate receives a further term of imprisonment, the posture of the case will still not be clear because the Court imposing sentence has no way of knowing what portion of remission is likely to be reccredited under the proposed Section 20(4) of the Parole Act. The effect of the proposed amendments is thus to draw the Board inescapably into a sentencing function.

What appears to be contemplated is that revocation must carry a penalty, and that the Board will determine its

quantum. In the Marcotte case, Mr. Justice Dickson observed:-
"It is not one of the purposes of the Parole Act to effect changes in sentence." (26) Nor, in our respectful submission, is it a proper function of the National Parole Board to impose sentence. The latter is manifestly the case, unless the legislation makes express provision, and the Bill does not, for a full right of hearing, on the same principles that underlie the decision of the Ontario Court of Appeal in Re MacCaud and the decision of the Supreme Court of Canada on sentencing procedures in Lowry and Lepper v. The Queen. (27) In our view, the sentencing function is inappropriate for the National Parole Board regardless of questions of procedural protection. Under the proposed amendments, Board decisions will both impose sentence and effect changes in sentence. For both reasons, the proposed Section 20 of the Parole Act, even as amended, is unsound in principle.

We would propose instead either of two other solutions that have been recommended:-as proposed in the Task Force on Release of Inmates, that revocation effect no loss of street time or remission, but that if the revocation occurs in the last six months of the parole, the Board should have the power, subject to procedural safeguards, "to order a return to custody for any period which it may determine up to six months" (28); or as proposed by another commentator, some fixed percentage, such as 10% of the overall sentence. (29)

As a final addendum on this point, it is perhaps worth observing that, in England, parole revocation does not entail loss of street time or remission, for the reason

that full effect is given to the principle that an inmate is deemed to be serving his sentence while on parole. (30)

We would add only one further word on the matter of revocation of parole and mandatory supervision. This relates, indirectly, to the question of retrospective application of the law. Amendments abolishing unfair sanctions that have followed from revocation of parole, and even of mandatory supervision, will affect only inmates subject to revocation proceedings in future. It is not suggested that they should have a formal retrospective effect. However, in view of the number of inmates who have suffered large losses of time in the past from these unfair provisions, it is recommended that in the interest of at least some measure of equality, there should be an administrative review of prior revocation cases with a view to recommending suitable recredits of time in appropriate cases as an exercise of the Royal Prerogative of Mercy.

Recommendation:

1. That the Act be amended to provide expressly that parole and mandatory supervision may be revoked by the National Parole Board only on the grounds specified in Section 16(1) of the Parole Act, as it may be amended.
2. That Section 28 of the Bill, relating to Section 16 of the Parole Act, be amended to substitute the following as the only grounds on which parole and mandatory supervision may be suspended or revoked;
 - (a) that the paroled inmate has breached any substantial term or condition of parole without reasonable excuse;

- (b) that the paroled inmate has committed an indictable offence or a member of the Board or a person designated by the Board has reasonable and probable grounds to believe that the paroled inmate has committed or is about to commit an indictable offence; or
 - (c) that the paroled inmate conducts himself in a manner such as to indicate that he is unwilling to comply with the proper terms and conditions of parole.
- 3. That Section 30 of the Bill, relating to Section 20 of the Parole Act, be amended to provide that revocation of parole or mandatory supervision will not entail loss of remission, but that instead, one of the following alternatives will be provided for:
 - (a) that where revocation occurs in the last six months of parole, the Board will have the power to order a return to custody for any period which it may determine up to six months; or
 - (b) that revocation will entail an automatic loss of some fixed percentage of the overall sentence, 10% being recommended.
- 4. That full procedural protections, as considered under the heading "Natural Justice" and as recommended by both the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs and the Task Force on Release of Inmates, be ensured by legislation.
- 5. That there be an administrative review of prior revocation cases with a view to recommending suitable recredits of time in appropriate cases as an exercise of the Royal Prerogative of Mercy.

Day Parole

The Project is concerned about the proposed

amendment to the definition of "parole" to include "day parole" (Bill, s. 15(2)).

Two Courts of Appeal have held that, under the present provisions of the Act, "day parole" is not to be treated as a full parole so as to attract the consequences of a parole revocation as these are set out in Section 20 of the Parole Act. (31) This is held to follow, in part, from the fact that a separate means is provided in Section 10(2) of the Act for bringing a day parole to an end, called "termination". In the result, an inmate whose day parole is terminated does not for that reason lose credit for time on day parole or for remission standing to his credit at the time that day parole was granted. The Supreme Court of Canada refused applications for leave to appeal brought by the Attorney General of Canada in each of the two cases herein referred to.

Among the other reasons referred to in judicial decisions holding that day parole is not subject to the consequences that attend upon revocation of a full parole, two merit reference here. One is that the effect of a grant of a day parole is to give a paroled inmate a much more restricted form of liberty than obtains in the case of a full parole, and that Parliament could not have intended that a scheme with such a limited amount of conditional liberty would be treated on the same footing as a full parole with respect to the consequences of its termination. The other is that Section 13(1) of the Act provides that an inmate on day parole is "deemed to be continuing to serve

his term of imprisonment in the place of confinement from which he was released" on day parole. The two considerations --one of policy and the other of statutory interpretation-- continue to be relevant.

One consequence of these decisions was to make more evident an omission from the Act. The section relating to "termination" makes no provision for issuance of a warrant of apprehension upon termination. Consequently, it has been necessary to proceed with a formal charge of being unlawfully at large, as a basis for issuance of an arrest warrant, even in circumstances where there was reason to believe that prosecution was not necessary. This has led to occasions in which correctional officials have found themselves supporting requests that unlawfully at large charges they they initiated be withdrawn. The Bill quite properly deals with this problem by providing for a warrant of apprehension upon termination of day parole. (Bill, s. 24(2)).

However, the Project finds it difficult to understand why, with this problem remedied, it was considered necessary, by a change in the definition of "parole", to attempt to assimilate "day parole" with full parole when the reason for not doing so remains so compelling. Arguably, one reason is that it may be considered desirable to have a power to "suspend" a day parole without the necessity of a full "termination", and the revocation provisions contain a power of "suspension". However, special provision for such a power

should not be necessary because an inmate on day parole is "deemed to be continuing to serve his term of imprisonment in the place of confinement from which he was released", and hence would appear to be subject to all lawful direction of institutional authorities. If there is ambiguity, then a power to "suspend" could readily have been included in Section 10(2) of the Act relating to termination of day parole (See Bill, s. 24).

The only reason of substance can be that the Bill contemplates that an inmate on "day parole" shall be subject to the 'punishment' of loss of remission upon the election of the Board to bring his day parole to an end through revocation rather than termination. We indicate elsewhere in the submission our opposition in principle to the concept of 'punishment' by loss of remission through parole revocation. It may be noted here, however, that the anomaly that Courts have mentioned would become greater under the proposed amendment than before. Previously, a paroled inmate suffered both loss of street time and remission upon revocation of a parole. The potential penalty for an inmate on day parole was less, at least in most cases, because while the inmate on full parole might have a great deal of street time at risk, as a matter of course the inmate on day parole had very little. With loss of street time removed as a consequence of revocation of parole, there would now be the anomaly that the inmate on full parole and the inmate on day parole would be placed at risk on an equal basis, even though the latter would be only on a more restricted form of

conditional liberty, and would indeed be "deemed to be continuing to serve his term of imprisonment in the place of confinement from which he was released" on day parole.

Recommendation:

That the definition of "parole" in Section 2 of the Parole Act not be amended to include "day parole" (Bill, s. 15(2)).

Divisions of the Board

A proposed change that has attracted little attention, but which raises an issue of importance, is the proposed amendment to Section 5 of the Parole Act which would authorize the Chairman to establish divisions of the Board "each consisting of one or more members", rather than the "two or more members" as the Section now provides, any such division of the Board having the power to "exercise all of the powers conferred on the Board by...[the]...Act". (Bill, s. 19)

Some inmates have expressed concern over this proposed change. They feel that better interviews, more adequate exchange of information and opportunity for rapport will occur if two or more members consider parole applications. They believe further that there will be less risk of personal bias or predilection influencing decisions if two or more members have the responsibility to reason together on parole decisions.

In our judgment, based on some experience with parole matters, these concerns are legitimate and merit consideration. Even if they had only little substance, it is our submission

that they would merit attention because of the importance that attaches to parole decisions being perceived as fair. Inmates in significant numbers believe that members of the Board have predispositions to view particular kinds of cases in particular ways. What is known from criminological and other research literature supports their belief. If irrationality in the system is to be kept to a minimum, or at least the perception of it reduced, it is of surpassing importance that all decisions of the Board having significant implications for any inmate be made by divisions consisting of at least two members.

It should be remembered that for certain classes of offenders, regional panels are to be employed, apparently because more varied input into decision-making is desired. (Bill, s. 17) If an expanded Board is needed to decide these cases, then two or more members on other parole decisions would not seem unreasonable, having regard as well to the increased size of the Board provided for in the proposed amendment to Section 3 of the Act. (Bill, s. 16)

It may be that what is contemplated is single member decisions for certain routine functions. That is not, however, what the proposed amendment says. The matter is too important to be left to internal administrative practice.

Recommendation:

That Section 19 of the Bill be amended to provide that, in all matters relating to parole granting, parole revocation, and other decisions having significant implications for an inmate, a division of the Board empowered to make such decisions consist of no less than two members.

Mandatory Supervision

The proposed amendment to Section 15 of the Parole Act permitting an inmate to refuse release on mandatory supervision, while sound in principle, leaves some problems unresolved. (Bill, s. 27)

At present, an inmate with more than 60 days accumulated remission to his credit is required to serve this 'good time' under supervision on the street. The institution may not keep him in; the inmate may not refuse to go out. Introduction of mandatory supervision on August 1, 1970, effected a fundamental alteration in the terms of sentence. Prior to that date, persons sentenced to imprisonment could expect to receive a "real and immediate entitlement"(32) of statutory remission amounting to one-quarter of their sentence, and were eligible for earned remission which, once earned, could not be taken away. When with full credit for accumulated remission, time under sentence had expired, the inmate's sentence was, in law, fully discharged. One consequence of this was that good parole risks who were released on parole served lengthy periods under supervision; poor risks, who did not receive parole, received none. Mandatory supervision was designed to remedy this situation.

Needless to say, some inmates did not desire parole much less mandatory supervision. Not the least of the reasons was that they became subject to the suspension and revocation powers of the National Parole Board, which can be exercised without safeguards and with complete unanswerability. Forced

supervision may be of little value to the inmate, and the proposal is to ensure that those who do go out are now prepared to accept the change of status with its attendant risks. In effect, mandatory supervision is no longer mandatory. It might better be called, as the Senate Committee proposed, "minimum parole".

As indicated, the Project supports the proposed amendment. We do, however, have some concern as to how the inmate will signify his intention and as to the possibility of a change of mind on the part of the inmate. For any number of reasons, an inmate may choose to decline to leave the institution on his mandatory supervision date. It is important to remember that if the proposed amendment relating to earned remission is adopted (Bill, s. 39), fully one-third of the inmate's overall sentence may be affected by this decision. A change of mind can well occur, and will present an issue of some significance if this becomes the subject of dispute.

It is not suggested that, upon a change of mind, the inmate should be entitled to same day release. However, some flexibility should be provided for. There would appear to be no express or implied indication in the Act to indicate to correctional authorities how this situation should be handled. Having regard to its importance, and likely occurrence, it should be provided for.

Recommendation:

That if an inmate should choose to remain in the institution beyond his mandatory supervision date, he be entitled to reconsider his choice, but only at intervals of three months calculated with

reference to his mandatory supervision date, and with adequate notice of his intention to accept release on mandatory supervision.

Voluntary Termination of Parole and Mandatory Supervision

At present there is not, nor is there proposed in the amendments, a provision authorizing or envisaging the voluntary return to institutional custody.

The matter is one of some importance. Correctional experience attests to the difficulty involved in the transition between institution and the street. Some writers in the field, such as Cormier, (33) have recommended that custodial sentences should expressly provide more flexibly for periods in and out of close custody on a gradual basis. Gradual release through day parole is only a partial solution, as is parole suspension. We have known of inmates who have sought to surrender parole, rather than incur the sanctions associated with parole revocation should they fail on the street. They have been unable to do so because the Act makes no provision for termination of a full parole other than through revocation. We have long regarded this as a serious omission in the Parole Act.

The proposed changes in regard to mandatory supervision now permit the inmate to choose to remain in the institution. Again, however, they do not contemplate release and return, other than through suspension and revocation.

It may be that such voluntary return to custody will be rare, but with the serious consequences which result upon revocation this may be a way for a serious inmate experiencing difficulties on parole or mandatory supervision to avoid further

problems. It would seem to be in keeping with the goal of encouraging responsible behaviour to permit return to custody, without penalty, providing only that there be safeguards against abuse, including any possible attempt to use this as a means of foreclosing revocation where there are serious circumstances that would warrant a decision to revoke.

Recommendation:

That the Parole Act be amended to make appropriate provision to enable an inmate, without penalty, to terminate parole or mandatory supervision by voluntary return to custody.

Temporary Absence

The amendments to Section 26 of the Penitentiary Act establish formally strict controls on the basis upon which inmates may be released on temporary absence by institutional directors, and in particular require that temporary absences without escort be authorized by or under the delegated authority of the National Parole Board. (Bill, s. 40)

While we accept the policy that underlies this amendment, recommended as it was by both the Senate Committee and the Task Force on Release of Inmates, we do think it appropriate to emphasize the need for sensitive administration of these provisions in emergency situations of a "humanitarian" nature. Situations arise, such as those involving serious illness in the family, where an escorted pass is not suitable and an unescorted pass has not been available in sufficient time because of delays in reviewing the request. We are aware of cases in which this

has resulted in considerable bitterness. Presumably this problem can be dealt with on a basis consistent with the emergency, or by appropriate delegation under Section 26.1(2) of the Penitentiary Act--assuming always that the inmate is considered an appropriate candidate for an unescorted pass in the circumstances.

We do, however, have one point that we wish to make the subject of a specific recommendation. the limit of "three days" for temporary absence for "humanitarian reasons" does not take into account adequately the distances that have to be travelled by inmates in some cases. The same considerations apply, although perhaps in lesser degree, to absences "to assist in the rehabilitation of the inmate". Because of cases that have been reported in which this has been a problem, the Canadian Criminology and Corrections Association in its brief to the Senate Committee recommended that this period be increased to five days. It should be noted that it is always possible to impose extra conditions, such as requiring the inmate to report to the police at the point of destination.

Recommendation:

That Section 40 of the Bill be amended to provide that the period of three days temporary absence that may be authorized for "humanitarian reasons or to assist in the rehabilitation of the inmate" specified in Sections 26 and 26.1 of the Penitentiary Act may be increased to five days in circumstances where the distance required to be travelled by the inmate necessitates the longer time.

International Agreements

Notwithstanding the Project's general endorsement of the principle of international agreements as embodied in the proposed Section 7.1 of the Parole Act, there are aspects of the proposal that, in our view, require further attention.

(Bill, s. 22)

The object of the amendment is to allow for a new era of international transfer of parolees. Ideally, such an agreement would permit Canadians imprisoned in foreign countries to be returned to serve here portions of their sentence for which they would be considered eligible for parole, and similarly aliens imprisoned in Canada could be returned to their homeland to complete their sentences under parole supervision, thus reducing some of the inequalities which currently exist between foreign offenders and our own nationals. These inequalities were the subject of comment by the Senate Committee. (34)

However, problems suggest themselves. Presumably international agreements will be entered into, at least in the short term, on a bilateral basis. The result may be to exacerbate inequalities, as prisoners from some countries are accorded a privilege not available to prisoners from other countries. The differences may well occur on a 'rich country' versus 'poor country' basis, as countries prosperous enough to afford a parole service take their prisoners back on parole, leaving inmates from poorer countries to remain here to serve longer terms of imprisonment abroad, possibly with more limited access to parole. To the extent that agreements depend upon mutuality, Canadians in foreign prison may be deprived of benefits that they might otherwise obtain.

The problems above referred to cannot readily be made the subject of specific recommendation. One can only trust that correctional authorities will be alive to them as matters requiring careful monitoring. Two matters, however, can be made the subject of recommendation. The first is the obvious one that if a foreign inmate does not have the benefit of a rendition agreement, he should be eligible for reasonable access to parole in Canada or to parole for purposes of deportation after serving a reasonable portion of his sentence. The other is to note that the Bill appears to contemplate only international agreements relating to "parole jurisdiction", whereas full provision for international rendition of prisoners would encompass "penitentiary jurisdiction". There may be reasons why international agreements for the return of prisoners in penitentiary confinement or similar forms of close custody are not equally indicated, but they are not immediately apparent to us. It is recommended that consideration be given to a parallel amendment to authorize the proposed Commissioner of Corrections to exercise "penitentiary jurisdiction" pursuant to agreements of a similar nature to those referred to in the proposed Section 7.1 of the Parole Act.

There is one other, very specific aspect of the proposal that causes us concern. A few inmates have suggested that the National Parole Board, in exercising its jurisdiction, will overlook the politics of the situation. There are a number of inmates in Canadian institutions who do not wish an early return to their home countries; some do not wish to return at all. There are those who regard themselves as "political refugees" of a sort, and a forced return home for parole purposes would be viewed as a political decision. If inmates are to be returned only with their

own permission, no problem arises. If compulsory rendition is contemplated, then there is an issue of some importance at stake.

The law of extradition provides manifold safeguards relating to the compulsory return of a person to another jurisdiction. Similarly, the Immigration Act (Section 33), limits the places to which a person under order of deportation may be sent and also permits that person some measure of choice in regard to destination. It is surely apparent that no offender should be made subject to an order under the powers conferred by the proposed Section 7.1 of the Parole Act that would be inconsistent with the Extradition Act or the Immigration Act. In our submission, the proposed Section 7.1 of the Parole Act should be amended to deal with this point.

Recommendation:

1. That the Bill be amended, in Section 22 or otherwise, to provide either that a foreign inmate may be made subject to an order for transfer out of Canada pursuant to international agreement relating to the exercise of parole or penitentiary jurisdiction only with his consent, or alternatively, subject to the provisions of the Extradition Act and the Immigration Act relating to compulsory removal from Canada.
2. That consideration be given to an amendment to the Penitentiary Act, equivalent to the proposed Section 7.1 of the Parole Act, authorizing in similar terms the proposed Commissioner of Corrections to exercise "penitentiary jurisdiction pursuant to any agreement or arrangement concluded by Canada with any other country or countries".

Immigration Act

The Project has reservations about the restrictive manner that "term of imprisonment" has been redefined in Section 13 of the Parole Act in relation to the provisions of the Immigration Act. (Bill, s. 26)

Section 32(2) of the Immigration Act provides that a deportation order against a person "who was at the time of its issue an inmate of any penitentiary, gaol, reformatory or prison or becomes an inmate of such institution before the order can be executed", cannot be executed "until such person has completed the sentence or term of imprisonment imposed". The effect of this provision was complicated by the introduction of mandatory supervision. Under mandatory supervision, an inmate is required to serve a portion of his term of imprisonment under conditional liberty in the community. This remains, however, part of "the sentence or term of imprisonment imposed". In the result, a number of persons could not be required to leave Canada under deportation order until their period in the community had been completed. Section 26 of the Bill has been introduced to remove that anomaly.

The Project accepts that this is an anomaly and that an amendment is required. Our concern is that, under the present provisions of the Immigration Act, it appears to leave no flexibility for delay of departure where circumstances warrant it. Some foreign inmates have married in Canada, and have families here. Their lives are already severely disrupted by reason of imprisonment. Even those who do not may have lived here for a considerable time, and have matters to look after that penitentiary confinement has precluded. Once deported, the person may

"not thereafter be admitted to Canada or allowed to remain in Canada without the consent of the Minister". (Immigration Act, s. 35)

It would seem to us that the efforts of those concerned with the rehabilitation of the inmate--and, indeed, the humanity of the situation--would be better served by a provision that would authorize the appropriate authority to permit foreign offenders to delay their departure for prescribed periods of time in appropriate cases, subject to such terms and conditions as are necessary.

Recommendation:

That Section 26 of the Bill, and the related provisions of the Immigration Act, be reviewed with a view to making adequate provision to authorize appropriate authority to permit foreign offenders under order of deportation to delay departure from Canada for whatever period may be thought suitable to prescribe, subject to such terms and conditions considered necessary.

Earned Remission

The Project has some concerns about the provisions relating to "earned remission" which, as has been previously noted, represents a fundamental alteration of the basis upon which remission is treated under the Penitentiary and Parole Acts. The matter is of considerable importance because the amounts of time involved total, potentially, one-third of each inmate's overall sentence. Our concerns go to the procedures for crediting and forfeiting remission, and the absence under the proposed amendment for any provision for the restriction of remission. (Bill, s. 39)

Because of the complexities of the subject, and the limited time available to the Project for filing its submission, we will request leave to speak to this matter in our appearance before the Committee and, if necessary, to file an additional submission subsequently.

Recommendation:

1. A recommendation or recommendations on earned remission are to be supplied.

Indeterminate Sentences Under the Prisons and Reformatories Act

The Senate Committee, in recommending that "[t]he definite-indeterminate sentences provided in the Prisons and Reformatories Act should be abolished", stated that such sentences "were condemned by several official investigating commissions and there is no need to elaborate on the matter in this Report." (35) The Task Force on Release of Inmates concluded that with their recommended conferral of parole jurisdiction on provincial authorities, as now proposed by the Bill, "the system of indeterminate sentences in British Columbia and Ontario could be abolished." (36) In this, the Task Force echoed the identical recommendation of the Canadian Criminology and Corrections Association. (37)

In the light of this consistent pattern of official recommendations, we find it difficult to understand why the Bill contains no provision implementing this change. For the assistance of the Committee, the relevant statutory provisions are included as an appendix.

The definite-indeterminate sentencing provisions

are productive of substantial inconsistency, and in fact injustice, in a not inconsiderable number of cases. Some of the problems are apparent in the two reported cases that have reached the Supreme Court of Canada on these provisions (38), as well as in cases under Section 659 of the Criminal Code referred to below. Inmates can receive longer sentences in British Columbia and Ontario than they can in other Provinces - longer, indeed, than the Criminal Code otherwise provides for as a maximum sentence. The provisions discriminate in treatment between male and female offenders, and between different age groups. While the rationale of the provisions is that the special terms are justified because the sentences will be served in the rehabilitative environment of a reformatory, it is possible under the Act to transfer the inmate by administrative decision from a reformatory to a gaol or other institution. Moreover, should the inmate find himself sentenced or transferred to a penitentiary, he will be required to serve the indeterminate term in the penitentiary institution as part of his penitentiary term - that is, without even the possibility of receiving the benefits of a reformatory regime.

Section 659(6) of the Criminal Code contains a provision apparently designed to deal with the last mentioned anomaly. It provides that in certain defined situations, where a person is "sentenced to imprisonment for a definite term and an indeterminate period thereafter", and subsequently finds himself serving this sentence in a penitentiary, the "indeterminate portion of his sentence shall, for all purposes, be deemed not to have been imposed". This provision

however, has been narrowly construed in a series of judicial decisions (39) and the anomaly continues to exist.

Essentially these cases hold that, where an inmate is required to serve his sentences in a penitentiary other than pursuant to Sections 659(1)(c) or 659(5), Section 659(6) does not apply so as to deem an indeterminate sentence "not to have been imposed". These situations, as so far reported, have been the following:-where one of the inmate's sentences has been a sentence of two years or more; where a sentence is required to be served in a penitentiary by virtue of Section 21(2) of the Parole Act; where (possibly) following a conviction under Section 133 of the Code, a Judge orders that a sentence be served in a penitentiary, pursuant to Section 137(3)(b); and where, following a conviction under Section 133 of the Code, the aggregate of the sentences required to be served in accordance with Section 137(1) of the Code total two years or more, pursuant to Section 137(3)(a) of the Code.

While this pattern of interpretation may well be correct as a matter of statutory construction, the results remain irrational. Their very irrationality has led some courts into venturesome decisions that amount, in effect, to a dissent from the prevailing interpretation. (40) Nor are the provisions easy to understand. A number of cases have come to the Project in which the Judge imposing sentence advised the inmate, on the record, that he need not be concerned about a prior indeterminate sentence because Section 659(6) would deem it "not to have been imposed" - only to have the inmate find himself in a penitentiary required, under the operative law, to serve the

indeterminate period as part of his penitentiary term.

Section 659 of the Criminal Code was amended in another respect as part of the Criminal Law Amendment Act, 1975. It is surprising that this necessary and more important legislative change was not also included, at least if definite-indeterminate sentences were not to be abolished under the present Bill. The anomaly requires correction, and the Project recommends strongly that it be corrected.

Recommendation:

1. That the Prisons and Reformatories Act be further amended to provide that definite-indeterminate sentences authorized thereunder be abolished.
2. In the alternative, that Section 659 of the Criminal Code be amended to provide that in all cases in which an inmate who is or becomes subject to an indeterminate period of imprisonment under the Prisons and Reformatories Act, that indeterminate period shall "be deemed not to have been imposed".

Footnote References

1. Parole In Canada--Report of the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs (1974), hereinafter referred to as Senate Committee.
2. Report of The Task Force on Release of Inmates (November, 1972), hereinafter referred to as Task Force.
3. Departments of Justice and Solicitor General of Canada, Peace and Security--Explanatory Notes, p. 51.
4. Howarth v. National Parole Board (1974), 50 D.L.R. (3d) 349 (S.C.C.).
5. Id., at pp. 358 and 363.
6. See Case Comments at (1975) 53 Canadian Bar Review 92, (1975) 17 Criminal Law Quarterly 251, (1975) 21 McGill Law Journal 434.
7. Mitchell v. The Queen (1975), 24 C.C.C. (2d) 241 (S.C.C.).
8. Id., at p. 244.
9. Id., at p. 245.
10. Morrissey v. Brewer 92 S. Ct. 2593 (1972)
11. Price, "Bringing the Rule of Law to Corrections", (1974) 16 Canadian Journal of Criminology and Corrections 209.
12. See, e.g., United States ex rel. Johnson v. Chairman of New York State Board of Parole, 500 F. 2d. 925 (2nd. Cir., 1974); Gilman, "Developments in Correctional Law", (1976) 22 Crime and Delinquency 218, at pp. 221-223.
13. Senate Committee, pp. 80-84 and 110-112.
14. Task Force, pp. 34-36, 39-41 and 45-46.
15. See authorities cited in note 6 supra. See also Jobson, "Fair Procedure in Parole", (1972), 22 University of Toronto Law Journal 267; Mullan, "Fairness: The New Natural Justice" (1975) 25 University of Toronto Law Journal 281.
16. See generally Davis, Discretionary Justice (1969). There is now, since publication of this book, a substantial literature on the subject.

17. Law Reform Commission of Canada, Imprisonment and Release (Working Paper, 1975), at pp. 17 and 41.
18. Law Reform Commission of Canada, Control of the Process (Working Paper, 1975)
19. See, e.g., Task Force, p. 40; Project, "Parole Release Decisionmaking and the Sentencing Process", (1975) 84 Yale Law Journal 810. See also Waller, Men Released from Prison (1974).
20. Hogarth, Sentencing as a Human Process (1971), pp. 176-177.
21. Regina v. Pearce (1975) 16 C.C.C. (2d) 369 (Ont. Ct. App.).
- 21a. Regina v. Collins (Ont. Ct. App., unreported -- March, 1976); Re National Parole Board and Edmonds (1974), 18 C.C.C. (2d) 401 (Fed. Ct. App.).
22. See references cited in note 19 supra.
23. Re MacCaud (1968), 5 C.R. (N.S.) 318 (Ont. Ct. App.).
24. Marcotte v. Deputy Attorney-General of Canada (1974) 51 D.L.R. (2d) 259 (S.C.C.)
25. Regina V. Evans (1975) 24 C.C.C. (2d) 300 (N.S. Ct. App.); The Queen V. Black (Ont. Ct. App., unreported -- Jan. 8, 1975).
26. Marcotte v. Deputy Attorney-General of Canada (1974), 51 D.L.R. (2d) 259, at p. 263.
27. Lowry and Lepper v. The Queen (1972), 6 C.C.C. (2d) 351 (S.C.C.).
28. Task Force, p. 41.
29. Bowie, "Some Aspects of Parole in Canada", (1971) 1 Queen's Law Journal 167, at pp. 200-201.
30. Hall Williams, "Natural Justice and Parole", [1975] Criminal Law Review 82.
31. Regina v. Hales (1974), 18 C.C.C. (2d) 240 (Man. Ct. App.); Regina v. Carlson (Ont. Ct. App., unreported-- May, 1975).
32. Marcotte v. Deputy Attorney-General of Canada (1974), 51 D.L.R. (3d) 259, per Dickson J., at p. 262.
33. Cormier et al., "The Persistent Offender and His Sentences", (1964) 9 Canadian Psychiatric Association Journal 462.

34. Senate Committee, at p. 102.
35. Senate Committee, at p. 54.
36. Task Force, at p. 21
37. See (1973) 15 Canadian Journal of Criminology and Corrections 144, at pp. 150-151.
38. Tarcotte v. The Queen; Anderson v. The Queen (1970), 11 C.R. (N.S.) 301 (S.C.C.); Regina v. Burnshine and Attorney General of Canada (1974), 25 C.R. (N.S.) 270 (S.C.C.).
39. Ex parte Simoneau, [1971] 2 O.R. 761 (Ont. Ct. App.); Re Weston and Superintendent of the Prison for Women, Kingston, [1972] 1 O.R. 342 (Ont. Sup. Ct.); Sedore v. Commissioner of Penitentiaries, [1972] F.C. 898 (Trial Div.); Re Ellis and The Queen (1973), 9 C.C.C. 149 (Fed. Ct., Trial Div.); Regina v. Dietrich (Ont. Ct. App., unreported--May 2, 1975).
40. Re Ostello and Solicitor-General of Canada et al. (1976), 9 O.R. (2d) 780 (Ont. High Ct.); Foster v. The Queen (B.C. Sup. Ct., unreported--April 15, 1976).

Summary of Recommendations

1. That Part III of the Bill, relating to the "Parole Act", not be enacted until suitable amendments are introduced thereto to ensure adequately for the provision of natural justice safeguards in legislation in accordance with the recommendations in that regard contained in the Report of the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs and in the Report of the Task Force on Release of Inmates.
2. In the alternative, that Section 23 of the Bill, relating to Section 9 of the Parole Act, be amended to provide that the "Governor in Council shall make regulations" adequate to ensure provision for natural justice in decisions of the National Parole Board.
3. That Section 25 of the Bill, relating to Section 11 of the Parole Act, be amended to provide that Section 11 of the Parole Act be repealed in its entirety.
4. That the Bill be amended by the addition of a section providing that decisions of the National Parole Board are subject to review in the Federal Court of Canada under Section 28 of the Federal Court Act.
5. That Section 21 of the Bill, relating to Section 6 of the Act, be further amended to qualify in appropriate fashion the allocation to the National Parole Board of "absolute discretion", especially in regard to the power "to grant or refuse to grant parole...and to revoke parole".
6. That Section 23 of the Bill, relating to Section 9 of the Parole Act, be amended to provide that, in terms at least of fixed sentences or sentences other than of preventive detention or involving commutation of sentence of death, amendments to Parole Regulations delaying eligibility for parole or parole review apply only to inmates sentenced after the amended provisions come into effect.
7. That the Act be amended to provide expressly that parole and mandatory supervision may be revoked by the National Parole Board only on the grounds specified in Section 16(1) of the Parole Act, as it may be amended.
8. That Section 28 of the Bill, relating to Section 16 of the Parole Act, be amended to substitute the following as the only grounds on which parole and mandatory supervision may be suspended or revoked;
 - (a) that the paroled inmate has breached any substantial term or condition of parole without reasonable excuse;

- (b) that the paroled inmate has committed an indictable offence or a member of the Board or a person designated by the Board has reasonable and probable grounds to believe that the paroled inmate has committed or is about to commit an indictable offence; or
- (c) that the paroled inmate conducts himself in a manner such as to indicate that he is unwilling to comply with the proper conditions of parole.

9. That Section 30 of the Bill, relating to Section 20 of the Parole Act, be amended to provide that revocation of parole or mandatory supervision will not entail loss of remission, but that instead, one of the following alternatives will be provided for:

- (a) that where revocation occurs in the last six months of parole, the Board will have the power to order a return to custody for any period which it may determine up to six months; or
- (b) that revocation will entail an automatic loss of some fixed percentage of the overall sentence, 10% being recommended.

10. That there be an administrative review of prior revocation cases with a view to recommending suitable recredits of time in appropriate cases as an exercise of the Royal Prerogative of Mercy.

11. That the definition of "parole" in Section 2 of the Parole Act not be amended to include "day parole" (Bill, s. 15(2)).

12. That Section 19 of the Bill be amended to provide that, in all matters relating to parole granting, parole revocation, and other decisions having significant implications for an inmate, a division of the Board empowered to make such decisions consist of no less than two members.

13. That if an inmate should choose to remain in the institution beyond his mandatory supervision date, he be entitled to reconsider his choice, but only at intervals of three months calculated with reference to his mandatory supervision date, and with adequate notice of his intention to accept release on mandatory supervision.

14. That the Parole Act be amended to make appropriate provision to enable an inmate, without penalty, to terminate parole or mandatory supervision by voluntary return to custody.

15. That Section 40 of the Bill be amended to provide that the period of three days temporary **absence** that may be authorized for "humanitarian reasons or to assist in the rehabilitation of the inmate" specified in Sections 26 and 26.1 of the Penitentiary Act may be increased to five days in circumstances where the distance required to be travelled by the inmate necessitates the longer time.
16. That the Bill be amended, in Section 22 or otherwise, to provide either that a foreign inmate may be made subject to an order for transfer out of Canada pursuant to international agreement relating to the exercise of parole or penitentiary jurisdiction only with his consent, or alternatively, subject to the provisions of the Extradition Act and the Immigration Act relating to compulsory removal from Canada.
17. That consideration be given to an amendment to the Penitentiary Act, equivalent to the proposed Section 7.1 of the Parole Act, authorizing in similar terms the proposed Commissioner of Corrections to exercise "penitentiary jurisdiction pursuant to any agreement or arrangement concluded by Canada with any other country or countries".
18. That Section 26 of the Bill, and the related provisions of the Immigration Act, be reviewed with a view to making adequate provision to authorize appropriate authority to permit foreign offenders under order of deportation to delay departure from Canada for whatever period may be thought suitable to prescribe, subject to such terms and conditions considered necessary.
19. A recommendation or recommendations on earned remission are to be supplied.
20. That the Prisons and Reformatories Act be further amended to provide that definite-indeterminate sentences authorized thereunder be abolished.
21. In the alternative, that Section 659 of the Criminal Code be amended to provide that in all cases in which an inmate who is or becomes subject to an indeterminate period of imprisonment under the Prisons and Reformatories Act, such indeterminate period shall "be deemed not to have been imposed".

APPENDICE «JLA-32»

ANALYSES ET MODIFICATIONS PROPOSÉES

AU BILL C-83

Soumises par

le président du comité
sur l'étude des lois

Canadian Black Powder Federation

Mai 1976

Introduction:

La Canadian Black Powder Federation est un organisme national qui parraine les activités de tir de personnes et de clubs dont l'intérêt pour le tir et la possession d'armes à feu est en quelque sorte unique. Ce qui les rend uniques, c'est leur intérêt commun pour un type d'arme à feu désuet ou ancien, généralement connu comme "pièce se chargeant par la bouche". Ces armes, comme les premières armes à feu à douilles, utilisent comme propulseur, de la poudre noire. Celle-ci brûle plus lentement et constitue un composé en quelque sorte moins efficace que son équivalent moderne, la poudre sans fumée.

Les fervents de la poudre noire tiennent un certain nombre d'activités et développent certaines capacités qui font d'eux des gens qui s'intéressent beaucoup plus qu'à la simple possession et utilisation de ces armes à feu de type ancien. Contrairement à beaucoup d'autres types d'armes à feu, celles à poudre noire nécessitent des connaissances plus poussées et plus de maîtrise pour les faire fonctionner efficacement sur le champ de tir. Ce que l'on sait sur le soin et l'utilisation des armes à poudre noire provient nécessairement, dans une large mesure, des dossiers historiques. En fait, l'intérêt pour le contexte historique dans lequel ces armes étaient utilisées est inhérent à cette discipline, et son importance équivaut, sinon dépasse, celle de l'arme elle-même. Autrement,

les Canadiens fervents de la poudre noire seraient peut-être moins préoccupés par le contenu du bill C-83.

Le tir à la poudre noire va au delà de la simple possession d'une arme à feu. C'est une activité récréative à laquelle, contrairement à beaucoup d'autres, participe la famille entière. En perspective, elle est à résonance historique et constitue un moyen d'échanger des renseignements et d'étudier l'héritage canadien. Elle permet d'apprécier les capacités humaines fondamentales, et, au moyen de l'étude de l'histoire, d'observer l'homme dans ses relations avec son environnement. Selon nous, le bill C-83 menace beaucoup plus que la simple possession d'armes à feu.

La philosophie fondamentale et la teneur des activités des fervents de la poudre noire, ainsi que leurs intérêts, ont été étudiées beaucoup plus en détail dans notre premier mémoire, de sorte qu'il serait superflu d'en traiter davantage ici. Toutefois, nous désirons, à la lumière du projet de loi, reproduire nos propositions relativement à la possession et l'utilisation des armes à feu anciennes ou de type ancien fonctionnant à la poudre noire.

- 1) Que toutes les armes à feu, ou pièces historiques, de type ancien, à poudre noire, conçues spécialement pour être utilisées avec de la poudre noire comme propulseur, soient exemptées des restrictions du gouvernement fédéral sur les armes à feu.

- 2) Que toutes les restrictions concernant la vente des pièces, c'est-à-dire la poudre noire, les capsules, les amorces, les pyrites, les balles ogivales, les balles sphériques, etc., nécessaires pour le tir de ces armes et la préservation du sport soient supprimées.
- 3) Et que toute autre loi proposée ou en vigueur qui nuise à l'utilisation, à la possession, ou au transport de ce genre d'armes désuètes ou anciennes soit supprimée dans l'intérêt de la préservation des activités précieuses, sûres et constructives favorisées par beaucoup de membres de la C.B.P.F.

Avant de passer au résumé détaillé de nos objections à certaines parties du bill C-83, nous aimerions éclaircir un point. A l'instar de plusieurs autres sportifs et amateurs d'armes à feu, nous serions en faveur du concept du permis individuel, mais nous croyons qu'il est impossible de l'appliquer par l'entremise du bill sous sa forme actuelle. C'est à "l'esprit" dans lequel les paramètres et les exigences de la procédure d'obtention du permis sont présentés que nous nous opposons.

La Canadian Black Powder Federation ne peut approuver qu'un programme des permis qui soit en accord avec le droit absolu de posséder, d'utiliser librement, de profiter et de disposer d'un bien sans aucun

contrôle ou restriction, excepté seulement en vertu des lois de la nature. Cette exigence est d'une importance cruciale surtout pour les membres de la C.B.P.F. pour lesquels l'imposition de restrictions à la disponibilité et au transport libre des armes à poudre noire et de leurs composantes signifiaient une atteinte grave à une grande variété d'activités sociales et récréatives. À moins que les définitions, procédures, frais et exigences ne soient établis clairement et sans ambiguïté, il ne peut y avoir de garantie que nos droits absolus de possession ne seront pas, à un certain moment, enfreints de façon arbitraire ou irresponsable. Nous espérons que notre analyse détaillée du bill C-83 vous sera utile pour corriger les nombreuses parties du bill que nous considérons inacceptables.

Analyse:

Article 82)1) Définitions. Munition, en vertu de cette définition un enfant qui trouverait une douille vide serait coupable d'une infraction. Définir ces articles inoffensifs que sont les balles, la grenaille, les douilles, etc., comme des munitions, contribuera sans aucun doute à créer plus de problèmes qu'à n'en résoudre. Arme à feu. Si l'on se fie au libellé de la loi, tous les tuyaux de métal, les raccords, les tuyaux de cuivre, de laiton et d'aluminium, pratiquement toute pièce de métal, pourraient être classés comme une arme à feu.

Armes prohibées. (c) Il n'existe pas, dans cette partie, de disposition visant les armes à feu de cette catégorie qui appartiennent à des particuliers ou à des collectionneurs sérieux. Cela signifie-t-il que ces armes peuvent être confisquées sans dédommagement? On ne fait nulle part mention de paiements qui peuvent être versés pour des armes considérées comme prohibées. (d) Cet alinéa accorde au gouverneur en conseil le pouvoir sans précédent de déclarer à tout moment prohibé n'importe quelle arme, ce qui pourrait comprendre n'importe quel objet. Qui détermine ce qui sont des armes de chasse ou de sport? Les critères doivent être clairement définis pour ce qui est de la catégorie des armes à feu qui sont considérées comme permises.

Article 86 Possession d'une arme prohibée. Cet article est dénué de sens tant que les définitions et les critères mentionnés précédemment n'auront pas été clarifiés et acceptés.

Article 88 Possession sans autorisation. Comme on l'a déjà mentionné, le système d'autorisation est inacceptable. Cela ne veut pas dire que ce système ne pourrait pas constituer une politique utile, mais à condition qu'elle soit redéfinie pour protéger les droits de propriétaires privés d'armes à feu en retirant, en d'autres choses, l'obligation, pour le particulier, de faire la preuve de son "aptitude". L'obligation de

démontrer "l'inaptitude" devrait être imposée aux autorités accordant les autorisations.

Paragraphe 92(2) Livraison illégale d'armes à feu, etc. Il faudrait définir ce qu'est une "substance explosive". Cela pourrait comprendre l'essence, le carburant diésel, les engrais, les pellicules et autres substances utilisées couramment et qui n'ont pas besoin d'être reclassifiés.

Paragraphe 100(3) Registre des opérations relatives aux armes, etc. Cette disposition équivaut à l'enregistrement et est par conséquent inacceptable parce qu'elle viserait toutes les catégories d'armes à feu, notamment celles qui sont utilisées "pour la chasse et le sport."

Paragraphe 101(3) Modification du numéro de série. En vertu de ces dispositions, c'est le défendeur qui doit démontrer la preuve de son innocence contrairement au principe fondamental selon lequel une personne est innocente jusqu'à ce qu'un tribunal ait prouvé le contraire.

Paragraphe 102(1) Ordonnance interdisant la possession d'une arme à feu ou de munitions. Les termes manipulation et entreposage n'ont aucune signification dans ce contexte à moins qu'ils ne soient définis de façon acceptable. Comme mentionné précédemment, le système d'autorisation est inacceptable dans sa forme actuelle et les paragraphes (2) et (3) sont par conséquent inopportuns.

Article 103(1) Perquisition et saisie. Cet article accorde à chaque agent de police des pouvoirs discrétionnaires si vastes qu'il peut virtuellement abolir tout semblant de droit fondamental à la vie privée, lorsqu'une personne réside ailleurs que dans sa maison d'habitation. (3) Une maison mobile est la résidence d'une personne lorsqu'elle est utilisée à cette fin, c'est-à-dire lorsque la personne est éloignée de sa maison d'habitation habituelle.

Article 105 La notion de perquisition et de saisie avec ou sans mandat en ce qui a trait aux vastes pouvoirs discrétionnaires donnés au Gouverneur en conseil et au manque de définition des armes à autorisation restreinte et des armes prohibées, des munitions, des substances explosives, etc. rend tout cet article absolument inapproprié dans un système démocratique.

Article 106.1(1) Autorisation de posséder des armes à feu ou des munitions. Cet article à nouveau accorde un trop grand pouvoir discrétionnaire à un trop petit nombre de personnes. Le concept d'autorisation est raisonnable, mais en vertu de lignes directrices actuelles, il est à la fois éventuellement répressif et discriminatoire ex. la déclaration des répondants. Les taux d'autorisation doivent être définis sinon ils pourront être établis à n'importe quel niveau, ce qui ferait en fait de cette procédure une confiscation.

Article 106.2(6) Période de validité. Une fois obtenue, l'autorisation devrait être valide pendant toute la vie du titulaire. Rien ne permet de croire qu'une personne ayant fait preuve de sa compétence dans le maniement des armes à feu, ne continuera pas dans ce sens.

Article 106.3(9) Permis pour une personne de moins de 18 ans. Cet article laisse entendre que certains éléments de la société peuvent avoir de plus (ou de moins) grands droits que d'autres en ce qui a trait à la possession d'armes à feu. Si cette loi est bonne pour certains, elle devrait l'être pour tous. (10) A nouveau, manque de définition. Il faudrait énoncer les périodes de validité dudit permis.

Article 106.4(1)(2)(3)(4) Révocation d'une autorisation, d'un permis, ou refus de délivrer une autorisation ou un permis. Ces articles indiquent que les critères de délivrance et (ou) de révocation n'ont pas été définis et, par conséquent, ils laissent un trop grand pouvoir discrétionnaire aux personnes chargées de délivrer les autorisations et les permis. A moins que ces procédures ne s'accompagnent de lignes directrices définies, rien ne garantit que les décisions ne seront pas éventuellement arbitraires.

Article 106.5(1) Fausses déclarations faites pour obtenir un permis, etc. Jusqu'à présent, les déclarations verbales n'ont généralement pas été acceptées dans des circonstances similaires. Ainsi, la preuve de détention

d'une police d'assurance-automobile est essentielle à l'obtention d'un permis. (2) L'établissement de la preuve incombe au défendeur ce qui, une fois de plus, est contraire aux droits juridiques traditionnels des particuliers.

Article 106.8 Règlements. Cet article autorise le gouverneur en conseil à établir arbitrairement les tarifs d'obtention de licences. Aucune disposition ne vise à prévenir l'imposition de tarifs exorbitants qui équivaldraient en réalité à une confiscation. Cet article est tout à fait inacceptable.

Article 106.9(2) Délais d'amnistie. La proposition visant à proposer un délai d'amnistie relative aux armes à feu, par rapport à l'article 106.8, laisse supposer que les décrets du conseil, concernant les exigences établies pour l'octroi de licences et de permis, peuvent être sévères au point de laisser peu d'options, s'il en est, aux détenteurs d'armes à feu, quant à la possibilité de céder leur collection d'armes à feu et de les forcer à mettre un terme à leurs activités dans ce domaine plutôt que de tenter de se conformer à ces règlements. Cet article est plus préjudiciable au "concept" ou à l'intention du bill C-83 que tout autre article dudit projet de loi.

Respectueusement soumis

Canadian Black Powder Federation

Comité d'étude des lois

Timothy C. Losey, président.

APPENDICE «JLA-33»

MEMOIRE DU

CANADIAN GUILD OF ANTIQUE ARMS COLLECTORS

(Gilde canadienne des collectionneurs d'armes anciennes)

au Comité de la justice et des questions juridiques

de la Chambre des communes

du Canada,

relativement à l'article 3 du bill C-83, portant sur

le contrôle des armes à feu.

Avril 1976

Au Comité de la justice et des questions juridiques

Messieurs,

La Canadian Guild of Antique Arms Collectors (Guilde canadienne des collectionneurs d'armes anciennes) recommande que les armes à feu anciennes ne soient pas assujetties aux dispositions du bill C-83.

Nous sommes conscients du problème que le gouvernement essaie de résoudre et partageons les préoccupations qui tourmentent les autres citoyens responsables de ce pays, à la suite de l'utilisation illicite et accidentelle d'armes à feu. Nous estimons toutefois qu'en raison de la nature même des armes à feu anciennes, aucun des problèmes auxquels la loi s'intéresse ne saurait s'appliquer à ces armes et nous croyons par conséquent que celles-ci ne devraient pas être visées par la loi.

Il serait inexact de croire que nous désirons une exemption totale pour les armes à feu. Les articles 83, 98 et 99 traitent des infractions relatives à l'utilisation d'armes à feu et d'autres armes offensives. Nous jugeons peu probable que les armes à feu anciennes fassent l'objet d'une telle utilisation mais, si elles devaient servir à des fins illicites, l'accusé ne devrait pas pouvoir se défendre sous prétexte que l'arme en question était ancienne.

La partie LV du présent mémoire renferme une liste détaillée des modifications que nous jugeons souhaitables et cette question est traitée spécialement dans la partie susmentionnée du mémoire.

Le projet de loi actuel stipule (article 106.8 (1) (h)) que le gouverneur en conseil peut, par règlement, "constituer des catégories d'armes à feu réputées être des antiquités, des curiosités ou des souvenirs", en application de la partie 11.1 du Code criminel.

L'article 106.2 (7) (b) stipule ensuite qu'un certificat d'enregistrement d'une arme à autorisation restreinte peut être délivré pour toute arme réputée être, par définition, "une antiquité, une curiosité ou un souvenir", et destinée à la collection d'armes à feu d'un collectionneur d'armes à feu de bonne foi.

Ces deux paragraphes soulèvent pour nous de nombreux problèmes et je crois que cette situation est en grande partie imputable au fait que le rédacteur ne connaissait pas vraiment la différence entre "une antiquité, une curiosité ou un souvenir".

Le présent mémoire est divisé selon les quatre parties suivantes, de façon à vous aider (nous l'espérons) à comprendre notre point de vue.

Partie 1 Bref historique de l'évolution des armes à feu, destiné à vous indiquer les armes que nous jugeons anciennes et qu'il ne faudrait pas assujettir aux dispositions de la loi.

- Partie 11 Définition de l'expression "arme à feu ancienne", pour vous montrer la distinction qu'il nous semblerait opportun d'établir entre une arme à feu ancienne non assujettie à la loi et une arme qu'il faudrait classer parmi les armes à autorisation restreinte.
- Partie 111 Résumé des arguments en faveur de l'exemption des armes à feu anciennes.
- Partie 1V Analyse des demandes de modification au bill C-83, nécessaires à l'obtention des résultats escomptés.

Partie 1

Historique des armes à feu

La découverte de la poudre à canon

Au milieu du XII^e siècle (environ 1250 après Jésus-Christ), Roger Bacon a établi la toute première formule de poudre à canon qui ait été découverte en Europe. Bien qu'il ait tenté de la garder secrète, tout le monde la connaissait 25 ans plus tard.

Elle fut tout d'abord utilisée pour les feux d'artifice et ce n'est qu'une génération plus tard au moins qu'est née l'idée de l'employer pour lancer un projectile peut-être pas avant 1300 après Jésus-Christ).

Bien qu'elle ait été à l'occasion améliorée pendant la période que je vais étudier avec vous, la qualité de la poudre à canon laissait beaucoup à désirer du point de vue de l'utilisateur. En fait, c'est l'énorme amélioration de la poudre à canon (l'abandon de la "poudre noire" au cours des années 1890) et l'introduction des explosifs basés sur la nitro-cellulose et la nitro-glycérine qui ont fait naître une grande partie des problèmes d'aujourd'hui.

Cela peut vous sembler étrange, mais du point de vue de la rapidité à la bouche, de l'exactitude, de la distance et de la vitesse de feu, la puissance de tir de l'arc aux batailles de Crécy, Poitiers et Azincourt au cours des années 1300 n'a jamais été égalée sur les champs de bataille avant le 3^e quart du XIX siècle. Après la bataille de Waterloo (1815), l'armée britannique a très sérieusement envisagée d'abandonner le mousquet et de revenir à l'arbalète, surtout à cause de l'imperfection de la poudre.

Le canon à main

Les canons de tout genre apparurent pour la première fois en 1326 dans deux documents, l'un en Angleterre l'autre en Italie, dans lesquels figurent, dans le premier cas, une représentation et, dans le deuxième cas, une commande de canon. Le premier projectile est une flèche et non pas une "balle". On mettait le feu à ces canons à main en touchant la poudre avec un bâton ou un roseau enflammé. Ces canons, parfois posés sur un affût, parfois adaptés pour être utilisés "à la main" sont les toutes premières armes à feu que l'on connaisse. Ce système de mise à feu a duré jusqu'à l'apparition de la "platine à mèche", environ 150 années plus tard.

Le canon à main était très faible et capricieux (plus dangereux je crois, pour l'utilisateur que pour l'adversaire) mais son utilisation s'est répandue. Ce sont les premières antiquités que l'on doit exclure de l'application du projet de loi.

La platine à mèche

La platine à mèche a suivi le canon à main.

C'était un canon monté sur fût. Il renfermait un mécanisme grâce auquel une "mèche" ou corde incandescente pouvait être abaissée sur un bassinet pour l'enflammer et expulser la balle. Il apparaît pour la première fois en 1475 (illustré dans un manuscrit allemand) et son utilisation a été générale en Europe jusqu'aux environs de 1625, moment où il fut remplacé par d'autres systèmes de mise à feu. Cependant, ce système de mise à feu est resté encore longtemps populaire dans d'autres parties du monde. Il a été très utilisé par les troupes indiennes pendant la révolte indienne des années 1850. C'était le seul système utilisé au Japon lorsque l'amiral Perry est arrivé en voilier dans la baie de Tokyo, à peu près à cette même époque, et a ouvert de force la société fermée du Japon. Son utilisation a persisté en Afghanistan et en Afrique du Nord jusqu'au début du XX^e siècle.

Comme arme, le "canon" était très imparfait. Le vent ou la pluie pouvait éteindre la mèche. Le chargement était très long. Il fallait faire très attention à la mèche afin d'éviter que la mise à feu ne soit prématurée. La mèche devait être replacée dans le "serpentin" chaque fois que le "canon" était utilisé. La nuit, la lueur de la mèche révélait la position et constituait au moins, un avertissement.

La platine à mèche a été le tout premier canon utilisé par les colons français en Acadie et au Québec.

Le fusil à platine à rouet

La date exacte de l'invention de ce genre d'arme à feu est inconnue, mais le premier exemplaire identifié date de 1530. Cette arme est demeurée populaire jusqu'à la fin du XVI^e siècle et on en trouve encore quelques exemplaires au début du XVII^e. On peut voir que cette arme chevauche la période du fusil à platine à mèche qui l'a par la suite remplacé.

Le système de mise à feu consiste essentiellement en une poudre mise dans un bassinet. La base du bassinet constitue le rebord d'une roulette dentelée. Une pyrite est insérée de force sur le pourtour de la roulette qu'un mécanisme actionne rapidement.

La pyrite entre en contact avec la partie dentelée mobile de la roulette provoquant ainsi des étincelles qui mettent le feu à la poudre.

Le mécanisme était compliqué et s'enraillait facilement. Il était rudimentaire, mais lorsqu'il était endommagé il fallait avoir recours à un spécialiste. Toutefois, l'arme pouvait toujours fonctionner. Le vent et une pluie fine faisaient peu de différence. La cavalerie s'en est servi avec succès. Il s'agissait d'une arme coûteuse, mais en Amérique, où il fallait toujours se protéger (la frontière n'était jamais très loin) elle servait quotidiennement aux particuliers et aux militaires. On a fait un forfait de Martin Frobisher, l'un des premiers explorateurs de l'Amérique du Nord, tenant dans une main un pistolet à platine à rouet. Il chérissait manifestement cette arme et voulait que le monde sache qu'il lui accordait beaucoup d'importance.

Le fusil à platine à pierre

Le fusil à platine à pierre, arme d'une grande simplicité dans son mécanisme, a été conçue au milieu du XVI^e siècle. Elle était beaucoup moins chère et tout aussi efficace que le fusil à platine à rouet, et elle l'a vite remplacé. Elle a servi en général en Europe jusqu'au début de 1830 et dans le reste du monde beaucoup plus longtemps.

Le fusil à platine à pierre a été le fusil de la révolution américaine et de la conquête du Canada par l'Angleterre. Ils constituaient les armes principales des guerres entre la France de Napoléon et l'Angleterre de Wellington. Cette arme a été utilisée pendant la guerre de 1812-1814 au Canada et les rébellions de MacKenzie et de Papineau dans le Haut et le Bas-Canada. Il était aussi le principal fusil de commerce de la Compagnie de la Baie d'Hudson et de la compagnie du Nord-Ouest.

Tout comme pour les premiers fusils, il était peu utile lorsqu'il pleuvait beaucoup. S'il était pointé vers un homme qui se trouvait à cent pieds de distance, il y avait peu de chance que ce dernier soit atteint. La raison en est que la plupart des canons étaient "lisses" ou de "mousquet" (par opposition aux canons rayés des "carabines"). Cela ne veut pas dire qu'il n'existait pas d'armes à canon rayé. La carabine de Pennsylvanie ou du Kentucky du frontalière américain était très précise, mais aussi très dispendieuse et relativement rare. Les frontaliers en possédaient mais il s'agissait là d'un achat important.

Il existe divers types de systèmes d'allumage par platine à silex -- des différences dans les moyens mécaniques utilisés pour faire sauter la détente et provoquer une étincelle. Le puriste refuserait de les considérer comme des platines à silex, mais, dans le présent mémoire, on peut les considérer comme tels. Ce sont des fusils aux systèmes d'allumage par platine baltique, par platine à miquelet et par platine snaphaunce.

La capsule à percussion

Pendant les guerres napoléoniennes, un certain Alexander John Forsyth, pasteur écossais passionné de sciences et de chasse, a mis au point un système d'allumage par capsule à percussion. Du fulminate de mercure est inséré dans une capsule dont la percussion cause une étincelle qui, à son tour, allume la charge.

Les chasseurs adoptèrent immédiatement cette méthode car elle donnait la quasi certitude qu'il n'y aurait pas de longs feux et ils pouvaient l'utiliser sans s'inquiéter des conditions atmosphériques. Cependant, l'armée prit du temps à l'adapter à ses besoins et ce n'est que dans les années 1830 que le système d'allumage par capsule à percussion a remplacé la platine à silex dans les forces armées. C'est l'arme qui a servi lors de la guerre de Crimée, de la guerre civile des États-Unis et aux pionniers de l'Ontario.

C'est le type de fusil que l'on utilise aujourd'hui dans la plupart des concours de tir à la poudre noire. Lorsque les gens parlent de vieux fusils à chargement par la bouche qui appartenaient à leur grand-père et avec lesquels ils ont eu l'occasion dans leur enfance de tirer une ou deux fois, c'est probablement d'un fusil de ce genre qu'ils parlent.

Revolvers

Le premier revolver pratique a été inventé par Samuel Colt, en 1835, et même ces premiers modèles n'étaient pas vraiment des armes pratiques.

Les premières armes avaient un système d'allumage par capsule à percussion et chaque cylindre "était chargé par la bouche". Il a fallu attendre que la cartouche métallique soit mise au point et que les barilletts soient "forés" pour permettre l'insertion de la cartouche par l'arrière pour produire des armes ressemblant aux revolvers d'aujourd'hui. Ces colts perfectionnés ont envahi le Far-West et ce sont ces armes que l'on a si souvent vues à la télévision.

Après la guerre civile des États-Unis (1860-1865) les armées britanniques et américaines ont entrepris des expériences en vue de remplacer les fusils à chargement par la bouche par des fusils à chargement par la culasse. Le résultat fut le fusil Snider Enfield bien connu et utilisé au Canada au moment de la première rébellion de Riel et des attaques de Fenian, en 1866 et 1870. Il furent remplacés dans les années 1870 par le "Martini", la première carabine militaire

spécialement conçue par l'armée britannique en fonction de la cartouche.

La cartouche métallique

C'est la mise au point de la cartouche métallique (c'est-à-dire une cartouche complète comprenant étui, amorce, charge et balle) qui a permis directement le perfectionnement des armes à feu modernes. La cartouche a permis le chargement rapide et pratique par la culasse et accéléré la mise au point des armes au tir rapide, dans la dernière moitié du 19^e siècle. Les revolvers et la plupart des autres inventions avaient été précédés au cours des siècles précédents par divers systèmes (rien de nouveau sous le soleil), qui toutefois ne s'étaient pas avérés efficaces. La cartouche métallique a permis de fabriquer les carabines à tir rapide Spencer, Henry, Winchester et Remington et a permis l'utilisation efficace du fusil à culasse mobile et à "magasin" comme le Mauser et le Lee Enfield, vers la fin du 19^e siècle et au début du 20^e.

Cependant, on a continué à se servir de la poudre noire pendant plusieurs années. Le modèle de 1886 de la carabine Mannlicher a été la dernière des carabines militaires de gros calibre conçues pour cette charge. Cette même année, la France adoptait les nouvelles poudres sans fumée et les autres pays l'imitèrent rapidement. Vers 1900, tous les pays les utilisaient pour leurs armes militaires.

Epées, baïonnettes et poignards

Étant donné que les armes vétustes dont nous parlons étaient généralement inefficaces, tous les soldats devaient porter

aussi d'autres armes. Les armes blanches mentionnées ci-dessus ont servi en général jusqu'après la guerre civile des Etats-Unis (1865). Une fois qu'on avait déchargé une arme à un coup, on n'avait guère le temps de la recharger et souvent elle ne servait que d'épieu (avec sa bavonnette) ou de gourdin.

Avec la découverte des cartouches métalliques et des armes à feu rapide, les armes blanches ont disparu rapidement, sauf dans les cérémonies. La bavonnette d'aujourd'hui est généralement plus utile comme couteau que comme arme.

Partie 11

Définition "d'arme antique"

La période de 100 ans

Dans son étude intitulée Gun Control: The Option, préparée à l'intention du Solliciteur général, M. L. Friedland doyen de la Faculté de droit de l'Université de Toronto écrivait:

"On ne devrait pas exiger l'enregistrement des armes antiques (à ne pas confondre avec les répliques). À cause de leur valeur et, dans bien des cas, du caractère aléatoire de leur fonctionnement, il est peu probable qu'un grand nombre de ces armes tombent entre les mains d'individus ayant l'intention de les utiliser à des fins illicites. Une solution simple pourrait être d'exempter l'enregistrement de toute arme à feu datant de plus d'un siècle".

L'auteur du présent mémoire s'est entretenu avec M. Friedland depuis la publication de son étude pour vérifier s'il soutenait toujours les mêmes arguments. C'est bien le cas.

Plusieurs raisons motivent l'adoption de cette période de 100 ans; au chapitre de l'exemption on peut citer entre autres les suivantes:

1. C'est la norme fixée par le Service canadien des douanes et l'on parviendrait ainsi à établir l'uniformité.
2. Chaque année de nouvelles armes seraient admissibles à l'exemption; les collectionneurs pourraient donc les étudier et les préserver.
3. Il s'agirait d'une définition "active" qui éviterait que dans deux ou trois générations, le public réclame d'autres modifications du Code par suite d'une définition plus restrictive.

Les armes datant d'un siècle (1876) n'étaient pas très efficaces et les cartouches métalliques alors en usage, même si on peut s'en procurer de nos jours, sont coûteuses et constituent elles-mêmes des pièces de collection. Par conséquent, il est peu probable que leur usage se répande.

C'est évidemment un autre problème de déterminer si dans 35 ans, ce sera le cas pour les balles de calibre .303 pour le fusil Lee Enfield.

Notre recommandation

En Angleterre, c'est le fusil à cartouche qui constitue la ligne de démarcation. Si l'arme tire ou tirait des cartouches, elle doit être enregistrée. Sinon, son enregistrement n'est pas nécessaire.

La définition plus restrictive que nous proposons s'inspire de l'exemple anglais. Nous suggérons la définition suivante:

"arme à feu antique" désigne toute arme à feu:

- a) équipée d'une platine à mèche, à rouet, à pierre, à miquelet, de type snaphaunce ou d'un système de mise à feu par percussion ou de plusieurs de ces systèmes à la fois, fabriquée avant 1850;
- b) chargée par la bouche du canon ou par l'avant du barillet et dont le projectile est propulsé par de la poudre noire et dont la mise à feu est effectuée par percussion et fabriquée avant 1889;
- c) toute pièce d'antiquité, pièce rare ou relique désignée comme pièce d'antiquité par le gouverneur en conseil en vertu du sous-alinéa 106.8 (1) (h);
- d) toute pièce faisant partie d'une arme à feu antique ou utilisée pour sa restauration

mais ne comprend pas toute arme à feu conçue à l'origine pour tirer une cartouche métallique .

En tant que collectionneurs d'armes antiques, nous nous contenterions de l'une ou l'autre de ces définitions. Toutefois, nous sommes d'avis que la définition proposée par le doyen Friedland est "trop vague". Nous croyons (peut-être à tort) que la définition qu'il soumet reflète chez lui une connaissance imparfaite de l'évolution des armes à feu et du caractère meurtrier des armes tirant des cartouches métalliques.

La période d'un siècle que propose M. Friedland est parfaitement satisfaisante aujourd'hui et continuera de l'être au cours de la prochaine décennie.

Nous craignons toutefois, qu'ensuite, de nouveaux problèmes ne surgissent et ne provoquent l'élimination de toutes les exemptions qui nous seraient accordées aujourd'hui.

A la lumière de ces faits, nous préconisons la seconde définition, plus restrictive. Si l'expérience démontre qu'il est possible de se référer à une définition plus libérale, elle peut être élaborée n'importe quand.

Mesures législatives canadiennes - Bill C-398

Au cours de la première session de la 30^e législature 23-24 Elizabeth II, 1974-1975, John Reynolds, député de Burnaby-Richmond-Delta, a soumis un projet de loi. La définition contenue dans ce projet de loi constitue un compromis entre celle du doyen Friedland et celle de la Guild et serait tout aussi acceptable.

Partie III

Motifs d'exclusion des armes à feu antiquesdu bill C-83

1. Le collectionnement et la restauration des armes à feu antiques ne présentent peu ou pas de danger pour le collectionneur, ou pour la population en général.
 - a) Nous avons écrit aux commandants de chacune des régions de la GRC au Canada, au commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, au directeur général de la Sureté du Québec et aux organismes équivalents à l'Ontario Centre of Forensic Sciences dans chaque province pour lui demander s'ils pouvaient relever dans leurs dossiers des cas de crimes ou d'accidents ayant causé des blessures ou la mort, mettant en cause des armes à feu antiques (voir en page 25 le texte de cette lettre). Dans aucune des réponses a-t-on mentionné que de tels incidents figuraient dans les dossiers depuis cinquante ans.
 - b) Il y a peu de chance que les armes à feu antiques soient utilisées pour des actes criminels, étant donné que, par définition, ces armes sont inefficaces. On peut supposer que lorsqu'un criminel a besoin d'une arme pour commettre un crime, il prend soin de s'en procurer une bonne.
 - c) Il est peu probable que le déclenchement accidentel d'une arme à feu antique cause des blessures ou la mort, compte tenu de la difficulté de charger l'arme, et du manque de connaissance de la part de la population en général quant aux méthodes d'utilisation des différents systèmes d'allumage.

d) Les balles et la poudre pour les armes à feu antiques, même si on peut les obtenir, ne sont pas facilement accessibles à la population en général.

e) Les collectionneurs d' authentiques armes à feu antiques n'utilisent pas celles-ci pour tirer, car cela pourrait endommager les armes elles-mêmes et, ainsi, en diminuer la valeur.

2. Le collectionnement et la restauration des armes à feu antiques contribuent à la préservation de l'histoire de notre patrimoine.

Beaucoup d'objets qui, autrement, se perdraient dans le "dépotoir de l'histoire" sont ainsi récupérés et préservés par des collectionneurs.

Nous croyons qu'il faille s'opposer à toute action tendant à leur poser obstacle.

3. Les collectionneurs d'armes à feu antiques soutiennent que l'anonymat constitue l'un des moyens dont ils disposent pour protéger leur investissement. Un système d'enregistrement, même si l'accès en était restreint, pourrait mener à l'identification et au vol de collections de grande valeur.

4. Collectionner les armes à feu antiques, c'est investir dans l'histoire et dans l'art. Le collectionneur, puise, en grande partie, sa motivation dans l'appréciation de l'histoire de notre culture et dans l'observation du recours à des techniques hautement artistiques pour la fabrication des armes à feu. Il en résulte une valeur appréciable qui ajoute à la richesse de notre pays. Si on restreint le libre-échange de ces objets, il y a de fortes chances qu'ils seront vendus à l'extérieur du pays peu après la mise en vigueur de ces restrictions. Les collectionneurs porteraient alors leur intérêt vers des objets moins contrôlés, par exemple les

armures, les armes blanches, etc. qui reflètent moins bien l'histoire canadienne.

5. L'enregistrement des armes à feu antiques ne sert aucun but utile. Le temps de nos agents de police et des autres personnes chargées de la mise en application de la loi pourrait être utilisé beaucoup plus avantageusement qu'en leur faisant remplir des formulaires fondamentalement inutiles.

6. Nous reconnaissons qu'il est possible d'enregistrer les armes à feu "en les décrivant" lorsqu'elles n'ont pas de numéro de série. Toutefois, tous les policiers ne sont pas nécessairement de notre avis sur ce point, et certains d'entre nous ont eu la malheureuse expérience d'avoir affaire à des agents qui tenaient obstinément à ce qu'il y ait un numéro de série, et qui en ont imprimé un grossièrement, de sorte que l'arme à feu antique en question a subi des dommages et une perte de valeur.

7. Les lois des États-Unis et de l'Angleterre exemptent de contrôles les armes à feu antiques. La loi des États-Unis n'est peut-être pas suffisamment restrictive, car elle accorde une exemption pour toutes les armes fabriquées avant 1898. Au paragraphe 58 (1) de la loi anglaise, intitulée Firearms Act 1968, on lit:

"rien dans cette loi relative aux armes à feu,
ne devrait s'appliquer aux armes à feu antiques
vendues, transférées, achetées, acquises ou pos-
sédées en tant qu'objets rares ou ornements".

Cette loi ne contient pas de définition du mot "antique".

Partie IV

Amendements proposés au bill-83

1. Paragraphe 82 (1)

a) Ajouter la définition de "armes anciennes" figurant à la Partie 11 de ce mémoire.

b) Faire suivre la définition de "munitions" des mots suivants:

"mais ne comprend pas les munitions d'armes anciennes ni aucun élément ou pièce constituant cette arme".

c) Ajouter une définition de "cartouche métallique":

"cartouche métallique" désigne une cartouche autonome à enveloppe de métal, et contenant sa propre douille, amorce, charge et balle".

2. Le paragraphe 82 (3) serait la disposition concrète qui soustrairait à cette loi les armes à feu anciennes, dans laquelle il serait "réputé" quelles ne sont pas des armes à feu aux termes de la partie 11.1 du Code criminel.

Ces exceptions visent à supprimer une échappatoire au moyen de laquelle on aurait pu dire que les délits commis avec des armes à feu anciennes n'en étaient pas.

"Sous réserve des articles 83, 98, 99, et du paragraphe 101 (1), et nonobstant toute autre disposition de la présente Partie, une arme à feu ancienne n'est pas réputée arme à feu, arme, arme à autorisation restreinte ou arme prohibée".

L'auteur ne prétend pas être un rédacteur législatif, et la formulation de cette disposition pourrait certainement être améliorée.

3. L'article 105 devrait être amendé de façon à comprendre un paragraphe prévoyant la tenue d'une audience après la saisie d'une arme ancienne, pour permettre à son propriétaire d'en reprendre possession.

" Si une personne à qui l'on a retiré une arme à feu ou des munitions en vertu des paragraphes (1) ou (2) prétend que cette arme à feu est ancienne ou que ces munitions étaient utilisées dans une arme à feu ancienne, un agent de la paix doit présenter l'article en question à un magistrat qui peut, après avoir permis à la personne à qui l'on a retiré ledit article, ou à son propriétaire si l'identité en est connue, de démontrer que c'est là une arme à feu ancienne ou des munitions utilisées dans une arme à feu ancienne, et qu'elles ne constituent aucun danger pour quiconque, soit décider de remettre l'arme à feu ou les munitions à la personne à qui on les a retirées, ou à leur propriétaire, ou ordonner leur confiscation par Sa Majesté,

auquel cas le procureur général décide de ce qu'il en advient".

4. On devrait amender l'article 106.1 en y ajoutant le paragraphe (9) qui s'énoncerait comme suit:

"Aucun permis ou autorisation d'une quelconque nature n'est requis pour une arme à feu ancienne"

5. L'article 106.7 devrait être amendé de façon à ce que ce soit l'accusé qui doive prouver qu'une arme à feu est ancienne. Nous proposons la disposition suivante:

"Lorsque, lors de procédures relevant de la présente Partie, il n'est pas clair qu'une arme à feu est ancienne, qu'une pièce appartient à une arme à feu ancienne ou qu'elle est utilisée pour sa restauration, ou que des munitions sont utilisées dans une arme à feu ancienne, il incombe à l'accusé de le prouver".

Le 13 avril 1976

Objet: Bill C-83

Monsieur,

Je suis chargé de rédiger un mémoire sur le bill C-83 et le contrôle des armes qui sera présenté au nom de la Canadian Guild of Antique Arms Collectors au Comité de la justice et des questions juridiques de la Chambre des Communes.

Ce mémoire ne concerne que le sujet très particulier des armes antiques. Pour les besoins de notre exposé, les armes antiques sont celles dont la fabrication se situe entre le XV^e et le XIX^e siècle, à la fin de l'époque de la "poudre noire". La date de transition pourrait se situer vers 1889.

Les répliques d'armes antiques fabriquées aujourd'hui en vue d'utiliser de la "poudre noire", ou même de servir de pièces de décoration ne sont pas comprises dans la définition d'"antiquités".

On m'a demandé, pour ce mémoire, de considérer que ces armes, et les pièces nécessaires à leur restauration devraient être complètement exclues du bill.

Étant donné qu'un agent de la paix aurait de la difficulté à faire une distinction entre une arme antique et une arme moderne ou entre une pièce utilisée pour restaurer une antiquité ou une arme moderne, nous estimons que dans tout procès, le fardeau de la preuve devrait incomber à l'accusé et non à la Couronne.

Au sujet des armes et des pièces antiques, je vous prierais de bien vouloir me donner votre avis sur ce qui suit:

1. Craignez-vous que les armes à feu antiques et leurs pièces soient exclues des dispositions du bill C-83 ? Dans l'affirmative, je vous prie de bien vouloir justifier votre point de vue.
2. Au cours des 50 dernières années, vos services ont-ils entendu parler de crimes perpétrés au moyen d'armes à feu antiques ?
3. Au cours des 50 dernières années, vos services ont-ils eu connaissance de blessures ou morts accidentelles imputables à des armes à feu antiques ?

Il se peut que cette lettre ne soit pas adressée au destinataire compétent. J'ai l'intention d'en soumettre une copie ainsi que les réponses reçues au Comité de la justice, lorsque je présenterai mon mémoire. Si je me suis trompé de destinataire, je vous prierais de bien vouloir transmettre la présente lettre à qui de droit. Afin d'éviter que cette situation ne se reproduise, je joins une liste de toutes les personnes à qui j'ai adressé cette lettre.

On me dit que le mémoire sera présenté peu après le 26 avril, aussi, je vous prie de bien vouloir me répondre aussitôt que possible.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués,

J.J. Wardlaw

APPENDICE «JLA-34»

B R E F A U

Comité sur la Justice
et les Affaires Légales
Chambre des Communes,
Ottawa

PRESENTE PAR

Association des Collectionneurs d'Armes du Bas-Canada Inc. (A.C.A.B.C.)

Lower Canada Arms Collectors Association Inc. (L.C.A.C.A.)

le 26 mai 1976

BREF de l'Association des Collectionneurs d'Armes du Bas-Canada Inc. (A.C.A.B.C.) - Lower Canada Arms Collectors Association Inc. (L.C.A.C.A.), devant être présenté devant le Comité sur la Justice et les Affaires Légales, Chambre des Communes, Ottawa, le 26 mai 1976, concernant le projet de Loi C-83 actuellement sous délibération devant le Comité.

L'A.C.A.B.C. incorporée en vertu de la partie III de la Loi des Compagnies du Québec est une association de collectionneurs d'armes, telles que armes à feu, armes blanches, armures, munitions et autres objets connexes. Tel que déterminé dans sa charte, son objectif est "d'encourager et développer l'étude et la connaissance des sujets mentionnés ci-dessus" et également "d'encourager une législation adéquate et de protéger les intérêts des citoyens respectueux des lois dans l'usage de la propriété et l'utilisation de leur occupation et passe-temps".

L'A.C.A.B.C. est constituée de plusieurs membres couvrant une région qui s'étend de l'est de l'Ontario aux Maritimes et à Terre-Neuve et comprend également plusieurs membres étrangers, principalement des Etats-Unis.

L'A.C.A.B.C. maintient une collection extensive de livres de références sur les armes et leurs implications historiques présentement située dans la Bibliothèque Publique de Ville Mont-Royal où cette collection est à la disposition du grand public. La collection de l'A.C.A.B.C. est reconnue par la Librairie Nationale du Canada comme la source de références primaires pour toute information concernant les sujets ci-dessus au Canada.

L'A.C.A.B.C. a reçu ses Lettres Patentes il y a seize (16) ans et est une organisation complètement bilingue, ses membres étant constitués à peu près également de Canadiens Anglais et de Canadiens Français. Depuis son incorporation, l'A.C.A.B.C. a toujours maintenu d'excellentes relations avec la Sûreté du Québec et d'autres corps de police municipaux, transmettant à chaque année une liste de ses membres au Registraire des Armes à Feu de la province de Québec.

En rapport avec le projet de Loi C-83, nous voudrions présenter les observations suivantes:

1. L'A.C.A.B.C. s'oppose définitivement à la législation qui voudrait introduire un système d'enregistrement obligatoire des propriétaires d'armes d'épaule et désire, avec tout le respect qui est dû au Comité, faire ou présenter les remarques suivantes:

- a) L'enregistrement aurait très peu d'effet sur les "meurtres de famille", ce qu'il entend vouloir prévenir;
- b) Les chasseurs, les tireurs à la cible et les collectionneurs seraient extrêmement embarrassés dans leurs activités, tout ceci avec très peu de bénéfice à qui que ce soit;
- c) Un système bureaucratique élaboré et dispendieux devrait être créé, lequel laisserait entrevoir très peu de résultats. De meilleurs résultats pourraient être atteints dans le but de sauver la vie des Canadiens en utilisant le même montant d'argent aux fins d'introduire des normes fédérales pour les manufacturiers d'automobiles, de façon à forcer ceux-ci à produire des automobiles plus lentes, plus sécuritaires et plus économiques;
- d) Il semble grotesque de forcer les collectionneurs à obtenir une licence pour détenir des armes antiques ou des copies de celles-ci, de la même manière que s'il s'agissait d'armes modernes. Nous défions le Comité de trouver un cas dans ce pays où dans les derniers vingt (20) ans, une arme antique a été utilisée pour une activité criminelle. En rapport avec ceci, nous considérons qu'il est impératif que le Comité exige que le projet de loi devrait contenir une définition précise et raisonnable de ce qui constitue une arme antique et que le projet de loi devrait alors exempté les armes antiques de toute forme d'enregistrement.

Nous mentionnons également que tous les grands pays de l'ouest y compris l'Angleterre, la France, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis ont réussi à introduire dans leur législation de contrôle des armes à feu, une définition précise de ce que constitue une arme à feu antique. Nous ne comprenons pas pourquoi le Canada ne peut faire la même chose. Pour citer quelques exemples qui sont raisonnables: en Angleterre, le contrôle des armes à feu est appliqué seulement aux armes à cartouches; toute arme à chargement par le canon, même s'il s'agit d'une arme de poing, n'est sujette à aucune restriction. Aux Etats-Unis, toute arme à feu fabriquée avant 1898 ou toute copie de celle-ci, n'est sujette à aucune restriction.

Au Canada, en vertu du Code Criminel, toute arme de poing, quelque soit son âge ou son mode de fabrication, est sujette à des restrictions et fait l'objet d'une procédure d'enregistrement complexe. Ceci veut dire, qu'un vieux fusil à pierre de deux cents (200) ans, d'une grande valeur, doit être enregistré de la même façon que le plus moderne et le plus puissant des revolvers de calibre .44 magnum. Nous avons là un embarras pour le collectionneur, une perte de temps pour la police ou le Registraire des armes à feu, tout ceci complètement sans aucun résultat.

Il y a plusieurs armes à feu antiques à chargement par la culasse, tant des armes d'épaule que des armes de poing, pour lesquelles il n'y a aucune munition de produite depuis plus d'une centaine d'années, de tels item sont d'un intérêt seulement pour les collectionneurs. Quelle est l'utilité d'insister sur l'enregistrement de telles armes? Sûrement les corps de police et le Registraire d'armes à feu pourraient dépenser leur temps à des fins plus profitables?

Il n'est pas très difficile d'arriver à une définition de ce que constitue une arme antique, laquelle définition serait acceptable au Comité. L'A.C.A.B.C. qui possède une connaissance extensive du sujet, se réjouirait d'assister le Comité, de quelque façon que ce soit, à en arriver à une définition raisonnable.

2. L'A.C.A.B.C. est inquiète des définitions de l'article 82 (1) pour les "munitions et armes à feu". Nous pensons que ces définitions sont beaucoup trop strictes pour être pratiques. De déclarer qu'une douille de cartouche vide ou qu'un percuteur ou qu'un chien de fusil sont des objets qui exigent la possession d'une licence d'armes à feu ne nous semble pas raisonnable.

3. L'A.C.A.B.C. suggère que la définition d'armes à feu prohibées dans l'article 82 (1) devrait être amendée pour se lire:-

"une arme à feu de toute sorte, n'étant pas un fusil de chasse ou une carabine de sorte communément utilisée au Canada pour fins de chasse ou de sport, ou une arme à feu antique d'intérêt pour les collectionneurs canadiens, qui est déclarée etc, etc."

4. L'A.C.A.B.C. suggère que la même phrase soulignée au paragraphe 3 ci-dessus devrait être ajoutée dans la définition d'une arme à feu restreinte, telle que détaillée à l'item C (page 3);

5. L'article 84 qui concerne l'assistance à des rencontres publiques inquiète beaucoup l'A.C.A.B.C. qui, chaque année, organise au moins cinq (5) importantes exhibitions d'armes antiques et autres armes à feu. Les exhibitions en question sont normalement tenues dans les régions de Montréal et d'Ottawa et des milliers de collectionneurs y assistent, ceux-ci s'y rendent pour exhiber leur collection ou quelques-unes de leurs pièces les plus valables, de même que pour y acheter, vendre et échanger des pièces pour leur collection. Ces exhibitions sont ouvertes au grand public et sont supervisées et contrôlées par l'A.C.A.B.C. qui insiste pour que tous ceux qui y assistent respectent à la lettre les lois en vigueur. Nous

demandons à ce que cet article soit amendé pour permettre que des exhibitions d'armes accessibles au grand public puissent être organisées lorsque les conditions d'enregistrement et de licence sont pleinement respectées. Nous considérons ce point de prime importance pour la continuité de notre profession et de notre passe-temps.

6. L'A.C.A.B.C. est grandement inquiète des implications de l'article 99 (2) (page 12) couvrant "l'entreposage négligent" (careless storage) des armes à munitions. Nous trouvons que la définition de négligence est beaucoup trop vague de sorte qu'il y a une très grande variation dans les interprétations possibles qui pourraient être données sur cette clause par des individus, compte tenu du fait qu'il y a une sentence très lourde de cinq (5) ans rattachée à cette clause. Cette définition devrait être rendue plus précise ou tout l'article devrait être retiré du projet de loi. Le Solliciteur Général a déclaré comme exemple "d'entreposage négligent", que ce pourrait être le fait de "laisser une carabine ou un fusil de chasse chargé sur la galerie d'une maison sans qu'il n'y ait personne aux alentours". De telles circonstances devraient être élucidées.

7. L'article 106.1 (2) (page 21) mentionne un coût spécifique pour une licence d'arme à feu. Nous pensons à ce stage, que le gouvernement devrait établir et fixer un tel coût. Il a été établi que le système d'enregistrement devrait être autofinancé à même les frais chargés. Toutefois, par la même occasion, des déclarations ont été récemment faites par le Solliciteur Général, à l'effet que les habitants du Grand Nord et ceux des régions éloignées, pourraient obtenir des licences sans aucun coût. Ceci veut dire que les tireurs à la cible et les collectionneurs des régions urbaines et des régions agricoles du sud supporteraient le système entier. Ceci ne semble point équitable.

8. Notre dernier point concerne les armes à feu remises aux autorités en vertu des amnisties proposées. Le Comité n'est peut être pas au courant de la grande valeur de certaines armes sur le marché international, par exemple, le record de vente mondial pour une seule arme à feu enregistré à la maison d'encanteurs Sotheby's à Londres en Angleterre, il y a trois (3) ans, est de 125,000 livres sterling (\$350,000.00 au taux d'échange de ce temps) pour un fusil de chasse à pierre français datant de 1681. Naturellement très peu d'armes à feu ont une valeur approchant un tel montant, mais plusieurs armes à feu pourraient avoir une valeur assez considérable de sorte que nous suggérons fortement que toutes les armes à feu remises au gouvernement devraient être transportées à un dépôt central où un Comité formé par des représentants des musées et des groupes de collectionneurs pourraient juger quels exemplaires devraient être préservés ou détruits.

Des armes à feu d'une importance historique ou d'une haute valeur artistique pourraient ainsi être sauvées de la destruction et pourraient réaliser lors de leur vente,

une valeur économique importante pour d'autres projets d'importance. Une formule de compensation pour tout individu remettant une pièce valable devrait être établie.

L'A. C. A. B. C. étant donné ses connaissances extensives et sa bibliothèque de références d'armes serait prête à assister un tel Comité, si une telle idée devenait acceptable.

Nous vous remercions de l'attention portée au présent bref et nous espérons que vous l'aurez considéré comme une contribution valable aux délibérations de votre Comité.

Association des Collectionneurs d'Armes du Bas-Canada Inc.
Lower Canada Arms Collectors Association Inc.

APPENDICE «JLA-35»

AU:

COMITÉ DE LA JUSTICE

ET

DES QUESTIONS JURIDIQUES

DE: L'Association des collectionneurs d'armes de l'Ontario

L'Association des collectionneurs d'armes de l'Ontario a été fondée en 1950, à l'instigation de quelques collectionneurs d'armes sérieux de Toronto qui constatèrent la nécessité de former une association qui permettrait aux intéressés de se réunir, d'échanger des idées et des renseignements, et qui, de façon générale, profiterait aux collectionneurs et aux propriétaires d'armes.

Le major Percy Band, D.S.O., président du comité des musées et membre de l'Institut militaire royal canadien, le capitaine Todd, du R.O.M. et le lieutenant Turner étaient au nombre des fondateurs de l'Association.

En 1960, l'Association des collectionneurs d'armes de l'Ontario recevait une charte provinciale, conformément aux lois de l'Ontario.

A partir de ce petit noyau, l'Association se développa sans cesse, au fur et à mesure que les parties intéressées se rendaient compte de son existence, et encore aujourd'hui, c'est la principale organisation du genre au Canada. Bien que la majorité des membres résident au sud de l'Ontario, l'Association regroupe des citoyens du nord de l'Ontario et des autres provinces, du Québec à la Colombie-britannique, ainsi que des états frontaliers américains.

Il arrive très souvent que des membres de groupes de collectionneurs américains assistent à nos réunions à titre d'invités et que les membres de l'A.C.A.O. fassent de même du côté américain, l'A.C.A.O. revêtant ainsi un caractère international. Nous entretenons aussi des liens avec l'Association de la marine royale britannique, quant à certains types d'armes et d'équipements, et nous leur avons fourni des renseignements.

L'Association des collectionneurs d'armes de l'Ontario s'est toujours intéressée au large éventail des armes de collection, anciennes et modernes, destinées aux civils et aux militaires, de l'arbalète à la Bren, et à l'équipement s'y rapportant, et elle continuera de le faire.

Certains membres collectionnent dans le sens large du terme, c'est-à-dire qu'ils recueillent des pièces intéressantes, anciennes ou modernes, destinées aux civils ou aux militaires. Par contre, d'autres tendent à se spécialiser dans certaines périodes ou catégories précises. Certains membres, à revenu limité, et disposant de peu d'espace, doivent se restreindre à des collections relativement peu importantes, alors que d'autres qui en ont les moyens, peuvent agrandir leur collection davantage, mais les uns comme les autres s'intéressent vivement à cette activité.

Nos membres appartiennent à tous les secteurs de la société; ils sont fermiers, artisans ou professionnels. Certains d'entre eux se situent aux échelons inférieurs de l'échelle salariale, la plupart aux échelons intermédiaires, et une minorité aux échelons supérieurs. Les distinctions de classe n'existent pas au sein de l'Association des collectionneurs d'armes de l'Ontario, il suffit simplement d'être de bonne foi. En fait, l'Association a grandement contribué à faire naître une entente harmonieuse entre des gens de différentes couches de la société.

Depuis sa fondation, l'Association a établi un certain nombre de critères d'éthique qui n'ont rien à voir avec "la classe ou les classes", auxquelles les membres doivent se conformer et ce au plus grand avantage de tous.

Dans un document public, l'ACAO a déclaré s'opposer aux dispositions de contrôle des armes à feu du bill C-83, disant qu'elles étaient vagues et visaient manifestement à harceler le propriétaire d'armes à feu, de façon détournée. (Veuillez consulter les notes explicatives en page 14.)

Les dispositions du bill sont vagues, mal définies et inapplicables, et un grand nombre de propriétaires d'armes de l'extérieur des régions urbaines les ignoreront à dessein plutôt que d'être harcelés en vertu d'une loi qui ne jouit pas de l'appui populaire.

Par exemple, les pouvoirs arbitraires illimités accordés au Gouverneur en conseil par le paragraphe 82(1) et en vertu desquels il est possible de déclarer par un ordre en conseil toute arme à feu

"arme prohibée" sont excessifs et inutiles. En vertu de ce pouvoir discrétionnaire, le gouvernement peut, selon son caprice, détruire des collections précieuses montées au cours des ans, à des frais considérables. De nombreuses pièces historiques de valeur pourraient être détruites si le type d'hystérie collective engendrée par le groupe anti-armes à feu surgissait à nouveau.

Nous nous opposons par conséquent à toute nouvelle catégorie d'armes "prohibées" ou "à autorisation restreinte". Nous nous opposons aussi au pouvoir discrétionnaire accordé au gouverneur en conseil dans le domaine des armes à feu.

Une grande partie des armes du collectionneur ne sont pas du type habituellement utilisés pour la chasse, et, en fait, certaines d'entre elles sont très rares et ne devaient pas par conséquent être assujetties à une restriction arbitraire. L'Association des collectionneurs d'armes de l'Ontario s'oppose à ce que le bill comporte des dispositions sur les munitions.

Certains collectionneurs se spécialisent dans les cartouches, et ces collections peuvent regrouper des cartouches très rares et hors d'usage et qui peuvent valoir jusqu'à \$500 chacune. On reconnaît de façon générale que les cartouches de ces catégories sont très rares, mais il existe aussi un grand nombre de vieilles cartouches valant entre \$50 et \$100. Les cartouches Martini-Henry que l'armée britannique se procurait pour environ 2¢ en 1870 se vendent aujourd'hui entre \$2.00 et \$2.50.

Des collections de 1,000 cartouches ou plus ne sont pas rares et leurs propriétaires devraient se voir accorder la même considération et la même liberté que les collectionneurs de timbres ou de monnaies.

Avec le pouvoir injustifié qui sera donné au gouverneur en conseil et à d'autres fonctionnaires, qui ne sont pas encore nommées, des conditions d'autorisation pourraient être imposées à ces collectionneurs pour un prix non précisé ce qui pourrait avoir l'effet de les supprimer tous à l'exception des millionnaires.

Non seulement ce pouvoir pourrait nuire aux collectionneurs, mais n'importe quel citoyen pourrait être soumis à des accusations de la part d'un agent trop zélé (et il y en a beaucoup) pour la simple possession d'une cartouche de chasse vide ou de quelques vieilles douilles de carabine, qui auraient pu être abandonnées dans le sous-sol et oubliées depuis de nombreuses années.

Les éléments qui composent les munitions sont importants pour le collectionneur normal, ceux qui pratiquent le tir à la cible ou au pigeon d'argile ou le chasseur.

Dans la catégorie des collectionneurs, les éléments ont une importance vitale. Souvent un collectionneur obtiendra quelques cartouches à un prix excessif pour certaines de ses armes. Pour tirer, lors de matches ou simplement par plaisir, il est obligé de recharger ses cartouches à la main et il doit avoir les éléments nécessaires.

Le chasseur normal de nuisibles ou celui qui pratique le tir à la cible tirent plusieurs centaines de cartouches par année. Le chasseur de nuisibles paie \$7 les vingt cartouches, tandis que le tireur au pistolet paie \$10 une boîte de cinquante cartouches de calibre.38. Dans les deux cas, les dépenses en munitions seraient inabordables s'il n'y avait pas la possibilité de les recharger à la main. Par conséquent, nous croyons que les éléments et les munitions ne devraient pas être touchés par des restrictions.

La terminologie utilisée pour "armes à feu" de l'article 82(1) est beaucoup trop vague. Veuillez vous reporter à la définition actuelle, n'est-elle pas suffisante?

De nombreux pistolets et carabines de collection ont été déclarés périmés par leur pays d'origine, avec l'arrivée de la carabine de l'OTAN et du calibre 7.62 mm.

Aucune munition n'est actuellement fabriquée pour ces armes même si, dans certains cas, il en existe encore de petits stocks, mais ils seront épuisés dans un proche avenir. Dans la vaste majorité des cas, les munitions pour les armes militaires à culasse mobile ne se trouvent que chez des collectionneurs, et à un prix qui empêche le tir privé.

Parmi les exemples qui nous viennent à l'esprit on peut citer les Vetterli suisses, les Vitalli italiens, les Gueddes portugais, le Kropaschek et le Mauser siamois et de nombreux autres. Il est pratiquement impossible de se procurer des munitions pour ces armes. Même le révolver Webley 455 de l'armée britannique entre dans cette catégorie. Les munitions pour cette relique historique ont été fabriquées en dernier par CIL Canada qui a cessé de produire cette cartouche il y a deux ans.

Il semble inutile d'inclure les armes périmées de tout genre, ou les pièces de rechange, et nous citons: "une carcasse, une chambre, un canon, un bloc de culasse, un percuteur ou un chien". Si le bill vise principalement l'élément criminel, on peut difficilement imaginer qu'un délinquant cause un dommage quelconque avec une pièce de rechange qui ne pourra servir qu'à un armurier ou à un collectionneur.

Il est bien connu que les criminels se limitent aux armes toutes faites qu'ils peuvent facilement se procurer par le réseau habituel de la pègre.

Les quatrième et cinquième lignes de l'alinéa de l'article 82(1) qui définit une arme à feu, se lisant comme suit "ainsi que toute chose pouvant être adaptée pour être utilisée comme tel" sont extrêmement dangereuses.

Tout mécanicien capable de fabriquer des pièces d'automobiles, de machines à coudre, de machines à laver, ou tout autre instrument mécanique, peut faire "une carcasse, une chambre, un canon, un bloc de culasse, un percuteur ou un chien". Il lui faudra peut-être plus de temps pour faire un canon ou un bloc de culasse mais le reste est d'une très grande simplicité pour un mécanicien compétent.

Le type d'acier de haute tension ou les autres matériaux nécessaires peuvent être achetés sur le marché libre à la livre ou à la tonne. De nombreux citoyens se sont constitué des ateliers dotés de tours, de foreuses, etc. et ont rassemblé suffisamment de métal pour fabriquer n'importe quelle pièce de fusil.

Comme un fusil doté d'un canon selon les termes du bill comprend également un percuteur, il conviendrait d'observer que le percuteur de n'importe quelle arme peut être réalisé rapidement sur un tour à partir d'une tige d'acier, et la taille maximum de la tige requise serait d'environ 6 pouces x 3/8 de pouce, et dans la plupart des cas beaucoup moins. Par conséquent, tout citoyen doté d'un tour et d'une pièce de 6 pouces de tige d'acier peut être accusé en vertu de ces conditions, même s'il n'avait pas la moindre intention de faire un percuteur.

L'alinéa "C" "arme prohibée" de l'article 82(1) ne toucherait que l'honnête collectionneur et devrait être retiré. Il viserait directement le propriétaire d'une collection de mitrailleuses de grande valeur.

Toutes les mitrailleuses et les pistolets-mitrailleurs des collections légalement constituées, sont actuellement enregistrées et la Gendarmerie royale du Canada en a pleinement connaissance et il n'y a jamais eu un seul cas où ces articles ont été utilisés à des fins criminelles. Le poids de la mitrailleuse moyenne peut varier entre 27 livres, déchargé, dans le cas de la mitrailleuse Lewis, et 90 livres dans le cas de la mitrailleuse Vickers pourvue d'un trépied. Ces genres d'armes d'origine étrangère ont approximativement le même poids.

D'autre part, des collectionneurs ont acheté des mitrailleuses lourdes et légères, et pistolets-mitrailleurs à des vendeurs attitrés ou à d'autres collectionneurs et sont tous des contribuables sérieux et respectueux des lois. On mentionne l'un d'entre eux dans les débats de la Chambre des communes du 30 mars, à la page 12284.

Un certain M. Green, postier, a une collection d'une valeur de \$25,000 dont il prend très bien soin. Empêcher M. Green de jouir de son passe-temps serait injuste. Il a travaillé avec acharnement pour avoir les moyens d'acquérir sa collection, il a payé ses impôts et mené une vie exemplaire, autrement il n'aurait jamais pu obtenir ces armes à feu qui ont été légalement enregistrées.

Personne n'a le droit de critiquer M. Green ou tout autre particulier à cause de son passe-temps, même s'il peut sembler un peu inhabituel à celui qui n'est pas un collectionneur. Le golf est probablement aussi ridicule pour certains collectionneurs d'armes à feu, que le fait de collectionner des armes à feu l'est pour certains golfeurs.

Déjà un grand nombre des mitrailleuses que possèdent des collectionneurs sont des pièces historiques et devraient être conservées dans leur intégralité, dans quelques années elles seront devenues des antiquités.

Il semblerait approprié de mentionner ici la carabine semi-automatique qui a reçu récemment davantage de publicité qu'elle n'en mérite. Certaines personnes, soit par ignorance, ou dans des intentions perfides, l'ont classée comme étant une sorte de mitrailleuse. Ce n'est absolument pas le cas, il s'agit d'une carabine à chargement et à éjection automatiques, fonctionnant par prélèvement de gaz ou par recul ce qui est censé faciliter la rapidité du tir. Pour le tireur d'élite, son utilité est douteuse et sauf dans des conditions idéales, son fonctionnement est incertain et son tir plutôt imprécis. On ne devrait absolument pas la classer dans une catégorie spéciale à part celle dans laquelle on range toute autre carabine.

Au cours de la dernière guerre, à Blair Ranges, au nord de Vancouver, on a organisé un concours de tir entre une unité canadienne et une unité américaine composées toutes les deux de tireurs d'élite. On gagnait des points pour la précision et la rapidité du tir. L'équipe canadienne disposait du Lee-Enfield, carabine à culasse mobile et les Américains du Garand semi-automatique. Il s'agissait de tirer sur des cibles réglementaires et les Canadiens ont gagné largement, pour la précision et la rapidité de leur tir.

95.(1)

Tout en admettant qu'on ne devrait pas permettre à des indésirables, des criminels, des personnes dénuées de bon sens et d'autres d'obtenir des armes à feu, cet article sous sa forme actuelle, empêcherait évidemment d'initier des mineurs dès l'enfance au maniement des armes à feu en toute sécurité et à la précision du tir, par leurs parents et leurs grands-parents. C'est une autre raison de s'opposer au régime de délivrance d'autorisations.

Depuis des temps immémoriaux, les chefs de famille ont initié leurs enfants dès leur plus jeune âge à l'utilisation des armes à feu, avec de bons résultats. Dans les districts ruraux, cette initiation a toujours fait partie de la vie familiale et nous prévoyons que de nombreuses familles dans les régions rurales ne se conformeront pas aux mesures adoptées en vue de les en empêcher. Ces personnes deviendront des criminels sans le vouloir, uniquement en continuant à observer une coutume qui leur a été transmise de génération en génération.

Le plaisir du tir et de transmettre son habileté aux jeunes, n'est pas uniquement ressenti par les ruraux. Les citoyens également agissent de la même façon et ont passé des heures agréables avec un fils ou un petit-fils (ou une fille) à la campagne en s'adonnant à cette activité.

Priver les citoyens honnêtes de cette tradition séculaire, n'aura pas le moindre effet sur les toxicomanes, les criminels endurcis, et les inadaptés sociaux que pardonnent les politiques actuelles qui font preuve de laxisme.

99(2)

À notre avis, cet article est inacceptable à cause de l'absence de définition. Il pourrait y avoir autant d'interprétations que de personnes qui l'interprètent. Nous soutenons que toute personne qui a une arme à feu dans l'intimité de son propre domicile et qui tient compte de la sécurité de sa famille, prend toutes les précautions nécessaires. L'action des intrus, des contrevenants, des voleurs et d'autres, est imprévisible et incontrôlable, mais le bill n'en fait pas mention et nous demandons l'établissement d'une meilleure définition qui enlèverait toute responsabilité au possesseur d'une arme à feu dans des circonstances indépendantes de sa volonté. Généralement les banques sont censées être des établissements où tout est en sûreté, mais elles sont fréquemment cambriolées et personne n'en tient jamais le directeur responsable. Nous affirmons que les possesseurs d'armes à feu sont dans la même situation et que toute loi rédigée consciencieusement devrait le prévoir explicitement.

104(1)

Nous nous opposons à la saisie d'une arme à autorisation restreinte lorsque la personne ne peut produire "sur le champ" les documents nécessaires. En effet, ils ont pu être temporairement égarés ou même détruits par un incendie mineur ou un accident à domicile. Le propriétaire de cette arme devrait être autorisé à présenter des pièces d'identité nécessaires, permis de conduire, livret de banque, reçus d'impôts etc. en attendant qu'il puisse disposer des documents exigés. Les termes de cet article permettraient à des agents de la paix et à d'autres fonctionnaires de se livrer à toutes sortes d'abus. Le citoyen devra ensuite subir des inconvénients inutiles pour reprendre possession du bien auquel il a droit.

105(2)

La saisie sans mandat est inacceptable, quelles que soient les circonstances ou le contexte. Le mandat judiciaire constitue l'une des dernières protections contre l'oppression des gouvernements et il faut donc la conserver jalousement.

La politique énoncée, selon laquelle les armes peuvent être saisies dans une propriété, n'est pas satisfaisante. D'après le libellé de cet article, des agents de la paix ou d'autres fonctionnaires pourraient passer une propriété au peigne fin et saisir des armes entreposées dans le grenier, même si l'évènement s'est déroulé dans la cuisine. Rien n'est prévu pour protéger les citoyens des fausses accusations portées par des voisins curieux ou malveillants; il n'est nullement fait mention de "motifs raisonnables".

106(1)

Nous sommes tout à fait opposés à des permis autres que ceux déjà en vigueur, tout particulièrement parce que le bill C-83 exige des droits. Nous estimons qu'un système de droits risque d'être utilisé arbitrairement jusqu'à devenir prohibitif pour tout le monde, une fois inclus dans la loi sauf pour les personnes très riches. Nous soupçonnons fort que telle est l'intention qui se profile derrière cet article. Même s'il n'est que nominal au début, le droit peut être augmenté pour satisfaire aux besoins de la bureaucratie qui s'accroîtrait, en conformité de la loi de Parkinson.

106(4)

Ce paragraphe indique que le projet de loi vise principalement à faire peser un fardeau exorbitant sur le requérant. L'article 3 exige déjà des renseignements complets, et l'article 4 permet, semble-t-il, aux autorités d'exiger tous ces renseignements une deuxième fois, ce qui serait tout simplement une tracasserie administrative sans aucun but véritable.

106(3) Répondants

L'Association ontarienne des collectionneurs d'armes s'oppose vigoureusement aux dispositions exigeant des répondants, 106(3).

Un citoyen de bonne réputation ne devrait pas subir l'humiliation de justifier sa personne auprès d'un répondant. Nous estimons que jusqu'à preuve du contraire, tous les citoyens sont de bonne réputation et c'est catégoriquement aux autorités, après consultation d'un dossier de police, d'établir le contraire. En l'absence de preuves de mauvaise conduite, consignées par écrit, le citoyen a démocratiquement le droit de voir sa demande acceptée.

Sur le plan politique, cet article pourrait entraîner de graves abus. Dans certains cas, des interventions politiques et des services rendus peuvent constituer des facteurs décisifs. Récemment à Toronto, un homme est entré dans le Parlement ontarien, a braqué une carabine sur tous les députés et s'est écrié "Pif! Paf! Vous êtes tous morts!"

En vertu de la loi actuellement en vigueur, il devrait être détenu pour avoir "braqué une arme à feu" risquant ainsi une peine maximale de deux ans. Il est toujours en liberté, et aucune accusation n'a été portée contre lui, sans doute parce qu'il s'agit du Dr Morton Shulman. Si un citoyen ordinaire avait commis cet acte stupide la loi lui aurait été immédiatement appliquée.

Nous savons bien que les députés bénéficient de privilèges lors de leurs délibérations, mais nous doutons fort que ces privilèges s'étendent à un crime perpétré dans la Chambre, impliquant l'utilisation d'une arme à feu braquée contre les députés.

Étant donné sa situation politique, le Dr Morton Shulman aurait fort bien pu se trouver des répondants s'il en avait eu besoin et il pourrait le faire encore.

Il possédait aussi un permis de port d'armes, dont il avait, selon lui, besoin pour se protéger et il l'a conservé après l'incident. Nous citons cet argument à l'appui.

NOTE - "La catégorie ou les catégories" de répondants non précisés et non nommés ne connaîtrait pas suffisamment des citoyens ordinaires pour pouvoir jouer un rôle valable lors de la délivrance d'un permis, quel qu'il soit.

L'Association ontarienne des collectionneurs d'armes estime que le principe des répondants n'est pas nécessaire puisqu'elle s'oppose aux permis pour des armes à feu à autorisation non restreinte.
106(16)

Nous nous opposons très fortement au pouvoir absolu donné à la bureaucratie par cet article. Cette disposition relative à la double indemnisation permettrait à une personne en place qui n'est pas encore défini, d'imposer toute condition ou n'importe quelle condition s'appliquant à l'obtention d'un permis, ces conditions n'étant pas encore définies et provenant d'un règlement qui n'est pas encore établi. De plus, ce fonctionnaire dont le rôle n'est pas encore défini pourrait également ajouter toutes les exigences supplémentaires qui lui paraissent appropriées.

Nous sommes d'avis que cette clause devrait être supprimée complètement. Elle pourrait servir aux autorités à soumettre totalement un requérant à un genre de tyrannie bureaucratique inadmissible dans un pays libre.

RÉSUMÉ

En résumé, il n'y a rien dans le bill C-83 qui puisse contribuer d'une façon significative à la lutte contre le crime.

Le bill est un échec complet en ce qu'il ne tient aucun compte de la véritable cause du problème social d'aujourd'hui qui constitue sans aucun doute le plus grand danger auquel le Canada ait jamais eu à faire face. Il s'agit d'un problème de la DROGUE.

Il est incontestable qu'un groupe de vendeurs de drogues peuvent faire plus de dommages au Canada, et en font actuellement davantage que toutes les armes à feu que nous ayons jamais possédées.

Des milliers de personnes, jeunes pour la plupart, sombrent au plus profond de la corruption et s'embarquent dans une vie criminelle afin de pouvoir payer la drogue dont ils ont besoin et qui peut leur coûter jusqu'à \$100 par jour. Cependant M. Allmand et M. Basford voudraient nous faire croire que si les 3 millions de propriétaires d'armes à feu respectueux des lois étaient persécutés par un contrôle excessif qui entraînerait leur disparition en tant que propriétaires d'armes, tout irait bien.

La minorité bruyante en faveur de la loi qui s'oppose aux armes à feu monte en épingle le nombre de meurtres qui ont été commis au Canada l'an dernier mais oublie comme par hasard qu'au moins 70% de ceux-ci sont de toute évidence liés à la drogue.

La "Paix et la Sécurité" ne règneront certainement pas au Canada tant qu'il n'aura pas fait disparaître complètement par tous les moyens possibles l'aviilissement insidieux de l'habitude de la drogue. Il faut de plus exterminer sans merci les vendeurs de drogues et nous serons alors sur la bonne voie pour en arriver à la "Paix et la Sécurité".

Dans sa formulation actuelle, nous avons l'impression que les collectionneurs et les propriétaires d'armes à feu servent de bouc émissaire à l'incurie du gouvernement actuel. En ce qui touche les armes à feu le bill C-83 représente un cauchemar bureaucratique pour le propriétaire d'armes à feu.

Très peu de choses y sont énoncées clairement, le bill est rédigé de façon vague et se réfère constamment à un règlement qui sera établi après son adoption, à des fonctionnaires qui seront nommés après son adoption et à des droits non spécifiés qui seront déterminés après son adoption.

Il donnerait naissance à une bureaucratie hypertrophiée qui sera à la charge ou des PROPRIETAIRES d'armes à feu ou des CONTRIBUABLES. Des bureaucrates non soumis à une surveillance pourraient alors évincer par l'imposition de droits excessifs les propriétaires d'armes à feu que les tracasseries administratives n'auraient pas déjà rebutés.

L'ACAO pense que la classification actuellement en vigueur pour les armes à feu et les permis est valable et elle s'oppose à toute imposition de droits.

Le seul point qui ait quelque valeur concerne les moyens d'empêcher les criminels et les inadaptés sociaux d'utiliser des armes à feu.

Les autorités policières compétentes et d'autres ont admis publiquement que le milieu criminel trouvera toujours moyen de s'approprier des armes à feu dont il a besoin.

Les inadaptés sociaux constituent une difficulté, mais l'Association des collectionneurs d'armes de l'Ontario a déclaré officiellement qu'elle est tout à fait prête à discuter des armes à feu sans aucune réserve.

Nous précisons toutefois que ces discussions devraient se faire ouvertement et honnêtement et qu'elles ne devraient pas faire partie d'une bill omnibus qui aurait pour but d'accommoder le gouvernement et qu'elles devraient être dégagées du genre d'hystérie créée par le bill anti-armes à feu.

L'Association des collectionneurs d'armes de l'Ontario est prête à concéder qu'il conviendrait d'apporter certains amendements à la loi actuelle sur les armes à feu.

Cependant, nous nous objectons à la façon dont nous avons été forcés de prendre position pour faire valoir notre désaccord à cause de l'absence complète de consultation entre les instigateurs du bill C-83 et les collectionneurs et les propriétaires d'armes à feu en général.

Nous sommes tout à fait prêts à faire tous les efforts pour en arriver à la formulation d'une solution efficace et juste à la situation actuelle.

A.E. Chapman
Président
Comité spécial sur les mesures législatives

APPENDICE «JLA-36»

MÉMOIRE PRÉSENTÉ PAR

M. D.A. STEWART,
HALIFAX (NOUVELLE-ÉCOSSE)

SUR LE BILL C-83 EN CE QU'IL A
TRAIT AUX ARMES À FEU ANCIENNES

TABLE DES MATIÈRESPARTIE I

QU'EST-CE QU'UNE ARME À FEU
ANCIENNE, ET QUI EN POSSEDE OU EST
SUSCEPTIBLE DE VOULOIR EN POSSEDER?

PARTIE II

Y A-T-IL UN RISQUE SÉRIEUX QUE DES
ARMES À FEU ANCIENNES SOIENT UTILISÉES
À MAUVAIS ESCIENT?

COMMENT TRAITE-T-ON LA QUESTION DES ARMES
À FEU ANCIENNES DANS LES LOIS SUR LE
CONTRÔLE DES ARMES À FEU DANS CERTAINS
AUTRES PAYS?

PARTIE III

LE CODE CRIMINEL ET LES ARMES À FEU
ANCIENNES CES DERNIÈRES ANNÉES

PARTIE IV

L'ENREGISTREMENT DES ARMES DE POING
ANCIENNES ET LES PERMIS DE TRANSPORT
POUR ARMES DE POING ANCIENNES N'ONT PAS
LEUR RAISON D'ÊTRE ET CONSTITUENT DES
DÉPENSES ET INCONVÉNIENTS INUTILES POUR
LE COLLECTIONNEUR D'ARMES À FEU ANCIENNES

PARTIE V

MODIFICATIONS PROPOSÉES AU BILL C-83
APPENDICE A

PARTIE IQU'EST-CE QU'UNE ARME À FEU ANCIENNE, ET QUI EN POSSÈDE
OU EST SUSCEPTIBLE DE VOULOIR EN POSSÉDER?

Si vous acceptez les propositions formulées dans ce mémoire, il sera nécessaire de définir l'expression "arme à feu ancienne". A cette fin, nous avons donné en appendice un certain nombre de définitions possibles.

Toutefois, dans les circonstances, je vous prie d'étudier mes propositions en prenant pour acquis que l'expression "armes à feu anciennes" désigne:

TOUTE ARME À FEU, QU'IL S'AGISSE D'UNE ARME DE POING OU D'ÉPAULE,
QUI EST VIEILLE DE PLUS DE CENT ANS ET QUI N'UTILISE PAS DE CARTOUCHE

Comme illustration de deux armes de poing qui pourraient être considérées comme anciennes j'ai inclus en page frontispice des reproductions de photographies d'articles de ma collection.

Ces armes à feu n'utilisent pas des munitions modernes mais sont plutôt chargées par la bouche.

Au risque de vous dire des choses que vous connaissez probablement déjà, permettez-moi de vous expliquer que munition moderne est le terme utilisé pour désigner la munition prête à être tirée et consistant en un tout composé d'une douille munie à sa base d'une amorce (un détonateur miniature pour l'allumage de la poudre) de poudre dans la douille et d'une balle fixée fermement à la bouche ou à la gorge de la douille.

Par comparaison, les pièces chargeables par la bouche nécessitent de la poudre noire (par opposition à la poudre pyroxilée) et, pour les utiliser, il faut que la balle ou le plomb soit chargé séparément par la bouche et que le coup soit tiré en provoquant l'allumage de la poudre au moyen d'un mécanisme situé à l'extérieur du canon.

Dans le cas des pistolets figurant sur les illustrations de ce mémoire, l'allumage se fait au moyen d'une pierre dans le cas de la pièce n° 1 et au moyen d'un percuteur dans le cas de la pièce n° 2.

Il existe des moyens plus anciens de mise à feu, par exemple, la mèche, la platine à rouet, la platine snaphaunce, et la platine à miquelet, tous étant antérieurs à l'avènement, vers 1650, du véritable fusil à pierre. Le fusil à mèche et le fusil à platine à rouet ont cessé d'être utilisés avec l'avènement du véritable fusil à pierre, tandis que le fusil à platine snaphaunce et le fusil à platine à miquelet ont continué d'être utilisés dans certains pays européens.

Ceux qui possèdent des armes à feu antiques sont, outre les musées, les collectionneurs qui peuvent en garder une ou deux comme objets rares ou, le plus souvent, comme bijoux de famille.

Les personnes qui possèdent une ou deux armes à feu antiques comme objets rares ou comme bijoux de famille, ne sont pas très susceptibles de constituer une menace puisque ces armes ne sont généralement pas en état de fonctionner ou, si elles le sont, le propriétaire ne saura probablement même pas où obtenir les matières nécessaires, ou comment charger et amorcer son arme, s'il décide de l'utiliser pour tirer. La personne en question utilisera probablement une autre arme que son arme à feu antique si elle a besoin d'une arme, à moins peut-être d'utiliser son arme à feu antique comme matraque.

Il est peu probable que le collectionneur utilise une pièce de sa collection puisqu'il est conscient du terrible degré d'insécurité qu'elle présente (même lorsque l'arme est bien chargée et amorcée, il y a de fortes chances que le coup ne parte pas lorsque la détente est pressée, s'il s'agit d'une pièce se chargeant par la bouche) et aussi en raison de la valeur de la pièce et du danger qu'elle soit perdue ou endommagée. Je puis vous assurer que si j'avais à me défendre en toute hâte, j'utiliserais plutôt une des épées de ma collection.

PARTIE IIY-A-T-IL DANGER QU'UNE MAUVAISE UTILISATION D'ARMES À FEU
ANCIENNES AIT DES CONSÉQUENCES FÂCHEUSES?COMMENT TRAITE-T-ON LA QUESTION DES ARMES À FEU ANCIENNES DANS
LES LOIS SUR LE CONTRÔLE DES ARMES DE CERTAINS AUTRES PAYS?

Il n'y a eu, que je sache, aucun incident enregistré au Canada depuis la seconde Guerre mondiale où une arme ancienne a été utilisée pour commettre un crime, et même si à quelques reprises, de tels incidents étaient arrivés, leur nombre serait sûrement assez faible en comparaison avec celui des incidents malheureux découlant du mauvais usage des armes à feu modernes pour justifier qu'elles soient complètement exclues des préoccupations de ceux qui sont chargés de rédiger les lois sur le contrôle des armes à feu.

À ma connaissance, aucun de ceux qui ont commenté le Bill C-83 ou qui ont écrit sur ce sujet n'a prétendu que les armes à feu anciennes constituaient une menace pour qui que ce soit, et bon nombre de personnes ont affirmé devant ce Comité que les armes à feu anciennes n'avaient pas à être assujetties à la loi et que le Bill C-83 devrait être modifié pour protéger les collectionneurs et les propriétaires d'armes à feu anciennes. Voici des exemples de témoignages:

1. M. Martin Friedland a déclaré, le 4 mai, lors de sa comparution devant ce Comité:

"Le collectionneur d'armes à feu anciennes ne cause aucun problème ni à vous ni à moi; je veux parler des personnes qui collectionnent des pistolets comme objets rares ou historiques, les collectionneurs d'armes pour poudre noire."

2. M. Martin Friedland, dans le rapport qu'il a rédigé à la demande du solliciteur général, a exprimé ce qui suit:

"Les armes à feu anciennes (non pas leurs reproductions) devraient être exemptées de permis. En raison de leur valeur et, dans bien des cas, de leurs ratés fréquents, il est peu probable qu'elles ne soient utilisées à des fins illégales. La solution la plus simple serait d'exempter toute arme à feu vieille de plus de cent ans."

3. Le solliciteur général déclare ce qui suit à la page 8 de son exposé du 27 avril au Comité:

"De plus, j'ai reçu un nombre considérable de lettres de collectionneurs de fusils de bonne foi et responsables qui s'inquiètent de ce qu'en vertu de la présente législation, ils ne pourront pas collectionner des armes à autorisation restreinte qui ne tombent pas dans la catégorie des 'antiquités, curiosités ou souvenirs.' Après en avoir longuement délibéré, le ministre de la Justice et moi-même sommes, maintenant, prêts à proposer un autre amendement au projet de loi afin de les rassurer".

REMARQUE: Cette affirmation laisse supposer que le solliciteur général et le ministre de la Justice ne considèrent pas que les armes à feu ayant une valeur d'antiquité présentent une menace.

Il est intéressant de remarquer que dans certaines juridictions où les lois en vigueur à l'égard des armes sont beaucoup plus sévères qu'au Canada ou que ce qui est maintenant proposé dans le Bill C-83, des exemptions sont prévues pour les armes à feu ayant une valeur d'antiquité. Par exemple:

A. Bien que cela n'ait pas semblé beaucoup contribuer à faire diminuer le taux des crimes à main armée, le Royaume-Uni a, et a eu depuis de nombreuses années maintenant, des contrôles très sévères par rapport à ceux que nous avons eus au Canada et, surtout, il exige l'enregistrement non seulement des armes de poing mais également des armes d'épaule. La Loi exempte néanmoins les antiquités et rien ne démontre que cette exemption ait créé des problèmes.

B. La Loi des États-Unis de 1968 dite Federal Gun Law exempte les antiquités. Nonobstant les difficultés que pose le contrôle des armes à feu aux États-Unis et quelque faible et inefficace que soit la Loi de 1968, le Congrès a, néanmoins, alors reconnu, pour une raison ou pour une autre, que le mal auquel il fallait remédier ne nécessitait pas de contrôler les antiquités.

C. Il y a environ un an, l'Etat du Massachusetts a mis en vigueur une nouvelle loi très sévère sur le contrôle des armes à feu, loi qui comporte des peines d'emprisonnement obligatoires d'un an sur condamnation. Néanmoins, la Loi exempte les antiquités.

D. Dans l'Etat de New York un contrôle très sévère des armes à feu est appliqué, il suffit pour s'en convaincre de consulter la Loi Sullivan qui est en vigueur depuis plus de 60 ans. Il y a deux ans seulement, l'Etat de New York a finalement modifié la Loi Sullivan afin d'exempter les armes anciennes.

PARTIE III

ARMES A FEU ANCIENNES VISÉES PAR LE CODE CRIMINEL AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES

Avant 1969, les armes à feu ayant une valeur d'antiquité n'étaient pas spécifiquement exemptées des dispositions du Code criminel concernant les "armes à autorisation restreinte". Auparavant, je crois qu'une interprétation juste et raisonnable des dispositions du Code concernant les "armes à autorisation restreinte" voulait qu'une arme de poing ayant valeur d'antiquité soit incluse, si bien qu'elle devait être enregistrée. Néanmoins, du moins dans la plus grande partie de la Nouvelle-Ecosse, au Nouveau-Brunswick et, je crois, également dans d'autres parties du Canada, l'administration n'exigeait pas en pratique l'enregistrement d'une arme de poing ayant une valeur d'antiquité. Je sais que dans les Maritimes, il est arrivé à des collectionneurs qui voulaient faire enregistrer des pistolets ayant une valeur d'antiquité d'être tout simplement ridiculisés par les agents du bureau de la Gendarmerie Royale ou au poste de police local, selon le cas.

En 1969, un certain nombre d'amendements ont été apportés au Code criminel dont certains concernaient le contrôle des armes à feu. Dans le projet de loi qui a été présenté, les armes de poing ayant une valeur d'antiquité étaient exemptées des exigences d'enregistrement des "armes à autorisation restreinte". Naturellement, les collectionneurs et leurs clubs et associations étaient bien heureux et je crois savoir qu'aucun d'entre eux n'a fait parvenir de mémoire sur le bill, du moins pas à ce propos. Enfin, il semblait que le Code criminel allait être modifié afin de consacrer dans les lois ce qui avait, en fait, été la pratique pendant bien des années, c'est-à-dire qu'une arme de poing ayant une valeur d'antiquité n'avait pas besoin d'être enregistrée comme "arme à autorisation restreinte".

Toutefois, et pour des raisons qui m'échappent, le Comité a modifié le bill, de sorte que les armes anciennes ne sont plus exemptées. Par conséquent, nous nous sommes retrouvés avec les dispositions actuelles du Code criminel, qui prévoient très clairement que même une arme ancienne doit être enregistrée comme une "arme à autorisation restreinte", ce qui fait que chaque fois qu'un collectionneur veut présenter une arme ancienne à une exposition, ou l'apporter chez un détaillant pour l'y vendre, ou chez un autre collectionneur, pour la lui vendre, pour l'échanger, ou simplement pour la lui montrer, il doit se rendre chez le registraire local et obtenir un permis de port d'arme pour cette arme en particulier.

PARTIE IV

IL EST INUTILE D'EXIGER L'ENREGISTREMENT ET UNE AUTORISATION DE PORT D'ARME POUR DES ARMES A FEU ANCIENNES; UN TEL SYSTEME NE POUVANT QU'ÊTRE UNE SOURCE DE PROBLÈMES ET DE DÉPENSES POUR LES COLLECTIONNEURS

Si on admet le fait que les armes anciennes ne constituent pas une menace suffisante pour la paix, l'ordre et la bonne marche de la société pour justifier qu'elles soient contrôlées par la loi (et cela semble être l'opinion générale), alors pourquoi le gouvernement

consacrerait-il tant d'efforts et d'argent à exiger l'enregistrement des armes anciennes, et des autorisations de port de ces mêmes armes, et pourquoi le collectionneur d'armes devrait-il se plier à toute cette série de formalités et de tracasseries?

Actuellement, si j'importe une arme à feu ancienne, comme par exemple un fusil à pierre fabriqué il y a 200 ans, je dois attendre qu'il arrive aux douanes canadiennes, et après y avoir rempli les documents nécessaires je dois ensuite obtenir un permis de port pour transporter le fusil du bureau des douanes au bureau de la GRC, où il sera examiné et où je devrai faire une demande d'enregistrement qui sera envoyée à Ottawa. Ce fusil n'ayant pas de numéro de série, je devrai ensuite me rendre à la Section de l'identification de la GRC, où on le photographiera sous tous les angles. On doit habituellement laisser l'arme à feu là-bas, parce que le personnel de la section des Identifications est généralement très occupé à photographier les lieux où des crimes ont eu lieu, les accidents graves, etc. J'ai déjà dû y laisser des armes de poing pendant deux ou trois jours, avant que quelqu'un trouve le temps de les photographier. Je n'aime pas faire cela parce que les armes à feu en question sont très précieuses, et je ne peux pas prendre le risque que quelqu'un les manie, par curiosité, et les endommage. Les profanes ont tendance à prendre l'arme à feu, à l'armer, et à tirer à vide; dans le cas d'une arme ancienne, cela pourrait avoir des conséquences désastreuses. Même si quelqu'un ne fait que prendre un de mes fusils pour le regarder quelques instants, et le dépose ensuite, il y a risque de l'endommager si on ne l'essuie pas immédiatement avec un linge enduit d'huile, parce que même des empreintes digitales apparemment sèches peuvent provoquer la formation de rouille en quelques heures, puisque toutes les armes à feu anciennes sont faites de fer pur. Je m'inquiète toujours beaucoup de devoir laisser des fusils anciens au bureau de la GRC, pour qu'ils y soient photographiés, même si jusqu'à maintenant rien de malencontreux n'est arrivé.

On me téléphone habituellement après quelques jours pour me dire que je peux aller chercher mes fusils, et je dois alors obtenir une autre autorisation pour transporter les fusils du quartier général de la GRC jusque chez-moi. Il semblerait que des copies des photographies soient envoyées à Ottawa, et s'ajoutent au dossier permanent de ces armes, et grâce à l'amabilité du personnel de la GRC, j'en reçois toujours des copies.

En temps et lieu, je reçois un document d'Ottawa attestant l'enregistrement de l'arme de poing. Pour acheter une arme à feu à l'étranger, et la rapporter avec moi, la procédure initiale est habituellement plus complexe parce que je ne suis pas toujours sûr de mon itinéraire de retour au Canada, et même lorsque mes plans de voyage sont fixes, je ne peux jamais être certain que l'avion atterrira à l'endroit prévu. J'ai habituellement de la difficulté à expliquer pourquoi je veux un permis de port "d'armes à autorisation restreinte", valide pour environ une semaine, et me permettant de transporter des armes à feu ^{au quartier} général de la GRC de Halifax, de n'importe quel aéroport où j'atterrirai en provenance de l'Angleterre.

Après avoir réussi à enregistrer les pistolets anciens que j'ai importés, je constate que je n'ai pas le droit de les sortir de la maison sans une autre autorisation. Il y a deux ans, j'ai déménagé dans une nouvelle maison à Halifax. Le trajet à accomplir n'était pas très long; en fait les deux maisons se trouvaient seulement à trois pâtés l'une de l'autre, mais j'ai quand même dû me rendre au bureau du registraire et faire la queue pendant environ une demi-heure pour obtenir l'autorisation de transporter mes pistolets anciens entre certaines heures d'un jour donné, d'une maison à une autre, soit pour parcourir une distance de quelques rues seulement. Vraiment, je me demande en quoi cela peut être utile.

Même aujourd'hui, si j'ai envie d'aller à une exposition d'armes à feu, ce que je fais à l'occasion, et d'emporter avec moi quelques-unes de mes anciennes armes de poing pour les y exposer, je dois obtenir un permis pour transporter ces armes jusqu'à l'exposition et les en ramener, lequel permis est valide pendant

quelques heures à un jour donné. Même ce genre de permis n'est pas toujours facile à obtenir car la GRC a apparemment reçu l'ordre d'inscrire le numéro de fabrication, du modèle et de série des armes en question au dos du permis (il n'existe pas de case pour inscrire ce renseignement sur le verso du permis même) et je connais un bon nombre de cas dans les Maritimes où la GRC a refusé d'accorder ce permis car les armes que le collectionneur en question voulait transporter, étant des antiquités, ne portaient pas de numéro de série et l'agent de la GRC en question s'est entêté à ne pas émettre le permis pour transporter ces armes car, d'après les directives qui lui avait été données, il devait relever les numéros de séries, un point c'est tout.

Si j'ai envie dans la soirée de rendre visite à un autre collectionneur pour lui montrer ma dernière acquisition ou d'emporter chez lui une arme de poing antique dans le but de la lui vendre peut-être ou de l'échanger contre une des siennes, je dois avant tout obtenir un permis de transport. Cela veut dire que je dois prévoir cette occasion bien à l'avance car je ne peux obtenir mon permis que durant les heures normales de travail. Si l'idée de rendre visite à un autre collectionneur me vient à l'esprit après les heures normales de travail, alors je ne peux emporter avec moi aucune arme de poing antique.

Si pour certaines raisons, que je sois en possession de mes facultés ou non, je décide d'utiliser une arme de poing antique pour perpétrer un crime, cela ne ferait sûrement aucune différence que l'arme en question soit enregistrée ou non en tant que "arme à autorisation restreinte" ou que j'ai ou non en ma possession un permis pour transporter une arme de poing sur les lieux du crime. Soit que je me tire d'affaire en perpétrant ce crime, dans lequel cas personne ne saura si l'arme de poing était enregistrée ou si je détenais un permis pour transporter cette arme, soit que je me fasse prendre, lequel cas je serais accusé du crime même, ce qui, invariablement, sera beaucoup plus grave que le crime d'avoir en sa possession une "arme à autorisation restreinte" et non enregistrée ou d'avoir en sa possession une "arme à autorisation restreinte" enregistrée mais sans détenir également un permis pour les transporter.

En fin de compte, je suis d'avis qu'il n'est pas nécessaire d'exiger l'enregistrement des armes de poing antiques comme "armes à autorisation restreinte" ou d'exiger des permis de transport pour ces dernières.

PARTIE V

MODIFICATIONS PROPOSÉES AU BILL C-83

Le bill devrait être modifié de façon à exempter de l'enregistrement les armes de poing anciennes et stipuler que ni les armes de poing anciennes, ni les armes d'épaule ne soient déclarées armes prohibées.

A cette fin, il faudrait recourir à la méthode suivante:

- a) définir l'expression "arme à feu ancienne"
- b) changer la définition de l'expression "arme à feu" en ajoutant à la fin de la définition telle que contenue dans le bill C-83 les mots:
"et comprend une arme à feu ancienne."
- c) changer la définition de "arme à feu prohibée" en modifiant l'alinéa d) de la façon suivante:
"N'importe quelle arme qui n'est ni un fusil ni une carabine d'un genre utilisé habituellement au Canada pour la chasse ou le sport ou qui n'est pas une arme à feu ancienne, et qui est, par décret du gouverneur en conseil, déclarée être une arme prohibée";
- d) changer la définition de l'expression "arme à feu à autorisation restreinte" telle qu'elle apparaît actuellement dans le bill C-83 en ajoutant à la fin de cette définition les mots suivants:
"mais ne comprend pas une arme à feu ancienne".

Ce qui précède auraient les résultats suivants:

- a) les armes à feu anciennes, tant les armes d'épaule que les armes de poing, ne pourraient être déclarées "des armes prohibées" autrement que par une loi du Parlement;
- b) il ne serait pas nécessaire d'enregistrer les armes à feu anciennes qui seraient des armes de poing;
- c) les propriétaires d'armes à feu anciennes seraient encore obligés d'obtenir un permis en tant que propriétaire d'une arme, en vertu de l'article 88. Je ne crois pas que cela soit vraiment nécessaire bien que la plupart des collectionneurs d'armes à feu aient également en leur possession quelques armes à feu modernes et qu'ils soient obligés d'obtenir un permis dans tous les cas. Il y a cependant des gens qui n'ont en leur possession qu'une ou deux armes anciennes qui leur viennent de leur famille et l'on se demande s'ils devraient détenir un permis en tant que propriétaires d'armes.
- d) relativement aux armes à feu anciennes, tant les armes d'épaule que les armes de poing, les articles 83, 84, 85, 88, 95, 98, 99 et 101 s'appliqueraient encore. Le seul article qui ne s'appliquerait pas est l'article 87 qui rend illégale la possession d'une arme à feu à autorisation restreinte sans certificat d'enregistrement ou le transport d'une arme à autorisation restreinte sans le permis y afférent.

Il existe tellement d'autres accusations possibles pour le mauvais emploi d'une arme à feu ancienne comme arme offensive que je me demande quelle différence cela pourrait faire de ne pas inclure également l'accusation en vertu de l'article 87. Il n'est guère normal de porter plus d'une accusation de toute façon dans le cadre de mêmes circonstances et je demande, par conséquent, ce qu'il y aurait de si terrible à ce que les autorités ne puissent porter d'accusation en vertu de l'article 87, mais seulement en vertu de plusieurs autres articles.

Quoique l'on fasse, je suis d'avis que le moins que ce Comité puisse faire est de proposer un amendement au bill C-83 pour faire en sorte que les armes à feu anciennes ne puissent être déclarées des "armes prohibées" par décret du gouverneur en conseil. D'après la définition actuelle d'"armes prohibées", il est tout à fait possible que le gouverneur en conseil adopte un décret déclarant que les armes d'épaule et/ou les armes de poing sont prohibées. Cela pourrait se faire intentionnellement ou non. Ma préoccupation est que si le gouvernement n'est pas disposé à établir dès aujourd'hui une distinction entre les armes à feu anciennes et les armes modernes, il n'y a aucune raison de croire qu'il le fera un jour lorsqu'il décidera de faire passer les armes de poing de la catégorie des "armes à autorisation restreinte" à la catégorie des "armes prohibées". Nonobstant les assurances du contraire par le ministre de la Justice, je ne suis pas du tout convaincu qu'à un moment donné, le gouvernement en fonction ne décidera pas de faire des armes de poing des "armes prohibées" par décret du conseil, et d'inclure, en même temps, intentionnellement ou non, les armes à feu anciennes.

La suggestion qui précède est facilement réalisable si l'on modifie l'alinéa d) de la définition actuelle des "armes prohibées" dans le bill C-83 pour qu'elle devienne:

"N'importe quelle arme qui n'est ni un fusil ni une carabine d'un genre utilisé habituellement au Canada pour la chasse ou le sport ou une arme à feu antique et qui est, par décret du gouverneur en conseil, déclarée être une arme prohibée";

Finalement, j'estime que l'article 106.2(7)b) devrait être modifié pour permettre au propriétaire occasionnel d'une ou deux armes de poing anciennes de les enregistrer. La formulation actuelle de l'article exige qu'un requérant voulant obtenir une autorisation pour une arme de poing ancienne convainque les autorités qu'il est un collectionneur d'armes de bonne foi et que cette arme fera partie de sa collection.

Pourquoi la loi ne peut-elle permettre l'enregistrement de bon droit d'une arme de poing ancienne? Pourquoi le requérant doit-il nécessairement être un collectionneur de bonne foi?

Je connais un bon nombre de personnes qui possèdent une ou deux armes de poing anciennes de famille; elles ne peuvent être considérées comme des collectionneurs et ne prétendent pas l'être non plus. La rédaction actuelle du bill C-83 empêche ces personnes d'enregistrer leurs armes de poing anciennes même si elles avaient des autorisations en tant que propriétaires d'armes. Quel avantage cela procure-t-il?

J'estime en conséquence que l'article 106.2(7)b) devait être modifié par la suppression des mots:

"est destinée à la collection d'armes à feu du requérant qui est un collectionneur d'armes à feu de bonne foi",
Il en résulterait que les propriétaires d'une ou plusieurs armes de poings anciennes, des curiosités ou des souvenirs pourraient les conserver sans avoir à prétendre qu'ils sont collectionneurs, ce qui est faux pour la plupart. Si une arme de poing en particulier est ou est censée être une antiquité, une curiosité ou un souvenir quelle différence y a-t-il alors si le propriétaire est collectionneur ou non? Si la modification suggérée était apportée l'arme de poing qui constitue une antiquité, une curiosité ou un souvenir serait alors enregistrée de bonne foi pourvu que le propriétaire ait une autorisation comme propriétaire d'armes à feu en vertu de l'article 106.1 quoique je me demande si, dans ces conditions, le propriétaire devrait être tenu d'obtenir une autorisation.

Les pages suivantes constituent l'Annexe A de ce mémoire et énumèrent une série de définitions possibles du terme "arme à feu ancienne".

PRÉSENTÉ RESPECTUEUSEMENT

D.A. Stewart

17 mai 1976

ANNEXE ADÉFINITIONS PROPOSÉES POUR L'EXPRESSION "ARME A FEU ANCIENNE"

1. "Arme à feu ancienne" désigne
 - a) toute arme à feu (y compris les armes à feu dotées d'une mèche, d'une pyrite, d'une amorçe ou d'un système d'allumage similaire) fabriquée en 1898 ou avant; et
 - b) toute reproduction de toute arme à feu décrite à l'alinéa a), si cette reproduction
 - (i) n'est pas conçue ou reconçue pour utiliser des munitions à percussion centrale de type conventionnel ou à percussion annulaire; ou
 - (ii) utilise des munitions à percussion centrale de type conventionnel ou à percussion annulaire, qui ne sont plus fabriquées au Canada et qu'il est impossible de se procurer sur le marché ordinaire.

COMMENTAIRE

- a) Cette définition est tirée de la loi américaine de 1968.
- b) J'ignore pourquoi on a choisi l'année 1898. Certaines armes de poing fabriquées avant cette année utilisent des cartouches qu'il est encore possible de se procurer.
- c) S'il faut établir une date de démarcation, il faudrait à mon avis prendre l'année 1888 pour les raisons suivantes. Les armes fabriquées avant 1888 ne peuvent être utilisées qu'avec des cartouches de poudre noire, qu'il est désormais impossible de se procurer sur le marché.
- d) Je ne crois pas qu'il faille soustraire les copies d'armes à feu aux modalités d'enregistrement, car on pourrait alors les transporter et s'en servir librement. Les reproductions sont conçues pour l'usage, de façon à ne pas devoir utiliser l'article original. Les reproductions d'armes de poing devraient être classées dans la catégorie des "armes à autorisation restreinte", de façon à obliger les détenteurs à faire enregistrer ces armes et, s'ils désirent s'en

servir, à obtenir un permis pour les utiliser dans des clubs reconnus de tir à l'arme de poing. Si la reproduction est une arme à canon long, elle devrait être assujettie aux dispositions relatives à ces armes.

2. "arme à feu ancienne" désigne toute arme à feu fabriquée avant 1888.

COMMENTAIRES

C'est en 1888, je crois, que l'armée britannique adoptait la carabine Lee-Enfield, utilisant des cartouches remplies d'une poudre autre que la poudre noire. À partir de 1889, les cartouches à poudre pyroxilée devinrent de plus en plus populaires. Toute arme à feu fabriquée avant 1888, à l'exception peut-être de quelques pièces ou prototypes expérimentaux, fonctionnait avec de la poudre noire. On peut toujours se procurer celle-ci à l'état libre, pour les armes se chargeant par la bouche, qu'il s'agisse d'armes anciennes ou de reproductions mais, à ma connaissance, aucune cartouche à poudre noire n'est actuellement fabriquée ou vendue au Canada. Par conséquent, il est fort peu probable qu'une arme à feu utilisant des cartouches et fabriquée avant 1888, puisse être utilisée par une personne autre qu'un collectionneur capable de combiner une arme à feu et la cartouche appropriée; or, ce ne sont pas les collectionneurs qui nous inquiètent. Même si un criminel devait voler une arme à feu appartenant à un collectionneur, avec l'intention de s'en servir pour perpétrer un crime, il est fort probable qu'il volerait une arme utilisant des cartouches modernes plutôt que de prendre une arme ancienne et de vieilles munitions peut-être inutilisables.

3. "Arme à feu ancienne" désigne toute arme à feu autre qu'une reproduction qui n'a pas été conçue ou reconçue pour tirer des munitions modernes renfermant une charge autre que de la poudre noire.

COMMENTAIRES

- a) Cette définition est identique à celle donnée au n° 2, sauf qu'elle n'est aucunement restreinte par une date quelconque.
 - b) Cette définition, en n'incluant pas les reproductions, m'apparaît équitable. Il n'est pas nécessaire de définir l'expression "munitions modernes", celle-ci étant généralement acceptée comme synonyme de balle, de charge et d'amorce, contenues dans une douille qui constitue une unité autonome.
 - c) Cette définition permet de classer parmi les armes anciennes toute la gamme d'armes utilisant des cartouches, qui, même si elles servent à tirer des "munitions modernes", utilisent de la poudre noire, par opposition à la poudre pyroxilée moderne ou à ses équivalents.
4. "Arme à feu ancienne" désigne toute arme à feu autre qu'une réplique qui
- a) n'est pas conçue ou modifiée pour tirer des cartouches modernes; ou
 - b) est conçue pour tirer des cartouches modernes autres que les cartouches conventionnelles à percussion centrale ou annulaire.

COMMENTAIRE

- a) Cette définition est plus restrictive que la définition n° 2 ou n° 3.
- b) Pour être exclue en vertu du paragraphe b), une arme tirant des cartouches modernes devrait être une arme tirant des cartouches à système ancien de mise à feu, comme par exemple à broche, par bassinet, par cheminée, par capsule ou à percussion annulaire; il est évident que les cartouches

de ce type ne sont actuellement pas disponibles sur le marché et que l'on ne les fabrique plus. En fait, dans certains cas, on peut obtenir d'un collectionneur pour une seule de ces cartouches un prix plus élevé que celui de l'arme à laquelle elle est destinée.

- c) L'inconvénient de cette définition est qu'elle ne range pas dans la catégorie des armes anciennes les armes à percussion centrale et annulaire fabriquées entre 1860 et 1888, même si ces armes étaient conçues pour n'utiliser que de la poudre noire et même si les cartouches qu'elles tirent ne sont plus disponibles.

CONCLUSIONS

- a) Je préfère la définition n° 2 ou n° 3.
 - b) La définition ne servirait qu'à modifier celle "d'armes à autorisation restreinte" pour que les articles concernant l'enregistrement et la possession d'une "arme à autorisation restreinte" ne s'appliquent pas aux armes anciennes.
 - c) Une arme à feu ancienne demeurerait une "arme à feu" telle que définie au paragraphe 82(1) et par conséquent, une "arme", de sorte que les articles 83, 84, 85, 86, 87 et 88 s'appliqueraient encore.
5. "arme à feu ancienne" désigne toute arme à feu fabriquée avant 1876, et qui n'était pas conçue ou n'a pas été modifiée de façon à tirer des cartouches à percussion centrale ou annulaire.

COMMENTAIRE

- a) Cette définition est une variante de la définition n° 4 et on y ajoute la mention de la période d'un siècle.
- b) L'inconvénient de cette définition, comme dans le cas de la définition n° 4, est qu'elle ne classe pas dans la catégorie des armes à feu anciennes les armes à percussion centrale et annulaire fabriquées entre 1868 et 1876, même si elles étaient conçues pour utiliser uniquement de la poudre noire et même si les cartouches qu'elles tirent ne sont plus disponibles.

CONCLUSION

Je préfère, dans l'ordre, la définition n° 3, n° 2,
n° 4 et n° 5.

APPENDICE «JLA-37»

Les membres du Comité permanent de la justice
et des questions juridiques

Chambre des communes

Ottawa (Ontario)

PHASE A

K1A 0A7

M ssiieurs,

Afin de vous démontrer la bonne réputation de notre Association comme groupe actif de porte-paroles dignes de confiance et bien informés de la section de la fraternité des Collectionneurs d'armes à feu, se spécialisant dans les armes légères et l'équipement militaire de toutes les époques historiques, nous avons inclus dans cette partie de notre mémoire quelques-unes des nombreuses lettres de remerciements et d'éloges reçues ces dernières années. De plus, la description qui fait suite pourrait vous aider à comprendre nos titres de créance.

La Service Rifle Shooting Association est un organisme établi il y a dix ans et demi et qui comprend des historiens militaires professionnels et amateurs tant civils que militaires. Notre Comité exécutif composé de huit personnes comprend deux inspecteurs d'armes à feu au service du Centre des sciences médico-légales, du ministère du Solliciteur général de la province de l'Ontario, un cadre supérieur de l'Industrie de l'emballage, un cadre supérieur du milieu bancaire, trois cadres intermédiaires des secteurs de la production, des ventes et de l'administration dans l'industrie et un représentant des ventes techniques et l'Industrie de l'emballage.

La liste de nos membres actifs comprend cinquante-sept membres dans le Canada; environ 154 personnes ont été membres de l'Association depuis sa fondation. Nous avons toujours fait preuve d'une grande prudence dans le choix de nos membres et les recommandations visant l'octroi à nos membres du privilège qu'est le permis de port d'armes. Nous envoyons régulièrement la liste de nos membres à la Gendarmerie royale du Canada, au service de la police provinciale de l'Ontario, au service de la police de la ville de Toronto et au ministère du Procureur général de l'Ontario. Nos diverses fonctions sont exposées en détail à ces organismes et à toute autre partie intéressée. Nous croyons fermement que nous avons des antécédents remarquables de collaboration et de participation chez nos membres, surtout en ce qui concerne la possession responsable d'armes à feu et les privilèges d'utilisation.

En rassemblant les collections privées d'armes à feu appartenant aux membres de la Service Rifle, on obtiendrait l'une des collections d'armes légères militaires, historiques et contemporaines de 1750 à nos jours, et de la meilleure qualité en Amérique du Nord.. En ce qui concerne la section des armes légères militaires modernes de la collection, les armes à feu entièrement automatiques qu'elle comprend valent, au bas mot, \$51,000. Nous considérons cette estimation modérée parce que sur le marché des collectionneurs, avant l'adoption de cette loi, la valeur serait considérablement supérieure au chiffre donné.

De plus, avec les pièces de rechange, dont un bon nombre pourrait être interdit, il faudrait ajouter \$10,000 de plus au chiffre de l'Association.

Pour les armes militaires semi-automatiques, le groupe détient environ \$30,000. Comme l'ensemble de cette collection est financé par des particuliers, vous comprendrez que cette somme représente une petite fortune pour nos membres.

De plus, nos membres ont un niveau collectif d'expérience relativement à l'utilisation, la conception et l'application des armes légères militaires jusqu'ici insurpassé au Canada. C'est précisément pour ces deux raisons que tant d'organismes se sont adressés à la Service Rifle pour une aide professionnelle. Cette aide a été offerte dans tous les cas à un coût ne dépassant pas les frais de voyage et gratuitement dans bon nombre de cas. Les coûts des armes et leur entretien, des services des conférenciers et des démonstrateurs, d'une grande bibliothèque de référence et souvent des voyages et des munitions ont été assumés par les membres de la Service Rifle à titre de service et (tout en craignant d'être banal) comme un service patriotique aux organismes concernés.

Suit une brève description des fonctions les plus exigeantes:

1. L'Ecole des armes de combat BFC Gagetown (Nouveau-Brunswick)
DÉMONSTRATIONS/CONFÉRENCES, DANS LE CADRE DE COURS SUR
LES ARMES LÉGERES

Deux ou trois fois par année, nous envoyons à cette école une équipe technique composée de six à douze hommes pour donner

des conférences dans le cadre des cours sur les armes légères, consacrés au perfectionnement des armes, à l'emploi tactique, à la performance, à la distribution mondiale, au mode de fonctionnement, etc.... Cela fait partie intégrante d'un programme de formation intensive de sept semaines.

Aussi, pendant cette visite, les élèves de cette école peuvent essayer, au champ, un choix d'armes qu'apporte avec elle l'équipe technique. A cette occasion, nous faisons une démonstration de la performance balistique relative des plus importants calibres employés actuellement dans le monde.

L'équipe technique est entièrement responsable du contenu et de la composition de la conférence à prononcer durant toutes les étapes de cette visite. Nous retrouvons deux genres d'élèves dans cette école. Le premier groupe est composé de sergents qui retourneront dans leurs unités comme instructeurs dans le maniement des armes et le second groupe est formé d'officiers subalternes qui ont besoin d'une formation dans le maniement des armes légères.

Comme on peut le constater, cette fonction requiert une connaissance précise des armes légères pour être en mesure de fournir des renseignements valables et exacts. Ce niveau d'expérience ne peut s'obtenir par la simple lecture des guides et des critiques.

Il est nécessaire, dans un processus continu, que l'équipe technique étudie les caractéristiques techniques et la performance de ces armes en les utilisant personnellement dans les champs de tir et en les examinant en détail. Par conséquent, l'excellent fonctionnement des armes est nécessaire.

Vu le perfectionnement rapide des armes légères militaires et la tendance mondiale résultante à choisir des armes à feu avec dispositif de sélection du mode de tir (c'est-à-dire des armes à la fois automatiques et semi-automatiques), il est très souhaitable que nous puissions continuer à acheter des armes supplémentaires dans cette catégorie d'armes entièrement automatiques, Si cela s'avère impossible, les renseignements donnés par l'équipe deviendraient rapidement désuets.

2. L'École des armes de combat (BFC Gagetown Nouveau-Brunswick)
MANUEL DE RECONNAISSANCE DES ARMES LÉGÈRES

Grâce à l'encouragement et à la direction du commandant de l'École, l'association a passé plus d'une année à préparer un Manuel de reconnaissance des armes étrangères de concert avec le Peloton des armes légères de l'École des armes de combat. Toutes les descriptions et les critiques des armes ont été rédigées par les membres de la Service Rifle et vérifiées par l'École. Toutes les photographies de qualité professionnelle ont été préparées par la SRSA. Ce manuel est distribué aux stagiaires le maniement des armes légères qui suivent le cours de la CAS. C'est un projet qui se continue; de nouvelles armes seront ajoutées au manuel lorsqu'elles auront acquis une importance mondiale ou qu'elles présenteront des caractéristiques de conception exceptionnelle.

La remarque concernant la possibilité de continuer à acheter des armes légères militaires et contemporaines et acquérir du nouveau matériel s'applique également à cette fonction.

Ce projet était très peu coûteux pour le gouvernement.

3. L'École du Service de santé des Forces canadiennes (BFC Borden (Ontario).)

Une ou deux fois par année, l'Association fournit des armes et des munitions modernes et des tireurs d'élite bien informés qui tirent sur une variété de cibles soigneusement préparées pour illustrer à un étudiant en médecine les blessures causées par divers calibres de munitions actuellement utilisés dans le monde. A la fin, la SRSA expose des armes légères contemporaines comme sujet d'intérêt général pour les élèves du cours.

4. Organismes chargés de l'application de la loi

Les diverses catégories d'armes à feu utilisées par les criminels sont exposées et leur utilisation est démontrée et discutée. Dans ce cas, les armes à long feu et les armes de poing communes prédominent. Les épreuves de balistique (pénétration et impact) font partie de ce programme. La partie conférence de cette fonction est le plus souvent assurée par nos membres qui sont des professionnels dans ce domaine.

Notre démonstration la plus récente dans ce domaine a été faite devant le Groupe tactique de sauvetage de la police provinciale de l'Ontario. Les militaires professionnels membres de l'Association y ont participé en fournissant des cibles, des champs de tir et des démonstrateurs.

En 1973, notre Association a été consultée par le service de police de Mississauga (aujourd'hui la police régionale de Peel) pour que nous les aidions dans le choix impartial d'un pistolet mitrailleur pour le travail spécialisé de la police.

5. Exposés historiques

En 1970, le gouvernement de l'Ontario essayait de faire un film, à l'occasion de l'inauguration de la Place Ontario, qui illustrerait avec pittoresque et précision la participation de notre pays dans la Seconde guerre mondiale. Après avoir recherché l'aide de l'armée régulière et les conseils de la PPO, l'équipe du film a été renvoyée à la SRSA. Notre Association a fourni à deux reprises jusqu'à vingt participants vêtus d'uniformes et versés en des techniques et une diversité d'armes y compris les armes entièrement automatiques de l'époque, les uniformes et les accoutrements, au prix dérisoire de \$200. Les scènes ont été filmées pendant une tempête de neige et contenaient des soldats canadiens et allemands. Tout cela a été fourni par les membres de la SRSA. Les scènes de tir au vif de cet événement étaient surveillées par les agents de la PPO.

Le coût probable pour le gouvernement de l'Ontario par arme à feu de chaque catégorie, en provenance de Hollywood, en Californie, était de \$200 par jour, par arme, à commencer par le jour de l'expédition et se terminant au jour du retour de cette arme. Cela ne comprenait pas les frais nécessaires pour les opérateurs professionnels qui savaient se servir de ces armes en toute sécurité et correctement.

Ainsi, une scène historique exacte a été créée au coût de \$200, pour le Gouvernement de l'Ontario, pour les armes et pour les opérateurs/acteurs par comparaison aux milliers de dollars dans l'autre cas.

À certaines occasions, les membres de la Service Rifle ont figuré dans les bases des forces armées et dans les sites historiques, portant une variété d'uniformes contemporains et historiques pour l'histoire militaire du Canada.

Le projet le plus récent de l'Association est la recréation du plus ancien régiment anglophone établi au Canada, les "Royal Yorkers" du Roi, formé à Chambly (Québec), le 19 juin 1776. Tous les efforts ont été faits pour donner un portrait exact de ce régiment; nous avons pu obtenir des reproductions exactes des uniformes et des accoutrements des troupes loyalistes à nos propres frais. Les membres du régiment maîtrisent les coutumes et le pas militaire de l'époque et font des recherches approfondies sur les activités de toutes les personnes qui sont restées loyales à la Couronne durant cette période de l'histoire du Canada.

Cette richesse de renseignements accumulés, sous une présentation graphique, est offerte au public par les membres de l'Association qui participent au projet.

* * * * *

En plus des lettres de félicitations ci-jointes, nous avons mis à votre disposition un grand livret de présentation qui expose dans le détail bon nombre de nos activités. Vous trouverez également un exemplaire du Manuel des armes légères de l'armée canadienne, mentionné ci-dessus, que nos membres ont préparé de concert avec l'École des armes de combat. Nous avons également apporté avec nous un album de photographies illustrant les activités de notre section historique. Malheureusement, nous avons appris que les deux articles précédents sont trop volumineux et compliqués à traduire; cependant, nous demandons à tous les membres du Comité d'examiner ces articles pour mieux comprendre les aspects utiles de la collection des armes à feu militaires.

Du: Lieutenant-Colonel
I.S. Fraser, OMM, CD

Division de l'infanterie
Ecole des armes de combat
des Forces canadiennes
de Gagetown
Oromocto (Nouveau-Brunswick)

Le 24 Juillet 1976

Monsieur Gavin K. Watt
Président KRR NY
R.R. n° 1
King (Ontario)
LOG 1KO

Monsieur,

Je vous remercie de votre aimable lettre du 14 mai.
Je suis désolé de n'avoir pas répondu plus promptement, mais au moins avons-nous eu la chance de discuter de certaines choses lors de votre récent voyage ici.

Comme je vous l'ai laissé entendre lors de votre visite, je serais très heureux que vous puissiez faire en sorte que votre équipe visite le Régiment aéroporté Canadien au cours d'une fin de semaine, dans le but de donner des instructions aux membres du régiment. En raison de la distance, il serait sans doute préférable de songer à ce que cette visite ait lieu au cours d'une longue fin de semaine. Je vous serais reconnaissant d'étudier la question et je communiquerai avec vous plus tard à ce sujet.

Je ne saurais trop vous exprimer ma gratitude pour l'aide et l'appui que vous avez prodigués à la division de l'infanterie durant mon passage à l'Ecole des armes de combat. Votre démonstration est l'une des plus professionnelles qu'il m'ait été donné de voir depuis longtemps, et je suis certain que je pourrais y assister une dizaine de fois sans pouvoir épuiser tout l'enseignement que vous avez à offrir aux spectateurs. Toutefois, cela doit être parfois quelque peu assommant pour chacun de vous. Heureusement, si tel est le cas, il n'en est rien paru dans ce que vous avez fait, et c'est là une marque de véritable professionnalisme. Les séances du samedi matin me manqueront.

Je vous réitère mes remerciements pour votre aide, et je compte vous voir tous à Edmonton dans un proche avenir.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Aile de spécialité avancée
Section de l'infanterie
Ecole des armes de combat
BFC Gagetown
Oromocto (Nouveau-Brunswick)

Le 4 février 1975

M. Gavin K. Watt
Président
Service Rifle Shooting Association
RR n^o 1
King (Ontario)
LOG 1KO

Monsieur,

Je vous prie d'excuser mon retard à vous écrire, mais celui-ci a été en quelque sorte intentionnel, car j'espérais pouvoir vous fournir de plus amples renseignements concernant l'ouvrage intitulé Foreign Small Arms Manual. Toutefois, mes efforts n'ont malheureusement donné que de piètres résultats: fondamentalement, le statut du manuel demeure inchangé. Néanmoins, nous espérons faire mieux le 1^{er} avril en profitant de la nouvelle année fiscale.

Sur une note plus agréable, je suis heureux de vous annoncer que l'OC du Détachement CAS de Valcartier (lequel dirige nos cours donnés essentiellement en français sur les armes légères) s'intéresse très positivement à votre démonstration. En fait, il a affirmé que, si l'horaire des cours le permet, il enverra ses candidats à Gagetown lors de votre visite à cet endroit. Je ne suis pas certain, toutefois, que le cours français puisse se rapprocher à ce point du cours anglais. Quoiqu'il en soit, je suis certain que ses commentaires vous feront chaud au coeur et qu'ils confirmeront la valeur militaire de votre organisation.

Pendant que nous parlons de votre démonstration, j'aimerais vous redire que j'estime que votre dernière présentation a été très bien rendue professionnellement et qu'elle a une formidable valeur d'instruction. En effet, elle a constitué le point culminant de notre cours sur les armes légères de combat, et je serais très déçu qu'elle ne fasse pas partie de notre programme d'instruction. Nous ne pourrions même pas, à moins de faire encourir aux contribuables canadiens de fortes dépenses, essayer d'obtenir une telle instruction spécialisée en recourant aux ressources militaires.

C'est pourquoi vous pouvez être assuré que la Section de l'infanterie du CAS fera tout en son pouvoir pour vous recevoir de nouveau à maintes reprises.

J'espère que vous vous portez bien, et je vous remercie très sincèrement pour tous vos efforts.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Major
J.A. English
CO de l'Aile de spécialité avancée

Base des Forces canadiennes
de Gagetown
Oromocto (Nouveau-Brunswick)
E2V 2G6

Le 25 avril 1974

M. Gavin K. Watt
Président
The Service Rifle Shooting Association
RR # 1
King (Ontario)
LOG 1K0

Monsieur,

Je suis heureux de vous avoir rencontré de nouveau. Vos démonstrations s'améliorent à chacune de vos visites. Je désire vous faire part de mon appréciation personnelle de votre généreuse contribution au cours sur les armes légères de combat. Les étudiants et l'état-major ont été très enthousiasmés par votre visite. Ils ont sûrement apprécié votre très intéressante démonstration et la chance qu'ils ont eu d'examiner vos armes étrangères.

J'essaierai de faire le nécessaire pour que vous et d'autres membres du Service Rifle Shooting Association puissiez aller en Allemagne. Vu la grande diversité des armes légères disponibles en Europe, vos démonstrations constitueront un cours de formation valable pour nos soldats en poste là-bas. Peut-être pourrez-vous même y boire ce vin que je vous ai promis.

Je vous remercie de nouveau pour votre concours. Je vous prie de transmettre mes respects aux autres membres qui vous ont accompagné.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Colonel C.H. Belzile
Commandant de l'École des armes
de combat

NOTE DE SERVICE

4640-CN

Le 25 octobre 1971

Liste de distribution.

SERVICE RIFLE SHOOTING ASSOCIATION (SRSA)
PROPOSITIONS POUR L'AVENIR

1. Les petites armes du SRSA constituent une excellente contribution au cours sur les armes légères de combat offerts deux fois par année à l'École des armes de combat, et nous désirons tous que les présentations continuent de faire partie de nos cours.
2. On s'est entendu ensemble pour présenter un document sur les données disponibles en ce qui a trait aux armes légères sous une forme qui serait utile à tous les stagiaires et instructeurs de notre cours sur les petites armes; le SRSA fournira à l'École des armes de combat sur les armes et les pièces, ainsi que la description des armes.
3. L'École développera les films et fournira au SRSA des agrandissements sur lesquels ils ajouteront les noms et descriptions des pièces pour les reproductions futures.
4. L'École éditera ensuite les photographies et les textes sous forme de manuel, c'est-à-dire une brochure à couverture flexible destinée aux étudiants.
5. La contribution du SRSA à ce projet de document d'information et d'enseignement serait particulièrement précieuse.
6. Suite au paragraphe 1 ci-dessus, il est proposé qu'on obtienne la permission de faire une présentation à Valcartier l'été prochain. Une version française serait nécessaire et on s'accorde pour dire qu'il s'agit là d'une innovation possible.

7. On demande maintenant au SRSA d'entreprendre la préparation des textes et de prendre des photos appropriées de tous les objets à exposer. L'École a entrepris des pourparlers pour obtenir que le Cinquième groupement de combat organise à Valcartier, en 1972, une présentation à laquelle participerait le SRSA.

8. Le profil ci-joint propose un modèle format de présentation d'un document destiné à l'enseignement qui est par les présentes soumis au SRSA pour étude.

Le Colonel J.P.R. LaRose
Commandant
227

ATT.

LISTE DE DISTRIBUTION

ACTION

Div Wpns (SA P1)

SRSA

INFORMATION

CSO

S02 Coord

CO Det EAC (Valcartier)

4640-2676-30 (CFMSS)
4640-330

École du Service de santé des
Forces canadiennes
Base des Forces canadiennes de Borden
Borden (Ontario)
LOM IGO

Le 10 novembre 1975

Services Rifle Shooting Association
R.R. N^o 1
King (Ontario)
COG IKO

Monsieur,

Votre association a, une fois de plus, présenté à nos élèves, à notre école, une exposition d'armes de combat et les a entretenus des blessures que celles-ci peuvent infliger. Tel que prévu, la démonstration a enthousiasmé les stagiaires et l'état-major.

Je désire vous exprimer ma gratitude pour l'effort considérable que vous et les membres de votre association avez déployé pour nous, et cela, non seulement en raison de votre récente visite, mais aussi en raison du support enthousiaste dont vous avez toujours fait preuve dans nos relations.

En mon nom personnel et au nom de mes collègues, je vous prie de transmettre également nos remerciements aux membres de l'Association qui ont accepté si généreusement de consacrer une partie de leur temps à un voyage à Borden afin de présenter la démonstration. J'espère que nos bonnes relations dureront toujours, et je compte participer à une soirée sociale lors de votre prochaine visite.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Le Colonel R.J. Slavik
Commandant, CFMSS

Centre d'instruction et de développe-
ment OPP
291, rue Sherbourne
Toronto (Ontario)
M5A 2R9

Le 22 décembre 1975

M. G.K. Watt
Président
Service Rifle
R.R. # 1
King (Ontario)
LOG 1K0

Objet: Équipe d'instruction TRU
Base des Forces canadiennes de Petawawa.

Monsieur,

Je vous écris pour vous remercier de la contribution de votre organisation à la formation de nos équipes TRU à Petawawa.

Nos membres ont fait des commentaires élogieux et favorables à la suite de la présentation de votre organisation.

J'ai fait suivre votre facture pour paiement. Vous recevrez un chèque sous peu.

Je vous réitère mes remerciements, et je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le surintendant du personnel
J.A. MacPherson
Directeur de la Direction de l'instruction

c.c. Surintendant du personnel,
J.C. McKendry
Direction des inspections du personnel

Le 3 octobre 1972

M. Gavin K. Watt
Président
Service Rifle Shooting Association
R.R. # 1
King (Ontario)

Monsieur,

Au nom des membres des différents services de police qui ont assisté au "Shoot" à la base des Forces canadiennes de Borden le 1^{er} octobre 1972, je désire vous présenter nos remerciements.

Au cours de mes conversations avec les agents qui étaient présents, ceux-ci m'ont parlé très favorablement des exposés faits par vos collègues et de votre intéressante exposition d'armes.

Les membres de notre service de police croient que plus nos agents pourront posséder des connaissances sur divers sujets, plus ces connaissances leur seront utiles à l'avenir, et ils vous sont tous reconnaissants pour ce que vous leur avez apporté.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le chef adjoint de la police
(Douglas K. Burrows)

Le lieutenant J.G. Wamboldt, CD

1000-1 (B Secur O)
Base des Forces canadiennes
North Bay
Hornell Heights, (Ontario)
POH 1FO

Le 6 octobre 1975

Monsieur,

Maintenant que la fumée s'est dissipée et que le bruit a cessé, je désire vous remercier à nouveau, vous et votre organisation, d'avoir aidé le détachement de la Police militaire de la Base des Forces canadiennes de North Bay lors du concours de tir organisé par la Police militaire le 22 septembre.

Votre intérêt et votre compétence dans le domaine des armes militaires continuent de faire le sujet de beaucoup de conversations au sein de notre détachement. L'exposé et la démonstration de votre groupe ont contribué considérablement au succès de la compétition et à l'agrément de toutes les personnes présentes.

Permettez-moi de vous réitérer, au nom du colonel McNichol, commandant de la base, et au nom de la Police militaire de la Base des Forces canadiennes North Bay, mes félicitations à vous et à vos collègues membres de votre association.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

M. Don Burke
Service Rifle Shooting Association
R.R. # 1
King (Ontario)

1254-1-71 (TRG)

Quartier général
Base des Forces canadiennes Borden
Borden (Ontario)

Le 21 juin 1971

Monsieur Gavin K. Watt
Président
Service Rifle Shooting Association
6, Queensland Court
Etobicoke (Ontario)

Monsieur,

Je vous prie d'agréer mes félicitations sincères pour l'excellente démonstration faite par les membres de votre association ici, le 12 juin, Jour des Forces armées.

La réaction de la foule de 13, 500 personnes ainsi que les multiples commentaires favorables entendus après le spectacle, ont démontré que votre démonstration a constitué l'un des faits saillants du spectacle. Vos membres méritent des éloges pour la qualité de leur spectacle et de leur exposition.

Nous vous sommes reconnaissants de la contribution de votre Association à l'organisation de la journée des Forces armées, et nous vous félicitons pour avoir fait preuve d'un tel sens civique.

Au nom de tous les effectifs de la base de Borden je vous remercie pour votre excellente participation et je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le commodore G.C. Edwards
Commandant de la base des Forces canadiennes
Borden

Le 2 avril 1976

Pièce jointe

Monsieur Gavin K. Watt,
"Royal Yorkers" de King
R.R. 1
King (Ontario)
LOG 1KO

Monsieur,

J'ai maintenant des raisons de croire qu'il se peut que je ne me rende pas en Europe, en juin, pour visiter le 1^{er} Régiment de campagne, la Royal Canadian Horse Artillery et certaines autres unités de nos forces de l'OTAN et en conséquence, j'espère pouvoir assister, à Upper Canada Village, à la cérémonie à la Loyalist Regimental Plaque. Il s'agira là sûrement d'un événement remarquable qui suscite déjà un intérêt considérable dans l'est de l'Ontario.

Vous savez peut-être que je ferai lecture de l'adresse annuelle dédiée à la délégation de la United Empire Loyalist Association, à Kingston, au terme de sa conférence, le 15 mai.

J'espère que vous-même et d'autres Royal Yorkers de King seront présents à cette occasion. Le groupe compte fortement sur votre présence. J'ai décidé de me démettre de la charge de vice-président honoraire de la United Empire Loyalist Association of Canada pour accepter la présidence de la section Sir Guy Carleton. Comme vous vous en êtes rendus compte, depuis le début des célébrations du bicentenaire américain, l'intérêt que l'on porte aux Loyalistes s'est grandement accru.

Je suis sûr que 1983 et 1984 seront pour nous des années de grande réjouissance. En fait, il ne nous reste pas beaucoup de temps!

Je crois sincèrement que les efforts que vous-mêmes et d'autres déployez actuellement pour reconstituer le Sir John Johnson's King's Royal Regiment de New York sont extrêmement importants pour notre pays.

Je compte parmi mes amis C. Lorne Butler, descendant direct du "vieux" Walter et colonel John Butler des Rangers de Butler de même que J.A.C. Rogers, de Kingston, descendant du colonel David Rogers, des Rangers de Rogers. Mais il demeure que les Royal Yorkers de Sir John Johnson symbolisent le mieux l'opposition à la république et les origines de notre nation. Les établissements militaires du colonel Johnson, à Lunenburg, le vieux District de l'Est, constituaient certainement l'origine de notre belle province de l'Ontario.

Ma dernière visite dans les Maritimes me permet de croire que le Nouveau-Brunswick est parfaitement conscient du rôle que les Loyalistes ont joué dans la naissance de la nation canadienne. Je vous fais parvenir une copie de l'invitation que j'ai reçue pour assister à l'exposition "Revolution Rejected, 1775-1776", au Musée de la Guerre.

Cette excellente exposition, qui attire chaque jour un public nombreux, comptait au nombre de ses pièces le bouton d'uniforme du Régiment Royal, les Royal Yorkers. Comme vous pouvez vous en rendre compte, les lettres d'invitation pour l'inauguration de cette exposition étaient scellées par cette pièce militaire historique.

Parce qu'Ottawa est préoccupé depuis dix ans par le mouvement séparatiste français qui menace l'unité nationale, il n'a pas été facile pour les ministères d'insister sur le thème loyaliste, mais la situation change. Les Américains sont fiers de leurs origines et les Canadiens doivent faire de même s'ils comptent survivre. Un jour on vous honorera pour ce que vous faites actuellement pour l'Ontario et le Canada.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le juge John R. Matheson

Commission des Parcs du St-Laurent

Upper Canada Village

Le 1^{er} mars 1976

M. Edward J. Anderson
The King's Royal Regiment
of New York (Assoc.)
20, D'Arcy Magee Crescent
West Hill (Ontario)
M1C 2T5

Monsieur,

J'ai cru bon de confirmer notre récente conversation téléphonique. Je dois que les points suivants la résument assez bien:

- 1) Votre groupe peut s'installer dans l'édifice de la garde ou dans le fort. On peut ajouter, dans le cas de l'édifice de la garde, qu'il peut être fermé au public le jour.
- 2) Je crois que des démonstrations d'entraînement et des illustrations de la vie militaire, du recrutement, etc., seront très intéressantes et pourront être présentées à l'endroit le plus approprié. La place navale militaire autour du fort est probablement le meilleur endroit pour concentrer ces efforts.
- 3) Il n'y a aucun inconvénient à organiser une cérémonie à la mémoire des Loyalistes pour commémorer le 200^e anniversaire de la fondation du King's Royal Regiment of New York, le 19 juin 1776.
- 4) La question du tir est encore quelque peu litigieuse. Je n'ai pas encore décidé de la façon dont nous la résoudrons.
- 5) L'admission gratuite de tous les participants et d'un nombre raisonnable d'épouses et d'amies, etc., ne pose pas de problème. Je crois qu'il serait préférable de dresser une liste préalable pour que des billets puissent être réservés.
- 6) Je tâcherai d'obtenir le plus possible de publicité gratuite et je crois que cela profitera non seulement à votre groupe mais également au Village.
- 7) Je vais voir s'il est possible de vous fournir gratuitement de la poudre à canon et peut-être de la nourriture, etc.

A l'approche de cet événement et peut-être juste après l'ouverture du Village, il serait peut-être utile que vous me rendiez visite ou que vous détachiez un représentant pour résoudre les problèmes de dernière minute. De toute façon, demeurez en contact avec nous et nous tâcherons de rendre cette fin de semaine la plus agréable possible.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées

Le surintendant des lieux historiques
W.J. Patterson

PHASE B

À L'APPUI DE LA LOI PROPOSÉE (BILL C-83)

Nous désirons appuyer un bon nombre des propositions soulignées dans cette loi, en réponse au but avoué de la loi qui est définie comme suit: "Loi pour mieux protéger la société canadienne contre les auteurs de crimes violents et autres crimes".

Nous notons dans le livret publié par le ministère de la Justice au sujet de cette loi, et intitulé "Questions et réponses" (à la page 6) une section sur l'application des sentences imposées pour des infractions liées aux armes à feu. Nous convenons parfaitement que ceux qui font un mauvais usage du privilège de possession d'armes à feu devraient être soumis à des peines strictes. Le doublement des sentences pour certaines infractions liées à des armes à feu, une sentence obligatoire minimum pour l'usage d'une arme pour la perpétration d'un acte criminel, l'interdiction de possession aux personnes qui ont déjà été condamnées pour des infractions liées à des armes à feu et le pouvoir de saisir les armes à feu dans des situations menaçantes, il s'agit dans tous les cas de pas dans la bonne direction pour décourager le mauvais usage des armes à feu et pour contrôler les infractions répétées.

Nous aimerions que la loi adopte une position plus ferme au sujet des peines imposées pour l'utilisation criminelle d'armes à feu. Par exemple, à l'article 102. (4), on devrait remplacer la disposition relative à une déclaration sommaire de culpabilité par la mise en accusation dans tous les cas. Nous sommes persuadés qu'il y a d'autres cas qui justifieraient l'application de la peine principale uniquement.

Permis et autorisation:

Nous considérons qu'il est tout à fait raisonnable d'imposer une autorisation pour la possession ou l'usage d'une arme. Cette mesure devrait avoir des avantages immédiats: premièrement, elle permettra d'identifier les propriétaires et les utilisateurs d'armes et, deuxièmement, elle peut fournir une période de "réflexion" ou un système de filtration décourageant les amateurs occasionnels et grâce à cette mesure, seules les personnes réellement responsables auront le privilège de posséder une arme à feu.

Il est aussi sensé d'exiger que les propriétaires et les utilisateurs d'armes prouvent leur aptitude que d'exiger des conducteurs de véhicules à moteur de passer un test.

Au sujet de l'application réelle du programme d'autorisation, nous proposons un système de financement semblable à celui qui est actuellement utilisé dans l'éducation, les transports urbains, la santé et le bien-être, la conservation où la société contribue financièrement beaucoup. Nous croyons qu'on respecterait ainsi la tradition et, également, les buts avoués de la loi proposée, puisque que la société en général doit bénéficier du Code criminel modifié.

Le sujet des répondants semble devoir être mieux défini. On n'a pas précisé quels seraient les répondants; toutefois, nous inciterions le Parlement à veiller à ce que ces répondants aient une connaissance des armes à feu pour qu'ils ne soient pas placés dans une situation où ils doivent rendre sur des personnes, des jugements

qui dépassent leur expérience. On devrait compter parmi ces personnes des agents de bonne foi, des collectionneurs d'armes à feu reconnus, des clubs et des associations de tir et de chasse, etc.

Enregistrement des armes à autorisation restreinte:

Nous appuyons entièrement le système d'enregistrement. Nous croyons qu'il s'agit d'un mécanisme utile pour contrôler la possession d'armes à feu et pour décourager les amateurs qui ne manifesteraient qu'un intérêt passager. Comme le mentionnaient à la page 8 les notes explicatives au sujet de la loi sur la sécurité et l'ordre publics, les contrôles appliqués au Canada sont respectés dans le monde entier et semblent être tout à fait efficaces. Ce commentaire vise le contrôle appliqué, dans le cas des armes de poing, considérées comme armes à autorisation restreinte, au moyen du processus d'enregistrement. Il est sage de noter que ce processus d'enregistrement et la valeur de notre système de contrôle s'appliquent aussi actuellement aux armes complètement automatiques qui appartiennent légalement à leurs propriétaires.

Nous croyons qu'il n'y a absolument aucun doute quant à la valeur de l'enregistrement et que nous devrions encourager l'application d'un système aussi utile. Il ne devrait pas constituer un fardeau financier pour le propriétaire de fusils ni être indûment complexe sur le plan de l'administration. Bref, ce devrait être un procédé sensé, conçu pour encourager la collaboration avec la police afin d'assurer la protection de la société.

Comme le conçoit actuellement la loi proposée, un collectionneur d'armes à feu qui possède une collection importante d'armes à autorisation restreinte pourrait être soumis à une pénalisation financière considérable, parce que la structure des taux n'est pas précisée, et ce, non seulement au début du nouveau programme, mais à tous les "cinq ans ou moins". Nous ne croyons pas saisir le bien-fondé de répéter l'enregistrement tous les cinq ans ou moins.

Nous présumons que le gouvernement propose cette procédure afin d'encourager les particuliers qui se sont désintéressés de leurs armes à feu à s'en débarrasser. Si l'enregistrement est répété tous les cinq ans au moins, ces particuliers auraient l'occasion de s'interroger sur leur désir de posséder des armes à feu. Si c'est bien la raison qui motive une telle mesure, nous croyons que tout collectionneur d'armes à feu qui a une collection considérable et qui commence à s'en désintéresser sera enclin à se débarrasser trop rapidement de sa collection, si ce n'est pour en récupérer la valeur monétaire. D'une part, le fardeau imposé aux régistres et les dépenses qu'occasionnera au public ce programme de renouvellement des enregistrements qui ne s'auto-financera pas à moins que le niveau des taux ne soit injustement élevé et, d'autre part, l'avantage éventuel que procurerait le fait de rappeler aux propriétaires d'armes leur responsabilité, doivent être soigneusement considérés et confrontés.

De toute façon, pour en revenir au système d'enregistrement dont nous devons encourager l'application de toutes les façons possibles, on peut voir que la structure des taux et le système de renouvellement de l'enregistrement peuvent difficilement être considérés comme un encouragement.

PHASE C

Collection d'armes à feu

Nous croyons que la plupart des gens reconnaissent la valeur des musées. Ces institutions sont le lien entre notre patrimoine et nous, elles nous servent de guides d'exploration du passé et ont une influence enrichissante sur les générations futures. Voici une définition encyclopédique de musée: - le musée est un immeuble où sont conservées, dans l'intérêt du public, des collections d'objets rares, scientifiques ou naturels, et des oeuvres artistiques et littéraires de valeur.

Comme vous le savez, un grand nombre de musées ont vu le jour dans des collections privées. Certains musées ont pris naissance dans une collection privée, alors que d'autres se sont agrandis en acquérant des collections privées ou en recevant des dons.

Le British Museum, la Smithsonian Institution, la Collection chinoise de renommée Mondiale du Musée royal de l'Ontario, et le British Imperial War Museum, ont tous pris naissance ainsi.

La remarquable galerie McMichael, projet subventionné à même des fonds privés, permet au public de voir gratuitement une fascinante collection d'oeuvres d'artistes canadiens de renom.

Mais pour entrer dans le vif au sujet de ce mémoire, parlons maintenant des collections personnelles qui ont été données à l'Institut militaire royal canadien, qui a pu, grâce à ces dons, monter une excellente collection d'armes, d'équipements, de documents et de livres.

De même, un des principaux collectionneurs privés du Canada, M. James Fielder a cédé dernièrement son imposante collection de médailles, d'insignes portés sur les casquettes d'armes à feu, etc., à des services, et elle est maintenant en montre dans plusieurs de leurs immeubles, pour illustrer les débuts de l'art militaire canadien.

Si nous acceptons l'idée que les musées ont une valeur reconnue pour la société et qu'ils prennent naissance dans les collections privées ou que celles-ci contribuent à leur expansion, nous devrions alors nous intéresser au collectionneur, à son statut et à sa situation dans la société.

La collection d'objets militaires est une pratique ancienne et respectée. Dans le domaine des armes à feu par exemple, nous remarquons que le collectionneur s'intéresse à l'assemblage de spécimens représentatifs de l'art de la fabrication des fusils, pour illustrer la technologie moderne et constituer un dossier du progrès scientifique. De plus, lorsqu'il s'intéresse à l'art militaire, le collectionneur monte un dossier historique d'une valeur inestimable.

Il n'existe aucune démarcation bien définie dans le domaine des articles de collection. Il n'y a pas d'âge limite qui définisse la valeur d'un article. Je suis sûr qu'un grand nombre d'entre nous aurait du mal à croire que les bandes illustrées que nous lisions étant jeunes sont maintenant devenues des objets d'art et qu'elles contribuent grandement à la compréhension de notre société des années 1930 à 1940.

Puisque l'âge des articles collectionnés ne constitue pas une mesure absolue de leur valeur, il serait sage de remarquer que les armes à feu modernes d'aujourd'hui seront les antiquités de demain. Il est également vrai que le collectionneur d'armes à feu modernes de 1867 nous a permis de maintenir des signes visibles et tangibles de l'histoire de notre pays, de la même façon que les collectionneurs de meubles, d'ustensiles et de machinerie de cette époque ont contribué à la compréhension de notre société. Il n'y a aucun avantage à détruire gratuitement ou à ignorer totalement les signes manifestes de l'histoire militaire et de son développement. Dans le domaine des armes à feu, des fourniments et des équipements, nous disposons de ressources suffisantes pour étudier une grande partie du développement de notre pays et de son identité unique

Les souvenirs associés à ces pièces sont une grande source de fierté nationale pour la majorité des Canadiens; elles rappellent une époque de bravoure et de sacrifice.

Au cours des pages précédentes, nous avons démontré que la collection d'armes à feu est un passe-temps honnête, sûr et utile, et qui offre à la société des avantages précis et incontestés en lui permettant de se constituer une source de références et de rassembler du matériel éducatif.

PHASE D

La collection d'armes à feu et le Code criminel

Peu de dispositions s'appliquent à la collection d'armes à feu, qu'il s'agisse de collectionneurs privés ou d'établissement (comme les musées). Afin qu'il y ait de telles dispositions, nous suggérons respectueusement d'apporter les amendements suivants au projet de loi (Bill C-83). Les amendements que nous proposons tiennent compte de toutes les catégories de collectionneurs d'armes à feu. Nous traitons de chaque article tel qu'il est rédigé dans le projet de loi et les modifications que nous proposons sont soulignées.

Article 82. (1) "arme prohibée" désigne:

N'importe quelle arme n'est ni une arme prohibée, ni un fusil, ni carabine d'un genre utilisé habituellement au Canada pour la chasse ou le sport, ou comme article de collection et qui est, par décret du gouverneur en conseil, déclarée être une arme prohibée".

Article 106.2 (7) Limitation

Pour faire partie de la collection d'armes à feu du requérant qui fait partie d'un club de collectionneurs reconnu aux fins du présent article par le Procureur Général de la province où se trouve le club.

Article 106.3 (2)

Pour mettre en montre sous les auspices d'un club de collectionneurs reconnu aux fins du présent article par le procureur général de la province où le club est situé conformément aux conditions annexées au permis.

Article 106.3 (15) Validité d'un permis

Un permis de possession d'une arme à autorisation restreinte, devant être utilisé comme l'indique l'alinéa (2) (c) (e),

Nous demandons aux membres du Comité de bien vouloir étudier avec soin ces amendements que nous proposons, afin de tenir compte des collections privées et publiques.

PHASE E

Les points du projet de loi qui touchent particulièrement les collectionneurs d'armes à feu.

Article 82. (1) "Armes à feu"

Nous nous inquiétons beaucoup de ce que la nouvelle définition du mot "armes à feu" englobe plusieurs pièces d'armes à feu et de ce que chacune d'elles est considérée de la même façon que l'arme à feu complète. Notre inquiétude est justifiée par le fait que beaucoup de collectionneurs gardent des pièces de rechange en réserve, afin de faire des réparations ou d'améliorer les armes qu'ils projettent d'acheter. Nous acceptons toutefois la raison qui justifie que les pièces soient mentionnées dans la définition, en ce sens que nous acceptons qu'il faille tenir compte et réglementer les pièces qui peuvent être rassemblées pour former une arme à feu complète de la même façon que l'arme complète elle-même.

Afin de faire disparaître les inconvénients créés par le grand nombre de pièces énumérées dans la définition actuelle, nous proposons l'amendement suivant:

- Étant donné que toute arme à feu doit avoir une carcasse et une chambre pour fonctionner, nous proposons que ces deux pièces fassent partie de la définition et que le canon, le bloc de culasse, le percuteur et le chien en soient exclus. Ainsi, le tireur à la cible pourrait acheter un canon neuf pour remplacer le canon usé de son arme sans qu'il lui soit nécessaire d'obtenir un certificat d'enregistrement ou d'augmenter le fardeau administratif. Un collectionneur pourrait également acheter un bloc de culasse de meilleure qualité pour l'une de ses armes, afin d'améliorer sa collection sans avoir à demander un certificat d'enregistrement augmenter et ce faisant, le fardeau administratif.

On exigerait, évidemment, pour l'achat d'une de ces pièces, que le propriétaire présente son permis. Nous croyons que cet amendement permettrait d'en arriver aux mêmes résultats sans créer de confusions administratives et sans risquer de traiter comme des criminels les propriétaires d'armes à feu qui achètent ou gardent en réserve de petites pièces de rechange.

Article 82. (1)

"Arme prohibée"

La nouvelle définition d'arme prohibée nous inquiète beaucoup. Comme nous l'avons mentionné plus haut, nous proposons que le paragraphe (d) soit modifié en y ajoutant le mot "collection" comme motif légitime. De plus, nous vous demandons d'amender le classement proposé qui place les armes complètement automatiques dans la catégorie des armes prohibées.

Tout en étant tout à fait conscient du risque d'utilisation criminelle de cette catégorie d'armes à feu, nous ne voyons pas, étant donné que les criminels font un usage très limité de cette catégorie d'armes et l'excellent dossier des propriétaires privés d'armes à feu au Canada, qu'il soit justifié de les reclassifier dans la catégorie "prohibé". Etant donné que cette catégorie d'armes à feu est mentionnée très souvent par la télévision ou la presse, un mythe inquiétant s'est créé en ce qui a trait à ses capacités et à son usage à des fins criminelles.

Contrairement à la croyance populaire, cette catégorie d'armes à feu a une grande importance historique et constitue un groupe de specimens illustrant le progrès technique. Elles illustrent des techniques inventives de production et les changements tactiques des pratiques militaires du 20^e siècle.

Selon la définition du mot "souvenir" que l'on trouve dans le dictionnaire, un mot utilisé dans le Projet de Loi pour décrire une arme à feu qui peut faire partie d'une collection (voir l'article 106.2 (7) (b), on laisse entendre qu'un souvenir rappelle un événement, une personne, une période, etc. Les souvenirs sont également des objets précieux ou de grande valeur; des objets qui sont gardés en mémoire ou en souvenir. Tous ces mots ne s'appliquent pas moins aux armes à feu automatiques qu'aux armes à feu communément considérées anciennes et de grande valeur.

L'utilisation d'armes complètement automatiques au sein des armées modernes a augmenté depuis la première guerre mondiale au cours de laquelle il y avait une arme de cette catégorie pour vingt hommes, la deuxième guerre mondiale où deux hommes sur douze étaient équipés d'armes de ce genre jusqu'au niveau actuel où dans plusieurs armées tous les soldats possèdent une arme de cette catégorie. Ainsi, l'importance significative de cette catégorie d'armes augmente et elles deviendront de plus en plus des objets ayant un intérêt technologique. Ainsi, les musées de l'avenir qui voudront présenter les usages militaires de la fin du XX^e siècle devront forcément avoir en montre des armes militaires légères complètement automatiques.

De plus, contrairement à une opinion répandue, une arme complètement automatique n'est pas nécessairement un objet de peu de valeur qui peut être jeté, mais au contraire on y trouve une gamme très large de matériels extrêmement perfectionnés jusqu'à l'arme à feu peu coûteuse d'urgence destinée à combler un besoin urgent et mise au point pendant les périodes difficiles des grandes guerres mondiales. En tant que propriété de plusieurs collectionneurs d'armes à feu militaires modernes, dans tout le Canada, cette catégorie d'armes à feu aurait légalement une très grande valeur en dollars. Nous avons constaté que notre organisme possède au bas mot pour \$50,000 en armes à feu complètement automatiques qui comprennent des modèles extrêmement rares, de même que d'autres

qui sont plus communs et courants. Il y a pour au moins \$10,000 d'armes à feu de cette catégorie dans un musée de Toronto financé et organisé par les particuliers et connu sous le nom de Military Technical Museum. Au terme de la réglementation de prohibition proposée actuellement, toutes ces armes qui ont une très grande signification dans l'histoire militaire moderne deviendront inutiles et perdront beaucoup de valeur.

Pour discuter de manière plus réaliste des dangers éventuels que représentent les armes entièrement automatiques, nous avons fait un petit tableau des usages illégaux de ces armes dans les provinces du Québec et de l'Ontario. Nous ne pouvons vous assurer, en aucune façon, que ce tableau représente les seuls incidents d'usage illégal au Québec; toutefois, nous croyons qu'il est assez exact pour la province de l'Ontario, parce que deux de nos membres du Comité directeur participent précisément à l'analyse des cas d'usage illégal d'armes à feu dans la province.

AnnéeIncident

- | | |
|------|---|
| 1947 | Un vol de banque où deux hommes ont été tués. L'arme utilisée d'après les preuves circonstanciées, étaient une mitraillette. On ne l'a jamais retrouvée. Nous croyons qu'au moment de cet incident, la propriété privée d'armes entièrement automatiques était interdite en Ontario. |
| 1962 | Un vol de banque à Montréal. Deux agents de police ont été tués par une mitraillette. Nous croyons qu'il s'agissait d'une arme courante de l'armée canadienne, la C-1. Au moment du vol, aucun propriétaire privé ne possédait de mitraillette C-1. Il convient aussi de souligner que la province de Québec interdit la propriété privée d'armes automatiques. |

1973 Il s'agit dans ce cas de dommages à la propriété. A Toronto, le criminel a tiré de nombreux coups de feu devant un immeuble, lors d'une extorsion. La mitraillette utilisée était une mitraillette STEN reconstituée, qui avait été vendue comme rebut par la Corporation de disposition des biens de la Couronne.

1975 Il s'agissait d'un vol. Deux hommes de Montréal ont attaqué une bijouterie en Ontario. Deux mitraillettes non enregistrées ont été retrouvées. Personne n'a été blessé. Nous soulignons encore qu'il est défendu de posséder ce genre d'armes à feu dans la province de Québec.

Nous voyons en ce faible pourcentage d'usages illégaux, un crédit pour les collectionneurs et le système d'enregistrement. Aucune des armes entièrement automatiques utilisées au cours des incidences susmentionnés n'étaient enregistrées. Au moment du vol de 1947, les armes entièrement automatiques étaient interdites en Ontario et cela n'a pas empêché l'incident de se produire. Le C-1 SMG qui, croyons-nous, a été utilisé lorsque des policiers ont été tués à Montréal en 1962, avait dû être volé aux Forces armées canadiennes. Ces vols ne cesseront pas par l'interdiction des armes automatiques. La mitraillette STEN utilisée en 1973 était une arme à feu reconstituée et à nouveau l'interdiction de ce genre d'armes à feu n'en empêchera pas la fabrication illégitime. Comme nous l'avons déjà souligné, le vol de 1975 a été fait avec des armes non enregistrées provenant d'une province où l'usage de ces armes est interdit.

A l'appui de notre opinion selon laquelle il faut continuer de considérer ces armes comme des armes à autorisation restreinte (comme le prévoit actuellement le code criminel), nous désirons attirer l'attention du Comité sur des méthodes qui découlent du système d'enregistrement. Comme vous pouvez le constater, les collectionneurs d'armes ont beaucoup à perdre s'ils

n'enregistrent pas l'une de leurs armes à autorisation restreinte de leurs collections. Non seulement ils perdront cette arme à feu précise, mais ils devront aussi payer des frais considérables, se voir condamner à une sentence de prison et à avoir un dossier judiciaire. Pour cette raison, les collectionneurs d'armes, en tant que groupe, ont appuyé le système d'enregistrement. En trouvant des armes à autorisation restreinte qui n'ont pas déjà été enregistrées, le collectionneur d'armes en a fait part à la police et de cette manière, en a contribué au contrôle. Ce processus de collecte ou de rapport peut être rapidement vérifié dans les registres. Un grand nombre de souvenirs des deux guerres mondiales, de la guerre de Corée, etc., qui aujourd'hui circuleraient dans la population appartiennent légalement à des collectionneurs légitimes qui ont suivi les règles d'enregistrement.

Un quelconque degré d'interdiction qui frapperait tout genre d'arme à feu peut nuire grandement à ce processus. La personne désintéressée qui entre en possession d'une arme à feu peut être totalement intimidée à la pensée d'aller à la police avec une telle arme si elle croit que cette arme est interdite. Les explications qu'elle devrait donner à la police sur la provenance de cette arme, ce qu'elle veut en faire, etc. sont des raisons qui peuvent l'empêcher de se présenter à la police.

D'un autre côté, la personne intéressée comme le collectionneur d'armes à feu connaît entièrement les règles et règlements et n'est pas intimidée par la collaboration que nécessite l'enregistrement d'une arme à feu. Il suivra bien volontairement le processus nécessaire et ainsi l'arme à feu sera assujettie au contrôle de la police. Nous sommes certains que de nombreux registraires dans le pays appuieront ces déclarations. En raison de ce processus de collecte, des armes inconnues et de contrôle par l'enregistrement, nous encourageons la poursuite des méthodes actuelles soit que les armes à feu entièrement automatiques fassent partie de la catégorie des armes à

autorisation restreinte.

D'après les lettres de recommandation que nous avons montrées et nos expositions, nous espérons avoir démontré qu'il pouvait y avoir une utilisation très précise, adulte et valable de cette catégorie d'arme à feu, ainsi que d'autres catégories et articles des arts militaires pour la démonstration, l'exposition et les programmes de conférence que nous organisons pour les Forces armées, les organismes d'application des lois, etc. Nous croyons que bien que nous soyons uniques dans ce genre précis d'activités, de nombreux collectionneurs et leurs associations sont aussi très utiles. L'interdiction des armes entièrement automatiques détruirait complètement la poursuite du travail de la Service Rifle Shooting Association avec les Forces armées, les organismes chargés de l'application des lois, etc., interromprait ou détruirait les activités de nos groupes associés, des musées, etc.

En un dernier argument contre l'interdiction des armes entièrement automatiques, nous voudrions demander que soit étudiée l'histoire des prohibitions antérieures comme celle des boissons alcooliques au début du 20^e siècle. Tout comme pour cette interdiction, on créera un faux sentiment de sécurité en supprimant les menaces éventuelles manifestes, dans le cas des armes à feu, celles qui sont actuellement détenues légalement, les armes entièrement automatiques enregistrées et, comme cela s'est produit pour l'alcool, la vente légitime d'alcool fabriqué légalement. Plus tard, on se rendra compte que la prohibition n'a pas empêché l'abus de ce genre d'arme à feu et que cela n'a pas empêché sa prolifération chez ceux qui veulent en faire un usage illégitime. On concluera alors qu'il est préférable que ce genre d'arme à feu demeure à la vue et soit enregistrée pour que le gouvernement puisse instituer des contrôles. Il se passera la même chose qu'au temps de la prohibition de l'alcool lorsqu'on est revenu à sa fabrication

contrôlée. Toutefois, on n'y parviendra que lorsqu'un petit nombre de ces armes, peu nombreuses mais très importantes, auront été détruites pour toujours à titre de pièces de musée.

En terminant, nous aimerions remercier le Comité de nous avoir offert la possibilité de faire part de notre accord avec la loi proposée et de présenter les modifications qui nous semblent opportunes. Nous aimerions vous offrir notre aide pour toute modification de la loi proposée, si nous pouvons être utiles en vous donnant notre opinion ou en suggérant les dispositions de protection pour les propriétaires légitimes, conformément au but de la Loi.

APPENDICE «JLA-38»

PROJET DE DROIT CORRECTIONNEL ET
D'AIDE JURIDIQUE

Faculté de Droit, Université Queen,
Kingston, (Ontario)

MÉMOIRE PRÉSENTÉ AU COMITÉ PERMANENT
DE LA JUSTICE ET DES QUESTIONS JURIDIQUES
DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES

concernant le
Bill C-83, Loi pour mieux protéger la société
canadienne contre les auteurs de crimes violents
et autres crimes

Mai 1976

TABLE DES MATIERES

Introduction

Justice naturelle

Pouvoir discrétionnaire de la Commission des
libérations conditionnelles

Effet rétroactif de la loi

Révocation de la libération conditionnelle

Libération conditionnelle de jour

Sections de la Commission

Surveillance obligatoire

Fin de la libération conditionnelle au gré
du détenu et surveillance obligatoire

Absence temporaire

Accords internationaux

Loi sur l'immigration

Réduction méritée

Sentences indéterminées en vertu de la Loi sur les prisons
et les maisons de correction

Renvois

Résumé des recommandations

Annexe A Rapport du Comité sénatorial permanent des affaires
juridiques et constitutionnelles (extraits)

Annexe B Rapport du groupe de travail sur la libération
de détenus (extraits)

Annexe C Société canadienne de criminologie, The Parole
System in Canada: An Official Statement of Policy
(extraits)

Annexe D Howarth contre la Commission des libérations
conditionnelles

Annexe E Price, "Bringing the Rule of Law to Corrections"
(extraits)

Annexe F Articles 44, 55 et 150 de la Loi sur les prisons et
les maisons de correction et article 659 du Code
criminel

NOTA: Avec l'accord du Comité et des auteurs,
ce mémoire est imprimé sans les annexes.

Le projet de droit correctionnel et d'aide juridique a été mis sur pied en 1973 en tant que cours offert par la Faculté de Droit de l'Université Queen. Le projet était à l'origine, financé par des octrois du Programme de service communautaire et juridique du ministère de la Justice et par le Solliciteur général et il avait pour but d'offrir des services juridiques aux détenus de la région de Kingston. Au cours des années suivantes, le projet a survécu, grâce à des octrois renouvelés du ministère de la Justice.

Au cours des trois dernières années, un grand nombre de détenus nous ont consulté et nous ont demandé notre aide, parce qu'ils éprouvaient des problèmes juridiques à propos des lois sur la libération conditionnelle de détenus, sur les pénitenciers et sur les prisons et les maisons de correction. Nous avons ainsi été cités à un nombre considérable de procès, surtout à propos de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus. Trois de nos causes (Howarth, Marcotte et Carlson) ont été entendues par la Cour suprême du Canada et nous avons prêté notre aide dans deux cas (Mitchell et Gorog) qui ont été jugés en cour supérieure. De plus, la Cour suprême du Canada a accordé l'autorisation d'interjeter appel dans deux cas pris en main par les participants du projet (Martineau et Butter et Beaucage) et nous avons apporté une contribution importante dans une autre affaire (Howley) pour laquelle le droit d'interjeter appel a été accordé. Nos travaux détaillés sont décrits dans nos rapports statistiques sur les services offerts et dont le plus récent (du 1er septembre 1975 au 31 mars 1976) a été soumis au Comité.

Étant donné notre engagement important et constant dans ces problèmes sous une forme très pratique, nous sommes reconnaissants au Comité de nous avoir permis de soumettre ces documents concernant le bill C-83.

Nous nous sommes limités dans nos commentaires à l'expérience directe que nous avons acquise. Nos recommandations et commentaires se résument

principalement à des projets de modification des trois lois mentionnées précédemment.

Nous n'avons pas non plus tenté d'établir une base théorique et générale pour notre mémoire. Les rapports officiels avec lesquels le Comité est familier traitent en entier des questions pertinentes d'ensemble et nous y faisons référence, dans notre mémoire, pour des points précis. Il nous a semblé qu'il serait plus utile au Comité d'étudier des commentaires détaillés et précis concernant des dispositions particulières du projet de loi.

On trouvera donc dans ce qui suit des commentaires portant sur une série de questions individuelles étudiées séparément. Nous n'avons pas cherché à offrir une vue d'ensemble, mais plutôt à traiter uniquement des questions que notre expérience nous permet de commenter. Dans certains cas, nos commentaires concernent des questions fondamentales et dans d'autres, des sujets d'importance secondaire. Nous nous sommes avant tout préoccupés de soumettre des propositions destinées à améliorer le projet de loi et nous avons tenté de ne pas nous restreindre à des critiques qui n'offrent pas de solutions de rechange valables.

Nous nous sommes toutefois heurtés à une difficulté dans la préparation de ce document. L'avis de comparution devant le Comité nous est parvenu au beau milieu de la période des examens. En conséquence, nous avons été très pressés dans la préparation de ces documents, de sorte que nous avons dû traiter rapidement de certains points sur lesquels nous aurions aimé nous attarder et exclure d'autres éléments dont nous aurions souhaité faire mention. Nous avons également présenté notre mémoire en

retard au Comité, de sorte que ses membres ont eu peu de temps pour l'étudier et qu'il n'a pas pu être traduit à l'avance. Nous nous en excusons auprès du Comité, même si ces inconvénients étaient inévitables.

Justice naturelle

Nous vous faisons d'abord part de notre préoccupation la plus pressante. Le projet de loi ne prévoit pas de garanties suffisantes de justice naturelle dans le cas des décisions relatives aux libérations conditionnelles et en particulier, ne tient pas compte d'une manière sérieuse et acceptable des recommandations à ce sujet faites par le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles (1) et le groupe de travail sur la libération des détenus. (2)

Le document destiné au public concernant le projet de loi sur l'ordre et la sécurité publics, mentionne que certains éléments de justice naturelle seront inclus dans les règlements de la Commission des libérations conditionnelles. Le document mentionne ensuite: "Même si la Cour suprême du Canada a décidé que la Commission des libérations conditionnelles est une commission administrative et n'est pas soumise à un contrôle juridique, la Commission des libérations conditionnelles considère qu'elle a la responsabilité d'offrir à ceux dont elle étudie le cas, certaines garanties de procédure." (3) Selon nous, l'auteur de cette affirmation pêche en cachant une partie de la vérité.

Il est vrai que dans l'affaire Howarth contre la Commission de libération conditionnelle, (4) dans des proportions de cinq voix contre trois, la Cour suprême du Canada a jugé qu'une décision de la Commission retirant le droit à la libération conditionnelle n'est pas une décision "soumise à un processus judiciaire ou quasi judiciaire selon les termes

de l'article 28 de la Loi sur la Cour fédérale. Il s'agit toutefois d'une interprétation par le tribunal de la loi actuelle, qui reflète l'intention probable du Parlement en l'adoptant, mais qui n'explique pas ce qui serait souhaitable ou ce que le Parlement devrait décider. Dans le système parlementaire canadien, les tribunaux n'ont pas considéré qu'il était de leurs fonctions, comme c'est le cas des tribunaux américains, de surimposer des jugements portant sur des politiques précises pour des questions que l'on considère habituellement d'ordre législatif, sauf dans des circonstances exceptionnelles. Il est intéressant de noter que l'affaire Howarth a provoqué une dissension très profonde de trois membres de la Cour suprême du Canada dont le juge Dickson qui a déclaré: "Je ne vois pas comment on peut affirmer que la libération conditionnelle est un simple privilège, une grâce et une faveur accordés par la Commission des libérations conditionnelles, qui ne confèrent aucun droit au détenu ainsi libéré et que ce privilège peut lui être retiré à volonté...Je ne suis absolument pas d'accord avec ceux qui soutiennent que parce qu'un détenu en libération conditionnelle est un criminel qui a été reconnu coupable, il ne peut jouir de ses droits civils."⁽⁵⁾ On peut également ajouter que tous les commentaires publiés jusqu'à présent sur le jugement rendu dans l'affaire Howarth étayaient l'opinion des dissidents.⁽⁶⁾ Etant donné l'importance de la question, le jugement rendu dans l'affaire Howarth est reproduit en entier en annexe.⁽⁷⁾

A nouveau, dans l'affaire Mitchell contre la Reine, les trois mêmes membres de la Cour suprême du Canada étaient dissidents. En exposant son opinion divergente, le juge en chef Laskin a déclaré: "La seule narration des faits incontestés sur lesquels s'appuyait la demande suffit

à choquer". (8) Il y a lieu de répéter ici son exposé de la façon dont la Commission voit ses propres pouvoirs:

"Tout comme dans l'affaire Howath, la Commission n'a pas dit pourquoi elle avait suspendu et réboqué la libération conditionnelle. Dans ce cas-là, comme dans celui-ci, elle n'était pas tenue d'en donner la raison, avait le pouvoir absolu de décider de suspendre ou de réboquer la libération conditionnelle et sa décision ne relevait pas du processus judiciaire, soit en faisant l'objet d'une révision par un tribunal, soit en vertu de l'habeas corpus, et même si, comme dans le cas présent, elle suspend la libération conditionnelle à la veille de l'expiration de la peine, cette décision n'est pas sujette à révision, même si la révocation de la libération conditionnelle a lieu après la date d'expiration..."

"Le fait est que la Commission exerce une autorité tyrannique qui me semble sans précédent pour un organisme administratif habilité à décider de la liberté d'une personne. Elle se réclame du droit absolu de disposer du détenu, presque comme s'il s'agissait d'une simple marionnette au bout d'une ficelle. La Commission prétend que ses critères sont ceux que lui dicte son jugement, sans tenir compte des tribunaux. On doit croire sur parole qu'elle agit équitablement, mais sans qu'elle soit tenue de fournir la moindre indication des raisons qui l'ont poussée à suspendre ou à révoquer la libération conditionnelle..."(9)

Il est aussi utile de souligner le fait qu'en 1972, la Cour suprême des Etats-Unis décidait à l'unanimité, dans l'affaire Morrissey (10) contre Brewer, que les décisions de révocation de libération conditionnelle étaient assujetties aux dispositions de "procédure appropriée" du Quatorzième amendement des États-Unis, et a prescrit des garanties de

procédure appropriées à la "perte cruelle" que peut entraîner la décision de révoquer une libération conditionnelle. Les détails de l'affaire Morrissey, accompagnés de citations du jugement, figurent dans un article intitulé "Assujettir l'application des peines au règlement du droit pénal", rédigé par le directeur du projet, ⁽¹¹⁾ et dont des passages pertinents figurent aussi en appendice à ce mémoire. Lors de décisions ultérieures, les tribunaux américains ont étendu le principe de l'affaire Morrissey au processus d'autorisation de libération conditionnelle, ainsi qu'à d'autres décisions s'y rapportant. ⁽¹²⁾

Dans son rapport de 1974, le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles a recommandé que "la loi sur la libération conditionnelle régissant les audiences arbitraires pour l'autorisation de la libération conditionnelle devrait prévoir les dispositions suivantes: a) qu'on envoie un avis écrit de l'audience; b) qu'on divulgue les renseignements pertinents; c) qu'on accorde d'assister aux audiences et d'y être entendu; d) qu'on donne les raisons de la décision prise", et aussi, qu'on prescrive, en termes plus appropriés qu'en circonstances spéciales, le requérant a le droit d'être représenté aux audiences. Des recommandations semblables ont été formulées concernant la suspension et la révocation de la libération conditionnelle. ⁽¹³⁾

Le groupe d'étude sur la libération des détenus, sous la direction du juge Hugessen, a recommandé dans son rapport de 1972: - en ce qui concerne l'autorisation de libération conditionnelle - que chaque décision devrait se prendre "à la fin de l'audience" et il doit y avoir quorum des membres de la Commission ayant juridiction", et qu'on remette par écrit au détenu les raisons de la décision prise et qu'il ait le droit d'être représenté ou aidé aux audiences par une personne de son choix, et, sous réserve de certaines garanties, que "les données dont se servent les Com-

missions des libérations conditionnelles pour prendre leurs décisions... soient mises à la disposition du détenu concerné", le groupe d'étude a proposé les mêmes garanties en ce qui concerne la révocation de la libération conditionnelle, en exigeant de plus qu'on tienne un dossier complet de chaque audience de révocation, que le détenu concerné ait le droit de faire comparaître des témoins et que le fardeau de la preuve établie d'après un ensemble de critères de probabilités incombe à la personne demandant la révocation. De plus, le groupe d'étude demande des procédures de révision des décisions que prend la Commission en matière de libération conditionnelle et que "la Loi sur la libération conditionnelle de détenus stipule précisément que l'article 28 de la Loi sur la Cour fédérale s'applique" aux décisions sur la libération conditionnelle. Le rapport cite à ce sujet: - "Nous croyons que les autorités chargées de la libération conditionnelle traitent de questions importantes relatives à la liberté d'êtres humains et pour cette raison, leurs activités devraient être assujetties à la vérification des tribunaux pour assurer que les lois de la justice naturelle et du franc-jeu sont respectées."⁽¹⁴⁾

Il serait trop long d'énumérer ici les raisons pour lesquelles on doit inclure des garanties suffisantes de la justice naturelle. Elles ont été expliquées à fond dans d'autres documents. Nous présentons en appendice de ce mémoire des sections pertinentes du rapport du Comité permanent des questions juridiques et constitutionnelles (auquel on se rapporte ici sous le nom de Comité sénatorial), du groupe d'étude sur la libération des détenus, de même que du mémoire présenté du Comité

sénatorial par l'Association canadienne de criminologie. D'autres appendices cités précédemment traitent aussi des mêmes questions.

Le bill est totalement inapproprié en ce qui concerne ces questions. Il prévoit seulement, dans l'article 9 proposé, que le gouverneur en conseil peut, par règlements... g) prévoir en quelles circonstances un détenu a droit à une audition lors de l'examen de son cas, en vue de lui accorder la libération conditionnelle; h) fixer la forme et le contenu des renseignements... doit fournir à un détenu ou à d'autres personnes; i) prévoir quelles circonstances donnent droit au détenu d'obtenir aide et assistance lors d'une audition devant la Commission, sa nature, son étendue et les personnes ou la catégorie de personnes autorisées à les lui fournir; j) prévoir dans quelles circonstances et sous quelle forme la Commission doit remettre au détenu les motifs...". (bill C-83, art. 23). Aucune disposition ne prévoit de révision conditionnelle. L'article 11 de la loi, en vertu duquel "la Commission n'est pas obligée lorsqu'elle étudie la possibilité d'accorder ou de révoquer une libération conditionnelle de donner au détenu l'occasion de se faire entendre personnellement ou par l'intermédiaire d'une autre personne", y figure toujours, et n'a fait l'objet que de modifications secondaires. (bill C-83, art. 25)

Il faut souligner que dans son rapport, le Comité sénatorial recommande à cet égard que "la loi devrait prévoir précisément" -- non pas une formulation vague telle que "peut par règlements", figurant au présent bill. Le rapport du groupe d'étude sur la libération des détenus recommande aussi des dispositions précises à ce sujet.

Nous estimons respectueusement dans ce mémoire, qu'étant donné les dispositions de cette partie du bill, ce serait abdiquer nos responsabilités législatives, que d'en permettre l'adoption sous sa

forme actuelle. Les recommandations suivantes se fondent sur cette conclusion.

Recommandations

1. Que la partie III du bill, se rapportant à la Loi sur la libération conditionnelle de détenus, ne soit pas adoptée avant de faire l'objet de modifications appropriées pour assurer que la Loi prévoit des dispositions garantissant la justice naturelle, conformément aux recommandations figurant au rapport du Comité sénatorial permanent des questions juridiques et conditionnelles , et à celui du groupe d'étude sur la libération des détenus.
2. Ou que du moins, l'article 23 du bill, se rapportant à l'article 9 de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus, soit modifié et prévoit que le "gouverneur en conseil fixe, par règlements" des mesures appropriées pour assurer que les décisions de la Commission des libérations conditionnelles respectent la justice naturelle.
3. Que l'article 25 du projet de loi, concernant l'article 11 de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus, soit modifié afin de prévoir l'abrogation totale de l'article 11 de ladite loi.
4. Que le projet de loi soit modifié en y ajoutant un article prévoyant que les décisions de la Commission nationale des libérations conditionnelles sont soumises à l'examen de la Cour fédérale du Canada, en vertu de l'article 28 de la Loi sur la Cour fédérale.

Pouvoir discrétionnaire de la Commission nationale
des libérations conditionnelles

L'argument que nous voulons faire valoir sous cette rubrique concerne les questions dont nous venons de discuter. C'est un argument général qui peut s'énoncer brièvement.

Deux thèmes d'une importance considérable imprègnent les dernières discussions théoriques et décisions judiciaires en matière de droit administratif. L'un d'eux est la conscience accrue de la nécessité d'inclure des garanties de "justice naturelle" ou de "voies régulières" dans les décisions administratives et d'étendre les critères de "la justice naturelle" à un nombre bien plus grand de décisions administratives que ce n'était le cas auparavant.⁽¹⁵⁾ L'autre est la reconnaissance croissante de la nécessité de soumettre la discrétion administrative auparavant libérée de toute contrainte à des contrôles précis par l'intermédiaire de directives législatives, de l'examen judiciaire ou d'autres moyens,⁽¹⁶⁾ afin de garantir un certain rendement.

On retrouve ces deux tendances du droit administratif dans les divers documents de travail de la Commission canadienne de réforme du droit comme, par exemple, ses documents de travail sur l'emprisonnement⁽¹⁷⁾ et la libération⁽¹⁸⁾ et le contrôle du processus. On retrouve aussi ces deux tendances dans notre recommandation du chapitre précédent qui demande de prévoir l'examen judiciaire des décisions en matière de libération conditionnelle.

Du point de vue pratique, la nécessité d'avoir un droit de regard suffisant sur les pouvoirs discrétionnaires dans le processus correctionnel est amplement démontrée par les recherches et les enquêtes officielles⁽¹⁹⁾ qui ont été menées au Canada et aux États-Unis.

Ce qui nous inquiète c'est que le projet de loi concernant le système correctionnel semble ne pas tenir compte des expériences et des opinions contemporaines en matière de droit administratif. De larges pouvoirs discrétionnaires d'édicter des règlements sont prévus sans que rien ne dise si les règlements prendront force de loi ni quelle forme ils auront. On a déjà fait remarquer l'absence de dispositions concernant le contrôle judiciaire. A notre humble avis, cela ne suffit pas.

Nos recommandations du chapitre précédent s'attaquaient à ce problème. Nous y ajoutons une autre recommandation.

Recommandation

1. Que l'article 21 du projet de Loi concernant l'article 6 de la Loi, soit encore modifié afin d'imposer des limites convenables à "l'entière discrétion" de la Commission nationale de libérations conditionnelles, surtout en ce qui concerne le pouvoir" d'accorder ou de refuser d'accorder une libération conditionnelle...et de révoquer une libération conditionnelle".

Effet rétroactif de la loi

Sous cette rubrique, nos remarques touchent les dispositions de l'article 9 de la Loi, autorisant le gouverneur en conseil a:b) "par la loi...fixer la portion de la peine d'emprisonnement que doivent obligatoirement purger les détenus ou une catégorie de détenus avant qu'une libération conditionnelle.. puisse leur être accordée."...(et)...d) fixer les époques où la Commission doit obligatoirement examiner les cas de détenus purgeant des sentences d'emprisonnement." (projet de loi, article 23).

Par le passé, les modifications apportées à cet égard aux Règlements ont eu un effet général, incluant dans leur application

les détenus condamnés alors qu'une admissibilité à la libération conditionnelle et un examen plus rapide de celle-ci était prévu. De prime abord, cela ne semble avoir aucune répercussion sur les "droits". En fait, cependant, les recherches montrent que les juges imposent régulièrement des sentences plus longues en supposant que le détenu sera admissible à la libération conditionnelle au moment prescrit par le Règlement. (20)

Les Cours d'appel jugent maintenant que les dates d'admissibilité à la libération conditionnelle peuvent entrer en ligne de compte pour déterminer la sentence qui convient après déclaration de culpabilité. (21) D'un point de vue pratique, les modifications de ce genre au Règlement des libérations conditionnelles ont des répercussions sur la durée de la peine. Elles pèchent contre l'opinion qui prévaut dans notre droit selon laquelle les modifications touchant les droits ou les risques de peine ne doivent pas être rétroactives.

Nous recommandons, par conséquent, que la loi soit modifiée afin d'interdire d'autres règlements de ce genre, du moins en ce qui concerne les peines fixes.

Recommandation

Que l'article 23 du projet de loi concernant l'article 9 de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus, soit modifié, afin de prévoir que, du moins en ce qui concerne les peines fixes ou les peines autres que la détention préventive et les commutations de peine de mort, les modifications aux Règlements des libérations conditionnelles retardant l'admissibilité à la libération conditionnelle ou l'examen de celle-ci s'appliquent seulement aux détenus condamnés après que les dispositions modifiées soient entrées en vigueur.

Révocation de la libération conditionnelle

L'aspect le plus étudié de la libération conditionnelle a été le processus de suspension et de révocation. Le jugement Howarth et l'article intitulé "Bringing the rule of Law to corrections" qui sont joints tous les deux, rendront certaines de ces questions évidentes. Il faut, par conséquent, commenter la partie du projet de loi les concernant (Projet de loi, article 28 à 30).

Les principaux domaines comportant des problèmes sont les suivants: (1) les sanctions qui sont une conséquence automatique d'une décision discrétionnaire de la Commission de révoquer la libération conditionnelle; (2) les raisons pour lesquelles la libération conditionnelle peut être révoquée; (3) l'uniformité des normes de surveillance relatives aux conditions de libération conditionnelle; (4) le supposé "temps mort" pendant lequel les détenus accusés d'une infraction alors qu'ils étaient en libération conditionnelle, se voient refuser la libération sous caution, à cause de la libération conditionnelle sans cependant être crédités du temps de détention s'ils sont condamnés et que la libération conditionnelle n'a pas été suspendue; et (5) les procédures qui doivent régir le processus de révocation de la libération conditionnelle. Certaines de ces questions sont, jusqu'à un certain point, liées les unes aux autres.

La dernière question a été discutée dans une autre partie de cet exposé, nous ne l'aborderons donc pas ici. La question du "temps mort" semble avoir été résolue par la modification proposée à l'article 20 de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus (projet de loi, article 30). La question (3) est une question d'administration et ne sera invoquée qu'en ce qu'elle est liée aux deux premières.

Aux termes de la modification proposée à l'article 16 de la Loi, le pouvoir de suspendre et (implicitement) de révoquer toute libération conditionnelle "pour la réhabilitation du détenu" sera abrogé, conformément à la recommandation du Comité du Sénat. Les conséquences d'une telle décision sont d'une ampleur toutefois discutable. La jurisprudence semble laisser croire que la "discretion absolue" accordée à la Commission par les articles 6 et 10 (1) (e) de la Loi à préséance sur toute limite imposée par l'article 16. (21(a)). De plus, sans les garanties de procédure et l'enquête judiciaire requises, il n'est plus possible de savoir quels principes la Commission a adoptés pour agir, comme le démontrent clairement les causes Howarth et Mitchell.

Nous n'estimons pas, à l'opposé de ce qui précède, que même cette modification permette de définir convenablement le pouvoir de suspension ou de révocation de la libération conditionnelle. Les conditions régissant l'octroi de la libération conditionnelle varient considérablement. Il ressort des données résultant des recherches (22) et de notre propre expérience que les surveillants de liberté conditionnelle jugent chacun de façon bien différente le comportement de détenus en libération conditionnelle. Le remplacement, à l'occasion très fréquent, des surveillants de liberté conditionnelle a parfois semé la confusion chez certains détenus qui ne savaient plus ce qu'on attendait d'eux. Cette situation a également entraîné une incohérence des méthodes de mise à exécution de la libération conditionnelle. Compte tenu des intérêts en jeu pour les détenus, nous proposons l'établissement d'une base bien définie pour la suspension et la révocation, en vertu de laquelle le détenu en libération conditionnelle et le surveillant pourraient tous deux connaître les exigences imposées par la Loi. Nous proposons que la libération conditionnelle puisse être suspendue ou révoquée uniquement quand:

- (a) le détenu en libération conditionnelle a violé sans excuse raisonnable, une modalité importante de la libération conditionnelle;
- (b) le détenu en libération conditionnelle a commis un acte criminel ou quand un membre de la Commission ou toute autre personne qu'elle désigne a des motifs suffisants et raisonnables de croire que le détenu en libération conditionnelle a commis ou est sur le point de commettre un acte criminel; ou quand
- (c) le détenu en libération conditionnelle se conduit de façon à laisser croire qu'il ne désire pas se conformer aux modalités de la libération conditionnelle.

Le problème qui existe dans le domaine des sanctions provient des dispositions de la loi actuelle, voulant qu'un détenu dont la libération conditionnelle a été révoquée perde la réduction de peine portée à son crédit pendant toute la période passée en libération conditionnelle, et perde également toute réduction de peine inscrite à son crédit au moment de l'octroi de sa libération. Cette situation se produit automatiquement, par l'application de la loi, indépendamment des circonstances ayant entraîné la révocation, et aucune disposition n'est prévue pour la réinscription au crédit du détenu de la réduction de peine accumulée, même lorsque la sanction est peu appropriée. Quel que soit le cas, la quantité de jours de réduction de peine accumulés peut équivaloir jusqu'à un an ou plus.

En vertu de la modification proposée, le temps que le détenu dont la libération conditionnelle vient d'être révoquée a passé en liberté conditionnelle serait soustrait à la durée de la peine qu'il lui reste à purger.

Ce changement redonne un certain aspect logique à la loi qui "considère" d'autre part que la durée de l'emprisonnement se poursuit pendant la période de libération conditionnelle. Dans le projet de loi, on retient plutôt comme sanction la perte automatique de toute réduction de peine, y compris "la réduction de peine méritée", substantiellement redéfinie dans les modifications proposées à la Loi sur les pénitenciers (Projet de loi, art. 39); une nouvelle disposition du projet de loi stipule toutefois que la Commission, sous réserve du règlement, "peut à nouveau accorder, en tout ou en partie, les réductions de peine, statutaires et méritées, inscrites au crédit du détenu au moment de l'octroi de sa libération conditionnelle".

Pour maintes raisons, nous n'estimons pas cette solution adéquate. La raison la plus évidente provient de la non-uniformité des sanctions qui dépendent, dans le cadre de la loi actuelle, non pas de la gravité de la violation de la libération conditionnelle, mais bien de la durée de la peine que le détenu purge et, par conséquent, de la quantité de jours de réduction de peine inscrite à son crédit. Certains pourraient rétorquer à cela qu'une certaine équité pourrait être assurée par le pouvoir qu'a la Commission de reporter au crédit d'un détenu le nombre de jours de réduction de peine qu'elle juge adéquat. Une telle mesure entraînerait toutefois d'autres problèmes, tout aussi sérieux.

La réduction de la peine est un aspect de la sentence. C'est du moins ce qui ressort nettement de la principale cause de jurisprudence établie sur les prisons, l'affaire MacCaud, dans laquelle la Cour d'appel de l'Ontario avait statué qu'il fallait établir des garanties de justice naturelle relativement aux procédures disciplinaires des pénitenciers, qui ont pour résultat la déchéance de la réduction statutaire de la peine à titre de sanction imposée, étant donné qu'une telle déchéance se traduit par "la prolongation de la période de détention au-delà de la date pour laquelle le détenu a été condamné, après

soustraction des jours de réduction statutaires auxquels le détenu a droit".

(23) De façon similaire, dans l'affaire Marcotte contre le procureur général adjoint du Canada, le juge Dickson, parlant au nom de la majorité des membres de la Cour suprême du Canada, qualifiait la réduction statutaire de "droit réel et immédiat", accordé dès la prononciation de la sentence et ne pouvant être révoqué qu'en vertu de dispositions clairement établies. (24) A ce jour, le droit jurisprudentiel s'est intéressé exclusivement à la réduction de peine statutaire et non à la réduction de peine méritée. Cette situation est imputable au fait que la réduction statutaire abrège automatiquement la peine, alors que le détenu doit véritablement "gagner" toute réduction de peine méritée - et, en outre, parce qu'une fois accumulée, la réduction de peine méritée ne pouvait auparavant être révoquée en aucune façon. Selon les propositions contenues dans le projet de loi, qui modifient d'ailleurs profondément le concept de la réduction de peine (projet de loi, art. 39), seule la réduction de peine méritée sera maintenant portée au crédit d'un détenu.

Compte tenu de la proportion de la sentence que la réduction de la peine méritée représentera dorénavant, et du fait que celle-ci sera assujettie à la déchéance, il serait étonnant que les tribunaux ne considèrent pas la réduction de peine statutaire dans le passé. De plus, les propositions soumises reflètent une certaine ignorance de la mesure dans laquelle certains détenus tiennent toutes les formes de réduction de peine pour un "droit".

On peut par exemple se référer au cas de la déchéance de la libération conditionnelle. En vertu de la loi actuelle, un détenu déclaré coupable d'un acte criminel commis pendant la libération conditionnelle ou la mise en liberté sous surveillance obligatoire perd automatiquement sa liberté conditionnelle et subit les mêmes conséquences que celles qu'entraîne une décision discrétionnaire visant la révocation de la libération conditionnelle.

Les décisions rendues lors de jugements de la Cour d'appel stipulent que la durée de la peine que le détenu devra purger en raison d'une déchéance représente un élément à bien considérer au moment d'imposer une sentence adéquate pour la nouvelle infraction. (25) Les modifications proposées aboliraient la déchéance automatique de la libération conditionnelle et de la mise en liberté sous surveillance obligatoire - laquelle a été une source malheureuse de disparité entre les détenus purgeant de longues peines après avoir été reconnus coupables de délits mineurs. Le détenu demeure toutefois passible de révocation. Si sa liberté conditionnelle est révoquée, comme cela se produira vraisemblablement si une autre peine d'emprisonnement lui est infligée, la question de la révocation ne sera toujours pas claire, la Cour prononçant la sentence n'ayant aucun moyen de savoir quelle partie de la réduction de la peine sera pour la nouvelle infraction. (25) Les modifications proposées aboliraient la déchéance automatique de la libération conditionnelle et de la mise en liberté sous surveillance obligatoire - laquelle a été une source malheureuse de disparité entre les détenus purgeant de longues peines après avoir été reconnus coupables de délits mineurs. Le détenu demeure toutefois passible de révocation. Si sa liberté conditionnelle est révoquée, comme cela se produira vraisemblablement si une autre peine d'emprisonnement lui est infligée, la question de la révolutions ne sera toujours pas claire, la Cour prononçant la sentence n'ayant aucun moyen de savoir quelle partie de la réduction de la peine sera vraisemblablement reportée au crédit du détenu, aux termes de l'article 20(4), proposé dans le cadre des modifications apportées à la Loi sur les libérations conditionnelles. Les modifications proposées forcent donc la Commission à infliger des sentences.

La situation projetée semble se traduire ainsi: toute révocation doit s'accompagner d'une peine que la Commission aura la tâche de déterminer.

Dans l'affaire Marcotte, Monsieur le Juge Dickson a fait remarquer: "L'objectif de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus n'est pas de permettre de changer une peine." (26) Et nous faisons respectueusement valoir dans notre mémoire, que la Commission nationale des libérations conditionnelles n'a pas non plus la compétence d'infliger des peines. Ceci est manifestement le cas, à moins que la mesure législative prévoit formellement ce que le bill ne fait pas, le droit inaliénable à une audition, suivant les mêmes principes sur lesquels sont fondés la décision de la Cour d'appel de l'Ontario dans l'affaire MacCaud et celle de la Cour suprême du Canada au sujet des procédures en matière de condamnation dans l'affaire Lowry et Lepper contre la Reine. (27) A notre avis, la fonction de la Commission nationale des libérations conditionnelles d'infliger des peines est inappropriée indépendamment des questions de respect de procédure. Aux termes des modifications proposées, dans sa décision la Commission infligera et changera des peines. Pour ces deux raisons, le projet d'article 20 de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus, même sous sa forme modifiée, est défectueux en principe.

Nous proposerions au contraire une des deux autres solutions qui ont été recommandées: ainsi que l'a proposé le Groupe de travail spécial sur la libération de détenus, que cette révocation n'entraînera pas la perte de périodes de liberté ou de réduction de peine, mais que si elle a lieu au cours des six derniers mois de la période de libération conditionnelle, la Commission devrait avoir le pouvoir, sous réserve de garanties de procédures, "d'ordonner la réincarcération pour toute période qu'elle peut fixer jusqu'à concurrence de six mois" (28); ou comme l'a proposé un autre commentateur, un pourcentage déterminé, par exemple 10% du total de la peine. (29).

Comme remarque finale sur ce point, il est peut être bon de noter qu'en Angleterre, la révocation de la libération conditionnelle ne comporte pas la perte de périodes de liberté ou de réduction de peine, pour la raison qu'on applique pleinement le principe que le détenu est réputé purger sa peine pendant qu'il bénéficie de la libération conditionnelle. (30).

Nous n'ajouterons qu'une brève remarque sur la question de la révocation de la libération conditionnelle et de la surveillance obligatoire. Cette observation se rapporte indirectement à la question de l'application rétrospective de la loi. Les modifications qui abolissent les sanctions injustes qui ont résulté de la révocation de la libération conditionnelle et même de la surveillance obligatoire, à l'avenir ne toucheront que les détenus soumis aux procédures de révocation. Nous ne proposons pas qu'elles devraient avoir officiellement une incidence rétrospective. Toutefois, à cause du nombre de détenus qui dans le passé ont subi d'importantes pertes de périodes de liberté à la suite de l'application de ces dispositions injustes, nous recommandons que dans l'intérêt au moins d'une certaine égalité, l'administration devrait procéder à un examen de cas antérieurs de révocation en vue de recommander d'inscrire au crédit du détenu de nouvelles périodes appropriées de réduction de peine dans les cas qui le méritent, à titre de l'exercice de la prérogative royale de clémence.

Recommandation:

1. Que la loi soit modifiée en vue de prévoir formellement que la libération conditionnelle et la surveillance obligatoire ne peuvent être révoquées par la Commission nationale de libération conditionnelle que pour des raisons précisées à l'article 16(1) de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus, ainsi qu'elle peut être modifiée.

2. Que l'article 28 du bill, qui se rapporte à l'article 16 de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus, soit modifiée pour être remplacée par les dispositions suivantes précisant les seules raisons pour lesquelles la libération conditionnelle et la surveillance obligatoire peuvent être suspendues ou révoquées;

- (a) que le détenu à liberté conditionnelle a violé toute modalité importante de la libération conditionnelle sans excuse valable;
- (b) le détenu à liberté conditionnelle a commis un délit punissable ou un membre de la Commission ou une personne désignée par la Commission a des raisons valables et probables de penser que le détenu à liberté conditionnelle a commis ou est sur le point de commettre un délit punissable; ou
- (c) que la conduite du détenu à liberté conditionnelle indique qu'il refuse de se conformer aux modalités mêmes de la libération conditionnelle.

3. Que l'article 30 du Bill, qui se rapporte à l'article 20 de la Loi sur la Libération conditionnelle de détenus, soit modifié afin de prévoir que la révocation de la libération conditionnelle ou de la surveillance obligatoire n'entraîneront pas la perte de la réduction de peine, mais qu'au contraire, une des possibilités suivantes seront prévues:

- (a) lorsque la révocation a lieu dans le courant des six derniers mois de la libération conditionnelle, la Commission aura le pouvoir d'ordonner la réincarcération du détenu pour toute période qu'elle peut fixer jusqu'à concurrence de six mois; ou
- (b) que la révocation comportera la perte automatique d'un certain pourcentage déterminé du total de la peine, 10% étant recommandé.

4. Cette garantie complète de procédures, étudiée sous la rubrique de la "Justice naturelle" et recommandée par le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles, de l'Equipe spéciale sur la libération des détenus, soit assurée en vertu d'une mesure législative.

5. L'administration devra examiner les cas antérieurs de révocation en vue de recommander de nouveaux crédits appropriés de périodes de liberté dans les cas qui le méritent, à titre d'exercice de la prorogative royale de clémence.

La Libération conditionnelle de jour

Le projet se préoccupe de la modification proposée de la définition de "libération conditionnelle", afin qu'elle comprenne "la libération conditionnelle de jour" (Bill, art. 15(2)).

Deux cours d'appel ont décidé qu'aux termes des dispositions de la Loi, "la libération conditionnelle de jour" ne doit pas être traitée comme une libération conditionnelle complète afin qu'elle n'entraîne pas les conséquences d'une révocation de libération conditionnelle stipulées à l'article 20 de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus. (31) Cette décision découle en partie du fait qu'un moyen distinct est prévu au paragraphe 10(2) de la Loi en vue de mettre fin à une libération conditionnelle de jour, ce moyen est appelé "la fin de la libération conditionnelle". Il en résulte que le détenu dont la libération conditionnelle de jour est interrompue, ne perd pas pour cette raison, la période de libération conditionnelle de jour ou de réduction de peine à son crédit au moment où cette libération conditionnelle de jour lui a été accordée. La Cour suprême du Canada a refusé les demandes de permission de faire appel, présentées par le procureur général du Canada dans chacun des cas mentionnés ci-dessus.

Parmi les autres raisons citées dans les décisions judiciaires affirmant que la libération conditionnelle de jour n'est pas soumise aux conséquences qu'entraîne la révocation d'une libération conditionnelle complète, deux d'entre elles méritent d'être mentionnées ici. L'une est que l'octroi d'une libération conditionnelle de jour vise à accorder à un détenu mis en libération conditionnelle de jour, une forme de liberté beaucoup plus restreinte que celle qui est obtenue dans le cas d'une libération conditionnelle complète, et il est impossible que le Parlement ait eu l'intention qu'un régime qui comporte une période aussi restreinte de liberté conditionnelle, soit traité sur le même pied qu'une libération conditionnelle complète en ce qui concerne les conséquences qu'entraînent sa fin. L'autre est que le paragraphe 13(1) de la Loi prévoit qu'un détenu mis en liberté conditionnelle de jour, est réputé purger sa peine au lieu de détention d'où il a été relâché". Ces deux considérations, une de politique et l'autre d'interprétation statutaire, continuent à être pertinentes.

Les décisions visaient entre autres à rendre plus évidente une omission dans la loi. L'article qui se rapporte à "la fin de la libération conditionnelle" ne prévoit pas la délivrance de mandat d'arrêt lorsqu'on met fin à la libération conditionnelle. Il a donc été nécessaire de porter une accusation officielle qu'un détenu est illégalement en liberté pour permettre de délivrer un mandat d'arrêt, même dans des circonstances où il y avait lieu de croire que des poursuites étaient inutiles, il en est résulté dans certaines occasions que les responsables de service de correction ont dû appuyer des requêtes en vue du retrait d'accusation que le détenu est illégalement en liberté. Le bill apporte une solution à ces problèmes en prévoyant le lancement d'un mandat d'arrêt lorsqu'il a été mis fin à la libération conditionnelle de jour d'un détenu. (bill, article 24(2).

Toutefois, le projet trouve difficile de comprendre pour quelle raison le problème ayant été résolu, on a jugé nécessaire en modifiant la définition de la "libération conditionnelle", d'essayer d'assimiler" la libération conditionnelle de jour" à la libération conditionnelle complète lorsque la raison de ne pas le faire demeure si impérative. On peut soutenir qu'on peut considérer souhaitable d'avoir le pouvoir de "suspendre" une libération conditionnelle de jour sans y mettre "fin" complètement, et les dispositions en matière de révocation prévoient un pouvoir de "suspension". Il n'y aurait cependant pas lieu de prévoir telle autorité dans des dispositions spéciales puisqu'un détenu mis en libération conditionnelle de jour est "réputé continuer à purger sa peine d'emprisonnement au lieu de détention d'où il a été relâché", et qu'il semblerait donc soumis à toute directive légale des autorités carcérales. Pour résoudre cette ambigüité, un pouvoir de "mettre fin possible à une libération" aurait fort bien pu figurer au paragraphe 10(2) de la Loi en ce qui concerne la fin de la libération conditionnelle de jour (voir le bill a. 24).

La seule justification possible, c'est que le bill envisage qu'un détenu mis en "libération conditionnelle de jour" encourt la "punition" de perdre sa réduction de peine si la Commission choisit de mettre fin à sa libération conditionnelle de jour en la révoquant plutôt qu'en y mettant fin. Nous indiquons ailleurs dans ce mémoire que nous nous opposons au principe d'une "punition" au moyen de la perte de réduction de peine par suite de la révocation de la libération conditionnelle. On peut cependant remarquer à ce stade que l'anomalie signalée par les tribunaux serait encore plus grave avec les modifications proposées qu'elle ne l'était autrefois où, au moment de la révocation de la libération conditionnelle, un détenu qui l'avait obtenue perdait à la fois le droit de sortie et la réduction de peine. La peine qui pouvait s'appliquer à un détenu ayant obtenu la libération conditionnelle était moindre, du moins dans la plupart des cas, parce que, si le détenu ayant obtenu une libération

de jour seraient placés devant les mêmes risques, même si la libération conditionnelle du dernier serait de nature plus restrictive, et qu'il serait en fait "réputé continuer à purger sa période d'emprisonnement au lieu de détention d'où il a été relâché" sur libération conditionnelle.

Recommandation:

Que la définition de la "libération conditionnelle" dans l'article 2 de la loi sur la libération conditionnelle de détenu ne soit pas modifiée pour inclure l'expression "libération conditionnelle de jour" (bill a. 15(2)).

Sections de la Commission

L'amendement proposé à l'article 5 de la loi sur la libération conditionnelle de détenus n'a pas été suffisamment souligné, mais il soulève une question importante; en vertu de cet amendement, le président peut créer des sections de la Commission, "chacune étant composée d'un membre de la Commission ou plus" plutôt que "de deux membres ou plus" comme le stipule actuellement l'article, chacune de ces sections pouvant "exercer tous les pouvoirs conférés à la Commission par ...(la)loi". (bill, a. 19).

Certains détenus ont exprimé des inquiétudes quant à cet amendement proposé. Ils estiment que si deux membres ou plus étudient les demandes de libérations conditionnelles, les entrevues seraient meilleures, les échanges de renseignements plus appropriés et qu'il y aurait ainsi de meilleures possibilités de dialogues. Ils estiment de plus que les risques de préjugés ou de favoritisme pouvant influencer la décision des membres seraient moindres si deux ou plus d'entre eux se chargeaient ensemble de prendre des décisions relatives aux libérations conditionnelles.

En nous fondant sur notre expérience des questions de libération conditionnelle, nous estimons que ces inquiétudes sont légitimes et qu'elles

Même s'ils n'étaient que peu fondés, il nous paraît que ces arguments méritent d'être pris en considération, parce qu'il est important que les décisions relatives aux libérations conditionnelles soient perçues comme justes. Un grand nombre de détenus estiment que les membres de la Commission ont tendance à considérer certains types de situations d'une manière subjective. D'après des recherches sur des questions de criminologie, leurs craintes semblent légitimes. S'il faut limiter au minimum les éléments irrationnels du système, ou s'il faut du moins essayer de les rendre moins visibles, il est extrêmement important que toutes les décisions de la Commission qui ont des implications importantes pour les détenus puissent émaner de sections comprenant au moins deux membres.

Il faut se souvenir que pour certaines catégories de délinquants, on doit consulter des listes régionales parce qu'il est semble-t-il nécessaire d'avoir accès à beaucoup de renseignements avant d'en arriver à une décision. (Bill, a. 17) Si une Commission élargie est nécessaire pour prendre des décisions dans de tels cas, il est alors raisonnable d'envisager que l'on ajoute deux membres ou plus afin de les charger des décisions concernant d'autres libérations conditionnelles, compte tenu aussi de l'augmentation du nombre des membres de la Commission prévue dans l'amendement proposé à l'article 3 de la loi. (Bill, a. 16)

Il est possible que l'on envisage que des décisions soient prises par un seul membre pour certaines activités normales. Ce n'est cependant pas ce que dit la modification proposée. La question est trop importante pour être résolue par des pratiques administratives internes.

Recommandation:

Que l'article 19 du bill soit modifié pour prévoir que, dans toutes les questions concernant l'attribution de libérations conditionnelles, leur révocation, ou d'autres décisions ayant des implications importantes pour un détenu, une section de la Commission ayant l'autorité de prendre de

telles décisions consiste de deux membres au moins.

Surveillance obligatoire

Tout en étant fondé en principe, l'amendement proposé à l'article 14 de la loi sur la libération conditionnelle de détenus, et permettant à un détenu de refuser sa libération sous surveillance obligatoire, laisse certains problèmes sans solution. (bill, a.27)

Actuellement, un détenu qui a accumulé plus de 60 jours de réduction de peine doit utiliser ce "crédit" liberté surveillée. L'établissement ne peut le garder; le détenu n'a pas le droit de refuser d'être mis en liberté. L'introduction au 1^{er} août 1970, de la surveillance obligatoire a entraîné une modification fondamentale de la durée des sentences. Avant cette date, les personnes condamnées à l'emprisonnement pouvaient espérer bénéficier "réellement et immédiatement" (32) d'une réduction de peine statutaire équivalant à un quart de leur sentence; ils étaient de plus admissibles à une réduction de peine méritée qui, une fois obtenue, ne pouvait être supprimée. Lorsque la sentence était écoulee grâce à la réduction de peine accumulée, elle était aux yeux de loi entièrement purgée. Ainsi, des détenus libérés sous condition, qui étaient de bons sujets, subissaient de longues périodes de surveillance alors que des sujets moins valables, privés de libération conditionnelle, n'y étaient pas soumis. La surveillance obligatoire a été conçue pour remédier à cette situation.

Il va sans dire que certains détenus ne tenaient pas à la libération conditionnelle et encore moins à la surveillance obligatoire, surtout parce qu'ils devenaient soumis aux pouvoirs de suspension et de révocation de la Commission nationale de la libération conditionnelle, qu'elle peut exercer sans qu'il y ait de garanties et sans devoir en rendre compte. La surveillance imposée n'est pas nécessairement bénéfique pour le détenu, et la proposition vise à assurer que tous ceux qui quittent l'établissement sont prêts à accepter leur changement de statut avec tous les risques qu'il comporte. En effet, la surveillance obligatoire a perdu son aspect obligatoire. Il vaudrait mieux l'intituler "libération conditionnelle minimale" comme le propose le comité sénatorial.

Ainsi qu'il a été indiqué, nous sommes en faveur de la modification proposée. Nous nous inquiétons toutefois de la façon dont le détenu fera connaître son intention et aussi de la possibilité qu'il change d'idée. Pour toutes sortes de raisons, un détenu peut choisir de refuser de quitter l'établissement lorsqu'advient sa période de surveillance obligatoire. Il est important de se souvenir que si la modification proposée, concernant la réduction de peine méritée, était adoptée, (bill, a. 39), un tiers franc de la sentence complète du détenu pourrait se voir touché par cette décision. Si le détenu changeait d'avis, ce qui est fort possible, il pourrait en résulter un conflit, et un problème assez sérieux.

Nous ne voulons pas dire que s'il changeait d'avis, le détenu devrait avoir droit à une mise en liberté le jour même. Il faudrait cependant prévoir une certaine flexibilité. La loi n'indique ni explicitement, ni implicitement, comment les autorités pénitentiaires pourraient résoudre ce

problème. Etant donné son importance, et le fait qu'il se produira probablement, il faudrait prévoir certaines dispositions à cet effet.

Recommandation:

Que si un détenu choisit de rester dans l'institution au-delà de sa date de surveillance obligatoire, il ait le droit de reconsidérer son choix, mais uniquement à des intervalles de trois mois, calculés par rapport à sa date de surveillance obligatoire, et pourvu qu'il donne un avis adéquat de son intention d'accepter la libération sous surveillance obligatoire.

Fin de la libération conditionnelle au gré du détenu et surveillance obligatoire

A l'heure actuelle, il n'y a pas de disposition et il n'y en a pas qui soit proposée dans les modifications autorisant ou prévoyant le retour au gré du détenu dans une institution de détention.

Cette question revêt une certaine importance. L'expérience correctionnelle atteste de la difficulté que comporte la transition entre l'institution et la rue. Certains écrivains dans ce domaine, tel Cormier (33) ont recommandé que les sentences de détention devraient prévoir expressément avec plus de flexibilité des périodes intermittentes où le détenu serait dégagé progressivement de la surveillance étroite. La libération progressive au moyen de la libération conditionnelle de jour n'est qu'une solution partielle, comme l'est la suspension de la libération conditionnelle. Nous avons connu des détenus qui ont préféré renoncer à la libération conditionnelle plutôt que d'encourir les sanctions liées à la révocation de la libération conditionnelle qui surviendrait s'ils ne réussissaient pas à s'adapter au monde extérieur. Ils ont pu le faire parce que la Loi ne prévoit aucune disposition pour mettre fin à une libération conditionnelle totale autre que la révocation. Nous considérons depuis longtemps qu'il s'agit d'une grave omission dans la Loi sur la libération conditionnelle de détenus.

Les changements proposés en ce qui a trait à la surveillance obligatoire permettent maintenant au détenu de choisir de rester dans l'institution. A nouveau, toutefois, ils n'envisagent pas la libération et le retour, autrement que par la suspension et la révocation.

Il se peut qu'un tel retour à la détention au gré du détenu soit rare, mais étant donné les graves conséquences qui résultent de la révocation, c'est peut-être un moyen pour un détenu sérieux éprouvant des difficultés en libération conditionnelle ou en surveillance obligatoire d'éviter d'autres problèmes.

Il semblerait conforme aux efforts visant à promouvoir un comportement responsable de permettre le retour sous garde, sans pénalisation, pourvu uniquement qu'il y ait des garanties contre l'abus, y compris toute tentative possible de s'en servir pour empêcher la révocation lorsque de graves circonstances justifieraient une décision de révocation.

Recommandation:

Que la loi sur la libération conditionnelle de détenus soit modifiée de façon à ce qu'il y ait une disposition appropriée qui permette à un détenu, sans pénalisation, de mettre fin à la libération conditionnelle ou à la surveillance obligatoire par un retour volontaire à l'institution de détention.

Absence temporaire

Les modifications de l'article 26 de la Loi sur les pénitenciers établissent formellement des contrôles strictes en vertu desquels les détenus peuvent être libérés pour des absences temporaires par les directeurs d'institution, et en particulier elles exigent que les absences temporaires sans escorte soient autorisées en vertu de l'autorité déléguée à la Commission nationale des libérations conditionnelles. (Bill, a. 40)

Bien que nous acceptions la politique sous-jacente à cette modification, qui a été recommandée sous sa forme actuelle à la fois par le Comité sénatorial et le groupe d'étude sur la libération des détenus, nous jugeons approprié d'insister sur le besoin d'une administration sensée de ces dispositions dans des cas d'urgence d'une nature "humanitaire". Il arrive, par exemple lors de maladie grave dans la famille, qu'un permis avec escorte ne soit pas adéquat et qu'un permis sans escorte n'ait pu être obtenu à temps en raison des retards occasionnés par l'examen de la demande. Nous savons que dans certains cas, cette mesure a créé une amertume considérable. On peut présumément régler ce problème en tenant compte de l'urgence, ou par une délégation attribuée conformément à l'article 26.1(2), de la Loi sur les pénitenciers --en présumant toujours que le détenu est considéré comme admissible à un permis sans escorte dans les circonstances.

Nous avons, toutefois, une observation dont nous désirons faire l'objet d'une recommandation précise. La limite de "trois jours" pour une absence temporaire pour "des raisons humanitaires" ne tient pas suffisamment compte des distances qui devront être parcourues par les détenus dans certains cas. Les mêmes considérations s'appliquent, à un degré moindre peut-être, aux absences "pour faciliter le reclassement d'un détenu". Certains cas problématiques ont été déclarés et l'Association canadienne de criminologie, dans son mémoire au Comité sénatorial a recommandé que cette période soit portée à cinq jours. Il convient de noter qu'il est toujours possible d'imposer des conditions supplémentaires, par exemple d'exiger que le détenu se rapporte à la police au point de destination.

Recommandation:

Que l'article 40 du bill soit amendé de façon à prévoir que la période de trois jours d'absence temporaire qui peut être autorisée pour "des raisons humanitaires ou pour faciliter le reclassement d'un détenu" précisée aux articles 26 et 26.1 de la Loi sur les pénitenciers, puisse être augmentée à cinq jours dans les circonstances où la distance qui devra être parcourue par le détenu nécessite plus de temps.

Accords internationaux

Malgré l'appui général accordé par les participants au projet au principe des accords internationaux dont il est question dans l'article proposé 7.1 de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus, certains aspects de la proposition, à notre avis, exigent une plus grande attention. (Bill, a. 22)

Le but de l'amendement est de permettre une nouvelle ère de transfert international de détenus en libération conditionnelle. Idéalement, un tel accord permettrait aux Canadiens détenus dans des pays étrangers de revenir au pays pour purger les portions de leur sentence pour lesquelles ils seraient considérés admissibles à la libération conditionnelle, et pareillement, les étrangers détenus au Canada pourraient être retournés dans leur pays pour terminer leur sentence en liberté surveillée, ce qui réduirait certaines inégalités qui existent actuellement entre les délinquants étrangers et les nôtres. Ces inégalités ont été commentées par le Comité sénatorial (34)

Toutefois, des problèmes se posent. On peut présumer que des accords internationaux seront conclus, au moins à court terme et de façon bilatérale. Il peut en résulter une aggravation des inégalités, car des prisonniers de certains pays se verront accorder un privilège auquel n'ont pas droit les prisonniers d'autres pays. Les différences peuvent très bien suivre une division "pays riche" - "pays pauvre", puisque les pays suffisamment prospères pour se permettre un service de libération conditionnelle

reprennent leurs prisonniers en libération conditionnelle, alors que les détenus des pays plus pauvres demeurent ici pour purger une plus longue peine d'emprisonnement à l'étranger tout en ayant peut-être un accès plus limité à la libération conditionnelle. Dans la mesure où ces accords dépendent de la mutualité, les Canadiens détenus dans des prisons étrangères, peuvent être privés des avantages qu'ils pourraient autrement obtenir.

Les problèmes susmentionnés ne peuvent facilement faire l'objet d'une recommandation précise. On peut simplement espérer que les autorités pénitentiaires se rendront compte qu'il s'agit de questions qui exigent une surveillance attentive. Deux questions toutefois peuvent faire l'objet d'une recommandation. La première est évidente: si un détenu étranger n'a pas l'avantage d'un accord de reddition, il devrait être admissible dans des limites raisonnables à la libération conditionnelle au Canada ou à la libération conditionnelle qui permettrait de le déporter après qu'il ait purgé une portion raisonnable de sa sentence. Deuxièmement, il convient de noter que le bill semble ne viser que les accords internationaux qui ont trait à "la compétence en matière de libération conditionnelle" tandis qu'une disposition complète relative à la reddition internationale de prisonniers, engloberait la "compétence pénitentiaire". Il peut y avoir des raisons pour lesquelles des accords internationaux visant le retour des prisonniers dans les pénitenciers ou sous des formes similaires de garde étroite ne sont pas également indiqués, mais elles ne nous semblent pas évidentes. Nous recommandons qu'on songe à la possibilité d'apporter un amendement parallèle qui autoriserait le Commissaire du Service correctionnel proposé à exercer "une compétence pénitentiaire" conformément aux accords d'une nature similaire à ceux qui sont mentionnés dans l'article 7.1 de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus.

Un autre aspect très précis de la proposition nous préoccupe. Quelques détenus ont laissé entendre que la Commission nationale des libérations

conditionnelles, dans l'exercice de sa compétence, négligera les aspects politiques de la situation. Un certain nombre de détenus dans les Institutions canadiennes ne désirent pas être retournés promptement dans leurs pays d'origine; certains s'y refusent absolument. Il en est qui se considèrent comme des "réfugiés politiques" quelconques, et un retour forcé dans leurs pays d'origine aux fins d'une libération conditionnelle, serait considéré comme une décision politique. Si les détenus ne doivent être expulsés qu'avec leur propre consentement, il n'y a pas de difficulté. Si on envisage l'expulsion obligatoire, la question revêt alors une certaine importance.

La Loi sur l'extradition prévoit diverses mesures de protection touchant le retour obligatoire d'une personne à une autre juridiction. La Loi sur l'immigration (article 33), prévoit de même des restrictions quant aux endroits où une personne sous le coup d'une ordonnance d'expulsion peut être envoyée et permet également à cette personne de choisir dans une certaine mesure sa destination. De toute évidence il est certain qu'aucun délinquant ne devrait être assujéti à une ordonnance délivrée en vertu des pouvoirs conférés par l'article 7.1 proposé de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus si celle-ci n'est pas conforme à la Loi sur l'extradition ou à la Loi sur l'immigration. Nous proposons que l'article 7.1 de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus qui est proposé soit modifié en ce qui a trait à cette question.

Recommandation:

1. Que le bill soit modifié, à l'article 22 ou autrement, pour qu'un détenu étranger puisse faire l'objet d'une ordonnance d'expulsion à l'extérieur du Canada conformément aux ententes internationales relatives à l'application de la libération conditionnelle ou de la juridiction pénale, qu'avec son

consentement ou qu'elle soit assujettie aux dispositions de la Loi sur l'extradition ou de la Loi sur l'immigration relatives au départ obligatoire du Canada.

2. Que l'on envisage la possibilité d'apporter un amendement à la Loi sur les pénitenciers qui équivaldrait à l'article 7.1 qui est proposé pour la Loi sur la libération conditionnelle de détenus et qui autoriserait dans des termes semblables le commissionnaire aux corrections dont la création du poste est proposée d'exercer "les compétences en matière de libération conditionnelle que lui attribuent les accords et ententes internationaux conclus par le Canada".

Loi sur l'immigration

Il y a, dans le projet, des réserves au sujet de la façon restrictive dont l'expression "période d'emprisonnement a été redéfinie à l'article 13 de la Loi sur la libération conditionnelle des détenus par rapport aux dispositions de la Loi sur l'immigration. (Bill, a. 26)

L'article 32(2) de la Loi sur l'immigration prévoit qu'une ordonnance d'expulsion rendue contre une personne "qui était enfermée, lors de l'émission, dans un pénitencier, une geôle, une maison de correction ou de prison ou qui devient détenue d'une telle institution avant que l'ordonnance puisse être exécutée", ne peut être exécutée "que si cette personne a achevé la sentence ou la durée d'emprisonnement imposée". L'application de cette disposition a été rendue plus complexe par l'addition de la mise en liberté sous surveillance. La détenu assujetti à une surveillance obligatoire doit purger une partie de sa peine d'emprisonnement en liberté conditionnelle dans la société. Cette période fait toutefois partie de la sentence ou de la peine d'emprisonnement imposée". Il s'ensuit qu'on ne pourrait obliger un certain

nombre de personnes à quitter le Canada en vertu d'une ordonnance d'expulsion quant à leur période de libération conditionnelle dans la société n'est pas terminée. L'article 26 du bill a pour but de faire disparaître cette anomalie.

Le Projet reconnaît qu'il s'agit là d'anomalie et qu'un amendement est nécessaire. Nous nous inquiétons de ce qu'en vertu des dispositions actuelles de la Loi sur l'immigration il ne semble y avoir aucune marge permettant de retarder le départ quand les circonstances ne le justifient. Certains détenus étrangers se sont mariés au Canada et y ont leur famille. Leurs vies sont déjà sérieusement perturbées par leur détention. On doit aussi prendre en considération le cas de ceux qui n'ont pas habité ici pendant une période très considérable et que leur incarcération dans un pénitencier a empêché de voir à leurs affaires. Une fois qu'elle a été expulsée, cette personne ne peut "subséquemment être admise dans ce pays, ou il ne doit pas lui être permis d'y demeurer, sans le consentement du Ministre". (Loi sur l'immigration, article 35)

Il nous semble que le travail accompli par ceux qui s'intéressent à la réhabilitation du détenu -- et, à vrai dire, l'aspect humanitaire de la situation -- justifierait une disposition qui autoriserait les autorités compétentes à permettre aux délinquants étrangers de retarder leur départ pour des périodes de temps établies dans certains cas appropriés, sous réserve de termes et de conditions considérés nécessaires.

Recommandation:

Que l'article 26 du bill et les dispositions connexes de la Loi sur l'immigration soient révisés en vue d'y apporter des dispositions appropriées pour autoriser les autorités compétentes à permettre aux délinquants étrangers contre qui une ordonnance d'expulsion a été rendue de retarder leur

départ du Canada pour une période de temps que l'on jugera convenable d'établir, sous réserve des termes et les conditions jugés nécessaires.

Réduction méritée

Le projet formule certaines préoccupations au sujet des dispositions relatives à la "réduction méritée" qui, comme on l'a fait remarquer précédemment, constitue une modification fondamentale de la base du calcul de la rémission prévue dans la Loi sur les pénitenciers et la Loi sur la libération conditionnelle des détenus. Cette question revêt une importance considérable car la période de temps en cause peut éventuellement constituer dans l'ensemble un tiers de la sentence globale de chaque détenu. Nos inquiétudes portent sur les méthodes utilisées pour accorder ou refuser une réduction et l'absence dans l'amendement proposé de toute disposition relative à la restriction de la réduction. (Bill, a. 39)

Étant donné la complexité du sujet et la période de temps limitée dont dispose le Projet pour présenter son exposé, nous demanderons la permission de traiter de cette question lors de notre comparution devant le Comité et, si nécessaire, d'envoyer subséquemment un autre mémoire.

Recommandation:

1. On communiquera une recommandation ou des recommandations relatives à la réduction méritée.

Sentences indéterminées prévues par la Loi sur les prisons et les maisons de correction

Lorsqu'il a recommandé que "les sentences indéterminées prévues dans la Loi sur les prisons et les maisons de correction soient supprimées", le Comité du Sénat a déclaré que les peines de ce genre "sont condamnées par plusieurs Commissions d'enquête officielles et qu'il n'est pas nécessaire d'élaborer sur cette question dans le présent rapport". (35) Le groupe de travail sur la libération de détenus en est arrivé à la conclusion qu'en plus

du transfert recommandé de la compétence relative à la libération conditionnelle de détenus aux autorités provinciales qui est actuellement proposée dans le bill, "le système de sentences indéterminées de la Colombie-Britannique et l'Ontario pourrait être supprimé". (36) Ce faisant, le groupe de travail n'a fait que répéter une recommandation identique de l'Association canadienne de criminologie et de réhabilitation. (37)

A la lumière de cette unanimité de recommandations officielles, il nous est difficile de comprendre pourquoi le bill ne présente aucune disposition visant à mettre cette modification en application. Pour faciliter la tâche au Comité, nous avons inclus en annexe les dispositions statutaires pertinentes.

Les dispositions relatives aux sentences indéterminées donnent lieu à des différences importantes, et pour tout dire à des injustices, dans un bon nombre de cas. Certaines de ces difficultés sont illustrées par les deux causes relatives à ces dispositions qui ont été jugées par la Cour suprême du Canada (38) de même que pour les causes relatives à l'article 659 du Code criminel est ci-après mentionné. Les détenus peuvent être condamnés à des sentences plus longues en Colombie-Britannique et en Ontario que dans les autres provinces -- plus longues, en fait, que la sentence maximale prévue par le Code criminel. Ces dispositions prévoient un traitement différent des délinquants selon leur sexe et selon les différents groupes d'âge. Même si ces dispositions spéciales sont justifiées par le fait que les sentences seront purgées dans un milieu favorisant la réhabilitation ou la réforme, il est possible aux termes de la loi de muter par une décision administrative, un détenu d'une maison de correction à une prison où à un autre établissement. De plus, si le détenu est condamné à être incarcéré dans un pénitencier ou s'il y est muté, il devra purger la durée indéterminée de la sentence dans cette institution pénitencière, comme faisant partie de sa sentence d'incarcération, c'est-à-dire, sans avoir même la possibilité de bénéficier d'un régime de correction.

On trouve à l'article 659 (6) du Code criminel, une disposition qui a apparemment pour but de corriger cette anomalie. On y prévoit, que dans certaines situations particulières, quand une personne est "condamnée à l'emprisonnement pour une période indéterminée suivie d'une période déterminée", et qu'elle est par la suite emprisonnée dans un pénitencier, la "partie indéterminée de sa sentence est, à toute fin, sensée ne pas avoir été imposée".

Cette disposition a cependant été interprétée rigoureusement dans une série de décisions judiciaires (39) et l'anomalie se perpétue.

Ces causes soutiennent essentiellement que lorsqu'un détenu doit purger ses sentences dans un pénitencier autre qu'un pénitencier prévu aux articles 659 (1)c) ou 659 (5), l'article 659 (6) ne s'applique pas et la période indéterminée de la sentence est censée "ne pas avoir été imposée". Les cas où jusqu'à maintenant cela s'est produit sont: lorsqu'une des sentences du détenu est une sentence de deux ans ou plus; lorsqu'une sentence doit être purgée dans un pénitencier en vertu de l'article 21 (2) de la Loi sur la libération conditionnelle des détenus; lorsque (possiblement à la suite d'une condamnation en vertu de l'article 133 du Code, un juge ordonne qu'une sentence soit purgée dans un pénitencier, conformément à l'article 137 (3)b); et, lorsqu'à la suite d'une condamnation en vertu de l'article 133 du Code, l'ensemble des sentences devant être purgées conformément à l'article 137(1) du Code s'élève à deux ans ou plus, conformément à l'article 137 (3) a) du Code.

Bien que ce modèle d'interprétation puisse être bien exact en terme de constitution légale, les résultats demeurent irrationnels. C'est ce caractère irrationnel qui a conduit certains tribunaux à prendre des décisions hasardeuses qui, en réalité, diffèrent de l'interprétation courante. (40) Ces dispositions ne sont pas faciles à comprendre non plus. Un certain nombre de causes ont été signalées aux participants du Projet: le juge imposant la sentence, informe le détenu, dans le compte rendu, qu'il ne doit pas se préoccuper d'une sentence indéterminée précédente parce que l'article 659 (6) prévoit qu'elle est censée "ne pas avoir été imposée", mais le détenu se retrouve au pénitencier où il doit, en vertu de la loi en vigueur purger la période indéterminée de sa sentence parce qu'elle fait partie de sa peine d'emprisonnement.

L'article 659 du Code criminel a été modifié sous un autre égard dans la Loi de 1975 modifiant le droit pénal. Il est étonnant que cette modification législative nécessaire et encore plus importante n'ait pas été aussi incluse, du moins si les sentences déterminées et indéterminées ne doivent pas être abolies par le présent projet de loi. Cette anomalie nécessite une correction et les participants au Projet recommandent fortement que cette correction soit apportée.

Recommandation:

1. Que la Loi sur les prisons et les maisons de correction soit à nouveau modifiée de façon que les sentences déterminées et indéterminées qui y sont prévues soient abolies.
2. Sinon, que l'article 659 du Code criminel soit modifié afin de prévoir que, dans tous les cas où un détenu est condamné ou susceptible de l'être, à une période indéterminée d'emprisonnement en vertu de la Loi sur les prisons et les maisons de correction, cette période indéterminée soit "censée ne pas avoir été imposée".

Notes au bas de page -- Bibliographie

1. La libération conditionnelle au Canada - Rapport du comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles (1974), cité ici sous le nom de comité sénatorial
2. Rapport du groupe de travail sur la libération des détenus (novembre 1972), cité ici sous le nom de groupe de travail
3. Ministères de la Justice et du Solliciteur général du Canada, Paix et sécurité - notes explicatives, p. 51.
4. Affaire Howarth contre Commission nationale des libérations conditionnelles (1974), 50 D.L.R. (3e) 349 (C.S.C.)
5. Id., pp. 358 et 363.
6. Voir les commentaires sur les causes dans la (1975) 53 Revue du barreau canadien 92, (1975) 17 Criminal Law Quarterly 251, (1975) 21 McGill Law Journal 434
7. Affaire Mitchell contre La Reine (1975), 24 C.C.C. (2d) 241 (C.S.C.)
8. Id., p. 244.
9. Id., p. 245.
10. Affaire Morrissey contre Brewer, 92 C.S. 2593 (1972)
11. Price, "Bringing the Rule of Law to Corrections", (1974) 16 Canadian Journals of Criminology and Corrections 209
12. Voir, par exemple United States ex rel. Johnson v. Chairman of New York State Board of Parole, 500 F. 2d. 925 (2e tirage, 1974); Gilman, "Developments in Correctional Law", (1976) 22 Crime and Delinquency 218, pp. 221-223.
13. Comité sénatorial, pp. 80-84 et 110-112.
14. Groupe de travail, pp. 34-36, 39-41 et 45-46.

15. Voir autorités citées au renvoi 6 ci-dessus. Voir aussi Jobson, "Fair Procedure in Parole", (1972) 22 University of Toronto Law Journal 267; Mullan, "Fairness: The New Natural Justice", (1975) 25 University of Toronto Law Journal 281.
16. Voir généralement Davis, Discretionary Justice (1969). Il existe maintenant, depuis la publication de ce livre, une bonne documentation sur ce sujet.
17. Commission de réforme du droit du Canada, Emprisonnement - libération (Document de travail, 1975), pp. 17 et 41.
18. Commission de réforme du droit du Canada, Contrôle du processus (Document de travail, 1975).
19. Voir, par exemple, Groupe de travail, p. 40; Projet, "Prise de décision de libération conditionnelle et processus de condamnation", (1975) 84 Yale Law Journal 810. Voir aussi Waller, Men Released from Prison (1974).
20. Hogarth, Sentencing as a Human Process (1971), pp. 176-177.
21. L'affaire R. contre Pearson^{ce} (1975) 16 C.C.C. (2e) 369 (C. d'appel de l'Ont.)
- 21a L'affaire R. contre Collins (C. d'appel de l'Ont.) - non publié - mars 1976; Objet: Commission nationale des libérations conditionnelles et Edmonds (1974), 18 C.C.C. (2e) (401 C. féd. d'appel).
22. Voir références citées au renvoi 19.
23. Objet: MacCaud (1968), 5 C.R. (N.-É.) 318 (C. d'appel de l'Ont.).
24. Marcotte contre le Procureur général adjoint du Canada (1974), 51 D.L.R. (2e) 259 (C.S.C.)
25. L'affaire R. contre Evans (1975) 24 C.C.C. (2e) 300 (C. d'appel de la N.-É.); La Reine contre Black (C. d'appel de l'Ont.), non publié, 8 janvier 1975).
26. Marcotte contre le Procureur général adjoint du Canada (1974), 51 D.L.R. (2e) 259, p. 263.
27. Lowry et Lepper contre La Reine (1972) 6 C.C.C. (2e) 351 (C.S.C.).
28. Groupe de travail, p. 41.

29. Bowie, "Some Aspects of Parole in Canada", (1971) 1 Queen's Law Journal 167, pp. 200-201.
30. Hall Williams, "Natural Justice and Parole", (1975) Criminal Law Review 82.
31. R. contre Hales (1974), 18 C.C.C. (2e) 240 (C. d'appel du Man.); R. contre Carlson (C. d'appel de l'Ont. - non publié - mai 1975).
32. Marcotte contre le Procureur général adjoint du Canada (1974), 51 D.L.R. (3e) 259, par Dickson J., p. 262.
33. Cormier et autres, "The Persistent Offender and His Sentences", (1964) 9 Canadian Psychiatric Association Journal 462.

34. Comité sénatorial, p. 102
35. Comité sénatorial, p. 54
36. Groupe de travail, p. 21
37. Voir (1973) 15 Canadian Journal of Criminology and Corrections 144, pp. 150-151
38. Turcotte contre la Reine; Anderson contre la Reine (1970), 11 C.R. (N.E.) 301(C.S.C.); R. contre Burnshine et le Procureur général du Canada (1974), 25 C.R. (N.-E.) 270 (C.S.C.)
39. Ex parte Simoneau (1971) 20 R. 761 (C. d'appel de l'Ont.); objet: Weston and Superintendent of the Prison for Women, Kingston, (1972) 1 O.R. 342 (C. Suprême de l'Ont.); Sedore contre le Commissaire des pénitenciers (1972) F.C. 898 (division des procès); objet: Ellis et la Reine (1973) 9 C.C.C. 149 (C. féd., division des procès); R. contre Dietrich (D. d'appel de l'Ont.), non publié -- 2 mai 1975)
40. Objet: Ostello et le Solliciteur du Canada et autres (1976), 9 O.R. (2^e) 780 (C. supérieure de l'Ont. ; Foster contre la Reine (C. suprême de la C.-B.,) non publié 15 avril 1976)

Résumé des Recommandations

1. Que la partie III du bill, se rapportant à la Loi sur la libération conditionnelle de détenus, ne soit pas adoptée avant de faire l'objet de modifications appropriées, pour assurer que la Loi prévoie les dispositions garantissant la justice naturelle, conformément aux recommandations figurant au rapport du Comité sénatorial permanent des questions juridiques et constitutionnelles, et à celui du groupe d'étude sur la libération des détenus.
2. Ou que du moins, l'article 23 du bill, se rapportant à l'article 9 de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus, soit modifié et prévoie que le "gouverneur en conseil fixe, par règlements" des mesures appropriées pour assurer que les décisions de la Commission des libérations conditionnelles respectent la justice naturelle.
3. Que l'article 25 du projet de loi, concernant l'article 11 de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus, soit modifié afin de prévoir l'abrogation totale de l'article 11 de ladite loi.
4. Que le projet de loi soit modifié en y ajoutant un article prévoyant que les décisions de la Commission nationale des libérations conditionnelles sont soumises à l'examen de la Cour fédérale du Canada, en vertu de l'article 28 de la Loi sur la Cour fédérale.
5. Que l'article 21 du projet de Loi, concernant l'article 6 de la Loi, soit encore modifié afin d'imposer des limites convenables à "l'entière discrétion" de la Commission nationale de libérations conditionnelles, surtout en ce qui concerne le pouvoir "d'accorder ou de refuser d'accorder une libération conditionnelle ... et de révoquer une libération conditionnelle".
6. Que l'article 23 du projet de loi, concernant l'article 9 de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus, soit modifié afin de prévoir que, du moins en ce qui concerne les peines fixes ou les peines autres que la

détention préventive et les commutations de peine de mort, les modifications aux Règlements des libérations conditionnelles retardant l'admissibilité à la libération conditionnelle ou l'examen de celle-ci, s'appliquent seulement aux détenus condamnés après que les dispositions modifiées soient entrées en vigueur.

7. Que la loi soit modifiée en vue de prévoir formellement que la libération conditionnelle et la surveillance obligatoire ne peuvent être révoquées par la Commission nationale de libération conditionnelle que pour des raisons précisées à l'article 16(1) de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus, ainsi qu'elle peut être modifiée.

8. Que l'article 28 du bill, qui se rapporte à l'article 16 de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus, soit modifiée pour être remplacée par les dispositions suivantes précisant les seules raisons pour lesquelles la libération conditionnelle et la surveillance obligatoire peuvent être suspendues ou révoquées;

- (a) que le détenu à liberté conditionnelle a violé toute modalité importante de la libération conditionnelle sans excuse valable;
- (b) le détenu à liberté conditionnelle a commis un délit punissable ou un membre de la Commission ou une personne désignée par la Commission a des raisons valables et probables de penser que le détenu à liberté conditionnelle a commis ou est sur le point de commettre un délit punissable; ou
- (c) que la conduite du détenu à liberté conditionnelle indique qu'il refuse de se conformer aux modalités mêmes de la libération conditionnelle.

9. Que l'article 30 du Bill, qui se rapporte à l'article 20 de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus, soit modifié afin de prévoir que la révocation de la libération conditionnelle ou de la surveillance obligatoire n'entraîneront pas la perte de la réduction de peine, mais qu'au contraire, une des possibilités suivantes seront prévues:

- (a) lorsque la révocation a lieu dans le courant des six derniers mois de la libération conditionnelle, la Commission aura le pouvoir d'ordonner la réincarcération du détenu pour toute période qu'elle peut fixer jusqu'à concurrence de six mois; ou
- (b) que la révocation comportera la perte automatique d'un certain pourcentage déterminé du total de la peine, 10% étant recommandé.

10. L'administration devra examiner les cas antérieurs de révocation en vue de recommander de nouveaux crédits appropriés de périodes de liberté dans les cas qui le méritent, à titre d'exercice de la prérogative royale de clémence.

11. Que la définition de la "libération conditionnelle" dans l'article 2 de la loi sur la libération conditionnelle de détenu ne soit pas modifiée pour inclure l'expression "libération conditionnelle de jour" (bill a. 15(2)).

12. Que l'article 19 du bill soit modifié pour prévoir que, dans toutes les questions concernant l'attribution de libérations conditionnelles, leur révocation, ou d'autres décisions ayant des implications importantes pour un détenu, une section de la Commission ayant l'autorité de prendre de telles décisions consiste de deux membres au moins.

13. Que si un détenu choisit de rester dans l'institution au-delà de sa date de surveillance obligatoire, il ait le droit de reconsidérer son choix, mais uniquement à des intervalles de trois mois, calculés par rapport à sa date de surveillance obligatoire, et pourvu qu'il donne un avis adéquat de son inten-

tion d'accepter la libération sous surveillance obligatoire.

14. Que la loi sur la libération conditionnelle de détenus soit modifiée de façon qu'il y ait une disposition appropriée qui permette à un détenu, sans pénalisation, de mettre fin à la libération conditionnelle ou à la surveillance obligatoire par un retour volontaire à l'institution de détention.

15. Que l'article 40 du bill soit amendé de façon à prévoir que la période de trois jours d'absence temporaire qui peut être autorisée pour "des raisons humanitaires ou pour faciliter le reclassement d'un détenu" précisée aux articles 26 et 26.1 de la Loi sur les pénitenciers, puisse être augmentée à cinq jours dans les circonstances où la distance qui devra être parcourue par le détenu nécessite plus de temps.

16. Que la bill soit modifié, à l'article 22 ou autrement, pour qu'un détenu étranger puisse faire l'objet d'une ordonnance d'expulsion à l'extérieur du Canada conformément aux ententes ou de la juridiction pénale, qu'avec son consentement ou qu'elle soit assujettie aux dispositions de la Loi sur l'extradition ou de la Loi sur l'immigration relatives au départ obligatoire du Canada.

17. Que l'on envisage la possibilité d'apporter un amendement à la Loi sur les pénitenciers qui équivaldrait à l'article 7.1 qui est proposé pour la Loi sur la libération conditionnelle des détenus et qui autoriserait dans des termes semblables le commissionnaire aux corrections dont la création du poste est proposée d'exercer "les compétences en matière de libération conditionnelle que lui attribuent les accords et ententes internationaux conclus par le Canada".

18. Que l'article 26 du bill et les dispositions connexes de la Loi sur l'Immigration soient révisés en vue d'y apporter des dispositions appropriées pour autoriser les autorités compétentes à permettre aux délinquants étrangers contre qui une ordonnance d'expulsion a été rendue de retarder leur départ du

Canada pour une période de temps que l'on jugera convenable d'établir, sous réserve des termes et les conditions jugés nécessaires.

19. On communiquera une recommandation ou des recommandations relatives à la réduction méritée.

20. Que la Loi sur les prisons et les maisons de correction soit à nouveau modifiée de façon que les sentences déterminées et indéterminées qui y sont prévues soient abolies.

21. Sinon, que l'article 659 du Code criminel soit modifié afin de prévoir que, dans tous les cas où un détenu est condamné ou susceptible de l'être, à une période indéterminée d'emprisonnement en vertu de la Loi sur les prisons et les maisons de correction, cette période indéterminée soit "censée ne pas avoir été imposée".

WITNESSES—TÉMOINS

From the Canadian Black Powder Federation:

Mr. Alan W. Roy, Spokesman.

From the Canadian Guild of Antique Arms Collectors:

Mr. John James Wardlaw, Q.C., Chairman, Firearms Legislation Committee.

Mr. Paul Murray, Director

From the Lower Canada Arms Collectors Association:

Mr. John Kirton, President

Mr. André Gibeault, Treasurer

Mr. John Belton, Secretary General

From the Ontario Arms Collectors Association:

Mr. A. E. Chapman, Chairman, Legislation Committee

Mr. Bruce Burden, Q.C., Member

Mr. D. A. Stewart, Halifax, Nova Scotia

From the Service Rifle Shooting Association:

Mr. Gavin K. Watt, President

De la «Canadian Black Powder Federation»:

M. Alan W. Roy, représentant.

De la «Canadian Guild of Antique Arms Collectors»:

M. John James Wardlaw, c.r., président, Comité de la législation sur les armes à feu.

M. Paul Murray, directeur

De l'Association des Collectionneurs d'armes du Bas-Canada:

M. John Kirton, président

M. André Gibeault, trésorier

M. John Belton, secrétaire-général

De l'«Ontario Arms Collectors Association»:

M. A. E. Chapman, président, Comité de la législation

M. Bruce Burden, c.r., membre

M. D. A. Stewart, Halifax, Nouvelle-Écosse

Du «Service Rifle Shooting Association»:

M. Gavin K. Watt, président

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 56

Thursday, May 27, 1976

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

C-11 XC 33
-J16
CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 56

Le jeudi 27 mai 1976

Président: M. Mark MacGuigan

Government
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Justice and Legal Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Justice et des questions juridiques

RESPECTING:

Bill C-83, Criminal Law Amendment
Act (No. 1), 1976.

CONCERNANT:

Bill C-83, Loi de 1976 modifiant
le droit pénal, n° 1.

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la

trentième législature, 1974-1975-1976

STANDING COMMITTEE ON JUSTICE
AND LEGAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

Vice-Chairman: Mr. Yvon Pinard

Messrs.

Anderson
Brisco
Caouette (*Villeneuve*)
Fox
Friesen

Gilbert
Guay (*Lévis*)
Hnatyshyn
Korchinski
Loiselle (*Chambly*)

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE
ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

Président: M. Mark MacGuigan

Vice-président: M. Yvon Pinard

Messieurs

Marceau
McCleave
McIsaac
Olivier

Poulin
Robinson
Towers
Wooliams—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Lois A. Cameron

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Thursday, May 27, 1976:

Mr. Brisco replaced Mr. Fairweather
Mr. McIsaac replaced Mr. Lachance

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le jeudi 27 mai 1976:

M. Brisco remplace M. Fairweather
M. McIsaac remplace M. Lachance

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 27, 1976

(62)

[Text]

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 9:40 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Mark MacGuigan, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Anderson, Brisco, Fox, Korchinski, MacGuigan, Marceau, McCleave, McIsaac, Towers and Woolliams.

Other Members present: Messrs. Goodale, Leggatt and Marchand (Kamloops-Cariboo).

Witnesses: From the B.C. Wildlife Federation: Mr. William J. Otway, Executive Director; Mr. Douglas J. Michie, Director and Chairman, Firearms Legislation Committee and Mr. James R. Bezanson, Member, Firearms Legislation Committee. *From the Alberta Fish and Game Association:* Mr. Tom O'Keefe, Past President. *From the Saskatchewan Wildlife Federation:* Mr. Tom Motta, Vice-President and Mr. Dennis Pattinson, President. *From the Manitoba Wildlife Federation:* Mr. Cliff White, Junior Rifle Chairman and Mr. Tom Thompson, Zone Chairman.

The Committee resumed consideration of Bill C-83, An Act for the better protection of Canadian society against perpetrators of violent and other crime (Criminal Law Amendment Act (No. 1), 1976.).

On Clause 2

The witnesses made statements and answered questions.

In accordance with the order of the Committee made on Tuesday, April 27, 1976, the briefs presented to the Committee by the B.C. Wildlife Federation, the Alberta Fish and Game Association, the Saskatchewan Wildlife Federation and the Manitoba Wildlife Federation are printed as Appendices to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See Appendices JLA-39, JLA-40, JLA-41, JLA-42).

At 1:15 o'clock p.m. the Committee adjourned until 9:30 o'clock a.m. on Friday, May 28, 1976.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 27 MAI 1976

(62)

[Traduction]

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 9 h 40 sous la présidence de M. Mark MacGuigan (président).

Membres du Comité présents: MM. Anderson, Brisco, Fox, Korchinski, MacGuigan, Marceau, McCleave, McIsaac, Towers et Woolliams.

Autres députés présents: MM. Goodale, Leggatt et Marchand (Kamloops-Cariboo).

Témoins: De la «B.C. Wildlife Federation»: M. William J. Otway, directeur exécutif; M. Douglas J. Michie, directeur et président du Comité de la législation sur les armes à feu et M. James R. Bezanson, membre du Comité de la législation sur les armes à feu. *De l'«Alberta Fish and Game Association»:* M. Tom O'Keefe, ancien président. *De la «Saskatchewan Wildlife Federation»:* M. Tom Motta, vice-président et M. Dennis Pattinson, président. *De la «Manitoba Wildlife Federation»:* M. Cliff White, président «Junior Rifle» et M. Tom Thompson, président de zone.

Le Comité reprend l'étude du bill C-83, Loi pour mieux protéger la société canadienne contre les auteurs de crimes violents et autres crimes (Loi de 1976 modifiant le droit pénal, n° 1).

Article 2

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

Conformément à l'ordre de renvoi du mardi 27 avril 1976, les mémoires présentés au Comité par la B.C. Wildlife Federation, l'Alberta Fish and Game Association, la Saskatchewan Wildlife Federation et la Manitoba Wildlife Federation sont joints aux procès-verbal et témoignages de ce jour. (Voir appendices JLA-39, JLA-40, JLA-41, JLA-42).

A 13 h 15, le Comité suspend ses travaux jusqu'au vendredi 28 mai 1976, à 9 h 30.

Le greffier du Comité

Lois A. Cameron

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, May 27, 1976

• 0939

[Text]

The Chairman: The meeting will come to order.

Ladies and gentlemen, as we have a quorum for the hearing of witnesses, I think we should begin as promptly as possible to allow the maximum time for questioning. We have four groups of witnesses this morning, all of which will be called on initially, and then we will have general questioning of all of them. We shall begin with the witnesses from the B.C. Wildlife Federation. Next to me is Mr. William J. Otway, who is the Executive Director; he is accompanied by Mr. Douglas J. Michie, the Director and Chairman of the Firearms Legislation Committee; and Mr. James R. Bezanson, who is a Member of the Firearms Legislation Committee. Without further preliminaries, I invite Mr. Otway to speak to us. Mr. Otway.

Mr. William J. Otway (Executive Director, B.C. Wildlife Federation): Thank you, Mr. Chairman.

• 0940

Mr. Chairman and honourable members, we wish to thank you for giving us the opportunity to appear before you today. Recognizing that with four groups appearing at once, our time is very short, we will keep our opening remarks as brief as possible.

We would like to direct a particular note of thanks to your staff, particularly Miss Cameron, for the effort they have put forth in order to accommodate us in arranging a suitable time, and in getting our briefs to you.

My name is Bill Otway and I am the Executive Director of the B.C. Wildlife Federation. I would like to introduce you to our two representatives, Mr. Doug Michie, who is Chairman of our Firearms Legislation Committee. Doug is a gunsmith of some note and operates his own business in that line. He will speak to you briefly on some of the problems he sees for people like himself and how they will be affected by Bill C-83. Doug is an expert on firearms and will be more than happy to handle any technical questions you may have.

Our other representative is Mr. Jim Bezanson, a mill-work manufacturer in Vancouver and a very valued member of our committee. Jim has a long history of involvement with firearms and is a very active collector. He will speak to you on the concerns of the collector regarding Bill C-83 and any questions you have in that field would be best directed to him.

We also wish to advise the Committee that the Western Guides and Outfitters, the organization that represents the Guiding Industry in British Columbia, fully supports our position and have asked us to act on their behalf here today.

I only wish to cover two quick points in my opening remarks.

The first is a matter that we overlooked in our brief and that is the re-registration of restricted firearms every five years under proposed Section 1062 (6) and (7) of Bill C-83. We would be pleased to know the reasoning behind this proposal, particularly in light of the fact that the same provision was removed from our legislation in 1950 because it proved to be a waste of police time.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 27 mai 1976

[Interpretation]

Le président: Messieurs, à l'ordre.

Nous commencerons la séance immédiatement, afin de donner le maximum de temps à ceux d'entre vous qui veulent poser des questions. Nous avons quatre groupes de témoins, qui feront chacun une déclaration préliminaire, après quoi vous pourrez leur poser vos questions. Ces témoins sont M. William J. Otway, représentant de la Fédération de la faune de la Colombie-Britannique, M. Douglas J. Michie, directeur et président du Comité sur la législation des armes à feu et M. James R. Bezanson, membre de ce comité. Je donne immédiatement la parole à M. Otway.

M. William J. Otway (Directeur exécutif de la Fédération de la faune de la Colombie-Britannique): Merci, monsieur le président.

Messieurs les membres du Comité, monsieur le président, nous vous remercions de l'invitation que vous nous avez adressée. Étant donné que vous avez quatre témoins, ce matin, nous essaierons d'être aussi bref que possible dans notre déclaration préliminaire.

Nous aimerions tout d'abord remercier votre personnel, et surtout M^{lle} Cameron, d'avoir accepté de nous recevoir à une date nous convenant et à avoir assuré la distribution de nos mémoires.

Je m'appelle Bill Otway, je suis Directeur exécutif de la Fédération de la faune de la Colombie-Britannique. M'accompagne, M. Doug Michie, président de notre Comité sur la législation des armes à feu. M. Michie, qui dirige un commerce très réputé d'armes à feu, vous parlera des problèmes que risque de causer le Bill C-83 aux membres de sa profession. Comme c'est un expert en matière d'armes à feu, je suis sûr qu'il sera très heureux de répondre à toutes vos questions techniques.

Nous avons également M. Jim Bezanson, qui possède une entreprise de fabrication de métiers à tisser à Vancouver et qui est un collectionneur d'armes à feu. Il vous parlera des conséquences que peut avoir le Bill C-83 sur les collectionneurs.

Avant d'exprimer notre point de vue, nous voudrions vous dire qu'il est totalement appuyé par l'association Western Guides and Outfitters, de Colombie-Britannique, qui nous a d'ailleurs demandé de la représenter aujourd'hui.

Dans mes remarques préliminaires, je ne parlerai que de deux sujets importants.

Le premier, que nous n'avons pas mentionné dans notre mémoire, porte sur la nécessité de réenregistrer les armes à feu contrôlées, tous les cinq ans, du fait de l'article 1062, alinéas 6 et 7. Nous aimerions savoir quelle est la justification de cette disposition, surtout si l'on considère qu'une disposition identique avait été supprimée du projet de loi présenté en 1950, puisqu'elle était inutile.

[Texte]

The second point I wish to make is merely to re-emphasize our opposition to a federal firearms licence. I submit to you a photocopy, which will be distributed, of three licences I presently require to carry a firearm and hunt in my area of British Columbia. I ask you what will be accomplished by adding a fourth to that pile of paper that could not be accomplished by adding additional conditions to one of the three I already have?

I would also like to make a remark regarding the constant comment I have noted in the minutes of the proceedings of this Committee, comparing the proposed federal firearms licence to a driver's licence.

First, my organization and I would be pleased to know when it became necessary to obtain a federal licence to drive a car? Second, the Committee should be made aware that in B.C. at least, and in the rest of Canada as far as we are aware, the only tests for an automobile licence are competency tests. There is no check of criminal or mental background. Third, you do not require a licence to own an automobile, only to drive one.

Thank you, and I would now, with the Chairman's permission, as Mr. Michie to say a few words.

The Chairman: Mr. Michie.

Mr. Douglas J. Michie (Director and Chairman, Firearms Legislation Committee, B.C. Wildlife Federation): Thank you, Mr. Chairman and honourable members. As one of thousands of practising gunsmiths, owners of small one-man shops across the country specializing in high quality craftsmanship, I am gravely concerned with the requirements under proposed Section 100(1)(b), (c) and (d) page 12, and proposed Section 100(3) and (4) on page 13 on reports, inventories, etcetera.

What is to be accomplished in the way of public safety by this additional paper work and time which will most certainly add to the already high costs and prices, where only marginal profits are now realized?

If the basis of the system is to be the gun owner's licence, required by both the customer and the gunsmith, with the latter also required to have a provincial or municipal trades licence and now a proposed federal operating permit as well, surely the recording of the customer's licence number along with his name, address and telephone number should suffice.

In repair shops, depending upon the nature and extent of individual requirements, customers' guns are continually coming in and going out. In the instance of a small operation, especially during the hectic fall season, a high percentage of the operator's time would be devoted to filling out records and inventories which are constantly changing. Of what possible value could this be in an attempt to control armed crime and violence?

One cannot avoid feeling that this added burden is merely an attempt to put a number of us out of business.

[Interprétation]

Ma seconde remarque sera simplement destinée à renouveler notre opposition à un système de permis fédéral de détention d'arme à feu. Je vais vous faire distribuer la photocopie de trois permis que je suis actuellement obligé d'obtenir pour détenir une arme à feu et chasser dans ma région de la Colombie-Britannique. J'aimerais vous demander ce que vous aurez gagné en ajoutant un quatrième permis à ceux que je dois déjà obtenir. Quelles conditions supplémentaires allez-vous exiger qui ne pourraient pas relever de l'un des trois permis que j'ai déjà?

À la lecture des procès-verbaux de vos réunions antérieures, j'ai constaté que beaucoup de personnes comparent le permis fédéral de détention d'arme à feu actuellement proposé à un permis de conduite automobile.

À cet égard, nous aimerions d'abord savoir depuis quand il est nécessaire d'obtenir un permis fédéral pour conduire une automobile. En outre, le Comité devrait être informé du fait qu'en Colombie-Britannique, tout au moins, et sans doute dans le reste du pays, les seules conditions exigées pour l'obtention d'un permis automobile ont trait à la compétence du candidat et n'ont rien à voir avec ses problèmes criminels ou psychologiques. Troisièmement, je voudrais préciser qu'il n'est pas nécessaire d'obtenir un permis pour posséder une automobile mais simplement pour la conduire.

Ceci dit, si vous me le permettez, monsieur le président, je donnerai la parole à M. Michie.

Le président: Monsieur Michie.

M. Douglas J. Michie (Directeur et président du Comité sur la législation des armes à feu, Fédération de la faune de la Colombie-Britannique): Merci, monsieur le président. Étant moi-même un fabricant d'armes à feu et possédant un petit magasin d'armes à feu, comme beaucoup d'autres citoyens canadiens, je suis très préoccupé par les articles suivants du projet de loi: article 100(1)(b), (c) et (d), en page 12, et article 100(3) et (4) en page 13.

En quoi ces papiers supplémentaires améliorent-ils la sécurité publique? De plus, il ne faut pas oublier que ces documents augmentent certainement les coûts déjà élevés de magasins qui ne réalisent déjà que des profits marginaux.

Si la justification du système est d'exiger un permis du propriétaire de l'arme à feu, il suffirait d'exiger du vendeur qu'il enregistre le nom de l'acheteur, son adresse et son numéro de téléphone, puisque le vendeur doit déjà obtenir un permis spécial des autorités provinciales ou municipales.

Les petits magasins qui réparent des armes à feu en voient passer un grand nombre, tous les jours, et, plus spécialement, pendant la saison d'automne. De ce fait, une grande partie de leurs activités sera consacrée à remplir des registres qui ne cessent d'être modifiés. Quel pourrait bien être l'intérêt de cette mesure dans un objectif de contrôle de la violence et des crimes réalisés avec des armes à feu?

Il nous est difficile, de ce fait, de croire que ce fardeau supplémentaire puisse être autre chose qu'une tentative de nous mettre en faillite.

[Text]

I would also like clarification as to what constitutes "manufacturing" as applied to ammunition—proposed Section 100(1). Does this mean that a hand-loader would be required to have a manufacturer's permit in order to reload for friends when he charges only his own cost for components?

• 0945

In dealing with proposed additional security for retail outlets, it has been my experience that many lives are endangered by the practice of various department stores of employing incompetent staff, who are frequently lacking in the very basics of the technical function of firearms. In cases that have come to my attention, certain retail clerks are unable even to prescribe the proper ammunition for specific rifles.

In several instances breech bolts have been removed from their rifles to prevent theft of the bolts from display racks. Clerks who are unaware of the term "headspace" and the fact that each bolt is fitted to its own rifle and numbered accordingly, grab the first bolt out of a box that will close in the action and complete the sale, thus creating potentially serious consequences for the shooter.

There is real need for expertise in this field apart from mere physical security.

It is equally evident that there is a demonstrated need for more knowledgeable assistance in drafting firearms legislation, for example, Section 82(1) and (2) on page 3; also in Section 82(1) re the definition of ammunition, its components and the components of firearms.

With the Chairman's permission, I would now like to have Mr. Bezanson conclude our opening statement with a few words on the impact of Bill C-83 on the collector.

The Chairman: Thank you. Mr. Bezanson.

Mr. James R. Bezanson (Member, Firearms Legislation Committee, B.C. Wildlife Federation): Mr. Chairman, honourable members. I am a ninth generation Canadian whose forefather arrived in Canada in 1752 and whose father pioneered one of our last frontiers, the Peace River Country in 1906, leaving his name on the map of Northern Alberta.

As an active hunter and 30-year collector of antique and fine sporting firearms, I address my remarks especially to the position of the collector. Collectors per se are individuals with a strong interest in our history whether their collection is entirely made up of the fine muzzle loaders of our earliest Upper Canada or Lower Canada gunsmiths or, as with many Westerners, a combination of flintlock and percussion arms, the earliest cartridge guns from the U.S.A. being the most common.

It should be noted that cartridges for those early black-powder arms have not been made for 50 to 80 years. The arms our ancestors carried in the taming of a new wild country from Nova Scotia to British Columbia are precious not only to me but to many thousands of other Canadians with a feeling for our history.

[Interpretation]

J'aimerais également avoir des précisions au sujet du mot « fabrication » de munitions à l'article 100(1). Ceci signifie-t-il qu'un vendeur rechargeant des cartouches pour des amis en ne faisant payer que les produits utilisés, devra obtenir un permis de fabricants?

En ce qui concerne les propositions du projet de loi destinées à accroître la sécurité des magasins de vente au détail, j'ai constaté que les grands magasins mettent de nombreuses vies en danger, en utilisant du personnel incompetent, souvent même ignorant des simples mécanismes d'utilisation des armes à feu. On m'a même parfois signalé que certains vendeurs de grands magasins sont incapables d'indiquer les munitions correspondant à certains types d'armes à feu.

Dans les grands magasins, les verrous des fusils sont parfois enlevés, pour éviter leur vol. Cependant les employés qui ne savent pas que chaque verrou correspond à un fusil bien particulier, numéroté en conséquence, prennent le premier verrou qui leur tombe sous la main et vendent ainsi un fusil qui risque d'être très dangereux pour son utilisateur.

Ceci vous montre donc qu'il est indispensable de réserver ce genre de commerce à des experts.

Il me paraît également évident que le législateur aurait dû faire appel à des experts, pour rédiger un projet de loi concernant les armes à feu, ce que prouve l'article 82(1) et (2), en page 3. De même, pour la définition des munitions, des armes à feu et de leurs éléments, dans le même article.

Avec votre autorisation, monsieur le président, j'aimerais maintenant donner la parole à M. Bezanson, qui vous dira quelques mots des conséquences que peut avoir le bill C-83 sur les collectionneurs.

Le président: Merci. Monsieur Bezanson.

M. James R. Bezanson (membre du Comité sur la législation des armes à feu, Fédération de la faune de la Colombie-Britannique): Monsieur le président, je suis un Canadien de la neuvième génération, mes ancêtres s'étant installés dans ce pays en 1752. De plus, mon père a été l'un des pionniers qui ont défriché l'une de nos dernières frontières, c'est-à-dire la région de Peace River en 1906, comme en témoigne son nom, sur la carte de l'Alberta du Nord.

Étant un chasseur actif et collectionnant des armes à feu depuis plus de 30 ans, je prendrai ici le point de vue particulier du collectionneur. En effet, le vrai collectionneur attache une grande importance à l'histoire de notre pays, il ne collectionne que des fusils se chargeant par la bouche, originaires du haut ou du bas Canada, ou, comme beaucoup de citoyens de l'Ouest, il collectionne également des fusils à platine à silex ou des fusils à percussion, les plus courants étant originaires des États-Unis.

Il faudrait également mentionner que les cartouches requises par ces anciennes armes à poudre noire ne sont plus fabriquées depuis 50 ou 80 ans. En outre, les armes utilisées par nos ancêtres, pour défricher le pays, de la Nouvelle-Écosse à la Colombie-Britannique, sont précieuses non seulement aux collectionneurs, mais aux milliers de Canadiens s'intéressant, de près ou de loin, à notre histoire.

[Texte]

These collectors and the hundreds of thousands of citizens who have old inherited guns in their possession have what easily could be one half billion dollars worth of antiques, yet Bill C-83 shows no awareness of this nor any intent to preserve them.

On calling for citizens to turn in unused firearms, the government apparently intends to collect arms like this from owners innocent of the knowledge of their value and destroy them. How ridiculous! This would have the same result as World War II registration when millions of dollars worth of antique arms were destroyed by the authorities with no knowledge of their historical or cash value.

Criminals want and secure the most modern and dependable of guns, not antiques; no enforceable law will prevent them from securing them as proven in New York, Great Britain and everywhere.

To clarify the value of some of these old guns for which no ammunition has been available for many years, an engraved 66 Winchester with a silverplated receiver in fine condition has a value today of \$5,000. A 76 Winchester, one of one thousand, sold in Vancouver last year for a price in excess of \$20,000.

Other beautiful examples of the gunsmiths' art are the fine British and European double-barrelled rifles only recently made obsolete by the dissolution of the British Empire. These guns are already antique in the practical sense, as no ammunition has been made for years except on special order in a few calibres at great cost. For the five double rifles in my collection, I have not one cartridge nor any likelihood of ever seeing one.

Are these guns a menace to law and order? Certainly not.

A very few are still being made by one of Britain's most famous gunsmith firms, Holland and Holland, for oil sheiks, Indian princes, Texas millionaires. A fully engraved top-grade sidelock, Holland and Holland, double, such as the one in my collection, costs today \$22,000 and a four year wait. Mine was once owned by a former Imperial Army officer. Unfortunately the little old ladies who are asked to turn in grandfather's old gun for destruction have no idea it has any value, neither does the average police officer.

The main thrust of Bill C-83 is aimed not at crime but at the legitimate owner of firearms, who is the greatest majority by 99 per cent to 100 per cent.

We would suggest that the firearms clauses of Bill C-83 be withdrawn for some genuine consultation with the concerned citizens groups and resubmitted at a later date. But if C-83 does indeed become law, we ask that full consideration be given to adequately defining collectors arms in general and antiques in particular, and that all guns turned in be appraised and sold at auction with the former owners receiving full compensation.

[Interprétation]

Ces collectionneurs et ces centaines de milliers de citoyens qui ont hérité de vieux fusils possèdent à eux tous, une collection d'antiquités valant plus d'un demi-milliard de dollars et le bill C-83 n'en tient absolument pas compte et n'a aucune intention de protéger leurs intérêts.

En demandant aux citoyens de rendre leurs armes à feu inutilisées, le gouvernement semble avoir l'intention de collectionner des armes en les soustrayant à des propriétaires ignorants de leur réelle valeur, pour ensuite les détruire. N'est-ce pas ridicule? Ceci aurait le même résultat que l'enregistrement des armes à feu pendant la Seconde guerre mondiale, lorsque des antiquités valant plusieurs millions de dollars ont été détruites par des autorités absolument ignorantes de leur valeur historique ou monétaire.

Les criminels ne s'intéressent qu'aux armes à feu les plus modernes, qui sont les plus sûres, et non pas aux antiquités. Aucune loi ne les empêchera d'obtenir ce genre d'armes à feu à New York, en Grande-Bretagne ou ailleurs, comme cela a déjà été largement prouvé.

Pour vous donner une idée de la valeur de ces vieux fusils, pour lesquels il n'existe plus de munitions depuis de nombreuses années, je vous dirai qu'une Winchester 66 avec une chambre plaquée argent en bon état, vaut aujourd'hui \$5,000. Une Winchester 76, dont il n'existe qu'un millier d'exemplaires, s'est vendue, l'an dernier, à Vancouver, pour plus de \$20,000.

D'autres exemples magnifiques de cet art qu'est l'armurerie sont les excellents fusils à deux canons, d'origine britannique ou européenne, récemment rendus inutiles par la dissolution de l'empire britannique. Ces fusils sont déjà des antiquités, sur un plan pratique, puisque l'on ne fabrique plus les munitions correspondantes, sauf sur commande spéciale, pour quelques calibres, à coût très élevé. Ainsi, il y a longtemps que je n'ai pas vu de munitions pour les cinq fusils à double canons de ma collection et je ne pense pas jamais en rencontrer.

Ces fusils constituent-ils une menace pour la paix publique? Certainement pas.

Un très petit nombre de fusils de ce genre sont encore fabriqués par l'une des armureries les plus célèbres de Grande-Bretagne, c'est-à-dire la Société Holland and Holland, pour des rois du pétrole, des princes indiens ou des millionnaires du Texas. Ainsi, un certain Holland and Holland, à double canon, totalement gravé, tel que celui que j'ai dans ma collection, coûte aujourd'hui \$22,000 et ne peut être obtenu qu'après une attente de quatre ans. Le mien appartenait autrefois à un officier de l'armée impériale. Il est donc regrettable que les petites vieilles dames auxquelles on demande de rendre le vieux fusil de leur grand-père n'aient aucune idée de sa valeur, pas plus que l'agent de police moyen.

En fait, le bill C-83, n'est pas essentiellement destiné à contrôler le crime, mais plutôt à réprimer les propriétaires légitimes d'armes à feu, qui constituent 99 ou 100 p. 100 des détenteurs d'armes.

Nous suggérons donc que les dispositions du Bill C-83 concernant les armes à feu soient retirées et fassent l'objet de consultations réelles, avec les groupes de citoyens concernés, pour être soumises une nouvelle fois, à une date ultérieure. Par contre, si le bill C-83 est adopté, nous demandons que l'on définisse de manière adéquate les collectionneurs d'armes, en général, et les collectionneurs d'antiquités en particulier. De plus, nous réclamons que

[Text]

To close, let us not underestimate the role of the collectors in removing firearms from general circulation. As he is willing to expend very considerable amounts of hard cash to round out a group, whether antique, modern, handgun or other, the collector has in effect accomplished what the government has not been able to do. Let government not now penalize him for doing so!

I thank you, Mr. Chairman and honourable members. I will wait for your questions.

• 0950

The Chairman: Thank you, gentlemen, and thank you especially for your brevity. I would just mention that we did hear six groups of collectors yesterday afternoon, so the Committee may not pursue that as avidly this morning as you might expect, since they have already had such recent exposure to that problem. But that is not by way of any comment on your particular remarks, Mr. Bezanson.

Mr. Eldon Woolliams has asked, if it is agreeable to witnesses, that the Alberta group be held over until he is able to come back. He had to go for a meeting with the Minister of Justice. If it is agreeable to you, I would call on Saskatchewan and Manitoba and then come back to Alberta. Would that be agreeable to you, gentlemen? All right.

I now call on the Saskatchewan Wildlife Federation. I believe Mr. Motta will begin and make the principal presentation. Mr. Motta.

Mr. Tom Motta (Vice-President, Saskatchewan Wildlife Federation): Thank you, Mr. Chairman. Honourable members: first of all, on behalf of the Saskatchewan Wildlife Federation I would like to express our sincere appreciation for the opportunity to appear before the Standing Committee on Justice and Legal Affairs.

With me today, representing our Federation, on my immediate right is Mr. Dennis Pattinson, President of the Saskatchewan Wildlife Federation. He is from North Battleford, Saskatchewan. Besides being an active hunter and outdoorsman, Mr. Pattison is also the owner and general manager of Winders Moving and Storage. At present, I am Vice-President and Policy Chairman of the Saskatchewan Wildlife Federation. Together with being an active hunter and target shooter, I am employed as a fire fighter with the City of Moose Jaw.

While we support the broad objective of Bill C-83, which is to protect society from violent crime, we have serious reservations as to the means of accomplishing that objective. Although the bill contains amendments to the Criminal Code in many different areas, we will limit our discussion to the proposed amendments on firearms control and their effect on our federation members.

We support those sections of the bill directed at the increase in penalties for the criminal misuse of firearms. We also support the extended authority to the courts and the police to seize firearms in the interests of safety when serious incidents arise from domestic trouble or mental instability.

[Interpretation]

tous les fusils remis au gouvernement soient évalués et vendus aux enchères, leur propriétaire étant alors totalement indemnisé.

Pour terminer, je vous demanderais de ne pas sous-estimer le rôle des collectionneurs pour soustraire les armes à feu de la circulation générale. En effet, le collectionneur, étant disposé à dépenser des sommes considérables pour obtenir certains types d'armes, antiques, modernes ou spéciales, a joué, dans le passé, le rôle que le gouvernement a été incapable de jouer. Il est inacceptable que le gouvernement l'en pénalise maintenant.

Monsieur le président, je vous remercie, ainsi que les honorables députés. J'attends vos questions.

Le président: Merci messieurs, et merci d'avoir été aussi brefs. Je signale que nous avons entendu 6 groupes de collectionneurs hier après-midi, et alors le Comité ne discutera peut-être pas de la question ce matin aussi avidement que vous pourriez l'espérer, puisque ses membres sont déjà pas mal au courant du problème. Mais cela n'est pas un commentaire sur vos observations, monsieur Bezanson.

M. Eldon Woolliams a demandé, si les témoins sont d'accord, que le groupe de l'Alberta ne témoigne pas avant son retour. Il doit rencontrer le ministre de la Justice. Si vous êtes d'accord je vais d'abord demander aux groupes de la Saskatchewan et du Manitoba de témoigner, et nous reviendrons ensuite à celui de l'Alberta. Alors, messieurs, est-ce que cela vous va? Très bien.

Je vais maintenant donner la parole à la Fédération de la faune de la Saskatchewan. Je crois que c'est M. Motta qui va faire la présentation. Monsieur Motta.

M. Tom Motta (vice-président, Fédération de la faune de la Saskatchewan): Merci, monsieur le président. Honorables députés, tout d'abord, de la part de la Saskatchewan Wildlife Federation, nous tenons à vous exprimer notre reconnaissance pour cette occasion qui nous est donnée de comparaître devant le Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

Le représentant de la Fédération qui m'accompagne se trouve à ma droite: c'est M. Dennis Pattison, président de la Saskatchewan Wildlife Federation. Il vient de North Battleford au Saskatchewan. En plus d'être un chasseur actif et un homme de plein air, M. Pattison est également propriétaire et gérant général de Winders Moving and Storage. Actuellement je suis vice-président et président des politiques de la Saskatchewan Wildlife Federation. Tout en étant un chasseur actif et un tireur de compétition, je suis pompier au service de la ville de Moose Jaw.

Tout en appuyant l'objectif général du Bill C-83, qui est de protéger la société contre les crimes violents, nous avons des doutes sérieux quant aux moyens d'atteindre cet objectif. Même si le Bill contient des amendements dans différents domaines du Code criminel, nous limiterons nos remarques aux projets d'amendements relatifs au contrôle des armes à feu et à leurs répercussions sur les membres de notre Fédération.

Nous appuyons les articles du Bill qui prévoient une peine plus sévère pour des utilisations criminelles des armes à feu. Nous appuyons également l'autorité accrue conférée aux tribunaux et à la police pour la saisie des armes à feu dans l'intérêt de la sécurité lorsque des incidents sérieux font suite à des querelles de ménage ou à l'instabilité mentale.

[Texte]

To date, the Saskatchewan Wildlife Federation have taken a very moderate approach to the firearms proposals in Bill C-83. We have outlined our objections to the bill in our March newsletter and encouraged our members to write to their members of Parliament. We received a very favourable response from our members, the public, the media and many politicians with regard to the positive attitude we have put forth. WE have adopted a moderate approach to this legislation because we believe members of Parliament are reasonable people and will be prepared to accept sensible alternatives to Bill C-83.

We would like to point out to the honourable members here today that the responsible use and ownership of firearms in Saskatchewan is an historical tradition, which our members have rightfully earned and are not prepared to sacrifice. The use of firearms has become a part of our lifestyle and, more important, is an absolute necessity in rural Saskatchewan to control skunks, badgers, coyotes, magpies and ducks. Furthermore, when it is suggested to a farmer in Saskatchewan who has never locked his home a day in his life that he could receive up to five years in gaol for careless storage of his firearms or ammunition, the suggestions are met with deep resentment toward the proponents of such legislation. As responsible citizens, we believe the only positive approach to encourage the safe handling and storage of firearms and ammunition is through education and compulsory firearms safety programs.

The feature of Bill C-83 to which we object most strongly is the proposed federal firearms licence, which would require the 250,000 Saskatchewan citizens who own rifles or shotguns to apply for such a licence. Most of our objections are included in our brief, of which you have received copies, I trust.

We would also like to point out that we are not alone in our objections to the licence. The Attorney General for the Province of Saskatchewan, and the majority of the Saskatchewan police chiefs, are in opposition to the federal licensing system. The last two pages of the Attorney General's letter attached to our brief points this out. We think this letter is of such importance that I would like to read the last one and a half pages of the Attorney General's letter for the benefit of those members who have not had the opportunity to read it. This is the last page and a half of the Attorney General's letter to Mr. Basford, dated February 17, 1976.

• 0955

Mr. Korchinski: Mr. Chairman, on a point of order, because time is of the essence here, and we do have the copies of these briefs which some of us have read, I wonder if we could just delete that portion of the reading to save time. It will be part of the transcript, will it not?

The Acting Chairman (Mr. Brisco): I cannot tell whether it will be written into the record of today's minutes.

[Interprétation]

Jusqu'ici la Saskatchewan Wildlife Federation a adopté une approche modérée à l'égard des propositions du Bill C-83 concernant les armes à feu. Nous avons décrit nos objections à ce Bill dans notre bulletin du mois de mars et nous avons encouragé nos membres d'écrire à leurs députés au Parlement. La réaction de nos membres, du public, des media et de plusieurs personnalités politiques a été très favorable à l'attitude positive que nous avions adoptée. Nous avons adopté une approche modérée à l'égard de ce projet de loi parce que nous croyons que les députés sont des gens raisonnables et qu'ils sont prêts à accepter des contre-propositions logiques.

Nous aimerions dire aux honorables députés présents ici aujourd'hui que le sens de la responsabilité dans la propriété et l'utilisation des armes à feu en Saskatchewan est une tradition que nos membres ont acquis ces droits de façon légitime et qu'ils ne sont pas prêts à les sacrifier. L'utilisation des armes à feu fait partie de notre mode de vie et, ce qui est plus important, c'est une nécessité absolue dans les régions rurales de la Saskatchewan pour contrôler les moufettes, les blaireaux, les coyotes, les pies et les canards. De plus lorsqu'on laisse entendre à un fermier de la Saskatchewan qui n'a jamais fermé sa maison à clé une seule journée dans son existence qu'il pourra écoper de 5 ans de prison pour manque de prudence dans l'entreposage de ses armes à feu ou de ses munitions, il éprouve beaucoup de ressentiment envers les promoteurs du projet de loi. A titre de citoyens responsables, nous croyons que la seule approche positive pour encourager une utilisation et un entreposage prudents des armes à feu et des munitions se fera par le biais de l'éducation et de programmes obligatoires sur la sécurité des armes à feu.

L'aspect du Bill C-83 auquel nous nous opposons le plus fortement est la proposition d'un permis fédéral pour les armes à feu exigeant que 250,000 personnes de la Saskatchewan en possession d'armes à feu fassent la demande d'un tel permis. La plupart de nos objections sont contenues dans notre mémoire, dont vous avez reçu des exemplaires, je crois.

Je tiens à souligner que nous ne sommes pas les seuls à nous opposer à ce permis. Le Procureur général de la province de la Saskatchewan, et la plupart des chefs de police de la Saskatchewan sont opposés à ce système du permis fédéral. Les deux dernières pages de la lettre du Procureur général, annexée à notre mémoire, le soulignent. Nous jugeons cette lettre si importante que j'aimerais en lire au moins la dernière page et demie au profit des membres qui n'ont pas eu l'occasion de la parcourir. Cette lettre du Procureur général était adressée à M. Basford le 17 février 1976.

M. Korchinski: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Comme notre temps est très précieux et que nous avons des copies de ce mémoire, que certains d'entre nous ont lu, je me demande si nous ne pourrions pas laisser tomber la lecture de la lettre pour sauver du temps. De toute façon, cela fera partie du compte rendu des délibérations, n'est-ce pas?

Le président suppléant (M. Brisco): Je ne sais pas si cela figurera au compte rendu.

[Text]

Mr. Korchinski: Could we make it part of the record to save reading it?

Mr. Motta: Pardon me, Mr. Chairman, I think it is of such importance and because there are members of the press here who, I think would like to have the opportunity to hear what we would like to point out, that it is important to read it. It will only take a few moments.

The Acting Chairman (Mr. Brisco): It will only take a minute. Agreed?

Mr. Fox: I think I will support the Chairman.

Some hon. Members: Agreed.

The Acting Chairman (Mr. Brisco): Agreed.

Mr. Motta: Okay, the last page and a half of his letter.

I have left the most controversial provision to the last, and that is the licensing of owners of rifles and shotguns. There is no doubt that the licensing of owners of firearms would be exceptionally time consuming and tremendously costly. In commenting on this latter aspect in Edmonton, you indicated the administrative cost of licensing could be recovered from the licensee. While it is extremely difficult to put a dollar value on the cost of licensing, it is apparent that under the licensing proposal there is going to be a requirement to look into the background of the licensee as well as the guarantor. This necessarily involves inquiries by the police, and it has been suggested to me that the total time involved in the licensing of one owner could vary from two to four hours at a minimum. We are therefore looking at a cost ranging in the area of \$25 to \$50 per licence. I am certain that we could not impose such a fee of a licensee. The Chief of Police for the City of Saskatoon informs me, he estimates there are approximately 25,000 owners of rifles and shotguns in that city. The cost to licence owners in that city alone would be in the area of \$.75 million.

More important is the time that would be consumed by police personnel to conduct inquiries and complete the administrative aspects of licensing. The demands on police personnel at the present time are heavy and I do not see how we could impose a further demand on existing personnel. It would undoubtedly require a substantial increase in municipal and provincial police personnel to complete the proposed licensing. There is also considerable skepticism in the minds of police personnel, people in my own Department and myself, as to the amount of control that might be effected through the licensing procedure. The mere fact that a person is licensed does not mean that he will maintain control over the firearms in his possession; nor will be it effective if he subsequently undergoes emotional strains or becomes involved in the excessive use of alcohol or drugs.

[Interpretation]

M. Korchinski: Est-ce qu'on nous pourrions l'ordonner pour éviter d'être obligés de le lire?

M. Motta: Je m'excuse, monsieur le président, mais je crois que la lettre est très importante. En outre, il y a des journalistes ici qui aimeraient sûrement l'entendre. Cela ne prendra que quelques instants.

Le président suppléant (M. Brisco): Cela ne prendra qu'une minute. D'accord?

M. Fox: Je suis d'accord avec le président.

Des voix: D'accord.

Le président suppléant (M. Brisco): D'accord.

M. Motta: Bon, il s'agit de la dernière page et demie de sa lettre:

J'ai décidé de commenter en dernier la disposition qui prête le plus à controverse, il s'agit de la délivrance d'autorisation aux possesseurs de carabines et de fusils de chasse. Il n'y a pas de doute que la délivrance de permis aux possesseurs d'armes à feu prendra énormément de temps et sera extrêmement coûteuse. A Edmonton, dans vos commentaires sur cet aspect de la question, vous avez indiqué qu'on pourrait récupérer les frais administratifs de la délivrance d'autorisations, en imposant un droit à celui qui la reçoit. Bien qu'il soit extrêmement difficile d'établir le montant des frais de délivrance d'une autorisation, il est évident qu'en vertu de la proposition de délivrer des autorisations, on sera tenu d'examiner les antécédents du requérant et de son répondant. Cette procédure implique nécessairement que la police procède à des enquêtes et on m'a fait observer que la durée totale de la délivrance d'une autorisation à un possesseur d'arme à feu pourrait varier de deux à quatre heures au minimum. Par conséquent, il s'agit de frais qui se situent entre \$25 et \$50 par autorisation. Je suis certain que nous ne pourrions pas imposer un tel droit à un requérant. Le chef de la police de la ville de Saskatoon m'informe qu'il estime qu'il y a environ 25,000 possesseurs de carabines et de fusils de chasse dans cette ville. Dans cette seule ville, les frais de possesseurs d'armes à feu pour l'obtention d'autorisations, seraient de l'ordre de trois quarts d'un million de dollars.

Un facteur plus important est le temps que le personnel de la police devrait consacrer aux enquêtes et aux formalités administratives qu'impliquent la délivrance d'autorisations. Actuellement le personnel de la police est très occupé, et je ne vois pas comment nous pourrions imposer une autre charge à l'effectif existant. Il est certain que ce surcroît de travail nécessiterait l'accroissement du personnel de la police municipale et provinciale pour effectuer la délivrance d'autorisations proposées. Le personnel de la police, les fonctionnaires de mes propres services et moi-même sommes extrêmement sceptiques quant à l'étendue du contrôle qui pourra être exercé au moyen de la procédure de délivrance d'autorisations. Le simple fait de délivrer une autorisation à un particulier, ne veut pas dire que les armes à feu en sa possession demeureront sous sa surveillance, et elle ne sera pas efficace si ultérieurement il a des troubles émotifs ou devient un alcoolique ou un toxicomane.

[Texte]

Another aspect which is of vital concern to me in this province is the impact that the licensing requirements will have on our native population who have been given the right to hunt by treaty and legislation. I can foresee a tremendous outcry from the native people if their right to possess a firearm is dependent on them being licensed. I can likewise see a similar strong objection from others if the native people were excluded from such a requirement because of their status.

For the reasons indicated, I have considerable reservations as to the licensing requirements, and feel that considerably more thought must be given to this aspect before it is considered for legislation. I am inclined to suggest that at this stage you should consider proceeding with the proposals suggested other than those related to licensing of owners, and see the effect that such changes may have on the firearms situation. It is apparent to me that a number of people feel that appropriate changes in the existing legislation will be sufficient to cope with the problem without the necessity of the licensing of owners of rifles and shotguns. I share your concern in this problem, and assure you that we support your efforts in trying to cope with it.

Yours truly,

Roy Romanow, Attorney General.

• 1000

Also, we the officials in charge of the firearms safety program in Saskatchewan are strongly opposed to the federal licensing system. They believe the system permits and guarantors will scare youngsters away from the firearms safety program. It would not only be a step backwards in firearms safety, but also a step backwards in conservation.

Over-all, it is difficult to find much support for the federal firearms licensing system in Saskatchewan.

Honourable members, we sincerely believe there is a very real danger of linking the use and ownership of long guns with the police and the present federal system of handgun controls.

Many of our members throughout Saskatchewan have stated that the federal licence is a deliberate attempt to harass and frustrate them.

These same people really believe that because it is a federal proposal tied in closely with restricted firearms that the next step will be registration of all firearms.

We sincerely believe that any system designed to administer the use and ownership of sporting rifles and shotguns should be kept apart from the Criminal Code as much as possible and implemented on a provincial basis.

[Interprétation]

Un autre aspect de la question qui me préoccupe particulièrement dans notre province, est l'incidence que les prescriptions en matière de délivrance d'autorisations auront sur notre population autochtone qui a le droit de chasser, en vertu de traités et de mesures législatives. Je m'attends à ce qu'il y ait des protestations véhémentes de la part des autochtones, si leur droit de posséder une arme à feu est assujéti à la délivrance d'une autorisation. De même, je suis persuadé que les autres habitants de la province protestent aussi énergiquement, si les autochtones sont exonérés de cette prescription à cause de leur statut.

Pour les raisons indiquées, je fais de sérieuses réserves sur les prescriptions de délivrance d'autorisations et je pense qu'on devrait y réfléchir beaucoup plus longuement avant d'envisager de l'insérer dans une mesure législative. Je suis enclin à proposer qu'au stade actuel, vous devriez envisager de poursuivre vos efforts afin de faire adopter les dispositions proposées qui ne portent pas sur la délivrance d'autorisations aux possesseurs d'armes à feu, et d'étudier les incidences possibles de ces modifications sur la situation en matière d'armes à feu. Je me rends compte qu'un certain nombre de particuliers pensent que des modifications appropriées, à la mesure législative en vigueur, seront suffisantes pour résoudre le problème, sans qu'il soit nécessaire de délivrer des autorisations aux possesseurs de carabines et fusils de chasse. Je partage votre préoccupation au sujet de ce problème et je vous donne l'assurance que nous appuyons vos efforts en vue de le résoudre. Veuillez agréer, monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le procureur général

Roy Romanow

En outre, nous, les responsables du programme de sécurité des armes à feu de la Saskatchewan, nous nous opposons fermement au régime de permis du gouvernement fédéral. Nous croyons que ce système de permis et de répondants effraiera les jeunes qui éviteront le programme de sécurité des armes à feu. Ce ne sera qu'un retour en arrière dans ce domaine et aussi dans celui de la préservation.

En outre, en Saskatchewan, il est difficile de trouver des partisans d'un tel système de permis.

Honorables députés, nous sommes convaincus qu'il est vraiment dangereux de nier l'utilisation et la possession de fusils à canon long avec la police et le système fédéral actuel de contrôle des résolvers.

La plupart de nos membres ont fait savoir que l'autorisation exigée du gouvernement fédéral n'est qu'une tentative délibérée de les accabler et de les frustrer.

Ces mêmes membres croient que comme le projet de loi est si étroitement lié aux armes à autorisation restreinte, la prochaine étape sera l'enregistrement obligatoire de toutes les armes à feu.

Tout système destiné à régir l'utilisation et la possession de fusils et de carabines de sport, devrait être nettement distinct du code criminel et, en autant que possible, administré par les provinces.

[Text]

Therefore, we suggest as a real alternative to the "federal firearms licence", a provincial firearms licensing system for individuals tied in closely with the game law administration and firearm safety programs of each province. Qualifications for such a licence should be based on firearms competency and knowledge of gun laws only. This provincial firearms licensing system could be implemented by each province under the authority of broad federal guidelines.

Many times over the past few months people have said, "why would anyone object to a firearms licence to use and own guns, when it is accepted as normal to have a driver's licence to use a vehicle"?

"A good comparison"—A driver's licence is issued yearly by each province in accordance with the provisions of the Provincial Vehicles Act and is valid while driving throughout Canada.

Why not a "provincial firearms licence" issued by the provinces under provincial jurisdiction? It makes more sense.

With regard to the registration of long guns, we support the concept that if there is no intention to register rifles and shotguns then it should be written into the Criminal Code that under no circumstances shall an applicant for a firearms licence be required to list or describe the long guns in their possession.

If the federal government is sincerely concerned about the misuse of firearms they should immediately begin negotiations with the provinces with the intention of providing adequate moneys to expand all firearms safety programs across Canada.

A major point in the preparation and drafting of Bill C-83 which we take exception to is the lack of meaningful consultation with the groups representing the firearms users across Canada.

The Saskatchewan Wildlife Federation were never asked for their viewpoints prior to the introduction of Bill C-83 and we strenuously object to that procedure.

Furthermore, as stated in our brief, there was no adequate consultation with the law officers or Attorney General of our province prior to drafting of Bill C-83.

In conclusion, the Saskatchewan Wildlife Federation sincerely believes that there are alternatives to the proposed legislation as outlined in our recommendations.

We recommend in the strongest possible terms to the Justice and Legal Affairs Committee and Parliament that the firearms clause be severed from the present bill and be referred back to the Justice Department for further consultation between all provincial governments and firearms user groups across the country.

When the content of Bill C-83 at third reading is known the Saskatchewan Wildlife Federation will be prepared to take positive action.

We trust the recommendations of the honourable members of this Committee will be of such magnetism that all firearms owners will have renewed confidence in our Parliamentary system.

[Interpretation]

Nous suggérons donc à la place du système fédéral d'autorisation des armes à feu, un régime de permis provincial dépendant de l'administration de la législation concernant le gibier ainsi que des programmes de sécurité des armes à feu. Les conditions posées pour l'obtention d'une telle autorisation devraient se limiter au maniement des armes à feu et à la connaissance des lois pertinentes. Ce régime provincial pourrait être élaboré par chacune des provinces en respectant les directives générales du gouvernement fédéral.

Ces derniers mois, plusieurs se sont demandé pourquoi on pouvait s'opposer à un permis obligatoire d'utilisation et de possession d'arme à feu puisque l'on trouve normal les permis de conduire obligatoires.

C'est une bonne comparaison puisque les permis de conduire sont délivrés annuellement par chaque province conformément aux dispositions des lois provinciales sur les véhicules et sont reconnus n'importe où au Canada.

Pourquoi donc alors ne pas instituer un permis provincial de port d'arme qui serait délivré par les provinces en vertu d'une loi provinciale? Cela aurait beaucoup plus de sens.

En ce qui concerne l'enregistrement des armes à canon long, nous sommes d'accord avec le principe voulant que si on n'a pas l'intention d'enregistrer les fusils et carabines, on prévoit dans le code criminel une disposition selon laquelle dans aucune circonstance le candidat à une autorisation de possession d'arme à feu soit obligé de décrire toutes les armes à canon long qu'il possède.

Si le gouvernement fédéral s'inquiète vraiment de la mauvaise utilisation des armes à feu, il devrait entamer immédiatement des négociations avec les provinces, afin de fournir l'argent nécessaire à l'expansion de tous les programmes de sécurité des armes à feu du Canada.

Nous sommes déçus qu'en rédigeant et en élaborant le Bill C-83 on ait omis de consulter les associations d'utilisateurs des armes à feu du Canada.

La Saskatchewan Wildlife Federation ne s'est jamais vu demander son opinion avant la présentation du Bill C-83 et elle s'oppose fermement à une telle façon de procéder.

En outre comme on le dit dans notre mémoire, on n'a pas suffisamment consulté les législateurs et le Procureur général de notre province, avant de rédiger le Bill C-83.

En résumé, la Saskatchewan Wildlife Federation croit fermement qu'il y a d'autres méthodes meilleures que celle prévue par la loi, et ces méthodes sont décrites dans nos recommandations.

Nous recommandons au Comité de la justice et des questions juridiques et au Parlement de supprimer l'article relatif aux armes à feu pour demander au ministère de la Justice de consulter tous les gouvernements provinciaux et toutes les associations d'utilisateurs d'armes à feu.

Lorsqu'elle connaîtra le contenu du Bill C-83, à l'étape de la troisième lecture, la Fédération sera prête à agir.

Nous espérons que les recommandations des membres du Comité seront telles que tous les propriétaires d'armes à feu auront à nouveau confiance en notre système parlementaire.

[Texte]

Thank you. With that I will let Mr. Pattinson close off our opening remarks.

The Acting Chairman (Mr. Brisco): Thank you, Mr. Motta. Mr. Pattinson.

Mr. Dennis Pattinson (President, the Saskatchewan Wildlife Federation): Mr. Chairman, honourable members, the Saskatchewan Wildlife Federation is deeply concerned by the wide powers delegated to the Governor in Council, the Lieutenant Governor in Council of a province under this proposed section. I deal with proposed Section 106.8.

This delegation is so wide that the whole character of the controls to be applied to licence and permit issues could be altered by regulation rather than legislation.

This broad authority by Cabinet is completely unwarranted and it is an area we oppose. It is conceivable that we will have registration by regulation immediately upon passing this bill, as the Cabinet would have the power to require any information they so desire on the application form. It would be quite simple for them merely to indicate that each firearm licence application would contain the serial numbers of every firearm to be covered by that licence.

I would suggest to the members of Parliament here present that while you personally were not the designers or the engineers of Bill C-83, you now are the architects or designers of some amendments to this Bill. I would say to you now, do not let the government delegate such wide powers to the Governor in Council. I thank you for your consideration.

The Acting Chairman (Mr. Brisco): Thank you, Mr. Pattinson.

• 1005

The Manitoba Wildlife Federation representative—is it Mr. White or Mr. Thompson who wishes to speak first? Mr. White? Go ahead.

Mr. Cliff White (Junior Rifle Chairman, Manitoba Wildlife Federation): Mr. Chairman, honourable members, I would like to thank you for the opportunity to present our views to the Committee here.

Our Junior Rifle brief is rather brief. Manitoba Junior Rifle is very concerned about the firearm controls contained in Bill C-83. While there are some good points in the Bill, we feel that it is overly restrictive to legal gun-owners and that it will also be very costly.

The purpose of the controls is unclear. The restrictions appear to be designed to reduce the number of legitimate owners of firearms. It is admitted by government that the controls will have little effect on the criminal use of firearms. It is very doubtful whether the controls will reduce the incidence of death and injury in domestic problems or spur-of-the-moment crimes. These people can meet qualifications spelled out in Bill C-83 prior to the act of misuse of a firearm.

We recommend that, rather than an expensive licensing program, all firearm owners be required to pass a provincial hunter safety and competence test, including live firing. This would eliminate most of the people that Bill C-83 attempts to prohibit from owning firearms. Mentally

[Interprétation]

Merci. Je vais laisser M. Pattinson terminer.

Le président suppléant (M. Brisco): Merci, monsieur Motta. Monsieur Pattinson.

M. Dennis Pattinson (président de la Saskatchewan Wildlife Federation): Monsieur le président, honorables députés, la Saskatchewan Wildlife Federation craint fort les pouvoirs étendus délégués au gouverneur en conseil et au lieutenant-gouverneur en conseil des provinces par l'article 106.8 du projet de loi.

Cette discrétion est si grande que le fond même des conditions qui régiront les autorisations et les permis pourra être modifié par un règlement.

Cette liberté du Cabinet est injustifiée et nous nous y opposons. Il est concevable qu'après l'adoption de ce projet de loi, des règlements régiront immédiatement l'enregistrement puisque le Cabinet aurait alors la possibilité d'exiger n'importe quel renseignement sur le formulaire de demande. Il serait relativement simple d'exiger que chaque demande de permis contienne les numéros de série de chaque arme à feu pour laquelle l'utilisateur demande le permis.

Bien que les membres du Comité ici ce matin ne soient pas directement responsables de la rédaction du Bill C-83, il n'en reste pas moins que vous, en tant que membres de ce Comité, êtes à même de proposer quelques amendements à ce projet de loi. Je vous demande donc de ne pas accorder au gouvernement l'autorité de conférer de tels pouvoirs au Gouverneur en conseil. Je vous remercie de votre attention.

Le président suppléant (M. Brisco): Merci, monsieur Pattinson.

Le représentant de la Manitoba Wildlife Federation—est-ce M. White ou M. Thompson qui prendra la parole en premier? M. White? Allez-y.

M. Cliff White (Président, Comité des jeunes tireurs de la Manitoba Wildlife Federation): Monsieur le président, messieurs les membres du Comité, je tiens à vous remercier de nous avoir offert la possibilité de vous faire part de notre point de vue.

Le mémoire du Comité des jeunes tireurs est relativement bref. Notre organisation s'inquiète vivement du contrôle des armes à feu proposé par le Bill C-83. Bien que ce projet de loi renferme quelques aspects positifs, nous croyons qu'il impose beaucoup trop de restrictions aux possesseurs autorisés d'armes à feu de plus, qu'il coûterait très cher.

Le but du contrôle est assez mal défini. Il semble que les restrictions visent à réduire le nombre de possesseurs légitimes d'armes à feu. Le gouvernement a admis que les contrôles n'auront qu'un effet minime sur l'usage criminel des armes à feu. On se demande si les contrôles réduiront le nombre d'accidents mortels et de blessures à la suite de querelles domestiques ou de crimes impulsifs. Avant ce mauvais emploi d'une arme à feu, ces individus auraient certainement pu répondre aux critères précisés dans le Bill C-83.

Au lieu de mettre au point un programme de permis très coûteux, nous recommandons que tous les possesseurs d'armes à feu subissent des tests de compétence, de sécurité, ainsi que de tir avec munitions. De telles mesures élimineraient la plupart des personnes visées par le Bill C-83. Les

[Text]

unstable people and alcoholics or drug abusers could not pass accuracy requirements.

In dealing with criminal use of firearms, we recommend that the practice of plea bargaining be discontinued. Proper enforcement of present laws governing misuse of firearms and upholding the decisions of judges would do much to help reduce criminal use of firearms.

Manitoba Junior Rifle has an excellent record of intensive training of young people in the safe and proper use of firearms. There has been a very significant reduction in the number of accidents by young people in Manitoba due to Junior Rifle and our hunter safety program.

We feel that Bill C-83 will be a detriment to the continuation of our Junior Rifle program due to age restrictions and a complicated licence system.

We in Junior Rifle contend that our program has a proven record of reducing firearm accidents. We are not prepared to sacrifice our program for an overly restrictive bill that is designed to reduce misuse by reducing private ownership of firearms.

Let us be more concerned for the law-abiding firearms owner and less concerned for the criminal who will always find a weapon of some kind to use against society.

Respectfully submitted by Junior Rifle. Mr. Thompson will carry on with further comments.

The Acting Chairman (Mr. Brisco): Thank you, Mr. White. Mr. Thompson.

Mr. Tom Thompson (Zone Chairman, Manitoba Wildlife Federation): Mr. Chairman, members, I would like to take this opportunity to read our brief into the *Minutes*. It is not that long. I think perhaps I should pass comment here that if most of the members are like myself, you receive a lot of paper work and you do not have the opportunity to sit down and really go through it to the extent that we perhaps have spent the time to produce this brief.

Our Junior Rifle Committee operates as a very active committee of the Manitoba Wildlife Federation.

The Manitoba Wildlife Federation is comprised of 141 affiliates with over 15,000 members.

Almost 300 of these members are qualified Junior Rifle Instructor. Besides operating clubs within our Federation, we also provide training for Boy Scouts, 4-H groups and other community organizations.

Presently, we have approximately 2,000 youngsters from the ages of 12 to 18 taking our program. Junior Rifle instructors are also the basis of the Manitoba Hunter Safety Training Program sponsored by the Manitoba government. Over 30,000 students have received this training from our organization.

[Interpretation]

personnes instables, les alcooliques et les drogués ne pourraient certainement pas répondre aux exigences en matière de précision.

En ce qui concerne l'usage criminel des armes à feu, nous recommandons la négociation des plaidoyeurs soit supprimée. Une meilleure application des lois actuelles sur le mauvais emploi des armes à feu et le maintien des décisions des juges contribueraient grandement à réduire l'usage criminelle des armes à feu.

Le Comité des jeunes tireurs du Manitoba a un excellent dossier en ce qui concerne l'entraînement intensif des jeunes au maniement des armes à feu et à la sécurité. Le Comité des jeunes tireurs, ainsi que notre programme de sécurité à la chasse, ont contribué à réduire de façon significative le nombre d'accidents impliquant des jeunes.

A notre avis, le Bill C-83 nuira à la continuation du programme des Jeunes tireurs puisqu'il impose des restrictions en matière d'âge, ainsi qu'un système compliqué d'enregistrement.

Les résultats de notre programme de sécurité indiquent de façon formelle qu'il y a eu une réduction au niveau des accidents causés par les armes à feu. Nous ne sommes pas prêts à sacrifier notre programme à la suite de l'adoption d'un projet de loi qui impose beaucoup trop de restrictions. Ce projet de loi prétend réduire le mauvais emploi des armes à feu en réduisant le nombre de personnes pouvant posséder des armes à feu.

Nous devrions plutôt nous préoccuper du possesseur légitime d'armes à feu et respectueux des lois, plutôt que du criminel qui trouvera toujours moyen de mettre la main sur une arme à feu quelconque en vue de porter atteinte au reste de la société.

Respectueusement soumis par le Comité des Jeunes tireurs. M. Thompson poursuivra avec ses remarques.

Le président suppléant (M. Brisco): Merci, monsieur White. Monsieur Thompson.

M. Tom Thompson (Président de zone, Manitoba White Federation): Monsieur le président, messieurs les membres du Comité, je voudrais lire notre mémoire afin qu'il figure au procès verbal. Notre mémoire est relativement court. Si vous êtes comme moi, vous recevez beaucoup de documentation que bien souvent vous n'avez pas l'occasion de lire et d'examiner d'autant plus que nous l'avons fait en rédigeant ce mémoire.

Notre Comité des jeunes tireurs constitue un groupe très actif dans la Manitoba Wildlife Federation.

Cette fédération comprend 141 associations affiliées comptant plus de 15,000 membres.

Près de 300 d'entre eux sont des jeunes instructeurs de tir qualifiés. Notre fédération a ses propres clubs et offre aussi un entraînement pour les clubs de scouts, les groupes 4-H, et d'autres organismes communautaires.

Actuellement, environ 2,000 jeunes âgés de 12 à 18 ans suivent notre programme. Les jeunes instructeurs de tir constituent l'essentiel du programme Manitoba Hunter Safety Training parrainé par le gouvernement du Manitoba. Plus de 30,000 élèves ont reçu cet entraînement.

[Texte]

We support the views and concerns and recommendations presented to your Committee by the Canadian Wildlife Federation. However, there are parts of Bill C-83 that we as firearms owners, users and instructors would like to express disagreement with.

• 1010

The principle area of our concern is proposed Section 106.3(11), (12) and (13). We understand consideration has been given to lowering the age to 12 years from 14 to coincide with ages accepted by some provinces for purposes of firearms training.

Proposed Section 106.3(11) leaves discretionary powers to the local registrar under which the applicant must prove his need for a permit. In some cases this could deprive many young people of legitimate recreation and training if the registrar is opposed to the issuance of said permits to this age class. We object strongly to the proposal, quoting from the bill, that

A permit—may be issued by a local registrar of firearms if he is satisfied that the applicant therefore requires...

In proposed Section 106.3(13), the word "unfit" lends no clarity to the definition. It is doubtful that this Committee would be able to place themselves in the position to judge if a person is unfit to own or possess a firearm. Without a previous medical or mental history, even a doctor will not pass a verdict on a person's fitness. He would certainly not guarantee mental stability or a degree of fitness even with a medical examination. We object to this responsibility of deciding fitness or unfitness being forced on a proposed guarantor or given to a local registrar of firearms who would certainly not be qualified to make this decision.

We question proposed Section 106.8(1)(e) and the ability of Governor in Council to decide the fitness of a 13-year-old deaf-mute who meets the standard of our organization or to decide what standards of physical or mental ability must be met to apply for permits.

There is a deep concern about proposed Section 106.8(1)(f) in our organizations. Recent news releases have named sums of \$25 to \$30 as proposed fees. WE ask your Committee to consider young people who spend approximately \$60 to achieve junior rifle and hunter safety training and a reasonable proficiency in target shooting in their first year. The purchase of a reasonable target rifle is in excess of \$100. This, with the proposed registration fee, would mean a deterrent cost factor of nearly \$200. We object strenuously to the proposed cost and the proposed registration, which would have little or no effect on the crime rate in Canada. The bureaucratic organization that such legislation would create leaves great fears in the minds of our members as to the future costs of registration that would have to be borne by the legitimate gun owner.

We do not, and I reiterate this, condone any of proposed Section 106.8 which grants unlimited powers to the Governor in Council that would remove rights from the law-abiding citizens who own firearms. We are sure it has been stated before and we reiterate that any proposed legislation must be defined and printed in such a manner that

[Interprétation]

Nous partageons les opinions, les inquiétudes et les recommandations exposées à votre Comité par la Fédération canadienne de la faune. Nous possédons des armes à feu que nous utilisons pour nos programmes; c'est pourquoi, nous nous opposons à certaines parties du bill C-83, et en particulier à ce qui suit:

Paragraphes 106.3(11), (12) et (13). On a l'intention, nous dit-on, de ramener l'âge de 14 à 12 ans, pour qu'il coïncide avec celui qu'adoptent certaines provinces pour l'entraînement ou le maniement des armes à feu.

Paragraphe 106.3(11). Accorde des pouvoirs discrectionnaires au registraire en vertu de quoi le requérant doit prouver qu'il a besoin d'un permis. Dans certains cas, beaucoup de jeunes pourraient se voir privés d'un divertissement et d'un entraînement légitime si le registraire refusait de délivrer ces permis pour leur catégorie d'âge. Nous nous opposons vigoureusement à la proposition selon laquelle

«le registraire local d'armes à feu «PEUT» délivrer un permis s'il est convaincu que le requérant «REQUIERT» ces armes à feu.

Paragraphe 106.3(13). Le mot «inapte» n'éclaircit aucunement la définition. Il est douteux que le comité puisse juger de l'aptitude d'une personne à posséder une arme à feu. Même un médecin, s'il n'a pas en main un dossier médical et psychiatrique, ne se prononcera pas sur l'aptitude d'une personne. Il ne garantirait certainement pas la stabilité mentale ou un certain degré d'aptitude même après avoir procédé à un examen médical. Nous nous opposons au fait que la responsabilité de décider de l'aptitude ou de l'inaptitude d'une personne incombe à un répondant, ou au registraire local d'armes à feu, qui ne serait certainement pas qualifié pour prendre une telle décision.

Nous remettons en question l'alinéa 106.8(1)e) et le pouvoir du gouverneur en conseil de décider de l'aptitude d'un sourd-muet de 13 ans par exemple qui satisfait aux critères de notre organisation, ou de décider des critères d'aptitude physique ou mentale auxquels on doit répondre pour faire une demande de permis.

Nos organisations s'inquiètent beaucoup des répercussions de l'alinéa 106.8(1)p). On a annoncé récemment qu'on proposait l'imposition de frais variant entre \$25 et \$30. Nous demandons à votre comité de considérer le cas des jeunes qui, la première année, dépensent environ \$60 pour suivre les cours de formation des jeunes tireurs et chasseurs et pour pouvoir devenir des tireurs à la cible assez habiles. Ils doivent déboursier encore \$100 pour acheter un fusil approprié de tir à la cible. Avec les frais d'enregistrement proposés, cela équivaldrait à près de \$200, et beaucoup hésiteraient devant une telle dépense. Nous nous opposons fortement à cette proposition de frais et d'enregistrement qui n'aurait que très peu d'effet, sinon aucun, sur le taux de criminalité au Canada. L'organisation bureaucratique que nécessiterait une telle loi sème de grandes craintes dans l'esprit de nos membres quant aux frais d'autorisation que devra assumer à l'avenir le propriétaire légitime d'une arme.

Je répète que nous n'admettons pas l'article 106.8: il accorde des pouvoirs illimités au gouverneur en conseil, qui pourrait retirer leurs droits aux citoyens respectueux de la loi propriétaires d'armes à feu! Nous sommes persuadés que cela a déjà été dit mais nous répétons que toute loi proposée doit être définie et présentée de telle sorte qu'il

[Text]

there is no doubt of its intent and that it will not be changed without the consent of our elected representatives. As instructors we would lose the trust and faith of our students by accepting or endorsing the proposed legislation as it is presented.

At the present time all provinces have some form of firearms training programs by which a system of uniformity could be the basis of a competency testing system for all gun owners. The basis of all these programs is education and instruction in safe use, handling and storage of firearms.

A recent seminar of Manitoba Hunter Safety-Junior Rifle proposed the following recommendations to improve their existing program:

(1) A \$3 student fee payable to the instructor for costs incurred.

• 1015

(2) A limit of 15 students per class per instructor with a maximum of 25 for 2 instructors at any class.

(3) Eight hours minimum instruction plus film and examination time.

(4) A qualifying graduation mark of 98 per cent.

(5) A reinstruction and upgrading program for instructors every three years.

These recommendations and acceptance by our provincial government shows a sincere interest by those involved to produce the type of person who will not be a detriment to the hunting and shooting groups in Manitoba. We now ask you to consider the point of judgment in fitness. Should it be by an instructor spending hours with a student or a registrar who does not know an applicant?

While the junior rifle clubs are Manitoba based, the recent adoption of the program by the Alberta Government and the interest of the Province of Saskatchewan have proven this program to be most beneficial to their own firearms training.

Our junior rifle program has graduated approximately 24,000 students since its inception in 1953. To the best of our knowledge there have been two graduates involved in firearm accidents since that time. We have no knowledge of any prosecution involving the criminal use of firearms by any of our graduates.

These figures, astounding as they may seem, prove that a comprehensive program of education and training by volunteer instructors on a Canada-wide basis would produce the results expected to be obtained by the proposed legislation.

In summation, the Manitoba Wildlife Federation and our Junior Rifle Committee would recommend to this Committee:

(a) Acceptance of the Canadian Wildlife Federation presentation.

[Interpretation]

ne subsiste aucun doute sur son intention et qu'elle ne sera pas changée sans le consentement de nos représentants élus. A titre d'instructeurs, nous perdriions la confiance de nos étudiants en acceptant ou en appuyant la loi proposée sous sa forme actuelle.

A l'heure actuelle, toutes les provinces ont des programmes quelconques de formation dans le maniement des armes à feu qui, s'ils étaient uniformisés, pourrait servir de fondement à un système d'évaluation de la compétence de tous les propriétaires de fusils. Le but de tous ces programmes est d'enseigner l'utilisation, le maniement et l'entreposage sûrs des armes à feu.

Un récent colloque du *Manitoba Hunter Safety—Junior Rifle* a donné lieu aux recommandations suivantes visant à améliorer le programmé actuel:

(1) Des frais adhésion de \$3.00 payables à l'instructeur pour les coûts occasionnés.

(2) Une limite de quinze étudiants par classe par instructeur avec un maximum de 25 étudiants pour deux instructeurs dans n'importe quelle classe.

(3) Un minimum de huit heures d'instruction en plus de la projection d'un film et de la période d'examen.

(4) Une note de passage de 98 p. 100.

(5) Un programme triennal de recyclage et de reclassification, destiné aux instructeurs.

Ces recommandations, de même que leur acceptation par notre gouvernement provincial, démontrent un intérêt authentique des personnes travaillant à former des instructeurs qui ne seront pas des éléments préjudiciables aux groupes de chasse et de tir du Manitoba. Nous vous demandons maintenant d'étudier la question de l'évaluation de la condition physique. Celle-ci devrait-elle être confiée à un instructeur qui passe des heures avec un étudiant ou à un registraire qui ne connaît pas le requérant?

Même si les *Junior Rifle Clubs* (Clubs de jeunes tireurs) ont leur base au Manitoba, l'adoption récente du programme par le gouvernement de l'Alberta et l'intérêt porté par la Saskatchewan ont démontré que ce programme était des plus utiles aux cours de manutention des armes à feu.

Environ 24,000 personnes ont suivi avec succès le programme des jeunes tireurs, depuis sa fondation en 1953. A notre connaissance, deux diplômés auraient été impliqués, depuis lors, dans des accidents provoqués par l'usage d'armes à feu. Nous n'avons jamais entendu parler qu'un de nos diplômés avait fait l'objet de poursuites pour usage criminel d'une arme à feu.

Aussi étonnant que ces chiffres puissent paraître, ils prouvent que l'instauration, à l'échelle nationale, d'un vaste programme d'enseignement et de formation offert par des instructeurs bénévoles permettrait d'obtenir les résultats escomptés par l'adoption de la loi proposée.

En résumé, la *Manitoba Wildlife Federation*, (Fédération de la faune du Manitoba) et notre *Junior Rifle Committee*, (Comité des jeunes tireurs) recommandent au Comité:

(A) D'accepter le mémoire soumis par la Fédération canadienne de la faune.

[Texte]

(b) We ask your consideration re instituting a nation-wide system of training beginning at age 12 by volunteer instructors from responsible interested organizations.

(c) The reconsideration of a fee of registration.

We are confident that a country-wide system of education and training on a provincially administered basis would have the full support of all firearm-oriented groups.

I would add for the information of this Committee that the training provided under Junior Rifle extends far beyond the firearm handling and responsibility. Consideration through our program is given to the physically handicapped to participate, both in the basic program and with the further involvement in conservation education, sportsmanship and character-building. It is a continuing program with the opportunity for young people to continue in the shooting arts to Olympic qualifications and possible participation in the Olympics or other world competition.

Thank you, Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Brisco): Thank you, Mr. Thompson.

Gentlemen, I think it would be in order to hear the Alberta delegation at this time rather than to put them off until Mr. Woolliams' return. He may be delayed for some time. I think it is Mr. O'Keefe, is it? Mr. O'Keefe, you are the Past President of the Alberta Fish and Game Association?

Mr. Tom O'Keefe (Past President, Alberta Fish and Game Association): Yes, Mr. Chairman. Mr. Scammell wished me to express his regrets he was unavoidably detained because of personal reasons and not able to be here.

On behalf of the Alberta Association I would certainly like to express our appreciation to those who made the presentation possible by the groups here this morning.

One thing I would like to clarify. I spoke to Dr. MacGuigan this morning and apparently he is familiar with the ads that appeared in the paper, and I believe it was the subject of some discussion here earlier. The ads that have been placed in the paper have not been paid for by fish and game groups. They are the result of public appeals, subscriptions—one, two and five dollar donations that are not tax deductible but have come into our federations to assist in getting a message back to the Chairman of the meeting here. It is not because of a state of affluence of either the B.C. Federation or ourselves that we have been able to put these in. It is the concern of many, many hundreds and thousands of people who have sent in their dollar or two dollars or five dollars to make our message known to you people and to Dr. MacGuigan, and he tells me that he is quite familiar with the results of it. So I hope that that will not colour your deliberations on our request for assistance in coming down here.

[Interprétation]

(B) D'étudier la possibilité de mettre en œuvre un système national de formation, auquel les intéressés pourraient s'inscrire dès l'âge de 12 ans, et qui serait assuré par des instructeurs bénévoles, membres d'une organisation compétente intéressée.

(C) De reprendre l'étude de la question des droits d'inscription.

Nous croyons qu'un système national d'enseignement et de formation, administré par la province, appuierait entièrement tous les groupes œuvrant dans le domaine des armes à feu.

J'ajouterais que les cours de formation offerts sous l'égide de *Junior Rifle* ne se limite pas uniquement au maniement des armes à feu et à la création d'un sens de la responsabilité. Notre programme est adapté aux personnes handicapées physiquement. Ces personnes peuvent participer au programme de base ainsi qu'aux autres programmes visant à promouvoir la conservation, l'esprit sportif en la force de caractère. Il s'agit d'un programme permanent offrant la possibilité aux jeunes de se perfectionner dans l'art du tir en vue d'une participation éventuelle aux Jeux Olympiques ou à tout autre compétition internationale.

Merci, monsieur le président.

Le président suppléant (M. Brisco): Merci, monsieur Thompson.

Messieurs, je crois que nous devrions entendre le témoignage de la délégation de l'Alberta dès maintenant, plutôt que d'attendre le retour de M. Woolliams. Il peut être retenu pendant un certain temps. Je crois que M. O'Keefe fera la présentation, n'est-ce pas? Monsieur O'Keefe, n'êtes-vous pas l'ancien président de l'*Alberta Fish and Game Association*?

M. Tom O'Keefe (ancien président, Alberta Fish and Game Association): Oui, monsieur le président, M. Scammell m'a dit de vous transmettre ses excuses car il ne peut pas être ici ce matin pour des motifs personnels.

Je tiens à remercier tous ceux qui ont rendu la présentation de ce matin possible.

Je tiens à vous fournir des explications sur un sujet précis. J'ai parlé à M. MacGuigan ce matin et il semble qu'il soit au courant du fait que des annonces aient parues dans les journaux. Si je ne m'abuse, ces annonces ont fait l'objet de discussions antérieures. Ces annonces ont été publiées dans les journaux, mais je tiens à souligner que les groupes de chasse et de pêche n'en ont pas assumé les frais. Plutôt, ces annonces ont été publiées à la suite d'appels au public et de campagnes de souscription, il s'agit de dons d'un, deux ou cinq dollars imposables qui ont été envoyés à nos fédérations en vue de faire part d'un certain point de vue et d'éclairer le président de ce Comité. Cela ne veut pas dire que nous sommes riches, pas plus que la B.C. Wildlife Federation. Des centaines et des milliers de personnes nous ont fait parvenir leurs dons d'un, deux ou cinq dollars en vue d'attirer l'attention des membres du Comité sur notre point de vue. M. MacGuigan m'informe qu'il est au courant de la publication de ces annonces dans les journaux et qu'il en connaît les résultats. J'espère donc qu'une telle mesure ne nous nuira pas et que vous prendrez en considération notre demande de remboursement de nos frais de voyage.

[Text]

I believe there are 10 people here. None of us objected to giving up our own personal time or holiday time, but we do not feel that our association should have to bear the cost of this burden.

Thank you, Mr. Chairman.

• 1020

The Acting Chairman (Mr. Brisco): Thank you, Mr. O'Keefe.

Mr. O'Keefe: In our brief we have stated that fundamentally we support the concept of licensing of gun owners. It does not mean that we support Bill C-83, because we do not. We support the licensing of gun owners, provided that the licensing is carried out through the vehicle of provincial jurisdiction and in conjunction with a hunter-competence test.

We would like to see a proper training course to guarantee the competence of the people. We have been after that and have been asking legislators for that for years. Like all other provincial organizations we are unanimously in agreement that competence is one of the main criteria.

As to fitness, many people in Alberta are very concerned, and they resent the implication that they are classed automatically as either alcoholics or mentally incompetent until they are certified fit. Apparently the two main criteria for the competency are those two items. You are asking in the bill for two people to guarantee the fact that this is not going to be a problem, and it has been related to the passport question.

In a passport, a guarantor states that the picture that is there is of the man whom he knows, and he guarantees a photograph and a name. This is certainly not, and in no way should it be construed as the same type of thing as a passport guarantee. It is almost as though we were assuming that the people who are presumably going to be designated to make this judgment are medical doctors, which they are not.

We are also concerned that the whole bill appears designed slowly to restrict and make hunting and target shooting so difficult that it will eventually, through natural attrition and old age, be eliminated one way or the other. Persons are generally introduced to hunting through the various training programs, such as in Manitoba, at an early age. By the time they are 18 or 19 or 20 their interests are fairly well set. To many many people the underlying basis of this bill seems to be a restriction on people slowly to eliminate hunting. Bill C-83 appears to call for the registration of firearms. We are concerned at statements that have been made. On May 7, the Canadian Press reported the Minister of Justice, Mr. Basford, as publicly stating that Bill C-83 specifically prohibits the listing or registration of sporting firearms. Mr. Basford is in error. If he were right and the bill did include such a prohibition, then many of the objections would have been removed.

[Interpretation]

Je crois qu'il y a dix personnes qui se sont présentées. Aucune n'a hésité à sacrifier ses vacances ou son temps pour venir ici ce matin; toutefois, nous ne croyons pas que notre Association devrait assumer les frais.

Merci, monsieur le président.

Le président suppléant (M. Brisco): Merci, monsieur O'Keefe.

M. O'Keefe: Nous avons déclaré dans notre mémoire que nous sommes fondamentalement en faveur du concept de l'autorisation des possesseurs d'armes à feu. Toutefois, cela ne veut pas dire que nous appuyons le Bill C-83. Nous sommes en faveur de l'autorisation des possesseurs d'armes à feu, pourvu que l'autorisation relève de la compétence provinciale et que l'on mette au point un test de compétence pour les chasseurs.

Nous préconisons des cours de formation en vue de garantir la compétence de ces personnes. Nous faisons cette recommandation à nos législateurs depuis nombre d'années. Comme toutes les autres organisations provinciales, nous croyons que la compétence constitue l'un des critères principaux.

En ce qui concerne l'aptitude à manier les armes à feu, je tiens à souligner que beaucoup d'Albertains sont fortement préoccupés par cette question et qu'ils sont mécontents du fait qu'on les classe automatiquement parmi les alcooliques ou les personnes instables, jusqu'à ce qu'un certificat prouve le contraire. En effet, il semble que ces deux derniers éléments constituent les critères principaux au niveau de la compétence. Le projet de loi stipule qu'une personne obtienne deux répondants pour certifier qu'elle n'est ni alcoolique ni droguée; on a relié cette question au problème des passeports.

En ce qui concerne les passeports, le répondant déclare que la photo qui apparaît à la première page est bien celle de la personne qu'il connaît et il garantit la photographie et le nom de la personne. Par contre, les mesures préconisées dans le projet de loi actuel sont complètement différentes des garanties en vue de l'obtention d'un passeport. Il semble que les répondants dans le cas qui nous intéresse doivent exercer le jugement d'un docteur en médecine, bien qu'ils ne soient pas médecins eux-mêmes.

De plus, il semble que le but du projet de loi est d'imposer des restrictions progressivement, de sorte qu'à un moment donné, la chasse et le tir à la cible deviendront tellement difficiles qu'ils disparaîtront. Généralement, les personnes prennent connaissance de la chasse dès le jeune âge par l'entremise de divers programmes de formation—tels que le programme en vigueur au Manitoba. Lorsqu'elles atteignent l'âge de 18, 19 ou 20 ans, leurs domaines d'intérêts sont assez bien fixés. De l'avis de beaucoup, ce projet de loi vise à imposer des restrictions qui élimineraient la chasse éventuellement. Le Bill C-83 semble préconiser l'enregistrement des armes à feu. Certaines déclarations qui ont été faites nous préoccupent grandement. Le 7 mai, la presse canadienne rapportait que le ministre de la Justice, M. Basford, avait déclaré que le Bill C-83 interdit précisément l'enregistrement ou l'inscription sur une liste des armes de sport. M. Basford a tort. S'il avait raison et si le projet de loi renfermait une telle disposition, un bon nombre des objections disparaîtraient.

[Texte]

As an association, we have absolutely no right to move amendments. However, we feel that we do have the right to propose and suggest amendments to this Committee. For that reason, Mr. Scammell, in his capacity as a lawyer and as a past president of our association, has proposed the following suggestion to this Committee;

Nothing in this section nor in this act shall be construed, interpreted or applied as authorizing the requirement that any applicant for a licence to possess firearms or ammunition shall submit a list or description of his shotguns or rifles of a kind commonly used in Canada for hunting or sporting purposes.

Gentlemen, that is our suggestion to you as something that would act, you might say as a guarantee or bill of rights to the sporting arms collectors fraternity in Canada; something that could not be changed at the whim of a registrar; something that would have to come back before you gentlemen again, both here and in Parliament.

We have offered to make ourselves available, if we were requested to do so. We would repeat that our association was at no time, prior to the introduction of this bill, requested to submit anything; nor were we consulted as to what our views might be as to the terms of this bill.

Thank you, Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Brisco): Thank you very much, Mr. O'Keefe.

I have several members who wish to question the witnesses. First on my list is Mr. Towers.

• 1025

Mr. Towers: Thank you, Mr. Chairman.

I would like first to congratulate the witnesses on the presentation of their respective briefs this morning. I would commend them for their good, sensible approach to a problem. It is a great misfortune, I think, that the Minister or his departmental officials did not see fit to contact people who are as vitally concerned prior to the proposal of this legislation. It would certainly have caused many fewer problems for you people and for us as well as members of this Committee.

Now, with regard to the licencing, and I would pose my question to Mr. O'Keefe, Mr. Chairman, there are many people who are opposed to the licencing of firearms because of the fact that they are of the opinion it really is not going to accomplish that much in the adequate control of the criminal activity of the use of firearms. I have to state unequivocally that I am one of those people, I do not see that licencing of firearms is going to control a criminal or inhibit his actions in any way. Therefore, in view of the fact that there have been figures suggested that issuing one licence could be upwards of \$50, I think we really have to be careful in implementing legislation if it is going to be costly either to the licensee or to the Canadian taxpayer. I have always felt that this legislation is going to have to be carried by the law-abiding citizen because of the fact that it is he who pays the tax and it is he who is going to have the licence. It is certainly not the criminal.

[Interprétation]

En tant qu'association, nous n'avons pas le droit de proposer des amendements. Toutefois, nous croyons que nous avons le droit de suggérer des amendements aux membres du Comité. Pour cette raison, M. Scammell, en tant qu'avocat et président sortant de notre Association, a fait part de cette suggestion au Comité:

Dans l'interprétation ou l'application de toute disposition du présent article, et de la présente loi, rien ne doit s'entendre comme permettant d'exiger que toute personne qui fait une demande d'autorisation de possession d'armes à feu ou de munitions doit fournir une liste ou une description de ses fusils de chasse ou de ses carabines du genre fréquemment utilisé au Canada pour la chasse ou le tir.

Messieurs, c'était là notre suggestion en vue de garantir les droits de tous les collectionneurs d'armes de sport au Canada. De telles mesures ne pourraient pas être changées selon l'humeur d'un registraire. De plus, il faudrait que de telles dispositions soient renvoyées à votre Comité ainsi qu'au Parlement.

Nous répétons que nous sommes à votre disposition et que nous sommes prêts à répondre à vos questions. Avant l'introduction de ce projet de loi, on n'a jamais demandé à notre Association de soumettre quelque document que ce soit. De plus, on ne nous a pas demandé de faire part de notre opinion au sujet de ce projet de loi.

Merci, monsieur le président.

Le président suppléant (M. Brisco): Merci beaucoup, monsieur O'Keefe.

J'ai le nom de beaucoup de membres inscrits sur ma liste. Tout d'abord, M. Towers.

M. Towers: Je vous remercie, monsieur le président.

J'aimerais tout d'abord féliciter les témoins des mémoires respectifs qu'ils ont présentés ce matin. Je les féliciterai de leur attitude raisonnable face à ce problème. Il est malheureux, à mon avis, que le Ministre ou ses fonctionnaires n'aient pas considéré approprié de contacter des personnes aussi concernées avant de déposer son projet législatif. Cela vous aurait certainement causé beaucoup moins de problèmes, ainsi qu'aux membres de ce Comité.

Pour ce qui est des autorisations, et je poserai ma question à M. O'Keefe, monsieur le président, nombreux sont ceux qui s'opposent à l'autorisation des armes à feu car ils estiment que cela ne permettra pas véritablement de contrôler l'utilisation criminelle de ces armes. Je dois lever tout équivoque et dire que j'en fais partie; je ne vois pas comment ce système d'autorisation permettra de contrôler les criminels ou de prévenir leurs actions de quelque manière. En conséquence, étant donné qu'il a été suggéré que la délivrance d'un permis pourrait coûter près de \$50, il nous faut être très prudents dans l'application de cette loi si elle doit coûter, soit aux détenteurs de permis, soit aux contribuables canadiens. J'estime depuis le début que ce sont les citoyens respectueux de la loi qui devront supporter les conséquences de cette législation car, en fin de compte, ce sont eux qui paient des impôts et qui devront obtenir ce permis. Ce ne seront certainement pas les criminels.

[Text]

In Alberta, as Mr. O'Keefe knows, we are getting a more complicated system of licencing the hunter. For instance, you get a different type of licence for the different type of game you used to have, and that you used to hunt for. It is now becoming quite costly. Has there been any consideration given to the fact that the licence given to a certain hunter would be the licence that would be acceptable for your firearms?

Mr. O'Keefe: This has been, of course, a concern of our association for the past 10 or 12 years. We have actively requested the government in Alberta to implement a compulsory hunter fitness program. I think there is probably a better word for it. Rather than a hunter training program, it is a fitness program, an instruction program.

There are now in excess of 10,000 people a year receiving that program. It is not compulsory nor is the testing mandatory. We have requested this continuously. In fact, we have assisted in the financing of volunteers. The instructors are mainly volunteers. Yes, in any way that we could support this, we are fully in favour of it.

Mr. Towers: I have been watching this program that has been undertaken in the Province of Alberta ever since its inception. One of the things I think I am correct in saying is that there has been no opposition or animosity towards this program at all. Would I be correct in assuming this?

Mr. O'Keefe: Not from the general public or the hunters or the school kids who are taking it. The opposition appears mainly at the political level.

Mr. Towers: That is interesting.

Mr. O'Keefe: We have never been able to figure this thing out. None of these programs cause any objections. We have contributed money, time, effort, but we cannot get it made a compulsory aspect of the acquisition of that licence.

Mr. Towers: Well, in other words then, as far as the general public is concerned, you would feel that your program is being successful in the Province of Alberta?

Mr. O'Keefe: On the basis of a provincial program, I feel that there would be no difficulty in implementing a qualification test. What we have suggested is that there be a standard set out for across Canada. We feel that there would be no objections to a very strict competence test across Canada administered by the provinces on the basis of their present programs. Some provinces do have compulsory programs now.

Mr. Towers: It is my understanding also that you did make an offer to the federal government to advise them and to have input into a proposal, or into this bill, if you will, over the past period of time. Is this correct?

• 1030

Mr. O'Keefe: We have a letter from Senator Cameron stating that if anything were done on gun legislation we would be notified and called to appear.

Mr. Towers: This was on the previous...

Mr. O'Keefe: It may have been on his bill rather than this. Exactly how the offers have been made and in what form to the government, I do not know.

[Interpretation]

M. O'Keefe n'ignore pas qu'en Alberta le système de permis de chasse est en train de se compliquer. Par exemple, il y a ce nouveau type de permis par gibier chassé. Chasser devient très cher. A-t-on considéré le fait que le permis accordé à un certain genre de chasseur serait le permis acceptable pour les armes à feu?

M. O'Keefe: Cela fait dix ou douze ans que notre Association se penche sur ce problème. Nous n'avons cessé de réclamer au gouvernement albertain l'introduction d'un programme obligatoire d'aptitude à la chasse. Il existe probablement une meilleure expression. Nous préférons dire un programme d'instruction ou d'aptitude, un programme de formation des chasseurs.

Il y a maintenant plus de 10,000 personnes par an qui participent à ce programme. Il n'est pas obligatoire, pas plus que le test. Nous ne cessons de le réclamer obligatoire. En fait, nous avons subventionné le financement de bénévoles. Les instructeurs sont surtout des bénévoles. Nous sommes totalement en faveur de ce genre de programme et toujours prêts à y contribuer.

M. Towers: J'ai suivi l'évolution de ce programme depuis son introduction par la province de l'Alberta. Je ne pense pas me tromper en disant que ce programme n'a jamais fait l'objet d'une opposition ou d'une animosité. Est-ce que je me trompe?

M. O'Keefe: Pas du public en général, des chasseurs ou des écoliers qui y participent. L'opposition se manifeste surtout au niveau politique.

M. Towers: C'est intéressant.

M. O'Keefe: Nous n'avons jamais pu répondre cette énigme. Aucun de ces programmes ne provoque d'objections. Nous y avons consacré de l'argent, du temps et des efforts, mais nous ne sommes pas parvenus à en faire une obligation pour l'obtention d'un permis.

M. Towers: En d'autres termes, par conséquent, si on en croit l'opinion publique, vous estimez que votre programme est un succès dans la province de l'Alberta.

M. O'Keefe: Sur la base d'un programme provincial, j'estime que rien n'empêcherait l'introduction d'un test de qualification. Nous avons proposé une norme pour tout le Canada. Nous estimons qu'il n'y aurait aucune objection à un test de compétence très strict pour tout le Canada administré par les provinces sur la base de leur programme actuel. Certaines provinces ont maintenant des programmes obligatoires.

M. Towers: Si je ne m'abuse, vous avez également offert au gouvernement fédéral de le conseiller et de participer à la mise au point de cette proposition, ou de ce projet de loi, appelez cela comme vous voudrez? N'est-ce pas?

M. O'Keefe: Nous avons une lettre du sénateur Cameron nous indiquant qu'en cas de révision de la législation sur les armes on nous préviendrait et on nous demanderait de comparaître.

M. Towers: C'était pour le bill précédent...

M. O'Keefe: C'était peut-être pour son projet de loi plutôt que pour celui-ci. Je ne saurais dire exactement comment et sous quelle forme ces offres ont été faites au gouvernement.

[Texte]

Mr. Towers: There has been no communication whatsoever between the federal government and your organization.

Mr. O'Keefe: Not until I spoke to you and Mr. MacGuigan some three weeks ago.

Mr. Towers: I mean the Department of Justice in Ottawa did not contact you and ask you for any submissions or anything on this before . . .

Mr. O'Keefe: No, sir. No.

Mr. Towers: Mr. Chairman, this is a very very important fact, I think. It has to have been an oversight on the part of the federal government when you have a provincial organization that is making a contribution to our society, and it is not a small organization. What is it, 20,000 to 22,000 members that you have in your organization, Mr. O'Keefe?

Mr. O'Keefe: That is correct, sir. At the table here we are representing 75,000 members in the four provinces.

Mr. Towers: I think somewhere in the brief I saw that you possibly have about 200,000 gun owners in Alberta. Is this correct?

Mr. O'Keefe: This is an estimate.

Mr. Towers: Yes, it has to be an estimate. When you have 200,000 gun owners' accepting a program that an organization of 20,000 members has adopted, is working on, and you are not running into too much criticism, I think it is an oversight on the part of the federal government in not giving due consideration. Thank you, Mr. Chairman, for the opportunity.

The Chairman: Thank you, Mr. Towers. Next is Mr. Fox.

Mr. Fox: Thank you, Mr. Chairman. I would like to say, first, Mr. Chairman, and gentlemen, that I listened to the presentation by the members of the various wildlife groups with a great deal of interest. It seems to me there is unanimous consent or unanimous opinion from the various witnesses that a licensing system is, indeed, desirable. I think every one of you has stated that a licensing system is, in fact, desirable. However, what you are saying is that it ought to be administered provincially. Am I correct in stating that? So actually there is unanimous agreement amongst you that a licensing system is, in fact, desirable.

You then go on to say that you think it ought to be at the provincial level. Taking into account the fact that there is no comprehensive licensing system in every province in this country, do you not think the federal government ought to play a role in trying to see to it that there is a valid licensing system across the country?

Mr. Motta: May I, Mr. Chairman?

The Chairman: Yes, certainly. The gentleman from Saskatchewan.

Mr. Motta: Yes, Mr. Fox, we agree that a licensing system is necessary as all four provinces have said. We feel that it should be on a provincial basis and after following the Minutes of these meetings I am concerned that your Department has not followed the recommendations of Professor Friedland, who very explicitly said he would recommend that any licensing system be handled by the provinces under their jurisdiction, and he recommended it twice in the last two pages of his report. I think because he is a very informed individual and was prepared to report to the Attorney General's department, you should give serious consideration to his recommendation along with the recommendations which we have made.

[Interprétation]

M. Towers: Il n'y a eu aucune communication entre le gouvernement fédéral et votre organisme?

M. O'Keefe: Pas avant que je ne vous parle, ainsi qu'à M. MacGuigan, il y a trois semaines.

M. Towers: Le ministère de la Justice d'Ottawa ne vous a pas contactés et ne vous a pas demandé de lui envoyer des mémoires ou des mémos à ce sujet avant . . .

M. O'Keefe: Non, monsieur, non.

M. Towers: Monsieur le président, à mon avis ceci est un point très important. Il ne peut que s'agir d'une négligence de la part du gouvernement fédéral lorsque vous avez un organisme provincial apportant une telle contribution à notre société, et il ne s'agit pas d'un petit organisme. Combien avez-vous de membres, monsieur O'Keefe? Vingt à vingt-deux mille?

M. O'Keefe: C'est exact, monsieur. Nous représentons ici 75,000 membres de quatre provinces.

M. Towers: Je crois avoir pu quelque part dans votre mémoire, qu'il pouvait y avoir environ 200,000 propriétaires de fusils en Alberta. Est-ce exact?

M. O'Keefe: C'est une estimation.

M. Towers: Oui, cela ne peut être qu'une estimation. Lorsque 200,000 propriétaires de fusils acceptent un programme adopté par un organisme de 20,000 membres, et que les critiques sont insignifiantes, j'estime que c'est une négligence de la part du gouvernement fédéral que de ne pas en tenir compte. Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Je vous remercie, monsieur Towers. Le suivant est M. Fox.

M. Fox: Je vous remercie, monsieur le président. Je commencerai par dire, monsieur le président, messieurs, que j'ai écouté l'exposé des membres des différents groupes de la faune avec beaucoup d'intérêts. Il me semble que l'institution d'un système de permis fait l'unanimité. Chacun d'entre vous a déclaré qu'un tel système était en fait souhaitable. Cependant, vous dites qu'il devrait être administré provincialement. N'est-ce pas? Vous êtes donc unanimes à souhaiter un tel système.

Vous dites ensuite qu'il devrait être administré sur le plan provincial. Tenant compte du fait qu'il n'y a pas de véritable système d'autorisation dans chaque province de ce pays, le gouvernement fédéral ne devrait-il pas jouer un rôle et s'assurer qu'un système valable de permis s'étende à tout le pays?

M. Motta: Me permettez-vous, monsieur le président?

Le président: Oui, certainement. Le représentant de la Saskatchewan.

M. Motta: Oui, monsieur Fox, nous convenons qu'un système de permis est nécessaire, comme les quatre provinces l'ont dit. Nous estimons que cela devrait se faire sur une base provinciale, et à la lecture du compte rendu de ces réunions je constate malheureusement que votre ministère n'a pas suivi les recommandations du professeur Friedland qui très explicitement a dit qu'il recommanderait que tout système d'autorisation relève de la juridiction provinciale, et il l'a recommandé à deux reprises dans les deux dernières pages de son rapport. Étant donné ses vastes connaissances et qu'il était disposé à faire un rapport au ministère du procureur général, vous devriez accorder toute la considération requise à sa recommandation ainsi qu'aux nôtres.

[Text]

[Interpretation]

• 1035

Mr. Fox: If I may just interrupt you for one second, it seems to me that if there were a valid licensing system in the provinces, somewhat akin to the driver's licence Mr. Otway mentioned before, probably none of us would be here today. But the fact of the matter is that the competency test in the provinces at the moment I believe applies mostly to people who wish to hunt, and the people who want to go out with a firearm are obliged to go into that. There is actually no over-all uniform scheme across the provinces. Secondly, there is no way for the federal government to force the provinces into that.

That brings me back to the first question as to whether it is not desirable that the federal government should try to bring out some form of national criteria through legislation. The only way we can do it is through the use of the criminal law power, or by trying to push the provinces into it.

Mr. Pattinson: I would like to answer that. Mr. Fox, in Saskatchewan we have a competency test, which is the firearms safety training program. I explained to you how it is a competency test, and it is accepted.

Mr. Fox: Does that only apply to the hunters?

Mr. Pattinson: It only applies to the hunters.

Mr. Fox: What proportion of the people who own firearms in Saskatchewan, since we are talking about Saskatchewan, are members of your association, as opposed to people who are gun owners and who are not members? Do you have any idea?

Mr. Pattinson: No, I do not. We have 25,000 members and there are about 100,000 hunting licences sold in Saskatchewan. So we do not know.

Mr. Fox: The figures bandied about at this Committee are that of the total number of gun owners in Canada about one third have actually passed competency tests; two thirds of the gun owners in the country have not, because they do not apply for hunting licences or what have you. Do you not think we ought to try and bring these people into the fold?

Mr. Pattinson: Yes, I think we should. You are asking us if we think there should be a competency licence, and I agree with you. However, do you not think you should ask the provinces that are already operating firearm safety programs to have some input into that bill? I say to you that in the province of Saskatchewan we train our hunter safety students from the age of 12 to 14, because that is the age at which they are most receptive to training programs; but the Saskatchewan government will allow them under the age of 14 to have a hunting licence if they have passed the firearm safety training program.

Mr. Fox: I am certainly not arguing against that; I am all in favour of competency. I suppose the point I am trying to make or to bring out is that we seem to be in agreement on a great number of things. I look at the pamphlet put out by the British Columbia Wildlife Federation...

Mr. Pattinson: I would agree with that, but we are in disagreement on many too.

M. Fox: Si je peux vous interrompre une seconde, il me semble que s'il y avait dans les provinces un tel système de permis, comparables en quelque sorte aux permis de conduire comme l'a dit M. Otway, vraisemblablement nous ne serions pas ici aujourd'hui. Il demeure que le test de compétence des provinces à l'heure actuelle s'applique principalement aux gens désirant chasser, et que seuls ceux qui veulent sortir avec une arme à feu sont obligés de le passer. Il n'y a donc pas en réalité de programme d'ensemble uniforme s'appliquant à toutes les provinces. Deuxièmement, le gouvernement fédéral ne peut en rien obliger les provinces à le faire.

Cela me ramène à ma première question, n'est-il pas souhaitable que le gouvernement fédéral essaie d'établir en quelque sorte des critères nationaux dans le cadre d'une loi? Nous ne pouvons y arriver qu'en ayant recours au droit criminel ou en essayant d'inciter les provinces à le faire.

M. Pattinson: J'aimerais répondre. Monsieur Fox, en Saskatchewan nous avons un test de compétence, le programme de formation d'utilisation non dangereuse des armes à feu. Je vous ai expliqué comment on peut le considérer comme un test de compétence; il est accepté.

M. Fox: Ne s'applique-t-il seulement qu'aux chasseurs?

M. Pattinson: Il ne s'applique qu'aux chasseurs.

M. Fox: Combien de possesseurs d'armes à feu de la Saskatchewan, puisque nous parlons de la Saskatchewan, sont membres de votre association et combien ne le sont pas? Avez-vous une idée?

M. Pattinson: Non, je n'en ai pas. Nous avons 25,000 membres et il y a environ 100,000 permis de chasse vendus en Saskatchewan. Nous ne savons pas.

M. Fox: Selon les chiffres lancés dans ce Comité sur le nombre total de possesseurs de fusils du Canada, environ un tiers ont passé des tests de compétence. Deux tiers n'en ont pas passé parce qu'ils n'ont pas fait de demande de permis de chasse, par exemple. Ne pensez-vous pas que nous devrions essayer de contrôler ces gens?

M. Pattinson: Oui, nous le devrions. Vous nous demandez si selon nous il devrait y avoir un permis de compétence: nous sommes d'accord. Cependant, ne pensez-vous pas qu'il faudrait consulter au sujet de ce bill les provinces qui ont déjà des programmes d'utilisation non dangereuse des armes à feu? En Saskatchewan, nous formons nos apprentis chasseurs de 12 à 14 ans, car c'est à cet âge qu'ils sont le plus réceptifs aux programmes de formation, mais le gouvernement de la Saskatchewan leur accorde un permis de chasse avant 14 ans à la fin du programme de formation d'utilisation non dangereuse d'armes à feu.

M. Fox: Il est évident que je suis tout à fait pour la compétence. J'essaie de démontrer que nous semblons être d'accord sur un grand nombre de points. Dans la brochure publiée par la Fédération de la faune de la Colombie-Britannique, par exemple...

M. Pattinson: Fort bien, mais nous sommes en désaccord sur de nombreux autres points également.

[Texte]

Mr. Fox: Oh yes, sure, but it seems to be mostly on methodology. What you are saying is that what we are trying to do at the federal level, trying to impose national standards and national criteria, ought actually to be done at the provincial level. What I am suggesting to you is that there is no way the federal government can force the provinces who do not have that type of program at the moment into that field. Unless the provinces decide to make their competency tests also applicable to people who are gun owners but who do not belong to your federation, what type of situation will we end up with? We will end up with gun control legislation in this country which varies greatly between the 10 jurisdictions, some having competency tests, some not having competency tests. The point has been made that we do not have a federal driver's licence. I think the point can also be thrown back that perhaps we do not need a federal driver's licence because the provinces, before they issue a driver's licence, actually put people through a physical examination of some kind, as you know.

The Chairman: Excuse me, Mr. Fox; Mr. Brisco has a point of order.

Mr. Brisco: Mr. Chairman, I do not know if I have a valid point of order; perhaps it is a point of debate. However, I would at least like to put it on the record that Mr. Fox has said that this bill establishes standards and criteria, and I think that is a misinterpretation of the bill. It does not establish standards or criteria.

The Chairman: That is rather a matter of argument which Mr. Fox may wish to argue.

Mr. Fox: I do not wish to argue that. I am not really looking for issues of debate, and I am sure that if we all looked very closely at the language each of us uses, there could be debates arising out of that. I am just trying to get feedback from our witnesses on some of the points they have made.

Perhaps you would care to continue?

The Chairman: Mr. Motta wants to continue.

Mr. Motta: Yes, Mr. Chairman. You said that the provinces have not come out and said they would be prepared to walk into this right away, as far as the licensing program. I personally contacted the associate Deputy Minister of Saskatchewan in charge of our firearm safety program, and he said that his only consultation with the Department of Justice or the Attorney General's Department here in Ottawa was by letter. He said that he would be more than willing to sit down at a table and work out the type of program you are suggesting. From consultations with the other ministers in the Western provinces that these other gentlemen have had, they all appear agreeable to sit down with the Justice Department at any time and to work out an acceptable provincial licensing system under broad federal guidelines. The point is, Mr. Fox, that these people were not consulted to do this.

• 1040

Mr. Fox: I am sorry, you are not quite correct on that statement because there are regular meetings of Attorneys General of all the provinces with the Attorney General of Canada. This subject was on the agenda of their Halifax meeting in December, I believe. Most Attorneys General actually agreed with the gun control legislation in general,

[Interprétation]

M. Fox: Oh oui, bien sûr, mais il semble que ce sont surtout des désaccords méthodologiques. Vous dites que ce que nous essayons de faire au niveau fédéral, essayer d'imposer des normes nationales et des critères nationaux, devrait être en réalité fait au niveau provincial. Il est impossible au gouvernement fédéral d'imposer ce genre de programme aux provinces qui n'en ont pas. A moins que les provinces ne décident d'appliquer leur test de compétence également aux possesseurs de fusils n'appartenant pas à votre Fédération, dans quelle situation allons-nous nous retrouver? Nous nous retrouverons avec une législation contrôlant les armes à feu de ce pays variant énormément entre les provinces, entre les dix juridictions, certaines imposant des tests de compétence, certaines n'en imposant pas. Il a été dit que nous n'avions pas de permis de conduire fédéral. On peut rétorquer que nous n'avons peut-être pas besoin de permis de conduire fédéral parce que les provinces avant de délivrer un tel permis font passer aux candidats un examen physique, comme vous le savez.

Le président: Je m'excuse, monsieur Fox, M. Brisco invoque le Règlement.

M. Brisco: Monsieur le président, je ne sais s'il s'agit vraiment d'un rappel au Règlement, c'est peut-être simplement un point de débat. Cependant, j'aimerais pour le moins signaler que M. Fox a dit que ce projet de loi établissait des normes et des critères, et je crois que c'est une interprétation erronée du projet de loi. Il n'établit ni normes ni critères.

Le président: C'est plutôt une question de points de vue et M. Fox veut peut-être défendre le sien.

M. Fox: Je ne le contesterai pas. Je ne veux pas me lancer dans un débat. Je suis certain que si nous écoutions attentivement le langage utilisé par chacun d'entre nous, les contestations ne manqueraient pas. Ce qui m'intéresse ce sont des précisions au sujet des points soulevés par nos témoins.

Vous voulez peut-être ajouter autre chose?

Le président: M. Motta veut ajouter quelque chose.

M. Motta: Oui, monsieur le président. Vous avez dit que les provinces n'avaient pas déclaré être prêtes à se lancer immédiatement dans ces programmes d'autorisation. Personnellement, j'ai contracté le sous-ministre associé de la Saskatchewan responsable du programme d'utilisation non dangereuse des armes à feu, et il m'a dit que ses seules consultations avec le ministère de la Justice ou le ministère du Procureur général d'Ottawa s'étaient faites par lettres. Il m'a dit qu'il était plus que désireux de participer directement à l'élaboration du genre de programme que vous proposez. D'après les consultations qui ont eu lieu entre ces messieurs et les ministres des provinces de l'Ouest, il appert que tous sont prêts à travailler avec le Ministère de la justice pour mettre sur pied un système d'enregistrement provincial conforme aux directives générales du gouvernement fédéral. Cependant, monsieur Fox, ces gens n'ont pas été consultés.

M. Fox: Je suis désolé, vous vous trompez quelque peu puisque les procureurs généraux de toutes les provinces rencontrent régulièrement le procureur général du Canada. Je crois que ce sujet était à l'ordre du jour lors de leur rencontre à Halifax au mois de décembre. La plupart des procureurs généraux acceptent, dans l'ensemble, la Loi

[Text]

but perhaps some of them, as you, have some doubts on the methodology that followed. But most of them, as you, are in favour of some form of good licensing system which would go further than competence but which would also weed out people they believe are unfit. Fine. But on the whole, I must say I see much that everybody agrees with. Even the British Columbia Federation in its brief, while it has talked about a provincial licensing system, on page 20 of its brief suggests actually a federal licensing system. It suggests the deletion of proposed Section 106.1 to be replaced by a licence. I suppose they are talking about a federal licence at that stage.

I would like to go on to some other of the things that have been stated.

The Chairman: Mr. Otway would like to jump in here for a moment.

Mr. Otway: Yes, Mr. Fox, I would just like to clarify what I think you have presumed incorrectly. If you check back to the initial part of the brief where we refer to licensors, note that we refer to a provincial licence and not to a federal. As we have stated in the brief, we feel there is value in federal standards.

To comment on your other point, first, considering the carnage on the highways, I would hope that you are not considering that our driver's licence be a standard that we try to get to with the firearms licence because we do not think it is qualified.

Mr. Fox: One second, we go through a physical examination before getting a driver's licence. The provincial authorities determine whether people have the physical ability to drive a car, and surely this weeds out a certain number of drivers. They do not weed out everybody at that stage but they weed out a certain number of drivers. It is felt that because they do weed out that certain number of drivers the examination is indeed worthwhile. With the type of fitness test that we are talking about here, of course we are not going to weed out everybody who is unfit but, as FARO says in his own brief, let us say we weed out 1 per cent of the applicants as being unfit and, assuming for purposes of debate, that we are right in so doing. Do you not think the program then becomes worthwhile? We have not put an end to the carnage on the road but we weed out a certain number of people before they commit an accident, then others we weed out once they have been involved in a serious accident through demerits or driver's licence suspension and so on. Why not do the same thing with rifles, if they are able to eliminate a certain number of people? In your own brief on page 20, you indicate that you are quite willing to weed out people who have a record of violent mental illness, or people who have a criminal record involving the use of firearms. Why ought we not to establish those standards on a national level, try and weed them out at the initial stage before they get their hands on a weapon? Secondly, if they are involved at a later date in a crime or an accident, then suspend or revoke their licence at that stage, the same as we do with an automobile licence.

Mr. Otway: Unfortunately, I do not know about your province but in British Columbia they do not suspend automobile licences to the degree that they should under the conditions you set out. We agree with the general principle but it comes back to the basic point of why not

[Interpretation]

concernant le contrôle des armes à feu, mais il se peut que certains d'entre eux, tout comme vous, aient quelques doutes sur les méthodes adoptées ultérieurement. Mais la plupart d'entre eux, tout comme vous, sont partisans d'un bon système d'enregistrement qui ne se contenterait pas d'établir la compétence, mais grâce auquel on pourrait rejeter les incompetents. Parfait, cependant, je dois dire qu'en général les gens s'accordent sur l'essentiel. Il y a même la Fédération de la Colombie-Britannique qui, à la page 20 de son mémoire, proposait un système d'enregistrement fédéral tout en parlant d'un système provincial. On propose de rayer le projet d'article 106.1 pour le remplacer par un permis. Je crois bien, qu'à ce moment-là, il est question d'un permis fédéral.

J'aimerais aussi soulever certaines autres questions dont on a fait état.

Le président: M. Otway aimerait bien intervenir.

M. Otway: Oui, monsieur Fox, j'aimerais tout simplement jeter quelque lumière sur ce que vous me semblez avoir mal interprété. Si vous vous reportez à la partie du mémoire où il est question d'enregistrement vous verrez que nous parlons d'un permis provincial et non pas fédéral. Comme nous l'avons déclaré dans le mémoire, nous croyons que les normes fédérales ont une certaine valeur.

Quant à l'autre question que vous soulevez, tout d'abord, compte tenu du carnage sur nos routes, j'espère que vous ne croyez pas que nos permis de conduire soient une norme sur lequel on doive se fonder pour les armes à feu puisque nous ne croyons pas que ce soit un très bon système.

M. Fox: Un instant! On doit subir une épreuve d'aptitude physique avant que les autorités provinciales ne décident si on a la compétence physique voulue pour conduire une voiture et cela élimine certainement quelques incompétence. On n'élimine pas tout le monde ainsi, mais on en élimine quelques-uns. On croit que l'examen est valable puisqu'on réussit tout de même à éliminer quelques personnes. Avec le genre d'examen dont il est question ici, évidemment, nous ne réussirons pas à éliminer tous les incompetents, mais comme le dit le FARO dans son mémoire, supposons que nous éliminions 1 p. 100 des candidats pour cause d'incompétence, et que ce soit justifié: ne croyez-vous pas que dans ce cas le programme devient valable? Nous n'avons pas mis fin au carnage sur la route, mais nous réussissons à éliminer un certain nombre de personnes avant qu'elles aient un accident et nous éliminons les autres après qu'elles ont été impliquées dans un accident grave, grâce aux points de démerite, au retrait du permis de conduire etc. Pourquoi ne pas faire la même chose dans le cas des carabines si on réussit à éliminer certaines personnes? A la page 20 de votre mémoire, vous signalez que vous êtes prêt à éliminer les malades mentaux graves ou les gens qui ont un casier judiciaire signalant l'utilisation d'armes à feu. Pourquoi ne pas essayer d'adopter ces normes à l'échelle nationale et essayer d'éliminer certaines personnes dès le départ, avant qu'elles ne puissent mettre la main sur une arme? Deuxièmement, si les autres sont impliqués plus tard dans un crime ou d'un accident, il suffirait de leur retirer leur permis comme nous le faisons dans le cas des permis de conduire.

M. Otway: Malheureusement, je ne connais pas la situation dans votre province, mais en Colombie-Britannique on ne retire pas les permis de conduire comme on le devrait dans les cas que vous venez de citer. Nous sommes d'accord avec le principe général, mais cela nous ramène toujours à

[Texte]

utilize the systems that are already in existence and upgrade them. We see the same shortcomings that you do, upgrade them. The federal government has an obligation to work into that line. I would submit, however, it was clear to us in our discussions with the Minister of Justice yesterday, that discussions held between the Minister and the Solicitor General with the Solicitors General and the Attorneys General throughout Canada, that at no time was there any prior presentation made by the federal government to assist the provinces to bring their standards up to the federal standards. All that was discussed was the federal proposal to put in a federal licence. We submit that if there had been honest and legitimate discussion and proposal made by the federal government to assist the provincial governments to come up to a unified set of standards, we would be a lot further along today than we are.

Mr. Fox: We would very much like to see the provinces come up with uniform standards of ...

Mr. Otway: Then I submit, sir, make the offer.

• 1045

Mr. Fox: There is no way we can force them into it, you know. We do not have the constitutional power under the criminal law to impose competency tests or that type of test across the country. That is a fact of life under our constitution.

Mr. Otway: The Minister of Fisheries, yesterday, in talking about international negotiations, said that the government's policy was to go through negotiation if possible rather than go to an autocratic decision-making situation with that type of decision in our fisheries. I submit to you that the government should have made an attempt, rather than force the provinces, at least an honest attempt by negotiation and co-operation, initially, to bring those standards up on a co-operative basis. If they met resistance, which I doubt very much they would, they would have accomplished the same thing on a much more acceptable basis.

Mr. Fox: We are getting into a subject of debate, and as I stated before there was a consultation at the level of the attorneys general. You are all members of the National Wildlife Federation, I suppose?

Mr. O'Keefe: The Canadian Wildlife.

Mr. Fox: The Canadian Wildlife Federation, which is, as I meant, the national federation. There was some consultation with that Federation, although I understand that Mr. Nicholson may have some different views on what the word "consultation" ...

Mr. O'Keefe: Not prior to the introduction of the bill, sir.

Mr. Fox: I believe it was prior to the introduction of the bill, but in any event we will have the Minister in front of the Committee on Tuesday and ...

Mr. Korchinski: It is a different subject but it is still consultation.

Mr. Fox: No, there are a number of things in the bill that reflect the views of the Canadian Wildlife Federation. A number of changes were made in the initial legislation.

[Interprétation]

la même question: pourquoi ne pas nous servir des systèmes qui existent déjà tout en les améliorant. Nous y voyons les mêmes défauts que vous, il s'agit d'apporter des améliorations. Le gouvernement fédéral doit suivre cette ligne de conduite. Cependant, lorsque nous avons rencontré le ministre de la Justice hier, il a bien été précisé que lors des discussions réunissant le ministre et le solliciteur général ainsi que les solliciteurs généraux et les procureurs généraux du Canada, le gouvernement fédéral n'a pas offert son aide aux provinces pour qu'elles puissent se conformer aux normes établies par le gouvernement fédéral. On a parlé que de la proposition du gouvernement fédéral visant à instaurer un régime de permis. Nous croyons que s'il y avait eu discussion franche et honnête ainsi qu'une proposition du gouvernement fédéral visant à aider les gouvernements provinciaux pour établir des normes communes, nous serions beaucoup plus avancés que nous ne le sommes aujourd'hui.

M. Fox: Nous aimerions bien que les provinces adoptent des normes communes de ...

M. Otway: Dans ce cas, monsieur, proposer-le leur.

M. Fox: Vous savez, qu'il n'y a pas moyen de les y obliger. Le Code criminel ne nous confère pas le pouvoir constitutionnel d'imposer des tests de compétence ou autres examens du genre dans tout le pays. C'est la vie et c'est notre constitution.

M. Otway: Hier, le ministre des Pêches, en parlant de négociations internationales, a dit que la politique du gouvernement était de négocier dans la mesure du possible, plutôt que de prendre des décisions autocratiques concernant les pêches. Il me semble qu'au départ le gouvernement, plutôt que d'essayer d'y obliger les provinces, aurait dû négocier de bonne foi et faire preuve d'esprit de collaboration en adoptant de telles normes. S'il s'était heurté à une résistance, ce dont je doute, on serait parvenu au même point de façon beaucoup plus acceptable.

M. Fox: On pourrait discuter de tout cela, et comme je l'ai précisé tout à l'heure, il y a eu consultation au niveau des procureurs généraux. Je crois bien que vous faites tous partie de la Fédération nationale de la faune?

M. O'Keefe: De la Fédération canadienne de la faune.

M. Fox: La Fédération canadienne de la faune, c'est-à-dire la Fédération nationale. Il y a eu consultation avec cette Fédération, mais je crois comprendre que M. Nicholson entend différemment le mot «consultation».

M. O'Keefe: Pas avant que le projet de loi soit présenté, monsieur.

M. Fox: Il me semble que c'était avant que le projet de loi ne soit proposé, mais, en tout cas, le Comité entendra le ministre mardi et ...

M. Korchinski: Il s'agit d'un sujet différent, mais la consultation se poursuit.

M. Fox: Non, il y a bien des choses dans le projet de loi qui correspondent au point de vue de la Fédération canadienne de la faune. Il y a eu bien des changements.

[Text]

Mr. Motta: I followed the minutes very closely and I understand that the Canadian Wildlife Federation were represented at a meeting last June by Mr. Nicholson, where they were discussing registration, not the licensing procedure that you have in Bill C-83. I understand there had been a couple of letters back and forth between your department and the Canadian Wildlife Federation, but there was no what we would call meaningful consultation between the Canadian Wildlife Federation.

We would suggest, as Mr. Nicholson suggests, that when you sit down at the table across from each other and discuss the exact criteria that are going to be in the bill, as he had done at previous times with other Justice ministers, that is meaningful consultation. So it is just a matter of interpretation as to how much. We suggest there was not meaningful consultation.

Mr. Fox: Before the introduction of the bill. But, of course, before the introduction of the bill you can talk in terms of principles, of registration, against something else...

Mr. Woolliams: I do not think you should argue with the witnesses. They say there is no consultation. Mr. Fox, in supporting the Minister and the government, says there is. That is a debatable point and we could go on all day on that.

Mr. Fox: No, I do not want to belabour the point, either...

The Chairman: Actually, your time has expired, Mr. Fox. I think I will put you down...

Mr. Fox: Could I ask a last question, because the people from Saskatchewan brought up the point on the careless storage thing, that a number of people resent the standards in the bill. Would you not agree that there has to be something concerning careless storage? You know, careless storage is something that has been around for a long time. I would presume someone who stores his gun carelessly, be it in Saskatchewan or in Quebec or in any province of this country, is open to a civil action on the basis of negligence. Do you not think we ought to have some form of national standard?

You know, it is part of the education process to take something that is accepted by an association like yourselves. You are in favour of high standards of competence, you are in favour of high standards in the handling of weapons. Why would you be against, say, a legislative proposal that actually gives some bite to the standards that you yourselves have adopted and adhered to?

Mr. Pattinson: Mr. Fox, we are not against responsible storage of firearms. We believe as responsible gun owners we have a duty to be responsible. We believe that. We question one or two things in there. What is reasonable and cautious storage. If it is described, and I think the courts are probably going to rule on that, as where I keep my valuables, and if I keep my firearms where I keep the rest of my valuables, I would consider that to be reasonable and secure storage. If I am up north hunting and I am living in a tent and the rest of my valuables are in the tent and my firearm is in that tent, I would consider at that time that that would have to be reasonable and cautious storage. I do not think everyone should have to have a big vault with him.

[Interpretation]

M. Motta: J'ai lu attentivement tous les procès-verbaux et il me semble qu'en juin dernier la Fédération canadienne de la faune a envoyé son représentant, M. Nicholson, à une réunion où il a été question d'enregistrement mais non pas du système de permis dont il fait état au Bill C-83. Il me semble que votre Ministère et la Fédération canadienne de la faune ont échangé quelques lettres, mais, d'après nous, il n'y a pas eu ce qu'on pourrait appeler une consultation valable.

Comme M. Nicholson, nous proposons que vous vous rencontriez pour discuter des critères exacts contenus dans le bill comme cela a déjà été fait antérieurement avec d'autres ministres de la Justice et ça, c'est de la consultation de qualité. Quant à la quantité, tout dépend de ce qu'on entend par ce mot. Il nous semble qu'il n'y a pas eu de consultation de qualité.

M. Fox: Avant la présentation du projet de loi. Évidemment, avant la présentation du projet de loi on peut parler de principes, d'enregistrement, d'autres choses...

M. Woolliams: Je ne crois pas que vous devriez discuter avec les témoins. Ils disent qu'il n'y a pas eu consultation. M. Fox, appuyant le ministre et le gouvernement, dit le contraire. Cette discussion pourrait durer toute la journée.

M. Fox: Non, je ne veux pas prolonger inutilement le débat, mais...

Le président: A vrai dire, monsieur Fox, votre temps de parole est écoulé. Je vais mettre votre nom sur ma liste...

M. Fox: J'aimerais poser une dernière question parce que les gens de la Saskatchewan ont soulevé la question des armes mal entreposées et bon nombre de gens n'aiment pas les normes du bill. Ne croyez-vous pas qu'on devrait faire quelque chose concernant les armes mal entreposées? Vous savez, cela existe depuis longtemps. Que ce soit en Saskatchewan, au Québec ou ailleurs, celui qui fait preuve d'irresponsabilité lorsqu'il range une arme peut faire l'objet de poursuites civiles pour cause de négligence. Ne croyez-vous pas que nous devrions avoir une norme nationale à cet égard?

Vous savez, une association comme la vôtre accepte bien ce genre de chose, mais cela fait aussi partie de l'éducation. Vous êtes en faveur de normes de compétences plus sévères, vous êtes en faveur de normes plus strictes concernant le maniement des armes. Vous opposeriez-vous, par exemple, à une mesure qui donnerait du poids à des normes que vous avez adoptées vous-mêmes?

M. Pattinson: Monsieur Fox, nous ne nous opposons pas à ce que les gens fassent preuve de responsabilité lorsqu'ils rangent leurs armes à feu. Nous croyons que les personnes responsables doivent faire preuve de responsabilité. Nous le croyons. Il y a deux ou trois choses qui nous inquiètent. Qu'entend-on par ranger une arme avec précaution et de façon raisonnable. Les tribunaux décideront peut-être que la façon prudente et raisonnable de ranger son arme est de la ranger avec les autres objets de valeur que l'on possède et je crois bien que ce serait prudent et raisonnable. Cependant, si je suis à la chasse dans le Grand Nord, que je vis dans une tente et que mes autres objets de valeur se trouvent dans la tente ainsi que ma carabine, je crois bien que c'est une façon prudente et raisonnable de ranger mes affaires. Je ne me vois pas traîner partout un gros coffre-fort.

[Texte]

I draw your attention to the fact that in Saskatchewan there are literally thousands of farm homes that have never been locked, because they think it is unneighbourly to lock their homes. How do they keep their firearms safe and secure?

Mr. Fox: That is a question that is left up to the court to determine, what a standard of negligence is in a given community.

Mr. Pattinson: Right, I would agree with that.

Mr. Fox: I do not see what problem that would give you.

• 1050

Mr. Pattinson: While we are talking of that for just a second, you talk about the input on a federal licence that it should come from the provinces. The Canada Safety Council is either a government agency or it receives government assistance for safety programs and it does not even have a firearms safety course because they feel that the provinces are going such a good job on the teaching of firearm safety that they do not need to produce a course. What input has this department that works with your assistance had into that bill. I say none because they never produced a firearms safety course.

Mr. Fox: But are you against the careless storage provisions in the bill?

Mr. Pattinson: No, absolutely not.

Mr. Fox: I am a little concerned about the penalties.

Mr. Pattinson: Mr. Fox, we are against trying to legislate ethics. You cannot legislate education—this has been mentioned in the meetings prior to this—and education is the answer for this sort of thing.

Mr. Fox: Sure, but what do you do in the meantime, before you bring everybody up to the same standard? What do you do in the meantime? Where is the carrot, where is the stick to make sure that people comply? Do you not think we have to have some of that in there?

Mr. Motta: Section 86(b) of the present Criminal Code is quite adequate. If there is actual negligence by the part of the individual it is covered under Section 86(b). We suggest that section be retained and that you carry further with education.

Mr. Fox: I agree we should carry further with education.

Mr. Pattinson: Do you not agree that Section 86 should be retained?

Mr. Fox: Well, I cannot see why we would be against the careless storage provisions there which establishes a standard of . . .

Mr. Pattinson: It is already in the Criminal Code.

Mr. Fox: Well, if it is already in the Criminal Code, I do not see why you object to it.

Mr. Pattinson: We are not objecting to it but you are saying that you agree with education and not with that section. Do you object to it being in the Criminal Code?

[Interprétation]

J'aimerais vous signaler qu'il y a, en Saskatchewan, des milliers de maisons où personne ne barre la porte parce qu'on croit que c'est contraire à la bienséance du bon voisinage. Comment font-ils alors pour ranger leurs armes de façon prudente et raisonnable?

M. Fox: Ce sont les tribunaux qui décident des normes de négligence dans chaque collectivité.

M. Pattinson: D'accord, cela me va.

M. Fox: Je ne crois pas que cela puisse poser de problèmes.

M. Pattinson: Vous dites que les autorités provinciales devraient jouer un rôle dans la délivrance de permis fédéraux. Même le Conseil canadien de la sécurité, organisme d'État, ou qui touche des subventions pour ses programmes de sécurité, n'a pas estimé nécessaire de prévoir un cours sur le maniement des armes à feu, estimant que les provinces ont déjà fait le nécessaire. Ne venez pas me dire que cet organisme qui bénéficie de votre aide a contribué à l'élaboration du bill, étant donné qu'il n'est même pas arrivé à mettre au point un cours sur le maniement des armes à feu.

M. Fox: Vous êtes contre la disposition du bill relative aux armes à feu mal entreposées?

M. Pattinson: Pas du tout.

M. Fox: Ce sont les amendes qui me laissent perplexe.

M. Pattinson: A notre avis, la morale ne peut pas faire l'objet de lois, pas plus d'ailleurs que l'éducation qui est la réponse au problème.

M. Fox: Mais qu'allons-nous faire entre temps, avant que tout le monde ait suivi ces cours? Comment inciter les gens à respecter les règlements? Ne pensez-vous pas que ce soit une disposition nécessaire?

M. Motta: L'article 86 b) du Code pénal est tout à fait suffisant. Toute négligence, en effet, est assujettie à l'article 86b). C'est pourquoi nous proposons le maintien de cet article, tout en étendant les programmes de formation.

M. Fox: Je suis tout à fait d'accord en ce qui concerne la formation.

M. Pattinson: Vous ne pensez pas que l'article 86b) doive être maintenu?

M. Fox: Je ne vois pas de raison de m'opposer aux dispositions régissant l'entreposage négligeant.

M. Pattinson: C'est déjà prévu dans le Code pénal.

M. Fox: Dans le cas, je ne vois pas pourquoi vous vous y opposez.

M. Pattinson: Nous ne nous y opposons pas, mais c'est vous qui dites que vous êtes partisan de campagnes d'explications et non pas de cet article du code. Êtes-vous contre l'insertion de ces dispositions dans le Code pénal?

[Text]

Mr. Fox: No, not all. No.

Mr. Pattinson: Just, you would think that should be clarified. After all, it is your code.

Mr. Fox: It is not my code. It is the code of the Canadian people.

The Chairman: I think we will have to go on, Mr. Fox.

Mr. Woolliams is next.

Mr. Woolliams: Any act is, of course, subject to interpretation by the courts and that is where a lot of our case made law is. To show you how far courts have had to go, let me draw this example: in the old days before they had waterworks on the farms in the prairies, they had out-houses and out-houses were quite a distance from the house where you lived. The late Chief Justice Brown of Saskatchewan ruled that it was part of the dwelling house even though it was a half a mile away. I think the courts will be pretty reasonable but I think what you are suggesting—and I go along with you—is that we try to legislate something that is as reasonable and plain and explicit as possible when we are dealing with criminal law.

First, I think Mr. Blakeney said it would cost up to about \$50 a licence, for the cost of issuing a licence. Have your organizations done any research on what you believe it will cost the federal government to issue licences? The Minister is of the opinion that when the Orders in Council are drawn, there will be a licence issued to a person whether he has 50 guns or one gun or no guns. Have you done any work in ascertaining the cost because I think this is going to be a very sensitive part of the implementation of this bill.

Mr. Motta: May I reply to Mr. Woolliams?

The Chairman: Mr. Motta.

Mr. Motta: As a federation we have not done any research into this. The Attorney General of Saskatchewan, Mr. Romanow, the Deputy Premier suggested that it would cost \$25 to \$50 per licence to research the history of the persons and the guarantors for such a licence.

Mr. Woolliams: How do you think the public will react to that, particularly the rural public that use guns as a way of life?

Mr. Motta: Well they are extremely concerned about the cost but not only the cost in dollars. As Mr. Romanow pointed out, the cost—maybe I should read this:

More important is the time that would be consumed by police personnel to conduct inquiries and complete the administrative aspects of licensing.

This is the part that concerns our Attorney General and the police chiefs more than anything else and our federation more than anything else. It is the time lost in preventive police work. You can utilize that time or those dollar better by hiring more police personnel and the Canadian Association of Chiefs of Police have also said this. That is where the dollars should be spent, in preventive police work, not in administering a licensing program that we do not see as beneficial.

[Interpretation]

M. Fox: Pas du tout.

M. Pattinson: Vous trouvez que cela devrait être explicité. Après tout, c'est votre code.

M. Fox: Ce n'est pas mon code, mais celui du peuple canadien.

Le président: Vous avez épuisé votre temps, monsieur Fox.

La parole est maintenant à M. Woolliams.

M. Woolliams: Toute loi est susceptible d'être interprétée par les tribunaux, ce qui crée des précédents. Je vais vous donner un exemple: Au bon vieux temps, lorsque les fermes dans les Prairies n'avaient pas l'eau courante, les toilettes étaient assez éloignées des maisons d'habitation. Or, feu le juge Brown de la Saskatchewan avait néanmoins décidé qu'ils faisaient partie des maisons d'habitation, même lorsqu'elles se trouvaient à un demi-mille de celles-ci. Dans l'ensemble les tribunaux se montrent raisonnables, mais lorsqu'il s'agit de droit pénal, il faut essayer d'élaborer des lois aussi raisonnables, claires et explicites que possible.

M. Blakeney a dit que les permis reviendraient à \$50. Avez-vous calculé ce qu'il en coûterait au gouvernement fédéral de délivrer les permis? Lorsque les décrets en conseil auront paru, le ministre est d'avis que des permis seront délivrés aux intéressés, quel que soit le nombre d'armes à feu qu'ils détiennent. Avez-vous étudié la question du coût, un des points essentiels de la mise en œuvre du présent bill?

M. Motta: Puis-je répondre, à M. Woolliams?

Le président: Allez-y, monsieur Motta.

M. Motta: La fédération n'a pas étudié la question. Toutefois, M. Romanow, procureur général de la Saskatchewan et premier ministre adjoint, a dit que cela reviendrait de \$25 à \$50 par permis pour établir le dossier des requérants et des répondants.

M. Woolliams: Quel sera à votre avis la réaction du public, et en particulier des habitants des régions rurales pour lesquels les armes à feu font partie de la vie journalière.

M. Motta: Ce n'est pas seulement le coût que les inquiète. Ainsi M. Romanow dit ce qui suit:

Ce qui compte davantage encore, c'est le temps que la police devra consacrer aux enquêtes et aux tâches administratifs inhérentes au système de permis.

Voilà ce qui inquiète au tout premier chef notre procureur général, nos chefs de police, ainsi que notre fédération, à savoir le temps que la police devra consacrer à cette tâche, temps qui ne sera donc pas utilisé à empêcher le crime. Il vaudrait mieux utiliser cet argent pour engager du personnel de police supplémentaire, ainsi que l'Association canadienne de chefs de police l'a déjà dit. L'argent devrait être utilisé à du travail de police préventif et non pas à la mise en place d'un système de permis qui, à notre avis, ne servirait à rien.

[Texte]

Mr. Woolliams: How do you think the public will react to say that the licence is set anywhere from \$30 to \$50?

• 1055

Mr. O'Keefe: Mr. Chairman, I would suggest that there are so many unknowns in this factor. Mr. Basford and Mr. Allmand have apparently stated that Indians and people living north of a certain area or people whose jobs involve guns will not be required to pay that licence. Will the cost of issuing of all these licences be put back on the people who are required to take out that licence? This, I think, is a very important question. Assuming maybe that half the people in Canada were exempt by the suggestions that have been made, does this mean that it doubles the cost of the licences on the rest of us who happen to live in the southern half of the country and are very close to the enforcement and the people who are going to be listing this? In that case, we may be looking at \$60 to \$100. So until all these things are clarified, until we know who is exempt and who is picking up the tab on all of the trappers—the Indians and so on—we are kind of lost in coming up with even a dollar value.

Mr. Woolliams: Of course, we do not know what amendments they are going to move. I think the weakest part of this bill is the number of places in which they can legislate criminal law by Order in Council. That is the danger. And, of course, we know what governments' tendencies are. I am talking about all governments, I am not being partisan. It is set out at \$25 a licence fee and in five years it will be \$100. Things never go down they always go up.

The next thing—and I have read your brief—you have to remember that in the federal House here the government has a majority and governments and majorities tend to stand together. If they do not hang together they hang separately. They will likely hang together on this thing so you are likely going to get the bill in some form or another. Have you come up with any real, solid amendments so that you would say: well, I do not like the bill but if I got these things it would be a little better to live with. Do you have a list of amendments?

Mr. O'Keefe: One is suggested at the top of page 6 where we ask for a guarantee. Mr. Basford has stated that there is no worry about this. If he said it in the bill, we cannot find it, so we have made that one particular suggestion as more or less in the Canadian Bill of Rights.

Mr. Woolliams: Have you come up with any idea of an amendment for the definition of ammunition? You have to admit that the definition of ammunition in this badly drafted horrible bill is such that no one can live with it, not even he. Have you come up with any idea as to a new definition of ammunition?

Mr. Otway: It is in our brief.

Mr. Motta: Could I reply to Mr. Woolliams?

As a federation we feel there are so many areas that must be amended in this bill and it has been discussed in previous committee meetings. There are so many areas that must be amended that we seriously suggest to the Committee on Justice and Legal Affairs and Parliament that the gun control section be taken out of the bill and tabled for discussion between Mr. Fox of the Department of Justice, our federation and the other federations so that we can bring this legislation back and have real good legislation which we can support as a federation, as shooting people involved in the shooting sports, one that we can support, that the government can support and that the Opposition

[Interprétation]

M. Woolliams: Qu'est-ce que le public pensera de permis coûtant de \$30 à \$50?

M. O'Keefe: Cette question présente de nombreuses inconnues. M. Basford et M. Allmand auraient dit que les Indiens ainsi que les habitants du Grand Nord et les personnes dont le travail exige l'utilisation d'armes à feu seront exemptés de l'obligation d'avoir un permis. Est-ce que seules les personnes obligées d'avoir un permis en feront également les frais? Voilà une question fort importante à mon sens. Si la moitié des Canadiens était exemptée de cette obligation, cela veut-il dire que l'autre moitié vivant dans le sud du pays devrait payer deux fois plus pour ces permis? Dans ce cas, ils coûteraient de \$60 à \$100. Donc tant qu'on ne sait pas qui sera exempté et qui ne le sera pas, il est difficile de calculer le prix des permis.

M. Woolliams: Bien entendu nous ne savons pas quels amendements seront proposés. La possibilité d'appliquer des mesures pénales par décret en conseil constitue le point faible du bill, d'autant plus que nous connaissons les tendances du gouvernement, de tout gouvernement d'ailleurs. On commence par un permis coûtant \$25 et cinq ans plus tard, il coûte \$100. Car les prix ne font qu'augmenter.

Il ne faut pas oublier non plus que le gouvernement fédéral dispose d'une majorité à la Chambre et que dès lors le bill sera vraisemblablement adopté sous une forme ou une autre. Avez-vous pensé à présenter un amendement bien étayé qui nous faciliterait la vie?

M. O'Keefe: Nous en proposons un au haut de la page 6 où nous demandons une garantie. M. Basford a dit que cela ne pose aucun problème. Cette suggestion s'apparente d'ailleurs à la Déclaration des droits de l'homme.

M. Woolliams: Avez-vous une proposition pour modifier la définition des munitions? Vous conviendrez que la définition prévue dans ce bill mal rédigé est inapplicable dans la pratique. Avez-vous une autre idée?

M. Otway: Cela figure dans notre mémoire.

M. Motta: Puis-je répondre à M. Woolliams?

Notre fédération est d'avis que de nombreux paragraphes du bill doivent être modifiés, cette question a d'ailleurs déjà été débattue lors de précédentes réunions du Comité. Étant donné la multiplicité des amendements qui seraient nécessaires, nous vous suggérons de retirer le chapitre sur le contrôle des armes à feu et de mettre cette question en discussion entre d'une part, M. Fox du ministère de la Justice et, d'autre part, notre fédération ainsi que les autres fédérations intéressées, de façon à élaborer ensemble un projet de loi pouvant réunir les suffrages des amateurs d'armes à feu, de leurs associations, du gouvernement ainsi que de l'opposition. Il y a moyen d'élaborer un projet

[Text]

can support. We can have good legislation but it is going to take time to come up with the proper amendments. There is no way that even your Committee on Justice and Legal Affairs can do justice to the amendments that must be made to this bill. We seriously believe that. It is a matter of time. Let us take it out, discuss it, and then bring it back as good legislation.

Mr. Woolliams: I am not going to take any more of your time. I agree with you. We have heard dozens of briefs. They are being pushed and pushed and pushed in reference to time limitation. It would take almost a human computer, if not a computer, to go through all the suggestions in all the briefs, and analyse it with the various sections of the bill. I agree with you. That has been our position in the House, our position in the Committee. I am not going to take any more time. I agree with you 100 per cent.

And I appreciate your coming here and telling the government eyeball to eyeball exactly how you do feel and I might say to the government that hundreds of thousands of people, irrespective of what side of the fence they are on, feel exactly the way you do.

The Chairman: Thank you, Mr. Woolliams. The next questioner is Mr. Hugh Anderson.

Mr. Thompson: Mr. Chairman, I wonder if I could offer a comment.

The Chairman: Yes.

Mr. Thompson: I would just like to pass one comment to Mr. Woolliams. Not too long ago the gun committee of the American Senate produced figures that the cost factor in the United States for implementing gun control would be over 60 per cent of the total bill for police enforcement in the United States. In other words, they are talking better than \$420 million for one year.

The Chairman: Mr. Anderson.

• 1100

Mr. Anderson: Mr. Chairman, first I would like to congratulate the B.C. Wildlife Federation for the fact that largely due to their efforts, British Columbia has the most progressive legislation regarding hunting in Canada today.

I would like to ask Mr. Otway, how many years did it take you to get this up to the present level, sir?

Mr. Otway: I would say in the order of 20.

Mr. Anderson: About 20 years. I wonder, Mr. Otway, would it be a fair statement to say that even after 20 years of working with the provincial government, you consider the present legislation in British Columbia adequate?

Mr. Otway: No, sir. I think we made that quite clear in our brief. I submit to you, however, that unlike the federal government we were not in a position to offer the provincial government funding in order to have them bring in the type of legislation and operation we wanted, and I submit that that is a very significant difference.

Mr. Anderson: Right. In other words, would it be fair to say, Mr. Otway, that even after 20 years—as I said, I think you have the most progressive legislation in Canada—we would perhaps have to wait another 20 years in order to get up to the point you would like if you continued at the present pace? You are the most progressive and as a corollary to that, the provinces that have not come up to the standards we have in British Columbia have still that much farther to go.

[Interpretation]

de loi acceptable pour tous, mais cela prendra du temps. En effet, nous ne pensons pas que le Comité de la Justice et des Questions juridiques puisse à lui seul élaborer les amendements nécessaires, car cela exigerait beaucoup de temps.

M. Woolliams: Je suis tout à fait d'accord avec vous. Nous avons déjà entendu des douzaines de mémoires. Or, nous devons faire vite car le temps nous presse. Il faudrait un ordinateur pour étudier convenablement toutes les suggestions qui nous ont été faites et les comparer aux articles du bill auxquels elles se rapportent. Je suis donc tout à fait d'accord avec vous.

J'apprécie beaucoup le fait que vous soyez venus ici pour dire franchement au gouvernement ce que vous pensez du bill; le gouvernement doit bien savoir que des centaines de milliers d'autres gens partagent notre avis, indépendamment de leurs convictions politiques.

Le président: Je vous remercie, monsieur Woolliams. La parole est maintenant à M. Hugh Anderson.

M. Thompson: Monsieur le président, pourrais-je ajouter un mot?

Le président: Allez-y.

M. Thompson: Il n'y a pas longtemps, le comité des armes à feu du Sénat américain a cité des chiffres prouvant que le coût de l'instauration d'un programme de contrôle des armes à feu dans ce pays représenterait 60 p. 100 du coût total des frais de police aux États-Unis. Cela reviendrait à plus de 420 millions de dollars par an.

Le président: Monsieur Anderson.

M. Anderson: Monsieur le président, je tiens tout d'abord à féliciter la B. C. Wildlife Federation puisque, grâce à ses efforts, les lois régissant la chasse en Colombie-Britannique sont les plus avancées du pays.

M. Otway pourrait-il me dire combien de temps il a fallu pour en arriver là.

M. Otway: Ving ans environ.

M. Anderson: Après 20 ans de travail en commun avec les autorités provinciales, vous estimez que la loi actuelle de Colombie-Britannique est bonne?

M. Otway: Non, pas du tout; nous l'avons d'ailleurs expliqué dans notre mémoire. Mais il ne faut pas oublier que, contrairement à ce qui se passe au niveau fédéral, nous n'avons pas de fonds à offrir au gouvernement provincial pour lui permettre d'élaborer les lois qui répondraient à nos désirs.

M. Anderson: Et il nous faudrait sans doute attendre encore 20 ans pour en arriver à une situation que vous trouveriez acceptable si on continue au rythme actuel n'est-ce pas? La Colombie-Britannique étant à l'avant-garde, les autres provinces ont un chemin encore plus long à parcourir.

[Texte]

I wonder if it would be fair to say that if we left it with the provincial government, noting their actions in the past—do you think the federal government should have any responsibility to bring the other provinces up to a higher standard, or is it your opinion that this should be done on the basis of progression? So it takes another 20 or 40 years to bring them up, we should keep our nose out of it. I wonder if you could comment to the Committee.

Mr. Otway: No, sir. I think we have made it plain that we are unhappy with the 20 years it has taken us. We would be most unhappy with a further 20. Again I submit to you that the main drawback, as it is with any government when you are trying to get them to do anything, except what they wish to do, such as buying airplanes or such—funding is a problem. I would submit to you that the suggestion has been made of \$30 to \$50. There are three million gun owners in Canada. You are talking in the neighbourhood of \$100 to \$150 million in costs, and we estimate that would be a minimum. I would suggest to you that for a percentage of that, something in the order of 10 per cent, \$1 million or less to the provinces each would be a strong incentive.

It would be more than a strong incentive. I guarantee that if I went to the British Columbia government with \$1 million in my pocket to bring up our standards in British Columbia to what they need to be—I submit to you that our discussions with that government and with the officers in charge of implementing it suggest that we are looking somewhere in the neighbourhood of \$250,000 to \$500,000 to bring it up to that standard—that could be accomplished overnight.

If the federal government had made an honest effort on that basis to consult with the provinces, I submit to you that we would not have to wait 20 years. In fact we would be in that position today, rather than having to force it upon them on an over-all basis which we object to. We think we can utilize the systems that exist at much less cost and as a more efficient method to the Canadian taxpayer.

Mr. Anderson: Mr. Chairman, I would only point out to you—I think probably you are right in the case of British Columbia, Mr. Otway. I think you are correct and bang on, as to your statement. But then I read the letter from the Attorney General of Saskatchewan, and I seem to have not the same philosophy. I do not think he is expressing the same philosophy as you are, about what has happened in the province of British Columbia. I submit to you that part of our problem is this very fact, that all provinces do not perhaps look at it in the same way as we do in British Columbia.

I would also like to comment on the fact of the cost and time, which has been mentioned by the Saskatchewan representative and which I can understand. There is an inconvenience there, but when the bill does come forth, if the cost per licence is in the neighbourhood of \$5 a year, I submit—and I would like your comments—I do not think that is outrageous. I do not think that is something that the gun owner cannot live with. I think that a \$5 or \$6 fee per year, or in that neighbourhood, and as you know, they are based on five years so that you do not have to go every year and get one. It will be for a five-year period. I do not think that is onerous. I wonder, if we are talking about that level, whether you feel that is onerous.

[Interprétation]

Compte tenu de ce que les provinces ont fait jusqu'à présent dans ce domaine, pensez-vous qu'il incombe au gouvernement fédéral d'obliger les autres provinces à respecter certaines normes ou bien de ne pas se mêler de cette affaire.

M. Otway: Nous avons dit clairement que 20 ans c'était trop et qu'il fallait éviter surtout d'attendre encore 20 ans. La question d'argent constitue la principale pierre d'achoppement chaque fois que le gouvernement doit faire quelque chose, sauf lorsqu'il s'agit d'acheter des avions. On a dit que le permis coûterait de \$30 à \$50. Comme 3 millions de Canadiens environ possèdent des armes à feu, cela coûterait de 100 à 150 millions de dollars au minimum. Or si 10 p. 100 soit 1 million était versé aux provinces, cela représenterait un encouragement très sensible.

Je puis vous assurer que si j'offrais 1 million de dollars aux autorités de Colombie-Britannique pour améliorer les normes, ce serait fait en un rien de temps.

Si le gouvernement fédéral avait réellement consulté les provinces, nous n'aurions pas dû attendre 20 ans. Nous n'aurions pas dû non plus imposer un système de contrôle, les mesures actuellement en vigueur peuvent être conservées, cette solution serait bien plus efficace et économique.

M. Anderson: Vous avez raison, monsieur Otway, en ce qui concerne la Colombie-Britannique. Par contre je ne suis pas d'accord avec le procureur général de la Saskatchewan qui ne semble pas voir la situation de la Colombie-Britannique du même point de vue que vous. La difficulté c'est justement que toutes les provinces ne sont pas d'accord sur cette question.

Je voudrais également dire quelques mots concernant la question de temps et d'argent évoquée par le député de la Saskatchewan. Si le bill est adopté et le prix des permis fixé à \$5 par an, je ne pense pas que ce soit tellement exagéré. Cela ne devrait pas dépasser les moyens des propriétaires d'armes à feu. Les permis coûteraient de \$5 à \$6 par an, et seraient valables pour 5 ans, ce qui n'est pas exagéré. J'aimerais savoir ce que vous en pensez.

[Text]

Mr. Pattinson: One of the things that you should take notice of in Saskatchewan is that we have a unique problem in Saskatchewan where 3 per cent of our population cause 83 per cent of the deaths, and the very people who are causing those deaths are the people that you are going to absolve from any responsibility in this.

Mr. Anderson: Who is that, sir?

• 1105

Mr. Pattinson: The native population of Saskatchewan.

Mr. Anderson: Sir, I first of all would question whether it is the intent of the legislation to absolve anyone from this legislation at the present time.

I think you might be misled in the fact that it was I myself who asked the native people what they felt regarding a demarcation line such as north of 53° for exemption. It was not the government; it was a private member. However, the government...

Mr. Woolliams: That is no reason to absolve the government.

Mr. Anderson: Mr. Woolliams, I think you are giving me more credit than perhaps I should have.

Mr. Motta: Could I make a reply to Mr. Anderson? He has suggested that if the fee is \$5, would we not find it acceptable? The fee of \$5 may be acceptable dollarwise but the part we tried to emphasize was that the time that would be consumed by police personnel in going out to research the history of the guarantors, research the history of, say, myself to see whether I would be fit, that sort of time that could be used in preventive police work is very important. When this bill was brought forth, it was brought forth to protect society against crime, to try to save more lives, and we really sincerely suggest that if the police are going to do that—and that is why we have police forces—they must be doing that and not writing out papers, filling out forms, checking out the emotional stability of people in the society who are reasonable people—that sort of thing. That is the part we really object to, and so do the Saskatchewan police chiefs and our Attorney General.

Mr. Anderson: Mr. Chairman, in other words, if that were not a problem you would feel more assured that the legislation could be implemented on a reasonable basis. In other words, we have had testimony from the RCMP that it will not be onerous upon their system. We already have registration for handguns in Canada which I have heard no basic complaint about from various groups. In other words, this has existed for a number of years, since 1933 or 1934. This has not proven to be a drain upon the man-hours of the RCMP or the various provincial police forces. They have come here and testified that it would not be an onerous burden upon them. Therefore, if they say it will not be, why do you feel it will be? Their testimony says it will not be and they are the people who are going to be doing it.

Mr. Motta: The *Minutes* that I read on one of the gentlemen that appeared before your Committee said that several of the registrars of firearms across Canada were not in agreement with this proposal and felt that it was not going to do what it was intended to do. It is right in the *Minutes*.

[Interpretation]

M. Pattinson: Il ne faut pas oublier qu'en Saskatchewan, alors que 83 p. 100 des meurtres sont imputables à 3 p. 100 seulement de la population, ces personnes sont entièrement déchargées de leurs responsabilités.

M. Anderson: De qui s'agit-il?

M. Pattinson: Des autochtones de Saskatchewan.

M. Anderson: Je ne pense pas qu'il soit question d'exempter quiconque des dispositions de cette loi.

Vous m'avez peut-être mal compris lorsque j'ai demandé aux autochtones ce qu'ils pensent d'une ligne de démarcation aux fins de l'exemption qui suivrait par exemple le 53° degré de latitude nord. Ce n'est pas le gouvernement qui a posé la question mais moi, en tant que député.

M. Woolliams: Ce qui n'exonère nullement le gouvernement.

M. Anderson: Monsieur Woolliams, vous me faites plus d'honneur que je ne le mérite.

M. Motta: Ce n'est pas les \$5 pour l'obtention d'un permis qui pose des problèmes mais le temps qui serait consacré par la police pour établir les dossiers des répondants et des requérants. L'objet du présent Bill est de protéger la société contre le crime et d'épargner des vies innocentes. C'est à cela que la police doit consacrer son temps et non pas à remplir des formulaires, vérifier l'état mental de citoyens respectables etc. Voilà ce que nous ne pouvons accepter, pas plus d'ailleurs les chefs de police de la Saskatchewan et notre Procureur général.

M. Anderson: Donc mise à part cette question, vous estimez que ce projet de loi pourrait être mis en œuvre de façon raisonnable. Or, la Gendarmerie royale du Canada a expliqué que cela ne lui prendrait pas beaucoup de temps. Nous avons déjà un système d'immatriculation pour les pistolets, système qui n'a pas suscité de réclamations. Depuis son introduction en 1933 ou 1934, sa mise en œuvre n'a pas exigé un temps excessif, ni à la Gendarmerie royale ni aux forces de police provinciales, lesquelles nous ont assuré que la mise en place du nouveau système lui non plus n'exigerait pas trop de temps. Pourquoi dites-vous le contraire, alors que la police elle-même ne le pense pas.

M. Motta: J'ai lu qu'un de vos témoins a dit que plusieurs registraires d'armes à feu n'étaient pas d'accord avec le Bill, estimant qu'il ne remplirait pas ses objectifs. C'est ce qui figure dans le procès-verbal de vos réunions.

[Texte]

Mr. Anderson: I do not want to get into a debating point on that. I merely say that because of the fact that those two items have been brought up by several groups, of the time and the money involved, I think in my own mind—and, of course, we are going to be monitoring this as it goes along, but if that is not the case, then I would suggest that perhaps there will be less opposition if it can be brought in in a form that will be acceptable to us.

Mr. Motta: Yes.

Mr. Anderson: I do not think there is any member of this Committee who wants first of all to penalize—and when we are talking \$50, \$75 or \$100, I would say that was a penalty. If it can be kept to a reasonable amount, as I suggested, \$5, \$6, \$7, in that neighbourhood, I do not believe that is onerous and I think many of us on the Committee would have a strong objection if we did get in a situation where these fees provided a hardship and were in fact a penalty for the law-abiding citizen.

The Chairman: Mr. Anderson . . .

Mr. Anderson: We have a five-year licence in British Columbia for a driver's licence which runs at \$5 a year. If it went up to \$10 I do not think it would be onerous. Hopefully Parliament will be reasonable on this and try and take some of these cares away.

The Chairman: Mr. Otway wants a chance to make a comment on this.

Mr. Otway: Yes, Mr. Chairman. Mr. Anderson, you addressed your original question to me. With regard to the fee system, I think we get hung up on the fee and whether it is onerous or not. I would submit that if you charge a \$1, a \$2, a \$3 or a \$5 fee you are basically avoiding the fact that it is going to cost the taxpayer, in one form or another, a great deal more. Unfortunately—and I blame no government; it is the same in private industry or anywhere else—bureaucracies have a tendency to sustain themselves and grow in direct relation to the degree that they feel their importance becomes as they grow.

• 1110

You have in front of you, I believe, the photocopy of the three licences that are now required in British Columbia; those cost me \$18.50 plus additional if I want to utilize any species in hunting. Regardless of what you charge the gun owner, the cost will be higher for the taxpayer, and the gun owner or licenser is also a taxpayer. Our point is that there is going to be a time factor for the police, and I think Mr. Michie would comment on his indications from the RCMP. You are talking to the directors and the heads of the department when you have them here. I would suggest that they are government civil servants and there is a degree of statement that they can make in public, and that they cannot make. The money that is going to be funnelled into this system: a percentage of it would be far better served because, as admitted by everybody here, I think, in all the testimony I have seen, the upgrading of the competency in the systems within the provinces is necessary. That is going to mean more funding because we are putting a great deal of additional funding into a federal system. We are going to be back to the 20-year factor you have been talking about to bring our provincial standards up in competency because there will not be funds available. We submit that regardless of the fee to the individual, utilizing the systems that exist, upgrading them and channelling funds into them, will leave additional funds available to

[Interprétation]

M. Anderson: J'en parle simplement parce que plusieurs groupes ont déjà soulevé la question du temps et de l'argent que cela exigerait. L'opposition serait sans doute moindre s'il y avait moyen de trouver un système acceptable pour tous.

M. Motta: En effet.

M. Anderson: Aucun membre du Comité ne tient à pénaliser les propriétaires d'armes en leur faisant payer \$50, \$75 ou \$100 pour un permis. Je ne pense pas qu'un paiement de \$5, \$6 ou \$7 soit excessif et que l'on puisse parler de contraintes à l'égard de citoyens respectueux de la Loi.

Le président: Monsieur Anderson.

M. Anderson: La Colombie-Britannique délivre des permis de conduite valables pour 5 ans et coûtant \$5 par an. Même si ce montant était porté à \$10, ce ne serait pas excessif. J'espère que le Parlement se montrera raisonnable de façon à apaiser ces inquiétudes.

Le président: M. Otway voudrait vous répondre.

M. Otway: C'est le fait même de devoir payer le permis et non pas le montant qui compte. Même si les permis ne coûtent pas plus de \$5, vous oubliez que d'une façon ou d'une autre cela reviendra beaucoup plus cher aux contribuables. Malheureusement dans le gouvernement aussi bien que dans le secteur privé, les bureaucraties ont tendance à s'enfler au fur et à mesure qu'on leur confie des attributions.

On vous a remis une photocopie d'un des trois permis actuellement exigés en Colombie-Britannique; ces permis coûtent \$18.50 et un supplément est exigé dans les cas particuliers. Donc quel que soit le coût du permis, cela reviendra en dernière analyse plus cher aux contribuables au nombre desquels se trouvent également les possesseurs d'armes à feu. Il ne faut pas oublier en effet que la police devra consacrer du temps à cette question. M. Michie pourra vous dire quelque chose concernant la Gendarmerie royale du Canada. Ceux qui ont comparu devant vous étaient des directeurs et des chefs de département. Or en tant que fonctionnaires, ils ne peuvent pas tout dire publiquement. Il vaudrait beaucoup mieux utiliser l'argent que coûterait pareil système à améliorer les systèmes provinciaux. La mise en place ou le financement d'un système fédéral de permis retardera de vingt ans encore l'amélioration des normes provinciales. L'essentiel c'est à mon avis d'améliorer les systèmes existants en améliorant leurs moyens financiers et non pas de les retarder d'encre au moins 20 ans.

[Text]

aid in the upgrading and the assistance to the competency programs, and not put them back another 20 years. And that is the factor.

Mr. Anderson: I understand what you are saying, Mr. Otway. I think Mr. Basford has indicated on several occasions that our program will not stop with Bill C-83. We want a better educational program within the provinces. The Minister has indicated that he would also be very willing to work with the provinces to try and upgrade the handling of firearms within provinces. I think basically his idea is to try and dovetail federal and provincial so that we upgrade it for everybody.

As I think has been indicated here today, all of you people are concerned about the use of guns in Canada. We might disagree on some of the methods that are used, but I think your concern is our concern also.

By the way, thank you very much for the very, very good briefs that were presented here today. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Anderson.

I next have Mr. McCleave, followed by Mr. Leggatt, Dr. McIsaac and Mr. Korchinski.

Mr. McCleave: Thank you, Mr. Chairman.

I wonder what the gut reaction of our excellent witnesses this morning would be to a \$50 licence?

Mr. O'Keefe: With the present circumstances, sir, we do not think it is going to do much good, so we would object. If we thought it was going to do some good, then the objections would decrease with the amount of good we thought it was going to do, as Mr. Otway has said.

I have, in the last 18 months, in a capacity with the Canadian Wildlife Federation, visited all provinces. I have talked with either the ministers, the deputies, or the directors in each province. They are all concerned, I think, with guidelines and funding. They would be prepared to assist. The vehicle is all set up; it is a case of, Will it do any good?

Mr. Bezanson: May I comment on that, Mr. Chairman?

The Chairman: Yes.

Mr. Bezanson: With regard to that question, this would automatically cause all the little old ladies to turn in the family heirloom for destruction because they still do not know that it may be worth \$5,000, and neither does the government.

I would totally oppose a heavy licence because I see this whole bill, as proposed, as counterproductive. It will be counterproductive in the political sense. It will create a great deal of rancour among many segments of the population. Any fee at all for our junior programs could turf kids out because they have to pay the increasing costs of ammunition to get their training; they should bear no fee whatsoever. A licence fee for owners makes no sense when the owners simply have an antique, and until this bill defines an antique adequately and exempts them, I have to oppose any such suggestion.

[Interpretation]

M. Anderson: M. Basford a indiqué à plusieurs reprises que nos efforts ne s'arrêteront pas au Bill C-83. Nous tenons en effet à ce que les provinces mettent en place un meilleur système de formation de d'explication. Le ministre a également fait savoir qu'il serait disposé à coopérer avec les autorités provinciales pour améliorer les cours de maniement d'armes à feu enseignés dans les provinces. D'après le ministre, il faut imbriquer les efforts fédéraux et provinciaux pour améliorer le système dans son ensemble.

Vous semblez tous préoccupés par la question de l'utilisation des armes à feu au Canada. Même si nous ne sommes pas d'accord sur les méthodes utilisées, nous partageons néanmoins cette préoccupation.

Je tiens à ce propos à vous remercier de l'excellent mémoire que vous avez présenté. Je vous remercie monsieur le président.

Le président: Je vous remercie monsieur Anderson.

La parole est maintenant à M. McCleave suivi par MM. Leggatt, McIsaac et Korchinski.

M. McCleave: Je vous remercie monsieur le président.

Qu'est-ce que notre témoin penserait d'un permis qui coûterait \$50?

M. O'Keefe: Cela ne servirait à rien dans les circonstances actuelles, nous trouvons pareille suggestion inacceptable. Si cela pouvait être utile, nous pourrions changer d'avis.

En tant que membre de la Fédération canadienne de la faune, j'ai parcouru toutes les provinces du pays au cours des dix-huit derniers mois. Je m'y suis entretenu soit avec les ministres, les sous-ministres ou les directeurs responsables de chaque province. Ils sont tous préoccupés par les directives et les moyens de financement et ils seraient prêts à aider mais la question est de savoir si cela servirait à quoi que ce soit.

M. Bezanson: Puis-je répondre monsieur le président?

Le président: Allez-y.

M. Bezanson: Pareille mesure inciterait simplement les vieilles dames à détruire les objets de familles, ne sachant pas qu'ils peuvent valoir \$5,000, pas plus que le gouvernement d'ailleurs.

Je m'oppose catégoriquement à l'introduction d'un permis très coûteux car à mon avis ce bill ne servirait à rien, sauf à susciter de graves mécontentements dans certains groupes. Pour ce qui est des jeunes qui suivent les cours de tir, ils devraient être totalement exemptés des paiements qui risqueraient de leur faire abandonner leur entraînement car ils doivent déjà faire face à l'augmentation des prix des munitions. Par ailleurs c'est idiot de faire payer un permis à ceux qui possèdent des armes anciennes; il faut donc que les armes anciennes soient définies convenablement et exemptées de tout paiement.

[Texte]

Mr. McCleave: All right, with the exception of the antique supposing that it can be exempt from any licensing, what about your reaction then to \$50 per licence?

• 1115

Mr. Bezanson: I agree with the gentleman from Alberta. I think I can see absolutely no potential for any real achievement in this bill. I do not think it is aimed at crime or that it will affect crime one iota. About the contention that it will eliminate some of the killings in the home, well, as the gentleman from Saskatchewan pointed out, most of these killings in his province occur among the Metis or the Indian population. Most of the guns that have been used in this sort of killing on the reservations and among the bottom echelons of our society have been those confounded 303's that the Government of Canada itself has put on the market for a few dollars. They have been very heavily employed in this manner and they should never have been on the market. There are also the guns that are used by the people who do not fit into our conservation systems, those who are the game destroyers and the wasters.

Mr. McCleave: Has anybody else any reaction to what I can the \$50 question, Mr. Chairman?

Mr. Pattinson: Well, I would just like to comment on it. I think the bill is obviously not put there to impose any restrictions on the criminal. So you go through the information from Statistics Canada for 1974, which were the last we have available, you get it down to the domestic quarrels or domestic strife wherein 55 people were killed with rifles and shotguns. It does nothing for the suicides. Out of those 55 people killed by the rifle and the shotgun, it is very doubtful that any of those people whose death resulted from a violent argument or quarrel in the home could not have qualified for the licence. So, regardless of what the licence cost—even if it were free—is the bill going to do anything good to prevent those deaths? And as far as \$50 or \$60 for the licence is concerned, I do not think the people of Canada are going to put up with it.

The Chairman: Mr. Otway, then Mr. Thompson and maybe others.

Mr. Otway: I would just, echo Mr. O'Keefe's statement. I think probably from your point and some of the members, the general gun owning citizenry would be very upset and very opposed to a fee in that line. As Mr. O'Keefe has stated, if it is felt that there would be a useful purpose served and although we might object, we would acknowledge and accept the fact that some useful purpose was being served. However, in that kind of a fee system and what has been placed before us so far to consider, we do not see that use and we would object to that sort of a fee.

The Chairman: Mr. Thompson.

Mr. Thompson: I would like to reverse the question, sir, and ask you the \$50 question. Why would you impose a \$50 fee?

Mr. McCleave: Oh, I would not impose a \$50 fee. I am just asking your reaction to a \$50 fee. Obviously some figure such as that is going to be set.

The other question I would like to have for our witnesses this morning is this, but before I put the question I note that the Standing Joint Committee on Regulations and Other Statutory Instruments is meeting this afternoon at 3:30. They have made the points over and over, and brilliantly, about the dangers of Order in Council intrusion in the criminal field. The documentation I hold in my hand is what is going to be considered there this afternoon. I find

[Interprétation]

M. McCleave: Supposons que les armes antiques seront exemptées, que pensez-vous d'un permis coûtant \$50?

M. Bezanson: Je suis d'accord avec les délégués de l'Alberta et comme eux, je ne vois pas ce que le présent bill pourra réaliser de positif. Je ne trouve pas qu'il puisse réduire la criminalité. Pour ceux qui prétendent qu'ils réduiraient le nombre de crimes domestiques, la plupart de ces meurtres dans la province de la Saskatchewan sont le fait de Métis ou d'Indiens. La plupart des armes à feu utilisées pour ce genre de meurtres soit dans les réserves, soit dans les bas fonds de la société, sont justement des fusils de calibre 303 que le gouvernement fédéral a lui-même lancés sur le marché pour quelques dollars à peine, alors qu'ils n'auraient jamais dû être mis en circulation. Les fusils sont également utilisés par ceux qui ne respectent pas notre politique de conservation et qui détruisent gratuitement la faune.

M. McCleave: Un autre témoin aurait-il quelque chose à dire concernant un permis coûtant \$50?

M. Patterson: A mon avis, le présent bill ne cherche nullement à entraver les criminels. Ainsi, d'après Statistique Canada, en 1974, 55 personnes ont été tuées à l'aide de carabines de fusils de chasse, lors de disputes familiales. Sur ces 55 victimes, la plupart auraient probablement reçu un permis. Donc, même si les permis devaient être délivrés gratuitement comment voulez-vous que le bill empêche ces morts? Par ailleurs, je ne pense pas que les Canadiens acceptent de payer \$50 ou \$60 pour un permis.

Le président: La parole est à M. Otway et ensuite à M. Thompson.

M. Otway: Je voudrais répéter ce que M. O'Keefe vient de dire. Les personnes qui possèdent des armes à feu seraient certainement scandalisées d'avoir à payer tellement d'argent pour obtenir un permis. Si au moins comme M. O'Keefe l'a expliqué cela pouvait servir à quelque chose d'utile; mais tel n'est pas le cas. Et c'est pourquoi nous ne pouvons accepter de devoir payer tellement pour un permis.

Le président: Monsieur Thompson.

M. Thompson: Pourquoi voudriez-vous imposer un montant de \$50 pour un permis?

M. McCleave: Je ne veux pas l'imposer, je voulais simplement savoir ce que vous en pensez, car ce sera sans doute le montant prévu.

Avant de poser d'autres questions, je vous signale que le Comité permanent conjoint des règlements et textes réglementaires se réunira cet après-midi à 15 h 30. Or, le Comité a signalé à maintes reprises le danger que représente le recours au décret en conseil dans le domaine du droit pénal. Ces documents-ci feront l'objet de la réunion du Comité de cet après-midi. Les choses peuvent aller très loin lorsque les gouvernements ont recours au décret en

[Text]

some amazing things go on when government gets itself into the fields of orders in council. That meeting is to be held in Room 112N and I think it might be of interest if some of the wildlife people did get there and it would perhaps reinforce the case that they are making to the public.

What I would like to ask them, however, is this. Assume that we do have to bite the bullet, that somehow this legislation, despite the better inclinations of at least my associates and our opposition to it, does go through in substantially the form it is now and those powers are left with the Governor in Council, obviously there should be at least a bridge over some troubled waters when the Governor in Council rolls up its collective shirtsleeves and starts to work on regulations. Is the Canadian Wildlife Federation the appropriate body for a consultation between the Governor in Council and those who are in the sporting use of arms? I realize that the consultation has not been good up to this point. There was a perfunctory one with Col. Nicholson on perhaps a side issue and not the main issue. Perhaps government itself will have learned from the protests from you people that there should at least be some kind of partnership discussion in this field. Is the Canadian Wildlife Federation the appropriate vehicle?

The Chairman: Mr. O'Keefe.

• 1120

Mr. O'Keefe: Yes, sir. I am a vice-president of the Federation and this has been discussed on a number of occasions. The Federation in itself takes a broad look at the problems of the whole country and their brief did not consider what might be minor or regional disparities in this bill. While I think initially the Canadian Wildlife Federation would be the one for it to be discussed, with as they were here before this Committee, I do feel that the provinces, where there are 10,000 to 25,000 members within a province, should also be consulted on the things that come up within a province that are not maybe of national concern but are of valid concern within that province. I think your answer is yes and no. They should be consulted, whether first or last, but the provinces should also be consulted.

The Chairman: Mr. Bezanson.

Mr. Bezanson: I would like to suggest that some of the collector groups that appeared here yesterday should be included, as those were very fine briefs. Probably the Ontario Arms Collectors are the largest group, but no consultation on this should go forward without having responsible collectors represented.

Mr. White: I feel also that the Shooting Federation of Canada, which represents the target shooting fraternity of Canada, should be consulted. They represent a fairly large segment of the Canadian population and, to the people who are opposed to hunting or the taking of wildlife, a good number of the target shooters have never hunted in the field. They are strictly target shooters.

Mr. Michie: It is my feeling, sir, that some input should be received from the retail trade, from repair shops and people who are concerned in that respect with firearms in Canada.

Mr. McCleave: Perhaps I could note for the record what I have found in my examination of the field of regulations. It is a pretty murky field, and our chairman is perhaps the most expert man on Parliament Hill in that regard because he did head up a special parliamentary committee that studied the matter a number of years back.

[Interpretation]

conseil. La réunion aura lieu dans la pièce 112-N et il serait peut-être bon que des membres de la fédération canadienne de la faune y assistent pour prêter main-forte au Comité.

Si, en dépit de notre opposition, le bill est néanmoins adopté plus ou moins dans sa forme actuelle, en attribuant ces pouvoirs au gouverneur en conseil, il faudrait au moins prévoir un moyen de médiation. La Fédération canadienne de la faune pourrait-elle servir d'intermédiaire entre le gouverneur en conseil et ceux qui utilisent les armes à feu en tant que sport. Je sais que jusqu'à présent les consultations n'ont pas donné grand-chose. On a consulté le colonel Nicholson purement pour la forme, et encore sur une question d'importance secondaire. Il faut espérer qu'à l'issue de vos protestations, le gouvernement aura au moins compris que la concertation est indispensable dans ce domaine. Est-ce que la Fédération canadienne de la faune serait le groupe indiqué?

Le président: Monsieur O'Keefe.

M. O'Keefe: Je suis le vice-président de la Fédération et c'est une question qui a déjà été débattue à plusieurs reprises. La Fédération a étudié le problème du point de vue national plutôt que régional. J'estime qu'en premier stade, le dialogue devrait être engagé avec la Fédération canadienne de la faune; mais par la suite le gouvernement fédéral devrait également consulter les provinces sur les questions d'intérêt local.

Le président: Monsieur Bezanson.

M. Bezanson: Il faudrait également consulter les associations de collectionneurs d'armes qui ont comparu devant vous et qui vous ont remis d'excellents mémoires.

M. White: Il faudrait également consulter la Fédération des tireurs à la cible du Canada qui compte de nombreux adhérents lesquels, en général, s'opposent à la chasse et s'occupent uniquement de tir à la cible.

M. Michie: Il faudrait également consulter les marchands d'armes à feu ainsi que les réparateurs.

M. McCleave: J'ai constaté que les réglementations en matière d'armes à feu sont extrêmement embrouillées; d'ailleurs le président de notre Comité est certainement l'homme le mieux qualifié du Parlement dans ce domaine, ayant présidé à un comité spécial chargé d'enquêter sur cette question il y a quelques années.

[Texte]

It is the practice in some government departments, unfortunately not in all, to go to those who will be the victims—if I can put it as broadly or bluntly as that—of the regulations or the orders in council or the directives or the statutory instruments or whatever you wish to call them. It is a practice to have at least some kind of consultation beforehand, which tends to iron out, at least, or prevent awful mistakes occurring initially. So if we have to be faced with a lot of order-in-council making with regard to amendments to the Criminal Code, if it is pushed on us willy nilly, then at least I hope the Minister of Justice and the Solicitor General will heed you people and will set up some proper kind of conference system.

The Chairman: Thank you, Mr. McCleave. Mr. Leggatt.

Mr. Leggatt: Thank you, Mr. Chairman. First of all, I would like to congratulate both Doug Michie and Bill Otway, who are old friends of mine, for coming.

An hon. Member: Oh, really?

Mr. Leggatt: Oh, yes. We may not agree on everything, but they are old friends of mine.

I think there have been some very positive things put forward that I hope will be incorporated in the bill. The problem I have is that the fundamental principle of arms licensing, the ownership-licensing provision, I think is key to the bill. Maybe I could ask Bill Otway first. Are you still opposed to the concept of the ownership-arms-licensing principle under proposed Section 106?

Mr. Otway: As it is outlined under proposed Section 106, yes. You are posing two separate questions there. Are you opposed to the ownership-licensing principle? I would say no, basically; as under 106, yes. There is a great difference, as we have pointed out.

• 1125

I think also that it should be recognized that while you can implement a law requiring ownership licensing, your ability to utilize it and to make it effective is about nil, as with the present situation with regard to the registration of handguns. It is a bit of a fallacy.

The user situation we feel is more desirable, if it was possible. The owner situation has some benefits but you should recognize that the police reports from Toronto pointed out quite clearly that there are, in their estimation—and I think they have a reasonable handle on this situation—approximately at least as many, and probably twice as many, unregistered handguns in Toronto, and, I would submit, throughout Canada, as there are registered.

To impose something on an owner who has it within his dwelling, you in fact have no ability to ascertain that they have it—which we feel is reasonable under Canadian law, as the right of privacy is sacred. Without entering the home and making a house-to-house search, really you have no ability to enforce that situation.

Mr. Leggatt: Okay. That being the case, Bill, are you here recommending that we deregister the handgun in view of the fact of the number of handguns that we have lost control of under the existing law?

Mr. Otway: No, we do not have, as a policy, that spirit. I think I have mentioned to you before, though, that on handguns, in my personal opinion the same thing could have been accomplished with a licensing system as has been done with the registration system. I think we have argued this point on numerous occasions.

[Interprétation]

Certains ministères, par tous malheureusement, consultent les personnes assujetties aux dispositions des règlements en conseil, de directives ou de textes réglementaires, ces consultations au préalable ont le mérite d'aplanir au moins certaines difficultés et d'empêcher de grossières erreurs. Donc, si le Code pénal va être modifié à grands coups de décrets en conseil, j'espère qu'au moins le ministre de la Justice et le Solliciteur général accepteront de vous consulter.

Le président: Je vous remercie, monsieur McCleave. La parole est à M. Leggatt.

M. Leggatt: Je vous remercie, monsieur le président. Je tiens tout d'abord à féliciter mes amis de longue date, Doug Michie et Bill Otway d'être venus ici.

Une voix: Vraiment?

M. Leggatt: Oui, même si nous ne sommes pas toujours d'accord, ce sont de vieux amis à moi.

J'espère que certaines des excellentes suggestions qui nous ont été faites seront incorporées au bill. L'obligation faite aux possesseurs d'armes à feu d'obtenir un permis constitue la clé de voûte du présent bill. Je voudrais demander à Bill Otway s'il s'oppose toujours à ce principe tel que prévu dans l'article 106.

M. Otway: Oui, je m'y oppose tel qu'il est prévu à l'article 106. D'ailleurs, cette question est double. Je ne m'oppose pas en principe au permis mais bien aux modalités prévues à l'article 106, deux choses entièrement différentes.

Il ne faut pas non plus oublier que si on peut adopter une loi obligeant les propriétaires d'arme à feu à obtenir une autorisation, les chances de réussir à la faire respecter sont pratiquement nulles comme le prouve l'obligation actuelle d'enregistrer les pistolets. Il ne faut pas s'y tromper.

Si possible, il serait plus souhaitable de légiférer l'utilisation. Légiférer la possession est sûrement avantageux mais les policiers de Toronto ont bel et bien dit qu'à leur avis, et ils sont sûrement bien placés pour le savoir, il y a deux fois plus de pistolets non enregistrés à Toronto qu'il y en a d'enregistrés pour tout le Canada.

Imposer quelque chose à un propriétaire qui garde son arme à la maison c'est une chose, mais le droit à la vie privée étant sacré au Canada, c'en est une autre que d'aller le prouver. Or, sans fouiller la maison, il vous est impossible de vérifier.

M. Leggatt: D'accord. Comme nous avons perdu le contrôle des pistolets en vertu de la loi en vigueur, recommandez-vous que nous désenregistrons les armes à feu?

M. Otway: Pas du tout. Je crois avoir dit plus tôt qu'à mon avis un système d'autorisation des pistolets serait tout aussi efficace que l'enregistrement obligatoire. Nous l'avons d'ailleurs justifié à maintes reprises.

[Text]

Mr. Leggatt: Okay.

Bill, in terms of the arms ownership licensing principle, that a person should have a licence before he has the right to buy any firearms, including a handgun . . .

Mr. Otway: That is the policy that is best, and it was voted upon at our federation several years ago.

Mr. Leggatt: That is, approved?

Mr. Otway: That is right.

Mr. Leggatt: Your federation supports that principle?

Mr. Otway: I know of none that does not.

Mr. Leggatt: Right. But your difference with this legislation is that you believe this should be handled at the provincial level rather than the federal level?

Mr. Otway: We believe it should be handled within the systems that already exist. In other words, to get back to Mr. Anderson, why spend \$2 when you can do the job with \$1. I think that is something which the governments of all parties and of all provinces should be considering.

Mr. Leggatt: All right. And we are in agreement that a person should not be allowed to walk into any gun shop or department store and simply buy a weapon . . .

Mr. Otway: I have no argument with that.

Mr. Leggatt: . . . without having a precondition, a permit from some level of government before he does so?

Mr. Otway: There is no argument with that.

Mr. Leggatt: You are in agreement with that?

Mr. Otway: That is right.

Mr. Leggatt: All right. But you do not agree that it should be handled at the federal level: you believe it should be handled at the provincial level. Is that correct?

Mr. Otway: Again I say, utilize the systems that already exist. Do not create a new system.

Mr. Leggatt: Under the terms of your brief, you have complained that persons coming into Canada are being given special treatment.

Mr. Otway: That is right.

Mr. Leggatt: Well, now, if we decide to try to do this at the provincial level, will you not also have the problem of cross-borders, where someone may move from Alberta, which does not decide to go for the system, into British Columbia, which, let us say, does? Will you not have exactly the same problem, if your recommendation is accepted that we abandon federal arms licensing and just go at it on a provincial level?

Mr. Otway: Mr. Leggatt, I would submit again, as I have before, that if the federal government made responsible and reasonable incentives to the provinces, I do not think you would encounter the problem that you have suggested.

I am from the West and am not familiar with the East; but I know that in the West, if a proper proposition were made to the provinces with some reasonable incentives, which are necessary, then at least the four western provinces—and, I imagine, Ontario—would come up to those standards under those bases. And I do not think you would have any problem with the East.

[Interpretation]

M. Leggatt: Bon.

A propos du principe d'autorisation de possession d'arme à feu, voulant qu'une personne demande l'autorisation avant d'acheter l'arme, y compris un pistolet . . .

M. Otway: C'est la meilleure politique et notre fédération s'est prononcée en sa faveur il y a des années déjà.

M. Leggatt: Vous l'avez adoptée?

M. Otway: Oui.

M. Leggatt: Votre fédération est en faveur de ce principe?

M. Otway: Je ne connais personne qui le désapprouve.

M. Leggatt: Bon. Mais vous croyez que la présente loi devrait être administrée par les provinces et non par le gouvernement fédéral?

M. Otway: Nous croyons qu'on devrait appliquer ce principe en profitant des systèmes déjà en place. Autrement dit, pour en revenir à ce que disait M. Anderson, pourquoi dépenser \$2 quand on peut faire faire le même travail pour \$1. Tous les gouvernements devraient y penser.

M. Leggatt: C'est bien. Nous sommes donc convenus qu'on ne devrait pas laisser n'importe qui s'acheter une arme dans un grand magasin ou un magasin spécialisé . . .

M. Otway: Je ne trouve rien à redire là-dessus.

M. Leggatt: . . . sans qu'un palier de gouvernement ne lui en ait auparavant accordé la permission?

M. Otway: Sans aucun doute.

M. Leggatt: Vous êtes d'accord avec moi?

M. Otway: Tout à fait.

M. Leggatt: Bon. Mais vous ne croyez pas que c'est le gouvernement fédéral qui devrait s'en occuper mais plutôt les gouvernements provinciaux, n'est-ce pas?

M. Otway: Je crois qu'on devrait profiter des systèmes déjà en place et ne pas en créer un nouveau.

M. Leggatt: D'après votre mémoire, vous semblez vous plaindre du fait que les personnes qui entrent au Canada ont droit à un traitement spécial.

M. Otway: C'est exact.

M. Leggatt: Ne croyez-vous pas que si l'on déléguait cette question aux gouvernements provinciaux, il pourrait se poser des problèmes pour ceux qui passeraient par exemple de l'Alberta à la Colombie-Britannique? Si votre recommandation est acceptée, et que nous abandonnons l'idée d'un permis fédéral au profit d'un permis provincial, ne croyez-vous pas que le même problème va se poser?

M. Otway: Je le répète, si le gouvernement fédéral encourage les provinces de façon responsable, je ne crois pas qu'il y aura de problème.

Comme je viens de l'Ouest, je ne sais pas ce qui se passe dans l'Est, mais je sais que les quatre provinces de l'Ouest et peut-être l'Ontario adopteraient des normes semblables sur la foi des propositions raisonnables du fédéral. Je ne pense pas qu'il y aurait de problème non plus dans l'Est.

[Texte]

The general problem with governments is funding, as always. I see no problem in getting an agreement across Canada with the provinces providing the federal government is willing to co-operate and willing to offer reasonable incentives.

Mr. Leggatt: ut keep in mind this: your organization may support the principle behind ownership arms licensing but many other people in the shooting sports do not. There are differences among those who are interested in the shooting sports, as well.

There are also different political climates in various provinces. Whereas in British Columbia I would say that we are pretty progressive in terms of gun legislation, there are other areas, which do not have the same urban problem, the problem of high urban crime, which are not as sensitive to the problem.

Are you not going to face the problem of somebody coming from, say, Saskatchewan, where they have no arms licensing provisions, to B.C. where they do? That is where you are going to have this problem. Are we going to have to set up ranger stations at the border, as we do for the checking of guns coming in from the United States? I do not know how you meet that problem without a federal arms ownership licensing provision.

Mr. Otway: I could just repeat my statement. Saskatchewan can answer for themselves. We will never know until such time as the government makes an attempt to negotiate the situation with the provinces. That they have not done, and I submit that we are working on assumption. Until such time as we know certainly that they have made that attempt and that they will not co-operate—I submit that that should be done before we run off half-cocked forcing it down their throat.

The Chairman: Mr. Thompson also want to comment on that.

• 1130

Mr. Thompson: I will make a comment on this, Mr. Leggatt. At the present time there is a reciprocal agreement between the hunter safety fraternities of all provinces in Canada in conjunction with most of the states in the United States. I think this covers about 38 of the states in the United States. It is a reciprocal agreement on a training basis.

Mr. Leggatt: But keep in mind that only one third—our estimates are that only one third of those who have rifles are active hunters. Our problem is not the hunters. Our problem is the number of people who hold guns who are not interested in hunting but they have them loose and around. I can understand your concern in terms of the shooting sport, but there are many people in this country who have weapons who are not interested in this sort of sport.

Mr. Thompson: I think if you look back to our recommendations, what has been wholly endorsed by all of the groups here is that we have asked for a comprehensive training program for all gun owners, and a reciprocal agreement could simply be worked out on the same basis from one province to the other within Canada.

The Chairman: I think Mr. Motta wanted to comment on this as well.

[Interprétation]

Le problème de tous les gouvernements c'est en fin de compte l'argent. Les provinces n'auront sûrement pas de mal à s'entendre si le gouvernement fédéral est prêt à collaborer et à contribuer au financement.

M. Leggatt: Votre association appuie peut-être le principe des autorisations de possession d'arme à feu, mais bien d'autres sportifs ne sont pas d'accord et ne semblent pas s'entendre.

Il règne aussi divers climats politiques dans les provinces. Si la législation concernant les armes à feu en Colombie-Britannique est plutôt progressive, d'autres provinces qui ne sont pas confrontées au problème du taux élevé de criminalité urbaine n'y sont pas aussi sensibles.

Ainsi, un résident de la Saskatchewan, où il n'existe aucune loi régissant les armes à feu, qui se rendrait en Colombie-Britannique où il y en a, ne poserait-il pas un problème? Comment allez-vous le résoudre? Faudra-t-il créer des postes de vérification le long de la frontière interprovinciale comme on le fait pour ceux qui arrivent des États-Unis? Ce problème ne se posera pas seulement si le régime des permis de possession d'arme à feu relève du gouvernement fédéral.

M. Otway: Je ne ferais pas que répéter mon exposé. La Fédération de la Saskatchewan peut répondre toute seule. Nous ne le saurons pas tant que le gouvernement n'essaiera pas de négocier avec les provinces. Comme il ne l'a pas fait, nous nous fions à notre intuition. Tant que l'on n'aura pas été assuré qu'une telle tentative a eu lieu, et que les provinces ne veulent vraiment pas collaborer, cela ne sert à rien de pousser les hauts cris.

Le président: Monsieur Thompson a aussi un commentaire.

M. Thompson: Pour l'instant, il existe une entente mutuelle entre toutes les associations provinciales des chasseurs du Canada et 38 des États des États-Unis. Cette entente réciproque porte sur la formation.

M. Leggatt: Mais n'oubliez pas que d'après nos statistiques, seulement le tiers des propriétaires de fusils sont des chasseurs actifs. Ce n'est pas les chasseurs qui nous posent un problème, c'est le nombre de propriétaires d'armes à feu qui n'ont aucun intérêt pour la chasse et les laissent plutôt trainer un peu partout. Je comprends vos préoccupations pour ceux qui pratiquent comme sport le tir à la carabine mais la plupart des propriétaires d'armes au Canada ne s'y intéressent pas.

M. Thompson: Si vous regardez nos recommandations, vous verrez que toutes les associations représentées aujourd'hui demandent un programme de formation exhaustif pour tous les propriétaires d'armes ainsi qu'une entente mutuelle entre les provinces.

Le président: Je pense que M. Motta a lui aussi un commentaire à faire.

[Text]

Mr. Motta: Mr. Leggatt, in relation to your comment on Saskatchewan, we have a very comprehensive firearm safety program, one which was judged one of the best in North America. One year it won an award. Talking to our provincial officials, they would be more than anxious to get into the licensing procedure on a provincial basis, based on competency providing the funding was there. I see no problem implementing it on a provincial basis, provided that this Committee and the Justice Department and the Attorney General's Department get together and draw up a broad set of guidelines. Not putting all the guts of the issue in the Criminal Code, but put out a set of guidelines for the provinces to follow, allowing them some regional disparities where they can implement it, you know, the regulations that they require recently. It can be done and the provinces, particularly Saskatchewan and B.C., are more than willing to co-operate provided we can sit down and get it off the...

Mr. Leggatt: You mentioned competence but you did not mention fitness. Are you willing to have a fitness test as well?

Mr. Motta: Okay. That is an interesting question. Fitness has been brought up several times at these Committee meetings. We suggest, as we have suggested in our brief, that there are areas in the Criminal Code where you can deal with that at the present time to start with. The order of prohibition—you can implement that. When people are released from jail their records are in the RCMP computer system. They are there. We can use the available systems we have to start with.

I agree that it may not be adequate right off the start, but in a period of time we can incorporate the aspects of fitness maybe into the licensing system at a provincial level, with a couple of questions the same as you have on your driver's licence to bring that part in. But you know, let us not rush into it. Let us bring it in over a period of four or five years.

Mr. Leggatt: You would agree with the B.C. Wildlife people that ownership licensing prior to purchase is fundamental to any firearm safety program. Would you agree to that fundamental principle?

Mr. Motta: Based on competency. That is first.

Mr. Leggatt: But not necessarily based on fitness.

Mr. Motta: Competency first.

Mr. Leggatt: Okay. I wanted to ask another question. I am sorry I did not get your name. The gentleman on the end. What is your name again, sir?

The Chairman: Mr. Bezanson.

Mr. Leggatt: Mr. Bezanson, you indicated that the problem in Saskatchewan concerning murder and homicide was largely a native problem, and that it was a very large problem.

Mr. Bezanson: This was brought up by one of the gentlemen from Saskatchewan.

[Interpretation]

M. Motta: Vous avez parlé de la Saskatchewan mais je dois dire que cette province a l'un des programmes de sécurité des armes à feu les plus exhaustifs et apparemment l'un des meilleurs en Amérique du Nord. Une année, il a même remporté un prix. D'après nos discussions avec les autorités de la province, il semble qu'elle serait bien prête à administrer un régime de permis accordé en fonction de la compétence si elles avaient suffisamment de fonds. Si votre Comité, le ministère de la Justice et le ministère du Procureur général élaborent conjointement une série de directives générales, la mise en vigueur d'un tel système par les provinces se fera sans problème. Il ne faut pas que toutes les dispositions figurent dans le Code criminel mais qu'on élabore plutôt au profit des provinces une série de directives qui permettraient l'adoption de dispositions en fonction des disparités régionales. C'est faisable et les provinces, en particulier la Saskatchewan et la Colombie-Britannique sont toutes disposées à prêter leur collaboration si l'on peut s'asseoir à la même table et...

M. Leggatt: Vous avez parlé de compétence mais pas de santé. Seriez-vous prêt à imposer également un examen médical?

M. Motta: Cette question est intéressante. Aux séances du Comité, on a parlé plusieurs fois de la santé. Comme nous le disons dans notre mémoire, certaines dispositions du Code criminel permettent d'en tenir compte. On peut par exemple invoquer l'ordre d'interdiction. Le casier judiciaire des prisonniers libérés se trouve dans l'ordinateur de la GRC. On peut toujours faire appel aux services disponibles.

Cela ne suffira peut-être pas au début mais on pourra finir par ajouter cette condition portant sur la santé en posant certaines questions comme on le fait pour les permis de conduire. Mais cela ne sert à rien de se presser. On peut attendre quatre ou cinq ans.

M. Leggatt: Vous êtes donc d'accord avec la B.C. Wildlife Federation pour dire que l'obtention d'une autorisation avant l'achat d'une arme à feu est indispensable pour tout programme de sécurité efficace. Vous êtes d'accord avec ce principe fondamental?

M. Motta: D'abord si l'autorisation est accordée en fonction de la compétence.

M. Leggatt: Mais pas nécessairement en fonction de la santé.

M. Motta: D'abord en fonction de la compétence.

M. Leggatt: Bien. Je voulais poser une autre question. Je m'excuse mais je n'ai pas compris votre nom. Le monsieur au bout de la rangée. Quel est votre nom, s'il vous plaît?

Le président: Monsieur Bezanson.

M. Leggatt: Monsieur Bezanson, vous avez dit que les meurtres et homicides posent un problème surtout chez les autochtones et que là, il est considérable.

M. Bezanson: C'est l'un des représentants de la Saskatchewan qui l'a mentionné.

[Texte]

Mr. Leggett: Okay. You also indicated that we are trying to exempt the native population, which may be one of the major problems in that area. Is it your belief that there should be fitness and competency testing for natives because of these statistics you have given to the Committee?

Mr. Bezanson: No. I do not put them in any category other than the one I think we all should be in. I think the legislation when it comes out should be an umbrella type of legislation from the federal government. The provinces should have the responsibility of administering it, and it should be for all Canadians. I do not think anybody should be absolved from the restrictions we would like to place on our people in Saskatchewan.

• 1135

Mr. Leggett: The only thing I can find in the bill now deals with the fee, not the question of whether an arm's licence would be issued to any person in Canada. To that extent I do not see any discrimination in their favour or otherwise. But, I want you to deal with another problem in terms of the native population and the rural population. Do you believe the same standards should be applied to a person who relies on a weapon for his livelihood as anyone else, or should there be some exemption in terms of the importance of the weapon in terms of earning a living for the man? Do you see any room for compromise?

Mr. Pattinson: I do not know. I do not think you are dealing with Saskatchewan now, because I do not believe anybody in Saskatchewan depends on that weapon to earn a living. We have the most expansive welfare system in Saskatchewan that exists anywhere.

Mr. Leggett: No trappers in Northern Saskatchewan?

Mr. Pattinson: We sure have, but they do not depend on it for a living.

Mr. Leggett: They do not depend on their weapon.

Mr. Pattinson: No, not to earn a living.

Mr. Leggett: Okay, I wanted to agree with you on maybe one thing, the question of licensing fees. That may be one of the only things we agree on. I do not see why the Canadian public should ask those who are in the shooting sport to bear the cost of this program. That makes no sense to me at all.

If there is safety involved in it, and I happen to believe that this bill will make a significant contribution to a reduction of unnecessary homicides, why should not the Canadian public bear the cost, since it is presumably for their safety? Why should the hunting sports have to do so? Now, I am probably giving you a leading question. I take it you agree with that.

Have you people done any studies yourself in terms of the cost?

Mr. Otway: No, basically because it is hard to determine the costs. There are a number of factors thrown out from every direction, Mr. Leggett. We have not done any figures. They become hard to pin down. The Solicitor general and the Attorney General have both indicated that the registrars or licensing officers will be available in every city and convenient and that indicates to us a great number which in turn indicates a great expense.

[Interprétation]

M. Leggett: Vous avez également dit que nous pourrions être tentés de faire exception dans le cas des autochtones alors que ce sont eux qui posent les pires problèmes. Croyez-vous qu'on devrait imposer un test de compétence et un examen médical aux autochtones étant donné les statistiques que vous nous avez citées?

M. Bezanson: Non. Je ne les classe pas dans une catégorie à part. Je crois que la loi devrait être adoptée par le gouvernement fédéral pour tous les Canadiens sans distinction aucune mais que ce sont les provinces qui devraient être chargées de l'administrer. Personne ne devrait être soustrait aux restrictions que l'imposera aux citoyens de la Saskatchewan.

M. Leggett: La seule disposition que je vois dans le bill a trait au droit mais pas à qui les autorisations seront accordées ou refusées. A cet égard, je ne vois aucune discrimination à leur avantage ou à leur désavantage. Mais j'aimerais que vous me parliez de l'autre problème des autochtones et de la population rurale. Croyez-vous que les mêmes conditions devraient être imposées à ceux qui se servent de leurs armes pour assurer leur subsistance qu'aux autres, ou bien devrait-on prévoir une exception pour ces cas-là? Mon compromis est-il possible?

M. Pattinson: Je l'ignore. Je ne pense pas que cela intéresse la Saskatchewan, car personne ne s'y sert d'une arme pour gagner sa vie. Nous avons le Régime d'assurance sociale le plus généreux du Canada.

M. Leggett: Il n'y a pas de trappeurs dans le Nord de la Saskatchewan?

M. Pattinson: Il y en a mais ils ne vivent pas de la chasse.

M. Leggett: Ils ne vivent donc pas de leur arme.

M. Pattinson: Non.

M. Leggett: Passons maintenant à la question sur laquelle nous sommes tous deux d'accord, celle des droits d'autorisation. Je ne vois pas pourquoi la population canadienne devrait faire assumer les coûts du programme par les sportifs. C'est insensé.

Si c'est pour une question de sécurité, et je suis convaincu que ce projet de loi aidera sensiblement à réduire le nombre des homicides inutiles, pourquoi toute la population canadienne n'en défraierait-elle pas le coût puisque c'est pour sa propre protection? Pourquoi les chasseurs amateurs devraient-ils être les seuls à le faire? Je pense que vous êtes d'accord avec moi.

Avez-vous mené des études sur les frais que cela va entraîner?

M. Otway: Non, parce que c'est très difficile à faire. Les facteurs affluent de toutes parts, ce qui rend le calcul bien difficile. Le Solliciteur général et le Procureur général ont tous deux fait savoir qu'il y aurait des registraires ou des préposés aux autorisations dans toutes les villes. Comme leur nombre sera donc élevé, cela sous-entend des coûts élevés.

[Text]

Anybody is happy to get out of paying a bill. I would submit to you that regardless of which way it is done, we will still be paying the bill, because as I stated before we are all taxpayers.

Mr. Leggatt: It will probably cost about as much as it does to get a dog licence by the way.

Mr. Otway: Well, there are a number of factors being thrown around and nothing is pinned down. I think Mr. Woolliams indicted that as with all things, it will not be static; it will rise instead of going down. We have an obligation to, from our point of view, maintain the lowest possible costs for the best possible results and we submit that you as legislators have the same responsibility to the Canadian citizenship. Regardless of the cost, it is an additional cost to accomplish a small end and it could be done at less cost to the Canadian taxpayer. We submit that you should be looking at those avenues, both in the interests of the society as a whole, and of the Canadian taxpayer in particular.

Mr. Leggatt: What would you say about compliance? If we kept that cost right down at a minimum, nominal level, would that not encourage compliance with people in the shooting sport, or would it make any difference?

Mr. Otway: You are talking about a direct fee to an individual user and I think it is time that you seriously looked at the cost per se to the Canadian taxpayer and not specifically to the firearms user. That should be your concern as a legislator, as an expender of Canadian funds: what can be the best result maintained at the lowest maximum cost to the Canadian taxpayer. Try to introduce something or make it palatable because you are giving it to me free, you are not giving it to me free. I must pay for it in one form or another. I submit that that is what everyone here as citizens and as legislators should be considering seriously.

Mr. Leggatt: Okay, well let me ask you just one last one. It is fundamental. Are you then saying that the cost of the program should be borne by the applicant for the licence?

Mr. Otway: I am not saying either way. I agree that it should be because the benefits are to all taxpayers. What I am saying is that the cost should be kept to a minimum, and it should be your duty to ensure that it is at a minimum for the maximum benefits. It could be done far cheaper on a provincial basis.

The Chairman: Thank you, Mr. Leggatt. Mr. Bezanson wants to make a comment on what you are asking.

Mr. Bezanson: Mr. Leggatt, I question the assumption that eliminating guns from the home, which is impossible, would inhibit or prevent many killings in the home and in families. I have kept tabulation in British Columbia and as you represent a British Columbia riding, it may interest you: of the deaths by violence in our province to May 15, nine by firearms including one suicide; nine were by blows on the head, hammers, stones or whatever. Many of these were wives killed by husbands. Three children were killed by one father who killed his wife also with a blow on the head, set the house on fire and then shot himself. One

[Interpretation]

Tout le monde aime éviter de payer une facture. De toute façon, quelle que soit la solution envisagée, nous paierons puisque nous sommes des contribuables.

M. Leggatt: Ce sera probablement le même prix que pour un permis de possession de chien.

M. Otway: On a mentionné plusieurs dépenses mais rien de précis. M. Woolliams a dit que les frais ne seront pas fixes et qu'ils vont augmenter plutôt que diminuer. D'après nous, nous devons maintenir les coûts les plus bas possibles pour obtenir les meilleurs résultats et comme c'est vous les législateurs, vous avez la même responsabilité vis-à-vis du peuple canadien. Quel qu'en soit le prix, c'est toujours un supplément que l'on doit toujours s'efforcer de réduire dans l'intérêt de l'ensemble de la société et du contribuable canadien en particulier; il vous faut envisager toutes les possibilités.

M. Leggatt: Se pourrait-il que si le droit était nominal, les sportifs ne seraient pas encouragés à respecter les règlements ou croyez-vous que cela ne changerait rien?

M. Otway: Vous songez au droit perçu directement du particulier mais il est temps que l'on songe aux coûts que défraieront les contribuables canadiens et non pas seulement les usagers d'armes à feu. A titre de législateur, d'administrateur des fonds publics, vous devez veiller à obtenir les meilleurs résultats pour le moins de frais possible. Vous voulez rendre le projet plus attrayant en voulant me faire croire que ce sera gratuit, mais je devrai payer d'une façon ou d'une autre. Et il ne faut surtout pas l'oublier.

M. Leggatt: Laissez-moi donc vous poser cette dernière question. Croyez-vous donc que le coût du programme devrait être assumé par ceux qui demandent une autorisation?

M. Otway: Ce n'est pas ce que j'ai dit. Je suis d'accord pour que tous les contribuables en assument une partie puisque tous en tireront profit. Mais les coûts doivent être le plus bas possible et c'est à vous de veiller à ce que les résultats soient les meilleurs à très peu de frais. Et un tel programme coûterait beaucoup moins chers s'il était administré par les provinces.

Le président: Merci, monsieur Leggatt. M. Bezanson veut également répondre à votre question.

M. Bezanson: Monsieur Leggatt, je ne suis pas certain que le fait d'interdire la possession d'armes à feu à la maison, ce qui est impossible, diminuerait le nombre de meurtres qui s'y commettent. J'ai recueilli des données au sujet de la Colombie-Britannique et comme vous représentez une circonscription de la Colombie-Britannique ces chiffres peuvent vous intéresser: en ce qui concerne les morts violentes dans notre province au 15 mai, neuf ont été causées par des armes à feu, y compris un suicide, neuf ont été causées par des coups sur la tête, à l'aide de marteaux, de pierres, ou ce que vous voudrez. Un grand nombre des

[Texte]

firearms death is included and it is a suicide among a firearms death. There were four stabbings, three persons were strangled, one administered drug overdose and one deliberate drowning of an infant by its mother. I believe if there was not one single gun in these homes that you would have just as many deaths in the home because . . .

Mr. Leggatt: Are you talking about the whole province or a particular constituency?

• 1140

Mr. Bezanson: The whole province, everything reported in the daily press.

Mr. Leggatt: Read the evidence given by the Coroner from New Westminster which indicated that out of 26 inquiries, 20 were a result of rifle . . .

Mr. Bezanson: I do not know what period he is talking about.

Mr. Leggatt: Over a three-year period.

Mr. Bezanson: I am talking about this year. Last year, the stabbings were twice as great in British Columbia as they are in this period. I have not an updated tabulation because I was out of the province so much during the year, but I very much question the assumption.

The Chairman: Mr. McIsaac is next.

Mr. McIsaac: Mr. Chairman, first, I want to congratulate the representatives who are here from the four western provinces. I do not think it would be surprising if I was to particularly congratulate the two men from Saskatchewan, not only for appearing here and for the brief they presented to the Committee today, but for the good work and co-operation which I, and other M.P.s have had with the Wildlife Federation on this whole question since Bill C-83 first saw the light of day. I think also, Mr. Chairman, it is recognized by the members of this committee that the witnesses we have today have been very much in the forefront of promoting good, responsible ownership and use of firearms, more so than perhaps anyone who has appeared before the Committee. Your common sense approach, gentlemen, to me is certainly a refreshing one. We sometimes get special interest groups with their own axes to grind. In your case, we realize it is well above and beyond your own personal concerns and that is why you are here.

I had a number of questions. Some of them were answered but I do want to raise others. The provincial approach is one suggestion that I have certainly supported and put forward. I am glad to hear some support from some of the witnesses here this morning. Let me just ask two or three questions. If such a licence program were implemented and I realize that some groups have said they are not in favour of any, but if one comes, would the Saskatchewan Wildlife Federation and other provincial groups want to participate in operating and involving themselves in it?

[Interprétation]

personnes mortes de mort violente étaient des femmes qui avaient tué leur mari. Trois enfants ont également été tués par leur père qui a tué leur mère d'un seul coup sur la tête, a incendié la maison et a ensuite tiré sur lui-même. Un décès causé par une arme à feu est inclus dans ces chiffres et il s'agit d'un suicide. Il y a eu quatre personnes poignardées, trois personnes étranglées, une à qui l'on a donné une dose excessive de drogue et un bébé que sa mère a noyé délibérément. Je pense que même s'il n'y avait pas une seule arme à feu dans ces logements il y aurait quand même eu autant de décès en raison . . .

M. Leggatt: Parlez-vous de la province entière ou d'une circonscription donnée?

M. Bezanson: Je parle de l'ensemble de la province de tout ce qui a été rapporté dans les journaux quotidiens.

M. Leggatt: Mais je vous prie de lire le témoignage donné par le coroner de New Westminster, témoignage où il a dit que pour 26 enquêtes, 20 ont été menées à la suite d'attaque à la carabine . . .

M. Bezanson: J'ignore de quelle période il parle.

M. Leggatt: Il s'agit d'une période qui s'étendrait sur trois ans.

M. Bezanson: Je parle de cette année. L'an dernier, le nombre de personnes poignardées a été deux fois plus élevé en Colombie-Britannique qu'il ne l'est jusqu'à présent pour cette période. Je n'ai pas de données récentes parce que j'ai longtemps été hors de la province au cours de l'année, mais je doute fort de l'affirmation.

Le président: M. McIsaac a la parole.

M. McIsaac: Monsieur le président, j'aimerais d'abord féliciter les représentants des quatre provinces de l'Ouest qui comparaissent ici. Je ne pense pas qu'il serait surprenant que je félicite particulièrement les deux représentants de la Saskatchewan, non seulement pour leur comparution et pour leur mémoire, mais également pour l'excellent travail et la collaboration dont ils ont fait preuve à mon égard et à l'égard des autres députés depuis que la question du Bill C-83 a été soulevée. Je pense également, monsieur le président, que les membres de ce Comité reconnaissent que les témoins qui sont parmi nous aujourd'hui sont les premiers à promouvoir l'utilisation et la propriété responsables et à bon escient des armes à feu, peut-être plus que tout autre témoin qui a comparu devant ce Comité. Permettez-moi de dire, messieurs, que votre bon sens est certes rafraîchissant. Certains groupes qui ont des intérêts particuliers nous font des présentations plutôt partisans. Dans votre cas, nous nous en rendons compte, il s'agit de préoccupations bien éloignées de vos préoccupations personnelles et c'est pourquoi vous êtes ici.

J'avais un certain nombre de questions à poser. Vous avez répondu à certaines d'entre elles mais j'aimerais en soulever d'autres. La méthode provinciale est une méthode que j'ai toujours appuyée et proposée. Je suis heureux d'entendre certains des témoins l'appuyer ici ce matin. Permettez-moi de poser deux ou trois questions. Si ce programme d'octroi de permis était mis en application, et je me rends compte que certains groupes ont dit ne favoriser aucun programme de ce genre, mais en supposant qu'un de ces programmes soient mis en application, la Saskatchewan Wildlife Federation et les autres groupes provinciaux accepteraient-ils de participer à son exploitation et à y collaborer?

[Text]

Secondly, do you see any room for integrating and combining the many licences we have now, we have a migratory bird licence and various other provincial licences. Is there any way that we can reduce the red tape rather than add to bureaucracy by integrating them? To go back to my first question, would you be a part of it, if it did come along even though you do not want it?

Mr. Pattinson: If we have some input in designing that legislation so that it would be acceptable to us on a provincial basis, we would be delighted to participate in it. We have the machinery in effect right now, or we have almost it drafted as far as it is provincially concerned to implement such a program. As far as Saskatchewan is concerned, if we have some input into the design of that bill that we can support, we will support it wholeheartedly.

Mr. McIsaac: Okay. Would any of the others care to comment or would you care to disagree with that thesis?

Mr. Otway: I think the point to clarify when you are talking about a licensing system is whether you are referring to a federal system or a provincial system. I think we are responsible citizens in our organization. The members are responsible citizens and would attempt to co-operate as best they could, regardless of their feelings on the law, but I think our degree of co-operation and our feeling for co-operation would be greatly enhanced on a provincial system far more than a federal.

Mr. McIsaac: Yes, I like the idea of a provincial system. I do not get excited to any degree if there may be some differences. I think, Mr. Leggatt was raising questions that it might be a little different in B.C. versus Saskatchewan but fire insurance, municipal regulations, a host of things may be a little different when you move from one province to another. That fact in itself does not really disturb me. It just seems to me, Mr. Chairman, that the concept of a more localized or a provincial approach has to be a darn good one. If the idea is as good as we believe it to be, on the concept of licensing a gun owner surely it will only be a matter of some time until all the provinces do indeed come in to be a part of it under some federal umbrella legislation.

• 1145

If in the course of this bill or some similar bill we said, "All right, there is umbrella legislation that will enable each province to develop its own scheme, essentially following uniform national guidelines", but if we also said, "if no such scheme is developed or implemented within, say, a period of five years then a federal scheme could go forward in the provinces." Do you think that is an adequate time limit, or do you think that idea is worth while from the point of view of this Committee to consider?

Mr. Pattinson: I do not know what to say. We would have to speak on behalf of the Government of Saskatchewan and I am not sure we can do that. What might be acceptable to us might not be enough lead time for them; after all, the government of Canada has been four years trying to sort this one out and I do not know if five years might or might not be enough for the provincial government.

[Interpretation]

Deuxièmement, pensez-vous qu'il soit possible d'intégrer et de combiner les nombreuses licences que nous avons maintenant? Nous avons les permis pour les oiseaux migrateurs et divers autres permis provinciaux. Y a-t-il moyen de simplifier les rouages plutôt que de compliquer la bureaucratie en intégrant ces permis? Pour en revenir à ma première question, accepteriez-vous de faire partie de ce programme s'il était adoptée, même si vous n'en voulez pas?

M. Pattinson: Si nous pouvons participer à la conception de cette loi de manière qu'elle soit acceptable du point de vue de la province, nous serions ravis d'y participer. Le mécanisme est déjà en vigueur, ou du moins nous l'avons pratiquement conçu en ce qui concerne sa mise en application au provincial. En ce qui concerne la Saskatchewan, s'il nous était permis de faire certains apports à ce projet de loi, et d'y exprimer nos vues, nous l'appuierions de tout cœur.

M. McIsaac: Très bien. Y a-t-il un autre témoin qui voudrait faire une observation à ce sujet? Y a-t-il quelqu'un qui soit en désaccord avec cet avis?

M. Otway: Je pense qu'il faut préciser, lorsqu'on parle d'un système de permis, si l'on traitait et essaieraient de collaborer au mieux de leurs aptitudes, quelle que soit leur opinion au sujet de la loi; mais je pense que nous serions disposés à collaborer davantage à un système provincial qu'à un système fédéral.

M. McIsaac: Oui, je favorise l'idée d'un système provincial. Je ne m'émeus pas beaucoup au sujet des différences. Je pense que M. Leggatt disait qu'il pourrait y avoir de légères différences entre la Colombie-Britannique et la Saskatchewan; de toute façon, l'assurance-incendie, les règlements municipaux, et bien d'autres choses peuvent être un petit peu différentes lorsque l'on se déplace d'une province à l'autre. En soi, cela ne me dérange pas du tout. Il me semble simplement, monsieur le président, que la notion d'une attitude plus locale ou plus provinciale est excellente. Si l'idée est aussi bonne que nous la pensons, je parle de la notion d'octroyer un permis à un propriétaire d'arme à feu, il faudra certainement un certain temps pour que toutes les provinces s'intègrent au système fédéral.

Si, dans ce bill, ou dans un autre projet de loi semblable, nous disions: «Très bien, voici une loi couverture qui permettra à chaque province d'élaborer son propre plan, en suivant essentiellement des lignes directrices nationales uniformes», et que nous ajoutions, «si aucun plan de ce genre n'est élaboré ou mis en application au bout de, par exemple, une période de cinq ans, on pourrait alors mettre un plan fédéral en application dans la province concernée», trouveriez-vous que cette limite de temps serait adéquate ou pensez-vous que cette idée vaille la peine d'être étudiée par le Comité?

M. Pattinson: Je ne sais pas quoi dire. Vous me demandez de me prononcer au nom du gouvernement de la Saskatchewan et je ne suis pas certain de pouvoir faire cela. Il se peut, après tout, que la période que nous jugerions acceptable, ne serait pas acceptable de son point de vue; n'oublions pas que le gouvernement du Canada essaie depuis quatre ans de résoudre ce problème et je ne sais pas si une période de cinq années suffirait au gouvernement provincial.

[Texte]

As far as the Wildlife Federation is concerned, I think it would be fine. But I do not think we could speak for the provincial government. I do not think any of the fellows here could speak on behalf of their provincial governments. Governments, at times, get very hard to talk to.

The Chairman: There are many people here that want to comment. I think Mr. Motta is next.

Mr. Motta: In our discussions with the provincial government, DTRR, Department of Tourism and Renewable Resources, these people right now are holding back many programs. They are holding back the possible implementation of a wildlife certificate all because they do not know where this legislation is going to lead. They are more than willing to become involved particularly when we emphasized firearms safety and firearms competency as the main criteria for a provincial firearms licence.

If the federal government were prepared to put the amount of dollars required to get the system set up and to get it implemented in consultation with the provincial government, I think it could be implemented within a certain timeframe, but I would not want to tie us down to any one specific timeframe at this level.

Mr. McIsaac: No, my suggestion in that respect was just a general idea.

The Chairman: Mr. O'Keefe.

Mr. O'Keefe: Sir, from what I see the machinery is there. The provincial federations have been working at this: they have the instructors trained, the people available. It would be a case of a go-ahead and if there were full co-operation, I do not think it would take five years. Bill mentioned 20-years delay in British Columbia; 20-years delay in British Columbia and 11-years delay in Alberta have been because of foot-dragging by the provincial governments.

If they had a little fear that if they did not do something constructive the feds were going to move in on them, they would then stop this foot-dragging, get mobile, and it should not take them five years. It should not take them more than two to three years.

Mr. McIsaac: Mr. Chairman, I am just trying to get at the point made by Mr. Fox and others on federal responsibility as to what we can legislate federally and at the same time balancing it with my concerns and yours, that the program be tailored to fit various provincial differences; and there certainly are. In that manner we could give opportunity and time for the development of a program in each province, along broad guidelines, but with a time limit beyond which if it did not take place, then the federal aspect of it could come into being.

Mr. Michie: This was suggested to the Justice Minister yesterday, and he suggested that it would perhaps be unconstitutional.

[Interprétation]

En ce qui concerne la *Wildlife Federation*, je pense que cela serait convenable. Mais je ne pense pas que nous puissions parler au nom du gouvernement provincial. Je pense qu'aucun des témoins ici présents ne peut parler au nom de leurs gouvernements provinciaux. Comme vous le savez, il est parfois très difficile de communiquer avec les gouvernements.

Le président: Il y a beaucoup de personnes qui semblent vouloir faire part de leurs observations. M. Motta a la parole.

M. Motta: Lors de nos discussions avec le ministère provincial du Tourisme et des Ressources renouvelables, nous avons appris que ces personnes retiennent en ce moment même beaucoup de programmes. Ils retardent la mise en application éventuelle d'un certificat de chasse de la faune parce qu'ils ne savent pas du tout où cette loi va nous mener. Ils sont parfaitement disposés à participer à nos travaux, surtout du fait que nous avons souligné l'aspect de la sécurité des armes à feu et de la compétence de leurs utilisateurs, aspect qui constitue le critère principal d'un permis d'arme à feu provincial.

Si le gouvernement fédéral était prêt à fournir le montant qui permettrait d'établir le système et de le mettre en application, de concert avec le gouvernement provincial, je pense que ce programme pourrait être mis en pratique au bout d'une certaine période, mais je préfère ne pas mentionner de période précise pour l'instant.

M. McIsaac: Non, ma proposition à cet égard était simplement d'ordre général.

Le président: Monsieur O'Keefe.

M. O'Keefe: D'après ce que je vois, le mécanisme est en place. Les fédérations provinciales travaillent à ce sujet: les instructeurs sont formés, les spécialistes sont disponibles. Il s'agirait simplement de donner le feu vert et, s'il y a collaboration entière, je ne pense pas qu'il faudrait cinq ans. Bill a mentionné un retard de 20 ans en Colombie-Britannique; le retard de 20 ans en Colombie-Britannique et le retard de 11 ans en Alberta ont été causés par la lenteur des gouvernements provinciaux.

Si ces gouvernements craignaient qu'en n'effectuant pas de travail constructif le gouvernement fédéral s'emparait de l'affaire, ils cesseraient d'être si lents, s'activeraient, et il ne leur faudrait même pas cinq ans. Il leur faudrait à peine deux ou trois ans.

M. McIsaac: Monsieur le président, j'essaie simplement de traiter de la question soulevée par M. Fox et par d'autres députés au sujet de la responsabilité fédérale et de l'aptitude fédérale à légiférer; j'essaie en même temps de tenir compte des préoccupations des témoins et des mien-nes, afin que le programme puisse s'accorder aux diverses situations provinciales; et il va sans dire qu'il existe des différences. Je pense que, de cette façon, nous disposerions de suffisamment de temps et de possibilité pour élaborer un programme dans chaque province, programme obéissant à des lignes directrices assez souples, et ce dans le cadre d'une certaine période; advenant le cas de non-respect de cette période, le gouvernement fédéral pourrait prendre les mesures qui s'imposent.

M. Michie: On a proposé cela au ministre de la Justice hier, et il a dit que cela serait peut-être inconstitutionnel.

[Text]

The Chairman: I am sorry; was this at a private meeting, Mr. Michie?

Mr. Michie: Yes.

Mr. McIsaac: I have another question or two, Mr. Chairman, and one on exemptions for hunters, trappers or Indians has been answered really. I was interested in the response that in Saskatchewan—and I am not sure if the other western provinces are very much different—very, very few if any people completely depend for their livelihood on hunting or the use of a firearm and, if they do, that still perhaps would not mean they should have an exemption. So I personally support the idea that there should not be any exemptions from the licence fee. If we have a licensing program, everybody should be in it and the fee should be small enough so that it should not be a burden; \$5 or \$6 in my opinion is too high—and I have said that before many times.

• 1150

Mr. Chairman, with respect to competency, for all gun owners, what do the Federation representatives feel about this? There are a large number of people who are not avid hunters or sportsmen but do have guns and have had them for a long time. I can see from here going forward from asking everybody to get a gun licence, an owner licence, that they should also demonstrate competency. What do we do with the great numbers of people who now have those firearms? Should they not have some kind of grandfather rights if we get into this whole question of competency?

Mr. Motta: That certainly is agreed.

The Chairman: Go ahead, Mr. Motta.

Mr. Motta: I think, Mr. McIsaac, you have touched on a very important point there. That is an area that would have to be covered by regulations under the broad set of federal guidelines on a provincial basis. For all the hunters and the firearms users, the people who are using guns on a yearly or on a very frequent basis, in consultation with the provinces and the federal government we would probably have to set up some additional regulations to cover those who have guns passed down over generations, or collect guns, or matters of that nature. I see no problem in working that out.

The Chairman: Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: I was merely going to mention that in British Columbia there are two licences: one is a hunting licence; the other is a gun-carrying licence.

Anyone who takes a firearm from his dwelling is required to have one or the other. So if a person is not a hunter, if he is a collector or a target shooter, he has to have a permit to have the guns on his premises.

Mr. McIsaac: I see. Mr. Chairman, just one final question, perhaps. I have more but I am thinking of the time. We can get into arguments about consultation and the lack of it, and so on, and I do not want to do that. But it does seem to me that in the last few months we have made a great deal of progress in sorting out some of the difficulties, some of the problems, of implementing what sounds

[Interpretation]

Le président: Veuillez m'excuser; cela s'est-il produit lors d'une réunion privée, monsieur Michie?

M. Michie: Oui.

M. McIsaac: J'ai une ou deux autres questions à poser, monsieur le président, et on a en réalité déjà répondu à la question que j'avais posé sur les exemptions pour les chasseurs, les trappeurs ou les Indiens. Les témoins ont répondu, chose que je trouve très intéressante, qu'en Saskatchewan, et j'ignore si cette province est différente des autres provinces de l'Ouest à cet égard, très peu de personnes, sinon aucune, ne dépend entièrement de la chasse ou de l'utilisation d'une arme à feu pour vivre; même si certaines personnes en dépendent entièrement, peut-être que cela ne voudrait quand même pas dire qu'elles devraient être exemptées. J'appuie donc personnellement l'idée de n'exempter personne du prix du permis. Si nous avons un programme d'octrois de permis, tout le monde doit y participer et le prix doit être assez faible pour ne constituer un fardeau pour personne; à mon avis, la somme de \$5 ou de \$6 est beaucoup trop élevée et je l'ai déjà dit bien souvent.

En ce qui a trait à la compétence de tous les propriétaires d'armes à feu, monsieur le président, quels sont les sentiments des représentants de la Fédération? Il y a beaucoup de personnes qui ne sont pas des chasseurs ou des sportifs acharnés mais qui ont des armes à feu et les ont depuis longtemps. Je vois déjà ce qui se produirait si on demandait à chaque personne qui désire obtenir un permis de port d'armes de subir un test de compétence. Que ferons-nous des nombreuses personnes qui sont déjà propriétaires d'armes à feu? N'y a-t-il pas là une sorte de droit ancestral acquis?

M. Motta: Je suis parfaitement d'accord.

Le président: Vous pouvez parler, monsieur Motta.

M. Motta: Je pense, monsieur McIsaac, que vous traitez là d'une chose très importante. Voilà un domaine qui devrait faire l'objet de règlements parmi les nombreuses directives du gouvernement fédéral pour chaque province. Pour tous les chasseurs et les utilisateurs d'armes à feu, les personnes qui se servent d'armes à feu une fois tous les ans ou très fréquemment, il faudrait établir, par le biais des consultations fédérales-provinciales certains règlements supplémentaires portant sur les personnes qui sont héritières d'armes à feu familiales ou qui collectionnent des armes à feu et ainsi de suite. Je ne vois aucune difficulté à résoudre cette question.

Le président: Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: J'allais simplement mentionner qu'en Colombie-Britannique il existe deux permis: le premier est un permis de chasse; le deuxième est un permis de port d'armes.

Quiconque sort une arme à feu de son logement doit avoir un de ces deux permis. Donc, si une personne n'est pas un chasseur, si elle est collectionneur ou tireur à la cible, elle doit avoir un permis pour pouvoir entreposer les armes à feu chez elle.

M. McIsaac: Je vois. Monsieur le président, j'aimerais peut-être poser une dernière question. J'en aurais plus à poser, mais le temps me manque. Nous pourrions bien sûr nous lancer dans une discussion au sujet de la consultation et du manque de consultations, et ainsi de suite, mais je préfère ne pas m'y lancer. Il me semble toutefois qu'au cours des derniers mois, nous avons beaucoup avancé en

[Texte]

like a simple concept: to license the owner of a gun. I think we have come quite a long way.

Do you people feel that with another few months of good hard work on everybody's part in analyzing all these concerns that you have raised and that others have raised, that we can get a workable program?

Mr. Pattinson: I would think Saskatchewan would believe that. We have asked that it be separate and tabled for more consultation. I would believe that is a true supposition.

The Chairman: Mr. Bezanson.

Mr. Bezanson: Speaking for British Columbia, I would very much believe we can do this. Members of the government have failed to hold adequate consultation with us up until this time. But speaking as a taxpayer, I would like to point out that any program should be tailored to the fact we are planning for huge over-spending this year, some \$5 billion. We may over-spend a good deal more with open-ended programs. The solution is not the printing press. I believe the government has expanded our money supply by 71 per cent a year, which is total fiscal irresponsibility.

The Chairman: You are certainly broadening horizons there. Mr. O'Keefe.

Mr. O'Keefe: A lot would depend, Mr. McIsaac, on whether the gentlemen we had to deal with were as broad-minded and as interested as the people we have dealt with here this morning.

Mr. McIsaac: Well, that is quite apt.

Mr. Fox: There is no doubt about that.

The Chairman: Mr. Otway.

Mr. Otway: I would just add an addendum.

I think your supposition is reasonably correct. However, I would add the stipulation that within that period, to be of any effective use, the federal government would have to sit down for some meaningful discussion with the provincial governments, the departments concerned, the attorneys-general or the ministers of recreation or forestry, whichever department is applicable. Consultation within the private sector, I would submit, would have little use without a quality agreement between the provinces and the federal government.

Mr. McIsaac: Are you saying that perhaps ...

• 1155

The Chairman: Excuse me, Mr. Motta wants to make a comment too.

Mr. Motta: Mr. McIsaac, I think your point is well taken. I would just like to have it on the record that I think if the government had carried on the consultations and discussions the Committee has had in the last month prior to the introduction of the legislation there would not be the resentment there is here today. I think this consultation, this getting together to draft a new firearms licensing proposal, has to be, basically, a three-party agreement by the federal government, the provincial government, and the firearms users and owners of this country. If we can

[Interprétation]

vue de distinguer certaines difficultés certains problèmes, et de mettre en application ce qui devrait être un concept assez simple: celui d'octroyer un permis au propriétaire d'une arme à feu. Je pense que nous avons beaucoup avancé.

Pensez-vous, messieurs les témoins, qu'avec quelques mois supplémentaires de travail honnête effectué par toutes les parties concernées, en analysant les problèmes que vous et d'autres personnes avez soulevés, nous pourrions élaborer un programme qui fonctionnerait?

M. Pattinson: Je pense que la Saskatchewan croit en cette possibilité. Nous avons demandé que cette loi soit mise de côté afin de faire l'objet de plus de consultations. Je pense toutefois qu'il s'agit vraiment d'une supposition.

Le président: Monsieur Bezanson.

M. Bezanson: Pour ce qui est de la Colombie-Britannique, je crois très sérieusement que nous pourrions le faire. Les membres du gouvernement ne nous ont pas adéquatement consultés jusqu'à maintenant. Toutefois, et je parle là en ma simple qualité de contribuable, j'aimerais signaler que tout programme doit tenir compte du fait que nous allons dépenser beaucoup d'argent cette année, soit près de \$5 milliards. Nous allons peut-être même dépasser cette somme de beaucoup en raison des fluctuations de certaines programmes. Je crois savoir que le gouvernement a augmenté notre réserve monétaire de 71 p. 100 par année, ce qui constitue un acte d'irresponsabilité fiscale absolue.

Le président: Vous vous lancez certainement là dans de vastes calculs. Monsieur O'Keefe.

M. O'Keefe: Voyez-vous, monsieur McIsaac, si les personnes avec lesquelles nous devrions traiter étaient aussi large d'esprit et aussi préoccupées de notre bien-être que les personnes avec qui nous avons traité ici ce matin, la chose serait assez aisée.

M. McIsaac: Eh bien, voilà qui est bien dit.

M. Fox: Il n'y a aucun doute à ce sujet.

Le président: Monsieur Otway.

M. Otway: J'aimerais simplement ajouter quelque chose.

Je pense que votre supposition est raisonnablement exacte. Toutefois, pour que cette mesure soit vraiment efficace, il faudrait à mon sens qu'au cours de cette période le gouvernement fédéral entreprenne des pourparlers sérieux avec les gouvernements provinciaux, les ministères concernés, les procureurs généraux ou les ministres des Loisirs et des Forêts, quel que soit le ministère concerné. Il serait à mon sens, bien peu utile de consulter le secteur privé s'il n'existe pas d'accord qualificatif entre les provinces et le gouvernement fédéral.

M. McIsaac: Ah, vous voulez dire peut-être ...

Le président: Veuillez m'excuser, M. Motta aimerait faire une observation.

M. Motta: Monsieur McIsaac, je pense que l'on a bien compris ce que vous vouliez dire. J'aimerais simplement bien préciser que je pense que si le gouvernement avait effectué les consultations et les discussions que le Comité a effectuées au cours des derniers mois avant la présentation de la loi, il n'y aurait pas ici le ressentiment exprimé aujourd'hui. Je pense que ce nouveau système d'octroi de permis d'armes à feu devrait fonctionner en vertu d'un accord tripartite entre le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial et les utilisateurs et propriétaires d'ar-

[Text]

get those three together working to draft legislation, I think we can do it.

The Chairman: Mr. Thompson.

Mr. Thompson: I would like to pass one comment here about the lack of consultation in the province of Manitoba, and this is not a direct criticism of our government by any stretch of the imagination. After five years of asking for compulsory hunter-safety training, and the promotion at our conventions of resolutions, we were informed that it was a federal matter, that compulsory hunter-safety training would have to come from the federal level. So there is a direct lack somewhere along the way. The Federal government has not informed the province of Manitoba that it is their right to institute compulsory hunter-safety training. There is a definite lack of communication and consultation there.

The Chairman: Mr. McIsaac, a final question and comment.

Mr. McIsaac: Just a brief comment, Mr. Chairman, on this question of consultation. You have to start somewhere; a beginning has to be made. It is a funny thing, you can put out various proposals and suggestions and have discussions, but until something is put on the table, as this bill was—that is when it begins to become meaningful for everybody. We can all go on. What is meaningful consultation for most of us is when we keep talking so that you agree with my point of view—whatever the hell it may be, or whatever the viewpoint may be. As I say, we have made a lot of progress. What you are saying, if I read it correctly, is that now the next move, from the point of view of the federal authorities, should be . . .

Mr. Leggatt: To withdraw the bill and start . . .

Mr. McIsaac: To discuss this question further with the various provincial governments. As a result of the what has been done here at the federal committee level, the federal government should do some further work with the provincial governments on the implications, methodology, and so on, of achieving this objective.

The Chairman: Thank you, Dr. McIsaac.

Mr. Pattinson: I would like to make one comment to Dr. McIsaac. I would think you are on the right track, but I would also like to point out that if the bill in its present form goes to the provincial government for their input, we are still not going to support that bill. If the bill comes to the province amended, or after some more discussion it comes back to the province amended and we are in discussion with the province, we will take another look at it then, after we see the amendments.

Mr. McIsaac: I am presuming many of the suggested changes will be incorporated in any proposal that goes from here on for discussion.

The Chairman: Mr. Motta's comment will have to be the last.

Mr. Motta: We discussed this a little earlier. I believe, Mr. McIsaac, you are thinking along the same lines as we are. If we could take the part of Bill C-83 related to gun legislation and separate it from the other good aspects of Bill C-83, allow those aspects to be put forth for third reading, then, as a federal government, take this segment

[Interpretation]

mes à feu de ce pays. Si nous arrivions à amener ces trois parties à élaborer cette loi ensemble, je pense que nous pourrions réussir.

Le président: Monsieur Thompson.

M. Thompson: J'aimerais faire une observation au sujet du manque de consultation dans la province de Manitoba; ce n'est pas là une critique directe de notre gouvernement, loin de là. Nous demandons depuis 5 ans que soient rendus obligatoires les cours sur la sécurité en cours de chasse et nous promouvons, lors de nos assemblées, nos résolutions à cet égard; or, on vient seulement de nous informer qu'il s'agit là d'un aspect fédéral, que la formation obligatoire en ce qui a trait à la sécurité en cours de chasse relevait du gouvernement fédéral. Il y a donc un manque évident de communication. Le gouvernement fédéral n'a pas informé la province du Manitoba de son droit d'obliger les chasseurs à suivre un cours sur la sécurité de la chasse. Il existe un manque certain de communication et de consultation.

Le président: Monsieur McIsaac, vous pouvez poser une dernière question ou faire une dernière observation.

M. McIsaac: J'aimerais faire une brève observation, monsieur le président, au sujet de cette question de la consultation. Il faut commencer à un endroit donné; il faut lancer le mouvement. Chose étrange, on peut avancer diverses propositions et suggestions, avoir des discussions, mais tant qu'un document n'est pas déposé, comme l'a été ce projet de loi, il ne se produit rien qui soit significatif aux yeux de tout le monde. Nous pouvons tous poursuivre de notre côté. Par consultation significative, la plupart d'entre nous entend de longues conversations qui permettraient à chaque interlocuteur de convenir des opinions de l'autre interlocuteur quelles que soient ces opinions. Comme je l'ai dit, nous avons beaucoup avancé. Si je vous comprends bien, il faudrait maintenant, en ce qui concerne les autorités fédérales, que . . .

M. Leggatt: Le projet de loi soit retiré et que nous commençons . . .

M. McIsaac: . . . nous discutons de cette question un peu plus avec les divers gouvernements provinciaux. Par suite des réalisations du comité fédéral, le gouvernement fédéral devrait travailler un peu plus avec les gouvernements provinciaux au sujet des répercussions, de la méthodologie, et ainsi de suite, de cet objectif.

Le président: Merci, monsieur McIsaac.

M. Pattinson: J'aimerais faire part d'une observation à M. McIsaac. Je pense que vous êtes dans la bonne voie et j'aimerais également signaler que si ce projet de loi est présenté aux gouvernements provinciaux sous sa forme actuelle, nous n'allons toujours pas l'appuyer. S'il est présenté aux provinces après modifications, ou après d'autres discussions, et que la province nous consulte, nous serons prêts à en traiter, à condition toutefois, d'avoir vu les modifications apportées.

M. McIsaac: Je suppose qu'un grand nombre des modifications proposées seront incorporées à toute proposition que l'on soumettra dorénavant à la discussion.

Le président: L'observation de M. Motta devrait être la dernière.

M. Motta: Nous avons discuté de cela un peu plus tôt. Je pense, monsieur McIsaac, que vous pensez de la même manière que nous. Si nous pouvions séparer du bill C-83 la partie qui porte sur les armes à feu et permettre au reste du projet de loi d'être soumis à la troisième lecture, le gouvernement fédéral pourrait alors discuter de cette ques-

[Texte]

of firearms legislation to the provinces, discuss it, and bring it back as new legislation—after all these consultations have taken place—that is the important part. That we will support. But if it is taken to the province the way it is now, with very few amendments, and it is tried to push it through—that sort of thing—we can not accept that.

Mr. Mc Isaac: I would agree, we are not apart at all.

The Chairman: Thank you, Dr. McIsaac. Now I have Mr. Korchinski, Mr. Brisco, and Mr. Goodale.

Mr. Korchinski: Thank you, Mr. Chairman. If I might just briefly comment. I am very pleased to hear Dr. McIsaac indicate that at least there is some thought within the Liberal caucus that they made a mistake in the original instance and are willing at least to consider holding the legislation back. It is legislation by exhaustion here. We have had to group together too many organizations into one meeting and the questioning has been not as extensive as we might have liked. I note that you indicate, amongst others that have come before this Committee, that you do not believe this legislation is going to produce the desired effect—that is, safeguard society as it is painted up to be.

I have here a report from Ottawa by none other than Ron Basford, the MP for Vancouver Centre who happens to be the Minister of Justice.

Mr. Brisco: Who is he? What is his name?

• 1200

Mr. Korchinski: He states that he brought forward in February the peace and security program:

... as a series of measures designed to counter rising crime especially violent crime without having society resort to violence itself.

Then he goes on to say:

The aim of these measures is to provide effective laws which will help restore to Canadians a sense of safety and security from the activities of criminals while maintaining the balance between the rights of individuals and the needs of society.

It is quite an admission on the part of the Minister to say that it is not going to really provide any security but it is going to provide a sense of security. In other words, it is a false illusion that we have before us. When you work on a false premise no good will come out of it. Furthermore, he also taints everybody that owns a gun as a potential criminal.

Now this is an objection which we all share I believe I just want to put that on record for anybody that may be following the proceedings of this Committee because I think it is important that the Minister's comments should be put in the record for the sake of everyone. An admission of that kind if very, very grave at this stage. The position that you have taken that we should start from square one with other legislation is a position that I subscribe to 100 per cent.

There are so many other areas that I want to cover here.

[Interprétation]

tion des armes à feu avec les provinces et présenter une nouvelle loi; voilà ce qui est important. Nous serions en faveur de cela. Mais, si les règlements sur les armes à feu sont envoyés aux provinces sous leur forme actuelle, sans qu'il y ait beaucoup de modifications, et que l'on essaie de faire adopter cette loi comme elle est, nous nous opposerons à cela.

M. McIsaac: J'en conviens, nous sommes décidément du même avis.

Le président: Merci, monsieur McIsaac. La parole est maintenant à M. Korchinski, M. Brisco et M. Goodale.

M. Korchinski: Merci, monsieur le président. Permettez-moi une brève observation. Je suis très heureux d'entendre M. McIsaac dire, lui qui est membre du caucus libéral que l'on a fait une erreur au début et que l'on est au moins disposé à retenir cette loi pour un peu plus tard. Autrement, voyez-vous c'est ce que j'appellerais légiférer par simple lassitude. Nous avons dû regrouper trop d'organismes en une même séance et n'avons pas pu poser autant de questions que nous aurions aimé le faire. Je remarque que, comme d'autres personnes qui ont comparu devant ce Comité, vous indiquez que vous ne pensez pas que cette Loi va produire l'effet désiré, c'est-à-dire maintenir la sécurité au sein de la société.

Je dispose ici d'un rapport qui provient d'Ottawa et qui est rédigé par nul autre que Ron Basford, le député de Vancouver-Centre qui est également ministre de la Justice.

M. Brisco: Qui est-il? Comment s'appelle-t-il?

M. Korchinski: Il y déclare avoir présenté en février le programme d'ordre et de sécurité:

... sous la forme d'une série de mesures destinées à contrecarrer la propagation des crimes, surtout des crimes violents, sans que la société ait à recourir elle-même à la violence.

Il poursuit ensuite:

L'objet de ces mesures est de fournir des lois efficaces qui rendront aux Canadiens un sentiment de sécurité à l'égard des activités des criminels tout en maintenant l'équilibre entre les droits des particuliers et les besoins de la société.

Je trouve bien intéressant que le ministre dise que ces mesures vont procurer non une sécurité quelconque mais un sentiment de sécurité. Autrement dit, il s'agit purement d'une illusion. Lorsqu'on travaille à partir de faux principes, on obtient rien. En outre, il semble que chaque personne qui est propriétaire d'une arme à feu soit, d'après le ministre, en odeur de crime.

J'imagine facilement que nous avons tous des objections à faire à cet égard; j'aimerais signaler cela pour quiconque lit le compte rendu des réunions de ce Comité parce que je pense qu'il est important que les observations du ministre soient lues et sues de tout le monde. Je trouve que cet aveu est très grave au point où nous en sommes. Je conviens tout à fait avec vous du fait que nous devrions recommencer à zéro, avec une nouvelle loi.

Il y a beaucoup d'autres questions dont j'aimerais traiter ici.

[Text]

First, dealing with the registration of guns, those of us who live in the sparsely populated areas, in rural areas, in little villages will find that the registrar might conceivably be 30 or 40 miles away based on the indication that we might have 900 or, say, 1,000 registrars throughout this country. If that is supposed to be followed through the registrar in my case would have no knowledge of me personally in a small community.

I do not personally know a lot of people who live seven or eight miles over in the next community for example. In other words, any registrar would have to be dependent upon somebody else's word. All he could possibly be expected to do is review the records and go on the basis of that. So that would be his sole role. He would not present a safeguard and he would have no knowledge of any one individual. You have indicated that the cost would be higher, and do you not also agree that it is quite conceivable that eventually, given some experience, we would have to have more registrars—one in every community almost.

Mr. O'Keefe: Exactly.

Mr. Korchinski: That would be necessary for somebody to have some knowledge of the individuals in the community. I have a fairly good knowledge, not a perfect knowledge because I have been away, but there are a lot of youngsters and I am sure a lot of other people in my small community that we are not familiar with. We do not know their habits, or character or characteristics and so on, so it is quite conceivable that we would have to expand this. The point is that the cost will go up. Do you agree with that?

Mr. O'Keefe: Absolutely, absolutely.

Mr. Korchinski: In the submission you had a letter that Roy Romanow had directed and you did not read a portion of that into the record. That portion was in reference to the carrying of rifles in vehicles. It is a common practice with many farmers in rural areas to carry guns in their half-tons and that sort of thing. We do that occasionally from time to time for various reasons. Have you given any consideration to how that gun might be stored safely in a vehicle? From your own experience, what would you suggest is a safe method of carrying a gun in a vehicle? We do that all the time. We go from one quarter to the next in checking the cattle.

Mr. Pattinson: I think, Mr. Korchinski, one of the things that they do not realize in Eastern Canada and that we realize in the West is that the pick-up truck has replaced the saddle horse.

Mr. Korchinski: That is right.

• 1205

Mr. Pattinson: Those landowners who have vast tracts of land and use that truck for checking fences, carry that gun to dispose of predators. We have never agreed in Saskatchewan, as far as the Wildlife Federation is concerned to the indiscriminate carrying of firearms. We have believed the landowner with his vehicle, with his gun, or the employees of that landowner should be able to carry that gun in a vehicle. The landowners have subscribed to that theory too. We still have not got that into the Game Act or the legislation in Saskatchewan that makes it illegal to carry that firearm in that pick-up truck when it is not in the hunting season.

[Interpretation]

D'abord, en ce qui a trait à l'enregistrement des armes à feu, ceux d'entre nous qui vivent dans les régions à faible densité de population, dans les régions rurales, dans les petits villages s'apercevront que le registraire peut être éloigné de 30 ou 40 milles, en supposant que nous ayons 900 ou même 1,000 registraires dans l'ensemble de ce pays. Dans ce cas-là, le registraire n'aurait aucune connaissance personnelle de mon caractère par exemple, moi qui habite une petite localité.

Il y a beaucoup de personnes qui vivent à 7 ou 8 milles de ma collectivité et que je ne connais pas personnellement. Autrement dit, chaque registraire devra dépendre des propos d'une autre personne. On pourra tout au plus exiger de lui qu'il étudie les dossiers et se fie à cela. Son rôle se bornerait à cela. Sa présence ne constituerait pas une garantie et il ne saurait rien au sujet d'un particulier précis. Vous avez indiqué que le coût serait plus élevé et vous n'acceptez pas qu'il soit concevable qu'à un moment donné, avec de l'expérience, nous ayons plus de registraires; je pense par exemple à la présence d'un registraire dans chaque localité.

M. O'Keefe: Exactement.

M. Korchinski: Il serait nécessaire que cette personne ait une connaissance assez précise des particuliers dans la collectivité. J'ai une assez bonne connaissance des particuliers, quoi qu'elle ne soit pas parfaite, parce que j'en suis éloigné, mais il y a beaucoup de jeunes et beaucoup d'autres personnes dans ma petite localité, j'en suis certain, que je ne connais pas. Ma famille et moi ne savons rien de leurs habitudes, de leur caractère ou de leur comportement et ainsi de suite; il est donc bien concevable que nous serions obligés d'augmenter le nombre de registraires. Je veux surtout montrer que le coût va augmenter. Convenez-vous de cela?

M. O'Keefe: Bien sûr, bien sûr.

M. Korchinski: Dans votre mémoire, vous aviez une lettre que Roy Romanow avait écrite. Il y a une partie de cette lettre que vous n'avez pas lue et qui risque donc de ne pas être consignée au compte rendu. Les agriculteurs des régions rurales transportent, pour diverses raisons, régulièrement, des armes à feu dans leur camionnette. Grâce à votre expérience, pouvez-vous nous dire quelle est la façon la plus sûre de transporter une arme à feu dans un véhicule? Nous en transportons couramment lorsque nous nous déplaçons pour surveiller le bétail.

M. Pattinson: Monsieur Korchinski, il semble que dans l'Est du Canada vous n'avez pas encore pris conscience du fait que dans l'Ouest la camionnette a remplacé le cheval de selle.

M. Korchinski: C'est juste.

M. Pattinson: Les propriétaires de vastes étendues de terrain utilisent leur camionnette pour vérifier les clôtures et transportent des armes à feu pour éloigner les pillards. La *Saskatchewan Wildlife Federation* n'approuve pas le transport sans discernement d'armes à feu. Toutefois, nous croyons que le propriétaire de terrains doit être autorisé à transporter une arme à feu dans sa voiture. Ils sont d'accord avec nous. Nous n'avons pas encore réussi à modifier la Loi sur le gibier ou encore les lois de la Saskatchewan qui rendent illégal le transport d'armes à feu dans une camionnette en dehors de la saison de la chasse.

[Texte]

Mr. Korchinski: But have you given any thought to the problem of keeping that gun in the vehicle? What would you consider safe storage?

Mr. Motta: May I answer that?

The Chairman: Yes.

Mr. Motta: We have discussed that at length, really, in previous federation conventions. At one time there was a proposal to have a case law throughout Saskatchewan; that all firearms would have to be encased when within a vehicle. This was tabled for further consultation between ourselves and the provincial government. Together we agreed that the best way to come up with a solution was through education through this firearm safety program, first of all to all first-time users, and eventually, all owners of firearms. I think even the people in the rural areas have a concern about this, particularly when it relates to anti-hunting and the carrying of guns and this sort of thing. But as far as secure storage is concerned, I would suppose that if your firearm is in a case within a locked vehicle, you cannot do any more than that. That is about all you can do for secure and safe storage.

Mr. Korchinski: Okay. I want to touch on another thing. I was very pleased that the entire group here seems to take the position that there should be a provincial registry or licensing system rather than a federal one. I subscribe to that for other reasons than yours.

As a legislator here, I feel very insecure. If we should have a central registry, maybe some time in the future some dictator may set himself up here by simply recalling all the licences, just on a whim. We have had situations whereby at 4 o'clock in the morning you have had the War Measures Act implemented—and by Order in Council. You know, this could be done.

I would feel far safer, and I would think we would have done our duty here as legislators to prevent that type of situation some time in the future, by having a provincial registry for that reason. Then there would have to be prior consultation between the Minister here and the minister in every province to explain the reasons why he wants to recall a licence. So I subscribe to that approach you take. It is just another argument towards what we should have, if we are going to have anything. It should be left in the hands of the provinces.

Mr. Bezanson: Mr. Chairman, to return to your member's question about carrying guns in a vehicle, I have faced this problem in a truck camper. I did not want to have the guns on display because of public feeling and theft. I mounted a gun rack below the height of the back seat, which slides forward enough to allow three rifles to be put in there. When you slide the seat back they cannot be seen. They do not attract theft. You cannot get at them rapidly...

Mr. Korchinski: Out of sight, out of mind.

Mr. Bezanson: ... if a rancher wants to take a shot at a coyote, but other than that, they are accessible.

[Interprétation]

M. Korchinski: J'en reviens à ma question sur la façon la plus sûre d'entreposer une arme à feu dans un véhicule.

M. Motta: Puis-je répondre à cette question?

Le président: Oui.

M. Motta: Au cours de plusieurs rencontres de la Fédération, nous avons discuté de cette question longuement. A un moment donné, une loi a été proposée pour toute la Saskatchewan: Que toutes les armes à feu transportées dans un véhicule soient enfermées dans un étui. Ce projet de loi a été déposé et nous en avons discuté entre nous et avec le gouvernement provincial. Nous avons convenu que la meilleure façon de trouver une solution au problème résidait dans un programme d'éducation de manipulation des armes à feu. Tout d'abord, ce programme s'adressait aux nouveaux utilisateurs d'armes à feu et à la longue, nous l'avons passé à tous les propriétaires d'armes à feu. Même la population rurale est intéressée à cette question quand il s'agit du transport des fusils en dehors de la saison de chasse. Par contre, si vous enfermez votre arme à feu dans un étui et que vous mettez votre véhicule sous clé, qu'y a-t-il de plus à faire pour assurer un entreposage de toute sécurité.

M. Korchinski: Permettez-moi d'aborder un autre sujet. Cela m'a fait plaisir de vous entendre dire que vous êtes favorable à un système d'enregistrement ou d'émission de permis provincial plutôt que fédéral. Je suis d'accord avec vous mais pour des raisons différentes.

Si nous mettons sur pied un registre central, je craindrais, comme législateur, qu'à un moment donné un dictateur s'installe ici et décide par caprice de révoquer tous les permis délivrés. Il est déjà arrivé qu'à 4 heures du matin la Loi sur les mesures de guerre a été adoptée par décret du conseil. Tout est donc possible.

Je me sentirais beaucoup plus en sécurité et je crois que, comme législateurs, nous aurions fait notre devoir pour éviter qu'une telle situation se produise dans l'avenir en établissant un registre provincial. Le ministre fédéral devrait alors consulter le ministre provincial pour faire connaître les raisons qui justifient la révocation d'un permis. Je partage donc votre avis sur cette question. Si nous décidons de procéder à l'enregistrement des armes à feu, cette responsabilité devrait être confiée aux provinces.

M. Bezanson: Monsieur le président, j'aimerais revenir à la question posée par un député au sujet du transport d'armes à feu dans un véhicule. J'ai dû faire face à ce problème dans mon camion de camping. Pour ménager l'opinion publique et éviter le vol, je ne voulais pas étaler mes armes à feu. A la hauteur du siège arrière, j'ai installé un ratelier à fusils qui me permet d'entreposer trois carabines. Lorsque le siège est en place, vous ne pouvez les voir. Cette installation évite le vol. Il est assez difficile d'y accéder rapidement...

M. Korchinski: Loin des yeux, loin du cœur.

M. Bezanson: ... si un rancher veut tirer un coup de fusil sur un coyote, mais en dehors de cela ils sont accessibles.

[Text]

Mr. Korchinski: Well, that is a good point.

Mr. Pattinson: Mr. Korchinski, I would like to add just one more thing.

We have talked at great length here today on what we consider to be reasonable and secure storage, and I would ask you for an opinion, sir. In your opinion, under reasonable and secure storage, do you not think possibly the federal government should be charged if this act were to be implicated and made retroactive? I am thinking of when the War Measures Act was on and they had that uprising in Quebec, or proposed uprising, those bandits or whom-ever they were broke into a guarded federal armoury and stole machine guns. If the army cannot protect an armoury how do you think the homeowner with his guns in a residence can protect them?

• 1210

Mr. Korchinski: I suggested yesterday that we have vaults and people break into vaults. I do not know how much safer you want to store them and so on. If you are concerned about stopping one murder or one accident, all levels of government are in the business of supplying alcohol and for goodness sakes that is the cause of a lot of trouble, for example. If you really want to save a lot of lives that is where you should start.

I do not belong to a fish and game league, maybe I would if I were still back there and had an opportunity—I do own several guns and that sort of thing. From the evidence that has been presented to us by various groups, I take it that there are approximately 300,000 people that belong to either fish and game or some sort of a shooting federation, that sort of thing, plus handguns. If I were to put the gun collectors and all other groups like that and lumped them together, I would take it that they make up approximately half the people that are organized. The other half are in a group that I might fall into, that is I do not belong to any particular group and nobody is making representations on our behalf, and yet we represent perhaps half the people that own guns.

My reaction to your suggestion that you would be quite willing to undertake a competency test is that I welcome that kind of opportunity. I would be only too glad to submit myself even though I do not belong to that. And if it meant that I was to be educated and better informed, this is a good thing, I would welcome that opportunity.

Mr. Motta: That is a good point, Mr. Korchinski. We have several hundred volunteer instructors in our province who spend untold hours of their time conducting firearms safety programs and they go out of their way, advertise in the papers and invite people to take the course in proper safe handling and storage and competency use of firearms.

The provincial government also promotes this program. We are trying to get it into the schools also at the same time. But again it works out that it is a matter of dollars. When you want to get involved in a program very extensively you have to have more money. And whatever level of government, if they could provide us with more money, if the federal government is really concerned about the proper use and handling of firearms, we would like to see money funded into those programs, funded into setting up ranges where we can take students out and instruct them properly in how to use a firearm. And even if you never hunt or never intend to hunt in the future, I think it is a

[Interpretation]

M. Korchinski: Voilà qui est bien.

M. Pattinson: Monsieur Korchinski, permettez-moi de dire quelques mots de plus.

Nous avons discuté longuement sur un entreposage sûr et raisonnable. Monsieur, j'aimerais connaître votre opinion. Ne croyez-vous pas que le gouvernement fédéral devrait être accusé rétroactivement en vertu de cette loi si elle est adoptée? Lorsque la Loi sur les mesures de guerre était en vigueur, il y a eu un soulèvement à Québec. A ce moment-là, des bandits ou qui sais-je, ont pris d'assaut une armurerie fédérale surveillée et volé des mitrailleurs. Si l'armée ne peut protéger ces armes, comment espérez-vous que le propriétaire privé protège les armes à feu dans sa résidence?

M. Korchinski: Hier, j'ai signalé qu'il a des voûtes et que les voûtes peuvent être enfoncées. Je ne sais plus à quel moyen recourir. Si vous songez à mettre un arrêt aux meurtres ou aux accidents, n'oubliez pas que tous les niveaux de gouvernement fournissent de l'alcool. Et Dieu sait si l'alcool cause bien des problèmes. Il faudrait peut-être d'abord attaquer ce problème si nous voulons sauver plusieurs vies.

Pour le moment, je n'appartient à aucune ligue de chasse et de pêche mais il est possible que je me joindrais à vous si j'étais encore dans l'Ouest. Je possède plusieurs armes à feu et de l'équipement du genre. Suite aux témoignages des divers groupes que nous avons entendus, je conclus qu'environ 300,000 personnes sont membres d'une fédération de chasse, de pêche ou de tir quelconque. Les collectionneurs d'armes à feu, plus tous les autres groupes organisés, représentent environ la moitié de la population qui possède des armes à feu. L'autre moitié de possesseurs d'armes à feu ne sont organisés en aucune façon et personne ne fait des instances en leur nom.

Je suis très favorable à la proposition que vous faites d'imposer un test d'aptitude. Selon moi, cette idée est excellente. Je serais très heureux de m'y soumettre même si je n'appartiens pas à votre fédération. Suite à ce test, il est possible que j'aie besoin de plus de formation et de renseignements. Ce serait excellent pour moi.

M. Motta: Vous avez bien raison, monsieur Korchinski. Dans notre province, des centaines d'instructeurs bénévoles passent des heures innombrables à organiser des programmes de sécurité des armes à feu. Ils font de la publicité dans les journaux et invitent la population à s'inscrire à des cours de manipulation, d'entreposage et d'utilisation appropriée des armes à feu.

Le gouvernement provincial encourage ce programme. Nous essayons de dispenser ces cours dans les écoles. Là encore, c'est une question de dollars. Il faut toujours une certaine somme d'argent pour mettre en application un programme important. Si le gouvernement fédéral est réellement préoccupé par l'utilisation et la manipulation appropriée des armes à feu, il devrait subventionner ces programmes qui permettraient l'installation de champs de tir où les étudiants pourraient apprendre à utiliser les armes à feu. Même s'il n'a aucune intention de chasser plus tard, je crois que tout citoyen responsable doit apprendre à manipuler correctement les armes à feu.

[Texte]

good responsibility for every citizen to learn how to own and handle firearms properly.

Mr. Korchinski: I know you are primarily concerned with those people that belong to your organization but there are also people in a different kind of category that never really use guns. I have often made the illustration here in Committee with reference to a widow that is left in possession of a gun on the passing of her husband and does not necessarily want to release that gun to anybody or have it turned in because of the fact that she has a young family growing up and so on. She is not likely to use that gun. She is probably in a different kind of category, really. She is not going to be a gun user, she has no competence and so on. Surely there are people in situations like that. Do you not feel that these people should be put in a different kind of category rather than every five years have them submit to licensing which is going to be—Mr. Woolliams made the point that it would be \$30 to start with but from there on in the sky is the limit? Really, this is what goes on all the time.

Do you not think people in that kind of category should have a once-in-a-lifetime sort of licence? Furthermore, anybody for that matter, if you are competent once you are probably competent for the rest of your life. You learn to ride a bike when you are kid and you remember that 50 years later.

Mr. Motta: Now that is very interesting, Mr. Korchinski. Gentlemen, when we talked about this within our Federation one of the gentlemen brought this to my attention. He received a driver's licence when he was about 16 years old, he is about 55 years today; he did not have to take a test. He has had a driver's licence ever since he was 16. He has never had a driver's test since then. He has never had an eye test; never had a fitness test of any way, shape or form. All he does is sign his name when he gets his driver's licence each year. It is as simple as that.

Mr. Korchinski: That is the way I go through it.

• 1245

Mr. Motta: Yes. This is why I question one of the points brought up by Mr. Fox. Maybe some provinces have a system to check people and their driver's licence, but in Saskatchewan this system has been going on for years and years and years. Yet we are prepared to come out and bang, we are going to go after the people that are utilizing firearms. Look at the people that are driving vehicles. I suggest that driving a vehicle carries a lot more responsibility than owning a firearm today because you are involving so many more people's lives when you are driving down the highway.

Mr. Korchinski: You drive a car practically everyday.

Mr. Motta: That is right.

Mr. Korchinski: You use a gun maybe once a year. In my case, that is doubtful too.

Have you had any . . .

The Chairman: You will have to wind up, Mr. Korchinski.

[Interprétation]

M. Korchinski: Je sais que vous êtes surtout préoccupé par les membres de votre organisation, mais il ne faut pas oublier les personnes qui n'utilisent jamais d'armes à feu. A plusieurs reprises, devant ce comité, j'ai cité en exemple le cas d'une veuve qui possède une arme à feu et qui désire la garder après le décès de son mari. Elle ne veut pas s'en défaire ni la remettre à qui que ce soit parce qu'elle a une famille. Il est peut probable qu'elle utilise cette arme à feu. Elle n'a pas d'aptitude, et elle ne deviendra pas utilisatrice d'armes à feu, ce qui la met sans doute dans une catégorie différente. Bon nombre de personnes doivent être dans une situation semblable. Ne croyez-vous pas que ces personnes devraient être mises à part plutôt que de les soumettre à l'obligation de se procurer un permis tous les cinq ans? M. Woolliams a mentionné que le coût initial serait de \$30, mais qui sait quel prix ces permis peuvent atteindre avec le temps?

Ne croyez-vous pas que ces personnes pourraient être autorisées à se procurer un permis à vie? Quant à cela, un permis à vie pourrait probablement s'appliquer à tout le monde. Si vous savez utiliser une arme à feu, une fois, vous le saurez pour le restant de vos jours. Lorsque vous êtes enfant, vous apprenez à conduire un vélo et, 50 ans plus tard, vous vous en souvenez encore.

M. Motta: Monsieur Korchinski, tout cela est très intéressant. Messieurs, lorsque nous avons discuté cette question à la Fédération, un des membres m'a donné l'exemple suivant. A l'âge de seize ans, sans subir un test de conduite, il a reçu un permis de conduire. Il est âgé de 55 ans aujourd'hui et toujours en possession de son permis de conduire, sans jamais avoir subi de test de conduite. Il n'a qu'à signer son nom pour renouveler son permis de conduire tous les ans. C'est aussi simple que cela.

M. Korchinski: C'est ce que je fais moi-même.

M. Motta: C'est pourquoi je conteste un des points soulevés par M. Fox. Il est possible que certaines provinces aient un système de vérification pour l'obtention d'un permis de conduire. En Saskatchewan, ce système existe depuis des années. Comment expliquer, alors, que nous sommes prêts à imposer des mesures beaucoup plus sévères pour des personnes qui utilisent des armes à feu. Prenons le nombre de personnes qui conduisent des véhicules. A mon avis, la conduite d'un véhicule aujourd'hui comporte beaucoup plus de responsabilité que la possession d'une arme à feu. Lorsque vous conduisez sur une grande route, vous devez tenir compte de la vie de plusieurs personnes.

M. Korchinski: Nous conduisons nos voitures presque tous les jours.

M. Motta: C'est juste.

M. Korchinski: Nous utilisons une arme à feu peut-être une fois par année. Dans mon cas, même pas.

Avez-vous eu . . .

Le président: Monsieur Korchinski, vous devrez arrêter là.

[Text]

Mr. Korchinski: I am really winding up. Okay, then. There are so many other things—One of the things I want to just comment on is that I do not think you need apologize for the fact that you have advertised or somebody has paid for your advertisements. If the legislation cannot stand the acid test, it should not see the light of day really.

Have you had any consultation with the Attorney General in regard to this legislation at this stage?

Mr. Motta: Saskatchewan or federal?

Mr. Korchinski: I mean with Saskatchewan, or anybody.

Mr. Motta: No. As far as the Saskatchewan Wildlife Federation, we have had no direct consultation with our Attorney General. In fact this legislation was brought forth so quickly without us even knowing what was in it that there was really no room for consultation.

In fact, as I pointed out in our statement here, the Attorney General took the proposals from his meeting with the Justice Department back to Saskatchewan, distributed them to the Police Chiefs at a local level, and tried to get some input from them. He wrote a letter to Mr. Basford on February 17 when he got the information back. By that time the legislation was in print and almost ready to table in the House of Commons.

Our consultation at a local level has been with the Department of Tourism and Renewable Resources who administer our fire and safety program.

Mr. O'Keefe: In Alberta the Attorney General has instituted regulations particularly with regard to handguns and automatic weapons far more severe than anything contemplated by the federal government. There has been almost nothing done on long guns.

Mr. Korchinski: Even though you have the legislation, I am concerned about what you do not see on the surface in the legislation—the stuff that is going to come through in Order in Council. There were two documents put out by both the Minister of Justice and the Solicitor General. One said that the first year, Ontario would be licensed; the second year in one document it said western Canada would be and in the second document it said that Quebec and the Atlantic Provinces would be. So they themselves do not even know where they are going. Can you imagine where we are going to end up when they set it out in...

The Chairman: Thank you Mr. Korchinski. I have Mr. Brisco, Mr. Goodale, and Mr. Towers. Mr. Brisco

Mr. Brisco: Thank you Mr. Chairman. I have to agree with the remarks of the previous member, Mr. Korchinski, with reference to the fact that the government does not appear to know where it is going with reference to this bill. That is not just in so far as where it is going to begin.

It has been remarked upon today by one of the members that we may have some problems if the legislation is introduced in a province where it does not apply—perhaps the same legislation may not apply in Alberta as in British Columbia, or in Saskatchewan. The hunter from B.C. going into Saskatchewan may find that he is coping with a different set of regulations. I think the federal government by indicating that it is going to implement this on a piecemeal basis across Canada, is begging the question.

[Interpretation]

M. Korchinski: J'achève. Il reste tant d'autres choses à dire—J'aimerais simplement vous dire que, selon moi, vous ne devez pas présenter des excuses pour avoir inséré une annonce dans les journaux ou du fait que quelqu'un a payé pour cette annonce. Si la loi ne peut résister à l'épreuve concluante, elle ne devrait jamais être mise en application.

Avez-vous consulté le procureur général sur ce projet de loi?

M. Motta: Parlez-vous du procureur général de la Saskatchewan ou du gouvernement fédéral?

M. Korchinski: L'un ou l'autre, peu importe.

M. Motta: Non. La Saskatchewan Wildlife Federation n'a pas consulté le procureur général de la province. Puisque ce projet de loi a été soumis si rapidement et sans que nous sachions de quoi il s'agit, nous n'avons vraiment pas eu le temps de le consulter.

En fait, notre procureur général a obtenu ses renseignements sur le projet de loi lors d'une rencontre avec le ministère de la Justice. De retour en Saskatchewan, il a distribué ces propositions aux chefs de police locaux et leur a demandé leurs opinions. Il a ensuite écrit une lettre à M. Basford, le 17 février. A ce moment-là, le projet de loi était déjà imprimé et presque prêt à être déposé à la Chambre des communes.

Au niveau local, nous avons consulté le ministère du Tourisme et des Ressources renouvelables qui administre notre programme de feu et de sécurité.

M. O'Keefe: En Alberta, le procureur général a institué une réglementation à l'égard des pistolets à point et des armes automatiques beaucoup plus sévère que celle qui est envisagée par le gouvernement fédéral. Presque rien n'a été fait au sujet des armes d'épaule.

M. Korchinski: Même si vous avez toutes ces lois, je suis préoccupé par ce qui vous échappe dans le nouveau projet de loi, c'est-à-dire ce qui sera approuvé par décret du conseil. Le ministre de la Justice et le solliciteur général ont publié deux documents. L'un d'eux mentionnait que, durant la première année, les propriétaires d'armes à feu de l'Ontario devraient se procurer des permis. Dans l'autre document, au cours de la deuxième année, les propriétaires de l'Ouest du Canada seraient soumis à ce règlement. Par contre, dans le premier document, il est mentionné que ce serait au Québec et aux provinces de l'Atlantique de se conformer au cours de la seconde année. Vous constatez vous-même qu'ils ne savent même pas où ils vont. Pouvez-vous imaginer ce qui se passera lors de la mise en application...

Le président: Merci, monsieur Korchinski. J'ai les noms de MM. Brisco, Goodale et Towers. Monsieur Brisco.

M. Brisco: Merci, monsieur le président. Je conviens avec M. Korchinski que le gouvernement ne semble pas savoir exactement où il va avec ce projet de loi. Il reste même à déterminer par où commencer.

Un des membres a mentionné que nous pourrions connaître des problèmes si la loi est introduite dans une province où elle ne s'applique pas. Les mêmes lois ne s'appliquent peut-être pas en Alberta, en Colombie-Britannique ou en Saskatchewan. Le chasseur de la Colombie-Britannique qui se rend en Saskatchewan devra peut-être faire face à un ensemble différent de règlements. Lorsque le gouvernement fédéral indique qu'il mettra progressivement en application ce projet de loi, au Canada, il suppose

[Texte]

They will be faced with the same problem federally, as they would be provincially.

• 1220

There are a couple of points I would like to remark on. I notice that in a speech in the House by the member from New Westminster he alluded to the fact that where you have gun controls—and he was quoting United States' statistics in referring to handguns—the homicide rate is lower. He felt the same situation would apply in Canada, where we tend to kill more people with long guns. I wonder if you are in a position to comment on those statistics. The statistics I have available indicate that the murder rate with handguns is highest in the four states in the United States which have the most rigid handgun controls. New York is one of them and Michigan is another.

Would you like to comment on that?

Mr. Michie: Mr. Chairman, this is quite true. New York city, which has had the Sullivan Law for some fifty-odd years, has the highest homicide rate, and many of them are committed with hand guns. The Sullivan Law is one of the most restrictive handgun laws in the world today. Philadelphia, Detroit, Chicago, other large cities, have very restrictive gun laws and handgun laws in particular, and their crime rates are higher. In England, if I may make this comparison, they discovered over a period of 50 years that they had less armed crime when their penalties were high and there was no gun-control legislation. When they relaxed the penalties in conjunction with the implementation of gun controls, their armed crime rate went higher and higher. This seems to be pretty well applicable on a world-wide basis.

The Chairman: Mr. Thompson.

Mr. Thompson: I would like to quote you a few figures from the *Shooting Federation of Canada Magazine*. These are from the Interpol Organization on crime rates throughout the world and applies to the year 1966.

A Witness: It varies from year to year but basically ...

Mr. Thompson: The murder rate per 100,000 people in countries that have compulsory training and no restrictions on firearms, such as Switzerland: their rate is .70 per 100,000. In Canada, we stand at the figure of 2.40. In Great Britain—in Scotland, as a matter of fact, they have complete firearms registration and the banning of firearms—it is 2.63. The U.S.A. is 6.80. In Bermuda, where there is an absolute ban on all firearms and a mandatory jail sentence if you are caught with a firearm that is not registered, it is 8.0. It proves that registration and the compulsory registration of firearms does not affect the crime rate.

Mr. Brisco: Right, okay.

An interesting observation made in one of the briefs—I do not know if it has been touched on because I have not always been in attendance at the meetings—is with reference to the fact that it is the hunter who by and large has been the moving force in the promoting of various wildlife preserves. I thought that was a very astute observation, and one that has perhaps been missed by the Committee. In my riding I can think of the Creston Valley Wildlife Management Authority area, which is largely supported by

[Interprétation]

vrai ce qui est en question. Il devra faire face aux mêmes problèmes au niveau fédéral qu'au niveau provincial.

Lors d'un discours à la Chambre, le député de New Westminster a fait allusion au fait que lorsque vous mettez en vigueur le contrôle des armes à feu, le taux d'homicides diminue. Il utilisait des statistiques des États-Unis portant sur les armes à poing. Selon lui, la même situation devrait s'appliquer au Canada où plus de meurtres sont perpétrés avec des armes d'épaule. Voulez-vous commenter sur ces statistiques? Les chiffres dont je dispose indiquent que le taux de meurtres commis avec des armes à poing est très élevé dans les quatre États des États-Unis qui ont les contrôles d'armes à poing les plus rigides. Cela est vrai de l'État de New York et de l'État du Michigan.

Qu'en pensez-vous?

M. Michie: Monsieur le président, tout cela est vrai. Dans la ville de New York, où la loi Sullivan est en application depuis quelque 50 ans, le taux d'homicides est un des plus élevés, et plusieurs d'entre eux sont perpétrés avec des armes à poing. La loi Sullivan est une des lois sur les armes à feu les plus restrictives du monde. Philadelphie, Détroit, Chicago et d'autres grandes villes ont aussi des lois très restrictives sur les armes à feu et, surtout, les armes à poing; leur taux de crimes est plus élevé. En Angleterre, ils ont découvert, au cours d'une période de 50 ans, que moins de crimes à main armée étaient perpétrés lorsque les sanctions pénales étaient élevées. Il n'existait aucune loi sur le contrôle des armes à feu. Lors de la mise en application du contrôle des armes à feu, ils ont diminué les sanctions pénales. Il en a résulté une augmentation du taux de crimes perpétrés avec des armes à feu. La même chose se produit un peu partout dans le monde.

Le président: Monsieur Thompson.

M. Thompson: Permettez-moi de vous citer quelques chiffres publiés dans la revue *Shooting Federation of Canada*. Ces chiffres proviennent de l'organisation Interpol sur les taux de crimes dans le monde, pour l'année 1966.

Un témoin: Ces chiffres varient d'année en année, mais fondamentalement ...

M. Thompson: Il s'agit du taux de meurtres par 100,000 personnes dans des pays qui imposent l'entraînement et ne restreignent pas l'utilisation des armes à feu: en Suisse, le taux est de .70 par 100,000 habitants; au Canada, 2.40. En Grande-Bretagne et en Écosse, où ils ont l'enregistrement obligatoire des armes à feu et l'interdiction des armes à feu, le taux de meurtres est de 2.63. Celui des États-Unis est de 6.80. Aux Bermudes, où il existe une interdiction totale sur toutes les armes à feu et une sentence d'emprisonnement obligatoire si l'on vous trouve en possession d'une arme à feu non enregistrée, il est de 8.0. Cela prouve que l'enregistrement obligatoire des armes à feu ne touche pas le taux de crimes.

M. Brisco: Très bien alors.

Je ne sais pas si vous avez discuté du point dont je veux parler, puisque je n'ai pas assisté à toutes les séances. Je veux revenir à l'observation dans un des mémoires selon laquelle le chasseur est responsable d'avoir encouragé la conservation de la faune. Cette remarque astucieuse a, semble-t-il, échappé au Comité. Dans ma circonscription, par exemple, vous trouvez la Creston Valley Wildlife Management Authority, qui est appuyée en grande partie par les chasseurs d'oiseaux. Ces personnes, par l'entremise

[Text]

bird hunters. They are the ones who indeed, in a public advisory committee, help to manage the affairs of that wildlife management area. It may well be that there are other areas. I think in B.C. Mr. Rifle was responsible, was he not, Mr. Otway, for a large preserve? Mr. Rifle, as I recall, in my youth was a very ardent bird hunter. I wonder if perhaps you gentlemen could comment on your individual provinces as to what the hunter, whether a big game hunter or a bird hunter, has contributed towards the establishment of these preserves, and whether you think the implementation of this bill with what I can foresee as a forbidding licence fee will act as a deterrent in the future development of these areas, simply because people will hang up their guns and say. To hell with it, it is just not worth it.

• 1225

Mr. Thompson: I would like to comment on that, if I may. It is very true. We find with our junior rifle program, in which we are involved to a great extent, that we not only teach the rudiments of hunter safety, safe firearm handling and storage, but we also go into the sportsman and conservation aspects. You take a youngster from the age of 12, he becomes involved in his second and third year in conservation projects, such as the reintroduction of the extinct prairie chicken in Manitoba, habitat planting, and various other aspects. If you deprive youngsters of this type of training, the natural intrusion of this activity is going to disappear completely, you will not have the people to become involved. The same thing applies to many other projects that have been undertaken by people within the Manitoba Wildlife Federation. By deterring them from taking part in their actual sport, you will find a reluctance on their part to participate in any further conservation projects.

Mr. Motta: Mr. Brisco, you made a very good point, and we did include that in our brief to the Committee.

Mr. Brisco: I noticed that.

Mr. Motta: We feel very strongly that any program that discourages the use and ownership of firearms by responsible sportsmen, such as the members of the Saskatchewan Wildlife Federation, is extremely detrimental to the conservation movement. The dollars hunters are putting into conservation today—in Saskatchewan, as an example, there is the Wildlife Development Fund. Dollars from hunting licences go directly into this fund to purchase and maintain wildlife habitat, and it amounts to a quarter of a million dollars a year. We have advocated an increase in that, and when we talk about a \$25- or \$50-licensing fee, I would much rather see that money go into conservation programs that not only benefit the hunters, but all the citizens of Saskatchewan, all the citizens of Canada. They can all come and have the opportunity to view wildlife in its natural setting. This bill is going to damage that to such an extent that we just cannot see the logic in it.

Mr. O'Keefe: In almost all jurisdictions in Canada the dollar stamp on wildlife conservation and management just about exactly equals the dollars received from the sale of licences. Once that sale of licences goes down we are going to see our protection drop, not only of huntable species of birds and animals, but the protection and the study given to all species. The general public does not pay

[Interpretation]

d'un comité consultatif public, aident à administrer cette chasse gardée de la faune dans la région. Il est fort possible qu'il y en ait dans d'autres régions aussi. Je crois qu'en Colombie-Britannique, M. Rifle a été responsable d'une chasse gardée importante n'est-ce pas, monsieur Otway? Selon mes souvenirs de jeunesse, M. Rifle était un chasseur d'oiseaux ardent. Pourriez-vous, messieurs, nous faire part de la contribution du chasseur, dans vos provinces respectives, qu'il s'agisse du chasseur de gibier ou d'oiseaux, à l'établissement de chasse gardée. Croyez-vous que la mise en application de ce projet de loi découragera les initiatives de ce genre? Ne croyez-vous pas que les gens accrocheront simplement leur fusil en se disant: «Tant pis, ce n'est pas la peine», puisqu'ils devront déboursier des droits pour l'obtention de leur permis.

M. Thompson: J'aimerais faire des observations là-dessus si vous me le permettez. C'est vrai. Dans le cadre de notre programme des jeunes tireurs, nous leur montrons non seulement comment manipuler et entreposer les armes à feu de façon sûre mais aussi nous parlons du sport et de la conservation. Par exemple au cours de sa deuxième et troisième année un jeune de 12 ans peut participer à des projets de conservation comme le repeuplement du Manitoba en gélinotte des prairies, espèce disparue, l'aménagement d'un habitat, etc. Si on prive les jeunes de ce genre de formation, plus personne ne se consacrera naturellement à cette activité. Il en va de même pour bien d'autres projets entrepris par les membres de la Fédération de la faune du Manitoba. Si on les empêche de pratiquer leur sport, ils ne seront plus disposés à participer à d'autres projets de conservation.

M. Motta: Monsieur Brisco, vous avez soulevé un argument très valable et nous l'avions inclus dans notre mémoire au Comité.

M. Brisco: Je l'avais remarqué.

M. Motta: Nous croyons fermement que tout programme nuisant à l'emploi et à la possession d'armes à feu par des sportifs responsables, comme les membres de la Fédération de la faune de la Saskatchewan, nuira aussi considérablement au mouvement de conservation. Les chasseurs placent beaucoup d'argent dans la conservation à l'heure actuelle, en Saskatchewan par exemple il y a le fonds de développement de la faune. L'argent des permis de chasse est versé directement dans ce fonds pour l'achat et le maintien d'un habitat pour la faune, et il s'élève à environ à un quart de million cette année. Nous avons préconisé une augmentation, et lorsque nous proposons d'augmenter le prix des permis à \$25 ou \$50, nous préférierions que cet argent serve au programme de conservation qui profite non seulement aux chasseurs, mais à tous les citoyens de la Saskatchewan et du Canada. Ils peuvent tous avoir l'occasion d'observer la faune dans son habitat naturel. Le projet de loi nuira tellement à la conservation que nous le trouvons absurde.

M. O'Keefe: Dans presque toutes les provinces du Canada, le montant destiné à la gestion et à la conservation de la faune équivaut presque toujours à l'argent tiré de la vente des permis. Si la vente de permis diminue, non seulement les oiseaux et les animaux de chasse seront moins protégés, mais aussi toutes les autres espèces. Aucune partie de l'impôt des contribuables n'est destinée à

[Texte]

through general revenue to any extent for any of this. In Alberta we have a \$1 fee that goes for the purchase and protection of wildlife land. We have asked that this be increased to \$10 per year. The average sportsman is not concerned about the expenditure of funds if it is going to do somebody or something some good. It does not have to be him. We do not care if they build robins' nests with it, as long as it is going to do some good.

Mr. Michie: I would like to concur on behalf of the British Columbia sportsmen. The same principle applies there. Further more, the sportsmen, both the hunters and fishermen of British Columbia, have on numerous occasions requested raises in their licence fees over the years to help accommodate this type of project.

Mr. Brisco: I think also, just as a passing comment—and Mr. Otway, I am sure, will bear me out—that the Creston Valley Wildlife Management Authority area, which was developed by the hunting fraternity, generally speaking, in consultation with the provincial government and the federal government—it is an unusual bill, quite unique in its formation—is now the object of visitors from many countries. Thousands of visitors stream through there per year. It is, obviously, only through the good management of those who are acutely interested that the general public has the benefit of visiting and seeing for themselves the management being implemented in the Creston Valley area.

I think the other example in point is the implantation of two large herds of elk, one into the Blueberry-Paulson area of Christina Lake, the other into the Tulip Creek area of the Arrow Lakes. All of these elk were purchased, if you will, by hunters at \$10 a head, which covered the cost of transportation of these animals, with some funding from the provincial government, from the national parks in Alberta into British Columbia. Those elk were not transported for the purpose of then shooting them down the following week. Those areas are protected and will be protected for probably a number of years until the herds develop sufficient strength that they can be hunted with some discretion.

• 1230

I would like to ask a question of our gun collector. Under this legislation there is passing reference to the gun collector. That is assuming sir, that you are a bona fide gun collector with perhaps a dozen or two dozen or perhaps a hundred guns. What about me, or some other person, who wants to become a gun collector? What can you see in this bill that is going to be a deterrent for the fellow who wants to buy that first gun?

Mr. Bezanson: I see a very great danger, Mr. Brisco, that the whole thrust of the bill, as expressed in the government press releases, is to try to eliminate unused guns from homes. As I have attempted to point out in my brief report, most of these guns that are unused in homes are antiques, but there is no adequate definition of antiques.

Mr. Brisco: Right.

Mr. Bezanson: I was fortunate in starting as a collector over 30 years ago. I acquired a sizeable collection while they were still very inexpensive. Today they are very costly, and the thought of just senselessly taking in millions of dollars worth of antiques and destroying them just appeals me because it is so savage and so uncultured.

[Interprétation]

la conservation de la faune. En Alberta, il y a une taxe de \$1 pour l'achat de terres où pourra être protégée la faune. Nous avons demandé que cette taxe soit augmentée à \$10. Le sportif ne se préoccupe pas de dépenser de l'argent si cela sert à quelque chose. Qu'ils fassent ce qu'ils veulent, du moment qu'il en résultera quelque chose de valable.

M. Michie: Je me rallie à votre opinion au nom des sportifs de la Colombie-Britannique. Il en va de même là-bas. De plus, les chasseurs et les pêcheurs de la Colombie-Britannique ont demandé à plusieurs reprises qu'on augmente le prix des permis en vue de mettre sur pied ce genre de projet.

M. Brisco: Soit dit en passant, et M. Otway m'appuiera j'en suis sûr, la région de protection de la faune de la vallée de Creston qui a été créée par les associations de chasseurs en général, de concert avec le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral est maintenant visitée par des gens de bien des pays. Des milliers de visiteurs s'y rendent chaque année. Évidemment, c'est grâce à l'initiative des gens directement intéressés que la population peut maintenant visiter la vallée de Creston et se rendre compte par elle-même de ce qu'on y fait à l'égard de la conservation.

On peut mentionner un autre exemple, l'implantation de 2 grands troupeaux d'orignaux, l'un dans la région Blueberry-Paulson près du lac Christina et l'autre dans la région Tulip Creek près des lacs Arrow. En fait tous ces orignaux ont été achetés \$10 chacun par les chasseurs. Ce montant payait le coût du transport des animaux et nous avons reçu des fonds du gouvernement provincial et des parcs nationaux de l'Alberta. Nous n'avons pas à transporter ces orignaux seulement pour les chasser la semaine suivante. Ces régions sont protégées et le demeureront pendant probablement un certain nombre d'années jusqu'à ce qu'ils soient assez nombreux pour qu'on puisse les chasser à bon escient.

J'aimerais poser une question à notre collectionneur d'armes. Dans la loi, on mentionne en passant le collectionneur d'armes. Nous vous supposons que vous êtes un vrai collectionneur d'armes qui possède une douzaine, deux douzaines ou peut-être une centaine d'armes. Qu'en est-il pour quelqu'un qui veut devenir un collectionneur d'armes? Croyez-vous que cette personne hésiterait à acheter sa première arme à feu à cause de ce projet de loi?

M. Bezanson: Monsieur Brisco, je crains beaucoup que le projet de loi ne vise, comme l'indiquent les communiqués de presse du gouvernement, à supprimer toutes les armes à feu dont on ne se sert pas. Comme j'ai tenté de le signaler dans mon court rapport, la plupart des armes à feu dont on ne se sert pas sont des antiquités, mais on ne définit pas les antiquités de façon appropriée.

M. Brisco: Exact.

M. Bezanson: Heureusement, j'ai commencé à collectionner les armes il y a plus de 30 ans. J'ai réuni une collection importante dans le temps où les armes étaient beaucoup moins coûteuses. De nos jours, elles sont très coûteuses, et l'idée de détruire des antiquités qui valent des millions de dollars m'horripile parce que cela me semble très peu civilisé.

[Text]

Mr. Brisco: We kill a lot of people on the highways with cars. You could use the same analogy that the antique car is just as much a hazard and perhaps we should be collecting and destroying them as well.

Mr. Bezanson: Precisely. Not actually, they are valued like the old guns, but to me these are treasures and every collector, every man who collects anything, understands this. They are inanimate things, they are like a stamp.

Mr. Brisco: Right.

Mr. Bezanson: I have over 200. I have fired about two of them, not the antiques but modern firearms, and I think the collector is being incredibly valuable and is accomplishing at no cost to the government what this bill purports to do. We have taken these guns out of circulation at very considerable expense.

Mr. Brisco: Okay. May I ask another question of you. It has been alluded to in debate in the House when this bill was introduced that what the Conservatives and those others who are opposed to the bill were suggesting is that somehow Canadians have the right to bear arms. That is a phrase that is, of course, frequently used across the border, to the south of us. Do you gentlemen feel that this is the concern of Canadians who are going to be affected by this bill? Do you and the people that you represent in the Western provinces feel that their concern is the right to bear arms?

Mr. Bezanson: I think many people think in this way because we are a cultural satellite of the United States and it is embodied in their constitution. They are fighting bitterly to retain this privilege. However, we also must recognize that this has been a part of British common law for centuries, not only the right for the British subject to keep arms in his home but he was expected to by his king because he might be called upon to defend that king at any time.

Mr. Brisco: Do you feel that it is a motivating force, though, in opposition to this bill?

Mr. Bezanson: I beg your pardon?

Mr. Brisco: Do you feel that the thought of the right to bear arms is the motivating force in opposition to this bill?

Mr. Bezanson: This is a difficult thing to answer. I know the reaction of many people who do not have the same interest in these artifacts as myself is that they feel their rights are being trampled on by the thoughts expressed in this bill. I know some of the retailers in Vancouver have had a great upsurge in over-the-counter sales as people thought maybe they will not be allowed to buy this two months from now, that they had better get one now. I think the same thing is surfacing in the United States. Of course, in the United States they have an ongoing race war that we do not have in Canada, thank goodness.

Mr. Brisco: All right. Mr. O'Keefe.

Mr. Motta: In Saskatchewan we have adopted the principle that—and I think generally people feel this way—the ownership of guns is not a right in Canada. It is a privilege which we have earned over a period of some 60 or 70 years. It is a historical tradition. It is part of our everyday way of life. I kind of chuckle when they mention certain exemptions in the areas of Canada where hunting and trapping is a way of life. In all of rural Saskatchewan, outside of your metropolitan cities, hunting is a way of life. The ownership of guns is a privilege which we have earned over a period of several years, we feel very strongly about it, and for that reason, the fact that it is a privilege, people are opposing this bill.

[Interpretation]

M. Brisco: Bien des gens sont tués sur les routes par des voitures. Nous pourrions nous servir du même argument et dire que la voiture ancienne est aussi dangereuse et qu'il faudrait la détruire aussi.

M. Bezanson: Justement. Pas à l'heure actuelle, elles ont de la valeur comme les vieux fusils, pour moi ce sont des trésors et chaque collectionneur le comprendrait. Ce sont des choses inanimées, comme un timbre.

M. Brisco: Exact.

M. Bezanson: J'en ai plus de 200. Je me suis servi d'à peu près deux fusils, pas les antiquités mais les armes modernes, et je crois que le collectionneur est extrêmement utile et qu'il accomplit gratuitement pour le gouvernement ce que ce projet de loi tente de faire. Nous avons retiré ces armes à feu de la circulation en payant très cher.

M. Brisco: Très bien. J'aimerais vous poser une autre question. Lorsque ce projet de loi a été présenté à la Chambre, on a laissé entendre que les conservateurs, et les autres qui s'opposent au bill, disent que les Canadiens ont le droit de porter des armes. C'est une expression dont on se sert fréquemment de l'autre côté de la frontière, au sud. Croyez-vous que c'est la préoccupation des Canadiens qui seront touchés par ce bill? Croyez-vous que les gens que vous représentez dans l'Ouest estiment qu'ils ont le droit de porter des armes?

M. Bezanson: Je crois que bien des gens ont cette attitude parce que nous sommes en fait un satellite culturel des États-Unis et que cela fait partie de leur constitution. Ils s'opposent vraiment à ce qu'on leur retire ce privilège. Cependant, il faut aussi admettre que cela fait partie du droit britannique depuis des siècles, non seulement le sujet britannique a toujours eu le droit de garder des armes à feu dans sa maison, mais il était tenu de le faire parce que le roi pouvait l'appeler sous les armes n'importe quand.

M. Brisco: Estimez-vous toutefois que c'est une des raisons pour lesquelles on s'oppose à ce projet de loi?

M. Bezanson: Pardon?

M. Brisco: Estimez-vous que l'on s'oppose à ce bill parce qu'on juge avoir le droit de porter des armes?

M. Bezanson: C'est difficile à dire. Je sais que bien des gens qui ne s'intéressent pas à ces antiquités pour la même raison que moi, estiment que le projet de loi porte atteinte à leurs droits. Je sais que les ventes dans certains magasins de détail de Vancouver ont monté soudainement parce que les gens croient qu'ils ne pourront plus en acheter dans deux mois. La même chose se produit aux États-Unis. Bien entendu, les Américains se sont toujours précipités sur les armes à feu et, Dieu merci, il n'en va pas de même au Canada.

M. Brisco: Très bien. Monsieur O'Keefe.

M. Motta: En Saskatchewan, nous avons adopté le principe que la possession d'une arme à feu n'est pas un droit au Canada. C'est un privilège que nous avons acquis sur une période d'environ 60 ou 70 ans. C'est une tradition. Cela fait partie de notre vie quotidienne. On prévoit certaines exemptions pour les régions du Canada où la chasse et le trappage est un mode de vie, mais dans les régions rurales de la Saskatchewan, à l'extérieur des villes, la chasse est aussi un mode de vie. La possession d'arme à feu est un privilège que nous avons acquis sur une période de plusieurs années, et c'est très important pour nous, et c'est pourquoi les gens s'opposent au projet de loi.

[Texte]

Mr. Brisco: So you would say the concern is more the privilege rather than the right to bear arms?

• 1235

Mr. O'Keefe: I would say, sir, that we feel that it is not a right, it is a privilege. People are concerned that they are being removed arbitrarily without any proper consultation, and it is this arbitrary action, lack of consultation and consideration that has most people concerned.

Mr. Brisco: Thank you. Mr. Chairman, I know my time is up, or close to it, there is one comment I would like to make after we hear from this witness.

Mr. Michie: If I may, I think a great many, particularly older citizens, and I include myself in that category, who served this country in its various wars have been armed citizens for a good many years, most of our lives. I think we enjoy the privilege and the responsibilities as well that go along with it.

Mr. Brisco: Okay.

The Chairman: Thank you, Mr. Michie. Mr. Brisco, a final comment.

Mr. Brisco: Yes. Mr. Chairman, some time ago in Standing Committee I made reference to the fact that in my riding bears wander the streets in some of the communities and there is expressed from time to time some concern. Along with other things that I had to say that day, which I felt, frankly, in my biased view were probably of more value, that was the one thing naturally that the press seized upon, then magnified and, I think, put out of proportion. So, just for the record, I would like to indicate three or four incidents and facts.

Yesterday morning I was speaking to some Grade 6 and 7 students in Rossland, B.C., and it was observed by one student, and I was surprised at their youthfulness, that they were concerned about their rights as far as the opportunity to learn how to shoot properly and handle guns properly was concerned. It was also mentioned that one of the school teachers had, in fact, in Rossland last summer had a bear on the roof of her house. It probably was not a question of immediate danger, but it was a problem.

I also recall that last summer I had a letter from three different constituents expressing concern over the fact that a mother bear had been shot on the main street of New Denver because she was with cubs and presented a hazard to people in the community at that time.

I would also would like to conclude with a remark that within two blocks of where I live, and I live in a community, it is customary in the summer months to put in a bear trap because quite often the bears raid the garbage cans and they have to be trapped and removed because they are a danger to small children and to pets.

Finally, and this is just for the record, about 12 years ago within a 100 yards of where I live a local resident killed a grizzly bear, and that was in a developed community. So it may sound funny, but it is for real. If I or a neighbour had a situation where they had to shoot a bear right now because it was a menace, it was a hazard, what are you going to do? Are you going to call the game warden and ask him to haul a bear trap from 50 miles away, or are you going to take action right now?

[Interprétation]

M. Brisco: Diriez-vous qu'ils s'opposent au bill parce que c'est un privilège plutôt qu'un droit?

M. O'Keefe: Nous estimons que ce n'est pas un droit, c'est un privilège. Les gens sont préoccupés parce qu'on supprime arbitrairement ce privilège sans qu'il y ait eu consultation d'aucune sorte.

M. Brisco: Merci. Monsieur le président, je sais que mon temps est écoulé, ou près de l'être, j'aimerais ajouter une observation après que le témoin aura pris la parole.

M. Michie: Si vous me le permettez, je crois qu'un bon nombre de Canadiens, surtout les citoyens âgés et je fais partie de cette catégorie, qui ont servi notre pays pendant les guerres ont possédé une arme pendant bien des années, la plupart de notre vie. Nous sommes heureux d'avoir ce privilège et aussi d'assumer les responsabilités que cela comporte.

M. Brisco: Très bien.

Le président: Merci, monsieur Michie. Monsieur Brisco, une dernière observation.

M. Brisco: Oui. Il y a quelque temps lors d'une réunion du Comité j'ai mentionné que des ours se promènent dans les rues de certaines collectivités de ma circonscription et que cela inquiète les gens de temps à autre. J'ai mentionné d'autres choses ce jour-là et franchement elles me semblaient plus importantes, mais naturellement les journaux ont rapporté ce fait, et ensuite on l'a beaucoup exagéré. Je voudrais donc indiquer trois ou quatre incidents et mentionner les faits.

Hier matin, j'adressais la parole à des étudiants de sixième et septième année à Rockland en Colombie-Britannique et un étudiant a déclaré qu'il craignait qu'on les empêche d'apprendre à tirer et à manipuler des armes à feu comme ils en avaient le droit. On m'a aussi indiqué qu'un ours était monté sur le toit de la maison d'un des professeurs de l'école l'été dernier. Il n'était pas très dangereux, mais c'était un problème.

De plus, l'été dernier, trois électeurs m'ont écrit pour me dire qu'une ourse avait été abattue sur la rue principale de New Denver parce qu'elle était avec ses petits et qu'elle représentait un danger pour les gens de la collectivité.

Je conclurai en disant que pendant l'été il nous arrive souvent de placer des pièges à ours à deux rues d'où je demeure, et je vis dans un village, parce qu'assez souvent les ours pillent les poubelles et qu'il faut les abattre parce qu'ils sont dangereux pour les enfants et les animaux d'agrément.

Finalement, il y a environ 12 ans à 100 verges d'où je demeure, un résident de ma localité a tué un grizzly. Cela vous semble peut-être drôle, mais c'est la réalité. Si je devais abattre immédiatement un ours à cause du danger, que pourrais-je faire? Devrais-je appeler le garde-chasse et lui demander de placer un piège à ours à 50 milles de là ou agir immédiatement?

[Text]

Mr. Pattinson: I would suggest you get Mr. Fox, Mr. Basford and Mr. Allmand...

Mr. Brisco: They would not know which end of the bear was up.

Mr. Pattinson: ... to lead that bear out of that backyard.

The Chairman: Thank you, Mr. Brisco. I think the press missed a good bet in not being here for this meeting.

Mr. Brisco: Yes, I do too. I looked around to see if they were here and I was just really desolate when I saw they had left.

The Chairman: I think that particular one about the bear on top of the teacher's house offers considerable scope for imagination.

Mr. Brisco: Right.

Mr. Goodale: They were the bare facts.

The Chairman: Mr. Goodale.

Mr. Goodale: Thank you very much, Mr. Chairman. I would like to begin by congratulating the witnesses this morning and thanking them for the points which they have made to us and made to this Committee. I do not suppose in any parliamentary sitting you could ever say there was a situation of total agreement between any two individuals, but I think you have presented a number of very good points and if I could be slightly parochial for just a minute, I would like to draw particular attention to the work, not only this morning, but in other places and on other occasions, that members of the Saskatchewan Wildlife Federation have done.

• 1240

I, particularly, along with my colleague from Battleford-Kindersley, Mr. McIsaac, have had the opportunity to engage in some rather extensive discussions, conversations and sometimes debates with members and executive officers of the Saskatchewan Wildlife Federation. We have had the benefit of their considered opinions and views, and altogether I think the contribution which they and their colleagues from other provinces have made has been a positive contribution. I think it has contributed substantially to the information which we have to have as a Committee in order to make some final judgment about this legislation and go forward, as we will do in the next few days and weeks, to consider the legislation clause by clause and get to the point of making whatever modifications in it we see as being necessary in the light of the kind of evidence that has come forward to the Committee.

I think, perhaps, that is a procedural step that should be kept in mind in this discussion about where we stand with the consultative process. Perhaps it is not the perfect way to proceed, but I suppose no system of government or democracy is totally perfect. However, it really goes back to the point Mr. McIsaac was making earlier that in all of the discussion and analysis and debate about any particular legislation it is very difficult to get down to specifics, concrete ideas, agreement upon wording and the particular language that is to be used and really defining and distilling exactly what it is we mean, until somebody puts some proposal on the table for discussion. That can be done informally before the parliamentary process, perhaps the most effective forum to do it is, in fact, within parliament and that is what has happened in this particular instance in that the ministers have come forward with a piece of

[Interpretation]

M. Pattinson: Vous pourriez faire appel à M. Fox, M. Basford, et M. Allmand...

M. Brisco: Ils ne sauraient même pas où tirer.

M. Pattinson: ... et leur demander de chasser cet ours.

Le président: Merci, monsieur Brisco. J'ai l'impression que les journaux ont manqué quelque chose aujourd'hui.

M. Brisco: Oui, moi aussi. J'ai regardé si les journalistes se trouvaient ici, et j'ai été désolé de voir qu'ils étaient partis.

Le président: Le cas de l'ours sur le toit de la maison du professeur aviverait beaucoup leur imagination.

M. Brisco: Exact.

M. Goodale: Ce sont des faits.

Le président: Monsieur Goodale.

M. Goodale: Merci beaucoup, monsieur le président. J'aimerais tout d'abord féliciter les témoins et les remercier d'avoir présenté leur exposé au Comité. Je crois qu'il n'y a jamais deux personnes qui s'entendent au cours des séances du Parlement, mais vous avez présenté un certain nombre d'arguments très valables et, si vous me permettez d'avoir un esprit de clocher pendant un moment, j'aimerais attirer votre attention sur le travail effectué par les membres de la fédération de la faune de la Saskatchewan, non seulement ici ce matin, mais ailleurs à d'autres occasions.

Comme mon collègue de Battleford-Kindersley, M. McIsaac, j'ai eu l'occasion de discuter et de converser avec les membres et les directeurs de la fédération de la faune de la Saskatchewan. Ils ont présenté des opinions réfléchies et je crois que leur contribution et celle de leurs collègues d'autres provinces a été très positive. Ils nous ont grandement aidés à obtenir les renseignements que nous devons recueillir, en tant que comité, pour prendre une décision finale au sujet de cette loi et pour étudier la loi article par article, comme nous le ferons prochainement. Nous pourrions ainsi apporter les modifications nécessaires en nous fondant sur les témoignages que nous avons reçus.

Il faudrait peut-être tenir compte de cet aspect de notre étude lorsqu'on discute du processus consultatif. Ce n'est peut-être pas la meilleure façon de procéder, mais je suppose qu'aucun gouvernement ou aucune démocratie n'est totalement parfait. Cependant, cela se rapporte à ce qu'a dit M. McIsaac tantôt, à savoir qu'au cours des débats sur une loi en particulier, il est très difficile de s'entendre sur le libellé et de déterminer exactement ce que nous voulons dire, à moins que quelqu'un ne présente une proposition précise. Ceci peut être fait de façon non officielle avant le processus législatif, et le meilleur endroit où en discuter est peut-être le Parlement, et c'est ce qui s'est produit dans le cas présent. Les ministres ont présenté une loi et on a discuté des principes. Je sais que certaines personnes considèrent qu'on le fait pour la forme et que cela ne veut rien dire. Pour ma part, j'espère que cette institution sert à

[Texte]

legislation. It was debated in principle. I know in some quarters that is regarded as a *pro forma* process that does not really mean very much. I hope this institution is meaningful and I hope it is doing the job it is supposed to do.

Really if we take the parliamentary process at its real and face value, I think we see a process where, first of all, we discuss the principles of a bill at second reading stage and then the details of it come before a Committee, such as this one, where we have the benefit of not only hearing the views of parliamentarians, but also hearing the views of people such as the gentlemen here this morning and many, many others who come forward and present from their point of view what are the good points, the bad points so that we can have the benefit of that judgment. In a very real sense, the consultative process is going on here today. It has gone on for the past several weeks as we have considered this legislation and I would not like to see that particular process downgraded at all by saying that there should well be discussions outside of this forum. I do not disagree with that. I think there should be and perhaps in some instances, in the case of this legislation, there has not been adequate outside consultation. That is a matter of debate which has gone back and forth. I do not propose to get into it, but all I would say is, let us not downgrade or discount too much the kind of effective and productive consultation that can go on in this Committee and within the parliamentary process, as has gone on very clearly, and I do not think you could have a better example.

It has gone on very clearly this morning as I think you gentlemen have presented some very good and useful and constructive information that I have every confidence in the world will finally find its proper place in the legislation which parliament is eventually called upon to consider in a final way.

With that bit of philosophical preamble, Mr. Chairman, I would like to deal with three rather specific questions. They were touched on earlier today, but I would just like to clarify them in my own mind.

First of all, the fundamental question about whether a provincial or a federal licensing approach is to be preferred, I presume some of the drawbacks that were being discussed earlier with Mr. Brisco about any licensing schemes being perhaps some kind of a deterrent to other kinds of activities, I suppose those objections would apply whether it be a federal or a provincial scheme. If some kind of a mechanism is set up, no matter what particular level is governing, some of those drawbacks to other activities may, in fact, be there. I guess the challenge is to try to devise the system that is most mechanically sound, so that whatever drawbacks do exist are minimized.

• 1245

In any event, getting back to the distinction between a federal and a provincial approach, if I could, I would like to direct the question to the Saskatchewan representatives in the first instance. Is your fundamental difference and concern on that particular question basically a worry about the establishment of a separate kind of bureaucracy? Is it a matter of duplication? Is the cost factor of particular concern? Or is it, perhaps, the establishment of a licensing system within the context of the Criminal Code as opposed to some other, if you like, more neutral legislation? I would like to have clearly in mind the essence of your concern on that point. You have stated very clearly that you prefer the

[Interprétation]

quelque chose et qu'elle remplit la tâche qu'elle devrait remplir.

Le processus parlementaire est valable en ce sens que, tout d'abord, nous discutons des principes de projets de loi en deuxième lecture et, ensuite, un comité comme le nôtre doit l'étudier en détail. Nous pouvons entendre non seulement l'opinion de parlementaires, mais aussi de personnes comme celles qui sont ici, ce matin, et de bien d'autres qui présentent le pour et le contre. En fait, c'est ici que se fait aujourd'hui la consultation. Elle a commencé il y a plusieurs semaines, et je ne voudrais pas que l'on dénigre ce processus en disant qu'on pourrait très bien en discuter ailleurs. Mais je suis d'accord avec cela. Je crois qu'il devrait y en avoir et que peut-être dans certains cas, comme dans celui-ci, il n'y a pas eu assez de consultation extérieures. C'est une question dont on a discuté bien souvent. Je ne veux pas en parler, mais je voudrais dire qu'il ne faut pas sous-estimer la consultation efficace et productive qui peut se faire au niveau du Comité et dans le cadre du processus parlementaire.

On en a vu un exemple, ce matin, car vous nous avez présenté des renseignements très utiles et valables dont nous tiendrons compte lors de l'étude finale de ce projet de loi par le Parlement.

Après cette introduction d'une nature un peu philosophique, monsieur le président, j'aimerais poser trois questions précises. On les a posées tantôt mais j'aimerais avoir des précisions.

Tout d'abord, on a demandé s'il valait mieux que la province ou le fédéral octroie les permis. M. Brisco a discuté tantôt des inconvénients qui pourraient provenir d'un système de permis, que cela pourrait nuire à d'autres genres d'activités, mais je suppose qu'il en irait de même que ce soit un permis fédéral ou provincial. Si l'on établit un système de permis, qu'il relève du fédéral ou du provincial, il se peut qu'on nuise de certaines façons à d'autres activités. Il faut donc tenter d'instaurer le meilleur système afin de réduire au minimum les inconvénients.

De toute façon, pour en revenir à la distinction entre un système fédéral ou provincial, j'aimerais tout d'abord adresser une question aux représentants de la Saskatchewan. Est-ce que vous vous préoccupez fondamentalement de la création de deux organismes différents? Craignez-vous qu'il y ait double emploi? S'agit-il plutôt des coûts? Ou vous opposez-vous à la création d'un système de permis relevant du Code criminel plutôt que d'une autre loi plus neutre? J'aimerais savoir exactement quelles sont vos préoccupations à cet égard. Vous avez précisé que vous préféreriez un permis du provincial, mais j'aimerais connaître vos raisons.

[Text]

provincial to the federal approach, but I would like to understand very clearly just why that is so.

Mr. Motta: All four points you have just mentioned concern us. I do not whether we could designate any one as more so than the other. I should point out, as you were not here for my verbal presentation, that there is a real concern on the part of the people in Saskatchewan that we are tying this in with the Criminal Code very closely. Their concern reaches beyond that. At present the registry of restricted firearms is tied in closely with the Criminal Code, and the possibility of the ownership and use of long guns being administered at a federal level they look at as tying it in so closely that the next step will be registration. That is a real fear of the people in the Province of Saskatchewan, of our members.

Mr. Goodale: If we could make our intention what is contrary to that suspicion, very clear, would that help to alleviate some of the concern?

Mr. Motta: Yes, and I would suggest that you can do that by taking the gun control and licensing part of this, particularly, out, by taking it away from federal jurisdiction, away from the Criminal Code. Only include it to the point where the provinces must implement a firearm licensing system. You set up the broad guidelines on the federal level and let the provinces implement then, let them have jurisdiction over the system on a provincial level. If it is tied in federally we cannot accept it; if it is on a provincial basis, provincially administered, I think we can accept it.

Mr. Goodale: There are a number of technical, mechanical, and indeed even constitutional problem—I think they have been discussed in the last couple of days—with the simple approach, from the federal point of view, of saying: Hands off! Give the money to the provinces and let them do it. It is not quite that simple.

Let me say, in making that point, that I do not disagree with the sentiment you have expressed, that is the need for this legislation to be sensitive to the regional differences. And these are not only differences from one province to the next, but within some of the larger provinces real differences exist between different parts of different provinces. For example, Southern Ontario and Northwestern Ontario have, probably, the same kinds of differences as Southern Ontario and Saskatchewan. It is a real thing in this country. I quite agree that whatever approach to this question is finally adopted there has to be ample regard for that very important issue. It has always been an issue in Canada, ever since Confederation, the real regional differences between one part of the country and another. I think that sensitivity is expressed not only on my part, but it generally exists in the government when we talk about this particular piece of legislation—or any other. I do not want to let you get away from here without saying very clearly that that sensitivity is there, and I think there is a general feeling that we do have to ensure that the legislation can reflect it.

Mr. Motta: I have one question, Ralph. Why did the federal government not accept the recommendation of Professor Friedland, who explicitly, in the last two pages of his report suggested that the administration of any licensing system on long guns should be provincially oriented and provincially carried out. You have accepted so many of his other recommendations in this legislation. The major point of Bill C-83 is the licensing system, yet you

[Interpretation]

M. Motta: Les quatre points que vous avez mentionnés nous préoccupent. Je ne crois pas que nous puissions déterminer lequel nous importe le plus. Étant donné que vous n'avez pas entendu mon exposé, je devrais signaler que les habitants de la Saskatchewan se préoccupent beaucoup du fait que cela se rattache au Code criminel. Mais leurs préoccupations vont encore plus loin. À l'heure actuelle, l'enregistrement des armes à feu à autorisation restreinte est étroitement rattaché au Code criminel, et l'on craint qu'on exige, à un moment donné, l'enregistrement des fusils, si la possession et l'usage des fusils relèvent du gouvernement fédéral. C'est une crainte très réelle des habitants de la Saskatchewan et de nos membres.

M. Goodale: Pourrions-nous apaiser ces craintes si nous exprimons clairement notre intention, qui est tout à fait contraire?

M. Motta: Oui, et je crois que vous pourriez le faire en supprimant du Code criminel, en éloignant de la juridiction fédérale, les dispositions visant le contrôle des armes à feu et les permis. Les provinces devraient être chargées d'octroyer les permis pour les armes à feu. Le gouvernement fédéral pourrait fixer des directives et laisser les provinces les appliquer. Si cela relève du gouvernement fédéral, nous ne pouvons l'accepter. Nous pourrions l'accepter si cela relevait de la province.

M. Goodale: Cette position pose certains problèmes techniques et même constitutionnels; on en a discuté au cours des derniers jours. On demande au gouvernement fédéral de financer les provinces et de les laisser agir à leur guise, mais ce n'est pas si simple.

Je partage l'opinion que vous avez exprimée. Cette loi doit tenir compte des différences régionales. Il s'agit non seulement de différences entre une province et l'autre, mais les régions des provinces les plus grandes sont vraiment différentes. Par exemple, le sud de l'Ontario et le nord-ouest de l'Ontario sont probablement aussi différents que le sud de l'Ontario et la Saskatchewan. Quel que soit le système qu'on adoptera finalement, il faudra tenir compte de cette question très importante. La différence entre les régions du pays ont toujours été un problème au Canada, depuis la Confédération. C'est non seulement mon opinion, mais celle de la plupart des députés. Avant que vous ne partiez, je voudrais vous dire que nous sommes sensibilisés à ce problème, et tous les membres en général estiment que la loi doit en tenir compte.

M. Motta: J'ai une question à poser, Ralph. Pourquoi le gouvernement fédéral n'a-t-il pas accepté la recommandation du professeur Friedland qui, dans les deux dernières pages de son rapport, a proposé que l'octroi des permis pour les fusils relève de la province? Vous avez accepté un grand nombre de ses recommandations au sujet de cette loi. L'aspect le plus important du Bill C-83 concerne les permis; cependant vous avez refusé que cela relève de la

[Texte]

have not accepted that on a provincial basis. And he is, supposedly, one of the foremost authorities in Canada. Why did you not accept that?

• 1250

Mr. Goodale: Not entirely. I think we are talking about a technical or a mechanical approach to the problem. We do have the constitutional difficulty of any federal initiative in this field basically having to be tied to the authority that the Government of Canada does have in the realm of criminal law. But the ministers have made it clear, perhaps they have not made it clear enough but they are very clearly on record as indicating that in the implementation of whatever final mechanical framework is established, very clearly there has to be full and complete co-ordination with all the provinces and that that in effect is going to be, in some instances at least, a long and ongoing process.

The provincial attorneys general obviously, and in some cases other ministers in different provincial governments, are going to have to be satisfied with the kind of mechanism that is developed. So even if the legislation proceeds exactly in its present form—I do not believe it will, but even if it does—there has to be that essential liaison with the provinces, or obviously, from a very practical point of view, the thing cannot work. You have to have that provincial kind of connection and that regional sensitivity I talked about. I regard it as being very important and I think the government does as well.

The Chairman: There are several other people who want to make comments on this. I think, Mr. Otway, you wanted to first, and Mr. Bezanson, I know, does.

Mr. Otway: I did not want to comment that much, other than that I think the main concern is, well, all four points. But basically, it was our point of view, it comes back to a total waste of money and effort to accomplish something that could be accomplished with half the effort and half the money. It just comes back to common sense, which we see lacking.

On the constitutional situation, I submit again to you, it is government policy, as stated by the Minister of Fisheries yesterday with regard to international negotiations on the 200-mile limit, to deal on a negotiable-situation rather than on an arbitrary-decision basis if at all possible. I submit to you that this should at least apply within the confines of the boundaries of this Dominion as well as outside. That has not taken place, and that should take place prior to an arbitrary decision.

The Chairman: Mr. Bezanson.

Mr. Bezanson: I think the representatives from Saskatchewan expressed a feeling that all the legitimate users of firearms have. Why should long arms be in the Criminal Code at all?

You will answer right away that they are used for crimes of violence on occasion. But motor vehicles are administered on a provincial basis and they are also used for crimes of violence. It has been estimated that 10 to 20 per cent of highway deaths are murder-suicides, and they are still a provincial jurisdiction.

[Interprétation]

province. Pourtant, c'est l'expert en la matière au Canada. Pourquoi n'avez-vous pas accepté cette recommandation?

M. Goodale: Pas entièrement. Je crois que nous parlons de méthodes techniques et mécaniques en vue de la solution du problème. Nous nous butons contre la difficulté constitutionnelle, comme dans toute initiative fédérale de ce domaine, liés que nous sommes à l'autorité suprême du Gouvernement du Canada en droit criminel. Mais le ministre a exposé nettement, mais peut-être n'est-ce pas encore assez, toutefois cela est au moins consigné, qu'une fois le rouage fermement établi une coordination complète s'impose avec la juridiction provinciale, bien que la procédure sera dans certains cas de longue durée.

Les procureurs généraux des provinces parfois, et dans d'autres cas, les ministres provinciaux, devront évidemment se contenter du mécanisme mis en œuvre. Même si la législation demeure la même, je ne le crois pas, mais advenant qu'elle le demeure, il devra subsister cette liaison inévitable avec les provinces, sans quoi son application pratique devient impossible. Il faut ce rapport, et la perception régionale est indispensable. Cette phase me semble essentielle et je pense qu'elle le semble aux autorités aussi.

Le président: Plusieurs personnes ici désirent faire des observations à ce sujet. M. Otway, je pense, a été le premier à le signaler et M. Bezanson y tient aussi.

M. Otway: Je ne tenais pas tant à faire un commentaire qu'à signaler que je pense que le principal sujet d'inquiétude porte sur les quatre points. Cependant, fondamentalement nous voyons une perte totale d'argent et d'efforts pour la réalisation de ce qui pourrait s'accomplir avec la moitié moins d'efforts et d'argent. C'est une simple question de sens commun qui semble faire défaut.

Le point de vue constitutionnel est matière de politique fédérale ainsi que l'a fait comprendre le ministre des Pêches hier lorsqu'il a parlé des négociations internationales relatives à la limite de 200 milles, où il s'agit de s'entendre sur une situation à débattre plutôt que de prendre une décision arbitraire si cela s'avérait à tout le moins possible. Je vous suggère que cela pourrait s'appliquer au moins à l'intérieur des limites du Dominion aussi bien qu'à l'extérieur. Cela n'a pas été fait et devrait l'être avant la prise d'une décision arbitraire.

Le président: Monsieur Bezanson.

M. Bezanson: Il me semble que les représentants de la Saskatchewan ont traduit la pensée de tous ceux qui font un usage légitime des armes à feu. Pourquoi même mentionner les armes à long tir dans le Code criminel?

Vous me répliquerez qu'elles servent aux crimes de violence à l'occasion. Mais les véhicules à moteur sont régis par des règlements provinciaux et servent aussi aux crimes et à la violence. On estime que 10 à 20 p. 100 des fatalités de la route sont des meurtres-suicides mais qui relèvent toujours de la juridiction provinciale.

[Text]

I think this feeling is held quite strongly. I know I feel it. I do not like being classed as a criminal because I like to own firearms and use them. Perhaps the restricted firearms should be kept in the federal jurisdiction, but why should sporting arms be kept?

Mr. Goodale: Could I just ask you to repeat that last sentence, I do not quite catch it. Sorry.

Mr. Bezanson: I have lost it already.

The Chairman: I think you said that you could not see why sporting arms should be in the Criminal Code.

Mr. Goodale: Oh, I see.

The Chairman: Mr. O'Keefe.

Mr. O'Keefe: I would say, sir, that the Criminal Code aspect of these things would not bother us half as much if at the same time you were doing something about the criminal.

Mr. Fox: Surely we are in that bill.

Mr. O'Keefe: If Mr. Scammell as a lawyer were here, he would give you the exact details of the last seven murders in Alberta that could all have been stopped, prevented, had the present aspects of the Criminal Code been enforced to any degree.

Mr. Fox: By whom? By the provincial attorneys general? But in any event, if you are talking about the bill, there are a number of provisions in that bill that permit the judge to impose long prison sentences.

Mr. O'Keefe: Yes, but you still do not have any minimum, so instead of giving five plus one, or plus five, he gives four plus one. It comes out to the same thing.

The Chairman: We had better get back to Mr. Goodale.

Mr. Fox: There is at least one minimum in it.

Mr. Goodale: There is at least one minimum in the bill for the new offence of firearm misuse or the use of a firearm in the course of the commission of another offence. We could perhaps argue about what that minimum is, but definitely there is a minimum there.

That perhaps is a little bit off the track from the original direction of my question, and I want to get on to another area before my time runs out. May I simply end by saying that I think we fully agree about the need for regional sensitivity, for a need to make whatever system is finally devised work in conjunction and in full co-ordination with the provinces. In fact the ministers have indicated that the process of implementing the legislation will be a gradual one from region to region so that this kind of consultation can take place. Again, do not play down or minimize the process of consultation that we are involved in right at this moment because I think it is an effective one and I think in the final analysis that will be pretty drastically demonstrated.

The Chairman: Let us have your other question Mr. Goodale.

[Interpretation]

Je pense que ce sentiment est largement partagé. Je sais que c'est le mien. Je n'aime pas porter la marque du criminel parce que j'aime les armes à feu et que je m'en sers. Peut-être les armes à feu dont l'usage est interdit pourraient-elles relever de la juridiction fédérale, mais pourquoi les armes sportives?

M. Goodale: Auriez-vous l'obligeance de répéter cette dernière phrase, je ne l'ai pas très bien saisie, je regrette.

M. Bezanson: Je l'ai déjà oubliée.

Le président: Je pense que vous avez dit que vous ne voyiez aucune raison pour que les armes utilisées dans le sport soient mentionnées dans le code criminel.

M. Goodale: Oh, je vois.

Le président: Monsieur O'Keefe.

M. O'Keefe: Incidemment, monsieur, nous ne serions pas si troublés à la pensée que cela se trouve dans le Code criminel si nous pouvions être assurés en même temps que vous vous occupez du criminel.

M. Fox: Nous le faisons certainement dans ce projet de loi.

M. O'Keefe: Si l'avocat Scammell était ici, il pourrait vous détailler par le menu les sept derniers meurtres commis en Alberta et qui auraient tous pu être évités et empêchés si les stipulations du Code criminel tel qu'il est aujourd'hui avaient été appliquées.

M. Fox: Par qui? Par les procureurs généraux des provinces? En tout état de cause, si vous parlez du projet de loi, il y a des dispositions du bill qui permettent au juge d'imposer de longues peines de prison.

M. O'Keefe: Oui, mais vous ne fixez tout de même pas de peine minimum et, au lieu de condamner à cinq ans plus un, ou plus cinq, il condamne à quatre plus un. Ça revient au même.

Le président: Nous ferions bien de revenir à M. Goodale.

M. Fox: Il y a au moins un minimum de mentionné.

M. Goodale: Il y a au moins un minimum de fixé dans le projet de loi pour une première offense commise avec une arme à feu ou l'emploi d'une arme à feu pour perpétrer une infraction. Ce minimum est peut-être discutable, mais il y a un minimum.

Cela s'écarte peut-être un peu de l'orientation première de ma question, mais j'aimerais passer à un autre sujet avant que mon temps n'expire. Permettez-moi de terminer en disant simplement que je suis tout à fait d'accord au sujet de la nécessité d'une perception régionale pour faire de tout système définitif un mécanisme fonctionnel parfaitement coordonné avec le système provincial. Les ministres ont indiqué que la loi serait progressivement appliquée de région en région afin de faciliter la consultation. Je ne cherche pas à lui enlever sa valeur, ni à dénigrer le processus de consultation auquel nous participons en ce moment même, car je l'estime efficace et je crois qu'en dernière analyse cela sera radicalement démontré.

Le président: Posez votre question, monsieur Goodale.

[Texte]

• 1255

Mr. Goodale: One quick one on the matter of severing parts of the bill and proceeding with other parts, you indicated I think two separate approaches to that and I would just like to be clear. When you say pull out the parts of the bill that deal with certain aspects and leave them for a while and go on with the others, are you suggesting that we sever those relating to every question of firearms ownership, handling and use or simply those relating to the licensing provisions?

Mr. Motta: We have suggested in our brief that the whole section dealing with firearms legislation be withdrawn, severed from Bill C-83 and then consultation between the provinces, the federal government and the federations could take place.

We agree that there are two or three small points in there that are acceptable, the seizure of firearms under certain circumstances and what have you but ...

Mr. Goodale: And the increased penalties which you just referred to ...

Mr. Motta: All right, the penalties, but the problem is that there are so many amendments that have to be made to the firearms section that, for the Committee and Parliament to do justice to it, it is going to take much more time than you have. For that reason we feel that the whole section has to be taken out.

Mr. Goodale: But I take it your particular objection is to the licensing regime per se and the mechanics there. The other things that do not generally relate to licensing are more acceptable from your point of view, if the licensing aspects were dealt with separately.

Mr. Motta: Well, the licensing is the most important part of it but there are so many changes to be made to the whole section that we feel to do justice to it that it has to be tabled. One of the problems is the fact that when this bill was drafted it was drafted with all the amendments. If you take the present Criminal Code, you put the amendments in and then you come back with one new bill which actually would replace that whole section of the present Criminal Code and that has caused the problem because to do justice to the amendments and everything else you have to take the whole part out. So we agree that there are some good aspects in Bill C-83 having to do with parole and bail reform and other matters, and they should be carried on to third reading in the House for approval but this section must be severed and tabled and consultation must take place.

You said do not downgrade consultation that we have had here in the last month or today. We agree that that has been very important but it would have been much more meaningful if it could have taken place prior to this and it would have been much less costly to us as federations. It would have caused a lot less confusion to all our members sitting out there in Western Canada. As a result of the way it was put forth they are confused and frustrated and everything else. It would have caused a lot less of a paper war going back and forth between Ottawa and Western Canada if we had carried out this consultation ahead of time but I agree ...

[Interprétation]

M. Goodale: Une très brève au sujet du partage des diverses parties du projet de loi et de la possibilité de procéder à l'examen d'autres parties. Il me semble que vous avez proposé deux manières de le faire et j'aimerais le comprendre clairement. Lorsque vous dites extraire des parties du projet de loi touchant des points particuliers et les réserver pendant quelque temps et poursuivre l'examen des autres parties du bill, est-ce que vous proposez de mettre à part celles qui touchent la question de la propriété des armes à feu, du maniement et de l'utilisation des armes à feu ou simplement les dispositions relatives à l'autorisation?

M. Motta: Nous avons suggéré dans notre mémoire que toute la partie traitant de la législation relative aux armes à feu soit retirée, retranchée du Bill C-83, et qu'il y ait ensuite consultation entre les provinces, le gouvernement fédéral et les fédérations.

Nous admettons qu'il y a deux ou trois points insignifiants qui sont acceptables: la saisie des armes à feu dans certaines circonstances et ...

M. Goodale: Et des peines accrues comme vous venez de le mentionner ...

M. Motta: Très bien, les peines; mais le problème c'est qu'il y a tant de modifications à apporter à la partie traitant des armes à feu que, pour que le Comité et le Parlement y fassent justice, il faudrait beaucoup plus de temps que vous n'en avez. C'est pourquoi nous estimons que toute cette partie du bill devrait en être extraite.

M. Goodale: Mais il me semble que vous vous opposez tout particulièrement au régime des permis comme tels et à son mécanisme d'application. Les stipulations qui ne concernent pas les permis en général vous sont plus acceptables, pourvu que la question des permis soit traitée séparément.

M. Motta: La question des permis est la plus importante mais il y a tant de modifications à faire dans toute cette partie du bill que nous estimons que pour y faire justice il faudrait la déposer. Un des problèmes est que ce projet de loi a été rédigé en y incorporant toutes les modifications. C'est comme modifier le Code criminel et en faire un nouveau projet de loi qui remplacerait toute cette partie du Code criminel, et ce serait susciter des difficultés car pour faire justice aux modifications et aux matières connexes, il faut examiner à part toute cette partie. Nous reconnaissons donc que certains aspects du Bill C-83 sont bénéfiques en ce qui concerne la libération conditionnelle et la réforme relative au cautionnement et d'autres questions qu'ils devraient passer en troisième lecture à la Chambre et être approuvés, mais que cette partie du bill devrait être retranchée, déposée et faire l'objet de consultation.

Vous avez dit que vous ne vouliez pas amoindrir la consultation que nous avons eue ici depuis un mois. Nous en reconnaissons l'importance, mais il eût été beaucoup plus utile si cela avait eu lieu avant, et cela eût coûté beaucoup moins cher aux fédérations. Il y aurait eu moins de confusion entre les députés qui siègent dans l'ouest du Canada. A cause de la façon dont cela a été présenté, ils sont bouleversés et frustrés. Il y aurait eu beaucoup moins de paperasserie d'accumulée entre Ottawa et l'ouest du Canada si cette consultation avait eu lieu avant mais je conviens ...

[Text]

The Chairman: I have a comment from Mr. Otway and then we will have to pass on to Mr. Korchinski.

Mr. Otway: Yes, Mr. Chairman, I would have to agree that there are one or two valid sections that are needed and it would be unfortunate to have them out but unfortunately having gone over the bill, it is mindboggling to even try to do it. I know there are many sections that are of concern to others with regard to the firearms section that we have missed. The only section that we can see that is viable in improving the situation with regard to violence or crime—not necessarily crime but possibly—is the search and seizure section. All other sections have no legitimate addition to what we presently have. The increase in a maximum sentence is nothing, as we have said—and it may be disrespectful—but a snow job. We are not getting minimum sentences now, and increasing the possible maximum when the present maximum is not even being considered will accomplish nothing.

Mr. Goodale: . . . for the first minimum that we have had in a long time in Ottawa.

• 1300

Mr. Otway: I submit, sir that I think you had representation here from the law society, which indicated that it will be circumvented by the courts, under the present situation, quite effectively. We admit that it is a step in the right direction. The prohibition section is far from adequate. It improves nothing over the present situation other than the fact that you allow more discretion to the courts. They have proved conclusively that they have no intention of using any of that discretion. So far they are not implementing the present power they have on prohibition, and we submit that unless you change that to ordering them to implement prohibition, you are accomplishing nothing more than the present act. Unfortunately, from our point of view, there are many sections in there that need a great deal of upgrading and changing, and for the few good ones it would be unfortunate if they were lost at the present time when they are needed to withdraw the whole bill, but we see no other action at this time.

The Chairman: Mr. Towers is our Alpha and Omega today, the first and last questioner, and we will move now to him.

Mr. Towers: Thank you, Mr. Chairman. It has been pointed out that the witnesses have made a very, very strong and worthwhile recommendation to the Committee, Mr. Chairman, and at considerable expense to themselves, and in view of the distances they have travelled I would hope that you, sir, would take to your steering committee a recommendation from me that consideration be given to compensating them for coming and making this strong representation because of the value of the representation they have made, and also because of the fact that they have been representing a large group of people who have been unsuspecting bystanders caught up in the process of bureaucratic government. So, I hope you will give consideration to this in your steering committee. I realize there is not a quorum here today to deal with it, but hopefully we can in the future.

The Chairman: I shall raise that at the next meeting of the steering committee.

[Interpretation]

Le président: M. Otway a une observation à faire et nous passerons ensuite à M. Korchinski.

M. Otway: Oui, monsieur le président, je reconnais qu'il y a une ou deux parties importantes qui manquent au projet de loi et il serait malheureux qu'elles soient omises mais, malheureusement, ayant examiné le projet de loi, il est aberrant de le tenter. Je sais que de nombreux articles sont source de malaise pour nombre d'autres qui s'intéressent à la partie touchant les armes à feu que nous avons manquée. La seule partie susceptible d'améliorer la situation présente de la violence et du crime—non pas du crime nécessairement mais possiblement—est celle de la perquisition et de la saisie. Toutes les autres parties ne sauraient être légitimement étendues. La prolongation de la peine maximum n'est rien, comme nous l'avons dit, mais encore, soit dit sans vouloir manquer de respect, vaine. Il n'y a pas de peine minimum présentement et d'accroître la peine maximum alors que le maximum n'est pas même considéré présentement ne donnera rien.

M. Goodale: . . . pour la première peine minimum depuis longtemps à Ottawa.

M. Otway: Je soumets, monsieur, que des instances ont été faites auprès de vous par le barreau indiquant que la loi serait contournée par les tribunaux dans la situation actuelle et de manière très efficace. Nous admettons qu'on fait un pas dans la bonne direction. Mais retrancher cette partie du bill est loin de suffire. Cela n'améliore rien dans la situation actuelle sinon que vous conférez plus de discrétion à la cour, qui a prouvé de manière concluante n'avoir aucune intention d'user de cette discrétion. Elle n'exerce pas en ce moment son pouvoir d'interdiction et nous suggérons que si cette interdiction est imposée l'effet ne sera pas différent de celui de la loi telle qu'elle est formulée présentement. Malheureusement, à notre avis, plusieurs parties du bill ont besoin d'être considérablement modifiées et il serait déplorable de sacrifier les quelques parties acceptables et dont on pourrait avoir besoin, pour retirer tout le bill; mais nous ne voyons aucune autre solution présentement.

Le président: M. Towers est notre alpha et notre omega aujourd'hui, le premier et le dernier sur la liste, et nous allons lui passer la parole.

M. Towers: Merci, monsieur le président. On nous a signalé que les témoins avaient fait au Comité une recommandation ferme et digne d'attention, monsieur le président, et à grand frais, étant donné les distances qu'ils ont eu à parcourir et j'ose espérer que vous jugerez à propos, monsieur le président, de recommander à votre comité directeur de ma part qu'une indemnisation leur soit offerte vu l'effort qu'ils ont accompli et la valeur de leur présentation, et en outre ils représentent un groupe très nombreux d'observateurs pris au piège de la bureaucratie officielle. Je vois que nous n'avons pas aujourd'hui le quorum nécessaire pour prendre une décision à ce sujet mais j'espère que nous le pourrions prochainement.

Le président: Je soumettrai la question à notre prochaine réunion du comité directeur.

[Texte]

Mr. Towers: When Commissioner Nicholson made his presentation to this committee he mentioned something that I would like to deal with. I hate to take the time now because the witnesses have been here for three and a half hours, but I think we should use their wisdom in order to try to arrive at a solution to a problem that this bill has created, I think, for a large number of people, and it was brought up, as I said, by Commissioner Nicholson. The bill specified that there would have to be a permit for those young people from 14 to 18 years of age in order to use a firearm. When the Minister appeared before the Committee he suggested that this age limit would be lowered to 12 years, but there was no mention made of the 16 to 18-year bracket. I am sure this is going to cause a serious problem, Mr. Chairman, due to the fact that I believe all the provincial regulations stipulate that a person has to be 16 years of age in order to qualify for a licence, so it means on the one hand that they can qualify for a provincial hunting licence at the age of 16 but they cannot qualify to have a gun, with this federal legislation, unless they have a permit and until they are past 18 years of age.

Also, we had representation made by the native people that many of their young people have to go out and hunt prior to being 12 years of age. In fact, I think Mrs. George stated that she knew of a young person who shot their first moose at age eight, or something like that. It would seem to me that it is wrong for any bureaucrat or elected representative to consider that they are more knowledgeable than a parent. It would seem to me that a parent should make the decision at what age that youngster should be able to fire a gun, under the supervision of the parent, because of the fact that if they go out and want to just shoot gophers there is no way with this legislation, or without breaking the law, that a young person under 12 years of age can go out and shoot that gopher. I think it is wrong for us to initiate legislation that is going to teach young people to break the law if parents see fit to take their children under 12 years of age out and show them how to handle a gun. I would like each of the witnesses to comment on whether they think there is any requirement whatsoever for an age limit on this while the juvenile is under the supervision of a parent or guardian.

Mr. Thompson: Mr. Chairman, I believe under the present Criminal Code there is a stipulation and I know it is enforced in Manitoba, that under the age of 16 you cannot own or possess a firearm without parental consent. This is enforced in Manitoba.

My personal feelings on the proposed 12 year age bracket, and I think the feelings of most of the people of Manitoba that are involved in hunter safety and junior rifle would be to continue this type of supervision on the purchase or the use of any firearm under parental supervision.

Mr. Towers: You would not allow then the young person, say 10 years old, under the supervision of a parent to go out and shoot?

Mr. Thompson: I would pass a comment here on the age factor. We have found in instruction and teaching that the receptiveness of a youngster under the age of 12 is not satisfactory. He is not competent to garner the knowledge that he needs to handle a firearm safely and competently. We have found that the age factor of 12 is almost the dividing line, given a few months either one way or the

[Interprétation]

M. Towers: Lorsque le commissaire Nicholson a présenté son mémoire à notre Comité, il a mentionné un sujet qu'il aimerait examiner avec nous. Je regrette d'empiéter sur le temps que nous avons, car les témoins sont ici déjà depuis trois heures et demie, mais il me semble que nous devrions judicieusement tenter une solution du problème où ce bill cause tant d'inconvénients à un si grand nombre de personnes, comme l'a expliqué le commissaire Nicholson. Le bill précise qu'un permis devra être délivré aux adolescents de 14 à 18 ans qui désirent se servir d'une arme à feu. Lorsque le ministre a comparu au Comité, il a proposé de réduire la limite d'âge à 12 ans mais le groupe de 16 à 18 ans n'a pas été mentionné. Je suis sûr que cela va provoquer de graves dissensions, monsieur le président, car il me semble que tous les règlements provinciaux stipulent que nul ne peut obtenir un permis avant 16 ans et cela signifie que, d'une part, la personne de 16 ans peut obtenir un permis de chasse provincial, mais n'a pas le droit de posséder une arme à feu en vertu de la législation fédérale, à moins de détenir un permis et après avoir atteint l'âge de 18 ans.

Les indigènes nous ont aussi fait remarquer que beaucoup de leurs jeunes doivent se livrer à la chasse avant l'âge de 12 ans. Il me semble bien que M^{me} George a cité l'exemple d'enfants de 8 ans ayant abattu leur premier animal à l'âge de 8 ans. J'estime injuste de la part de tout bureaucrate ou représentant élu de se prétendre mieux renseigné qu'un parent. J'estime que c'est le parent qui doit décider à quel âge l'enfant peut manier une arme à feu, sous la surveillance du parent, car, en vertu de ce projet de loi, l'enfant de 12 ans ne peut, sans enfreindre la loi tuer un mulot. Nous avons tort, je pense, de proposer une loi qui suscitera des pratiques illégales de la part des enfants dont les parents jugeront à propos de leur apprendre à manier une arme à feu avant l'âge de 12 ans. J'aimerais que chacun des témoins nous dise ce qu'il pense de la nécessité d'une limite d'âge pour les jeunes encore sous la tutelle d'un parent ou d'un tuteur.

M. Thompson: Monsieur le président, je crois que la situation est prévue au Code criminel, et je sais qu'en fait, cette mesure est appliquée au Manitoba et qui stipule que nul ne peut posséder une arme à feu avant l'âge de 16 ans sans une autorisation des parents. Cela est en vigueur au Manitoba.

Mon sentiment personnel au sujet de la limite d'âge de 12 ans, et je pense que ce sentiment est partagé par la plupart des habitants du Manitoba, c'est la sécurité du chasseur qui serait assurée en continuant ce genre de surveillance qui impose aux jeunes d'avoir le consentement des parents pour acheter ou utiliser une arme à feu.

M. Towers: Vous ne permettriez donc pas à une jeune personne, âgée peut-être de 10 ans, de tirer sous la surveillance d'un parent?

M. Thompson: J'aurais ici une observation au sujet de l'âge. Nous avons constaté, au cours de l'entraînement et de l'enseignement, que le jeune de moins de 12 ans n'assimile pas de manière efficace. Il ne sait pas rassembler les connaissances dont il a besoin pour manier avec assurance et compétence une arme à feu. Nous avons constaté que l'âge de 12 ans constitue presque une ligne de démarcation à

[Text]

other. There are exceptions, we agree, but basically the age of 12 seems to be the receptive area, progressing forward.

Mr. Towers: But you would not make it a criminal offence if a parent saw fit to take his youngster 10 years of age out to shoot a gopher?

Mr. White: It is being a little unreasonable I would think to make that a criminal offence.

Mr. Towers: It is under the present law, you see.

Mr. Thompson: Yes.

Mr. Towers: Perhaps some of the others would comment.

Mr. Otway: Our position in the B.C. Wildlife Federation: first of all the age limit in British Columbia is 18. We have no disagreement with that top limit. I see where there is a need for negotiation or discussion because there is a variance across the provinces. But we do not support the federal proposal and we do not think it is responsible gun legislation to propose that 12, 14, 15 or 16 year old children be allowed to handle firearms unaccompanied, unsupervised and unattended. We were amazed when we found out that this is exactly what was being proposed.

We submit that we will not support that in any way, shape or form. We do not think the responsible gun owners of British Columbia will support it in any way, shape or form.

The lower limit we do not disagree with at 12. We think it is reasonable. Section 101(b), the present section, gives adequate coverage and it should be retained for the training. It leaves the decision up to the parents where it should be and it requires immediate supervision which we think is adequate. We do not concur with the need for an additional permit for any age. We think everyone should be subject to the same conditions. We think there should be an additional subject for those under a specified age—in B.C., as I mentioned, it is 18—to be accompanied, as it is in British Columbia, by an adult over 20 years of age at any time they are in possession of a firearm. They are subject to the same licences and permits as an adult with the stipulation that they must have that supervision when they have a firearm. We see no need for a separate system, a separate bureaucratic setup for a permit. They should be able to get the same licence as an adult with the stipulation that they are covered when supervised when they have that firearm. That should cover it adequately and not require an additional bunch of paper forms to authorize them to fire a gun.

Mr. O'Keefe: In Alberta...

Mr. Michie: Excuse me, if I might add one point to what Mr. Otway said.

In my part of the country which is the Cariboo—pretty wild country up there: many of the ranchers are many miles from town, from authority or from anything else—it is pretty well standard procedure amongst the native people and whites too that as soon as a youngster shows an interest the parents usually undertake to teach him at least the basic rudiments of safety in handling guns. I know one little fellow six years old who got his moose last year with a 30-30 that his father gave him. Now that boy was not alone; he was under supervision, an older adult brother and his father. It is a common thing. I myself was first

[Interpretation]

quelques mois près. Il y a des exceptions, mais c'est vers l'âge de 12 ans que l'enfant semble assimiler les instructions.

M. Towers: Mais vous ne trouveriez pas qu'il y a infraction si un parent jugeait à propos d'aller avec son enfant de 10 ans tirer un mulot?

M. White: Ce serait un peu ridicule, il me semble, que d'en faire un délit.

M. Towers: Mais ce l'est en vertu de la présente loi.

M. Thompson: Oui.

M. Towers: Peut-être d'autres ont-ils des commentaires à faire à ce sujet.

M. Otway: La fédération pour la conservation de la faune en Colombie-Britannique, où la limite d'âge est de 18 ans, ne s'oppose pas à cette limite maximum. Je vois que la négociation et la discussion s'imposent car l'opinion varie selon les provinces; mais nous estimons qu'il n'est pas raisonnable d'exiger, en vertu d'une loi régissant les armes à feu, que des enfants de 12, 14, 15 ou 16 ans soient autorisés à manier des armes à feu en toute liberté, sans surveillance et sans être accompagnés. Nous avons été stupéfiés en voyant que c'est précisément ce que la loi propose.

Nous nous y opposerons avec force. Nous ne croyons pas que les propriétaires d'armes à feu responsables de la Colombie-Britannique voudront l'appuyer ni dans son détail ni dans son ensemble.

Nous ne nous opposons pas à la limite minimum de 12 ans qui nous semble raisonnable. L'article 101 b), que nous étudions en ce moment, est assez complet et devrait s'appliquer à l'entraînement. Cela laisse, comme il se doit, la décision aux parents et exige la surveillance immédiate qui semble suffisante. Nous ne voyons pas la nécessité de délivrer un autre permis quel que soit l'âge. Nous estimons que tous doivent être soumis aux mêmes conditions et que des mesures spéciales devraient viser ceux qui sont au-dessus de l'âge fixé, en Colombie-Britannique, comme je l'ai mentionné, c'est 18 ans, exigeant qu'ils soient accompagnés, comme en Colombie-Britannique, par une personne âgée de plus de 20 ans, lorsqu'ils portent une arme à feu. Les licences et permis sont les mêmes pour les adolescents que pour les adultes sauf que les jeunes doivent être surveillés lorsqu'ils manient une arme à feu. Nous ne voyons pas l'utilité d'un système distinct, d'une bureaucratie indépendante pour la délivrance du permis. Les jeunes devraient pouvoir obtenir la même licence que les adultes en stipulant qu'ils doivent être surveillés pendant qu'ils sont en possession de cette arme à feu. Cela devrait suffire sans exiger un tas d'autres papiers qui les autorisent à tirer.

M. O'Keefe: En Alberta...

M. Michie: Excusez-moi, mais pourrais-je ajouter à ce que M. Otway a dit.

Dans ma région sauvage de Cariboo, les éleveurs sont parfois à des milles de la ville ou de tout contact officiel, et c'est pratique commune chez les autochtones comme les Blancs d'initier l'enfant au maniement des armes à feu dès qu'il en manifeste l'intérêt. Je connais un petit gars de 6 ans qui a tué un orignal l'année dernière avec un 30-30 que son père lui avait donné. Ce n'est pas un cas unique; et il était guidé par son père et par son frère adulte. Le cas est commun. Moi-même, j'ai appris à tirer à l'âge de 4 ans parce que les fusils me fascinaient. Cela fait un bon nombre d'années. Pour ce qui est de l'entraînement officiel,

[Texte]

taught to shoot at the age of four because I was interested in guns. That is quite a few years ago. I think as far as an official training program is concerned, I agree with the Manitoba representatives that possibly 12 years of age is about the time when they are most retentive and able to accept written instructions and so on. However, I do believe there should be no legal stipulation that a parent cannot instruct a child in safety at any age.

The Chairman: Mr. O'Keefe.

• 1310

Mr. O'Keefe: In Alberta, Mr. Chairman, a person is entitled to have a licence and hunt on his own over 16; from 14 to 16 it is necessary that they be accompanied by an adult. I do not think we could go along with allowing hunting under the age of 14 without very, very stringent supervision. I do feel that organizations such as the Boy Scouts, Cadet Corps and so on should be allowed to train and work with people, as should a parent. We strongly support the B.C. stand that there is no necessity for more and more and more paper, more and more discouragement of what could be a valid sport. The time to properly train them—this is what is needed. The interest at that age is something that may not have been brought out. There have been more Olympic gold medals won for Canada through hunting and shooting than any other sport, and this is the age when these people get that training. Let us stay away from the paper work.

The Chairman: Thank you.

Gentlemen of the Committee, I know you—

Mr. Korchinski: Mr. Chairman, just one brief comment before you close. I want to thank you for your presentation because I subscribe to your views very closely. I also want to say that I do not think you are unreasonable in asking for a delay, because the government itself indicates that it does not intend to implement it immediately after it is passed; it is going to phase it in over a period of three years. So what is the rush to get this thing through at the moment?

The second thing I want to comment on is your fear with regard to registration. I think it is well founded. I was here when we first severed capital punishment from non-capital. We went on from there to remove capital punishment except for the killing of policemen and guards. Now we are in the process of debating the remaining capital punishment aspect. So it is legislation by stealth around here, and I think your fears are well founded.

The Chairman: Thank you.

Mr. Fox: Mr. Chairman, one last comment on the question of registration. It is quite clear from the legislation that was drafted that nobody can go to the registration system on rifles without coming back to Parliament.

Mr. O'Keefe: Except by regulation.

Mr. Fox: No, you cannot; not by regulation.

Mr. Towers: One point of order, Mr. Chairman. I would not want to leave the Committee with the idea that I suggested that young people, juveniles of any age, should be out with a firearm without supervision. By no means did I want to imply that. I would be under strict supervision by a parent or a responsible guardian.

[Interprétation]

je conviens avec les représentants du Manitoba que l'enfant commence à mieux assimiler à l'âge de douze ans et peut suivre des instructions écrites, et ainsi de suite. Toutefois, j'aimerais que l'on n'interdise pas légalement aux parents d'apprendre à un enfant des règles de sécurité à tout âge.

Le président: Monsieur O'Keefe.

M. O'Keefe: En Alberta, monsieur le président, l'adolescent de seize ans peut obtenir un permis et chasser; de quatorze à seize ans, il doit être accompagné par un adulte. Nous n'approuvons pas la chasse avant l'âge de quatorze ans sans une très étroite surveillance. Des organismes comme ceux des scouts, des corps de cadets, et ainsi de suite, devraient être autorisés à former et entraîner aussi bien que le parent. Nous appuyons fortement la position adoptée en Colombie-Britannique qui s'oppose à l'accumulation de papier et au découragement d'un sport légitime. Ce qu'il faut, c'est fixer le moment opportun pour l'entraînement. Il est possible qu'un intérêt ne se manifeste pas à cet âge. Il y a eu plus de médailles d'or olympiques gagnées au Canada pour la chasse et le tir que pour tout autre sport, et c'est à cet âge que les champions reçoivent leur entraînement. Débarrassons-nous de la paperasserie.

Le président: Merci.

Messieurs du Comité, je sais que vous...

M. Korchinski: Monsieur le président, une brève observation avant de terminer. Je tiens à vous remercier d'avoir exposé des vues qui correspondent en tout aux miennes. Je tiens également à mentionner qu'il n'est pas déraisonnable de votre part de demander un délai, car le gouvernement a aussi indiqué n'avoir pas l'intention d'en faire l'application immédiate mais de prolonger la période de transition de trois ans. Et pourquoi alors presser les choses en ce moment?

Je tiens aussi à faire un commentaire au sujet de votre crainte de l'enregistrement. Elle me semble parfaitement fondée. J'étais ici lorsque la peine capitale a été distinguée de la peine non capitale. De là, nous avons décrété l'abolition de la peine capitale sauf pour le meurtre des agents de police et des gardiens de prison. Nous discutons maintenant ce qui reste de la peine capitale. Nous pratiquons donc la législation à la sauvette ici, et je crois que vos craintes sont bien fondées.

Le président: Merci.

M. Fox: Monsieur le président, un mot au sujet de l'enregistrement. Il est clair, d'après notre projet de loi, que nul ne peut imposer l'enregistrement des fusils de chasse sans renvoyer la question au Parlement.

M. O'Keefe: Sauf en vertu d'un règlement.

M. Fox: Non, impossible; ni par un règlement.

M. Towers: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Je ne voudrais pas laisser au Comité l'impression que je propose que les enfants et adolescents doivent être libres de manier une arme à feu sans surveillance. Je n'ai certainement pas voulu donner cette impression. Ce serait sous la stricte surveillance d'un parent ou d'un tuteur.

[Text]

Mr. Fox: My very last point, Mr. Chairman, as I was slightly interrupted there by Mr. Towers, who wished to make his point. On the question of confiscation in the event that Mr. Korchinski stipulated, of a dictator being in power in this country and listing licences: if we were in a provincial licensing system, which is advocated by people here—and I recognize that they all advocate very highly responsible gun ownership—I presume the same thing could at that stage be done on a provincial level. If the Attorney General of B.C. or the Attorney General of Manitoba or Saskatchewan thought there was a case for bringing the weapons in they could do it. The same argument would apply on a provincial basis. It seems to me there is a greater chance of its *not* happening at the federal level than within the confines of a province.

The Chairman: Order, please. We cannot allow everyone to make a final comment. Mr. Otway indicated before that he wanted to make a comment. I will let him make a final comment and then that will have to be it.

Mr. Otway: Mr. Chairman, I would just like to thank you and the members for the time and the consideration that we have received. Mr. Towers made the comment that we had been witnesses here for three and a half hours. We take note of the fact that the members have been here for the same length of time, and we appreciate that very much. We thank you for your time.

The Chairman: Thank you. I know the Committee members want me to extend our thanks to the representatives from the B.C. Wildlife Federation, the Saskatchewan Wildlife Federation, the Manitoba Wildlife Federation and the Alberta Fish and Game Association. Thank you, gentlemen.

The Committee is adjourned until tomorrow morning at 9.30.

[Interpretation]

M. Fox: Mon tout dernier point, monsieur le président, car j'ai été tant soit peu interrompu par M. Towers qui avait cette question à soulever. Au sujet de la confiscation, advenant ce que M. Korchinski prévoit, soit l'exercice du pouvoir par un dictateur en notre pays et la liste d'inscription des permis. Si nous étions soumis au régime provincial des permis préconisé par certaines personnes ici, et qui admettent toutes être hautement en faveur de la possession d'une arme à feu, la même chose pourrait se faire à l'échelon provincial. Si le procureur général du Manitoba ou de la Colombie-Britannique ou le procureur général du Saskatchewan estimaient la situation assez grave pour rappeler les armes à feu, ils pourraient le faire. Le même argument s'applique à l'échelon provincial. Il me semble qu'il y a moins de risque que cela se produise à l'échelon fédéral qu'à l'échelon provincial.

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Nous ne pouvons pas permettre un commentaire ultime à tous et à chacun. M. Otway a le premier signalé qu'il avait une observation à faire. Je vais lui donner le mot de la fin, il faudra finir là.

M. Otway: Monsieur le président, je tiens seulement à vous remercier, ainsi que les membres du Comité du temps que vous nous avez consacré et de l'attention que vous nous avez accordée. M. Towers a dit que nous avions témoigné ici pendant trois heures et demie; nous tenons à rappeler que les membres du Comité ont siégé pendant tout ce temps et nous l'apprécions beaucoup. Nous vous remercions de cette courtoisie.

Le président: Merci. Je sais que les membres du Comité désirent que je remercie les représentants de la Fédération de la Colombie-Britannique pour la conservation de la faune, la Fédération de la Saskatchewan pour la conservation de la faune, la Fédération du Manitoba pour la conservation de la faune, et l'Association de la pêche et de la chasse d'Alberta. Merci, messieurs.

Le Comité s'ajourne à demain matin 9 h 30.

APPENDIX "JLA-39"

SUBMISSION
TO THE COMMONS STANDING COMMITTEE
ON JUSTICE AND LEGAL AFFAIRS
OUTLINING THE POSITION AND CONCERNS
OF THE
B.C. WILDLIFE FEDERATION
ON THOSE SECTIONS OF BILL C-83
DEALING WITH FIREARMS

PRESENTED ON BEHALF OF THE
B.C. WILDLIFE FEDERATION

BY

WILLIAM J. OTWAY - EXECUTIVE DIRECTOR

DOUGLAS J. MICHIE - DIRECTOR AND CHAIRMAN OF
FIREARMS LEGISLATION COMMITTEE

JAMES R. LEZANSON - MEMBER OF FIREARMS LEGISLATION
COMMITTEE

MAY 1976

Mr. Chairman, members of the committee;

The B. C. Wildlife Federation is a non-profit conservation organization legally constituted and registered under the laws of British Columbia. We are a provincial body representing some 18,000 individual members through 150 affiliated clubs. The vast majority of these members are hunters and fishermen, a factor which explains our historic concern and interest in firearms legislation and our present interest in Bill C-83.

We take pride in the fact that British Columbia today has just about the best firearms legislation in Canada, and a good deal of it exists because of our efforts. Contrary to what some of you may have been led to believe, this organization does not oppose firearms legislation as a basic principle. Our record speaks for itself. We always have supported and always will support and work for sensible, workable firearms legislation wherein the benefits provided society at large, outweigh the penalties imposed on that society. We have not and will not, however, as some do and would have us do, support legislation for legislation's sake. We repeat again, to gain our support, legislation must be sensible, workable and provide benefits to society at large. We see little evidence of this criteria in the changes Bill C-83 makes to present firearms legislation.

Here we stress that even if the forementioned factors were present in the firearms section of Bill C-83 (and we submit they are not), that legislation, without the will and desire of the government to carry it out and enforce it, is nothing more than words on paper. A close check of the records of any of our courts today will show conclusively that this will and desire

does not exist, and has not existed for some time. We suggest respectfully that the time of this Committee and the interests of all Canadians would be better served if the Committee addressed itself to clearing up this basic problem before embarking on more legislation that does nothing more than gather dust in the courts throughout this land.

Before we make specific comment on those sections of Bill C-83 that concern us, we ask the Committee's indulgence to allow us to answer the many charges made against us regarding our position on Bill C-83. Over the years the B. C. Wildlife Federation has built a reputation for honesty and integrity, a fact we take great pride in. We feel however that both our honesty and integrity have been impugned by these charges and we have not only a right but a duty to see they are answered.

The Minister of Justice has intimated before this Committee that we have been inaccurate and unfair in our statements concerning Bill C-83. One of the members of this Committee, Mrs. Simma Holt, has accused us of dishonesty and hinted rather broadly that we are liars. We have been informed that Senator Perrault has publicly called for government investigation of our organization for irresponsibility and fraud. To his credits the Minister of Justice has assured our members that no such investigation will take place and we accept his assurance. We emphasize though that we have nothing to hide and do not fear any type of investigation. In light of all this, we feel we must impose upon the Committee's time to rebut these charges.

First, there has been considerable comment and speculation as to the cost of our "very expensive multicolour" booklet and where we obtained the funds for its production. The booklet cost \$7,800.00 to produce. The funds came, as witnessed by the Justice Minister at our convention, from our members, the various guide's and trapper's associations, concerned firearms owners and a host of sportsmen throughout B. C. Contrary to the idea that some people attempt to implant in the public mind, not one cent was asked for or received from any arms or ammunition company.

Multicolour booklets we find in today's sophisticated society are almost a necessity for any organization to get its message across to the government and to the public. We are pleased to present to the members of this Committee our most recent publication. It deals with coal mining, an issue totally unrelated to firearms and Bill C-83 but a subject of equal concern to our members. We hope it receives as much attention from the legislators and from the public as our involvement in Bill C-83 has.

To clarify the points in our booklet.

1. You will require a Federal Licence over and above any present provincial licence to possess any firearm or ammunition

Sec 88 (1)

The Minister admitted to you that this is a correct statement. It is also one of our main objections to Bill C-83. But since at this time we are discussing the correctness and accuracy of our statements, we will discuss the point of need for a Federal Licence

at another place in this presentation.

2. Fishermen using lead-shot-type sinkers and anyone having possession of an empty shell casing will require a firearms licence - Sec 82 (1)

Mr. Basford stated before your Committee, "this borders upon being a frivolous debating point. Surely nobody can seriously argue that a lead-shot-type sinker is primarily useful as a component, element or part of ammunition." We ask, does not section 82 (1) state: "for the purpose of this part?"

"Ammunition" means ammunition for a firearm and includes any component or part such as a bullet, pellet, cartridge case, primer or propellant powder useful as a component, element or part of ammunition.?

Does not section 88 (1) state: "Everyone who, not being the holder of a licence under which he may lawfully have in his possession firearms or ammunition, knowingly has in his possession any firearms or ammunition."

- (a) is guilty of an indicatable offence and is liable to imprisonment for two years or:
- (b) is guilty of an offence punishable on summary conviction?

Did not the Canadian Sporting Arms and Ammunition Association in their testimony before you on April 29th indicate quite clearly that the same bullets and buckshot pellets they manufacture for their ammunition is also sold to the fishing tackle manufacturers for use as lures and weights?

We submit that the answer to all these questions is "yes". Therefore our statement when written and published was correct and still is correct.

(3) The Federal Cabinet can impose any terms it wishes - including registration - for you to obtain your licence - Sec 106 - 1 (3)

Mr. Basford's statement to you was, "There is absolutely no ground for this assertion, absolutely no ground. The registration of rifles and shotguns is clearly and specifically prohibited by this bill." Mr. Basford then goes on to indicate that this prohibition is brought about by item (c) in the designation of a restricted weapon under section 82 (1) wherein it states, "restricted weapon means:

(c) a weapon of any kind, not being a prohibited weapon or a shotgun or rifle of a kind commonly used in Canada for hunting or sporting purposes, that is declared by order of the Governor in Council to be a restricted weapon."

We submit this only prohibits the Cabinet from placing shotguns, and rifles in the restricted category and in no way prohibits the Cabinet from requiring every licence application to include the serial numbers of the firearms it is to apply to. That, Honorable Members, is registration by Order-in-Council.

Mr. Basford stated to you that the act as constituted prohibits the Cabinet from attaching any conditions to a licence except those necessary to enable the registry (an apt word) to be maintained and, further, that Cabinet can request only information pertaining to the fitness of the individual.

Section 106 - 8 (e) which sets out Cabinet's power to make

regulations spells out the conditions outlined by Mr. Basford. However, the conditions he notes are only applicable to sections 106 - 3 (7) (8) (9) and (11).

Since licences come under section 106 - 1 (1) (2) and (3) we assume, for the lack of evidence to the contrary, that the setting of regulations for licences is covered by 106 - 8 (1) (j) "prescribing anything that is, by any provision of this part, required to be prescribed by the regulations."

If this wording does not give Cabinet power to set any conditions it so desires we would be pleased to be advised it does not.

(4) In addition to any conditions set out by the Federal Cabinet, the local licencing officer may personally set out such additional terms and conditions as he sees fit - Sec 106 - 1 (4)

Mr. Basford says, "In his view this is an objectionable misinterpretation. Section 106 - 1 (4) merely allows the licencing officer to ask the applicant for additional information and only such "information" as is relevant to help him determine whether the person is fit to possess firearms or ammunition."

We submit that Section 106 - 1 (4) clearly indicates that the licencing officer is the sole judge of what is or is not relevant information for him to judge a person's fitness. His ability to not only demand the information, but also to decide what it should be, is an additional term or condition with which the applicant must conform in order to obtain a licence. We repeat, the licencing officer is the sole judge as to what that term or condition will be.

(5) If you are a handgun owner you should be aware that the Cabinet will have full power to ban all handguns without benefit of compensation as presently proposed for automatic weapons
Sec 82 (1)

Mr. Basford does not deny the validity of this statement. The act clearly gives Cabinet the power to ban handguns.

(6) You can get five years in jail for careless storage of your firearm or ammunition. Again the cabinet has full power to dictate at some future time what is or is not careless storage.
Sec 99 (2)

Mr. Basford states that the second sentence in that statement is false and the Sec 99 (2) does not give power to Cabinet to dictate what is or is not careless storage. Mr. Basford is correct. We have made an error here. The section giving cabinet power to make regulations concerning storage is in fact Sec 106.8 (1) and applies to business establishments. We should have made this distinction clear in our statement.

We do wish to make it clear that our error was an honest one. With the government cutting off debate on second reading of this bill and refusing to supply our members with copies of the bill, we were concerned that the bill would be law before our members were aware of the contents. We therefore perhaps moved too quickly to get this booklet out, but we honestly thought time was of the essence.

Mr. Basford takes exception to the fact that we did not mention the possible minimum penalty applicable in the matter re-

ferred to. In this instance we felt we were only following the lead set by the government. In all material (with the exception of the bill itself) sent out by the government concerning Bill C-83, only maximum sentences are referred to. The only time minimum sentences are referred to is in relation to Section 98-1. Since we were not discussing Section 98-1 in this instance we were guided by the example set by government. In our earlier assessment of Bill C-83 which was given to many M.P's, some of whom sit on this committee, we made numerous references to minimum sentences.

(7) Every citizen will be legally bound under penalty of five years in jail to turn in or report to the police immediately any empty cartridge found in the field or range - Sec 101 (1) Mr. Basford states that this comment is a spurious debating point.

We submit Section 101 (1) is quite clear wherein it states: "Everyone commits an offence who, upon finding a prohibited weapon or restricted weapon or other firearm or ammunition (refer back to the definition of ammunition) that he has reasonable grounds to believe has been lost or abandoned, does not forthwith"

- (a) deliver it to a peace officer, a local registrar of firearms or a licencing officer
- (b) report to a peace officer, a local registrar of firearms or a licencing officer that he has found it.

We see no debating point (spurious or otherwise) between the facts as outlined in our statement and those contained in Section 101 (1).

(8) You will have to fill out a report every time you purchase a box of ammunition, Sec. 100 (1).

Mr. Basford states that this statement is clearly wrong - you will only have to produce a valid licence.

We wish to advise the committee that Sec 100 (1) requires that every commercial seller of ammunition keep a record of each sale in a form prescribed by the commissioner. Every retailer we have contacted has indicated to us that they cannot afford the time to fill out any such forms and they will expect the customer to do this chore.

(9) You will not be able to teach your children the rudiments of gun safety until they are fourteen years old. It will be illegal for anyone under fourteen to handle a firearm under any circumstances - Sec 106 - 3, and abolition of present section 101 (B).

We have seen nothing to indicate that Mr. Basford or anyone else challenges the validity of this statement. We will comment no further on it at this time.

(10) The Government feels non-residents are far more law abiding and safe than you as a Canadian citizen. They are absolved from most of the conditions you face to get a licence or permit - Sec 106 - 3.

We submit that Mr. Basford's statement to you clearly upholds our promise. He said, "Obviously in the case of non-residents, Mr. Chairman, we have a problem. Either we can put them through the whole Canadian regimen or we can outlaw them entirely, both of which I would reject. Tourism is an important aspect of rightful activity, and I think we have to recognize the position of foreign hunters. We also have to recognize that the bill endeavours to

recognize the place of target shooters, for example or skeet shooters to come into Canada to participate in national and international competitions".

We in the B. C. Wildlife Federation are saddened by the fact that a Canadian Minister of Justice would reject putting non-residents through a regime that he is actively promoting putting Canadian citizens through. We are certain that foreign hunters, target shooters and skeet shooters will be pleased that Mr. Basford recognizes their place and position. We are just as certain, however, that Canadian hunters, target shooters and skeet shooters will continue to be displeased with Mr. Basford and his colleagues in government as long as they continue to fail to recognize the position and place of these lawful Canadians.

We trust the foregoing has indicated to this Committee that the B. C. Wildlife Federation is not irresponsible, dishonest, a liar or a participant in any fraudulent activities. We hope that those who have so charged us have the courtesy to retract their accusations.

SPECIFIC COMMENTS AND RECOMMENDATIONS AND SUGGESTED AMENDMENTS TO BILL C - 83

Sec 82.1 - Definitions:

- Delete the entire paragraph dealing with the definition of ammunition and replace it with the following:

"Ammunition means a metal, plastic, or paper tube or a combination thereof, containing a propellant charge, initiating or ignition device and one or more projectiles and is designed for use in a firearm."

Comment:

We see no useful purpose in classifying the various single

components as ammunition. In themselves they pose no danger to society. As has been pointed out to the Committee several times, many of the components are common household items. Their inclusion in the definition would make other sections of this Bill a nightmare for police to enforce and for the citizenry to comply with.

- Delete from the definition of firearms the following portion:

"and includes any frame, barrel, receiver, breach block, firing pin or hammer of such a barrelled weapon and anything that can be adapted for use as a firearm."

Comment:

As with ammunition we see no useful purpose in classifying the various single components as a firearm. From a common sense point of view, these parts in themselves are not firearms in any sense of the word. In addition, under the "restricted weapons" section of this Bill and the act presently in force, each of the named component parts would have to be stamped with a number and registered with the police - an impossible task.

- Amend the definition of "licence" to read:

"licence" means any Provincial or Territorial hunting or firearms licence subject to the provisions outlined in section 106.1.

Comment:

We, as we have often stated are in favour of a licensing system. We have also always stated that such a licencing system should be an upgrading of the present Provincial systems. A fact those who so often quote us on this issue always neglect to mention.

We see the same shortcomings as the government does in the present Provincial systems. Unlike the government, however, we do not dismiss these systems out of hand and propose building a new, costly parallel system. We suggest that the same end result could be realized if the Federal government set the standards for licenses after meaningful consultation with the Provinces and then provided the needed funding to help the provinces bring their systems up to those standards. We further suggest that this would cost the Canadian taxpayer but a fraction of what the present proposals will.

We ask the members of this Committee what they would do if the door to their house needed repair - cut a new door into another part of the house or repair the one already there?

LICENCE.

-Delete in their entirety, paragraphs (c) and (d) from the definition of a prohibited weapon and replace them with:

"Prohibited weapon means"

(c) a weapon of any kind, not being a restricted weapon or a shotgun or rifle of a kind commonly used in Canada for hunting or sporting purposes, that is declared by order of the Governor in Council to be a prohibited weapon."

Comment:

The clause we have recommended represents the law as it is presently constituted and we have found it most effective in allowing government to deal with new weapons coming available. We cite the instance of the "Commander Mark IV" an auto-loading imitation of

the Thompson sub-machine gun. Within days of our organization and others requesting the Minister of Justice to take action to control these weapons, he was able to do so.

With reference to the prohibition of fully automatic firearms, the present restricted category has proven most effective. In over 40 years there has not been one incident involving any fully automatic firearm legally held by private citizens.

Regarding the so-called "Saturday night specials", we submit that this particular firearm (which no one has really defined as yet) poses no more danger than any other handgun and is adequately controlled under those sections of the act dealing with "restricted weapons." We remind Committee members that there are some basic differences in the attitude of the citizens of this country and those of the United States with regard to law and order and the use of firearms. We ask the members to keep this difference in mind when comparing the relative problems of the two countries.

RESTRICTED WEAPON.

- Delete the proposals outlined in Bill C-83 in their entirety and retain the definition presently contained in the Criminal Code of Canada, with the exception that paragraph (d) be amended to read:

(d) "a weapon of any kind, not being a prohibited weapon or a shotgun or rifle of a kind commonly used in Canada for hunting or sporting purposes, that is declared by order of the Governor in Council to be a restricted weapon."

(e) "any firearm manufactured prior to 1896 or that uses loose

black powder and bullets or shot without employment of any form of cartridge case, that because of its other characteristics would normally fall under the provisions of this section of this act shall be exempt from the provision of this section."

We further recommend that the Committee give serious consideration to the recommendations made by the Manitoba Association of Gun Owners - having regard to including firearms that normally would be in the "restricted" category but are exempt because they are inoperable - retained in the restricted category.

We feel the reasoning they have set out on this matter is sound.
Sec 82(2)

-Delete in its entirety.

Comment:

In British Columbia all firearms, including B.B. and pellet guns, are treated alike and we feel this definition is sound. It is important that people using firearms develop a correct attitude regarding their potential danger and the need for safe and careful use as early in life as possible. B.B. and pellet guns are usually the first workable firearm used by children. By government not recognizing that they are firearms they continue to allow the fallacy to exist in some minds that these are "toys". They are not "toys" they are a form of firearm and government has an obligation to impress this fact upon the public in every way possible.

We would agree that this form of firearm should be exempted from the restricted classification but not from the overall firearms classification.

Sec. 83, 84, 85 and 86 (1)

We would recommend to the Committee that in the sentencing provisions of sections 83, 84, 85 and 86 (1), the committee give serious consideration to amending these to remove the possibility of prosecution under summary conviction for any incident other than the first offense.

Comment: We recognize the desirability of maintaining a degree of flexibility in our judicial system because of varying circumstances. However, in our opinion this flexibility is being abused badly by our courts today to the detriment of the public good. While we can see validity in giving first offenders the benefit of the doubt, by the second time around there should be no doubt.

Sec. 88 (2)

-Delete paragraphs (a) and (b).

Comment:

We see no need for special permits for those people under eighteen years of age. They should require a licence the same as anyone else except that a supervision requirement should be called for - a matter we will deal with later in this brief.

Also we stated previously we cannot accept the fact that non-residents should receive greater consideration than residents of this country.

Sec. 91

-Delete entirely.

Comment:

Covered adequately by section 95 (1).

Sec. 95 (3)

-Delete entirely.

Comment:

See our comments on section 88 (2).

Sec. 98 (1)

-Clarify the term "uses".

- (1) (b) Amend the words relating to term of sentence to read "is liable to life imprisonment maximum but not less than five years upon conviction of a first offense and not less than ten years on any second or subsequent offense. Further, there shall be no provision for parole from this sentence."

Comment:

We support fully the governments intention in this section but submit they have not gone far enough.

Because of the fact that Section 102 (1) clearly spells out that there is a difference between carrying, possessing or handling a firearm and using that firearm we feel there is little chance of conviction under 98 (1) unless the term "uses" is more clearly defined.

In the instance of sentence length, we feel the experience in California proves there is a deterrent to the criminal use of firearms by the imposition of lengthy penalties. We recognize that there is a reluctance on the part of government to interfere with the freedom of the courts, and rightly so. However, the courts have an obligation to ensure the protection of society as a whole. The record

shows that the courts of recent years are not living up to that obligation and it therefore falls upon government, reluctant or not, to impose upon the courts conditions that will ensure the protection of society.

We fully support the proposal to make the sentence for this offense consecutive to any other sentence imposed.

Sec. 99 (2).

This particular section is causing our members and others a great deal of concern. We refer here specifically to the point of "careless storage". While recognizing the difficulty in the task we feel some effort must be made to clarify the point on careless storage. At the very least some basic guidelines should be established for the information of the average citizen.

While we agree that carelessness is deserving of punishment, we must question if it deserves punishment equal to that of a deliberate criminal act. We would submit it does not, and would recommend deletion of paragraph (a) in section 99 (2).

We would respectfully suggest to the Committee that they consider very seriously placing a new section in here making it illegal for anyone to use or have care and control of a firearm while impaired by alcohol or drugs.

Sec. 100

-Delete the words "firearms" and "ammunition" wherever they appear throughout this section.

Comment:

We cannot see where the recording of transactions serves any

useful purpose, particularly in light of the requirement to produce a valid licence in order to lawfully purchase. Those that are legally purchasing, you need not be concerned about, and those that obtain their firearms or ammunition illegally, are certainly not going to record it.

With regards to firearms specifically, this section as it is presently constituted would allow government to institute registration by regulation. We are unalterably opposed to such a move.

Sec. 100 (4).

We wonder here if the Federal Government is not entering into a field of jurisdiction that rightfully belongs to the Provinces.

Sec. 102 (1).

-Amend this section to make it mandatory for the court to issue the prohibition order. Further make the issuance of such an order mandatory upon anyone convicted of any violent crime or drug offense regardless of the fact that firearms may not have been involved in that offense.

Further, a temporary prohibition order should be issued against anyone immediately they are charged with any of the above offenses. Such an order should remain in effect until their trial is completed or the charges dropped. If found innocent the order should be lifted, if found guilty a more permanent order as indicated previously should be imposed.

The minimum term of any such order should be, in cases where a jail sentence is imposed, double the length of time imposed as sentence. The maximum term should be at the discretion of the court.

Comment:

The courts have had the power to prohibit possession for years now under section 95 (1) of the present Criminal Code. They have proven conclusively that they have no intention of using this power in any meaningful way as long as they have a choice in the matter. The government must therefore make the choice for them. That government should propose to put millions of law abiding citizens through a massive bureaucratic system in an attempt to keep firearms out of the hands of people they think might be a problem while at the same time they do not take some positive action to keep firearms out of the hands of people they know are a problem makes no sense at all to us.

Sec. 102 (4).

-Delete paragraph (b).

Comment:

Anyone deliberately ignoring the order of a court in a matter of this kind does not deserve the courtesy of consideration under a summary conviction.

Sec. 105 (2).

By way of comment we wish it on record that this Federation supports both the intent and content of this section. We feel we have nothing to fear from the police and in a few isolated instances where there might be abuse, the citizen has adequate redress available in subsections (4) through (8).

We wish to point out also, that contrary to some of the comments made during the course of your deliberations on this Bill, this sec-

tion in no way prevents an individual from going out and purchasing more firearms and ammunition after the police have left. It is neither stated nor implied anywhere in this section that an individual's license can be seized.

Sec. 106.1

-Delete entirely and replace with the following:

- (1) A licence authorizing a person to have in his possession firearms or ammunition and to use such firearms or ammunition in any lawful manner, shall be issued by a local registrar of firearms or a licensing officer unless said registrar or licensing officer can show the applicant has a criminal record involving the use of firearms or violence, or a record of violent mental illness, and the applicant produces proof of having successfully completed a provincially certified hunter or firearms training course.
- (2) A licence shall not be issued to a person who has not attained the age of eighteen years, unless there is filed with the application for the licence -
 - (a) the written request of a parent or guardian of that person that the licence be issued: and
 - (b) the written undertaking of a parent or guardian of that person that the person will not carry, or use, a firearm except in company with and under the close, personal supervision of a person who has attained the age of twenty years.
- (3) A person who has not attained the age of eighteen years and who carries or uses a firearm without the company and close,

personal supervision of a person who has attained the age of twenty years is guilty of an offense.

- (4) A parent or guardian who knowingly allows a person under the age of eighteen years to carry or use a firearm without the supervision as outlined in 106.1 is guilty of an offense.

Comment:

(1) We submit the proposals we have outlined satisfy both the requirements of fitness and competence as much as can be before the fact. The question of competence is quite easy to satisfy - however, the question of fitness is quite another matter. The matter of past criminal activity is quite easy to check out but even though we suggest it as a condition, we recognize that matters relating to mental health are in fact private and can only be obtained with the consent of the individual or by court order. We know of no easy solution to this problem and can offer none at this time. We do feel however, that the governments proposals as set out in Bill C-83 are not the answer either.

Much comment has been made in and out of committee on the importance of fitness over competence and the fact that Lee Harvey Oswald was certainly competent. But was he fit? Also comment is often made that the tragic incidents that took place in Brampton and Ottawa would not have happened had the provisions of Bill C-83 been in force.

To the best of our knowledge, Lee Harvey Oswald, prior to the time he killed Jack Kennedy would have easily met all the require-

ments for obtaining a firearm as presently laid out in Bill C-83. The same holds true for the individuals involved at Brampton and Ottawa.

Unfortunately, as far as we are aware, all these people would also easily have qualified under the conditions we have set out.

(2) & (3) We do not agree with the present proposals in Bill C-83 that would allow a person under age of eighteen to carry and use a firearm unsupervised. This Federation has worked hard to have the legislation we have outlined enacted in British Columbia and we will not, if we can in any way prevent it, see this work destroyed by Federal Legislation.

(4) We feel this proposal has value if it does nothing more than bring home to parents the idea that they must bear a degree of responsibility for the actions of their children. We have not dealt here with fees or terms of the licence in the context of time. We feel these matters should be mutually worked out between the Federal and Provincial governments. We would say however, that we feel once a person has obtained the first licence the following ones should be issued as a matter of course, unless the authorities are made aware of something that would make the applicant inelegible.

Sec. 106.2 (2) (a).

-Delete the word "may" and replace it with "shall".

Comment:

We can see no valid reason why a person should be refused permission to transport a firearm to the registrar of firearms in order

that the registrar might examine that firearm.

Sec. 106.2 (7) (b)

Amend to read:

"(b) is, or is deemed pursuant to paragraph 106.8 (1) (h) to be, an antique, curio or relic for the purpose of this Part, or is a firearm manufactured prior to the year 1896, or will form part of a gun collection of the applicant."

Comment:

Firearms manufactured prior to 1896 were designed to utilize black powder and this type of ammunition has not been manufactured for almost 50 years.

We object to the term "bona fide" in reference to collectors unless it is clearly defined. As we understand the normal interpretation of this term, its use in this section of the Bill would prohibit anyone who is not already a collector from ever becoming one. We can see no valid reason for this.

Sec. 106.3 (8).

Add:

"and providing the applicant meets the qualifications as outlined in Sec. 106.1.

Comment:

See our comments with reference to our statement number 10.

Sec. 106.3 (11) (12) (13).

-Delete entirely

Comment:

Made redundant by our proposed amendments to Sec. 106.1.

We would have no objection to setting the bottom age limit at 1 years for those under eighteen to obtain a licence. Provided however, that the present Section 101 (B) is retained.

This section (101 (b)) would allow the training of youngsters below the age of 12 by parents or qualified instructors. It is also needed to allow people of any age to take the training necessary to meet the competency requirements to obtain a licence.

There has been much said already by many of the people who have appeared before this Committee, about the wide regulatory powers given Cabinet and individuals in Bill C-83. This is a matter of deep concern to our members and one which we ask this Committee to give serious thought to. While we recognize the need for some regulatory powers, particularly in light of today's fast moving society, we question the need for such broad and open ones in the Criminal Code. We are concerned that these powers are the beginning of the removal of Government from the control of Parliament.

CONCLUSION.

On reading our proposed amendments we trust the members of the Committee will bear in mind that we are not lawyers. Where they find our wording is not legally correct we trust they will at least find the intent is clear.

We also wish to make it clear that in putting forward these suggested amendments we do so not because we recognize as valid the firearms provisions of Bill C-83. We do so only because we recognize the political facts of life, and see very little probability that the government will withdraw the firearms sections of this Bill and have it re-drafted by some competent people.

Our feelings on Bill C-83 we feel are expressed perfectly by the Deputy Premier of the Province of British Columbia, the Hon. Grace McCarthy. On April 15th last, she stated in a letter to one of our members on the subject of Bill C-83, "While we agree with the prime objective of Federal Gun Controls, that is, to increase the accountability and liability of every person who owns and uses firearms, we believe that the form of the current proposals will neither enhance gun owner liability nor will it reduce the criminal usage of firearms. It would seem that the only real and lasting means of instilling social accountability and legal liability in gun users is by the training and educational process, and this is sadly lacking in the approach made by the Federal proposals."

We thank the members of this Committee for giving us the opportunity to present our views and concerns on Bill C-83 and we trust they will be of some help to your deliberations.

Art Downs, President,
B.C. Wildlife Federation

May, 1976

APPENDIX "JLA-40"

ALBERTA FISH AND GAME ASSOCIATIONA BRIEF ON FIREARMS LEGISLATIONAND CONTROL

The Alberta Fish and Game Association is grateful for the opportunity to give its views to the standing Committee on Justice and Legal Affairs.

Making the presentation will be Bob Scammell, immediate past president of the Alberta Fish and Game Association, and immediate past chairman of the Gun Control Committee of the Canadian Wildlife Federation, a position now held by Col. L.H. Nicholson from whom you have already heard. Accompanying Mr. Scammell will be Tom O'Keefe, a past president of the Alberta Fish and Game Association and now Vice-President of the Canadian Wildlife Federation. Mr. Scammell is a lawyer practising in Red Deer, Alberta and an outdoors writer appearing in three Alberta dailies, and Mr. O'Keefe is a Bankruptcy Liquidator practising in Calgary.

The policy statement of the Alberta Fish and Game Association on firearms control has been distributed with this submission and it gives information concerning the Alberta Fish and Game Association, the general attitude and views of gun owners in Alberta, the general views of the Association on firearms control and in particular on Bill C-83. The policy statement was passed by the Annual Conference of the Alberta Fish and Game Association which was held in Calgary shortly after Bill C-83 was introduced in the House of Commons.

On the basis of what we know about the records for the last eight years of the Fish and Wildlife Division of the Department of Lands and Forests in Edmonton, and what we know generally about the habits of hunters and gun owners, we would estimate there are 200,000 individual gun owners in Alberta owning an average of three sporting firearms each for an estimated total of 600,000 sporting firearms in Alberta.

Over three years ago, when Mr. Scammell became president of the Alberta Fish and Game Association, he was instructed by a resolution passed by the delegates to the Annual Conference to commence work with the C.W.F. and with the Canadian Government toward the passage of responsible firearms control legislation, the general feature of which would be a scheme to licence firearm users. To our knowledge the Alberta Fish and Game Association was the first large organization of responsible sportsmen in Canada to call for and work toward responsible firearms legislation.

While there are a number of matters that concern us about Bill C-83 which have been given to you in detail in our Policy Statement and in the brief of the Canadian Wildlife Federation which we support, we feel in our brief here we must state that fundamentally we support the concept of licencing of gun owners. This does not mean we support Bill C-83 in its present form, because we do not.

Our major concerns regarding the scheme of licencing of gun owners set out in Bill C-83 are that we would prefer to have the Federal Government merely require the licencing and establish guidelines and

leave it up to the Provinces to set up the specific regulations by which licences are granted. This would allow for and take account of the vastly different attitudes of the public of the West and the Maritimes toward firearms compared with those of people from urban Central Canada. We would further prefer to see the major qualification for holding a licence to possess firearms or ammunition to be the taking of training and being certified in a proper hunter-training, firearms-safety course administered in each province.

We recognize the present program will largely be administered by the Provinces as this seems to be the major reason behind the objections to Bill C-83 being expressed by Alberta Solicitor-General Roy Farren. We also recognize that Bill C-83 does provide for the phasing-in and co-operation with provincial training programs in hunter and gun safety.

Before this Committee, however, we now believe that we should emphasize what is our major objection to Bill C-83 as now written. As can be seen from the policy statement of the Alberta Fish and Game Association, the gun owners of Alberta fear more than anything else about gun control legislation, any aspect of it that might require registration of sporting arms themselves as opposed to qualification of the owners and users. Mr. Scammell, during his time as chairman of the Gun Control Committee of the Canadian Wildlife Federation had the opportunity to speak with gun owners and users from coast to coast in Canada and finds that the same dislike and fear of the concept of gun registration prevails from coast to coast.

We are well aware of the excellent report given to the Department of the Solicitor-General by Dr. Martin Friedland in which gun registration per se is correctly designated as extreme, impractical and excessively-costly. We are aware that the Solicitor-General himself has over and over emphasized that Bill C-83 is not a scheme of gun registration. We are also aware that nothing in Bill C-83 specifically requires gun registration.

The Alberta Fish and Game Association and its members, however, are mindful of the provisions of Section 106.1 of Bill C-83, particularly sub-sections 3(a) and (4) which state:

"An application for a licence shall include such information and documentation as is prescribed by the regulations to be information and documentation required to be included in an application for a licence;"

"A local registrar of firearms or a licencing officer to whom an application for a licence is made may require the applicant to submit such further information and documentation in addition to that included in and with the application as may reasonably be regarded as relevant for the purpose of determining whether the applicant is not unfit to be in possession of firearms or ammunition."

What concerns our members is that these two sub-sections clearly could provide the authority for either the Cabinet or a local registrar of firearms or a licencing officer to require an applicant for a licence to disclose details of his entire collection of firearms as a part of the application for and as a condition of being granted a licence. On the basis of the word given us by this present government, that result certainly is not the intention of this present government. But firearms owners in this country have to be concerned with the intentions of future

governments as well. A future government could use either of the two sub-sections referred to, in effect, to require the registration of sporting firearms without any further reference to Parliament. Surely this would be a perverse result when the government proposing the legislation had rejected the concept of registration per se. The responsible firearms owner and user in Canada takes the position that if, in future, sporting firearms registration is to become mandatory, then that should be a subject for further debate by his elected representatives in Parliament and must not be done by Regulation only by Cabinet or simply by some minor licencing official.

It seems so simple a matter to alleviate the fears of so many gun owners in Canada and make them much more satisfied with Bill C-83, that we find it difficult to understand why it was not done in the Bill as originally drafted or has not been done by proposed amendment now. Indeed, on May 7th, 1976, Canadian Press reported the Honorable Minister of Justice, Mr. Basford, as publicly stating that Bill C-83 specifically prohibits the listing or registration of sporting firearms. Mr. Basford is in error, and if he were right and the Bill did in fact include such prohibition, then a considerable number of gun owners in Canada would be far more satisfied with the Bill than they now are. This one change, or guarantee if you will, would do much to quiet the howls of outrage that have been heard since Bill C-83 was introduced.

The obvious answer is simple. A further sub-section, sub-section (9) should be added to section 106.1 of the Bill, by way of amendment, stating simply as follows:

"Nothing in this section, nor in this Act shall be construed, interpreted or applied as authorizing the requirement that any applicant for a licence to possess firearms or ammunition shall supply a list or description of his shotguns or rifles of a kind commonly used in Canada for hunting or sporting purposes."

Certainly this Association has no power or right to move amendments, however, we do have the right and the duty to suggest amendments to you. We do suggest to you that the amendment we propose would go further than any other amendment we can think of to gain support for Bill C-83 from the very people who will be most affected by it, because the amendment in effect constitutes for them a Bill of Rights guaranteeing that they shall not be subjected in future to what they most fear, sporting firearm registration, without further reference to Parliament.

The amendment further has the virtue that it satisfies the complaint of many gun owners in Canada now that, while Bill C-83 as presently written does not specifically require firearm registration, it is so loosely written that it also does not prevent the future arbitrary imposition of sporting firearm registration. In dealing with controversial legislation to be imposed upon a minority of Canadians justice must not only be done, it must be seen to be done, and the amendment we suggest also fulfils that requirement.

If the Committee is to advise passage of Bill C-83 in any form, we urge that you, at the very least, include the amendment we suggest.

THE ALBERTA FISH AND GAME ASSOCIATION

" R.H. SCAMMELL "

"T.J. O'KEEFE"

THE ALBERTA FISH AND GAME ASSOCIATION
POLICY ON FIREARMS CONTROL

Passed Unanimously at the 1976 Annual Conference - Calgary

GENERAL VIEWS

The Alberta Fish and Game Association is a federation of more than one hundred local Fish and Game Associations and Rod and Gun Clubs in the Province, comprising generally over 20,000 individual members. This group is the only united voice of the some 125,000 resident hunters who buy licenses annually in Alberta. A considerable number of our members are also firearms collectors, and engage in various forms of target shooting, whether with shotguns, handguns or rifles. There is no question that the members of our organization and gun owners generally in Alberta have become concerned over the past ten years or so with the outcry - generally for universal firearms registration - that results whenever some demented person commits an offence with some firearm anywhere in Canada. We are a group of western Canadians and find it difficult to understand why the way of life in eastern Canada necessitates that all Canadians must be subjected to universal firearm registration.

Recently, Albertans have been subjected to a new aspect of registration grafted onto the existing provisions for handgun registration in the form of Policy Guidelines issued by Alberta's Solicitor-General to, in effect, the police who administer handgun permit applications in Alberta. If there had been any lessening of the distrust of gun owners in Alberta for the element of arbitrariness inherent in any registration scheme, the Policy Guidelines now in force in Alberta have convinced Alberta gun owners

that registration leads only to blatant attempts to restrict firearm ownership. Discrimination enters the system when the agency administering the registration process is not completely independent because it has a vested interest in denying firearms to persons it considers undesirable.

Part of the reason gun owners are so adamant against registration of sporting arms is the verbal excesses indulged in by some of its proponents who leave little doubt that they believe there is no justification these days for anyone to own a firearm and whose ultimate aim is the banning of private ownership of all firearms. Some proponents believe and say that gun confiscation is simply a preliminary to their aim of banning hunting.

The Alberta Fish and Game Association proudly asserts that the record of organizations of hunters in wildlife conservation in North America in the past 100 years makes it very clear that it is in the public interest that those people who choose to do so should continue to be able to hunt.

Firearms registration has been tried in many jurisdictions. The expense is great, and nowhere can the exercise be demonstrated to have reduced misuse of firearms. There are probably now 10 million unregistered sporting firearms in Canada. To set out to register them is to impose an intolerable burden on the police or to require the establishment of an entire new agency to register firearms. Either alternative would impose heavy new burdens on the Canadian taxpayer and do little

to reduce firearm misuse.

It is often said that gun owners are overly sensitive about gun registration. Perhaps they are, but there are good reasons for their fears. Certainly the belief of gun owners that gun registration leads to confiscation is no more unrealistic than the belief that we should impose gun registration on millions of Canadians at great expense to all Canadians because there is only a pious hope that it might do some good.

Fortunately, the view of this Association on registration per se is shared by many informed observers, including the Honorable Otto Lang, former Minister of Justice, and M. L. Friedland, who completed a study in August of 1975 for the Solicitor-General on Options for Gun Control.

To say that the Alberta Fish and Game Association is opposed to universal firearm registration is not to say we do not favour new initiatives in gun control that will have the effect of lessening misuse of firearms, both accidental and criminal. Our members have a vested interest in reducing the number of incidents that give rise to the outcries for registration which outcries cause such concern to our members.

It is the belief of the Alberta Fish and Game Association, however, that the requirement of registration of sporting firearms in Canada would simply require good citizens to comply with irritating, time consuming, expensive and useless regulation. The Alberta Fish and Game Association does not accept the proposition that registration of rifles and shotguns would reduce certain types of manslaughter or murder such as those arising from domestic quarrels, property disputes and the on-set

of insanity. People involved in killings of this nature are frequently those who have not previously been looked upon as criminals, and thus would have had no trouble in registering firearms under any system of registration.

As to the reaction of the Criminal to any provision for universal registration of firearms, it is generally agreed by all, even the most rabid proponents of registration, that the criminal would simply disregard it.

It is, therefore, assumed for the purposes of this proposed Policy statement, that the objective of firearms legislation and control must be:

- (a) to limit the use of firearms by criminals;
- (b) to insure the safe handling of firearms by good citizens.

CONTROLS NOW IN EFFECT

HANDGUNS:

All handguns must be registered under a National system with central records maintained by the R. C. M. P. in Ottawa. Registration may be refused in the interest of the safety of the owner or other persons and the handgun seized. Before the owner of a registered handgun can carry it beyond his residence or place of business, he must have police permit. The issue of a police permit to carry is discretionary and in Alberta governed by the Policy Guidelines of the Solicitor-General and may be issued only for use in target practice under the auspices of a shooting club approved by the Solicitor-General of Alberta where the club certifies the applicant is a member in good standing and is proficient in the use of the

handgun, and where the police check the character and record of the applicant reveals no blemishes.

The Criminal Code provides permits may be issued to Canadians for three other purposes: To protect life and property; For use in connection with the applicant's lawful profession or occupation; For target practice in accordance with conditions attached to the permit. For all practical purposes, it is no longer possible to obtain a permit in Alberta to carry a handgun for any of these last three purposes, by virtue of the Policy Guidelines.

AUTOMATIC FIREARMS AND FIREARMS LESS THAN 26" in LENGTH:

Subject to the same special controls as handguns.

RIFLES AND SHOTGUNS:

Under legislation now in effect in some provinces applicants for hunting licenses must demonstrate their ability to handle a firearm safely.

OFFENCES AND PENALTIES

The Criminal Code prohibits:

- a) Possession of an unregistered, restricted firearm (handgun, firearm under 26", automatic firearm);
- b) Carrying a registered restricted firearm without a permit;
- c) Carrying a weapon (firearm) for a purpose dangerous to the public peace (applies also to imitation weapons);
- d) Carrying a weapon (firearm) to a public meeting;
- e) Pointing a firearm, whether loaded or unloaded;
- f) Selling, giving, etc., a firearm to a person

under 16 years who is not the holder of a permit;

- g) Selling, giving etc., a firearm to a person of unsound mind or one who is under a legal prohibition;
- h) Carrying a concealed firearm without a permit.

The Criminal Code provides:

- a) Where a person is convicted of an offence involving a firearm the Court may prohibit him from having or carrying any firearm for a period up to five (5) years;
- b) When a peace officer suspects that an offence is being committed or has been committed in respect to restricted or prohibited weapons, for the search and seizure of such weapons without warrant in any place other than a dwelling (Section 103);
- c) For the seizure, with a warrant, of firearms in the interest of safety (Section 105)

WHAT FURTHER CONTROLS, IF ANY, ARE FEASIBLE
AND DESIRABLE

HANDGUNS:

Further specific controls for handguns would be impractical and unreasonable. Some of the general controls suggested hereunder would apply to handguns.

FIREARMS UNDER 26" IN LENGTH:

This classification involves principally the so called "sawed-off" shotgun or rifle. Prohibition of the commercially produced folding or telescoping arm to a length of under 26" would present some difficulties. They are used principally as a survival weapon or to meet legitimate protective requirements. It is suggested that they remain as they are now in the "restricted" category.

PROHIBITION AGAINST CARRYING FOLLOWING A CONVICTION:

Any study of incidents involving the wilful misuse of firearms where people have been killed or injured in Canada will indicate that very frequently the persons who have engaged in such activity have, at some time previously, also made threats with a firearm or given clear indication that they were prone to the criminal misuse of firearms.

Although there is provision in our law for dealing with people who have misused firearms, there is much room for a general tightening of the law in the sense of dealing more severely with persons who have demonstrated, through a proven act, their propensity to violence and to employ firearms in the furtherance of a violent act.

The present prohibition against having or carrying a firearm for a period up to five years following conviction for an offence involving a firearm might be extended and applied following conviction for any violent crime and the prohibition might apply for a minimum of five years.

ADVERTISING:

The advertising of restricted firearms in the public press might be prohibited and allowed in trade, club and association periodicals only.

PROHIBITION WHILE ON BAIL, PAROLE OR SUSPENDED SENTENCE:

A person on bail, parole or suspended sentence following arrest or conviction for any violent crime might be prohibited from carrying any firearm.

CLUB RESPONSIBILITY:

The responsibility of those clubs where restricted firearms are used as a club activity might be broadened. For instance, such clubs might be required to accept members taking part in this activity subject to qualifications in safe gun handling and proof of a good reputation.

USE OF PRESENT CRIMINAL CODE PROVISIONS:

Full use should be made of the provisions of the present sections 103 and 105 of The Criminal Code. Section 103 provides for the search by a Peace Officer without a warrant of premises other than a dwelling house and seizure therefrom of articles which might be or have been used in a firearm offence. Section 105 provides for the seizure with a warrant of firearms, etc. in the interest of safety i. e. where threats have been made or where mental illness occurs.

POSSIBLE RESTRICTIONS ON FIREARMS PURCHASE:

The mechanism does exist now in Canada to ascertain whether or not any person in Canada has a criminal record. It might be of some use to institute a program whereby a person purchasing a firearm would not be permitted to take delivery of it for 48 hours, or until his criminal record had been checked with the R. C. M. P. computer system. In the event a criminal record turned up against a person of a similar name, then the applicant for purchase might be required to submit a thumbprint to verify that he was not the possessor of the criminal record. If the criminal record were one of certain prescribed types, then purchase of

the firearm could be refused until such time as the proposed purchaser obtained the Order of a District or County Court Judge that he should be entitled to purchase the firearm.

PROVINCIAL GAME LAW:

The establishment of uniform country-wide machinery for training and testing citizens in safe gun handling would be facilitated if all provinces:

- a) Required that a test in competence and in a knowledge of gun laws be passed before a hunting license would be issued; and
- b) Required licenses for the hunting of non-game animals and birds with similar tests as to competence and knowledge as a prerequisite to the issue of such a license.

It is appreciated that this is a matter within Provincial jurisdiction and it is suggested here in hope that a way might be found to consult the Provinces, some of which already have legislation of the sort described.

If the uniformity on this matter could be attained then, using the machinery provided by Game Laws and the co-operation of marksmen's clubs and associations, it would be possible to ensure that almost all persons carrying firearms legally had passed a test in safe gun handling and storage.

AMENDMENTS AS PASSED AT THE ANNUAL CONFERENCE,
FEBRUARY, 1976

This Association is pleased with many aspects of the proposed amendments to the Criminal Code respecting firearms, particularly the increased penalties for firearms misuse and abuse. Unfortunately, there are aspects of the Bill we cannot accept.

While we are also pleased that, for the time being, the government has resisted the temptation to impose useless registration of sporting firearms we would prefer assurance written into the Criminal Code that under no circumstances shall an applicant for a license to use rifles and shotguns be obliged to list or detail the firearms he owns on the license application or in any other way.

This Association is disappointed that the government has not chosen to include training, testing and certification of competence in the criteria for the granting of a license.

We believe that the broad regulation making power contained in the Bill is so fraught with the danger of abuse of power and arbitrariness that we would be obliged to oppose the whole Bill for that reason alone. There should, for example, be no opportunity without reference to Parliament for gun registration per se to be imposed by Regulation.

Finally we feel the proposals are harsh toward groups of law abiding citizens, such as ourselves, out of all proportion to the extent of the real problem the Bill is intended or should be intended to eliminate: the misuse of firearms by criminals or the careless or accidental misuse by good citizens.

APPENDIX "JLA-41"

A BRIEF ON
FIREARMS LEGISLATION AND CONTROL
AND
BILL C-83

PRESENTED TO

THE STANDING COMMITTEE ON
JUSTICE AND LEGAL AFFAIRS

BY

THE SASKATCHEWAN WILDLIFE FEDERATION
BOX 788, MOOSE JAW
SASKATCHEWAN

MAY, 1976

SASKATCHEWAN WILDLIFE FEDERATION

A BRIEF ON FIREARMS LEGISLATION AND CONTROL AND BILL C-83

Composition and objects of the Saskatchewan Wildlife Federation

The Saskatchewan Wildlife Federation is a non-profit, non-government conservation organization of over 24,000 members representing every walk of life, the professional, the businessman, tradesman, farmer, rancher and landowner. Approximately 105 local branches are affiliated with the provincial body, who in turn affiliates them with the Canadian Wildlife Federation in Ottawa, our National parent body.

While the major object of our Federation is to promote the wise use and management of our natural resources in the province of Saskatchewan, we also actively promote many interrelated programs. Two of these programs are the "Firearms Safety Training Program" and the "Junior Conservation School".

Firearms Safety Training:

The Firearms Safety Program is designed to teach safe and responsible handling of firearms at home and in the field; instill in hunters a sense of responsibility and courtesy while hunting and develop a greater awareness of the principles of conservation and an understanding of the wise use of the renewable resources. Since the beginning of the program in 1960, 46,000 people have graduated from the course. The success of the program is shown through the fact that the number of accidents involving firearms has remained about the same, despite a significant increase in the use of firearms. Our Federation members are leading the implementation of this program.

Junior Conservation School:

The Saskatchewan Wildlife Federation sponsors a Junior Conservation School in Prince Albert each year. Qualified instructors spend one week with the children instructing them on wilderness survival, canoeing, camping, fisheries, pollution control, forestry, archery, firearms safety and target shooting. The school has become so successful that it has been expanded every year.

The objectives of Firearms Legislation

It is assumed for the purpose of this paper that the objective of firearms legislation and control is a two-fold one:

- (a) To limit the use of firearms by criminals
- (b) To ensure the safe handling of firearms by good citizens.

Present legislation

The S.W.F. takes note of the following Criminal Code provisions:

The Criminal Code prohibits:

- (a) Possession of an unregistered, restricted firearm (handgun, firearm under 26", automatic firearm);
- (b) Carrying a registered restricted firearm without a permit;
- (c) Carrying a weapon (firearm) for a purpose dangerous to the public peace (applies also to imitation weapons);

- (d) Carrying a weapon (firearm) to a public meeting;
- (e) Pointing a firearm, whether loaded or unloaded;
- (f) Selling, giving, etc., a firearm to a person under 16 years who is not the holder of a permit;
- (g) Selling, giving, etc., a firearm to a person of unsound mind or one who is under a legal prohibition;
- (h) Carrying a concealed firearm without a permit

The Criminal Code provides:

- (a) Where a person is convicted of an offence involving a firearm the Court may prohibit him from having or carrying any firearm for a period up to five (5) years;
- (b) When a peace officer suspects that an offense is being committed or has been committed in respect to restricted or prohibited weapons, for the search and seizure of such weapons without warrant in any place other than a dwelling (Section 103);
- (c) For the seizure, with a warrant, of firearms in the interest of safety (Section 105)

General policy and recommendations

The S.W.F. takes note that many honest citizens own and use firearms in wholesome recreational pursuits, such as gun collecting, hunting, and competitive shooting. These gun owners are as concerned about the misuse of firearms as are the advocates of complete gun control. Laws restricting the future ownership and use of firearms may prove more advantageous to the criminal than to the law-abiding citizen. Therefore, common sense and equity demand that legal means be used to reduce the criminal misuse of firearms -- not to reduce the ownership and legitimate use of firearms by responsible citizens.

Firearms are essential to sport hunting and the hunter's deep personal interest in wildlife resources has provided the keystone to modern wildlife biology. The financial support derived from the hunting public has provided the most important impetus for wildlife research and for the acquisition and management of public lands for wildlife. Hunters have financed most of the major programs in wildlife conservation. Therefore, restrictive gun control measures, which discourage the ownership of guns by law-abiding citizens can only be counterproductive--curtailing not only essential programs in wildlife conservation but also reducing the opportunity for sport hunting at a time when public demands for recreational pursuits are expanding.

The Policy of the Saskatchewan Wildlife Federation as regards to firearms legislation, is to:

1. Oppose legislative programs that prohibit or unnecessarily discourage the ownership and use of firearms by responsible citizens.
2. Support legislative programs that provide stringent and mandatory punishment for the criminal misuse of firearms.
3. Encourage the development of programs concerned with gun safety and with legitimate recreational uses of firearms.

The S.W.F. recommends the following steps:

1. That all persons convicted of violent crime be placed under a lengthy Order of Prohibition, barring them from possessing any firearm.
2. That all persons who pose an identifiable threat due to mental instability or alcoholism be placed under a similar Order of Prohibition.
3. That persons on bail or suspended sentence following arrest or conviction for any violent crime should be prohibited from carrying a firearm while a person on parole

after imprisonment for such a crime might have a similar prohibition imposed as a condition of parole.

4. That all new hunters and marksmen pass a Provincial competence and knowledge test.
5. That gun dealers be required to keep a record of firearm sales and open it for police inspection.
6. That any licensing system designed to cover the sale of firearms and ammunition be a provincial system with authority to license business operations and sale and purchase transactions.
7. That firearms or ammunition be sold, loaned, given, etc. only to a person in possession of either:
 - (a) A valid hunting or trapping license, with several years experience, and competency in firearms handling or
 - (b) A certificate of competency from a recognized Firearms Safety Course; or
 - (c) A membership card from a recognized Marksmen's Club, or
 - (d) A special police permit for a valid requirement not covered by (a), (b), or (c) above.

BILL C-83 (An Act for the better protection of Canadian society against perpetrators of violent crime)

In our opening comments on the firearms section of Bill C-83, the S.W.F. wishes to go on record as stating that the proposed firearms controls are useless, misleading, costly and absolutely unnecessary at this time. The present Criminal Code provisions, if enforced and applied by the courts, are more than adequate to protect Canadian society from the perpetrators of violent and other crime.

Section 82(1)

The new definition of Prohibited weapon (sub. sec. (d)) would give the Governor in Council authority to declare handguns Prohibited weapons. (See the present definition opposite page 9 of the Bill). The S.W.F. opposes this, feeling that when Parliament classifies handguns as "restricted" the Governor in Council should not be able to alter that classification by regulation.

Section 87(2) and 106.2(5)

These provisions seem to require that every owner of a restricted weapon must have his registration altered every time he moves his home or place of business. Otherwise, he commits an offence and is subject to a penalty of up to five years' imprisonment. Surely this is an overly severe threat to a man who may simply forget to have his registration altered when he moves.

Section 88(1) 106.1 and Sec. 45 of the Bill

These sections taken together provide for the licensing of owners of rifles and shotguns, for penalties if such persons do not obtain such a license and for the phasing in of these provisions.

This is the feature of the Bill to which the S.W.F. objects most strongly. It will require some two million Canadian citizens (250,000 Saskatchewan citizens) who own rifles or shotguns to apply for a license to continue that ownership and in so doing to fill out an application form NOT YET DESCRIBED, to get two guarantors of AS YET UNSTATED STATUS, to subject themselves to the discretion of a local firearms registrar who in turn

will be subject to guidelines to be laid down by Order in Council AT SOME FUTURE DATE. For this, the gun owner must pay a fee in an amount NOT YET STATED.

The S.W.F. feels that the benefits of this great bureaucratic operation will be so insignificant that they will not begin to justify the effort. Active criminals will certainly not apply for a license. And, anticipating the requirements of the regulations yet to be published, where will the line be drawn in approving or rejecting an application in the face of a record of alcoholism, criminality or mental illness? Consider all the variations in degree that will have to be taken into account. Because of its complexities alone the operation will tend to become either autocratic and unfair or meaningless.

As for the proposition that killings with long guns would be reduced by this licensing system, it is to be remembered that the majority of such killings are committed by persons who would have had no trouble getting a license because before the event they were considered normal citizens. Others likely to be involved in such killings, and who are an identifiable threat, could be taken care of by different provisions of the criminal law. For instance, had one CWF recommendation been accepted, a person recently convicted of a violent crime would be under an Order of Prohibition barring him from possessing any firearms. As for the man who is a threat because he is partially insane or is intermittently unstable and violent, action could be taken to seize all his firearms under Sec. 105 which -- wisely -- would be strengthened by the new Bill.

Further, to the proposed Federal licensing system of the owners of rifles and shotguns we would like to draw your attention to the last two pages of a letter mailed to the Honourable Ron Basford on February 17, 1976 from the Honourable Roy Romanow, Attorney General for the Province of Saskatchewan. A copy of the letter is attached to our brief.

Sections 91, 106.3 (11), (12) and (13)

These sections of the Bill must be read together and attention must also be paid to present Sec. 101(b) which would be repealed and not replaced.

The combined effects of these steps would be that a person 14 to 18 years of age would require a special permit before he or she could own or use a firearm. Now this age bracket is 14 to 16 years. Even more important, under present Sec. 101 (b) any youngster may use a firearm under the immediate supervision of the lawful possessor of that firearm, ie: a father may supervise his son, a Scout Master his Scouts and a Cadet Leader his Cadets. If the Bill is adopted, all these youngsters will have to apply for and secure individual permits.

It should be noticed that on the average, provinces fix 16 as the age at which people may acquire a hunting license. In one province the age is higher (with a qualification); in two or three, lower. In about half the provinces, youngsters must first pass a hunters' safety course before they may be licensed to hunt -- and it is felt that this will shortly be the situation in all provinces.

The S.W.F. feels the proposed changes are a deliberate attempt by the government to discourage young people from taking up the sports of hunting or target shooting. Certainly, this section of the Bill will accomplish nothing in the way of keeping guns out of the hands of criminals or of improving safe gun handling standards. The proposals would most likely destroy our present Junior Firearms Safety program in Saskatchewan.

Section 99 (2)

The new feature of this Section brings into question the delicate matter of a gun owner's responsibility for safe handling and storage. What is meant by "careless storage" and how will the courts interpret it? Many situations may be visualized in which a citizen, following what he considers to be normal and necessary storage procedures in the circumstances, nevertheless finds himself answering a serious criminal charge. It seems that gun owners may be exposed to harsh penalties under this subsection unless it is applied with great care. Consequently, the S.W.F. recommends that this section of the Bill be abolished and replaced with section 86(b) of the present Criminal Code. The only positive approach to encourage the safe handling and storage of firearms and ammunition is through education and compulsory Firearms Safety programs.

Section 100

This section prescribes the rules governing the manufacturing, repairing, reporting of losses, advertising, etc. of firearms and restricted weapons by dealers or gunsmiths. It is impossible to judge the relevance or value of the different features of this section without having the regulations and the directions to be issued by the Commissioner which apply thereto. It is noticed that the maximum penalties faced by violators is five years, which seems harsh considering the sort of persons likely to be involved.

Section 106.2 (6) and (7) and Section 46 (2) of the Bill

Taken together, these amendments would require periodic re-registration of restricted firearms. The S.W.F. presumes that the purpose is to bring present holders of such a registration certificate under the proposed new "need" qualification of the Bill.

The Criminal Code registration provisions of 1934 contained just such a provision, but it was repealed in 1950 after having been found cumbersome and useless.

Section 106.2 (7)

This section would prevent an Armed Forces veteran from re-registering a handgun he carried throughout a war and wishes to retain as a souvenir. (Not all veterans are "collectors")

Section 106.3 (16)

This Section extends the authority of a permit issuer to apply restrictive conditions to a permit. He may impose conditions on handling and storage, and no longer need his conditions be "reasonable". Furthermore, he must include those conditions imposed by regulations that have yet to be published. The S.W.F. strongly objects to this Section.

Section 106.8

The S.W.F. is deeply concerned by the wide powers delegated to the Governor in Council and the Lieutenant Governor in Council of a province under this Section, particularly those contained in subsection 1 (d) (e) and (f). This delegation is so wide that the whole character of the controls to be applied to license and permit issues could be altered by regulation rather than legislation.

This broad authority by Cabinet is completely unwarranted and is an area we oppose. It is conceivable that we will have registration by regulation immediately upon passing this bill as the cabinet would have the power to require any information they so desire on the application form and it would be quite simple for them to merely indicate that each firearms license application would contain the serial numbers of every firearm to be covered by that license.

Preparation of Bill C-83 and Consultation

The S.W.F. seriously questions the manner in which the Government prepared this legislation. It appears the legislation has been under consideration for over a year. Although the main feature of the firearms section is to impose a Federal firearms licensing scheme upon over two million Canadians, there has been absolutely no meaningful consultation with the citizen groups representing the firearms users in this country. Although the S.W.F. has over 24,000 members, the majority of whom use firearms, we were NEVER consulted prior to the introduction of this legislation. We object strenuously to this lack of consultation.

It appears to us that the firearms controls in Bill C-83 are based almost entirely on recommendations from several sources in Ontario who are pro gun control.

Furthermore, we wish to point out that in a letter sent to the Honourable Ron Basford from our Attorney General, Mr. Romanow, on February 17, 1976 (a copy of which is attached to our brief), Mr. Romanow explained that he had distributed the proposals on the firearms controls to the chiefs of police in the province to solicit their views. Mr. Romanow also stated that he had received their opinions and was in a position to provide the Justice Minister with an assessment of the proposals which he proceeded to do in the letter.

The point we would like to make is that before our Attorney General had the opportunity to obtain and assess the views of the Saskatchewan police chiefs, the legislation was approximately one week away from being presented to parliament. We therefore suggest there was not adequate consultation with the law officers or Attorney General of our province in the drafting of Bill C-83.

Presentation and explanation of Bill C-83

We object to the manner in which major changes in firearms legislation were lumped together in one Bill with other amendments to the criminal code. We sincerely believe that the firearms legislation should be debated separately from the other sections of Bill C-83.

We object to the manner in which the legislation has been explained to the public by mailing thousands of fancy multicolor packages containing explanatory notes and pamphlets on the program, while at the same time seldom sending copies of Bill C-83. It appears to us that the government is trying to deliberately camouflage the contents of Bill C-83, in an attempt to confuse a great block of law-abiding Canadians who will have no real opportunity to understand the proposal, much less to respond.

There is a tremendous resentment all across Saskatchewan towards the government for proposing such misleading, useless and costly firearms legislation. To our knowledge, no other legislation has ever disturbed so many people and created the possibility of such a disrespect for the law and the legislators.

General Conclusions

The Saskatchewan Wildlife Federation is firmly opposed to a "Federal Firearms Licensing Scheme" and is committed to use every resource at our disposal to defeat such a scheme while at the same time continuing our support to those people who will oppose it.

The S.W.F. sincerely believes that there are alternatives to the proposed legislation as

outlined in our recommendations.

The S.W.F. recommends to the Justice and Legal Affairs Committee and Parliament that the firearms section be severed from the present bill and be referred back to the Justice Department for further consultation between all provincial governments and firearms groups across the country.

The S.W.F. recommends that the Federal government immediately begin negotiations with the provinces to develop and expand all firearms safety programs and perhaps establish national guidelines for firearms competency.

Furthermore, we suggest the examination of establishing a provincial firearms licensing system for individuals tied in closely with the game law administration and firearms safety programs. Qualifications for such a license should be based on firearms competency and knowledge of gun laws only. A provincial firearms licensing system could be implemented by each province on a provincial basis.

In conclusion, we draw your attention to the positive nature of our policy and recommendations in this brief. Our recommendations would do much to support and advance those objectives of firearms controls stated earlier in this brief. Surely it would be better to accept our recommendations and receive the support and co-operation from our members, rather than impose frustration and annoyance should the majority of the firearms section of Bill C-83 become law.

REGINA, Saskatchewan,
S4S OB3
February 17, 1976

The Honourable Ron Basford,
Minister of Justice,
Department of Justice,
West Memorial Building,
OTTAWA, Ontario.
K1A OH8

Dear Mr. Basford:

Re: Firearm Control.

I apologize for my delay in responding to the proposals for a more effective manner in controlling the use of firearms as presented by you at the meeting in Edmonton on November 14. As indication in my letter to you of December 10 I wanted to distribute the proposals to the chiefs of police of the major municipal police forces in the Province and solicit their views in respect to them. We have now received their opinions and I feel I am now in a position to provide you with our assessment of the proposals.

There is strong support for the suggestion to increase the maximum penalties for the offences identified in the memorandum. A number of chiefs of police expressed the view that minimum penalties should be provided, however, we recognize this has not been the practice in recent years, and a problem of inadequate sentences may be met through stronger representation to the court in the case of offences involving firearms.

One of the greatest concerns to the police is the lack of authority in the current provisions of the Criminal Code to search and seize for firearms and other offensive weapons when they encounter situations involving disturbed, or emotionally distressed individuals, or those under the influence of alcohol or drugs. One of the most common examples of this is the family dispute where husband and wife or other members of the family become involved in a domestic quarrel, which involves physical

encounters or threats of danger to others. I am told that in many of these situations where the police are informed or become aware that firearms or other weapons are readily available in the premises they will, notwithstanding the lack of authority, remove the weapons from the premises and return them some time later when cooler dispositions are evident. Concern has been expressed as to whether the proposed changes indicated in section 103 and 105 are sufficiently broad to meet the situation mentioned. The proposed section 105 refers to the firearm or other offensive weapon "owned by or in the possession, custody or control of that person". As it reads at the present time the section would include only those weapons of the potentially dangerous person whereas there may be weapons owned or controlled by others in the same premises which would likewise be readily available to the dangerous person. The other point in respect to the proposed wording is that it authorizes seizure only and should include authority to search without warrant also.

With reference to section 105, objection has also been made to the fact that an application for a warrant to seize a firearm, offensive weapon or ammunition must be made to a superior court of criminal jurisdiction. There is general agreement that a Judge of the Magistrates' Courts in this Province, for example, should be the Court to which such application may be made. It is felt the necessity to make such applications to a Court of Queen's Bench or Supreme Court makes the provision very impractical. The fact a Magistrate or Judge of the Magistrates' Courts hears an appeal in respect to a refusal to register a firearm or issue a permit would tend to support the suggestion that such court should also be authorized to hear applications under section 105.

We endorse the suggestion to include sawed-off fire-arms (rifles or shot guns), Saturday night specials and fully automatic firearms within the definition of prohibited weapons.

The proposed change in section 86 appears good, however, we wonder whether the proposed wording could not be expanded to include the situation where a person fails to take reasonable measures to provide for the security and storage of firearms and ammunition. We realize this may be caught by the word "possesses", however, we have had a few very unfortunate tragedies in this Province recently where parents or guardians have left firearms and ammunition readily available to children during the absence of the parents and children have been shot and killed by a firearm discharged by another child.

There is agreement with the proposal that a person wishing to acquire a restricted weapon be required to demonstrate a need for such possession.

We are experiencing in this Province an increasing problem arising from the practice of individuals carrying firearms in their motor vehicles. The farming community have been in the habit for years of carrying rifles in their trucks, and during the past two or three years there has been a noticeable increase in the number of people within the urban areas carrying firearms in their vehicles. In the past year there has been a number of occasions where individuals have become involved in an argument in licensed premises following which they have gone to their vehicles parked nearby and returned with a rifle. I am not aware if this is a problem encountered by other provinces, but it is one of considerable concern to the police in this Province at the present time. I am wondering if you have given consideration to a general prohibition in respect to carrying firearms in a vehicle except when in possession of a hunting licence or special permit to carry a firearm in a motor vehicle. I recognize this could probably be covered by provincial game legislation, but I would think it may be a problem to other provinces and, in my view, it would be preferable to have uniform legislation nationally.

I have left the most controversial provision to the last and that is the licensing of owners of rifles and shot guns. There is no doubt that the licensing of owners of firearms would be exceptionally time-consuming and tremendously costly. When commenting on this latter aspect in Edmonton, you indicated the administrative cost of licensing could be recovered from the licensee. While it is extremely difficult to put a dollar value on the cost of licensing, it is apparent that under the licensing proposal there is going to be a requirement to look into the background of the licensee as well as the guarantor. This necessarily involves enquiries by the police and it has been suggested to me that the total time involved in the licensing of one owner could vary from two to four hours at a minimum. We are therefore looking at a cost ranging in the area of \$25 to \$50 per licence. I am certain that we could not impose such a fee on a licensee.

The Chief of Police for the city of Saskatoon informs me he estimates there are approximately 25,000 owners of rifles and shot guns in that city. The cost to licence owners in that city alone would be in the area of three-quarters of a million dollars. More important is the time that would be consumed by police personnel to conduct enquiries and complete the administrative aspects of licensing. The demands on police personnel at the present time are heavy and I do not see how

we could impose a further demand on existing personnel. It would undoubtedly require a substantial increase in municipal and provincial police personnel to complete the proposed licensing.

There is also considerable skepticism in the minds of police personnel, people in my own Department and myself as to the amount of control that might be effected through the licensing procedure. The mere fact a person is licensed does not mean that he will maintain control over the firearms in his possession, nor will it be effective if he subsequently undergoes emotional strains or becomes involved in the excessive use of alcohol or drugs.

Another aspect which is of vital concern to me in this Province, is the impact that the licensing requirements will have on our native population who have been given the right to hunt by treaty and legislation. I can foresee a tremendous outcry from native people if their right to possess a firearm is dependent on them being licensed. I can likewise see a similar strong objection from others if the native people were excluded from such requirement because of their status.

For the reasons indicated I have considerable reservations as to the licensing requirements and feel that considerable more thought must be given to this aspect before it is considered for legislation. I am inclined to suggest that at this stage, you should consider proceeding with the proposals suggested other than those relating to licensing of owners and see the effect that such changes may have on the firearm situation. It is apparent to me that a number of people feel that appropriate changes in the existing legislation will be sufficient to cope with the problem without the necessity of the licensing of owners of rifles and shot guns.

I share your concern in this problem and assure you that we support your efforts in trying to cope with it.

Yours truly,

Roy Romanow,
Attorney General.

cc: The Honourable W. Allmand, O.C.,
Solicitor-General of Canada,
Sir Wilfrid Laurier Building,
OTTAWA, Ontario. K1A 0P8

APPENDIX "JLA-42"

PRESENTATION
OF THE
JUNIOR RIFLE COMMITTEE
OF THE
MANITOBA WILDLIFE FEDERATION

STANDING COMMITTEE ON JUSTICE & LEGAL AFFAIRS
MAY 27TH, 1976

Our Junior Rifle Committee operates as a very active committee of the Manitoba Wildlife Federation.

The Manitoba Wildlife Federation is comprised of 141 affiliates with over 15,000 members.

Almost 300 of these members are qualified Junior Rifle Instructors. Besides operating clubs within our Federation we also provide training to Boy Scout clubs, 4-H groups, and other community organizations.

Presently we have approximately 2,000 youngsters from age 12 to 18 taking our program. Junior Rifle instructors also are the basis of the Manitoba Hunter Safety Training Program sponsored by the Manitoba government. Over 30,000 students have received this training.

We support the views, concerns, and recommendations presented to your Committee by the Canadian Wildlife Federation. However, there are parts of Bill C-83 that we as firearm owners, users, and instructors would like to express disagreement with.

The principal areas of our concern are:

- (1) Section 106-11-12-13. We understand consideration has been given to lowering the age to 12 years from 14 to coincide with ages accepted by some provinces for purposes of firearms training.
- (2) Section 106-11 leaves discretionary powers to the local registrar under which the applicant must prove his need for a permit. In some cases this could deprive many young people from legitimate recreation and training if the registrar is opposed to issuance of said permits to this age class. We object strongly to the proposal "A permit "MAY" be issued by a local registrar of firearms if he is satisfied that the applicant therefore "REQUIRES".

- (3) Section 106-13. The word "unfit" lends no clarity to the definition. It is doubted that this committee would be able to place themselves in the position to judge if a person is unfit to own or possess a firearm. Without a previous medical or mental history, even a doctor will not pass a verdict on a person's fitness. He would certainly not guarantee mental stability or a degree of fitness even with a medical examination. We object to this responsibility, of deciding fitness or unfitness, being forced on a proposed guarantor or given to a local registrar of firearms who would certainly not be qualified to make this decision.
- (4) We question Section 106-8-1(e) and the ability of Governor in Council to decide the fitness of a 13 year old deaf-mute who meets the standards of our organization or to decide what standards of physical or mental ability must be met to apply for permits.
- (5) There is a deep concern for Section 106-8-1(f) by our organizations. Recent news releases have named sums of \$25.00 to \$30.00 as proposed fees. We ask your committee to consider young people who spend approximately \$60.00 to achieve Junior Rifle and Hunter Safety training and reasonable proficiency in target shooting, in their first year. The purchase of a reasonable target rifle is in excess of \$100.00. This with the proposed registration fee would mean a deterrent cost factor of nearly \$200.00. We object strenuously to the proposed cost and the proposed registration which would have little or no effect on

the crime rate in Canada. The bureaucratic organization that such legislation would create, leaves great fears in the minds of our members as to the future costs of registration that would have to be borne by the legitimate gun owner.

- (6) We do not condone any of Section 106-8 which grants unlimited powers to the Governor in Council that could remove rights from the law-abiding citizen who owns firearms. We are sure it has been stated before and we reiterate that any proposed legislation must be defined and printed in such a manner that there is no doubt of its intent, and that it will not be changed without the consent of our elected representatives. As instructors we would lose the trust and faith of our students by accepting or endorsing the proposed legislation as it is printed.

At the present time all provinces have some form of firearm training programs by which a system of uniformity could be the basis of a competency testing system for all gun owners. The basis of all these programs is education and instruction in safe use, handling, and storage of firearms.

A recent seminar of Manitoba Hunter Safety - Junior Rifle proposed the following recommendations to improve their existing program:

- (1) A \$3.00 student fee payable to the instructor for costs incurred.
- (2) A limit of 15 students per class per instructor with a maximum of 25 for 2 instructors at any class.
- (3) Eight hours minimum instruction plus film and examination time.
- (4) A qualifying graduation mark of 98%.

- (5) A reinstruction and upgrading program for instructors every three years.

These recommendations and acceptance by our Provincial Government shows a sincere interest by those involved to produce the type of person who will not be a detriment to the hunting and shooting groups in Manitoba. We now ask you to consider the point of judgment in fitness. Should it be by an instructor spending hours with a student or a registrar who does not know an applicant?

While the Junior Rifle Clubs are Manitoba based the recent adoption of the program by the Alberta Government and the interest of the province of Saskatchewan has proven this program to be most beneficial to their own firearms training.

Our Junior Rifle program has graduated approximately 24,000 students since its inception in 1953. To the best of our knowledge there have been 2 graduates involved in firearm accidents since that time. We have no knowledge of any prosecution involving the criminal use of firearms by any of our graduates.

These figures, astounding as they may seem, prove that a comprehensive program of education and training by volunteer instructors on a Canada-wide basis would produce the results expected to be obtained by the proposed legislation.

In summation, the Manitoba Wildlife Federation, and our Junior Rifle Committee would recommend to the committee:

- (A) Acceptance of the Canadian Wildlife Federation presentation.
- (B) We ask your consideration re instituting a nation wide system of training beginning at age 12 by volunteer instructors from

responsible interested organizations.

(C) The reconsideration of a fee of registration.

We are confident that a country-wide system of education and training on a Provincially administered basis would have the full support of all firearm-oriented groups.

We wish you well in your deliberations and trust that mutually satisfactory conclusions will result.

Cliff White

Ton Thompson

APPENDICE «JLA-39»

MÉMOIRE PRÉSENTÉ
AU COMITÉ PERMANENT DES COMMUNES DE
LA JUSTICE ET DES QUESTIONS JURIDIQUES EXPOSANT LES
GRANDES LIGNES DE LA POSITION ET
PRÉOCCUPATIONS DE LA

B.C. WILDLIFE FEDERATION

SUR LES ARTICLES DU BILL C-83

CONCERNANT LES ARMES À FEU

PRÉSENTÉ AU NOM DE LA
B.C. WILDLIFE FÉDÉRATION

PAR

WILLIAM J. OTWAY - DIRECTEUR EXÉCUTIF

DOUGLAS J. MICHIE - DIRECTEUR ET PRÉSIDENT DU
COMITÉ DE LA LOI SUR LES ARMES À FEU

James R. BEZANSON - MEMBRE DU COMITÉ DE LA LOI SUR LES ARMES À FEU

MAI 1976

Monsieur le président, membres du Comité;

La B.C. Wildlife Federation est un organisme de conservation à but non lucratif, légalement constitué et enregistré conformément aux lois de la Colombie-Britannique. Nous formons une fédération provinciale de 150 clubs affiliés, composés de quelque 18,000 membres. Nos membres sont, pour la plupart, des pêcheurs ou des chasseurs, ce qui explique le souci et l'intérêt historiques que nous portons aux lois sur les armes à feu et l'intérêt que nous manifestons aujourd'hui envers le bill C-83.

Nous sommes fiers de ce que, de toutes les lois sur les armes à feu au Canada, celles de la Colombie-Britannique sont probablement les meilleurs, ce qui, dans une large mesure, est le résultat de nos efforts. Contrairement à ce que certains d'entre vous sont peut-être portés à croire, notre organisme n'est pas fondamentalement opposé aux lois sur les armes à feu. Nos attitudes passées en fournissent la preuve. Nous avons toujours appuyé et appuierons toujours toute loi judicieuse et applicable sur les armes à feu, lorsqu'elle présente pour la société plus d'avantages que d'inconvénients. Toutefois, nous n'avons pas appuyé et n'appuierons pas, comme certains font et voudraient que nous fassions, de loi pour l'amour de la loi. Nous le répétons, la loi, que nous l'appuyions, doit, en plus d'être judicieuse et applicable, profiter à l'ensemble de la société. Les modifications que le bill C-83 apportent aux présentes lois sur les armes à feu ne nous semblent pas répondre à ces critères.

Nous voulons même remarquer que, si les facteurs susmentionnés faisaient partie des dispositions du bill C-83 sur les armes à feu (et nous soutenons qu'il n'en est rien), cette loi n'en demeurerait pas moins que des mots couchés sur le papier, à moins que le gouvernement ne veuille, ne soit résolu à lui donner suite et à l'appliquer. En examinant de pres les dossiers de nos tribunaux, l'on constate que cette volonté et ce désir n'existent pas et n'ont pas existé depuis longtemps. Nous croyons respectueusement que le temps du Comité serait mieux utilisé et que les intérêts de tous les Canadiens seraient mieux servis si le Comité se chargeait de régler ce problème fondamental, avant de procéder à l'institution de nouvelles lois n'ayant d'autre résultat que celui d'amasser la poussière dans les tribunaux de notre pays.

Avant de faire de nouveaux commentaires sur les articles du bill C-83 qui nous inquiètent, que le Comité veuille bien nous permettre de répondre aux nombreuses accusations portées contre nous, à cause de la position que nous avons prise au sujet du bill C-83. Au cours des années, la B.C. Wildlife Federation s'est mérité une réputation d'honnêteté et d'intégrité dont nous sommes très fiers. Il semble, toutefois, que notre honnêteté et notre intégrité aient toutes deux été mises en doute par ces accusations, de sorte que nous avons non seulement le droit mais le devoir d'y répondre.

Le ministre de la Justice a laissé entendre devant votre Comité que nous avons été inexacts et partiaux dans nos déclarations

le bill C-83. Un des membres du Comité, M. Simma Holt, nous a accusé d'être malhonnêtes, insinuant même que nous étions plus ou moins des menteurs. Nous avons appris que le sénateur Perrault a publiquement demandé que le Gouvernement fasse enquête sur notre organisme en ce qui a trait à l'irresponsabilité et à la fraude. Il faut dire, et c'est tout à son honneur, que le ministre de la Justice a assuré à nos membres qu'une telle enquête n'aurait pas lieu, et nous y comptons bien. Mais nous répétons que nous n'avons rien à cacher et que nous ne craignons aucune sorte d'enquête. Compte tenu de tout ce qui précède, nous nous croyons justifiés de prendre un peu du temps du Comité pour réfuter ces accusations.

D'abord, il y a eu beaucoup de commentaires et de questions au sujet du coût de notre livret "en couleur très coûteux" et de la provenance des fonds nécessaires à son impression. La brochure a coûté \$7,800.00. Les fonds ont été recueillis, comme a pu le constater le ministre de la Justice lors de notre Congrès, auprès de nos membres, des diverses associations de guides et de trappeurs, des propriétaires d'armes à feu inquiets et d'un grand nombre de sportifs de toutes les parties de la Colombie-Britannique. Contrairement à ce que certaines personnes voudraient faire croire au public, pas un sou n'a été demandé à des compagnies d'armes ou de munitions et aucune n'a d'ailleurs souscrit.

Les brochures multicolores que l'on trouve un peu partout dans la société complexe d'aujourd'hui sont presque devenues nécessaires à toute organisation qui veut transmettre son message au gouvernement et au public. Nous sommes heureux de présenter notre plus récente publication aux membres du Comité. On y traite des mines de charbon, une question tout à fait distincte de celle des armes à feu et du bill C-83.

Pour clarifier certaines questions abordées dans notre brochure.

1. Il vous sera nécessaire d'obtenir une licence fédérale en plus de toute licence provinciale qui puisse exister actuellement pour posséder une arme à feu ou des munitions.

Article 88(1)

Le ministre a admis devant vous que cet énoncé est exact. C'est aussi l'une des principales raisons pour lesquelles nous nous opposons au bill C-83. Mais comme nous sommes maintenant en train de discuter de

l'exactitude et de la précision de nos déclarations, nous aborderons la question de la nécessité d'une licence émise par le gouvernement fédéral plus loin dans le présent exposé.

2. Les pêcheurs qui utilisent des plombs de ligne à pêche du genre petit plomb de chasse et quiconque a en sa possession une douille vide aura besoin d'un permis pour armes à feu. - Article 82(1).

M. Basford a déclaré devant le Comité, "il s'agit presque d'une question oiseuse. Personne ne peut sérieusement affirmer qu'un plomb de ligne à pêche du genre plomb de chasse est d'une utilité fondamentale comme composante, élément ou partie des munitions." Pourtant, l'article 82(1) ne stipule-t-il pas: "pour l'application de la présente partie?"

"Munitions" désigne les munitions employées pour les armes à feu, y compris tous les éléments dont elles se composent, notamment les balles, plombs, douilles, amorces et poudres principalement utilisés comme tels?

L'article 88(1) ne stipule-t-il pas: "Est coupable a) d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de deux ans, ou b) d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité, quiconque a sciemment en sa possession des munitions ou une arme à feu sans détenir une autorisation à cette fin."

L'Association canadienne des armes et des munitions de sports n'a-t-elle pas mentionné très clairement lors de son témoignage présenté devant vous le 29 avril que les balles et les plombs qu'elle fabrique pour les munitions sont également vendus aux fabricants de leurres de pêche pour être utilisés comme leurres ou comme poids?

À notre avis, la réponse à toutes ces questions est "oui".

Par conséquent, au moment de sa rédaction et de sa publication, notre déclaration était exacte et elle l'est toujours.

3. Le cabinet fédéral peut imposer les conditions qu'il désire - notamment l'enregistrement - à l'octroi d'un permis - paragraphe 106-1(3).

La déclaration que M. Basford devant le Comité était la suivante: "Cette affirmation n'est absolument pas fondée. Le bill interdit de façon nette et précise l'enregistrement des fusils et des carabines". M. Basford poursuit en indiquant que l'interdiction est imposée en vertu de l'alinéa (c) dans la désignation d'une arme à autorisation restreinte en vertu du paragraphe 82 (1) qui stipule: "armes à autorisation restreinte désigne: c) n'importe quelle arme, qui n'est ni une arme prohibée, ni un fusil ni une carabine d'un genre utilisé habituellement au Canada pour la chasse ou le sport et qui est, par décret du gouverneur en conseil, déclarée être une arme à autorisation restreinte."

Nous sommes d'avis que cela ne fait qu'interdire au cabinet de classer les fusils et les carabines dans la catégorie des armes à autorisation restreinte et non d'exiger que toute demande de permis comprenne les numéros de série des armes à feu auxquelles s'appliquera le permis. Cela, honorables députés, est l'enregistrement par décret du conseil.

M. Basford vous a déclaré que la loi telle que constituée interdit au cabinet d'imposer des conditions à octroi d'un permis sauf celles nécessaires à la tenue du régistre (terme approprié) et, de plus, ne lui permet d'exiger que seulement les renseignements pertinents aux aptitudes de la personne.

L'alinéa 106-8(e) qui accorde au cabinet le pouvoir de faire des règlements donne les conditions établies par M. Basford. Cependant, les conditions, fait-il remarquer, ne sont applicables qu'aux paragraphes 106-3 (7), (8), (9) et (11).

Étant donné que les permis relèvent des paragraphes 106-1(1), (2) et (3), nous présumons, le contraire ne pouvant être prouvé, que l'établissement des règlements régissant l'octroi des permis est couvert par l'alinéa 106-8 (1) (j): "prescrire tout ce qui, en vertu de la présente partie, doit l'être par règlement."

Si ce libellé n'accorde pas au cabinet le pouvoir d'imposer toutes les conditions qu'il désire, nous aimerions qu'on nous le confirme.

4. En plus de toutes conditions prescrites par le Cabinet fédéral, le registraire d'armes à feu peut personnellement imposer les conditions supplémentaires qu'il juge appropriées -- paragraphe 106-1(4).

M. Basford déclare: "Ceci est à mon avis une interprétation erronée de la loi. L'article 106-1(4) autorise seulement le registraire local d'armes à feu à demander au requérant les renseignements supplémentaires qui sont "raisonnablement pertinents aux fins de déterminer si ce dernier est apte ou non à posséder une arme à feu ou des munitions".

Nous croyons que le paragraphe 106-1(4) indique clairement que le registraire peut seul décider ce qui constitue un renseignement pertinent pour juger de la compétence d'une personne. Sa compétence à, non seulement exiger des renseignements, mais aussi à décider de leur nature, est une condition supplémentaire à laquelle le requérant doit se conformer pour obtenir son permis. Nous le répétons, le registraire d'armes à feu est l'unique juge de la nature de ces conditions.

(5) Si vous possédez un pistolet, vous devriez savoir que le Cabinet aura le pouvoir d'interdire tous les pistolets sans même offrir les indemnités qui sont proposées pour les armes automatiques selon l'article 82 (1).

M. Basford ne nie pas la validité de cette déclaration. La loi confère clairement au Cabinet le pouvoir d'interdire les armes de poing.

(6) Vous êtes passible d'un emprisonnement de cinq ans pour avoir entreposé votre arme à feu ou vos munitions d'une façon dangereuse. Encore une fois, le Cabinet a le pouvoir de définir dans l'avenir ce qu'est un entreposage dangereux ou négligent. Paragraphe 99 (2)

M. Basford déclare que la deuxième phrase dans cette déclaration est fausse et que le paragraphe 99 (2) n'accorde pas au Cabinet le pouvoir de définir dans l'avenir ce qu'est un entreposage dangereux ou négligent. M. Basford a raison. Nous avons fait là une erreur. L'article accordant au Cabinet le pouvoir de faire des règlements relativement à l'entreposage est en réalité le paragraphe 106.8 (1) et s'applique aux établissements commerciaux. Nous aurions dû préciser cette distinction dans notre déclaration.

Nous voulons préciser que notre erreur était honnête. Comme le gouvernement a réduit le temps accordé au débat de ce bill à la deuxième lecture et qu'il refuse de fournir à nos membres des exemplaires du bill, nous nous préoccupons de ce que le bill soit adopté avant que nos membres aient pris connaissance de son contenu. Nous avons donc agi trop rapidement, peut-être, pour publier cette brochure, mais nous croyions sincèrement que nous ne disposions que de fort peu de temps.

M. Basford fait exception au fait que nous n'avons pas mentionné la peine minimale prévue pour cette infraction à laquelle nous nous référions. Dans ce cas-là, nous ne croyions que suivre la voie tracée par le gouvernement. Dans tous les documents (à l'exception du bill) qu'a envoyés le gouvernement concernant le bill C-83, on ne parle que de peines maximales. Seul l'article 98-1 mentionne les peines minimales. Puisque nous ne discussions pas de l'article 98-1 à cette occasion-là, nous avons été guidés par l'exemple du gouvernement. Dans notre évaluation antérieure du bill C-83, qui a été présentée à de nombreux députés, dont certains font partie de ce comité, nous avons beaucoup traité des peines minimales.

(7) Chaque citoyen sera légalement tenu, sous peine de cinq ans d'emprisonnement, de rapporter sur-le-champ à la police toute cartouche vide, ou de déclarer en avoir trouver une - article 101 (1) M. Basford déclare que ce commentaire est un faux point litigieux.

Nous sommes d'avis que l'article 101 (1) est très clair, dans ce qui suit:

Commet une infraction quiconque, après avoir trouvé une arme prohibée ou une arme à autorisation restreinte, qu'il croit pour des motifs raisonnables avoir été perdue ou abandonnée,

- a) ne la remet pas immédiatement à un agent de la paix, ou à un registraire local d'armes à feu, ou
- b) ne fait pas immédiatement connaître à un agent de la paix, ou à un registraire local d'armes à feu, qu'il l'a trouvée. 101 (1).

(8) Vous devrez remplir un rapport chaque fois que vous achèterez une boîte de munitions, article 199 (1).

M. Basford a déclaré que cet énoncé était manifestement erroné - vous n'aurez qu'à produire un permis valide.

Nous désirons informer le Comité qu'en vertu de l'article 100 (1), chaque vendeur de munitions est tenu de garder un dossier de chaque vente, en remplissant une formule fournie par le commissaire. Tous les détaillants avec qui nous avons communiqué nous ont déclaré qu'ils ne peuvent prendre le temps de remplir ces formules et qu'ils demanderont au client de le faire.

(9) Vous ne pourrez enseigner à vos enfants les rudiments de la sécurité en matière d'armes avant qu'ils aient 14 ans révolus. Il deviendra illégal pour quiconque de moins de 14 ans de manier une arme à feu, peu importe les circonstances - article 106-3, abolition du présent article 101(B).

Nous n'avons rien vu indiquant que M. Basford, ou quelqu'autre personne, mettait en doute la validité de cette déclaration. Nous ne commenterons pas plus cette question pour le moment.

(10) Le gouvernement trouve que les non-résidents sont beaucoup plus respectueux des lois et agissent beaucoup plus sûrement que nous tous, à titre de citoyens canadiens. Ils sont exemptés de la plupart des conditions auxquelles nous devons nous plier pour obtenir une autorisation ou un permis - article 106-3.

Selon nous, la déclaration de M. Basford soutient clairement notre promesse. La voici: "Manifestement, Monsieur le président, dans le cas des non-résidents, nous avons un problème. Nous pouvons, soit les assujettir à

l'ensemble des règlements canadiens, soit en faire des hors-la-loi; solutions que je rejette toutes deux. Le tourisme est un secteur important d'activités légitimes; et je crois que nous devons reconnaître le statut des chasseurs étrangers.

Nous devons aussi admettre que le bill vise entre autres à reconnaître le statut des tireurs à la cible et au ball-trap, qui viennent au Canada pour participer à des compétitions nationales et internationales."

Nous, de la B.C. Wildlife Federation, sommes attristés de constater que le ministre canadien de la Justice ne veuille pas assujettir les non-résidents à un système auquel il travaille si ardemment à assujettir les Canadiens. Nous sommes certains que les chasseurs étrangers, les tireurs à la cible et au ball-trap, seront heureux d'apprendre que M. Basford reconnaît leur statut et leur situation. Toutefois, nous sommes aussi certains que leurs homologues canadiens, respectueux des lois, continueront d'être insatisfaits de la politique de M. Basford et de ses collègues du gouvernement, aussi longtemps qu'ils refuseront de reconnaître leur statut et leur situation.

Nous espérons que les faits susmentionnés ont révélé au Comité que la B.C. Wildlife Federation n'est pas un organisme irresponsable, malhonnête, menteur, et qu'il ne participe à aucune activité frauduleuse. Nous espérons que ceux qui nous ont ainsi accusés auront la décence de retirer leurs accusations.

RECOMMANDATIONS ET COMMENTAIRES PRÉCIS - AMENDEMENTS PROPOSÉS AU BILL C-83

Article 82.1 - Définitions:

- Supprimer entièrement le paragraphe se rapportant à la définition de munitions, et lui substituer ce qui suit:

"Le mot "munitions" désigne un tube de papier, de métal, de plastique, ou d'une combinaison de ces trois éléments, contenant une charge propulsive, un dispositif d'allumage ou d'ignition, et un ou plusieurs projectiles, conçu pour être utilisé dans une arme à feu."

Commentaire:

Nous ne voyons aucune utilité à en classer les diverses composantes sous le titre de "munitions". Ces composantes ne représentent en soi aucun danger pour la société. Comme on l'a fait remarqué au Comité à plusieurs reprises, bon nombre d'entre elles sont des articles ménagers courants. Si on les incluait dans la définition, certains autres articles de ce projet de loi représenteraient pour la police chargée de les appliquer et pour les citoyens obligés de s'y conformer une véritable source de cauchemars.

- Retrancher de la définition des armes à feu la partie suivante:

"y compris une carcasse, une chambre, un canon, un bloc de culasse, un percuteur ou un chien d'une telle arme ainsi que toute chose pouvant être adaptée pour être utilisée comme tel."

Commentaire:

Comme pour les munitions, nous ne voyons aucune utilité à classer les diverses composantes d'une arme à feu sous la rubrique des armes à feu. En toute logique, les éléments d'une arme à feu ne constituent pas, en soi, une arme à feu, au sens de ce terme. De plus, en vertu de l'article sur les "armes à autorisation restreinte", contenu dans ce projet de loi, et des dispositions de la loi actuellement en vigueur, chacune des pièces mentionnées devrait porter un numéro de série et être enregistrée auprès de la police -- tâche impossible.

- Modifier la définition de "autorisation", de façon qu'elle se lise de la façon suivante:

"Autorisation" désigne toute autorisation provinciale ou territoriale de chasse ou de port d'armes à feu, délivrée conformément aux dispositions de l'article 106.1.

Commentaire:

Comme nous l'avons souvent dit, nous sommes en faveur d'un système d'autorisations. En outre, nous avons toujours affirmé qu'un tel système devrait représenter une amélioration des systèmes provinciaux actuels. C'est là un fait que négligent toujours de mentionner ceux qui nous citent souvent à ce sujet.

Nous voyons les mêmes faiblesses que le gouvernement dans les systèmes provinciaux actuels. Toutefois, au contraire du gouvernement, nous ne les rejetons pas complètement pour proposer l'adoption d'un système parallèle nouveau et coûteux. Nous croyons que le même résultat pourrait être obtenu si le gouvernement fédéral établissait des normes pour l'octroi des autorisations, après une consultation véritable avec les provinces et s'il fournissait ensuite l'aide financière nécessaire pour que les provinces adaptent leurs systèmes à ces normes. Nous croyons, en outre, que cette méthode coûterait aux contribuables canadiens une fraction de ce qu'il leur faudrait verser si les propositions actuelles étaient adoptées.

Nous demandons aux membres de ce Comité ce qu'ils feraient si la porte de leur maison devait être réparée - perceraient-ils une porte dans une autre partie de la maison ou répareraient-ils celle déjà installée?

AUTORISATION

-Retrancher complètement les alinéas (c) et (d) relatifs à la définition des armes prohibées et les remplacer par ce qui suit:

"Arme prohibée désigne"

(c) n'importe quelle arme qui n'est ni une arme à autorisation restreinte, ni un fusil, ni une carabine d'un genre utilisé habituellement au Canada pour la chasse ou le sport et qui est, par décret du gouverneur en conseil, déclarée être une arme prohibée.

Commentaire:

La clause proposée traduit les dispositions de la loi actuelle, que nous jugeons des plus efficaces pour permettre au gouvernement d'étudier les nouvelles armes à feu mises sur le marché. Nous citons l'exemple de la

"Commander Mark IV", arme automatique imitant le pistolet-mitrailleur Thompson. Le ministre de la Justice passait à l'action quelques jours après que notre organisme et divers autres lui eurent demandé de prendre des mesures visant à contrôler ces armes à feu.

En ce qui concerne l'interdiction des armes à feu entièrement automatiques, les dispositions actuelles sur les armes à autorisation restreinte se sont révélées des plus efficaces. En plus de 40 ans, il ne s'est produit aucun incident fâcheux impliquant l'usage d'une arme à feu entièrement automatique, détenue par un citoyen.

Quant aux armes dites "Saturday night specials", nous estimons que ce type particulier d'armes à feu (qui n'a encore reçu aucune définition véritablement) ne pose pas plus de danger que toute autre arme de poing et que les articles de la loi, portant sur les "armes à autorisation restreinte" en régissent adéquatement l'usage. Nous rappelons aux membres du Comité qu'il existe des différences fondamentales dans l'attitude adoptée par les citoyens de ce pays et ceux des Etats-Unis, au sujet de la loi et de l'ordre, ainsi que de l'usage des armes à feu. Nous prions les membres de tenir compte de ces différences au moment de comparer les problèmes relatifs des deux pays.

ARMES À AUTORISATION RESTREINTE

-Retrancher complètement les propositions exposées dans le bill C-83 et conserver la définition donnée dans le Code criminel du Canada, à l'exception de l'alinéa (d) qu'il faudrait modifier pour qu'il se lise de la façon suivante:

(d) "n'importe quelle arme, qui n'est ni une arme prohibée, ni un fusil de chasse, ni une carabine d'un genre utilisé habituellement au Canada pour la chasse ou le sport et qui est par décret du gouverneur, en conseil, déclarée être une arme à autorisation restreinte.

(e) "Toute arme à feu fabriquée avant 1896 ou qui utilise de la poudre noire, des balles ou des plombs sans employer de douille quelconque et qui, à cause de ses autres caractéristiques, serait normalement assujettie aux dispositions du présent article de la loi, devrait être exonérée de l'application des dispositions du présent article."

En outre, nous recommandons que le Comité étudie attentivement les recommandations faites par la Manitoba Association of Gun Owners, préconisant l'inclusion dans la loi des armes à feu qui normalement entreraient dans la catégorie des armes à autorisation restreinte, mais qui sont exonérées de son application, parce qu'elles sont inutilisables, de les maintenir dans la catégorie des armes à autorisation restreinte.

Nous pensons que le raisonnement énoncé à ce sujet est juste. Le paragraphe 82(2) devrait être supprimé intégralement.

Remarque

En Colombie-Britannique, toutes les armes à feu, y compris les pistolets et carabines à air comprimé, sont assujetties aux mêmes dispositions et nous pensons que cette définition est rationnelle. Il est important que les personnes qui utilisent des armes à feu, adoptent l'attitude appropriée en ce qui concerne les dangers qu'elles peuvent présenter et la nécessité de les utiliser avec précaution et en toute sécurité, dès l'enfance. Les pistolets et carabines à air comprimé sont habituellement les premières armes à feu utilisées par les enfants. Le gouvernement ne reconnaissant pas qu'elles sont des armes à feu, il permet que certains esprits les considèrent toujours à tort comme "des jouets". Il ne s'agit pas de "jouets", mais d'un genre d'arme à feu et il incombe au gouvernement d'en rendre le public conscient par tous les moyens possibles.

Nous admettons que ce genre d'armes à feu ne devrait pas entrer dans la catégorie des armes à autorisation restreinte, mais dans la classification générale des armes à feu.

Articles 83, 84, 85 et 86 (1)

Nous recommandons au Comité d'envisager sérieusement de modifier les dispositions des articles 83, 84, 85 et du paragraphe 86 (1) prévoyant une peine, afin de supprimer la possibilité de poursuites en vertu de déclaration sommaire de culpabilité pour tout autre incident qu'une première infraction.

Commentaire:

Nous reconnaissons la nécessité de maintenir une certaine souplesse dans notre régime judiciaire, parce que les circonstances varient. Toutefois, à notre avis, de nos jours nos tribunaux abusent de cette souplesse au détriment du bien public. Bien que nous voyons la justification d'accorder le bénéfice du doute aux délinquants primaires, à la deuxième infraction il ne devrait plus y avoir de doute.

Article 88 (2)

-Supprimez les alinéas a) et b).

Commentaire:

Nous ne voyons pas la nécessité d'accorder des permis spéciaux aux personnes âgées de moins de 18 ans. On devrait exiger qu'elles obtiennent une autorisation comme tous les autres intéressés, sauf qu'il serait nécessaire de prévoir une surveillance, question que nous traiterons ultérieurement dans notre mémoire.

En outre, nous avons déclaré antérieurement que nous ne pouvons pas accepter que des étrangers bénéficient d'une plus grande considération que les citoyens de notre pays.

Article 91

-Supprimez entièrement.

Commentaire:

Suffisamment régie par l'article 95 (1).

Paragraphe 95 (3)

-Supprimez entièrement.

Commentaire:

Voir nos remarques au sujet du paragraphe 88 (2)

Paragraphe 98 (1)

-Clarifiez le terme "utilise".

(1) (b) Modifiez les termes se rapportant à la durée de la peine comme il suit:

"est passible d'une peine maximale d'emprisonnement à vie, mais qui n'est pas inférieure à cinq ans après condamnation pour une première infraction et qui n'est pas inférieure à dix ans après une deuxième infraction ou infraction ultérieure. En outre, la libération conditionnelle ne sera pas prévue dans le cas d'une telle peine."

Commentaire:

Nous appuyons pleinement l'objectif du gouvernement dans cet article, mais nous faisons observer qu'il n'est pas allé assez loin.

Le paragraphe 102 (1) indiquant explicitement qu'il existe une différence entre le port, la possession ou la manipulation d'une arme à feu, et son utilisation, nous pensons qu'il y a peu de possibilité de condamnation aux termes du paragraphe 98 (1) à moins qu'on définisse plus

clairement le terme "utilise".

Dans le cas de la durée de la peine, nous pensons que l'expérience faite en Californie prouve que l'imposition de longues peines a un effet de dissuasion sur l'utilisation d'armes à feu à des fins criminelles. Nous reconnaissons que le gouvernement répugne à empiéter sur la liberté des tribunaux et avec juste raison. Toutefois, il incombe aux tribunaux d'assurer la protection de la société dans son ensemble.

Les faits prouvent que ces dernières années, les tribunaux n'ont pas respecté leurs obligations. C'est pourquoi il incombe au gouvernement qu'il le veuille ou non, de leur imposer des conditions qui garantiront la protection de la société.

Nous appuyons pleinement l'idée de rendre la peine frappant cette infraction consécutive à toute condamnation infligée.

Paragraphe 99(2)

Ce paragraphe préoccupe beaucoup nos membres ainsi que d'autres. Nous abordons ici surtout l'aspect de l'entreposage dangereux. Tout en reconnaissant que cela est difficile, nous pensons qu'il faut s'efforcer d'éclaircir l'aspect de l'entreposage dangereux. Certaines directives fondamentales doivent, tout au moins, être établies pour la gouverne du citoyen moyen.

Tout en concédant que la négligence mérite d'être punie, nous doutons qu'elle doive l'être de la même façon qu'un acte criminel délibéré. Nous ne le pensons pas et nous recommandons de supprimer l'alinéa a) du paragraphe 99(2).

Nous proposons respectueusement au Comité d'envisager sérieusement d'insérer un nouvel article qui rende illégal pour quiconque d'utiliser une arme à feu ou d'en prendre soin et de l'examiner pendant qu'il est sous l'influence de l'alcool ou de la drogue.

- Supprimer les mots "armes à feu" et "munitions" partout où ils figurent dans cet article.

Remarque

Nous ne voyons pas quel sera l'utilité de l'enregistrement des transactions, surtout, avec l'exigence de produire un permis valide pour acquérir légalement une arme. Point n'est besoin de s'inquiéter de ceux qui achètent des armes légalement; quant à ceux qui obtiennent leurs armes à feu ou leurs munitions illégalement, ils ne vont certainement pas les enregistrer.

En ce qui concerne les armes à feu, le libellé actuel de cet article permettra au gouvernement d'instituer l'enregistrement par règlement. Nous nous y opposons catégoriquement.

Paragraphe 100(4)

Nous nous demandons si le gouvernement fédéral ne s'immisce pas dans un domaine qui appartient de droit aux provinces.

Paragraphe 102(1).

- Modifier cet article de sorte que le tribunal soit tenu de rendre une ordonnance d'interdiction. De plus, une telle ordonnance sera obligatoire à l'égard de quiconque a été convaincu d'un crime violent ou d'une infraction relative aux drogues, que des armes à feu aient ou non été utilisées pour ce faire.

Une ordonnance temporaire d'interdiction doit aussi être rendue contre une personne immédiatement après qu'elle a été accusée de l'une des infractions ci-dessus. Cette ordonnance doit rester en vigueur jusqu'à la fin de son procès ou jusqu'à ce que le chef d'accusation soit abandonné. Si elle est déclarée innocente, l'ordonnance doit être levée; si elle est déclarée coupable, une ordonnance plus permanente comme celle qui a déjà été décrite, doit être imposée.

La durée minimum d'une telle ordonnance doit, lorsqu'une peine de prison est infligée, être le double de cette dernière. La durée maximum doit être laissée à la discrétion du tribunal.

Remarque:

Les tribunaux ont, depuis longtemps, le pouvoir d'interdire la possession en vertu du paragraphe 95(1) de l'actuel Code criminel. Ils ont, de façon probante, démontré qu'ils n'avaient nullement l'intention d'utiliser intelligemment ce pouvoir tant qu'ils auraient la possibilité de choisir. Le gouvernement doit donc choisir pour eux. Il est, à notre avis, absolument insensé que le gouvernement se propose de soumettre des millions de citoyens respectueux de la loi à l'énorme système bureaucratique pour tenter d'empêcher les gens qu'il croit susceptibles de poser un problème, d'avoir des armes à feu sans prendre, en même temps, des mesures positives pour empêcher ceux qui, à sa connaissance, posent un problème, d'avoir de telles armes.

Paragraphe 102(4)

- Supprimer l'alinéa b).

Remarque:

Le cas de quiconque ne tient délibérément pas compte de l'ordonnance d'un tribunal pour une question de ce genre, ne mérite pas d'être étudié sur déclaration sommaire de culpabilité.

Paragraphe 105(2).

Nous voulons ici faire remarquer que la Fédération appuie l'intention et la teneur de cet article. Nous ne pensons pas avoir quoi que ce soit à craindre de la police et dans les quelques cas isolés où des abus peuvent survenir, les paragraphes (4) à (8) donnent aux citoyens des moyens suffisants pour remédier à la situation.

Nous aimerions également souligner que contrairement à certaines des remarques faites au cours de vos délibérations sur ce projet de loi, cet article n'empêche absolument pas un individu de sortir acheter des armes à feu et des munitions après le départ de la police. Il n'est indiqué ni explicitement ni implicitement dans l'article que l'autorisation d'une personne peut être saisie.

Article 106(1)

- Supprimer entièrement et remplacer par ce qui suit:

(1) Une autorisation permettant à une personne de posséder des

armes à feu ou des munitions ou de les utiliser de manière légale doit être délivrée par le registraire local d'armes à feu ou un préposé aux autorisations à moins que le dit registraire ou préposé aux autorisations puisse faire la preuve que le requérant a un casier judiciaire comportant des cas d'utilisation d'armes à feu ou de recours à la violence, ou un dossier de maladie mentale violente et le requérant doit faire la preuve qu'il a suivi avec succès un cours de formation sur la chasse ou les armes à feu, certifié par la province.

- (2) Une autorisation ne doit pas être délivrée à une personne qui n'a pas atteint l'âge de 18 ans, à moins que ne soient joints à la demande d'autorisation -
- (a) la demande écrite d'un parent ou gardien de cette personne que l'autorisation soit délivrée; et
 - (b) la promesse écrite d'un parent ou gardien de cette personne que cette dernière ne portera ou n'utilisera pas une arme à feu à moins d'être accompagnée et étroitement surveillée par une personne qui a atteint l'âge de 20 ans.
- (3) Une personne qui n'a pas atteint l'âge de 18 ans et qui porte ou utilise une arme à feu sans être accompagnée et sans être étroitement surveillée par une personne qui a atteint l'âge de 20 ans est coupable d'un délit.

- (4) Un parent ou gardien, qui en toute connaissance, permet qu'une personne de moins de 18 ans porte ou utilise une arme à feu sans être soumise à une surveillance conforme aux dispositions du paragraphe 106(1), est coupable d'un délit.

Commentaire:

(1) Nous estimons que les propositions décrites satisfont à la fois aux exigences d'aptitudes et de compétence, dans la mesure du possible. La question de compétence est assez facile à résoudre, mais celle de l'aptitude l'est toutefois moins. Les activités criminelles antérieures sont assez faciles à vérifier mais bien que nous suggérions cette vérification comme une des conditions, nous reconnaissons que les questions concernant la santé mentale sont en réalité de nature privée et que de tels renseignements ne peuvent être obtenus qu'avec le consentement de la personne ou par ordonnance d'un tribunal. Nous ne connaissons aucune solution facile à ce problème et nous ne pouvons en offrir une en ce moment. Nous estimons toutefois que les propositions du gouvernement, contenues dans le bill C-83, ne constituent pas non plus la réponse.

Beaucoup de commentaires ont été faits au comité et ailleurs sur la prépondérance à ce niveau de l'aptitude sur la compétence et le fait que Lee Harvey Oswald était certainement compétent. Mais était-il apte? On dit aussi souvent que les incidents tragiques qui se sont déroulés à Brampton et à Ottawa n'auraient pas eu lieu si les dispositions du bill C-83 avaient été en vigueur.

Selon notre expérience, Lee Harvey Oswald, avant de tuer John Kennedy aurait facilement satisfait à toutes les exigences d'obtention d'une arme à feu, telles qu'elles apparaissent dans le bill C-83 actuel.

Ceci s'applique aussi aux cas de Brampton et d'Ottawa.

Malheureusement, à notre connaissance, toutes ces personnes auraient aussi pu obtenir une autorisation en vertu des conditions que nous avons établies.

(2) et (3) Nous ne sommes pas d'accord avec les propositions du bill C-83 qui permettraient à une personne âgée de moins de 18 ans de porter ou d'utiliser une arme à feu sans surveillance. Notre Fédération a dû faire beaucoup d'efforts pour que la loi que nous avons décrite soit adoptée en Colombie-Britannique et nous n'accepterons pas, si nous pouvons l'empêcher de quelque manière, que ces efforts soient neutralisés par une loi fédérale.

(4) Nous estimons que cette proposition est valable même si elle réussit qu'à faire comprendre aux parents qu'ils doivent être en partie responsables des actes de leurs enfants. Nous n'avons pas parlé ici des frais ou des conditions concernant l'autorisation à long terme. Nous estimons que ces questions devraient être discutées entre le fédéral et les gouvernements provinciaux. Nous sommes cependant d'avis qu'une fois qu'une personne a obtenu une première autorisation, les autres devraient être délivrées automatiquement, à moins que les autorités n'apprennent des faits qui rendent le requérant inadmissible.

Alinéa 106.2(2)a).

- Supprimer le mot "peut" et le remplacer par "doit".

Commentaire:

Nous ne voyons aucune raison valable de refuser la permission d'apporter une arme à feu au registraire des armes à feu afin que ce dernier puisse l'examiner.

Article 106.2 (7)b)

Modifiez comme suit;

"b) est ou est réputés être en vertu de l'alinéa 106.8(1)h), une antiquité, une curiosité ou un souvenir, ou est une arme à feu fabriquée avant l'année 1896, ou est destinés à la collection d'armes à feu du requérant."

Commentaire:

Les armes à feu fabriquées avant 1896 étaient conçues pour utiliser la poudre noire et ce genre de munition ne se fabrique plus depuis près de cinquante ans.

Nous nous objectons à l'expression "de bonne foi" en faisant allusion aux collectionneurs, à moins qu'elle soit nettement définie. Tel que nous comprenons l'interprétation normale de cette expression, son utilisation dans cette article du bill empêcherait quiconque n'est pas déjà un collectionneur d'en devenir un. Nous ne pouvons y voir aucune raison valable.

Article 106.3(8)

Ajoutez

"et pourvu que le requérant satisfasse aux qualités requises dans l'article 106.1.

Commentaire:

Voir nos commentaires faits au sujet de notre déclaration numéro 10.

Article 106.3 (11)(12)(13)

- Retranchez entièrement.

Commentaire:

Rendus redondants par nos amendements proposés à l'article 106.1.

Nous n'aurions aucune objection à fizer à douze ans l'âge limite inférieur d'obtention d'un permis pour ceux qui ont moins de 18 ans. Pourvu, toute fois, que le présent article 101b) soit conservé.

Cet article (101 b) permettrait que des jeunes qui n'ont pas atteint l'âge de 12 ans soient formés par leurs parents ou des instructeurs qualifiés. Il est également nécessaire afin de permettre à des personnes de tout âge d'obtenir la formation nécessaire pour satisfaire aux exigences de compétence afin de pouvoir obtenir un permis.

Beaucoup a été dit déjà par bon nombre de personnes qui ont comparu devant ce Comité, au sujet des vastes pouvoirs de réglementation accordés au Cabinet et à des particuliers par le bill C-83. Cette question inquiète énormément nos membres et nous demandons au Comité d'y accorder une grande réflexion. Bien que nous reconnaissons la nécessité de certains pouvoirs de réglementation, plus particulièrement devant la vitesse à laquelle la société progresse aujourd'hui, nous mettons en doute la nécessité de pouvoirs si vastes dans le Code criminel. Nous craignons que ces pouvoirs marquent le commencement d'une soustraction du gouvernement au contrôle du Parlement.

CONCLUSION

À la lecture des amendements que nous proposons, nous espérons que les membres du Comité se souviendront que nous ne sommes pas des avocats. S'ils trouvent que nos termes ne sont pas juridiquement

corrects, nous espérons toutefois qu'ils trouveront du moins que l'intention est claire.

Nous désirons également préciser qu'en présentant ces amendements proposés nous ne le faisons pas parce que nous reconnaissons la validité des dispositions relatives aux armes à feu du bill C-83. Nous le faisons uniquement parce que nous reconnaissons les faits politiques de la vie, et nous croyons qu'il est fort peu probable que le gouvernement retire les articles de ce bill sur les armes à feu et les fasse rédiger à nouveau par des personnes compétentes.

Nos impressions sur le bill C-83, nous le croyons, sont exprimées parfaitement par le Sous-premier ministre de la province de la Colombie-Britannique, l'Honorable Grace McCarthy. Le 15 avril dernier, elle déclarait dans une lettre à l'un de nos membres au sujet du bill C-83, "Bien que nous acceptions l'objectif principal du contrôle des armes par le gouvernement fédéral, c'est-à-dire, accroître la responsabilité de chaque personne qui possède et utilise des armes à feu, nous croyons que la forme des propositions actuelles n'augmentera pas la responsabilité du propriétaire d'une arme ni ne réduira l'usage criminel des armes à feu. Il semblerait que le seul moyen réel et durable de promouvoir la responsabilité sociale et juridique chez les usagers d'armes à feu soit le processus de formation et d'éducation, et il est triste de constater qu'il n'en est pas question dans les propositions fédérales."

Nous remercions les membres de ce Comité de nous avoir donné l'occasion de présenter nos vues et préoccupations au sujet du bill C-83 et nous espérons pouvoir ainsi vous aider dans vos délibérations.

Art Downs, président

B. C. Wildlife Federation

Mai 1976

APPENDICE «JLA-40»

ASSOCIATION DES CHASSEURS ET DES PÊCHEURS DE L'ALBERTA
MÉMOIRE CONCERNANT LA LOI
SUR LE CONTRÔLE DES ARMES A FEU

L'Association des chasseurs et des pêcheurs de l'Alberta apprécie l'occasion qui lui est donnée de faire part de ses opinions au Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

L'exposé sera présenté par M. Bob Scammell, président sortant de l'Alberta Fish and Game Association du Comité du contrôle des armes à feu de la Fédération canadienne de la faune; ce dernier poste est occupé actuellement par le Colonel L.H. Nicholson dont vous avez déjà entendu parler. M. Tom O'Keefe, ancien président de l'Alberta Fish and Game Association et aujourd'hui vice-président de la Fédération canadienne de la faune, accompagnera M. Scammell. M. Scammell est un avocat qui pratique à Red Deer (Alberta) et rédige des articles sur les activités de plein air qui sont publiés dans trois quotidiens albertains tandis que M. O'Keefe est liquidateur de faillites, à Calgary.

¶ Le texte de déclaration de principe de l'Alberta Fish and Game Association sur le contrôle des armes à feu a été distribué avec le présent mémoire; il contient des renseignements sur l'Alberta Fish and Game Association, l'attitude et les opinions générales des propriétaires d'armes à feu de l'Alberta, ainsi que celles de l'Association sur le contrôle des armes à feu et en particulier sur le bill C-83. La déclaration de principe a été adoptée à la conférence annuelle de l'Alberta Fish and Game Association qui a eu lieu à Calgary, peu après la présentation du bill C-83 à la Chambre des Communes.

D'après ce que nous savons des statistiques établies pour les huit dernières années par la division des pêches et de la faune du ministère des Terres et Forêts à Edmonton, et d'après nos connaissances générales sur les habitudes des chasseurs et des propriétaires d'armes à feu, il y aurait environ 200,000 propriétaires d'armes à feu en Alberta qui possèdent en moyenne trois armes à feu de sport chacun pour un total évalué à 600,000 armes à feu de sport en Alberta.

Il y a trois ans, lorsque M.Scammell est devenu président de l'Alberta Fishing and Game Association, il a été chargé, en vertu d'une résolution adoptée par les délégués à la Conférence annuelle, de prendre des mesures, avec la F.C.F. et le gouvernement canadien, visant à l'adoption d'une loi compétente sur le contrôle des armes à feu, dont la structure générale servirait à l'instauration d'un système délivrance d'autorisations aux usagers d'armes à feu. A notre connaissance, l'Alberta Fishing Game Association a été le premier organisme important regroupant des sportifs sérieux au Canada à demander l'adoption d'une loi sur le contrôle des armes à feu et à oeuvrer en ce sens.

Bien que nous ayons certaines réserves vis-à-vis du bill C-83, dont nous vous avons fait part en détail dans notre déclaration de principe et dans le mémoire de la Fédération canadienne de la faune que nous appuyons, nous estimons que dans le présent mémoire, nous devons déclarer que nous appuyons dans son essence le principe de délivrance d'autorisation aux propriétaires d'armes à feu. Cela ne signifie pas cependant que nous appuyons le bill C-83 dans sa forme actuelle car en fait nous ne l'appuyons pas.

A ce propos, nous préférerions que le gouvernement fédéral exige simplement l'enregistrement des armes à feu, qu'il établisse des directives et laisse aux provinces le soin d'établir des règlements particuliers régissant la délivrance de ces autorisations. Ceci permettrait de prendre en considération les attitudes très différentes de la population de l'Ouest et des Maritimes envers les armes à feu par rapport à celles des habitants des régions centrales urbaines du Canada. Nous préférerions aussi que la condition principale nécessaire à la détention d'une autorisation à posséder des armes à feu ou des munitions soit la formation obtenue officiellement par un cours approprié sur la chasse et la sécurité des armes à feu, administré par chaque province.

Nous reconnaissons que le programme actuel sera en grande partie administré par les provinces étant donné que cela semble la principale raison des objections au bill C-83 qu'a exprimées le Solliciteur général de l'Alberta, M. Roy Farren. Nous reconnaissons aussi que le bill C-83 prévoit l'intégration des programmes provinciaux de formation sur la sécurité de la chasse et des armes à feu et la collaboration avec les organismes chargés de les diriger.

Nous croyons toutefois qu'il nous faut souligner aux yeux du Comité la nature de notre principale objection au bill C-83, dans sa forme actuelle. Comme on peut le constater dans la déclaration de principe de l'Alberta Fishing Game Association, les propriétaires d'armes à feu de l'Alberta craignent plus que tout, dans cette loi sur le contrôle des armes à feu, les aspects qui pourraient rendre obligatoire l'enregis-

trement des armes de sport elles-mêmes par opposition à la nécessité de prouver les aptitudes des propriétaires et des usagers. M.Scammel, lorsqu'il était président du Comité de contrôle des armes à feu de la Fédération canadienne de la faune a eu l'occasion de discuter partout au Canada avec des propriétaires et des usagers d'armes à feu et il a retrouvé chez tous la même peur et le même sentiment d'aversion pour ce principe d'enregistrement des armes à feu.

Nous avons pris connaissance de l'excellent rapport qu'a soumis au Soliciteur général M.Martin Friedland et dans lequel il est dit que le système d'enregistrement des armes à feu constitue en lui-même une méthode excessive, peu pratique et extrêmement coûteuse. Nous savons également que le Soliciteur général lui-même a insisté maintes et maintes fois sur le fait que le bill C-83 n'est pas destiné à établir un mécanisme d'enregistrement des armes à feu. Nous reconnaissons également qu'aucune disposition du bill C-83 n'exige de façon précise cet enregistrement des armes à feu.

Toutefois, l'Alberta Fish and Game Association et ses membres ont étudié les dispositions du paragraphe 106.1 du bill C-83, et plus particulièrement celles de l'alinéa 3 (a) et du paragraphe (4) qui se lisent comme suit:

"La demande d'autorisation doit contenir

a) les renseignements et les documents que les règlements exigent aux fins du présent article"

"Le registraire local d'armes à feu ou le préposé aux autorisations à qui est présentée une demande d'autorisation

peut exiger du requérant tout renseignement ou document supplémentaires, raisonnablement pertinents, aux fins de déterminer si ce dernier est apte ou non à posséder une arme à feu ou des munitions."

Ce qui préoccupe nos membres, c'est que ces deux paragraphes pourraient facilement conférer au cabinet, à un registraire local ou à un préposé aux autorisations le pouvoir d'exiger qu'un requérant décrive en détails dans sa demande, l'ensemble de sa collection d'armes à feu s'il veut obtenir une autorisation.

Compte tenu des déclarations faites en ce sens par le gouvernement actuel, ces dispositions ne reflètent certainement pas ses intentions. Mais les propriétaires d'armes à feu du Canada doivent se préoccuper aussi des intentions des gouvernements futurs.

Un gouvernement ultérieur pourrait avoir recours à l'un ou à l'autre des deux alinéas mentionnés pour imposer l'enregistrement des armes à feu destinées à des fins récréatives, sans devoir consulter le Parlement. Ce serait sûrement là un résultat négatif, quand on considère que le gouvernement qui présente le projet de loi a rejeté le concept même de l'enregistrement. Les propriétaires et utilisateurs d'armes à feu du Canada qui sont conscients de leurs responsabilités ont adopté l'attitude voulant que si l'enregistrement des armes servant à pratiquer des sports devenait obligatoire, cette question devrait à nouveau faire l'objet d'un débat entre les représentants parlementaires élus, au lieu d'être tranché par un règlement adopté uniquement par le Cabinet ou par un fonctionnaire quelconque préposé à

l'octroi des permis.

Il semble tellement simple d'apaiser les craintes de si nombreux détenteurs d'armes canadiens et de rendre ceux-ci beaucoup plus favorables à l'adoption du bill C-83 que nous avons peine à comprendre pourquoi cet objectif n'a pas été poursuivi dans le projet de loi original ou dans les modifications qu'on y propose actuellement. La Presse canadienne annonçait le 7 mai 1976 que le ministre de la Justice, M. Basford, avait déclaré publiquement que le bill C-83 interdisait expressément l'enregistrement ou le cataloguement des armes à feu destinées à la pratique de sports. M. Basford faisait erreur et, si sa déclaration avait été exacte et qu'une disposition du projet de loi avait véritablement signifié une telle interdiction, de nombreux détenteurs d'armes du Canada seraient actuellement plus favorables au projet de loi qu'ils ne le sont en réalité. Ce changement ou cette garantie, si vous préférez, contribuerait grandement à étouffer les cris d'indignation que l'on entend depuis l'introduction du bill C-83.

La réponse à ce problème est simple. Il suffirait d'ajouter, par voie de modification, un alinéa, l'alinéa (9), à l'article 106.1. du projet de loi, lequel se lirait simplement comme suit:

"Dans l'interprétation ou l'application de toute disposition du présent article, et de la présente loi on ne doit pas déduire qu'elle permet d'exiger que toute personne qui fait une demande d'autorisation de possession d'arme à feu ou de minition doit fournir une liste ou une description de ses fusils de chasse ou de ses carabines du genre fréquemment utilisé au Canada pour la chasse ou le tir".

Il est certain que notre association n'a ni le pouvoir ni le droit de proposer des modifications, toutefois, nous avons certainement le droit et le devoir de vous en suggérer. Nous vous faisons remarquer que la modification que nous proposons contribuera beaucoup plus que toute autre modification que nous pouvons imaginer, à obtenir pour le bill C-83, l'appui des personnes mêmes qui en seront le plus touchées parce qu'elles y verront une déclaration de droits leur garantissant qu'à l'avenir, elles ne seront pas soumises à ce qu'elles craignent le plus, l'enregistrement des armes de chasse, sans autre intervention du Parlement.

En outre, cette modification répond aux doléances de nombreux possesseurs d'armes à feu au Canada, selon lesquels le bill C-83 bien qu'il ne prévoit pas explicitement l'enregistrement des armes à feu, son libellé est si imprécis qu'il n'écarte pas non plus la possibilité que l'enregistrement des armes de chasse soit imposé de façon arbitraire plus tard. Dans l'étude d'une mesure législative qui prête à controverse et qui ne touche qu'à une minorité de Canadiens, on doit non seulement agir selon la justice, mais aussi veiller à ce qu'il en soit ainsi, et la modification que nous suggérons remplit également cette condition.

Si le Comité doit conseiller l'adoption du bill C-83 sous une forme quelconque, nous vous invitons fortement d'y insérer pour le moins, la modification que nous suggérons.

THE FISH AND GAME ASSOCIATION
(L'ASSOCIATION DES PECHES ET CHASSE)
DE L'ALBERTA
R.H. SCAMMELL
T.J. O'KEEFE

LA POSITION DE L'ALBERTA FISH AND GAME ASSOCIATION
SUR LE CONTRÔLE DES ARMES A FEU

Adoptée unanimement à la Conférence annuelle de 1976, tenue
à Calgary

APERÇU GÉNÉRAL

L'Alberta Fish and Game Association est une fédération groupant plus de 100 associations de chasse et pêche et clubs de pêche et de tir de la province, et compte au total environ 20,000 membres. Ce groupe est l'unique porte-parole des quelques 125,000 chasseurs albertains qui achètent des permis annuellement en Alberta. Un grand nombre de nos membres sont aussi collectionneurs d'armes à feu et s'intéressent à diverses formes de tir à la cible, que ce soit au fusil de chasse, au pistolet ou à la carabine. Les membres de notre organisation et, plus généralement, les propriétaires d'armes à feu de l'Alberta se sont inquiétés, depuis environ 10 ans, de l'indignation (généralement en faveur de l'enregistrement universel des armes à feu) soulevée chaque fois que quelque dément commet quelque part au Canada, un délit avec une arme à feu. Nous sommes des Canadiens de l'Ouest et nous pouvons difficilement comprendre pourquoi le mode de vie dans l'Est du Canada rend nécessaire que tous les Canadiens soient assujettis à l'enregistrement universel des armes à feu.

Récemment, les Albertains ont été assujettis à une nouvelle forme d'enregistrement se greffant aux dispositions actuelles d'enregistrement des armes de poing. Je veux parler des lignes directrices émises par le Solliciteur général de l'Alberta et s'adressant,

en fait, au corps policier chargé des autorisations pour armes de poing en Alberta. Si l'on avait observé chez les détenteurs d'armes à feu de l'Alberta une certaine diminution de la méfiance à

l'égard de l'arbitraire inhérent à tout système d'enregistrement, les lignes directrices maintenant en vigueur en Alberta les ont convaincus que l'enregistrement ne peut mener qu'à des tentatives flagrantes de restreindre la possession d'armes à feu.

La discrimination s'empare du système lorsque l'organisme chargé de l'enregistrement n'est pas tout à fait indépendant, car il est personnellement intéressé à refuser des armes à feu à ceux qu'il considèrent indésirables.

Si les propriétaires d'armes à feu s'opposent tant à l'enregistrement des armes sportives, c'est entre autres, à cause des propos violents de certains qui préconisent l'enregistrement et qu'ils l'affirment presque catégoriquement, croient qu'il n'est de nos jours, justifiable de posséder une arme à feu et qui cherchent ultimement à l'interdire complètement la possession privée de toute arme à feu. Certains d'entre eux croient et disent que la confiscation d'une arme à feu constitue tout simplement une première étape pour la réalisation de leur objectif: l'interdiction de la chasse.

L'Alberta Fish and Game Association est fière d'annoncer que les réalisations, au cours des 100 dernières années, portées au dossier des clubs de chasseurs qui luttent pour la protection de la faune en Amérique du Nord, prouve clairement qu'il est dans l'intérêt public que ceux d'entre eux qui veulent continuer de chasser, le fassent.

Beaucoup ont essayé de recourir à l'enregistrement des armes à feu. Les frais en sont énormes et il est impossible de démontrer qu'il ait réduit quelque part le mauvais emploi des armes à feu. Aujourd'hui, il y a probablement au Canada dix millions d'armes sportives qui ne sont pas enregistrées. Vouloir le faire serait imposer à la police un fardeau intolérable ou appeler l'établissement d'un organisme entièrement nouveau conçue à cette fin. Le contribuable en souffrirait dans les deux cas et la mesure ne contribuerait que peu à enrayer le mauvais emploi des armes à feu.

On dit souvent que les propriétaires d'arme à feu s'inquiètent beaucoup trop de l'enregistrement des armes à feu. Peut-être, mais leurs craintes sont justifiées. Ils est sans doute aussi fondé pour eux de croire que cet enregistrement mène à la confiscation que pour d'autres de penser que nous devrions imposer, à grands frais pour le contribuable, l'enregistrement des armes à feu à des millions de Canadiens, espérant, tout au plus, améliorer la situation.

Heureusement, les opinions de cette association sur l'enregistrement même sont partagées par de nombreux observateurs informés, y compris l'honorable Otto Lang, ancien ministre de la justice et M.L. Friedland qui a entrepris une étude terminée en août 1975 pour le solliciteur général intitulée: "Armes à feu: option de contrôle.

Dire que l'Alberta Fish and Game Association s'oppose à l'enregistrement général des armes à feu ne signifie qu'elle soit contre toute nouvelle mesure de contrôle visant à en réduire le mauvais emploi, accidentel ou criminel. Personnellement, nos membres ont intérêt à ce que diminuent les incidents qui suscitent ces cris pour l'enregistrement, cris qui ne laissent pas de préoccuper nos membres.

L'Alberta Fish and Game Association estime toutefois qu'en exigeant au Canada d'enregistrer des armes à feu sportives au Canada, on obligerait, tout simplement, le bon citoyen à se conformer à un règlement irritant, aussi inutile et coûteux en temps qu'en argent. L'Alberta Fish and Game Association se refuse à croire que l'enregistrement des carabines et des fusils de chasse réduirait certains homicides involontaires ou de meurtres, ceux qui, surviennent, par exemple, à la suite de querelles domestiques, des disputes au sujet de la propriété ou d'une crise, de folie.

Souvent, les gens impliqués dans ce genre de crimes n'ont jamais été considérés comme des criminels auparavant et, par conséquent, ils pourraient facilement enregistrer des armes à feu dans le cadre de n'importe quel système d'enregistrement.

Quant à l'attitude du criminel face à des dispositions d'enregistrement général des armes à feu, la majorité des gens, même les partisans les plus acharnés de l'enregistrement, reconnaissent qu'il n'en tiendra strictement aucun compte.

On suppose par conséquent, aux fins de cette déclaration de politique, que les objectifs d'une loi et de restrictions sur les armes à feu doivent être les suivants: a) limiter l'utilisation des armes à feu par des criminels. b) assurer que les citoyens respectueux des lois manient les armes à feu sans danger.

^ CONTROLES ACTUELLEMENT EN VIGUEUR

ARMES DE POING:

Toutes les armes de poing doivent être enregistrées dans le cadre d'un système national, et des dossiers centraux sont tenus par la G.R.C. à Ottawa. On peut refuser l'enregistrement d'une arme, ou la saisir, pour protéger le propriétaire, ou autrui. Avant de pouvoir transporter une arme de poing enregistrée ailleurs qu'à son lieu de résidence ou d'affaires, son propriétaire doit obtenir un permis de la police. La délivrance de ce permis de port est arbitraire, et, en Alberta, est régie par les lignes directrices du solliciteur général. Ce permis n'est délivré que pour sanctionner l'utilisation d'armes utilisées pour pratiquer le tir à la cible sous les auspices d'un club de tir approuvé par le Solliciteur général de l'Alberta, le club certifiant que le requérant est un membre honorable et compétent dans l'utilisation d'une arme de poing et la police s'étant assurée que la réputation et le dossier du requérant ne comportent aucune tare.

Le Code criminel prévoit la délivrance de permis à des Canadiens en trois autres circonstances: pour protéger la vie et la propriété; pour servir dans le cadre de la profession légitime du requérant; lors de tirs à la cible, conformément aux conditions prescrites. En pratique, il n'est plus possible, en Alberta, d'obtenir un permis de port d'une arme de poing aux trois fins susmentionnées, en vertu des lignes directrices.

ARMES À FEU AUTOMATIQUES ET ARMES À FEU DE MOINS DE 26 POUCES DE LONGUEUR

Assujetties aux mêmes restrictions spéciales que les armes de poing.

CARABINES ET FUSILS DE CHASSE

En vertu de la loi présentement en vigueur dans certaines provinces, les requérants faisant une demande de permis de chasse doivent démontrer leur aptitude à manier sans danger une arme à feu.

INFRACTIONS ET SANCTIONS

En vertu du Code criminel il est interdit:

- a) de posséder une arme à feu à autorisation restreinte non enregistrée (armes de poing, armes à feu de moins de 26po. armes automatiques);
- b) de transporter sans permis une arme à feu à autorisation restreinte enregistrée;
- c) de transporter une arme (arme à feu) à des fins pouvant mettre en danger l'ordre public (s'applique aussi aux imitations d'armes);
- d) de transporter une arme (arme à feu) à une assemblée publique;

- e) de braquer une arme, qu'elle soit chargée ou non;
- f) de vendre, de donner etc, une arme à feu à une personne de moins de seize ans ne détenant pas de permis.
- g) de vendre, de donner, etc., une arme à feu à une personne qui n'est pas saine d'esprit ou frappée d'interdiction légale;
- h) de transporter une arme cachée sans permis.

Le Code criminel prévoit:

- a) lorsqu'une personne est condamnée pour une infraction commise avec une arme à feu, la Cour peut lui interdire de posséder ou de transporter une arme à feu pendant cinq ans;
- b) que lorsqu'un agent de la paix soupçonne qu'une infraction est commise ou a été commise relativement aux dispositions se rapportant aux armes restreintes ou prohibées, il peut perquisitionner tout endroit autre qu'une maison d'habitation et de saisir les armes qui s'y trouvent (article 103);
- c) qu'il est possible, avec un mandat, de saisir des armes à feu à des fins de sécurité (article 105).

AUTRES RESTRICTIONS SOUHAITABLES ET APPLICABLES.

ARMES DE POING:

Il serait impossible, et déraisonnable, d'assujettir les armes de poing à d'autres restrictions précises. Certaines des restrictions générales proposées ci-dessous s'appliqueraient aux armes de poing.

ARMES À FEU DE MOINS DE 26" DE LONGUEUR

Cette catégorie comprend surtout le fusil ou la carabine "à canon scié". Il serait difficile d'interdire les armes à crosse escamotable ou coulissante, de moins de 26" de longueur, vendues sur le marché.

En principe,

ces armes sont des armes de survie ou de protection légitime. Nous proposons qu'elles demeurent dans la catégorie des armes à autorisation restreinte.

INTERDICTION DE PORT D'ARME APRES UNE CONDAMNATION

Toute étude d'incidents mettant en cause la mauvaise utilisation volontaire d'armes à feu au cours desquels des personnes ont été tuées ou blessées au Canada indiquera que très fréquemment les personnes qui ont participé à une telle activité ont, précédemment également fait des menaces avec une arme à feu ou donné une nette indication qu'ils étaient enclins à faire un usage criminel des armes à feu.

Même si notre loi traite des personnes qui ont fait un mauvais usage des armes à feu, on pourrait d'avantage resserrer la loi en ce sens qu'elle pourrait traiter plus sévèrement les personnes qui ont manifesté, par un acte prouvé, leur propension à la violence et à employer les armes à feu pour commettre un acte violent.

L'interdiction actuelle touchant la possession ou le port d'une arme à feu pendant une période pouvant aller jusqu'à 5 ans, formulée à la suite d'une condamnation pour infraction mettant en cause une arme à feu, pourrait être prolongée et appliquée à la suite d'une condamnation pour tout crime violent et l'interdiction pourrait s'appliquer pendant un minimum de 5 ans.

PUBLICITE

La publicité des armes à autorisation restreinte dans la presse publique pourrait être interdite et n'être permise que dans les revues de métiers, de clubs et d'associations.

INTERDICTION PENDANT LA LIBERTÉ SOUS CAUTION, LA LIBERTÉ

CONDITIONNELLE OU LA CONDAMNATION AVEC SURSIS

Une personne jouissant de la liberté sous caution, de la liberté conditionnelle ou d'une condamnation avec sursis après une arrestation ou une condamnation pour crime violent devrait se voir interdire le port d'une quelconque arme à feu.

RESPONSABILITÉ DES CLUBS

On pourrait élargir la responsabilité des clubs où l'utilisation des armes à autorisation restreinte fait partie des activités du club. Par exemple, on pourrait exiger que ces clubs n'acceptent comme membres participant à leurs activités que les personnes qui ont des compétences dans le maniement sûr des fusils et qui peuvent prouver qu'elles sont de bonne réputation

APPLICATION DES DISPOSITIONS ACTUELLES DU CODE CRIMINEL

On devrait appliquer pleinement les dispositions des articles actuels 103 et 105 du Code criminel. L'article 103 prévoit la perquisition sans mandat par un agent de la paix dans des locaux autres qu'une maison d'habitation et la saisie d'articles qui pourraient être ou avoir été utilisés dans une infraction liée à une arme etc, dans l'intérêt de la sécurité, c'est-à-dire lorsque des menaces ont été

proférées et dans le cas de maladie mentale.

RESTRICTIONS POSSIBLES À L'ACHAT D'ARMES À FEU:

Il n'existe maintenant un mécanisme au Canada pour s'assurer si une personne au Canada a ou non un casier judiciaire. Il pourrait être utile d'instituer un programme par lequel une personne achetant une arme à feu ne pourrait pas en prendre livraison pendant 48 heures, ou jusqu'à ce que son casier judiciaire ait été vérifié au moyen du système d'ordinateur de la G.R.C. Dans le cas d'un casier judiciaire appartenant à une personne du même nom, le requérant devrait alors soumettre une empreinte du pouce pour que l'on puisse vérifier s'il n'est pas le titulaire du casier judiciaire. Si le casier judiciaire appartenait à la catégorie de ceux qui sont ^{prescrit} l'achat d'une arme à feu pourrait alors être refusé jusqu'à ce que l'acheteur proposé obtienne une ordonnance d'un juge de Cour de district ou de comté selon laquelle il aurait droit à acheter l'arme à feu.

LOI PROVINCIALE SUR LA CHASSE

L'établissement d'un mécanisme uniforme à l'échelle du pays pour la formation et la mise à l'épreuve des citoyens dans le maniement sûr des armes serait facilité si toutes les provinces:

- a) exigeaient qu'un test d'aptitude et de connaissance des lois sur les armes soit passé avant la délivrance d'un permis de chasse; et
- b) exigeaient des permis pour la chasse d'animaux et d'oiseaux qui ne sont pas du gibier et des tests similaires quant à l'aptitude et à la connaissance comme condition préalable à la délivrance d'un tel permis.

On comprend que cela soit un domaine qui relève de la compétence provinciale et cette proposition est faite ici dans l'espoir qu'on pourra trouver un moyen de consulter les provinces, car certaines ont déjà une loi du genre décrit.

Si l'uniformité dans ce domaine pouvait être atteinte, en utilisant le mécanisme fourni par les lois sur la chasse et grâce à la collaboration des clubs et des associations de tir, il serait possible de veiller à ce que pratiquement toutes les personnes portant des armes à feu aient passé légalement un test de sécurité dans le maniement et l'entreposage des armes.

MODIFICATIONS ADOPTÉES EN FÉVRIER 1976 A LA CONFÉRENCE ANNUELLE

L'Association est favorable à de nombreux aspects des amendements proposés au Code criminel en ce qui concerne les armes à feu, en particulier à l'accroissement des peines prévues pour usage abusif des armes à feu. Il y a malheureusement plusieurs points que nous ne pouvons accepter dans le bill.

Nous sommes heureux que pour le moment, le gouvernement ait résisté à la tentation d'imposer un enregistrement inutile des armes à feu inutilisées par les chasseurs, mais nous préférierions que le Code criminel stipule qu'en aucune circonstance, une personne demandant un permis pour usage de carabine et de fusil de chasse, ne sera obligée de préciser sur la demande de permis ou autrement quelles armes à feu elle a en sa possession.

L'Association est déçue que le gouvernement n'ait pas choisi d'inclure parmi les critères de délivrance d'un permis l'entraînement préalable ou certificats d'aptitude décernés pour maniement des armes à feu.

Nous estimons que les vastes pouvoirs de réglementation prévus dans le bill présentent de tels risques d'abus de pouvoir et d'arbitraire que nous nous sentirions obligés de le rejeter au complet pour cette seule raison. Ainsi, il ne devrait pas être possible pour un règlement d'imposer, sans faire appel au Parlement, l'enregistrement des armes à feu comme tel.

En dernier lieu, nous estimons que les propositions sont trop sévères à l'égard de citoyens qui, comme nous, sont respectueux des lois; elles sont exagérées compte tenu du problème véritable que le bill se propose ou devrait se proposer d'éliminer, c'est-à-dire l'usage illégitime d'armes à feu par des criminels, ou le mauvais usage par manque de précautions ou par accident dont pourraient se rendre coupables de bons citoyens.

APPENDICE «JLA-41»

MÉMOIRE SUR

LA LÉGISLATION ET LE CONTRÔLE DES ARMES À FEU

ET

LE BILL C-83

PRÉSENTÉ AU

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

PAR

LA SASKATCHEWAN WILDLIFE FEDERATION

BOX 788, MOOSE JAW

SASKATCHEWAN

MAI 1976

SASKATCHEWAN WILDLIFE FEDERATION

MÉMOIRE SUR LA LÉGISLATION ET LE CONTRÔLE DES ARMES À FEU

ET SUR LE BILL C-83

Composition et objectifs de la Saskatchewan Wildlife Federation

La Saskatchewan Wildlife Federation est un organisme de conservation non gouvernemental, à but non lucratif, composé de plus de 24,000 membres représentant toutes les couches de la société: professionnels, hommes d'affaires, commençants, agriculteurs, éleveurs et propriétaires fonciers. Environ 105 associations locales sont affiliées à cet organisme provincial, lui-même associé à son homologue national, la Fédération canadienne de la faune, à Ottawa.

Bien que notre Fédération tende essentiellement vers une utilisation et une gestion sages des ressources naturelles de la Saskatchewan, nous appuyons en outre activement bon nombre de programmes connexes et, notamment, le Firearms Safety Training Program et le Junior Conservation School.

Firearms Safety Training:

Le Firearms Safety Program vise à enseigner l'usage prudent et adéquat des armes à feu, tant à la maison que sur le terrain, à inculquer aux chasseurs des principes de responsabilité et de respect dans la pratique de leur sport et à prendre davantage conscience des règles de la conservation, ainsi qu'à mieux comprendre le concept d'usage prudent des ressources renouvelables. Depuis l'entrée en vigueur du programme en 1960, 46,000 personnes ont suivi le cours avec succès. Le fait que le nombre d'accidents provoqués par l'utilisation d'armes à feu soit demeuré à peu près le même malgré l'augmentation considérable du nombre d'utilisateurs traduit bien la réussite de ce programme, dont la mise en mesure revient aux membres de notre Fédération.

Junior Conservation School:

La Saskatchewan Wildlife Federation offre chaque année à Prince Albert un programme de Junior Conservation School. Des instructeurs qualifiés passent une semaine avec des enfants pour leur enseigner les principes de la survie en brousse, du canotage, du camping, de la pêche, du contrôle de la pollution, de la science forestière, du tir à l'arc, de l'usage prudent des armes à feu et du tir à la cible. Devant le succès remporté, le programme a pris de l'ampleur chaque année.

Objectifs de la législation sur les armes à feu

Nous supposons, aux fins du présent mémoire, que le contrôle sur les armes à feu et la législation connexe tendent vers un double objectif:

- (a) Restreindre l'usage des armes à feu par les criminels; et
- (b) Assurer une utilisation prudente des armes à feu par les citoyens respectables.

Législation actuelle

La F.W.S. prend note des dispositions suivantes du Code criminel:

Le Code criminel interdit:

- (a) D'avoir en sa possession une arme à feu à autorisation restreinte non enregistrée (arme de poing, arme dont le canon a moins de 26 pouces de longueur, arme à feu automatique);
- (b) De porter une arme à feu à autorisation restreinte enregistrée, sans détenir un permis;
- (c) De porter une arme à feu dans un dessein dangereux pour la paix publique (cette disposition s'applique également aux imitations d'armes);

- (d) De porter une arme à feu à une assemblée publique;
- (e) De braquer une arme à feu, chargée ou non;
- (f) De vendre, donner, etc., une arme à feu à une personne de moins de 16 ans qui n'est pas le détenteur d'un permis;
- (g) De vendre, donner, etc., une arme à feu à une personne qui n'est pas saine d'esprit ou qui fait l'objet d'une ordonnance d'interdiction;
- (h) De porter une arme à feu dissimulée sans détenir de permis.

Le Code criminel pourvoit:

- (a) A la possibilité pour un tribunal d'interdire à une personne reconnue coupable d'un acte criminel commis au moyen d'une arme à feu de posséder ou de porter une arme, pour une période maximale de cinq (5) ans;
- (b) A la fouille et à la saisie, sans mandat, dans des locaux autre qu'une maison d'habitation, des armes prohibées ou à autorisation restreinte, quand un agent de la paix croit qu'une infraction se commet ou a été commise au moyen de ces armes (Article 103);
- (c) A la saisie, avec mandat, des armes à feu, à des fins de sécurité (Article 105).

Principes généraux et recommandations

La S.W.F. remarque que bon nombre de citoyens honnêtes possèdent des armes à feu et les utilisent à des fins récréatives, comme pour la collection d'armes, la chasse et le tir de compétition. Ces détenteurs d'armes sont tout aussi préoccupés que les partisans du contrôle absolu des armes à feu par le mauvais usage de celles-ci. Les lois devant éventuellement restreindre la possession et l'utilisation des armes à feu pourraient servir davantage les intérêts du criminel que ceux du citoyen respectueux des lois. Par conséquent, il est essentiel, pour des raisons de logique et d'équité, que des moyens juridiques soient utilisés pour réduire l'usage criminel des armes à feu - mais non pour réduire le droit des citoyens responsables de détenir des armes à feu et d'en faire un usage licite.

Les armes à feu sont indispensables aux chasseurs et le vif intérêt porté par ceux-ci aux ressources de la faune a servi de clef de voûte à la biologie moderne de la faune. Les ressources financières tirées de la chasse ont fourni le plus important stimulant à la recherche sur la faune et à l'acquisition et à la gestion de terres publiques destinées à celle-ci. Les chasseurs ont financé la plupart des programmes importants de conservation de la faune. Par conséquent, des mesures restrictives sur le contrôle des armes, qui découragent les citoyens respectueux des lois possédant des armes, ne peuvent être que néfastes - limitant non seulement certains programmes essentiels de conservation de la faune, mais également

la possibilité de s'adonner à la chasse, à une époque où les besoins du public en matière de loisirs se font de plus en plus grands.

La position de la Saskatchewan Wildlife Federation, en ce qui concerne la législation sur les armes à feu, consiste à:

1. S'opposer aux programmes législatifs visant à interdire la possession et l'usage d'armes à feu par des citoyens responsables, ou à décourager inutilement ces derniers.
2. Appuyer les programmes législatifs prévoyant des sanctions rigoureuses et obligatoires pour l'usage criminel des armes à feu.
3. Encourager l'élaboration de programmes orientés vers l'usage sécuritaire des armes à feu et l'utilisation licite de celles-ci, à des fins récréatives.

La S.W.F. recommande l'adoption des mesures suivantes:

1. Que toutes les personnes reconnues coupables d'un crime violent fassent l'objet d'une ordonnance, leur interdisant de posséder une arme à feu pendant une longue durée.
2. Que toutes les personnes qui représentent une menace pour la société pour des raisons d'alcoolisme ou d'instabilité mentale fassent l'objet d'une ordonnance d'interdiction similaire.
3. Que toutes les personnes libérées sous caution ou condamnées avec sursis pour tout crime violent ne soient pas autorisées à porter une arme à feu, et qu'un prisonnier remis en liberté conditionnelle pour un tel crime puisse faire l'objet d'une interdiction similaire,

imposée comme condition à l'octroi de la libération conditionnelle.

4. Que tous les nouveaux chasseurs et tireurs d'élite fassent un examen provincial de compétence et de connaissances.
5. Que les vendeurs d'armes soient requis de tenir un registre des ventes d'armes à feu et de le remettre à la police pour inspection.
6. Que tout système de permis visant la vente d'armes à feu et de munitions soit du ressort provincial et comporte l'autorisation de délivrer des permis aux entreprises de vente et d'achat d'armes à feu.
7. Que les armes à feu ou munitions soient vendues, prêtées, données, etc., seulement à une personne ayant:
 - a) un permis valide de chasse ou de piégeage et plusieurs années d'expérience et de compétence dans le maniement des armes à feu,
 - b) un certificat de compétence d'un cours reconnu de maniement des armes à feu,
 - c) une carte de membre d'un club reconnu de tireurs d'élite ou
 - d) un permis spécial de police pour des besoins justifiés qui ne sont pas prévus en a), b) ou c) ci-dessus.

BILL C-83 (Loi pour mieux protéger la société canadienne contre les auteurs de crimes violents et autres crimes)

En guise d'introduction à ses commentaires sur l'article du bill C-83 visant les armes à feu, la S.W.F. déclare officiellement qu'à son avis, les contrôles proposés à l'égard des armes à feu sont inutiles, trompeurs, coûteux et absolument superflus en ce moment. Si la police les fait respecter et que les tribunaux les appliquent, les dispositions actuelles du Code criminel suffisent amplement à protéger la société canadienne contre les auteurs de crimes violents et autres crimes.

Paragraphe 82(1)

La nouvelle définition d'une arme prohibée (alinéa d) donne au gouverneur en conseil l'autorisation de déclarer armes prohibées les armes de poing. (Voir la définition actuelle en face de la page 9 du bill) La S.W.F. s'y oppose, car lorsque le Parlement place les armes de poing dans la catégorie des armes à "autorisation restreinte", le gouverneur en conseil ne doit pas pouvoir modifier cette classification par Règlement.

Paragraphes 87(2) et 106.2(5)

Ces dispositions semblent exiger que tous les possesseurs d'armes à autorisation restreinte en fassent modifier l'enregistrement chaque fois qu'ils déménagent ou changent de lieu de travail. S'ils ne le font pas, ils commettent une infraction et sont passibles d'une peine d'au maximum cinq ans de prison. C'est certainement une menace bien trop sévère pour quelqu'un qui a, peut-être, tout simplement oublié de faire modifier l'enregistrement lorsqu'il a déménagé.

Paragraphe 88(1), 106.1 et article 45 du projet de loi

Ensemble, ces dispositions prévoient l'obtention d'un permis aux possesseurs de carabines et de fusils de chasse et des peines s'ils n'obtiennent pas un permis et l'application progressive de ces dispositions. C'est à la caractéristique du bill à laquelle la S.W.F. s'oppose avec le plus de vigueur. Elle obligera quelque deux millions de Canadiens (250,000 résidents de la Saskatchewan) qui ont des carabines ou des fusils de chasse à demander un permis pour les garder et, ce faisant, à remplir un formulaire de demande NON ENCORE DÉCRIT, à trouver deux répondants dont le STATUT N'A PAS ENCORE ÉTÉ FIXÉ, à se soumettre à la discrétion d'un registraire local d'armes à feu qui, à son tour, devra suivre les directives qui seront établies, À UNE DATE ULTÉRIEURE, par décret en conseil. Pour ce faire, le détenteur d'armes à feu devra, en outre, verser un droit dont le montant N'EST PAS ENCORE FIXÉ.

La S.W.F. est d'avis que les avantages de ce grand remue-ménage bureaucratique seront si insignifiants qu'ils ne justifient pas les efforts qui y sont consacrés. Les criminels en activité ne demanderont certainement pas de permis. De plus, en prévision des exigences du Règlement qui n'est pas encore publié, où fera-t-on la distinction pour approuver ou rejeter une demande quand on sera en présence d'un alcoolique, d'un repris de justice ou d'un malade mental? Il faudra tenir compte de bien

Les différences de degrés. Rien que par sa complexité, l'application aura tendance à devenir bureaucratique et injuste ou vide de sens.

Quant à l'idée que les meurtres perpétrés avec des armes d'épaule diminueraient avec ce système de permis, il faut se rappeler qu'ils sont en majorité perpétrés par des personnes qui n'auraient eu aucun mal à obtenir un permis parce qu'avant leur méfait, elles étaient considérées comme des citoyens normaux. D'autres qui pourraient commettre de tels meurtres et qui sont une menace identifiable pourraient être visées par des dispositions différentes du droit criminel. Par exemple, si une recommandation de la Fédération canadienne de la faune avait été acceptée, une personne récemment convaincue d'un crime violent ferait l'objet d'une ordonnance lui interdisant de posséder des armes à feu. Quant à celui qui constitue une menace parce qu'il est presque fou ou qu'il est, à l'occasion, instable et violent, des mesures pourraient être prises pour saisir toutes ses armes à feu en vertu de l'article 105 qui (sagement) serait renforcé par le nouveau projet de loi.

En plus du projet de système de permis fédéral pour les détenteurs de carabines et de fusils de chasse, nous aimerions attirer votre attention sur les deux dernières pages d'une lettre envoyée le 17 février 1976 à l'honorable Ron Basford par l'honorable Roy Romanow, procureur général de la Saskatchewan. Une copie de la lettre est jointe à notre exposé.

Article 91 et paragraphes 106.3(11), (12) et (13)

Ces dispositions du projet de loi doivent être lues ensemble. Il faut également s'attarder sur l'alinéa 101b) actuel qui serait abrogé et non remplacé.

Les effets combinés de ces mesures feraient qu'une personne de 14 à 18 ans devrait avoir un permis spécial pour posséder ou utiliser une arme à feu. Actuellement, ce groupe d'âge va de 14 à 16 ans. Ce qui est encore plus important, un jeune peut, en vertu de l'actuel alinéa 101b), utiliser une arme à feu sous la surveillance immédiate de son détenteur légal, par exemple, un père peut surveiller son fils, un chef, ses scouts ou ses cadets. Si le projet de loi est adopté, tous ces jeunes gens devront demander et obtenir des permis individuels.

Il faut remarquer qu'en moyenne, les provinces fixent à 16 ans l'âge auquel on peut obtenir un permis de chasse. Dans une province, cet âge limite est plus élevé (avec une réserve); dans deux ou trois, il est inférieur. Dans environ la moitié des provinces, les jeunes doivent d'abord suivre avec succès un cours de maniement d'armes pour chasseurs avant de pouvoir obtenir un permis (et on pense que sous peu, il en sera de même dans toutes les provinces).

Selon la S.W.F., les changements proposés constituent une tentative délibérée du gouvernement de décourager les jeunes gens de choisir la chasse ou le tir comme activités sportives. Cet article du projet de loi ne fera certainement rien pour empêcher les criminels d'avoir des armes à feu ou pour améliorer les normes de sûreté pour le maniement des armes. Ces propositions mettraient vraisemblablement fin à notre programme actuel de maniement d'armes pour les jeunes en Saskatchewan.

Article 99(2)

L'élément nouveau de cet article touche la question délicate de la responsabilité d'un propriétaire d'armes à feu en ce qui concerne la sécurité du maniement et de l'entreposage. Quelle est la signification de l'expression "entrepose d'une manière dangereuse" et comment les tribunaux l'interpréteront-ils? On peut imaginer beaucoup de situations où un citoyen qui aurait eu recours à ce qu'il considérerait comme des méthodes d'entreposage normales et suffisantes dans les circonstances se trouverait néanmoins accusé d'une infraction criminelle grave. Il semble que les propriétaires d'armes à feu peuvent encourir des peines très sévères en vertu de ce paragraphe à moins qu'il ne soit appliqué avec beaucoup de prudence. C'est pourquoi la S.W.F. recommande que cet article du bill soit supprimé et remplacé par l'article 86(b) du Code criminel actuellement en vigueur. La seule attitude positive qui puisse promouvoir le maniement et l'entreposage sécuritaire des armes à

au et des munitions doit faire appel à l'éducation et à des programmes obligatoires de maniement des armes à feu.

Article 100

Cet article stipule les règles auxquelles sont soumis commerçants d'armes et armuriers en ce qui concerne la fabrication d'armes, la nécessité de signaler les pertes, la publicité, etc. et ce, pour les armes à feu normales ou à autorisation restreinte. Il est impossible de juger de la pertinence ou de la valeur des différents éléments de cet article sans connaître les règlements et les directives qui seront émis par le commissaire et qui s'appliquent à chacun de ces points. Il est à remarquer que la peine maximale encourue par les contrevenants est de cinq ans, ce qui semble sévère si l'on tient compte du genre de personne qui seront vraisemblablement en cause.

Article 106.2(6) et (7) et article 46(2) du bill

Dans l'ensemble, ces amendements rendront nécessaire un ré-enregistrement régulier des armes à feu à autorisation restreinte. La S.W.F. présume que ces amendements ont pour but d'amener ceux qui détiennent actuellement un certificat d'enregistrement de ce genre à se conformer aux nouvelles exigences proposées dans le bill en ce qui concerne le "besoin".

Le Code criminel prévoyait en 1934 une disposition tout à fait semblable, mais on l'a supprimée en 1950 après avoir constaté qu'elle était embarrassante et inutile.

Article 106.2(7)

Cet article empêcherait un ancien combattant des Forces armées de ré-enregistrer une arme de poing et qu'il aurait porté en guerre et qu'il désirerait garder comme souvenir. (Les anciens combattants ne sont pas tous des "collectionneurs").

Article 106.3(16)

Cet article donne le pouvoir à une personne autorisée à délivrer des permis d'imposer des restrictions à un permis. Il faut imposer des conditions touchant le maniement et l'entreposage et il n'est plus nécessaire que ces conditions soient "raisonnables". De plus, il doit y ajouter les conditions stipulées dans un règlement qui n'est pas encore rédigé. La S.W.F. s'oppose fortement à cet article.

Article 106.8

La S.W.F. s'inquiète beaucoup des pouvoirs étendus délégués au gouverneur en conseil et au lieutenant-gouverneur en conseil d'une province en vertu de ces articles, en particulier

pour ce qui est des pouvoirs dont il est question au paragraphe 1(d)(e) et (f). Cette délégation de pouvoir est si étendue que la nature même des contrôles qui s'appliqueront à la délivrance de licences et de permis pourrait être modifiée par un règlement plutôt que par la loi.

Ces pouvoirs très vastes accordés au Cabinet sont tout à fait injustifiés et nous contestons leur champ d'application. On peut imaginer qu'un règlement imposera l'enregistrement aussitôt que le bill aura été adopté étant donné que le Cabinet aurait le pouvoir d'exiger dans la formule de demande tous les renseignements qu'il désire et qu'il serait très facile de mentionner simplement que l'on doit trouver dans chaque demande de licence pour armes à feu les numéros de séries de toute arme à feu visée par cette licence.

Élaboration du bill C-83 et consultation

La S.W.F. conteste sérieusement la façon dont le gouvernement a élaboré ce projet de loi. Il semble que l'on ait étudié le bill pendant plus d'un an. Alors même que la partie touchant les armes à feu avait pour objectif principal d'imposer un plan fédéral de contrôle des armes à feu à plus de deux millions de Canadiens, il n'y a eu absolument aucune consultation significative avec les groupes de citoyens représentant les Canadiens qui se servent d'armes à feu. Même si la S.W.F. compte plus de 24,000 membres dont la majorité se servent d'armes à feu, elle n'a JAMAIS été consultée avant la présentation de cette mesure législative.

nous protestons fortement contre ce manque de consultation.

Il nous semble que les mesures de contrôle des armes à feu prévues dans le bill C-83 découlent presque uniquement des recommandations provenant de nombreuses ontariennes qui sont en faveur du contrôle des armes à feu.

De plus, nous voulons souligner que dans une lettre envoyée à l'honorable Ron Basford par notre procureur général, M. Romanow, le 17 février 1976 (dont une copie est jointe à notre exposé), ce dernier expliquait qu'il avait fait parvenir les propositions relatives au contrôle des armes à feu aux chefs de police de la province afin de connaître leur opinion. M. Romanow déclarait également qu'il avait recueilli leurs opinions et qu'il pouvait fournir au ministre de la Justice une évaluation des propositions, ce qu'il entendait d'ailleurs faire plus loin dans sa lettre.

Nous aimerions faire remarquer que lorsque notre procureur général a pu recevoir et évaluer les points de vue des chefs de police de la Saskatchewan, il ne restait plus qu'une semaine avant la présentation de la loi au Parlement. Nous prétendons donc qu'il n'y a pas eu consultations appropriées avec les agents de police ou le procureur général de notre province au stade de l'élaboration du bill C-83.

présentation du bill C-83 et les explications qui s'y rapportent

Nous protestons contre le procédé suivant lequel des modifications importantes aux dispositions visant les armes à feu ont été regroupées en un seul bill avec d'autres modifications apportées au Code criminel. Nous croyons sincèrement que les dispositions visant les armes à feu devraient être débattues sans tenir compte des autres parties du bill C-83.

Nous protestons contre les méthodes utilisées pour expliquer la loi au public en expédiant entre autres des milliers de beaux dépliants multicolores qui contenaient des notes explicatives et des brochures touchant le programme, alors qu'on a rarement envoyé des exemplaires du bill C-83. Il nous semble que le gouvernement essaye délibérément de camoufler le contenu du bill C-83, afin d'embrouiller une grande partie des Canadiens respectueux de la loi qui n'auront pas vraiment l'occasion de comprendre les modifications proposées et encore moins celle de faire connaître leur réaction.

Il y a énormément de mécontentement partout en Saskatchewan; on reproche au gouvernement d'avoir proposé une loi sur les armes à feu qui soit aussi trompeuse, inutile et coûteuse. Nous ne connaissons pas d'autres exemples de lois qui aient jamais troublé autant de personnes et engendré dans une telle mesure d'éventuels mépris de la loi et du législateur.

Conclusions générales

La Saskatchewan Wildlife Federation s'oppose fermement à "un plan fédéral de contrôle des armes à feu" et s'engage à faire appel à toutes les ressources à sa disposition pour contrer un tel plan tout en continuant en même temps à appuyer les personnes qui s'y opposeront.

La S.W.F. croit sincèrement qu'il y a des solutions de rechange qui peuvent possiblement être apportées à la loi proposée, comme en témoignent d'ailleurs nos recommandations.

La S.W.F. recommande au Comité permanent de la justice et des questions juridiques ainsi qu'au Parlement que la partie du bill touchant les armes à feu soit enlevée et retournée au ministère de la justice pour faire l'objet d'une consultation plus poussée avec tous les gouvernements provinciaux et les divers organismes canadiens qui s'intéressent aux armes à feu.

La S.W.F. recommande que le gouvernement fédéral entreprenne immédiatement des négociations avec les provinces pour mettre au point et développer tous les programmes de maniement des armes à feu et qu'il établisse peut-être des lignes directrices nationales pour déterminer les aptitudes nécessaires à l'utilisation d'armes à feu.

De plus, nous proposons qu'on étudie la possibilité d'établir un système provincial de contrôle des armes à feu appartenant

aux particuliers qui soit étroitement lié à l'administration des lois sur la chasse et aux programmes de maniement des armes à feu. La compétence nécessaire pour obtenir une licence de ce genre devrait dépendre uniquement de l'aptitude à l'utilisation des armes à feu et de la connaissance des lois qui touchent les armes à feu. Un système de contrôle provincial des armes à feu pourrait être mis en oeuvre par chaque province sur son territoire.

Pour conclure, nous désirons vous faire remarquer que notre politique et nos recommandations formulées dans le présent exposé sont de nature positive. Nos recommandations contribueraient pour beaucoup à promouvoir et maintenir les objectifs du contrôle des armes à feu mentionnés précédemment dans le présent exposé. Il serait certainement préférable d'accepter nos recommandations et d'obtenir l'appui et la collaboration de nos membres que d'imposer les frustrations et les ennuis qui s'en suivront si la plupart des articles du bill C-83 touchant les armes à feu entrent en vigueur.

REGINA, (Saskatchewan)

S4S 0B3

17 février 1976

L'Honorable Ron Basford
Ministre de la Justice
Ministère de la Justice
Immeuble West Memorial
OTTAWA (Ontario)
K1A 0H8

Objet: Contrôle des armes à feu

Monsieur,

Je m'excuse du retard apporté à répondre aux propositions visant à contrôler plus efficacement l'usage des armes à feu, que vous avez présentées à la réunion tenue à Edmonton le 14 novembre. Comme je vous l'ai indiqué dans ma lettre du 10 décembre, je voulais distribuer les propositions aux chefs de police des principales forces policières municipales de la province et solliciter leurs opinions à ce sujet. Nous les avons reçues et j'estime être maintenant en mesure de vous faire connaître notre évaluation des propositions.

On appuie fortement la proposition visant à augmenter les peines maximum pour les délits mentionnés dans le mémoire. Un certain nombre de chefs de police ont exprimé l'opinion que des peines minimum devraient aussi être prévues, mais nous reconnaissons que cela ne s'est pas fait au cours des dernières années; on pourrait résoudre les problèmes de sentences inadéquates en exerçant des pressions plus vives auprès des tribunaux dans le cas de délits où l'on s'est servi d'armes à feu.

L'une des plus grandes préoccupations de la police réside dans le manque de pouvoir accordé par les dispositions actuelles du Code criminel pour perquisitionner et saisir des armes à feu et d'autres armes offensives lorsque les forces policières sont en présence de personnes souffrant de troubles émotifs ou autres ou encore de personnes sous l'influence de l'alcool ou de drogues. L'un des exemples les plus communs est la querelle de famille où les conjoints et autres membres de la famille se querellent, en viennent aux poings, ou menacent la vie d'autres personnes.

On m'a dit que dans de nombreux cas de ce genre, où la police est informée ou apprend que des armes à feu ou d'autres armes se trouvent dans ces lieux, elle saisira, nonobstant le manque de pouvoir, les armes à feu et ne les retournera que lorsque les personnes en cause seront redevenues plus calmes. On s'est aussi demandé si les modifications proposées, indiquées à l'article 103 et 105, sont suffisamment vastes pour pallier à la situation mentionnés. L'article 105 proposé concerne une arme à feu ou toute autre arme offensive "dont une personne a la propriété, la possession, la garde ou le contrôle". Actuellement, l'article ne viserait que les armes appartenant à d'autres personnes ou dont la garde reviendrait à d'autres personnes se trouvant dans les mêmes lieux et puissent être utilisées par la personne dangereuse. Une autre remarque à ce sujet est que l'article n'autorise que la saisie alors qu'il devrait comprendre le pouvoir de perquisitionner sans mandat.

Quant à l'article 105, on a aussi soulevé des objections parce qu'une demande de mandat de perquisition d'une arme à feu, d'une arme offensive ou de munitions doit être présentée à une cour supérieure de compétence criminelle. Il y a un accord général selon lequel un juge de paix dans cette province, par exemple, devrait être la cour où cette demande pourrait être présentée. On estime que la nécessité de faire de telles demandes à une cour du Banc de la Reine ou à une cour suprême rend cette disposition très incommode. Le fait qu'un magistrat ou un juge de paix soit habilité à entendre un appel concernant le refus d'enregistrer une arme à feu ou d'émettre une autorisation tendrait à appuyer la suggestion qu'une telle cour pourrait aussi être autorisée à entendre les demandes présentées en vertu de l'article 105.

Nous appuyons la suggestion visant à inclure dans la catégorie des armes prohibées les armes à feu à canon scié (carabines ou fusils de chasse), les "Saturday night specials" et les armes à feu entièrement automatiques.

La modification proposée à l'article 86 semble adéquate mais nous nous demandons cependant si la portée du libellé ne pourrait pas être accrue afin de comprendre le cas où une personne ne prend pas les mesures raisonnables pour assurer la sécurité ou l'entreposage des armes à feu et munitions. Nous nous rendons compte que le mot "propriété" peut avoir ce sens, mais nous avons été récemment dans cette province les témoins de quelques tragédies très malheureuses où les parents ou les gardiens ont laissé des armes à feu ou des munitions à la portée des enfants, en l'absence des parents et des enfants ont été tués par une arme à feu déchargée par un autre enfant.

Nous appuyons la proposition visant à obliger une personne qui désire acheter une arme à autorisation restreinte de faire la preuve qu'elle en a besoin.

Dans notre province nous nous heurtons à une difficulté croissante qui résulte de l'habitude des particuliers d'avoir des armes à feu dans leurs véhicules à moteur. Depuis des années les agriculteurs ont l'habitude d'avoir des carabines dans leurs camions, et au cours des deux ou trois dernières années, dans les régions urbaines on a constaté un accroissement sensible du nombre de particuliers qui ont des armes à feu dans leurs véhicules. Au cours de l'an dernier, un certain nombre de fois, des disputes ayant éclaté entre des particuliers dans des débits de boissons autorisés, ils sont allés à leur véhicule stationné à proximité des locaux, et sont retournés tenant une carabine à la main. Je ne sais pas si on se heurte à ce problème dans les autres provinces, mais actuellement il inquiète fortement les forces de police de notre province. Je me demande si vous avez envisagé de rendre illégal la détention de toute arme à feu dans un véhicule, sauf lorsqu'on détient un permis spécial à cet effet ou un permis de chasse. Je reconnais qu'une mesure législative provinciale pourrait probablement régler ce port d'arme, mais à mon avis, il est possible qu'elle pose des difficultés à d'autres provinces, et je pense qu'il serait préférable d'avoir une mesure législative applicable au niveau national.

J'ai décidé de commenter en dernier la disposition qui prête le plus à controverse, il s'agit de la délivrance d'autorisation aux possesseurs de carabines et de fusils de chasse. Il n'y a pas de doute que la délivrance de permis aux possesseurs d'armes à feu prendra énormément de temps et sera extrêmement coûteuse. A Edmonton dans vos commentaires sur cet aspect de la question, vous avez indiqué qu'on pourrait récupérer les frais administratifs de la délivrance d'autorisations, en imposant un droit à celui qui l'a reçu. Bien qu'il soit extrêmement difficile d'établir le montant des frais de délivrance d'une autorisation, il est évident qu'en vertu de la proposition de délivrer des autorisations, on sera tenu d'examiner les antécédents du requérant et de son répondant. Cette procédure implique nécessairement que la police procède à des enquêtes et on m'a fait observer que la durée totale de la délivrance d'une autorisation à un possesseur d'arme à feu pourrait varier de deux à quatre heures au minimum. Par conséquent, il s'agit de frais qui se situent entre \$25 et \$50 par autorisation. Je suis certain que nous ne pourrions pas imposer un tel droit à un requérant.

Le chef de la police de la ville de Saskatoon m'informe qu'il estime qu'il y a environ 25,000 possesseurs de carabines et de fusils de chasse dans cette ville. Dans cette seule ville, les frais de possesseurs d'armes à feu pour l'obtention d'autorisations, seraient de l'ordre de trois-quarts d'un million de dollars. Un facteur plus important est le temps que le personnel de la police devrait consacrer aux enquêtes et aux formalités administratives qu'impliquent la délivrance d'autorisations. Actuellement le personnel de la police est très occupé, et je ne vois pas comment nous pourrions imposer une autre charge à l'effectif existant. Il est certain que ce surcroît de travail nécessiterait l'accroissement du personnel de la police municipale et provinciale pour effectuer la délivrance d'autorisations proposées.

Le personnel de la police, les fonctionnaires de mes propres services et moi-même sommes extrêmement sceptiques quant à l'étendue du contrôle qui pourra être exercé au moyen de la procédure de délivrance d'autorisations. Le simple fait de délivrer une autorisation à un particulier, ne veut pas dire que les armes à feu en sa possession demeureront sous sa surveillance, et elle ne sera pas efficace si ultérieurement il a des troubles émotifs ou devient un alcoolique ou un toxicomane.

Un autre aspect de la question qui me préoccupe particulièrement dans notre province, est l'incidence que les prescriptions en matière de délivrance d'autorisations auront sur notre population autochtone qui a le droit de chasser, en vertu de traités et de mesures législatives. Je m'attends à ce qu'il y ait des protestations véhémentes de la part des autochtones, si leur droit de posséder une arme à feu est assujéti à la délivrance d'une autorisation. De même, je suis persuadé que les autres habitants de la province protesteront aussi énergiquement, si les autochtones sont exonérés de cette prescription à cause de leur statut.

Pour les raisons indiquées, je fais de sérieuses réserves sur les prescriptions de délivrance d'autorisations et je pense qu'on devrait y réfléchir beaucoup plus longuement avant d'envisager de l'insérer dans une mesure législative. Je suis enclin à proposer qu'au stade actuel, vous devriez envisager de poursuivre vos efforts afin de faire adopter les dispositions proposées qui ne portent pas sur la délivrance d'autorisations aux possesseurs d'armes à feu, et d'étudier les incidences possibles de ces modifications sur la situation en matières d'armes à feu. Je me rends compte qu'un certain nombre de particuliers pensent que des modifications appropriées, à la mesure législative en vigueur, seront suffisantes pour résoudre le problème, sans qu'il soit nécessaire de délivrer des autorisations aux possesseurs de carabines et fusils de chasse.

Je partage votre préoccupation au sujet de ce problème et je vous donne l'assurance que nous appuyons vos efforts en vue de le résoudre.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le procureur général

Roy Romanow

cc: L'Honorable W. Allmand, C.R.
Solliciteur général du Canada
Immeuble Sir Wilfrid Laurier
OTTAWA (Ontario) K1A 0P8

APPENDICE «JLA-42»

EXPOSÉ

DU

COMITÉ DES JEUNES TIREURS

DE LA

MANITOBA WILDLIFE FEDERATION

AU

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

27 MAI 1976

Notre Comité des jeunes tireurs constitue un groupe très actif dans la Manitoba Wildlife Federation

Cette fédération comprend 141 associations affiliées comptant plus de 15,000 membres.

Près de 300 d'entre eux sont des jeunes instructeurs de tir qualifiés. Notre fédération a ses propres clubs et offre aussi un entraînement pour les clubs de scouts, les groupes 4-H, et d'autres organismes communautaires.

Actuellement, environ 2,000 jeunes âgés de 12 à 18 ans suivent notre programme. Les jeunes instructeurs de tir constituent l'essentiel du programme Manitoba Hunter Safety Training parrainé par le gouvernement du Manitoba. Plus de 30,000 élèves ont reçu cet entraînement.

Nous partageons les opinions, les inquiétudes et les recommandations exposées à votre Comité par la Fédération canadienne de la faune. Nous possédons des armes à feu que nous utilisons pour nos programmes; c'est pourquoi, nous nous opposons à certaines parties du bill C-83, et en particulier à ce qui suit:

- (1) Paragraphe 106-11-12-13. On a l'intention, nous dit-on, de ramener l'âge de 14 à 12 ans, pour qu'il coïncide avec celui qu'adoptent certaines provinces pour l'entraînement ou le maniement des armes à feu.
- (2) Paragraphe 106-11. Accorde des pouvoirs discrétionnaires au registraire en vertu de quoi le requérant doit prouver qu'il a besoin d'un permis. Dans certains cas, beaucoup de jeunes pourraient se voir privés d'un divertissement et d'un entraînement légitime si le registraire refusait de délivrer ces permis pour leur catégorie

d'âge. Nous nous opposons vigoureusement à la proposition selon laquelle "le registraire local d'armes à feu "PEUT" délivrer un permis s'il est convaincu que le requérant "REQUIERT" ces armes à feu.

- (3) Paragraphe 106-13. Le mot "inapte" n'éclaircit aucunement la définition. Il est douteux que le comité puisse juger de l'aptitude d'une personne à posséder une arme à feu. Même un médecin, s'il n'a pas en main un dossier médical et psychiatrique, ne se prononcera pas sur l'aptitude d'une personne. Il ne garantirait certainement pas la stabilité mentale ou un certain degré d'aptitude même après avoir procédé à un examen médical. Nous nous opposons au fait que la responsabilité de décider de l'aptitude ou de l'inaptitude d'une personne incombe à un répondant, ou au registraire local d'armes à feu, qui ne serait certainement pas qualifié pour prendre une telle décision.
- (4) Nous remettons en question l'alinéa 106-81e) et le pouvoir du gouverneur en conseil de décider de l'aptitude d'un sourd-muet de 13 ans par exemple qui satisfait aux critères de notre organisation, ou de décider des critères d'aptitude physique ou mentale auxquels on doit répondre pour faire une demande de permis.
- (5) Nos organisations s'inquiètent beaucoup des répercussions de l'alinéa 106-8 f). On a annoncé récemment qu'on proposait l'imposition de frais variant entre \$25 et \$30. Nous demandons à votre comité de considérer le cas des jeunes qui, la première année, dépensent environ \$60 pour suivre les cours de formation des jeunes tireurs et chasseurs et pour pouvoir devenir des tireurs à la cible assez habiles. Ils doivent déboursier encore \$100 pour acheter un fusil

approprié de tir à la cible. Avec les frais d'enregistrement proposés, cela équivaldrait à près de \$200, et beaucoup hésiteraient devant une telle dépense. Nous nous opposons fortement à cette proposition de frais et d'enregistrement qui n'aurait que très peu d'effet, sinon aucun, sur le taux de criminalité au Canada.

L'organisation bureaucratique que nécessiterait une telle loi sème de grandes craintes dans l'esprit de nos membres quant aux frais d'autorisation que devra assumer à l'avenir le propriétaire légitime d'une arme.

- (6) Nous n'admettons pas l'article 106.8: il accorde des pouvoirs illimités au gouverneur en conseil, qui pourrait retirer leurs droits aux citoyens respectueux de la loi propriétaires d'armes à feu! Nous sommes persuadés que cela a déjà été dit mais nous répétons que toute loi proposée doit être définie et présentée de telle sorte qu'il ne subsiste aucun doute sur son intention et qu'elle ne sera pas changée sans le consentement de nos représentants élus. A titre d'instructeurs, nous perdrons la confiance de nos étudiants en acceptant ou en appuyant la loi proposée sous sa forme actuelle.

A l'heure actuelle, toutes les provinces ont des programmes quelconques de formation dans le maniement des armes à feu qui, s'ils étaient uniformisés, pourrait servir de fondement à un système d'évaluation de la compétence de tous les propriétaires de fusils. Le but de tous ces programmes est d'enseigner l'utilisation, le maniement et l'entreposage sûrs des armes à feu.

Un récent colloque du Manitoba Hunter Safety - Junior Rifle a donné lieu aux recommandations suivantes visant à améliorer le programme actuel:

- (1) Des frais adhésion de \$3.00 payables à l'instructeur pour les coûts occasionnés.
- (2) Une limite de quinze étudiants par classe par instructeur avec un maximum de 25 étudiants pour deux instructeurs dans n'importe quelle classe.
- (3) Un minimum de huit heures d'instruction en plus de la projection d'un film et de la période d'examen.
- (4) Une note de passage de 98%.
- (5) Un programme triennal de recyclage et de reclassification, destiné aux instructeurs.

Ces recommandations, de même que leur acceptation par notre gouvernement provincial, démontrent un intérêt authentique des personnes travaillant à former des instructeurs qui ne seront pas des éléments préjudiciables aux groupes de chasse et de tir du Manitoba. Nous vous demandons maintenant d'étudier la question de l'évaluation de la condition physique. Celle-ci devrait elle être confiée à un instructeur qui passe des heures avec un étudiant ou à un registraire qui ne connaît pas le requérant?

Même si les Junior Rifle Clubs (Clubs de jeunes tireurs) ont leur base au Manitoba, l'adoption récente du programme par le gouvernement de l'Alberta et l'intérêt porté par la Saskatchewan ont démontré que ce programme était des plus utiles aux cours de manutention des armes à feu.

Environ 24,000 personnes ont suivi avec succès le programme des jeunes tireurs, depuis sa fondation en 1953. A notre connaissance, deux diplômés auraient été impliqués, depuis lors, dans des accidents provoqués par l'usage d'armes à feu. Nous n'avons jamais entendu parler qu'un de nos diplômés avait fait l'objet de poursuites pour usage criminel d'une arme à feu.

Aussi étonnant que ces chiffres puissent paraître, ils prouvent que l'instauration, à l'échelle nationale, d'un vaste programme d'enseignement et de formation offert par des instructeurs bénévoles permettrait d'obtenir les résultats escomptés par l'adoption de la loi proposée.

En résumé, la Manitoba Wildlife Federation, (Fédération de la faune du Manitoba) et notre Junior Rifle Committee, (Comité des jeunes tireurs) recommandent au Comité:

- (A) D'accepter le mémoire soumis par la Fédération canadienne de la faune.
- (B) D'étudier la possibilité de mettre en oeuvre un système national de formation, auquel les intéressés pourraient s'inscrire dès l'âge de 12 ans, et qui serait assuré par des instructeurs bénévoles, membres d'une organisation compétente intéressée.
- (C) De reprendre l'étude de la question des droits d'inscription.

Nous croyons qu'un système national d'enseignement et de formation, administré par la province, appuierait entièrement tous les groupes oeuvrant dans le domaine des armes à feu.

Nous espérons que vos débats seront fructueux et sommes confiants que des décisions satisfaisant les deux parties intéressées seront prises.

WITNESSES—TÉMOINS

From the B.C. Wildlife Federation:

Mr. William J. Otway, Executive Director
Mr. Douglas J. Michie, Director and Chairman, Firearms
Legislation Committee
Mr. James R. Bezanson, Member, Firearms Legislation
Committee.

From the Alberta Fish and Game Association:

Mr. Tom O'Keefe, Past President

From the Saskatchewan Wildlife Federation:

Mr. Tom Motta, Vice-President
Mr. Dennis Pattinson, President

From the Manitoba Wildlife Federation:

Mr. Cliff White, Junior Rifle Chairman
Mr. Tom Thompson, Zone Chairman

De «B.C. Wildlife Federation»:

M. William J. Otway, directeur exécutif
M. Douglas J. Michie, directeur et président du Comité
de la législation sur les armes à feu
M. James R. Bezanson, membre du Comité de la législa-
tion sur les armes à feu

De «Alberta Fish and Game Association»:

M. Tom O'Keefe, ancien président

De «Saskatchewan Wildlife Federation»:

M. Tom Motta, vice-président
M. Dennis Pattinson, président

De «Manitoba Wildlife Federation»:

M. Cliff White, président «Junior Rifle»
M. Tom Thompson, président de zone

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 57

Friday, May 28, 1976

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 57

Le vendredi 28 mai 1976

Président: M. Mark MacGuigan

Government
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Justice and Legal Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Justice et des questions juridiques

RESPECTING:

Bill C-83, Criminal Law Amendment
Act (No. 1), 1976.

CONCERNANT:

Bill C-83, Loi de 1976 modifiant
le droit pénal, n° 1.

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la

trentième législature, 1974-1975-1976

STANDING COMMITTEE ON JUSTICE
AND LEGAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

Vice-Chairman: Mr. Yvon Pinard

Messrs.

Anderson	Fox
Brisco	Gilbert
Caouette (<i>Villeneuve</i>)	Guay (<i>Lévis</i>)
Côté	Hnatyshyn
Fairweather	

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE
ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

Président: M. Mark MacGuigan

Vice-président: M. Yvon Pinard

Messieurs

Korchinski	McCleave
Lachance	Nicholson (Miss)
Loiselle (<i>Chambly</i>)	Olivier
Macquarrie	Towers—(20)
Marceau	

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Lois A. Cameron

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Friday, May 28, 1976:

Mr. Fairweather replaced Mr. Friesen
Mr. Gilbert replaced Mr. Leggatt
Mr. Côté replaced Mr. Poulin
Miss Nicholson replaced Mr. Robinson
Mr. Macquarrie replaced Mr. Woolliams

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le vendredi 28 mai 1976:

M. Fairweather remplace M. Friesen
M. Gilbert remplace M. Leggatt
M. Côté remplace M. Poulin
M^{lle} Nicholson remplace M. Robinson
M. Macquarrie remplace M. Woolliams

MINUTES OF PROCEEDINGS

FRIDAY, MAY 28, 1976
(63)

[Text]

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 9:43 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Mark MacGuigan, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Côté, Fairweather, Fox, Gilbert, Guay (*Lévis*), Lachance, MacGuigan, Macquarrie, Marceau, McCleave, Miss Nicholson and Mr. Towers.

Witness: Professor Cyril Greenland, School of Social Work, McMaster University.

The Committee resumed consideration of Bill C-83, An Act for the better protection of Canadian society against perpetrators of violent and other crime (*Criminal Law Amendment Act (No. 1)*, 1976.).

On Clause 2

The witness made a statement and answered questions.

On motion of Mr. Marceau, it was agreed,—That the Committee hear as witnesses on Bill C-83, representatives of the Canadian Labour Congress and the "Fédération Québécoise de la Faune".

In accordance with the order of the Committee made on Tuesday, April 27, 1976, the brief presented to the Committee by Professor Greenland is printed as an Appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See appendix JLA-43).

At 11:00 o'clock a.m. the Committee adjourned until 3:30 o'clock p.m. on Monday, May 31, 1976.

PROCÈS-VERBAL

LE VENDREDI 28 MAI 1976.
(63)

[Traduction]

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 9 h 43 sous la présidence de M. Mark MacGuigan, (président).

Membres du Comité présents: MM. Côté, Fairweather, Fox, Gilbert, Guay (*Levis*), Lachance, MacGuigan, Macquarrie, Marceau, McCleave, M^{lle} Nicholson et M. Towers.

Témoin: Le professeur Cyril Greenland, École de service social, Université McMaster.

Le Comité reprend l'étude du bill C-83, Loi pour mieux protéger la société canadienne contre les auteurs de crimes violents et autres crimes (*Loi de 1976 modifiant le droit pénal, n° 1*).

Article 2

Le témoin fait une déclaration et répond aux questions.

Sur motion de M. Marceau, il est convenu,—Que le Comité entende comme témoins sur le bill C-83, les représentants du Congrès du travail du Canada et de la «Fédération Québécoise de la Faune».

Conformément à l'ordre de renvoi du Comité du mardi 27 avril 1976, le mémoire présenté au Comité par le professeur Greenland est joint aux procès-verbal et témoignages de ce jour. (*Voir appendice JLA-43*).

A 11 heures, le Comité suspend ses travaux jusqu'au lundi 31 mai 1976, à 15 h 30.

*Le greffier du Comité permanent
de la Justice et des questions juridiques*

Lois A. Cameron

*Clerk, Standing Committee on
Justice and Legal Affairs*

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Friday, May 28, 1976.

• 0943

[Text]

The Chairman: The Committee will come to order.

We are very pleased this morning to have as our witness Professor Cyril Greenland from the School of Social Work of McMaster University. We have been looking forward to his appearance for some time because of his expertise in many of the subjects with which Bill C-83 deals, and it is our pleasure to call on him now to address us.

Professor Cyril Greenland (McMaster University, School of Social Work): Mr. Chairman, members of the Standing Committee, my introduction will be very brief. All I need to do at this time is to thank you, Mr. Chairman and members of the Committee, for the privilege of appearing before you. This is a great honour because those of us who are involved in research on the problems of dangerous offenders often feel that we are working in the dark and in isolation, and very few opportunities are presented to us to make our findings known to the legislatures and to the judiciary.

I propose now, Mr. Chairman, to summarize the basic criticisms that I have of the proposed dangerous-offender legislation. I have five main points.

First is the lack of a precise statutory definition of the offences involved under the dangerous-offender legislation. Just a few examples of the difficulties: as I understand it, the law at present does not define gross indecency, indecent assault or attempted rape. This means that the courts have a very wide range of options in determining whether to sentence individuals for offences under these headings, and indeed if one looks at the offenders actually sentenced, you will find a very wide range of behaviours.

• 0945

The lack of definition also results in very wide discrepancies in the administration of justice, and by that I mean that courts in different jurisdictions are obviously working on completely different standards so, as you will see from the brief as I have presented to you, that the courts in British Columbia seem to regard the less serious sexual offences with much greater concern than do the courts in Ontario. Perhaps later on I will have an opportunity of explaining that to you.

The other difficulty is that the new legislation before you proposes to include as a serious offence, sexual intercourse with females under the age of 16. I regard this as an extremely regressive step because it is very obvious that an increasing number of women are making their sexual debuts much earlier than perhaps they did in previous generations. I am talking now about consensual sexual relationships with females under the age of 16.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le vendredi 28 mai 1976

[Interpretation]

Le président: Messieurs, nous allons commencer.

Nous avons la bonne fortune d'avoir pour témoin ce matin le professeur Cyril Greenland de l'École de service social de l'Université McMaster. Cela faisait un certain temps déjà que nous attendions ce témoignage avec impatience, le professeur étant tout particulièrement compétent dans bon nombre de domaines abordés par le Bill C-83. J'ai maintenant le plaisir de lui donner la parole.

Le professeur Cyril Greenland (Université McMaster, École de service social): Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité, mon préambule sera bref. Il me suffit en effet de remercier le président et les membres du Comité du privilège qui m'a été donné de comparaître devant vous ce matin. C'est pour moi un grand honneur car tous ceux d'entre nous qui font des recherches sur les problèmes liés aux délinquants dangereux ne peuvent souvent s'empêcher de penser qu'ils travaillent à l'aveuglette et de manière isolée; ce n'est que rarement que nous avons la possibilité de communiquer nos conclusions aux assemblées législatives et au pouvoir judiciaire.

J'aimerais maintenant, monsieur le président, résumer les critiques fondamentales que j'ai à formuler à l'égard du projet de loi relatif aux délinquants dangereux. Il s'agit essentiellement de cinq commentaires.

Tout d'abord, il y a le fait que les délits dont il est question dans le cadre de la législation relative aux délinquants dangereux ne sont pas définis de manière précise dans la loi. A titre d'illustration, voici quelques exemples des difficultés que cela entraîne: la loi ne définit nulle part à mes yeux la grossière indécence, l'attentat à la pudeur et la tentative de viol. Ce qui veut dire que les tribunaux ont toute latitude pour décider s'ils doivent inculper ces personnes pour des délits prévus à ces articles; d'ailleurs, dans la pratique on constate que les personnes condamnées présentent toute une gamme de comportements.

L'absence de toute définition résulte dans de larges écarts dans l'administration de la justice, chaque tribunal utilisant des normes totalement distinctes; ainsi, j'ai expliqué dans mon mémoire que les tribunaux de la Colombie-Britannique sont bien plus sévère à l'égard des délits sexuels que les tribunaux de l'Ontario. Je vais peut-être donner plus de détails à ce sujet plus tard.

Par ailleurs, au terme de l'actuel projet de loi, les rapports sexuels avec des jeunes filles âgées de moins de 16 ans constitueraient un délit grave. Or, je considère que ce serait une mesure extrêmement rétrograde, un nombre croissant de jeunes femmes commençant à avoir des rapports sexuels beaucoup plus jeunes que par le passé. Je parle bien entendu de rapports sexuels avec des jeunes filles âgées de moins de 16 ans mais consentantes.

[Texte]

Already we have a number of young men in reform institutions who have been punished for this offence, although it is very difficult to determine exactly who is the victim. I am referring now to cases where there is a long-standing relationship between the individuals concerned and, indeed, the prospect of marriage.

My second point is the problem of labelling people as dangerous offenders or dangerous sexual offenders. The problem arises because officials who are required to administer the legislation respond to the label, rather than to the individuals concerned. The example that I would give you is that in designing my research undertaken for the Solicitor General many years ago, we decided that we would be studying violent offenders in the penitentiary system. Much to our dismay, we found that many individuals in the penitentiary who were not, in fact, dangerous, who had not been convicted for dangerous offences began to identify themselves as dangerous individuals because of the high status associated with that particular designation in the penitentiary system. Therefore, we had to quite quickly change the title of our research from dangerous offender research to violent offences against persons.

There are many other examples I could give you of people's responding to the label, but in particular I would mention that the prisoners, the inmates themselves respond in a very violent and brutal way to individuals who are designated as dangerous sexual offenders. The custodial officers behave in the same way and so do the National Parole Board officers. Instead of considering the individual on his merits, the Parole Board behaves in a remarkably different way to individuals who have the designation, DSO, attached to them, whether or not their offence was a dangerous one.

My fourth point is that the designation, dangerous sexual offender, places the individual concerned in double jeopardy. Dangerous offenders, as I have already indicated, are victimized within the penitentiary system. Their life is in danger and, consequently, they have to be dealt with under special conditions of administrative disassociation which virtually cuts them off from the range of rehabilitative measures available in some of the penitentiaries.

• 0950

In addition, there is great difficulty because of the conflict between the treatment staff in the penitentiary and the custodial staff. I mean by that that if an individual is designated as a dangerous sexual offender and becomes a subject for treatment in the penitentiary, the treatment staff may realize that this individual needs very gradual liberation into the community, but because the individual is regarded as a dangerous sexual offender, the custodial staff will almost always refuse to allow the individual to be liberated in the community on a conditional basis, or at least they will do their very best to delay this and this certainly works against the treatment and rehabilitation of the individuals concerned.

My final point is that although it is recognized that public safety is paramount and must have priority over all considerations, the legislation that you have before you will do nothing more to protect the public than is already available to the courts under the present sentencing policies.

[Interprétation]

Un certain nombre de jeunes gens ont déjà été incarcérés dans des maisons de correction pour avoir commis ce délit, alors qu'il est difficile d'établir qui est au juste la victime. Cela est particulièrement vrai lorsque les jeunes gens se fréquentaient depuis longtemps, au point qu'il est même parfois question de mariage.

Je voudrais aussi dire quelques mots concernant le fait de classer des gens comme des délinquants dangereux ou des délinquants sexuels dangereux. Or, il ne faut pas oublier que les personnes chargées d'administrer la justice sont influencées par l'étiquette plutôt que par la personne. Ainsi, lors de recherches que j'ai effectuées il y a de nombreuses années déjà pour le solliciteur général, il avait été décidé d'examiner le comportement de délinquants violents détenus dans les établissements pénitentiaires. Or, nous avons constaté à notre vif étonnement que des détenus qui n'étaient pas en réalité dangereux et qui n'avaient pas été condamnés en tant que tels commençaient à assumer le rôle d'individus dangereux en raison du statut social élevé dont les délinquants dangereux jouissent dans les institutions pénitentiaires. C'est pourquoi notre enquête qui était intitulée «Enquête sur les délinquants dangereux» fut intitulé «Délit de violence contre les personnes».

Je pourrais vous citer de nombreux autres cas où les gens réagissent aux étiquettes et aux appellations; en particulier les détenus eux-mêmes réagissent avec violence et brutalité vis-à-vis des individus catalogués comme délinquants sexuels dangereux. La même chose est vraie des gardiens de prison ainsi que des agents de la Commission nationale des libérations conditionnelles. Plutôt que de tenir compte du comportement de l'individu, les agents de la libération conditionnelle agissent tout autrement vis-à-vis des détenus catalogués comme délinquants sexuels dangereux, qu'ils aient été coupables d'un délit de violence ou non.

Quatrièmement, le fait de cataloguer un individu comme un délinquant sexuel dangereux le rend passible de dualité de poursuite pour un même délit. Je le répète, les délinquants dangereux sont sujets à des représailles dans le système pénitencier. Leur vie en dépend et il faut donc dans des conditions spéciales, les dissocier des autres, ce qui les prive réellement de toute une gamme de mesures de réhabilitation qui sont offertes dans les pénitenciers.

En plus, il y a de grandes difficultés à cause du conflit qui règne entre le personnel de traitement dans le pénitencier, et les gardiens. Je veux dire, que si un individu est désigné comme délinquant sexuel dangereux et a droit à des traitements dans le pénitencier, le personnel des traitements se rend compte que cet individu exige une libération très graduelle dans la communauté, mais parce que cet individu est désigné comme délinquant sexuel dangereux, le personnel de surveillance refusera presque toujours de laisser libérer l'individu conditionnellement dans la société, ou bien ils feront de leur mieux pour retarder cette libération, ce qui va à l'encontre du traitement et de la réhabilitation de ces individus.

Finalement, quoique l'on reconnaisse que la sécurité du public vient avant tout, la mesure à l'étude n'ajoutera rien pour la protection du public qui n'est pas déjà à la disposition des tribunaux selon les politiques actuelles.

[Text]

Mr. Chairman, these in brief are the points that I wish to bring before you. I hope, before you finish questioning me, that you might give me an opportunity to raise with you some of the problems concerning research in the area of dangerous offenders and the need to provide more resources so that those qualified in this field can be of greater assistance to a committee such as yours.

The Chairman: Thank you, Professor Greenland.

The first questioner will be Mr. Lachance.

M. Lachance: Merci, monsieur le président. Je suis quelque peu étonné d'être le premier, je ne m'attendais pas à ouvrir le bal.

Tout d'abord, je remercie le professeur Greenland d'être venu témoigner à ce Comité et pour les explications assez techniques qu'il nous donne sur la définition qu'il nous faut donner aux mots «délinquants sexuels dangereux» ou comme il les appelle lui-même les «délinquants violents sur la personne».

A la page 5 de votre mémoire, monsieur Greenland, vous nous avez donné une classification du degré de violence des infractions à caractère sexuel et je voudrais savoir comment vous en êtes arrivé à cette classification de 0 à 5. Est-ce une classification qui est de votre cru ou est-ce que vous vous êtes basé sur des études qui ont déjà été faites sur le sujet pour en arriver à ce résultat?

Prof. Greenland: The reference that you refer to, page 4, is on page 7 of the English version. The short answer to your question, sir, is that this scale is arbitrary; that is, that it was designed specially for the research on dangerous offenders. There are a number of objections to it, but on a common sense basis I think you can see what we were attempting to do here.

It is always difficult to determine. Whether or not one considers offensive behaviour—that is, behaviour which is obviously going to be psychologically disturbing to the individuals who witness the offence—as dangerous is obviously a subjective matter. In designing this scale, however, decided that we would only consider physical assault, physical harm in a crude and commonsense way. This is what we have done.

• 0955

M. Lachance: A la suite de vos études, votre expérience et votre analyse de la jurisprudence sur le sujet, est-ce que, à votre avis, cette distinction est faite entre le cas du monsieur qui est allé nager et celui du monsieur qui a violé une fillette qu'on a retrouvée inconsciente, est-ce que cette distinction est faite, dis-je, par les magistrats ou les juges lorsqu'on leur présente un dossier où le procureur général demande qu'une peine indéterminée soit imposée au prévenu? Ou est-ce que dès que le procureur général présente le cas d'un délinquant sexuel dangereux, on ne s'attache qu'au caractère répétitif de l'offense et au caractère instable de l'individu?

Prof. Greenland: It is difficult, sir, to answer your question precisely because it is hard to find out what is in the mind of the crown attorney in these particular cases. It is very obvious from the examples that have been provided that very different standards are used.

[Interpretation]

Monsieur le président, ce sont là les points que je désire relever ici. J'ose espérer, avant que l'on finisse de m'interroger, que j'aurai l'occasion de soulever quelques-uns des problèmes de recherche à l'égard des délinquants dangereux et de la nécessité de disposer d'autres ressources afin que ceux qui œuvrent dans ce domaine-là puissent offrir une meilleure aide à un comité de ce genre.

Le président: Merci, professeur Greenland.

Le premier sur ma liste est M. Lachance.

Mr. Lachance: Thank you, Mr. Chairman. I am a little surprised to be first, I did not expect to throw the first ball.

First, I thank Professor Greenland for appearing before the Committee and for providing technical information which allows us to better define the words "dangerous sexual offenders" or as he himself has called them "violent offenders".

On page 5 your brief, Professor Greenland, you have classified the degree of violence in sexual offences and I would like to know how you arrived at this classification from zero to 5. Did you establish this classification yourself or did you base yourself on studies that had been carried out previously on this subject?

M. Greenland: Ce renvoi se trouve à la page 7 de la version anglaise. En réponse à votre question, monsieur, cette échelle est arbitraire; c'est-à-dire, elle a été conçue spécialement pour la recherche sur les délinquants dangereux. On a soulevé plusieurs objections, mais le bon sens indique ce que nous essayons d'accomplir ici.

C'est quelque chose de difficile à déterminer. Si on doit considérer un comportement offensif, c'est-à-dire un qui serait évidemment troublant du point de vue psychologique aux individus qui en sont témoins, comme étant dangereux est une question très subjective. Cependant, en mettant au point cette échelle nous avons décidé de ne nous attacher qu'aux coups et blessures de façon plutôt globale. C'est ce que nous avons fait.

Mr. Lachance: According to your studies, your experience and your analysis of jurisprudence on the matter, do you think that this distinction is made between the case of the gentleman who went swimming and the one of the fellow who raped the little girl that was found unconscious? Do you think this distinction is made by the magistrates or the judges when they are presented with a file where the Crown attorney is requesting an indeterminate sentence for the accused? Or do you think that when the Attorney-General presents the case of a dangerous sexual delinquent that the only important point is the repeating offender and unstable character type of thing?

M. Greenland: Il est difficile, monsieur de répondre précisément à votre question parce qu'il est très difficile de savoir ce qui se passe dans l'esprit du procureur général en pareil cas. Il est évident qu'on se sert de normes différentes dans les deux exemples que vous nous avez cités.

[Texte]

I wish it were possible to say to you that all the offenders who have been designated as dangerous sexual offenders were repetitive offenders. This is not so. Some of the individuals who have been designated as dangerous sex offenders have been first offenders as I have indicated. As you will see from the case example, the dangerousness involved is obviously very, very minimal. This is the gentleman who took the boy swimming. The danger in terms of threat to life or safety is very minimal. This man is treated in exactly the same way as in my case number five, where a young child was raped and severely injured. Both individuals are subjected to the same restraint and the same harsh treatment.

M. Lachance: Vous vous réferez à un moment donné, je ne me souviens pas à quelle page, aux travaux de la Commission de réforme du droit, mémoire que je lis aussi avec beaucoup d'intérêt, et où on suggère, en particulier, que toute référence dans le Code criminel au concept de délinquants sexuels dangereux soit éliminée et que tous les dossiers de détenus présentement au pénitencier et purgeant des peines indéterminées soient revus, afin qu'ils soient remis en liberté pour une certaine période. Vous vous y réferez et vous dites que vous préconisez la même solution, parce que selon vous, le concept de délinquants sexuels dangereux, et en particulier les peines indéterminées qui s'y attachent ne constituent pas une protection adéquate ou un moyen efficace pour protéger le public, particulièrement les victimes éventuelles. J'aimerais bien que vous clarifiez un peu cette assertion; je me considère moi-même un libéral en matière de droit criminel, libéral avec un «l» minuscule, mais en matière de délinquants sexuels dangereux, j'entretiens de fortes réserves. Vous avez cité à la fin de votre étude, les cas de sept individus; pour ma part, j'estime que ces bonhommes méritent la prison!

Prof. Greenland: Perhaps I may respond to you by pointing out that the reference of the Law Reform Commission comes on page 19 of the English version. The Law Reform Commission recommends that a judge be appointed to inquire into the cases of men already found to be dangerous sexual offenders with a view to establishing a release program, a periodic review of their cases, and termination of their life sentences after a given period of successful living in the community. This response of the Law Reform Commission, as I understand it, is based upon the finding that only about one third of the individuals designated as dangerous sexual offenders are in fact dangerous.

Mr. Lachance: Did you get this figure from the Law Reform Commission?

Prof. Greenland: This figure is based upon various pieces of research that have been done in British Columbia, in Kingston, under Dr. George Scott, the psychiatrist at Kingston Penitentiary, and my own findings. So there seems to be agreement among those of us who have researched the problem in detail. Dr. Scott finds that about 45 per cent of the individuals are not dangerous, although they may be offensive individuals. The recommendation is that these cases should be reviewed, to determine whether or not the continued incarceration of these individuals is justified by their behaviour.

Mr. Lachance: Those that are not dangerous.

[Interprétation]

J'aimerais bien pouvoir vous dire que tous les délinquants sexuels dangereux n'en sont pas à leur premier délit. Ce n'est pas le cas. Certains individus condamnés comme délinquants sexuels dangereux en étaient à leur première infraction, comme je l'ai dit. Comme vous le verrez à l'étude des cas, le danger est parfois minime. Le cas du monsieur qui est allé nager avec le petit garçon. En ce qui concerne la sécurité ou la vie, le risque était minime. Cependant, on traite cet homme de la même façon qu'on a traité le monsieur du cas numéro 5 où la jeune fille a été violée et grièvement blessée. On réserve aux deux délinquants la même punition draconienne.

Mr. Lachance: You refer, I don't remember on which page, to the work of the Law Reform Commission which is a brief that I also am reading with much interest and where it is suggested that all reference in the Criminal Code to the concept of dangerous sexual delinquents be eliminated and that all the files of people now in the penitentiary for indeterminate sentence be reviewed so that they might be freed for a certain period. You refer us to that and you say that you see the same solution because, according to you, the concept of dangerous sexual delinquents and especially of indeterminate sentences do not afford adequate protection or are not an efficient way of protecting the public, especially those who might become victims. I would like you to clarify this; I consider myself to be a liberal in criminal law—that is a small “L” liberal—but I do have some rather serious reservations when it comes to dangerous sexual delinquents. At the end of your brief you have given seven individual cases; I for one believe that those fellows deserved to go to jail!

M. Greenland: Je tiens à souligner que nous parlons de la Commission de réforme du droit à la page 19 du mémoire anglais, soit à la fin des conclusions de la partie 4. La Commission de réforme du droit recommande que l'on fasse réviser par les tribunaux les dossiers de tous ceux qui ont déjà été reconnus délinquants sexuels dangereux et cette révision aurait pour but d'établir un programme graduel de libération, de revoir les cas périodiquement et de prononcer l'affranchissement définitif après un séjour fructueux dans la communauté. Si j'ai bien compris, cette recommandation de la Commission de réforme du droit vient de ce qu'un tiers seulement des soi-disant délinquants sexuels dangereux le sont effectivement.

M. Lachance: Ce chiffre d'un tiers vous vient-il de la Commission de réforme du droit?

Le M. Greenland: Ces chiffres sont tirés de diverses études effectuées en Colombie-Britannique, à Kingston sous la direction du docteur George Scott, psychiatre à la prison de Kingston, ainsi que de mes propres travaux de recherches. Donc, ceux qui ont travaillé sur cette question semblent d'accord. Ainsi le docteur Scott constate que 45 p. 100 environ de ces individus ne sont pas dangereux. Nous recommandons donc la révision de ces cas pour déterminer si le comportement de ces individus justifie le maintien de leur réclusion.

M. Lachance: Vous parlez de ceux qui ne sont pas dangereux.

[Text]

• 1000

Prof. Greenland: Those which are not dangerous.

Mr. Lachance: I see. What was the purpose of giving us those seven cases? I suppose that those cases refer to persons who are in the penitentiary system at the moment? What was the purpose, because you gave some quite hard-core cases, and you did not give any solution; you did not say whether you think this one should stay in prison, or this one should get out of prison because he is not violent. I would like you to briefly review those seven cases which you gave us at the end of your memoir, and to tell us what you would do with them. That would be very interesting, because it could give us the direction you intend us to go.

Prof. Greenland: The purpose of presenting these cases is to give you examples of individuals who are currently incarcerated, and they fall into two groups. First, the five individuals who are first offenders, so that they are not in any sense to be regarded as chronic, repetitive or recidivist offenders. The range of behaviours in each of these cases varies considerably, from case one, where the individual, a 47-year old chronic alcoholic, has been indecently fondling the genitals of little girls.

Mr. Lachance: Yes.

Prof. Greenland: No one would dispute that this is grossly offensive behaviour, and that children must obviously be protected from such behaviour. But whether or not this behaviour justifies virtually a life sentence, under the conditions I have described, is a matter for the public conscience. My feeling is that, on a purely common-sense basis, it would not be possible to treat this chronic alcoholic individual as if he were the most dangerous rapist or murderer; that we treat them in exactly the same way.

The remaining cases, on page 21, are simply to indicate to you the individuals who have been incarcerated for extremely long periods, much longer periods than they would have served, if they had committed a capital offence, homicide.

Mr. Lachance: This depends on the parole you get, because if you receive a life sentence for murder, and you do not get out for good conduct, you stay there.

Prof. Greenland: I find it very difficult, sir, to respond to your question, to examine these cases in detail, and to suggest to you alternative measures of dealing with them. The point that should be made is that, on the basis of my own experience, one could categorize the dangerous sexual offender as falling into three main groups. I think there are—and I hesitate to use the word “bad”—but there are bad individuals, individuals who are predisposed to evil and harm and, who will do harm with no conscience at all. My thinking is that about a third of the people designated as dangerous sexual offenders are, in fact, bad individuals, without consciences, who will harm an individual child without any concern or any remorse.

The second group of individuals fall into the category where one may say about them that they are mad people. They may not be mad or insane under Section 16 of the Canadian Criminal Code. They may not be mad in that sense. Nevertheless, their behaviour is so irrational and so disturbed that one would say, on a purely common-sense basis, that they should not be treated in a penitentiary but in a mental hospital under secure conditions. They are very inadequately placed in a penitentiary both for their safety, for the safety of other inmates, and also, of course,

[Interpretation]

Le professeur Greenland: C'est bien cela.

M. Lachance: Dans quel but nous avez-vous cité ces 7 cas? Il s'agit je suppose de détenus actuellement en prison? Vous avez cité des cas graves sans proposer de solutions ni dire si tel détenu devrait être gardé derrière les barreaux ou tel autre libéré, n'étant pas violent. J'aimerais que vous nous disiez quelle solution vous proposez dans ces 7 cas.

Le professeur Greenland: Je vous ai cité ces cas pour vous montrer que les détenus appartiennent à deux groupes. Il y a premièrement 5 individus qui en sont à leur premier délit et qui ne sont donc pas des récidivistes. Les comportements varient énormément de l'un à l'autre. Le premier, un ivrogne invétéré de 47 ans, avait été condamné pour attouchements indécents aux organes génitaux de petites filles.

M. Lachance: Oui.

Le professeur Greenland: Il est clair qu'il s'agit d'un outrage aux bonnes mœurs caractérisé et que les enfants doivent être protégés contre pareil comportement. La question est de savoir si pareil comportement mérite l'emprisonnement à vie dans les conditions que je vous ai décrites. J'estime pour ma part qu'il ne faut pas traiter cet alcoolique chronique comme s'il avait commis des viols ou s'il avait assassiné quelqu'un, alors qu'on le traite justement ainsi.

Les autres cas figurant à la page 21 vous donnent un exemple de détenus condamnés à des très longues peines de prison, bien plus longues que s'ils avaient été coupables d'homicide.

M. Lachance: Tout dépend de la libération conditionnelle, car les condamnés à vie pour meurtre restent derrière les barreaux s'ils ne sont pas libérés pour bonne conduite.

Le professeur Greenland: Il m'est très difficile d'examiner ces différents cas en détail et de vous proposer d'autres façons de les traiter. Mais d'après mon expérience, les délinquants sexuels dangereux peuvent être classés dans 3 catégories. J'hésite à utiliser le mot, mais il existe des mauvais individus, des gens qui sont prédisposés à faire le mal et qui feront le mal sans hésiter. Je crois qu'un tiers des individus catalogués comme délinquants sexuels dangereux sont effectivement de mauvaises personnes sans conscience morale et susceptibles de faire du tort à un enfant sans qu'ils aient après des remords de conscience.

Le deuxième groupe sont ce qu'on pourrait appeler des fous. Ils ne sont peut-être pas fous aux termes de la définition prévue à l'article 16 du code pénal mais ils sont fous en ce sens que leur comportement est à tel point qu'il vaudrait mieux les traiter non pas dans un établissement pénitencier, mais dans un hôpital psychiatrique sous bonne garde. On a tort de placer ces personnes dans des pénitenciers, puisque leur présence dans ces endroits nuit tant à leur sécurité qu'à celle des autres détenus. De plus, ces gens-là présentent des difficultés énormes pour le person-

[Texte]

they present a tremendous difficulty to the custodial staff who find it virtually impossible to manage them.

• 1005

My third group are the sad individuals of very poor mentality who have had an extremely disturbed background. Many of them have been neglected and abused almost from the day of their birth. They are socially inadequate, socially incompetent, and they get into a wide range of difficulties. They are rarely dangerous, but they very often are offensive individuals in terms of their behaviour. These individuals do not present a real danger to society but they do need to be protected in some closed environment, not under conditions of maximum security. I think on that rough basis, if you would accept that, I am perhaps already beginning to suggest alternative measures of coping with them. Just to emphasize the point again, only about one third of the individuals are appropriately detained in the penitentiary system.

M. Lachance: Selon vous, nous pourrions garder le principe des délinquants dangereux pour cette troisième catégorie d'individus. Pour les deux autres catégories, nous pourrions faire des distinctions et donner plus de latitude au juge afin de contrôler ces individus, mais, à l'extérieur du système pénitentiaire évitant ainsi de les enfermer pour des périodes indéterminées. Mais pour la troisième catégorie dont vous parliez, ceux qui sont réellement dangereux, il faudrait garder les articles sur les sentences indéterminées pour délinquance dangereuse.

Prof. Greenland: No, sir. I am opposed in principle to indefinite sentences. I think for the "bad individual" the law as it now stands is able to provide an effective sentence to deal with the offence they have committed. The indeterminate sentence and the designation "dangerous offenders" imposes what I would regard as additional punishment, imprisonment within the prison system, and subjects these individuals to cruel and unreasonable treatment because of their designation, their need to be controlled.

M. Lachance: Merci beaucoup, monsieur Greenland.

Le président: Merci, monsieur Lachance.

Before going to Mr. Gilbert and Mr. Towers, I would draw to the Committee's attention that we are in the process, I hope, of getting a full quorum for voting this morning. Late yesterday we had a request from the Canadian Labour Congress to appear as a witness before the Committee, especially on the wiretapping sections of the bill. I think it will probably be a general brief and I felt we should accommodate them. We will have to have a resolution of the Committee to that effect. So I hope we will be able to get a quorum before our morning is finished to achieve that purpose.

Mr. Fairweather: Mr. Chairman, I am sorry I have a problem at 10.30 this morning.

The Chairman: We will have to do it before 10.30 a.m. then. Thank you for letting me know, Mr. Fairweather.

[Interprétation]

nel de surveillance, qui a beaucoup de mal à les restreindre.

Le troisième groupe comprend les malheureux, ayant la mentalité d'arriérés qui ont eu une jeunesse extrêmement troublée. La plupart d'entre eux ont été négligés et maltraités dès leur naissance. Ils sont inadaptés et incompétents au niveau social et par conséquent, ils font face à de graves problèmes. Ces personnes sont rarement dangereuses mais très souvent, leur conduite est assez choquante. Ces personnes ne constituent pas de dangers réels pour la société, mais elles ont besoin d'être protégées dans un environnement clos, non pas dans des conditions de sécurité maximum. Si vous êtes prêts à accepter ces distinctions d'ordre général, je serais disposé à vous faire part de suggestions en vue de prendre soin de ces personnes. Je tiens à souligner une fois de plus qu'il n'y a qu'environ un tiers des détenus dans les pénitenciers qui devraient être là:

Mr. Lachance: According to you, we could maintain the principle of dangerous offenders for this third category of individual. As far as the other two categories are concerned, we could establish distinctions and give the judges greater leeway in order to control these individuals outside of the penitentiary system, thus eliminating their incarceration for indefinite periods. As far as the third category of really dangerous offenders are concerned, we should maintain the sections on indefinite sentences for dangerous offences.

Professeur Greenland: Non, monsieur. Je m'oppose en principe aux peines indéterminées. A l'heure actuelle, la loi prévoit un mécanisme de peines efficaces et proportionnelles aux délits commis pour les «mauvaises personnes». Les sentences indéterminées et la désignation «délinquants dangereux» imposent, à mon sens, une punition additionnelle, c'est-à-dire l'emprisonnement à l'intérieur même du système des pénitenciers, et de cette façon, ces personnes sont sujettes à des traitements cruels et déraisonnables, parce que leur désignation même indique qu'elles ont besoin d'être surveillées.

M. Lachance: Thank you very much, Mr. Greenland.

The Chairman: Thank you, Mr. Lachance.

Avant de donner la parole à M. Gilbert, puis à M. Towers, j'aimerais attirer l'attention du Comité sur le fait que nous pourrions peut-être voter puisque nous avons presque le quorum. Nous avons reçu tard hier soir une demande de la part du CTC, qui voudrait comparaître devant le Comité au sujet des articles du projet de loi ayant trait à la surveillance électronique. Je crois que leur mémoire sera d'ordre général et j'ai cru que nous pouvions accéder à leur demande. Il faudra que le Comité adopte une résolution à cet effet. J'espère donc que nous aurons le quorum avant la fin de la séance de ce matin.

M. Fairweather: Monsieur le président, je m'excuse mais je dois partir à 10 h 30.

Le président: Il faudra donc qu'il y ait quorum avant 10 h 30. Je vous remercie de m'avoir prévenu, monsieur Fairweather.

[Text]

Mr. Gilbert is next, and then Mr. Towers.

Mr. Gilbert: I will yield to Mr. Fairweather if he wants to go.

Mr. Fairweather: No, I mentioned the quorum.

Mr. Gilbert: All right. Thanks.

Professor Greenland, as you know, we have had difficulty with regard to the present provisions of the code concerning dangerous sexual offenders and habitual offenders. This is a response to the problem. It is a partial response to the Ouimet Commission. The Ouimet Commission, as you know, studied the problem and made certain recommendations.

The definition section in the Ouimet report is not the same as the definition section here, but there is a similarity. Where it departs is with regard to the treatment. In the Ouimet report it says that no application should be made until six months have transpired to give the psychologist and the psychiatrist and the social workers an opportunity to examine the person and to determine a mode of conduct. The other suggestion is that we should have separate institutions with regard to these people. From my experience in visiting penitentiaries, I agree with you that the dangerous sexual offender is subject to a great deal of physical and mental or psychological abuse. So it seemed to me that the first thing we probably should do is to get separate institutions for these people.

• 1010

Having said that, I then come back to the definition sections and so forth. There is the violent person, the physical violence, and also the sexual violence, and I thought in both, first of all, it had to be a serious offence for which it carried a penalty of 10 years or more and, second, if there is a pattern of behaviour, (a) with regard to violence or (b) with regard to sexual behaviour. Are we talking about first offenders because a first offender would be covered, say, by a definite sentence, by the provincial judge or magistrate, and he would not come in this. Am I right in assuming that?

Prof. Greenland: It is very difficult, I think, to predict the ways in which the judiciary will interpret the legislation. However, on the basis of past experience, both with regard to the habitual offender and with regard to the dangerous sexual offender, it is very obvious that judges are using widely different standards. From the reading of the present dangerous sexual offender legislation it seems very surprising to find first offenders being dealt with under this section, but indeed, as I have shown in the brief presented to you, first offenders do get in and I do not think there is any particular control in the present draft legislation that would necessarily prevent that.

I think, on the other hand, the present legislation opens the door even wider to allow the courts to impose this indeterminate sentence on a much greater section of the community, and again, I would refer you to the part that deals with sexual intercourse with females under the age of 16. On this basis alone, and I would not like to estimate how many young men would be liable to be sentenced under this provision, but I assure you that a great many individuals who are leading blameless lives except for their sexual relationships with young females would, indeed, in some jurisdictions find themselves extremely vulnerable in this respect.

[Interpretation]

M. Gilbert a la parole, puis ce sera M. Towers.

M. Gilbert: Je donnerai mon tour à M. Fairweather, s'il doit partir.

M. Fairweather: Non, j'ai tout simplement parlé du quorum.

M. Gilbert: Très bien. Merci.

Professeur Greenland, vous savez sans doute que nous avons rencontré certaines difficultés en ce qui concerne les dispositions actuelles du Code ayant trait aux délinquants sexuels dangereux et aux récidivistes. On a apporté une réponse au problème. C'est une réponse partielle aux recommandations de la Commission Ouimet. Comme vous le savez, la Commission Ouimet a étudié la question et a formulé certaines recommandations.

La section des définitions du rapport Ouimet est différente de la section des définitions contenues dans ce document, bien qu'il y ait certaines ressemblances. Les différences se situent au niveau du traitement qui devrait être accordé à ces délinquants. Le rapport Ouimet précise qu'aucune demande ne devrait être faite avant six mois afin de fournir aux psychologues, aux psychiatres et aux travailleurs sociaux l'occasion d'examiner l'intéressé et d'établir un mode de conduite. Il faudrait avoir des institutions séparées pour ces gens. M'étant rendu moi-même dans des pénitenciers, je sais que les délinquants sexuels dangereux doivent souffrir de nombreux sévices physiques et psychiques. C'est pourquoi il faudrait les séparer dans des institutions spéciales.

Revenons-en maintenant aux articles portant sur la définition. Il y a les individus violents, les violences physiques et les violences sexuelles; or dans les deux cas il faut qu'il s'agisse d'un délit grave passible d'une peine d'emprisonnement de dix ans et moins, et deuxièmement, il faut déterminer si ces individus commettent des violences physiques ou sexuelles de façon répétée. Il s'agit de supposer d'individus condamnés pour un premier délit par un juge provincial, par exemple, et qui ne seraient donc pas assignés dans ce genre d'institutions.

Le professeur Greenland: Il est impossible de prévoir comment les juges interpréteront la loi. L'expérience nous montre toutefois aussi bien en ce qui concerne les récidivistes que les délinquants sexuels dangereux, que les juges se servent de critères très différents. Normalement la Loi sur les délinquants sexuels dangereux ne devrait pas s'appliquer à des personnes ayant commis un premier délit; mais comme je l'ai montré dans mon mémoire, c'est ce qui arrive bien souvent et c'est pourquoi le bill devrait y remédier.

D'autre part, je trouve que le bill donnera encore plus de latitude aux tribunaux de prononcer des peines d'une durée indéterminée contre un nombre plus important de prévenus; et je pense plus particulièrement à l'article traitant de rapports sexuels avec des jeunes filles âgées de moins de 16 ans. Je ne sais pas combien de jeunes gens seraient de nos jours passibles aux termes de pareilles lois, mais je puis vous assurer qu'il doit y en avoir beaucoup qui par ailleurs mènent une vie sans reproche.

[Texte]

I suppose one would also have to bring to your attention, again, the lack of a definition in the Criminal Code on gross indecency and indecent assault. Almost any behaviour, any sexual behaviour, could be regarded and has been regarded as gross indecency, and therein lies the great danger.

Mr. Gilbert: Professor Greenland, how many people are we talking about who have been labelled dangerous sexual offenders, how many in any one year?

Prof. Greenland: There are very few, sir, in any one year. The figure that I have is since the legislation came into existence in 1949, 97 individuals have been categorized in this way, 97 individuals. I think six of them successfully appealed against this. So we have 91 individuals who have been subject to the dangerous sexual offender legislation.

Mr. Gilbert: Let us just study those 90 for rough figures. You say that one third of these people are dangerous.

Prof. Greenland: Sir, perhaps I should explain myself. One third of these individual have already behaved in a dangerous way in that they have threatened the life or the safety of an individual. So we can say about them, that they have been dangerous, but whether they will continue to be dangerous on release into the community is another question, and the difficulty here is that even the experts in this field can give you no guarantee about the accuracy of their predictions. Some individuals who have behaved dangerously have eventually been discharged into the community and have led blameless lives. Other individuals who have committed very minimal assault offences have in fact been discharged from the penitentiary and committed the most serious crimes. So our ability to predict is to some extent very weak, and this is a problem.

Mr. Gilbert: Before I continue I believe the Chairman wants to bring forth a motion.

• 1015

The Chairman: I would be glad for that opportunity, Mr. Gilbert, thank you for yielding. With the arrival of several distinguished members we now are able to put the motion that we wanted to put. As I mentioned before this was necessitated by a desire of the CLC to appear and we have to have that approved by the Committee. Some discussions led me to believe—it might also be agreeable for the Committee as well at the same time to hear the Quebec counterpart of the wildlife federations that we have heard. We have heard the four western ones. The Ontario one is coming on Monday, and I know what Mr. Fairweather said about this the other day, but on the principle of equality it is very hard for us to say no to one of these groups. I would hope that somebody might move that we hear the Canadian Labour Congress and the *Fédération québécoise de la faune*.

Mr. Fox: I so move.

Motion agreed to.

The Chairman: Thank you very much, gentlemen and ladies.

I should say that we have agreed with the CLC to hear them on Monday afternoon and the Quebec Federation has also been notified to stand by and now that the Committee has agreed to hear them we can notify them as well.

[Interprétation]

Je vous signale d'autre part que le Code pénal ne définit pas de façon claire et précise les indécences grossières et les attentats à la pudeur. Or il y a moyen de considérer pratiquement tout comportement sexuel comme constituant une indécence grossière, ce qui est fort dangereux.

M. Gilbert: Combien de personnes par an sont cataloguées comme étant des délinquants sexuels dangereux?

Le professeur Greenland: Il y en a très peu. Depuis l'adoption de la loi en 1949, 97 individus ont été classés de la sorte. Six ont réussi à gagner en appel, ce qui laisse 91 individus assujettis aux dispositions de la Loi sur les délinquants sexuels dangereux.

M. Gilbert: Sur ces 90, d'après vous un tiers sont donc dangereux?

Le professeur Greenland: Un tiers de ces individus sont dangereux pour avoir déjà menacé la vie ou la sécurité d'une personne. Donc tout ce qu'on peut dire d'eux c'est que leur comportement a été dangereux, mais à la question de savoir si une fois relâchés dans la société ils seront à nouveau dangereux, il est très difficile de répondre car même les experts ne peuvent pas garantir leurs prévisions. Ainsi, certains individus dangereux après leur réintégration dans la société sont restés au-dessus de tout reproche. D'autres par contre, condamnés pour des délits mineurs et libérés, ont par la suite commis des crimes graves. Il est donc très difficile de prévoir ce qui va arriver.

M. Gilbert: Je crois que le président à une motion à déposer.

Le président: Je vous remercie monsieur Gilbert. Maintenant que d'autres députés sont arrivés dans la salle, je vais pouvoir mettre la motion aux voix. En effet, il faut que le Comité approuve la comparution du Congrès canadien du travail. Le Comité désirait peut-être également entendre les témoignages des associations de protection de la faune du Québec. Nous avons déjà entendu 4 fédérations de l'Ouest du pays, celle de l'Ontario doit comparaître lundi, et si nous voulons être justes envers tous, il est difficile de refuser. Quelqu'un voudrait-il bien proposer que nous invitions le Congrès canadien du travail ainsi que la Fédération québécoise de la faune à comparaître?

M. Fox: J'en fais la proposition.

La motion est adoptée.

Le président: Je vous remercie mesdames et messieurs.

Il a été convenu que nous entendrions le Congrès canadien du travail lundi après-midi et la Fédération québécoise de la faune sera avisée elle aussi de notre accord.

[Text]

Prof. Greenland: Mr. Chairman, in further response to Mr. Gilbert, I wonder whether I could bring to the attention of the Committee the statistical handbook issued by the Ministry of the Solicitor General on March 8, 1976, and to advise you that on page 114 there is a chart providing all the available details on the 91 dangerous sexual offenders. This information shows that 15 of them are currently on parole; 3 of them have died on parole; 2 of them have had their parole discharged, that is they have been in the community and presumably because of their blameless existence in the community have effectively been discharged from this legislation; 64 have been in custody and of these 6 are already dead, have died in custody, and 1 of them has been admitted to a mental hospital.

Mr. Gilbert: Thank you, Professor Greenland. Just to try to get perspective on this problem with these 90 people we will say one third are dangerous and then the other two thirds are not dangerous. Does it not become a problem of classification? We could classify these people when they are sent to the reformatory or to the penitentiary and then develop a course of treatment, and also probably have separate detention centres for them. Is that the approach that should be taken with these people? I agree with you on the abuse that these people take in the ordinary penitentiary and I am concerned on how you treat these people because there is a certain element of public danger. If it only affects one third then we have to focus in on the other two thirds to develop treatments and treatment centres and so forth for them.

Prof. Greenland: Yes, I agree that we do need some alternative ways of determining whether or not these individuals are dangerous before the judicial determination is made; not afterwards. This is a problem in the present system; that the individual is designated by a court as being dangerous, and then, on investigation, after study in the penitentiary, it becomes patently obvious that the individual is not, in fact, a dangerous person. But by that time it is too late to do anything about it. It may take years to persuade the National Parole Board that it would be in the best interests of the individual and of society to have this individual released or transferred to some other form of care.

Mr. Gilbert: What you are saying is that it should be done prior to his commitment.

• 1020

Prof. Greenland: Yes.

Mr. Gilbert: At the moment the legislation says that it has to be done two months after his commitment. The application has to be made, with the consent of the Attorney General, within two months. The Ouimet Report said six months. What are your observations on those two aspects? You say before; they say two months; and Ouimet says six months.

Prof. Greenland: My feeling is, sir, that if you are going to impose an extremely harsh sentence on such an individual, then I think society is under some obligation to get the best advice available on the appropriateness of providing this sentence. This, I think, can only be done after the most careful investigation. I would think six months would not be too long a time to make an adequate investigation and prediction. I do not think it could be done in as short a time as two months.

[Interpretation]

Professeur Greenland: En réponse à M. Gilbert, je voudrais signaler à votre attention le manuel statistique publié par le Solliciteur général en date du 8 mars 1976; à la page 114, vous trouverez un tableau donnant tous les détails connus sur les 91 délinquants sexuels dangereux. D'après ce tableau, 15 de ceux-ci sont actuellement en liberté conditionnelle, 3 sont décédés pendant leur libération, 2 ont été libérés définitivement en raison de leur bon comportement durant leur libération, 64 sont détenus dont 6 sont décédés et 1 se trouve dans un hôpital psychiatrique.

M. Gilbert: Je vous remercie monsieur le professeur. Sur ces 90 détenus, $\frac{1}{3}$ environ sont dangereux et les autres ne le sont pas. Il s'agirait donc d'un problème de classification. Il faudrait donc classer ces détenus au moment où ils arrivent dans les maisons de correction ou les pénitenciers et ensuite élaborer un traitement à leur intention et également peut-être les diriger vers des institutions séparées. Est-ce bien l'approche qui s'impose? Je sais que ces détenus sont soumis à divers sévices dans les prisons ordinaires mais il ne faut pas oublier non plus qu'ils présentent un danger pour le public. Puisque $\frac{1}{3}$ seulement sont dangereux, il faudrait pour les deux autres tiers mettre au point des traitements spéciaux et des institutions spéciales.

M. Greenland: En effet, il nous faut trouver d'autres moyens de déterminer si ces individus sont dangereux ou non, avant de rendre le verdict et non pas après. Le problème se pose dans le système actuel; un tribunal désigne parfois un individu comme un délinquant dangereux alors qu'une enquête révèle par la suite que l'intéressé n'est en fait aucunement dangereux. Mais parfois il est déjà trop tard. Il faut souvent des années avant de pouvoir persuader la Commission des libérations conditionnelles qu'il serait préférable, dans l'intérêt du particulier et de la société, de remettre cette personne en liberté ou de la confier à d'autres soins.

M. Gilbert: En fait, selon vous, ces enquêtes devraient être menées avant la condamnation.

M. Greenland: Oui.

M. Gilbert: A l'heure actuelle, la loi stipule que cette enquête doit être menée dans un délai de deux mois après la condamnation. La demande doit être faite, avec le consentement du Procureur général, dans les deux mois qui suivent. Selon le rapport Ouimet, il faut six mois. Qu'est-ce qui est préférable selon vous? Vous dites qu'il faut effectuer l'enquête avant la condamnation, la loi stipule qu'elle doit être terminée au bout de deux mois et le rapport Ouimet recommande une période de six mois.

M. Greenland: Si l'on doit infliger une peine extrêmement sévère à un tel individu, j'estime alors que la société se doit d'obtenir les meilleurs conseils possibles afin de voir si cette peine est réellement justifiée. On ne peut prendre une telle décision qu'après un examen extrêmement minutieux. Une période de six mois ne me paraît pas superflue. Par contre, deux mois me paraissent insuffisants.

[Texte]

Mr. Gilbert: Just one short and final supplementary, if I may, Mr. Chairman.

The Chairman: Certainly, Mr. Gilbert.

Mr. Gilbert: Regarding the review clauses, now there is going to be review by the Parole Board every three years. What are your observations regarding that?

Prof. Greenland: Sir, I am very pleased to answer this question because my brief indicates that the present system of review is far from satisfactory for the reasons that I have already indicated to the Committee. The National Parole Board tends to treat the individual on the basis of the label rather than on what he is as a person; and responding to the label results in a great deal of injustice to the individuals concerned. This is great difficulty. I think one of the greatest weaknesses in the proposed new legislation is that it perpetuates a system of labelling an individual and then responding to him as if he were what the label says. This is a very great danger.

Mr. Gilbert: Thank you very much.

The Chairman: Thank you, Mr. Gilbert.

Mr. Towers is next, and then Miss Nicholson. Mr. Towers.

Mr. Towers: Thank you, Mr. Chairman. I would like to congratulate Mr. Greenland on his presentation this morning. If nothing else I think it has focused in on one point perhaps that has been overlooked up to the present and that is that we have actually recognized that this bill is a very all-encompassing bill.

I do not think we have actually had any witness who commented on all aspects of the bill. Those who were concerned with gun control were willing to let the other aspects of the bill go through because they thought that part was good. Then we see others like yourself, sir, who are willing to let the gun control legislation go through but are concerned about another part of it. You think the gun control clauses are good.

I was interested in something you have really focused on in your brief. Perhaps I might put it on the record, Mr. Chairman, so that recognition will be given to it. This is the part of your brief, sir, that I would like to repeat. This is on the bottom part of page 18:

• 1025

Because sexual offences evoke an emotional reaction in the general public and also among the legislators and the judiciary it is essential that the correctional procedures be based on what the problem is, not on what it is feared to be. Unfortunately, with the so called Peace and Security Bill, the public are being cruelly deceived into believing that the new law will protect them and their children from assaults by vicious sexual criminals. Dangerous offender legislation does nothing of the kind. What it does—often in a mockery of justice—is to give the public a false sense of security...

Even the Minister of Justice in the brief he put out stated that the gun legislation would give this same sense of security, when in actual fact it does not really take place. So I am sure, sir, that you have provided a very valuable service to this Committee when they realize that perhaps both aspects of this bill are giving a false sense of security; in actual fact it is not giving any security whatsoever.

[Interprétation]

M. Gilbert: Une dernière question supplémentaire, si je puis, monsieur le président.

Le président: Faites, monsieur Gilbert.

M. Gilbert: En vertu des dispositions relatives à l'examen, la Commission des libérations conditionnelles devra maintenant revoir les dossiers tous les trois ans. Qu'en pensez-vous?

M. Greenland: Je suis heureux de répondre à cette question puisque mon mémoire indique que le système de révision actuel est loin d'être satisfaisant, pour les raisons que j'ai déjà exposées au Comité. La Commission nationale des libérations conditionnelles a tendance à traiter un individu en fonction de l'étiquette qui lui a été imposée plutôt que de son comportement; les individus concernés sont ainsi souvent victimes d'une injustice. Ce problème est très difficile. L'une des failles majeures de la nouvelle loi proposée provient du fait qu'elle perpétue un système d'étiquetage et une attitude envers le délinquant en fonction de cette étiquette. C'est là l'un des grands dangers du système.

M. Gilbert: Merci beaucoup.

Le président: Merci, monsieur Gilbert.

M. Towers a maintenant la parole, suivi de M^{lle} Nicholson. Monsieur Towers.

M. Towers: Merci, monsieur le président. J'aimerais féliciter M. Greenland de son exposé de ce matin. Il a souligné un point que nous avons peut-être négligé jusqu'à présent, à savoir que ce bill a une portée très générale.

Je ne crois pas que nous ayons entendu de témoin dont les observations portaient sur tous les aspects du bill. Ceux que le contrôle des armes à feu préoccupe n'avaient aucune objection quant à l'adoption des autres parties du bill qui leur semblaient acceptables. Alors que d'autres, tels que vous-même, monsieur, ne s'opposent pas à l'adoption du contrôle des armes à feu mais ont des objections à d'autres égards. Le contrôle des armes à feu leur paraît acceptable.

Dans votre mémoire vous avez soulevé un point qui m'a vivement intéressé. Il serait peut-être bon de le faire consigner au compte rendu, monsieur le président, afin que l'on en tienne compte. Il s'agit des conclusions de la quatrième partie de votre mémoire:

Les crimes sexuels entraînent une réaction émotive de la part du public ainsi que chez les législateurs et les membres du corps judiciaire, il est essentiel que les méthodes de correction soient élaborées à partir du problème même, au lieu de se fonder sur ce qu'on craint qu'il soit. Malheureusement, avec le projet de loi tendant supposément vers la paix et la sécurité, on induit le public gravement en erreur en lui faisant croire que la nouvelle loi mettra les citoyens et leurs enfants à l'abri des délinquants sexuels. La loi sur les délinquants sexuels dangereux ne fait rien de la sorte. En fait... elle ne fait que donner au public une fausse assurance et ce, par une parodie de justice.

Même le ministre de la Justice dans le mémoire qu'il a publié déclarait que la Loi sur le contrôle des armes à feu donnerait le même sens de sécurité, alors qu'en fait ce n'est pas vraiment le cas. Je suis donc convaincu, monsieur, que vous avez rendu un très grand service au présent comité puisque ses membres se rendront peut-être compte que les deux aspects de ce projet de loi donnent un faux sens de sécurité alors qu'en fait, ce n'est pas du tout le cas.

[Text]

Mr. Lachance: Would you say that the bill itself is useless?

Mr. Towers: Well, to all intents and purposes I think it is.

Mr. Lachance: All of it?

Mr. Towers: I would not want to go into all aspects of it. There are certain parts of it that possibly are not, but it is a very, very minor part, in answer to Mr. Lachance's question. I think the bill is certainly not going to accomplish anything.

Getting back to the dangerous aspect of it, Mr. Greenland. I forget the judge we had before us the other day, but in discussion the suggestion was made—in fact, I think I made it—to which the witnesses agreed that we were putting too many people in prison; that perhaps we should be putting in only those people who are dangerous to society. Of course, the reaction from the witness was: How do you define dangerous? Is it dangerous to life and limb? Or is it dangerous to property? Or is it dangerous to what? My reaction to that, sir, would be, dangerous to life and limb; perhaps property and the like of that can be put back in place but certainly not life and limb once it is destroyed.

In your studies, is there a line where you can unequivocally state that a person is going to become dangerous to life and limb?

Prof. Greenland: Thank you for your question and thank you for referring to the particular part of my brief; I appreciate your observation very much.

The question of predicting dangerousness is fiercely debated among lawyers, among psychiatrists, and among criminologists. It is a very brave man who would be able to say with absolute confidence that dangerousness could be predicted. Our ability to predict future events must be treated with a great deal of caution; there is no doubt about that. However, having said that, I think it would be foolhardy not to realize that there are individuals who are patently and obviously dangerous, and one could see that from the type of offence that has been committed—from their past history. On that particular basis, one could make a reasonable assumption that it would not be safe in the immediate future to allow that individual to be released into the public without a great many safeguards; a great deal of supervision and aftercare.

However, as I have indicated, our ability to predict dangerousness on a long-term basis is very limited indeed. It becomes a matter of public policy, I suppose, to determine how much risk society is prepared to take. Many of us under certain circumstances could behave in a dangerous way. Indeed, most of the dangerous offences that are committed—I am thinking of homicide just now—are in fact completely unpredictable. These are mostly individuals, in 60 per cent of the cases, who have led a blameless existence. Usually in a domestic setting murder their spouse, and it would be impossible for us to predict that this would happen and we would have to incarcerate a great many individuals if we were to protect society from that kind of risk, so it is a question of exercising a great deal of discretion. I think, sir, what is lacking now is that we need a great deal more research into this field. I think with additional research it would be possible to issue fairly common-sense guidelines which would indicate the clues to future dangerousness, but unfortunately very little of

[Interpretation]

M. Lachance: A votre avis, le projet de loi est-il inutile?

M. Towers: Eh bien à toute fin pratique, je crois qu'il l'est.

M. Lachance: Tout le projet de loi?

M. Towers: Je ne voudrais pas entrer dans tous les détails du projet de loi. Il est possible que certaines parties ne le soient pas, mais en réponse à la question de M. Lachance, je dirais qu'il s'agit d'articles très mineurs. Je crois que le projet de loi n'accomplira absolument rien.

Pour revenir à la question de danger, monsieur Greenland, j'oublie le nom du juge qui a comparu devant nous l'autre jour; au cours du débat on a avancé, en fait je crois que c'est moi qui l'ai fait, et le témoin s'est dit d'accord, que nous incarcérons trop de personnes alors que nous ne devrions peut-être qu'incarcérer les personnes qui représentent un danger pour la société. Bien sûr, la réaction du témoin a été, comment définir «danger»? Y a-t-il danger à la vie et à la personne même? Y a-t-il danger à la propriété? Qu'est-ce qui est menacé? A mon avis, monsieur, je dirais qu'il peut y avoir danger à la vie ou à la sécurité personnelle; peut-être même à la propriété, etc, de ce qui peut être remplacé, mais certainement pas lorsque la vie a déjà été enlevée.

Dans vos études, avez-vous constaté un point auquel on peut dire sans équivoque, qu'une personne va présenter un danger à la vie d'autrui?

M. Greenland: Je tiens à vous remercier de votre question et d'avoir attiré l'attention sur cette partie-là de mon mémoire; je suis ravi d'entendre vos remarques.

La question de prédire le degré de danger que représente quelqu'un est un sujet que les avocats débattent avec ferveur, de même que les psychiatres et les criminologues. Il faut être bien hardi pour se dire en mesure d'affirmer avec une certitude absolue que l'on peut prédire le danger. Notre habileté à prédire les événements futurs doit faire l'objet d'une grande prudence; cela ne fait aucun doute. Toutefois, cela dit, je crois qu'il serait frivole de ne pas se rendre compte qu'il existe certains individus qui sont indubitablement dangereux, ce que l'on peut déduire à partir du type d'infractions commises, des antécédents de l'intéressé. En se fondant sur ces faits, on pourrait raisonnablement supposer qu'il serait dangereux, dans un avenir immédiat, de relâcher cet individu sans prévoir des mesures sécuritaires, c'est-à-dire une surveillance stricte et la réhabilitation.

Néanmoins, je le répète, notre habileté à prédire le degré de danger que représente un individu, à long terme, est très limitée. Cela devient une question de politique, je suppose, déterminer le risque que la société est disposée à courir. Nombre d'entre nous, dans certaines circonstances, pourraient se comporter de façon dangereuse. Je dirais même que la plupart des crimes dangereux commis... je pense par exemple à l'homicide... sont en fait absolument imprévisibles. Dans 60 p. 100 des cas, ces individus avaient menés une existence exemplaire jusque là. Habituellement, dans ce genre de contexte, l'un des conjoints assassine l'autre, et il est donc impossible de prévoir de tels drames. Il faudrait incarcérer beaucoup de gens si l'on voulait protéger la société de ce genre de risques, et il s'agit donc d'exercer beaucoup de discrétion. En fait, il faudrait effectuer beaucoup plus de recherches dans ce domaine. Il serait alors possible d'établir des directives sensées fournissant des indices permettant d'empêcher de tels drames, mais malheureusement il se fait très peu de recherches dans cette

[Texte]

this kind of research is being done and very little support is available in financial terms to undertake this kind of work. However, I think the future prospects really are quite good for predicting dangerousness, but more work is needed in this area before we can be very confident about our prediction.

• 1030

Mr. Towers: Thank you, Mr. Chairman. I am recognizing that many people in our society are now becoming vitally concerned, school principals and other people who are, shall we say, melding our social fabric together within the young people, as to the direction that we are going in this regard. I am sure they are going to require assistance in trying to adjust or adjudicate our whole social system as young minds are framed so that we will try to, shall we say, alter the course that we have now embarked upon, which seems to be an increase in dangerous sexual offenders. Would this be correct, do you think?

Prof. Greenland: I think there are very real problems in society relating to violence. I think one would be foolhardy to deny that. On the other hand, I think the evidence on which we could base the statement that there is a real increase in violent sexual offences is really very shaky. Although the available statistics do indicate an increase in offences regarding such things as rape, it is very difficult to know whether there really are more offences are being recorded and reported. This is a problem that we have at the moment.

My own feeling is that the incidence of violent offences are really pretty stable across time. One could indicate year after year what the proportion of violent offences there would be, and on that basis I would say that the evidence that there is an increase in violent offences is somewhat dubious. I do not think there has been such a big increase as we are sometimes led to believe.

Mr. Towers: You assume, then, that they are being brought more to light than they have been in the past.

Prof. Greenland: Yes.

Mr. Towers: The fear that I had, possibly, was the fact that people today are not working, especially young people, I do not think, as hard or have to work. They do not have the chores and the little duties that they used to have because of the conveniences that society is now providing for people. Also, to a greater degree, younger people have access to alcohol and drugs, which they never had before, and I think you mention in our brief that this is a contributing factor, that it is something we more or less have to come to grips with. But, do you see a division between the sexual offender and the dangerous offender? Will the sexual offender eventually become a dangerous sexual offender, or will he always be just a sexual offender?

Prof. Greenland: It is very difficult, sir, to answer that question in any precise way. There are two schools of thought here. The first school of thought is that there is a group of uncontrolled individuals who would steal from you or assault another person, a woman for sexual reasons, without any regard for their property or for the person. This group of uncontrolled individuals is fairly well defined and they could come in the penitentiary at one period for robbery or armed robbery and the next offence might well be rape. It is very difficult to say whether they are a dangerous offender or simply a dangerous individual.

[Interprétation]

voie et l'appui financier accordé à de tels projets est minime. Toutefois, les perspectives d'avenir dans ce domaine sont assez favorables, mais il faudrait effectuer des travaux considérables avant de pouvoir être sûrs de nos prévisions.

M. Towers: Merci, monsieur le président. De plus en plus, dans notre société, les directeurs d'écoles et les autres personnes chargées de former si vous voulez le comportement social chez nos jeunes, ont des inquiétudes à l'égard de l'orientation que nous allons prendre. Ils auront besoin d'aide afin d'ajuster ou de juger l'ensemble de notre système social en formant les jeunes esprits de façon à modifier, si vous voulez, la voie que nous suivons présentement et dans laquelle il semble y avoir de plus en plus de délinquants sexuels dangereux. Est-ce exact, à votre avis?

M. Greenland: La violence pose des problèmes très réels dans la société. Nul ne peut le nier. Cependant, les preuves qui nous amènent à conclure que les délits sexuels violents sont à la hausse, sont peu concluantes. Bien que les chiffres démontrent que les crimes tels que le viol sont de plus en plus nombreux, il est très difficile de savoir si en fait il y a plus de délits ou si tout simplement on les rapporte davantage qu'autrefois. Nous ne sommes pas encore fixés pour le moment.

Personnellement je crois que le nombre des délits violents est assez stable. La preuve de la hausse dans les délits violents fondée sur des chiffres annuels me semble assez douteuse. Je ne crois pas que la hausse soit aussi importante que ce qu'on vous laisse parfois croire.

M. Towers: Donc, selon vous, on rapporte tout simplement les délits plus souvent qu'autrefois?

M. Greenland: Oui.

M. Towers: J'avais l'impression que peut-être cette hausse était due au fait que les gens, notamment les jeunes, n'ont pas la tâche aussi difficile qu'autrefois. La société offre désormais la possibilité de mener une existence beaucoup plus facile. En outre, les jeunes ont accès à l'alcool et aux drogues dans une plus grande mesure qu'autrefois, et comme vous l'indiquez dans votre mémoire, ces facteurs contribuent à la délinquance et il faut tenter d'y remédier. Croyez-vous cependant qu'il y ait une différence entre le délinquant sexuel et le délinquant dangereux? Le délinquant sexuel risque-t-il de devenir dangereux?

M. Greenland: Il est très difficile de donner une réponse précise à ce genre de question. Les idées sont partagées. Certains sont d'avis qu'il existe un groupe d'individus non contrôlés qui n'hésitent pas à voler, à attaquer une autre personne, à violer une femme, par exemple, sans égard pour la propriété ou la personne. Ce groupe d'individus est passablement bien défini et parfois sont condamnés une première fois pour vol ou vol à main armée et la fois suivante, pour viol. Il est très difficile de déterminer s'il s'agit là de délinquants dangereux ou tout simplement d'individus dangereux.

[Text]

There is another group of individuals whose only offence is a sexual offence and these individuals are usually not dangerous, at least, in the physical sense, so we can make a clear distinction between the two groups.

• 1035

There is no solid evidence at the moment, that an individual would progress from a very minor sexual offence to a greater sexual offence, such as rape. On the whole, people who are sexual offenders or sexual deviates or suffering from some form of sexual deviation, tend to stick to their particular offence and are not likely to move into more dangerous behaviour.

If I could just make one other response arising from your question, I would like to emphasize the point that you made on the role of alcohol here because there is no doubt at all that our society pays a very heavy price for the availability of alcohol, and the relationship, as I have indicated, between alcohol and a wide range of assorted offences is very strong indeed. Most of the individuals or a high proportion of the individuals involved in sexual offences or in dangerous behaviour do so in association with alcohol. There can be no doubt about that.

Perhaps one final point that needs to be made is that in considering the dangerous offender, it needs to be remembered that these individuals are often victims of our society and if one studies the history of these individuals, you will find that many of them were unwanted at birth and have been passed around like parcels from one individual to another, from one institution to another, and graduate into training schools and eventually come into the penitentiary system. It is very difficult to determine whether they are, in fact, victims of our society or offenders against our society, very often they are both.

Mr. Towers: This will be my last question, Mr. Chairman.

You mentioned Professor Greenland, that the uncontrolled individuals are fairly well defined. Is there any study being done in the medical field or otherwise, or by any other means devised, whereby these individuals, shall we say, might become incapacitated or they would lose the urge so that they would not become dangerous and rather than keep them incarcerated for a lifetime, they might even become useful in society? Is there any discussion along these lines or information?

Prof. Greenland: Yes, I am very glad you asked that question because perhaps I should have pointed out earlier that dangerous behaviour is associated, one, with being male—there are very, very few females who are dangerous, in the sense that we are talking about, at least—and almost all of the dangerous men are between the ages, I would say, of 18 and 30 years of age. So, one would find in this age group, between 18 and 30 years, more than 90 per cent of all our dangerous people, and dangerousness declines from about the age of 30 years and the risks of dangerousness are, in fact, very remote once one reaches the comfortable ages of 40, 45 and 50, when these individuals can usually safely be discharged into the community except for one thing, the individual may be so damaged by his experience of prolonged incarceration that he may be completely unable to survive in the community, because our system has damaged him rather than reformed him, and this is a problem.

[Interpretation]

Il y a ensuite un autre groupe d'individus qui se limite aux délits sexuels et qui ne sont habituellement pas dangereux, du moins sur le plan physique, de sorte que nous faisons une distinction entre ces deux groupes.

Aucune preuve solide ne peut démontrer pour le moment qu'un individu est susceptible de passer d'un délit sexuel mineur à un délit plus grave, tel que le viol. Dans l'ensemble les délinquants sexuels et ceux qui souffrent d'une déviation sexuelle quelconque ont tendance à se limiter à un délit en particulier et il est peu probable qu'ils adoptent un comportement plus dangereux.

Si vous me le permettez, j'aimerais souligner le point que vous avez soulevé à l'égard du rôle de l'alcool puisqu'il ne fait aucun doute que notre société paie très cher la disponibilité de l'alcool. Comme je l'ai indiqué, il existe un rapport très étroit entre l'alcool et une grande variété de délits. La plupart, ou du moins un pourcentage élevé des individus coupables de délits sexuels ou d'un comportement dangereux, commentent leurs méfaits sous l'influence de l'alcool. Il n'y a aucun doute là-dessus.

Il faut également se rappeler que les délinquants dangereux sont souvent victimes de notre société et si l'on examine le dossier de ces individus on se rend compte qu'un bon nombre d'entre eux ont eu une enfance malheureuse, qu'ils sont passés par de nombreuses institutions, qu'ils sont finalement sortis d'une école de métiers et puis, qu'ils ont abouti dans le système pénitentiaire. Il est très difficile de déterminer s'ils sont en fait les victimes de notre société ou des délinquants envers celle-ci, car souvent ils font partie des deux catégories.

M. Towers: Ce sera ma dernière question, monsieur le président.

Professeur Greenland, vous avez dit que les individus non contrôlés sont assez bien définis. Est-ce que dans le domaine médical ou autre on effectue des recherches afin de trouver un moyen d'enlever à ces individus le moyen, si vous voulez, ou le désir qui les pousse à devenir dangereux? Au lieu de les incarcérer à vie, ils pourraient devenir utiles dans notre société. Est-ce que l'on fait quelque chose dans cette voie?

M. Greenland: Je suis très content que vous ayez posé cette question puisque j'aurais moi-même dû indiquer plus tôt que dans la plupart des cas ce sont des hommes qui adoptent un comportement dangereux, très peu de femmes entrent dans la catégorie dont nous parlons, du moins, et presque tous les délinquants dangereux sont âgés de 18 à 30 ans. En fait, 90 p. 100 de tous les délinquants dangereux sont âgés de 18 à 30 ans, et le caractère dangereux de ces individus diminue à partir de l'âge de 30 ans et les risques sont en fait presque nuls lorsque l'individu atteint l'âge de 40, 45 et 50 ans. A ce moment-là, ils peuvent être remis en liberté sans aucun danger pour la société si ce n'est peut-être que leur incarcération prolongée les a marqués au point où ils sont incapables de survivre dans la communauté. Souvent le système les marque davantage qu'il ne les réforme, et c'est là un autre problème.

[Texte]

Mr. Towers: Just one supplementary then, Mr. Chairman.

• 1040

Has any medicine, treatment or any shall we say, suggestion ever been made or any educational system been embarked upon to control this individual from that age of 18 to 30, as you say that dangerous age?

Prof. Greenland: Offhand, I am not aware of any particular program that would be helpful in this regard.

Mr. Towers: Thank you very much.

The Chairman: Thank you, Mr. Towers. Miss Nicholson.

Miss Nicholson: Thank you, Mr. Chairman. I welcome Professor Greenland here because I think the particular kind of contribution that he has made to understanding the dangerous offender is going to be very helpful to us.

The Chairman: Your continual pressure on the Chairman to have Professor Greenland appear is one of the reasons that he is here.

Miss Nicholson: I have some questions about the proposal under the dangerous offender. I think it is an improvement on the previous legislation in that at least we are talking about danger and a dangerous offender rather than a dangerous sexual offender because in the past there was too much confusion between unacceptable sexual behaviour and danger. It seems to me as legislators it is danger that we have to be concerned about. The case studies that are included in the brief show what has happened in the past but in a number of cases what we saw were the sexual nuisances, the exhibitionists and the voyeurs and so on, whose behaviour might be unacceptable to society but were not a physical danger to anybody and who got picked up under this dangerous sexual offender act.

It seems to me that by dropping "sexual" and stressing "danger", hopefully we are giving better guidance to the courts which may lead to better decisions. The one weakness that I see is that it is likely to inflict severe psychological damage because I think this opens the door perhaps to more subjective assessments. Again in the examples that Professor Greenland has given, he includes some pedophilic activity. Although pedophiles are not usually actually dangerous to children physically, I think they are dangerous psychologically and we would all agree that children have a right to grow up at their own pace and not have a chronological adult who has failed to achieve adulthood imposing his problems on them.

But I think there must be better ways of protecting children from pedophiles than a catch-all kind of sentence. I wonder if you had any specific recommendations, for instance, changes in the mental health legislation, because the definitions now are so rigid that many people fall through the spaces and then are picked up as being dangerous offenders although they are not necessarily dangerous but certainly children have to be protected from them? Would you have any specific recommendations, either for an amendment to this proposal here or for amendments to mental health legislation which I know comes into provincial jurisdiction but still I think we have to have it in our thinking at this point?

[Interprétation]

M. Towers: J'aimerais poser une dernière question supplémentaire, monsieur le président.

A-t-on déjà songé à faire subir des traitements médicaux ou autres afin d'assagir ces individus entre l'âge de 18 à 30 ans, l'âge dangereux comme vous dites?

M. Greenland: Je ne suis au courant d'aucun programme qui pourrait être utile à cet égard.

M. Towers: Merci beaucoup.

Le président: Merci, monsieur Towers. Mademoiselle Nicholson.

Mlle Nicholson: Merci, monsieur le président. Je suis très heureuse de rencontrer le professeur Greenland dont les recherches sur le comportement des délinquants dangereux nous sera des plus utiles.

Le président: Les pressions constantes que vous avez exercées sur le président afin d'inviter le professeur Greenland à comparaître explique sans doute sa présence ici.

Mlle Nicholson: J'aimerais vous poser certaines questions au sujet des propositions relatives aux délinquants dangereux. J'estime que l'on a amélioré l'ancienne loi depuis qu'il est question de danger et de délinquants dangereux plutôt que de délinquants sexuels dangereux. Auparavant, on avait trop tendance à confondre le comportement sexuel inacceptable et le danger. En notre qualité de législateurs, c'est sur l'élément de danger que nous devons nous pencher. Les cas types exposés dans le mémoire nous donnent une idée des faits, mais dans de nombreux cas il était question d'exhibitionnistes, de voyeurs et ainsi de suite, c'est-à-dire des gens dont le comportement peut paraître inacceptable aux yeux de la société mais qui ne constituent pas un danger physique. Malgré tout, ces gens-là étaient condamnés en vertu de la loi sur les délinquants sexuels dangereux.

En abrogeant l'expression «sexuel» et en soulignant le caractère dangereux du délit, nous pouvons espérer permettre aux tribunaux de rendre de meilleurs jugements. Il existe une seule lacune, selon moi, en ce sens que certains risquent d'être gravement marqués sur le plan psychologique puisque les évaluations seront probablement désormais très subjectives. Le professeur Greenland a parlé de la pédophilie. Bien que les pédophiles ne soient pas habituellement dangereux sur le plan physique, ils le sont sur le plan psychologique et vous conviendrez tous que les enfants ont le droit de grandir à un rythme normal sans qu'un adulte malade vienne leur imposer ses aberrations.

Il doit cependant y avoir de meilleures façons de protéger les enfants contre les pédophiles que ce genre de sentences générales. Avez-vous des recommandations précises, par exemple, des modifications à la loi relatives à la santé mentale? Les définitions sont tellement rigides présentement que de nombreuses personnes entrent dans la catégorie des délinquants dangereux sans qu'elles soient nécessairement dangereuses, mais qu'il faille protéger les enfants contre elles. Donc, avez-vous un amendement précis à apporter à cette proposition ou à la loi sur la santé mentale? Celle-ci relève présentement des lois provinciales mais elle devrait peut-être relever de la loi fédérale?

[Text]

Prof. Greenland: Thank you, Miss Nicholson. I am very pleased to be able to respond to your question. Perhaps it is important to indicate that you, yourself, Miss Nicholson, have a great deal of professional experience in this area. I wonder whether you would agree with me that the record of treating pedophiles in a mental health facility is every bit as good and perhaps better than dealing with these individuals in our so-called correctional institutions. There is a number of groups within the range of pedophilics. There are, of course, the young pedophiles and very often these individuals are, if not mental defectives, educationally or intellectually subnormal individuals who because of their intellectual and emotional immaturity tend to relate sexually to children rather than people of their own age. I think these individuals obviously require a different kind of handling from the older pedophile who may have a specific sexual deviation.

• 1045

Then, of course, as researchers in this field have shown, there is a group of pedophiles who have led blameless lives until perhaps the age of 60 or over, when some form of senile deterioration appears to upset their balance or upset their judgment or control. These older individuals do sometimes appear before the court, as you know, charged with a pedophilic offence, and again the treatment of that older person obviously needs to be quite different from the treatment of the other two groups that have been described.

My own feeling is that we do not need any great changes in legislation to deal with these individuals. I think they can be adequately dealt with within the existing mental health system and I am not sure that there would be any great advantage in extending, let us say, the definition of an individual who needed to be certified in order to contain a group of pedophiles. I think, provided that outpatient psychotherapy is available, and certainly on the basis of probation, it would be possible effectively to control the large majority of individuals.

This however, does leave a small number of individuals who need to be removed from the community, for the sake of the children but also for the sake of themselves, because if society does not remove them then some vigilante measure may develop and the parents of a child may decide to take some action against the individual. So for everyone's safety these individuals need to be removed.

I think under the present legislation they could be sent to mental hospitals without any change in legislation. In some situations they should be sent to a correctional facility, and again, the present legislation provides for that too. As you know, at least in Ontario, we do have some correctional institutions that do specialize in the treatment of sexual offenders, and I think on the whole they make a reasonably successful job of controlling these individuals.

The main thing, I think, is to indicate to the public that one need not exaggerate the danger involved from the pedophilic offence, that although one obviously wants to protect children from this kind of assault the method of doing so must not be extreme. If it is extreme, then I think we inflict other dangers on the child and on the parent.

[Interpretation]

M. Greenland: Merci, mademoiselle Nicholson. Je suis heureux de pouvoir répondre à votre question. Il est peut-être important de noter que vous-mêmes mademoiselle Nicholson, avez beaucoup d'expérience en la matière. Seriez-vous d'accord avec moi pour dire que les résultats du traitement des pédophiles dans les hôpitaux psychiatriques sont aussi bons sinon meilleurs que dans les prétendues institutions correctionnelles. Certains groupes entrent dans la catégorie des pédophiles. Il y a bien sûr les jeunes pédophiles qui sont très souvent sinon déréglés mentalement du moins des individus déficients au point de vue éducatif ou intellectuel et qui, en raison de leur immaturité intellectuelle et émotionnelle, sont attirés sexuellement par des enfants au lieu de l'être par des gens de leur âge. Je crois que ces individus ont très évidemment besoin d'un traitement différent à celui que l'on donne habituellement aux pédophiles plus âgés qui souffrent en général d'une aberration sexuelle précise.

Il existe en outre, bien sûr, des chercheurs dans ce domaine l'ont démontré, un groupe de pédophiles qui ont mené des existences irréprochables jusqu'à l'âge de 60 ans ou plus et qui commencent à souffrir à cet âge d'une forme de détérioration sénile qui dérègle leur équilibre et fausse leur jugement ou leur maîtrise d'eux-mêmes. Ces individus plus âgés comparaissent parfois devant les tribunaux, accusés de délits pédophiliques et, là encore, le traitement dont a besoin cette personne plus âgée est très évidemment différent du traitement dont ont besoin les deux autres groupes que je viens de décrire.

Pour ma part, je ne crois pas que nous ayons besoin d'apporter de grandes modifications à la loi dans le cas de ces individus. Je crois que le régime actuel de soins psychiatriques suffit amplement. Je ne suis pas convaincu qu'il serait d'un grand avantage d'élargir la définition existante pour inclure précisément le pédophile. Je crois que s'il est possible de faire partie d'un groupe de psychothérapie à une clinique externe, dans le cas très certainement d'une libération conditionnelle, il serait possible de surveiller de façon efficace la grande majorité des individus de ce genre.

Néanmoins, il resterait un petit nombre d'individus qu'il faut retirer de la communauté, à cause des enfants, mais aussi pour protéger l'individu lui-même, car très souvent si la société ne les interne pas ils peuvent faire l'objet de mesures de représailles de la part des parents de l'enfant qui décident de s'en prendre au coupable. Donc, pour la protection de tout le monde il faut retirer ces individus du milieu social.

Je crois qu'en vertu des présentes lois, on peut les envoyer dans des hôpitaux psychiatriques sans modifier la loi. Dans certains cas, il faudrait plutôt les diriger vers des établissements pénitentiaires et là encore, cette mesure est prévue dans la loi actuelle. Comme vous le savez, du moins en Ontario, certains établissements pénitentiaires se spécialisent dans le traitement des délinquants sexuels. Je crois que dans l'ensemble, ces établissements arrivent avec assez de succès à contrôler ce genre d'individus.

Le principal à mon avis, c'est de faire comprendre au public qu'il n'est pas nécessaire d'exagérer le risque que représente le délit de pédophilie. Bien que l'on veuille très certainement protéger les enfants de ce genre de délits, les moyens de le faire ne doivent pas être extrêmes. S'ils sont extrêmes, alors je crois que nous infligeons alors à l'enfant

[Texte]

The judicial process, in fact, may be as traumatic to the child as the actual offence, and this is one of the difficulties one has to face.

Miss Nicholson: Thank you. My clinical experience is 10 years out of date, but I would agree with you that one could usually predict and manage in an outpatient setting persons whose deviation was sort of one discrete entity and who was functioning generally in the rest of his life. But the big concern, then, used to be about the person with mixed deviations, which were generally a symptom of a total kind of poorly organized primitive sort of personality, the kind of person who is borderline psychotic but not certifiable in any way, the kind of person who often got himself a prison sentence, was discharged and his judgment and controls were so poor that even on the day after he was in difficulties again. Because of the very poorly organized primitive nature of his defences and controls, this kind of person, I think, for whom one could see this sort of tradition being used.

But your alternative: can you see a way in which, under existing mental health legislation, this person could now be hospitalized?

• 1050

Prof. Greenland: I think many of these individuals are currently hospitalized under present legislation. There are a whole variety of options open to the judiciary. One can be admitted to a mental hospital and retained in a mental hospital as a condition of probation; I think this is one way of doing it. I think one can also do that by direct transfer from the penitentiary to a mental hospital; this is currently available. The real difficulty is that if one opens up the Mental Health Act to include this individual, one could almost certainly guarantee that this would be abused. An individual whose sexual behaviour may not be regarded as normal—I am thinking, for example, of the homosexual individual—may find himself a subject of this particular form of restraint. On that basis, I think I would be extremely cautious in recommending the widening of the controls given under the present Mental Health Act.

Miss Nicholson: Thank you.

Do I have time for one more question, Mr. Chairman?

The Chairman: Yes, you have.

Miss Nicholson: There is another topic that I would like Professor Greenland's opinion on. Some of the studies done in the United States indicate that the rapist, contrary to the usual community notion, does not in fact generally have previous convictions for other sexual offences, but does usually have previous convictions for breaking-and-entering or some kind of violent offence. Can you see any practical way in which that information can be used? Obviously, we cannot lock up all break-and-entries forever because they might be dangerous, but it seems to me that it is a fairly significant finding.

Prof. Greenland: This would fit into the group of individuals who have been described as the uncontrolled individual; they can be fairly quickly identified because they have a long history of assaultive offences, including property offences. These individuals are frequently in and out of correctional facilities. I think the danger would be to describe them as sexual offenders. They are not primarily sexual offenders; they are primarily uncontrolled individu-

[Interprétation]

et aux parent des dangers d'un autre ordre. Le processus judiciaire peut en effet être aussi traumatisant pour l'enfant que le délit; c'est là une des difficultés auxquelles il faut faire face.

Mlle Nicholson: Merci. Mon expérience clinique date déjà de dix ans, mais je suis d'accord qu'il était habituellement possible de prédire et contrôler dans le cadre d'une clinique externe, les individus qui avaient une déviation, comment dirais-je, discrète, et qui fonctionnaient assez bien dans les autres aspects de la vie. A l'époque, la grande inquiétude était causée par la personne qui révélait des déviations mixtes, symptôme d'une personnalité primitive mal organisée, le genre de personne qui était presque psychotique sans que l'on puisse le démontrer, le genre d'individu qui était souvent condamnée à la prison, relâchée et dont le jugement était si mauvais que le lendemain de sa libération il avait déjà des ennuis. Je crois justement que l'on pouvait voir dans ce cas-là le modèle de comportement à cause de la nature primitive, très mal organisée de ses défenses et de ses contrôles.

Mais l'alternative que vous proposez: voyez-vous qu'il soit possible, en vertu des lois existantes sur la santé mentale d'hospitaliser une telle personne?

M. Greenland: Je crois que beaucoup de ces individus sont déjà hospitalisés en vertu des lois actuelles. Les tribunaux disposent d'une variété d'options. On peut interner un tel individu dans un hôpital psychiatrique et mettre comme condition à sa libération conditionnelle qu'il y reste; c'est là une façon de procéder. Je crois qu'il est possible d'obtenir un transfert direct du pénitencier à l'hôpital psychiatrique; cela se fait actuellement. Le vrai problème, si l'on élargit les disposition de la loi sur la santé mentale pour y inclure cet individu, c'est qu'il y aura très certainement des abus. Dans le cas par exemple d'un individu dont le comportement sexuel n'est peut-être pas jugé normal... je pense par exemple à l'homosexuel... qui pourrait être l'objet de mesures de ce genre. C'est pourquoi, j'hésite énormément à recommander l'élargissement des dispositions de la Loi actuelle sur la santé mentale.

Mlle Nicholson: Merci.

Ai-je encore le temps de poser une question, monsieur le président?

Le président: Oui.

Mlle Nicholson: J'aimerais obtenir l'opinion du professeur Greenland sur encore un autre sujet. Certaines études effectuées aux États-Unis démontrent que l'individu coupable de viol, contrairement à l'idée qu'on se fait habituellement, n'a généralement pas été trouvé coupable auparavant de délit sexuel, mais qu'il a par contre été trouvé coupable de vol avec effraction et d'autres délits violents. Voyez-vous une façon pratique d'utiliser cette information? Il est évident que nous ne pouvons pas enfermer tous ceux qui sont trouvés coupables de vol avec effraction parce qu'ils pourraient devenir dangereux, mais il me semble néanmoins que cette constatation est assez importante.

M. Greenland: L'individu de ce genre s'insère dans le groupe de ceux qu'on appelle les individus non contrôlés; ils sont assez faciles à repérer parce qu'ils ont un dossier chargé de délits violents, y compris des délits contre la propriété privée. Ces individus entrent et sortent fréquemment des établissements pénitentiaires. Je crois qu'il serait dangereux néanmoins de les classer sous l'étiquette délinquants sexuels. Ils ne sont pas avant et par-dessus tout des

[Text]

als who are simply likely to gratify whatever desire they have without regard for the consequences. If one examines very closely the nature of the sexual offence, you usually find—at least, I have found this in my own studies—that the individual is not so much seeking sexual gratification as to inflict some kind of pain and humiliation onto the woman concerned. This usually is a symptom, I think, of an underlying psychological disturbance which manifests itself in degrading assaultive behaviour. But it is not specifically, I would say, a sexual offence.

The reason I emphasize this is that there has been an attempt to treat these individuals as if they were sexual offenders. I am thinking, for example, of giving them specific therapy to decondition them, or giving them a female hormone to diminish their sexual drive. In some cases in the United States and certainly in Europe, castration has been tried but has failed because it has failed to deal with the underlying character disturbance of these individuals. Again, we have been misled by the label of sexual offender into treating them as if this problem were a sexual problem, when in fact it is a massive disturbance of the whole personality.

Miss Nicholson: This is what I was trying to get at originally when I suggested that talking about the dangerous sexual offender confused the issue. We need to talk about dangerous offenders and what we can do to recognize them. In practical terms would your suggestion be that perhaps for some of the people who are now dealt with very routinely by the courts because they come in for break and entry or common assault there is more of a case for psychological screening of these people to try to pick up those who have this sort of more massive underlying violence?

• 1055

Prof. Greenland: Yes, I would think so. I think the particular need here is to identify these individuals much earlier in life because, as you know, these individuals you are talking about are the ones with a long history of being taken out of the care of their family, being involved with Children's Aid Societies, being shifted from one foster home to another, and being put into institutions. I think the very disturbed backgrounds these individuals experience should in fact alert society to the special need they have for protection and control, and for treatment long before they get into the penitentiary system. But one thing is certain, that the penitentiary system or our correctional system does nothing to help these individuals. It simply removes them from the community for a period and then puts them back in the community. Many of them, of course, are much worse as a result of their experience in our penitentiary system. We really exacerbate the problem by our mode of treatment.

The Chairman: Did you want to pursue this for a moment, Mr. McCleave?

Mr. McCleave: I am as familiar with looking at the clock as you are, Mr. Chairman.

The Chairman: Yes.

Mr. McCleave: I do not think I have ever overcome this Committee by my verbosity. I wanted to make one brief comment and ask one question if people will abide with me.

[Interpretation]

délinquants sexuels; ce sont des individus sans contrôle qui aiment tout simplement assouvir tous leurs désirs sans se préoccuper des conséquences. Si l'on examine de près la nature du délit sexuel, on constate habituellement... du moins c'est ce que j'ai constaté dans mes propres enquêtes... que l'individu ne cherche pas tant le plaisir sexuel qu'il cherche à infliger la douleur et l'humiliation à sa victime. C'est là habituellement le symptôme je crois d'une aberration psychologique qui se manifeste par un comportement de violence dégradante. Mais ce n'est pas à vrai dire, à mon avis, un délit sexuel.

La raison pour laquelle je souligne cet aspect, c'est que l'on a cherché à traiter ces individus comme s'ils étaient des délinquants sexuels. Je pense par exemple à une thérapie spéciale pour tenter de les déconditionner, ou alors leur donner des hormones féminines pour atténuer leur désir sexuel. Dans certains cas, aux États-Unis et certainement en Europe, on a essayé la castration comme remède, mais cela n'a pas réussi parce que cela ne réglait en rien l'aberration du caractère de ces individus. Encore une fois, nous avons été induits en erreur par l'étiquette de délinquance sexuelle en les traitant comme si le problème était un problème sexuel alors qu'en fait, il s'agit d'un dérèglement général de l'ensemble de la personnalité.

Mlle Nicholson: C'est justement ce que je voulais faire ressortir au début lorsque j'ai dit qu'en parlant du délinquant sexuel dangereux on ne faisait que brouiller la question. Il faut au contraire parler des délinquants dangereux et voir ce que nous pouvons faire pour les reconnaître. En termes pratiques, pensez-vous que dans le cas de certaines personnes que les tribunaux traitent d'une façon très routinière, parce qu'ils sont accusés de vol avec effraction ou de voies de fait alors qu'il faudrait faire une analyse psychologique de ces personnes afin de pouvoir déceler ceux qui sont affligés de tendances violentes cachées?

M. Greenland: Oui, je le crois. Je crois que ce qu'il faut faire ici c'est trouver ces individus lorsqu'ils sont beaucoup plus jeunes car, vous le savez bien, ceux dont nous parlons maintenant ont déjà des antécédents chargés; ils ont été retirés de leur famille, mis à charge de la société dès l'enfance, renvoyés d'un foyer nourricier à l'autre et placés dans des établissements de toutes sortes. Au fond, il me semble que les antécédents pénibles de ces individus devraient alerter la société au besoin spécial qu'ils ont de protection, de surveillance et de soins avant qu'ils ne soient pris dans l'engrenage du système pénitenciaire. Une chose est certaine, notre système pénitenciaire ne fait rien pour aider ces gens-là. On les retire simplement de la communauté pour un certain temps et ensuite on les y replace. Nombre d'entre eux bien sûr sont en bien pire état à la suite de leur expérience dans un établissement pénitenciaire. Nous ne faisons qu'empirer le problème par le traitement.

Le président: Vouliez-vous continuer dans cette voie pour un instant, monsieur McCleave?

M. McCleave: J'ai autant l'habitude que vous, monsieur le président de regarder l'heure.

Le président: Oui.

M. McCleave: Je ne crois pas avoir jamais ennuyé le présent Comité par mon verbiage. Mais j'aimerais faire une brève remarque et poser une question, si mes collègues veulent bien me le permettre.

[Texte]

The Chairman: Certainly.

An hon. member: Go ahead.

Mr. McCleave: The comment is to reinforce what the witness has said about the difficulties of putting these people in prisons. On the same visit that Mr. Gilbert was mentioning earlier, one of the convicts was a sexual offender complaining to us that another convict had spat into his food. This is the sort of thing that does go on when these people are placed in a general prison mix.

Now my question is this. Are we not approaching the time when we should be considering this, even rape or that sort of thing, not as a matter of a sexual offence but as a matter of an assault, and that the courts can take into account the different circumstances, perhaps the sexual aspect of what is essential an act of violent assault? Does this commend itself to the witness?

Prof. Greenland: Yes, sir. Since your question is brief, perhaps my answer should be equally brief. Yes. I do agree with you wholeheartedly. I think the offence of rape should be struck from the Criminal Code and be treated as an assaultive offence.

The Chairman: Some suggestions for the future when we get through this bill. There may be another one. Mr. Gilbert.

Mr. Gilbert: If we ever get that Young Offenders Act before this Committee, would you make sure that Professor Greenland is here?

The Chairman: I think that is an excellent suggestion.

Ladies and gentlemen, I would like to thank Professor Greenland on your behalf and to adjourn the Committee until 3.30 o'clock on Monday afternoon.

[Interprétation]

Le président: Certainement.

Une voix: Allez-y.

M. McCleave: Ma remarque vient appuyer ce qu'a dit le témoin au sujet des difficultés qui existent si l'on met ces gens en prison. Au cours de la même visite dont parlait M. Gilbert précédemment, un des détenus, un délinquant sexuel, s'est plaint à nous qu'un autre détenu avait craché dans son plat. C'est le genre de chose qui se produit lorsque ces gens sont incarcérés dans une prison à usage général.

Voici donc ma question: Le moment n'est-il pas venu pour nous de considérer que même le viol, et les délits semblables, n'est pas seulement un délit sexuel, mais une voie de fait et n'est-il pas temps que les tribunaux tiennent compte des différentes circonstances, éventuellement de l'aspect sexuel de ce qui est essentiellement un acte de violence? Le témoin est-il d'accord avec ce point de vue?

M. Greenland: Oui, monsieur. Puisque votre question était brève, ma réponse devrait sans doute l'être aussi. Je dirai donc oui, je suis tout à fait d'accord avec vous. Je crois que le délit de viol devrait être rayé du code criminel et traité comme un délit de voie de fait.

Le président: Voilà des suggestions pour l'avenir quand nous en aurons fini avec le présent projet de loi. Il y en aura peut-être un autre. Monsieur Gilbert.

M. Gilbert: Si jamais le présent Comité doit étudier la Loi sur les jeunes délinquants, pouvez-vous vous assurer que le professeur Greenland viendra?

Le président: Je crois que c'est là une excellente proposition.

Mesdames et messieurs, je tiens à remercier M. Greenland en votre nom. La séance du Comité est levée jusqu'à 15 h 30 lundi.

APPENDIX "JLA-43"

DANGEROUS SEXUAL OFFENDERS
IN CANADAA REPORT TO THE HOUSE OF COMMONS
STANDING COMMITTEE ON JUSTICE
AND LEGAL AFFAIRS -
CONSIDERING BILL C-83Cyril Greenland M. Sc.
School of Social Work
McMaster University
Hamilton, Ontario
May 1976

DANGEROUS SEXUAL OFFENDERS
IN CANADA*

Cyril Greenland** and Ellen Rosenblatt***

Introduction:

The privilege of being invited to present the results of our research on Dangerous Sexual Offenders to the House of Commons, Standing Committee on Justice and Legal Affairs, is very much appreciated. In these days, when Universities are being subjected to some public obloquy and severe financial restraints, it is gratifying for an academic to be allowed to demonstrate the practical significance of his work. Universities, by tradition have a special responsibility to be concerned about social justice, civil liberties as well as peace and

* Based on a Study Undertaken for the Law Reform Commission.

** M. Sc. Professor, School of Social Work, Associate,
Department of Psychiatry, Faculty of Medicine, McMaster
University, Hamilton, Ontario.

*** M.A. Research Associate, School of Social Work,
McMaster University, Hamilton, Ontario.

security. It is for this reason that my colleague Ellen Rosenblatt and I feel so honoured to be called on to assist the Standing Committee on Justice and Legal Affairs in it's consideration of Bill C-83.

This report draws on many years of research on violent and dangerous offenders. The authors take this opportunity to acknowledge the support of the Department of the Solicitor General and the Law Reform Commission in funding these studies and facilitating access to privileged records. Our special thanks are due to the National Parole Board and the Canadian Penitentiary Service for their generous co-operation. The assistance of McMaster University and our colleagues and students in the School of Social Work is also acknowledged with gratitude.

Research on the DSOs was undertaken while the senior author was a visiting professor at the University of Toronto, Centre of Criminology, in 1973-74.

Since a vast amount of material has been compressed into this report, for ease of presentation a flow chart has been prepared. This is shown in figure one. Corresponding to the flow chart the data in this report is presented in four main sections.

These describe the :-

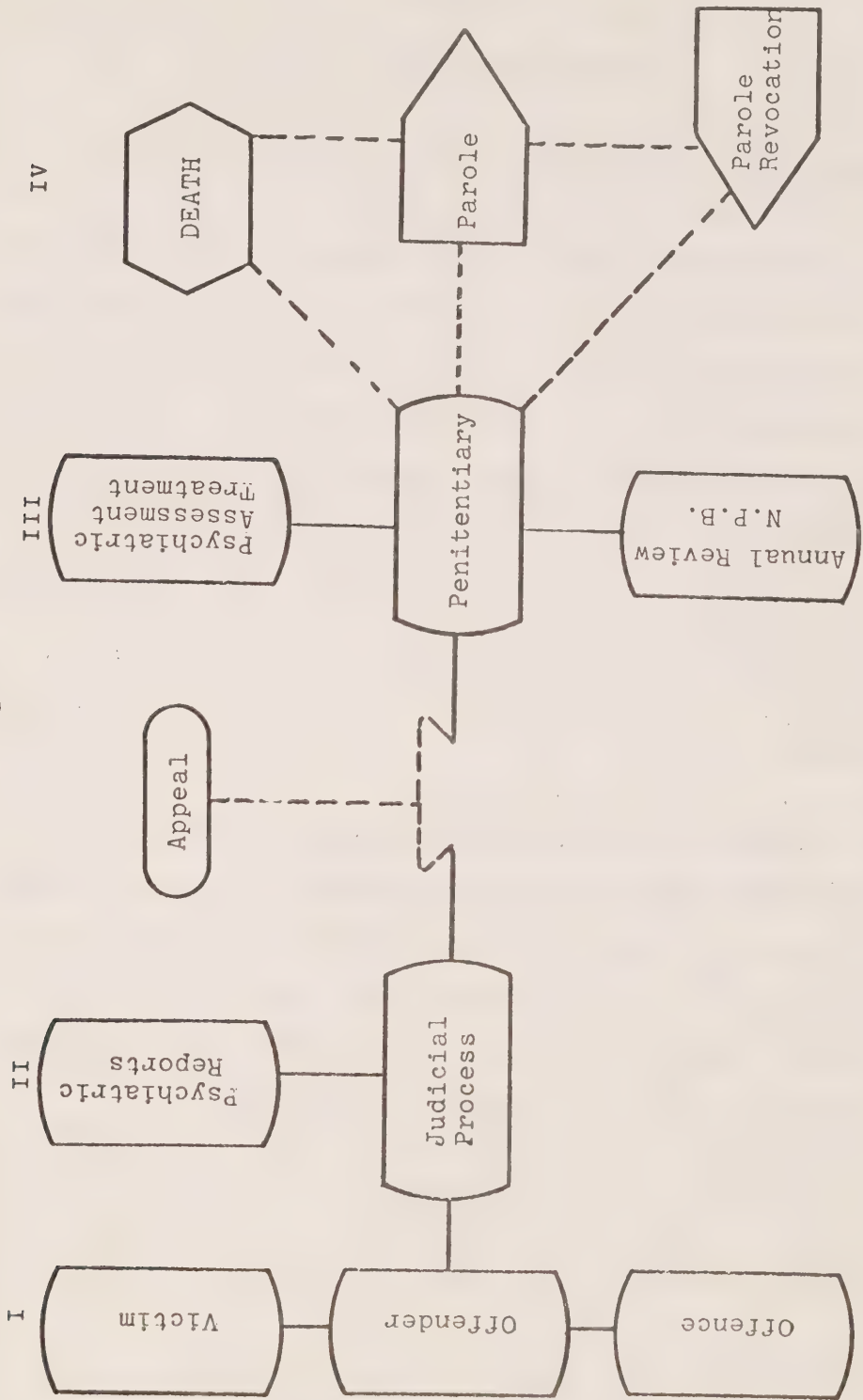
- I Offences, offenders and Victims.
- II Judicial process.
- III Penitentiary, Assessment and Treatment.
- IV Parole and Parole revocations.

The statistics presented in Section I refer to all the DSOs in Canada from 1949 to 1974. The other data presented here comes from a detailed analysis of all the DSO cases in Ontario and British Columbia.

The available statistical tables omitted from this report will be provided on request. The titles are:-

- I DSO convictions by year and province.
- 2 Current offences of DSOs by province .
- 3 Age at DSO conviction by current offences.
- 4 Number of previous personal and property offences.
- 5 Victims by sex age and province.
- 6 Victims age and sex by age of DSOs.
- 7 Number of DSOs paroled, years served and parole revocations.
- 8 Number of years served by DSOs not paroled.
- 9 Victims sex and age and years served by never paroled DSOs.
- 10 Victims sex and age by years served before parole and the number of parole revocations.

Figure One



Dangerous Sexual Offenders, Flow Chart

SECTION I

OFFENCES, OFFENDERS, VICTIMS

Geography:

Since 1949, 98 men have been convicted as DSOs. Seven of these cases were subsequently quashed. The DSO's are not evenly distributed across Canada. British Columbia with 38 cases leads the provinces followed by Ontario with 28 cases. There are no cases from Newfoundland or New Brunswick. DSOs from the other provinces are: Quebec ten; Alberta eight; Saskatchewan four; Northwest Territories four; Nova Scotia three; Manitoba two; and Prince Edward Island one.

Offences:

Almost two-thirds (62 percent) of the convictions which led to the DSO finding are for heterosexual offences. There were 33 (52 percent) cases of indecent assault female and 20 (31 percent) cases of rape and attempted rape. Among the homosexual offences there were 18 (47 percent) cases of indecent assault male and 14 (37 percent) cases of gross indecency.

Offenders:

The age of DSOs at conviction ranged from 17 to 68 years. Heterosexual offenders as a group are consistently younger than homosexual offenders. Eighteen percent of homosexual DSOs were less than 40 years old while 70 percent of heterosexual offenders were under 40.

Education and Intelligence:

Few of the DSOs were educated beyond Grade eight, although there are two with university educations. Six (21 percent) Ontario DSOs and nine (26 percent) British Columbia DSOs had I.Q.'s of 110 or higher. Seven of them had committed homosexual offences.

Mental subnormality, defined as an I.Q. of 80 or less, was a factor in five (18 percent) Ontario cases and six (17 percent) British Columbia cases.

Criminal Record:

Three-quarters of DSOs had been previously convicted of offences against persons. Many of these offences were sexually motivated. Just under half of them also had a record of property

convictions, including four with ten or more convictions. Since it is usually assumed that DSOs are chronic offenders, it was surprising to find five first offenders among the 98 DSOs. Three of them came from Ontario.

Alcohol:

The close association between the use of alcohol and sexual offences, especially those involving violence, is well documented. The excessive use of alcohol, if not chronic alcoholism, was a contributing factor in 13 (38 percent) British Columbia cases and nine (32 percent) Ontario cases. In only one Ontario case involving alcohol was there an absence of physical force or threat.

Victims:

Young girls were the most frequent victims of sexual assault by DSOs. Almost half of them were under 12 years of age. The 35 male victims included seven (20 percent) boys under 12 years and 23 (70 percent) between the ages of 12 and 16 years.

Violence and dangerousness:

In an attempt to estimate and compare the degrees of violence involved in offences committed by DSOs a crude 6-point scale has been devised. '0' indicates 'no physical harm' and '5' 'serious physical injury'. Although in practice 'psychological harm' cannot be discounted, scaling the degrees of insult involves access to subjective information about the victim's reaction to the offence which is rarely, if ever, available in DSO records. For this reason the assaultiveness scale is primarily concerned with physical harm in the broadest sense of the term. However, in this context, it should be noted that some psychiatrists involved in DSO proceedings are inclined to emphasize psychological damage to victims of non-violent pedophilic offences or homosexual offences against minors, as if this was a matter of fact rather than merely an opinion.

For the purpose of this report dangerousness is defined as behaviour which threatens or actually endangers the victim's health or life. Consensual sexual activity involving masturbation or oral-genital contact with minors age 14 or over, is scaled as a non-assaultive offence. Anal intercourse, with consenting minors, is arbitrarily regarded as moderately assaultive. Coercing children to masturbate the offender or

provide oral stimulation is similarly scaled as assaultive.

Case Examples:

- 0: Mr. A took a group of boys, age 14, 15 and 16, swimming and was observed in fellatio with them. Since these youths were willingly involved he was amazed to be charged with an offence.
- 1: Mr. B invited a 15-year-old boy to masturbate him for a small reward. A similar invitation was extended to two 12-year-old girls which they refused.
- 2: Mr. C chased two girls, age eight and nine, and tried to lift their skirts. He told police "...I only wanted to give them a little feel."
- 3: Mr. D approached a 4-year-old child who was on a tricycle and attempted to put his penis in her mouth.
- 4: Mr. E threatened three girls, age 14, 15 and 16, with a gun and attempted sexual intercourse with them.
- 5: Mr. F raped a young child who was found unconscious, beaten about the face and torn from rectum to vagina.

Using this admittedly crude scale it was possible to rate

and compare the two cohorts according to their relative assaultiveness.

Comparing assaultive scores of different offence categories, it was found that homosexual offenders were less assaultive than were heterosexual offenders. Pedophilic DSOs were somewhat less assaultive than were DSOs whose victims were sexually mature females.

The Ontario DSOs were more assaultive than those from British Columbia. Forty-nine percent of Ontario DSOs had high-assaultive scores (4 and 5) while only 21 percent of British Columbia DSOs came within this range. Conversely 46 percent of British Columbia offenders had low assaultiveness scores, (0 and 1) compared with 22 percent of the Ontario DSOs. This finding suggests that the concept of sexual dangerousness is inconsistently applied between the provinces of Ontario and British Columbia.

Our study also confirms that approximately one third (35.5 per cent) of the DSOs had committed dangerous offences. One third were moderately assaultive. The remaining third had behaved offensively but they were not dangerous in terms of physical violence. In this respect their incarceration for an indefinite period is not justified.

SECTION II

THE JUDICIAL PROCESS

Although the data was not consistently available in the records, an attempt was made to examine the *dramatis personae* involved in the judicial process in the Ontario and British Columbia cases.

Judges and Magistrates:

In 12 (43 percent) Ontario cases the trial was conducted by magistrates rather than judges. However, no magistrate nor judge was involved in more than one case.

In British Columbia 13 (38 percent) DSO cases were tried by magistrates. One magistrate tried four cases. The remaining justices heard only one case each.

Crown Attornies:

In British Columbia, one Crown Attorney prosecuted in seven cases. Two other Crowns acted in two cases each. In Ontario cases, only one Crown prosecuted in more than one case.

Counsels for the Defence:

In neither Ontario nor British Columbia have lawyers defended more than one DSO.

In one Ontario case, tried by a magistrate, the defendant, a man of very low intelligence, had no legal representation. After being incarcerated for more than eight years he was murdered during the Kingston Penitentiary riot.

In another case, also involving a man of subnormal intelligence, the defence lawyer was appointed on the day of the trial. In a third Ontario case the defendant dismissed his lawyer and defended himself.

There was no defence in one British Columbia case. This 33-year-old man was involved in mutual masturbation and fellation with a consenting 15-year-old boy. Although there was no suggestion of force or violence, this man, sentenced in 1958, spent over 14 years in prison before being paroled.

Psychiatrists:

In Ontario 28 different psychiatrists were called to give

expert evidence in DSO cases. They were employed in pairs and invariably supported each other's testimony. Unlike the other psychiatrists, who were involved only in one or two cases, one doctor gave evidence in eight cases. In only three cases was the defendant remanded for psychiatric assessment. All the others were interviewed by the psychiatrist in jail in one or two hours. Only rarely was a psychiatrist called by the defense.

In British Columbia only six psychiatrists were appointed by the Attorney General in DSO cases. One doctor testified in 30 of 34 cases and another testified in 22 of 34 cases.

In British Columbia, as in Ontario, almost all of the psychiatric interviews took place in prison. There were no formal psychiatric interviews in 13 cases. However, this did nothing to deter the psychiatrists from basing the diagnosis and prognosis on the evidence presented in court. The defense counsel's lack of initiative in challenging this procedure, is astonishing.

The failure of psychiatrists to warn the defendant that the information may be used against him should also be noted.

In reviewing the evidence provided by psychiatrists it

becomes obvious that many of them were responding on the basis of their personal values rather than employing professional judgements. Here are some typical examples of this practice.

Psychiatrist A "...Evil is an emotional trait that is likely to be with these (victims) juveniles for the rest of their lives."

Psychiatrist B "...boys who participate in this will become sex deviates themselves."

Psychiatrist C and D (same case) "...homosexual encounters could cause the (victims) boys to become homosexual prostitutes."
"...homosexual experiences might be of positive value to these (victims) boys."

SECTION III

PENITENTIARY; ASSESSMENT AND TREATMENT

Penitentiary:

More than 500 man years have been spent by DSOs in penitentiary since 1949. Two DSOs have been imprisoned for more than 20 years. Three DSOs died in custody. One was killed by inmates during the 1971 riot in Kingston Penitentiary. Three DSOs have been transferred to mental hospitals

Thirty-one (34 percent) DSOs have been paroled. Twenty-six (84 percent) were incarcerated between six and 15 years. The average time spent in custody before release on first parole was nine years, five months. The shortest period of imprisonment before parole was two years, 11 months, 21 days.

Assessment and Treatment:

During their incarceration considerable effort is made to provide the DSOs with treatment. However the limited psychiatric resources within the penitentiaries often makes this difficult. The need to segregate these offenders to protect them from assault by other inmates also restricts the opportunities for them to engage in constructive activities. Another

difficulty is that the penitentiary psychiatrists often find themselves in conflict with their outside colleagues on the diagnosis, assessment and need for treatment of the DSOs.

Constraints on treatment options within the penitentiary system also tends to undermine the benefits of therapy as well as the morale of the therapists.

SECTION IV

PAROLE

The DSOs are reviewed annually by the National Parole Board. Concern about their reputation as well as public safety inevitably results in prolonged incarceration. Decisions to delay parole are often justified by nihilistic statements which adversely influence the inmate's prospect of release. Inevitably crippled by lengthy periods of incarceration, the DSOs who are released experience great difficulty in adjusting to the outside community. Some of them commit further offences and are returned to the penitentiary. Here are some examples of gloom-laden prophecies culled from National Parole Board records.

1963 "....a particularly hopeless case."

1964 "I cannot see how this man could ever be released on parole. When he is very much older he might be transferred to another type of institution through the parole process."

1965 "We will never let him out."

1966 "This is a hopeless case, the only remedy for this man is incarceration."

1967 "It is unfortunate that valuable time must be wasted on this

man by so many people. He will never be a prospect for parole..."

1969 "I cannot see any possibility whatsoever that this man will develop into parole material. Possibly when he is in his 70's he could be transferred to another type of institution."

1969 "DSOs will best be handled by locking the door and throwing away the key."

1970 "I can see very little hope of ever releasing this man."

1972 "The fact that he is now 60 years old and that he has now served seven years are no criteria for parole grant."

The dilemma here is that prolonged incarceration, inevitably destructive in itself, is almost invariably associated with poor adjustment in the outside community. Thus if the DSO is not paroled within the first ten years, the prospect of being selected for release is considerably diminished. However, in the absence of more effective remedies, it seems that National Parole Board policy includes keeping DSOs in confinement until their sexual furnaces are finally quenched by arterio-sclerotic dementia or by death.

Slightly more than half of the DSOs were successfully paroled. However, 13 (41.9 per cent) had their paroles revoked or suspended once. In two cases paroles were revoked twice. Three men died while on parole.

Conclusions:

The information on Dangerous Sexual Offenders, revealed by the study undertaken for the Law Reform Commission, confirms what the experts, in this field have long suspected. The DSO provisions, contained in the Criminal Code, are arbitrarily employed and iniquitous in practice and in theory.

Next to the death penalty, preventive detention, meaning indefinite incarceration, is the most severe punishment available to the Canadian Courts. This penultimate penalty is currently reserved for two classes of offenders; habitual criminals and dangerous sexual offenders. In both cases this form of punishment can only be justified on the grounds that the convicted person represents a serious threat to public safety. However it is now established, beyond any reasonable doubt, that only a minority of the so-called Dangerous Sexual Offenders are really dangerous in terms of physical harm. The proposal, contained in Bill C-83, to extend preventive detention to non-violent consensual offences such as the ill-defined 'gross indecency' and 'sexual intercourse with a female under 16 years', is unconscionable.

Because sexual offences evoke an emotional reaction in the general public and also among the legislators and the judiciary it is essential that the correctional procedures be based on what the problem is, not on what it is feared to be. Unfortunately, with the so called Peace and Security Bill,

the public are being cruelly deceived into believing that the new law will protect them and their children from assaults by vicious sexual criminals. Dangerous Offender legislation does nothing of the kind. What it does- often in a mockery of justice- is to give the public a false sense of security by incarcerating, virtually for life in conditions of appalling degradation, a pathetic group of socially and sexually inadequate misfits.

Following the most painstaking study of dangerous (sexual) offenders over many years, the authors of this paper find themselves opposed to the proposal- relating to Dangerous Offenders- contained in Bill C-83. We do however fully support the recommendations of the Law Reform Commission contained in the following statement.

"The existing law relating to dangerous sexual offenders should be abolished. Further, a judge should be appointed to inquire into the cases of the men already found to be dangerous sexual offenders with a view to establishing a release program, a periodic review of their cases and termination of their life sentences after a given period of successful living in the community."*

* Law Reform Commission (1975) Imprisonment and Release, Working Paper # 11.

APPENDIX 1

The following are excerpts from the case records of the five DSO's who were first offenders.

Case No. 1, age 47, a chronic alcoholic, was charged with attempted carnal knowledge and indecent assault female. The victims were girls age 4 and 7. "He touched their privates... There was some redness but no attempt at penetration".

Parole, granted after 8 years of incarceration, was suspended after one month. He was found in a car with children, but no charges were preferred. Parole was granted again in the following year. He has now been free for six years.

Case No. 2, age 17, charged with sexual intercourse with female under 14 and assault causing bodily harm. Victim, girl age 8, had bruises and swelling on buttocks, teethmarks on shoulder, redness and swelling of vagina due to attempted penetration. He was also accused of indecent assault on boys age 6, 8 and 10. He hit them with a stick but the charges were dropped. Diagnosis: "Abnormal sexual impulses. Not a mental defective and not mentally ill". After twelve years of incarceration he was released on parole to a mental hospital. He suffers from a "habitual dependence response".

Case No. 3, age 51, single university graduate. Ten charges of indecent assault male. "Not violent or aggressive -- just a homosexual pedophile". Victims: fellatio with boys age 14, 15 and 16. Served 9 years and 8 months before parole.

Case No. 4, age 51. Low I.Q., Grade I education, illiterate, Charged with gross indecency. Victim: son age 14. "Fellatio and buggery. Not dangerous, not suitable for treatment". Incarcerated for 7 years before parole.

Case No. 5, age 26, single man of average intelligence. Five charges of buggery and five of gross indecency. "Homosexual pederast with Indian and Eskimo school boys age 15-16. No violence". Served 8 years, 10 months before parole.

Below are excerpts from the case records of the two DSO's who have been incarcerated for more than twenty years.

Case No.6 , age 30 was convicted for 'carnal knowledge' in 1953. He assaulted a 10 year old girl in the presence of her 8 year old brother. He took them in a van and placed his penis between her legs but made no attempt at penetration. Has a long history of theft, vagrancy, indecent exposure, indecent acts, contributing to juvenile delinquency etc. since the age of 17.

Case No.7 , age 31 was convicted of indecent assault in 1951. He took a 6 year old girl to a secluded spot and "played with her privates five times". He had a mental age of 12 and a grade 6 education. Starting at age 18 he has five previous convictions for sexual offences.

Relevant research and publications.

Greenland, C. (1969) The three Special Hospitals in England and Patients with Dangerous, Violent or Criminal propensities. Med. Sci. Law, 9:253; 10:93; and 10:180.

" (1969) Treatment under compulsion. Canad. Psychiat. Assn. J. 14:343.

" (1970) Mental Illness and Civil Liberty, A Study of Mental Health Review Tribunals in England and Wales. G. Bell and Sons, London.

" (1971) Violence and Dangerous Behaviour Associated with Mental Illness: Prospects for Prevention. Canad. J. Crim. and Corr. 13:4,

" (1971) Evaluation of Violence and Dangerous Behaviour Associated with Mental Illness. Seminars in Psychiatry, 3:3, August .

" (1972) Dangerous Sexual Offenders in Canada. Canad. J. Crim. and Corr. 14: 1.

" with Rosenblatt, E. (1972) Remands for Psychiatric Examination in Ontario, 1969-70. Canad. Psychiat. Assn. J. 17: 397-401.

" (1973) Research Strategies in the Evaluation of Violent and Dangerous Behaviour. The Social Worker, 41: 4,10.

" Violent Offences against Persons. Research Report (unpublished), Project # 699-803, Dept. of the Solicitor General, Jan. 1972.

" with Rosenblatt, E. (1974) Female Crimes of Violence. Canad. J. Crim. and Corr. 16:2.

" Dangerous Sexual Offenders in Canada. Research Report (unpublished) The Law Reform Commission, 1974.

" with Rosenblatt, E., Murder Followed by Suicide in Ontario, (unpublished) Research Report, Canada Council, 1975.

APPENDICE «JLA-43»

DÉLINQUANTS SEXUELS DANGEREUX AU
CANADA

RAPPORT PRÉSENTÉ AU COMITÉ PERMANENT DE LA
JUSTICE ET DES QUESTIONS JURIDIQUES DE
LA CHAMBRE DES COMMUNES -
RELATIVEMENT AU BILL C-83

Cyril Greenland
Licencié en sciences
School of Social Work
Université McMaster
Hamilton (Ontario)
Mai 1976

DÉLINQUANTS SEXUELS DANGEREUX AU
CANADA*

Cyril Greenland** et Ellen Rosenblatt***

Introduction

Nous apprécions énormément cette invitation de présenter les résultats de notre recherche sur les délinquants sexuels dangereux au Comité permanent de la justice et des questions juridiques de la Chambre des communes. De nos jours, les universités sont soumises à certaines attaques publiques et à de graves restrictions budgétaires et il est agréable à un universitaire de pouvoir démontrer l'importance pratique de son travail. Les universités sont, par tradition, les gardiennes de la justice sociale, des libertés civiles, de la paix et de la sécurité. C'est pourquoi nous sommes honorés, ma collègue, Ellen Rosenblatt, et moi-même, d'avoir été invités à aider le Comité permanent de la justice et des questions juridiques, lors de l'examen du Bill C-83.

* fondé sur une étude faite pour la Commission de réforme du Droit

** Professeur, maîtrise en sciences, School of Social Work, adjoint au département de la psychiatrie, faculté de médecine, Université McMaster, Hamilton (Ontario).

*** Adjointe à la recherche, maîtrise en sciences, School of Social Work, Université McMaster, Hamilton (Ontario).

Ce rapport s'inspire de bien des années de recherche sur les délinquants violents et dangereux. Les auteurs en profitent pour remercier de son appui le ministère du Solliciteur général et la Commission de réforme du Droit, qui ont financé des études et nous ont facilité l'accès aux dossiers confidentiels. Nous remercions tout spécialement la Commission nationale des libérations conditionnelles et le Service pénitentiaire canadien, pour leur généreuse collaboration. Nous reconnaissons également avec gratitude la collaboration de l'Université McMaster et celle de nos collègues et de nos étudiants de la School of Social Work.

La recherche sur les délinquants sexuels dangereux a été entreprise pendant que l'auteur principal se trouvait au Centre de criminologie, de l'Université de Toronto, à titre de professeur invité, en 1973-1974.

Nous avons comprimé dans ce rapport une énorme quantité de matériel et c'est pourquoi nous avons, pour en faciliter la préparation, préparé un organigramme intitulé tableau 1. Les données de ce rapport qui y correspondent sont présentées dans quatre sections principales.

Y sont décrits:

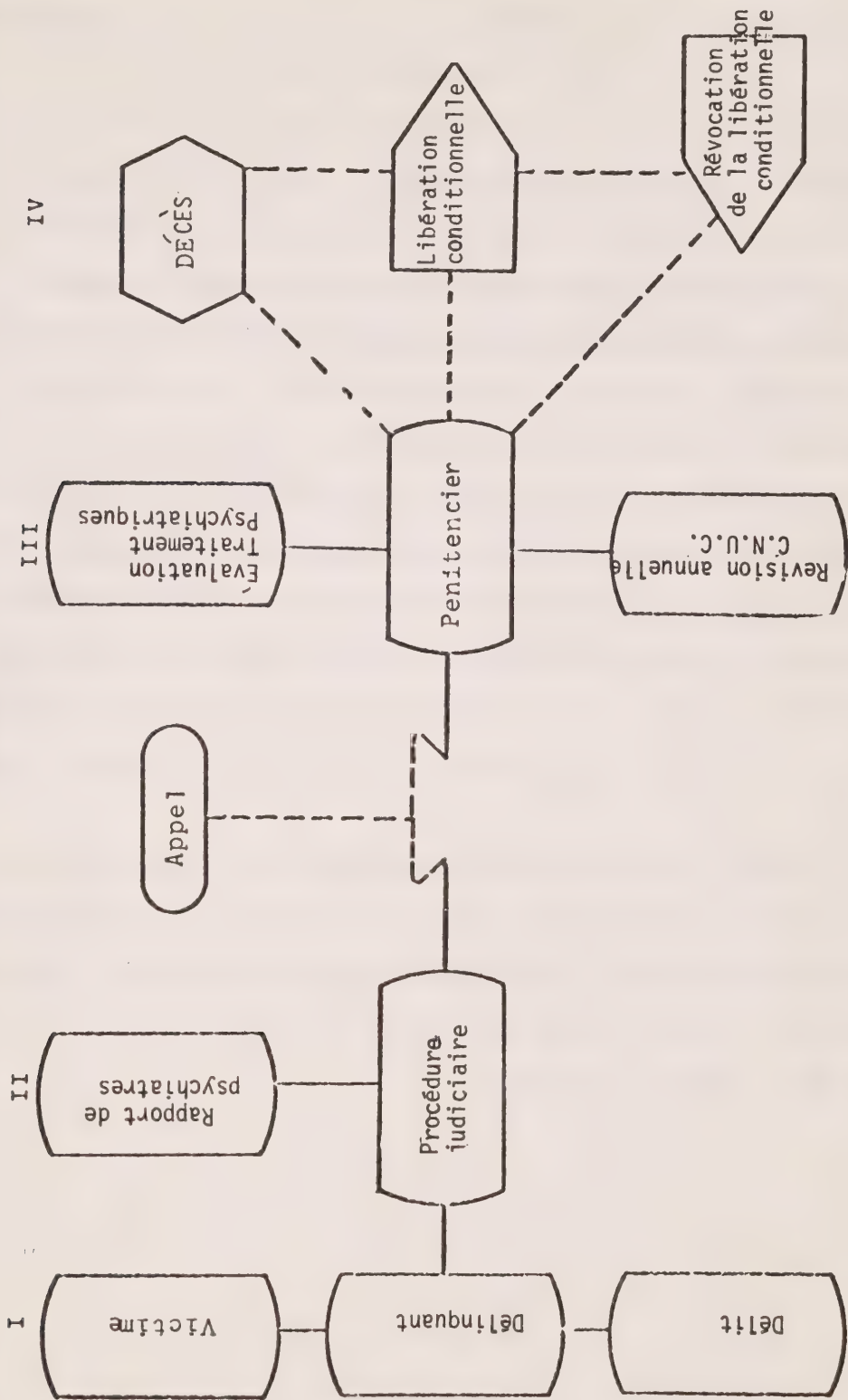
- I Les délits, les délinquants et les victimes.
- II Le procès.
- III Le pénitencier, l'évaluation et le traitement.
- IV La libération conditionnelle et sa révocation.

La statistique de la partie I se rapporte entièrement aux DSD au Canada de 1949 à 1974. Les autres données fournies dans le présent rapport proviennent d'une analyse détaillée de tous les cas de DSD en Ontario et en Colombie-Britannique.

Sur demande, nous vous remettrons tous les tableaux statistiques non contenus dans ce rapport. En voici les titres:

1. Nombre de DSD condamnés, par année et par province.
2. Principaux délits commis par les DSD par province.
3. Age des DSD condamnés par principaux délits commis.
4. Nombre de délits commis antérieurement entre la personne et la propriété.
5. Victimes par sexe, âge et province.
6. Age et sexe des victimes par âge des DSD.
7. Nombre de DSD ayant obtenus une libération conditionnelle, nombre d'année de détention et nombre de révocations de libérations conditionnelles.
8. Nombre d'années de détention des détenus n'ayant pas obtenu de libération conditionnelle.
9. Sexe et âge des victimes par nombre d'années de détention des DSD n'ayant jamais obtenu de libération conditionnelle.
10. Sexe et âge des victimes par nombre d'années de détention avant l'obtention de la libération conditionnelle et par nombre de révocations de libérations conditionnelles.

Tableau I



Délinquants sexuels dangereux, graphique d'acheminement

PARTIE 1

DÉLITS, DÉLINQUANTS, VICTIMES

Géographie:

Depuis 1949, 98 hommes ont été condamnés commd DSD. Sept de ces jugements ont ultérieurement été cassés. Le nombre des DSD n'est pas uniformément réparti dans l'ensemble du Canada. La Colombie-Britannique vient en tête, avec 38 cas, suivie de l'Ontario, qui a 28 cas. On n'a signalé aucun cas à Terre-Neuve et au Nouveau-Brunswick. La répartition est la suivante pour les autres provinces: dix au Québec; huit en Alberta; quatre en Saskatchewan; quatre dans les Territoires du Nord-Ouest; trois en Nouvelle-Écosse; deux au Manitoba; et un à l'Île-du-Prince-Édouard.

Délits:

Près des deux-tiers (62%) des DSD condamnés l'ont été pour des délits hétérosexuels. Il y a eu 33 cas (52%) de voies de faits incédentes sur des femmes et 20 cas (31%) de viol et de tentative de viol. Des délits homosexuels, 18 (47%) étaient des voies de faits avec indécence et 14 (37%) des actes de grossière indécence.

Délinquants :

L'âge des délinquants sexuels dangereux au moment de leur condamnation variait de 17 à 68 ans. Les délinquants hétérosexuels en tant que groupe sont nettement plus jeunes que les délinquants homosexuels. Dix-huit pour cent des délinquants homosexuels étaient âgés de moins de 40 ans alors que pour les délinquants hétérosexuels, cette proportion s'établissait à 70%.

Instruction et intelligence :

Peu de délinquants sexuels dangereux ont dépassé le niveau de la 8^e année même si 2 avaient reçu une formation universitaire. Six (21%) délinquants sexuels dangereux de l'Ontario et 9 (26%) de la Colombie-Britannique avaient des quotients intellectuels de 110 ou plus. Sept d'entre eux avaient commis des délits homosexuels.

On a remarqué une capacité intellectuelle inférieure à la normale, définie comme étant un quotient intellectuel de 80 ou moins, chez 5 (18%) délinquants ontariens et 6 (17%) délinquants de la Colombie-Britannique.

Casier judiciaire:

Les trois-quarts des délinquants sexuels dangereux avaient déjà été reconnus coupables de délits à l'égard d'autrui. Nombre de ces délits étaient d'ordre sexuel. Un peu moins de la moitié d'entre eux avaient également été reconnus coupables, de délits à l'égard de la propriété et 4 délinquants avaient été reconnus coupables de 10 délits ou plus. Étant donné qu'on suppose généralement que les délinquants sexuels dangereux sont des délinquants chroniques, il est assez surprenant de constater que parmi les 98 délinquants, 5 en étaient à leur premier délit. Trois d'entre eux étaient ontariens.

Alcool:

Le lien étroit qui existe entre la consommation d'alcool et les délits sexuels, surtout ceux qui s'accompagnent de violence, est bien connu. La consommation abusive d'alcool, sinon l'alcoolisme chronique, était un facteur déterminant chez 13 (38%) délinquants de la Colombie-Britannique et 9 (32%) délinquants ontariens. De tous les délits commis par les délinquants ontariens qui avaient consommé de l'alcool, un seul ne s'accompagnait pas de violence physique ou de menaces.

Victimes:

Ce sont les jeunes filles qui sont le plus souvent victimes des attentats à la pudeur. Presque la moitié d'entre elles était âgée de moins de 12 ans. Des 35 victimes de sexe masculin, 7 (20%) étaient des garçons âgés de moins de 12 ans et 23 (70%), de 12 à 16 ans.

Violence et caractère dangereux:

Pour évaluer et comparer les degrés de violence qui accompagnaient les délits commis par les délinquants sexuels dangereux, on a établi une échelle de 6 points. "Zéro" indique qu'il n'y a pas eu de violence physique et cinq, qu'il y a eu sévices graves. Même si en pratique, il faut tenir compte des "dommages psychologiques", l'évaluation du tort causé comporte l'accès à des informations subjectives sur la réaction de la victime au délit et cette réaction est rarement, sinon jamais, décrite dans les dossiers des délinquants sexuels dangereux. De ce fait, l'évaluation du tort causé porte essentiellement sur les sévices au sens le plus large du terme. Toutefois, dans ce contexte, il est à remarquer que certains psychiatres qui étudient le cas de délinquants sexuels dangereux sont portés à insister sur le dommage psychologique causé aux victimes de délits homosexuels non violents ou de délits homosexuels commis contre des mineurs, comme s'il s'agissait d'une question de faits plutôt que d'une simple opinion.

Aux fins de ce rapport, le caractère dangereux est défini comme étant un comportement qui menace ou met effectivement en danger la santé ou la vie de la victime. Les activités sexuelles consenties comprenant la masturbation ou le sexe oral avec des mineurs âgés de 14 ans ou plus sont considérés comme des délits non violents. La sodomie pratiquée avec des mineurs consentants est arbitrairement considérée comme un délit modérément violent. Le fait pour un délinquant, de forcer un enfant à le masturber ou à le stimuler oralement est également considéré comme un délit violent.

Cas types:

- 0: M. A. est allé nager avec un groupe de jeunes garçons de 14, 15 et 16 ans, et on l'a aperçu pratiquant le coït bucal avec eux. Etant donné que les jeunes garçons n'agissaient pas contre leur gré, il fut étonné d'être accusé d'infraction.
- 1: M. B. a demandé à un garçon de 15 ans de le masturber en lui promettant une petite récompense en retour. Il a proposé la même chose à deux jeunes filles de 12 ans qui ont refusé.
- 2: M. C. a poursuivi deux fillettes de 8 et 9 ans et tenté de soulever leur jupe. Il a déclaré à la police qu'il voulait "seulement les tâter".
- 3: M. D. s'est approché d'une fillette de 4 ans se promenant à tricycle et tenta d'introduire son pénis dans sa bouche.
- 4: M. E. a menacé trois jeunes filles de 14, 15 et 16 ans avec un fusil et tenté d'avoir des relations sexuelles avec elles.
- 5: M. F. a violé une fillette qu'on a retrouvée inconsciente, portant des marques de coups au visage et déchirée du rectum au vagin.

Nous servant de cette échelle, rude nous l'avouons, nous avons pu évaluer et comparer les deux groupes selon leur degré d'agression respectif.

Après avoir comparé les caractéristiques agressives des différentes catégories d'infractions, on a constaté que les délinquants homosexuels étaient moins violents que les hétérosexuels. Les délinquants pédophiles dangereux sont quelque peu moins violents que les délinquants hétérosexuels dangereux, dont les victimes étaient des femmes adultes.

Les DSD de l'Ontario sont plus agressifs que ceux de la Colombie-Britannique. Quarante-neuf pour cent des DSD de l'Ontario avaient des taux d'agression élevés (4 et 5), alors que seulement 21% de ceux de la Colombie-Britannique se classaient dans cette catégorie. Inversement, 46% des délinquants de la Colombie-Britannique avaient de faibles taux d'agression (0 et 1) alors que ce n'était le cas que de 22% pour ceux de l'Ontario. Ces conclusions laissent supposer que le concept de "danger sexuel" n'est pas le même en Ontario et en Colombie-Britannique.

Notre étude démontre aussi qu'environ 1/3 (35.5%) des DSD avaient commis des infractions graves. Un tiers d'entre eux étaient modérément agressifs. Le dernier tiers s'était mal comporté, mais n'était pas dangereux en ce sens qu'il n'avait pas eu recours à la violence physique. A cet égard, il est injustifié de les emprisonner pour une période indéfinie.

PARTIE II

PROCESSUS JUDICIAIRE

Bien que ces données ne figuraient pas toujours aux dossiers, nous avons tenté d'examiner la situation de toutes les personnes impliquées dans les procès qui se sont déroulés en Ontario et en Colombie-Britannique.

Juges et magistrats:

Dans 12 (43%) des cas de l'Ontario, le procès a été mené par des magistrats et non par des juges. Toutefois, aucun magistrat ou juge n'a traité de plus d'un cas.

En Colombie-Britannique, 13 (38%) des cas de DSD ont été jugés par des magistrats. Un magistrat a traité de quatre cas. Les autres juges n'ont entendu qu'un seul cas chacun.

Procureur de la Couronne:

En Colombie-Britannique, un procureur de la Couronne a traité de sept cas. Deux autres procureurs de deux cas chacun. En Ontario, un seul procureur de la Couronne a traité de plus d'un cas.

Avocats pour la défense:

Ni en Ontario ni en Colombie-Britannique les avocats n'ont défendu plus d'un délinquant sexuel dangeureux (DSD).

Dans un cas ontarien, jugé par un magistrat, le défendeur, un homme d'une très faible intelligence, n'avait aucune représentation juridique. Après avoir été incarcéré pendant plus de huit ans, il a été tué pendant l'émeute au pénitencier de Kingston.

Dans un autre cas, où il s'agissait également d'un homme doté d'une intelligence au-dessous de la moyenne, l'avocat de la défense a été nommé le jour du procès. Dans un troisième cas ontarien, le défendeur a congédié son avocat et s'est défendu lui-même.

Il n'y avait aucune défense dans un cas de la Colombie-Britannique. Cet homme était accusé de masturbation et de fellation mutuelles avec un garçon de 15 ans consentant. Bien que rien ne laissait entendre qu'il y eu force ou violence, cet homme, condamné en 1958, a passé plus de 14 ans en prison avant d'avoir droit à la libération conditionnelle.

Psychiatres:

On Ontario, 28 psychiatres différents ont été appelés à témoigner

à titre d'experts dans des cas de DSD. Ils ont travaillé en équipes de deux et invariablement chacun a appuyé le témoignage de l'autre. Contrairement à d'autres psychiatres qui n'ont témoigné que dans un ou deux cas, chaque médecin témoignait dans huit cas. Dans trois cas seulement, le défendeur a été renvoyé pour un examen psychiatrique. Tous les autres ont été interviewés par le psychiatre en prison en une ou deux heures. Ce n'est que très rarement que le psychiatre a été appelé par la défense.

En Colombie-Britannique, seuls six psychiatres ont été nommés par le procureur général dans des cas de DSD. Un médecin a témoigné pour 30 des 34 cas et un autre a témoigné pour 22 des 34 cas.

En Colombie-Britannique, comme en Ontario, pratiquement toutes les entrevues psychiatriques ont eu lieu en prison. Il n'y a eu aucune entrevue psychiatrique officielle dans le cas. Toutefois, ceci n'a pas empêché le psychiatre de fonder le diagnostic et le pronostic sur la preuve présentée en cour. Le manque d'initiative des avocats de la défense pour remettre en cause cette procédure est étonnante.

Il convient également de noter que les psychiatres omettent d'avertir le défendeur que l'information peut être utilisée contre lui.

En examinant la preuve fournie par les psychiatres il devient

évident qu'un bon nombre d'entre eux se sont fondés sur leurs valeurs personnelles plutôt que sur leur jugement professionnel. Voici certains exemples typiques de cette pratique.

Le psychiatre A "... le mal est un trait de caractère émotionnel qui subsistera fort probablement chez ces jeunes (victimes) pour le reste de leur vie."

Le psychiatre B "... les garçons qui y participent deviendront des déviés sexuels eux-mêmes."

Le psychiatre C et D (même cas) "... à la suite de rencontres homosexuelles, les garçons (victimes) pourraient devenir des prostitués homosexuels." "... les expériences homosexuelles pourraient avoir une valeur positive pour ces garçons (victimes)."

TROISIÈME PARTIE

PÉNITENCIERS; ÉVALUATION ET TRAITEMENT

Pénitenciers:

Depuis 1949, les délinquants sexuels dangereux ont passé plus de 500 années-hommes dans des pénitenciers. Deux ont passé plus de 20 ans en prison; trois sont morts en détention; l'un d'eux s'est fait tuer par des détenus en 1971, au cours de l'émeute du pénitencier de Kingston. Trois ont été transférés dans des institutions psychiatriques.

Trente et un (34%) ont obtenu la libération conditionnelle; vingt-six (84%) sont restés en prison entre six et 15 ans; la durée moyenne de détention avant la première libération conditionnelle était de neuf ans et cinq mois. La plus courte durée de détention avant la libération conditionnelle était de deux ans, 11 mois et 21 jours.

Évaluation et traitement:

On fait de très grands efforts pour essayer de traiter les délinquants sexuels dangereux pendant leur détention; cependant, le manque de ressources psychiatriques dans les pénitenciers rend souvent cette tâche très difficile. Il faut les séparer des autres détenus qui pourraient les brutaliser, ce qui limite leur possibilité de se livrer à des activités constructives.

De plus, les psychiatres des pénitenciers se trouvent souvent en conflit avec leurs collègues de l'extérieur quant aux diagnostics, à l'évaluation des délinquants sexuels dangereux, et au bien-fondé des traitements à leur accorder. Il existe aussi, dans les institutions carcérales, des restrictions au sujet des thérapies à utiliser, ce qui tend à amoindrir l'efficacité des soins et à saper le moral des psychiatres.

QUATRIÈME PARTIE

LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

La Commission nationale des libérations conditionnelles revise chaque année le cas des délinquants sexuels dangereux. Leur réputation étant en jeu, de même que la sécurité du public, la détention se trouve inévitablement prolongée. Les libérations conditionnelles se trouvent souvent retardées par des considérations nihilistes qui ont des conséquences néfastes sur les possibilités de libération des délinquants. Ils sont inévitablement désavantagés par de longues périodes de détention, et ceux d'entre eux qui sont libérés éprouvent de grandes difficultés à réadapter à la vie normale. Certains d'entre eux commettent d'autres infractions et sont renvoyés en prison. Nous voudrions citer certaines prophéties sinistres tirées des dossiers de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

1963 "...un cas particulièrement désespéré."

1964 "Je ne vois vraiment pas comment cet homme pourrait jamais obtenir la libération conditionnelle. Lorsqu'il sera beaucoup plus âgé, on pourrait le transférer à un autre genre d'institution par le procédé des libérations conditionnelles."

1965 "Nous ne le libérerons jamais."

1966 "C'est là un cas désespéré, le seul remède pour cet homme est la détention."

1967 "C'est malheureux que tant de personnes doivent gaspiller un temps précieux pour cet homme."

Il ne pourra jamais obtenir la libération conditionnelle..."

1969 "Je ne vois vraiment pas comment cet homme pourrait bénéficier d'une libération conditionnelle. Peut-être qu'une fois septuagénaire, il pourrait être confié à un autre type d'institution."

1969 "La meilleure façon de traiter les DSD serait de les incarcérer et de jeter la clef."

1970 "Je doute fortement qu'on puisse jamais libérer cet homme".

1972 "Le fait qu'il ait maintenant soixante ans et qu'il soit incarcéré depuis sept ans n'est pas un critère de libération conditionnelle."

Le dilemme découle de ce que l'incarcération prolongée, inévitablement destructive en soi, s'accompagne presque inévitablement d'une adaptation médiocre au monde extérieur. Ainsi, quand le DSD n'obtient pas de libération conditionnelle, moins de dix ans après son incarcération, les chances d'obtenir une telle libération sont passablement minces. Toutefois, devant l'absence de solutions plus efficaces, il semble que l'un des principes de la Commission des libérations conditionnelles soit de garder les DSD en détention jusqu'à ce que leurs instincts sexuels excessifs soient finalement apaisés par une démence artériosclérotique ou par la mort.

Un peu plus de la moitié des DSD ont été remis en liberté conditionnelle avec succès. Toutefois, treize détenus, soit 41.9%, ont vu leur libération conditionnelle révoquée ou suspendue une fois. Deux détenus ont été déchus de leur libération conditionnelle à deux reprises. Trois autres sont décédés en libération conditionnelle.

Conclusions:

Les renseignements obtenus sur les délinquants sexuels dangereux, à la suite de l'étude entreprise par la Commission de réforme du droit, confirment un doute nourri depuis longtemps par les experts. Les dispositions contenues dans le Code criminel relativement aux DSD sont utilisées, en théorie comme en pratique, de façon arbitraire et inique.

La détention préventive ou, si l'on préfère, l'incarcération pour une période indéfinie, est, après la peine de mort, la sanction la plus sévère que peuvent infliger les tribunaux canadiens. Cette sanction est généralement réservée à deux catégories de délinquants: les repris de justice et les délinquants sexuels dangereux. Dans les deux cas, cette forme de châtiment est justifiée uniquement si la personne reconnue coupable représente une sérieuse menace pour la sécurité publique. Cependant, il est maintenant établi de façon irréfutable que seule une minorité des délinquants sexuels prétendus dangereux représente un danger véritable, en ce sens qu'ils peuvent infliger des coups et des blessures. La proposition contenue dans le bill C-83, visant à étendre la détention préventive aux actes criminels consensuels non violents comme ce qu'on qualifie à tort de "grossière indécence" et de "rapports sexuels avec une personne du sexe féminin âgée de moins de 16 ans", est tout à fait inacceptable.

Les crimes sexuels entraînant une réaction émotive de la part du public ainsi que chez les législateurs et les membres du corps judiciaire, il est essentiel que les méthodes de correction soient élaborées à partir du problème même, au lieu de se fonder sur ce qu'on craint qu'il soit. Malheureusement, avec le projet de loi tendant supposément vers la paix et la sécurité, on induit le public gravement

en erreur en lui faisant croire que la nouvelle loi mettra les citoyens et leurs enfants à l'abri des délinquants sexuels. La loi sur les délinquants sexuels dangereux ne fait rien de la sorte. En fait, en incarcérant pratiquement pour la vie et dans des conditions de déchéance ignoble un groupe de personnes socialement et sexuellement inadaptées, elle ne fait que donner au public une fausse assurance et ce, par une parodie de justice.

Après une étude des plus approfondies effectuée, au cours de plusieurs années, sur les délinquants (sexuels) dangereux, les auteurs du présent document s'opposent à la proposition -- relative aux délinquants dangereux -- contenue dans le Bill C-83. Nous appuyons toutefois entièrement les recommandations de la Commission de réforme du droit, exposées ci-dessous.

En plus de recommander l'abrogation de la loi sur les délinquants sexuels dangereux, nous croyons que l'on devrait faire réviser par les tribunaux les dossiers de tous ceux qui ont déjà été reconnus délinquants sexuels dangereux. Cette révision aurait pour but d'établir un programme graduel de libération, de revoir les cas périodiquement et de prononcer l'affranchissement définitif après un séjour fructueux dans la communauté.*

*Commission de réforme du droit (1975) Emprisonnement et libération, document de travail n^o 11.

APPENDICE I

Les cas qui suivent sont des extraits des dossiers judiciaires de cinq délinquants sexuels dangereux, à leur première infraction.

Cas n° 1, âge: 47 ans, alcoolique chronique, accusé de tentative de relations sexuelles et d'attentat à la pudeur d'une personne de sexe féminin. Les victimes étaient des fillettes âgées de 4 et 7 ans. "Il a touché leurs parties sexuelles... il y avait quelques rougeurs, mais aucune tentative de pénétration".

Libération conditionnelle accordée après huit ans d'emprisonnement, et suspendue un mois plus tard. L'individu a été trouvé dans une automobile avec des enfants, mais aucune accusation n'a été portée contre lui. La libération conditionnelle a été accordée à nouveau l'année suivante. Il est maintenant libre depuis six ans.

Cas n° 2, âge 17 ans, accusé d'avoir eu des relations sexuelles avec une personne de sexe féminin de moins de 14 ans et de voies de faits ayant entraîné des blessures corporelles. La victime, une fillette âgée de 8 ans, avait des contusions et des enflures sur les fesses, des marques de dents sur l'épaule, des rougeurs et des enflures au vagin en raison de la tentative de pénétration. Il était aussi accusé d'attentats à la pudeur de garçons âgés de 6, 8 et 10 ans. Il les avait frappés avec un bâton mais les accusations ont été abandonnées. Diagnostic: "Impulsions sexuelles anormales. Aucune déficience ou maladie mentale". Après douze ans d'incarcération, il a été mis en libération conditionnelle dans un hôpital psychiatrique. Il souffre de "dépendance chronique".

Cas n° 3, âge: 51 ans, diplômé universitaire célibataire. Dix accusations d'attentat à la pudeur d'une personne de sexe masculin. "Pas de violence ou d'agressivité - simplement un homosexuel pédéraste". Victimes: fellatio avec des garçons âgés de 14, 15 et 16 ans. A purgé 9 ans et 8 mois avant d'obtenir une libération conditionnelle.

Cas n° 4, âge: 51 ans. Faible quotient intellectuel, première année primaire, analphabète, accusé de grossière indécence. Victime: son fils âgé de 14 ans, "Fellatio et sodomie. Non dangereux, inapte au traitement". Incarcéré pendant 7 ans avant d'obtenir la libération conditionnelle.

Cas n° 5, âge: 26 ans, célibataire d'intelligence moyenne. Cinq accusations de sodomie et cinq de grossière indécence. "Homosexuel pédéraste avec des écoliers indiens et esquimaux âgés de 15 et 16 ans. Aucune violence". A purgé 8 ans et 10 mois avant d'obtenir la libération conditionnelle.

Les cas qui suivent sont des extraits de dossiers judiciaires de deux délinquants sexuels dangereux qui ont été emprisonnés pour plus de vingt ans.

Cas n° 6, âge: 30 ans, condamné pour "relations sexuelles" en 1953. Viol d'une fillette de 10 ans en présence de son frère de 8 ans. Il les a emmenés dans une remorque où il a ensuite placé son pénis entre les jambes de la fillette mais il n'y a eu aucune tentative de pénétration.

Possède un long dossier de vols, vagabondage, exhibitionnisme, actes indécents, contribution à la délinquance juvénile, etc, depuis l'âge de 17 ans.

Cas n° 7, âge: 31 ans, condamné pour attentat à la pudeur en 1951.

Il a emmené une fillette de 6 ans dans un endroit reclus et "a joué avec les parties sexuelles de la fillette cinq fois". Il était d'âge mental de 12 ans et avait fréquenté l'école jusqu'en sixième année primaire. Depuis l'âge de 18 ans, il avait été condamné cinq fois auparavant pour délits sexuels.

Recherche et publications pertinentes.

- Greenland, C. (1969) The three Special Hospitals in England and Patients with Dangerous, Violent or Criminal propensities. Med. Sci. Law, 9:253; 10:93; et 10:180.
- " (1969) Treatment under compulsion. Association canadienne de psychiatrie J. 14: 343.
- " (1970) Mental Illness and Civil Liberty, A Study of Mental Health Review Tribunals in England and Wales. G. Bell and Sons, Londres
- " (1971) Violence and Dangerous Behaviour Associated with Mental Illness: Prospects for Prevention. Revue canadienne de criminologie. 13:4,
- " (1971) Evaluation of Violence and Dangerous Behaviour Associated with Mental Illness. Colloques en psychiatrie, 3:3, Août.
- " (1972) Dangerous Sexual Offenders in Canada. Revue canadienne de criminologie. 14: 1.
- " et Rosenblatt, E. (1972) Remands for Psychiatric Examination in Ontario, 1969-70. Association canadienne de psychiatrie. J. 17: 397-401.
- " (1973) Research Strategies in the Evaluation of Violent and Dangerous Behaviour. The Social Worker, 41: 4, 10.
- " Violent Offences against Persons. Rapport de Recherches (non publié), Projet n^o 699-803, Ministère du Solliciteur général, Janv. 1972.

- Greenland, C. et Rosenblatt, E. (1974) Female Crimes of Violence. *Revue canadienne de criminologie*. 16:2.
- " Dangerous Sexual Offenders in Canada. Rapport de recherches(non publié) Commission de réforme du droit, 1974.
- " et Rosenblatt, E., Murder Followed by Suicide in Ontario, (non publié) Rapport de recherches, Conseil des arts du Canada, 1975.

WITNESSES—TÉMOINS

Professor Cyril Greenland,
McMaster University,
School of Social Work.

Professeur Cyril Greenland,
Université McMaster,
École de service social.

BINDING SECT. DEC 14 1979

Government
Publications

